



Pour une analyse lefebvrienne de la (re)production spatiale et temporelle du capital : essai sur le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.

Hugo Claret

► To cite this version:

Hugo Claret. Pour une analyse lefebvrienne de la (re)production spatiale et temporelle du capital : essai sur le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.. Economies et finances. Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III, 2023. Français. ⟨NNT : 2023PA030079⟩. ⟨tel-04594772⟩

HAL Id: tel-04594772

<https://theses.hal.science/tel-04594772v1>

Submitted on 30 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

Université Sorbonne Nouvelle – Paris III

ED 625 : Mondes anglophones, germanophones, indiens, iraniens et études européennes
EA-2291 : Intégration et coopération dans l'espace européen

Avec le soutien de la région Île-de-France.

Pour une analyse lefebvrienne de la (re)production spatiale et temporelle du capital : essai sur le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.

Thèse de doctorat en Économie.

Présentée par Hugo Claret.

Directeur de thèse

Patrick Dieuaide. Maître de conférence, Habilité à diriger des recherches, Université Sorbonne-Nouvelle.

Membres du Jury

Alain Bihr. Professeur des universités, Université de Franche-Comté.

Patrick Cingolani. Professeur des universités, Université Paris Cité (rapporteur).

Patrick Dieuaide. Maître de conférence, Habilité à diriger des recherches, Université Sorbonne Nouvelle.

Guillaume Faburel. Professeur des universités, Université Lumière Lyon 2 (rapporteur).

Remy Herrera. Chargé de recherche, Habilité à diriger des recherches, CNRS.

Carlo Vercellone. Professeur des universités, Université Vincennes - Saint Denis.

Pour une analyse lefebvrienne de la (re)production spatiale et temporelle du capitalisme : essai sur le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.

Résumé

Nous proposons dans cette thèse de reconstruire les jalons d'une démarche de périodisation et d'historicisation du capitalisme et de contribuer à la connaissance de ses mutations contemporaines. Pour cela, nous dégageons de la pensée d'Henri Lefebvre les fondements conceptuels, théoriques et méthodologiques d'une démarche consistant à analyser la reproduction des rapports de production capitalistes à l'aune des caractéristiques assumées par la production capitaliste de l'espace et du temps. Puis, nous éprouvons cette démarche en analysant dans quelles mesures les transformations spatiales et temporelles de la pratique sociale qui se manifestent dans le cadre du processus de métropolisation témoignent d'un renouvellement de la forme et du contenu du processus d'abstraction au travers duquel s'effectue la reproduction des rapports de production capitalistes. Plus précisément, nous avançons qu'au sein du « régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps », le processus d'abstraction capitaliste s'empare de la vie quotidienne et se prolonge sous la forme d'un processus de « réduction de la relation à la connexion », dans lequel les propriétés matérielles des liens humains tendent à être alignées sur les déterminations abstraites qui définissent le mouvement autoréférentiel de la valorisation du capital. Nous montrons alors en quoi ce processus assure la prorogation des rapports de production capitalistes et analysons sous quelles formes s'y métamorphosent les contradictions constitutives de ces derniers.

Mots clefs : Henri Lefebvre, capitalisme, espace, temps, vie quotidienne, métropolisation, reproduction, contradictions.

For a lefebvrian analysis of the spatial and temporal (re)production of capitalism: an essay on the metropolitan regime of capitalist production of space and time.

Summary

In this thesis, we offer to reconstruct the milestones of an approach of periodization and historicization of capitalism and to contribute to the knowledge of its contemporary mutations. To that end, we draw from the thought of Henri Lefebvre the conceptual, theoretical and methodological foundations of an approach which consists in analyzing the reproduction of capitalist relations of production in the light of the characteristics assumed by the capitalist production of space and time. We then test this approach by analyzing to which extent the spatial and temporal transformations of the social practice that manifest themselves within the framework of the process of metropolisation attest a renewal of the form and content of the process of abstraction through which the reproduction of capitalist relations of production is carried out. More precisely, we argue that within the "metropolitan regime of capitalist production of space and time", the process of capitalist abstraction takes hold of daily life and is prolonged in the form of a process of "reduction of relation to connection", in which the material properties of human links tend to be aligned with the abstract determinations that define the self-referential movement of capital valuation. We then show how this process ensures the perpetuation of the capitalist relations of production and we analyze the forms under which the constituent contradictions of these relations do metamorphose themselves.

Keywords : Henri Lefebvre, capitalism, space, time, daily life, metropolisation, reproduction, contradictions.

« Il faut être à la pointe de son ignorance ; et c'est bien là qu'il faut s'installer ».

Gilles Deleuze. Abécédaire.

*« Sache que si je suis lent dans tes yeux,
c'est parce que le vent qui me meut
suit les battements de mon cœur,
qui défient les construits enfermant nos corps. »*

Ardent (Sébastien Bellocq). Chroniques du confinement, n°5.

Remerciements.

Je tiens ici à adresser toute ma reconnaissance à mon directeur de recherche, Patrick Dieuaide, pour l'aide et le soutien qu'il m'a apporté pendant toutes ces années. Certaines de nos conversations m'ont accompagné tout au long de la réalisation de cette thèse. Elles résonnent partout en elle et l'irriguent aux endroits les plus décisifs. Elles sont au cœur de l'intrigue qui a motivé sa production et au fondement du chemin parcouru à travers elle.

Je remercie ensuite les membres de mon jury de thèse, Alain Bihr, Patrick Cingolani, Guillaume Faburel, Remy Herrera et Carlo Vercellone, qui ont accepté de lire et d'évaluer ce copieux manuscrit. Je les remercie aussi par avance pour toutes les critiques, remarques et suggestions qu'ils adresseront à ce dernier.

Je veux aussi remercier les enseignants qui m'ont transmis l'amour de la connaissance. En particulier Madame Mondon et Monsieur Chauvet, qui m'ont respectivement initié à la philosophie et aux sciences économiques et sociales au lycée, ainsi que Christian Laval et Frédéric Lordon, qui ont joué un rôle décisif dans ma formation intellectuelle en m'accompagnant dans mes premiers travaux de recherches.

Un grand merci, ensuite, à mes camarades de la Maison de la Recherche : Alexandra, Bastien, Clémence, Cindy, Didier, Élise-Anne, Élisabeth, Érica, Estéra, Franck, Jérémie, Julien, Loulou, Louise, Lucien, Nadège, Rachid. C'était un véritable bonheur de venir travailler en sachant que j'allais vous retrouver. Merci pour tous ces beaux moments passés ensemble.

Je remercie également mes camarades du mouvement des Gilets-Jaunes : Daniel, Carole, Christiane, Élisabeth, Florence, François, Jean-Claude, Joël, Joëlle, Johanna, Ludo, Mohamed, Rebeha, Saïd. Ce que nous avons vécu ensemble est inoubliable. C'est avec beaucoup d'émotions que je pense à vous en cette période de forte intensité des luttes de classes.

Merci également à Benali Tebbal, qui m'a permis de redécouvrir l'une de mes plus anciennes passions. Pouvoir retourner dans l'eau m'a grandement aidé à ne pas perdre pied.

Merci aussi à Aurélia Mestre, grâce à qui la réalisation de ce travail aura constitué un moment de ma propre réalisation.

Une pensée affectueuse aussi pour mes amis de l'Institution : Alexis, Camille, Emma, Laura, Laurent, Nicolas, Sebastian, Théo, Victor, Yara. Merci pour tous ces délicieux repas et pour toutes ces belles soirées. J'espère, sans en douter, que nous continuerons à savourer notre amitié au cours des prochaines années.

Je pense aussi évidemment à mes plus vieux amis : Alice, Donovan, Fabien, Gabriel, Quentin, Maëlle, Pierre, Priam, Simon, Tao et Thomas. Contre vents et marées, notre amitié m'a accompagné pendant toutes ces années. Ne virons pas de bord. Et ne laissons jamais s'éventer nos maximators !

Je rends enfin hommage aux membres de ma famille, en remerciant en particulier mon père, à qui je dédie cette thèse.

Introduction.....	12
Un horizon difficile à retrouver : l'historicisation du capitalisme contemporain.	13
Une rencontre décisive : Henri Lefebvre et le concept de production de l'espace (et du temps).	15
Un itinéraire : de l'économie politique régulationniste à la critique marxiste de l'économie politique.	19
Un point d'arrivée ou l'ouverture d'un nouveau sentier : la caractérisation du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.	21
Présentation du plan.....	23
 Partie I. Henri Lefebvre et les fondements conceptuels et théoriques d'une analyse spatiale et temporelle du développement historique du capital.....	25
Introduction de la première partie.	26
Chapitre I. Concilier historicisation et spatialisation : des écueils à éviter et des arguments à récuser.	30
Section 1. Argument onto-historique : l'essence temporelle du capitalisme comme justification du désintéret pour l'espace.	30
1. L'essence temporelle de la modernité capitaliste.	31
1.1. Moishe Postone.....	33
1.2. Edward Palmer Thompson.	40
1.3. Jonathan Martineau.....	42
1.4. François Hartog.	42
1.5. Hartmut Rosa.....	44
2. Le temps contre l'espace ?.....	47
Section 2. Argument méthodologique : « ces singularités géographiques qui défient les tendances historiques ».	49
1. Une géographie qui semble « impossible à généraliser » 50	
2. Des singularités géographiques gênantes ou d'un intérêt « secondaire et négatif » pour une démarche historiciste.	52
Section 3. Argument épistémologique : « l'autonomie des territoires dans la détermination de leurs trajectoires de développement et le caractère contingent de ces dernières récuse le projet historiciste ».	55
1. Les deux périodes de l'école de la régulation : du diachronique au synchronique 55	
2. Nouvelle conception ou rejet de l'histoire et de l'historicisme ? 57	
3. Fondements conceptuels et portée épistémologique de la thèse régulationniste de l'autonomie relative des capitalismes.	59
4. La fétichisation des territoires.....	64
5. Conclusion de la section.	67
Section 4. Conclusion du chapitre.	68
 Chapitre II. Henri Lefebvre et l'analyse spatiale et temporelle du développement historique du capitalisme (1).	70
Section 1. Henri Lefebvre, un marxiste hétérodoxe.	71
1. Une pensée inscrite dans des moments et des lieux.	73
2. Lefebvre, Marx et le matérialisme dialectique.	75
3. Lefebvre à la confluence des pensées allemande et française.	80
4. Conclusion de la section.	85
Section 2. La pensée spatiale d'Henri Lefebvre (1) : le caractère social de l'espace.	86
1. L'espace comme produit de l'activité des corps.	88
2. Le « corps total » comme fondement de la production de l'espace social.	89
3. La triplicité de l'espace social : perçu, vécu, conçu.....	91
4. L'unité du perçu, du vécu et du conçu dans l'espace social comme produit et comme expression d'un mode de production.....	93
Section 3. Vers une analyse spatiale et temporelle du processus d'abstraction capitaliste (1).	95
1. Éléments de périodisation : la préhistoire de l'espace abstrait et du temps abstrait.....	96
2. L'espace abstrait comme origine du temps abstrait ?.....	102

3. La réaffirmation du concept marxiste de « production » et la reconnaissance de l'unité dialectique de la pratique, de l'espace et du temps : l'« économie politique de l'espace et du temps » d'Henri Lefebvre.	106
4. L'économie politique de l'espace d'Henri Lefebvre : l'unité du temps et de l'espace comme prisme d'analyse des rapports sociaux.	115
5. Quid des singularités géographiques dans cette économie politique de l'espace et du temps ?	117
6. L'unité de l'espace et du temps dans le mode de production capitaliste : unité dissociée et suprématie de l'espace sur le temps.	120
Chapitre III. En guise de mise en pratique (1) : réappréciation de la formule selon laquelle le mode de production capitaliste réalise « l'anéantissement de l'espace par le temps ».	124
Section 1. Les contradictions de la spatio-temporalité abstraite du procès de circulation du capital : autour de David Harvey.	127
Section 2. Les contradictions de la spatio-temporalité abstraite du procès de circulation du capital : autour d'Henri Lefebvre.	139
Section 3. Contradictions de la spatio-temporalité abstraite du procès de circulation du capital et régulation du capitalisme.	156
1. Socialisation des forces productives de la circulation et alourdissement du tribut foncier et immobilier.	157
2. Apports éventuels de cette caractérisation théorique au regard des thèses et des débats actuels de l'économie politique hétérodoxe.	160
Section 4. Conclusion d'étape (chapitres II et III).	166
Chapitre IV. Henri Lefebvre et l'analyse spatiale et temporelle du développement historique du capitalisme (2).	169
Section 1. La pensée spatiale d'Henri Lefebvre (2) : l'existence spatiale du social.	169
1. La réalité sociale n'est réelle qu'en tant qu'elle se matérialise dans l'espace.	170
2. La réalité sociale n'est sociale qu'en tant qu'elle se matérialise dans l'espace.	173
3. Portée critique de la conception de l'espace comme mode d'existence des rapports sociaux	179
3.1. Critique de la conception selon laquelle l'espace « interfère » dans le fonctionnement de l'économie.	179
3.2. Critique de la démarche consistant à déduire une configuration spatiale ou des dynamiques territoriales à partir d'une caractérisation théorique de l'économie.	183
3.3. Critique de la proposition visant à faire du territoire une « sixième forme institutionnelle ».	188
3.4. Critique de la représentation selon laquelle les territoires auraient à « s'insérer dans la mondialisation » ou à « inventer leur forme d'adhésion au régime international ».	191
Section 2. Vers une analyse spatiale et temporelle du processus d'abstraction capitaliste (2) : Synthèse des deux grandes propositions de la pensée spatiale d'Henri Lefebvre	195
1. La production spatiale du social : aspects théoriques.	195
2. La production spatiale du social : aspects historiques.	199
3. Conclusion de la section.	212
Section 3. En amont d'Henri Lefebvre : la production spatiale du capital chez Karl Marx et Friedrich Engels.	215
1. L'espace n'est pas absent des travaux fondateurs de la pensée marxiste.	215
2. La production spatiale du prolétariat et son caractère contradictoire dans <i>Le Capital</i> de Karl Marx.	218
3. Enrichir avec Marx la problématique de la production spatiale du capital : temps long, échelles et conditions externes.	221
4. Conclusion et transition.	223
Chapitre V. En guise de mise en pratique (2) : production de l'espace et appropriation capitaliste du procès de production à l'époque du capitalisme industriel.	225
Section 1. Le processus d'appropriation capitaliste du procès de production et la concrétisation du travail abstrait : aspects théoriques du passage de la subsumption formelle à la subsumption réelle du travail au capital.	226
1. La subsumption formelle du travail sous le capital.	226
2. La subsumption réelle du travail sous le capital.	230

Section 2. Le mode matériel d'existence du processus d'appropriation capitaliste du procès de production : rassemblement, enfermement, simultanéité des procès de travail ; immobilisation et atomisation des travailleurs.....	235
1. L'atelier.....	237
2. La manufacture.....	242
3. La fabrique mécanique et l'usine automatique.....	245
4. Conclusion de la section.....	251
Section 3. Le mode matériel d'existence du processus d'appropriation capitaliste du procès de production : au-delà de l'établissement productif.....	254
1. La croissance des échanges internationaux.....	256
2. L'unification des marchés nationaux.....	258
2.1. L'intensification des migrations saisonnières.....	259
2.2. L'unification du marché agricole et le développement de l'agriculture capitaliste.....	260
2.3. Le développement de la division du travail à l'échelle régionale et nationale.....	262
2.4. Diffusion spatiale de l'information et unification des marchés.....	263
2.6. L'unification linguistique.....	265
3. Conclusion provisoire. La notion de régime de production de l'espace.....	266
4. L'urbanisation.....	270
4.1. Les centralités urbaines comme espace de pilotage des flux de capitaux et de marchandises....	270
4.2. L'espace urbain comme espace de réalisation de la (sur)valeur.....	271
4.3. L'espace urbain et la mobilisation de la force de travail.....	273
4.4. Le processus d'urbanisation comme approfondissement et pérennisation de la condition prolétarienne.....	277
4.5. L'urbanisation et la reproduction élargie de la force de travail.....	278
4.6. Le rôle des consommations collectives dans la reproduction élargie de la force de travail.....	280
4.7. L'évolution de l'habitat de la force de travail.....	282
4.8. Division capitaliste du travail et division sociale de l'espace urbain.....	291
5. Conclusion de la section.....	299
Section 4. Conclusion du chapitre.....	302
Conclusion de la première partie.....	307
Lire et utiliser Henri Lefebvre en économiste.....	307
Lire et utiliser Henri Lefebvre en marxiste.....	307
Lire et utiliser Henri Lefebvre pour réhabiliter le matérialisme dialectique et réouvrir le débat sur la conception théorique de l'histoire du capitalisme.....	312
Dépasser l'approche régulationniste et renouveler l'analyse historique du capitalisme.....	316

Partie II. La métropolisation comme régime de production capitaliste de l'espace et du temps : essai sur le développement contemporain du capital.....321

Présentation de la deuxième partie..... 322

Chapitre VI. Introduction de la seconde partie..... 325

Section 1. Objectifs de l'essai.....	325
1. Analyser le prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital.....	325
2...dans son rapport avec l'approfondissement contemporain du processus de socialisation du capital...	326
3... et avec le renouvellement des formes d'aliénation capitaliste de l'individualité et de l'humanité.....	327
Section 2. Méthodologie de l'essai.....	328
1. Une mise en œuvre conjointe de la démarche régressive-progressive.....	328
2. ... et de l'approche métadisciplinaire.....	329
Section 3. La métropolisation : une (première) synthèse métadisciplinaire.....	331
1. Les travaux sur la métropolisation : une littérature impossible à synthétiser ?.....	331
2. La centralité de la notion de liens : vers une première heuristique de la métropolisation.....	335
3. Relations et connexions : les deux faces de la métropolisation.....	339
Section 4. Présentation du plan.....	349

Chapitre VII. La production de la métropole connexionnelle comme expression des transformations du procès de circulation du capital et du prolongement de son processus

d'autonomisation..... 356

Section 1. La production de la métropole connexionnelle : les transformations matérielles de la division capitaliste du travail. 356

1. La concentration métropolitaine des centres de décision des grandes entreprises. 358
2. La concentration métropolitaine des emplois relevant des services avancés aux entreprises. 373
3. Les « effets de taille » et la « dimension hyperscalaire » des espaces métropolitains..... 389
4. La réduction métropolitaine de la relation à la connexion, ou la forme contemporaine du processus d'abstraction capitaliste. 401
5. La métropole connexionnelle et ses (proches) périphéries..... 408
 - 5.1. Les transformations contemporaines des rapports centre-périphéries. 408
 - 5.2. Discussion : l'hypothèse du passage du contrôle des moyens sociaux de production au contrôle des moyens sociaux de connexion. 413
 - 5.3. Conclusion. Le prolongement du processus d'autonomisation du capital s'effectue au travers d'une profonde transformation du pouvoir et de la domination capitalistes. 425
6. La métropole connexionnelle comme matérialisation spatiale des exigences temporelles contemporaines de la valorisation du capital : un espace socialisé et concrètement abstrait. 429
 - 6.1. Reconsidérer les résultats de la production de la métropole connexionnelle à l'aune du changement de principe d'organisation de la division du travail dont elle est porteuse. 429
 - 6.2. La métropole connexionnelle : l'espace socialisé et concrètement abstrait des formes contemporaines de l'accumulation du capital. 446
 - 6.3. Transition. 450

Section 2. La production de la métropole connexionnelle : les transformations matérielles de la vie quotidienne. 450

1. La métropolisation comme consécration de « l'urbain généralisé ». 451
 - 1.1. La généralisation de la condition prolétarienne. 452
 - 1.2. Le parachèvement du « processus d'articulation du capital ». 453
2. La métropolisation et la « patrimonialisation de l'espace social ». 455
 - 2.1. La patrimonialisation de l'espace social : définition et revue de la littérature. 455
 - 2.2. La patrimonialisation comme solution spatiale aux contradictions des formes antérieures de la production capitaliste de l'espace. 457
 - 2.3. Les voies contingentes de la rationalité immanente du capital. 461
 - 2.4. La patrimonialisation comme expression de la sénilité du capital : totalisé et exsangue..... 463
 - 2.5. La patrimonialisation comme séparation : une expression de l'aliénation connexionnelle. 468
 - 2.6. Conclusion. 472
3. La réversibilité métropolitaine : la figure de la « ville événementielle ». 477
 - 3.1. La production de la ville événementielle comme solution spatio-temporelle aux contradictions du processus d'accumulation du capital. 478
 - 3.2. La production de la ville événementielle comme solution spatio-temporelle aux contradictions matérialisées par les luttes de classes. 490
 - 3.3. Éléments de conclusion. 497
4. L'accélération et la saturation métropolitaine de la vie quotidienne : la figure de la « ville en continu » (et ses avatars). 511
 - 4.1. La production de la ville en continu et de ses avatars : restitution et analyse critique..... 513
 - 4.2. Conclusion : la production d'un monde socialisé et concrètement abstrait, ou le parachèvement métropolitain du processus d'abstraction capitaliste. 531
5. La séparation métropolitaine : la figure de la « ville à la carte (numérique) ». 538
 - 5.1. La production de la ville à la carte (numérique) : restitution. 539
 - 5.2. Discussion : resituer l'essor des plateformes numériques à l'intérieur de la production de la ville à la carte numérique et du processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion qui s'effectue à travers elle. 541
 - 5.3. Conclusion. Le prolongement métropolitain de la « production circulaire de l'isolement ». 546
6. En guise de conclusion. Le récit tragique de l'abstraction capitaliste de l'espace et du temps. 549

Chapitre VIII. La production de la métropole relationnelle comme expression des transformations du procès de production capitaliste et de l'approfondissement du processus de socialisation du capital.	551
Section 1. Les enseignements des approches néoclassiques.	553
1. Restitution.	553
2. Discussion.	556
Section 2. Les enseignements des approches institutionnalistes.	559
1. Restitution.	560
2. Discussion.	571
Section 3. Les enseignements des approches marxistes.	574
1. Restitution.	575
2. Discussion.	589
Section 4. Conclusion.	594
Chapitre IX. L'unité contradictoire de la métropole connexionnelle et de la métropole relationnelle : une vue synthétique sur le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.	599
Section 1. L'unité contradictoire des mondes connexionnel et relationnel. Hypothèses.	600
Section 2. Les raisons historiques du régime métropolitain de production de l'espace et du temps : nécessités et opportunités de l'appropriation capitaliste des liens humains.	604
1. Résumé des principaux arguments.	605
2. Synthèse.	608
3. Conclusion.	612
Section 3. Le contenu du régime métropolitain de production de l'espace et du temps : la dualité de la puissance matérielle des liens humains ou l'unité des mondes relationnel et connexionnel.	612
1. Synthèse.	612
2. Conclusion.	615
Section 4. La régulation métropolitaine du développement contemporain du capital.	617
1. La régulation métropolitaine des contradictions matérielles du procès de valorisation du capital.	618
1.1. Les contradictions matérielles des formes contemporaines de la valorisation du capital.	618
1.2. La régulation métropolitaine des contradictions matérielles des formes contemporaines de la valorisation du capital.	620
1.3. La reproduction métropolitaine de la classe capitaliste. Sénilité et irresponsabilité.	621
1.4. La reproduction métropolitaine des rapports de production capitalistes. Le réencastrement totalitaire du capital dans la vie sociale.	625
2. La régulation métropolitaine des contradictions matérielles du procès de production capitaliste.	628
2.1. Retour sur la crise du régime de l'usine. Le problème de l'appropriation capitaliste du travail cognitif et de l'activité relationnelle de la vie humaine.	628
2.2. La production métropolitaine de subjectivités narcissiques.	635
2.3. Les inclinaisons passionnelles de l'individualité narcissique comme mode de régulation des contradictions matérielles de la production capitaliste.	646
2.4. Conclusion.	650
Section 5. Les contradictions métropolitaines du développement contemporain du capital.	654
1. Où se situent les contradictions du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps ?	656
2. La dimension économico-géographique des contradictions inhérentes au processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion.	659
3. Les dimensions anthropologique et psychologique des contradictions inhérentes au processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion.	661
4. La dimension écologique des contradictions inhérentes au processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion.	668
4. La dimension socio-politique des contradictions inhérentes au processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion.	676
6. Conclusion.	689
Conclusion de la deuxième partie.	694
Conclusion.	701

Retour sur la démarche : justification du recours métaphorique.....	702
Retour sur les résultats : une dernière représentation métaphorique du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.....	706
Bibliographie.	715
Table des encadrés.....	743
Table des figures.....	744
Table des tableaux.	745

INTRODUCTION

Il n'est pas évident de faire l'introduction d'une exploration, c'est-à-dire d'un travail qui se conçoit, précisément, comme une grande introduction. Aussi, pour aller au plus vite et éviter les redondances, nous nous contenterons ici d'indiquer la direction de cette exploration (sa problématique), les équipiers dont nous nous sommes entourés pour nous y aventurer (les principales références que nous mobilisons), les outils que nous leur avons empruntés pour la mener à bien (les principaux concepts que nous mobilisons), ainsi que la marche d'approche qui nous a permis d'accéder à son point de départ, c'est-à-dire au point à partir duquel nous avons pu commencer à percevoir l'horizon qui lui donne sa direction.

Un horizon difficile à retrouver : l'historicisation du capitalisme contemporain.

La marche d'approche qui précéda l'amorce des travaux qui sont présentés dans cette thèse fut longue et laborieuse. Ce n'est en effet qu'après nous être engagés pendant presque deux ans sur une piste qui ne nous laissait envisager que de ternes horizons que nous avons fini par trouver le chemin qui allait nous permettre d'en entrevoir un plus désirable, celui que nous nous sommes finalement décidés à poursuivre.

Au départ, nous nous sommes lancés sur une piste correctement balisée par les institutions universitaires et déjà largement défrichée par différents auteurs gravitant autour de l'école française de la régulation. Dans la droite ligne des travaux de la « Nouvelle Géographie Socio-Économique » (Benko, Lipietz, 1992), le projet de thèse que nous avons rédigé en 2016 prévoyait d'analyser les dynamiques territoriales contemporaines à l'aune des caractéristiques contemporaines du processus d'accumulation du capital ; lesquelles étaient alors supposées par nous comme étant connues, et leur caractérisation achevée. Plus précisément, il s'agissait dans le cadre de ce projet de tenter d'expliquer la tendance à la dualisation des dynamiques territoriales que l'on observe depuis la fin des années 1970 dans la plupart des économies occidentales (Davezies, 2015b) à partir de la dualité des principes d'organisation de la division du travail qui, selon une hypothèse que nous avons adoptée comme présupposé, constitue l'une des caractéristiques centrales du capitalisme contemporain (« post-fordiste ») et des formes d'accumulation et de valorisation du capital qui lui sont associées (Mouhoud & Plihon, 2009). Nous cherchions alors à éprouver l'hypothèse selon laquelle les territoires qui ont connu des trajectoires défavorables au cours des dernières décennies sont ceux qui se caractérisent par le maintien de la prédominance de formes « tayloriennes » ou « néo-tayloriennes » d'organisation de la division du travail, tandis qu'à l'inverse, « les territoires qui gagnent », pour reprendre l'expression de ceux dont nous reprenons aussi la problématique (Benko, Lipietz, 1992), sont ceux qui ont pu ou qui ont su mettre en place des formes d'organisation dites « cognitives » de

la division du travail : l'hypothèse sous-jacente était alors que ces dernières sont plus adaptées que les premières aux exigences concurrentielles caractéristiques du capitalisme contemporain et qu'elles permettent en conséquence aux territoires qui les ont adoptées de connaître une trajectoire de développement plus soutenue et plus résiliente.

De pente douce et abritée, la voie sur laquelle nous étions engagés au travers de ce projet présentait de nombreux attraits. En plus d'être sécurisée par l'autorité d'une école de pensée relativement bien insérée dans les institutions universitaires, elle avait l'avantage de répondre à la plupart des exigences épistémiques qui dominent actuellement la production du savoir académique : elle pouvait tout d'abord se prévaloir de disposer de cette vertu désormais unanimement reconnue qu'est la « pluridisciplinarité », dans la mesure où elle se proposait de jeter un pont entre l'économie politique et la géographie-économique. Elle parcourait en plus un champ autorisé, celui des « territoires », qui était et qui est toujours particulièrement en vogue en économie politique et dans d'autres disciplines de sciences sociales. Elle appréhendait en outre ce champs de la manière indiquée par l'épistémè contemporaine, en proposant de rendre compte de la « diversité » des dynamiques territoriales - même si cette diversité était en l'occurrence réduite à une dualité et qu'il ne s'agissait pas seulement de la décrire mais aussi de l'expliquer. Enfin, elle avait l'avantage d'être en phase avec la tendance à la finalité technocratique de la production académique, dans la mesure où elle pouvait se targuer de déboucher sur des préconisations en termes de politique de développement territorial susceptibles d'intéresser les élus soucieux d'appartenir à une « région qui gagne », et de pouvoir en revendiquer le mérite.

Plusieurs raisons nous ont pourtant amené à nous détourner de cette voie privilégiée. La première est que nous n'avions au fond jamais été vraiment enthousiasmé par le point d'arrivée de ce projet, qui consistait fondamentalement à produire des connaissances dans le domaine de la géographie et non dans celui de l'économie politique, qui demeure la discipline où nous conservons nos attaches. En outre, plus nous avançons, plus nous commençons à remettre en cause la démarche même de ce projet, qui revenait à produire des connaissances géographiques à partir de connaissances économiques ; soit, à reproduire sous une nouvelle forme, sous une forme régulationniste, l'« impérialisme économique » (Bourdieu, 2017) que nous avons appris auprès de cette même école de pensée à reconnaître et à dénoncer en ce qui concerne les travaux d'inspiration néoclassique. Nous étions donc de plus en plus insatisfaits au sujet de la manière dont cette problématique revenait à faire dialoguer les savoirs géographiques avec la problématique régulationniste, ou plus généralement avec la question des transformations

historiques du capitalisme. Aussi, nous éprouvions dans le même temps une profonde insatisfaction au sujet de la manière dont l'espace était implicitement conceptualisé dans le cadre cette problématique. Le concept de « territoire », qui constitue le principal sinon le seul concept géographique mobilisé par l'école française de la régulation, nous semblait en effet à la fois creux et dangereux : ce que nous avons appris du structuralisme au cours de nos années de master nous poussait à nous en méfier, ou plus précisément à nous méfier de la tendance qui consiste à en faire un acteur collectif doué de la capacité d'inventer de manière (semi-)autonome sa propre histoire (ou son propre capitalisme) ; tandis que le matérialisme, auquel nous nous étions également initiés au cours de nos années de master, et que nous cherchions en fait à approfondir au travers de ce sujet tourné vers la géographie, nous poussait à nous en désintéresser, dans la mesure où il n'offre le plus souvent qu'une vue assez superficielle sur les contenus réels de la pratique sociale (et des rapports sociaux qui la commandent). À ce moment-là, nous commençons alors en outre à avoir l'intuition que ces deux motifs d'insatisfaction étaient probablement liés ; et que l'unilatéralité du dialogue avait très certainement quelque chose à voir avec le caractère aporétique du concept : une intuition qui ne devait plus nous quitter jusqu'à être confirmée. Enfin, au cours de la même période, alors que nous étions en train d'approfondir notre connaissance de la littérature spécialisée dans l'analyse des transformations contemporaines (« post-fordistes ») du capitalisme, nous nous sommes mis à douter de plus en plus fortement de la possibilité de tenir pour acquise la connaissance de ces transformations, et donc de l'opportunité d'en faire le présupposé de nos réflexions. En effet, face à l'absence de consensus concernant le successeur du capitalisme fordiste (qualifié selon les cas de capitalisme néolibéral, de capitalisme financiarisé, de capitalisme cognitif, de capitalisme tardif, ou encore de capitalisme de plateforme ou de capitalisme de surveillance, etc.) et face au caractère partiel des caractérisations existantes (qui tendent pour la plupart à ne saisir qu'un seul aspect de la réalité et à lui attribuer de ce fait une importance exagérée), nous nous sommes progressivement convaincus que, plutôt que de constituer le présupposé de notre exploration, la connaissance des mutations contemporaines du capitalisme devait constituer son point d'arrivée, ou du moins son horizon.

Une rencontre décisive : Henri Lefebvre et le concept de production de l'espace (et du temps).

C'est dans ce contexte qu'intervint notre rencontre avec la pensée d'Henri Lefebvre. Ou plus exactement, notre deuxième rencontre. Dès notre inscription en doctorat en effet, Patrick Dieuaide, notre directeur de recherche, nous avait suggéré de nous pencher sur les travaux de cet auteur, chez lequel, disait-il, nous étions susceptibles de trouver une autre manière

d'envisager et de traiter le rapport unissant les transformations historiques du capitalisme et les transformations géographiques des sociétés capitalistes.

Toutefois, la première lecture de *La production de l'espace* (Lefebvre, 2000) que nous avions alors entrepris ne pouvait pas être la bonne. Et de fait, nous sommes passés à côté de ce que nous pouvions en tirer. Il fallait en fait que montent et que prennent forme les insatisfactions que nous avons évoquées ci-dessus pour que nous puissions être affectés par ce qu'Henri Lefebvre avait à nous apprendre. C'est en partie ce que permit à notre deuxième rencontre d'être plus concluante.

Par ailleurs, à côté de cette condition affective, une condition plus proprement intellectuelle avait entre-temps été remplie pour nous permettre de ne pas manquer cette deuxième rencontre : la lecture, à la fin de l'année 2017, de l'ouvrage d'Alain Bihr intitulé *La reproduction du capital, prolégomènes à une théorie générale du capitalisme* (2001). Cet ouvrage a en effet joué un rôle décisif dans notre réception de la pensée d'Henri Lefebvre. En premier lieu, il nous a permis de nous introduire à un marxisme différent de celui que nous connaissions jusqu'alors : un marxisme plus hégélien, faisant plus de place à la dialectique, aux contradictions et au mouvement qui en résulte. Cette première initiation à un « marxisme non structuralisé » (Lefebvre) contribua ainsi largement à nous mettre en capacité de percevoir et de comprendre la démarche matérialiste et dialectique mise en œuvre par Henri Lefebvre dans ses ouvrages. Une démarche qui, dans un ouvrage comme *La Production de l'espace*¹, se déploie de manière certes puissante mais discrète, si bien qu'elle n'est pas évidente à distinguer et encore moins à comprendre pour un non initié. Mais surtout, et en raison précisément du soin avec lequel y est restituée la filiation hégélienne de la pensée marxiste², l'ouvrage d'Alain Bihr nous a permis de

¹) *La Production de l'espace* nous semble en effet être l'un des ouvrages les plus difficiles d'Henri Lefebvre. Dans cet ouvrage, dont le style rhapsodique peut constituer un premier obstacle (Hess, 2000), Henri Lefebvre semble en effet présupposer que le lecteur dispose d'une bonne connaissance de ses travaux antérieurs et d'une bonne compréhension de la pensée marxiste en général – et de tant d'autres choses encore (!). Ce n'est cependant pas le cas de tous ses travaux, dont certains, comme son « Que-sais-je » sur le *Marxisme* (1978), sont extrêmement didactiques.

²) Dans cette thèse, nous emploierons systématiquement le terme de « pensée(s) marxiste(s) » quand il s'agira de désigner les courants et les auteurs se réclamant de la pensée de Karl Marx. Nous délaisserons donc l'expression de « pensée marxienne », qui est souvent utilisée au sein de la sphère académique afin de distinguer la pensée de Karl Marx des usages idéologiques ou dogmatiques qui en ont été faits. Quatre principales raisons justifient ce choix. La première répond tout simplement à une considération esthétique : nous trouvons les termes « marxien » ou « marxienne » peu élégants. La deuxième est stratégique : nous pensons qu'il n'est pas judicieux d'abandonner les termes qui ont été galvaudés au cours de l'histoire (cette remarque vaut aussi pour d'autres termes, comme celui de communisme). La troisième peut être qualifiée de déontologique : c'est que nous avons remarqué, lorsque nous utilisons encore cette distinction, que nous n'arrivions pas à nous défaire d'un certain arbitraire dans la façon dont nous réservions le terme de marxiste à tel courant ou à tel auteur, et de marxien à tel autre auteur ou tel autre courant. La quatrième, enfin, est que la distinction marxiste/marxienne, quand elle sert à distinguer l'héritage théorique et scientifique de la pensée de Karl Marx des doctrines politiques qui s'en sont inspirées, trahit la pensée

renouveler notre compréhension de concept de *reproduction du capital* ; qui, pour lui comme pour Henri Lefebvre, constitue le concept central autour duquel s'organise la critique marxiste de l'économie politique. En particulier, il nous a permis de comprendre en quoi ce concept, de même que l'analyse des transformations historiques du capitalisme à laquelle il se rattache, gagnent à être réinsérés à l'intérieur de la « dialectique de l'abstrait et du concret » constitutive du mouvement des sociétés dominées par les rapports de production capitalistes.

De cette leçon, qui revient fondamentalement à réinsérer la problématique des transformations historiques du capitalisme à l'intérieur d'une conception dialectique du devenir historique de ce dernier, nous avons alors retenu un ensemble de propositions qui allaient préparer et structurer toutes nos lectures à venir des ouvrages d'Henri Lefebvre ; et toutes les réflexions que nous allions développer à partir de ces derniers :

- la reproduction du capital n'est pas simplement « reproduction de la survalueur », elle aussi « reproduction des rapports de production capitalistes ».
- les contradictions des rapports de production capitalistes, qui trouvent en dernière analyse leur origine dans le « double caractère de la marchandise » (Marx), simultanément valeur d'échange et valeur d'usage, réalité abstraite et concrète, sociale et matérielle, constituent le point de départ et le point d'arrivée de la reproduction des rapports de production capitalistes.
- les rapports de production capitalistes ne se reproduisent pas à l'identique mais se maintiennent en se transformant ou, plus exactement, en se développant, c'est-à-dire en approfondissant leurs présupposés (et donc leurs contradictions) .
- ce développement s'effectue au travers d'une transformation de la réalité matérielle de la pratique sociale au sein de laquelle s'objectivent les rapports de production capitalistes.
- cette transformation consiste à aligner les propriétés matérielles de la pratique sociale sur les déterminations abstraites du capital, de manière à la rendre adéquate aux exigences de son mouvement de valeur en procès. La reproduction des rapports de production s'effectue donc au travers d'un « processus d'abstraction », c'est-à-dire de concrétisation de l'abstraction capitaliste et d'abstraction de la réalité humaine.
- cette transformation, au travers de laquelle le capital s'approprie la réalité matérielle de la pratique sociale afin de conformer celle-ci aux nécessités de sa propre reproduction

de ce dernier, dont le propre est précisément de tenir ensemble la pratique théorique et la pratique politique.

immédiate (valorisation), est en même temps séparation des hommes et les femmes vis-à-vis de leurs conditions matérielles d'existence, réduction de leur réalité à une abstraction qui leur est étrangère.

- la reproduction des rapports de production capitalistes, à la fois concrétisation de l'abstraction capitaliste et abstraction de la réalité humaine, a donc pour double résultat le prolongement du processus d'autonomisation du capital d'une part, qui s'approprie les conditions nécessaires à sa valorisation et qui se réalise ce faisant sous sa forme pure et achevée de valeur en procès (qui semble pouvoir se valoriser de manière autonome, immédiate et illimitée), et l'approfondissement de l'aliénation des hommes et des femmes d'autre part, qui se trouvent quant à eux séparés (expropriés ou dépossédés) de leurs conditions matérielles de subsistance et d'existence et qui se voient en conséquence déréalisés : non dans le sens où se verrait mutilée leur inaltérable nature humaine ou identité individuelle, mais dans le sens où les modes que peuvent prendre leurs puissances d'agir, de même que les objets sur lesquels ces dernières peuvent se porter, se trouvent limités et pour ainsi dire sélectionnés selon un critère de compatibilité avec les exigences de la mise en valeur du capital.

C'est donc armés de nos insatisfactions et équipés de ces propositions que, dans le courant de l'année 2018, nous avons rencontré la pensée d'Henri Lefebvre pour la deuxième fois. Cette deuxième rencontre se fit alors au travers de la lecture de son ouvrage sur *La survie du capitalisme* (2002), un ouvrage plus facile d'accès que *La Production de l'espace* dans lequel il développe précisément le concept et la problématique de la « reproduction des rapports de production capitalistes ». Cet ouvrage a joué un rôle charnière dans notre itinéraire, dans le sens où sa lecture avait été préparée par celle de l'ouvrage d'Alain Bihr et qu'elle allait à son tour préparer notre deuxième lecture de *La production de l'espace*. Elle nous a en effet tout d'abord aidé à approfondir notre compréhension des propositions énoncées ci-dessus en nous donnant l'occasion de les voir à l'œuvre dans le cadre d'une analyse appliquée à un contexte particulier, celui de la crise des années 1970. Elle nous a ainsi aidé à mieux comprendre l'unité de ces différentes propositions et à nous rendre compte de la portée critique et heuristique de ces dernières. Mais surtout, en nous permettant de reconnaître dans la problématique de la reproduction des rapports de production capitalistes la problématique centrale dont s'occupe Henri Lefebvre, c'est-à-dire en nous amenant (ou du moins en nous préparant) à voir dans cette question le centre de gravité de toute son œuvre, *La survie du capitalisme* nous a permis de comprendre ce qui nous semble constituer le sens et l'intérêt principal des réflexions et des

analyses qu'il propose dans *La production de l'espace*. Il nous a en effet permis de forger l'hypothèse de lecture selon laquelle ce dernier ouvrage, à l'instar de ceux consacrés à la critique du temps (Lefebvre, 2019) et à la critique de la vie quotidienne (Lefebvre, 1958 ; 1961 ; 2014), et inséparablement de ces derniers, a pour projet de proposer *les bases conceptuelles, théoriques et méthodologiques d'une analyse des modalités matérielles au travers desquelles s'effectue la reproduction des rapports de production capitalistes*.

C'est ainsi que, lors de notre deuxième lecture de *La production de l'espace*, il nous a été possible d'entendre et de comprendre cette simple proposition qui allait orienter toutes nos réflexions à venir : *la reproduction des rapports de production capitalistes s'effectue au travers d'un processus de production de l'espace et du temps*³. Plus précisément, *elle s'effectue au travers de la production d'un « espace-temps abstrait », qui assure la mise en adéquation de la pratique sociale avec les exigences de la mise en valeur du capital et qui rend dans le même temps cette dernière impropre à soutenir le devenir individuel et collectif des hommes et des femmes*. La découverte de cette proposition (et de toutes celles qu'elle implique ou contient) allait ainsi mettre un terme à notre marche d'approche et ouvrir la voie aux travaux qui sont présentés dans cette thèse : ceux d'une tentative de reconstruction et de mise en application d'une démarche de périodisation et d'historicisation du capitalisme fondée sur l'analyse des transformations spatiales et temporelles de la pratique sociale qui matérialisent la reproduction des rapports de production et le processus d'abstraction au travers duquel s'effectue cette reproduction.

Un itinéraire : de l'économie politique régulationniste à la critique marxiste de l'économie politique.

La découverte des propositions développées par Henri Lefebvre dans *La survie du capitalisme*, dans *La production de l'espace*, mais aussi dans *L'idéologie structuraliste* (1971), qui constitue le troisième ouvrage au travers duquel nous avons découvert la pensée de cet auteur, revint pour nous à atteindre un premier col depuis la vue dégagée duquel nous avons pu commencer à envisager sérieusement de donner une nouvelle orientation à notre exploration. Si nous en

³) Le lecteur s'étonnera peut être ici qu'il soit soudainement question de l'analyse du temps, alors qu'il n'était question jusqu'à présent que de l'espace. Nous répondrons aux interrogations légitimes suscitées par cette référence au temps dans le deuxième chapitre de cette thèse, dans lequel nous expliquerons pourquoi, chez Henri Lefebvre, l'analyse de spatiale du capitalisme ne sépare pas de l'analyse temporelle de ce dernier. Plus généralement, la question de l'articulation de l'analyse spatiale et de l'analyse temporelle du capitalisme sera l'un des fils conducteurs de cette thèse. Nous mettrons en exergue certains des enjeux de cette articulation dès le premier chapitre de ce qui va suivre.

avons déjà le désir avant cela, la lecture de ces ouvrages nous donna en effet des raisons plus proprement intellectuelles de penser qu'il était à la fois possible et nécessaire de le faire.

La critique de *L'Idéologie structuraliste* formulée par Henri Lefebvre, et les propositions plus positives qu'il développe dans *La production de l'espace* au sujet de l'implication de la production de l'espace et du temps dans la reproduction des rapports de production capitalistes, nous ont tout d'abord permis de comprendre que l'horizon que nous nous étions donnés au départ n'était en fait qu'un mirage ; et qu'il était de ce fait urgent de nous en détourner. Mieux encore, en nous initiant à la démarche du matérialisme dialectique et à la théorie du fétichisme du capital, ces ouvrages nous donnèrent non seulement la capacité de dire en quoi cet horizon constitue une illusion, c'est-à-dire de mettre en exergue ce qui se trouve évacué ou inversé dans la représentation de la réalité qu'il contient, mais aussi de comprendre et de souligner en quoi il s'entretient dialectiquement (c'est-à-dire à titre de cause et d'effet à la fois) avec la reproduction des rapports de production capitalistes. Cette critique, qui consiste au fond à objectiver la perspective régulationniste en tant que représentation fétichiste de la reproduction du capital, joua ainsi un rôle décisif dans notre décision de redéfinir la direction de notre exploration, c'est-à-dire d'abandonner la problématique qui définissait son premier horizon. Aussi sera-t-elle amenée à occuper une place importante dans les développements qui vont suivre.

Par ailleurs, tandis qu'elle nous permettait d'objectiver et de dissiper ces illusions, la pensée d'Henri Lefebvre nous dévoilait dans le même temps le nouvel horizon qui allait désormais orienter notre exploration. En nous offrant une autre conception de l'espace (avec le concept de « production de l'espace et du temps »), ainsi qu'une autre conception de l'historicité du capitalisme (avec le concept de « reproduction des rapports de production »), elle nous permit en effet d'envisager la possibilité d'organiser un autre dialogue entre les savoirs géographiques et la problématique des transformations historiques du capitalisme. Au monologue entre une discipline impérialiste et une discipline colonisée auquel nous cantonnaient le concept de « territoire » et la problématique de la « Nouvelle Géographie Socio-économique » - monologue dans lequel, rappelons-le, il s'agissait d'expliquer les transformations géographiques des sociétés capitalistes à partir d'une connaissance supposée acquise des transformations de l'économie capitaliste -, la conception matérialiste et dialectique de la production capitaliste de l'espace et du temps proposée par Henri Lefebvre nous donna les moyens d'envisager la possibilité de substituer un véritable dialogue entre ces domaines de connaissances : un dialogue devant nourrir une relation de fertilisation croisée entre ces derniers

et aboutir à leur dépassement simultané ; un dialogue, autrement dit, dans lequel la perspective de l'historicisation du capitalisme contemporain serait retrouvée sans toutefois que ne soit abandonnée l'ambition de donner du sens à la réalité géographique et à ses transformations contemporaines. À partir des propositions développées dans *La production de l'espace* (notamment), nous allons en effet désormais nous attacher à reconstruire les jalons d'une démarche d'historicisation du capitalisme consistant à analyser les formes déterminées de la production capitaliste de l'espace et du temps qui assurent la reproduction des rapports de production capitalistes au cours d'une période donnée du développement historique de ces derniers. Plus précisément, nous allons à partir de ce moment nous attacher à démontrer la possibilité et l'intérêt de périodiser l'histoire du capitalisme sous l'angle de la succession des différents « régimes de production capitaliste de l'espace et du temps » qui ont permis à ce dernier de s'approprier la pratique sociale (c'est-à-dire de la transformer de manière à la rendre adéquate aux exigences abstraites de son procès de valorisation) et d'en séparer les hommes et les femmes. C'est à ce travail de reconstruction qu'est consacré toute la première partie de cette thèse.

Notre rencontre avec la pensée d'Henri Lefebvre nous aura ainsi mis sur la voie de l'itinéraire dont cette thèse constitue le point d'arrivée momentané : un itinéraire qui, à partir d'une réflexion sur la dimension matérielle des transformations historiques du capitalisme convoquant les concepts de « production de l'espace et du temps » et de « reproduction des rapports de production » développés par Henri Lefebvre, allait nous conduire de l'économie politique régulationniste à la critique marxiste de l'économie politique ; et, plus spécifiquement, du hol-individualisme et de la démarche pluridisciplinaire de la première au matérialisme dialectique et à la démarche métadisciplinaire de la seconde. Un itinéraire qui, en effet, peut fondamentalement se résumer ou s'annoncer comme celui d'une quête consistant à tenter de *retrouver la matière* (l'espace et le temps qui matérialisent les structures), *pour retrouver la dialectique* (les contradictions qui les mettent en mouvement), *pour retrouver l'histoire* (le développement contradictoire en quoi consiste ce mouvement).

Un point d'arrivée ou l'ouverture d'un nouveau sentier : la caractérisation du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.

Notre exploration aurait cependant été incomplète si nous nous étions contentés de reconstruire les jalons d'une démarche de périodisation et d'historicisation du capitalisme sans même tenter de la mettre en pratique. À l'origine en effet, le détour emprunté aux côtés d'Henri Lefebvre n'avait que pour objectif de nous permettre de surmonter nos insatisfactions à l'égard de notre

première problématique et d'en envisager une autre, qui serait certes plus robuste sur le plan scientifique, mais aussi et surtout plus utile à la connaissance des transformations contemporaines du capitalisme. C'est pourquoi nos pérégrinations devaient se prolonger au travers de l'ouverture d'un nouveau sentier, analytique cette fois, rendu accessible par ce même détour lefebvrien : celui de l'analyse spatiale et temporelle des caractéristiques contemporaines du processus d'abstraction au travers duquel s'effectue la reproduction des rapports de production capitalistes.

Dans cette perspective, nous avons choisi de soumettre à notre grille d'analyse lefebvrienne les transformations spatiales et temporelles de la pratique sociale qui se déploient dans le cadre de du processus de « métropolisation » (Ascher, 1995; Di Méo, 2010; Mongin, 2013; Lussault, 2017). Cette notion, que nous avons eu l'opportunité de découvrir au cours de notre marche d'approche, possède en effet deux principaux atouts qui nous ont conduit à voir en elle l'entrée analytique la plus à même d'engager et d'alimenter la mise en œuvre de notre démarche d'historicisation du capitalisme : son historicité d'une part et sa généralité d'autre part. Située par la plupart des auteurs dans le tournant des années 1980, l'émergence du processus de métropolisation est en effet contemporaine de ce que les économistes hétérodoxes perçoivent comme les débuts de la recomposition post-fordiste du capitalisme. Par ailleurs, la notion de métropolisation constitue sans doute la notion la plus englobante qui ait été proposée par les géographes pour saisir et caractériser les transformations contemporaines des spatialités et des temporalités des sociétés capitalistes occidentales. Dans son acception la plus large en effet, la notion de métropolisation ne se limite pas à désigner la tendance à l'accroissement de la surproductivité des plus grandes agglomérations urbaines, à laquelle elle est réduite par la plupart des économistes qui l'utilisent (Davezies, 2015). Elle renvoie plus généralement à l'ensemble des transformations matérielles de la pratique sociale qui accompagnent ce que de nombreux auteurs identifient comme une « troisième phase d'urbanisation capitaliste des sociétés occidentales » (Ascher, 1995) : une phase dont le propre serait notamment de consacrer l'avènement d'un « urbain généralisé » (Lussault, 2017) dans un contexte historique principalement marqué, selon la plupart des auteurs, par l'essor des technologies informatiques et numériques, la croissance de l'économie de la connaissance et l'hypertrophie de la sphère financière (Lalanne & Pouyanne, 2013).

C'est donc à partir de cette notion, ou plus exactement à partir de l'analyse critique (marxiste-lefebvrienne) des transformations matérielles qu'elle désigne, c'est-à-dire à partir d'une analyse visant à déceler les transformations structurelles que contiennent et que dissimulent à la fois ces

transformations matérielles, que nous avons entrepris, dans la seconde partie de notre exploration, de mettre en œuvre notre démarche lefebvrienne d'historicisation du capitalisme afin de contribuer, à notre niveau, à la connaissance des caractéristiques ou des ressorts contemporains de la « survie du capitalisme ».

Nous nous sommes alors appliqués, dans cette perspective, à éprouver l'hypothèse selon laquelle la reproduction des rapports de production capitalistes s'effectue, depuis les années 1980, dans les sociétés occidentales, au travers d'un « régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps », dont nous nous sommes attachés à caractériser les *raisons*, les *résultats*, la *forme* et le *contenu*. Soit :

- les contradictions qui en ont déterminé l'émergence.
- les formes sous lesquelles s'y reproduisent les rapports de production capitalistes (et leurs contradictions) et le niveau ou le stade auquel il porte le processus d'abstraction capitaliste et le double mouvement d'autonomisation du capital et d'aliénation des hommes et des femmes.
- les modalités déterminées au travers desquelles le capital s'approprie la pratique sociale et en dépossède les hommes et les femmes, ou plus précisément les opérations spatiales et temporelles au travers desquelles la réalité matérielle de cette dernière est rendue conforme aux exigences abstraites de la valorisation du capital et impropre à soutenir le devenir individuel (existentiel) et collectif (historique) des hommes et des femmes.
- et la nature des puissances sociales que le capital s'approprie et dont il dépossède les hommes et les femmes dans le cadre de ce régime : autrement dit, la nature des puissances sociales qui y font l'objet du processus d'abstraction capitaliste.

Notre exploration s'achève ainsi sur une ébauche de caractérisation du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps et des transformations historiques qui s'y accomplissent.

Présentation du plan.

Cette thèse s'organise en deux parties. La première, d'ordre conceptuel et théorique, s'attache à reconstruire une démarche de périodisation et d'historicisation du capitalisme à partir de la pensée d'Henri Lefebvre et, plus particulièrement, des concepts de « production de l'espace et du temps » et de « reproduction des rapports de production » développés par ce dernier. La seconde, d'ordre analytique, s'attache à mettre en œuvre cette démarche au travers d'une analyse critique du processus de métropolisation visant à aboutir à une caractérisation du

« régime de production capitaliste de l'espace et du temps » qui assure selon nous, dans les sociétés occidentales et depuis les années 1980, la reproduction des rapports de production capitalistes. Ces deux parties s'organisent ensuite en chapitres dont les découpages répondent à des considérations et obéissent à des logiques qui seront explicitées ultérieurement.

PARTIE I. HENRI LEFEBVRE ET LES FONDEMENTS CONCEPTUELS ET THEORIQUES D'UNE ANALYSE SPATIALE ET TEMPORELLE DU DEVELOPPEMENT HISTORIQUE DU CAPITAL.

« Une économie politique de l'espace peut se concevoir, qui reconsidère l'économie politique, qui la sauve de la faillite, en lui proposant un nouvel objet : la production de l'espace » (Lefebvre, La production de l'espace, 2000, p. 124)

« Le mouvement dialectique immanent à la division du travail s'approfondit par l'exposé du rapport entre l'activité productrice (le travail à la fois global comme travail social, et divisé, parcellarisé) et ce produit privilégié, par ce qu'il est aussi instrument : l'espace » (Lefebvre, La production de l'espace, 2000, p. 152)

Introduction de la première partie.

Cette thèse propose d'analyser les mutations contemporaines du capitalisme au prisme des transformations qui ont affecté au cours des quarante dernières années l'espace économique et social des sociétés dites occidentales.

Mais comment faire parler l'espace et ses transformations pour leur faire dire quelque chose du capitalisme et de son histoire récente ? Et puis, qu'est-ce qui nous y autorise ? Est-ce tout simplement possible ? Et si oui, en quoi cela serait-il pertinent ? Qu'est-ce qu'une telle démarche de périodisation et d'historicisation pourrait apporter de nouveau par rapport à celles existantes ?

C'est à ces questions que la première partie de cette thèse va tenter de répondre. Son objectif est donc le suivant : reconstruire les fondements scientifiques (conceptuels, théoriques et méthodologiques) de ce que l'on pourrait appeler, pour utiliser une expression le moins paradigmatiquement située possible, une démarche de périodisation et d'historicisation spatiale du capitalisme. Plus précisément, et pour employer à présent un vocabulaire plus déterminé et davantage situé au sein de l'échiquier académique, cette partie a pour objectif de mettre en évidence la possibilité et l'intérêt d'une analyse spatiale, mais aussi et inséparablement temporelle (cf. infra), du développement historique du capital.

Les développements à suivre s'organisent de la façon suivante. Pour souligner l'originalité de notre projet d'historicisation spatiale (et temporelle) du capitalisme, nous avançons tout d'abord, dans un premier chapitre, plusieurs arguments qui suggèrent que la conciliation de la perspective géographique (ou de l'analyse spatiale, nous préciserons et arrêterons la terminologie en chemin) et de la démarche historiciste ne va pas de soi, qu'elle est susceptible de se heurter à différentes difficultés, ou impasses. Nous verrons que spatialisation⁴ et historicisation peuvent sembler s'exclure mutuellement ; ou qu'au mieux, la prise en compte de l'espace semble être inessentielle, superflue, ou n'avoir qu'un intérêt « secondaire et négatif » dans l'effort d'historicisation du capitalisme. Pour chacun de ces arguments (ils seront au nombre de trois), nous montrerons que l'idée du caractère inconciliable de la spatialisation et

⁴) Il faut ici entendre la notion de spatialisation dans un sens très large, comme prise en compte ou introduction de la géographie ou de l'espace dans la démarche scientifique. Au cours de cette partie nous justifierons progressivement l'utilisation de l'expression « analyse spatiale (et temporelle) du développement du capital », plus déterminée, que nous privilégions dans cette thèse. Nous prendrons soin de préciser les différences que recouvre cette expression en matière de « prise en compte de l'espace » par rapport aux autres formes de spatialisation de la démarche scientifique que l'on peut trouver dans la littérature académique (IV.1.3 notamment).

de l'historicisation est en fait imputable à une conception particulière de l'espace, dont il faut se défaire pour que l'analyse des processus spatiaux puisse éclairer les transformations historiques du capitalisme.

Pour cela, nous proposerons de nous tourner, dans les quatre autres chapitres de cette partie, vers la conception matérialiste et dialectique de la reproduction des rapports de production capitalistes élaborée par le philosophe et sociologue marxiste Henri Lefebvre. Il s'agira ainsi, dans les chapitres II, III, IV et V, de montrer en quoi cette conception permet de dépasser les difficultés identifiées dans le premier chapitre. Plus généralement, il s'agira dans ces chapitres de montrer en quoi cette conception contient les fondements scientifiques d'une analyse spatiale, mais aussi et inséparablement temporelle, du développement historique du capital.

L'organisation de ces quatre chapitres obéira à une organisation assez particulière, dont il convient ici de dire deux mots. Comme nous le voyons, ces derniers poursuivront le même objectif : reconstruire à partir de la pensée d'Henri Lefebvre un cadre conceptuel, théorique et méthodologique permettant d'analyser l'histoire du capitalisme au travers de la façon dont le capital transforme, s'approprie et domine, l'espace et le temps.

Comment ces chapitres vont-ils se partager ce travail ? L'enchaînement de ces quatre chapitres va en fait réitérer deux fois la même démarche de reconstruction théorique. Une démarche qui comporte trois moments : restitution de la pensée d'Henri Lefebvre ; appropriation de la pensée d'Henri Lefebvre ; mise en pratique ou illustration des propositions théoriques reconstruites.

Dans le chapitre II, dans lequel nous proposerons pour commencer un bref tour d'horizon de l'œuvre foisonnante d'Henri Lefebvre (II.1), nous examinerons ce qui nous semble constituer l'une des deux propositions théoriques fondamentales, structurantes, qu'il est possible de dégager des travaux que cet auteur a consacrés à la question de l'espace et du temps dans le développement historique du capital. Il s'agit de la proposition relative au « caractère social de l'espace » (et du temps). Elle consiste à affirmer que l'espace est à la fois un produit et un instrument de la pratique sociale et des rapports sociaux qui la commandent et qu'elle reproduit. Nous proposerons d'abord de restituer cette proposition en nous tenant au plus près de la pensée d'Henri Lefebvre (II.2), avant de tenter de nous la réapproprier, de la mettre au service de notre problématique, en soulignant en quoi elle contient en germe la perspective d'une analyse spatiale et temporelle du « processus d'abstraction » au travers duquel se réalise le développement historique du capital (la reproduction de ses rapports de production) (II.3). On

s'en doute, nous aurons à revenir, pour en arriver là, sur la conception marxiste du mouvement historique du capital et, plus généralement, sur les débats concernant les conceptions et les représentations théoriques de l'histoire du capitalisme. En outre, nous nous efforcerons, dans la troisième section de ce deuxième chapitre notamment, de mettre en évidence la portée critique de cette proposition et la manière dont elle peut servir de base pour objectiver et dépasser les difficultés et les impasses évoquées dans le premier chapitre.

Une fois équipés de ces premiers outils conceptuels et théoriques, nous proposerons dans le chapitre III de mettre en pratique ces derniers et de commencer à explorer les perspectives qu'ils permettent d'ouvrir. Nous nous pencherons pour cela sur la question des contradictions et de la régulation spatiale et temporelle du procès de circulation du capital. Il s'agira ainsi, au travers de cette question relativement circonscrite, d'éprouver les outils théoriques reconstruits dans le chapitre II et de souligner leur fécondité. Nous verrons notamment que les idées développées par Henri Lefebvre en ce qui concerne les contradictions spatio-temporelles du procès de circulation du capital sont susceptibles d'alimenter certains des grands débats qui animent aujourd'hui l'économie politique hétérodoxe, tels que celui sur le phénomène de « profit sans accumulation » (Cordonnier, 2006; Stockhammer, 2006), le débat sur la « financiarisation » (Aglietta, 2019) ou encore celui qui porte sur le « devenir rente du profit » (Vercellone, 2007)

Dans les chapitres IV et V nous réitérerons la démarche des chapitres II et III. Le chapitre IV s'attachera ainsi à extraire et à présenter la deuxième proposition théorique fondamentale qui structure selon nous la pensée spatiale d'Henri Lefebvre, à savoir l'idée relative à « l'existence spatiale du social » ; qui constitue pour ainsi dire la réciproque dialectique de la première proposition (le caractère social de l'espace) et qui consiste à affirmer que l'espace, loin d'être une entité autonome, peut se définir, à l'instar du temps, comme un « mode d'existence des rapports sociaux » ; ce qui implique notamment, comme nous l'expliquerons, que ce que l'on appelle dans le langage courant la réalité sociale n'est réelle et sociale qu'en tant qu'elle se matérialise dans l'espace (et dans le temps) (IV.1). En outre, et à l'instar de ce que nous aurons fait dans le chapitre II au sujet de la première proposition théorique, nous proposerons de mettre en évidence, toujours dans la première section de ce chapitre IV, la portée critique de cette deuxième proposition théorique. Plus précisément, nous montrerons en quoi elle permet d'objectiver et de dépasser les modes sous lesquels l'espace est couramment intégré dans la littérature économique et plus particulièrement dans les travaux et approches sensibles à la question de l'historicisation du capitalisme. La deuxième section du chapitre IV, sans doute la

plus importante de cette partie, s'attachera ensuite à proposer une synthèse des deux grandes propositions que nous venons d'évoquer. Elle permettra ainsi d'engendrer la proposition théorique la plus générale, la plus englobante, à partir de laquelle nous pensons qu'il est possible de reconstruire le projet d'une analyse spatiale et temporelle du développement historique du capital (plus précisément, du processus d'abstraction au travers duquel s'effectue la reproduction des rapports de production) : l'idée selon laquelle « le capital se produit en produisant son espace et son temps ». Nous proposerons alors immédiatement, dans les sections 2 et 3 de ce chapitre, d'illustrer cette proposition en analysant ce que nous appellerons la « (re)production spatiale de la condition prolétarienne ». Concrètement, nous verrons que l'existence historique du prolétariat, qui constitue un présupposé ou une condition sociale de possibilité des rapports de production capitalistes, est le résultat sans cesse approfondi d'un processus de production capitaliste de l'espace social, qui se matérialise très concrètement au travers de l'évolution des villes et des campagnes et de leurs rapports réciproques.

Dans le chapitre V, enfin, nous tenterons de mettre en pratique l'ensemble des propositions et des notions que nous aurons dégagées dans les précédents chapitres en tentant de retracer les contours du « régime de production capitaliste de l'espace et du temps »⁵ au travers duquel s'est effectué « l'appropriation capitaliste du procès de production » (Bihr, 2001) au cours de la période dite industrielle du développement historique du capital. Dans ce cadre, nous reviendrons notamment sur l'idée selon laquelle « le capital se produit en produisant son espace et son temps » en procédant à une analyse des transformations spatiales et temporelles de la pratique sociale qui ont permis de concrétiser, c'est-à-dire de réaliser matériellement, le « travail abstrait ».

Au terme de cette partie, nous aurons échafaudé et éprouvé le cadre conceptuel, théorique et méthodologique qui nous permettra dans la prochaine partie d'analyser le développement contemporain du capital à l'aune du processus de métropolisation.

⁵) Rapidement présentée dans l'introduction générale, cette notion de « régime de production capitaliste de l'espace et du temps » sera progressivement élaborée au fil des chapitres qui vont suivre.

Chapitre I. Concilier historicisation et spatialisation : des écueils à éviter et des arguments à récuser.

Les travaux qui visent l'identification et la caractérisation théorique des mutations⁶ historiques du capitalisme n'accordent, dans leur majorité, que peu d'attention aux recompositions géographiques qui accompagnent ces évolutions. Le constat a déjà été fait suffisamment de fois pour qu'il ne soit nécessaire d'en fournir à nouveau la preuve (Castells, 1981, 1996 ; Harvey, 2008 ; Lefebvre, 2000, Smith, 2001). Il peut en revanche être plus intéressant de comprendre et de tenter d'expliquer, conceptuellement et théoriquement, ce désintérêt.

Il convient pour cela de commencer par admettre que la démarche consistant à mettre l'analyse de l'espace au service de la périodisation du capitalisme et de l'historicisation de ses configurations successives pourrait sembler peu pertinente, si ce n'est vouée à l'échec. Comme nous l'avons signalé dans l'introduction, plusieurs arguments sont en effet susceptibles de récuser l'intérêt ou la possibilité d'une telle démarche.

Ce chapitre se consacre à l'examen critique de ces arguments. Nous en avons retenu trois : le premier est d'ordre onto-historique, le deuxième est d'ordre méthodologique et le troisième, qui prolonge le précédent, est d'ordre épistémologique. Nous consacrons une section à la présentation critique de chacun de ces trois arguments.

Section 1. Argument onto-historique : l'essence temporelle du capitalisme comme justification du désintérêt pour l'espace.

Le premier argument est donc de type « onto-historique ». Il consiste à dire que la dimension spatiale du capitalisme serait négligeable analytiquement, qu'il serait possible et non préjudiciable d'en faire abstraction ; et ce, pour des raisons qui tiendraient à la nature même du capitalisme. L'essence de la modernité capitaliste, et donc la clef de la compréhension de son histoire, résideraient en effet dans son rapport au temps : sa dimension ou sa dynamique temporelle (I.1.1). Or, comme nous allons le voir, l'idée selon laquelle le capitalisme se définit par son rapport au temps peut, sous certaines conditions conceptuelles qu'il s'agira d'objectiver, justifier de négliger sa dimension spatiale, ou de la réduire à la portion congrue de l'analyse historiciste (I.1.2).

⁶) Nous utilisons ici la notion de « mutation » car elle a l'avantage d'être englobante et faiblement déterminée. Dans cette partie, nous revenons à plusieurs moments sur le débat théorique qui oppose les approches qui se représentent l'histoire en termes de « dynamique(s) » à celles qui préfèrent utiliser le concept de « développement ».

Nous donnerons ici un assez long aperçu des travaux qui envisagent le capitalisme sous l'angle de son rapport au temps (I.1.1). De fait, la démarche d'historicisation que nous proposons ne vise pas à prendre le contrepied des travaux qui éludent la dynamique spatiale du capitalisme au profit de sa dynamique temporelle. Il n'est autrement dit pas question ici de renverser les privilèges en les accordant à l'espace au détriment du temps. Au contraire, l'un des principaux objectifs de notre entreprise de reconstruction théorique est de montrer que ces deux dynamiques (temporelle et spatiale) ne font qu'une en réalité ; et que loin de devoir éclipser la perspective spatiale, l'étude de la dynamique temporelle du capitalisme réclame, pour être observée et comprise dans tous ses aspects, modalités et implications, que soient analysés les processus spatiaux caractéristiques de la période considérée. Nous nous permettons donc ici de discuter assez longuement des travaux mettant l'accent sur le rapport au temps du capitalisme et de sa dynamique historique, car ces travaux font partie intégrante de notre cadre théorique : nous visons à les compléter en leur adjoignant l'analyse des processus spatiaux avec lesquels les processus temporels s'entretiennent. Encore une fois, ce sera Henri Lefebvre qui nous permettra de réconcilier analyse de l'espace et analyse du temps dans l'étude du développement historique du capitalisme (de la reproduction des rapports de production capitalistes).

1. L'essence temporelle de la modernité capitaliste.

L'idée d'une essence temporelle de la modernité capitaliste peut tout d'abord se fonder sur la lecture des penseurs « classiques » du capitalisme (Soja, 1989 ; Castells, 1981, 1996 ; Harvey, 2008) : Max Weber et Karl Marx en particulier.

Dans *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, Max Weber (1905) insiste sur le nouveau rapport au temps qu'instaurent les transformations culturelles de la modernité capitaliste : « *Gaspiller son temps est donc le premier, en principe le plus grave, de tous les péchés. (...) Passer son temps en société, le perdre en « vains bavardages », dans le luxe, voire en dormant plus qu'il n'est nécessaire à la santé - six à huit heures au plus -, est passible d'une condamnation morale absolue.* » (Weber, 1905, p. 117). C'est ainsi, selon Max Weber, notamment au travers du rapport au temps qu'elle institue que l'éthique protestante performe la réalité capitaliste. Celle-ci pose en effet le principe moral d'une « économie du temps », selon lequel le temps est quelque chose de rare qu'il convient de gérer, de ne pas gaspiller. Elle instaure de ce fait une certaine forme de « discipline temporelle », qui constitue selon lui l'une des conditions de possibilité du développement du capitalisme. Aussi, quand il rappelle le sermon de Benjamin Franklin (« souviens-toi que le temps, c'est de l'argent »), Max Weber

identifie le temps à l'institution dominante des sociétés capitalistes, l'argent, qui tend selon lui à supplanter la religion dans l'ordre symbolique de la modernité (Laval, 2012). Le temps occupe ainsi une place essentielle dans la lecture wébérienne de la modernité capitaliste ; tandis que l'espace, du moins dans cet ouvrage⁷, ne fait pas l'objet d'une réflexion équivalente.

La prédilection pour la dimension temporelle du capitalisme et l'oblitération de sa dimension spatiale semblent encore plus facilement attribuables à Karl Marx. Le désintérêt dont l'espace fait l'objet au sein des élaborations théoriques de ce dernier a été pointé par des géographes non marxistes, comme Paul Claval, qui dénonce les « *inhibitions spatiales du marxisme* » (Claval, 1978 ; 1978, p. 279)⁸, mais pas seulement. David Harvey lui-même souligne le caractère secondaire de l'espace, par rapport au temps, dans les formulations théoriques de Karl Marx : « *Marx rejette les variations géographiques comme des « complications superflues ». (...) aucun de ces aspects n'est véritablement intégré à ses formulations théoriques, fortes pour ce qui touche au temps, mais faibles quand il s'agit de l'espace* » (Harvey, 2008, p. 83). De même, le géographe français Yves Lacoste, lui aussi proche du marxisme, partage l'idée selon laquelle Karl Marx aurait « évacué la dimension spatiale » (Veschambres, 2006). Sur une problématique plus circonscrite, celle des villes et de l'urbanisation, Andy Merrifield, penseur marxiste, s'étonne également que Marx n'ait « *jamais ressenti le besoin de penser la ville elle-même, [n'ait] jamais vraiment associé le développement de l'industrialisation (et de la production) à celui de l'urbanisation (et de la production de la ville)* » (Merrifield, 2019, p. 62). Enfin, et pour prendre un dernier exemple⁹, Jacques Bidet, tandis qu'il souligne la centralité de la

⁷) Il ne faut certes pas oublier l'ouvrage posthume de M. Weber, *La ville. Une enquête sociologique* (1921), où il note que « *le développement de la ville coïncide avec celui du pouvoir rationnel légal représenté par les appareils bureaucratiques* » (Fijalkow, 2013, p. 72). Cet ouvrage s'intéresse cependant moins à la logique économique des villes qu'à leur logique politique et présente de ce fait un intérêt restreint pour le propos qui est le nôtre ici.

⁸) Les articles de Paul Claval cités ci-dessus s'inscrivent dans un stimulant débat sur la place de l'espace dans la pensée de Karl Marx et plus généralement, dans la tradition de pensée marxiste, qui a eu lieu au sein de la revue *Espace Géographique*. Au moins trois contributions se sont ainsi attachées à récuser les critiques formulées par Paul Claval : (Collectif de chercheurs de Bordeaux, 1977; Van Beuningen, 1979; Pfertzel, 1981).

⁹) La critique selon laquelle Marx aurait négligé l'espace dans son étude du capitalisme a été formulée par d'autres auteurs, marxistes et non marxistes. Dans l'introduction de *La question urbaine*, Manuel Castells semble avancer qu'il n'y a guère que dans l'*Idéologie Allemande* que Marx et Engels aient inclus l'espace dans leur lecture historiciste (Castells, 1981, p. 11). Les auteurs post-modernes (Soja, 1989) ont eux aussi reproché aux auteurs classiques (Marx compris) de ne faire que peu de place à l'espace, justifiant ainsi leur *spatial turn*. Henri Lefebvre pour sa part expliquait, de façon plus générale, la prédilection de la théorie sociale pour le temps en la faisant remonter à la religion et à la philosophie, lesquelles se seraient « attribuées la durée » et ne seraient selon lui jamais véritablement parvenues à conceptualiser l'espace (Lefebvre, 2000, pp. 466-468). Enfin, on peut ici citer un passage de l'entretien de Michel Foucault avec la revue *Hérodote* (n°1), où celui-ci s'interroge sur les raisons de la disqualification dont l'espace a fait l'objet par rapport au temps parmi les intellectuels (en visant notamment, de manière implicite mais néanmoins évidente, les auteurs marxistes) : « *Il y aurait à faire une critique de cette disqualification de l'espace qui a régné depuis de nombreuses générations. Est-ce que ça a commencé avec Bergson ou avant ? L'espace, c'est ce qui était mort, figé, non dialectique, immobile. En revanche, le temps, c'était riche, fécond, vivant, dialectique. L'utilisation de termes spatiaux voue à un petit air d'antihistoire pour tous ceux qui confondent l'histoire avec les vieilles formes de l'évolution, de la continuité vivante, du développement* ».

dimension temporelle des concepts marxistes avance que « *(l)e concept fondateur, celui de mode de production, est purement abstrait, hors géographie* » (Bidet, 2016, p. 63)¹⁰.

Si, comme nous le verrons (IV.3 ; V.2), ces assertions sur le statut de l'espace dans l'œuvre de Marx peuvent être critiquées et doivent dans tous les cas être nuancées (ce que s'empressent d'ailleurs de faire David Harvey et Andy Merrifield), il n'en demeure pas moins que les disciples de ce dernier ont indéniablement porté plus d'attention à la dimension et à la dynamique temporelle du capitalisme (plus précisément, du capital) qu'à sa dimension ou dynamique spatiale.

La mise en exergue de la dimension temporelle du capital et de sa trajectoire historique est d'ailleurs au cœur de plusieurs relectures récentes de l'œuvre de Karl Marx (Heydebrand, 2003 ; Osborne, 2008 ; Tomlinson, 2019). S'il n'est pas possible de présenter l'ensemble de ces travaux, il est néanmoins opportun de présenter certains d'entre eux, à commencer par l'ouvrage de Moishe Postone, *Temps, travail et domination sociale* (Postone, 2009). Cet ouvrage, ainsi que les quelques autres que nous présenterons dans sa foulée, constituent en effet un élément décisif du cadre théorique que nous allons reconstruire dans cette partie et que nous mettrons en œuvre dans la seconde.

1.1. Moishe Postone.

Dans *Temps, travail et domination sociale*, Moishe Postone (2009) soutient qu'à son niveau le plus fondamental (le plus ontologique ; le moins historiquement déterminé), le type de domination sociale qui caractérise le capital, en tant que forme sociale de la richesse matérielle,

organique, du progrès de la conscience ou du projet de l'existence. Du moment qu'on parlait en termes d'espace, c'est qu'on était contre le temps. C'est qu'on « niait l'histoire », comme disaient les sots, c'est qu'on était « technocrate ». Ils ne comprenaient pas que, dans le repérage des implantations, des délimitations, des découpages d'objets, des mises en tableau, des organisations de domaines, ce qu'on faisait affleurer, c'étaient des processus - historiques, bien sûr - de pouvoir. La description spatialisante des faits de discours ouvre sur l'analyse des effets de pouvoir qui leur sont liés. » (Foucault, 1976, p. 78).

¹⁰) Notons ici que la prédilection de Marx pour le temps par rapport à l'espace dans son analyse critique du capitalisme peut se justifier sur la base de sa compréhension de la spécificité des formes capitalistes d'extorsion du surtravail. Comme le rappelle Daniel Bensaïd (1995, p. 19 et 23), Marx considère en effet que la spécificité du mode de production capitaliste réside dans le fait que l'extorsion du surtravail n'est plus « *visible dans l'espace* » mais qu'il se « *dissimule dans le temps apparemment homogène de la journée de travail* », au niveau de cette « *barre temporelle invisible* » qui sépare le temps de travail socialement nécessaire à la reproduction de la valeur de la force de travail d'une part, du temps de surtravail consacré à la production de survaleur d'autre part. Dans le *Capital*, Marx développe cette idée en comparant la contrainte capitaliste au surtravail à celle imposée par les boyards aux paysans valaques dans le cadre du système de la corvée alors (1867) encore en vigueur dans les Principautés danubiennes. Il souligne que, tandis que dans la production capitaliste « *le surtravail et le travail nécessaire sont noyés l'un dans l'autre* », « *le travail nécessaire que le paysan valaque (...) accomplit pour son propre entretien est [quant à lui] séparé, dans l'espace, du surtravail qu'il fait pour le boyard. Le premier, il l'accomplit sur son propre champs, le second sur le domaine seigneurial. Les deux parties du temps de travail existent donc de manière séparée et autonome l'une à côté de l'autre. Sous forme de corvée, le surtravail est rigoureusement dissocié du travail nécessaire.* » (Marx, 2016, p. 230)

peut se définir comme une forme de subordination des pratiques humaines à une « norme sociale de temps ». Cette norme temporelle est en fait double. Elle soumet les pratiques humaines à deux opérations « d'abstraction » qui renvoient respectivement aux deux catégories marxistes que sont la marchandise (et la valeur) et le capital (et la survaleur)¹¹.

La première est une opération d'*homogénéisation*, au travers de laquelle les produits de l'activité humaine (les valeurs d'usage), et par extension les activités humaines elles-mêmes, sont mises en équivalence en étant rapportées à un étalon commun purement quantitatif : « le temps de travail (abstrait) socialement nécessaire » à la production des produits ou à la réalisation des travaux considérés (Postone, 2009, p. 281). Ce qui est qualitativement hétérogène devient ainsi, au travers de cette réduction au quantitatif, commensurable, comparable et donc échangeable. Cette opération d'homogénéisation est en cela un moment nécessaire du fonctionnement des rapports marchands, celui au travers duquel les valeurs d'usage qualitativement différentes se déterminent comme quantités de valeur. La forme valeur de la richesse matérielle fait ainsi intervenir une détermination temporelle qui consiste en ceci que les pratiques humaines et leurs résultats sont mesurés et évalués, et se rapportent les uns aux autres, en fonction de la « quantité de temps de travail » objectivée en eux. Pour Moishe Postone, cette détermination temporelle de la valeur est ce qui fait sa spécificité en tant que « forme sociale de la richesse matérielle » (Postone, 2009, p. 186). Le temps, grandeur et mesure de la valeur (dont la substance est le travail), acquiert en conséquence, dans le cadre des rapports marchands et capitalistes, le statut de « médiation sociale objective » : ce qui signifie, pour le dire rapidement, que c'est à travers lui que s'exerce la domination impersonnelle de la marchandise et du capital.

La seconde opération d'abstraction temporelle à laquelle la pratique sociale se trouve soumise dans les sociétés capitalistes est une opération d'*accélération*. En effet, la norme du temps de travail socialement nécessaire n'a pas simplement pour fonction de mesurer l'activité et d'évaluer la valeur de ses produits, en laissant celle-ci inchangée du point de vue de son existence matérielle. Du fait de la concurrence qui oppose les capitalistes pour la valorisation de leurs capitaux, et que ces derniers font supporter à leurs salariés et plus généralement à l'ensemble de la société, cette norme est en effet dotée d'un pouvoir de coercition qui se traduit par une recherche et des efforts permanents en vue d'accroître la vitesse d'effectuation des différentes pratiques sociales ; et d'abord, logiquement et historiquement, de celles du travail

¹¹) Cette distinction n'est pas toujours clairement établie dans l'ouvrage de Postone. Nous devons cette clarification aux commentaires critiques de Jean Marie Harribey (2009).

salarié. De fait, si les capitalistes veulent reproduire leur capital, il faut que les salariés qui travaillent sous leurs ordres ne dépensent pas plus de temps de travail que ce qui est socialement nécessaire. De même, pour que les capitalistes puissent obtenir ce que Marx appelle de la « survaleur extra », les travailleurs doivent dépenser moins de temps de travail que ce qui est socialement nécessaire. Enfin, pour accroître leur taux de profit, les capitalistes cherchent à réduire « le temps de rotation du capital », c'est-à-dire le temps que le capital avancé met pour revenir sous sa forme argent, augmenté d'un incrément de valeur (d'une survaleur), après avoir accompli l'ensemble des métamorphoses constitutives de son procès de reproduction immédiat (A-M...P...M'-A').

Notons que ce dernier point est particulièrement important dans l'argumentation de Postone, car il lui permet d'avancer que ce n'est pas seulement le procès de production, mais l'ensemble des moments constitutifs du procès de reproduction immédiat (ou procès de valorisation) du capital qui font l'objet d'une mesure par le temps et d'une pression sociale à l'accélération. Ainsi, par l'intermédiaire de la concurrence qui oppose les détenteurs de capitaux et du fait du caractère illimité de la recherche du profit (qui tient au caractère autoréférentiel de cette dernière), la forme survaleur (capital) de la richesse matérielle détermine une tendance à l'accélération de la pratique sociale dans son ensemble ; ou plus précisément, de l'ensemble des pratiques qui concourent directement ou indirectement à la mise en valeur du capital.

Mais que signifie exactement cette expression « d'accélération de la pratique sociale » ? Elle désigne tout d'abord une tendance à l'accroissement de la vitesse d'exécution des différentes pratiques ou, ce qui revient au même, une réduction du temps nécessaire à leur exécution. Mais, sous le capitalisme, elle désigne plus spécifiquement une tendance à la « densification du temps » (Baschet, 2018), c'est-à-dire à l'accroissement du nombre d'événements contenus dans un intervalle de temps donné. Cette surcharge temporelle est en fait en lien avec le paradoxe pointé par André Gorz (2004), à savoir avec le fait que, sous le capitalisme, les gains de productivité ne servent pas à dégager du temps libre permettant à l'homme de s'épanouir et de réaliser ses potentialités, mais à produire et à consommer des marchandises en quantités sans cesse croissantes, car ces gains de productivité sont subordonnés à la fin hétéronome et autoréférentielle de la valorisation du capital, qui exige précisément une fuite en avant perpétuelle dans la production et la consommation. Le nombre de « choses à faire » augmente ainsi tendanciellement plus rapidement que l'économie de temps qui découle de la réduction du temps nécessaire à la réalisation de chaque chose considérée isolément. De ce fait,

l'accélération capitaliste s'accompagne paradoxalement d'une pénurie de temps, d'une « famine temporelle » (Baschet, 2018).

Par ailleurs, précise Moishe Postone, cette pression temporelle ne s'exerce pas seulement sur les pratiques matérielles, au sens restreint du terme. Elle conduit également selon lui à transformer la « forme d'expérience du temps », c'est-à-dire la façon dont il est vécu et perçu subjectivement par les individus. La frénésie accélérationniste du capital conduit en effet à instaurer ce qu'il appelle un « présent perpétuel », dans lequel le temps ne semble plus connaître que le « maintenant » et ne se présente que plus sous la forme d'une succession d' « instants déconnectés les uns des autres, mais identiques les uns aux autres », donnant ainsi lieu à une étrange temporalité où instantanéité et éternité se confondent ¹². Le temps, dans les représentations sociales, perd ainsi son caractère processuel, sa qualification de « durée » (au sens Bergsonien du terme) ; qui suppose un début et une fin, une direction, ainsi qu'une forme de liaison entre passé, présent et futur. Le « présent perpétuel »¹³, constitué d'une répétition d'instantanés évanescents, s'oppose ainsi au « temps du devenir »¹⁴, qui constitue pour sa part la trame du processus existentiel. Ce faisant, il se pose comme le vecteur d'une forme déterminée d'aliénation dont la détermination temporelle constitue là encore, selon Moishe Postone, une spécificité des rapports de production capitaliste¹⁵.

Pour bien comprendre les thèses défendues par ce dernier, il convient enfin de rappeler que le temps dont il est question ici, c'est-à-dire celui qui joue cette fonction de médiation sociale autonomisée (aliénée et aliénante) au sein des sociétés capitalistes, est un temps bien particulier ; une « forme historique du temps », que Moishe Postone nomme le « temps abstrait » (Postone, 2009, p.282). Il en donne la définition théorique suivante : « *Le temps abstrait est une variable indépendante ; il constitue un cadre indépendant au sein duquel le mouvement, les événements ou l'action surviennent. Ce temps est divisible en unités non qualitatives, constantes, égales.* » (Postone, 2009, p. 300). Pour mettre en évidence l'inhérence

¹²) Cette notion de « présent perpétuel » exprime plus généralement chez Postone la dialectique entre invariance et changement permanent qui définit le capital comme mode de production. Elle renvoie autrement dit à l'idée selon laquelle le capital ne peut se reproduire qu'à la « condition de révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux » (Engels & Marx, 1848, p. 9)

¹³) Le « présent perpétuel » de Moishe Postone s'apparente ainsi, par son opposition au « temps du devenir », au « temps spatialisé » d'Henri Bergson, qui fut ensuite repris et réinséré dans la problématique marxienne par Georg Luckas. (Fischbach, 2011).

¹⁴) Il s'agit là encore d'une notion Bergsonienne. Voir par exemple (Zarifian, 2003) ou (Fischbach, 2011)

¹⁵) Les implications anthropologiques de ce rapport aliéné au temps ont été analysées par Anselm Jappe (2017), qui se réfère explicitement à l'œuvre de Moishe Postone. Jappe établit comme nous le verrons (IX) un rapport entre le « présent perpétuel » du capital et la production d'une nouvelle figure historique du sujet, à laquelle il attribue les traits de la personnalité narcissique (Jappe, 2017)

de cette forme sociale du temps aux rapports de production capitalistes, Moishe Postone souligne tout d'abord l'adéquation du contenu de cette dernière, c'est-à-dire de ses propriétés déterminées, par rapport à la fonction de médiation sociale qu'elle est amenée à assurer dans les sociétés capitalistes. Le statut du temps abstrait comme grandeur et mesure de la valeur dépend en effet de sa qualité de « variable indépendante » (i.e. le fait qu'il ne se rapporte pas à un événement ou à un mouvement particulier, mais que ce sont au contraire ces derniers qui se rapportent à lui) et sur son aspect « purement quantitatif », décomposable à l'infini en unités constantes (heures, minutes, secondes, etc.). De même, souligne-t-il, les efforts mis en œuvre pour réduire le « temps de travail nécessaire » (pour accomplir la tendance accélérationniste du capital) sollicitent eux aussi les propriétés déterminées du temps abstrait, dans le sens où ils dépendent notamment de la capacité à mesurer et à décomposer le temps de travail afin de l'organiser plus rationnellement, de sorte à accroître sa productivité. Ensuite, toujours afin de mettre en évidence le caractère historiquement déterminé du temps abstrait, il rappelle que l'hégémonie de ce dernier ne s'est imposée en Europe occidentale, et là seulement dans un premier temps, qu'entre le XIVe et le XVIIe siècle. En prenant soin d'exclure tout déterminisme technologique qui imputerait la généralisation du temps abstrait à l'invention de l'horloge mécanique, il montre que le développement de ce dernier (en tant que conception dominante du temps et principe d'organisation de la vie sociale) ne peut s'expliquer adéquatement qu'à l'aune du développement de la production capitaliste, c'est-à-dire de la production fondée sur la forme (sur)valeur de la richesse matérielle (Postone, 2009, pp. 298-320). L'institutionnalisation du temps abstrait est ainsi, chez lui, inhérente à l'histoire du capitalisme et consubstantielle au développement des rapports de production capitalistes.

Mais l'intérêt de la lecture proposée par Moishe Postone en matière d'analyse historique du capitalisme réside avant tout dans son insistance sur le caractère contradictoire de la domination sociale du temps abstrait. En référence à la conception marxiste de la marchandise, il précise en effet que le temps abstrait des rapports de production capitalistes s'oppose dialectiquement aux « temps concrets » de la pratique sociale, qu'il définit comme les temporalités qui se rapportent à des événements ou à des mouvements particuliers, c'est-à-dire qui sont secrétées ou produites par ces événements ou par ces mouvements. À l'inverse du temps abstrait, qui se caractérise (à l'instar de la valeur d'échange) par son indifférence envers son contenu matériel, les temps concrets constituent donc des « variables qualitatives dépendantes », indétachables des pratiques qui les ont engendrés.

Moishe Postone avance ainsi l'idée que la forme (sur)valeur de la richesse matérielle est caractérisée par une contradiction temporelle. Plus précisément, il soutient que la contradiction inhérente à la marchandise, entre valeur et valeur d'usage, de même que la contradiction qu'elle induit au sein du procès de production, entre travail abstrait et travail concret, *existent* sous la forme d'une contradiction temporelle, qui oppose donc le temps abstrait de la (sur)valeur aux temporalités concrètes de la pratique sociale. Cette idée d'une contradiction temporelle inhérente à la forme (sur)valeur de la richesse matérielle est centrale dans l'ouvrage de Postone. Elle lui permet en effet de proposer une démarche de périodisation et d'historicisation du capitalisme qui repose sur l'étude du développement de cette contradiction : étude de son extension progressive à des pans toujours plus nombreux de la pratique sociale ; et étude de ses différents modes de régulation, c'est-à-dire des modalités déterminées au travers duquel les exigences temporelles abstraites du capital s'imposent à la pratique sociale¹⁶. Ce que la tradition marxiste appelle le « processus de totalisation (ou d'autonomisation) du capital » pour désigner les tendances directrices de son développement historique (processus qui peut se définir comme celui au travers duquel le capital se réalise sous sa forme la plus achevée en soumettant l'ensemble de la pratique sociale aux réquisits de son procès de reproduction immédiat), s'effectue ainsi selon lui au travers d'un processus d'extension de l'emprise de la temporalité abstraite du capital sur les activités des hommes et des femmes, c'est-à-dire au travers d'un « processus d'abstraction temporelle de la pratique sociale ». Chaque période du développement historique du capital pouvant dès lors, dans cette perspective, se représenter comme ayant pour enjeu l'extension de la domination temporelle abstraite du capital à de nouvelles sphères de la vie sociale, et être caractérisée en fonction des modalités déterminées selon lesquelles s'exerce cette domination temporelle, c'est-à-dire selon lesquelles se régule la contradiction entre la temporalité abstraite du capital et les temporalités concrètes de la pratique sociale. Cette démarche temporelle de périodisation et d'historicisation du capitalisme permet ainsi de saisir de manière heuristique les enjeux et les modalités d'une époque déterminée du développement historique du capital.

¹⁶) L'expression de « mode de régulation » de la contradiction temporelle du capital n'est pas employée par Moishe Postone. Nous désignons par-là l'ensemble des modalités qui assurent, au cours d'une période donnée de l'histoire du capitalisme, l'imposition de la temporalité abstraite du capital aux pratiques humaines concrètes. Nous verrons en effet que ces modalités évoluent historiquement, notamment en fonction du type de pratiques qui font l'objet du processus d'abstraction capitaliste à l'époque considérée. L'un des objectifs de cette partie et plus généralement de notre thèse sera de montrer que l'espace intervient dans cette régulation de la contradiction temporelle du capitalisme, c'est-à-dire dans l'imposition des exigences temporelles abstraites du capital à la pratique sociale.

Par exemple, ce que Karl Marx appelle « la subsumption réelle du travail au capital » doit s'envisager à l'aune de la lecture proposée par Moishe Postone comme un processus de transformation du travail concret visant à aligner, grâce à la décomposition et à la mécanisation du procès de travail, la temporalité concrète de ce dernier sur celle de la production de (sur)valeur ; c'est-à-dire à transformer réellement l'activité du producteur direct en une dépense continue et uniforme de force de travail simple, mesurable et décomposable en temps : en du travail abstrait. La subsumption réelle du travail sous le capital peut ainsi finalement se comprendre, à l'aune de la perspective proposée par Moishe Postone, comme cette période historique du développement du capital au sein de laquelle celui-ci s'approprie le procès de production (le moment productif de son procès de valorisation) et y réalise (concrétise) les abstractions qui constituent ses présupposés (ses conditions formelles de possibilité : en l'occurrence la catégorie du travail abstrait) en y étendant l'abstraction temporelle qui le caractérise.

Pour conclure, l'ouvrage *Temps, travail et domination sociale* de Moishe Postone propose une relecture originale de la problématique marxiste qui met l'accent sur la détermination temporelle de la domination capitaliste et, partant, sur la dimension temporelle du développement historique du capital. Pour la suite de cette thèse, nous retiendrons notamment de ce qui précède l'idée selon laquelle le capital s'approprie les conditions de son procès de reproduction (ou de valorisation) en soumettant la pratique sociale à un processus d'abstraction temporelle, qui consiste à imposer les exigences temporelles abstraites de la valorisation du capital aux temporalités concrètes de cette dernière. Comme nous l'avons indiqué en effet, l'objectif de cette thèse n'est pas de prendre le parti de l'espace contre celui du temps. C'est au contraire de montrer que cette opposition est stérile ; qu'elle repose sur des bases métaphysiques que la pensée marxiste se doit de rejeter ; et qu'il est en fait possible et préférable de s'attacher à tenir ensemble ces deux dimensions plutôt que de les opposer.

C'est ce que nous essayerons de faire dès le prochain chapitre en nous tournant vers Henri Lefebvre. Il s'agira notamment, en rapprochant la notion de « temps abstrait » proposée par Moishe Postone de la notion d'« espace abstrait » que l'on trouve chez Henri Lefebvre, de montrer qu'il est possible de trouver chez ce dernier une théorisation ainsi que des analyses de la dimension spatiale du processus d'abstraction capitaliste qui sont susceptibles d'enrichir la perspective que nous venons ici de résumer, en nous donnant les moyens d'élaborer les fondements scientifiques d'une analyse à la fois temporelle et spatiale du processus d'abstraction capitaliste. Dans cette perspective, il conviendra alors notamment de clarifier et

de formaliser les rapports théoriques qui unissent l'espace et le temps dans le cadre de ce processus d'abstraction capitaliste (II.3.4 et II.3.6). Nous développerons ainsi l'idée que l'espace abstrait constitue le support et l'instrument de l'imposition de la temporalité abstraite du capital aux temporalités concrètes de la pratique sociale ; tandis que les exigences temporelles du capital constituent la raison des qualités ou des propriétés déterminées (en fait de la « négativité ») de l'espace abstrait. Ce qui revient en somme à dire, comme nous le verrons, que la temporalité abstraite du capital se reproduit spatialement. Dans le chapitre V, nous illustrerons cette idée en tentant de caractériser « la réalité spatiale de la subsumption réelle du travail sous le capital », c'est-à-dire de caractériser le régime de production capitaliste de l'espace qui a permis au capital de soumettre le procès de travail aux exigences temporelles abstraites de son procès de reproduction, jusqu'à faire coïncider le contenu réel du travail concret avec les déterminations abstraites du travail abstrait (V.2). Tout cela nous permettra enfin, dans la deuxième partie de cette thèse, d'analyser les prolongements contemporains du processus d'abstraction capitaliste au prisme des recompositions spatiales et temporelles de la vie sociale qui s'effectuent dans le cadre du processus de métropolisation.

Mais il nous reste encore un certain chemin à parcourir avant d'en arriver là. Pour l'instant, afin de souligner encore un peu plus l'intérêt que présente l'analyse temporelle dans l'étude du développement ou de la dynamique historique du capitalisme, permettons-nous d'évoquer plus rapidement quelques travaux qui complètent les réflexions de Moishe Postone sur les différents points que nous venons d'évoquer.

1.2. Edward Palmer Thompson.

L'historien Edward Palmer Thompson (2004) est l'un des premiers à avoir analysé l'essor du capitalisme industriel sous l'angle de la mise en place d'un nouveau « régime temporel », c'est-à-dire de l'instauration de nouvelles règles d'organisation temporelle de la vie sociale et de nouvelles représentations sociales du temps. Son article, publié en 1967, est de fait souvent considéré comme l'acte fondateur de la démarche « temporaliste » (Maillard, 2004). Les pistes ouvertes par ses recherches ont donné lieu à de nombreux programmes de recherche et son travail demeure aujourd'hui une référence incontournable (Glennie & Thrift, 1996).

La thèse principale qu'il défend est que le processus d'industrialisation des sociétés occidentales s'accompagne au cours du XIXe siècle de l'hégémonie croissante du « temps-horloge » sur la vie sociale : une nouvelle forme sociale du temps dans laquelle celui-ci s'autonomise de la pratique sociale et se transforme en un instrument servant à contrôler cette

dernière, en la mesurant et en la soumettant à l'exigence sociale de maximisation de la productivité propre aux sociétés industrielles. Son analyse préfigure ainsi celle proposée par Moishe Postone. Ce dernier se réfère d'ailleurs explicitement à la notion de « temps horloge » quand il propose celle de « temps abstrait ». La principale différence entre les travaux de ces deux auteurs tient en fait essentiellement à l'approche plus historique et moins théorique qui est mise en œuvre par Edward Palmer Thompson. L'un des grands intérêts de son article réside en effet dans la manière dont il parvient à mettre en évidence ce qui distingue le « temps horloge » des autres formes sociales du temps qui l'ont précédé. Selon lui, ces dernières avaient toutes en commun de définir un « temps orienté par la tâche » : un temps *relatif* (il s'agit d'une variable dépendante), le plus souvent *cyclique* (car encore largement dépendant des cycles circadiens, lunaires, saisonniers qui déterminent l'activité humaine) et *discontinu* (contrairement au temps-horloge qui s'écoule de façon uniforme et homogène, le temps des sociétés traditionnelles était fait d'interruptions, de phases de calme et d'emballement, d'unités non constantes). À l'instar de Moishe Postone, il montre alors que le développement du capitalisme industriel s'effectue au travers d'un processus temporel de segmentation (spécialisation), de fluidification et d'accélération de la pratique sociale qui se traduit notamment par l'élimination des discontinuités et des éléments cycliques qui rythmaient la vie sociale au sein des sociétés préindustrielles, ainsi que par l'instauration d'une « discipline temporelle » consacrant les valeurs de la ponctualité et de la productivité au sein du procès de travail notamment, mais aussi et plus généralement dans l'ensemble de la vie quotidienne.

On trouve par ailleurs déjà chez Thompson l'idée d'une contradiction temporelle opposant « le temps social » (ou la forme sociale du temps) aux « temps concrets » ; bien qu'à la différence de Moishe Postone, il ne relie pas cette dernière au « double caractère de la marchandise ». Son article offre ainsi déjà la possibilité de penser le caractère conflictuel du temps et la façon dont cette conflictualité détermine la reproduction ou la crise d'un ordre social : pour se reproduire, un ordre social doit d'une part faire primer sa norme temporelle sur celle(s) issue(s) des ordres sociaux antérieurs et doit d'autre part parvenir à soumettre les temporalités concrètes de la pratique sociale à cette nouvelle norme sociale de temps.

Enfin, Thompson propose une analyse minutieuse des modalités historiques au travers desquelles le temps-horloge s'est imposé à la pratique sociale ; et plus particulièrement, des modalités qui ont permis à ce dernier de s'imposer au procès de travail au cours de l'époque du capitalisme industriel. Sur ce point, son analyse présente la particularité et l'intérêt de montrer que l'imposition du temps-horloge au niveau du procès de production est inséparable

d'évolutions survenues dans l'organisation spatiale de la production. Il est ainsi l'un des rares auteurs à ne pas éluder la question spatiale dans son analyse de la dynamique temporelle du capitalisme. Il constitue à ce titre l'une des références décisives de cette thèse.

1.3. Jonathan Martineau.

Dans le prolongement des travaux d'Edward Palmer Thompson et de Moishe Postone, il faut évoquer la contribution de Jonathan Martineau, *L'ère du temps. Modernité capitaliste et aliénation temporelle* (Martineau, 2017). Cet ouvrage a tout d'abord pour intérêt de proposer une revue de la littérature portant sur la dimension temporelle de la dynamique historique du capitalisme, qui devint foisonnante à partir du milieu des années 1990. Il reprend et développe notamment les notions de « régimes » et de « crises temporelles », qu'il fait reposer sur la contradiction entre « temps social » et « temps matériel ». Il élargit ce faisant la problématique de Moishe Postone au-delà du seul mode de production capitaliste ; tout en reprenant à ce dernier, quand il s'agit des sociétés capitalistes, la caractérisation du temps social capitaliste comme « temps abstrait ». Aussi, il s'attache comme ce dernier à mettre en évidence la dimension temporelle du processus de totalisation auquel s'apparente le développement historique du capitalisme. Il souligne alors qu'au cours de ce processus, le capital s'approprie progressivement l'ensemble des sphères de la vie sociale en y instaurant un rapport aliéné au temps : aliénation qui s'exprime, sous sa plume, sous la forme du paradoxe d'un temps toujours plus contrôlé et mesuré, mais qui tend pourtant de plus en plus à se présenter comme une puissance étrangère dominant l'existence des hommes et des femmes. Il relie enfin la problématique de l'extension du temps abstrait à celle de l'impérialisme, c'est-à-dire de l'absorption des formations sociales non capitalistes sous les rapports de production capitalistes. Il montre ainsi, avec le cas des Aborigènes, que cette absorption se heurte toujours, sous des formes et à des degrés divers, à des « luttes temporelles » : la conception et la pratique aborigène du temps étant, dans sa diversité, particulièrement antagoniques à celle du temps abstrait. Bien qu'il n'insiste guère sur ce point, on trouve ainsi déjà chez lui des éléments pour alimenter une réflexion sur la dimension spatiale de la domination temporelle du capital.

1.4. François Hartog.

Le thème de l'évolution des représentations et des formes d'expériences sociales du temps historique sous le capitalisme a pour sa part reçu une contribution importante avec l'ouvrage de François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps* (Hartog, 2003). Dans cet ouvrage, l'auteur met en œuvre une démarche comparatiste qui consiste à considérer une société du point de vue de son « régime d'historicité », c'est-à-dire de la façon dont

s'articulent, dans l'expérience et les représentations, les trois catégories du temps historique que sont le passé, le présent et le futur : chaque société établissant une articulation déterminée entre ces catégories dans laquelle l'une d'entre elles a la primauté sur les autres. À partir de cette grille de lecture, Hartog décèle une rupture dans le cours de la modernité qui s'exprime dans la perte d'hégémonie du futur, caractéristique du régime d'historicité de la modernité classique¹⁷. De fait, à la foi dans le progrès et en un avenir forcément meilleur, qui commandait le présent (lui imposant parfois de faire des sacrifices) et reléguait le passé à quelque chose de dépassé (dont il fallait continuer de s'extraire, de s'émanciper), succéderait ainsi, au crépuscule du XXe siècle, un temps historique occupé par la seule catégorie de présent, un présent « omniprésent » et « autosuffisant », qui ne se réfère qu'à lui-même. François Hartog décrit ainsi la conjoncture de cette fin de siècle de la façon suivante « *L'avenir se fermait, le passé s'obscurcissait, le présent s'imposait comme l'unique horizon* » (Hartog, 2013, cité par Baschet, 2018, p. 67). Le « futurisme » de la modernité classique laisse ainsi place au « présentisme » de la période contemporaine - même si François Hartog laisse ouverte la question de savoir si ce présentisme constitue un nouveau régime d'historicité, ou s'il n'est que provisoire, associé au vide laissé par la crise du régime antérieur (Hartog, 2003, pp. 16-17). Plus précisément, pour François Hartog, qui reprend la sémantique du temps historique élaborée par Reinhart Koselleck, le présentisme de la période contemporaine serait l'effet d'une forme de scission ou de séparation entre ce que ce dernier appelait le « champ d'expérience » et « l'horizon d'attente » - termes que la modernité classique n'avait cessé de rendre asymétriques, en dévaluant le « champ d'expérience » et en enchantant « l'horizon d'attente ». Dans la configuration qui est celle d'aujourd'hui, on aurait à faire selon Hartog à « *une distance maximale entre le champ d'expérience et l'horizon d'attente, à la limite de la rupture. De sorte que l'engendrement du temps historique [qui selon Koselleck résulte de la tension entre expérience et attente] semble comme suspendu. D'où peut être cette expérience contemporaine d'un présent perpétuel, insaisissable et quasiment immobile, cherchant malgré tout à produire pour lui-même son propre temps historique. Tout se passe alors comme s'il n'y avait que du présent, sorte de vaste étendue d'eau qu'agite un incessant clapot.* » (Hartog, 2003, p. 40). Bien qu'il se positionne dans un cadre épistémologique et théorique fort différent de celui de Postone¹⁸, Hartog rejoint ainsi ce dernier dans son diagnostic de la prééminence contemporaine

¹⁷) Hartog fait courir cette période de 1789 à 1989, de la Révolution française à la chute du mur de Berlin.

¹⁸) Chez Hartog, l'histoire est dépourvue de logique, de sens et de direction ; elle n'est animée par aucune force immanente. Il rejette la représentation marxiste, dialectique, de l'histoire au profit de la représentation qu'en donne Claude Lévi-Strauss, auquel Hartog se réfère abondamment (Hartog, 2003, pp. 35-37). Les raisons du présentisme sont donc bien différentes de celles identifiées par Postone, pour qui les formes « présentistes » d'expériences du

de formes d'expériences et de représentations sociales du temps historique dominées par la catégorie de présent.

Nous convoquerons les observations et réflexions de cet auteur sur le caractère présentiste du régime contemporain d'historicité dans la deuxième partie de cette thèse, où nous formulerons quelques propositions au sujet de son rapport avec le mode de vie métropolitain et avec la régulation métropolitaine des formes contemporaines de mises en valeur et d'accumulation du capital (VII et IX).

1.5. Hartmut Rosa.

Enfin, le thème de l'*accélération* comme élément central du rapport au temps constitutif de la modernité capitaliste a fait l'objet de développements récents à partir des travaux du sociologue allemand Hartmut Rosa. Nous nous référons ici à son ouvrage de 2012, *Aliénation et accélération. Pour une théorie critique de la modernité tardive*.

Rosa propose tout d'abord de distinguer trois aspects de l'accélération, souvent mal démêlés chez les autres auteurs : « l'accélération technologique », qui renvoie au rythme de l'innovation technologique, mais aussi à l'accroissement des vitesses de circulation qu'autorisent ces innovations ; « l'accélération du changement social », qui renvoie à la vitesse de renouvellement des institutions ; « l'accélération des rythmes de la vie », qui renvoie à l'expérience vécue des individus. Tout au long de l'ouvrage, il développe une analyse des relations que ces différentes formes d'accélération entretiennent entre elles. Il en vient à formuler l'idée que celles-ci forment un « système autopropulsé », si bien que l'un des moteurs de l'accélération serait « endogène » (Rosa, 2012, pp.40-42). Plus précisément, en fait, Hartmut Rosa considère que l'accélération est propulsée par différents « moteurs » ; ce qui distingue son analyse de celle de Moishe Postone qui fait comme on l'a vu entièrement dériver l'accélération des catégories fondamentales du mode de production capitaliste. Outre son caractère endogène, Rosa insiste ainsi également, au sujet des forces qui concourent à l'accélération, sur le rôle de la concurrence, ou de la « logique sociale de la compétition », qui, dans les sociétés modernes, devient le principal « mode de répartition sociale » (de la richesse ; du pouvoir ; de la reconnaissance). Il souligne alors que dans la mesure où la vitesse constitue l'une des principales stratégies pour réussir ou s'en sortir dans cette compétition, la modernité, qui étend progressivement cette compétition à toutes les sphères de l'existence, détermine des formes d'accélération en tout genre de la vie sociale (Rosa, 2012, pp. 35-37). L'auteur met enfin en

temps historique ne sont que le résultat du plein développement de la temporalité abstraite du capital.

évidence un « moteur culturel » de l'accélération. Il évoque par exemple les représentations sociales contemporaines selon lesquelles « une vie bonne est une vie bien remplie ». Plus encore, il propose à ce sujet une hypothèse intéressante selon laquelle l'accélération, dans les sociétés modernes, remplirait le rôle que jouait la promesse d'éternité dans les sociétés d'ancien régime. Elle serait une sorte d' « *équivalent fonctionnel* » de cette dernière : « *La promesse eudémoniste de l'accélération moderne réside par conséquent dans l'idée (tacite) que l'accélération du rythme de vie est notre réponse (c'est-à-dire celle de la modernité) au problème de la finitude et de la mort.* » (Rosa, 2012, p. 40).

Plus fondamentalement encore, pour Rosa, l'accélération est intimement liée au « projet de la modernité », qui est selon lui celui du développement de l' « autonomie » : autonomie des individus, se libérant du carcan des appartenances communautaires et du poids des normes collectives ; et autonomie de l'humanité, domestiquant les forces de la nature, s'affranchissant du règne de la rareté et de la nécessité, et prenant conscience qu'elle « fait elle-même sa propre histoire ». L'une des principales thèses qu'il défend consiste ainsi à avancer que l'accélération aurait tout d'abord été fonctionnelle au projet de la modernité, avant de rentrer en contradiction avec ce dernier et de se tourner en une nouvelle forme d'hétéronomie : « *alors qu'une certaine dose de dynamisation du monde était inévitable pour la poursuite du projet de la modernité, les niveaux de vitesse atteints dans la modernité tardive tendent à l'empêcher.* » (Rosa, 2012, p. 86). Rosa propose ainsi de définir théoriquement la « modernité tardive » comme une phase d' « emballement de l'accélération », où celle-ci cesse d'être au service de la quête d'émancipation et devient au contraire un facteur d'aliénation¹⁹.

Ce sont justement les réflexions qu'il développe sur la dimension temporelle des formes d'aliénation caractéristiques de la modernité tardive qui nous intéressent pour la suite de cette thèse. L'une des visées de l'ouvrage de Rosa, qui s'inscrit dans la perspective de la « première école de Francfort », est en effet de réhabiliter le concept et la problématique de l'aliénation, délaissés par la seconde école de Francfort et, plus généralement, par l'ensemble des sciences sociales, pour finalement ne rester vivaces que dans le domaine de la philosophie. Rosa considère que la réintroduction du thème de l'aliénation dans les sciences sociales n'est

¹⁹) L'emballement de l'accélération ne renvoie pas seulement à son devenir contradictoire par rapport au projet de la modernité ; il renvoie aussi à la contradiction interne de l'accélération, qui, au-delà d'un certain seuil, se compromet elle-même et tend à susciter de l'inertie, la répétition du même, soit l'inverse de l'innovation et du changement qu'elle est censée favoriser (Rosa, 2012, p.50-55). Rosa montre ainsi que c'est finalement en se contredisant elle-même que l'accélération finit par rentrer en contradiction avec le projet de la modernité : l'immobilisme dans lequel se résout l'accélération finit par nier la capacité au changement que suppose l'autonomie (voir par exemple, p.51).

possible qu'à condition de ne pas l'adosser à une ontologie substantialiste, qui amènerait à penser l'aliénation à partir de l'idée d'un sujet préexistant (défini par une nature humaine transhistorique) qui serait « ensuite » rendu non identique à lui-même par la société. Il adopte à la place une conception d'inspiration heideggérienne, qui le conduit à concevoir l'aliénation comme ce qui altère ou compromet la capacité des individus à construire une relation avec le monde, à déployer leur « être dans le monde » en se l'appropriant. « *Ce par rapport à quoi nous sommes aliénés par les diktats de la vitesse n'est pas notre être intérieur immuable ou inaltérable, mais notre capacité à nous approprier le monde.* » (Rosa, 2012, p. 137). L'un des principaux apports de l'ouvrage de Rosa est en effet de montrer que les formes temporelles de l'expérience conditionnent cette capacité à s'approprier le monde ; à « entrer en résonance avec lui », pour employer une expression que l'auteur affectionne et qui figure dans le titre de l'un de ses derniers ouvrages. Il montre en particulier que les niveaux de vitesse atteints dans la modernité tardive ont pour conséquence de rendre le monde « insaisissable » : que l'innovation et le changement permanent s'accompagnent d'une « dévaluation de l'expérience »²⁰, immédiatement frappée d'obsolescence ; et que la fugacité même des expériences vécues ne permet plus aux individus de les « digérer », de les métaboliser comme des moments constitutifs de leur devenir (Rosa, 2012, p.119). Car, insiste-t-il, l'appropriation du monde réclame du temps. Elle s'accomplit dans la « durée ». Elle ne peut s'effectuer instantanément. L'accélération (son « emballement » contemporain) incline finalement, selon Rosa, les individus à se percevoir comme les spectateurs d'une vie qui leur demeure étrangère, qu'ils ne contrôlent pas et qui ne leur parle pas ; qui les laisse indifférents et inchangés. Rosa montre, autrement dit encore, que le règne de l'éphémère compromet le développement de soi en tendant à rendre impossible l'élaboration d'une relation avec le monde. Ce faisant, il ne se contente pas de décrire les formes de mal-être que suscitent les diktats de la vitesse dans la modernité tardive, il soutient plus fondamentalement que ces derniers finissent par « *transformer les formes de la subjectivité humaine* » (Rosa, 2012, page 59).

C'est cette perspective que nous nous proposerons de développer dans la suite de cette thèse. Nous serons alors amenés à faire travailler Hartmut Rosa avec d'autres auteurs, d'une part pour souligner que la dimension spatiale de l'expérience intervient également (au même titre que la dimension temporelle, les deux étant inextricablement liées) dans les modalités concrètes du déploiement de l'être dans le monde et partant dans la production des formes historiques de la subjectivité humaine, et d'autre part, pour aller plus loin dans la caractérisation de la figure

²⁰) On entend ici Koselleck et Hartog, auxquels Rosa se réfère explicitement.

historique du sujet qui résulte du rapport aliéné au temps (et à l'espace) qui prévaut dans la modernité tardive. Plus généralement, il s'agira de montrer que l'aliénation spatio-temporelle qui détermine les formes contemporaines de la psyché peut s'observer au niveau du « mode de vie métropolitain », car c'est à ce niveau qu'elle se reproduit. Il s'agira enfin de montrer la façon dont les susceptibilités affectives qui caractérisent cette figure historique du sujet participent à la régulation des modalités contemporaines de mise en valeur et d'accumulation du capital qui auront été présentées dans les septième et huitième chapitres de cette thèse.

2. Le temps contre l'espace ?

Nous avons commencé cette section en avançant que l'idée selon laquelle le capitalisme se définit par son rapport au temps est susceptible de justifier le désintérêt relatif dont l'espace fait l'objet quand il s'agit d'étudier la dynamique historique du capitalisme. Dire et montrer que la dynamique historique du capitalisme (ou le « développement du capital », si l'on se place depuis la perspective de M. Postone et de J. Martineau) peut se concevoir sous l'angle d'une dynamique temporelle ne suffit pourtant pas, en soi, à en déduire que l'analyse de l'espace n'apporterait rien, ou pas grand-chose, à la compréhension de celle-ci.

Une telle déduction repose en fait sur une conception bien particulière de l'espace et de son rapport au temps ; une conception qui, pour n'être le plus souvent qu'implicite, n'en demeure pas moins déterminante dans la façon dont elle oriente la réflexion et l'analyse. Elle suppose en fait l'idée selon laquelle le temps et l'espace seraient deux réalités *séparées et opposées* ; et que la modernité capitaliste aurait fait triompher le temps sur l'espace. L'idée est la suivante : en tant qu'elle est fondée sur un régime d'accélération, la modernité capitaliste aurait réduit l'espace à un aspect inessentiel de la réalité sociale (une barrière naturelle en passe d'être levée par le développement des forces productives), dont on pourrait en conséquence légitimement faire abstraction quand on étudie la dynamique historique du capitalisme. Selon cette perspective, qui est celle qui sous-tend les discours sur la « fin de la géographie » (O'Brien, 1992)²¹, l'espace ne serait qu'une catégorie secondaire et déterminée par le temps : l'espace se résorbe, se dissout, sous l'effet de l'accroissement des vitesses de circulation. La compréhension de l'espace serait ainsi subordonnée à celle du temps et n'apporterait rien de plus qu'elle.

²¹) Il est intéressant de noter, pour plus tard, que ce discours sur la « fin de la géographie » est contemporain de celui sur la « fin de l'histoire » : l'ouvrage d'O'Brien a en effet été publié la même année (en 1992) que le célèbre ouvrage de F. Fukuyama, *La fin de l'Histoire et le dernier Homme*.

Comme l'a noté David Harvey, cette idée d'une supériorité onto-historique du temps sur l'espace pourrait s'appuyer sur un passage bien connu des *Grundrisse*, où Marx affirme que le développement de la production fondée sur la valeur d'échange nécessite et réalise « l'anéantissement de l'espace par le temps. » (Marx, 2018, p. 485). Au travers de cette formulation, le temps semble se voir accorder une primauté par rapport à l'espace : le temps anéantit (« annihile », dans d'autres traductions) l'espace. Temps et espace semblent s'opposer dans un rapport de causalité où seul le temps a l'initiative : l'espace subit passivement les progrès de l'accélération ; il se dissout sous l'effet de cette dernière, ou plus généralement de l'hégémonie du temps abstrait. Si on s'en tient à cette interprétation²² de la citation, on en déduit que l'analyse de l'espace, de sa suppression en tant que barrière à la circulation, ne peut servir à autre chose qu'à rendre compte du triomphe de la vitesse. En somme, la seule chose qu'il y aurait à voir dans l'espace, ce serait sa négation au travers de laquelle se réalise le développement de la forme capitaliste de la production sociale.

Une telle analyse n'irait finalement pas tellement au-delà de ce que l'histoire économique néoclassique est capable de faire avec l'espace, elle qui se représente l'histoire comme une marche vers « l'efficacité économique » passant par la suppression des « coûts de transaction », dont les distances (les coûts de transport) font partie (Chavance, 2007). Dans les deux cas en effet, la destinée de l'espace est celle de sa dissolution. Ce qui change, c'est seulement que dans un cas il se dissout sous l'effet d'une tendance naturelle (contre laquelle on ne peut rien et qu'il est ce faisant inutile de critiquer) tandis que dans l'autre il se dissout sous l'effet d'une tendance historique renvoyant à la spécificité de la production capitaliste. Selon une telle perspective (qui comme nous le voyons peut connaître différentes conjugaisons, marxiste ou néoclassique) l'intérêt de l'analyse spatiale pour la périodisation du capitalisme ne serait donc certes pas totalement inexistant, mais tout de même limité. Surtout, l'analyse spatiale ne serait qu'un supplétif de l'analyse de la dynamique temporelle du capitalisme.

Cet argument qui minore l'intérêt de l'analyse spatiale pour la périodisation du capitalisme et l'historicisation de ses différentes configurations est toutefois critiquable et dépassable pour au

²²) Nous essaierons de montrer dans les prochains chapitres (III et IV) que la relation entre temps et espace chez Marx est plus riche et complexe que cela. Mais on peut déjà remarquer que dans les phrases qui précèdent celle que nous avons citée, Marx souligne que l'anéantissement de l'espace par le temps suppose la production d'infrastructures de communication et de transport, donc la production d'un espace : « Plus la production repose sur la valeur d'échange, et donc sur l'échange, plus les conditions physiques de l'échange - moyens de communication et de transport - deviennent importants pour elle. Il est dans la nature du capital de se propulser au-delà de toutes les barrières spatiales. La création des conditions physiques de l'échange - des moyens de communication et de transport - devient donc dans une tout autre mesure une nécessité pour lui - l'anéantissement de l'espace par le temps. » (Marx, 2018, pp. 484-485).

moins deux raisons emboîtées, qui tiennent aux fondements conceptuels de ce dernier. La première est que la notion d'espace reçoit ici un contenu très réduit. L'espace ne renvoie qu'aux distances et aux obstacles naturels qui entravent la circulation des richesses. Dans ces conditions le pouvoir interprétatif de la notion ne peut être que limité. La seconde raison renvoie ensuite à l'idée d'une séparation et d'une opposition entre le temps et l'espace, qui conduit logiquement à estimer que la réalisation de la dynamique temporelle de la modernité capitaliste s'effectue nécessairement au détriment de l'espace. Or, cette conception de l'espace et du temps comme deux réalités opposées et séparées, sans laquelle l'idée de l'« anéantissement de l'espace par le temps » n'aurait donc aucun sens, repose en fait sur l'opposition classique, cartésienne, entre nature et culture, dont elle ne constitue pour ainsi dire qu'une déclinaison : le temps, ou plus exactement l'accélération de la pratique sociale, est assimilée au progrès de la civilisation ; tandis que l'espace, inerte en soi, est assimilé à la nature ; l'annihilation de l'espace par le temps renvoyant ainsi à la domestication de la nature par l'humanité. On le voit, l'énoncé de la « fin de la géographie », ou de l'« anéantissement de l'espace par le temps », ne prend donc son sens qu'à l'aune d'une certaine ontologie, c'est-à-dire de fondements conceptuels ou philosophiques particuliers.

On devine alors qu'il ne sera possible de faire sortir la spatialisation de son statut subalterne qu'à condition de rompre avec cette conception réductrice de l'espace qui repose sur une séparation (substantialiste) et une hiérarchisation entre la culture et la nature. Nous verrons dans les prochains chapitres (et en particulier dans les sections 2 et 3 du chapitre II) que c'est précisément ce qu'il est possible de faire en relisant Henri Lefebvre.

Section 2. Argument méthodologique : « ces singularités géographiques qui défient les tendances historiques ».

Un deuxième argument pouvant expliquer la difficulté qu'il y a à concilier démarche historiciste et perspective géographique est d'ordre méthodologique. Selon cet argument, la prise en compte de la géographie aurait des vertus analytiques opposées à ce que requiert l'historicisation.

L'idée est la suivante : en donnant à voir une multitude d'économies locales structurées et organisées différemment, une variété de trajectoires territoriales ayant chacune leur originalité, autrement dit, en rendant visible les particularités ou les singularités, la perspective géographique aurait pour intérêt premier de mettre en évidence l'irréductibilité du réel concret à une représentation théorique abstraite. Symétriquement, elle ne rendrait que plus compliquée

la perception synthétique des tendances générales de l'évolution de l'économie et de la société sur lesquelles se fondent les tentatives d'historicisation du capitalisme. Autrement dit, spatialisation et historicisation seraient des démarches antinomiques dans la mesure où la première serait associée au particulier et au concret tandis que la seconde serait généralisante et abstraite.

Cette association de la prise en compte de la géographie à la mise en exergue des singularités est entretenue par la discipline géographique elle-même, qui tend depuis longtemps à faire de ces singularités son domaine d'étude privilégié. Et, dans le domaine des sciences humaines et sociales, à revendiquer un « réalisme empirique » face aux prétentions « théoriciens » des autres disciplines, de l'économie en particulier (Claval, 1977; Harvey, 2010; Buleon, 2002). Ce point mérite d'être un peu précisé.

1. Une géographie qui semble « impossible à généraliser »²³.

Comme le souligne la géographe Denise Pumain (2007), la question de la singularité constitue l'un des axes autour desquels s'organise l'épistémologie de la discipline. À l'origine, écrit-elle, *« la géographie, d'abord nourrie par des récits de voyage et d'exploration, était orientée vers la différence, voire l'exotisme, qui devaient s'approfondir (s'alourdir ?) par la suite en monographies, lorsque l'exercice fut sanctionné par l'académie. Par exemple, dans la tradition des grandes thèses de géographie régionale, en France dans l'entre-deux guerres, il s'agissait de sélectionner un « terrain », que l'enquêteur pouvait (devait) parcourir, d'en justifier le choix par une identification rigoureuse de ce qui faisait sa discontinuité avec les régions environnantes (une première partie de la thèse était souvent consacrée à une minutieuse description des « limites ») et d'analyser l'originalité de sa configuration, son identité paysagère, territoriale, économique et culturelle. (Pumain, 2017, p. 2) »*. Si cette fascination pour la singularité était sans doute plus forte en France (pays de Vidal de la Blache et de ses « personnalités régionales ») que dans les autres pays (et en particulier qu'en Allemagne, pays de Lösch et Christaller, qui appliquèrent la théorie de l'équilibre général à l'explication de la structuration d'un espace initialement homogène), celle-ci continua néanmoins de dominer la géographie dans son ensemble jusqu'aux années 1950.

Denise Pumain rappelle en effet que c'est contre cet « exceptionnalisme en géographie » (Schaefer, 1953) que s'opéra, outre-Atlantique, la « révolution théorique et quantitative », dont

²³) L'expression est empruntée à David Harvey qui l'utilise pour déplorer la posture de ses collègues géographes. Celle-ci est citée dans : (Vieillescazes, 2008, p. 12)

le projet consistait, via le recours aux systèmes d'information géographique et aux outils mathématiques alors en développement, à faire passer la géographie d'une posture idiographique à une posture nomothétique²⁴. En France, si on laisse de côté la tentative d'Henri Lefebvre²⁵, qui resta finalement assez isolée, ce fut d'abord du structuralisme que vint la volonté de fonder théoriquement l'analyse de l'espace et d'aller au-delà de la description de phénomènes singuliers.

Mais la période des approches structuralistes de l'espace géographique allait être de courte durée. Et le singulier allait rapidement être de retour sur le devant de la scène, du moins parmi les approches qui revendiquent leur appartenance aux sciences sociales. La diffusion des approches relevant de l'analyse spatiale (celles issues de la « révolution théorique et quantitative »), sous l'impulsion notamment de Paul Claval en géographie économique, ainsi qu'au travers du succès des modèles déterministes à la Rostow en économie du développement, suscita en effet, en réaction, l'émergence de la Nouvelle-Géographie-Socio-Économique (Benko & Lipietz, 1992). Abandonnant la recherche de représentations théoriques englobantes aux approches dominantes, les auteurs hétérodoxes allaient alors remettre le particulier (l'analyse des organisations et dynamiques territoriales originales) au centre du questionnement géographique. Georges Benko présente la conjoncture intellectuelle de cette période (fin 1980-début 1990) dans les approches hétérodoxes françaises de la façon suivante : « *Retour du Singulier, de la « personnalité régionale » à la Vidai de la Blache... Et la critique régulationniste de l'orthodoxie de la Nouvelle Division Internationale du Travail tendait à renverser un structuralisme global pour remettre au centre de la réflexion la « personnalité » du territoire local, en l'occurrence l'État-Nation* » (Benko, 1995)²⁶. Par ailleurs, le même

²⁴) Précisons que les lois dont il s'agit sont en l'occurrence des lois naturelles, invariables, et non des lois historiques.

²⁵) Parmi les auteurs critiques du caractère fragmentaire et descriptif des travaux des géographes, il faut aussi bien entendu compter Henri Lefebvre dans *La production de l'espace* (1974). Mais sa réflexion resta pendant longtemps (jusqu'à la vague de réédition de son œuvre dans les années 2000) assez isolée en France. Selon Merrifield (2019), elle fut justement éclipsée par le structuralisme, mieux disposé à « faire école » du fait de la clarté et de la cohérence formelle de ses énoncés théoriques – de son « formalisme » aurait dit Lefebvre (1971). Si la pensée de Lefebvre a connu un écho plus important dans le monde Anglo-saxon, celle-ci a été mise au service du relativisme par les approches post-modernes, servant ainsi curieusement de caution théorique à une nouvelle forme de fascination pour le singulier et l'irréductibilité du réel concret aux constructions théoriques abstraites (Martin, 2006). Certains auteurs, comme D. Harvey, sont toutefois très critiques de cet usage de la pensée lefebvrine par le courant post-moderne. Il pointe notamment les implications politiques de cette fascination pour le singulier : « *The work of postmodernism in particular, Harvey argues, has not only fragmented political opposition but has recast that fragmentation as a badge of intellectual honour* » (Smith, 2001, p. 23). D. Harvey et les auteurs qui s'inscrivent dans son sillage, comme N. Smith ou M. Davis, s'efforcent de restituer la dialectique lefebvrine de l'abstrait et du concret (du général et du particulier) que structuralistes et postmodernes brisent dans leurs écueils symétriques consistant à mettre unilatéralement l'accent sur l'un ou l'autre.

²⁶) Il est intéressant de noter que cette bifurcation épistémologique de l'hétérodoxie n'aura pas eu besoin d'un renouvellement générationnel pour s'effectuer: Alain Lipietz en France et Doreen Massey en Angleterre, qui

mouvement de « retour du singulier » se fit observer dans le monde anglo-saxon, mais sous l'égide des approches post-modernes et des Cultural Studies (Daviet, 2007). Là-bas aussi donc, comme le résume Doreen Massey, « *The unique [was] back on the agenda* » (Massey, citée par Benko, 1995). En Italie enfin, à peu près à la même période, le temps était à l'étude des contretendances : de ces miracles industriels que constituaient les « districts industriels » (Brusco, 1982 ; Becattini, 1992), qui faisaient alors le succès de la « troisième Italie » dans un contexte structurel de désindustrialisation. Ces travaux ont eu, comme on le sait, un écho important dans la discipline. Si certains auteurs (Piore & Sabel, 1984; Moualart & Swyngedouw, 1989; Harvey & Scott, 1988) ont tenté de voir dans les districts le nouveau « paradigme de la géographie post-fordiste », en soulignant son adéquation avec les exigences de « l'accumulation flexible », la plupart des recherches se sont au contraire efforcées de montrer que le district industriel n'était qu'une forme d'organisation économique territorialisée parmi d'autres ; et que des formes d'organisation bien différentes étaient également capables de soutenir une trajectoire de développement local viable. Dès lors, l'effort de la réflexion théorique s'est principalement orienté vers différentes formes de caractérisation typologique de la diversité des « économies locales » (Fontan, Klein, & Lévesque, 1998 ; Courlet, 2001 ; Grossetti, 2004) - caractérisations qui ne cessent de s'approfondir et de se complexifier à mesure que s'accumulent les études empiriques, selon une dynamique dont il est selon nous possible de déplorer le faible caractère cumulatif.

Depuis cette perspective théorique, chaque cas (territoire) est conçu comme singulier. Il n'est dès lors ni possible de l'appréhender à partir d'une représentation théorique englobante ou totalisante (l'explication de la dynamique observée est interne à chaque cas étudié), ni possible d'alimenter une telle représentation par le matériel empirique qu'il exhibe. Il est tout au plus possible de le classer dans une configuration type : technopôle ; clusters ; districts ; milieux innovateurs ; aire productive spécialisée, etc...

2. Des singularités géographiques gênantes ou d'un intérêt « secondaire et négatif » pour une démarche historiciste.

Nous sommes encore aujourd'hui largement dans cette conjoncture intellectuelle où la géographie renvoie à la mise en exergue des singularités, des cas particuliers qui défient les tendances historiques générales et qui échappent aux représentations théoriques englobantes.

avaient été parmi les principaux représentants de l'approche structuraliste de la géographie du capitalisme, ont activement participé à cette bifurcation.

Si l'on tient à la démarche historiciste, cette façon d'envisager la perspective géographique pourrait ainsi porter à croire qu'il serait nécessaire, au moins dans un premier temps, de mettre de côté la « bruyante » réalité géographique pour être en mesure d'identifier les grandes tendances de la dynamique historique du capitalisme. On retrouve là l'idée, combattue par David Harvey (2004), selon laquelle la prise en compte de la réalité géographique n'apporterait que des « complications superflues » pour une démarche historiciste. Notre projet d'une analyse spatiale des mutations contemporaines du capitalisme apparaîtrait ainsi bien mal engagé : il comporterait le risque de se noyer dans les détails du particulier et de se trouver incapable de déceler des tendances générales.

Notons toutefois qu'à partir de cette association de la perspective géographique (ou spatiale) à la mise en évidence des singularités, il demeure possible d'envisager une certaine forme de complémentarité entre perspective géographique et démarche historiciste. La prise en compte de la géographie pourrait en effet permettre de nuancer ou d'affiner après coup une caractérisation historiciste du capitalisme. Dans cette forme de division du travail intellectuel, la géographie est introduite dans un second temps, comme mise à l'épreuve de la représentation théorique par la réalité empirique.

Ce type de construction en deux étapes trouve une illustration dans les travaux de l'école de la régulation. Les travaux régulationnistes qui intègrent le plus explicitement une perspective géographique – ceux qui reposent sur la comparaison de plusieurs économies nationales (Boyer & Saillard, 2002b; Boyer, 2015), les travaux associés à la Nouvelle Géographie Socio-Économique (Benko & Lipietz, 1992), puis les approches dites mésoéconomiques, sur les régulations sectorielles et territoriales (Laurent & du Tertre, 2008 ; Chanteau, et al., 2015) – ont pu sembler avoir pour fonction, dans le programme de recherche de ce courant, de nuancer les représentations théoriques canoniques d'une période historique du capitalisme. Par exemple, en mettant en évidence que le régime d'accumulation fordiste s'est appuyé sur des modes de régulation différents en Italie, en France ou en Allemagne (Boyer, 2002a) ; ou qu'à l'heure de la généralisation des formes de flexibilisation de la force de travail, on trouve dans certains territoires des formes d'« implication négociée » de celle-ci (Leborgne & Lipietz, 1988).

La perspective géographique ne présente ici qu'un intérêt faible pour la démarche historiciste. Plus exactement, celle-ci est limitée à un rôle que l'on peut qualifier de « secondaire et négatif », dans le sens où elle intervient dans un second temps et où elle ne contribue pas à

l'élaboration, mais à l'amendement de la représentation théorique, ou éventuellement à son rejet²⁷.

*

* *

Ce cas de figure n'est cependant pas le plus répandu. Dans la prochaine section, nous verrons que la perspective géographique peut plus radicalement participer à une forme de rejet de l'historicisme²⁸.

Le propos qui suit continue donc de se baser sur l'idée que la perspective géographique permet de mettre en évidence des cas particuliers, des formes d'organisations originales, des dynamiques singulières, des idiosyncrasies, etc. Il ne s'agit plus cependant de montrer que ces cas particuliers posent des problèmes méthodologiques, mais de souligner qu'ils sont susceptibles d'ouvrir un véritable débat épistémologique dans lequel c'est le projet même de l'historicisme qui est en cause. La discussion se recentre pour cela sur les travaux de l'école de la régulation.

Ce n'est que dans le prochain chapitre (II.3) que nous reviendrons, pour le critiquer, sur le rôle « secondaire et négatif » qui est réservé à l'espace dans certaines démarches d'historicisation du capitalisme. Nous nous tournerons alors vers la dialectique lefebvrienne afin de montrer qu'elle offre des solutions conceptuelles permettant de dépasser un tel mode de prise en compte, une telle division du travail où l'espace se voit accorder un rôle secondaire, en proposant à la place une analyse directement (immédiatement) spatiale de la dynamique (ou du développement) historique du capitalisme.

²⁷) Il faut admettre que cette critique est surtout valable pour les approches comparatives et pour les approches mésoéconomiques portant sur les « régulations sectorielles et territoriales » (RST). Dans les travaux de la Nouvelle Géographie Socio-Économie (NGSE), la perspective géographique va au-delà ou sert à quelque chose de plus qu'à simplement affiner les représentations théoriques existantes : elle est notamment utilisée dans une perspective prospectiviste (Leborgne & Lipietz, 1988). Il est par ailleurs plus difficile de faire porter la critique sur la NGSE en raison de son hétérogénéité : celle-ci regroupe plusieurs approches théoriques.

²⁸) La notion d'historicisme est de nos jours souvent utilisée de manière péjorative. La notion est utilisée pour désigner les approches auxquelles on reproche leur caractère « téléologique » et « mécaniste ». Dans cette thèse, l'emploi de cette notion ne recèle aucun aspect péjoratif. Nous l'utilisons simplement pour désigner les travaux qui s'attachent à historiciser le capitalisme, c'est-à-dire à périodiser son histoire, à identifier et à caractériser théoriquement ses différentes périodes.

Section 3. Argument épistémologique : « l'autonomie des territoires dans la détermination de leurs trajectoires de développement et le caractère contingent de ces dernières récusent le projet historiciste ».

Il faut aller plus loin que l'argument précédent et souligner que dans les travaux de l'école française de la régulation, la perspective géographique est avant tout mise au service d'un programme de recherche qui n'est plus celui de la périodisation et de l'historicisation du capitalisme ; et dont les rapports avec ce dernier méritent d'être interrogés. Ce programme de recherche ne nous semble en effet pas simplement compléter la démarche historiciste sur le mode « secondaire et négatif », mais la remettre en cause, la contester en s'y substituant ; ou, *a minima*, en la redéfinissant radicalement. C'est pourquoi il nous paraissait possible, pour cette section, de parler d' « argument épistémologique ».

Le programme de recherche dont il est question est celui sur la « diversité des capitalismes » (Amable, 2005 ; Boyer, 2002a; Boyer, 2015). Dans ces travaux, la perspective géographique, qui prend la forme d'analyses dites « géographiquement situées », est mise au service de la saisie des *variations isomorphiques* du capitalisme : des « adaptations locales » de celui-ci, des « aménagements singuliers » de ses formes institutionnelles, etc... La perspective géographique semble en revanche devoir décourager les tentatives historicistes qui prétendraient saisir le *développement* historique du capitalisme, c'est-à-dire le sens et la logique des transformations historiques des rapports sociaux capitalistes. À nouveau donc, mise en perspective géographique et démarche historiciste semblent s'opposer ; mais cette fois, comme nous allons le préciser, dans un rapport d'exclusivité, et non de possible complémentarité comme précédemment.

1. Les deux périodes de l'école de la régulation : du diachronique au synchronique

Pour argumenter ce point, il convient tout d'abord de souligner que le renforcement de la perspective géographique de l'école de la régulation²⁹ a coïncidé avec l'infléchissement (au cours des années 1990 et 2000) de la problématique régulationniste, qui passa de l'étude de la *succession* des types de capitalisme (TR1) à celle de leur *coexistence* (TR2) (Boyer & Saillard, 2002b; Favereau, 2002; Gava, 2001). En d'autres termes, avec un certain délaissement de la

²⁹) Par « perspective géographique de l'école de la régulation », nous désignons : l'insistance sur la nécessité de multiplier les analyses comparatives (Boyer, 2002a ; Boyer, 2003a) ; les travaux de Bruno Amable (2005) sur la diversité des capitalismes ; le lancement du programme « RST » sur les régulations mésoéconomiques, sectorielles et territoriales (Laurent, Du Tertre, 2008) ; les réflexions sur les « échelles de régulation » conduites notamment à partir du questionnement sur les effets de l'intégration européenne sur la diversité des capitalismes (Boyer, 2015).

problématique historiciste par l'école française de la régulation. Cet infléchissement, où le nouveau programme de recherche chasse l'ancien, où le problème de la coexistence géographique se substitue à celui de la succession historique, est justifié par les auteurs régulationnistes de la façon suivante : la reconnaissance par TR2 de la coexistence possible et persistante de différents régimes d'accumulation et modes de régulation dans l'espace est interprétée comme la preuve d'une « autonomie relative » des trajectoires locales (régionales, nationales, continentales) de l'économie capitaliste ; et cette autonomie, comme la preuve de l'inexistence d'une logique immanente de développement des rapports sociaux capitalistes (Boyer 2003a ; Boyer, 2015 ; Saillard, 2002). Or, comme le souligne notamment O. Favereau³⁰ (2002), c'est alors le projet même de TR1, celui de la périodisation des régimes d'accumulation et des modes de régulation, qui se trouve compromis, car celui-ci se fondait précisément sur la référence marxiste au développement des contradictions fondamentales du capital³¹. En somme, selon l'épistémologie de la théorie de la régulation, telle que les régulationnistes la présentent, les résultats de TR2 auraient invalidé les fondements conceptuels de TR1.

³⁰) Olivier Favereau est un représentant du courant de l'école des conventions, courant hétérodoxe français en économie politique qui entretient depuis ses origines un dialogue critique avec les approches en termes de régulation. Dans les années 1990, on assiste à différentes tentatives de rapprochements, hybridations voir syncrétismes entre les deux courants. La portée épistémologique de ce rapprochement a fait l'objet de nombreux débats. Certains auteurs en minoraient la portée, présentant le rapprochement avec l'école des conventions comme un simple prolongement ou perfectionnement de la théorie de la régulation (l'ouvrant vers des institutions plus « microéconomiques » : conventions, routines...) ; d'autres soulignaient au contraire la rupture épistémologique qu'occasionne ce rapprochement, pour le déplorer (Lipietz, 1995 ; Amable & Palombarini, 2005) ou s'en réjouir (Favereau, 2002 ; Lamarche, 2012).

³¹) Dans TR1, chez Aglietta (1976), Lipietz (1988 ; 1977), ou encore dans l'école grenobloise de la régulation (Di Ruzza, 1995 ; De Bernis, 1990), la combinaison d'un régime d'accumulation et d'un mode de régulation était en effet conçu comme une solution provisoire à la baisse tendancielle du taux de profit et à la lutte des classes. Un des apports de la théorie de la régulation fut de montrer que si les configurations historiques successives du mode de production capitaliste sont surdéterminées par les contradictions fondamentales du capital, elles ne peuvent néanmoins se déduire entièrement de ces dernières. La théorie de la régulation « première période » se présentait ainsi comme une tentative de prolonger l'historicisme marxiste en soulignant l'importance des dynamiques qui se jouent au niveau institutionnel, en montrant qu'elles peuvent rétroagir sur la dynamique structurelle, sur le développement des contradictions du capital, en contenant ces dernières plus ou moins durablement et en transformant leur mode d'expression (Lipietz, 1988). Il n'en demeure pas moins que la conception marxiste du capital constituait le socle de l'historicisation régulationniste du capitalisme. On voit ainsi que la rupture épistémologique qui sépare TR1 et TR2 est plus importante que ce que suggère des énoncés couramment employés pour les auteurs régulationnistes comme : « la théorie de la régulation se propose d'analyser la variabilité historique et géographique du mode de production capitaliste ». Contrairement à ce que ce genre d'énoncé suggère, nous pointons ici que les deux programmes de la théorie de la régulation ne sont pas complémentaires mais antagoniques : le rejet par TR2 de l'ontologie marxiste du capital sape les bases de TR1. En fait, l'expression évoquée ci-dessus amalgame deux choses bien distinctes sur le plan théorique : des changements de modes, des variations isomorphiques, à la limite représentables sous la forme d'une dynamique ou d'une trajectoire qui relie les différents états (modes) d'une part (TR2) ; et un processus de développement contradictoire d'autre part (TR1).

2. Nouvelle conception ou rejet de l'histoire et de l'historicisme ?

Avec la reconnaissance de l'autonomie du local et l'abandon de la conception marxiste du développement immanent (contradictoire) des rapports sociaux capitalistes, c'est plus généralement une nouvelle conception de l'histoire, et donc de ce que peut être une démarche historiciste, qui se fait jour. De fait, l'histoire du capitalisme ne s'apparente plus à un processus complexe surdéterminé par une rationalité qui lui est propre, mais à une pluralité de trajectoires hétérogènes et autonomes, marquées par la contingence et déterminées par des facteurs essentiellement locaux, de stabilisations et de recompositions de l'architecture des formes institutionnelles qui codifient les structures du capitalisme (Boyer, 2003b; 2002b; Coriat, 1994).

L'histoire du capitalisme ne peut dès lors que s'écrire au pluriel, elle n'a plus d'unité, comme le capitalisme lui-même. L'école de la régulation parle *des* capitalismes. Elle n'étudie pas le capitalisme *en* France ou le capitalisme *en* Allemagne, mais considère qu'il existe « le capitalisme français » et « le capitalisme allemand », etc. Dans cette représentation, la totalité (le capitalisme mondialisé) n'a ainsi plus d'existence propre : elle n'est plus qu'une rencontre faiblement déterminée d'économies nationales (Boyer, 2004).

En étant réduite à des changements contingents d'états, ou à des réagencements contingents d'éléments donnés (les invariants structurels et les cinq formes institutionnelles qui codifient ces derniers), l'histoire du capitalisme perd également sa direction (son fil, sa trame, son cours), ainsi que son caractère fini, son début et sa fin (Lefebvre, 2001e; Lefebvre, 1971). En somme, on pourrait dire métaphoriquement qu'au travers de cette nouvelle représentation, le capitalisme ne se développe plus à la façon d'une plante, mais se modifie (ou mieux, connaît des modifications) à la façon des panneaux d'affichage que l'on trouve dans les gares et les aéroports. On n'étudie plus le développement d'une totalité organique en voie de totalisation (qui produit tendanciellement ses conditions d'existence : qui multiplie et diversifie ses feuilles³², qui conquiert son substrat en complexifiant son réseau radiculaire, avant de donner un fruit³³ et de mourir...) mais les modifications qui interviennent dans l'agencement des éléments qui définissent un système en lui-même parfaitement inerte. L'idée selon laquelle l'histoire du capitalisme obéirait à certaines tendances (les siennes), en particulier, est

³²) On ne saurait dire d'une plante dont les feuilles se multiplient, qualitativement et quantitativement, qu'elle perd son unité, qu'elle n'est qu'une combinatoire de feuilles présentant chacune leurs singularités et ayant chacune leur autonomie. C'est pourtant ce que tendent à faire les auteurs régulationnistes face à la complexification du capitalisme inhérente au devenir-monde du capital. Nous nous attacherons dans ce qui suit à montrer comment la conception et le traitement régulationnistes de l'espace interviennent dans la production de cette représentation.

³³) Le fruit peut ici renvoyer à l'*aufheben* marxiste, à l'idée que « toute chose est grosse de son contraire » et que l'horizon de l'histoire du capitalisme est celui de son (auto-)dépassement.

violemment disqualifiée. Celle-ci est assimilée à (amalgamée avec ?) ³⁴ une vision « téléologique » de l'histoire ; à une « théodicée immanente » ; elle est accusée de « mécanisme » et de « fonctionnalisme » etc. (Gava, 2001). À la place de cette conception directionnelle, le futur, ou plutôt *les* futurs, sont représentés sous la forme de champs des (configurations institutionnelles) possibles plus ou moins ouverts ou fermés par la « dépendance au sentier » (ou par l'« inertie institutionnelle ») et en fonction du degré de souveraineté politique et économique de la formation sociale considérée (Boyer, 2003b). Au sein d'un champ des possibles, c'est l'issue, toujours incertaine *ex ante*, des différents conflits qui traversent la société considérée qui déterminera l'actualisation de tel ou tel possible : d'où le caractère contingent des dynamiques historiques des capitalismes. L'idée d'une diversité d'actualisations contingentes des possibles, largement autonomes les unes des autres, se substitue ainsi à l'idée de la réalisation (ou de l'accomplissement) d'un devenir, celui d'une totalité complexe et contradictoire qui n'existe qu'en mouvement. L'ordre du réel et du possible se trouve ainsi inversé : tandis que la tradition marxiste considère que le réel (le devenir) « projette au-devant de lui-même ses possibles » (Macherey, 2005), l'école de la régulation tend à considérer que le réel n'est qu'une déclinaison parmi d'autres des possibles.

Dès lors, que reste-il de l'historicité ? Pour Henri Lefebvre, ce renversement du réel et du possible, qui constitue selon lui un trait essentiel de la pensée structuraliste, conduit purement et simplement à « liquider l'historicité », c'est-à-dire à retirer à l'histoire toute substance, ou tout contenu spécifique (Lefebvre, 1971, p. 25) ³⁵. En évacuant le « devenir », il réduirait l'histoire-discipline à une « méthode » et l'histoire-réalité à « tout ce qui est passé » (Lefebvre, 1971, p. 30). Il conduirait finalement, selon Henri Lefebvre, à une représentation du temps historique sous la forme d'un « *éternel présent, (...) celui des machines, des combinaisons, arrangements et permutations d'éléments donnés* » (Lefebvre, 1971, p. 25). Il existe, certes, quelques différences entre la conception régulationniste et la conception structuraliste de l'histoire, notamment en ce qui concerne le degré de contingence qui préside à la détermination des « combinaisons » : dans l'idéologie structuraliste que critique Henri Lefebvre (et qu'il associe au pouvoir technocratique) c'est la rationalité scientifique qui doit décider des agencements des invariants ; tandis que pour l'école de la régulation, ces agencements (les

³⁴) Le réflexe intellectuel qui tend à assimiler toute conception directionnelle de l'histoire à une vision téléologique de celle-ci est en effet pour le moins problématique. Toutefois, le champ épistémique dans lequel se trouve la communauté académique, depuis les années 1990 au moins, autorise à ne pas argumenter ce genre d'assimilation.

³⁵) Nous référons ici aux deux premiers articles du recueil sur *L'idéologie structuraliste* (Lefebvre, 1971). Il aurait également été possible de s'appuyer sur *La survie du capitalisme* (Lefebvre, 2002), sur *La fin de l'histoire* (Lefebvre, 2001e), ou encore sur *Les paradoxes d'Althusser* (Lefebvre, 1969) pour développer ces idées.

architectures institutionnelles) sont comme on l'a vu des résultats in-intentionnels, déterminés par une multitude de conflits aux issues indéterminées. Mais dans le fond, l'école de la régulation nous semble bien partager la représentation structuraliste du temps historique comme « permutations d'éléments donnés ». La notion d'« éternel présent » utilisée par Henri Lefebvre pour caractériser cette représentation ne peut alors manquer de faire écho à nos développements antérieurs autour de François Hartog et de Moishe Postone. Serait-il possible de voir la conception régulationniste de l'histoire (et avant elle, la conception structuraliste) comme une expression dans le monde savant du « régime présentiste d'historicité » ? Ceci ne ferait après tout que vérifier encore une fois que les théories économiques « *sont filles de l'histoire* » (Boyer, 2002c, p. 11)³⁶.

Quoi qu'il en soit, c'est finalement la démarche historiciste, conçue en tant que périodisation d'un « développement » et caractérisation de ses « âges »³⁷ successifs, que cette conception de l'histoire remet en cause. Avec l'école de la régulation « deuxième période » (TR2), et sa reconnaissance de l'existence d'adaptations locales (semi-)autonomes du capitalisme, nous avons donc à faire à un cas où la perspective géographique participe à un rejet de la démarche historiciste, ou à une redéfinition radicale de celui-ci.

3. Fondements conceptuels et portée épistémologique de la thèse régulationniste de l'autonomie relative des capitalismes.

Serait-ce un effet inhérent à la réalité géographique, ou à la prise en compte de la géographie, que de récuser cette acception de l'histoire et que de conduire au rejet de la démarche historiciste ? Bien entendu, non. Il nous faut donc comprendre pourquoi et comment la prise en compte de la géographie se solde de cette façon dans les approches régulationnistes.

Nous suggérons dans ce qui suit que l'abandon de l'hypothèse marxiste concernant le caractère immanent (contradictoire) du développement historique des rapports sociaux capitalistes est bien plutôt la cause que la conséquence du passage de TR1 à TR2 et de la théorisation de l'autonomie (relative) des capitalismes locaux. Plus précisément, nous essayons de montrer que le fait que la géographie soit mise au service de l'analyse de la coexistence de variantes isomorphiques des invariants structurels du capitalisme (TR2), en participant ainsi à liquider la conception organique ou dialectique de l'histoire du capitalisme sur laquelle s'appuyaient les

³⁶) Nous aurons l'occasion de revenir sur cette hypothèse dans la seconde partie de cette thèse.

³⁷) Nous empruntons cette notion, que nous préférons à celles de « phases » ou de « périodes », à Alain Bihr (2018-2019).

premiers travaux régulationnistes, découle du mode de prise en compte de l'espace inhérent à la conception d'inspiration structuraliste du mode de production capitaliste adoptée par l'école française. Cette objectivation critique des fondements conceptuels de l'évacuation de l'historicité à laquelle participe la perspective géographique au sein des travaux régulationnistes (deuxième période) nous conduira alors à la conclusion qu'il est nécessaire d'adopter une conception matérialiste des rapports de production capitalistes - et d'analyser la manière dont ces derniers se matérialisent dans l'espace (ou « produisent leur espace ») - pour retrouver les contradictions qui les mettent en mouvement et, ainsi, faire de l'analyse spatiale une démarche pertinente et même indispensable à la périodisation et à l'historicisation du capitalisme, c'est-à-dire au renouveau de ce programme de recherche aujourd'hui délaissé (et en un sens méprisé) au sein des sciences sociales.

Il convient donc, pour commencer, de partir de la définition régulationniste du mode de production capitaliste, afin de comprendre pourquoi elle implique un mode de prise en compte de la géographie (et surtout une conception de l'espace) qui, comme nous l'avons exposé, participe à la liquidation de la conception de l'histoire du capitalisme qui envisage celle-ci comme le développement d'une totalité mise en mouvement par ses contradictions au profit d'une représentation revenant à envisager celle-ci sous la forme d'une multitude de variations isomorphiques locales, contingentes et largement autonomes, des invariants structurels du capitalisme.

Au fil des différents travaux réflexifs de l'école de la régulation, le mode de production capitaliste est de plus en plus explicitement conçu comme la combinaison de deux rapports sociaux fondamentaux : le rapport marchand et le rapport capital-travail (Boyer, 1986; Boyer & Saillard, 2002; Boyer, 2015). Ces derniers sont eux-mêmes conçus comme de pures abstractions : des « invariants structurels », dépourvus d'existence et de logique propre. Ces derniers n'ont ainsi d'existence matérielle qu'au travers de leurs codifications institutionnelles, c'est-à-dire que sous la forme d'actualisations déterminées. Les structures, pour l'école de la régulation, ne sont que des constructions intellectuelles. Elles sont donc parfaitement inertes et homogènes. Le mode de production capitaliste est en quelque sorte conçu comme un idéal-type (le plus général de tous ; la représentation la plus abstraite de la réalité économique moderne et contemporaine) qui n'existe que dans la tête du chercheur. Le capitalisme n'a autrement dit encore d'existence réelle qu'à un méso-niveau, le niveau institutionnel ; et ce n'est qu'à ce niveau que se joue son évolution, que réside sa (ses) dynamique(s). Or, comme nous l'avons vu, l'école de la régulation fait intervenir le rôle du politique dans l'explication du changement

institutionnel. La notion de « compromis institutionnalisés » (André & Delorme, 1983), en particulier, suggère que les formes institutionnelles et leurs agencements déterminés sont le produit de la conflictualité sociale (Boyer, 1986).

C'est à ce niveau ou à ce moment-là que l'espace intervient dans la démarche de l'école de la régulation. Il est subsumé sous le politique ; et constitue en même temps, comme nous le préciserons, ce qu'on pourrait appeler le « cheval de Troie méthodologique » de celui-ci³⁸. L'école de la régulation rappelle en effet que la conflictualité sociale prend place au sein de communautés politiques constituées ; lesquelles, sont contenues dans des « espaces politiques ». C'est donc une conception bien particulière de l'espace qui apparaît ici, celle de l'espace politique.

Regardons maintenant de plus près le contenu de ce concept, c'est-à-dire les éléments ou les propriétés qui y définissent l'espace. Le principe essentiel de l'espace politique, en tant qu'« espace conçu »³⁹, renvoie tout d'abord au principe de *clôture*⁴⁰ : il se définit comme un dedans qui se distingue ou s'oppose à un dehors. Le dedans se définit ensuite à son tour comme l'espace au sein duquel la *souveraineté* d'un pouvoir politique est effective ; le dehors, celui où elle ne l'est pas⁴¹. Il se définit enfin par « *son histoire* », qui lui est propre, entendue comme l'accumulation ou la « sédimentation » de compromis institutionnalisés (Boyer, 2003).

³⁸) Or, rappelons-le, c'est en étant réduite au politique (et à son caractère contingent) que, selon Henri Lefebvre (1969 ; 1971), l'histoire perd son sens de développement, au profit de la représentation que nous avons présentée (Macherey, 2005).

³⁹) La notion d'« espace conçu » renvoie chez Henri Lefebvre aux conceptions savantes de l'espace (Lefebvre, 2000)

⁴⁰) La ou les personnes qui interviewent Michel Foucault dans le premier numéro de la revue *Hérodote* posent la question stimulante qui consiste à savoir si le principe de clôture qui définit l'espace conçu élaboré par les géographes ne serait pas en lien avec l'influence que le pouvoir technocratique disciplinaire a exercé sur cette discipline : « Vous [Michel Foucault] avez montré comment le savoir psychiatrique portait en lui, supposait, exigeait la clôture de l'asile, comment le savoir disciplinaire portait en lui le modèle de la prison, la médecine de Bichat, l'enceinte de l'hôpital, et l'économie politique, la structure de l'usine. On peut se demander, autant comme une boutade qu'à titre d'hypothèse, si le savoir géographique ne porte pas en lui le cercle de la frontière, qu'elle soit nationale, départementale ou cantonale » (Foucault, 1976, p. 81). Il s'agit de l'idée que le principe de clôture qui définit l'espace conçu de la géographie serait en lien avec ce que le pouvoir aurait, depuis le XVIII^e siècle, commandé aux géographes de faire, à savoir des « inventaires », « catalogues », « recensements » et autres « collecte d'informations » facilitant l'exercice du pouvoir. Cette idée, qui met en rapport le contenu des concepts de la géographie avec la fonction sociale qui lui a été confiée (avec sa proximité du pouvoir) n'est pas sans rappeler la critique formulée par Yves Lacoste (qui fut d'ailleurs le fondateur et le premier directeur de la revue *Hérodote*) dans son célèbre ouvrage *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre* (Lacoste, 2014)

⁴¹) L'espace privilégié fut d'abord celui de la nation. Mais avec le développement des approches mésoéconomiques l'échelle nationale a cessé d'être exclusive. Les approches méso reconnaissent dans les « territoires » (infranationaux) « des espaces pertinents sur la base desquels émergent règles, pratiques et institutions » (Lamarche & Du Tertre, 2011, p. 237). Comme l'indique Robert Boyer (2015) les approches mésoéconomiques procèdent par « réduction fractale » des objets et méthodes de la théorie de la régulation. A quelques différences près tout de même (Chanteau, et al., 2015) : les marges d'adaptation des invariants structurels du mode de production capitalistes, sont, pour les territoires infranationaux, en effet plus faibles qu'au niveau national. En dépit du double mouvement de régionalisation - infra (territoires) et supra-nationale (continents) - caractéristique

À partir de ces éléments de caractérisation, il devient alors possible de comprendre la façon dont le contenu de l'espace conçu de l'école de la régulation, « l'espace politique », intervient dans sa reconnaissance théorique de la « diversité » et de l'« autonomie relative » des capitalismes : *il y a autant de capitalismes que d'espaces politiques ; et l'autonomie* (l'absence d'exo-détermination) *de la trajectoire historique de ceux-ci n'est limitée que par le degré de souveraineté politique de ceux-là, ainsi que par une logique évolutionniste de type « dépendance au sentier », qui s'exprime ou se cristallise dans une « personnalité territoriale »*. Les trois caractéristiques de l'espace politique, clôture (géographique), souveraineté (politique) et personnalité (historique), participent ainsi à la représentation régulationniste de l'histoire du capitalisme sous la forme d'un ensemble hétéroclite d'actualisations (semi-)autonomes et contingentes des formes institutionnelles qui codifient les structures du capitalisme. Produit d'une conception abstraite des rapports de production capitalistes, qui réduit ces derniers à des invariants structurels, la conception régulationniste de l'espace participe ainsi en retour à évacuer définitivement la problématique historiciste en occultant le mouvement immanent des rapports de production capitaliste derrière la représentation d'un ensemble chaotique d'agencements et de réagencements (semi-autonomes) des formes institutionnelles qui codifient les structures du mode de production capitaliste.

Il faut donc voir que le mode de prise en compte de la géographie que propose l'école de la régulation lui est décisif sur le plan épistémologique. De fait, le « mouvement » et la « différence » qui sont évacués par une conception abstraite des rapports de production capitalistes (qui fait abstraction de la matérialité et donc des contradictions inhérentes à ces derniers) sont récupérés, sous une forme certes métamorphosée, au niveau méso-économique. La catégorie de l'« espace politique » permet en effet comme on le voit à l'école de la régulation d'introduire de la « dynamique » et de la « diversité » (ou plutôt des « particularités ») au sein d'une représentation théorique dans laquelle les rapports sociaux capitalistes sont conçus comme de pures abstractions, par définition inertes et homogènes : c'est la pluralité, la souveraineté et la personnalité des espaces politiques qui déterminent la diversité (et l'autonomie relative) des dynamiques historiques des capitalismes. La façon dont l'espace intervient dans la démarche théorique de l'école de la régulation (sous la forme de l'« espace politique », personnifié par sa souveraineté et par son histoire) constitue ainsi à la fois une

des deux dernières décennies, les auteurs régulationnistes affirment que le niveau national reste premier dans la détermination des formes et de l'agencement des formes institutionnelles. La notion de « semi-fonctionnalisme » (Lamarche, 2012) a été développée pour exprimer cette autonomie relative des territoires infranationaux dans la détermination de leur trajectoire de développement.

conséquence de sa vision abstraite des rapports de production capitalistes et un opérateur ou un instrument de sa réduction au politique du moteur historique du capitalisme.

Ce commentaire suffit pour comprendre que ce n'est pas la réalité géographique en elle-même qui conduit à récuser la conception de l'histoire du capitalisme qui consiste à envisager celle-ci sous l'angle du processus au travers duquel se développent les rapports de production capitalistes, mais que c'est plus spécifiquement la représentation de la géographie comme collection d'espaces politiques distincts et largement autonomes (à la limite, emboîtés ou articulés), qui découle de la conception néostructuraliste des rapports de production capitalistes adoptée par les auteurs régulationnistes, qui aboutit à cela.

On voit donc l'importance décisive que renferme la question des fondements conceptuels pour être en mesure de concevoir la possibilité et l'intérêt d'un projet consistant à intégrer la réalité géographique ou spatiale à l'intérieur d'une démarche d'historicisation du capitalisme. Il apparaît également que le concept d'espace est étroitement associé à une ontologie. Par conséquent, en posant une conception de l'espace alternative à celle que nous avons présentée, nous serons dans le même temps conduit à présenter une autre ontologie des rapports sociaux capitalistes que celle à laquelle se rattache l'école de la régulation.

Mais avant de présenter les fondements conceptuels alternatifs que nous allons mobiliser pour mener à bien notre projet, il peut être intéressant d'ajouter quelques remarques sur les caractéristiques de « l'espace politique » qui intervient dans les approches régulationnistes. Ces remarques permettront par la suite de mieux saisir l'originalité et la portée des fondements conceptuels alternatifs que nous irons chercher, comme nous l'avons annoncé, chez Henri Lefebvre.

Il faut notamment insister sur le fait que ce recours à la géographie est en fait purement instrumental. Il sert avant tout à mettre en exergue l'importance du rôle du politique dans la dynamique historique du capitalisme. C'est en ce sens que nous avons utilisé plus haut l'expression de « cheval de Troie méthodologique ». Le concept d'espace en lui-même est assez pauvre ; et son intérêt n'est que méthodologique. Il est finalement réduit à un *contenant*, et dans certains cas, à une incarnation personnifiée des communautés politiques et des conflits qui les animent. Il se présente comme une simple « toile de fond » des processus socio-politiques qui donnent aux structures capitalistes leur forme déterminée. L'espace n'intervient autrement dit que comme « espace-plan » ou comme « étendue » délimitant *a priori* le périmètre de validité des processus socio-politiques qui façonnent les formes institutionnelles codifiant les invariants

structurels du mode de production capitaliste. Il s'identifie à un périmètre, celui de la souveraineté d'une communauté politique. L'espace ne joue en lui-même aucun rôle dans le fonctionnement et l'évolution du capitalisme ; il est dans un rapport d'indifférence, de neutralité, avec ce qui se passe en lui, avec les processus sociaux et leur forme déterminée. C'est d'ailleurs pourquoi ces derniers peuvent aussi bien se comprendre sans lui (cf. supra). Dans l'analyse, la géographie n'apparaît dès lors que comme le cadre qui borne le regard du chercheur ; dans la théorie, comme une simple variable de positionnement de l'histoire du capitalisme. Elle ne présente qu'un intérêt méthodologique, pas d'intérêt heuristique. Elle sert uniquement à circonscrire l'objet de la recherche (à faire des découpages de la réalité) et à permettre une démarche comparative, et donc à faire apparaître des « variations géographiquement situées » ; et ce faisant, à réaffirmer le rôle du politique dans les histoires des capitalismes, ainsi que le caractère contingent de ces dernières (CQFD).

Contenant abstrait ; surface homogène ; indépendance par rapport aux forces contenues dans ou déployées en lui : l'espace politique de l'école de la régulation n'est finalement qu'un avatar, qu'un découpage (servant lui-même à faire des découpages), de l'« espace en soi » d'une longue tradition portée par René Descartes, Isaac Newton ou encore Emmanuel Kant (Pradeau, 1996). C'est précisément avec cette tradition qu'il s'agira de rompre en nous tournant vers Henri Lefebvre. Celui-ci nous fera pénétrer dans la tradition rivale, incarnée par Leibniz, de l'« espace relatif ». Ce qui nous ouvrira de tout autres perspectives analytiques et théoriques.

4. La fétichisation des territoires.

Pour terminer cette section, nous souhaitons suggérer, avant d'y revenir dans un prochain chapitre, qu'il est possible de prolonger la critique ébauchée ci-dessus en recourant aux catégories de la critique marxiste du « fétichisme », dont nous retiendrons la définition donnée par Alain Bihr : « *D'une manière générale, par fétichisme de la valeur, Marx entend une double opération de réification et de déification des rapports capitalistes de production. La réification s'opère par confusion de ces rapports avec leurs supports matériels (valeurs d'usage, métal monétaire, moyens de production, titres de propriété, etc.), avec les objets, les choses, les dispositifs matériels, les signes dans et par lesquels les rapports de production se matérialisent et se signifient, qui leur servent donc de médiations physiques ou symboliques. Et cette réification se double d'une déification (d'une personnalisation surhumanisante) de ces mêmes objets, qui conduit à leur attribuer en tant que tels, substantiellement, des qualités, des*

propriétés, des vertus et des pouvoirs qu'ils ne doivent qu'à leur fonction de supports des rapports sociaux qui se trouvent réifiés en eux » (Bihr, 2010, p. en ligne).

Notre propos est que la démarche méthodologique de l'école de la régulation, qui consiste à procéder à des analyses « géographiquement situées » du capitalisme, c'est-à-dire à utiliser l'espace abstraitement conçu comme un instrument mental servant à découper le réel, a plus profondément encore pour effet d'engendrer ou de reproduire dans la pensée la double opération de réification des rapports sociaux de production et déification de leurs supports matériels qui définit le fétichisme du capital – laquelle vient alors parachever l'évacuation de l'historicité dont cette démarche est porteuse.

Cette démarche en effet, dans laquelle l'espace sert à disséquer la réalité, plutôt qu'à l'embrasser dans sa totalité, constitue selon nous un véhicule méthodologique de l'opération intellectuelle dont procède le fétichisme : celle de la séparation. Pour cause, les analyses géographiquement situées du capitalisme ont pour effet d'isoler un fragment de l'espace du capitalisme mondialisé ; soit, de séparer un élément de la totalité à laquelle il appartient, celle qu'il contribue à produire et à reproduire et qui détermine en retour ses propriétés ou ses caractéristiques déterminées. Dès lors, au travers de cette opération de la pensée abstraite, qui consiste fondamentalement à briser la totalité du réel et à neutraliser sa complexité, les caractéristiques socio-économiques d'un espace politique (« territoire ») qui sont déterminées par la place qu'il occupe au sein de la totalité, c'est-à-dire de la division capitaliste du travail à l'échelle du capitalisme mondialisé, tendent à apparaître comme le produit de sa trajectoire autonome : comme le résultat des stratégies qui ont été mises en œuvre en son sein pour aménager localement le régime d'accumulation, ou pour tenter d'en inventer un nouveau, ou comme le résultat contingent des conflits qui ont traversé le territoire considéré et qui ont déterminé son insertion dans le régime d'accumulation.

Ainsi, dans cette représentation, les rapports sociaux de production, ou plus précisément les déterminations issues de la division capitaliste du travail, sont réifiés, puisqu'occultées en tant que causes des caractéristiques socio-économiques des territoires considérés, tandis que les supports matériels ou les expressions partielles de ces rapports sociaux, à savoir les territoires, sont personnifiés : ils apparaissent comme des acteurs qui « inventent » leur capitalisme ; ou comme des agents qui font la « trouvaille »⁴² de ce dernier ; accommodant plus ou moins

⁴²) Cette notion de « trouvaille », fréquemment utilisée par les auteurs régulationnistes, est à rapprocher du concept de « rencontre » proposé par Louis Althusser quand celui-ci, après avoir définitivement rejeté la dialectique, défendait le projet d'un « matérialisme aléatoire » (Sève, 2015).

souverainement les invariants structurels du capitalisme. Plus encore, face à ces territoires doués d'autonomie, le « régime macroéconomique », ou le « régime international », c'est-à-dire la réalité structurelle du capitalisme, en vient à se présenter comme une réalité étrangère, comme une « chose » qui existe indépendamment des territoires et sur la base de laquelle ces derniers élaborent des calculs, mettent au point des stratégies, ou à l'intérieur de laquelle ils s'insèrent de manière plus ou moins aléatoire. Il n'est donc plus question du rapport unissant une totalité à ses parties, mais de celui opposant un modèle abstrait et sous déterminé à ses adaptations locales, ou à ses aménagements singuliers. La fragmentation de la réalité matérielle du capitalisme mondialisé, qui revient à personnifier les fragments ainsi obtenus, aboutit donc inséparablement à une chosification des rapports sociaux : à une représentation abstraite, homogène et statique, de ces derniers qui revient insidieusement à les éterniser, pour ne dire à les soustraire à la pensée théorique et à l'intervention politique.

Notons que ce procédé méthodologique - qui consiste à se servir de l'espace abstraitement conçu comme d'un sécateur ; et qui aboutit à la chosification de la réalité structurelle du capitalisme et à la personnification de ses expressions partielles - n'est qu'un avatar d'une manœuvre intellectuelle beaucoup plus répandue. En effet, ce procédé intellectuel qui aboutit à attribuer une subjectivité aux fragments du capitalisme mondialisé (aux territoires) est fondamentalement le même que celui qui permet d'attribuer un « libre-arbitre » aux individus. Dans les deux cas en effet, il s'agit d'une procédé dont l'opération centrale consiste à séparer un élément de la totalité à laquelle il appartient et qui le détermine, c'est-à-dire à faire à abstraction, dans la pensée, des liens qui unissent la partie au tout.

Dès lors, de la même manière que Karl Marx (2016) identifiait le discours des philosophes utilitaristes à une formalisation théorique des représentations fétichistes que les capitalistes se font de leur propre activité depuis la place particulière qu'ils occupent au sein de la division capitaliste du travail (Laval, 2012), il est tentant de souligner, par analogie, que les tenants de l'approche régulationniste ne font finalement qu'offrir une formalisation théorique de la manière dont le rapport local-global est perçu par les décideurs politiques en charge des questions de développement territorial. Les découpages de l'espace homogène en espaces politiques (ou en « territoires »), qui reviennent à mutiler la totalité complexe que constitue le capitalisme mondialisé et à oblitérer les déterminations qui proviennent de cette dernière, conduisent en effet ces auteurs à adopter une perspective qui converge, dans sa tendance à personnifier les territoires et à considérer la réalité structurelle comme une donnée avec laquelle

ces derniers doivent composer, avec les représentations qu'adoptent les seconds dans l'exercice de leur fonction.

Pointer cela n'a pas pour but de disqualifier l'école de la régulation. Le caractère fétichiste de ses constructions théoriques constitue sans doute la condition de possibilité de la performativité de cette école de pensée, qui de fait, arrive à se faire entendre dans le débat politique et à proposer des voies alternatives en termes de développement territorial et de régulation locale du capitalisme. En produisant des explications théoriques des dynamiques territoriales qui font la part belle aux décideurs politiques et qui épousent leurs représentations, l'école de la régulation se met en position de se faire la « conseillère du prince ». C'est donc un autre aspect de l'historicité de l'école de la régulation qui apparaît ici : celui d'une approche théorique qui évolue dans une époque où le conseil et l'expertise auprès des pouvoirs publics constituent l'un des principaux débouchés de la production académique des savoirs théoriques.

Comme nous l'avons dit, la critique proposée ici n'est qu'une première esquisse. Dans le chapitre IV, nous serons en mesure de la reprendre et de la préciser davantage grâce aux propositions théoriques que nous aurons d'ici là dégagées de l'œuvre d'Henri Lefebvre. Nous expliquerons alors plus en détail pourquoi et comment les découpages du réel qui s'appuient la conception cartésienne de l'espace aboutissent à la réification des rapports de production capitalistes et à la personnification des fragments à l'intérieur desquels s'objectivent partiellement ces derniers.

5. Conclusion de la section.

Pour conclure cette section et revenir au plus près du traitement et du rôle de l'espace dans les approches régulationnistes, nous retiendrons que ces derniers sont le produit de trois options ou opérations conceptuelles concaténées.

La première réside dans l'adoption d'une conception abstraite de l'espace, conçu comme une substance indépendante de la pratique sociale et des rapports sociaux. C'est autrement dit l'option philosophique qui consiste à envisager l'espace comme un contenant vide, ou comme une surface homogène et entièrement indifférente à son contenu. Cette surface homogène est ensuite découpée en espaces politiques distincts. Les trois caractéristiques de l'espace politique - clôture ; souveraineté ; personnalité - participent alors à l'introduction de l'instance politique comme vecteur de diversité et de dynamique dans la représentation théorique du capitalisme de l'école de la régulation. Elles se substituent ainsi au rôle que jouent dans la théorie marxiste les

contradictions des rapports de production capitalistes pour expliquer le mouvement réel du capitalisme et les différences induites qui en découlent. Mais ce n'est pas tout. Le découpage de l'espace homogène en espaces politiques conduit plus radicalement encore à réifier les rapports de production capitalistes, en occultant la manière dont ces derniers déterminent les différences observables en matière de dynamiques territoriales, et à personnifier les supports matériels de ces mêmes rapports de production, en attribuant aux fragments d'espace ou de réalité issus de ces découpages une autonomie (relative) dans la détermination de leurs trajectoires de développement (dans l'invention de leur propre capitalisme !).

Ici apparaît donc de façon plus synthétique le paradoxe de l'usage régulationniste de la catégorie d'espace que nous espérons avoir contribué à élucider dans cette section : c'est en partant d'une conception très abstraite de l'espace (et des rapports sociaux) que l'école de la régulation finit par faire des territoires des « acteurs collectifs inventant leur propre capitalisme », consacrant ainsi une représentation théorique de l'histoire du capitalisme qui l'éloigne définitivement de sa filiation marxiste et du projet de périodiser l'histoire du capitalisme (qui était celui de TR1).

Section 4. Conclusion du chapitre.

Ce chapitre nous a permis de mettre en lumière différents écueils auxquels est susceptible de se heurter le projet consistant à intégrer l'espace dans une démarche de périodisation et d'historicisation du capitalisme. Elle a mis en évidence l'importance de se doter de fondements conceptuels adéquats pour mener à bien un tel projet, en montrant que les écueils rencontrés et les critiques pouvant être formulées à son encontre se basent sur des fondements philosophiques et des conceptions bien particulières de l'espace, qu'il s'agit donc de dépasser. Ces conceptions de l'espace que nous avons objectivées et commencées à critiquer vont maintenant nous aider à positionner celle qui a été développée par Henri Lefebvre, et à mettre en perspective son originalité et sa portée. Le tableau 1, ci-dessous, synthétise les relations que nous avons identifiées entre ontologie, conception de l'espace, et formes d'articulation possibles entre historicisation et spatialisation.

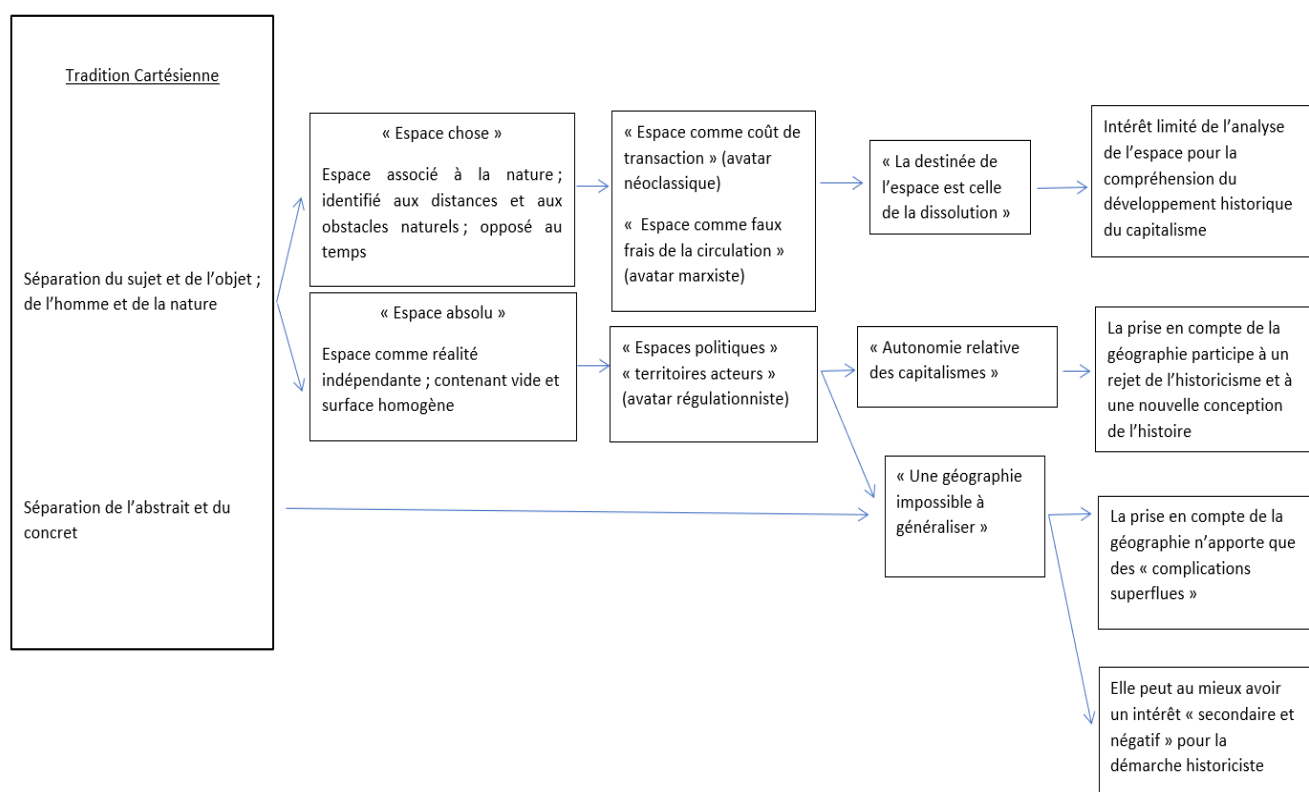
Ce chapitre a par ailleurs permis de mettre en avant une certaine conception de l'histoire du capitalisme, comprise comme processus de développement, que nous adopterons dans cette recherche. Elle a également permis de mettre en avant la dimension temporelle de ce processus de développement, qui s'identifie à un processus de généralisation de la temporalité abstraite du capital à l'ensemble des activités sociales (processus d'abstraction temporelle). Comme nous l'avons signalé plus haut, il s'agira dans le prochain chapitre de mettre en avant la dimension

spatiale de ce processus, à savoir le fait que la généralisation de la temporalité abstraite du capital s'effectue au travers d'un processus de production capitaliste de l'espace : de la production d'un « espace abstrait » (Henri Lefebvre).

Le chemin est donc tracé : il s'agira dans les prochains chapitres de trouver d'autres fondements conceptuels (une autre conception des rapports de production capitalistes et une autre conception de l'espace) qui permettront d'envisager une autre problématique, celle d'une analyse spatiale et temporelle du développement historique du capitalisme, ou de la reproduction des rapports de production capitalistes.

Tableau 1. Les impasses de l'ontologie cartésienne en matière d'intégration de l'espace dans l'analyse historique du capitalisme.

Ontologie	Conception de l'espace	Avatar de cette conception de l'espace	Thèse impliquée ou associée à cette conception	Rapport entre historicisation et spatialisation
-----------	------------------------	--	--	---



Chapitre II. Henri Lefebvre et l'analyse spatiale et temporelle du développement historique du capitalisme (1).

Le présent chapitre, de même que les trois autres qui compléteront cette partie, a pour premier objectif de trouver des échappatoires aux impasses synthétisées dans le tableau ci-dessus et de poursuivre leur objectivation critique. Pour cela, la démarche que nous proposons est simple : il s'agit de trouver des fondements conceptuels alternatifs à ceux qui sous-tendent lesdites impasses. Plus particulièrement, il s'agit de trouver un autre concept d'espace que celui qui le définit comme un contenant vide et neutre, soit un autre concept que celui de l'« espace en soi ». Comme nous l'avons annoncé, c'est chez Henri Lefebvre que nous trouverons ce concept. De ce concept (de son contenu), ce qui précède nous a déjà donné quelques indices. Nous savons qu'il appartient à une forme de connaissance distincte de celle qui repose sur la logique formelle (cartésienne). Cette forme de connaissance, c'est le matérialisme dialectique. Il conviendra donc dans les quatre prochains chapitres d'essayer d'avancer, avec Henri Lefebvre, une conception matérialiste et dialectique de l'espace (social).

Mais quel serait l'intérêt d'une refondation conceptuelle si elle ne permettait pas de faire émerger de nouvelles problématiques théoriques et de nouvelles pistes analytiques ? Le second objectif des quatre prochains chapitres est donc de dégager de l'œuvre d'Henri Lefebvre les fondements conceptuels et théoriques d'une analyse spatiale et temporelle du développement historique du capitalisme. Plus précisément, en appelant Henri Lefebvre en renfort de Moishe Postone, nous jetterons les bases d'une analyse spatiale et temporelle du processus d'abstraction qui sous-tend ce développement historique. Pour prouver le bien-fondé d'une telle analyse, il s'agira en particulier de démontrer que l'imposition et la généralisation de la temporalité abstraite du capital à des pans de plus en plus larges de la pratique sociale s'effectuent au travers de la production d'un espace lui-même « abstrait ». Au terme de cette partie, nous parviendrons ainsi à la proposition théorique (qui en englobe d'autres) qui orientera l'analyse de la métropolisation que nous proposerons dans la seconde partie de cette thèse : à savoir qu'en produisant son espace et son temps (abstraits), le capital s'approprie ses conditions sociales de possibilité et se réalise ce faisant dans sa forme la plus achevée et la plus contradictoire.

Le présent chapitre constitue ainsi le premier moment d'une longue démarche de reconstruction conceptuelle et théorique qui permettra de préciser progressivement notre problématique dans toutes ses implications et perspectives. La première section de ce chapitre propose une brève introduction à l'œuvre et à la pensée d'Henri Lefebvre. Il s'agit notamment, au travers de cette

introduction, de poser un certain nombre d'éléments qui ne relèvent pas directement de ce qu'il est convenu d'appeler la « pensée spatiale » d'Henri Lefebvre mais qui nous semblent néanmoins importants pour comprendre celle-ci et en faire apercevoir la portée. Mais il s'agit aussi par ailleurs, et dans le même mouvement, de défendre une certaine lecture de l'œuvre d'Henri Lefebvre, qui insiste sur l'importance de la filiation marxiste de cet auteur, laquelle nous semble en effet atténuée sinon occultée par un certain nombre de commentateurs, notamment anglo-saxons. D'où le titre que nous avons donné à cette section : « Henri Lefebvre, un marxiste hétérodoxe ». La deuxième section se recentre ensuite sur un ouvrage de Lefebvre en particulier, *La production de l'espace* [1974], et propose de restituer la proposition selon laquelle l'espace « revêt un caractère social » ; qui constitue comme nous l'avons indiqué dans l'introduction de cette partie l'une des deux propositions théoriques fondamentales qu'il nous semble possible de dégager des travaux d'Henri Lefebvre dans la perspective d'une reconstruction des fondements conceptuels et théoriques d'une analyse spatiale et temporelle du développement historique des rapports de production capitalistes. La troisième section s'attache donc ensuite à mettre en évidence la portée et les implications de cette proposition. Nous proposons ainsi, dans cette section, d'approfondir la critique des différents modes de prise en compte de l'espace en économie politique que nous avons entamée dans le précédent chapitre, tout en commençant à poser les premiers jalons de la démarche que nous essayons d'élaborer dans cette partie et que nous tenterons de mettre en pratique dans la prochaine. Sur ce dernier point, ce sont notamment les rapports qui unissent l'espace et le temps dans le cadre du processus d'abstraction capitaliste qui retiendront notre attention.

Section 1. Henri Lefebvre, un marxiste hétérodoxe.

Philosophe, sociologue, géographe, historien... Il est bien difficile de situer Henri Lefebvre à partir des découpages disciplinaires qui organisent le monde académique. Bien difficile, mais aussi sans doute bien malvenu pour présenter un auteur qui n'a eu de cesse de déplorer la stérilisation de la pensée qui résulte du cloisonnement et de la fragmentation disciplinaire de la connaissance. Il n'est pas plus aisé de présenter la pensée d'Henri Lefebvre à partir des objets ou des thèmes dont elle s'est saisie et nourrie, tant ces derniers sont variés. Critique de l'État, du nationalisme, de la modernité, de l'espace, des rythmes, de la vie quotidienne, de l'aliénation, de la « reproduction des rapports de production » ; critique philosophique et littéraire ; « vulgarisation » de la pensée de Karl Marx ; pensée utopique... l'énumération des centres de gravité de la pensée d'un auteur aussi prolifique, d'une œuvre qui ne compte pas moins de 60 ouvrages individuels rédigés sur une période de plus de 60 ans, peut difficilement

être exhaustive (Elden, 2004). Une chose est sûre en tout cas, Henri Lefebvre n'était pas un « spécialiste »⁴³.

Il est en fait plus pertinent de présenter Henri Lefebvre, ainsi qu'il le faisait lui-même, comme un marxiste « hétérodoxe », ou comme un penseur « marxien » (Paquot, 2009). D'abord influencé par le catholicisme⁴⁴ et le surréalisme⁴⁵, il découvre très tôt la pensée de Karl Marx, dès la seconde moitié des années 1920 (Trebitsch, 1997). Il en retient le projet d'une critique de la philosophie, d'une « métaphilosophie »⁴⁶, c'est-à-dire d'une pensée qui reconnaît réflexivement son appartenance au monde et à l'histoire, à la « praxis », et qui se donne pour horizon la réalisation de « l'homme total », c'est-à-dire le dépassement de l'aliénation. Cette conception du marxisme, qui se rapproche de la « philosophie de la praxis » d'Antonio Gramsci (Tosel, 2014b), aura une forte incidence sur la pratique théorique d'Henri Lefebvre, qui sera de fait toujours en prise avec les enjeux de son époque et constamment alimentée par son expérience sensible, sa façon de vivre et d'être au monde. Comme le souligne Rémi Hess, « *Lefebvre a publié en fonction d'une logique d'intervention. Il n'a pas eu de stratégie préétablie d'une œuvre. C'est le rapport de confrontation au social et à ses développements qui amena Lefebvre à écrire et à publier: connaître la réalité, la penser, pour aider à la transformer* » (Hess R. , 1991). D'où, sans doute, l'hétérogénéité des thèmes et des questionnements qui jalonnent son œuvre. D'où aussi, probablement, la trame évidente qui unit ces derniers en dépit de leur hétérogénéité.

⁴³) La plupart des ouvrages d'Henri Lefebvre contiennent, à un moment ou à un autre, une critique de la division du travail et de la spécialisation de et dans la production de connaissances. A titre d'exemple, ce passage tiré du deuxième tome de la *Critique de la vie quotidienne* est particulièrement intéressant, dans la mesure où il laisse apparaître le caractère matérialiste de la critique de Lefebvre : « *Trop de spécialistes considèrent leur champs comme une propriété privée. Quant à leur « réel » ils ont une curieuse façon de le traiter qui consiste à l'épaissir, à le rendre consistant, à le durcir jusqu'à ce qu'il ait l'air de tenir (...). Ensuite, ses droits établis et ses titres de propriété en main, le spécialiste peut jouir en toute tranquillité de ses biens et penser à les transmettre par héritage. Il peut aussi vouloir arrondir son champs et l'étendre. Il devient un tantinet impérialiste. Ainsi fonctionne l'attitude aliénante et aliénée, réifiante et réifiée, du spécialiste devenu sans s'en apercevoir un technocrate.* » (Lefebvre, 1961, p. 31).

⁴⁴) Cet aspect du parcours intellectuel d'Henri Lefebvre ne doit pas être négligé. En effet, au travers du catholicisme, il avait déjà été au contact d'une théorie de l'aliénation, ce qui peut expliquer pourquoi il s'est révélé aussi sensible à cet aspect de la pensée marxiste - dont il sera, en France, l'un des grands ré-évaluateur (Tosel, 2014a).

⁴⁵) Henri Lefebvre a été très tôt en contact avec André Breton. Cette rencontre avec le surréalisme, puis sa relation avec le situationnisme, seront des sources importantes de son « romantisme révolutionnaire » (Lethierry, 2009).

⁴⁶) La métaphilosophie d'Henri Lefebvre n'est toutefois pas uniquement le produit de sa lecture de Marx, elle se réclame aussi de Nietzsche (Lefebvre, 2000).

1. Une pensée inscrite dans des moments et des lieux.

Contrairement à la plupart des auteurs marxistes de son époque, Henri Lefebvre est un penseur attentif à la « conjoncture », et plus particulièrement encore à ces « moments »⁴⁷ où les structures sont mises en mouvement par le jeu des éléments qu'elles contiennent, par les « différences »⁴⁸ qu'elles n'arrivent plus à réprimer et à maintenir séparées. La place qu'il réserve au conjoncturel, mais aussi à « l'actuel », est pour lui une façon de mettre la pensée théorique au défi du réel, de la maintenir vivante, d'éviter qu'elle ne se ferme et ne s'ossifie (Trebitsch, 1997; Hess R. , 1991). Une façon, autrement dit, d'éviter de tomber dans le dogmatisme, contre lequel il ne cessa de lutter. Mais l'intérêt pour le conjoncturel et l'actuel ne se paye pas chez lui d'un oubli du structurel et de l'historique. Au contraire, sa méthode dite « régressive-progressive » vise précisément à « remonter » vers le structurel et l'historique à partir de l'analyse du conjoncturel et de l'actuel (« moment analytico-régressif ») avant de revenir vers ces derniers pour les éclairer de la lumière des premiers (« moment historico-génétique »)⁴⁹. Comme le souligne notamment Rémi Hess, les « événements » de ce qui constitue le « court XXe siècle » ont ainsi fortement rythmé la production intellectuelle d'Henri Lefebvre. Parmi ces « événements » ou « conjonctures », les travaux biographiques soulignent en particulier le rôle de la guerre du Rif ; de la montée du fascisme en Italie et Allemagne ; de l'Occupation, de la Résistance (à laquelle il prit part dès 1940) puis de la Libération ; mais aussi de la guerre d'Algérie ; ou enfin – et c'est là l'épisode le plus connu de la trajectoire de Lefebvre –, des événements de Mai 68 (Lethierry, 2009; Kipfer, 2019).

Les « moments dramatiques » de l'histoire ne sont toutefois pas les seuls à avoir occupé une place centrale dans sa démarche théorique. La pensée d'Henri Lefebvre trouve aussi sa source dans son vécu, dans ses expériences sensibles, y compris dans les pratiques en apparence les plus anodines de la vie quotidienne. C'est d'abord à partir du corps que sa pensée consulte le monde. Il invitait ainsi, par exemple, le « rythmanalyste » à se servir de « *son corps comme*

⁴⁷) Ce point le rapprochera en revanche des penseurs situationnistes, avec lesquels il noua une amitié intense qui connut une fin malheureuse : Guy Debord accusant notamment Henri Lefebvre de plagiat pour son ouvrage consacré à la Commune de Paris (Lefebvre, 2018). Henri Lefebvre rend compte de cette relation dans un entretien réalisé en 1983 avec Kristin Ross (Lefebvre, 1983). Cette relation est également discutée par Andy Merrifield dans son ouvrage *Métromarxisme* (2019), qui contient une entrée sur Henri Lefebvre et une autre sur Guy Debord. Il est aussi possible de consulter l'article Claire Revol (2017), auteure d'une thèse récente sur la rythmanalyse.

⁴⁸) « Moments » et « différences » font partie des notions qui parcourent l'œuvre d'Henri Lefebvre et qui permettent d'identifier sa pensée. La seconde, celle de « différences », constitue l'un des points d'entrée de la lecture anglo-saxonne de son œuvre (Smith, 2001). Nous y reviendrons plus loin.

⁴⁹) Une présentation de cette méthode par Henri Lefebvre peut se trouver dans *La production de l'espace* (Lefebvre, 2000, pp. 79-81) et dans l'introduction de l'ouvrage *Du rural à l'urbain* (Lefebvre, 2001a, pp. 19-20). Il est aussi possible de se tourner vers des présentations synthétiques (Dieuaide & Motamed-Nejad, 1994; Hess R. , 1991).

d'un métronome » (Lefebvre, 2019b, p. 45). Dans *La production de l'espace* également, il insistait, en paraphrasant et en prolongeant Marx, sur la nécessité « *que les sens deviennent théoriciens* » pour que la « *théorie puisse révéler le sens du sensible* » (Lefebvre, 2000, p. 364). Ce qui explique sans doute, entre autres, pourquoi « le voyage » fut une modalité importante de sa démarche d'exploration. Il concevait celui-ci comme « *un moment d'instruction, de conception et de production d'intuitions* » (Hess R. , 1991). L'intérêt du voyage ne tenait manifestement pas pour lui dans le dépaysement qu'il procure, ou dans le regard extérieur qu'il permet. Il privilégiait au contraire plutôt les lieux qui lui étaient familiers, les lieux qu'il s'était « approprié »⁵⁰. Il avait « ses points fixes », comme le dit Rémi Hess. Ce fut son village de Navarrenx, dans le Béarn, qui lui inspira des formules pénétrantes sur l'espace social et la production de l'espace (sur lesquelles nous reviendrons) ; les Pyrénées, toutes proches, qui accompagnèrent ses réflexions consacrées à la sociologie rurale (à commencer par ses deux thèses de doctorat : *Les communautés paysannes pyrénéennes* et *Une république pastorale. Histoire de la Vallée de Campan*) ; mais aussi la ville de Mourenx, où il fut frappé par le surgissement en milieu rural d'une urbanisation fonctionnaliste précipitée par l'implantation d'une plateforme pétrolière⁵¹. Ses voyages dans le nord de l'Italie jouèrent également un rôle important dans l'élaboration de sa pensée spatiale : Henri Lefebvre trouvera en Toscane et dans la ville de Venise une source d'inspiration dont témoignent plusieurs passages de *La production de l'espace* (Lefebvre, 2000). Il faut enfin, pour clore cette liste non-exhaustive, évoquer ses années vécues à Strasbourg et à Paris, où sa pensée évoluera au contact des mouvements étudiants et des transformations urbaines⁵².

Un article comme « Vu de la fenêtre » (Lefebvre, 2019a), produit au cours de la période qu'il a consacré à la rythmanalyse, alors qu'il vivait à Paris (visiblement non loin de la rue Rambuteau et du centre George Pompidou), constitue finalement un assez bon témoin de la démarche d'Henri Lefebvre telle que nous essayons d'en rendre compte ; à savoir d'une pensée qui s'attache à tenir ensemble, dialectiquement, les termes que le rationalisme sépare, isole, oppose et fige : l'expérience sensible (corporelle) et la réflexion théorique, c'est-à-dire le perçu

⁵⁰) Nous reviendrons plus loin sur le sens de ces notions fondamentales que sont l'« espace approprié » et l'« appropriation de l'espace » dans la pensée d'Henri Lefebvre.

⁵¹) Il raconte : « *Un beau jour, on a vu des bulldozers arriver, raser des arbres : on y avait trouvé du pétrole. Il y a des puits de pétrole dans mon pays et il y a eu l'une des plus grandes usines d'Europe à Lacq-Mourenx. Alors j'ai vu construire une ville nouvelle là où il y avait auparavant des champs de maïs et des forêts de chênes* » (Lefebvre, 1983).

⁵²) Strasbourg et Paris (en fait, Nanterre) sont les deux villes où Henri Lefebvre enseigna à l'université. Sa carrière universitaire a en effet été tardive (à partir de 1965) et ne couvre qu'une petite partie de son œuvre. Auparavant, il travailla comme chercheur au CNRS, comme enseignant de philosophie dans le secondaire (en Ardèche et dans le Loiret), ou encore comme chauffeur de taxi. (Racine, 2010)

et le vécu d'une part et le conçu d'autre part⁵³ ; le conjoncturel et le structurel ; mais aussi le concret et l'abstrait ; la partie et le tout, ou encore, le local et le global.

2. Lefebvre, Marx et le matérialisme dialectique.

Le marxisme d'Henri Lefebvre est ainsi avant tout un marxisme animé par le matérialisme dialectique, celui-ci définissant à la fois les principes, le sens et la méthode de sa pratique théorique. Il contribua d'ailleurs largement à introduire cette démarche en France et à la défendre, notamment contre les interprétations stalinienne et structuraliste du marxisme. Dans un contexte intellectuel marqué par l'anti-hégélianisme (Bensaïd, 1991)⁵⁴, Henri Lefebvre s'est en effet attaché à réaffirmer l'importance des écrits de jeunesse de Karl Marx (en particulier des *Manuscripts économique-philosophiques* de 1844 et de l'*Idéologie Allemande*), et avec eux de pans de sa pensée entièrement occultés par les orthodoxies de l'époque. Ce sont en particulier, de notre point de vue, quatre aspects étroitement liés de la pensée de Marx que Lefebvre permet de redécouvrir et propose de développer.

- 1) Le premier renvoie à la réaffirmation de la dialectique et de la filiation hégélienne de la pensée de Karl Marx⁵⁵. Celle-ci a notamment pour effet, comme on l'a vu dans le précédent chapitre, d'amener Henri Lefebvre à défendre une conception de l'histoire qui n'est ni celle d'un parcours fléché conduisant mécaniquement à la fin de l'histoire (version « diamat »), ni celle d'un « éternel présent » ne connaissant que des « combinatoires d'éléments invariants » (version structuraliste), mais celle d'un devenir : le devenir d'une totalité mise en mouvement par ses contradictions. Cette réaffirmation de la dialectique est également au fondement de la méthode « régressive-progressive » d'Henri Lefebvre. Elle s'exprime aussi comme nous venons de l'évoquer dans la manière dont il conçoit l'articulation entre l'expérience sensible et la réflexion théorique. Et plus généralement, dans son rejet de toutes les séparations établies par le rationalisme et la logique formelle.

⁵³) Ce tryptique « perçu ; vécu ; conçu » sera présenté dans la prochaine section de ce chapitre.

⁵⁴) Laissons Daniel Bensaïd dire les choses plus clairement que nous « *En des temps où dominait la vulgate du diamat, où Hegel était traité de chien crevé par l'orthodoxie stalinienne, où le positivisme étouffait la dialectique, Lefebvre restait obstinément (...) sur le versant de la dialectique.* » (Bensaïd, Henri Lefebvre 1901-1991. Une intelligence de ce temps., 1991, p. en ligne)

⁵⁵) Au risque de simplifier les choses, on peut dire que pour Henri Lefebvre, Marx a davantage « dépassé » Hegel, en faisant descendre la dialectique sur terre, en la remettant sur ces pieds, que « rompu » avec ce dernier. (Lefebvre, 1978).

- 2) Le deuxième aspect renvoie au matérialisme d'Henri Lefebvre. Il propose d'y intégrer, outre l'analyse des outils de travail et du temps que l'on trouvait déjà chez Marx, des éléments plus négligés par ce dernier : la vie quotidienne et l'espace, notamment.⁵⁶
- 3) Le troisième renvoie à la place qu'Henri Lefebvre réserve aux catégories de fétichisme et d'aliénation⁵⁷, qui sont pour lui des catégories centrales de la critique marxiste. Dans *La production de l'espace*, par exemple, il déclare : « Arracher le masque des choses pour dévoiler les rapports (sociaux), voilà la force de Marx, l'acquis de la pensée marxiste, quelles que soient les visées politiques qui s'en réclament. » (Lefebvre, 2000, p. 98). De fait, c'est en utilisant ces concepts, celui de fétichisme en particulier, qu'il étend la dialectique à de nouveaux aspects de la réalité matérielle : en s'attachant à dissiper le voile mystificateur qui recouvre l'espace social (ou la vie quotidienne, ou les rythmes...) et qui empêche d'y apercevoir les rapports sociaux objectivés qui s'y dissimulent. Ces concepts sont présents du début jusqu'à la fin de son œuvre, de *La conscience mystifiée* [1936] jusqu'à ses essais sur la rythmanalyse (années 1980) en passant par sa *Critique de la vie quotidienne* [1946 ; 1961 ; 1981] et de *La production de l'espace* [1974].
- 4) Le dernier aspect renvoie à l'« humanisme »⁵⁸ et au « romantisme révolutionnaire » revendiqués par Henri Lefebvre, qui, comme nous l'avons indiqué, considère que la praxis révolutionnaire doit se donner pour horizon la réalisation de « l'Homme Total », c'est-à-dire la réappropriation par l'humanité de ses puissances aliénées. Ce qui implique notamment que la révolution ne peut pas être simplement économique et politique, mais que celle-ci doit être « totale », et se donner pour objectif de transformer la vie elle-même. On peut enfin évoquer ici l'intérêt que manifeste Henri Lefebvre pour les « utopies expérimentales ».

À l'influence décisive des écrits du « jeune Marx » sur la pensée de Lefebvre, il faut ensuite ajouter celle, plus tardive, du *Chapitre VI inédit* du livre I du *Capital*, tiré des *Manuscrits de 1863-1867* (Marx, 2010). Dans ce texte, Marx développe le concept de « procès de production immédiat »⁵⁹. Il montre que celui-ci contient deux niveaux : il est à la fois production *de* capital,

⁵⁶) En somme, en rapprochant les points 1 et 2, on peut dire, avec Michael Sheringham (Sheringham, 2013), que Lefebvre propose un élargissement du matérialisme dialectique.

⁵⁷) Ce point est impliqué par le point 1 et à la base du point 4

⁵⁸) L'humanisme de Lefebvre ne se réfère pas un idéal qui se situerait en dehors du réel mais au contraire à des valeurs qui émergent du mouvement même du réel. Il s'agit de l'humanité qui, d'aliénations en réappropriations, s'épanouit (se produit) dans la totalité de ses potentialités (Lefebvre, 1978).

⁵⁹) Le concept de « procès de production immédiat » renvoie chez Marx à l'unité contradictoire du procès de travail (production de valeurs d'usage) et du procès de production de la valorisation (production de valeur d'échange).

c'est-à-dire production de survalueur, et production *du* capital, c'est-à-dire reproduction des rapports de production capitalistes. Autrement dit, le résultat de la production capitaliste n'est pas simplement la production de marchandises, ni même la reproduction des moyens de production et de la force de travail ; c'est aussi, simultanément, la reproduction de rapports de production capitalistes et de leurs conditions sociales de possibilité⁶⁰. Il faut donc ajouter un cinquième élément à notre liste des aspects de la pensée de Marx qui vivent dans l'œuvre Lefebvre : la problématique et le concept de la « reproduction des rapports de productions ». Le paradoxe de ce concept, chez Marx autant que chez Lefebvre, est que, s'il s'agit de l'une de leur « dernière découverte », celui-ci-ci est néanmoins présent, mais mal dégagé, à la façon d'un centre invisible, dans l'ensemble de leurs travaux antérieurs.

C'est dans *La survie du capitalisme* (2002), publié en 1973, que Lefebvre introduit ce concept. Il le définit de la façon suivante : « [la reproduction des rapports de production] *désigne un processus complexe qui entraînent des contradictions et qui non seulement les répète, les redouble, mais les déplace, les modifie, les amplifie* » (Lefebvre, 2002, p. 2). Dans cet ouvrage, Lefebvre reprend ses analyses antérieures sur la production de l'espace et de la vie quotidienne pour se confronter au paradoxe de la prorogation des rapports sociaux capitalistes au cours du XXe siècle, depuis la crise du capitalisme concurrentiel dans les années 1930⁶¹. Il s'agit alors

Dans Le livre I du *Capital*, ce concept se retrouve sous la notion de « production spécifiquement capitaliste ». Elle est toutefois moins développée que dans le *Chapitre VI inédit*, d'où l'importance de ce texte. Dans *Le Capital* en effet, le développement de la production spécifiquement capitaliste est essentiellement analysé sous l'angle (au niveau) de l'évolution des formes de la survalueur, c'est-à-dire des modalités de la production *de* capital. En distinguant, dans le *Chapitre VI inédit*, un second niveau (celui de la production *du* capital) au sein de ce concept, Marx a ouvert des pistes précieuses pour penser l'histoire du capitalisme, qui se traduiront notamment par l'introduction des notions de subsumptions formelle et réelle du travail au capital (que l'on trouve cependant déjà dans les *Grundrisse*, qui sont antérieurs au *Chapitre VI*). Plus largement, il est possible dans ce texte de trouver les fondements de la conception de l'histoire du capitalisme comme développement contradictoire des rapports de production capitalistes.

⁶⁰) Ainsi, par exemple, étudier la reproduction des rapports de production ce n'est pas simplement étudier la façon dont le procès de reproduction immédiat du capital (A-M-A') reproduit la force de travail, mais aussi comme il reproduit le porteur de la force de travail, soit l'existence de cette figure historique du sujet que constitue le prolétaire, « le travailleur libre ». Marx développe et expose pleinement ces idées dans la troisième section du *Chapitre VI* intitulé « Le produit de la production n'est pas seulement de la survalueur, c'est du capital » (Marx, 2010, pp. 243-252).

⁶¹) Le paradoxe auquel se confronte Henri Lefebvre est ainsi assez proche de celui qui a motivé les premiers travaux de l'école Française de la régulation. S'il ne s'agit pas pour lui de comprendre la stabilisation des formes d'accumulation du capital, mais au contraire de comprendre le maintien des rapports sociaux au travers de et même par leurs évolutions, il s'agit dans les deux cas de comprendre comment les contradictions fondamentales du capital sont (provisoirement) contenues, atténuées, et transformées. De ce point de vue, il nous semble qu'il y a eu un véritable rendez-vous manqué entre Henri Lefebvre et les auteurs de la régulation (TR1). En particulier, la critique du structuralo-marxisme développée par Henri Lefebvre dans cet ouvrage aurait pu permettre à celle-ci d'envisager une autre approche des mutations historiques du capitalisme : de saisir le développement des rapports sociaux au travers de l'analyse critiques des réalités matérielles qui les objectivent. On se souvient que les premiers auteurs régulationniste se voulaient « fils rebelles d'Althusser ». Se tourner vers Henri Lefebvre aurait été un moyen d'affirmer le côté « rebelle » sans pour autant s'éloigner de la pensée marxiste.

pour lui de disputer la problématique de la reproduction au marxisme structuraliste, de la redialectiser : « *Montrer comment se reproduisent les rapports de production, cela ne veut pas dire que l'on met l'accent sur une cohésion interne au capitalisme ; cela veut dire aussi et surtout que l'on montre comment s'amplifient et s'approfondissent à l'échelle mondiale ces contradictions* » (Lefebvre, 2002, p. 59). Il critique la démarche structuraliste qui consiste à « *partir du mode de production* », considéré comme un « *système* » fermé et achevé, pour ensuite reconnaître dans la réalité des « *variations autour d'une invariance structurale* » (Lefebvre, 2002, p. 60). Il propose à la place de partir de ce qu'il y a de nouveau dans la pratique sociale et dans ses conditions matérielles (spatiales et temporelles, notamment) pour comprendre comment le capitalisme a surmonté ses contradictions et sous quelles formes, à quelles échelles, il les a reproduites. Le développement historique du capitalisme se présente en effet chez lui comme le développement de ses contradictions fondamentales, qui se reproduisent en s'élargissant. Ce sont ces dernières qui poussent le capitalisme vers la totalisation et qui, dans le même temps, empêchent ce dernier de se totaliser. Elles sont simultanément la raison et le résultat du développement historique du capitalisme. Cette conception implique que la reproduction des rapports de production – « la survie du capitalisme » – ne peut se faire « *ni par simple inertie, ni par tacite reproduction* », mais suppose plus fondamentalement la « *transformation des rapports sociaux existants* » et la « *production de nouveaux rapports* » (Lefebvre, 2002, p. 87).

Henri Lefebvre défend ainsi l'idée que le capitalisme n'a pu survivre qu'en transformant à son usage des éléments de plus en plus nombreux de la pratique sociale (le savoir, l'art, les loisirs, la vie quotidienne), tendant ainsi à faire de la société tout entière le lieu et l'enjeu de la reproduction de ses rapports de production. Dans le « *néo-capitalisme* »⁶², dit-il, le pouvoir tend

⁶²) Chez Henri Lefebvre, le « *néo-capitalisme* » désigne en première approximation la période de l'histoire du capitalisme qui commence après la seconde guerre mondiale. Est-il possible d'identifier cette notion à ce que d'autres auteurs ont appelé le « *capitalisme monopoliste d'État* » ou le « *capitalisme fordiste* » ? C'est dur à dire... Certains éléments de caractérisation qu'il donne de ce néo-capitalisme permettent d'aller dans ce sens. On pense par exemple à l'attention qu'il prête à l'évolution des normes de consommation (à l'émergence de la « *consommation de masse* ») ou aux nouvelles fonctions assurées par les pouvoirs publics en matière d'organisation des conditions de la valorisation et de l'accumulation du capital. Mais à bien d'autres égards, l'identification de cette notion avec celles que venons d'évoquer nous semble plus difficile. L'une des principales raisons de cela réside précisément dans le fait qu'Henri Lefebvre inscrit ses analyses dans la problématique de la reproduction des rapports sociaux de production qui, comme nous venons de le montrer dans le corps de texte, est une problématique qui dépasse celle de la régulation de l'accumulation du capital et qui surtout, renvoie à une autre échelle d'historicité. Par ailleurs dans ses analyses du néo-capitalisme, Henri Lefebvre mettait l'accent sur des phénomènes qui ont à notre connaissance été plus négligés par les approches du capitalisme monopoliste d'État et de l'école française de la régulation : parmi eux, on pense notamment au fait qu'il voyait dans l'effondrement des empires coloniaux l'une des principales causes de l'essor de la consommation de masse dans les économies dominantes ; à la façon dont il soulignait l'importance croissante de l'information au regard de la reproduction du capital (III.2) ; à ses remarques sur l'évolution du rapport entre connaissances et travail vivant (III.2 ; IV. 2) ; ou,

à s'immiscer dans tous les pores de la vie quotidienne, à remodeler le vécu, transformant ainsi jusqu' à la « *structure de la personne* », marquée par de nouvelles formes d'aliénation et porteuse de nouvelles possibilités d'émancipation (Lefebvre, 2002, p. 83). Reprenant ses travaux antérieurs, il montre que cette production de nouveaux rapports sociaux, cette appropriation de la vie quotidienne par le capital, s'effectue au travers de la production d'un espace urbain « *abstrait* », « *sectorialisé, réduit à un milieu homogène et pourtant fragmenté* » (Lefebvre, 2002, p. 80), dans lequel le pouvoir est omniprésent : « *Partout dans l'espace ! Aussi bien dans le discours quotidien et dans les représentations banales que dans les matraques de la police et les blindés de l'armée. Aussi bien dans un « objet d'art » ou dans un objet « kitch » que dans un missile. Aussi bien dans la prédominance diffuse du « visuel » et dans l'œil que dans l'arrangement significatif des sièges, à l'école, au spectacle, au Parlement. Aussi bien dans les choses que dans les signes, les signes des objets et les objets-signes* » (Lefebvre, 2002, p. 82). Le pouvoir du capital, et notamment son emprise sur les « rythmes », ne se limite ainsi plus au seul lieu de travail, à l'entreprise, mais se diffuse dans l'ensemble de l'espace social. Lefebvre insiste néanmoins aussitôt sur l'ambiguïté de cette situation : « *si l'espace entier devient le lieu de la reproduction, il devient aussi le lieu d'une vaste contestation non localisable, diffuse, créant son centre tantôt ici tantôt là* », si bien que, paradoxalement, « *plus le pouvoir se consolide, plus il craint. Il occupe l'espace mais l'espace tremble sous lui* » (Lefebvre, 2002, pp. 81-83).

On voit donc ici pourquoi et comment Lefebvre peut nous aider à intégrer l'analyse de l'espace dans la compréhension des mutations historiques du capitalisme. Plus précisément, apparaît en fait ici l'idée que le processus d'abstraction auquel le capital soumet la vie sociale (dont Postone a souligné le caractère temporel, cf. supra) s'effectue au travers d'une réorganisation de l'espace social : d'une production de l'espace. Nous reviendrons sur ce point pour l'approfondir dans les prochaines sections de chapitre, qui se recentrent plus précisément sur la « pensée spatiale » d'Henri Lefebvre.

plus largement encore, à ces analyses de la diffusion de la domination capitaliste à l'ensemble des espaces et temps sociaux (II ; IV). Enfin, à notre connaissance, Henri Lefebvre n'a pas diagnostiqué la crise du néocapitalisme à partir des années 1970 : il parlait encore de néocapitalisme dans ses derniers écrits (*Eléments de rythmanalyse*), datant des années 1980. Pour conclure, il nous semble possible de faire l'hypothèse qu'Henri Lefebvre voyait le néocapitalisme non pas comme une phase à part entière et stabilisée du développement historique du capitalisme mais comme la crise du capitalisme industriel, c'est-à-dire comme une période où les rapports sociaux capitalistes sont contraints de se renouveler pour se maintenir : comme une période où le capitalisme joue sa « survie » donc.

3. Lefebvre à la confluence des pensées allemande et française.

Pour terminer cette section introductive, il nous semble intéressant d'évoquer d'autres influences majeures, marxistes et non marxistes, de la pensée d'Henri Lefebvre. C'est là un autre aspect de son marxisme hétérodoxe : Lefebvre s'est confronté et même ouvert à des pensées pour le moins non conformes à l'orthodoxie marxiste de son époque.

Sa pensée trouve en fait ses sources des deux côtés du Rhin. De la pensée allemande, Henri Lefebvre ne retient pas seulement celle de Karl Marx. Aux côtés de ce dernier, figurent Hegel mais aussi, de façon plus surprenante (plus hétérodoxe encore !), Nietzsche. Il s'agit selon Stuart Elden (2004), des trois auteurs préférés d'Henri Lefebvre. Il les fait explicitement travailler ensemble dans deux ouvrages en particulier : dans *La fin de l'histoire* (Lefebvre, 2001e) ainsi que dans *Hegel, Marx, Nietzsche ou le Royaume des ombres* (Lefebvre, 1975), où il propose de confronter leurs théories et critiques respectives de la philosophie et de l'histoire⁶³. Il faut notamment rappeler que la « métaphilosophie » de Lefebvre se réclame dans certains ouvrages tout autant de Marx que de Nietzsche. Dans *La production de l'espace* (Lefebvre, 2000) par exemple, Nietzsche et Marx sont convoqués ensemble pour justifier la nécessité de dépasser la philosophie en reconnectant le savoir à la vie – le conçu au vécu⁶⁴. Le dernier chapitre de l'ouvrage s'achève ainsi sur la conclusion que la connaissance de la production de l'espace est un projet susceptible de relever le défi posé par les deux penseurs allemands : « Ainsi se rejoint et s'adjoint à cette vérité [celle de Marx, de sa critique radicale de la philosophie] la puissante affirmation nietzschéenne : « Il faut que votre volonté de trouver le Vrai transforme toute chose en réalité pensable à l'homme, visible à l'homme, sensible à l'homme. Il faut pousser la pensée jusqu'à la limite de vos propres sens ». (Zarathoustra. Sur les îles bienheureuses). Marx avait écrit : que les sens deviennent théoriciens (Manuscrits de 1844). La voie révolutionnaire de l'humain et la route héroïque du surhumain se croisent au carrefour de l'espace. S'y confondent-elles ? C'est une autre histoire. » (Lefebvre, 2000, p. 460). Outre la critique radicale de la philosophie, la rencontre entre Marx et Nietzsche s'opère

⁶³) Dans ces ouvrages, il confronte également Hegel et Marx sur le terrain de leurs théories de l'État.

⁶⁴) Dans l'introduction de *La survie du capitalisme* (rédigée en 1972, donc peu de temps après « Mai 68 »), Henri Lefebvre renvoie dos à dos la pensée « gauchiste » et la pensée « structuraliste » dans leurs écueils symétriques qui consistent à prendre unilatéralement le parti de l'un (le vécu pour les gauchistes et le conçu pour les structuralistes) au mépris de l'autre : « Les partisans ne manquent pas du vécu sans concept et du concept sans vécu, qui séparent ces fragments d'une conscience de la situation théorique-pratique. Idéologie ? Si l'on veut mais non dite. Comme les plus agissantes, non déclarée comme telle. Les uns, gauchistes, spontanéistes, anarchisants, rejettent la pensée théorique en jurant qu'ils refusent toute idéologie. Les autres, structuralistes, scientistes retirés et figés dans l'épistémologie, dans le savoir pur et la prétendue « pratique théorique », ne condescendent pas au vécu, triviale occupation de la place publique. » (Lefebvre, 2002, p. 14)

donc également (et inséparablement) autour du « romantisme révolutionnaire » d'Henri Lefebvre. De même, en tant que reassertion du « vécu » face à la primauté du « conçu », elle se retrouve au niveau de certaines de ses thèses les plus connues concernant la production de l'espace, sur lesquelles nous reviendrons : notamment l'idée de « triplicité de l'espace de l'espace social » (Lefebvre, 2000) ou encore l'idée que « *[p]our changer la vie, il faut changer l'espace* » (Lefebvre, 2000a, p. 135)

À ces trois grands auteurs, il faut en ajouter un quatrième qui, bien qu'il soit moins visible, moins mis en avant par Lefebvre, est de notre point de vue important pour comprendre sa pensée spatiale. Il s'agit de Martin Heidegger, qui a très probablement influencé Henri Lefebvre dans sa façon d'intégrer l'espace dans sa théorie de l'aliénation. Chez Heidegger, le « dasein », le déploiement de l'être dans le monde, l'advenir de l'existant, suppose en effet des conditions spatiales (lieux appropriables pratiquement et symboliquement, susceptibles d'être pris comme « heimat ») et temporelles (« durée » ; « temps du devenir ») ; l'aliénation pouvant dès lors résulter du défaut de ces conditions. Dans une tentative qui n'est pas sans rappeler celle de Franck Fischbach (2011), Henri Lefebvre fait d'une certaine façon se rejoindre Marx et Heidegger (ou englobe Heidegger dans Marx) pour montrer que l'écrasement de l'espace vécu, la remise en cause de l'« habiter », et les formes d'aliénation qui en découlent, résultent du processus d'abstraction au travers duquel le développement du capital se soumet la pratique sociale. Il montrera ainsi, dans *La production de l'espace* notamment, que la production de l'espace « abstrait » qui s'opère dans le cadre de la reproduction des rapports de production, à savoir la production d'un espace homogène, fragmenté, spécialisé et hiérarchisé, a pour effet d'extraire l'existant du monde, de le priver de monde, de le réduire à l'état d'« étant » faisant face à un monde qui lui semble étranger. Cet espace abstrait, et les rythmes qu'il réorganise (règne du répétitif dans une temporalité linéaire), tendraient ainsi à produire une nouvelle « structure de la personne » qui deviendrait de fait elle aussi le lieu de la reproduction des rapports de production.

Comme nous l'avons annoncé lorsque nous discutons des travaux de Hartmut Rosa (I.1), la relation dont il est question ici, entre production de l'espace abstrait, remise en cause des conditions de l'habiter et approfondissement de l'aliénation humaine au capital, sera au cœur de notre analyse de la métropolisation et du développement contemporain du capitalisme. Il s'agira en effet dans la prochaine partie d'actualiser ces réflexions en nous appuyant sur des analyses récentes des transformations des spatialités et des temporalités de la vie quotidienne dans le cadre de la métropolisation, d'essayer de caractériser le type historique de subjectivité

qui en découle et de montrer en quoi celle-ci conditionne les modalités contemporaines de la reproduction du capital.

Indiquons enfin, pour reffermer ce point sur la place de la philosophie allemande dans la pensée d'Henri Lefebvre, que la problématique que nous venons d'évoquer – espace, temps, aliénation, développement du capital –, mais aussi l'intérêt de Lefebvre pour les transformations concrètes de la vie quotidienne (la culture de masse, les loisirs, les médias, etc.), qui seraient à « démystifier », le rapprochent de la sociologie critique de l'école de Francfort (Tosel, 2014a)⁶⁵, avec laquelle il sera en contact notamment au travers de la revue *Arguments*, qu'il anime avec des penseurs comme K. Axelos, G. Friedmann, L. Goldmann, ou encore R. Barthes et E. Morin entre 1956 et 1962 (Trebitsch, 1997).

La pensée d'Henri Lefebvre demeure toutefois ancrée dans la vie et la tradition intellectuelle française. Dans son projet de fonder une « histoire sociale des idées » (Foucher-Dufoix & Dufoix, 2012), il s'est intéressé à des figures intellectuelles aussi variées que Pascal ; Rabelais ; Diderot ; Musset et Descartes, à chacun desquels il a consacré une monographie. S'il n'est pas possible de rendre compte de l'ensemble des intérêts partagés par Henri Lefebvre et ces auteurs, on peut toutefois noter que l'une des originalités de Lefebvre fut de réévaluer l'apport du matérialisme français du XVIIIe, de son point de vue trop rapidement relégué au rang de « pensée bourgeoise » dans le schéma Jdanovien⁶⁶ qui dominait alors au sein du Parti Communiste Français. Dans son ouvrage sur le *Matérialisme Dialectique* (Lefebvre, 1990), ou encore dans son « que-sais-je » sur *Le Marxisme* (Lefebvre, 1978), Henri Lefebvre invite ainsi, par exemple, à ne pas confondre le matérialisme d'un Diderot ou d'un Helvétius avec le « matérialisme vulgaire » que cible habituellement la critique marxiste. En fait, et plus généralement, Henri Lefebvre n'est pas adepte d'une certaine épistémologie des coupures ; et s'efforce toujours de saisir les ruptures (que ce soit dans la production matérielle ou dans la production des idées) dans leur rapport dialectique à la continuité. Pour lui, le matérialisme dialectique ne doit pas rejeter, mais dépasser ce qui le précède. L'héritage de la philosophie française doit donc être assumé.

Mais la pensée de Lefebvre s'est aussi largement construite au travers de sa confrontation avec les principaux courants qui animaient la scène intellectuelle française de l'époque. Nous avons déjà suffisamment évoqué sa critique du structuralisme pour ne pas avoir à y revenir ici. Nous

⁶⁵) Même si c'est sans doute du philosophe hongrois G. Luckas dont il sera le plus proche intellectuellement, mais aussi politiquement (Tosel, 2009)

⁶⁶) Ce schéma consiste à opposer de façon non dialectique la « science bourgeoise » et la « science prolétarienne ».

passons également sur ses rapports avec les intellectuels officiels du PCF ou avec les mouvements d'avant-garde, comme le surréalisme ou le situationnisme (Trebitsch, 1997). Pour approfondir ce que nous avons dit plus haut au sujet des rapports de sa pensée avec celle d'Heidegger, il peut en revanche être intéressant de rappeler ici le dialogue critique d'Henri Lefebvre avec la phénoménologie française, avec laquelle il partage son intérêt pour les problèmes de l'existence et de la conscience - au point qu'il voyait lui-même dans certains de ses travaux d'avant-guerre (*La conscience mystifiée* [1936], notamment) une forme d'existentialisme « *avant la lettre* » (Tosel, 2009; Elden, 2004). De manière synthétique, il est possible de dire qu'Henri Lefebvre reconnaît à la phénoménologie le mérite d'avoir posé le diagnostic du caractère nihiliste de l'expérience vécue et de la quotidienneté dans le « néocapitalisme », mais lui reproche de n'avoir pas su l'expliquer faute d'identifier son fondement onto-historique, c'est-à-dire son lien avec le fétichisme du capital (Tosel, 2009). Sa critique virulente de *l'Existentialisme* [1946] - qui comme le rappelle Stuart Elden a été « *rapidement écrite, sur instruction du PCF, dans le but de contrer la popularité de Jean Paul Sartre* » (Elden, 2004, p. 186) - ne doit donc pas occulter les préoccupations communes qu'il partageait malgré tout avec ce courant et avec la phénoménologie en général.

Il faut en particulier souligner ce que les travaux d'Henri Lefebvre sur l'espace et les rythmes doivent à Gaston Bachelard. C'est en effet dans *La poétique de l'espace* (Bachelard, 2020) qu'Henri Lefebvre trouve pour la première fois formulé le projet d'une « rythmanalyse », c'est-à-dire d'une analyse qui entend restituer le corps (individuel *et* social chez Lefebvre) dans sa totalité à partir de l'analyse de l'enchevêtrement des rythmes qu'il produit et au travers desquels il se produit. Une découverte importante pour Lefebvre, car la rythmanalyse sera la dernière forme pratique de son matérialisme dialectique : après la vie quotidienne et l'espace, Lefebvre espère en effet avoir trouvé avec le concept de rythme, l'« universel concret » permettant d'atteindre une connaissance totale du réel et de s'engager sur la voie de sa transformation révolutionnaire : « *si le rythme consolide son statut théorique, s'il se révèle concept valable pour la pensée et comme support dans la pratique, n'est-il pas cet universel concret que les systèmes philosophiques ont manqué, que les organisations politiques ont oublié, mais qui est vécu, éprouvé, touché, dans le sensible et le corporel ?* » (Lefebvre, 2019d, p. 69). La rythmanalyse se présente ainsi comme le moyen que recherchait Henri Lefebvre pour saisir le mouvement d'ensemble des structures sans sacrifier le vécu, sans se perdre en abstractions, mais en partant au contraire de ce même vécu, de l'expérience sensible, concrète, des individus. Lefebvre trouve également chez Bachelard des éléments pour penser la dimension

expérientielle et existentielle de l'espace. C'est qu'il y a chez Bachelard une ontologie qui n'est pas sans rappeler celle qu'il développe à partir des écrits dits de jeunesse de Marx : celle qui conçoit l'homme comme totalité en puissance qui se totalise en s'appropriant le monde. Il y a également en commun une théorie de l'aliénation, ou du moins des mots en communs pour la penser : elle se conçoit comme « séparation », « dissociation », « dispersion » des éléments constitutifs de la totalité. Il n'est donc pas très étonnant que les réflexions de Bachelard sur l'appropriation de l'espace, sur l'« habiter » comme « puissance d'intégration de l'être dans sa totalité », trouvent un écho dans la pensée de Lefebvre. Il faut dire que Bachelard a produit des pages remarquables sur le rôle de l'espace habité comme « rempart face à l'aliénation ». Voici par exemple ce qu'il dit de la « maison » : « *La maison dans la vie de l'homme, évince des contingences, elle multiplie ses conseils de continuité. Sans elle, l'homme serait un être dispersé. Elle maintient l'homme au travers des orages du ciel et des orages de la vie. Elle est corps et âme. Elle est le premier monde de l'être humain* » (Bachelard, 2020, p. 59). Plus haut, dans un langage psychanalytique qui n'est pas non plus étranger à Lefebvre, Bachelard avance encore que la maison, en tant qu'espace approprié, agit comme ce « *non-moi qui protège le moi* ».

Lefebvre et Bachelard ont enfin en commun le fait d'insister sur la façon dont l'imagination et la « rêverie poétique » participent à cette appropriation de l'espace. « L'homme habite en poète » : Henri Lefebvre et Gaston Bachelard se retrouvent dans ce mot du philosophe romantique allemand Friedrich Hölderlin que Martin Heidegger a mis au centre de sa philosophie⁶⁷. En somme, dans cette ligne de pensée, l'espace habité est à la fois un résultat et une condition de l'« activité imaginante »⁶⁸, ces deux termes formant une unité dialectique qui constituent pour eux l'un des éléments moteurs du devenir de l'homme.

Ces éléments sont d'une importance décisive. C'est notamment sur cette base que Lefebvre critiquera l'urbanisme fonctionnaliste qui, en rationalisant l'espace et en réduisant l'« habiter » à l'« habitat » (ou au logement), c'est-à-dire à une fonction, contribue à une nouvelle forme d'aliénation et à la reproduction des rapports de production. C'est aussi sur la base de cette conception du devenir humain qu'il insistera (et nous retrouvons à nouveau ici son « romantisme révolutionnaire ») sur la nécessité d'une réappropriation de l'espace par et pour

⁶⁷) C'est à notre connaissance dans son *Introduction à l'étude de l'habitat pavillonnaire* qu'Henri Lefebvre (2001d, pp. 160-161) revient le plus explicitement sur ce que sa conception de « l'habiter » comme acte poétique doit à Gaston Bachelard et à la relecture de Friedrich Hölderlin par Martin Heidegger.

⁶⁸) C'est cependant plus largement chez Henri Lefebvre l'ensemble des possibles de la pratique qui doivent être engagés dans l'appropriation de l'espace.

la vie, comprise dans la totalité de ses possibles : par et pour la rêverie et la poésie donc ; mais aussi par et pour le jeu, le sexe, l'art, l'amour, l'humour, etc. Par et pour le devenir de « l'homme total », faisant de sa vie une « œuvre ».

4. Conclusion de la section.

Cette introduction est bien entendu loin de constituer une présentation exhaustive et équilibrée de l'œuvre et de la pensée d'Henri Lefebvre. Nous avons été conduits à mettre l'accent sur certains aspects (thèmes ; concepts ; problématiques ; influences) de sa pensée plutôt que d'autres, en privilégiant ceux qui seront le plus directement utiles pour notre exposé. Nous espérons toutefois que ce qui précède aidera à resituer, à réinsérer même, les travaux qu'Henri Lefebvre a consacrés à l'espace dans l'ensemble de son œuvre et ainsi à donner plus d'épaisseur à ces derniers. La postérité de l'œuvre de Lefebvre a en effet essentiellement retenu ce qu'il est convenu d'appeler sa « pensée spatiale », en ayant tendance à isoler celle-ci du reste de sa pensée et en particulier, de ce que celle-ci a de marxiste (Elden, 2004; Revol, 2012). Or il nous semble que cela comporte le risque de ne pas saisir toute la portée de sa critique de la production de l'espace et, plus grave encore, de figer celle-ci dans le contexte des années 1960-1970. C'est en effet prendre le risque de rendre cette critique largement obsolète, en la réduisant finalement à ses aspects exotériques, c'est-à-dire à une critique de l'urbanisation fordiste.

C'est pourquoi il est nécessaire de notre point de vue de mettre en rapport le thème de l'espace dans la pensée de Lefebvre avec ses questionnements sur la reproduction des rapports de production capitalistes, le rapport d'abstraction auquel elle soumet la pratique, les formes d'aliénation qui en découlent, et les contradictions qui sont en lien (raisons et résultats) avec l'ensemble de ces processus. De notre point de vue, cette pensée ne peut en fait rester vivante qu'à la condition d'être restituée dans ce qui lui donnait son mouvement, à savoir la (sa) critique marxiste et le (son) matérialisme dialectique. À l'inverse, elle est condamnée à se figer et à perdre son intérêt si elle est dépouillée de ses aspects les moins solubles dans les institutions universitaires de notre époque – où le principe de division du travail et le processus de fragmentation du savoir s'approfondissent sous de nouvelles formes (la spécialisation par champs disciplinaires ne cédant de la place, le cas échéant, qu'au profit d'une spécialisation par objet thématique) ; et où la pensée marxiste continue de faire l'objet d'un tri sélectif, qui pour ne rien arranger, varie selon les disciplines, les objets, bref de la nature du spécialiste qui s'en saisit.

Il serait d'ailleurs possible de conclure qu'il est quelque peu inapproprié de parler, comme nous le faisons nous-même, de la « pensée spatiale » d'Henri Lefebvre. Au regard de ce qui précède, il semblerait en fait plus pertinent de parler du « moment spatial » de sa pensée. Parler de « pensée spatiale » revient en effet quelque part à projeter sur Henri Lefebvre l'éthos du spécialiste (de l'expert ; du technocrate du savoir) qu'il critiquait. La notion de « moment » aurait au contraire l'avantage de ne pas « saucissonner » sa pensée : le moment ne se séparant pas du tout, mais le condensant sous une forme singulière. Nous continuerons néanmoins à utiliser l'expression de pensée spatiale pour des raisons purement pratiques - en gardant bien entendu à l'esprit ce qui vient d'être dit et en nous efforçant toujours, autant que possible, de le rendre manifeste.

Section 2. La pensée spatiale d'Henri Lefebvre (1) : le caractère social de l'espace.

L'espace revêt un caractère social. C'est la première proposition de *La production de l'espace* (Lefebvre, 2000) et sans doute la plus retenue par la postérité. C'est aussi celle qui fait aujourd'hui l'objet, du moins dans ses grandes lignes, du plus large consensus : elle est en effet au cœur de ce qui a été appelé le « spatial turn » (Soja, 1989) ou le « tournant géographique » (Levy, 1999) en sciences sociales, c'est-à-dire du double mouvement d'ouverture de la géographie aux sciences sociales et de prise en compte de l'espace par les sciences sociales, qui s'est amorcé à partir de la fin des années 1980. Il convient néanmoins ici de préciser les aspects particuliers que recèle cette reconnaissance du caractère social de l'espace chez Henri Lefebvre et d'en dégager les implications par rapport à notre projet d'une analyse spatiale (et temporelle) du développement historique du capitalisme.

Il convient avant toute chose de rappeler que l'objectif d'Henri Lefebvre dans *La production de l'espace* (2000) est de jeter les bases d'une « théorie unitaire » de l'espace (Lefebvre, 2000, p. 18). Il s'agit de cette façon de dépasser le caractère fragmentaire et le déficit d'élaboration théorique dont souffrent, selon lui, les travaux existants⁶⁹. Dans le chapitre introductif où il présente le dessein de l'ouvrage, il pose en effet le constat suivant : « *Les recherches aboutissent soit à des descriptions (sans atteindre le moment analytique, encore moins le théorique), soit à des fragmentations et découpages de l'espace. Or beaucoup de raisons induisent à penser que descriptions et découpages n'apportent que des inventaires de ce qu'il y a dans l'espace, au mieux un discours sur l'espace, jamais une connaissance de l'espace* » (Lefebvre, 2000, pp. 13-14). La théorie unitaire de l'espace qu'il se propose d'élaborer a donc

⁶⁹) Rappelons que l'ouvrage a initialement été publié en 1974.

vocation à dépasser ce « savoir en miettes » qu'il identifie, au travers de cette expression qui fait référence aux travaux de son ami Georges Friedmann, à la tendance du mode de production capitaliste à « diviser sans fin le travail » et à « abstraire » ce dernier (Lefebvre, 2000, p. 15). S'inspirant de la démarche de Karl Marx et de sa critique de l'économie politique, l'élaboration théorique d'Henri Lefebvre prend ainsi comme point de départ la critique des représentations théoriques dominantes (« fétichistes ») de l'espace⁷⁰ et s'attache ensuite à réintégrer dialectiquement ce que ces représentations ont séparé, afin d'en restituer l'unité et le mouvement et d'en permettre la connaissance scientifique.

Il s'agit pour cela non seulement de « *regrouper ce qui se disperse dans les sciences parcellaires et spécialisées : ethnologie, ethnographie, géographie humaine, anthropologie, préhistoire et histoire, sociologie, etc.* », (Lefebvre, 2000, p. 265) mais aussi, plus fondamentalement, de dialectiser la notion d'espace en appréhendant celui-ci au travers de ses rapports constitutifs avec l'énergie et le temps. Henri Lefebvre annonce ainsi d'emblée qu'il s'agit de rompre avec la tradition philosophique de l'« espace en soi » qui, pour avoir tenté de concevoir l'espace de façon abstraite, c'est-à-dire indépendamment de son unité avec les autres aspects de la réalité matérielle, l'a vidé de son contenu, le réduisant ainsi, précisément, à un contenant vide, homogène, préexistant et indifférent à l'énergie qui s'y déploie (Lefebvre, 2000, pp. 19-21). On retrouve en fait ici un des leitmotifs de la critique (méta)philosophique que porte son matérialisme dialectique, à savoir l'idée que les concepts isolés, en se coupant du réel, se vident de leur contenu : « *L'espace pris séparément devient abstraction vide ; de même l'énergie et le temps* » (Lefebvre, 2000, p. 20). Le concept ainsi vidé de tout contenu objectif n'a alors plus de « garde-fou » et risque de se prêter à toutes sortes d'usages qui ne font qu'agiter le terme d'espace sans en faire avancer la connaissance : ce sont bien sûr les « découpages de l'espace », donnant lieu à des « inventaires de ce qu'il y a dans l'espace » (y compris, on l'a vu, à des inventaires de la diversité des capitalismes !) ; mais ce sont aussi les usages métaphoriques de la notion d'espace qu'Henri Lefebvre voit se multiplier chez les auteurs de son époque : « *Il est question sans cesse d'espace de ceci et/ou d'espace de cela : espace littéraire, espaces idéologiques, espace du rêve, topiques psychanalytiques, etc. Or l'« absent » de ces recherches dites fondamentales ou épistémologiques, ce n'est pas simplement « l'homme », c'est aussi l'espace, dont on parle pourtant à chaque page.* » (Lefebvre, 2000, pp. 9-10). Le projet d'Henri Lefebvre consiste donc à passer de l'« espace

⁷⁰) De même, Lefebvre s'efforce, à l'instar de Marx, d'objectiver ces représentations fétichistes, c'est-à-dire d'en rechercher la raison dans la réalité matérielle de la société capitaliste - et en particulier, dans sa « pratique spatiale ».

mental » à l' « espace réel » en ressaisissant ce dernier dans le jeu de ses relations dialectiques avec le temps et l'énergie. Il n'est dès lors plus question de spéculations métaphysiques sur la substance de l'espace, ou d'usages purement méthodologiques ou métaphoriques de cette catégorie, mais d'élaborer une connaissance de la *production* de l'espace, de ses raisons et de ses enjeux.

La reconnaissance du caractère social de l'espace qui nous intéresse dans cette section s'inscrit dans cette connaissance de la production de l'espace. Elle en est l'une des propositions constitutives. Nous proposons ici de la restituer de façon synthétique avant de nous interroger, dans la prochaine section, sur ses implications au regard de notre projet d'une analyse spatiale et temporelle du développement historique du capitalisme.

1. L'espace comme produit de l'activité des corps.

Pour s'engager vers la reconnaissance du caractère social de l'espace et éviter les pièges de l'espace en soi (découpage de l'espace et inventaire de ce qu'il y a dans l'espace ; abstraction et empirisme), Henri Lefebvre propose en premier lieu de se tourner vers la philosophie de G.W. Leibniz et les mathématiques d'H. Weyl. À leur suite, il s'agit tout d'abord d'admettre que l' « *espace se considère comme un produit de l'énergie* » (Lefebvre, 2000, p. 21). Autrement dit, que l'espace ne préexiste pas aux forces qui se déploient en lui ; qu'il n'est pas indifférent à ces dernières ; mais qu'il est au contraire le produit du déploiement de ces forces. Henri Lefebvre retient également de ces auteurs l'idée que les caractéristiques de l'espace, ce qu'on pourrait appeler « ses lois », répondent aux lois qui régissent les déploiements d'énergies, c'est-à-dire à dire aux lois des corps qui dépensent (et accumulent) ces énergies : « *le corps avec ses énergies disponibles, le corps vivant, crée ou produit son espace ; inversement, les lois de l'espace, c'est-à-dire de la discernabilité dans l'espace, sont celles du corps vivant et de ses déploiements d'énergie.* » (Lefebvre, 2000, p. 199). Ainsi le corps ne produit-il pas seulement *de* l'espace, dans le sens d'un espace indéterminé, mais *son* espace. Dans la production de l'espace, le corps « qualifie » l'espace en étendant au-delà de lui-même ses propres qualités, symétries et dualités : le haut et le bas ; la gauche et la droite ; le centre et la périphérie. Les propriétés de l'espace qui apparaissent comme les siennes, qui semblent définir sa substance, sont donc en réalité celles des corps qui l'ont produit : ce que Lefebvre résume en affirmant que « *les conditions de la latéralisation de l'espace sont dans le corps* » (Lefebvre, 2000, p. 230).

Notons ici, même si nous aurons l'occasion d'y revenir de manière plus approfondie, que ces propositions sont déjà d'une grande portée critique. La rupture par rapport à la conception de

l'espace en soi permet en effet de renverser ce que l'on entend par « perspective géographique » ou « spatialisation », en invitant à passer de l'étude des phénomènes dans l'espace à l'étude des phénomènes qui produisent l'espace et à celles des propriétés de l'espace produit. Il y a ainsi déjà dans les propositions qui précèdent les fondements conceptuels permettant d'envisager une façon de convoquer la géographie dans l'analyse du capitalisme qui ne soit pas celle de l'analyse de la diversité des capitalismes dans l'espace. Des analyses « géographiquement situées des capitalismes », on devine autrement dit déjà qu'il est possible de passer à l'analyse spatiale du capitalisme.

Plus généralement, Henri Lefebvre souligne que considérer l'espace comme un produit de l'activité des corps permet de se prémunir contre ce qu'il appelle le « fétichisme spatial », qui consiste à attribuer une autonomie à l'espace, à lui conférer des lois, des caractères ou des propriétés qui lui seraient propres – ce dont se rend coupable la tradition philosophique de l'espace en soi en considérant que les lois de la discernabilité de l'espace préexistent aux phénomènes qu'il contient et sont indifférentes à ces derniers. Contre ce fétichisme, et de la même façon que Marx invitait à pénétrer dans l'« antre secret de la production » pour déjouer le fétichisme de la marchandise, Lefebvre invite à rechercher la raison des caractères de l'espace dans les formes déterminées de l'activité corporelle qui l'a produit. En se tournant vers Leibniz et Weyl, Lefebvre prend ainsi immédiatement position dans ce débat encore aujourd'hui d'actualité qui est celui de l'« autonomie du spatial », dans lequel la géographie cherche et joue son identité au sein des sciences sociales (Veschambres, 2006). De ce point de vue, Henri Lefebvre peut être considéré comme un précurseur de la critique du « spatialisme » ou des approches dites « partitionnelles », formulées respectivement par Michel Lussault (2003) et Jacques Levy (1999) précisément contre l'idée d'autonomie du spatial. Serait-il du même coup un précurseur des approches « dimensionnelles » (défendues par ces mêmes auteurs), qui tendent aujourd'hui à devenir dominantes dans la discipline ? Ce qui précède semble pour le moment aller dans ce sens. Mais nous verrons par la suite que la réponse à cette question est plus compliquée qu'il n'y paraît : Lefebvre adhérant en effet à l'idée d'une « rétroaction » du spatial sur le social, que semblent rejeter les tenants des approches dimensionnelles de l'espace.

2. Le « corps total » comme fondement de la production de l'espace social.

Voyons avant cela comment Henri Lefebvre élargit à l'espace *social* les propositions qui précèdent. Ces dernières en elles-mêmes ne suffisent pas. Un tel élargissement suppose la médiation d'une connaissance théorique du social. Et c'est bien entendu essentiellement vers

Karl Marx (mais nous retrouverons aussi l'influence de Gaston Bachelard, au travers notamment du recours au concept de corps total, qui est au fondement de l'idée de triplicité de l'espace dont nous discutons plus loin) qu'Henri Lefebvre se tourne pour trouver cette connaissance théorique. Il propose ainsi de ressaisir et de développer les propositions qui précèdent dans la théorie marxiste. Comment cela se traduit-il ?

La notion de corps, tout d'abord, reçoit une nouvelle acception. Il s'agit dorénavant du corps de l'« homme total », du « corps total », c'est-à-dire du corps humain considéré dans la totalité de ses facultés et potentialités – toujours en partie aliénées ; jamais pleinement réalisées. La notion d'énergie, ensuite, ou plus exactement les dépenses d'énergies, s'identifient quant à elles, une fois ressaisies dans la théorie marxiste, à la « pratique », c'est-à-dire à l'activité corporelle des hommes et des femmes. Pour Henri Lefebvre, ce sont donc les « pratiques corporelles », les énergies dépensées par les corps humains, qui constituent le « point de départ » (et le « point d'arrivée », cf. infra) de la production de l'espace social (Lefebvre, 2000, p. 225). Celle-ci commence avec les gestes les plus simples qui tracent et marquent l'espace, lui donnant de ce fait une orientation, des repères. Considérées sous cet angle, les pratiques corporelles constituent ce que Lefebvre appelle la « pratique spatiale » : « *La pratique spatiale d'une société secrète son espace ; elle le pose et le suppose dans une interaction dialectique : elle le produit lentement et sûrement en le dominant et en se l'appropriant* » (Lefebvre, 2000, p. 48). Ainsi, à un premier niveau d'élaboration théorique, l'espace social se découvre au travers d'une simple traduction des propositions leibniziennes dans la terminologie marxiste. L'introduction de la notion marxiste d'homme total est cependant lourde d'implications. Elle complexifie immédiatement l'analyse et introduit comme nous allons le voir de nouveaux questionnements, donnant lieu à leur tour à de nouvelles propositions.

Se démarquant d'un « matérialisme vulgaire », Henri Lefebvre précise en effet immédiatement qu'en tant qu'effectuation du corps total, cette pratique spatiale n'exclut pas le cerveau et ne se sépare donc pas de la conscience : les gestes, les mouvements du corps, entretiennent un rapport dialectique avec le « savoir » et l'« imagination », qui participent de ce fait eux aussi à la production de l'espace. Sur cette base, Henri Lefebvre avance l'une des thèses les plus retenues, mais aussi l'une des plus difficiles à comprendre (Martin, 2006), de *La production de l'espace* (2000) : l'idée que l'espace social se caractérise par sa « triplicité ». Il suggère par-là que la production de l'espace fait tout à la fois intervenir, à titre de causes et d'effets et selon des rapports toujours particuliers : des « pratiques spatiales » donc, qu'il associe à l'« espace

perçu »⁷¹ ; mais aussi des « représentations de l'espace », qui se rapportent à l' « espace conçu » ; et des « espaces de représentation », correspondant à l' « espace vécu ».

3. La triplicité de l'espace social : perçu, vécu, conçu.

Ce tryptique occupe une place importante dans l'analyse de l'espace social élaborée par Henri Lefebvre. Pour en rendre compte, il convient tout d'abord de préciser les termes qui le composent. Dans la mesure où Henri Lefebvre passe assez rapidement sur les définitions générales de ces notions (il en démontre plutôt la validité en les mettant en pratique dans l'ensemble de l'ouvrage, si bien que ces dernières se présentent essentiellement sous des formes actualisées), il semble intéressant d'étayer immédiatement ces dernières par des éléments de caractérisation qui se rapportent à l'espace abstrait tel qu'il s'impose (se concrétise) dans le cadre du néocapitalisme, sur lequel Henri Lefebvre concentre l'essentiel de sa critique.

-Les pratiques spatiales, tout d'abord, renvoient aux trajets qui relient et unissent les activités productives et reproductives (et leurs lieux), ainsi qu'aux gestes qui s'y accomplissent. Elles sont donc associées à l'espace matériel, perçu et parcouru, dans lequel s'organisent les rythmes de la vie quotidienne. Dans le « néocapitalisme », la pratique spatiale se compose de parcours routiniers, dont le caractère répétitif contraste avec la cyclicité des rythmes de la pratique spatiale des sociétés agraires. Ces parcours relient des activités étroitement spécialisées, qui prennent place dans des espaces également spécialisés et bien délimités les uns par rapport aux autres. La pratique spatiale du néocapitalisme enchaîne ainsi des activités déconnectées les unes des autres qui se succèdent dans une temporalité linéaire et s'éparpillent dans une spatialité éclatée, mais néanmoins homogène.

-L'espace conçu renvoie aux représentations de l'espace qui sont le produit d'une élaboration intellectuelle faisant intervenir du « savoir ». Ces dernières interviennent dans la pratique spatiale pour *dominer* l'espace, c'est-à-dire pour le soumettre à des buts et des fins déterminés. Henri Lefebvre insiste sur le fait que l'espace conçu constitue un instrument du pouvoir politique et qu'il revêt à ce titre un caractère idéologique qui se dissimule sous son « objectivité » et sa « neutralité ». Au cours de l'histoire de l'occident et jusqu'au néocapitalisme qu'étudie Henri Lefebvre, c'est l'espace euclidien, l'espace géométrique (avatar de l'espace « en soi ») qui s'impose peu à peu comme conception savante dominante de l'espace. Le pouvoir utilise celui-ci pour classer les choses dans l'espace, pour les joindre ou

⁷¹) Henri Lefebvre indique que « la notion de perçu doit s'entendre dans le sens que lui donne les psychologues : comme base pratique de la perception du monde extérieur » (Lefebvre, 2000, p. 50)

les disjoindre, à des fins de contrôle des populations et d'accroissement de la productivité. Dans le néocapitalisme, les planificateurs, urbanistes, et technocrates (« découpeurs et agenceurs d'espaces ») l'utilisent pour répondre à la commande sociale définie par l'État et les intérêts capitalistes (Lefebvre, 2000, p. 48).

-Les espaces de représentation, enfin, renvoient à « *l'espace vécu à travers les images et symboles qui l'accompagnent.* » (Lefebvre, 2000, p. 49). Si l'espace conçu se rapporte au savoir, l'espace vécu se rapporte quant à lui à l'imaginaire et à l'imagination. De même, tandis que le premier se rapporte au pouvoir, à la « domination », le second se rapporte à l'« appropriation » de l'espace⁷². Il s'agit selon Henri Lefebvre de l'« *espace des « habitants » et de certains « usagers* »⁷³, mais aussi de certains artistes et peut être de ceux qui décrivent et croient seulement décrire : les philosophes et les écrivains. Il ajoute que « *[c]'est l'espace dominé, donc subi, que tente de modifier et d'approprier l'imagination.* » (Lefebvre, 2000, p. 49). Dans le néocapitalisme en particulier, l'espace conçu « écrase » l'espace vécu. La rationalisation de la production de l'habitat (qui réduit celui-ci à sa fonction de logement, niant ainsi l'« habiter ») et la standardisation des formes architecturales (qui privilégie un nombre réduit de formes géométriques simples) rendent plus difficile leur appropriation symbolique. Se voulant « neutres », purement fonctionnelles, elles produisent un espace insignifiant ; un vide de sens qui suscite le « malaise ». Pour combler ce vide de sens, mais aussi pour occulter la signification première de ces espaces, celle de la rentabilité, les promoteurs capitalistes tendent alors à surcharger l'espace de signes, purement visuels (au mépris des autres sens) : ceux de la jouissance, de la prospérité, de la puissance, de la virilité. L'espace produit par le néocapitalisme oscille ainsi entre le vide et la saturation symbolique⁷⁴ : « *tantôt en deçà, tantôt au-delà du signifiant* » (Lefebvre, 2000, p. 186)

Nous avons ici un premier aperçu de la façon dont la distinction entre le perçu, le conçu et le vécu intervient dans l'analyse de l'espace social proposée par Henri Lefebvre. Ce tryptique lui

⁷²) On retrouve ici l'influence de M. Heidegger et de G. Bachelard. Henri Lefebvre se réfère explicitement et assez longuement à ces deux auteurs dans un passage de *La production de l'espace* consacré à l'espace vécu, aux espaces de représentation. (Lefebvre, 2000, pp. 143-144). Il se réfère également explicitement à ces derniers pour définir le concept philosophique de l'« habiter » dans un article intitulé *Introduction à l'étude de l'habitat pavillonnaire* (Lefebvre, 2001d, pp. 160-161)

⁷³) Ces notions « d'habitants » et « d'usagers » reçoivent chez Henri Lefebvre des acceptions particulières, qui ne sont pas celles du sens commun. La notion d'habitant fait référence au concept « d'habiter » et renvoie de ce fait à la phénoménologie (Heidegger ; Bachelard) ; la notion d'usagers fait référence au concept de valeur d'usage et renvoient de ce fait à Marx et à la contradiction qu'il établit entre celle-ci et la valeur d'échange.

⁷⁴) Dans laquelle le « symbole » se dégrade en simple « signe », impliquant davantage la réception passive que l'appropriation active par l'imagination. Cette dégradation du symbolique est un thème récurrent dans la pensée d'Henri Lefebvre, que l'on retrouve notamment dans *La critique de la vie quotidienne*.

permet de spécifier les propriétés d'un espace et ce faisant d'historiciser celui-ci. Outre les contenus déterminés que reçoivent la pratique spatiale, les représentations de l'espace et les espaces de représentation, Henri Lefebvre attache une grande importance à l'analyse de leurs rapports mutuels. Il considère en effet que chaque espace social détient une certaine « unité » qui se caractérise par les rapports déterminés qui relient ces trois « moments ». Selon les cas, ces moments peuvent « rentrer en contradiction ou se tramer de façon harmonieuse » (Hess & Barbara, 2015). Il montre en particulier que les espaces sociaux des différentes sociétés se distinguent à l'analyse en fonction de la « distance » qui sépare ces trois moments. Dans certaines sociétés, précise-t-il, cette distance est si réduite qu'ils sont difficiles à distinguer. C'est le cas, selon lui, des sociétés où domine le « mode de production asiatique » : les représentations de l'espace y sont chargées de symbolisme et renvoient immédiatement à la pratique spatiale, à l'espace perçu. Dans la Cité Grecque, il identifie une unité harmonieuse dans laquelle le perçu, le conçu et le vécu, « *sans coïncider, concordèrent et s'accordèrent* » (Lefebvre, 2000, p. 286), c'est-à-dire se distinguaient sans se séparer, sans se dissocier. Dans d'autres sociétés au contraire, la distance entre ces moments est si marquée qu'elle aboutit à leur dissociation (ce qui occulte mais ne supprime pas leur unité) : on le devine à l'aune de ce qui a été dit précédemment, pour Henri Lefebvre, ce cas de figure culmine dans le néocapitalisme, où le conçu tend à s'abstraire du perçu et du vécu et à s'imposer à ces derniers, jusqu'à les abstraire à leur tour en réduisant la pratique spatiale à la « routine » et les espaces de représentation au « spectacle »⁷⁵, ou bien au vide et à l'insignifiance.

4. L'unité du perçu, du vécu et du conçu dans l'espace social comme produit et comme expression d'un mode de production.

Dans *La production de l'espace*, et plus spécialement dans le chapitre IV de l'ouvrage, intitulé « De l'espace absolu à l'espace abstrait », Henri Lefebvre s'attache ainsi à retracer l'histoire de l'espace social en Europe occidentale sous l'angle de la séparation progressive de ces trois moments et de la domination croissante du conçu sur les deux autres. Il propose pour cela un vaste panorama historique qui va des antiquités grecque et romaine jusqu'au capitalisme de la seconde moitié du XXe siècle, en passant par le féodalisme, la Renaissance, le protocapitalisme

⁷⁵) Cette notion de « spectacle » fait référence à Guy Debord (*La société du spectacle*), chef de file de l'Internationale Situationniste dont nous avons brièvement évoqué la relation (houleuse) avec Henri Lefebvre. Si Henri Lefebvre adopte et utilise fréquemment cette notion, il importe ici de préciser que pour lui, la « mise en spectacle » n'est que la manifestation d'un principe plus général inhérent à l'espace abstrait, celui de la réduction au visuel de la perception sensorielle de l'espace – qui est elle-même selon lui une conséquence de la domination du conçu (des « représentations de l'espace ») au sein de la production capitaliste de l'espace.

et le capitalisme du XIXe. Plus que de revenir en détail sur l'ensemble de ce processus, il importe surtout ici d'en préciser le fondement et les raisons. Il s'agit autrement dit d'élucider la question suivante : comment s'explique cette tendance à la dissociation, dans l'espace produit, des trois moments constitutifs du corps total que sont le perçu, le conçu, et le vécu ? De même, comment expliquer la domination d'un des moments sur les deux autres ? Ou encore, plus généralement, qu'est ce qui détermine les rapports déterminés entre les trois moments et leurs contenus respectifs ?

Plus haut, nous avons vu que les lois de l'espace (ses propriétés) sont le produit des lois qui régissent les mouvements des corps, autrement dit, des lois de l'activité corporelle. Dans la terminologie qu'utilise Henri Lefebvre, ces lois renvoient tout d'abord (conceptuellement et historiquement) à la « nature première »⁷⁶, c'est-à-dire aux lois physiologiques : capacités et besoins des corps en termes de dépense et d'accumulation d'énergie. Elles renvoient ensuite à la « nature seconde » qui au cours de l'histoire (ou « au travers de l'histoire »), recouvre et supprime la nature première ; la dépassant sans pour autant la supprimer. Il s'agit autrement dit des « lois sociales » qui, dans la perspective marxiste d'Henri Lefebvre, sont associées à un « mode de production ». À un certain niveau d'abstraction théorique, la production de l'espace et les propriétés de l'espace produit trouvent ainsi leur fondement dans les forces productives et les rapports sociaux de production de la société considérée, lesquels n'agissent, précise Henri Lefebvre, qu'au travers des classes sociales qu'ils impliquent. À la question « *[q]ui produit l'espace social ?* », Henri Lefebvre répond ainsi : « *[l]es forces productives et les rapports de production* » (Lefebvre, 2000, p. 242). C'est là la thèse la plus connue des lecteurs marxistes de *La production de l'espace* (2000) : chaque mode de production produit un espace social, « le

⁷⁶) Ce point est sans doute plus important qu'il n'y paraît, car il distingue la conception lefebvrienne de l'espace des conceptions élaborées ultérieurement par les géographes de la sous-discipline qu'est la géographie sociale. En effet, contrairement à ces derniers (et contrairement à ce qui est parfois prêté à Henri Lefebvre lui-même), Henri Lefebvre ne soutient pas que l'espace *est* social – c'est pour cette raison que nous parlons du *caractère* social de l'espace et non d'*essence* sociale de l'espace comme nous l'avons envisagé à un moment. Pour lui, l'espace est *devenu* social au cours de l'histoire, ou plutôt : avec l'histoire, avec le commencement de celle-ci, c'est-à-dire en même temps et parce que l'humain s'est lui-même réalisé en tant qu'être social. De plus, en devenant social, l'espace ne cesse pas pour lui d'être naturel. Cette conception dialectique, inspirée de Hegel (mais aussi sans doute de Spinoza, puisque Henri Lefebvre utilise parfois la distinction entre « nature naturante » et « nature naturée ») est au fondement de sa « théorie unitaire de l'espace ». Elle revient à refuser la logique de spécialisation sub-disciplinaire et le cloisonnement de la géographie sociale d'une part et de la géographie physique d'autre part. Du fait de son bagage philosophique, la distinction « naturel-social » ne prend pas chez lui la forme d'une antinomie, avec séparation radicale entre les deux termes : au contraire, la distinction vaut pour les relations et le mouvement qu'elle permet à la connaissance de saisir. On ne trouve donc pas chez Henri Lefebvre cet effort, si courant dans les sciences sociales, pour montrer ou du moins avancer que les phénomènes observés sont sociaux : le mot nature n'est pas tabou chez lui ; de même, on ne trouve pas non plus chez lui cette tendance à rejeter en dehors du domaine d'étude tout ce qui est considéré comme relevant de la nature. Ce qui compte pour Henri Lefebvre, c'est de connaître le *devenir social des choses naturelles* : de l'espace, du temps, des corps, de la réalité humaine.

sien », dans lequel ses lois se traduisent (se réalisent) sous la forme d'une unité déterminée entre la pratique spatiale, les représentations de l'espace et les espaces de représentation⁷⁷.

Henri Lefebvre propose ainsi d'analyser le processus de dissociation des moments constitutifs de l'espace social dans sa relation avec la genèse et le développement historique du mode de production capitaliste. Il montre alors que ce processus de dissociation se produit sous l'effet du processus d'abstraction auquel le capital soumet progressivement la pratique sociale au cours de son développement historique. Sa problématique rejoint donc ici celle que nous avons esquissée plus haut à partir des travaux de M. Postone et de J. Martineau. Comme on l'a vu en effet (II.1.2), à l'instar de ces derniers, Henri Lefebvre retient de sa lecture de Marx (et en particulier du *Chapitre VI inédit du Capital*) l'idée qu'au cours de son développement historique, le capital produit et s'approprie les conditions sociales et matérielles de son procès de reproduction (A-M...P...M'-A') en soumettant tendanciellement l'ensemble de la vie sociale (et la nature) à un processus d'abstraction, qui a pour cause et résultat la reproduction à une échelle sans cesse élargie des contradictions inhérentes au double caractère de la marchandise. Pour Henri Lefebvre, la dissociation croissante dans l'espace social du perçu, du conçu et du vécu se comprend ainsi comme la dimension spatiale de ce processus d'abstraction au travers duquel la marchandise et le capital se créent leur propre monde⁷⁸ : se totalisent et deviennent « totalitaires ».

Section 3. Vers une analyse spatiale et temporelle du processus d'abstraction capitaliste (1).

Il semble ainsi possible, en organisant la rencontre entre les travaux de Moishe Postone et ceux d'Henri Lefebvre, de réunir les bases conceptuelles et théoriques d'une problématique visant à analyser le processus d'abstraction capitaliste sous ses dimensions spatiale et temporelle. À bien des égards en effet, les analyses de ces deux auteurs semblent s'accorder et se compléter, rendant ainsi la rencontre possible et potentiellement fructueuse⁷⁹. Pour prouver cela tout en poursuivant la présentation des thèses soutenues dans *La production de l'espace*, il est dès

⁷⁷) Nous paraphrasons et développons ici une citation bien connue et déjà rencontrée de *La production de l'espace* (2000) : « Chaque société (donc chaque mode de production avec les diversités qu'il englobe, les sociétés particulières où se reconnaît le concept général) produit un espace, le sien. » (Lefebvre, 2000, p. 40)

⁷⁸) Cette expression de « monde de la marchandise » est une expression de Karl Marx qu'Henri Lefebvre utilise beaucoup. Il la trouve apparemment dans le *Chapitre inédit du capital*, dans lequel Marx montre que le résultat du « procès de production immédiat » n'est pas simplement la reproduction élargie du capital mais aussi celles de ses conditions sociales et matérielles d'existence, de son « monde », donc.

⁷⁹) Il est possible de trouver dans un article de Louis Gaudreau une première esquisse d'un rapprochement entre les analyses d'Henri Lefebvre et de Moishe Postone autour de la question du processus d'abstraction capitaliste. (Gaudreau, 2013)

maintenant possible de montrer qu'il y a une certaine concordance dans leurs analyses au niveau de la périodisation de ce processus d'abstraction, ainsi qu'un certain accord conceptuel et théorique quant à la place, au rôle et au sens de celui-ci dans le développement historique du capital. Ces précisions fourniront aussi bien sûr l'occasion de donner plus de consistance aux notions et propositions que nous avons présentées plus haut, notamment à celles qui concernent la triplicité de l'espace et le rôle du développement des rapports sociaux et des forces productives dans la production de l'espace.

1. Éléments de périodisation : la préhistoire de l'espace abstrait et du temps abstrait.

Concernant la périodisation, les auteurs s'entendent pour situer l'émergence du temps abstrait et de l'espace abstrait entre la fin du moyen-âge et le début de l'ère moderne. Le processus de transition s'effectue selon eux entre le XIV^e et le XVI^e siècle, sur la base de transformations engagées à partir du XII^e siècle. Comment se justifie cette périodisation ? À quelles évolutions se réfèrent-elles ? Commençons par restituer l'analyse d'Henri Lefebvre.

*

* *

Le XII^e siècle est en Europe occidentale le moment de la « révolution des serfs » et de la « révolution communale ». Il s'agit d'une période de bouleversement des forces productives (innovations techniques dans le domaine agricole, notamment), des rapports sociaux de production (développement des échanges marchands, du métayage et de l'artisanat ; recul de la condition servile) et des rapports de classes (apparition et montée en puissance d'une bourgeoisie urbaine, s'appuyant sur la révolte des serfs contre les féodaux). L'amélioration de la productivité dans le domaine agricole et l'augmentation du surproduit social qui en découle permettent un accroissement démographique dont une part importante se fait au bénéfice des villes, dans lesquelles l'artisanat et le commerce se développent. Dans ce processus, plus que l'accroissement quantitatif du surplus, Henri Lefebvre souligne que c'est l'évolution de son utilisation sociale qui constitue l'élément décisif. À partir du XII^e siècle en effet, la consommation somptuaire du surproduit social laisse progressivement place à son accumulation (et à son utilisation à des fins militaires), ce qui profite au développement des échanges marchands et de la production en vue de l'échange.

L'espace des villes s'en trouve transformé. Le commerce, et avec lui « l'économique » font leur entrée dans la ville : « *Qu'on s'en souviennne donc : l'antiquité considéra le commerce et les*

commerçants comme extérieurs à la Cité, étrangers à la constitution politique, relégués dans les périphéries. La base de la richesse restait la propriété foncière, celle de la terre. La révolution médiévale fait entrer le commerce dans la ville et le place au centre de l'espace transformé. » (Lefebvre, 2000, p. 306). La halle et la place du marché commencent alors peu à peu à disputer la centralité de l'église. Avec ces nouveaux centres, la ville s'ouvre sur l'extérieur et renouvelle ses rapports avec la campagne environnante et les autres villes : « *La place du marché, différente de l'agora comme du forum, libre d'accès, s'ouvre de toutes parts sur le territoire environnant (que la ville domine et qu'elle exploite), sur le réseau des routes et des chemins.* » (Lefebvre, 2000, p. 306). Les réseaux de communications et de transports connaissent ainsi eux aussi un nouvel essor. Si les routes terrestres datant pour l'essentiel de l'empire romain ne perdent pas de leur importance (bien au contraire : c'est l'époque des croisades, des pèlerinages et de l'apogée des foires), c'est à cette période plus spécifiquement un réseau hydraulique qui commence à se mettre en place. Le rôle de la batellerie et de la navigation sur les voies fluviales se développe et permet progressivement de relier les marchés locaux, régionaux et nationaux déjà installés ou en cours de constitution (Lefebvre, 2000, p. 307). De même, les ports et les cités maritimes enregistrent une croissance importante : d'abord au sud de l'Europe, en Italie notamment, puis de plus en plus (au cours d'un lent déplacement qui couvre toute la période considérée et qui n'a rien de linéaire⁸⁰), au nord de celle-ci, dans la région des Flandres notamment. Ainsi s'instaure à la fin du moyen-âge le réseau des villes européennes qui constituera le berceau du développement du protocapitalisme mercantile (Bihr, 2018-2019) : un réseau de villes marchandes (dont la centralité devient marchande, économique, et plus seulement ou principalement religieuse) nouant des relations marchandes sur la base de réseaux de transports et de communication qui tendent de plus en plus à préférer

⁸⁰) Pour une analyse plus détaillée sur le plan historique, il faut se reporter à d'autres travaux que ceux d'Henri Lefebvre. Ceux de Fernand Braudel constituent évidemment une ressource possible (voir par exemple F. Braudel. 2018, *La dynamique du capitalisme*). On y trouvera en particulier une analyse des multiples déplacements du centre de l'économie monde : Bruges ; Venise ; Anvers ; Gênes puis (si l'on prolonge l'analyse jusqu'au XVIIe siècle) Amsterdam. Si l'on souhaite remonter à une époque antérieure au XIVe siècle, il est possible de se reporter à l'ouvrage de François Crouzet (2000, *Histoire de l'économie européenne. 1000-2000*), qui est particulièrement riche en indications sur l'évolution des moyens de transport et de communication et sur le développement des échanges à l'intérieur de l'Europe et entre celle-ci et le reste du monde à partir du XIe siècle. Ces ouvrages mobilisent cependant des théorisations fort éloignées de celle que nous essayons de restituer à partir de la pensée d'Henri Lefebvre. C'est donc en fait un ouvrage d'Alain Bihr qui serait à recommander pour approfondir ces questions (Bihr, 2018-2019). Il faut en effet à nouveau remarquer à quel point A. Bihr semble fidèle à la démarche d'Henri Lefebvre – ou si l'on préfère, à quel point son marxisme est similaire à celui de d'H. Lefebvre. Dans cet ouvrage, A. Bihr s'attache en effet à comprendre pourquoi ce n'est que dans le cadre du mode de production féodal que le capital marchand a pu émerger et commencer à se développer – pour ensuite progressivement dissoudre les rapports sociaux antérieurs. De même, à l'instar d'Henri Lefebvre, il insiste sur l'importance décisive dans ce processus de l'intervention de déterminants extra-économiques.

l'eau à la terre ; résultat de l'émergence et du développement de nouveaux rapports sociaux et d'un développement des forces productives.

La période qui va du XII^e au XVI^e siècle peut donc être considérée comme une période de transition au cours de laquelle un nouvel espace se met progressivement en place : celui de la marchandise et de l'accumulation du capital. Sans le supprimer, sans s'y substituer, il réorganise peu à peu l'espace antérieur. Au sein de ce nouvel espace commencent ainsi déjà à apparaître certaines des propriétés de l'espace abstrait. Henri Lefebvre considère en effet qu'un certain nombre de dissociations et de réductions du corps total et de ses qualités trouvent leur origine dans cette période – ou du moins, « s'annoncent » dès cette période. Parmi les totalités qui se scindent et s'aliènent, figurent dans son analyse celle des sens et celle des genres. L'espace des villes du bas moyen-âge commence en effet selon lui à consacrer d'une part, dans l'espace perçu, la domination de la vue sur les autres sens ; et d'autre part, dans l'espace vécu, celle du masculin sur le féminin. Deux processus étroitement liés selon lui puisqu'ils trouveraient tous deux à se matérialiser dans la verticalisation de l'espace des villes : « *La verticalité, l'arrogance politique des tours, leur féodalisme esquissent déjà l'alliance entre Œil et Phallus. Inconsciente et d'autant plus agissante. Le Phallus se voit. Alors que l'organe féminin, figure du monde, reste caché. Prestigieux, symbole de force et de fécondité, le phallus s'impose à la vision en s'élevant. Dans l'espace où l'œil s'arroge des privilèges, le phallique recevra ou produira des privilèges. Le Regard, c'est l'œil de Dieu, du Père, du Chef. Cet espace, où le regard s'empare de ce qui le sert, ce sera l'espace de la force, de la violence.* » (Lefebvre, 2000, p. 302). Ainsi, le rapport entre appropriation et domination de l'espace évolue tout doucement en faveur du second terme. Toutefois, et bien qu'il en détienne déjà certaines des propriétés caractéristiques, l'espace des villes du bas moyen-âge ne correspond pas encore à l'espace abstrait⁸¹. Il ne fait

⁸¹) Henri Lefebvre indique que l'espace qui prévaut alors se distingue de l'espace abstrait en cela que la violence s'y affiche de façon transparente et que celle-ci se base encore sur des rapports personnels. Ce qui contraste singulièrement avec le caractère impersonnel et opaque des formes capitalistes de domination sociale : « *Société limpide sinon transparente. Les rapports de dépendance personnelle y dominent l'économie ; la violence elle-même a une clarté souveraine ; chacun sait comment et pourquoi il meurt, comment et pourquoi il souffre (...) La société entière émerge dans la clarté. Par malheur, l'argent qui a contribué à exorciser les ténèbres va bientôt introduire les plus opaques, les plus impénétrables rapports* » (Lefebvre, 2000, p. 308). Il note également que la verticalisation de l'espace et la mise en lumière qu'elle permet ne parviennent pas encore à totalement exorciser les forces souterraines qui peuplent les espaces de représentation léguées par les époques antérieures - et que seule la rationalité moderne parviendra à dissiper : « *L'espace médiéval se soulève au-dessus de la terre ; il n'est pas encore abstrait, de loin. Une grande part (qui va diminuant mais persiste) de la « culture », des impressions et représentations restent cryptique. Elle s'attache encore aux lieux sacrés-maudits, endroits enchantés, profondeurs, grottes, sombres vallées, tombes et sanctuaires, souterrains. Le mouvement élève ce qui se montre vers la clarté. Le décryptage ne s'écrit pas, ne se dit pas ; il se vit et suscite terreur ou joie, persuasion plus que violence* ». (Lefebvre, 2000, p. 308)

que préfigurer celui-ci. Il s'agit d'un espace de transition, qui n'est déjà plus celui du mode de production féodal mais qui n'est pas encore celui du mode de production capitaliste.

Ce n'est en fait qu'autour du XVI^e siècle que l'espace abstrait devient hégémonique et que s'affirment pleinement les propriétés inhérentes à celui-ci : qu'il se constitue dans son unité et que s'amorce véritablement son développement - qui sera celui de la dissociation croissante des termes (moments) de son unité. Au XVI^e siècle en effet, le prolongement des transformations engagées au cours des siècles précédents conduit à des franchissements de seuils qualitatifs. Deux phénomènes en particulier sont à mentionner :

- L'Europe occidentale – ses villes marchandes et leurs oligarchies - se lance dans la « conquête des océans et des continents ». C'est le début de l'expansion commerciale et coloniale de l'économie européenne au travers de laquelle se constitue le marché mondial. Cette expansion, qui supposait l'existence d'un capital marchand et d'une bourgeoisie commerçante, va considérablement accélérer leur développement et consacrer leur hégémonie. Elle contribuera ainsi largement au parachèvement de la production historique des conditions sociales et matérielles des rapports de production capitalistes. Plutôt qu'Henri Lefebvre, nous pouvons ici citer Karl Marx et Friedrich Engels qui, dans *Le manifeste du parti communiste*, déclaraient déjà ceci : « *La découverte de l'Amérique, la circumnavigation de l'Afrique offrirent à la bourgeoisie naissante un nouveau champ d'action. Les marchés des Indes Orientales et de la Chine, la colonisation de l'Amérique, le commerce colonial, la multiplication des moyens d'échange et, en général, des marchandises donnèrent un essor jusqu'alors inconnu au négoce, à la navigation, à l'industrie et assurèrent, en conséquence, un développement rapide à l'élément révolutionnaire de la société féodale en dissolution [la bourgeoisie].* » (Engels & Marx, 1848, p. en ligne)
- La ville l'emporte sur la campagne en termes de poids économique et d'importance sociale : « *ce qui veut dire que l'argent domine la terre ; la propriété foncière perd son importance fondamentale* » (Lefebvre, 2000, p. 309). C'est désormais la bourgeoisie commerçante qui extorque la plus grande part du surtravail des paysans et à qui il revient de les protéger. Le rapport ville-campagne évolue : sans pour autant établir de coupure absolue par rapport à celle-ci, « *[l]a ville se sépare de la campagne qu'elle domine et administre, exploite et protège* » (Lefebvre, 2000, p. 310). Elle se manifeste dans son unité (où se distinguent un dehors et un dedans) et s'affirme comme sujet. Il s'agit d'un

« âge d'or » pour les villes marchandes de l'Europe occidentale, où l'autonomie et les libertés municipales gagnées sur l'église et les seigneurs féodaux ne sont pas encore remises en cause par la constitution des États-nations.

Henri Lefebvre analyse la façon dont ces processus se traduisent dans l'espace social et reconfigurent les relations entre le perçu, le conçu et le vécu. Il montre qu'au sein de l'espace nouvellement produit, les représentations de l'espace se détachent des espaces de représentations. Le conçu l'emporte sur le vécu et occupe une part croissante dans la production de l'espace : « *La ville se conçoit ; les représentations de l'espace, élaborées en fonction des voyages sur les fleuves et les mers, s'appliquent à la réalité urbaine* » (Lefebvre, 2000, p. 311). La rationalité marchande s'impose, ou plus exactement la bourgeoisie commerçante, en tant que classe dominante, impose sa rationalité. Elle redécouvre l'espace euclidien et s'en sert pour dominer l'espace : il faut des cartes pour conquérir les océans et des plans pour contrôler les villes. Elle esquisse ainsi une nouvelle alliance entre le pouvoir et le savoir : « *L'architecte alors est efficace et l'architecture instrumentale. Cette ville « renaissante » cesse de se développer « à la manière d'une narration continue », ajoutant un édifice à un autre, un faubourg à une rue, une place à une autre place. Chaque édifice, chaque adjonction se conçoivent politiquement ; (...). Si le pouvoir politique contrôle le tout, c'est parce qu'il sait qu'un détail le modifie ; l'organique cesse au profit du politique (...)* » (Lefebvre, 2000, pp. 313-314).

La crise du mode de production féodal et la montée en puissance du capital marchand et de la bourgeoisie commerçante accouchent ainsi à cette époque de l'espace sur la base duquel se développera le protocapitalisme mercantile au cours des siècles à venir – jusqu'au XIX^e siècle, où celui-ci cédera la place au capitalisme proprement dit. Un espace dominé par le savoir (le conçu), pour le pouvoir ; produit par et pour la marchandise (la valeur d'échange) : pour sa circulation surtout mais aussi déjà, bien que dans une moindre mesure, pour sa production. C'est le premier degré de l'abstraction capitaliste. Au cours de son développement ultérieur, l'accumulation du capital n'aura de cesse d'approfondir les caractéristiques de l'espace léguées par les transformations que nous avons analysées, et d'accentuer les dissociations qui le caractérisent - amplifiant ainsi toujours davantage le règne de l'abstraction fonctionnaliste⁸².

⁸²) Fonctionnelle par rapport à quoi ? Une fonction ne se définit que par rapport à un ou des objectifs... Il s'agit en l'occurrence du contrôle de la population (des populations puisque l'espace abstrait permettra le classement et la séparation spatiale des classes sociales et de leurs différentes fractions) et de la maximisation de la rentabilité du capital investi (ou « placé », quand celui-ci cessera de nourrir le développement des forces productives). Deux objectifs bien entendu fortement convergents et étroitement dépendants.

Le visuel accentuera sa domination dans l'espace perçu ; l'espace conçu (les représentations de l'espace) continuera de se détacher (de s'abstraire) de l'espace vécu pour se réduire à un simple contenant vide ; tandis que ce dernier (l'espace vécu, les espaces de représentation) se réduira de plus en plus, sous l'effet de l'hégémonie du premier et comme pour combler le vide qu'il produit, aux signes phalliques : ceux de la violence, du pouvoir, de la toute-puissance, de la prospérité. Au bout de ce processus, l'accumulation du capital, qui avait produit l'espace des villes européennes de la « Renaissance » et prospéré sur la base de ce dernier, finira par briser ce même espace. Sous la conduite des États-nations en voie de constitution, l'accumulation du capital fera éclater la ville, son unité. Plus tard encore, dans la seconde moitié du XXe siècle, l'opposition ville-campagne se résoudra dans l'« urbain généralisé », lequel ne sera alors plus structuré par la différence entre le dedans et le dehors mais par la contradiction entre le centre et la périphérie. C'est là cependant une autre histoire, sur laquelle nous aurons l'occasion de revenir.

Tournons-nous maintenant vers Moishe Postone et sa périodisation de la genèse et du développement du temps abstrait. Comme nous l'avons signalé, l'intervalle historique dans lequel il observe cette genèse est approximativement le même que celui que retient Henri Lefebvre quand il étudie celle de l'espace abstrait. Pour Moishe Postone, le temps abstrait commence en effet à s'imposer en tant que « norme sociale de temps » à une partie de la pratique sociale à partir du XIVe siècle, et devient hégémonique (au sens où il supprime le « temps de l'Église ») au cours des XVIe et XVIIe siècles (Postone, 2009, p. 301). Si Henri Lefebvre remonte comme on l'a vu un peu plus loin dans le passé (jusqu'au XIIe siècle) pour trouver les premiers signes d'évolution de l'espace médiéval, les deux auteurs s'accordent donc néanmoins pour considérer que c'est entre le XIVe et le XVIe siècle que s'effectue véritablement la transition, c'est-à-dire que le temps et l'espace abstraits commencent à se mettre en place et à s'opposer sérieusement aux anciennes formes sociales du temps et de l'espace. La proximité de leurs analyses apparaît d'autant plus forte que Moishe Postone souligne que c'est d'abord dans une poignée de villes européennes que s'est amorcé le processus d'institutionnalisation du temps abstrait ; et que les villes qu'il évoque dans sa démonstration sont les mêmes que celles mises en avant par Henri Lefebvre : à savoir, les cités marchandes du nord de la péninsule Italienne d'une part, et celle des Flandres (plus largement, celles de la Ligue hanséatique) d'autre part.

Cette convergence des analyses concernant le foyer géographique et l'époque historique de l'émergence respective de l'espace abstrait et du temps abstrait ne peut manquer de soulever

des interrogations quant à leurs rapports mutuels. L'un est-il à l'origine de l'autre ? Y-a-t-il une relation de causalité entre les deux ou une simple concomitance dans l'émergence historique de l'un et de l'autre ? S'il s'agit d'une simple concomitance, ont-ils une origine commune ? Et si c'est le cas, n'est-il pas quand même possible d'établir sur le plan théorique une certaine relation entre ces deux processus, c'est-à-dire quelque chose de plus qu'une simple concomitance, mais qui ne soit pas une relation de causalité unilatérale ? Plus généralement, c'est en fait toute la question du lien entre spatialités et temporalités (sociales), déjà rencontrée dans le chapitre précédent, qui est ici reposée. Nous allons voir que ces questions n'ont pas été laissées de côté par Henri Lefebvre et Moishe Postone et que, là encore, il est possible de reconnaître la compatibilité, mais aussi la complémentarité, de leurs analyses. Commençons par examiner les éléments de réponse apportés par Moishe Postone.

2. L'espace abstrait comme origine du temps abstrait ?

Dans la mesure où l'essor des villes (qui s'amorce comme on l'a vu dès le XII^e siècle) précède l'instauration du temps abstrait (au XIV^e), il semblerait *a priori* possible de concevoir cette dernière comme une conséquence du processus d'urbanisation, ou comme un effet induit par celui-ci. Moishe Postone, cependant, rejette clairement cette hypothèse. De la même manière qu'il réfute les analyses qui attribuent l'émergence et la généralisation du temps abstrait au perfectionnement des horloges hydrauliques puis à l'invention des horloges mécaniques, il rejette l'idée selon laquelle l'essor des villes à la fin de la période médiévale suffirait *en soi* à expliquer cette émergence et cette généralisation. Autrement dit, pour lui, l'instauration du temps abstrait ne peut pas davantage s'expliquer par un déterminisme géographique que par un déterminisme technologique. Il critique ainsi les travaux de David Landes pour qui « *le système d'heures constantes trouve son origine dans l'organisation temporelle de la journée « artificielle » des habitants des villes, laquelle diffère de celle de la journée « naturelle » des paysans.* » (Postone, 2009, p. 309). Contre cette thèse, il souligne tout d'abord que dans certaines régions du monde, de grandes villes ont existé sans pour autant qu'un système d'heures constantes et purement quantitatives ne se mette en place et commence à organiser la vie sociale. Il cite pour exemple le cas des villes chinoises, dans lesquelles la pratique sociale était temporellement réglée par « *une ronde diurne d'événements naturels* » (Postone, 2009, p. 309) - et ce alors même que, par ailleurs, des horloges capables de mesurer le temps selon des unités constantes existaient en Chine depuis au moins le XI^e siècle (Postone, 2009, p. 303)⁸³.

⁸³) Il explique que ces horloges étaient utilisées comme outils astronomiques, servant à lire la carte des cieux, mais

Selon Moishe Postone, pour comprendre pourquoi c'est d'abord dans certaines villes européennes que se met en place une nouvelle forme d'organisation temporelle de la pratique sociale fondée sur un mode de comptage du temps en unités constantes, il faut en fait se tourner vers l'analyse de l'évolution des rapports sociaux de production qui accompagne le développement de la production textile dans cette partie du continent européen. Il montre en effet que c'est dans la mesure où cette industrie tend dans ces villes de plus en plus à être régie par des rapports de production capitalistes qu'apparaît la nécessité sociale de mesurer le temps de façon « objective ». En s'appuyant sur les travaux de Jacques Le Goff, il rappelle notamment que les premières cloches sonnant des heures constantes se trouvèrent dans les ateliers de production liés à l'industrie textile, et il explique l'intérêt que représentait leur introduction par l'impératif de productivité qui caractérise la production en vue de l'échange et pour le profit. De même, dans un passage où il résume sa thèse, il souligne l'intérêt de cette nouvelle forme sociale du temps pour la sphère de la circulation marchande : la capacité à mesurer le temps de façon « objective » étant une condition de possibilité des efforts pour réduire le temps de circulation des marchandises, et donc pour accroître la vitesse de rotation du capital. Permettons-nous de citer le passage en question : « *Je suis donc d'avis que l'apparition de cette nouvelle forme de temps est liée au développement de la forme marchandise des rapports sociaux. Elle ne s'enracine pas seulement dans la sphère de la production marchande, mais aussi dans celle de la circulation des marchandises. Avec l'organisation des réseaux commerciaux en Méditerranée et dans les régions dominées par la Ligue hanséatique, l'accent fut mis de plus en plus sur le temps en tant que mesure. Et s'il en fut ainsi, c'est à cause de la question capitale de la durée du travail dans la production et parce que des facteurs tels que la durée d'un voyage commercial ou la fluctuation des prix au cours d'une transaction commerciale furent de plus en plus pris en compte et mesurés.* » (Postone, 2009, pp. 313-314). Ce ne sont donc ni les avancées technologiques, ni l'urbanisation croissante de la société qui constituent la cause de l'institutionnalisation de la norme sociale du temps abstrait, mais l'émergence progressive des rapports sociaux capitalistes. Cette nouvelle norme de temps fondée sur un système d'heures constantes constitue autrement dit l'expression et le mode de réalisation des contraintes temporelles inhérentes aux rapports sociaux déterminés par la forme valeur de la richesse matérielle.

qu'elles ne servaient pas à organiser la pratique sociale. De plus, il précise que bien qu'elles indiquassent des unités de temps constantes, le temps mesuré n'était pas pour autant abstrait : il avait un caractère qualitatif, se rapportant aux signes du zodiaque.

La position défendue par Moishe Postone ne rentre nullement en contradiction avec la pensée d'Henri Lefebvre, bien au contraire. En fait, son rejet de la thèse qui consiste à voir dans le processus d'urbanisation la *cause* de l'instauration d'une nouvelle norme sociale de temps pourrait tout à fait s'appuyer sur la critique lefebvrienne du « fétichisme spatial » évoquée précédemment. Pour Henri Lefebvre en effet, comme nous l'avons vu, le fait spatial n'a pas d'autonomie : l'espace en lui-même est indiscernable, c'est-à-dire sans propriétés ; il ne saurait donc produire *par lui-même* quelques effets que ce soit. Il n'est agi que par la pratique et n'agit qu'à travers elle. Si tant est qu'il produise des effets sur la pratique (sur ses temporalités, pour ce qui nous intéresse ici), ce ne peut donc être qu'à la façon d'une auto-affectation de la pratique par elle-même ; l'espace n'intervenant autrement dit qu'au titre de *médiation* dans ce processus. Il est donc inconcevable, dans le cadre de la pensée lefebvrienne, d'établir une relation de causalité unilatérale entre spatialité et temporalité, où la première serait à l'origine de la seconde. Une telle formulation théorique ne serait finalement, de son point de vue, que le produit d'une illusion fétichiste trahissant une méconnaissance du caractère socialement produit de l'espace⁸⁴.

À ce stade de notre exposé, nous savons donc que l'espace et le temps (social) ont fondamentalement le même statut théorique, à savoir qu'ils sont tous deux des produits d'un mode de production – plus exactement, de la forme sociale de la pratique que détermine le mode de production considéré. Nous retrouvons en fait ici l'une des thèses annoncées par Henri Lefebvre dans la préface de la quatrième édition de *La production de l'espace* (2000) : « *Le mode de production organise – produit – en même temps que certains rapports sociaux, son espace (et son temps)* » (Lefebvre, 2000, p. XXV). Si on spécifie cette proposition en considérant le cas du mode de production capitaliste et qu'on lui adjoint la terminologie élaborée par Moishe Postone, il est alors possible d'avancer, qu'en première analyse, temps abstrait et espace abstrait sont deux produits de l'émergence et du développement du mode de production capitaliste - ou plus exactement, de la forme sociale marchande de la richesse matérielle qui est à la base de ce mode de production. Ce que l'on peut très simplement peut schématiser de la façon suivante :

⁸⁴) Précisons toutefois que pour Henri Lefebvre, le fait de reconnaître que l'espace est socialement produit est en soi insuffisant. Cette reconnaissance n'a d'intérêt qu'au regard de ce qu'elle justifie, à savoir le fait d'orienter l'analyse vers la *production* de l'espace. Seule l'analyse de la production permet véritablement de dissiper les représentations fétichistes qui enrobent l'objet, cf. infra.

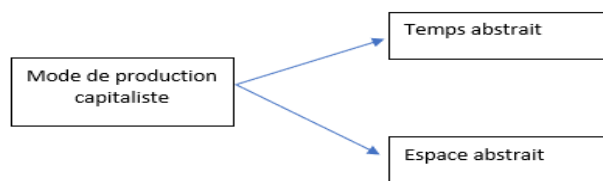


Figure 1. Formalisation des relations entre espace abstrait et temps abstrait dans le mode de production capitaliste (version 1/3).

Mais ce schéma laisse toujours en suspens la question des rapports qu’entretiennent le temps abstrait et l’espace abstrait ; et plus largement, celle des rapports entre temps social et espace social. Si un mode de production produit à la fois son espace et son temps, quels sont leurs rapports mutuels ? S’agit-il simplement de deux produits ayant une origine commune (i.e., une pratique sociale et le mode de production qui la commande et qu’elle reproduit) mais qui n’entretenaient aucun rapport l’un avec l’autre, un peu comme deux résultats parallèles d’une même cause ? On se doute bien que temps et espace ne sont indifférents l’un à l’autre. Est-il alors possible de trouver chez nos deux auteurs (ou l’un des deux) une formulation théorique permettant de saisir leurs rapports ? De tels éléments de réponse sont clairement plus à trouver du côté d’Henri Lefebvre que de Moishe Postone. Ce dernier ne parle explicitement de l’espace que pour indiquer qu’on ne peut pas lui attribuer l’origine de la mise en place d’une nouvelle norme sociale de temps. Il laisse certes d’une certaine façon entendre qu’il y a un rapport entre le temps et l’espace, puisqu’il évoque comme on l’a vu les cités maritimes et les réseaux commerciaux qu’elles commencèrent à dessiner autour du XVe siècle, mais il n’apporte aucune formulation positive à ce sujet : il nous dit qu’il ne s’agit pas d’une relation de causalité unilatérale (dans laquelle l’urbanisation serait la cause en dernière analyse de l’instauration de la norme sociale du temps abstrait) mais il ne nous dit pas de quel type de relation il peut s’agir. En revanche, chez Henri Lefebvre, l’analyse de l’espace ne se sépare pas de celle du temps, elle l’inclut d’emblée ; temps et espace étant chez lui saisis dans leur unité dialectique.

Il nous faut donc à présent préciser sur quelles bases théoriques et conceptuelles Henri Lefebvre établit cette reconnaissance de l’unité dialectique du temps et de l’espace et essayer de caractériser les relations qu’il y découvre. Nous verrons que les réponses à ces questions sont en fait implicitement contenues dans ce qui précède (à savoir dans la reconnaissance de l’espace comme produit de l’activité des corps humains) et qu’il nous suffit à présent de les dégager de

façon explicite. Au cours de ce qui suit, nous serons en mesure de revenir sur les difficultés inhérentes à l'intégration de l'espace dans l'analyse du développement historique du capitalisme dont nous avons discutées dans le premier chapitre. Nous verrons que la conception de l'espace comme produit - et l'analyse de la production de l'espace que justifie cette conception - permet dans le même temps d'objectiver de façon critique ces écueils (d'identifier l'erreur dont ils procèdent – car il s'agit bien de la même) et de les surmonter, c'est-à-dire d'envisager un mode d'intégration de l'espace où celui-ci n'est pas opposé et subordonné au temps (évacué par l'attention portée à celui-ci) et dans lequel l'espace n'est pas simplement conçu comme un contenant abstrait que l'analyse peut découper pour ensuite s'adonner à l'inventaire de la diversité des choses dans l'espace – et s'égarer ainsi dans l'empiricisme.

3. La réaffirmation du concept marxiste de « production » et la reconnaissance de l'unité dialectique de la pratique, de l'espace et du temps : l'« économie politique de l'espace et du temps » d'Henri Lefebvre.

Au-delà de la référence à Leibniz et à Weyl précédemment évoquée, la reconnaissance par Henri Lefebvre de l'unité dialectique du temps et de l'espace se fonde sur sa réaffirmation du concept marxiste de « production » et par extension, du concept « division du travail ». Dans un passage décisif de *La production de l'espace*, il montre que dès lors que l'on considère la production comme activité vivante et que l'on étudie celle-ci dans ses contenus concrets, c'est-à-dire dès lors que l'on analyse la production comme « procès de travail » qui produit des valeurs d'usage à partir de valeurs d'usage, celle-ci se découvre immédiatement dans ses dimensions spatiales et temporelles. Il souligne en effet que toute pratique productrice⁸⁵ met en rapport du synchronique et du diachronique, du simultané et du successif, et se caractérise de ce fait pour un renvoi permanent de la spatialité à la temporalité. Sur cette base, il établit un lien étroit, dans le réel et pour la connaissance, entre l'espace-temps d'une part et la production d'autre part : l'analyse doit partir de l'activité productrice pour découvrir l'unité entre le temps et l'espace ; laquelle, et ce point est crucial, permet à son tour de saisir la « rationalité » de cette activité, c'est-à-dire les rapports sociaux qui la régissent.

Nous nous permettons ici de citer longuement le passage dans lequel Henri Lefebvre avance ces propositions, car elles sont décisives pour notre problématique, dans la mesure où elles permettent de comprendre que l'analyse des dimensions spatiale et temporelle de la pratique

⁸⁵) Nous distinguons l'activité productrice, qui renvoie à la production de valeurs d'usage, de l'activité productive, qui renvoie à la production de valeur d'échange. Les rapports entre ces deux notions sont donc les mêmes que ceux qui existent entre les concepts de valeurs d'usage et de valeur d'échange : toute activité productive est productrice mais toutes les activités productrices ne sont pas productives.

sociale n'a pas simplement comme portée d'enrichir ou de compléter l'analyse des rapports sociaux, mais qu'elle permet d'en renouveler l'analyse critique qui, sans elle, risque de se perdre dans l'abstraction (et l'empiricisme), et donc de se mettre dans l'incapacité de parvenir à une connaissance de l'histoire de ces rapports sociaux, c'est-à-dire leur reproduction :

« En précisant le concept philosophique (hegélien) de production, en faisant appel aux économistes et à l'économie politique, Marx a voulu dégager une rationalité immanente au concept et à son contenu, l'activité. Cette rationalité le dispense d'en appeler à une rationalité préexistante, divine ou « idéelle », donc théologico-métaphysique. Elle ne fait pas davantage chez lui appel à une finalité ultérieure et postérieure à l'action productrice, qui orienterait cette action. La production au sens marxiste surmonte l'opposition philosophique du « sujet » et de l'« objet », ainsi que les relations construites par les philosophes à partir de cette séparation. En quoi consiste la rationalité immanente à la production ? En ce qu'elle dispose en vue d'un certain objectif (l'objet à produire) une suite d'actes qui se succèdent. Elle compose temporellement et spatialement un ordre d'opérations qui s'enchaînent et dont les résultats coexistent. Dès le début de l'activité orientée vers un tel but, des éléments spatiaux (le corps, les membres, les yeux) se mettent en mouvement, y compris des matériaux (pierre, bois, os, cuir, etc.) et du matériel (outils, armes, langage, commandements et mots d'ordre). Des relations d'ordre, donc de simultanéité et de synchronisme, s'établissent par l'intellect actif entre les éléments de l'action matériellement poursuivie. Plus que des invariances ou constances, ce passage incessant de la temporalité (succession, enchaînements) à la spatialité (simultanéité, synchronisation) définit toute activité productrice. Cette forme est inséparable de la rationalité, donc de la fonctionnalité (but et sens de l'action, énergie mise en œuvre pour la satisfaction d'un besoin) et de la structure mise en mouvement (savoir-faire, habilité, gestes et coopérations dans le travail, etc.). Les relations formelles qui permettent la cohésion des actes dans leur ensemble [la division du travail et les rapports de production correspondants] ne se séparent pas des conditions matérielles de l'activité individuelle et collective, qu'il s'agisse de déplacer un rocher, de pourchasser un gibier, de réaliser un objet simple ou compliqué. » (Lefebvre, 2000, pp. 86-87).

Cette longue citation condense les fondements de « l'économie politique de la production de l'espace (et du temps) » qu'Henri Lefebvre appelait de ses vœux, voie dans laquelle nous nous engageons dans cette thèse. Il est donc nécessaire de prendre ici le temps (et l'espace !) de préciser ce projet, d'autant que celui-ci n'a à notre connaissance jamais été commenté, du moins en langue française. Il faut dire que *La production de l'espace* a été très peu lu par les

économistes : ce sont essentiellement des philosophes, des géographes, urbanistes ou architectes, et dans une moindre mesure, des sociologues qui s'en sont saisis. Il n'est donc pas étonnant que ce projet, qui est pourtant évoqué et alimenté tout au long de l'ouvrage, n'ait pas reçu l'attention et l'intérêt qu'il méritait. Il faut aussi admettre que dans sa manière de présenter ce projet, Henri Lefebvre présuppose de la part du lecteur une certaine connaissance de la critique marxiste de l'économie politique (ou que celui-ci ait lu ses ouvrages antérieurs : c'est d'ailleurs pourquoi il nous a semblé utile de proposer au début de ce chapitre une introduction un peu générale à l'œuvre et à la pensée d'Henri Lefebvre) ; présupposition qui, bien entendu, ne facilite pas, aujourd'hui sans doute encore plus qu'hier, la compréhension ou même l'identification de ce projet.

Ce que nous dit Henri Lefebvre dans ce passage, et qu'il précise à plusieurs moments et endroits de l'ouvrage, c'est tout d'abord qu'une (critique de l')économie politique qui se réclame de Marx doit se donner pour objet l'étude de la *production* ; et non des seules sphères de la circulation et de la distribution⁸⁶. Ce point, en soi, n'a rien de très original. Ce qu'il y a peut-être de plus important en revanche, bien que ceci soit impliqué par ce qui précède, c'est quand il précise que l'analyse de la production ne doit pas s'en tenir aux résultats de l'activité de travail, à ses produits, c'est-à-dire, dans le mode de production capitaliste, aux marchandises. Celles-ci, en effet, avec leur masque de « choses », dissimulent les rapports sociaux qu'elles contiennent. Et ceux-là ne peuvent en fait être saisis qu'à partir de l'analyse critique de l'activité elle-même (seul moyen de leur arracher leur masque), c'est-à-dire du travail concret et de la division du travail considérés dans leur mode matériel d'existence.

En somme, on pourrait dire qu'Henri Lefebvre nous invite dans ce passage à prendre au sérieux le sens des dernières pages de la deuxième section du *Capital* de Karl Marx, lorsqu'il invite le lecteur à prendre congé du monde enchanté de la circulation marchande - où ne règnent que « *la Liberté, l'Égalité, la Propriété et Bentham !* » (Marx, 2016, p. 172) -, pour pénétrer dans « l'antre secret de la production » - dont, rappelons-le, l'analyse commence par l'étude du « procès de travail » (aspect concret de la production ; production de valeurs d'usage à partir de valeurs d'usage) et la mise en avant de la distinction qu'il convient d'établir entre celui-ci

⁸⁶) Il faut ici remarquer que Moishe Postone insiste lui aussi largement sur ce point. C'est le cœur de sa critique du « marxisme traditionnel » qu'il déploie dans la première partie de son ouvrage. Il montre que la contradiction fondamentale du mode de production capitaliste n'est pas celle qui oppose les forces productives aux rapports sociaux de production, ni celle entre les sphères de la production d'une part et celles de la circulation et de la distribution d'autre part, ni encore celle qui oppose la bourgeoisie et le prolétariat... mais celle qui gît au sein même de la production marchande : à savoir celle qui oppose le travail abstrait et le travail concret - que Marx découvre à partir de l'analyse du double caractère de la marchandise, à la fois valeur d'échange et valeur d'usage.

est le « procès de (production de la) valorisation »⁸⁷ (aspect abstrait de la production ; production de survaleur à partir de valeurs).

Permettons-nous une remarque avant de poursuivre. Il est possible d'estimer, avec certaines réserves néanmoins, que les indications d'Henri Lefebvre quant à l'intérêt de l'analyse du travail concret, saisi dans ses conditions matérielles d'existence, ont peut-être aujourd'hui plus de chances d'être écoutées et de pouvoir être opérationnalisées qu'à l'époque où il écrivait. Pour trois raisons au moins. La sociologie du travail, tout d'abord, revendique aujourd'hui un changement d'objet de son analyse au profit du « travail en train de se faire » (Ughetto, 2018), ce qui correspond finalement dans la terminologie marxiste à la notion de « travail concret » ; même si, chez ces sociologues, son analyse se trouve bien souvent extraite de l'appareil théorique qui lui confère sa pleine portée pour la connaissance. Il n'en demeure pas moins qu'une économie politique de l'espace pourrait trouver dans ces travaux des ressources utiles, qu'il lui reviendrait ensuite d'analyser de façon critique pour les faire parvenir jusqu'au moment théorique. Malheureusement, on ne peut que constater que dans la plupart des cas, les sociologues ne vont pas véritablement au bout des implications de leur « nouveau »⁸⁸ paradigme dans la mesure où celui-ci ne les amène pas à remettre en cause leur « cadre spatial d'analyse », qui bien souvent reste celui de l'entreprise, de l'établissement productif⁸⁹ : le positivisme qui règne dans leur discipline les enjoignant à bien circonscrire leur « terrain » et à ne pas en déborder. Or, comme nous le verrons (VIII), l'intérêt de l'analyse du travail concret se situe aujourd'hui justement dans le fait que le travail en train de se faire, et plus encore ses moyens et ses conditions, débordent de cet espace ; ce qui, dans la perspective de l'économie

⁸⁷) Dans le chapitre V, Karl Marx (du moins dans l'édition et la traduction que nous utilisons) utilise la notion de « processus de valorisation ». Celle que nous avons utilisée (« procès de (production de la) valorisation ») est proposée par Christian Palloix (1977). Cette expression nous semble préférable à la première dans la mesure où elle évite la confusion avec le processus de mise en valeur du capital dans son ensemble (A-M...P...M'-A'). Avec l'expression de Palloix, il n'y a pas d'ambiguïté : on sait que l'on ne parle que du moment productif (P) de mise en valeur du capital.

⁸⁸) Comme l'admettent eux-mêmes les partisans de la « sociologie du travail en train de se faire » (Ughetto, 2018), le paradigme dont il est question n'est en fait pas si nouveau, puisqu'il consiste en fait simplement à renouer avec une partie de l'héritage d'un Georges Friedmann, celui du Travail en Miettes par exemple (Friedmann, 1956). Dans sa recension de l'ouvrage de Pascal Ughetto, Jean Pierre Durand (2020), va plus loin dans la critique en avançant que « la sociologie du travail en train de se faire » constitue une régression par rapport à la sociologie friedmannienne, dans la mesure où elle finit par épouser l'« individualisme méthodologique à la Michel Crozier » et par « éluder les enjeux politiques et macrosociaux du travail », en livrant des travaux qui peinent à dépasser le stade de la description.

⁸⁹) Cette difficulté qu'éprouvent les sociologues à remettre en cause le cadre spatial d'analyse que représente l'établissement productif s'observe également et paradoxalement dans les travaux qui se regroupent derrière l'appellation « Workplace Studies » ; qui, selon Ughetto (2018), sont constitutifs du renouveau de la « sociologie du travail » en « sociologie de l'activité ». Nuancions tout de même cette critique en soulignant que les travaux les plus récents qui s'inscrivent dans cette approche s'efforcent de prendre en considérations des espaces de travail moins strictement « circonscrits », plus « ouverts » (Borzeix & Cochoy, 2020).

politique de l'espace et du temps d'Henri Lefebvre, témoigne de la reproduction des rapports de production, c'est-à-dire de la transformation des rapports existants et même de la production de nouveaux rapports - avec élargissement et approfondissement de leurs contradictions et ouverture de nouveaux possibles. La deuxième raison qui permet d'être optimiste quant à la réception et à la mise en application des indications d'Henri Lefebvre connaît heureusement moins de réserves. L'analyse du travail concret saisi au travers de son mode matériel d'existence est en effet au cœur du marxisme opéraïste (Tronti, 2016), post-opéraïste (Hardt & Negri, 2000) et des approches en termes de capitalisme cognitif (Moulier Boutang, 2007; Vercellone, 2003; Azaïs, Corsani, & Dieuaide, 2001). Il est sans doute même possible de voir dans ces travaux, et notamment dans la thèse de la fin du « régime de l'usine » et de « l'ouvrier masse », qui laisseraient place à « ville-usine » et à la figure de « l'ouvrier social » (Negri & Vercellone, *Le rapport capital / travail dans le capitalisme cognitif*, 2008), une contribution à l'économie politique de l'espace dont Henri Lefebvre a creusé le sillon. Et il est d'ailleurs à ce titre possible de faire l'hypothèse que cette restitution de la matérialité du travail concret dont ces travaux font leur point de départ est ce qui a permis à ces derniers d'être en mesure de distinguer du « nouveau » dans le capitalisme (ses rapports sociaux), c'est-à-dire quelque chose de plus qu'un simple réagencement de ses « invariants structurels » - ce à quoi se condamne la théorie de la régulation quand (c'est bien entendu loin d'être toujours le cas) elle situe exclusivement son analyse au niveau institutionnel, celui du rapport salarial, lui-même principalement abordé sous l'angle de l'évolution et de la diversité des formes contractuelles de l'emploi : ainsi équipé, est-il en effet possible d'aller beaucoup plus loin que le discours, certes indispensable mais à notre sens insuffisant, sur la précarisation des formes de l'emploi comme conséquence de la nouvelle hiérarchie des formes institutionnelles dans laquelle le régime monétaire et financier occupe la position dominante ? Enfin, et troisièmement, les travaux relevant de l'économie territoriale (Courlet, 2001) et de la géographie économique (Klein & Guillaume, 2014) fournissent également des ressources utiles sur la matérialité contemporaine du travail concret en mettant en évidence « l'encastrement territorial » de certaines formes de division du travail et de coordination productive – même si, à l'instar de la sociologie du « travail en train de se faire », ces travaux souffrent souvent d'un manque de perspective historique et théorique. Ces remarques ne sont bien entendu pas in-intéressées : dans la deuxième partie de cette thèse (VIII), c'est notamment en rapprochant et en mobilisant les travaux relevant de ces deux dernières approches (post-opéraïsme et thèse du capitalisme cognitif d'une part et économie territoriale et géographie économique d'autre part) que nous tenterons de mettre en pratique l'économie politique de l'espace et du temps d'Henri Lefebvre.

Revenons maintenant à la question de l'unité du temps et de l'espace. Cette unité, on l'a dit, se découvre au travers de l'analyse de la pratique productrice et permet ensuite à son tour de découvrir la *rationalité* de cette pratique, c'est-à-dire les rapports sociaux qui la régissent : non seulement la nature de ces derniers mais aussi, comme nous allons le voir, le niveau de développement de ces derniers. Ceci implique notamment que chaque société, chaque mode de production, à chaque âge de son développement, produit sa propre unité du temps et de l'espace. Pour Henri Lefebvre, la pratique spatiale du néocapitalisme, par exemple, associe comme on l'a vu une spatialité urbaine « homogène et brisée » à une temporalité « linéaire » marquée par le « recul du cyclique » (associé aux rythmes de la nature) et par le « règne du répétitif » (associé aux rythmes de l'industrie). De même, et pour reprendre l'exemple des villes ouest-européennes du XVI^e, l'évolution de la pratique spatiale prise dans la transition entre le féodalisme et le protocapitalisme produit (et donc, pour l'analyse : se traduit par) une nouvelle unité du temps de l'espace : « *On sait qu'au XVI^e siècle la société bascule. L'espace et le temps s'urbanisent, autrement dit, le temps et l'espace de la marchandise et des marchands l'emportent : mesures, comptes, contrats et contractants. Le temps, celui de la production des biens échangeables, de leur transport, de leur livraison, de leur vente et du paiement, de la situation du capital, mesure l'espace ; mais c'est l'espace qui régit le temps, car le mouvement des marchandises, de l'argent et du capital naissant, suppose des lieux de production, des navires et des charriots pour les transports, des ports, des entrepôts, des banques, des bureaux de change.* » (Lefebvre, 2000, p. 320). Cette citation contient de précieuses indications sur l'unité spatio-temporelle inhérente au mode de production capitaliste, notamment l'idée que « le temps mesure l'espace » mais que « l'espace régit le temps ». Mais avant de développer ces idées, il faut tout d'abord poursuivre avec des formulations théoriques plus générales sur les rapports entre l'espace social et le temps social. Ces dernières nous permettront alors ensuite (dans la prochaine sous-section) de mieux saisir la spécificité de l'unité espace-temps propre au mode de production capitaliste.

La conception dialectique de l'espace et du temps développée par Henri Lefebvre implique tout d'abord qu'il est possible de « lire » le temps dans l'espace, ou plus exactement, de retrouver le temps au travers de l'analyse critique de l'espace⁹⁰. Au fondement de cette proposition, se trouve en fait l'idée que les caractéristiques temporelles de la pratique sociale, les rythmes selon lesquels s'effectuent ses déploiements d'énergie, *s'inscrivent dans l'espace qu'elle produit et*

⁹⁰) Pourquoi cette précision ? Parce qu'Henri Lefebvre précise que ce lien entre le temps et l'espace n'est pas toujours transparent. Il l'est dans certaines sociétés mais dans d'autres (dans les sociétés capitalistes par exemple) il se teinte d'opacité.

en déterminent les qualités. Les propriétés de l'espace constituent ainsi un indicateur ou une expression des rythmes de la pratique sociale. Dans *La production de l'espace*, Henri Lefebvre expose dans un premier temps cette idée en ayant recours aux métaphores de l'arbre et du coquillage, qu'il reprend à plusieurs endroits de son œuvre et que nous serons amenés à retrouver quand nous aborderons d'autres propositions constitutives de son économie politique de l'espace (IV.2) : « *Le temps se discerne mais ne se détache pas de l'espace. Les cercles concentriques dans le tronc d'un arbre disent son âge ; de même les spires des coquillages, « merveilleusement » concrètes dans l'espace, selon des lois que seules des opérations mathématiques complexes peuvent traduire dans le langage de l'abstraction. Les temps nécessairement sont locaux ; ce qui inclut des relations entre les lieux et leurs temps.* » (Lefebvre, 2000, p. 204).

Mais Henri Lefebvre ne s'en tient pas à l'idée qu'il est *possible* de saisir le temps au travers de l'espace. Ce ne serait pas aller au bout de ce qu'implique la reconnaissance de l'unité dialectique du temps, de l'espace et de l'énergie (de la pratique). Celle-ci l'amène en effet plus encore à souligner la *nécessité* de spatialiser l'analyse des phénomènes qui sont classiquement considérés comme relevant de la temporalité – et réciproquement, de temporaliser l'analyse des phénomènes identifiés comme phénomènes spatiaux. L'extrait que nous venons de citer se prolonge en effet de la façon suivante : « *Les phénomènes attachés par l'analyse à la seule « temporalité », à savoir la croissance, la maturation, le vieillissement, ne se détachent pas de la spatialité, elle-même abstraction [précisons : si considérée isolément]. Espace et temps apparaissent, se manifestent, comme différents et inséparables* ». (Lefebvre, 2000, p. idem). Mais pourquoi en est-il ainsi ? Comme se justifie la nécessité de cette saisie conjointe du temps et de l'espace ? Henri Lefebvre avance en fait que si ce sont les temporalités qui sécrètent les propriétés de l'espace, ces dernières ne pourraient en revanche avoir d'effectivité, ne pourraient se réaliser, en dehors de l'espace qu'elles produisent : « *le temps se connaît et se réalise dans l'espace, socialement par une pratique spatiale* » (Lefebvre, 2000, p. 252).

En réunissant les deux propositions qui précèdent, nous parvenons ainsi à la formulation théorique suivante des rapports entre le temps social et l'espace social : « *L'espace enveloppe le temps. (...). À travers l'espace, un temps social se produit et se reproduit ; mais ce temps social se réintroduit avec ses traits et ses déterminations : répétitions, rythmes, cycles, activités.* » (Lefebvre, 2000, p. 392). Cette relation théorique est comme on le voit plus complexe que celle qui consistait à voir dans un espace l'*origine* (la cause en dernière analyse) d'un temps. Nous ne sommes plus devant une relation de causalité unilatérale mais face à une

relation dialectique (à trois termes) : Henri Lefebvre indique en quelque sorte que si la pratique, en tant que déploiement d'énergie, est temporelle par essence, elle ne peut exister en tant que telle qu'à travers un espace, que par celui-ci ; quant à l'espace, celui-ci serait indiscernable, c'est-à-dire sans qualités, sans les déploiements d'énergies qui le produisent.

Reprenons la métaphore de l'arbre utilisée par Henri Lefebvre pour rendre sensibles (parlantes) ces relations, puis essayons de les formaliser théoriquement, pour les clarifier encore un peu davantage. La croissance de l'arbre, d'une part, se réalise au travers de la mise en mouvement d'éléments spatiaux (racines, feuilles, branches, terre, eau, lumière etc.) ; mais d'autre part, les rythmes de la croissance de l'arbre s'impriment et s'expriment dans ses éléments spatiaux : dans l'espacement des stries de son tronc, dans la composition du substrat dans lequel il plonge ses racines, celle de l'air, etc. Ainsi formellement, et au risque de simplifier les choses, il est possible d'avancer que : l'espace constitue le mode de réalisation du temps, des rythmes selon lesquels s'effectuent les déploiements d'énergies par les corps ; et que le temps, quant à lui, constitue la raison de l'espace, de ses qualités ou propriétés. Autrement dit, un temps n'aurait ni existence ni effectivité sans son espace (pas de croissance sans racines ; une autre croissance avec d'autres racines...) ; un espace n'aurait pas de qualités (de propriétés) sans son temps (pas de nouveau strie sans croissance ; strie fine si croissance entravée ; strie épaisse si croissance dynamique, etc.).

Il faut ici se souvenir de ce que nous avons vu dans le chapitre I pour prendre la mesure de l'originalité et de la portée de ces propositions. En effet, alors que les travaux qui traitent de la dimension temporelle des sociétés (des sociétés capitalistes en particulier) tendent le plus souvent à évacuer ou à négliger la dimension spatiale de ces dernières, Henri Lefebvre indique ici que les temporalités sociales ne peuvent être saisies concrètement qu'au travers de l'espace (de la spatialité) de la société considérée – et inversement. Sans cela, selon lui, l'analyse s'expose aux risques de l'abstraction, notamment celui de la dérive idéologique (Lefebvre, 1990; Lefebvre, 1971). On comprend alors l'intérêt qu'il peut y avoir à essayer de retrouver les traits dominants de la temporalité du capitalisme contemporain (« le présent perpétuel » de Moishe Postone ; « le présentisme » de François Hartog ; « l'emballage accélérationniste » de Hartmut Rosa) dans la pratique spatiale métropolitaine. Même si, rappelons-le avant d'y revenir plus précisément, le véritable intérêt de cette saisie conjointe du temps et de l'espace réside dans le fait qu'elle permettrait, dans la perspective de l'économie politique de l'espace et du temps d'Henri Lefebvre, de parvenir à une connaissance de la reproduction des rapports de production.

Encadré 1. La rivière. Une autre métaphore des relations dialectiques unissant l'énergie, l'espace et le temps.

Une autre image nous a permis de méditer sur les relations dialectiques qui unissent l'énergie, le temps et l'espace, celle de la rivière, qu'il s'agit alors de concevoir sous l'angle d'un rapport dialectique unissant un cours d'eau (déploiement temporel d'énergie) à son lit (espace).

Le cours d'eau produit le lit au travers duquel il se reproduit.

Sans le lit qu'il s'est creusé en effet, le cours d'eau serait incapable de persévérer dans une direction déterminée. Rien ne soutiendrait et n'orienterait son écoulement. Il s'évanouirait dans l'espace homogène de la plaine et finirait par s'évaporer ou s'infiltrer. De même, les rythmes du cours d'eau, les variations que connaît la puissance de son courant le long de son parcours, se reproduisent au travers des caractéristiques de son lit : de ses ruptures de pentes, cascadelles chutes, où il déferle et se déchaîne, de ses marmites, gours et fosses, où ses eaux se reposent en été ; de ses gravières et de ses radiers, où il vient buter puis accélérer ; de ses coudes et de ses méandres, où il adopte un écoulement polyrythmique, etc.

Or, ces éléments spatiaux qui constituent son lit et qui déterminent aujourd'hui ses rythmes, sont eux-mêmes le produit de ses rythmes passés : les marmites ont été façonnées par le tourbillonnement des pierres emportées lors de ses crues les plus violentes ; les gours et les fosses, où l'eau est si calme aujourd'hui, ont été creusées de la même manière, lors de ses moments furieux, au pied des chutes ; les gravières ont été formées par les dépôts favorisés par les ralentissements induits par ces mêmes fosses ; les radiers sont le résultat de la manière dont le cours d'eau a dû composer avec ces mêmes gravières, qui obstruaient son cheminement et ralentissait son écoulement, etc.

Quant à ces rythmes passés, qui ont façonné l'espace présent, ils dépendaient eux-mêmes des caractéristiques de l'espace préexistant : celles du lit antérieur, ou bien celles, si l'on considère le moment qui précède l'apparition du cours d'eau, de la géologie des lieux dans lesquels il s'apprêtait à s'élancer.

Ainsi, le cours d'eau se transforme sans cesse en transformant l'espace au sein duquel il se reproduit. Il se produit lui-même en produisant ce qui *devient son espace* : son lit. Et c'est pourquoi il est possible de lire l'histoire d'un cours d'eau au travers des caractéristiques du lit qu'il s'est donné.

Cette histoire n'est pas toujours celle d'un « long fleuve tranquille ». Elle comporte presque toujours des moments révolutionnaires, au cours desquels le cours d'eau transforme radicalement ses conditions d'existence. Ces moments révolutionnaires peuvent alors se lire dans l'espace. Parfois, ils donnent lieu à de véritables monuments, qui se chargent de raconter cette histoire. C'est le cas du Pont-d'Arc, dans les Gorges de l'Ardèche. À un moment de son histoire, à force de creuser dans l'axe le plus direct de son écoulement, ce cours d'eau a réussi à s'affranchir d'un méandre qu'il avait lui-même dessiné au cours de son histoire, en cheminant laborieusement au sein du plateau calcaire dans lequel il avait à frayer son chemin. Le Pont d'Arc symbolise ainsi la manière dont il est parvenu à s'approprier le plateau calcaire en triomphant des puissances qui l'avaient façonné avant lui : celle de la mer, qui déposa sur ces terres des sédiments calcaires à l'époque du Jurassique inférieur et du Crétacé supérieur ; celle de la collision des plaques continentales africaines et européennes, qui engendra la surrection des Alpes et, à sa suite, celle de ce même plateau.

4. L'économie politique de l'espace d'Henri Lefebvre : l'unité du temps et de l'espace comme prisme d'analyse des rapports sociaux.

La conception de l'espace social comme produit de la pratique sociale révèle maintenant un peu plus sa portée. Nous avons déjà vu (II.2) en quoi l'analyse de la production de l'espace par l'activité des corps que justifie cette reconnaissance permet de dissiper les représentations fétichistes qui attribuent à l'espace une existence indépendante de la pratique sociale, ainsi que des qualités qui lui seraient propres : simple contenant indifférent à son contenu ; surface homogène faite de distances et d'orientations. Ce faisant, nous avons commencé à indiquer en quoi cette conception permet de dépasser les découpages de l'espace homogène qui donnent lieu à des inventaires de ce qu'il y a dans l'espace. La réaffirmation du concept marxiste de production à laquelle nous nous sommes livrés en suivant les pas d'Henri Lefebvre confirme et apporte à présent un nouvel éclairage, ainsi qu'un complément, à ces propositions.

Il apparaît plus clairement en effet que la démarche suivie par Henri Lefebvre consiste finalement à soumettre l'espace à l'analyse critique (dialectique) que Karl Marx réservait à la marchandise. On retrouve en particulier l'idée (qui sous-tend la critique marxiste du fétichisme) qu'en étant séparé de l'activité humaine dont il constitue le produit, l'espace (à l'instar de la marchandise) s'autonomise en tant que « chose » et tombe dans l'abstraction : les propriétés que les rapports sociaux ont imprimées en lui au travers de l'activité productrice prennent alors l'apparence de propriétés qui lui seraient intrinsèques, qui définiraient son essence ; ce qui

occulte et disculpe du même coup les rapports sociaux qu'il contient et qui constituent la véritable cause de ses propriétés⁹¹. La conception savante de « l'espace en soi » se découvre ainsi, au travers de l'analyse de la production de l'espace, comme une absolutisation des caractéristiques inhérentes à l'espace abstrait, caractérisé (nous y reviendrons) par sa négativité. De même, cette analogie avec la démarche de Marx et sa critique de la marchandise implique que le dépassement de ces représentations fétichistes passe par la restitution du procès de production de l'espace : l'espace se découvrant dès lors, non plus comme une simple chose, mais comme une « chose non-chose », qui contient et dissimule les rapports sociaux.

Mais ce qu'il y a de véritablement nouveau dans ce qui précède réside surtout dans l'idée que, si l'analyse de la production de l'espace permet de retrouver les rapports sociaux qu'il contient, c'est parce que celle-ci permet simultanément de retrouver le temps, c'est-à-dire les rythmes de la pratique productrice : les rapports sociaux qui régissent les rythmes de la pratique productrice se découvrent dans l'espace produit par ces mêmes rythmes ; production spatiale au travers de laquelle ils se réalisent et se reproduisent – et avec eux les rapports sociaux qui les déterminent. En somme, en passant d'une conception abstraite de l'espace à l'analyse dialectique de la production de l'espace, la connaissance retrouve l'unité du temps et de l'espace et se donne ainsi les moyens de faire de l'espace un véritable « *analyseur de la société* » (Lefebvre, 2000, p. 43). Le concept marxiste de production (défini par les relations dialectiques qui unissent l'énergie, l'espace et le temps) se présente ainsi comme la solution permettant de dépasser *simultanément* deux des écueils que nous avons identifiés dans le premier chapitre : celui consistant à considérer l'espace comme un simple contenant indifférent aux phénomènes qu'il accueille et que l'analyse peut découper afin de se livrer à des descriptions, à des inventaires ; celui consistant à oblitérer l'espace en accordant un privilège au temps.

Ici commence à se préciser ce que pourrait être une « économie politique de l'espace et du temps » et en quoi elle se distinguerait de l'« économie politique des choses dans l'espace » (Lefebvre, 2000, p. 345). Il ne s'agirait plus de décrire et d'inventorier les choses dans l'espace, mais de déceler les rapports sociaux impliqués en lui en analysant les rythmes qui s'y reproduisent. Il ne s'agirait plus, autrement dit, d'analyser la diversité des capitalismes dans

⁹¹) C'est notamment au début du deuxième chapitre de *La production de l'espace* qu'Henri Lefebvre souligne en quoi sa critique de la conception philosophique de l'espace en soi (et de ses avatars) s'inspire de la critique marxiste du fétichisme : « Selon Marx, et personne n'a pu mettre en doute cette analyse fondamentale (sinon en l'ignorant), le constat des choses, soit de tel objet soit de l'objet en général, néglige ce que ces choses contiennent en dissimulant : des rapports sociaux et les formes de ces rapports. Si l'on écarte ces rapports inhérents aux choses sociales, la connaissance s'égare ; elle ne peut que constater la variété indéfinie et indéfinissable des choses ; elle se perd dans les classifications, les descriptions, les fragmentations. » (Lefebvre, 2000, p. 98)

l'espace à partir d'analyses « géographiquement situées », mais d'analyser spatialement et temporellement le capitalisme. De l'espace comme catégorie de rangement des connaissances, on passerait alors à l'espace comme catégorie intervenant dans la production des connaissances. Ce faisant, on abandonnerait les exercices de typologisation pour retrouver la problématique de la périodisation et de l'historicisation du capitalisme.

5. Quid des singularités géographiques dans cette économie politique de l'espace et du temps ?

Cela conduirait-il à abandonner la problématique de la diversité, ou à passer sous silence les singularités géographiques découvertes par les sciences sociales positivistes sur la base des découpages de l'espace et des descriptions/comparaisons des choses « situées » dans l'espace ? Aucunement, car l'un des objectifs que poursuit Henri Lefebvre au travers de son projet d'une économie politique de l'espace et du temps est précisément de dépasser l'antinomie entre le synchronique et le diachronique, entre ce qui coexiste dans l'espace et ce qui se succède dans le temps. La connaissance dialectique de la production de l'espace et du temps doit ainsi selon lui permettre de reconsidérer les singularités (les « différences »), en cessant notamment de les séparer et de les opposer à la totalité et à son devenir. Il considère en effet que les descriptions qui s'opèrent sur la base des découpages de l'espace purement conçu, vide et homogène, « *laissent les différences extérieures les unes aux autres* » (Lefebvre, 2000, p. 342). En excluant la dialectique, c'est-à-dire en séparant abstraitement le temps, l'espace et la pratique, et en se servant de l'espace comme d'un instrument permettant de découper mentalement la réalité, elles se rendraient incapables de saisir les relations qui unissent les différences qu'elles décrivent. Pire encore, elles ne pourraient décrire ces différences qu'en mutilant leur objet (par exemple le capitalisme) ; et en rendant ainsi ce dernier méconnaissable. Elles ne pourraient en conséquence, dit-il, parvenir à la « *différence pensée, mais seulement [à] une pensée de la différence* » (Lefebvre, 2000, pp. 342-343). Ces descriptions, opérées sur la base des découpages de l'espace abstraitement conçu, seraient en fait simplement en mesure de concevoir les différences comme des « variations autour d'une invariance », c'est-à-dire comme des actualisations ou des adaptations singulières d'un modèle, ou d'une norme : comme des « particularités » donc. À partir d'une analyse dialectique de la production de l'espace et du temps en revanche, les différences ne se sépareraient plus de la totalité et de son mouvement, elles en constitueraient au contraire une expression et un prisme d'analyse privilégié (Sheringham, 2013; Buleon, 2002).

Dans un passage de *La production de l'espace* dans lequel il revient sur son projet d'une « théorie de la différence », déjà ébauchée dans les deux premiers tomes de sa *Critique de la vie quotidienne* [1947 ; 1961] et dans son *Manifeste différentialiste* [1970], Henri Lefebvre propose dans cette perspective de distinguer les « différences induites », les « différences produites » et les « différences réduites » (Lefebvre, 2000, pp. 428-441). Nous nous contenterons ici de quelques indications visant à souligner en quoi ces notions ont vocation à s'intégrer à l'analyse de la totalité sociale et de son mouvement historique :

- Les différences « induites » sont celles qui restent « *à l'intérieur d'un ensemble ou système engendré selon une certaine loi* » (Lefebvre, 2000, p. 429) et qui en sont constitutives. Dans l'analyse d'un mode de production, elles se rapportent aux rapports de production, et plus précisément à la division du travail qu'ils organisent. Dans les sociétés du capitalisme avancé par exemple, la division capitaliste du travail se réalise spatialement en induisant des différences entre les espaces dédiés à la production de la valeur, ceux dédiés à la réalisation de la valeur, ou encore ceux dédiés à la reproduction de la force de travail, etc. De même, au niveau de chacun de ces espaces, il est possible de trouver des différences induites : « *Ainsi la diversité des pavillons dans une banlieue pavillonnaire, ou celles des espaces spécialisés dans les « équipements », ou les variantes dans la mode vestimentaire stipulées par la mode elle-même* » (Lefebvre, 2000, p. 429)
- Les différences « produites » au contraire « *supposent l'éclatement d'un système ; elles en naissent ; elles sortent de la béance qu'ouvre l'effondrement d'une clôture* » (Lefebvre, 2000, p. 429). Dans l'analyse d'un mode de production, elles se rapportent aux contradictions, à commencer par celles qui s'expriment au travers des luttes de classes. Dans le mode de production capitaliste en particulier, elles sont liées aux résistances et aux offensives contre la tendance à l'homogénéisation portée par le processus d'abstraction capitaliste. À l'homogénéité de l'espace abstrait produit par le mode de production capitaliste, ces luttes opposent des « contre-espaces » qui préfigurent l'« espace différentiel » (la négation de la négativité de l'espace abstrait ; de son in-différence au contenu) de la société communiste telle que la conçoit Henri Lefebvre. Les différences produites augurent ainsi le dépassement de l'espace dominé par le conçu et pour la valeur d'échange au bénéfice d'un espace qui, sans exclure le savoir, serait en même temps approprié par l'imagination et pour la vie : pour la réalisation de l'« homme total ».

- Les différences « réduites » enfin, renvoient aux différences produites qui ont été pour ainsi dire récupérées ou métabolisées par les rapports de production capitalistes. Elles expriment la capacité du capital à absorber ou à subsumer ce qui lui échappe *a priori* : qu'on pense par exemple aux « lieux alternatifs » de certains quartiers de l'est parisien, dont beaucoup se sont très rapidement transformés, comme le montre Anne Clerval (2016), en « avant-postes de la gentrification » ; qu'on pense encore aux désirs de recouvrer des modes de consommation plus compatibles avec la reproduction des équilibres écologiques, qui se réduisent peu à peu, dans les rayons des supermarchés, à une nouvelle gamme de produits. Mais la réduction, ou la métabolisation par le capital d'éléments qui lui sont extérieurs, concernent également les différences issues des modes de production antérieurs au mode de production capitaliste, ainsi que les œuvres créées par la nature : qu'on pense ici par exemple aux gorges de l'Ardèche, dans lesquelles le Pont d'Arc, œuvre de la nature, et la Grotte Chauvet, œuvre de l'humanité, sont transformées en objet de consommation touristique et incorporées au règne de la marchandise.

Les lectures post-modernes de l'œuvre d'Henri Lefebvre ont très largement privilégié la notion de « différences produites » et l'analyse des « contre-espaces » (Soja, 1989), en ayant tendance à se désintéresser des « différences induites » et plus encore des « différences réduites ». Ce qui donne lieu à des travaux réjouissants, qui nourrissent l'optimisme, mais dont on peut penser qu'ils s'éloignent du projet que poursuivait Henri Lefebvre : les différences induites, produites et réduites devant en effet, dans sa perspective, être analysées sous l'angle des relations qui les unissent et dans le but d'appréhender le mouvement de la totalité que matérialisent ces relations, ou plus exactement leurs transformations.

Dans la seconde partie de cette thèse, nous nous intéresserons principalement aux relations entre les différences produites et les différences réduites. Nous proposerons de voir comment la métropolisation intervient dans la *réduction des différences produites* (notamment de celles qui ont surgies lors de la crise du « capitalisme fordiste ») et en quoi cette réduction a joué et continue à jouer un rôle essentiel dans la survie du capitalisme. Mais nous nous intéresserons aussi aux différences produites par les contradictions de la reproduction métropolitaine du capitalisme contemporain, en proposant pour cela une analyse de ce cas remarquable de « contre-espace » que sont les ronds-points du mouvement des gilets-jaunes.

On le voit, la pensée d'Henri Lefebvre est donc également susceptible de fournir des ressources permettant de dépasser « l'écueil méthodologique » que nous avons exposé dans le premier chapitre. Chez lui, les singularités, qui ne doivent donc pas être considérées comme des particularités étrangères les unes aux autres mais comme des différences constitutives d'une totalité, ne sont pas un obstacle à l'identification des tendances générales de l'évolution des rapports sociaux au cours d'une période historique donnée. Elles ne sont pas non plus simplement des variables « secondaires et négatives », qui peuvent être introduites pour nuancer, affiner, ou réfuter une représentation théorique du réel (par exemple la caractérisation d'un régime d'accumulation). Au contraire, son « économie politique de l'espace et du temps », informée par sa « théorie de la différence », propose de considérer les différences comme des points d'entrée dans l'analyse d'une période du développement historique du capitalisme.

6. L'unité de l'espace et du temps dans le mode de production capitaliste : unité dissociée et suprématie de l'espace sur le temps.

Revenons sur la dialectique de l'espace, du temps et de la pratique sociale. Il s'agit maintenant d'indiquer la forme que prennent leurs relations dans le mode de production capitaliste afin de préciser davantage notre projet d'une analyse spatio-temporelle du processus d'abstraction capitaliste.

Pour Henri Lefebvre, le propre de ce mode de production est de faire de l'espace un « instrument » permettant de « régenter le temps » et de l'organiser selon les besoins de la reproduction du capital et de l'État : « *L'espace économique se subordonne le temps ; quant à l'espace politique, il l'évacue comme menaçant et dangereux (pour le pouvoir). Le primat de l'économique et plus encore celui du politique entraîne la suprématie de l'espace sur le temps* » (Lefebvre, 2000, p. 114). Le mode de production capitaliste confère donc une forme bien particulière aux relations que nous avons présentées plus haut (i.e., l'espace comme mode de réalisation du temps ; le temps comme raison de l'espace, de ses propriétés déterminées). Henri Lefebvre explique cette dernière par l'hégémonie du conçu (sur le perçu et le vécu) dans la production capitaliste de l'espace. Sous le règne du conçu en effet, qui résulte lui-même de la place dévolue à la rationalité instrumentale dans les rapports de production capitalistes et dans l'exercice du pouvoir étatique, l'unité dialectique du temps et de l'espace est dissociée et leur rapport de consubstantialité se change en rapport de domination, dans lequel le second terme, autonomisé, prend le contrôle du second – selon un mouvement analogue à celui qui s'opère entre le travail et les moyens de production au sein de ces mêmes rapports de production. Henri

Lefebvre affirme en ce sens que « *la tentative pour concevoir l'espace séparément traduit (...)l'effort pour faire entrer de force le temps dans l'espace et régenter le temps à partir de l'espace* » (Lefebvre, 2000, p. 392).

Dans le mode de production capitaliste, tout se passe donc comme si la nécessité « ontologique » pour le temps de se réaliser au travers d'un espace était instrumentalisée par le savoir et pour le pouvoir (politique et économique) afin de contrôler, d'organiser, et même de *produire* le temps à partir de l'espace. Henri Lefebvre avance ainsi que l'espace produit par le mode de production capitaliste, l'espace abstrait, « *révèle par rapport au temps ses capacités oppressives et répressives* » et qu'il rejette ce dernier « *dans une abstraction spécifique* » (Lefebvre, 2000, p. 452). Il a pour effet, selon lui, de « *réduire le temps à un emploi contraignant de l'espace : parcours, cheminements, trajets, transports* » (Lefebvre, 2000, p. idem), donc de nier le « temps vécu » en rationalisant les temporalités sociales afin de les rendre fonctionnelles à la reproduction de l'État et du capital : ce qui passe selon lui, comme on l'a vu, par une réduction des caractères cycliques et discontinus des rythmes de la pratique sociale en faveur d'une temporalité linéaire, continue, où s'enchaîne des activités répétitives (routinières) largement déconnectées les unes des autres car étroitement spécialisées et prenant place dans des espaces fonctionnellement compartimentés : « *la pratique spatiale, celle de l'espace répressif-oppressif tend à réduire le temps au temps de travail productif, et de plus à réduire les rythmes vécus en les définissant par les gestes rationalisés et localisés du labeur (du travail divisé).* » (Lefebvre, 2000, p. 469)

Bien qu'elle soit centrale dans les réflexions d'Henri Lefebvre, laissons pour le moment de côté la question de l'État (du pouvoir politique) dans ce rapport de subordination du temps par l'espace afin de nous concentrer sur ce qui concerne les rapports de production capitalistes. Laissons également de côté les contradictions dont souffrent ces « stratégies » consistant à régenter le temps à partir de l'espace – thème qui occupe lui aussi une place centrale dans l'ouvrage de Lefebvre⁹². En reprenant les notions et catégories que nous avons présentées au cours de notre exposé, il semble dorénavant possible de concevoir l'espace abstrait comme un *instrument dont se servent les classes dominantes pour soumettre la pratique sociale aux exigences temporelles abstraites de la mise en valeur du capital*. Plus qu'un instrument parmi d'autres, l'espace abstrait se définirait même, selon Henri Lefebvre, comme l'instrument (au

⁹²) Henri Lefebvre insiste en effet à de nombreuses reprises sur le fait que le temps (les temps concrets) résiste à sa négation par l'espace, qu'« il ne se laisse pas réduire » au temps abstrait par l'espace abstrait. Sur ce point, il montre par ailleurs que c'est précisément au travers de la réappropriation de l'espace, par la pratique et l'imagination, que les individus résistent contre l'hégémonie du temps abstrait et l'évacuation du temps vécu.

singulier), non le seul mais celui qui englobe et enveloppe tous les autres, de l'imposition de ces exigences temporelles abstraites : l'espace n'étant en effet « *pas une chose parmi les choses* » mais une dimension de chaque chose, enveloppant et reliant celle-ci avec les autres choses (Lefebvre, 2000, p. 88). Ainsi par exemple, et comme nous le préciserons ultérieurement (V.2 ; VII.2.5), l'espace ne figure pas « au côté » de la technique dans l'imposition des « cadences » à l'activité du travailleur salarié mais « en deçà » de celle-ci : la mécanisation et l'automatisation du procès de travail n'étant en effet rien d'autre qu'une spatialisation, de plus en plus poussée (« étendue ») du procès de travail. Produit du processus d'abstraction capitaliste, l'espace abstrait constitue ainsi également « l'instrument », le « moyen » ou le « support » de ce processus d'abstraction : le moyen au travers duquel le capital s'empare du temps social, et donc de la pratique sociale. Dans cette configuration (capitaliste), l'espace constitue toujours le mode de réalisation du temps (le support sur la base duquel il s'effectue et se reproduit), mais il devient plus encore le « mode d'administration du temps », celui des normes temporelles que la valorisation du capital impose à la pratique sociale : « mesure » de l'activité par le temps et « accélération » permanente et illimitée de la pratique sociale (I.1.1). Symétriquement, dans cette configuration où l'espace devient instrumental, la réduction des temps concrets au temps abstrait constitue plus que jamais la raison de la production de l'espace : c'est la fonction de l'espace abstrait comme instrument permettant de conformer les temporalités concrètes de la pratique sociale aux exigences temporelles abstraites du capital qui détermine les propriétés de l'espace abstrait, sa négativité.

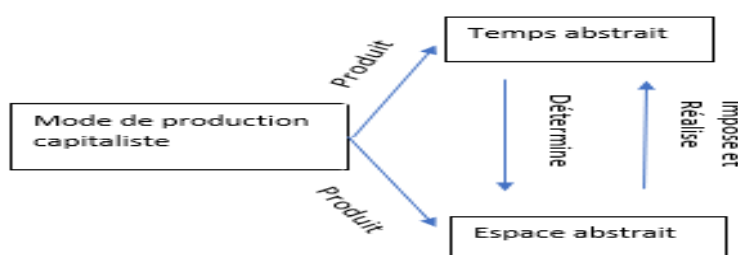


Figure 2. Formalisation des relations entre espace abstrait et temps abstrait dans le mode de production capitaliste (version 2/3).

Ces propositions, ici encore à l'état d'hypothèses, constituent l'un des principaux fils conducteurs de cette thèse. Dans le chapitre V, nous nous attacherons ainsi à exposer les différentes configurations spatiales qui ont permis au capital de s'appropriier au cours de son histoire le moment productif de son processus de mise en valeur (le moment « P » du procès « A-M...P...M'-A ») en imposant toujours davantage ses exigences temporelles au procès de

travail, le rendant ainsi conforme à son mouvement de « valeur en procès » : nous verrons notamment que le passage de la « subsomption formelle » du travail sous le capital à la « subsomption réelle » du premier sous le second peut se concevoir sous cet angle. Il sera alors possible de préciser davantage l'intérêt d'une analyse spatiale et temporelle du processus d'abstraction dans l'historicisation du capitalisme en soulignant notamment qu'elle permet de renouer avec la problématique marxiste du double mouvement d'aliénation du travail et d'autonomisation du capital au travers duquel celui-ci accomplit (réalise réellement) son essence de « valeur qui se valorise » et de « puissance sociale aliénée et aliénante » (Bihr, 2001). Nous reviendrons aussi (et ce, dès le prochain chapitre) sur l'appropriation (spatio-temporelle donc) du procès de circulation du capital (phases A-M et M'-A'). Mais l'enjeu principal de cette thèse sera de montrer que dans la période contemporaine et au travers de la métropolisation, le processus de totalisation ou d'autonomisation du capital se parachève au travers de « l'appropriation capitaliste de la vie quotidienne ». Sur cette base, il s'agira alors de caractériser en quoi le « régime de production capitaliste de l'espace et du temps » (V) que matérialise le processus de métropolisation contribue à la reproduction des rapports de production capitalistes (IX).

*

* *

Plutôt que de proposer ici une conclusion qui consisterait à synthétiser un propos déjà très théorique, nous proposons au lecteur de passer directement au prochain chapitre dans lequel nous allons essayer d'éprouver et de faire converger les différentes idées que nous avons progressivement dégagées dans ce qui précède en avançant, à partir des travaux d'Henri Lefebvre et de David Harvey notamment, des éléments d'une analyse spatiale et temporelle du processus d'appropriation capitaliste du procès de circulation du capital. Le passage du théorique à l'analytique va ainsi nous permettre de rendre plus concrètes les propositions théoriques que nous avons avancées, en les présentant sous des formes plus déterminées, mais aussi de mettre en évidence leur fécondité, en mettant en avant certains questionnements qu'elles peuvent susciter ainsi que certaines notions théoriques secondaires qu'il est possible de dériver de ces dernières. Il est donc possible de voir le prochain chapitre comme une conclusion en forme de mise en pratique et de réouverture des réflexions proposées jusqu'à présent. Ce chapitre se terminera alors par une conclusion commune aux chapitres II et III.

Chapitre III. En guise de mise en pratique (1) : réappréciation de la formule selon laquelle le mode de production capitaliste réalise « l'anéantissement de l'espace par le temps ».

Afin de donner plus de consistance aux propositions qui précèdent quant aux relations entre l'espace et le temps dans le mode de production capitaliste, il est possible de revenir sur la formule utilisée par Marx dans les *Grundrisse*, selon laquelle le capital réalise « l'anéantissement de l'espace par le temps ».

Dans le premier chapitre (I.1), nous avons vu qu'une telle assertion est susceptible de justifier le peu d'intérêt dont l'espace fait l'objet par rapport au temps dans l'analyse du développement historique du capitalisme. Les propositions que nous avons reconstruites dans le précédent chapitre permettent à présent de reconsidérer cette formule et d'en donner une tout autre interprétation. Elles invitent à considérer que cet « anéantissement de l'espace » par l'accroissement des vitesses de circulation des flux en tous genres se conçoit en fait plus rigoureusement, d'un point de vue conceptuel et théorique, comme l'expression du processus dialectique de co-production du temps (abstrait) et de l'espace (abstrait) au travers duquel le capital s'approprie son procès de circulation. Elles nous enseignent en effet que la mesure des flux en termes de temps et leur accélération ne constituent pas un processus autonome qui aurait pour effet de supprimer l'« espace en général » (dénomination qui n'a en fait de sens qu'au regard d'une conception abstraite de l'espace), mais bien plutôt un processus *social* qui pose et suppose à la fois *un* espace : l'espace abstrait du mode de production capitaliste.

Ce point mérite d'être précisé. Quelles sont les propriétés de cet espace ? Et surtout, quels liens ces propriétés entretiennent-elles avec l'accélération des flux économiques et sociaux ?

L'accélération des flux a tout d'abord pour effet de permettre au capital d'élargir son horizon spatial de valorisation et d'accumulation et ainsi *d'unifier et d'homogénéiser* l'espace sous le règne de la valeur d'échange. En permettant à la loi de la valeur de s'étendre à la terre entière, de constituer celle-ci comme un seul et même marché, l'accroissement des vitesses de circulation génère un espace où les différences qualitatives sont niées et réduites à des quantités : un espace dans lequel toutes les choses (valeurs d'usage) rentrent dans une commune mesure (celle de la valeur d'échange), se comparent et se confrontent. De même, les lieux, débordés de toutes parts par les flux qui les traversent et les relient aux autres, voient leur autonomie, leur singularité et leur identité s'estomper puis s'effacer – avant, éventuellement,

d'être reproduites (« induites ») de façon factice (à coups de marketing territorial) à des fins économiques. Ainsi, la première qualité de l'espace abstrait, produit et support de la temporalité abstraite du capital (mesure de la pratique par le temps et accélération de cette dernière), est d'être un espace *sans qualités*. Par ailleurs, l'accroissement des vitesses de circulation consacre un espace où prime le mouvement et la mobilité, ce qui lui confère pour l'expérience sensible la *texture d'un liquide, ou d'un gaz* – qui n'altère pas, ou si peu, la fluidité des flux. Aussi, de façon convergente, les caractères ponctuels et changeants des flux économiques, de plus en plus marqués au cours du développement du capitalisme, dessinent *un espace mouvant, malléable et recomposable, qui paraît sans objectivité*. De même, l'accroissement des vitesses de circulation suppose et exige la production d'un espace *lisse*, dépourvu d'aspérités, sans obstacles ni barrières. Il suppose autrement dit la levée ou le contournement des discontinuités législatives et réglementaires, linguistiques et culturelles (c'est-à-dire des discontinuités institutionnelles au sens au large) et des discontinuités naturelles (reliefs ; cours d'eau ; marécages, etc.). L'espace doit autant que possible être réduit à une surface plane et continue pour garantir la fluidité des flux. Cet « espace des flux » (Castells, 1996), étendu, lisse, unifié, gazeux, malléable, où tout est mouvement, est enfin un espace où « tout est proche », dans le sens où tout est accessible « immédiatement », ce qui induit par ailleurs, comme le souligne Franck Fischbach (2011), que dans cet espace, « tout est présent ». Au temps capitaliste qui ne connaît que le « maintenant » (Postone, 2009) correspond ainsi *un espace qui ne connaît que l'« ici »*, dans lequel le « partout » et le « nulle part » se confondent et où l'« ailleurs » disparaît.

Plus qu'à une « fin de la géographie » ou qu'à un « anéantissement de l'espace par le temps », la tendance à l'accélération des flux inhérente au développement du mode de production capitaliste est donc associée à la production d'un espace spécifique dont les propriétés, bien qu'abstraites, n'en sont pas moins réelles et participent, à la fois au titre de condition et de résultat, à cette même tendance. Plutôt que de dire que le mode de production capitaliste « anéantit » l'espace, il serait ainsi plus rigoureux d'avancer qu'il « nie » l'espace, ou mieux encore : qu'il produit et se reproduit au travers d'un espace caractérisé par sa négativité.

La différence terminologique est subtile et peut sembler superfétatoire mais recouvre en vérité d'importantes différences conceptuelles, que nous sommes à présent en mesure d'explicitier et que nous continuerons d'éclaircir : l'espace abstrait se caractérise par sa négativité car il sert à nier les temps concrets (vécus et perçus) de la pratique sociale (parce qu'il constitue autrement dit le mode d'administration et de réalisation des exigences temporelles abstraites du capital) et

parce que ce temps nié « *réintroduit en retour ses traits et déterminations* » (Lefebvre, 2000, p. 309), à commencer par son « homogénéité » (sa réduction du qualitatif au quantitatif), sa « fluidité » et sa « continuité ».

Mais il ne s'agit à ce stade que d'une reformulation sans grande portée théorique, qui ne fait qu'ajouter un peu de rigueur conceptuelle par rapport aux formules couramment utilisées pour représenter la dynamique des rapports espace-temps dans le développement du mode de production capitaliste et qui permet simplement de démentir l'idée que la tendance à l'accélération des flux inhérente à ce développement conduirait à faire de l'espace une dimension négligeable pour l'analyse et la théorie du capitalisme. L'intérêt de la conception dialectique des rapports espace-temps que propose Henri Lefebvre n'apparaît en fait véritablement que lorsqu'elle permet de mettre au jour des contradictions.

Revenons pour cela sur les conditions spatiales de réalisation de la tendance du capitalisme à accroître toujours davantage les vitesses de circulation. Il ne suffit pas en effet, pour que puisse se réaliser cette tendance accélérationniste, qu'un espace lisse et continu soit mis en place. Comme le soulignent Henri Lefebvre (2000) et, à sa suite, David Harvey (2008), l'accroissement des vitesses de circulation - mais également la mise en place de l'espace lisse et continu qui en constitue le support - supposent la production de forces productives dont l'existence matérielle se caractérise par des propriétés spatiales et temporelles qui rentrent en contradiction avec les propriétés que nous venons d'évoquer. D'où des contradictions bien spécifiques, qui ne sont pas celles qui opposent temps abstrait et temps concrets d'une part ou espace abstrait et espaces concrets d'autre part, mais des contradictions internes à la spatio-temporalité abstraite du capital.

Parmi ces forces productives, il faut bien entendu évoquer les infrastructures de transport et de communication. Celles-ci ont pour propriété spatiale d'être fortement inscrites et enracinées dans le sol et comme propriété temporelle d'être durables, induisant de ce fait certaines formes d'irréversibilité. Pour s'affranchir de l'espace, pour lever ou contourner les discontinuités spatiales, pour atteindre l'état liquide ou gazeux, le capital doit ainsi paradoxalement produire de l'espace selon des configurations fixes, stables et solides : ponts ; tunnels ; canaux⁹³, etc. De

⁹³) Le blocage du canal de Suez au cours du mois de mars 2021 (du fait de l'échouement d'un porte-conteneurs de plus de 400 mètres de long) a fourni un bel exemple de l'importance de ce genre d'infrastructure pour la circulation du capital et plus généralement pour le fonctionnement des sociétés capitalistes. Selon les estimations de l'assureur Allianz, l'interruption du trafic au niveau de ce canal par lequel transite environ 10% du commerce mondial a occasionné un coût avoisinant les 400 millions de dollars par heure de blocage (Dupin & Fabre, 2021) : en comparaison, le coût pour l'entreprise Vinci des centaines d'opérations de blocage/filtrage de péages autoroutiers effectuées par les Gilets-Jaunes entre octobre et décembre 2018 ne s'élève « seulement » qu'à quelques dizaines

même, pour mettre en mouvement et accroître les vitesses de circulation des capitaux, des marchandises, des informations et des personnes, le capital doit en partie s'immobiliser dans des équipements dont la rentabilité ne peut être assurée (le cas échéant) qu'à long-terme : ports et aéroports ; routes et autoroutes ; systèmes de transports urbains ; réseaux de capteurs et d'émetteurs ; serveurs, etc.

Section 1. Les contradictions de la spatio-temporalité abstraite du procès de circulation du capital : autour de David Harvey.

C'est sans doute David Harvey qui insiste avec le plus de force sur cette contradiction, qu'il met au centre de son « matérialisme historico-géographique » et de sa « théorie spatiale du capitalisme ». Il avance ainsi que la géographie de l'accumulation du capital est mue par une contradiction « *entre fixité et mouvement, entre la capacité croissante à s'affranchir de l'espace et les structures spatiales nécessaires à cette fin.* » (Harvey, 2008b, pp. 95-96). Pour lui, cette contradiction accompagne le développement historique⁹⁴ du capitalisme, celui-ci reconduisant celle-là à des échelles sans cesse élargies.

Il souligne en particulier qu'elle constitue l'un des enjeux de ses restructurations historiques. En contexte de suraccumulation en effet, la production d'infrastructures de transport et de communication permettrait l'absorption des surplus de capital et de travail, évitant ou limitant ainsi leur dévalorisation, et, dans le même temps, d'ouvrir de nouveaux horizons à la valorisation et à l'accumulation du capital : de diminuer les faux frais de la circulation et d'accroître la vitesse de rotation du capital ; d'ouvrir de nouveaux marchés afin d'offrir de nouveaux débouchés pour le capital marchand suraccumulé ; de nouvelles opportunités d'investissement pour le capital-argent suraccumulé ; des possibilités de redéploiement du capital productif (la diminution des coûts de transports permettant d'approfondir la division

de millions d'euros (Le Monde, Reuteurs, 2018). Par ailleurs, en pleine pandémie de COVID-19, le blocage du canal a lourdement impacté les approvisionnements européens en matière de fournitures médicales. Sur le plan théorique, cet événement a ainsi permis de montrer que la dépendance du capital à l'égard des conditions spatiales de son procès de circulation constitue l'une des sources de son instabilité et de la fragilité des sociétés qu'il domine. Ce qui ne fait que confirmer l'importance de la prise en compte de l'espace dans l'analyse et la théorie du capitalisme.

⁹⁴) Si la notion utilisée par Harvey dans les traductions dont nous disposons est bien celle de « développement », il convient de préciser qu'il ne semble pas donner à cette notion le sens que nous lui octroyons dans cette thèse à la suite d'H. Lefebvre, d'A. Bihr et de M. Postone, à savoir celui du développement du capital compris comme processus de totalisation, au travers duquel ce rapport social s'approprie ses conditions sociales et matérielles en les soumettant aux exigences abstraites de son procès de mise en valeur. David Harvey semble en effet adopter une conception de l'histoire du capitalisme en termes de « dynamique ». Pour autant, à la différence d'autres courants théoriques et dans la mesure où il fonde cette dynamique sur les contradictions de la lutte des classes et de l'accumulation du capital, il ne conçoit pas cette dynamique comme un processus réversible, mais bien comme un processus cumulatif dont la trajectoire n'est pas purement contingente mais obéit au contraire aux tendances immanentes au mode de production capitaliste.

internationale du travail, c'est-à-dire de bénéficier plus amplement de la gamme des avantages comparatifs des différentes régions du globe et ainsi : de diminuer les coûts d'approvisionnements en capital constant ; de disposer de conditions plus favorables d'exploitation de la force de travail et d'une force de travail plus docile ; ou encore⁹⁵, d'accéder à de nouvelles valeurs d'usage pouvant être à l'origine d'innovations-produits et d'innovations de procédés⁹⁶). Mais ce faisant, observe-t-il, la production capitaliste de l'espace (sous la forme de la production d'infrastructures de plus en plus massives et performantes) ne fait que résoudre temporairement (« déplacer dans le temps et dans l'espace ») les crises de suraccumulation : en permettant l'absorption des surplus sous forme d'infrastructures, la production de l'espace jette dans le même temps les bases d'un nouveau processus d'accumulation, qui conduira de fait inéluctablement à une nouvelle crise de suraccumulation – ce qui contraindra alors le capital à de nouveau produire de l'espace, le plus souvent en remettant en cause l'espace antérieurement produit, etc.

On le voit, cette contradiction entre fixité et mouvement est donc la raison et le résultat sans cesse renouvelé de ce que David Harvey appelle les « spatial fixes » du capitalisme – notion qui constitue un des apports théoriques majeurs de cet auteur et qui désigne précisément ce besoin et cette capacité du capitalisme de produire de l'espace pour surmonter (temporairement et localement) ses contradictions et se rétablir de ses crises. De même, l'analyse de cette contradiction est au centre de son explication du processus de « destruction créatrice » qui caractérise le capitalisme en matière géographique, c'est-à-dire de sa tendance à bouleverser de manière récurrente les paysages économiques et sociaux. Ainsi, l'analyse de la contradiction entre mouvement et fixité, mobilité et immobilité, constitue une pièce centrale de l'œuvre de David Harvey qui, comme le résume Nicolas Vieillescazes (2008), s'attache à « spatialiser le marxisme » et à « marxiser la géographie » : la prise en compte de l'espace permet d'enrichir l'analyse des contradictions et du développement du capitalisme ; la prise en compte des contradictions du capitalisme permet de fournir une explication théorique de la fréquence et de

⁹⁵) Cette dimension du redéploiement spatial de la division du travail est toutefois très largement négligée par David Harvey et, comme le souligne Alain Bihr, par l'ensemble des théoriciens marxistes qui s'insèrent dans la tradition des théories de l'impérialisme (à la suite de Lénine, Luxembourg et Hilferding - dont se réclame d'ailleurs explicitement David Harvey). Alain Bihr donne une double explication à cette négligence : elle proviendrait d'une part d'une focalisation quasi-exclusive de ces auteurs sur le procès de circulation du capital (au détriment du procès de production) ; et d'autre part, d'une focalisation quasi-exclusive sur l'aspect valeur-d'échange de la marchandise, c'est-à-dire d'un oubli de l'aspect valeurs-d'usage.

⁹⁶) Que l'on pense par exemple au rôle des approvisionnements en coton rendus possibles par le développement spatial de la division du travail et la constitution de rapports centre-périphérie pour l'essor de la production textile en Europe ; ou du rôle du caoutchouc, ou du pétrole, pour l'industrie automobile ; de l'uranium pour la production énergétique ; des terres rares pour les nouvelles technologies...

la violence des recompositions géographiques ⁹⁷ au cours des époques moderne et contemporaine.

Encadré 2. Accroissement des vitesses de circulation et recompositions géographiques de la production capitaliste dans le livre II du *Capital* de Karl Marx.

Contre l'idée selon laquelle Marx n'aurait pas prêté attention à l'espace dans sa critique du mode de production capitaliste, il est ici possible de noter que l'on trouve dans le *livre II du Capital* des réflexions qui, non seulement préparent celles développées par David Harvey concernant le caractère chaotique de la géographie du capitalisme (soumise à des recompositions récurrentes), mais qui anticipent également certaines analyses des géographes contemporains (Ascher, 1995; Bassand & Kaufmann, 2000; Lussault, 2001) concernant le dépassement de « l'espace-distance » par « l'espace-temps », ou du règne de la « contiguïté » par celui de la « connexité » sous l'effet du développement des moyens de transports et de communication et au travers la mise en place d'un espace marqué par la figure du réseau.

Dans la deuxième section de l'ouvrage, où il analyse les efforts déployés par la classe capitaliste pour réduire le plus possible le temps de circulation des marchandises (tout en maintenant ou en accroissant l'échelle de la production), Marx note en effet que « *par suite du développement des moyens de communication et de transport* [qui répond précisément à cet objectif], *les différences relatives* [dans le temps de circulation de différents capitaux-marchandises] *peuvent être déplacées de manière à ne plus correspondre aux distances naturelles. Une voie ferrée, par exemple, qui relie un lieu de production à un important centre de population (...), peut faire en sorte qu'un point plus proche, mais non situé sur la voie ferrée, devienne plus éloigné, relativement ou absolument, que ce centre géographiquement plus éloigné.* » (Marx, 1968, p. 1223). Il ajoute alors que ce phénomène de décalage entre l'espace mesuré en temps et l'espace mesuré en distance constitue un facteur susceptible de participer à « *la ruine d'anciens centres de production et [à] l'essor de nouveaux, (...).* » (Marx, 1968, p. 1223). Par le truchement du développement des moyens de transport et de communication qu'elle motive, la tendance

⁹⁷) Notons que ce dernier point permet d'apporter une certaine réponse à l'objection méthodologique au projet d'une historicisation spatiale du capitalisme que nous avons rencontrée dans le premier chapitre de cette partie (I.2), selon laquelle la complexité inhérente à la géographie entraverait la perception ou conduirait à récuser l'existence de tendances générales orientant le développement du capitalisme. Contre de telles affirmations, David Harvey nous permet de comprendre que le caractère chaotique de la géographie n'infirme nullement l'existence de tendances historiques inhérentes au capitalisme, mais qu'il constitue en fait bien plutôt le produit de telles tendances – en l'occurrence de la tendance à la « destruction créatrice ».

accélérationniste du capital constitue ainsi, pour Marx, un facteur de recomposition de la géographie de la production.

Notons par ailleurs que les transformations de l'espace-temps (son décalage croissant avec l'espace-distance) induites par le progrès des moyens de transport et de communication sont tout autant susceptibles de précipiter le déclin ou l'essor de centres d'échange. Qu'on pense par exemple au déclin des foires continentales et à l'essor des citées portuaires précipités par la facilitation de la navigation entre la méditerranée et l'atlantique entre le XIV et XVI^e siècle. Cet exemple est particulièrement intéressant parce qu'il permet de préciser ou de rappeler qu'en matière spatiale il existe, au côté de déterminants techniques, des déterminants de nature géopolitique : le recours croissant aux transports maritimes dans les échanges entre le nord et le sud de l'Europe au cours de cette période s'explique en effet certes par diverses améliorations techniques, mais aussi par l'affaiblissement des puissances musulmanes en mer méditerranée qui s'accélère avec la fin de la Reconquista (au XIV et XV^e siècles), facilitant ainsi le franchissement du détroit de Gibraltar – même si l'hégémonie des puissances européennes (espagnole, génoise et vénitienne notamment) en Méditerranée ne sera pleinement consacrée qu'après la bataille de Lépante, à la fin du XVI^e siècle (1571). (Crouzet, 2000)

Mais ce qu'il y a d'encore plus intéressant pour notre propos dans les réflexions de David Harvey, c'est quand il montre que la prise en compte de l'espace et de la dépendance du capital à l'égard des infrastructures de transports et de communication pour la réalisation de sa tendance accélérationniste permet de découvrir des contradictions inhérentes à cette même tendance. Il apparaît alors que non seulement la dynamique temporelle du capital ne saurait justifier de négliger l'espace dans l'analyse du capitalisme, mais plus encore que l'analyse de cette dynamique risque d'être appauvrie si on laisse de côté l'espace : cette mise de côté conduisant en effet à occulter certaines contradictions de la tendance accélérationniste du capital et ainsi à appauvrir la représentation théorique de la dynamique ou du développement historique du capitalisme. David Harvey souligne en effet que la contradiction spatiale entre fixité et mouvement que nous venons d'évoquer a pour effet d'induire une contradiction temporelle entre célérité et lenteur, entre accélération et ralentissement. La prise en compte du rôle des infrastructures de transport et de communication dans l'accélération des flux en tous genres amène effectivement à prendre conscience du fait que la satisfaction des exigences court-termistes du capital (en fait de l'une de ses fractions) n'est possible que sur la base d'engagements pris à long-terme (par une autre fraction du capital) : « *Une partie de la circulation du capital ralentit afin que la vitesse de rotation de la partie restante puisse*

s'accélérer. » (Harvey, 2008b, p. 71). Cette dualisation spatiale et temporelle du capital, dans laquelle l'immobilisation et le ralentissement de la vitesse de rotation d'une fraction du capital social est nécessaire à la mise en mouvement et à l'accélération de la partie restante, recèle d'importantes implications du point de vue de l'analyse économique. Nous examinons ici deux d'entre elles.

1- David Harvey souligne tout d'abord que cette dualité des temps de rotation a toutes les chances de conduire à des déséquilibres temporels sources de crises d'accumulation du capital. C'est le cas, par exemple, dans les situations où l'accumulation du capital opérée sur la base d'une configuration spatiale parvient au stade de la suraccumulation avant que le capital investi dans les infrastructures de transports et de communication qui structurent cette configuration spatiale n'ait eu le temps de se réaliser (d'être amorti). Dans une telle situation, deux cas de figure sont envisageables : soit les nouveaux surplus - qui ne trouvent donc plus à s'investir dans le cadre de la configuration spatiale qui ont permis leur formation⁹⁸ - ne sont pas non plus absorbés dans la production de nouvelles infrastructures et connaissent alors la dévalorisation, du fait de leur désœuvrement ; soit, au contraire, ils sont absorbés dans la production de nouvelles infrastructures (dans la production d'un nouvel espace qui permettra de relancer l'accumulation du capital sur de nouvelles bases), auquel cas ce sont les capitaux investis dans les anciennes infrastructures de transports et de communications qui risquent d'être dévalorisés – les nouvelles infrastructures rendant en effet souvent obsolètes les anciennes.

Comme le souligne David Harvey, ce genre de situation et donc la possibilité de ces types de crises sont hautement probables dans la mesure où rien n'assure *a priori* la concordance du temps nécessaire à l'amortissement du capital fixe immobilisé dans les infrastructures d'une part et du temps à partir duquel les virtualités de valorisation et d'accumulation ouvertes par ces mêmes infrastructures sont épuisées d'autre part. Une telle concordance, que David Harvey qualifie d'« équilibre dynamique », est ainsi tout à fait exceptionnelle et constitue selon lui l'une des explications des rares périodes de croissance et d'expansion continues qu'a connu le capitalisme au cours de son histoire.

Pour refermer ce point, précisons tout de même que David Harvey ne fait finalement ici que développer certaines des analyses effectuées par Marx dans le livre II du *Capital*, qui montrent précisément la possibilité de crises induites par la discordance des temps de rotation des

⁹⁸) C'est le cas quand tous les marchés qu'une configuration spatiale permet d'atteindre ont été saturés ; quand toutes les opportunités d'investissement ou de placement qu'elle offre ont été saisies ; quand le redéploiement du capital productif qu'elle permet a été poussé à son maximum, etc.

différentes franges du capital – analyses que l’on peut également trouver actualisées chez Daniel Bensaïd (Bensaïd, 1995) et Stavros Tombazos (Tombazos, 2020), qui proposent une analyse des crises du capitalisme comme « arythmie »⁹⁹.

2- Ensuite, David Harvey souligne que cette dualité des vitesses de rotation des capitaux a pour effet, toutes choses égales par ailleurs (théoriquement donc), d’induire une dualité du taux de profit dans la mesure où, comme il le rappelle, celui-ci dépend positivement de la vitesse de rotation du capital. Dans la deuxième section du livre II du *Capital*, Marx démontre en effet que l’accroissement de la vitesse de rotation (c’est-à-dire la diminution du temps que met le capital pour refluer sous sa forme argent après avoir parcouru le cycle de ses métamorphoses) permet – avec un taux de survaleur et une échelle de production par ailleurs inchangés - d’obtenir la même masse annuelle de survaleur à partir d’une avance initiale en capital plus faible ; ou, ce qui revient au même, d’obtenir une masse annuelle de survaleur plus grande à partir d’un capital initial identique. L’accélération de la vitesse de rotation du capital permet ainsi d’accroître le taux *annuel* de survaleur¹⁰⁰, donc – toutes choses égales par ailleurs - le taux de profit. À l’inverse, un allongement du temps de rotation implique le besoin, pour retirer la même masse annuelle de survaleur, d’accroître l’avance initiale de capital¹⁰¹ - et se traduit donc par une diminution du taux annuel de survaleur... Précisons enfin qu’à cela s’ajoute le fait que plus le temps de rotation est long, plus le risque que les conditions générales du marché évoluent est important, ce qui diminue d’autant l’attractivité de tels investissements.

Le problème est donc le suivant : l’accroissement ou le redressement du taux de profit qui résulte de la diminution du temps de circulation du capital et donc de l’accroissement de sa vitesse de rotation¹⁰² repose sur l’investissement d’une partie du capital social (total) dans des projets (production, entretien et exploitation d’infrastructures de communication et de transport) où la vitesse de rotation du capital est faible et où, en conséquence, le taux de profit

⁹⁹) Il est « amusant » de noter que la théorisation des crises comme passage de l’« eurythmie » à l’« arythmie » a également été formulée par Henri Lefebvre dans le cadre de son projet rythmanalytique : tandis que l’eurythmie se définit par l’association et la concordance de rythmes différents, l’arythmie renvoie à cet état pathologique où « *les rythmes se dissocient, se modifient et passent à côté de la synchronisation* » (Lefebvre, 2019c, p. 93). Cependant - du moins dans l’ouvrage dont nous disposons - Henri Lefebvre n’applique pas ces concepts à la multiplicité des temps de rotation du capital, mais aux différents rythmes « concrets » du corps et de la vie quotidienne, notamment.

¹⁰⁰) Le taux de survaleur (associé par définition à une rotation de capital) restant par hypothèse le même, l’accroissement du nombre annuel de rotations conduit à accroître le taux annuel de survaleur.

¹⁰¹) Dans l’édition Gallimard des livres II et III du *Capital*, il est possible de trouver la démonstration complète de cette loi dans le chapitre X intitulé « La rotation du capital variable ». Voir notamment les pages 1249 à 1255.

¹⁰²) Cette formulation, que nous avons déjà utilisée plusieurs fois, pourrait laisser penser que seule la diminution du temps de circulation est susceptible de permettre l’accroissement de la vitesse de rotation du capital. Il n’en est rien. Il est également possible d’accroître la vitesse de rotation du capital en réduisant le temps du processus de production, ou temps de production du capital (Marx, 1968, p. 1147)

est, toutes choses égales par ailleurs, faible. Cette configuration (théorique) n'est pas sans poser de problèmes. Dans la mesure où les capitaux sont à la recherche des rendements les plus élevés, les investissements dans les infrastructures risquent de ne pas être effectués. Si l'on admet - ce qui est vraisemblable - que la fraction du capital devant s'engager dans les infrastructures est minoritaire (et qu'est majoritaire la fraction du capital bénéficiant, le cas échéant, de l'accélération de la circulation permise par ces mêmes infrastructures) il y aurait alors une contradiction entre le capital social et le mouvement des capitaux individuels : le mouvement des capitaux individuels à la recherche du taux de profit le plus élevé conduirait à négliger la production d'infrastructures de transport et de communication et donc à négliger une possibilité de redressement ou d'accroissement du taux de profit moyen du capital dans son ensemble. Se pose alors la question de savoir comment, dans la réalité, cette contradiction peut être surmontée ; c'est-à-dire, comment les investissements dans les infrastructures nécessaires à l'accroissement de la vitesse de rotation du capital (de sa fraction majoritaire) peuvent être effectués. David Harvey avance plusieurs éléments de réponse à cette question.

- a) La première manière de répondre, qui revient en quelque sorte à écarter le problème, consiste à faire remarquer que la vitesse de rotation du capital n'est pas le seul déterminant du taux de profit. Dans le cas des infrastructures de transport et de communication deux paramètres, en particulier, sont susceptibles d'influencer positivement le taux de profit et ainsi de compenser l'effet négatif sur celui-ci de la lenteur des rotations du capital engagé. Le premier paramètre renvoie au caractère le plus souvent oligopolistique ou monopolistique de l'offre dans ce secteur. Ainsi, du fait de leur pouvoir de marché, les entreprises auxquelles il revient de produire, d'entretenir et d'exploiter les infrastructures sont en mesure d'imposer des prix qui ne reflètent pas la valeur de ces infrastructures et des services qui leur sont associés, c'est-à-dire qui sont supérieurs à l'équivalent argent de la valeur que contiennent ces services. Dans ce cas de figure, les profits réalisés par les capitaux engagés dans les infrastructures sont en partie de nature rentière et proviennent en partie d'une ponction de la survalueur produite par les autres branches de la production. Une telle situation n'est viable pour le capital dans son ensemble qu'à la condition que l'accroissement de la quantité de survalueur induit par l'accélération de la vitesse de rotation de la fraction majoritaire du capital soit supérieur à la quantité de survalueur captée par les entreprises associées aux infrastructures de transport et de communication et que, dans le même temps, la quantité de la survalueur captée par ces entreprises soit suffisante pour leur assurer un taux de

profit normal au regard de la moyenne sociale : tout cela dépend, on le devine, de la façon dont les infrastructures de transport et de communication permettent effectivement d'accroître la vitesse de rotation du capital (de sa fraction majoritaire). Deuxièmement, il est possible de considérer que l'effet négatif de la lenteur de la rotation du capital engagé dans les infrastructures est compensé par l'importance relative du travail vivant (du capital variable) dans la production, l'entretien et l'exploitation de ces infrastructures : la faible composition organique du capital pouvant ainsi compenser la lenteur de ses rotations¹⁰³.

- b) Mais laissons ces paramètres de côté. Un deuxième type de réponse, indépendant de celui qui précède, est envisageable. Nous l'avons en fait déjà fait apparaître plus haut ; et c'est celui que semble privilégier David Harvey. Il consiste à mettre en avant le fait que les investissements dans de nouvelles infrastructures de transport et de communication sont effectués dans les phases de suraccumulation du capital, c'est-à-dire lorsque le taux de profit moyen est en diminution. En fonction de l'importance de la crise de suraccumulation, le taux de profit moyen peut s'abaisser d'une façon telle qui rende relativement attractifs les investissements dans les infrastructures, permettant ainsi la production de ces dernières et la relance du processus global d'accumulation du capital.

- c) Une troisième façon de surmonter la contradiction présentée ci-dessus passe par le recours au capital fictif. Comme le souligne David Harvey, le capital fictif permet tout d'abord « *de convertir [un cycle de rotation] très étalé dans le temps en taux de retour annualisé. Il facilite l'achat/vente quotidien de droits et de titres de propriété sur une part du produit du travail futur* » (Harvey, 2008b, p. 73). Le capital fictif constitue ainsi une façon, pour les capitalistes, de réduire l'incertitude inhérente au temps long de tels investissements et permet à ce titre d'encourager ces derniers. Mais – et David Harvey le précise aussitôt - ceci ne change nullement le temps réel de la rotation du capital (il n'est pas diminué pour autant) et n'influe en conséquence aucunement sur le taux de profit associé à ces investissements. Ainsi, bien qu'étalée de façon régulière dans le temps, la rentabilité escomptée des investissements dans les infrastructures de transport

¹⁰³) Ce point a été avancé par Henri Lefebvre mais aussi par certains auteurs apparentés à la théorie du « Capitalisme Monopoliste d'État », comme Christian Topalov (Topalov, 1977). Nous y reviendrons plus loin dans cette section

et de communication continue d'être comparée à celle liée aux investissements dans les autres branches de la production. En conséquence, aussi longtemps que cette rentabilité escomptée est inférieure à celle que les capitalistes peuvent espérer en investissant leur capital dans les autres branches de la production, les investissements dans de nouvelles infrastructures n'auront pas lieu. Mais précisément – et c'est là le véritable « intérêt » (par rapport au problème qui est le nôtre¹⁰⁴) du recours au capital fictif – la formation du capital fictif permettant les investissements dans les infrastructures peut s'effectuer sur la base d'une surestimation¹⁰⁵ du taux de profit escompté, c'est-à-dire sur des bases spéculatives. Quand c'est le cas, les détenteurs de titres de propriété retirent des revenus de leur placement jusqu'au moment où la survalueur produite par le travail vivant se révèle insuffisante pour honorer les dettes. Les capitaux investis dans les infrastructures (et les titres de propriété correspondants) connaissent alors une dévalorisation qui peut à son tour donner lieu à une crise plus ou moins généralisée. C'est par exemple ce qui s'est produit lors de la « Longue Dépression » de la fin du XIXe siècle (1873-1896), déclenchée par le dégonflement des bulles spéculatives ferroviaires et immobilières aux États-Unis et en Europe occidentale (Allemagne ; Angleterre ; Autriche-Hongrie ; France). Plus proche de nous, on peut tout aussi bien penser à l'éclatement de la « bulle internet » au début des années 2000, ou à la « crise des subprimes » de 2008.

Insistons sur le fait que, dans tous les cas, l'éclatement des bulles spéculatives et les krachs boursiers correspondants ne constituent pas la cause des phases de récession ou de dépression qui s'ensuivent, mais simplement leur détonateur. En dernière analyse, les crises trouvent en effet leur cause dans la tendance à la suraccumulation du capital, c'est-à-dire, d'un point de vue théorique, dans les contradictions immanentes du mode de production capitaliste – éventuellement amplifiées par des facteurs plus contingents¹⁰⁶. La formation de bulles spéculatives n'est elle-même qu'un exutoire à la

¹⁰⁴) C'est-à-dire du point de vue du développement de ces forces productives que sont les infrastructures de communication et de transport.

¹⁰⁵) Il faudrait ici préciser avec André Orléan (bien que nous nous partageons pas ses positions théoriques sur la question valeur) que cette « surestimation » ne relève pas d'une erreur dans les calculs rationnels effectués par les agents financiers, mais bien plutôt de comportements mimétiques polarisés par une convention financière (Orléan, 2011).

¹⁰⁶) En plus du mouvement propre de l'accumulation du capital, la suraccumulation du capital peut être amplifiée par l'appropriation de richesses et/ou de valeur selon des modalités « non-économiques », c'est-à-dire extérieures au mouvement de l'accumulation du capital et faisant le plus souvent appel au pouvoir de l'État et à son potentiel de violence coercitive. Pour illustrer ce point tout en restant sur la période de la Longue Dépression du XIXe, il est tentant de citer un passage de la préface qu'Engels a apporté à sa série d'articles sur *La question du logement* lors de sa réédition en 1887, où il avance que les sommes prévues par le « Traité de Francfort » versées par la France à l'Allemagne n'ont finalement fait qu'exacerber la surabondance de capitaux et accroître l'ampleur du Krach de 1873-1874 : « C'était l'époque où la manne des milliards français se déversait sur l'Allemagne ;

suraccumulation du capital, une fuite en avant illusoire et désespérée. On remarque ainsi que la solution que nous examinons ici (i.e., investissement dans les infrastructures par formation de capital fictif) est, comme le souligne David Harvey, étroitement liée à celle que nous avons évoquée juste au-dessus (i.e., état de suraccumulation du capital et baisse du taux de profit).

Mais ce qu'il importe ici de noter, c'est que bien que les investissements dans les infrastructures de transports et de communication soient, dans le cas que nous considérons, réalisés sur des bases spéculatives et qu'à ce titre la dévalorisation des capitaux qui y sont engagés a, à terme, quelque chose d'inévitable, bien souvent (si la phase de spéculation a été suffisamment longue) le produit considéré du point de vue de sa valeur d'usage demeure. C'est ce que souligne David Harvey au sujet de la crise de 1873 : « *Le capital fictif (parts dans les voies ferrées ; dettes des constructeurs) fut dévalué, les dettes furent effacées, les entreprises firent banqueroute et le travail cessa. Bien que ce système fût de plus en plus perçu comme intolérable pour le capital et le travail, il avait la vertu de mettre de côté la valeur d'usage tout en éliminant purement et simplement le capital suraccumulé.* » (Harvey, 2008b, p. 78). De cette manière, une fois passé le choc de la dévalorisation, l'accumulation du capital peut repartir sur de nouvelles bases (cf. supra). Il en est allé de même après l'éclatement de la bulle internet : la période d'euphorie a duré suffisamment longtemps pour que soient jetées les bases de l'infrastructure numérique qui permet aujourd'hui au « capitalisme de plateforme » de prospérer (Srnicek, 2018).

- d) La quatrième solution permettant au capital social de se doter d'infrastructures de transport et de communication assurant la diminution de son temps de circulation et l'accroissement de sa vitesse de rotation renvoie à la prise en charge par l'État (les pouvoirs publics) de la production, de l'entretien et de l'exploitation de ces infrastructures. Dans ce cas de figure, ce sont donc les pouvoirs publics qui assument la faible rentabilité et le risque inhérent à ces investissements nécessaires à l'accroissement ou au redressement du taux de profit moyen. En prélevant une part des surplus de travail et de capital pour les engager dans la production de ces infrastructures, les pouvoirs

l'État remboursait ses dettes, on construisait des places fortes et des casernes, on renouvelait les stocks d'armes et d'effets militaires ; brusquement, le capital disponible, tout autant que la masse d'argent en circulation, se trouvèrent considérablement accrus (...). Les milliards donnèrent à la grande industrie alors à ses débuts un puissant essor ; ce sont eux surtout qui amenèrent après la guerre la brève période de prospérité si riche en illusion, suivie aussitôt du grand krach de 1873-1874. ». (Engels, 1872)

publics agissent en quelque sorte contre la rationalité des capitaux individuels en incarnant la rationalité du capital dans son ensemble. Plus encore, les pouvoirs publics peuvent renoncer totalement à un quelconque retour sur investissement, voir accepter de réaliser des pertes. Dans cette situation, la dévalorisation du capital investi dans les infrastructures est donc encore plus marquée : les services associés à ces infrastructures étant en effet payés par les consommateurs à un prix qui ne reflète pas leur valeur, à savoir le temps de travail socialement nécessaire à leur prestation. Mais cette prise en charge de la production et de l'entretien des infrastructures de transport et de communication par les pouvoirs publics est plus ambiguë qu'il n'y paraît pour le capital. D'un côté, dans la mesure où les capitaux individuels consomment les services associés à ces infrastructures, la dévalorisation de ces mêmes services se traduit par une baisse des dépenses en capital constant engagées par ces derniers pour les besoins du processus de circulation de leur capital, ce qui permet l'amélioration du taux de profit. De même, la dévalorisation de ces services peut contribuer à accroître le taux de profit des capitaux privés en permettant un accroissement du taux de plus-value sous sa forme relative : la faiblesse du prix des services de transports en commun qui interviennent dans la mobilisation quotidienne de la force de travail permettant en effet de dévaloriser cette dernière, de diminuer le coût de sa reproduction, c'est-à-dire de diminuer les salaires (ou de contenir leur augmentation). Lorsque les infrastructures sont prises en charge par les pouvoirs publics, ce sont donc deux facteurs de redressement du taux de profit qui viennent se rajouter à ceux que nous avons cités plus haut (accélération de la vitesse de rotation ; nouveaux débouchés pour le capital marchand suraccumulé ; nouvelles opportunités pour le capital argent suraccumulé ; possibilité de redéploiement du capital productif). Mais d'un autre côté, cette même prise en charge constitue une limite à la dynamique expansive de l'accumulation du capital, qui constitue comme on le sait une contretendance à la baisse tendancielle du taux de profit. On s'en doute, cet aspect se révèle particulièrement problématique pour le capital dans les phases de suraccumulation, lorsque le taux de profit moyen s'effondre et qu'en conséquence, la faible rentabilité des investissements dans les infrastructures devient comme on l'a vu relativement attractive : c'est en général dans ces circonstances que certains capitalistes feront pression auprès des pouvoirs publics afin d'encourager la privatisation de ces infrastructures voir des services publics qui y sont associés – quitte à remettre en cause (pour le reste de la classe capitaliste) les sources d'amélioration du taux de profit moyen que nous venons d'évoquer. Enfin, David Harvey montre que la prise en charge des

infrastructures par l'État, et la dépendance du capital à l'égard de ce dernier qu'induit cette prise en charge, est à l'origine d'une transfiguration de la contradiction entre mouvement et fixité qui se mue dès lors dans la contradiction entre ce qu'il appelle la « logique moléculaire » du capital d'une part, et la « logique territoriale » des États d'autre part (Harvey, 2010a)¹⁰⁷. L'affirmation de la logique territoriale des États est alors susceptible de se traduire par l'érection de barrières commerciales (douanières ; réglementaires) et de limites à l'échangeabilité des devises qui ont pour effet de remettre en cause l'homogénéité et la continuité de l'espace qu'exige le procès de circulation du capital¹⁰⁸.

Ces développements autour des travaux de David Harvey permettent donc de percevoir plus concrètement l'intérêt de la prise en compte de l'espace dans l'analyse du développement historique du capitalisme. Nous avons vu en effet que cette prise en compte permet de mettre au jour des contradictions : la tendance accélérationniste du capital est minée par une contradiction entre mouvement et fixité qui est elle-même inséparable d'une contradiction entre célérité et lenteur (ou accélération et ralentissement). Mais nous voyons également que la prise en compte de l'espace invite dans le même temps à découvrir la façon dont sont régulées ces contradictions inhérentes à la spatio-temporalité abstraite du procès de circulation du capital. Dans ce qui précède, nous avons ainsi relevé trois éléments de régulation :

- 1- Diminution du taux de profit moyen en période de suraccumulation
- 2- Recours au capital fictif
- 3- Prise en charge par les pouvoirs publics

Comme nous l'avons furtivement aperçu en chemin, ces éléments de régulation ne sont pas exclusifs les uns des autres. Le plus souvent en fait, dans la réalité, ils s'articulent selon des combinaisons complexes et changeantes. Les distinctions que nous avons opérées ne sont donc que théoriques et ont surtout pour intérêt de faciliter l'exposé. La production de nouvelles infrastructures peut par exemple intervenir dans une période où les capitaux sont surabondants et s'effectuer dans le cadre d'une politique industrielle qui sera adossée à la formation d'un capital fictif (émission de titres de dette souveraine). Dans une perspective historiciste, l'enjeu pour la recherche pourrait alors consister à caractériser les différentes formes d'articulation que

¹⁰⁷) Nous laissons ici de côté la façon dont David Harvey convoque cette contradiction dans sa théorisation de l'impérialisme – objet principal de l'ouvrage cité.

¹⁰⁸) Le cas des États-Unis, avec son relatif retour au protectionnisme au cours de la dernière décennie, fournit un bel exemple de cette contradiction.

ces éléments de régulation ont connu au cours de l'histoire du capitalisme. Selon cette perspective, il serait possible de définir le mode de régulation des contradictions spatio-temporelle du processus d'appropriation capitaliste du procès de circulation comme une articulation déterminée entre ces différents éléments – dont la liste n'est au demeurant peut-être pas exhaustive. Sans nous engager plus avant dans cette voie, on peut par exemple faire l'hypothèse, en reprenant la périodisation de l'école de la régulation, que la prise en charge par l'État constituait l'élément dominant du mode de régulation dans le cadre du capitalisme fordiste (celle-ci étant alors relativement autonome de la formation de capital fictif du fait du recours à la monétisation pour le financement des déficits publics), tandis que le capital fictif occuperait aujourd'hui une place centrale et dominante dans le mode de régulation associé au « capitalisme néolibéral » et à son « régime d'accumulation financiarisé » - sans que le rôle des pouvoirs publics ne disparaisse pour autant (partenariats public-privé). De même, dans une telle perspective, il conviendrait de saisir les formes nouvelles que ces modes de régulation confèrent aux contradictions de la spatio-temporalité abstraite du procès de circulation du capital et d'analyser les mécanismes spécifiques des crises (transfigurées) qui en découlent.

Section 2. Les contradictions de la spatio-temporalité abstraite du procès de circulation du capital : autour d'Henri Lefebvre.

Mais revenons vers Henri Lefebvre pour continuer d'explorer les contradictions et la régulation de la spatio-temporalité abstraite du procès de circulation du capital.

Dès les années 1970, il anticipait et critiquait les prophéties annonçant la dissolution/résorption de l'espace et du temps au travers de la multiplication et l'accélération des flux en tous genres. Voici par exemple ce qu'il avançait dans un entretien enregistré en 1972 : *« On peut dire en allant aussi loin que possible que la ville disparaîtra et que l'éphémère va se substituer au durable dans tous les domaines... Eh bien je ne le crois pas. Je ne crois pas que la société puisse se résoudre en simples flux de marchandises, d'informations et de gens. Ce qui après tout est une idée que certains envisagent, sans d'ailleurs la formuler très clairement (...). Mais regardez à quel point le mouvement est complexe et contradictoire – et comme je dis dans mon vocabulaire : dialectique. C'est que, vous voyez que cette tendance à la dissolution du durable dans l'éphémère est en même temps tendance à la constitution de centres qui sont des centres politiques dotés de pouvoir abusif, exagéré, mais qui sont des centres et des centres fortement enracinés, inscrits dans le sol. Alors vous voyez, cette société ne peut pas devenir simplement une société de l'éphémère. Elle sera le lieu d'un conflit entre l'éphémère et le durable mais*

elles ne pourront pas s'abstenir de penser et de constituer des espaces durables » (Lefebvre, 2012).

À partir d'une argumentation un peu différente de celle déployée par David Harvey, Henri Lefebvre insistait donc lui aussi sur le caractère fondamentalement contradictoire de l'appropriation par le capital de son procès de circulation. Plus que sur les infrastructures de transport et de communication que supposent le raccourcissement des distances mesurées en temps et la réduction de l'espace à une surface lisse et continue, il mettait pour sa part l'accent sur le fait que la célérité et le caractère éphémère des flux, ainsi que leur enchevêtrement de plus en plus complexe et les risques de défaut de synchronisation qui en découlent, impliquent le renforcement, au sein de la division capitaliste du travail, des fonctions de direction, de commandement, de gestion, de coordination et contrôle¹⁰⁹ ; lesquelles opèrent depuis des « établissements fixes et stables » qui se réunissent en des centres où se concentre le pouvoir politique et économique (Lefebvre, 2000, p. 447) – et près desquels se regroupent également les principales infrastructures de transport et de communication.

Ainsi, loin d'annoncer la fin des concentrations urbaines, l'hypertrophie de la sphère circulatoire et le développement des moyens techniques de transport et de communication préfiguraient selon lui bien plutôt une nouvelle forme d'urbanisation des sociétés capitalistes, entretenant un rapport complexe de rupture/continuité par rapport à la forme d'urbanisation caractéristique de l'époque industrielle. Contradictoirement à la tendance à l'homogénéisation perceptible au travers de l'ubiquité des flux, de la réalisation du marché mondial, mais aussi de l'étalement de la nappe pavillonnaire, de la remise en cause de l'opposition ville-campagne¹¹⁰ et de l'avènement d'un « urbain généralisé », il voyait se mettre en place un espace fortement centralisé, marqué par la verticalité et structuré par de nouveaux rapports centre-périphérie de plus en plus internes à l'urbain¹¹¹. Il faut dire qu'à cette époque (années 1960-1970) à Paris, sortaient de terre ou étaient en train de sortir de terre les tours du quartier d'affaires de La

¹⁰⁹) Il est difficile de ne pas rapprocher ces idées de celles défendues par Saskia Sassen au sujet de ce qu'elle appelle les « global cities » (Sassen, 2004). Pour Sassen en effet, la mondialisation contemporaine se déploie au travers d'un double mouvement de dispersion et de centralisation. Les centres des villes globales assurent un rôle d'organisation des réseaux et de pilotage de la complexité des flux induite par la financiarisation, l'internationalisation des chaînes de valeurs et les formes flexibles de valorisation du capital.

¹¹⁰) Henri Lefebvre insiste sur le fait que cette remise en cause de l'opposition ville-campagne par le capitalisme ne constitue aucunement un dépassement au sens marxiste du terme, mais au contraire la fusion des deux dans un « magma informe » (Lefebvre, 2000, p. 445).

¹¹¹) « *Le capitalisme d'État et l'État en général ont besoin de la ville comme centre (de décisions, mais aussi de richesses, d'information, d'organisation de l'espace). En même temps, ils font éclater et disparaître la ville comme centre historiquement constitué, comme centre politique. La centralité s'effondre dans l'espace qu'elle engendre, c'est-à-dire dans les rapports de production existants et dans leur reproduction.* » (Lefebvre, 2002, p. 12)

Défense et celle de Montparnasse (jouxant significativement la nouvelle gare Montparnasse et ses Trains à Grande Vitesse) qui allaient bientôt accueillir dans leurs bureaux des activités relevant du tertiaire supérieur et leur population de cadres et professions intellectuelles supérieures – en remplacement des populations ouvrières syndicalisées, en grande part d’origine immigrée, repoussées et dispersées dans les périphéries (Clerval, 2016).

Henri Lefebvre pointe ainsi un ensemble de contradictions internes à la spatio-temporalité abstraite du capital que l’on peut se risquer, avec quelques ajouts personnels (provenant de David Harvey notamment) à lister de la façon suivante :

Mobilité, ubiquité / immobilité, fixité

Étendu, continu et homogène / concentré, centralisé, fragmenté et hiérarchisé

Gazeux / solide

Éphémère, ponctuel / durable, permanent

Réversible / irréversible

Encadré 3. La dialectique « mouvement et fixité » pendant la crise sanitaire liée à la Covid-19.

La mise en place des mesures de confinement de la population dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 a en quelque sorte, et en partie, inversé cette unité contradictoire entre mouvement et fixité. En effet, alors que dans le cadre du fonctionnement normal du capitalisme avancé la fixité est la condition de la mise en mouvement, c’est le contraire qui semble se passer en période de confinement : l’immobilisation et l’enfermement d’une partie de la population (de la majorité de celle-ci), qui constituent la fin recherchée, ne sont rendus possibles que par une intensification de la mise en mouvement des marchandises (colis Amazon...), de l’information (réunions Zoom...) et des travailleurs de la circulation (livreurs Deliveroo...).

L’événement qu’aura constitué la crise sanitaire et les différents confinements qui auront été mis en œuvre dans le cadre de celle-ci invitent ainsi à se demander si l’essor fulgurant des plateformes numériques (encore accéléré par cet événement) ne pourrait pas conduire à terme à une évolution des rapports entre fixité et mouvement au sein des sociétés capitalistes : évolution au sein de laquelle le capitalisme renouerait - mais grâce à des moyens nouveaux et sans doute pour des raisons nouvelles - avec les pratiques d’immobilisation de la population qui caractérisaient le capitalisme industriel (Rousseau, 2008).

Précisons néanmoins que pour notre part, cette perspective possible nous semble très peu probable, tant nous tenons la mobilité croissante des individus pour une tendance structurelle essentielle de la modernité tardive ou du capitalisme avancé (VII.2 et IX.4) : en s'acheminant dans cette direction, le capitalisme se heurterait à coup sûr à de vives contestations et remettrait en cause certaines des caractéristiques contemporaines de la mise en valeur du capital.

Nous reviendrons sur ce point dans la deuxième partie de cette thèse, où nous nous intéresserons à l'importance de la mobilité spatiale des individus dans le cadre du « mode de vie métropolitain » et à son rôle dans la production de « subjectivités métropolitaines » que nous qualifierons de « narcissiques » et dont nous montrerons l'adéquation avec les exigences contemporaines de mise en valeur du capital (normes de consommation et normes de production) .

Henri Lefebvre n'analyse pas explicitement ou frontalement les enjeux économiques associés au développement de ces contradictions. Mais ses réflexions contiennent malgré tout quelques indications ou quelques d'éléments d'analyse desquels il est possible de repartir dans le but notamment de réfléchir sur la manière dont le développement de ces contradictions réagit sur les caractéristiques de la reproduction du capitalisme.

1- Au sujet des infrastructures de transport et de communication tout d'abord, Henri Lefebvre avance qu'elles constituent du capital fixe, qu'elles doivent théoriquement être considérées comme telles : *« Avec l'extension du capitalisme, le concept de capital fixe (constant) se reconsidère car il ne peut plus seulement désigner l'outillage, les locaux et les matières premières dans les entreprises. (...). Il s'étend de toute évidence aux investissements dans l'espace (autoroutes ; aéroports) et à toutes sortes d'équipements. Comment refuser aux réseaux radars qui balisent l'espace aérien le caractère de capital fixe ? Il s'agit d'instruments de types nouveaux que les routes, canaux, chemins de fer d'autrefois ne préfiguraient que de loin. Les réseaux de transports se consomment productivement parce qu'ils servent à déplacer les choses et les gens dans les circuits d'échange et aussi parce qu'ils investissent le savoir en une réalité sociale à l'échelle planétaire. »* (Lefebvre, 2000, p. 398). Henri Lefebvre souligne ainsi que le processus d'urbanisation capitaliste (ou d'urbanisation du capital) invite à actualiser le concept de capital fixe, c'est-à-dire à reconsidérer les valeurs d'usage que l'on désigne sous ce terme : à ne plus considérer uniquement celles qui sont circonscrites à l'intérieur des entreprises et à prendre également en compte celles qui se situent dans l'espace social. Il montre ce faisant l'intérêt de l'analyse spatiale pour l'actualisation des catégories théoriques :

spatialiser les catégories permet de les sortir de l'abstraction et de les remettre en prise avec l'histoire.

2- Le constat qui précède, concernant l'extension spatiale des forces productives et la nécessité de reconsidérer la catégorie de capital fixe qui en découle, invite alors notamment à s'interroger sur les implications de cette extension au regard des formes historiques de la valorisation du capital. En particulier, il nous semble que les analyses d'Henri Lefebvre nous invitent à reconnaître que, dans sa forme néocapitaliste, le processus d'urbanisation permet à la composition organique du capital de croître moins rapidement que sa composition technique, ce qui constituerait alors une contretendance à la baisse tendancielle du taux de profit et contribuerait à ce titre à la « survie du capitalisme ». Dans une terminologie régulationniste, on serait ainsi en droit de parler d'un mode de régulation, dans la mesure où l'accroissement de la vitesse de rotation du capital permise par le développement des infrastructures et, partant, par l'alourdissement de la composition technique du capital, se fait d'une façon telle que sa contrepartie contradictoire, à savoir l'alourdissement de la composition organique du capital, se trouve partiellement ou totalement levée¹¹².

Pour rendre compte de cette disproportion entre la croissance de la composition organique du capital et celle de sa composition technique, Henri Lefebvre met en avant la tendance à la socialisation des forces productives que matérialisent les recompositions spatiales de ces dernières, ainsi que les formes déterminées sous lesquelles cette tendance s'effectue dans le cadre du processus d'urbanisation néocapitaliste.

Le concept marxiste de « socialisation » recouvre plusieurs sens complémentaires et reçoit différentes acceptions en fonction des auteurs qui y ont recours – chacun ayant tendance à mettre l'accent sur l'un de ces sens. Il convient donc de préciser le sens dont il est question ici ; et pour cela, de rappeler très brièvement les principales facettes de ce concept.

Le concept de socialisation peut tout d'abord renvoyer à l'ensemble des modalités institutionnelles par l'intermédiaire desquelles les travaux privés (individuels) acquièrent un caractère social et sont déterminés par lui. La socialisation renvoie autrement dit à l'effet des

¹¹²) Notons que cette idée de disproportion entre la croissance de la composition organique du capital et celle de sa composition technique, qu'Henri Lefebvre ne formule pas explicitement mais qui transparait de manière évidente dans ses écrits, est en lien avec l'insistance de ce dernier sur l'intérêt de retrouver de « la théorie de la valeur d'usage de Marx ». Comme il le souligne, la restitution de la valeur d'usage (mais aussi, inséparablement, du travail concret, cf. supra) constitue l'un des objectifs de son économie politique de l'espace : « *L'analyse des espaces-enveloppes devra s'exposer à partir des marchés (locaux, nationaux, donc du marché mondial) en rejoignant la théorie des réseaux et des flux. La théorie de la valeur d'usage obscurcie et méconnue depuis Marx, sera restituée et remise au premier plan de façon complexe.* » (Lefebvre, 2000, p. 405).

institutions qui assurent que le travail dépensé par un producteur privé constitue et soit reconnue comme du travail socialement utile ; ce qu'il est, sous le capitalisme, à condition, d'une part, d'être conforme à la norme du temps de travail socialement nécessaire et, d'autre part, à condition de correspondre à un besoin ou à un désir solvable (Palloix & Zarifian, 1981). Dans le capitalisme concurrentiel, par exemple, et au niveau de procès de circulation, cette socialisation est principalement le fait du marché et de la concurrence : le premier s'assurant de la conformité de la valeur d'usage produite d'avec les désirs des consommateurs solvables ; la seconde, de la conformité de la quantité de valeur d'échange engagée et consommée par le producteur privé par rapport aux normes en vigueur en la matière dans une société donnée et pour une branche donnée¹¹³.

Deuxièmement, le concept de socialisation intervient dans la théorie marxiste pour désigner l'un des résultats du développement de la division capitaliste du travail, à savoir la production d'une force de travail *sociale*, celle du travailleur collectif, dont la puissance est supérieure à la somme des puissances individuelles des travailleurs – surplus de puissance que le capital s'attribue comme sa puissance propre et qu'il s'accapare sous forme de survaleur (Bihr, 2001).

Enfin, dans un troisième sens, qui est celui qui intéresse notre propos, le processus de socialisation désigne une dynamique au travers de laquelle les conditions et les moyens matériels de la mise en valeur des capitaux privés tendent à devenir de plus en plus extérieurs à ces derniers, c'est-à-dire à être produits en dehors d'eux : que ce soit par d'autres capitaux privés (la socialisation n'est en ce sens que le résultat du développement de la division sociale du travail) ou, plus extérieurement encore, par les pouvoirs publics ou par la « société civile », au sein de la sphère non-marchande.

Cette troisième acception du concept marxiste de socialisation constitue une actualisation historique de la précédente : elle désigne un aspect des caractéristiques socio-spatiales au travers desquelles s'effectue le développement contemporain des forces productives (i.e., le fait que ce développement s'effectue de plus en plus en dehors des entreprises). Elle est notamment convoquée dans les approches post-opéraïstes ; mais aussi par les auteurs de la revue *Temps Critiques*, autour notamment de Jacques Guigou et de Jacques Wajnsztein. Comme certains de

¹¹³) Dans les premiers travaux relevant de l'école de la régulation, chez Aglietta (1976) par exemple, la problématique de la socialisation (ainsi définie) occupait une place importante. Elle était notamment traitée au travers des notions de « normes de production » et de « normes de consommation », dont l'adéquation constitue l'un des enjeux de la régulation de l'accumulation du capital. Christian Palloix et Philippe Zarifian (1981) proposent une analyse critique de ce traitement de la problématique de la socialisation par les approches régulationnistes.

ces auteurs l'ont noté¹¹⁴, il est possible de voir Henri Lefebvre comme un précurseur dans la mise en avant de cette forme de socialisation du capital, qui peut se définir comme un processus d'« ouverture » de la valorisation des capitaux privés sur des conditions qui leur sont extérieures. Le passage que nous avons cité plus haut, dans lequel Henri Lefebvre indique la nécessité de reconsidérer le concept de capital fixe, montre particulièrement bien la façon dont il anticipait les analyses des approches en termes de capitalisme cognitif concernant le débordement de plus en plus marqué des forces productives mobilisées dans le cadre de la mise en valeur des capitaux par rapport à l'espace de l'établissement productif. La « dimension lefebvrienne » de la thèse du capitalisme cognitif semble d'autant plus pouvoir être établie dans la mesure où Henri Lefebvre met en avant le caractère historiquement déterminé de cette socialisation en la mettant, à l'instar des auteurs qui défendent cette thèse, en rapport avec l'hypothèse marxiste de l'essor du *General Intellect*. Voici par exemple ce qu'il dit dans un passage de *La production de l'espace* (chapitre VI) : « *Les alentours de la production proprement dite prennent une importance croissante, qui tend à diminuer celle du travail manuel et des tâches d'exécution localisées dans les entreprises. On a pu parler de « tertiarisation » de l'industrie. La conception du produit – tenant compte des « besoins » supposés ou suscités, impliqués ou manipulés, et par conséquent d'informations multiples - joue un grand rôle. D'où une organisation de plus en plus complexe du travail productif, puisque la conception et la rentabilité se confrontent et que les cycles parcourus par les produits se diversifient. Les « services des entreprises », les annexes et les sous-traitances se multiplient. Il en résulte aussi que les centralités urbaines (traditionnellement appelées : villes) prennent en charge l'intellectualisation du processus productif (traditionnellement nommé : rôle de la science dans la production, connaissance comme force productive).* » (Lefebvre, 2000, p. 449). C'est notamment la dernière phrase de cette citation qui est décisive pour notre propos. Elle invite en effet à analyser le prolongement contemporain du processus de socialisation du capital (des forces productives qu'il mobilise dans le cadre de son procès de valorisation) au prisme des transformations fonctionnelles des centralités urbaines : une piste susceptible d'apporter un approfondissement critique à la thèse du capitalisme cognitif que nous commencerons à explorer dans cette section et que nous approfondirons dans la prochaine partie de cette thèse (VIII).

¹¹⁴) On pense en particulier à Jacques Guigou qui souligne ce point dans sa préface à la troisième édition de *La survie du capitalisme*, ainsi qu'à Patrick Dieuaide, notre directeur de recherche, qui au cours de nos échanges nous a convaincu d'aller trouver chez Henri Lefebvre une démonstration de l'intérêt de l'analyse spatiale pour dans l'analyse des transformations historiques des rapports de production capitalistes.

3- Le troisième élément sur lequel Henri Lefebvre attire notre attention au sujet des contradictions de la spatio-temporalité abstraite du capital concerne le problème de la rente, qu'il associe à l'apparition de ce qu'il appelle les « nouvelles raretés ». Pour lui, le propre de ces nouvelles raretés est qu'elles renvoient non plus aux choses (aux biens produits) comme c'était le cas auparavant (dans les modes de production antérieurs au capitalisme et dans les premiers âges de celui-ci, quand les puissances sociales de la production étaient moins développées) mais à « l'espace et à ses éléments ». Il montre que ces nouvelles raretés sont le produit de deux tendances de l'urbanisation capitaliste : la tendance à l'étalement urbain d'une part et la tendance au renforcement des centralités urbaines d'autre part. Ces deux tendances sont chacune associées à un type de nouvelles raretés : les premières concernent l'espace naturel et les espaces dits historiques, à savoir ceux qui portent la trace de modes de production antérieurs au mode de production capitaliste ; les secondes concernent les lieux ou les localisations qui assurent les meilleures capacités d'accès aux valeurs d'usage et aux forces productives localisées dans les centres.

Bien qu'il ne s'agisse pas du point qui intéresse le plus directement notre propos, l'attention qu'Henri Lefebvre porte à la raréfaction de l'espace naturel et plus généralement aux problèmes écologiques mérite d'être relevée. Il faut dire que ces préoccupations n'étaient pas encore très répandues à l'époque où il rédigeait *La production de l'espace* [1974]. Notons donc tout d'abord qu'il est possible de trouver chez lui les jalons d'une critique de « l'écologie bourgeoise » ; ce qui pourrait nous fonder à voir en lui un précurseur du courant de l'éco-socialisme (Löwy, 2011) qui s'est développé à partir des années 1980 et qui constitue aujourd'hui une sphère particulièrement dynamique de la pensée marxiste (Harribey, 2013). Dans *La production de l'espace*, il reproche en effet aux discours qui publicisent la question écologique de couper (séparer, dissocier) cette dernière du mouvement dialectique qui l'a engendrée, à savoir des contradictions immanentes au mode de production capitaliste et des « contradictions de l'espace » qu'elles impliquent. Il avance de cette manière que ces discours renferment un caractère idéologique et qu'à ce titre, ils entrent dans la reproduction des rapports de production capitaliste : « *Par un mouvement dialectique, la nouvelle abondance (relative) des produits industriels dans la société dite de consommation s'accompagne d'un phénomène inverse, les nouvelles raretés. Ce mouvement dialectique n'a guère été analysé ni exposé pour lui-même, car les entités mises en avant (nuisances, pollutions, « environnement », écosystèmes, destruction de la nature, épuisement des ressources, etc.) le masquent. Elles servent d'alibi idéologique* » (Lefebvre, 2000, p. 379). Henri Lefebvre esquisse donc ici une critique de

l'écologie bourgeoise comme représentation fétichiste des problèmes écologiques. Cette critique est reprise dans *La survie du capitalisme* [1976]. Dans cet ouvrage, au sujet de la question écologique, telle qu'elle est publicisée, il dit par exemple ceci : « *De ces contradictions de l'espace, les questions et concepts récemment surgis, à savoir « l'environnement », les nuisances, l'épuisement des ressources, la destruction de la nature, ne donnent que des versions atténuées, ne montrent que des manifestations fragmentaires, masquant le problème global, celui de l'espace entier, production et gestion* ». (Lefebvre, 2002, p. 13). Dans cette citation comme dans la précédente, on voit donc que ce qu'Henri Lefebvre reproche à ceux qui s'emparent des questions écologiques, c'est de ne pas parvenir ou de ne pas vouloir ressaisir les phénomènes qu'ils déplorent dans le mouvement réel qui l'engendre (qui le produit). C'est autrement dit, de s'en tenir à une approche purement empiriste des problèmes écologiques. Une approche donc fort éloignée d'une analyse dialectique de la production capitaliste de l'espace qui seule permettrait de ne pas seulement constater, mais de *connaître* les problèmes écologiques, et donc de lutter contre.

Par ailleurs, au-delà des discours idéologiques auxquelles elles donnent lieu, il souligne que ces nouvelles raretés rentrent également dans la reproduction des rapports de production dans la mesure où elles sont la cible ou l'objet de nouvelles extensions du monde de la marchandise : « *Des biens jadis abondants parce que « naturels », qui n'avaient pas de valeur parce qu'ils n'étaient pas produits, deviennent rares. Ils se valorisent. Il faut les produire ; ils prennent donc, avec la valeur d'usage, une valeur d'échange.* » (Lefebvre, 2000, p. 379). Fidèle à sa pensée dialectique, il avance toutefois que cette intégration des ressources naturelles dans la production capitalistes ne se fera pas sans difficulté et qu'à ce titre, son issue sera déterminante pour la survie du capitalisme : « *Que va-t-il se passer ? L'exigence nouvelle (production ou reproduction des matériaux élémentaires) aura-t-elle un rôle stimulant et intégrateur pour le capitalisme, ou un rôle désintégrateur à terme plus ou moins lointain ?* » (Lefebvre, 2000, p. 381).

Notons qu'ici (et, semble-t-il, dans *La production de l'espace* de façon générale), Henri Lefebvre n'envisage pas l'incorporation de l'espace naturel au sein du mode de production capitaliste par l'intermédiaire de mécanismes rentiers, mais par ceux de la production industrielle. L'enjeu pour le capital est selon lui de reproduire de façon artificielle, sous forme de produits homogènes, de marchandises donc, les créations ou les œuvres uniques et spontanées de la nature. Il revient en fait à David Harvey d'avoir repris la problématique lefebvrienne de l'incorporation par le capital de ces nouvelles raretés (naturelles) et d'avoir mis

en avant les formes rentières que peut prendre cette incorporation, notamment dans son article intitulé *L'art de la rente* (Harvey, 2008a)¹¹⁵. Captation rentière et reproduction industrielle constituent ainsi deux modes différents d'incorporation des « nouvelles raretés » au sein du mode de production capitaliste, c'est-à-dire deux modes de régulation des contradictions de l'espace abstrait. Pour fournir une illustration rapide de ces derniers, on peut ici reprendre l'exemple des gorges de l'Ardèche, que nous avons utilisé plus haut : la « Grotte Chauvet », qui ne peut directement être exploitée du fait de la fragilité des œuvres humaines qu'elle contient, a fait l'objet d'une réplique marchande, la « Grotte Chauvet 2 Ardèche », qui constitue aujourd'hui une attraction touristique importante¹¹⁶ ; la valeur esthétique des gorges de l'Ardèche et de ses œuvres naturelles (« Pont d'arc », « Cirque de la Madelaine »,...) permet aux entreprises du secteur touristique implantées sur le territoire de réaliser des « surprofits localisés » dont une part (la part qui excède le profit moyen) est reversé à la propriété foncière et immobilière sous forme de « rente différentielle » (Topalov, 1977).

Le second type de « nouvelles raretés » qu'implique le processus d'urbanisation néocapitaliste renvoie, selon Henri Lefebvre, à la raréfaction de l'espace au voisinage des centres : « *La tendance à constituer des « centres décisionnels » qui réunissent sur un territoire restreint les éléments constitutifs de la société, donc utilisables par et pour le pouvoir, cette tendance entretient la rareté de l'espace sur le territoire considéré, aux environs du point central* » (Lefebvre, 2000, p. 384). Là encore, il souligne que ces nouvelles raretés constituent une contradiction de l'espace (abstrait), c'est-à-dire une contradiction de l'enveloppe matérielle de la reproduction des rapports de production capitalistes : « *Cette contradiction n'est pas extérieure aux rapports de production incorporés dans l'espace entier, encore moins à leur reproduction, puisque les centres de décision ont pour finalité expresse de les maintenir ; en même temps, c'est une contradiction de l'espace (et pas seulement dans l'espace, comme les contradictions classiques engendrées par l'histoire et le temps historique)*. (Lefebvre, 2000, p. 385)».

¹¹⁵) Notons que dans cet article, David Harvey mobilise très clairement les catégories et distinctions utilisées par Henri Lefebvre : homogène/différentiel ; sériel/non-sériel ; reproductible/unique, etc.

¹¹⁶) Il ne s'agit certes pas du meilleur exemple de reproduction marchande des nouvelles raretés, car en effet, cette grotte n'est pas reproduite en masse par de multiples producteurs capitalistes. Sa réplique, unique, est exploitée de façon monopolistique par un consortium d'entreprises. Il s'agit donc d'un cas intermédiaire entre valorisation marchande et valorisation rentière (rente de monopole liée à l'instauration de droits consacrant l'exclusivité du consortium dans l'exploitation de la réplique) d'une nouvelle rareté.

Il précise alors le statut de ces « contradictions de l'espace » par rapport aux contradictions classiques, en indiquant qu'elles sont impliquées par ces dernières, qu'elles les supposent et qu'elles s'y superposent, en les modifiant et en les aggravant.

Par ailleurs, de la même manière que pour la raréfaction de l'espace naturel et de ses éléments constitutifs, il note que la raréfaction de l'espace autour des centres de décision, comme contradiction de l'espace, peut avoir pour effet, en se superposant aux contradictions classiques, de recouvrir ou d'occulter ces dernières et ainsi de les soustraire à la critique et de détourner les objectifs des luttes sociales - ce qui contribue à la reproduction des rapports de production : *« À la suite de ce déplacement, il arrive que les contradictions nouvelles attirent sur elles l'attention, détournent l'intérêt et paraissent écraser les anciennes contradictions, voir les résorber. Ce n'est qu'une apparence »* (Lefebvre, 2000, p. 385).

De plus, ces mêmes contradictions peuvent également contribuer à la reproduction des rapports de production en ouvrant de nouvelles perspectives de valorisation du capital : c'est ce que l'on a vu au sujet des espaces naturels et de leurs éléments, dont la raréfaction conduit à en faire de nouveaux champs de valorisation et d'accumulation du capital.

Au bout du compte, cependant, et bien qu'elles puissent comme on le voit momentanément contribuer à la reproduction des rapports de production capitalistes, les contradictions de l'espace seront, selon Henri Lefebvre, les plus difficiles à résoudre pour la bourgeoisie. Plus que cela même, il estime que celles-ci seront amenées à jouer un rôle de premier plan dans la crise finale du mode de production capitaliste : *« Si la bourgeoisie a su et a pu résoudre quelques contradictions venues de l'histoire et parvenir à une certaine maîtrise des marchés (ce que Marx n'avait pas prévu), donc à une croissance relativement rapide des forces productives, elle ne résoudra pas les contradictions de l'espace (de son espace). »* (Lefebvre, 1974, page 482).

Il y a là, au travers de cette notion de « contradictions de l'espace », un point complexe et important sur le plan théorique, dans lequel l'intérêt d'une analyse spatiale révèle davantage son sens et sa portée. Quitte à nous répéter, essayons de le résumer schématiquement :

- ➔ La reproduction des rapports de production, c'est-à-dire le mouvement au travers duquel le capital surmonte ses contradictions fondamentales, passe par la production de l'espace (étalement urbain et domination de la nature ; renforcement des centralités).
- ➔ Mais ce faisant, en s'incorporant dans l'espace qu'il a lui-même produit, le capital développe un autre type de contradiction, les contradictions de l'espace (raréfaction de l'espace naturel ; raréfaction de l'espace urbain au voisinage des centres), qui

constituent une forme dérivée ou transfigurée des contradictions fondamentales, qui modifient ces dernières et qui peuvent se résoudre dans des formes de crises particulières – qui ne correspondent pas, par leurs formes et leurs mécanismes, aux crises classiques du mode de production capitaliste.

- ➔ Toutefois, et dans le même temps, cette dérivation ou transfiguration des contradictions fondamentales ou classiques en contradictions de l'espace peut contribuer à la reproduction des rapports de production capitaliste ; et ce, de deux manières, que l'on peut respectivement qualifier de politique (ou « hégémonique ») et d'économique : d'une part, politiquement, en recouvrant et en occultant ces mêmes contradictions fondamentales, ce qui permet de détourner l'attention de la critique et les revendications des prolétaires vers des objectifs qui ne visent pas directement les rapports de production capitalistes ; d'autre part, du point de vue économique, les contradictions de l'espace peuvent ouvrir de nouvelles opportunités de valorisation et d'accumulation du capital.
- ➔ Il n'en demeure cependant pas moins, pour Henri Lefebvre, que cette transfiguration spatiale des contradictions classiques du mode de production capitaliste sera amenée à plus ou moins long-terme à compromettre la survie du capitalisme.

Penchons-nous sur l'avant-dernier moment de cet enchaînement, à savoir sur la façon dont les contradictions de l'espace peuvent, sous certaines conditions (quand elles sont régulées), contribuer à la reproduction des rapports de production capitaliste. Sur le plan politique, on a vu que la raréfaction des espaces naturels est susceptible, quand elle n'est pas comprise comme une contradiction de l'espace abstrait (capitaliste), de donner lieu à des discours idéologiques désincarnés qui occultent et disculpent les rapports de production capitaliste, c'est-à-dire qui invisibilisent la responsabilité du capital à l'égard de la destruction de la nature. Ces discours et les pratiques politiques qu'ils motivent se réduisent alors au mieux à des pratiques tout à fait inoffensives pour le capital (donc pour la cause des phénomènes que contestent les idéologies en question), au pire à des pratiques susceptibles de relancer le processus de valorisation et d'accumulation du capital (donc encore une fois, la cause des phénomènes contestés) : on pourra penser ici à l'idéologie du capitalisme vert, ou aux pratiques et aux discours constitutifs du mouvement Vegan...

Il en va de même pour la raréfaction de l'espace urbain au voisinage des centres que pour la raréfaction des espaces naturels : elle aussi s'accompagne de phénomènes participant à la reproduction hégémonique et économique du capital.

En ce qui concerne la reproduction hégémonique du capital, Henri Lefebvre note que cette raréfaction de l'espace autour des centres est associée à une fragmentation et à une hiérarchisation de l'espace urbain dont les différentes parcelles reçoivent des valeurs d'échange inégales en fonction de leur proximité, ou connexité, par rapport aux points centraux ; ce qui, comme il le souligne, est l'origine de la constitution de périphéries et de phénomènes de relégation et de ségrégation des différentes franges du prolétariat au sein de ces périphéries: « [L'espace] est artificiellement raréfié autour des centres pour « valoir » plus cher, pour la vente en gros et en détail ; il est littéralement pulvérisé ; on le vend en « lots » et en « parcelles ». C'est à ce titre qu'il devient pratiquement le milieu des ségrégations, de la dispersion des éléments de la société repoussés vers les périphéries. » (Lefebvre, 2000, p. 386). On peut dès lors comprendre qu'au travers des contradictions de l'espace, les contradictions classiques se transfigurent d'une façon telle que la conflictualité sociale qu'elles déterminent peut être amenée à changer de forme et de contenu. Quand la ségrégation n'est pas comprise comme une propriété de l'espace abstrait et comme un résultat de la production capitaliste de l'espace (comme une contradiction de l'espace capitaliste), elle suscite des tensions, des rivalités et des formes de conflictualités qui tendent à éclipser voir à se substituer aux luttes de classes : les tensions et les conflits intercommunautaires qui animent les « luttes urbaines », par exemple. Les passions colériques qui trouvent en dernière analyse leur origine dans la reproduction des rapports de production capitaliste sont ainsi détournées de leur point d'effectuation rationnel (à savoir cette dernière, puisqu'elle constitue la cause en dernière analyse des affects tristes et des passions colériques correspondantes) en direction du prolétariat. Ce dernier s'en trouve ainsi divisé et affaibli en exacte proportion de ce que la bourgeoisie et son monde s'en trouvent disculpés et renforcés. La transfiguration spatiale des contradictions fondamentales des rapports de production capitalistes apparaît donc ici comme l'une des meilleures garanties de leur reproduction : en se transfigurant en contradictions de l'espace, les contradictions des rapports de production peuvent comme on le voit se changer de facteurs de révolution en facteurs de conservation de ces mêmes rapports de production. Le changement (de rapports sociaux) laisse alors place au pourrissement (des rapports sociaux et de la réalité qu'ils enserrent). Et le cours de l'histoire se fige dans la barbarie (IX. 5).

Il semble ainsi, à l'aune de ce qui précède, que l'analyse critique de l'espace et la connaissance de la transfiguration des contradictions classiques du capitalisme en contradictions de l'espace (abstrait) est susceptible d'enrichir la compréhension théorique des conditions contemporaines de la survie (politique ; hégémonique) du capitalisme en permettant de rendre compte de la

relative anomie des luttes de classes et de leur éviction par des formes de mobilisation et de conflictualité politiques qui peuvent être tout à fait solubles dans les rapports de production capitalistes, c'est-à-dire qui peuvent être « réduites » par ces derniers pour en faire des instruments de leur reproduction : tels les pratiques écologiques et les conflits communautaires ou identitaires.

Encadré 4. Prolonger Gramsci avec Lefebvre.

Les réflexions qui précèdent ne sont pas sans rappeler celles d'Antonio Gramsci (2011) qui, dans une Italie marquée par de fortes inégalités de développement entre le sud et le nord du pays, attacha une grande importance aux incidences de la fragmentation socio-spatiale des « classes subalternes » sur la capacité d'organisation du mouvement révolutionnaire, c'est-à-dire, pour employer sa terminologie, sur les possibilités d'émergence d'un « contre bloc hégémonique » opposé au « bloc bourgeois ». Comme le note Stefan Kipfer, Gramsci est en effet l'un des premiers auteurs marxistes à avoir explicitement adopté une perspective géographique dans son analyse des conditions socio-politiques de la reproduction du capitalisme. Sa démarche a en outre rencontré un certain succès et a depuis été reconduite à différentes échelles (de l'échelle intra-urbaine à l'échelle mondiale) dans le cadre des « subaltern studies » (Kipfer, 2017).

La perspective lefebvrienne que nous restituons dans ces pages est de notre point de vue susceptible d'englober et de dépasser cette démarche et les travaux qui lui correspondent. Elle invite en particulier à *endogénéiser* dans l'analyse théorique la formation des inégalités socio-spatiale de développement, dont les raisons ne sont de fait pas ou très peu explicitées par Gramsci et les auteurs qui s'inscrivent dans son sillage. L'apport théorique, concernant la connaissance de la reproduction du capitalisme, serait selon nous non négligeable : il s'agirait de cette façon de montrer comment les contradictions des rapports de production capitalistes engendrent une configuration spatiale qui, en entravant le processus d'unification des classes subalternes (aujourd'hui, du prolétariat), participe à la reproduction de ces mêmes rapports de production. Une telle analyse, dont Henri Lefebvre a jeté les bases en ce qui concerne l'échelle urbaine, pourrait et devrait sans doute être étendue à l'échelle planétaire, en convoquant par exemple les analyses du « développement inégal » (Harvey, 2010) ou les « nouvelles approches de l'impérialisme » (Serfati, 2018).

Sur le plan économique, nous avons tout à l'heure évoqué l'extension de la sphère de la valeur d'échange à laquelle peut donner lieu la raréfaction de l'espace naturel et de ses éléments. Mais

qu'en est-il de la raréfaction de l'espace urbain aux environs des centres de décision ? En quoi peut-elle constituer une source ou une opportunité de valorisation du capital ?

Remarquons tout d'abord qu'Henri Lefebvre présente la place et le rôle du secteur immobilier dans la survie du capitalisme d'une manière qui n'est pas sans rappeler le statut que David Harvey accorde à la production d'infrastructures nouvelles dans la perpétuation du processus d'accumulation du capital et la régulation de ses contradictions. Il souligne en effet que la production immobilière a pour fonction d'assurer l'absorption des surplus de capital et de force de travail, et ainsi d'éviter leur dévalorisation (cf.infra). Il est toutefois possible d'identifier une différence entre leurs analyses du point de vue de l'historicité qui est attribuée à ce phénomène d'absorption des surplus par la production de l'espace urbain : David Harvey semble situer son analyse au niveau de la temporalité cyclique de la dynamique d'accumulation du capital (où s'alternent phases de suraccumulation et de dévalorisation du capital), tandis qu'Henri Lefebvre l'inscrit au sein de la temporalité processuelle du développement historique du capital¹¹⁷. Le caractère central de la production de l'espace urbain correspond en effet pour lui à un stade avancé de développement des contradictions du capitalisme concurrentiel ; elle se comprend chez lui comme le résultat de la crise du mode de production capitaliste et comme l'un des moyens de sa survie – de la reproduction des rapports de production (laquelle, rappelons-le (II.1), ne se fait pas par simple « reconduction tacite » mais implique la « transformation des rapports sociaux existants et la production de nouveaux rapports »). Pour étayer ce propos, il est possible de se reporter au passage suivant de *La production de l'espace* : « *L'immobilier, dans le capitalisme, n'eut longtemps qu'une importance mineure. Non seulement la terre et le sol à bâtir appartenaient aux débris d'une classe, mais cette branche de production était occupée par des entreprises artisanales. Or la situation de cette branche et de ce secteur a changé un peu partout mais surtout dans les grands pays industriels. Le capitalisme a pris possession du sol ; il l'a mobilisé et ce secteur tend à devenir central. Pourquoi ? Parce que secteur neuf donc moins soumis aux entraves, saturations, difficultés diverses qui freinent les anciennes industries. Les capitaux se précipitent dans la production de l'espace, abandonnant la production de type classique, celles des moyens de production (machines) ou des biens de*

¹¹⁷) Précisons ici que ces deux types de temporalités (temporalité cyclique de la dynamique d'accumulation ; temporalité processuelle du développement historique du capital) ne sont pas distinctes l'une de l'autre : la première est contenue dans la seconde et la constitue ; elle détermine ses ruptures qualitatives ; en même temps que son inscription dans la seconde l'empêche d'être une pure répétition (de cycles d'accumulation-suraccumulation – dévalorisation). Pour tenir compte de l'unité de ces deux types de temporalités, on peut se tourner la vers la notion de « temps hélicoïdale » qu'utilise Alain Bihr pour définir la temporalité du « procès global de la production capitaliste » (Bihr, 2005)

consommation. Ce processus s'accélère au moindre indice de fléchissement dans les secteurs « classiques » ». (Lefebvre, 2000, p. 387).

Mais tout cela ne nous dit pas encore comment (sous quelles formes) le capital se valorise au sein de cette branche. Henri Lefebvre met en avant plusieurs éléments de réponse. Il souligne tout d'abord que le haut niveau du taux de profit moyen qui prévaut au sein de celle-ci s'explique, toutes choses égales par ailleurs, par l'importance relative du travail vivant dans la construction, donc par la faible composition organique des capitaux qui y sont engagés. Il écarte ensuite, sans prendre le temps d'argumenter son propos, les difficultés associées à la faible vitesse de rotation des capitaux engagés dans cette branche : « *Quant aux difficultés provenant de la trop lente obsolescence des produits, ce qui tend à entraîner un ralentissement de la rotation du capital, on les combat par des procédés très divers* » (Lefebvre, 2000, p. 388). Enfin, il met en avant l'importance de la déconnexion entre prix et coûts de production qui caractérise les biens immobiliers. C'est là que son analyse fait intervenir, de manière implicite certes, les mécanismes de la rente. Il avance en effet que la proportion selon laquelle la valeur d'échange des biens immobiliers s'écarte de leur valeur est fonction de leur éloignement par rapport aux centres urbains. Plus un bien immobilier est situé à proximité d'un centre (ou plus il permet d'y accéder rapidement et facilement), plus sa valeur d'échange, exprimée en prix, s'écartera positivement de sa valeur. Pour expliquer ce phénomène, il fait intervenir deux arguments qui se rapportent selon nous à la valeur d'usage des biens immobiliers. Le premier, auquel il attribue la plus grande importance, renvoie à la « qualité de l'emploi du temps » dont l'acheteur du bien immobilier se fait l'acquéreur en fonction de la distance de ce bien par rapport au centre. Le second renvoie au « standing » et aux « signes de distinction » associés aux différents lieux ; signes qui dépendent eux aussi dans une certaine mesure de leur éloignement par rapport au centre : « *L'acquéreur d'espace continue à acheter une valeur d'usage. Laquelle ? Il n'achète pas seulement un volume habitable, commutable avec d'autres, sémiologiquement marqué par le discours publicitaires et par les signes d'une certaine « distinction ».* L'acquéreur est preneur d'une distance, celle qui relie son habitation à des lieux, les centres de commerce, de travail, de travail, de loisirs, de culture, de décision. Ici le temps rentre en scène : bien que l'espace à la fois programmé et morcelé tende à l'éliminer comme tel. Certes, il arrive qu'on (l'architecte, le « promoteur » ou même l'utilisateur) compense avec des signes, ceux du prestige, ou du bonheur, ou du style de vie, les désavantages d'un lieu. Ces signes s'achètent et se vendent malgré leur abstraction, leur concrète insignifiance et leur sursignifiance (puisqu'ils clament leur sens : la compensation). Leur prix ne fait que s'ajouter

à la valeur d'échange réelle. On achète un emploi du temps et cet emploi du temps constitue la valeur d'usage d'un espace. L'emploi du temps comporte des agréments et des désagréments, des pertes ou des économies de temps, donc autre chose que des signes : une pratique.» (Lefebvre, 2000, p. 393).

Notons que nous retrouvons ici certains des traits distinctifs de la pensée d'Henri Lefebvre que nous avons rencontrés précédemment (II.3) : l'idée que le temps ne se sépare pas de l'espace et que leurs relations se découvrent au travers de l'analyse dialectique de la pratique qui les secrète ; l'idée aussi selon laquelle l'espace est réduit au sein du mode de production capitaliste à un instrument permettant de régenter ou d'éliminer le temps. Mais il convient surtout ici de s'interroger sur la nature des mécanismes rentiers qu'il met en avant dans son analyse de la valorisation des capitaux engagés dans la production de biens immobiliers. En fait, son argumentation est assez surprenante pour un auteur marxiste dans la mesure où elle revient à ne considérer les biens immobiliers qu'en tant que biens de consommation ; et non en tant que condition ou moyen de production que le capital doit avancer sous forme de capital fixe pour se mettre en valeur. De cette manière, son analyse s'écarte singulièrement de la théorie marxiste de la rente foncière¹¹⁸, qui conçoit celle-ci comme *« une transformation des surprofits localisés engendrés par la mise en valeur du capital, transformation qui se produit : lorsque certaines conditions de cette mise en valeur sont inégalement préconstituées ou non reproductibles ; et que ces conditions sont monopolisées par une propriété foncière autonome du capital, qui lui oppose une résistance effective. »* (Topalov, 1977, p. 426). Il est de ce fait possible d'estimer qu'Henri Lefebvre passe à côté des enjeux les plus importants en ce qui concerne le poids croissant qu'est amené à exercer la rente foncière et immobilière face au prolongement du processus d'urbanisation néocapitaliste (et à l'érection des nouvelles centralités et à l'apparition des nouvelles raretés qui en constituent les résultats). Ceci est d'autant plus surprenant que ses réflexions concernant la socialisation des forces productives et la prise en charge par les centralités urbaines de l'intellectualisation du processus productif permettraient justement de proposer une mise en perspective historique intéressante de la manière dont la rente foncière et immobilière s'insère au sein des formes de la valorisation et de l'accumulation du capital : si le capital est dépendant pour sa valorisation de sa localisation par rapport aux centralités urbaines, il y a là un facteur d'accroissement de la « rente absolue » ; de même, si

¹¹⁸ Les fondements de cette théorie sont exposés par Karl Marx dans le Livre III du Capital. Il est possible de trouver une synthèse de cette théorie dans un article d'Alain Bihr (Bihr, 2012) et une mise en application de celle-ci dans un article de Christian Topalov, qui s'intéresse au problème de la rente foncière et immobilière dans le cadre du « Capitalisme Monopoliste d'État » (Topalov, 1977)

l'accroissement de la vitesse de circulation et de rotation des capitaux est fonction de leur proximité (ou de leur connexité) par rapport aux centres urbains, il y a là un facteur d'accroissement de la « rente différentielle » (Topalov, 1977). Il nous semble ainsi possible, en reprenant les éléments épars que nous avons évoqués et en analysant plus en profondeur leurs relations, d'aller plus loin que ne le faisait Henri Lefebvre dans l'analyse des enjeux économiques des contradictions de l'espace. C'est ce que nous allons essayer de faire dans la prochaine section.

Section 3. Contradictions de la spatio-temporalité abstraite du procès de circulation du capital et régulation du capitalisme.

Dans ce qui précède, nous avons mis en évidence avec Henri Lefebvre et David Harvey les contradictions de la spatio-temporalité abstraite du procès de circulation du capital, soit les contradictions matérielles inhérentes au processus au travers duquel le capital s'approprie les conditions de son procès de circulation. Il est apparu que ces contradictions sont à l'origine d'un ensemble de phénomènes, économiques et politiques, qui viennent transformer les formes de la reproduction des rapports de production capitalistes. Ainsi, sur le plan économique, nous avons vu que l'analyse de ces contradictions permet d'appréhender un certain nombre de propriétés inhérentes aux formes contemporaines (« post-fordistes » ; « néocapitalistes ») de valorisation et d'accumulation du capital. En partant des contradictions de la spatio-temporalité abstraite du procès de circulation du capital, nous avons en effet vu émerger les enjeux liés à l'accélération de la vitesse de rotation du capital, à la socialisation du capital et à la dévalorisation des forces sociales productives qu'il mobilise ; à la disjonction entre la croissance de la composition technique et celle de la composition organique du capital ; et à l'accroissement du capital fictif d'un côté et de la rente foncière et immobilière de l'autre. Jusqu'à présent, il s'agissait simplement de recueillir chez Henri Lefebvre et David Harvey ces différents éléments en les examinant, pour l'essentiel, de manière distincte. Il s'agit à présent d'essayer de les réunir et d'analyser certaines de leurs relations. Il nous semble en effet possible de montrer que ces différents éléments s'entretiennent les uns avec les autres et que leur unité est susceptible d'éclairer certaines des caractéristiques post-fordistes de la formation et de la répartition de la survalueur.

1. Socialisation des forces productives de la circulation et alourdissement du tribut foncier et immobilier.

Le point de départ des formes de valorisation et d'« accumulation » (nous verrons rapidement pourquoi il est justifié de mettre des guillemets) dont il est question réside d'une part dans le développement des moyens de transport et de communication et d'autre part dans le renforcement des fonctions dites de pilotage des chaînes de valeur et des flux économiques qui en découle. Ces deux tendances, ces deux formes de développement des forces sociales productives de la circulation, qui se réalisent et se matérialisent au travers du processus d'urbanisation néocapitaliste, constituent deux modalités d'appropriation par le capital de son procès de circulation. Elles assurent tout à la fois l'accélération, l'intensification, l'extension, la complexification et flexibilisation des flux économiques en tous genres. En cela, elles sont à l'origine de plusieurs facteurs contribuant à l'amélioration du taux de profit. Comme nous l'avons vu avec David Harvey en effet, le développement des forces productives de la circulation permet : de réduire les faux frais de la circulation et d'accroître la vitesse de rotation du capital ; d'ouvrir de nouveaux débouchés pour le capital-marchandise suraccumulé et de nouvelles opportunités d'investissements ou de placements pour le capital-argent suraccumulé ; et enfin, de faciliter le redéploiement spatial du capital productif (cf. supra). Tous ces facteurs contribuent *in fine* à accroître le taux de profit et ainsi à accroître la masse des capitaux disponibles sous forme argent.

Dans le même temps, la socialisation et la dévalorisation de ces mêmes forces productives de la circulation permettent d'éviter que la mobilisation de plus en plus intensive de ces dernières ne se paye d'un alourdissement de la composition organique du capital, qui en annulerait partiellement ou totalement les effets positifs sur le taux de profit. Comme on l'a vu en effet, la socialisation d'une partie du capital fixe consommé productivement par les capitaux dans le cadre de leur mise en valeur conduit à ce que la composition organique du capital croisse moins rapidement que sa composition technique, ce qui revient à limiter ou à atténuer la baisse tendancielle du taux de profit. La socialisation des forces productives de la circulation permet autrement dit de réguler la contradiction inhérente à l'accroissement de la vitesse de rotation du capital et aux autres avantages qui résultent de l'appropriation par le capital de son procès de circulation. Ce ralentissement ou cette limitation de la croissance de la composition organique du capital permet donc de soutenir le taux de profit et, ce faisant, de libérer du capital disponible sous sa forme-argent qui vient se rajouter à la masse des capitaux libérés par l'accroissement

de la vitesse de rotation du capital et les autres facteurs de redressement du taux de profit que nous avons évoqués ci-dessus.

On a donc deux facteurs qui concourent à accroître la masse des capitaux disponibles : le premier en améliorant le taux de profit ; le second en limitant sa baisse tendancielle. La question qui se pose à présent est la suivante : quelle sera la destination de cette masse de capital-argent ? À quoi sera-t-elle employée ? Comment va-t-elle se distribuer ?

Pour plusieurs raisons, il est possible de considérer que cette masse de capital-argent aura tendance à ne pas se transformer en capital productif, mais qu'elle aura à la place tendance à, d'une part, être captée sous forme de rente par la propriété foncière et immobilière (1) et, d'autre part, à être distribuée sous forme de dividendes aux actionnaires¹¹⁹ ou à aller directement se déverser sur le marché monétaire où elle sera employée à des fins spéculatives ce qui, *in fine*, contribuera à alimenter la rente sous toutes ses formes : financière, foncière et immobilière (2). Pourquoi cela ?

1- Le tribut prélevé par la rente foncière et immobilière sur la masse de la survaleur s'explique par la concurrence dans laquelle se trouvent les capitaux pour l'accès aux forces productives socialisées, non reproductibles et inégalement réparties, qui sont localisées dans les centralités urbaines (Topalov, 1977). Cette concurrence a pour effet d'accroître la valeur d'échange des espaces centraux (des espaces qui sont proches des centres ou qui permettent d'y accéder facilement) et, ce faisant, d'alourdir le poids de la rente¹²⁰. Ainsi, une part de la survaleur qui est produite et réalisée grâce à la mobilisation des forces productives de la circulation et grâce à la socialisation/dévalorisation de ces dernières se trouve immédiatement captée sous forme de rente par les propriétaires fonciers et immobiliers qui bénéficient de la concurrence à laquelle les capitaux se livrent pour l'accès à ces mêmes forces productives.

2- Le fait que la masse de capital-argent restante (après versement de la rente) ait tendance à être distribuée aux actionnaires ou à se déverser sur le marché monétaire pour s'employer dans des activités spéculatives et alimenter la croissance des revenus rentiers s'explique par le faible intérêt relatif que représente le réinvestissement de ce capital-argent sous forme productive.

¹¹⁹) Une part de ces dividendes sera épargnée et entrera donc elle aussi sur le marché monétaire. Une autre part sera en revanche consacrée à la consommation de la classe capitaliste.

¹²⁰) La concurrence entre capitaux pour la localisation dans les espaces centraux et l'accès aux forces productives socialisées engendre la concurrence entre travailleurs pour le logement dans ces mêmes espaces centraux et l'accès à l'emploi (et à certains biens de consommation durables) qu'ils garantissent par suite de la concentration spatiale des entreprises. Cette concurrence pour le logement (à proximité ou en connexité avec les centres) de la part des travailleurs ne fait que renforcer la pression sur l'offre foncière et immobilière des espaces centraux, donc la valeur d'échange de ces espaces, donc le poids de la rente.

L'une des raisons qui expliquent ce faible intérêt relatif est interne aux variables que nous considérons ici. Elle tient à la socialisation des forces productives qui permet aux capitaux privés de diminuer leurs avances en capital fixe ; elle tient autrement dit à la substitution tendancielle de l'investissement privé par la socialisation des forces productives (Vercellone, 2007). La tendance à la transformation du capital-argent disponible en capital fictif plutôt qu'en capital productif s'explique ensuite, par ailleurs, par un ensemble de paramètres macro-économiques caractéristiques du capitalisme contemporain (depuis la fin des années 1980) : atonie de la consommation des ménages découlant tout à la fois de l'évolution du partage de la valeur ajoutée en défaveur des salaires¹²¹, de la hausse de la part des dépenses pré-engagées dans le budget des ménages (au premier rang desquelles figurent les dépenses liées au logement¹²²) et de la saturation de la demande pour un certain nombre de biens de consommation durables ; accroissement de la concentration du capital et affaiblissement de la concurrence ; ralentissement des gains de productivité ; dérèglementation financière et accroissement consécutif de la rentabilité des placements financiers.

Les mécanismes que nous exposons ici, reliant socialisation/dévalorisation des forces productives, accroissement de la survaleur, et accroissement du poids de la rente, ont été identifiés dès les années 1970 par les théoriciens marxistes du « Capitalisme Monopoliste d'État » (Topalov, 1977; Lipietz, 1977; Pfertzel, 1981). Nous ne faisons qu'en présenter une version partielle et simplifiée. Dans son article, Christian Topalov met en avant trois formes principales de socialisation/dévalorisation des forces productives (des « conditions de mise en valeur des capitaux ») à l'origine d'un surcroît de survaleur susceptible de se fixer sous forme de rente¹²³ :

¹²¹) Dans certains pays, le ralentissement de la consommation des ménages induit par l'évolution de la répartition de la valeur ajoutée en défaveur des travailleurs est partiellement ou totalement compensé par le développement du crédit à la consommation et l'accroissement de l'endettement des ménages, lui-même rendu possible par le gonflement du capital fictif. Il s'agit là d'un des éléments de régulation du « régime d'accumulation financiarisé » mis au jour par l'école de la régulation (Boyer, 2009). Précisons toutefois qu'une part importante de ces crédits à la consommation prennent la forme de crédits immobiliers et sont en cela en lien avec l'accroissement des dépenses liées au logement (voir prochaine note de bas de page).

¹²²) La part des dépenses pré-engagées dans le revenu des ménages – dépenses qui comprennent « les frais de logement, les assurances et services financiers, les dépenses de télécommunications et télévision, ainsi que les frais de cantine scolaire » -, est passée selon l'Insee de 12% au début des années 1960 à 29% en 2019. Cette augmentation s'explique pour l'essentiel par la croissance des frais de logements qui représentent 23% du budget des ménages en 2019 contre 9% au début des années 1960. (Centre d'Observation de la Société, 2021)

¹²³) Précisons que dans *Le capital et son espace*, Alain Lipietz met pour sa part l'accent sur deux des trois éléments évoqués ci-dessus : il insiste sur l'importance des « biens collectifs » (ou « capital fixe collectif ») prises en charge par l'État, ainsi que sur les « effets externes ». A ces deux éléments, il en adjoint un troisième, les « effets structurants » qui renvoient à la « combinaison des deux, mais en la marquant d'une référence dynamique : on suppose que l'apparition d'effets externes liés à la production d'un bien collectif suscitera (...) une localisation cohérente des productions privées. » (Lipietz, 1977, pp. 140-141).

- La prise en charge par les pouvoirs publics des infrastructures de transport et de communication, mais aussi des infrastructures dites sociales (centres de recherche ; universités ; écoles ; hôpitaux, etc.), soit la « dévalorisation du capital public ».
- La « dévalorisation des capitaux non monopolistes » imposée par le capital monopoliste.
- Les « effets utiles d'agglomération ».¹²⁴

Dans la seconde partie de cette thèse, nous serons en mesure d'enrichir et d'actualiser les mécanismes que nous venons d'esquisser en analysant notamment les nouvelles formes d'externalités (d'effets utiles d'agglomération) qui interviennent dans ce que nous appellerons la division métropolitaine du travail. Pour cela, il s'agira principalement de tenir compte des transformations qui sont intervenues dans le procès de production et qui sont liées à l'essor du « travail cognitif » - qui, comme nous le verrons, est en effet particulièrement gourmand en externalités (Moulier Boutang, 2003; Dieuaide, Paulré, & Vercellone, 2003).

2. Apports éventuels de cette caractérisation théorique au regard des thèses et des débats actuels de l'économie politique hétérodoxe.

Il est dès maintenant possible de souligner les contributions qu'une analyse plus approfondie de ces mécanismes pourrait apporter aux problématiques qui animent aujourd'hui les débats au sein de l'économie politique hétérodoxe (marxiste, postkeynésienne, régulationniste).

a) Tout d'abord, il nous semble qu'il y a dans ce qui précède les prolégomènes d'une explication (ou d'un élément d'explication) que nous pensons originale du phénomène de « profit sans accumulation » (Cordonnier, 2006), ou de « l'énigme profit-accumulation » (Stockhammer, 2006), c'est-à-dire de la tendance à la déconnexion entre le taux de profit et le taux d'accumulation (part du profit réinvesti) qui s'observe dans les économies occidentales depuis le début des années 1980 (Husson, 2010). Dans le schéma que nous avons esquissé, le développement et la socialisation des forces productives de la circulation permettent en effet d'expliquer dans le même temps l'accroissement de la quantité de survaleur produite et réalisée (donc le redressement du taux de profit) et la faible opportunité de son réinvestissement dans la sphère productive (la diminution du taux d'accumulation).

¹²⁴) Topalov définit les effets utiles d'agglomération de la façon suivante : « On entend par cette expression toute valeur d'usage résultant de la conjonction d'un procès particulier de mise en valeur du capital et d'une configuration spatiale déterminée d'objets immobiliers, eux-mêmes supports de processus de reproduction : production et circulation de marchandises et reproduction de forces de travail. » (Topalov, 1977, p. 436). Précisons que par « objets immobiliers », il désigne les « produits du travail passé attachés à une localisation déterminée » (Topalov, 1977, p. 436).

b) Du même coup, l'analyse des mécanismes unissant « socialisation et dévalorisation des forces productives ; accroissement de la survalueur ; ralentissement de l'investissement ; accroissement du poids de la rente » pourrait contribuer au débat qui porte sur l'interprétation qu'il convient de donner à la « financiarisation », dans la mesure où, comme le souligne Michel Husson, celle-ci se déploie précisément à l'intérieur du ciseau formé par le découplage du taux de profit et du taux d'accumulation.

Notons que la mise en avant de ces mécanismes reviendrait immédiatement à prendre position au sein de ce débat. Rappelons alors que ce dernier est balisé par deux grandes interprétations, que l'on peut grossièrement résumer de la manière suivante. D'un côté on trouve l'interprétation qui met en avant le « rôle parasitaire de la finance », qui serait venue, à la faveur d'une évolution des rapports de force entre capitalistes et travailleurs, au sein des États et au sein des entreprises, « pervertir » le capitalisme, c'est-à-dire le détourner de l'investissement, du développement des forces productives et de la création d'emplois : le versement des dividendes et les pratiques de rachat d'actions (la logique de « création de valeur pour l'actionnaire ») se faisant au détriment de l'investissement productif. De l'autre côté, on trouve l'interprétation selon laquelle la financiarisation trouverait son origine dans les transformations structurelles de « l'économie réelle », c'est-à-dire dans l'évolution des conditions de valorisation et d'accumulation du capital : c'est alors le manque d'opportunités qu'il y a à réinvestir de manière productive les profits qui encourage à distribuer ces derniers aux actionnaires et à les consacrer à des opérations financières. D'un côté donc, la financiarisation est perçue comme la cause (économique) de l'instabilité ou des « dérives » du capitalisme (cette cause économique étant elle-même adossée à une cause politique : l'évolution des rapports de forces entre groupes sociaux) : c'est l'interprétation postkeynésienne et régulationniste. De l'autre, la financiarisation est perçue comme le produit ou le symptôme, soit de la crise du capitalisme (qui ne se serait jamais véritablement remis de la crise des années 1970 faute d'avoir su trouver une source de gains de productivité équivalente à celle dont il disposait à l'époque fordiste)¹²⁵,

¹²⁵) Cette lecture de la financiarisation comme produit de la crise du capitalisme connaît deux grandes variantes bien distinctes l'une de l'autre. Pour la première, la financiarisation constitue une forme de fuite en avant dans la formation de capital fictif qui permet artificiellement et à court-terme de maintenir des profits élevés mais qui conduit inéluctablement à des phases de dévalorisation des capitaux et de récession de plus en plus fréquentes et violentes. Cette interprétation part d'un rejet du constat empirique du rétablissement du taux de profit depuis le début des années 1980 et s'inscrit dans l'idée que, dans la période contemporaine, la tendance à la baisse tendancielle du taux de profit jouerait à plein, c'est-à-dire qu'elle ne connaîtrait pas de contretendance significative ou du moins suffisante pour contrer les effets de la hausse de la composition organique du capital résultant, notamment, des progrès de l'automatisation du processus productif (Collins, 2016). Pour l'autre interprétation, qui est celle défendue notamment par Michel Husson, on pourrait en fait plutôt parler de « durcissement du capitalisme » que de crise du capitalisme. Michel Husson considère en effet comme on l'a vu que le capitalisme a su durablement redresser le taux profit depuis le début des années 1980. Faute de pouvoir compter sur d'importants

soit d'une transformation profonde (qualitative) des conditions de mise en valeur du capital et des formes de développement des forces productives : ce sont les interprétations marxistes, « orthodoxe » pour la première et « hétérodoxe » pour la seconde, de la financiarisation.

La mise en avant de la relation « socialisation et dévalorisation des forces sociales productives ; accroissement de la survalueur ; non-réinvestissement des profits ; formation de rentes » s'inscrirait bien entendu dans cette dernière interprétation, relevant du marxisme hétérodoxe. Elle revient en effet à avancer que ce sont les transformations de l'économie réelle qui alimentent la finance dans la mesure où, encore une fois, la socialisation/dévalorisation des forces productives conduit à la fois à générer un surcroît de survalueur et à dispenser de le réinvestir (puisqu'elle permet aux capitaux privés de mobiliser ces forces productives sans avoir à avancer de capital fixe).

c) L'approfondissement de l'analyse des mécanismes unissant « socialisation et dévalorisation des forces sociales productives ; accroissement de la survalueur ; ralentissement de l'investissement ; accroissement du poids de la rente » pourrait enfin également fournir un apport à la thèse du « devenir rente du profit ». (Vercellone, 2007; Vercellone, 2008). De notre point de vue, l'apport serait double, méthodologique et analytique.

L'apport méthodologique résiderait bien entendu dans l'approfondissement de la dimension spatiale de l'analyse des forces productives qui interviennent dans le cadre des nouvelles formes de la division du travail. Cette dimension n'est certes pas absente dans les travaux post-opéraïstes (VIII.3), mais il s'agirait notamment, en approfondissant la démarche que nous avons esquissée ci-dessus, de mettre davantage l'accent sur le caractère problématique de l'*accès* aux forces productives socialisées. Or, il faut bien voir que si la mise en avant de ce caractère problématique revient à se poser une nouvelle question lorsque l'on analyse l'évolution de la division du travail - quelles sont les conditions et les modalités spatiales de la mobilisation par les capitaux individuels des forces productives ? -, cette question ne se pose qu'à la condition d'être plus précis en ce qui concerne la localisation dans l'espace social de ces forces productives. Le préalable pour se poser cette question – et ainsi faire émerger le problème de la rente foncière et immobilière - est autrement dit d'aller au-delà des expressions que les auteurs

gains de productivité, le rétablissement du taux de profit serait essentiellement passé par la compression des salaires et la précarisation de l'emploi. Le ralentissement de la demande qui en résulte, conjugué aux mauvaises perspectives d'amélioration de la productivité et à l'affaiblissement de la concurrence, aurait ainsi poussé le taux d'accumulation à la baisse, créant de cette façon un vide comblé par la formation de capital fictif. Dans une certaine mesure, cette formation de capital fictif aurait participé à la régulation du capitalisme en permettant de compenser l'effet négatif de la compression des salaires sur la demande par un accroissement de l'endettement des ménages.

post-opéraïstes ont pris l'habitude d'utiliser (« intellectualité diffuse » qui prend place dans « l'ensemble de l'espace social »)¹²⁶, en tentant d'analyser de manière plus systématique la réalité matérielle des forces productives socialisées qui sont au cœur du fonctionnement du capitalisme contemporain.

Notons aussi qu'il s'agirait du même coup, en adoptant la perspective spatiale que nous proposons, d'élargir le contenu de ce que l'on entend par « forces productives socialisées » en tenant compte, au-delà ou en deçà des connaissances et des capacités cognitives des travailleurs, des infrastructures physiques qui permettent d'accroître l'efficacité et les possibilités de la circulation des êtres et des choses. Il s'agirait, autrement dit, de ne pas s'intéresser seulement à la socialisation des forces sociales de la production, mais aussi à celles des forces sociales de la circulation. Cette saisie serait en outre d'autant plus opportune que les développements de ces deux types de forces ne sont pas étrangers l'un à l'autre. Il est en effet possible de considérer que l'analyse des connaissances vivantes et des capacités cognitives des individus implique immédiatement de prendre en compte les infrastructures de transport et de communication dans la mesure où, comme nous le préciserons plus tard (VIII), ces connaissances et capacités sont produites par les relations et par les formes de circulation et de communication (essentiellement non-marchandes) qui sont rendues possibles par elles (Dieuaide, 2006). Ce point est selon nous important pour l'économie politique hétérodoxe : il ne s'agit rien de moins, en restituant dans sa dimension spatiale le procès social de production des connaissances et des capacités cognitives des individus, que d'éviter de « réifier » ces dernières. L'analyse de la *production* (formes et conditions) de ces connaissances et capacités cognitives constitue en effet sans doute la principale question dont l'hétérodoxie doit se saisir si elle souhaite dépasser les approches dominantes qui mobilisent la catégorie de « capital humain » dans leurs analyses des évolutions contemporaines du capitalisme (Dieuaide, 2006). De notre point de vue, l'hétérodoxie ne peut y parvenir totalement qu'en adoptant la démarche d'une analyse spatiale, c'est-à-dire en passant d'une « économie politique des choses dans l'espace » à une « économie politique de l'espace ». C'est que nous essayerons de proposer dans la seconde partie de cette thèse.

Sur le plan analytique, l'apport à la thèse du « devenir rente du profit » consisterait alors, à partir de la problématique de l'*accès* aux forces sociales productives que permet d'ouvrir l'analyse spatiale, à intégrer dans la réflexion ce type particulier de rentes que constituent les

¹²⁶) Ces expressions ont un certain intérêt qu'il s'agit bien entendu de conserver : celui de mettre le doigt sur le débordement de plus en plus marqué des forces productives par rapport à l'espace de l'établissement productif ou, plus généralement, de l'entreprise.

rentes foncière et immobilière. Il nous semble en effet que celles-ci n'ont pour le moment pas été véritablement prises en compte dans la thèse du devenir rente du profit. De fait, les travaux existants se penchent essentiellement sur la formation de « rentes de monopoles » résultant de la multiplication et du renforcement des droits de propriété intellectuels. Mettre l'accent sur l'alourdissement du tribut foncier et immobilier qui résulte de la concurrence à laquelle se livrent les capitalistes pour se localiser dans les espaces centraux (et ainsi améliorer leur accès aux forces productives socialisées) permettrait d'enrichir et reviendrait à modifier quelque peu ce que l'on entend par « devenir rente du profit ».

Rappelons alors au préalable qu'au travers de cette expression, Carlo Vercellone désigne en premier lieu la tendance à la porosité croissante des catégories de rente et de profit ; porosité qui résulte selon lui de « l'extériorité croissante du capital par rapport au procès de travail » (ou plus généralement, par rapport aux conditions de sa mise en valeur) : *« Plus fondamentalement, face à une autonomie croissante de la coopération du travail, nous pouvons nous demander si nous n'assistons pas à un effritement des frontières traditionnelles entre la catégorie de la rente et celle du profit d'entreprise, basée, elle, sur le rôle actif de l'entrepreneur ou de l'organisation managériales des firmes dans la planification du procès de travail »* (Vercellone, 2008, p. 28). En deuxième lieu, l'expression de devenir rente du profit vise à souligner que les profits réalisés par les plus grands groupes se basent de plus en plus sur des rentes de monopole fondées sur l'instauration de droits de propriétés intellectuelles (DPI). En troisième lieu, cette expression désigne la transformation des profits en capital fictif, c'est-à-dire le fait que les profits réalisés vont se déverser dans la sphère financière et alimenter la spéculation, et ainsi donner lieu à des revenus rentiers.

La perspective que nous proposons ci-dessus conserve et enrichit le premier sens de l'expression : l'accroissement de la survaleur dans le capitalisme contemporain repose sur la socialisation et la dévalorisation des forces sociales productives, ou plus précisément, sur le fait que ces dernières tendent de plus en plus à être (re)produites en dehors des entreprises – ce qui permet alors à ces dernières de réaliser de substantielles économies, en se délestant des responsabilités qui leur incombaient à l'époque du capitalisme industriel. Notre perspective conserve également le troisième sens de l'expression, et ce, à partir du même argument : la survaleur produite et réalisée va se déverser dans la finance plutôt que de s'accumuler dans l'économie réelle du fait, notamment, de la tendance à l'éviction de l'investissement privé par la socialisation des forces sociales productives. En revanche, le deuxième sens de l'expression du « devenir rente du profit » se trouve modifié par le changement de perspective que nous

proposons, c'est-à-dire par la mise en avant du problème de l'alourdissement de la rente foncière et immobilière induit par la concurrence à laquelle se livrent les capitaux individuels pour accéder aux forces productives socialisées/dévalorisées qui se concentrent dans les centralités urbaines. Chez Carlo Vercellone en effet, les droits de propriété intellectuelle et les rentes de monopoles qui découlent de l'instauration de ces derniers constituent le moyen qu'utilisent les capitalistes pour *valoriser* les forces sociales productives (les connaissances et capacités cognitives) que mobilisent leurs capitaux dans leur procès de valorisation. Dans la perspective que nous proposons en revanche, la localisation centrale constitue le moyen qu'utilisent les capitaux pour *mobiliser* (nous sommes ici du côté de la valeur d'usage) les forces sociales productives de la circulation (infrastructures de transport et de communication) et de la production (connaissances, etc.) ; tandis que la rente foncière et immobilière constitue la *contrepartie* (négative) de cette mobilisation – puisque, rappelons-le, la rente foncière et immobilière constitue un tribut prélevé sur la survaleur et vient en cela se soustraire au profit.

Ainsi, la perspective que nous proposons revient à mettre l'accent sur le caractère contradictoire de la production de survaleur fondée sur la mobilisation de forces productives socialisées/dévalorisées comme modalité de redressement du taux de profit : celle-ci entraîne la nécessité pour les capitaux de s'acquitter d'un tribut foncier et immobilier qui vient diminuer les profits. Or, le poids de ce tribut est amené à s'accroître avec le temps. En effet, à mesure que les profits se déversent dans la sphère financière et qu'ils contribuent à la spéculation sur les valeurs foncières et immobilières, une part de plus en plus importante de la survaleur produite et réalisée se trouve d'emblée prélevée par la propriété foncière et immobilière et donc d'emblée soustraite au taux de profit. De ce point de vue, nous mettons moins l'accent sur l'effritement des frontières entre rente et profit que sur un retour de la contradiction entre rente et profit, de leur conflit dans la répartition de la survaleur.

Bien entendu, ces deux perspectives ne s'opposent pas, mais se complètent : l'introduction des enjeux relatifs à la rente foncière et immobilière complexifie plus qu'elle ne modifie la thèse du devenir rente du profit telle qu'elle est proposée par Carlo Vercellone. Elle conserve en particulier la proposition fondamentale selon laquelle la rente (quel que soit sa forme donc) permet de « sauver la valeur d'échange » qui serait sinon amenée sur le long-terme à se résorber du fait de la socialisation/dévalorisation des forces sociales productives. La rente apparaît autrement dit comme un mode de régulation de la crise de la forme valeur induite par la socialisation des forces sociales productives (par l'essor du « General Intellect »), en ce sens qu'elle permet à la valeur d'échange de continuer à exprimer la richesse matérielle de la société

(la quantité de valeurs d'usage), c'est-à-dire de garder un lien de proportionnalité avec elle.

Enfin, et en conséquence, la rente foncière et immobilière se présente selon nous comme une forme d'accumulation ou de placement improductif (qui ne sert qu'à capter de la valeur d'échange) qui sanctionne ou valide socialement un phénomène d'accumulation de forces sociales productives (qui permettent de produire des valeurs d'usage et de la valeur d'échange). Il apparaît donc insuffisant de dire, comme on l'entend souvent, que la rente ne fait que « parasiter » la mise en valeur du capital en ponctionnant une partie de la survaleur. Il s'agirait plutôt d'admettre qu'elle *exprime* l'évolution des conditions de cette mise en valeur ; et en cela, qu'elle n'est pas associée à une crise générale du mode de production capitaliste (interprétation qui serait celle du marxisme orthodoxe), ni même à une perversion du capitalisme (interprétation régulationniste ou postkeynésienne), mais à une profonde transformation des rapports sociaux capitalistes inaugurant un nouvel âge du développement historique du capital – dont la deuxième partie de cette thèse s'attachera à préciser les caractéristiques les plus saillantes.

Section 4. Conclusion d'étape (chapitres II et III)

Une petite conclusion d'étape s'impose à ce stade de notre exposé.

Dans ce qui précède (chapitres II et III), nous sommes partis de la proposition formulée par Henri Lefebvre concernant le « caractère social de l'espace » afin d'en extraire les fondements conceptuels d'une analyse spatiale et temporelle du développement historique du capitalisme. Nous avons alors tout d'abord montré que la proposition selon laquelle « un mode de production produit son espace (et son temps) » permet d'objectiver et de dépasser les difficultés qui peuvent sembler inhérentes à une telle démarche ou à un tel projet. Aussi, nous avons montré que les élaborations conceptuelles d'Henri Lefebvre invitent à faire de l'espace, mais aussi du temps, deux analyseurs indispensables et inséparables des sociétés et des modes de production qui les gouvernent : *en tant que résultats de la reproduction des rapports sociaux, l'espace et le temps contiennent ces mêmes rapports sociaux et permettent à la connaissance critique d'identifier la nature et l'âge de développement de ces derniers* (d'identifier leur « rationalité »). De là, nous avons été amenés à consacrer d'assez longs développements à la question de l'unité du temps et de l'espace au sein d'un mode de production et, plus particulièrement, à celle de l'unité du temps abstrait et de l'espace abstrait au sein du mode de production capitaliste (II.3). Il s'agissait de cette façon de nous donner les moyens, avec Henri Lefebvre, d'enrichir d'une analyse spatiale l'analyse temporelle du processus d'abstraction

capitaliste proposée par Moishe Postone ; ou, plus exactement, de jeter les bases d'une analyse spatio-temporelle de ce processus d'abstraction capitaliste. Après avoir rappelé comment Henri Lefebvre s'est saisi du concept marxiste de « production » pour fonder conceptuellement cette unité du temps et de l'espace, nous avons ainsi essayé de formaliser les relations théoriques constitutives de cette unité : *le temps social se reproduit au sein de l'espace social et constitue la raison des propriétés déterminées de ce dernier* (II.3.4). Nous avons ensuite précisé la forme particulière que prennent ces relations dans le cadre du mode de production capitaliste : *l'espace abstrait constitue l'instrument qui permet au capital d'imposer les exigences temporelles abstraites de son procès de valorisation à la pratique sociale* ; cette fonction constitue la raison des propriétés (de la négativité) de l'espace abstrait ; la relation de consubstantialité entre le temps et l'espace se change ainsi, au sein du mode de production capitaliste, en relation de domination au sein de laquelle « l'espace régent le temps » (II.3.6).

À partir de là, nous avons pu avancer l'hypothèse qui sous-tend l'essentiel des analyses que nous proposerons dans la seconde partie de cette thèse : si le capital se développe en s'appropriant la totalité des conditions qui sous-tendent sous procès de mise en valeur (Bihr), et s'il s'approprie ces dernières en les soumettant aux exigences temporelles abstraites de ce même procès de mise en valeur (Postone), il ne peut le faire, cependant, que sur la base d'un espace aux caractéristiques déterminées qui véhicule ces mêmes exigences temporelles, à savoir l'espace abstrait (Lefebvre) ; ainsi, l'analyse de la production de l'espace abstrait, comme condition et résultat de l'imposition des exigences temporelles abstraites du capital, constitue une démarche nécessaire à la connaissance du développement historique du capitalisme.

Nous avons enfin tenté d'appliquer cette hypothèse à l'analyse du processus au travers duquel le capital s'approprie son procès de circulation, en soulignant que, loin de conduire à « l'anéantissement de l'espace par le temps », ce dernier s'effectue bien plutôt au travers de la production d'un espace déterminé : l'espace abstrait, caractérisé par sa négativité ; un espace qui porte en lui la chronophobie du capital et qui témoigne des efforts mis en œuvre par ce dernier pour comprimer et fluidifier le temps, pour nier cette médiation qui fait obstacle à sa valorisation (III). Au travers de cette mise en pratique, nous nous sommes alors notamment efforcés de faire apparaître en quoi le surplus de rigueur conceptuelle qu'apporte cette hypothèse et les propositions qui la fondent permet de soulever de nouvelles questions théoriques et, ce faisant, d'ouvrir de nouvelles pistes analytiques. Nous avons ainsi montré, à partir des travaux de David Harvey et d'Henri Lefebvre, que le processus d'appropriation capitaliste du procès de circulation génère et se heurte à des contradictions spatio-temporelles

dont la prise en compte permet d'enrichir l'analyse de la reproduction du capitalisme. De cette façon, des considérations philosophiques d'Henri Lefebvre sur le concept d'espace, nous sommes revenus à des considérations qui sont celles de l'économie politique hétérodoxe : notre propos s'achevant de fait sur une esquisse des caractéristiques que ces contradictions spatio-temporelles et que leur mode de régulation confèrent aux formes de valorisation et d'accumulation du capital en vigueur depuis les années 1970 et l'entrée en crise du capitalisme fordiste.

Dans les prochains chapitres de cette première partie, nous proposons, afin de compléter les réflexions qui précèdent, de nous pencher sur la deuxième grande proposition théorique qu'il est à notre sens possible d'extraire de la pensée spatiale d'Henri Lefebvre pour fonder le projet d'une analyse spatio-temporelle du développement historique du capitalisme (du processus d'abstraction au travers duquel s'effectue la reproduction des rapports de production) : après la proposition relative au « caractère social de l'espace », il s'agit maintenant de restituer et d'étudier la portée et les implications de la proposition relative à « l'existence spatiale du social ». Ce sera l'objet de la première section du chapitre IV. Dans la deuxième section de ce chapitre, nous tenterons ensuite de proposer une synthèse de ces deux grandes propositions théoriques. Nous développerons alors l'idée que si l'espace abstrait constitue dans le même temps le résultat et le support matériel de la reproduction des rapports de production capitalistes, alors il est possible d'avancer la proposition selon laquelle « le capital se produit en produisant son espace (et son temps) » (IV.2). Cette idée nous permettra alors de finir de présenter notre projet d'une analyse spatiale et temporelle du développement historique du capital. Pour l'illustrer, nous montrerons alors que les conditions sociales de possibilité des rapports de production capitalistes que sont le « travail abstrait » (V) et le « prolétaire » (IV.3) se réalisent ou se concrétisent au travers de la production capitaliste de l'espace et du temps (abstraits).

Au terme de ces chapitres, nous serons ainsi équipés pour analyser, dans la deuxième partie de cette thèse, le processus de métropolisation comme une expression matérielle du processus d'abstraction capitaliste au travers duquel s'effectue la reproduction des rapports de production dans les économies occidentales depuis les années 1980.

Chapitre IV. Henri Lefebvre et l'analyse spatiale et temporelle du développement historique du capitalisme (2).

La proposition selon laquelle l'espace « revêt un caractère social » - qu'il est un produit et un instrument de la reproduction des rapports de production - n'épuise pas la pensée spatiale d'Henri Lefebvre et ce que nous sommes susceptible d'y trouver afin de construire les fondements conceptuels et théoriques d'une analyse spatiale et temporelle du processus d'abstraction capitaliste. Une autre grande proposition théorique parcourt en effet cette pensée spatiale (qui sinon ne se différencierait pas complètement d'une pensée de l'espace) : c'est celle relative à « l'existence spatiale du social », soit l'idée selon laquelle « le social n'existe que spatialement ».

La première section de ce chapitre s'attache à restituer cette proposition et à mettre en avant sa portée et ses implications, ce qui nous permettra notamment de poursuivre et d'achever notre critique des formes existantes d'intégration de l'espace en économie politique. La deuxième section proposera ensuite d'articuler les deux propositions fondamentales qui structurent la pensée spatiale d'Henri Lefebvre pour en proposer une synthèse. Nous parviendrons ainsi à une troisième proposition théorique qui nous permettra d'alimenter et de préciser encore davantage le projet et la problématique qui orientent cette thèse. La troisième section aura pour objectif d'illustrer cette dernière proposition et proposera pour ce faire un bref commentaire du chapitre du *Capital* de Karl Marx consacré à « l'accumulation initiale ». Nous verrons alors que les principales idées que nous avons dégagées de l'œuvre d'Henri Lefebvre concernant le rapport entre production capitaliste de l'espace et reproduction des rapports de production sont implicitement contenues dans ce texte. Nous évoquerons également très rapidement, au cours de cette troisième section, l'apport de Friedrich Engels à l'analyse spatiale du développement historique du capital.

Section 1. La pensée spatiale d'Henri Lefebvre (2) : l'existence spatiale du social.

Pour Henri Lefebvre donc, l'espace n'est pas simplement un produit et un instrument de la pratique sociale et du mode de production qu'elle reproduit et qui la détermine. Ce n'est pas simplement une chose avec laquelle le mode de production s'entretient à titre de cause et d'effet. Henri Lefebvre avance en effet ceci : « *l'espace (social) n'est pas une chose parmi les choses, un produit quelconque parmi les produits ; il enveloppe les choses produites, il comprend leur relations dans leur coexistence et leur simultanéité : ordre (relatif) et/ou désordre (relatif).* »

(Lefebvre, 2000, p. 88). Plus qu'un simple produit ou instrument, l'espace constitue donc également et plus encore l'« enveloppe matérielle » des choses sociales - de la pratique sociale, des rapports sociaux et des forces productives, c'est-à-dire d'un mode de production. Mieux encore, l'espace constitue, avec le temps et inséparablement de lui, l'un des « modes d'existence » des choses sociales.

Cette proposition implique et signifie fondamentalement que la « réalité sociale », dans l'unité de ses deux termes, n'est telle qu'en tant qu'elle existe spatialement ; soit que, d'une part, la réalité sociale n'est réelle qu'en tant qu'elle se matérialise dans l'espace (1) ; et que d'autre part, la réalité sociale n'est sociale qu'en tant qu'elle se matérialise dans l'espace (2)

1. La réalité sociale n'est réelle qu'en tant qu'elle se matérialise dans l'espace.

La première implication de cette proposition est la plus évidente des deux. Henri Lefebvre avance en somme que les abstractions que constituent les rapports sociaux ne deviennent concrètes qu'au travers de leur matérialisation spatiale ; ou, autrement dit, que les rapports sociaux doivent leur statut d'« abstraction concrètes » à leur matérialisation spatiale : « *les rapports sociaux se concrétisent comme rapports spatiaux* » (Lefebvre, 2000a, p. 129) ; « *Les rapports sociaux, abstractions concrètes, n'ont d'existence réelle que dans et par l'espace* » (Lefebvre, 2000, p. 465). Il avance à ce titre, en ce qui concerne le capitalisme, que le « *monde de la marchandise ne peut exister par lui-même* » (Lefebvre, 2000, p. 395), qu'il n'aurait « *aucune réalité sans [ses] points d'attache* » (Lefebvre, 2000, p. 464). Par-là, Henri Lefebvre propose en fait encore une fois de « reconsidérer la théorie de la valeur d'usage ». Il soutient que la réalité du monde de la marchandise ne repose pas simplement sur la valeur d'usage des marchandises, mais plus généralement sur les valeurs d'usage des forces productives présentes dans l'espace et constitutives de celui-là. Les magasins et entrepôts, les camions, trains et bateaux, ainsi que leurs itinéraires et les réseaux que parcourent les seconds et qui relient les premiers, constituent le support matériel de la forme valeur de la richesse au même titre que la valeur d'usage des marchandises. De même, au-delà de ces éléments, il faudrait également citer, parmi les « points d'attache du monde de la marchandise », les conditions matérielles d'existence des individus, dans la mesure où celles-ci déterminent leur subjectivité, leurs désirs¹²⁷, donc leurs inclinaisons à travailler et à consommer (à produire et à réaliser la valeur des marchandises).

¹²⁷) Dans *La production de l'espace* (2000), Henri Lefebvre consacre plusieurs développements au rôle du mode de vie urbain, marqué par la domination de l'espace abstrait, dans la reproduction et dans l'approfondissement de

Une idée essentielle qui découle de cette proposition relative à l'existence spatiale des rapports sociaux est que, comme le dit Henri Lefebvre : « à rapports sociaux nouveaux, espaces neufs, et réciproquement » (Lefebvre, 2000, p. 72). Ce qui veut dire qu'un espace neuf exprime ou indique des transformations dans les rapports sociaux existants et que, réciproquement, de nouveaux rapports sociaux ne peuvent exister sans produire un nouvel espace. Sur ce dernier point, il soutient ainsi qu'« [u]ne existence sociale qui se voudrait et se dirait réelle mais ne produirait pas son espace, resterait une entité, une sorte d'abstraction très particulière ; elle ne sortirait pas de l'idéologique, voir du « culturel ». Elle tomberait dans le folklore, et tôt ou tard dépérirait, perdant à la fois son identité, sa dénomination, son peu de réalité. » (Lefebvre, 2000, p. 65). Henri Lefebvre formule ainsi l'idée selon laquelle l'instauration de nouveaux rapports sociaux, ou mieux encore, leur institutionnalisation¹²⁸, est soumise à ce qu'il appelle leur « investissement spatial », ou leur « épreuve de l'espace », c'est-à-dire dépend de leur capacité à produire un espace conforme aux besoins de leur reproduction : « rien ni personne ne peut éviter l'épreuve de l'espace. (...). Plus et mieux : un groupe, une classe, ou fraction de classe, ne se constituent et ne se reconnaissent comme « sujets » qu'en engendrant (produisant) un espace. Les idées, représentations, valeurs, qui ne parviennent pas à s'inscrire dans l'espace en engendrant (produisant) une morphologie appropriée se dessèchent en signes, se résolvent en récits abstraits, se changent en fantasme. (...). Les morphologies persistantes (les édifices religieux, les monuments historico-politiques) entretiennent des idéologies surannées, tandis que des idées nouvelles (...) parviennent mal à engendrer leur espace, risquant l'avortement ; ces idées pour s'entretenir, se nourrissent d'une historicité périmée, d'un folklore dérisoire.(...). L'investissement spatial, la production d'espace, ce n'est pas un incident de parcours, mais une question de vie ou de mort » (Lefebvre, 2000, pp. 478-479). Cette idée de la matérialisation spatiale des rapports sociaux comme épreuve de leur institutionnalisation n'est complètement formulée qu'à la fin de l'ouvrage mais est en fait éprouvée tout au long de celui-ci. C'est l'une des idées forces de l'ouvrage et sans doute l'une des plus intéressantes pour une économie politique hétérodoxe qui chercherait à s'approprier l'œuvre d'Henri Lefebvre. Dans *La production de l'espace*, Henri Lefebvre montre ainsi, comme on l'a vu plus haut (II),

la figure sociale du prolétaire. Il montre que cet espace a pour effet de produire un « sujet abstrait » dont les désirs sont conformes aux réquisits de la reproduction des rapports de production capitaliste. Il développe également cette problématique dans un article intitulé *Psychosociologie de la vie quotidienne* (Lefebvre, 2001b). Nous traiterons ce point, essentiel pour notre problématique et les développements de la deuxième partie de cette thèse, dans la deuxième section de ce chapitre (cf. infra. IV.2.2)

¹²⁸) Il faut ici comprendre cette notion dans le sens que lui donne Frédéric Lordon (2010), quand il en précise la définition en la fondant sur l'ontologie spinozienne, c'est-à-dire quand il la définit comme captation de la puissance de la multitude et constitution d'un pouvoir d'affecter à grande échelle (de produire un affect commun).

que le mode de production capitaliste a dû transformer l'espace du mode de production féodal (dont il sort) puis produire son propre espace (celui de la marchandise et de l'accumulation) afin de se constituer. De même, il souligne qu'en se développant et pour se développer, le capitalisme industriel aura dû d'abord s'appuyer sur l'espace du capitalisme commercial (fondé sur l'autonomie des villes ; les libertés municipales ; l'opposition ville-campagne), puis contourner, briser et enfin dissoudre cet espace pour le substituer par celui qui lui est approprié : à savoir l'espace fondé sur l'État-nation et caractérisé par un nouveau régime d'urbanisation prenant la forme d'une dispersion et d'un éclatement de la ville, avec colonisation et disparition de la campagne, mais caractérisé contradictoirement par un renforcement des centres et des centralités (Lefebvre, 2001c). Enfin, Henri Lefebvre convoque cette idée selon laquelle de nouveaux rapports sociaux ne peuvent se constituer durablement (se reproduire et se développer) qu'à la condition qu'ils parviennent à produire un nouvel espace dans ses réflexions relatives à l'émancipation et à la révolution. À ce sujet, il formule par exemple l'idée selon laquelle l'une des raisons de l'échec du « socialisme réel » est de n'être pas parvenu à créer ou à produire un espace différent de celui du capitalisme monopoliste-bureaucratique (du capitalisme industriel dans les derniers stades de son développement, à l'orée de sa crise)¹²⁹. Il avance également, au sujet de cette question des conditions spatiales de possibilité d'une vie affranchie du capital et de l'État bourgeois, qu'il est nécessaire d'aller au-delà d'un simple « détournement » de l'espace légué par ces derniers. Le passage dans lequel il formule cette idée vaut d'autant plus le coup d'être cité que l'on y trouve réaffirmé le principe de l'unité du temps et de l'espace : *« que le temps ne puisse s'affranchir d'un coup et d'un bloc, c'est une évidence. Qu'il faille pour cette délivrance des inventions morphologiques, une production d'espace, c'est moins évident. Il faudra le démontrer, en montrant l'insuffisance pour cette appropriation d'un détournement des espaces (morphologiques) existants »* (Lefebvre, 2000, p. 469). Derrière cette position concernant la pratique révolutionnaire (qui n'est pas s'en rappeler celle aujourd'hui défendue par le « Comité Invisible »¹³⁰), il y a encore une fois l'idée que l'espace, en tant que produit des rapports sociaux, contient et reproduit ces mêmes rapports sociaux. Plus fondamentalement encore (même si ceci est impliqué par ce qui précède), cette position concernant la pratique révolutionnaire fait fond sur un rejet de la dichotomie établie par certains marxistes entre les forces productives d'une part et les rapports sociaux de production d'autre part. Partageant en cela une certaine affinité avec des auteurs comme André Gorz (1973) ou ceux du courant opéraïste et post-opéraïste (Allavena & Gallo Lassere, 2017)

¹²⁹) Il avance notamment cette idée dans les pages 66 et 67 de *La production de l'espace* (2000)

¹³⁰) Voir par exemple l'ouvrage intitulé *A nos amis* (Comité invisible, 2014)

– qui se sont attachés à montrer que la technique n’est pas neutre ; qu’elle est sécrétée par les rapports sociaux de production ; et qu’elle porte en conséquence la marque de ces derniers depuis laquelle ils sont susceptibles de se régénérer (à la limite sous une forme différente et méconnaissable qui n’en sera que plus difficile à combattre) –, Henri Lefebvre fait ainsi partie de ces marxistes pour qui la révolution ne doit pas se donner comme objectif de « libérer les forces productives » et ne peut en conséquence se limiter à remettre en cause la propriété privée (lucrative) des moyens de production : pour s’émanciper de rapports sociaux, il faut rompre avec l’espace qui leur sert de support, qui constitue leur mode d’existence ; et pour cela, il faut produire ou créer un autre espace (et un autre temps), qui contiendra d’autres rapports sociaux. Pour conclure ce propos, voici une citation extraite du troisième tome de la *Critique de la vie quotidienne* dans laquelle Henri Lefebvre synthétise l’apport de ses différents travaux (sur le quotidien, l’espace et le temps) en matière de théorie et de pratique révolutionnaire : « *Si la révolution, autrement dit la transformation radicale de la société, ne peut avoir pour but et fin ni la croissance accélérée ni le simple changement de personnel politique, elle ne peut avoir pour but et fin et sens que la transformation du quotidien. Ce qui implique, comme on l’a déjà maintes fois établis, non pas croissance zéro ou régression de la croissance, mais croissance différente, c’est-à-dire développement qualitatif, donc complexification des rapports sociaux et non pas simplification. Ce qui implique également une autre manière de vivre – ce qui va jusqu’à la création d’un nouvel espace social, d’un autre temps social – jusqu’à la création d’un autre mode d’existence des rapports sociaux et des situations autres, en s’affranchissant des modèles qui reproduisent l’ordre existant.* » (Lefebvre, 2014, p. 163)

2. La réalité sociale n’est sociale qu’en tant qu’elle se matérialise dans l’espace.

La deuxième implication ou signification de la conception de l’espace comme « mode d’existence des rapports sociaux » est que « *les rapports sociaux de production ont une existence sociale en tant qu’ils ont une existence spatiale* » (Lefebvre, 2000, p. 152). Ce qui veut dire, en d’autres termes, que c’est en se matérialisant spatialement que les rapports humains deviennent des rapport proprement sociaux. Cette implication, moins évidente que la précédente, peut s’argumenter de deux manières.

Le premier argument renvoie à la théorie du *fétichisme*. Il s’agit de l’idée que c’est en tant que les choses produites se matérialisent et s’objectivent dans l’espace, c’est-à-dire dans quelque chose qui apparaît comme séparé et indépendant des hommes et des femmes, que ces choses « s’autonomisent » des hommes et des femmes (des producteurs), c’est-à-dire qu’elles se

dressent face à elles et eux comme des puissances étrangères qui les dominent et auxquelles ils et elles doivent se soumettre sous peine d'être sanctionnés (V.2). En reprenant les critères classiques (Durkheimiens) qui permettent de définir ce qui est « social », on pourrait donc dire que c'est en se matérialisant dans l'espace que les choses (manières d'agir, de sentir et de penser) deviennent : « *extérieur[e]s* » aux individus et dotées « *d'un pouvoir de coercition en vertu duquel [elles] s'imposent à eux* » (Durkheim, 1967, p. 19). En avançant cette idée, Henri Lefebvre se rapproche des conceptions élaborées par Georg Luckas (dont il connaissait les travaux), pour qui la « réification » des produits de l'activité humaine résulte précisément de leur spatialisation, c'est-à-dire du passage de leur « existence dans le temps » à leur « subsistance dans l'espace » (Fischbach, 2011). Chez Luckas en effet, c'est en subsistant dans l'espace que le travail passé, le travail mort, se sépare du travailleur et se dresse face au travail vivant (qui existe, se déploie, dans le temps) pour le commander et le ponctionner (en extraire du surtravail). Autrement dit, c'est en demeurant dans l'espace que le produit de l'activité humaine se sépare des hommes et des femmes et donne lieu à un rapport aliéné. Cette idée est importante sur le plan philosophique dans la mesure où elle confère un statut que l'on pourrait qualifier d'ontologique à l'aliénation ou, ce qui revient finalement au même dans la perspective marxiste de Luckas et Lefebvre, à la constitution du social. Sitôt qu'une activité est achevée, qu'elle a donné lieu à un produit spatial dans lequel elle s'objective, celle-ci acquiert une existence indépendante, séparée de son créateur ou de son producteur, et se retourne dès lors contre lui telle une puissance étrangère qui domine ou conditionne sa vie, son activité présente et à venir. Sujets de l'activité en train de se faire, les hommes et les femmes sont donc, selon cette perspective philosophique, ontologiquement conduits à devenir objets de leur activité passée, matérialisée dans l'espace. L'aliénation n'est en conséquence pas le propre des rapports de production capitalistes, ou d'autres rapports sociaux de domination ; elle est inhérente à la praxis elle-même. Il y a une dialectique, une unité indissociable, entre réalisation (accomplissement) et aliénation des hommes et des femmes (en tant qu'espèce et en tant qu'individus), entre ces deux aspects contradictoires de leur(s) devenir(s) (historique en tant qu'espèce ; existentiels en tant qu'individus) : les hommes et les femmes se réalisent en produisant ; mais leurs produits, en se matérialisant dans l'espace, se retournent contre eux ; s'aliènent (se séparent d'eux) et les aliènent (les séparent d'eux-mêmes). Il y a là, *a priori*, une perspective bien déprimante ! Mais il faut immédiatement préciser que cette reformulation du concept d'aliénation comme processus spatial et temporel, qui conduit à conférer à cette dernière une véritable nécessité ontologique, ne revient pas à désarmer la critique, à rendre vaine la lutte contre l'aliénation et pour l'émancipation (la réappropriation par les hommes et

les femmes de leurs puissances aliénées), ni même à mettre tous les rapports sociaux ou tous les ordres sociaux sur le même plan. Dans la perspective ouverte par cette reformulation en effet, la capacité à se déprendre de l'aliénation dépend de la possibilité de s'approprier et de transformer l'espace existant. Ce qui signifie que le caractère oppressif et aliénant d'un ordre social peut se jauger en fonction du caractère appropriable ou transformable de l'espace qui le matérialise, au travers duquel il existe : un espace qui ne peut être transformé témoigne d'une société où les hommes et les femmes sont esclaves de leur passé ; une société où l'espace peut être transformé indique une société où ils peuvent se servir de leur passé comme d'une ressource pour la construction d'un avenir autodéterminé – ce qui justifie d'ailleurs, dans la perspective d'Henri Lefebvre, l'exigence du « droit à la ville » (Lefebvre, 2009). Or, la capacité à s'approprier l'espace dépend en partie (sans s'y réduire donc) des rapports de propriété en vigueur dans la formation sociale considérée ; la spatialisation de la théorie de l'aliénation et du fétichisme retrouve ainsi les éléments plus classiques de la critique marxiste, qu'elle complète et enrichit.

Le deuxième argument qui permet d'avancer que « les rapports sociaux ont une existence sociale en tant qu'ils ont une existence spatiale » s'appuie sur la conception marxiste de la réalité sociale comme totalité et sur le concept de division du travail qui lui est associé. En avançant que l'espace doit être considéré non comme « une chose parmi les choses » mais comme ce « qui enveloppe et relie les choses », comme ce qui « comprend leurs relations dans leur coexistence et leur simultanéité » (cf. supra), Henri Lefebvre indique que c'est en se matérialisant dans l'espace que les choses s'inscrivent dans la totalité sociale, qu'elles prennent place au sein de la division du travail ; et que, ce faisant, elles deviennent quelque chose de plus que de simples choses isolées : qu'elles deviennent des choses proprement sociales, dont le sens, la fonction et l'efficacité (puissance ; capacité à produire des effets) ne sont pas contenus en elles mais leurs sont conférés par la façon dont leur existence spatiale matérialise leurs relations avec les autres choses. C'est donc, dans la perspective d'Henri Lefebvre, « dans et par l'espace » que les choses deviennent constitutives de la totalité sociale et qu'elles sont constituées par elle en tant que choses sociales. En cela, la matérialisation spatiale d'une chose est ce qui rend effective son existence sociale. Il faut ici insister sur le fait que dire cela ne revient aucunement à abandonner la dialectique et à retomber dans une forme de déterminisme géographique. Car, rappelons-le, c'est le rapport social qui produit l'espace ; l'espace, lui, ne fait que réaliser les conditions sociales du rapport social et le rapport lui-même. Il convient

autrement dit de garder à l'esprit cette précision décisive : le support ne fait pas le rapport ; il le réalise.

Il faut ici noter que ce deuxième argument rejoint le premier en ce qu'il implique comme lui l'idée que, pour la connaissance, l'analyse de la matérialisation spatiale des choses (l'objectivation spatiale du produit de l'activité passée ; l'insertion spatiale d'une chose dans la division du travail) est nécessaire pour dissiper ou se préserver des représentations fétichistes qui rendent méconnaissables le caractère social de la chose considérée – ou plus précisément, le caractère social des propriétés de la chose considérée. Le premier argument implique en effet, par exemple, que pour aller au-delà de la compréhension de la domination du capital fixe sur le travail vivant comme une simple contrainte technique, soit, pour ne pas réifier le pouvoir du capital et ne pas déifier le pouvoir des machines, il faut analyser le processus (spatial et temporel) au travers duquel le travail mort s'objective et se matérialise spatialement dans quelque chose qui fait face aux travailleurs (V.2.4). Ce n'est que de cette façon qu'il est possible de ressaisir les contraintes techniques du procès de travail capitaliste qui pèsent sur les travailleurs comme l'expression ou la matérialisation d'un rapport social fondé sur la double séparation des travailleurs d'avec les produits de leur travail d'une part, et d'avec les moyens de leur travail d'autre part. De même, le deuxième argument nous enseigne que pour reconnaître les caractéristiques d'une chose (activité ; population ; objet matériel ; « territoire ») comme autant de propriétés sociales de cette chose (et non comme caractéristiques intrinsèques de cette chose), il convient pour la connaissance et dans l'analyse de resituer cette chose dans le tissu de relations spatialement matérialisées dans lequel elle est encadrée et qui lui a conféré ses propriétés déterminées (I.3.4 ; IV.1.3.4 ; V.3.4.8). Il nous semble ainsi possible d'affirmer que ces deux arguments rendent compte du rôle de la matérialisation spatiale dans deux formes distinctes d'engendrement du fétichisme, que l'on pourrait qualifier respectivement de diachronique et de synchronique : le mot commun - en fait l'opérateur commun - entre ces deux formes d'engendrement du fétichisme est celui de « séparation ».

Dans le deuxième argument – qui rend donc compte de l'engendrement synchronique du fétichisme - le lecteur aura reconnu les principes conceptuels et théoriques qui fondent la critique de « la fétichisation du territoire par l'école de la régulation » que nous avons proposée dans le premier chapitre de cette partie (I.3.4). La conception de l'espace comme ce qui enveloppe et relie les choses est en effet au fondement de la critique de ce qu'on aurait pu appeler le « localisme méthodologique », qui consiste comme on l'a vu à se servir de l'espace (à découper l'espace conçu comme surface plane, homogène et neutre) pour circonscrire et

cloisonner un objet de recherche, pour se livrer à des descriptions de ce qu'il y a dans cet espace – descriptions que l'on confrontera ensuite éventuellement dans des « analyses comparatives » qui achèveront de donner aux propriétés sociales des choses induites par leur appartenance à la totalité, l'apparence de propriétés « intrinsèques » de ces choses, ou de propriétés « singulières et contingentes »¹³¹. À l'opposé de ce « localisme méthodologique », qui analyse des « fragments de l'espace » et les « choses » qui s'y trouvent, la conception lefebvrienne de l'espace comme ce qui « enveloppe et relie les choses » invite à analyser l'espace dans sa totalité (ou sa globalité) ; et confie à l'analyse de l'espace dans sa totalité l'objectif de restituer la totalité sociale et les relations qu'elle organise entre ses différents éléments constitutifs : « *Ce n'est (...) plus l'espace de ceci ou de cela qui importe, mais l'espace comme totalité ou globalité, qui doit (...) non pas seulement s'étudier analytiquement (ce qui risque de donner des fragmentations et des découpages à l'infini, subordonnés à l'intention analytique) mais s'engendrer dans et par la connaissance théorique.* » (Lefebvre, 2000, p. 46). Cette citation nous invite en outre à préciser qu'analyser l'espace dans sa totalité ou globalité ne signifie pas que seul l'espace global (mondial) doit être considéré, ou encore qu'il faille « partir » de l'espace mondial pour ensuite retrouver (expliquer le contenu, les propriétés) des espaces (des « territoires ») qu'il détermine. L'analyse marxiste de la totalité, telle qu'Henri Lefebvre la conçoit, n'est pas holiste ou structuraliste, elle est dialectique. Cela signifie que, ce qui doit être premier dans l'analyse, ce sont les relations qui unissent les choses par l'espace, les relations qui constituent (produisent) la totalité en rendant les choses constitutives de la totalité. En cela, la conception lefebvrienne de l'espace revient autant à rejeter les approches fragmentaires et positivistes de l'espace que les approches (purement) structuralistes de ce dernier. D'une certaine façon, les principes méthodologiques et théoriques qui découlent de sa conception de l'espace comme ce qui « enveloppe et relie les choses » se rapprochent en fait davantage de ce

¹³¹) Dans le premier chapitre de cette partie, nous avons mobilisé ce principe critique contre la théorie de la régulation (et d'autres courants de pensée dits hétérodoxes, comme l'économie territoriale) qui conçoit les caractéristiques des territoires qu'elle analyse comme des propriétés « singulières et contingentes » de ces derniers – propriétés qui sont donc qualifiées de « sociales » bien que dans un sens très différent de celui que nous utilisons et précisons dans ces pages. A présent, avec ce dernier paragraphe, nous élargissons la portée critique de ce principe en montrant qu'il permet simultanément de récuser les constructions théoriques qui donnent à voir les propriétés des différents territoires comme autant de « propriétés intrinsèques » de ces derniers. Le courant de pensée qui est implicitement visé par cet élargissement de la critique est bien-sûr l'économie dominante, et en particulier, l'école néo-institutionnelle telle qu'elle est utilisée par les organisations supranationales de type OCDE, FMI, BM, Commission Européenne, etc... Au travers des pratiques de « benchmarking », qui comparent les différentes économies en les isolant, les études menées par ces organisations ne font en effet que fétichiser les caractéristiques que les différentes économies nationales doivent à la place qu'elles occupent au sein de la division du travail en présentant ces caractéristiques comme le simple produit des « performances respectives » des différentes économies nationales – performances qui, d'un point de vue théorique, sont au mieux expliquées en fonction de la plus ou moins grande proximité des différentes économies par rapport au « one best way » qui existerait (selon cette école) en matière de gouvernance et d'institutions.

que l'on appelle désormais, en référence à Edgar Morin, la « pensée complexe » ; ou, de manière plus spécifique à la pensée géographique, mais avec davantage de réserves¹³², des approches dites « relationnelles » de l'espace social (qui se réclament précisément de la pensée complexe). À l'instar de la pensée complexe et des approches dites relationnelles en effet, la conception lefebvrienne de l'espace récuse les approches fragmentaires et positivistes de l'espace qui se servent de celui-ci comme d'un instrument mental permettant de découper le réel afin d'approfondir la connaissance selon une logique (verticale) de spécialisation croissante : à partir d'un espace plus petit, « délimité plus finement », on voit davantage de détails, on gagne en précision, etc. Dans leur perspective (celle de Lefebvre, des tenants de la pensée complexe et des tenants des approches relationnelles), l'analyse de l'espace doit tout au contraire permettre de faire progresser la connaissance selon une logique que l'on pourrait qualifier d'horizontale : elle doit complexifier et non compliquer la connaissance du réel. La catégorie ne doit autrement dit pas être utilisée pour accentuer les spécialisations existantes au sein du travail intellectuel ou pour en créer de nouvelles¹³³, elle doit au contraire jeter des ponts entre ces spécialités ; plus et mieux encore : elle doit permettre de les dépasser. Par ailleurs, à l'instar de la pensée complexe d'E. Morin et à la différence, cette fois, du structuralisme, la pensée spatiale d'Henri Lefebvre se donne la totalité sociale comme point d'arrivé et non comme point de départ de la connaissance théorique. La totalité sociale – et ses structures – ne doivent pas être « présumées » mais « engendrées » par la connaissance théorique et l'analyse qui reconstitue les relations qui unissent les différents éléments constitutifs de la totalité (II.1.2).

¹³²) Le plus souvent en effet, ces travaux ne se donnent pas comme objectif de retrouver la totalité sociale en analysant l'intrication des relations sociales matérialisée dans l'espace ; ils ne remontent que rarement au niveau de la totalité sociale. Il est frappant de voir à quel point, en dépit de la popularité actuelle de la « pensée complexe » au sein des sciences sociales, cet objectif – à savoir restituer la totalité sociale – a été perdu de vue (Buleon, 2002).

¹³³) Nos développements gagneraient à préciser pourquoi dans les faits, c'est-à-dire dans la réalité actuelle du travail universitaire, la catégorie d'espace est si souvent utilisée dans ce but - à savoir approfondir les spécialisations et en créer de nouvelles. Au regard de ce nous développons dans cette partie, la réponse semble être la suivante : à cause d'une conception métaphysique et fétichiste de l'espace, où celui-ci est compris comme contenant abstrait, surface plane, lisse, neutre et homogène que l'on peut découper en fragments ; fragments qui donnent ensuite lieu à autant de spécialités. Mais il s'agit là d'une explication profondément idéaliste dont nous ne pouvons pas nous satisfaire. On peut donc faire l'hypothèse que cette conception de l'espace a elle-même pour raison d'être les résultats auxquels elle est amenée à donner lieu, à savoir, précisément, de permettre de créer de nouvelles spécialités. Or cette tendance à créer sans cesse de nouvelles spécialités doit selon nous se comprendre comme le produit des stratégies mises en place par les universitaires pour survivre au sein de la concurrence de plus en plus intense qui règne au sein du monde de la recherche universitaire. La conception métaphysique et fétichiste de l'espace n'est donc pas la cause mais le moyen de la tendance à la multiplication des spécialités et des spécialistes ; cette tendance s'expliquant elle-même par les évolutions de l'institution universitaire : par le renforcement de la concurrence en son sein, lui-même produit de la logique néolibérale (Contretemps, 2016).

3. Portée critique de la conception de l'espace comme mode d'existence des rapports sociaux

Dans la section 3 du chapitre deux (II.3.4 ; II.3.5), nous avons mis en évidence la portée critique de la proposition lefebvrienne concernant « le caractère social de l'espace », c'est-à-dire de la proposition selon laquelle ce dernier constitue tout à la fois le produit et l'instrument d'une pratique sociale et de la reproduction d'un mode de production. Dans cette sous-section nous proposons de prolonger cette démarche en soulignant cette fois la portée critique de la proposition selon laquelle l'espace constitue (avec le temps, dont il ne se sépare pas) le « mode matériel d'existence des rapports sociaux ». Il s'agit donc dans cette sous-section d'examiner les implications de cette proposition conceptuelle quant à la façon de convoquer la catégorie d'espace dans la théorie économique et, plus particulièrement, dans une démarche d'historicisation du capitalisme. De notre point de vue, celle-ci permet notamment de critiquer quatre formes possibles d'intégration de l'espace (ou de la géographie) que l'on rencontre dans la littérature économique.

3.1. Critique de la conception selon laquelle l'espace « interfère » dans le fonctionnement de l'économie.

Le fait de concevoir l'espace non comme « une chose parmi les choses » mais comme le « mode d'existence des rapports sociaux » conduit en premier lieu à rejeter la démarche qui consiste à théoriser le fonctionnement de l'économie en faisant d'abord abstraction de sa réalité spatiale et à n'intégrer l'espace que dans un second temps, sous la forme d'une « variable frictionnelle » qui vient altérer la pureté des lois et des mécanismes théoriques élaborés de façon abstraite (Fache, 2008). Dans cette démarche, qui est l'une de celles pratiquées par l'école néoclassique, l'espace n'est donc en rien une dimension nécessaire à la théorie économique, elle n'est qu'une variable que l'on peut (ou non) intégrer dans un second temps pour affiner les représentations théoriques, les rapprocher un peu plus de la réalité. L'espace fait autrement dit partie de ces éléments que l'école néoclassique fait intervenir *ex post* pour expliquer pourquoi la réalité économique a cette fâcheuse tendance à s'écarter de l'idéal théorique d'un ensemble de marchés concurrentiels parvenant à l'équilibre et assurant l'allocation optimale des facteurs de production par le seul jeu de l'offre et de la demande.

Pour ce qui est du contenu du concept d'espace, celui-ci se réduit aux distances physiques qui séparent les unités économiques ; et ces distances, qui sont le plus souvent mesurées en temps, sont elles-mêmes prises comme des « données », des variables exogènes donc. Ce contenu du concept d'espace, somme toute assez pauvre, n'est évidemment pas sans lien avec l'usage

théorique pour le moins limité qui en fait. Conceptuellement réduit aux distances physiques, l'espace n'intervient dans la théorie néoclassique que comme un déterminant parmi d'autres des « coûts de transaction » (Courlet, 2001 ; Vuaridel, 1959)¹³⁴. Plus précisément, les distances sont vues comme la cause de l'une des composantes des coûts de transaction : les coûts de transport. L'intérêt de la prise en compte de l'espace se limite ainsi à permettre d'expliquer certains phénomènes, considérés comme négatifs et le plus souvent comme temporaires, tel que l'existence d'une « distorsion de concurrence » : les disparités en termes de coûts de transport constituent un facteur d'iniquité de la concurrence pouvant induire des situations oligo ou monopolistiques – néanmoins rapidement résorbées si les offreurs sont « libres » de se déplacer, c'est-à-dire si la condition « de libre entrée et de libre sortie » (l'une des cinq conditions de la « concurrence pure et parfaite ») est respectée. En économie internationale, dans le cadre des « modèles gravitationnels », les distances sont également prises en compte comme un déterminant du volume des échanges entre deux économies : toutes choses égales par ailleurs, plus la distance qui sépare deux économies est faible, plus elles commerceront entre elles. Résultat qui n'est pas sans importance pour la théorie néoclassique puisqu'il revient à amender le modèle HOS qui n'explique le commerce international que par l'hétérogénéité des dotations factorielles relatives des différentes économies. Plus généralement, dans une perspective néo-ricardienne, l'importance des coûts de transport peut être théoriser comme un facteur qui, en limitant la concurrence et en réduisant la taille des marchés (en induisant l'existence de plusieurs marchés), limite l'approfondissement de la division du travail (le renforcement des spécialisations) et entrave de ce fait le processus devant conduire à une allocation optimale des facteurs de production.

Bien que rudimentaire, cette façon de faire intervenir l'espace dans la théorie économique n'est pas dénuée de portée sur le plan épistémologique et idéologique. Elle vise et permet en effet, comme la plupart des extensions de la théorie néoclassique, de conserver le paradigme de l'équilibre général, c'est-à-dire de protéger son noyau épistémique contre les attaques du réel : si celui-ci manque de pertinence pour rendre compte de la réalité, si les constations empiriques le démentent, cela ne veut pas dire qu'il n'est pas valable, c'est que la réalité le perturbe, qu'elle contient des éléments qui obèrent le bon fonctionnement de ses lois. Il ne peut donc être question de le remettre en cause, c'est au contraire l'impure réalité qui doit tendre vers sa pureté : et c'est ainsi que l'abstraction théorique se fait idéologique ; que le discours scientifique

¹³⁴) A en croire Roger Vuaridel (1959, p. 53), ce serait François Perroux qui aurait le premier critiqué cette réduction de l'espace aux distances, des distances au temps, et du temps aux prix.

cède la place au discours théologique. En somme, la théorie néoclassique intègre l'espace de la même façon et pour les mêmes raisons qu'elle intègre le fait institutionnel ou le fait politique : il s'agit de rendre compte de ce qui écarte la réalité de l'idéal théorique (Chavance, 2007; Lordon, 2008). À l'instar des approches néo-institutionnalistes ou de la new political economy, les travaux néoclassiques qui tiennent compte des distances reçoivent donc cette mission épistémologique et idéologique aussi ingrate que nécessaire qui consiste à s'abaisser (un peu) au niveau du réel afin d'identifier ce qui, dans celui-ci, contrarie les mécanismes de l'équilibre général et les prévisions que l'on peut dériver de ce dernier. Ces missionnaires de la théorie néoclassiques ont autrement dit encore pour tâche d'identifier les hérésies du monde réel et de trouver le moyen de les combattre, ou de les contourner. De leurs séjours (timides et toujours partiels) dans le monde d'ici-bas, ils reviennent le plus souvent renforcés dans leur conviction quant à la nécessité du rôle de l'Église (des pouvoirs publics) dans la mise en place des conditions (celles de la « concurrence pure et parfaite ») permettant l'avènement du Royaume de Dieu (l'équilibre général) : comme nous l'avons évoqué, en ce qui concerne l'espace¹³⁵, les problèmes induits par les coûts de transport peuvent en partie être contournés par les investissements directs à l'étranger, à condition que soient levés les obstacles à la libre circulation du capital. À plus long-terme (mais rares sont les néoclassiques à adopter une perspective de long-terme), il est aussi possible de s'en remettre à la foi dans le progrès technique (avatar de la volonté divine) qui aura pour effet de réduire les coûts de transport.

Sans nous étendre sur ce point, il faut aussi mentionner que cette façon d'intégrer l'espace dans la théorie économique est également mise en œuvre par l'école française de la proximité (Pecqueur & Zimmermann, 2004; Torre & Rallet, 2005) – avec cependant des enjeux différents et une portée épistémologique moindre puisque qu'aucun paradigme clairement défini n'est ici en jeu et parce que la performativité de cette approche est essentiellement limitée à la sphère de la gestion d'entreprise, au plus à celle de l'action régionale. Cette école propose d'évaluer le rôle des différentes formes de « proximité » (organisationnelle ; institutionnelle ; cognitive ; géographique) dans la coordination des acteurs économiques, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de l'innovation. Au travers de nombreuses études de cas, ces travaux montrent

¹³⁵) En ce qui concerne les institutions, le courant théorique et idéologique le plus représentatif de cette volonté politique de mettre en place le cadre institutionnel garantissant le fonctionnement optimal des marchés (en encadrant notamment les marges de manœuvre de la politique économique par des traités à valeur constitutionnelle, donc soustraits au principe de la délibération démocratique) est sans doute le courant dit ordolibéral, dont le programme a été largement mis en œuvre dans le cadre de la construction européenne, avec une certaine accélération à partir de la fin des années 1980 (on pense ici à l'Acte Unique et Européen) et plus encore dans la perspective de la mise en place de la monnaie unique (Lordon, 2014).

que suivant les secteurs, la nature du projet ou les caractéristiques du produit à réaliser (etc.), la coordination inter-entreprises fait intervenir selon des dosages et des combinaisons variables ces différentes formes de proximité. Comme le souligne Olivier Crevoisier, et c'est là le point important, « *l'approche des économies de la proximité a consisté à avancer qu'il existe des proximités – dans notre vocabulaire, nous dirions simplement des relations – de nature non spatiale* » (Crevoisier, 2001, p. 972). Seule la « proximité géographique » étant en fait conçue ou reconnue comme de « nature spatiale ». La problématique spatiale est ainsi réduite à celle du local : seul ce qui est local est spatial. On retrouve donc dans ces approches l'idée que l'espace – la proximité géographique des acteurs - est une chose, un facteur parmi d'autres, qui peut intervenir de façon positive dans le fonctionnement de l'économie – qui serait pour le reste de nature non-spatiale. Les fondements conceptuels de cette approche sont donc les mêmes que ceux de la théorie néoclassique : on dissocie ce qui est inséparable pour ensuite établir des relations de causalité simple entre ce qui a été dissocié ; l'arbitraire conceptuel qui consiste à attribuer une nature spatiale à telle relation mais pas à telle autre permettant ainsi de donner des allures de technicité à la théorie et à l'analyse. Remarquons enfin que l'école des proximités ne propose au fond rien d'autre, sur le plan théorique, qu'un enrichissement de la notion de coûts de transaction : il ne s'agit plus seulement de dire que les coûts de transport croissent de manière proportionnelle à la distance, mais d'ajouter que, dans certains cas et sous certaines conditions, la proximité géographique améliore la coordination et favorise l'innovation en facilitant la circulation des informations et des connaissances (notamment des connaissances tacites, non codifiées).

Cette façon d'intégrer l'espace dans la théorie économique est bien sûr aux antipodes des perspectives ouvertes par la pensée spatiale d'Henri Lefebvre. Par définition, sa conception dialectique du rapport espace-société implique le rejet de la démarche intellectuelle qui consiste à séparer de manière abstraite l'économie de ses conditions matérielles d'existence. Elle plaide au contraire en faveur d'une démarche qui consiste à saisir les rapports sociaux (dont font partie les rapports économiques) directement dans leur mode matériel d'existence, c'est-à-dire à les discerner à partir de l'analyse critique des caractéristiques spatiales et temporelles de la pratique sociale. Pour lui, impossible de cerner le *rapport* sans analyser son *support* ; impossible de comprendre la *forme* des rapports sociaux en faisant abstraction de leur *contenu* matériel. Plus encore, et par extension, impossible de saisir leur rationalité, leurs contradictions et donc leur mouvement historique sans analyser leur mode matériel d'existence : l'abstraction théorique donne lieu à une représentation statique et anhistorique de l'économie qui a pour fonction

idéologique de naturaliser celle-ci. Sa conception dialectique du rapport espace-société, et son affirmation que l'espace n'est pas une chose parmi les choses mais le mode d'existence des rapports sociaux, exclue de la même façon de théoriser le rapport espace-société (économie) sous la forme d'une relation de causalité directe, dans laquelle tout se passe comme si l'économie préexistait à son existence spatiale et se trouvait ensuite altérée par celle-ci. Elle invite à la place à analyser comment les rapports sociaux produisent l'espace au travers duquel ils se reproduisent, se développent. Il s'agit donc, autrement dit, non pas d'analyser un rapport statique de causalité simple mais un processus dialectique : celui par lequel les rapports sociaux se développent en produisant leur espace (IV.2).

3.2. Critique de la démarche consistant à déduire une configuration spatiale ou des dynamiques territoriales à partir d'une caractérisation théorique de l'économie.

La conception dialectique du rapport espace-société invite également à rejeter la démarche, encore plus répandue que la précédente, qui consiste à déduire ou à expliquer les caractéristiques et les évolutions de l'espace (« les dynamiques territoriales », par exemple) à partir des lois ou des régularités économiques. Cette démarche est symétrique à la précédente. Elle est donc éligible à la même critique. Elle consiste en effet à d'abord théoriser l'économie de façon abstraite (axiomatique ou statistique) et à déduire dans un second temps les effets ou la traduction concrète de ses lois ou de ses régularités sur l'organisation de l'espace, sur la répartition spatiale des activités économiques. Elle a donc en commun avec la démarche précédente de séparer par la pensée abstraite l'économie de la géographie puis d'établir une relation de causalité directe entre la première et la seconde. Ce qui change, c'est simplement le sens de la relation : il ne s'agit plus d'étudier en quoi et comment l'espace perturbe (école néoclassique) ou contribue (école de la proximité) au fonctionnement des lois ou des activités économiques mais, au contraire, d'étudier comment ces dernières déterminent l'ordre spatial.

De nombreuses écoles de pensée adoptent cette démarche. On la retrouve bien entendu dans les travaux relevant de l'économie industrielle et de l'économie spatiale (ou science régionale) ancrés dans la tradition néoclassique (Derycke, 1979a; 1979b). Les plus connus et les plus exemplaires en la matière sont ceux de Johann Heinrich Von Thünen, Walter Isard, Walter Christaller, August Lösch, Alfred Weber et de Harold Hotelling. Pour ne prendre que ce seul exemple, ce dernier propose, dans la version simplifié du modèle qui porte son nom, de déduire de l'axiome l'homo-oeconomicus la localisation de deux vendeurs de glaces sur une plage où les clients sont répartis de manière uniforme ; et parvient à un résultat dramatique : l'équilibre n'est pas optimal (puisqu'il s'avère que les vendeurs auront tous deux tendance à se localiser

au centre de la plage, ce qui crée une désutilité pour les consommateurs situés aux extrémités de celle-ci).

On retrouve également cette démarche dans les travaux relevant de la « Nouvelle Économie Géographique », qui s'inscrivent dans le prolongement de ces derniers. L'apport de ces travaux, initiés par Paul Krugman et Masahisa Fujita (2004), réside notamment dans le fait qu'ils adoptent une perspective dynamique (qui s'appuie sur l'analyse des processus cumulatifs prenant leur source dans les effets d'agglomération) qui permet de rendre compte de l'évolution de la distribution spatiale de l'activité économique par suite d'un choc exogène : par exemple, d'une diminution des coûts de transaction¹³⁶ (Duranton, 1997; Crozet & Lafourcade, 2009).

Mais cette démarche est également adoptée par les travaux d'obédience hétérodoxe. Dans le cadre des approches inspirées de l'école française de la régulation rassemblées sous le nom de « Nouvelle Géographie Socio-Économique » (Benko & Lipietz, 1992; Benko & Lipietz, 2000), un certain nombre de travaux se sont proposés d'expliquer la diversité des dynamiques territoriales à partir des caractéristiques du régime d'accumulation du capital et de son mode de régulation. Un certain nombre des contributions rassemblées dans les deux ouvrages collectifs cités ci-dessus s'attachaient ainsi à expliquer à l'aune des caractéristiques de « l'accumulation flexible » quelles sont les « régions qui gagnent » (les districts industriels et les grandes agglomérations urbaines) et celles qui perdent (les territoires semi-ruraux dont la vie économique et sociale s'articule autour d'une grande entreprise verticalement intégrée et positionnée sur un seul secteur). Déclinant cette démarche sous une forme prospective, Alain Lipietz et Danièle Leborgne se sont également proposés de prédire quelle pourrait être la configuration spatiale du post-fordisme en fonction des formes que pourraient être amenés à assumer, notamment, le rapport salarial et les relations inter-capitalistes (Leborgne & Lipietz, 1988).

Le fait de découvrir la pensée spatiale d'Henri Lefebvre est de nous mettre ainsi en capacité de critiquer et de dépasser ce type d'approche a joué un rôle décisif dans l'évolution de l'orientation de notre recherche au cours de ces années de doctorat. Le projet de thèse que nous avons soumis en 2016 afin d'obtenir un contrat doctoral s'inscrivait en effet dans la droite ligne de l'approche de la Nouvelle Géographie Socio-Économique. Il se proposait d'analyser les

¹³⁶) Ce cadre théorique permet ainsi par exemple de rendre compte de la tendance à la concentration industrielle et au renforcement des inégalités régionales de développement qui découlent de l'intégration européenne – de la diminution des coûts de transaction qui résulte de la disparition du risque de change et des barrières protectionnistes (Bernard, Lapointe, & Laurin, 2003).

incidences géographiques de l'articulation, au cœur du régime contemporain d'accumulation du capital, de deux logiques productives distinctes associés à deux formes de division du travail : la division taylorienne et la division cognitive du travail. Il s'agissait ainsi de contribuer à l'explication des recompositions de l'activité économique et sociale à l'œuvre au sein du territoire national depuis les années 1980 en faisant notamment l'hypothèse que les territoires infranationaux connaissent des trajectoires de développement divergentes selon qu'ils sont principalement positionnés sur les segments de la division du travail où domine la forme cognitive de division travail (génératrice de et gourmande en externalités positives et induisant de ce fait un processus cumulatif de croissance et de concentration spatiale de l'activité), ou plutôt sur ceux où dominant la forme néo-taylorienne de division du travail (générant des et fuyant les externalités négatives et induisant de ce fait une tendance à la dispersion spatiale de l'activité). En somme, ce projet avait pour objectif d'expliquer la dualité des dynamiques territoriales (notamment en termes d'emploi) à partir de la dualité des formes de division du travail caractéristiques du capitalisme contemporain¹³⁷.

L'assimilation de la pensée spatiale d'Henri Lefebvre nous a en quelques sortes conduit à renverser cette démarche. Dans la présente étude, il ne s'agit plus d'expliquer les dynamiques territoriales (concrètes) à partir des caractéristiques théoriques (abstraites) du régime d'accumulation du capital mais au contraire de contribuer à la connaissance de ce dernier (et plus généralement, du développement du capitalisme) sur la base d'une analyse critique de la pratique sociale et des formes dominantes et émergentes de la division du travail saisies directement dans leur mode matériel (spatio-temporel) d'existence.

Outre la raison conceptuelle de ce renversement (à savoir le rejet d'une démarche que l'on peut qualifier d'hypothético-déductive¹³⁸ et l'adoption d'une ontologie (matérialiste) qui revient à affirmer que les rapports sociaux doivent être identifiés au travers de leur mode matériel d'existence), le changement de problématique que nous proposons nous semble justifié par deux autres arguments – qui ne sont au demeurant pas sans lien avec nos options conceptuelles. Le premier est que la démarche hypothético-déductive suppose de disposer d'une catégorisation théorique achevée et relativement consensuelle du régime contemporain d'accumulation du capital. Ce qui n'est pas le cas. En effet, comme nous avons déjà pu l'évoquer, plusieurs grandes

¹³⁷) Cette idée de dualité (taylorienne et cognitive) des formes de division du travail comme caractéristique du capitalisme contemporain post-fordiste a notamment été avancée par El Mouhoub Mouhoud au côté d'autres auteurs comme Dominique Plihon et Philippe Moati (Mouhoud & Plihon, 2009; Moati & Mouhoud, 1999)

¹³⁸) Il est en effet possible de qualifier cette démarche d'hypothético-déductive dans la mesure où il s'agit de « partir » d'une théorisation abstraite du régime d'accumulation pour déduire – expliquer ou prévoir - les caractéristiques de l'espace.

lectures interprétatives¹³⁹ des mutations contemporaines du capitalisme cohabitent et se confrontent au sein du monde académique. Il nous semble donc plus pertinent de contribuer à ce débat plutôt que de prendre dès le départ place au sein de ce dernier, d'une manière qui serait forcément quelque peu arbitraire. Le deuxième argument est que - d'une façon pernicieuse parce que réalisée sous couvert d'ouverture pluridisciplinaire -, la démarche hypothético-déductive qui consiste à expliquer la réalité géographique à partir de la théorie économique (de représentations théoriques de l'économie contemporaine) s'apparente au fond à une forme d'économisme, ou d'impérialisme économique. Il s'agit en effet dans cette perspective de s'emparer de l'objet d'une spécialité (celle des géographes) à partir de l'objet d'une autre spécialité (celle des économistes). La démarche alternative que nous proposons sur la base de la pensée d'Henri Lefebvre revient en somme à inverser le rapport de l'économiste (si tant est qu'il soit possible de se définir en tant qu'économiste quand on met en œuvre une approche marxiste) à la géographie et aux travaux des géographes. Pour ainsi dire, il s'agit de « piller » les géographes plutôt que de leur « faire la leçon ». Il ne s'agit autrement dit plus d'expliquer aux géographes les tenants et les aboutissants de leur objet (la réalité spatiale) à partir d'une connaissance théorique de l'économie qui restera inchangée au bout de l'affaire, mais de partir des résultats de leurs travaux pour, simultanément : d'une part les interroger à l'aune de la connaissance marxiste des tendances (contradictions) du capitalisme (c'est-à-dire essayer de leur donner davantage de sens ; de mettre en perspective historique ces résultats) ; et d'autre part, interroger la connaissance marxiste du capitalisme et de son développement contemporain à l'aune de ces derniers (c'est-à-dire de réfléchir aux transformations des rapports sociaux et du mode de production capitaliste qu'impliquent et qu'indiquent les transformations spatiales mises en exergue par les géographes). La démarche que nous proposons nous semble ainsi avoir l'avantage ou l'intérêt de ne pas ou peu rentrer en conflit avec les géographes (puisque'il s'agit d'« incorporer » plus que de « concurrencer » leurs travaux) et de permettre à celui qui a reçu une formation d'économiste de rester dans et de contribuer à son domaine de connaissance privilégié. Car il faut bien admettre que le type de démarche proposé par la Nouvelle Géographie Socio-Économique ne contribue au fond que peu ou pas du tout à la connaissance théorique du capitalisme (de son régime contemporain d'accumulation du capital) : tout au

¹³⁹) Dans ce qui précède, nous avons retenus trois principales lectures : celle élaborée par l'école de la régulation, qui met l'accent sur la financiarisation comme trait saillant et force motrice des mutations contemporaines du capitalisme (« capitalisme néolibéral » et « régime d'accumulation financiarisé ») ; celle portée par le marxisme classique, qui insiste également sur la financiarisation mais en la resituant comme expression (conséquence) d'une crise structurelle de l'accumulation du capital ; celle enfin portée par des courants marxistes plus hétérodoxes qui mettent l'accent sur l'émergence de nouvelles formes de division du travail et d'accumulation du capital.

contraire cette connaissance constitue le présupposé de cette démarche, celui qui fournit les hypothèses de départ de l'analyse. Le fait de déduire (expliquer ou prédire) les dynamiques territoriales des caractéristiques du régime d'accumulation n'a en fait d'autre intérêt que de « tester » la validité de la caractérisation théorique du capitalisme contemporain à laquelle on est déjà parvenue et de mettre en exergue sa portée explicative.

Encore quelques remarques sur ce changement de problématique :

- Il apparaît tout d'abord dans ce qui précède que la démarche mise en œuvre par la NGSE et celle que nous proposons dans le cadre de cette thèse renvoient non seulement à deux manières différentes de produire des connaissances mais également à deux stades différents de la production de connaissances : la démarche de la NGSE se positionne en aval, à la fin du processus de production de connaissances, l'espace étant en effet pour elle un « *champs d'application de l'approche une fois murie* » (Benko & Lipietz, 2002, p. 293) ; tandis que la démarche que nous proposons se situe en amont de ce processus, elle correspond à une phase exploratoire de production de connaissances - même si elle se fonde sur des faits empiriques déjà solidement établis (par les géographes) et qu'elle s'effectue en connaissance des caractérisations théoriques partielles déjà existantes du capitalisme contemporain et de la théorie marxiste des contradictions du capitalisme (des tendances qui régissent son développement).
- Ce qui précède nous amène également à revoir (à rejeter) certaines des expressions terminologiques dont nous avons usés tout au long de ce qui précède, telles que celles de « prise en compte de la géographie (ou de l'espace) » ou « d'intégration de la géographie ». Au regard de ce qui précède, on comprend en effet qu'il ne s'agit pas de « compléter » la théorie économique en l'enrichissant (de manière presque superflue) d'une dimension (ou d'une composante) spatiale ; il s'agit au contraire de *parvenir* à une connaissance du capitalisme contemporain sur la base d'une analyse spatiale des formes dominantes et émergentes de la pratiques sociale et de la division du travail. Il ne faut pas confondre l'analyse spatiale du capitalisme proposée par Henri Lefebvre avec une « spatialisation » de l'analyse ou de la théorie de capitalisme.
- Plus haut nous avons parlé d'un « renversement » de la démarche hypothético-déductive mise en œuvre la NGSE dans son analyse des rapports économie/géographie. Ce terme n'est en fait pas très approprié. La perspective ouverte par la pensée spatiale d'Henri

Lefebvre ne consiste pas à substituer une démarche purement inductive à une démarche purement déductive. La démarche dialectique de la tradition marxiste défendue et transmise par Henri Lefebvre revient en effet bien davantage à *dépasser* cette antinomie méthodologique entre induction et déduction. Contre la démarche déductive, une démarche se réclamant du matérialisme dialectique prévient contre les limites et les dangers des caractérisations théoriquement élaborées de façon abstraite (c'est-à-dire en faisant abstraction du temps, de l'espace et de la technique de la pratique sociale). De l'autre côté, à la différence de la démarche inductive, le matérialisme dialectique et la méthode régressive-progressive proposée par Henri Lefebvre pour le mettre en œuvre sur le plan méthodologique ne prétend pas aborder la réalité empirique des tendances géographiques sans *a priori* théorique. Si le premier temps de la démarche consiste bien à identifier les transformations géographiques majeures de l'époque, cette immersion dans le réel est néanmoins éclairée et orientée par ce qu'on pourrait appeler une méta-connaissance des lois ou des tendances qui régissent le développement du capitalisme et qui tiennent au caractère contradictoire des rapports de production capitalistes. Pour employer une terminologie qui nous convient mieux, la démarche que nous proposons vise à reconnaître le structurel (la forme des rapports sociaux) dans le matériel (dans leur contenu) et à actualiser le structurel par l'analyse du matériel.

3.3. Critique de la proposition visant à faire du territoire une « sixième forme institutionnelle ».

La conception de l'espace comme mode d'existence des rapports sociaux proposée par Henri Lefebvre et son affirmation que « l'espace n'est pas une chose parmi les choses » conduit également à rejeter une piste théorique qui avait été proposée par Yves Saillard d'une part et par Jean-Pierre Gilly et Bernard Pecqueur d'autre part dans l'ouvrage collectif : *Théorie de la régulation. L'état des savoirs*. Cette piste, qui à notre connaissance n'a pas été poursuivie, consistait à faire du « territoire » une sixième forme institutionnelle s'ajoutant aux cinq formes institutionnelles classiques identifiées par l'école de la régulation : « *L'analyse des « systèmes productifs locaux » invite pour sa part à dégager une forme institutionnelle « territoire ».* » (Saillard, 2002, p. 291) ; « *La configuration institutionnelle d'ensemble de pilotage du régime d'accumulation se verrait enrichie d'une forme institutionnelle supplémentaire : l'organisation territoriale.* » (Gilly & Pecqueur, 2002, p. 310).

Critiquer cette proposition théorique n'est pas facile car, non seulement, comme nous l'avons dit, elle n'a à notre connaissance pas été exploitée, mais aussi parce que les auteurs n'ont pas véritablement précisés leurs hypothèses et enfin parce qu'il n'est pas sûr que les deux

contributions citées envisageassent tout à fait la même chose quand elles désignaient le territoire (ou l'organisation territoriale) comme une possible sixième forme institutionnelle – bien que la contribution de Saillard renvoyait à celle de Gilly et Pecqueur. Mais il n'en demeure pas moins possible de s'interroger sur la pertinence de la définition du territoire ou de l'organisation territoriale en tant que forme institutionnelle, en réfléchissant seulement et simplement à partir du sens et du contenu des catégories (formes institutionnelles ; territoire ou espace social).

Si par territoire ces auteurs entendent « *le mode d'établissement d'un groupe dans l'environnement naturel* » (Gilly & Pecqueur, 2002, p. 304) - soit une définition qui, bien qu'incomplète, n'est pas incompatible avec la conception lefebvrienne de l'espace social -, alors on peut effectivement être dubitatif devant la tentative de faire de celui-ci une forme institutionnelle au même titre que le rapport salarial, les formes de la concurrence, le régime monétaire et financier, ou que le mode d'intervention des pouvoirs publics dans les mécanismes de l'accumulation du capital. Une telle tentative suppose en effet que le territoire soit une entité, quelque chose de distinct, qui existe séparément des autres formes institutionnelles, avec son efficacité propre, et qui interagit avec ces dernières selon des rapports de causalité complexe, tels que les travaux régulationnistes les analysent dans le cadre de l'étude des modes de régulation. En somme, la proposition consistant à faire du territoire une sixième forme institutionnelle reconduit la conception selon laquelle l'espace serait doté d'une « autonomie » – reconduction au demeurant assez surprenante (contradictoire) parce qu'elle s'effectue alors même qu'est reconnu le caractère socialement produit du territoire.

Dans le chapitre II, nous avons vu comment Henri Lefebvre, en poussant au bout de ses implications logiques sa conception de l'espace social comme produit de la société (de la pratique sociale, donc des rapports sociaux et des forces productives, c'est-à-dire du mode de production), en venait à *rejeter* l'idée d'une « autonomie de l'espace ». La deuxième proposition conceptuelle qui structure sa pensée et que nous étudions ici, à savoir celle relative à « l'existence spatiale du social », fournit à présent une solution permettant de *dépasser* cette idée, de lui trouver une alternative. En soutenant que l'espace n'est pas une chose parmi les choses mais le mode d'existence des choses, Henri Lefebvre s'opposait en effet à la conception qui tendrait à faire de l'espace une « instance » parmi d'autres de la société (Macherey, 2005) au profit d'une conception reconnaissant que l'espace est inhérent ou « consubstantiel » à l'ensemble des instances sociales (Gaudreau, 2013) – ou, pour utiliser un vocabulaire plus actuel : des institutions. L'espace social – ou l'organisation territoriale si l'on veut (à condition de concevoir celle-ci dans sa totalité) – n'est donc pas une institution interagissant avec les

autres institutions mais bien plutôt l’enveloppe ou le support matériel grâce auquel elles se réalisent, acquièrent leur efficacité (leur capacité à affecter, à produire des effets). Mieux : l’espace est, comme nous l’avons vu plus haut dans cette section (IV.1.2), le support de l’institutionnalisation des institutions. En outre, si l’espace détient ce statut, c’est parce qu’il est la matérialisation des relations qui unissent les différentes institutions, parce qu’il est autrement dit le support qui garantit (ou non) leur cohésion¹⁴⁰, c’est-à-dire leur nécessaire unité en tant que totalité qui se reproduit.

La conception lefebvrienne de l’espace n’est ainsi pas dénuée d’incidence sur la façon dont l’école de la régulation pourrait ou devrait faire intervenir sur le plan théorique les catégories de territoire ou d’espace social. Pour employer une métaphore, on pourrait dire que dans une perspective inspirée d’Henri Lefebvre, l’espace social ne doit pas être vu comme une « pièce de plus dans le puzzle du mode de régulation », à l’origine de déterminations spécifiques, mais plutôt comme le « plateau sur lequel repose le puzzle », celui qui le rend possible, sans lequel il ne pourrait exister, se reproduire. À la proposition visant à faire du territoire une sixième forme institutionnelle, Henri Lefebvre nous invite donc à préférer la problématique visant à identifier et à caractériser *le mode spatial et temporel d’existence d’un régime d’accumulation, de ses contradictions et de son mode de régulation*¹⁴¹.

Il s’agit là d’une proposition théorique que nous avons déjà commencé à mettre en pratique dans la troisième section du chapitre III (quand nous nous sommes intéressés aux contradictions et à la reproduction du procès de circulation du capital) et que nous continuerons de mettre en œuvre dans la prochaine partie de cette thèse. En nous recentrant sur la période contemporaine (post-fordiste), et en ne tenant plus seulement compte du procès de circulation du capital mais de l’ensemble de son procès de mise en valeur (ou procès de reproduction immédiat : A-M...P...M’-A’), nous essayerons de caractériser la métropolisation comme le mode spatial et temporel d’existence des contradictions et de la régulation du capitalisme contemporain – ou, ce qui revient au même, comme le régime de production capitaliste de l’espace et du temps au

¹⁴⁰) Henri Lefebvre préférait le terme de cohésion à celui de cohérence qu’utilisent les régulationnistes pour parler de la viabilité de l’agencement des formes institutionnelles. Pour lui, le terme de cohérence renvoyait à l’idée d’un système fermée, dénué de contradictions et en dehors du devenir. Ce qui pour lui revenait à tendre des pièges à la connaissance, en la mettant dans l’incapacité de penser le changement et en lui faisant courir le risque de s’enfermer dans des représentations statiques et anhistoriques du réel (Lefebvre, 2000). En outre, il considérait qu’un ordre qui atteindrait la cohérence, qui serait fermée à son dehors et qui ne générerait pas un ailleurs à conquérir serait un ordre moribond, dont la crise serait toute proche. (Lefebvre, 2002)

¹⁴¹) Cette proposition théorique n’est pas si éloignée de celle avancée par Alain Lipietz et Georges Benko qui préféreraient théoriser l’espace social comme « dimension » d’un régime d’accumulation et de son mode de régulation. Ils utilisaient encore cette expression dans leur contribution dans *Théorie de la régulation. L’état des savoirs* (Benko & Lipietz, 2002).

travers duquel les contradictions du mode de production capitaliste se reproduisent (en s'amplifiant).

3.4. Critique de la représentation selon laquelle les territoires auraient à « s'insérer dans la mondialisation » ou à « inventer leur forme d'adhésion au régime international ».

La conception lefebvrienne de l'espace social comme mode matériel d'existence des rapports sociaux permet enfin de faire apparaître le caractère fétichiste des représentations et des discours selon lesquels le développement des territoires, perçus comme largement autonomes les uns par rapport aux autres, dépendrait essentiellement de leur capacité à « s'insérer dans la mondialisation » (terminologie mainstream) ou à « définir des modalités viables d'adhésion au régime international » (terminologie régulationniste¹⁴²). Ces représentations, qui dominent tant la sphère politico-médiatique que la sphère académique, jouent un rôle idéologique de première importance puisqu'elles structurent aujourd'hui la façon dont sont comprises et traitées les disparités territoriales en termes de développement. Suivant les différentes traditions de pensée susceptibles de les alimenter, différents arguments sont mis en avant pour rendre compte des inégalités en termes de « performance » ou de « capacité » des territoires à s'arrimer à la mondialisation : cela va du « territoire acteur qui a su ou qui n'a pas su se réinventer pour faire face à la nouvelle donne économique », à des approches qui mettent davantage l'accent sur des paramètres socio-historiques, tels que les phénomènes de « dépendance au sentier », « d'inertie institutionnelle » ou les « dynamiques cumulatives », en passant bien entendu par le discours libéral qui insiste sur la nécessité d'adopter les « bonnes pratiques » en matières de gouvernance et de réglementation.

Cependant, quel que soit les variantes argumentatives utilisées pour étayer cette représentation, et bien que leurs différences ne soient pas à négliger, ces dernières n'en partagent pas moins des fondements conceptuels communs, qu'Henri Lefebvre nous invite à rejeter. Elles reposent en effet fondamentalement sur la séparation et l'opposition (dichotomie) entre le local et le global, à partir de laquelle tout se passe comme si l'économie globale préexistait aux économies locales et que ces dernières n'avaient d'autres choix que de s'y adapter. De ce point de vue, les discours orthodoxes et hétérodoxes ne se distinguent en fait plus qu'en cela que pour les premiers il existe un « one best way » en matière d'insertion dans la mondialisation (*grosso modo*, la mise en œuvre des principes contenus dans le « consensus de Washington »), tandis

¹⁴²) Voir notamment la contribution de Jacques Mistral dans l'ouvrage dirigé par Robert Boyer intitulé *Capitalismes, fin de siècle* (Mistral, 1986), ainsi que la contribution de Georges Benko et Alain Lipietz dans *Théorie de la régulation. L'état des savoirs* (Benko & Lipietz, 2002)

que les discours hétérodoxes mettent en avant la diversité des formes possibles d'adhésion au régime international.

Au cours de cette partie (I.3.4 ; II.3), nous avons déjà entamé l'objectivation critique de ces représentations et de leur caractère fétichiste en montrant qu'elles découlent de ce que nous avons fini par appeler le « localisme méthodologique », qui consiste à isoler un fragment d'espace de la totalité à laquelle il appartient et qui détermine ses caractéristiques : une fois extrait de la totalité dont il est constitutif et qui le constitue, les caractéristiques (ici le niveau et la qualité du développement¹⁴³) du fragment d'espace (du territoire) apparaissent comme « les siennes », c'est-à-dire comme celles dont il a pu ou su se doter en fonction de ses plus ou moins grandes performances ou capacités d'adaptation aux exigences de la mondialisation et de l'époque. Ce qui permet d'attribuer au territoire la responsabilité de la qualité et du niveau de son développement – selon une logique dont la connivence avec la rationalité néolibérale (Dardot & Laval, 2010) est évidente.

Il faut à présent insister sur le fait que cette démarche qui conduit à *personnifier* les économies locales (les territoires), conduit dans le même temps et du même coup à *réifier* le « global », la « mondialisation », c'est-à-dire l'économie capitaliste considérée dans sa totalité. La mondialisation apparaît en effet dans ces représentations comme quelque chose de *transcendant* par rapport aux économies locales, c'est-à-dire comme quelque chose qui leur préexiste, qui s'impose à elles, et qui n'est pas affecté par elles.

Contre ces représentations, la conception lefebvrienne de l'espace comme « ce qui enveloppe et relie les choses » - comme « totalité totalisée (par la pratique sociale) et totalisante (de la pratique sociale) » - implique au contraire de reconnaître que le « global », en fait la totalité, est *immanente* aux « économies locales » et à leur « diversité » : aux différentes « parties » de la totalité ; aux « différences produites, induites et réduites » qui constituent la totalité. C'est le principe « hologrammatique » propre à la démarche dialectique d'Henri Lefebvre, « *qui veut non seulement que la partie soit dans le tout mais le tout également dans la partie.* » (Buleon, 2002, p. 15). Cela veut dire que même la réalité la plus locale et la plus singulière, *a priori* la plus insignifiante, s'inscrit dans et participe à la totalité. Ce qui implique à son tour que, du point de vue méthodologique, ces réalités locales et singulières sont susceptibles d'offrir un prisme d'analyse de la totalité, à condition bien sûr de ne pas approcher ces réalités en les

¹⁴³) Il va de soi que le terme développement est ici entendu dans son sens classique, et non dans le sens marxiste-hégélien auquel nous avons l'habitude de l'utiliser dans le cadre de cette thèse.

séparant de manière abstraite de leurs conditions de possibilité - qu'elles trouvent précisément dans la totalité -, et de ne pas s'en tenir à une approche purement descriptive de ces réalités. Ainsi, par exemple, l'auteur [ego] peut retrouver la mondialisation, les rapports sociaux de production (dans la complexité de leur imbrication) et un certain nombre de phénomènes sociaux caractéristiques de notre époque sur le bureau où il est en train d'écrire : au travers du bureau lui-même, produit pour une firme multinationale qui étend ses chaînes de valeur à l'ensemble du globe ; de son ordinateur et des logiciels qui l'équipent, pour lesquels on peut dire la même chose ; de son stylo, qui a sans doute parcouru presque autant de chemin ; de ses feuilles de brouillon, qui proviennent de forêts françaises reconstituées par l'industrie sylvicole sur des terres laissées en friche par la crise du pastoralisme et du mode de production paysan ; au travers de sa tasse à café produite par un artisan français qui vend ses produits depuis une plateforme numérique ; au travers du café qu'elle contient, produit et distribué de façon industrielle, etc., et même au travers du morceau de basalte qu'il a fait suivre à la capitale, où il poursuit ses études, depuis le département dont il est originaire – qui est pour le moins faiblement doté en établissements d'enseignement supérieur¹⁴⁴.

Mais là où la conception dialectique de l'espace révèle toute sa portée critique par rapport aux discours et représentations dont nous discutons ici, c'est quand elle invite à voir que si les économies locales (ou territoires) sont déterminées par la totalité (d'une manière qui n'est pas nécessairement fonctionnelle¹⁴⁵), c'est dans le même temps elles (les économies locales donc) qui produisent et qui constituent la totalité ; laquelle n'a de fait aucune existence en leur absence, en l'absence des pratiques qui y sont conduites. Les territoires produisent donc la mondialisation autant qu'ils sont dominés par elle. La mondialisation n'est autrement dit qu'un produit autonomisé des pratiques qui se déploient dans les territoires et entre eux. De tous les territoires ; bien qu'à des degrés divers (en fonction notamment de l'importance de leur population) et selon des modalités différentes.

¹⁴⁴) Le lecteur d'aujourd'hui reconnaîtra ici une démarche méthodologique très en vogue de nos jours, qui n'a à vrai dire plus rien d'original. C'est par exemple celle de la micro-histoire ou de la micro-sociologie. On la retrouve également en géographie. Mais il ne faut pas perdre de vue que celle-ci est assez récente, et qu'à longterm prévalu une dichotomie ou une division du travail assez hermétique entre les théorisations abstraites portant sur le général, le global et le structurel et les descriptions purement empiriques des réalités locales et singulières, celles de la pratique et des objets matériels. Les travaux d'Henri Lefebvre sur la vie quotidienne et l'espace furent parmi les premiers à rompre avec cette démarche, et à fonder conceptuellement cette rupture au travers d'une réaffirmation de la dialectique marxiste (Hess R. , 1991; Sheringham, 2013)

¹⁴⁵) La « théorie de la différence » (II.3.5) élaborée par Henri Lefebvre, et en particulier la distinction qu'il opère entre différences induites et produites, se révèle ici précieuse.

On le voit, c'est donc encore une fois en réaffirmant l'importance de deux concepts marxistes étroitement liés, celui de production et celui de totalité, qu'Henri Lefebvre nous invite à dépasser les représentations fétichistes qui font voir la mondialisation comme un phénomène transcendant, surplombant les territoires et s'imposant purement et simplement à eux, de manière unilatérale : la mondialisation surplombe certes les territoires, et il n'est sans doute pas faux de considérer que, pris individuellement, ils n'ont pas d'autres choix que de s'y soumettre (à moins d'accepter des régressions importantes du point de vue de leur richesse matérielle), mais pourtant la mondialisation n'est rien d'autre que la totalité autonomisée produite par les pratiques qui ont lieu en leur sein et au travers des relations qui les unissent.

Cette redéfinition théorique du rapport global-local permise par les concepts et la dialectique marxiste permet alors de faire apparaître le caractère profondément idéologique de l'injonction à « s'insérer dans la mondialisation ». Elle révèle que cette injonction est en vérité une injonction à *faire* la mondialisation, à la produire, à la faire advenir. Il s'agit là d'un cas typique où le fait d'obéir à des représentations fétichistes donne lieu à une prophétie autoréalisatrice : à force de voir la mondialisation comme un processus inéluctable, les décideurs politiques se croient contraints d'engager des réformes et d'adopter des pratiques qui ont effectivement pour effet de faire advenir la mondialisation. Ils subventionnent des activités, diminuent la fiscalité, encouragent l'innovation, font de « l'animation », se dotent d'infrastructures performantes, soignent les aménités paysagères (etc.), pour essayer de se rendre attractifs auprès des capitaux, des consommateurs et des travailleurs (de préférence qualifiés) : autant de pratiques (et encore nous ne parlons ici que des politiques publiques) qui font la mondialisation telle qu'on la connaît (néolibérale) ; autant de pratiques sans lesquelles elle n'existerait pas.

Non scientifiques, ni fausses ni vraies, les représentations fétichistes sont avant tout efficaces et opératoires. Tout d'abord dans le sens où, comme nous l'avons dit plus haut, elles épousent la vision bornée que le fonctionnaire territorial doit adopter dans l'exercice de sa mission (au regard de sa pratique à lui, la mondialisation peut effectivement être considérée comme une donnée, quelque chose de transcendant) ; mais aussi, comme nous le voyons maintenant, dans le sens où elles sont productives sur le plan historique (performatives dirait-on maintenant) : elles contribuent à la reproduction des rapports de production capitalistes, à leur développement.

Aujourd'hui l'injonction à s'insérer dans la mondialisation tend parfois à se faire de manière plus déguisée, moins agressive : on propose aux citoyens ou aux habitants de trouver par eux

même les solutions permettant de faire face à la mondialisation, selon une démarche qualifiée de « participative ». Le fétichisme, la fausse conscience qu'il produit et le monde à l'envers qu'il donne à voir, atteint ici des sommets (des abysses ?) : ce qui est en vérité une injonction à se soumettre à une réalité historique, à la reproduire et à la faire advenir, est alors présenté comme une invitation à s'adapter de manière autonome à une réalité naturelle. Tout est renversé, la mystification est totale.

Section 2. Vers une analyse spatiale et temporelle du processus d'abstraction capitaliste (2) : Synthèse des deux grandes propositions de la pensée spatiale d'Henri Lefebvre .

Les deux propositions qui jalonnent la pensée spatiale d'Henri Lefebvre (i.e., « le caractère social de l'espace » d'une part et « l'existence spatiale du social » d'autre part) sont étroitement liées et ne révèlent toute leur portée que quand elles sont tenues ensemble. Il convient donc à présent de souligner explicitement leur unité et de tenter d'en proposer une synthèse. De notre point de vue, celle-ci peut en première analyse s'engendrer syllogistiquement et se formuler très simplement de la manière suivante : si l'espace (social) est un produit des rapports sociaux et qu'il constitue en même temps le mode matériel d'existence de ces derniers, alors on peut avancer que les rapports sociaux (et par extension le mode de production auxquels ils appartiennent) se produisent (se réalisent) en produisant leur espace. Ou, autrement dit, on peut avancer que : les rapports sociaux se produisent (se réalisent) en produisant l'espace (et le temps) qui constitue leur mode matériel d'existence.

1. La production spatiale du social : aspects théoriques

Dans son *Introduction à la modernité* [1962], dans un passage où il met en avant l'intérêt de l'analyse spatiale pour la connaissance théorique des rapports sociaux et de leur développement historique, Henri Lefebvre expose la relation entre production de l'espace et production du social en ayant recours à une métaphore que nous avons déjà rencontrée (II.3.3), celle du coquillage : « *[L']analogie qui s'impose, à N.¹⁴⁶, comme dans beaucoup d'autres endroits, villages ou villes, c'est l'image du coquillage. Un être vivant a lentement sécrété une structure ; considérez à part cet être vivant, détachez-le de la forme qu'il s'est donnée selon les lois de son espèce, il est là, mou, gluant, informe ; vous ne comprenez plus son rapport avec cette structure fine, avec ces stries, ces rainures, ces symétries, dont chaque détail contient d'autres*

¹⁴⁶) « N. » désigne le village natal d'Henri Lefebvre, Navarrenx.

finesses, d'abord cachées. C'est le rapport qu'il faut s'efforcer de saisir, résumé d'une immense vie de l'espèce et d'un long effort de cette vie pour se maintenir et retenir ce qui lui convient. Raccourci d'histoire et de civilisation, le bourg indique les formes et l'action d'une communauté millénaire, elle-même inscrite dans une société et une culture de plus en plus larges et de plus en plus lointaines. Cette communauté a travaillé, aménagé et réaménagé, modifié et remodifié selon ses besoins, sa coquille. Bien plus : chaque maison contient un peu de cet animal gluant qui remue avec lenteur, qui change le calcaire ambiant en forme délicate : une famille. » (Lefebvre, 2009, p. 79). Cette citation est selon nous décisive car, outre la puissance heuristique de la métaphore qu'elle contient (qui permet efficacement de se familiariser avec l'idée), elle constitue l'un des rares passages qui condensent les deux grandes propositions de la pensée spatiale d'Henri Lefebvre en mettant en exergue leur unité et le mouvement qui en résulte. On retrouve en effet tout d'abord l'idée que l'espace (la coquille) est le produit de l'énergie déployée par l'activité corporelle du mollusque ; qu'il est « sécrété » par cette dernière. Plus encore, il est précisé dans ce passage que le mollusque ne produit pas n'importe quel espace – n'importe quel type de coquille – mais *sa* coquille, celle « qu'il s'est donnée selon les lois de son espèce ». On retrouve ensuite l'idée selon laquelle l'espace constitue le mode d'existence d'un corps vivant ; l'idée que sans lui, le corps serait dénué de propriétés, qu'il serait « mou, gluant, informe », qu'il n'aurait pas d'existence concrète donc, qu'il demeurerait une abstraction, une virtualité de coquillage. Enfin, et c'est ce point qui fait tout l'intérêt de cette citation pour notre propos, Henri Lefebvre indique dans ce passage que c'est en produisant sa coquille (son espace), son mode d'existence donc, que le mollusque (le corps vivant) se réalise comme coquillage, qu'il s'approprie « ce qui lui convient », c'est-à-dire ce qui convient à son existence de coquillage. Par ailleurs, dans cette citation, on retrouve également les implications qui dérivent de ces propositions, à savoir que le support contient le rapport qui l'a engendré (« chaque maison contient un peu de cet animal gluant qui remue avec lenteur, qui change le calcaire en forme délicate : la famille ») et qu'il fournit à ce titre, pour l'analyse, un « résumé de la vie de l'espèce », un « raccourci d'histoire et de civilisation » : soit que l'espace constitue un analyseur d'une forme sociale, des rapports sociaux qui la constituent.

En outre, cette métaphore du coquillage a le mérite, du fait de sa généralité (qui tient au fait que ce soit une métaphore...) et de son contenu (la référence au coquillage), de revenir à un niveau *ontologique* (soit en amont du niveau social ou historique) pour établir l'idée du rapport proprement *dialectique* d'une existence à son espace.

Henri Lefebvre emprunte en fait très probablement cette métaphore du coquillage à Gaston Bachelard, qui l'utilise dans *sa Poétique de l'espace* (2020) pour méditer sur « l'habiter » comme « puissance d'intégration de l'être dans sa totalité » (II.1.3). Le recours à cette métaphore de la part d'Henri Lefebvre met ainsi en avant l'identité ou la continuité de la dialectique d'une existence à son espace, qui va de l'être individuel jusqu'à l'être social en passant par l'être en tant qu'espèce : à ces trois niveaux, on retrouve le même processus existentiel au travers duquel l'être se réalise dans l'existence (se totalise) en s'appropriant « le monde », en « l'habitant », c'est-à-dire en produisant son espace. Toutefois, Henri Lefebvre ne s'est pas contenté d'élargir à un niveau social-historique cette dialectique entre totalisation de l'existant et production de l'espace : il s'est plus encore attaché à montrer les contradictions qui existent au sein de chacun de ces niveaux, en montrant que la « réalisation » est inséparable de « l'aliénation »¹⁴⁷ ; ainsi que les contradictions qui peuvent exister entre ces trois niveaux, entre d'une part la réalisation ou l'accomplissement de l'existence individuelle et humaine, et d'autre part la réalisation ou l'accomplissement des fétiches que les humains ont engendré dans la production historique de leur existence. Dans la suite de cette thèse, nous verrons ainsi qu'il existe dans les sociétés capitalistes un processus contradictoire au travers duquel, dans et par la production de l'espace, la totalisation du capital s'accompagne d'une aliénation des individus et de l'humanité en tant qu'espèce ; soit, que, dans les sociétés capitalistes, la production de l'espace réalise un double processus de « mondanéisation du capital et de démondanéisation de l'homme »¹⁴⁸ : le capital produit son monde en extrayant l'homme du sien.

Au sujet de cette métaphore, il faut ensuite dire que l'image du coquillage est particulièrement bien choisie pour mettre en évidence le caractère proprement dialectique du rapport entre l'existence et l'espace. Le rapport du mollusque à sa coquille s'apparente en effet au rapport dialectique entre l'énergie et la matière : l'énergie transforme la matière et ne peut s'envisager sans elle ; ce qui est premier, ce n'est pas le mollusque d'une part et la coquille d'autre part, c'est la relation entre les deux, qui engendre à la fois le mollusque et la coquille dans leur unité de coquillage. Le rapport du mollusque à sa coquille se distingue ainsi, par exemple, du rapport du Bernard l'hermite à sa (à « une ») coquille, qui pour sa part fait davantage songer au rapport

¹⁴⁷) Pour Henri Lefebvre en effet, si l'existence s'accomplit au travers de la production de l'espace, elle est aliénée par l'espace produit (V.6.2). La production de l'espace est donc un processus contradictoire, et cette contradiction constitue le moteur du devenir, qui va d'appropriation en aliénation et d'aliénation en réappropriation.

¹⁴⁸) Nous empruntons cette expression à Frédéric Montferrand qui l'a utilisé lors de son intervention au séminaire « Lectures ontologiques du Capital » qui s'est tenu à l'université Paris X – Nanterre en 2017. La trace écrite de cette intervention, qui avait été publiée sur la revue *Période*, a malheureusement été retirée du site. L'intervention avait pour intitulé « Le capital et son monde : contribution à une lecture ontologique du capital. ».

cartésien qui distingue (en les séparant) le sujet et l'objet : le crustacé et la coquille peuvent s'envisager indépendamment l'un de l'autre, leurs existences respectives précèdent leur rapport, qui est un rapport de type instrumental où le crustacé se sert d'une coquille qu'il trouve déjà toute prête et qu'il laisse inchangée.

Mais laissons de côté la métaphore et ses généralités ontologiques pour revenir au plus près de ce qui nous intéresse, à savoir le rôle et le sens de la production de l'espace dans le développement historique du capitalisme. Dans des ouvrages comme *La production de l'espace* (2000) ou *La survie du capitalisme* (2002), Henri Lefebvre reprend et développe l'intelligence de ce rapport dialectique au niveau social-historique en mobilisant les concepts marxistes de rapports sociaux de production et de mode de production. Dans l'avant-propos du premier de ces deux ouvrages, il avance ainsi cette proposition fondamentale, dont nous n'avons livré, dans le chapitre II de cette thèse, que la première phrase : « *Le mode de production organise (produit) – en même temps que certains rapports sociaux – son espace (et son temps). C'est ainsi qu'il s'accomplit.* » (Lefebvre, 2000, p. XXV). En avançant que le mode de production « s'accomplit » (ou qu'il « s'achève » ou encore qu'il « se réalise ») en produisant son espace et son temps - et en concentrant ensuite sa réflexion sur le mode de production *capitaliste* en particulier -, Henri Lefebvre invite à mettre en rapport la production de l'espace et du temps sous le capitalisme avec le processus d'abstraction au travers duquel le capital s'approprie tendanciellement l'ensemble des conditions de son procès de valorisation et se réalise, ce faisant, dans son (triple) concept de « valeur qui se valorise », de rapport social de production fondé sur « double séparation » et de puissance « aliénée et aliénante » (Bihr, 2001). Plus précisément, Henri Lefebvre invite à voir la production de l'espace abstrait et du temps abstrait comme la production des conditions matérielles d'existence des conditions sociales (objectives et subjectives) de possibilité du capital. C'est donc, dans sa perspective, en produisant son espace et son temps que le mode de production capitaliste réalise les conditions sociales de ses rapports sociaux de production et partant, qu'il se réalise lui-même, de façon immanente.

Pour illustrer cette idée, centrale pour cette thèse, nous allons voir dans la suite de ce chapitre que c'est en produisant son espace que le capital a produit et reproduit sans cesse la figure sociale du prolétaire (du « travailleur libre »), soit sa condition sociale subjective de possibilité (celle du rapport capital-travail). De même, nous verrons, dans le cinquième et dernier chapitre de cette partie, que c'est en produisant un espace permettant d'imposer ses exigences temporelles abstraites (mesure de la pratique par le temps et accélération de la pratique) aux travailleurs à l'intérieur même du procès de production que le capital a réellement

produit (qu'il a réalisé) la catégorie de « travail abstrait » (qu'il a concrétisé cette abstraction). Henri Lefebvre invite ainsi finalement à concevoir la production capitaliste de l'espace et du temps (abstraits) comme le processus matériel au travers duquel s'accomplit le processus de totalisation (ou d'autonomisation) du capital, c'est-à-dire comme le mode matériel d'existence du processus d'abstraction capitaliste – car, rappelons-le, c'est en soumettant le réel à un processus d'abstraction que le capital s'approprie ce réel comme « son monde » : un monde abstrait où il devient concret.

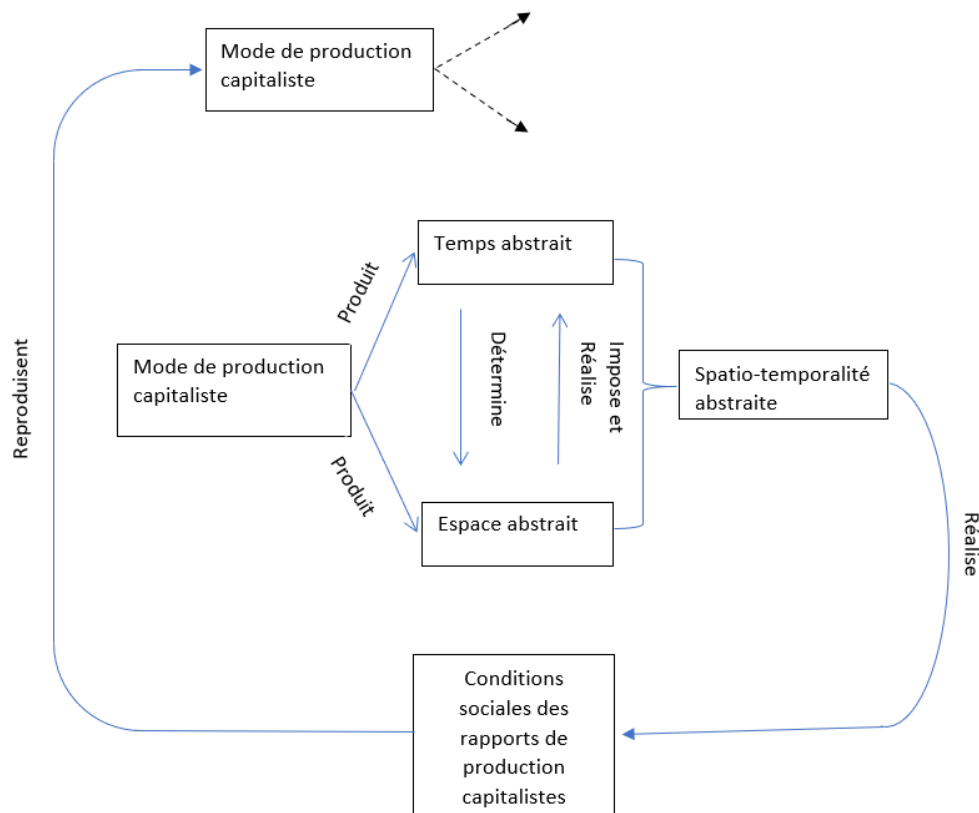


Figure 3. La totalisation du capital et son processus d'abstraction spatio-temporelle (version 3/3).

2. La production spatiale du social : aspects historiques.

Henri Lefebvre ne s'est pas seulement donné la tâche de définir conceptuellement et théoriquement le statut et le rôle de la production de l'espace abstrait par rapport au processus de totalisation du capital. Dans *La production de l'espace* (2000), mais aussi – et peut-être plus encore – dans *La survie du capitalisme* (20002), il s'est également proposé d'analyser en quoi et de quelle façon l'urbanisation néocapitaliste prolonge ce processus de totalisation. Il avance

qu'au travers de l'urbanisation néocapitaliste, les contradictions inhérentes à la forme valeur de la richesse matérielle (soit les contradictions inhérentes au « double caractère de la marchandise ») s'étendent à l'espace social dans son ensemble et y généralisent l'abstraction capitaliste. Il s'attache en particulier à montrer que dans le néocapitalisme, ces contradictions ne sont plus seulement ou principalement contenues et reproduites à l'intérieur de l'espace de l'établissement productif et, qu'en conséquence, ce n'est plus seulement ou principalement le travail productif (de marchandises) qui est soumis à l'abstraction, qui doit se plier aux exigences temporelles abstraites de la mise en valeur du capital. Il montre qu'en étendant ses contradictions à l'espace social dans son ensemble, c'est-à-dire en soumettant tendanciellement « tous » les espaces concrets à son processus d'abstraction, le capital ne s'approprie et n'aliène plus seulement tel ou tel élément de la pratique sociale, mais qu'il s'approprie plus encore, tendanciellement, « la vie quotidienne » - soit ce qui unit et relie, par une pratique spatiale et un emploi du temps, l'ensemble des éléments de la pratique sociale ; soit, autrement dit, ce qui constitue ces éléments en une *totalité sociale*¹⁴⁹. Henri Lefebvre soutient ainsi qu'au travers de l'urbanisation néocapitaliste, le capital parachève son processus de totalisation en totalisant la vie sociale dans son ensemble (la vie quotidienne comme totalité) sous ses rapports de production : qu'il se totalise en devenant totalitaire.

Dire cela ne signifie donc pas simplement que le capital parvient, en produisant son espace et son temps, à faire apparaître de nouveaux secteurs et de nouvelles industries (la mode ; les loisirs ; les médias, etc.) et à étendre, ce faisant, le champ de sa valorisation et de son accumulation. Cela ne signifie pas non plus que le capital ne fait que renforcer encore davantage sa domination sur la vie sociale, qu'il ne fait que se doter de nouveaux moyens pour surveiller et contrôler les populations. Dire que, au travers de l'urbanisation néocapitaliste l'abstraction capitaliste se généralise et que se parachève le processus de totalisation du capital, signifie en même temps et plus encore que le capital transforme les rapports sociaux existants de sorte à les rendre adéquats à son mouvement de valeur en procès. Concrètement, cela veut tout d'abord

¹⁴⁹) Voici comment Henri Lefebvre définit la vie quotidienne et son projet d'une critique de la vie quotidienne : « En un sens résiduelle, définie par "ce qui reste", lorsque par analyse on a ôté toutes les activités distinctes, supérieures, spécialisées, structurées, la vie quotidienne se définit comme totalité. Considérées dans leur spécialisation et leur technicité, les activités supérieures laissent entre elles un "vide technique" que remplit la vie quotidienne. Elle a un rapport profond avec toutes les activités, et les englobe avec leurs différences et leurs conflits: elle est leur lieu de rencontre, et leur lien, et leur terrain commun. Et c'est dans la vie quotidienne que prend forme et se constitue l'ensemble des rapports qui fait de l'humain - et de chaque être humain - un tout. En elle se manifestent et s'accomplissent ces relations qui mettent en jeu la totalité du réel, bien que sous un certain aspect toujours partiel et incomplet: amitié, camaraderie, amour, besoin de communication, jeu, etc. La substance de la vie quotidienne, l'humble et riche "matière humaine", traverse toute aliénation et fonde la "désaliénation". Si nous prenons dialectiquement et dans leur sens plein les mots: nature humaine, nous pouvons dire que la critique de la vie quotidienne étudie concrètement la nature humaine » (Lefebvre, 1958, pp. 106-107).

dire que le capital s'incorpore ou qu'il fait disparaître les rapports sociaux précapitalistes ; mais cela veut aussi dire qu'il fait subir des transformations qualitatives profondes à ses propres rapports sociaux de production en approfondissant ou en renouvelant leurs conditions sociales de possibilité. Autrement dit, Henri Lefebvre réaffirme (II.1.2) l'idée que la production capitaliste de l'espace et du temps qui s'effectue au travers du processus d'urbanisation (néo)capitaliste ne se limite pas à favoriser la reproduction *du* capital, c'est-à-dire des moyens de production, de la force de travail et de la survalueur, mais qu'elle contribue également et plus fondamentalement (à un autre niveau d'abstraction et d'historicité) à reproduire *le* capital : qu'elle participe à la reproduction des rapports sociaux de production et de leurs conditions sociales de possibilité.

Pour illustrer cette idée, Henri Lefebvre montre en particulier que l'extension de la spatio-temporalité abstraite du capital à la totalité de la pratique sociale (à « la vie quotidienne ») qui s'effectue au travers de l'urbanisation néocapitaliste a pour effet d'approfondir la condition sociale subjective des rapports de production capitalistes, à savoir l'existence (historique) d'individus (et d'une classe d'individus) affranchis des liens d'appartenance et de dépendance à caractère personnel (caractéristiques des rapports sociaux précapitalistes), qui ne possèdent plus que leur force de travail et qui se trouvent contraints de vendre celle-ci aux détenteurs de capitaux pour obtenir un salaire et accéder aux richesses nécessaires à leur reproduction : les prolétaires et le prolétariat. Il montre, autrement dit, qu'en produisant son espace et son temps, le capital reproduit et approfondit la figure historique du sujet ou la forme historique de l'individualité dont dépendent les rapports de production capitalistes¹⁵⁰ et qui convient le mieux à la nature du capital comme valeur en procès.

Dans *La production de l'espace* et dans *La survie du capitalisme*, il s'attache ainsi à montrer que l'emprise croissante de l'abstraction capitaliste sur la vie quotidienne (ce qu'on pourrait appeler « l'appropriation capitaliste de la vie quotidienne ») se traduit par un approfondissement de l'aliénation capitaliste des hommes et des femmes et d'un redoublement du processus d'expropriation des producteurs directs annonçant l'émergence d'« un nouveau prolétaire » dont la spécificité serait de se trouver non seulement dépossédé de ses conditions de subsistance, mais également de ses conditions d'existence. Comme nous l'avons évoqué précédemment (II.1.3), Henri Lefebvre souligne en effet que la généralisation ou la domination

¹⁵⁰) Dans son œuvre, Karl Marx rappelle sans cesse que l'argent ne se transforme en capital qu'à la condition que se fassent face deux types de propriétaires : les propriétaires des moyens sociaux de production (les bourgeois) d'une part et les propriétaires de la force (les prolétaires) d'autre part.

croissante de l'espace abstrait a pour effet de saper (de remettre en cause) les conditions spatiales et temporelles qui permettent à l'individu de se réaliser dans l'existence en s'appropriant le monde, en l'habitant.

Ce point mérite d'être développé. Reprenons donc les principaux éléments de son argumentation. Bien que ces derniers soient dotés d'une certaine cohésion et qu'ils se recoupent largement les uns les autres, il nous semble possible d'en distinguer cinq principaux :

- Le premier renvoie à « l'écrasement de l'espace vécu » et au « dessèchement des espaces de représentations » qui découlent du règne de « l'abstraction fonctionnaliste » et de la primauté de la « logique du visuel » (ou de la « mise en spectacle ») au sein de l'urbanisation néocapitaliste (II.2.3). Pour Henri Lefebvre, l'espace abstrait ainsi définit suscite l'aliénation dans la mesure où il oscille entre le vide et la saturation symbolique (dans la mesure où il se situe « tantôt en deçà tantôt au-delà du signifiant ») et qu'il interdit ce faisant tout recours actif à l'imagination qui seul permet une véritable appropriation de l'espace et, partant, la réalisation de l'être individuel dans l'existence - ou la construction (maturation) subjective de l'individu, pour utiliser un vocabulaire plus courant. En utilisant une terminologie Heideggérienne qui n'est pas étrangère à Henri Lefebvre, on pourrait dire que, impropre à constituer le support du déploiement de l'être dans le monde, l'espace abstrait laisse les individus à l'état « d'étant » faisant face à un monde qui leur demeure étranger et qui ne suscite chez eux qu'une forme bien spécifique de malaise où se mêlent « l'ennui » (associé au vide symbolique) et la « désorientation » (associée à la saturation symbolique ; à la dégradation des symboles en simples signes visuels et à la prolifération de ces derniers). Sur ce point, Henri Lefebvre insiste en particulier sur le fait que le recours à l'imagination est empêché par le caractère (faussetment)¹⁵¹ « transparent » de l'espace abstrait, dans lequel « tout se déclare » et rien n'est à « décrypter » : « *L'architecte veut produire un espace signifiant [où] la forme serait à la fonction ce que le signifiant et au signifié : la forme dit la fonction, la déclare. (...). Or l'inhérence de la fonction à la forme, c'est-à-dire le principe de lisibilité, rend instantanée la lecture, le geste, l'acte* [il rend donc inutile la médiation de l'activité

¹⁵¹) Henri Lefebvre insiste à de nombreuses reprises sur le fait qu'il faut se méfier des espaces qui se veulent lisibles et transparents. Il soutient que ces espaces sont les plus « tricheurs », car ils montrent ce qu'ils veulent – et dissimulent beaucoup plus et beaucoup mieux : « *il semble bien que l'espace engendré (produit) pour être lu soit le plus tricheur, le plus truqué des espaces. L'effet graphique de lisibilité dissimule des intentions et des actions stratégiques. Ce n'est qu'un effet d'optique* » (Lefebvre, 2000, p. 169). Il avance ainsi que la transparence de l'espace abstrait est à l'origine de représentations fétichistes qui ont pour effet d'invisibiliser les stratégies de domination des dominants en leur donnant l'apparence de l'inverse de ce qu'elles sont.

imaginante]. *D'où l'ennui qui accompagne cette transparence formelle fonctionnelle. Pas de distance ni interne ni externe : rien à décrypter dans cet espace sans environs.* » (Lefebvre, 2000, p. 169) ; « *Dans cet espace et sur lui, tout se déclare : se dit et s'écrit. Alors qu'il y a peu à dire, encore moins à vivre. Le vécu s'écrase. Le conçu l'emporte. L'historique se vit comme une nostalgie, et la nature comme regret, l'horizon en arrière. L'affectif, avec le sensoriel-sensuel, restant en deçà de cet espace, n'imprégnant aucun symbolisme, aurait donc trouvé ce nom qui désigne un sujet et sa réfutation par l'absurde rationalité de l'espace : l'inconscient.* » (Lefebvre, 2000, p. 63). Notons que ces citations (la seconde en particulier) sont bien plus riches que ce que nous leur faisons dire ici. Comme souvent, au travers des formulations qu'il utilise, Henri Lefebvre articule plusieurs problématiques dont il souligne ce faisant la cohésion. Ainsi, dans la seconde citation, il indique que l'espace abstrait, en interdisant le recours actif à l'imagination, suscite la négation du devenir et du possible, réduisant de ce fait les hommes et les femmes à de simples spectateurs nostalgiques de leur histoire qu'ils perçoivent comme un passé à jamais dépassé, dont il n'y a en conséquence qu'à faire le deuil. D'où, en partie, selon lui, la passivité des usagers par rapport au caractère oppressif-répressif de l'espace abstrait et, plus généralement, des sociétés néocapitalistes : comment lutter pour un avenir qu'on ne peut même pas imaginer ? Henri Lefebvre nous permet en somme de comprendre qu'avant de prendre la forme d'un discours idéologique, le fameux « There Is No Alternative » de Margaret Thatcher s'est matérialisé dans l'espace – et que ce n'est qu'en tant qu'il s'est matérialisé dans l'espace qu'il a pu donner lieu à un discours idéologique doté d'une certaine efficacité. De même (et ce point est pour nous plus important encore que le précédent au regard de la suite de cette thèse), Henri Lefebvre met en exergue dans cette seconde citation que l'impossible appropriation subjective de l'espace abstrait est étroitement associée à une régression de la vie affective et passionnelle qui délaisse peu à peu le domaine de la conscience pour se loger dans l'inconscient. Ce faisant, il laisse entendre que le processus d'urbanisation néocapitaliste transforme en profondeur les structures de la psyché et le mode d'administration (d'exercice) du pouvoir, qui agirait désormais de plus en plus depuis l'inconscient, c'est-à-dire depuis « l'intérieur » des sujets eux-mêmes – d'où, encore une fois, le silence des usagers « *qui subissent sans vastes révoltes les manipulations dont leur espace, leur vie quotidienne, font les frais* » (Lefebvre, 2000, p. 63).

- Étroitement associé à la domination du conçu sur le vécu, le caractère aliénant de l'espace abstrait provient également selon Henri Lefebvre de ce qu'il impose une temporalité abstraite à la pratique spatiale (II.3.6) – routinière et morcelée ; répétitive et fragmentée – qui revient à nier le « temps du devenir », tant individuel que social (historique). À ce temps du devenir, celui de la production par les hommes et les femmes de leur existence, la pratique spatiale inhérente à l'urbanisation néocapitaliste substitue ainsi un « éternel présent », consacrant la répétition incessante du même au travers de laquelle les individus et les rapports sociaux capitalistes sont maintenus dans leurs états : ce qui veut dire aliénation (car interruption du processus existentiel) pour les premiers et reproduction pour les seconds. Cet « éternel présent » est en outre, comme nous venons de le voir dans le point précédent, associé à la dégradation des symboles en simples signes visuels et au dessèchement des espaces de représentation : le vide et la froideur¹⁵² du fonctionnalisme autant que les lumières éblouissantes du spectacle empêchent l'Homme de rêver et d'imaginer son devenir et ses possibles.

- Henri Lefebvre expose également le caractère aliénant de l'espace abstrait en soulignant qu'il a pour effet de mutiler le corps total : « *Avec l'industrie moderne et la vie urbaine, l'abstraction commande le rapport au corps. La nature s'éloignant, rien ne restitue le corps total, rien ni dans les objets, ni dans les activités.* » (Lefebvre, 2000, p. 236) . Il montre pour cela que l'espace abstrait engendre la dissociation et l'asymétrie parmi les différents attributs du corps total en les localisant dans des espaces séparés et hiérarchisés. Plus encore, il soutient que la mutilation du corps total dans et par l'espace abstrait prend la forme d'une opération de « métonymisation » au travers de laquelle le corps total tend à être réduit à certains de ses attributs - l'œil (la vue) et le phallus (la brutalité masculine) – au mépris de ses autres attributs : l'utérus, l'audition, la parole, l'odorat, le goût. Voici par exemple ce qu'il dit au sujet de la place de l'odorat dans le néocapitalisme : « *on peut constater qu'il y a partout dans le monde moderne extinction des odeurs. Le grand lessivage, l'extinction des arômes naturels et puanteurs par les désodorants de toutes sortes montrent que la mise en image, en spectacle, en discours, en écriture-lecture, ne sont que des aspects d'une plus vaste entreprise. Quand quelqu'un a l'habitude (ce quelqu'un, c'est chaque enfant) de repérer par les odeurs les*

¹⁵²) Comme le note M. Sheringham (Sheringham, 2013), la critique déployée par Henri Lefebvre est sur ce point très proche de celle mise au point par Guy Debord qui évoquait pour sa part la « glaciation de la vie » consécutive à l'urbanisation capitaliste.

lieux, gens et choses, la rhétorique glisse sur lui. L'objet transitionnel, celui auquel le désir s'attache pour sortir de la subjectivité et atteindre « l'autre », relève d'abord de l'odorat, y compris l'objet de l'Éros » (Lefebvre, 2000, pp. 228-229). En restituant l'odorat comme médium de l'appropriation de l'Autre (ou « du monde »), Henri souligne dans ce passage que la métonymisation du corps qui s'effectue au travers de la production de l'espace abstrait n'a pas simplement pour effet d'appauvrir le contenu sensoriel de l'expérience, mais qu'elle a plus fondamentalement pour effet d'entraver « le parcours qui va de l'Ego à l'autre, ou plutôt de l'Ego vers soi à travers son double, l'Autre » (Lefebvre, 2000, p. 233) : soit, encore une fois, la réalisation de l'être dans l'existence.

- Henri Lefebvre montre également que l'urbain néocapitaliste où domine l'abstraction fonctionnaliste a pour effet d'appauvrir la vie sociale et, ce faisant, d'étouffer sa vitalité et de stériliser ses possibles. Deux arguments principaux se trouvent derrière cette idée. Le premier, qui rejoint ce que nous avons dit ci-dessus au sujet de la temporalité abstraite de la pratique spatiale du néocapitalisme, consiste à souligner que la rationalisation par l'espace des gestes et des parcours des individus élimine l'inattendu et la spontanéité de la vie quotidienne (son caractère « tragique »¹⁵³ : la fête et le conflit notamment) en y substituant la morne répétition d'actes mécaniques (que les individus peuvent effectuer sans qu'il ne soit nécessaire pour eux de faire intervenir de façon active leur subjectivité) et prévisibles (car normalisés et standardisés). Au travers de ces réductions, Henri Lefebvre souligne que ce sont encore une fois les possibles qui se trouvent évacués, au profit, au moins pour un temps¹⁵⁴, de la reproduction des rapports de production

¹⁵³) Le « tragique » occupe une place centrale (celle du « négatif ») dans la critique lefebvrine de la vie quotidienne. Le tragique y est défini comme ce que nie et ce qui nie le quotidien : « *Le quotidien, en raison de sa situation dans la pratique sociale actuelle [1981], fonctionne comme le non tragique par excellence, comme l'anti-tragique. (...). De sorte que l'irruption du tragique dans le quotidien bouleverse celui-ci. Il est donc possible de déceler un mouvement dialectique du tragique et du quotidien.* » (Lefebvre, 2014, p. 169)

¹⁵⁴) Fidèle à sa démarche dialectique, Henri Lefebvre souligne le caractère contradictoire de cette réduction du tragique et de cette évacuation des possibles. Si elles permettent pour un temps de faciliter la reproduction des rapports de production capitalistes en limitant la conflictualité sociale et en freinant l'émergence de nouvelles formes de vie (c'est-à-dire de nouveaux rapports sociaux), elles conduisent contradictoirement, à plus long-terme, à restreindre les possibilités d'expansion des rapports de production capitalistes. Le capital a en effet besoin d'un « dehors » pour se développer ; il ne peut survivre qu'en colonisant sans cesse de nouveaux domaines de la vie sociale. En appauvrissant celle-ci pour les besoins de sa reproduction à court-terme, le capital se condamne à long-terme. Toutefois, Henri Lefebvre souligne que le néocapitalisme a su trouver ce qu'on pourrait appeler un mode de régulation à cette contradiction : la nouveauté factice des « différences induites » (V.3.5), qui prend notamment la forme d'une réduction de la dialectique entre « l'éthique » et « l'esthétique » en une dialectique du « conformisme » et de « l'anticonformisme » tout à fait soluble dans les rapports de production capitalistes (Lefebvre, 2014, p. 158).

capitalistes. Le second argument se rapproche pour sa part davantage de ce que nous avons dit au sujet de la « dissociation-réduction » des attributs du corps total. Henri Lefebvre souligne en effet que l'opération de métonymisation dont l'espace abstrait constitue l'instrument frappe également les « fonctions » de la vie sociale. En prenant comme exemple la substitution progressive de la rue par le boulevard et de la place par le carrefour, il montre ainsi que la rationalisation de l'espace urbain - et la rationalisation de la pratique qui s'effectue à travers elle - se traduit par une réduction de la polyfonctionnalité de la vie sociale au profit quelques fonctions hypertrophiées, recevant tous les privilèges. Parmi elles, il évoque notamment la fonction qui consiste à circuler et celle qui consiste à consommer : « *Quand la place dans la ville, lieu de rencontre à l'écart de la circulation (exemple : Places des Vosges) se change en carrefour (exemple : la Concorde) et qu'en tant que lieu de rencontre elle est abandonnée (exemple : Port-Royal), la vie urbaine se dégrade insensiblement et profondément, au bénéfice de l'espace abstrait, celui que parcourt les atomes de la circulation (les autos).* » (Lefebvre, 2000, p. 360). Or, Henri Lefebvre considère et n'a de cesse de répéter que « *la vie sociale ne peut pas ne pas être polyfonctionnelle* » et « *qu'un espace spécialisé est un espace mort* » (Lefebvre, 2012, pp. 20 minutes, 22 secondes) ; la vie sociale s'apparentant en effet pour lui à un organisme qui ne peut exister et se reproduire qu'au travers de la totalité de ses organes et fonctions. À nouveau donc, il souligne le caractère contradictoire du développement historique du capital qui, étant dans l'obligation de se soumettre la vie sociale pour se perpétuer, court le risque de compromettre cette dernière et, ce faisant, de se compromettre lui-même. Aussi, et en ce qui concerne cette fois l'existence individuelle, Henri Lefebvre soutient que la métonymisation des fonctions de la vie sociale a pour effet d'estropier le corps total en hypertrophiant certaines de ses facultés et en entravant le développement de toutes les autres. Il montre ce faisant que l'urbanisation néocapitaliste a pour effet de reproduire à une échelle élargie ce que Karl Marx (ou même Adam Smith) disait au sujet de la manufacture, à savoir qu'elle « *fait du travailleur un infirme et une monstruosité en cultivant comme dans une serre son savoir-faire de détail* » (Marx, 2016, p. 353) : ce qui a pour effet, comme il le soulignait, de rendre la qualité de la force de travail adéquate aux exigences de la production capitaliste (en permettant d'accroître la productivité) mais aussi de renforcer la dépendance du travailleur à l'égard de son employeur et, plus généralement, du capital - dans la mesure où son « savoir-faire de détail » n'a de sens et d'utilité qu'au regard de la division capitaliste du travail. Henri Lefebvre souligne ainsi que, de la même façon, l'urbanisation

néocapitaliste et la généralisation de l'abstraction capitaliste ont pour effet de produire une individualité estropiée, tronquée, certes fort bien adaptée à son milieu et dotée de capacités remarquables en ce qui concerne la capacité à circuler et à réagir aux signes visuels qui balisent ses parcours¹⁵⁵, mais dont la vie (l'existence) se voit niée et réduite à de la survie (à la subsistance). Ce qui l'amène notamment à s'interroger – de façon inquiète – sur le potentiel révolutionnaire de cet « homme nouveau »¹⁵⁶, c'est-à-dire sur la capacité de cet individualité tronquée (réduite à certaines de ses fonctions et à certains de ses besoins) à s'affranchir du monde de la marchandise qui lui a donné naissance et à en produire un autre : en effet, si, au travers de l'urbanisation des sociétés et de la généralisation de l'espace abstrait, le capital et l'État vont jusqu'à remodeler les corps et les désirs des individus, au nom de quoi ces derniers pourraient-ils contester l'ordre établi ? De même, comment un corps éparpillé et mutilé, dépendant de la tutelle du capital et de l'État, pourrait-il prendre en main sa destinée ?

- De façon certes moins originale, mais non moins importante, Henri Lefebvre insiste enfin sur l'omniprésence dans l'espace abstrait de l'interdit et de la violence coercitive : c'est-à-dire de la loi, de la police et de l'armée. Pour utiliser une terminologie Gramscienne, on pourrait dire qu'il rappelle ainsi que la « dictature » n'est jamais très loin derrière « l'hégémonie » - et que la violence extérieurement infligée est toujours prête à pallier les défaillances de la violence intériorisée par les subjectivités et incorporée dans la réalité matérielle. C'est notamment à elle qu'est confiée la reproduction des rapports de production lorsque, en dépit de tout ce que nous avons vu ci-dessus, le « tragique » fait « irruption » (Mai 68, par exemple).

Pour résumer ce qui précède, Henri Lefebvre montre que la généralisation de l'espace abstrait - dans lequel la « valeur d'échange » domine les « valeurs d'usage » ; où le « Logos » étouffe « l'Éros » ; où le « dominé » ne laisse plus de place à « l'approprié » ; et où en conséquence la

¹⁵⁵) Un « provincial » débarquant à Paris ne peut qu'admirer la faculté des autochtones à se mouvoir dans les boyaux du métro parisien : lui qui ne sait pas qu'il faut retirer son sac à dos quand le wagon est « blindé » et qu'il faut tenir sa droite dans les escalators ; qui n'a pas encore appris à ignorer et à enjamber les sans-abri ; qui a tendance à se bloquer au niveau du tourniquet et à créer un embouteillage derrière lui ; qui utilise un plan en papier pour déterminer son parcours alors qu'une « appli » pourrait le lui donner instantanément, etc.

¹⁵⁶) Dans la tradition de pensée marxiste, cette notion d'« homme nouveau » renvoie au philosophe italien Antonio Gramsci. Ce dernier fait partie des auteurs auxquels Henri Lefebvre se réfère fréquemment. Pour cause, ils partagent la même problématique, celle de la reproduction du capitalisme. Plus encore, ils ont en commun le souci de ne pas réduire cette problématique à ses aspects économiques (à la reproduction de la survaleur). Nous renvoyons aux travaux d'André Tosel pour examen approfondi de ce qui unit et distingue les pensées lefebvrienne et Gramscienne (Tosel, 2014a; Tosel, 2014b).

« poïésis » (qui crée des œuvres) se voit réduite à la « mimésis » (qui reproduit des produits) – participe à la reproduction des rapports de production et prolonge le processus de totalisation du capital en produisant un « *sujet abstrait* » (Lefebvre, 2000, p. 361), dépossédé de ses conditions d'existence, dont le corps et partant les désirs se trouvent mis en conformité avec les exigences de la reproduction immédiate du capital (A-M-A'). Il souligne de cette façon qu'au travers de l'urbanisation néocapitaliste, le pouvoir du capital ne s'exerce plus seulement sur telle ou telle activités spécialisées mais qu'il étend « *son domaine jusque dans l'intérieur de chaque individu, jusqu'au fond de la conscience, jusqu'aux « topies » cachées dans les replis de la subjectivité* », si bien que, dorénavant, « *la « structure » de la personne reproduit à sa manière les rapports sociaux, les introduits dans les rapports immédiats, la famille, le mariage, le sexe, les relations entre parents et enfants, dans les relations entre « supérieur » et « inférieur* ». (Lefebvre, 2002, p. 83).

Avec cette citation, le concept de totalisation du capital et son intérêt pour la connaissance théorique de l'histoire du capitalisme se précisent encore un peu davantage. Elle restitue en effet ce processus comme processus d'*autonomisation* du capital, c'est-à-dire comme le mouvement historique au travers duquel le capital tend à s'affranchir des conditions *externes* de son procès de reproduction immédiat (Bihr, 2001) - soit des conditions qui renvoient à des rapports sociaux précapitalistes (artisanat ; paysannerie ; esclavagisme ; église ; patriarcat ; État, etc.) et qui ne sont pas reproduites de façon endogène par le procès de mise en valeur du capital (A-M-A'). Si cette autonomisation peut prendre la forme d'une remise en cause (d'une mise en crise) des rapports sociaux précapitalistes, Henri Lefebvre met plutôt en avant dans ce passage le fait que, en produisant un « *sujet abstrait* », le capital tend à s'incorporer les rapports sociaux précapitalistes (à intérioriser les conditions externes de son procès de reproduction immédiat) dans la mesure où, comme il le souligne, ce sujet abstrait en qui la rationalité capitaliste se trouve intériorisée tend à inoculer et à disséminer celle-ci dans les sphères de la vie sociale où elle était jusque-là absente – ou relativement marginale¹⁵⁷. Il montre autrement dit qu'en produisant son espace et son temps, le capital s'empare de la « structure de la

¹⁵⁷) Précisons tout de même que cette colonisation de la subjectivité humaine et des rapports sociaux précapitalistes par la rationalité du capital n'est pas spécifique au néocapitalisme, ne commence pas avec lui. Rappelons en effet, encore une fois, les travaux d'Antonio Gramsci qui, déjà au début du XXe siècle, voyait dans l'« *Américanisme* », l'« *État intégral* », et la naissance de l'« *Homme Nouveau* » la tendance du capital à transformer et à se subordonner la « *société civile* » - tendance constitutive du « *moment hégémonique* » du capital (Gramsci, 2011). Pour ajouter de la précision à ce genre de propos, on comprend donc qu'il est nécessaire de préciser les modalités prises par cette colonisation de la subjectivité aux différents âges de développement du capitalisme. C'est ce que nous proposerons de faire dans la suite de cette thèse, où nous tenterons de caractériser les formes contemporaines de l'aliénation à partir d'une analyse de recompositions spatiales et temporelles de la vie quotidienne dont la métropolisation constitue le support.

personne » et, du même coup (ce faisant), de l'ensemble des rapports sociaux constitutifs de la vie sociale. Ce qui implique concrètement que, tendanciellement, ce n'est plus le capital qui est adossé aux rapports sociaux précapitalistes¹⁵⁸, mais que ce sont à l'inverse de plus en plus les rapports sociaux précapitalistes qui sont reproduits et transformés (parfois ressuscités¹⁵⁹) par le capital, par les exigences et les contradictions de sa reproduction immédiate. Pour Henri Lefebvre, parmi ces conditions (ou médiations) externes intériorisées, l'État est sans doute celle qui a joué le rôle le plus important dans l'histoire du capitalisme : alors qu'au cours des premiers âges du capitalisme la rationalité étatique et la rationalité capitaliste étaient distinctes l'une de l'autre et ne s'accordaient que de façon contingente (d'où des conflits), la rationalité capitaliste s'est peu à peu introduite et a progressivement redéfini la rationalité étatique, jusqu'à la faire quasiment coïncider avec elle¹⁶⁰ - ce qui tend à abolir les conflits entre État et capital mais pas les contradictions du capitalisme¹⁶¹.

Par ailleurs, Henri Lefebvre montre que le processus de totalisation du capital qui s'accomplit au travers de l'urbanisation néocapitaliste est également et inséparablement lié à la tendance à la *socialisation* du capital. Si d'un côté en effet, en se totalisant, le capital s'autonomise des conditions externes de sa reproduction immédiate, la valorisation des capitaux individuels (privés) tend de l'autre côté à être de plus en plus dépendante des conditions internes des rapports sociaux capitalistes (dont font partie les conditions externes intériorisées). Autonomisation et socialisation du capital constituent autrement dit les deux facettes (les deux résultats contradictoires) du développement historique du capitalisme compris comme processus de totalisation du capital.

¹⁵⁸) Comme c'était le cas, par exemple, à l'époque où la production de survalue relative reposait largement sur la dévalorisation de la force de travail ouvrière masculine par le travail domestique des femmes et par le maintien d'une production d'autosubsistance ; et où les valeurs telles que l'obéissance étaient inculquées par l'Eglise.

¹⁵⁹) Il en va ainsi par exemple de la paysannerie qui, après avoir été pratiquement annihilée par le développement du capitalisme industriel (de l'agriculture capitaliste dont il dépend), tend aujourd'hui à être reconstituée (bien que de façon marginale) par le mouvement même du capital : par l'évolution des « normes de consommation » et par le rejet, par une partie de la population, du mode de (sur)vie urbain qu'impose le capital ; sous forme de différences tantôt « induites », tantôt « produites » donc.

¹⁶⁰) Ce processus d'alignement de la rationalité étatique sur la rationalité capitaliste semble s'être largement prolongé au cours des dernières décennies dans le cadre du néolibéralisme (Dardot & Laval, 2010)

¹⁶¹) L'alignement de la rationalité étatique sur la rationalité capitaliste ne comporte en effet pas que des avantages du point de vue du capital. On peut par exemple se demander si la conversion de l'État au court-termisme qui caractérise la rationalité capitaliste n'a pas pour effet, paradoxalement, de compromettre la célérité du capital, sa capacité à accroître sa vitesse de rotation : dans le chapitre III nous avons en effet vu avec David Harvey que l'accroissement des vitesses de circulation et la mise en mouvement du capital supposent l'immobilisation d'une fraction du capital social dans des investissements de long-terme qui, bien souvent dans l'histoire du capitalisme, ont été pris en charge par les pouvoirs publics.

Au sujet de cette tendance à la socialisation du capital, Henri Lefebvre avance que dans le cadre du néocapitalisme, l'évolution des formes et du contenu de l'intervention de l'État ainsi que le type d'individualité ou de subjectivité qui résulte de la généralisation de la spatio-temporalité abstraite du capital permettent aux capitalistes de se décharger des responsabilités qu'ils assumaient auparavant dans le cadre du procès de mise en valeur de leur capital. Plus précisément, il est possible de dire qu'Henri Lefebvre voit dans « l'État technocratique-bureaucratique » et dans le « sujet abstrait » qui lui sert de base sociale, les conditions sociales de possibilité de la tendance à la socialisation du « capital-productif » d'une part, et du « capital-fonction » d'autre part. Concernant la socialisation du capital-productif, Henri Lefebvre indique en particulier que c'est de plus en plus à ce « sujet abstrait » (qu'incarnent concrètement les individus qui composent les « classes moyennes ») qu'il revient « d'investir la connaissance dans la production ». D'où, selon lui, tous les enjeux qui pèsent sur la sociabilisation des individus et la reproduction de la connaissance (qui doit être réduite au savoir utile du point de vue de la mise en valeur du capital)¹⁶² - et qui se traduisent notamment (déjà à son époque) dans les velléités de réforme de l'université. Concernant la socialisation du capital-fonction, il constate que c'est de plus en plus l'État qui, fort de l'appui que lui offre la passivité des classes moyennes¹⁶³, prend en charge la reproduction des conditions générales de la survaleur

¹⁶²) Dans *La survie du capitalisme*, Henri Lefebvre souligne le caractère inextricable des contradictions auxquelles le rôle croissant de la connaissance comme force productive expose le capitalisme : « *Le rôle de ces couches et classes, composées en grande partie de techniciens (petits, moyens, grands), d'employés, d'intellectuels, de gens des professions dites libérales, ce n'est pas seulement d'acquérir des connaissances et de les transmettre, c'est de les faire entrer dans la production et la pratique sociale. De l'existence d'un tel support social, il résulte que la connaissance ne contient pas en elle-même la certitude de maîtriser le processus social de la connaissance, celui de son investissement dans la production. Alors que cette certitude semble indispensable, les cadres sociaux du processus la rendent aléatoire. La connaissance, fait social et non simplement mental, ne peut se reproduire à la manière d'un système positif qui entretient ses propres conditions. Malgré les efforts des institutions, la contradiction s'y introduit, du seul fait qu'il n'y a pas de barrière entre la connaissance positive et son côté négatif, la pensée critique. Les efforts pour séparer le savoir technique du savoir en général, de la recherche fondamentale, de la philosophie, de la critique littéraire, n'ont jamais bien réussi, car ils stérilisent le savoir appliqué. Ce qui fait planer au-dessus du « système » une inquiétude quasi métaphysique (d'où les rebondissements de la philosophie et de la religion) et introduit en lui une faille profonde. Les dirigeants le savent : la pensée critique peut se changer en « masse critique ». D'où la suspicion, la mise en condition de ceux dont on a besoin. Condition qui peut les stériliser mais qui, d'une manière ou d'une autre, accentue la contestation* » (Lefebvre, 2002, pp. 20-21).

¹⁶³) Dans la conclusion du troisième tome de *La critique de la vie quotidienne*, Henri Lefebvre établit un rapport dialectique entre la réduction des classes moyennes à la passivité et l'érection de l'État en tant que sujet actif prenant en charge la gestion des conditions générales de la reproduction du mode de production capitaliste : « *On a pu se demander si les « révolutions passives » selon Gramsci ne proviennent pas de cette importance des classes moyennes, effectivement passives, objets de la politique et non sujets actifs (...). Le transfert dit « révolutionnaire » à l'État des activités précédemment dévolues à la classe dominante – en particulier la surveillance des conditions de la plus-value, de l'accumulation, bref de la croissance -, ce transfert suppose un appui. Cet appui, l'État qui bénéficie de ce transfert, n'a pu le trouver que dans ces classes moyennes. Seule l'existence des classes moyennes permet à l'État providentiel de s'ériger au-dessus de la société ; cet État trouve dans sa base sociale ses ressources, son personnel, ses sujets passifs. Dès lors, il peut se poser avec les vertus qui conviennent aux sujets actifs : compétence, vigueur, gestion honnête, etc... » (Lefebvre, 2014, p. 157). Il faut aussi noter qu'Henri*

(production et réalisation) et de l'accumulation du capital ; c'est-à-dire qui surveille et contrôle les mœurs des travailleurs, qui administre leur consommation, qui s'assure de leur santé et de la disponibilité de leur force de travail, qui prend en charge leur éducation de façon à garantir l'adéquation de la composition du « travailleur collectif » par rapport aux exigences de la production capitaliste, etc. Ce sont ainsi l'ensemble des fonctions auparavant assumées par le patronat dans le cadre du paternalisme et sur la base des cités ouvrières (Noiriel, 1988) qui tendent à être transférées à l'« État providentiel » et à s'exercer de manière diffuse et impersonnelle dans « l'urbain généralisé ». Henri Lefebvre avance par ailleurs que la socialisation du capital-fonction dans le néocapitalisme repose de plus en plus immédiatement sur la constitution subjective des sujets abstraits que produit l'urbanisation néocapitaliste. Il adhère¹⁶⁴ en effet à la thèse formulée par Herbert Marcuse dans *Éros et Civilisation* selon laquelle dans les sociétés capitalistes avancées, le contrôle social prend de plus en plus la forme d'une « introjection » par les individus des « instances sociales, politiques et idéologiques ». De sorte que les « besoins sociaux et les besoins individuels tendent à coïncider » et, qu'en conséquence, l'autorité, la violence coercitive et les fonctions de surveillance et de contrôle exercées par la classe dominante tendent à passer au second plan de la reproduction de l'ordre social. Henri Lefebvre rejoint en particulier Herbert Marcuse sur l'idée que les individus des sociétés capitalistes avancées tendent à interioriser le « souci de la productivité » : « *Le souci de la productivité, pour Herbert Marcuse, tend à s'identifier avec le principe freudien de réalité en s'opposant au « principe de plaisir ». La productivité devient une fin en soi (cf. « Éros et Civilisation », p. 140) en amenant ainsi la coïncidence entre besoins individuels et besoins sociaux. L'organisation du rendement et de la rentabilité envahit la vie entière. Le temps libre*

Lefebvre propose ici une application de la critique marxiste du fétichisme à l'analyse de l'État : les forces qui apparaissent comme étant celles de l'État sont en vérité celles dont les classes moyennes ont été dépossédées.

¹⁶⁴) Précisons que bien qu'Henri Lefebvre souscrive à la plupart des thèses avancées par Herbert Marcuse, il reproche néanmoins à ce dernier son pessimisme (dans *L'Homme unidimensionnel* [1964] plus encore que dans *Éros et Civilisation* [1955]), sa tendance à représenter les sociétés capitalistes avancées comme des sociétés closes, fermées sur elles-mêmes, dans lesquelles le négatif, les contradictions, seraient abolies : « *Herbert Marcuse, on le lui a dit, sous-estime les contradictions de la société capitaliste plus habilement étouffées dans la société américaine, plus profondes en Europe. Surtout, il n'aperçoit pas les nouvelles contradictions. (...). En particulier, il néglige la problématique urbaine et ce qu'elle introduit de nouveau, avec des nouvelles contradictions aux États-Unis et ailleurs.* » (Lefebvre, 1968, p. 58). Pour Henri Lefebvre, comme nous commençons à le savoir, les contradictions ne peuvent être abolies : elles peuvent certes être contenues ou étouffées à un endroit, mais ce n'est que pour réapparaître à un autre (cf. supra, le propos sur la transfiguration des contradictions classiques en contradictions de l'espace). En dépit de la tendance de l'abstraction capitaliste à « réduire » le corps total et la vie quotidienne, ces derniers conservent pour Henri Lefebvre une certaine part d'irréductibilité. Ce que confirment selon lui les événements de Mai 1968 : « *Si le mouvement étudiant et intellectuel élargit une fissure, c'est que la muraille se lézarde ; et voilà une critique en acte des thèses de Marcuse, du moins en ce qui concerne la France et l'Europe.* » (Lefebvre, 1968, p. 57)

- le temps de la liberté - en vient à se vendre comme le temps de travail, en échange de biens de consommation durables ou non » (Lefebvre, 1968, p. 55).

Ces réflexions sont d'une importance considérable au regard de la problématique que nous construisons dans cette partie. Elles contiennent en effet en germe l'idée que le néocapitalisme se caractérise par l'extension et la socialisation des normes temporelles abstraites du capital : *extension* car celles-ci gagnent progressivement le « temps libre », étendant ainsi leur domaine au-delà du travail et de l'espace de l'usine ; *socialisation* car les individus tendent de plus en plus à s'imposer eux-mêmes les exigences temporelles abstraites du capital, dans la mesure où celles-ci tendent à s'identifier avec le « principe de réalité » et à s'incarner dans le « surmoi » d'individus marqués par des formes œdipiennes de constitution de la subjectivité, caractérisées par la prédominance des principes de l'interdit et la censure, soit d'une forme de « répression » des désirs.

3. Conclusion de la section.

Il y a dans ce qui précède l'essentiel des propositions théoriques que nous tenterons de développer et d'actualiser dans la suite de cette thèse. Nous proposerons en effet d'essayer de montrer en quoi et comment la métropolisation contribue à prolonger le processus d'abstraction spatio-temporel du capital, au travers duquel ce dernier développe et s'approprie les forces sociales productives en en dépossédant du même coup les hommes et les femmes.

Nous reprendrons en particulier l'idée, ébauchée ci-dessus, selon laquelle la socialisation du capital-fonction et du capital-productif est tributaire de la dépossession des individus de leurs conditions d'existence, soit d'un type bien spécifique d'aliénation qui résulte de la généralisation de la spatio-temporalité abstraite à la vie quotidienne dans son ensemble (à la totalité de la pratique sociale). En nous insérant de manière critique dans la perspective des approches en termes de capitalisme cognitif, nous proposerons ainsi de montrer de quelle façon la métropolisation contribue à l'appropriation capitaliste du « General Intellect » ; et en quoi elle participe, ce faisant, à un profond remaniement des formes de valorisation et d'accumulation du capital. Nous retrouverons alors les considérations sur la dynamique rentière du capitalisme dont nous avons discutées dans le chapitre III.

Pour cela, il conviendra d'actualiser les analyses qu'Henri Lefebvre proposait au sujet de l'urbanisation néocapitaliste. Concrètement, en nous basant sur une littérature académique plus récente - émanant de sociologues, d'anthropologues, de géographes et psychologues – il s'agira

de voir ce qui, dans la métropolisation, se prolonge, se transforme ou émerge de nouveau par rapport à l'urbanisation néocapitaliste analysée par Lefebvre (VII.2). Nous accorderons notamment une attention particulière aux transformations des temporalités sociales dont la métropolisation est porteuse. Celles-ci ne semblent en effet pas complètement coïncider avec ce qu'Henri Lefebvre mettait en avant au sujet des rythmes de la vie quotidienne dans le cadre du néocapitalisme : si certaines caractéristiques des temporalités urbaines se sont accentuées (telle la déconnexion entre les différentes expériences peuplant la vie quotidienne), d'autres en revanche semblent plus spécifiques à la dernière phase d'urbanisation des sociétés capitalistes. En particulier, il faudra tenir compte de la tendance à l'accélération des rythmes de la vie quotidienne, particulièrement saillante au cours des dernières décennies. On le devine, ce sera l'occasion de revenir vers les travaux de Hartmut Rosa et de Moishe Postone dont nous avons discuté dans le premier chapitre de cette partie (I.1) et de leur adjoindre les apports d'autres travaux : les apports des travaux de Jérôme Baschet notamment, mais aussi de ceux relevant de la sociologie critique contemporaine (proches de l'école de Francfort) qui, à l'aide de la notion « d'individu hypermoderne » tentent de caractériser les transformations de la subjectivité humaine induite par la modernité tardive.

Nous parviendrons de cette façon à la conclusion que si les spatialités et les temporalités métropolitaines conduisent à accentuer le constat établi par Henri Lefebvre d'une négation de l'habiter par l'urbanisation néocapitaliste (c'est-à-dire d'une dépossession des conditions d'existence), cette négation prend néanmoins d'autres formes dans le cadre de la métropolisation, s'effectue selon de nouvelles modalités. Il s'agira alors, dans la foulée de cette actualisation des conditions matérielles d'existence (réduites à de simples conditions de subsistance) des individus, d'actualiser la figure historique du sujet qui découle de ces transformations – ou, ce qui revient au même, de caractériser le type d'aliénation inhérente au « mode de vie métropolitain » (VII.2 ; IX.4). À ce titre, nous ferons l'hypothèse qu'aux formes œdipiennes de constitution de la personnalité caractéristiques du capitalisme industriel, se substituent, dans le cadre du capitalisme contemporain et au travers de la métropolisation, des formes narcissiques de constitution de la personnalité - qui, en première approximation, se caractérisent davantage par le déchainement ou la déperdition du désir que par sa répression (Lasch, 2006). C'est alors en nous appuyant sur les caractéristiques du régime passionnel (type de susceptibilités affectives ; formes et objets du désir) associé à la constitution narcissique de l'individu hypermoderne que nous pourrions contribuer à la connaissance des conditions sociales de possibilité du capitalisme cognitif et de l'appropriation capitaliste du General

Intellect sur laquelle il repose. Plus précisément, nous défendrons la thèse qu'au travers de la métropolisation, le capitalisme se dote du type historique d'individualité qui convient aux modalités flexibles et rentières de valorisation du capital (en lien avec le renforcement de la tendance à la socialisation du capital-productif et du capital-fonction) qui lui ont permis de survivre au cours des dernières décennies – de rétablir le taux de profit et d'étouffer les contradictions associées à la luttes de classes (VII, VIII, IX).

*

* *

Mais nous allons un peu vite en besogne. Avant de passer à la prochaine partie et à l'analyse de la métropolisation, il convient de développer davantage les propositions théoriques que nous avons extraites de la pensée d'Henri Lefebvre et que nous avons commencé, dans ce chapitre, à formuler de manière définitive. En particulier, nous souhaitons approfondir l'idée selon laquelle le capital réalise ou concrétise ses conditions sociales de possibilité en produisant son espace et son temps.

Nous venons de voir dans ce chapitre que l'urbanisation néocapitaliste constitue le processus matériel au travers duquel le capital reproduit et approfondit sa condition sociale subjective de possibilité: l'existence du prolétariat, c'est-à-dire d'une classe sociale d'individus dépossédés de leurs conditions de subsistance et de ce fait assujettis aux exigences de la mise en valeur du capital (de son procès de reproduction immédiat). Il serait à notre sens inenvisageable de refermer ces réflexions sur la (re)production spatiale du prolétariat sans évoquer, même brièvement, les contributions inaugurales que représentent à cet égard le chapitre du *Capital* que Karl Marx consacre à l'analyse historique de « l'accumulation initiale » ainsi que certains travaux que Friedrich Engels a consacrés à l'analyse des conditions d'existence de la classe ouvrière. Faute de pouvoir proposer dans cette thèse un examen approfondi de ces textes, nous allons nous borner dans la prochaine section, la dernière de ce chapitre, à souligner l'intérêt qu'il y aurait à reconnaître et à se saisir de l'apport de ces travaux en matière d'analyse spatiale du capitalisme. En somme, nous indiquons quelques pistes que nous avons éclaircies au cours de nos années de doctorat et dans la voie desquelles il serait possible de s'engager pour enrichir notre présentation des fondements conceptuels, théoriques et méthodologiques d'une analyse spatiale du développement historique du capitalisme.

Section 3. En amont d'Henri Lefebvre : la production spatiale du capital chez Karl Marx et Friedrich Engels.

Pour étayer et enrichir la proposition théorique relative à la « production spatiale des conditions sociales des rapports de production capitalistes », il pourrait être intéressant de proposer un commentaire du chapitre XXIV du livre I du *Capital*, dans lequel Marx (2016) examine ce qu'il appelle le processus d'« accumulation initiale » (ou « accumulation primitive » dans d'autres traductions), qui désigne précisément chez lui le processus historique de dissolution du mode de production féodal et de production des conditions sociales des rapports de production capitalistes. Un tel commentaire serait pertinent à plus d'un titre. Nous nous contentons ici d'indiquer en quoi. Nous revenons aussi sur certains travaux de Friedrich Engels, chez qui il est également possible de trouver des germes de la démarche d'analyse spatiale de la (re)production des rapports de production capitalistes que nous reconstruisons à partir de l'œuvre d'Henri Lefebvre.

1. L'espace n'est pas absent des travaux fondateurs de la pensée marxiste.

Un commentaire du chapitre du XXIV du *Capital* permettrait tout d'abord de montrer ou de rappeler que, contrairement à ce qu'affirment de nombreux auteurs (I.1), l'espace n'est pas absent des analyses historiques proposées par Marx ; et ce, y compris dans le *Capital*, qui est pourtant l'ouvrage que prennent pour référence les auteurs qui, à l'instar de Paul Claval, dénoncent les « inhibitions spatiales » du marxisme¹⁶⁵.

Il serait notamment possible de montrer que selon une démarche analogue à celle proposée par Henri Lefebvre (et que l'on trouve également et antérieurement chez Friedrich Engels, voir encadré), Karl Marx analyse en détail comment les transformations des rapports sociaux de production se matérialisent dans les transformations des paysages économiques. On pense ici en particulier à son analyse de l'évolution des paysages des Highlands (Marx, 2016, pp. 705-710), dans laquelle il décrit comment, en l'espace de quelques décennies, entre la fin du XVIIIe et le début du XIXe siècle, les « champs de labour » que les gaëls cultivaient de manière immédiate ont été remplacés par des « pâturages à moutons » et des « forêts de gibier » (réserves de chasse). Dans ce passage, il montre qu'au travers de ces évolutions paysagères,

¹⁶⁵) Sur ce point, voir l'article publié dans la revue *Espace Géographique* par un collectif de chercheurs de l'université de Bordeaux en réponse à l'article de Paul Claval, qui avait dénoncé dans un numéro antérieur l'absence ou le manque de perspective spatiale dans l'œuvre de Marx. Les membres de ce collectif soulignent au contraire que, loin d'être absente, la catégorie d'espace « affleure » à de nombreuses reprises et de manières décisives dans son œuvre (Collectif de chercheurs de Bordeaux, 1977).

s'est joué le développement de l'agriculture capitaliste, qui a contraint une part importante de la population écossaise à l'exode rural et qui a de ce fait alimenté le processus d'urbanisation capitaliste, ainsi que l'essor de la grande industrie, qui en dépend (cf., infra, V.3). L'analyse des paysages sert donc ici à contextualiser mais aussi à expliquer certains des mécanismes qui ont présidé à l'essor de la « production capitaliste proprement dite » : sa fonction n'est pas simplement descriptive, mais aussi explicative.

Sur le plan analytique, ce chapitre contient ainsi de plusieurs passages dans lesquels est souligné le rôle de la remise en cause du morcellement des terres et de la concentration spatiale des moyens de production dans l'émergence du mode de production capitaliste¹⁶⁶. Voici les passages les plus explicites en la matière : « *Les fuseaux et les métiers à tisser autrefois disséminés à la surface du pays sont maintenant rassemblés dans quelques grandes casernes de travail, tout comme les travailleurs et le matériau brut. Et, dès lors, fuseaux, métiers et matériau brut, de moyens d'existence indépendants qu'ils étaient pour les fileurs et les tisserands, sont transformés en moyens de les commander et de leur sucer du travail non payé*¹⁶⁷. » (Marx, 2016, p. 720) ; « *C'est (...) la transformation des moyens de production individuels et épars en moyens de production socialement concentrés, donc la transformation de la propriété minuscule d'un grand nombre en propriété massive de quelques-uns, donc l'expropriation de la grande masse du peuple, dépossédé de sa terre, de ses moyens d'existence et de ses instruments de travail, cette terrible expropriation de la masse du peuple, qui constitue la préhistoire du capital.* » (Marx, 2016, p. 734). Ces citations suffisent à montrer que bien que discrète (si l'on s'en tient au seul nombre d'occurrences du mot en lui-même), la catégorie d'espace est loin d'être absente du *Capital* ; et qu'elle joue même un rôle important dans l'analyse de l'émergence des rapports de production capitalistes que propose Marx. Ce dernier souligne en effet dans ces extraits que la forme sociale des moyens de production s'inscrit et se reproduit au travers du mode spatial d'existence de ces derniers : en l'occurrence, que la forme capitaliste des moyens de production s'inscrit et se reproduit au travers de l'existence spatialement concentrée de ces derniers. Cette conception théorique l'amène ainsi à

¹⁶⁶) Ce n'est toutefois pas dans *Le Capital* que ce genre d'indications sont les plus nombreuses et les plus développées : le *Chapitre VI* inédit du *Capital* est à cet égard bien plus riche. On y trouve en particulier une analyse qui, à partir d'une comparaison entre la France et l'Angleterre, met en avant le caractère déterminant de la distribution spatiale de la population, des moyens de production et de l'épargne dans l'essor de la production capitaliste (Marx, 2010, pp. 53-60). Nous reviendrons sur ce texte dans le prochain chapitre. Voir aussi encadré 8.

¹⁶⁷) Dans ces lignes, apparaît une idée importante que nous serons amenés à préciser dans le prochain chapitre, à savoir que la concentration spatiale des moyens de production et des forces de travail constitue une condition du fétichisme (ou « mystification ») du capital, compris comme double mouvement de subjectivation du capital et d'objectalisation du travailleur.

appréhender les transformations de l'espace comme un prisme de l'évolution historique des rapports sociaux de production et de leurs transformations. Ce sont bien là les fondements de la démarche lefebvrienne que nous pouvons reconnaître.

Encadré 5. L'apport de Friedrich Engels à l'analyse critique des paysages économiques et sociaux.

S'il s'agit de trouver un précurseur à la démarche qui consiste à saisir l'évolution des rapports sociaux de production au travers d'une analyse de l'évolution des paysages économiques, ce n'est pas Karl Marx mais probablement Friedrich Engels et son étude sur *La situation de la classe ouvrière en Angleterre* [1845] qu'il convient d'évoquer (Engels, 2011). Dans ce texte, l'auteur montre en effet que le développement de la production capitaliste s'accompagne d'une profonde transformation des conditions matérielles d'existence de la population laborieuse, qui s'effectue comme il le souligne au travers du processus d'urbanisation capitaliste : en Angleterre, de l'apparition *ex nihilo* et du développement fulgurant de centres de production comme Manchester, Leeds ou Liverpool. En plus de sa richesse descriptive, ce texte détient ainsi un véritable intérêt méthodologique et théorique, dans le sens où c'est certainement lui qui inaugure la démarche consistant à analyser des transformations structurelles au travers de transformations matérielles. Et ce n'est pas là son seul intérêt. Il contient également de nombreuses indications théoriques au sujet du rapport complexe qui unit les processus d'urbanisation et d'industrialisation des sociétés capitalistes, ainsi que de précieux éléments concernant l'évolution des rapports ville-campagne et agriculture-industrie au sein de ces dernières ; ou encore, concernant le rôle de l'organisation urbaine dans la reproduction du capital et le renforcement de sa domination sur le travail. La redécouverte de ce texte pourrait donc être intéressante dans une perspective d'histoire de la pensée en géographie-économique et en économie-géographique, tant il préfigure les problématiques et les élaborations théoriques qui seront au cœur de ces champs disciplinaires. Il est même possible d'y trouver une esquisse de formulation théorique des « avantages de l'agglomération » (c'est le terme utilisé dans la traduction dont nous disposons) et de la dynamique endogène de croissance cumulative qu'ils impulsent (Engels, 2011, p. 59) ! Par ailleurs, du point de vue de l'histoire de la pensée marxiste, un commentaire approfondi de cet ouvrage permettrait de montrer que dès 1845, Friedrich Engels propose une analyse spatiale et dialectique du mouvement historique des sociétés capitalistes. À de nombreuses reprises, il suggère en effet que les conditions spatiales nécessaires à l'exploitation capitaliste (i.e. la concentration des ouvriers dans les villes et les usines) sont en même temps et contradictoirement les conditions qui permettront l'organisation révolutionnaire de la classe ouvrière. Une idée que l'on retrouvera ensuite précisée et enrichie,

chez Friedrich Engels et Karl Marx, dans le *Manifeste du Parti Communiste*, dans les *Grundrisse*, dans les dernières pages du chapitre XXIV du livre I du *Capital* (cf. infra), ou encore dans *La question du logement* (cf. infra).

2. La production spatiale du prolétariat et son caractère contradictoire dans *Le Capital* de Karl Marx.

Un commentaire du chapitre du *Capital* consacré à l'accumulation initiale permettrait plus encore de montrer que la proposition théorique la plus importante que nous avons extraite de l'œuvre d'Henri Lefebvre, à savoir l'idée selon laquelle les conditions sociales de possibilité des rapports de production capitalistes sont le résultat d'un processus de production capitaliste de l'espace, se trouve en fait déjà implicitement contenue dans l'œuvre de Karl Marx. Les citations que nous avons reportées dans le point précédent, concernant la concentration spatiale de la population et des moyens de production, en fournissent un premier aperçu : cette concentration spatiale est présentée comme le processus matériel au travers duquel les moyens de production sont transformés en capital et les producteurs directs en prolétaires, c'est-à-dire comme le processus au travers duquel se concrétisent les présupposés abstraits des rapports de production capitalistes. Et il en va ainsi, nous dit Marx, dans la mesure où cette concentration est le vecteur matériel (historiquement déterminé) de l'opération de « séparation » au travers de laquelle producteurs directs et moyens de production se déterminent comme prolétaires pour les premiers et comme capital pour les seconds. Voici une autre citation susceptible d'étayer ce point : « *Le processus qui crée le rapport capitaliste ne peut donc être autre chose que le processus de séparation entre le travailleur et la propriété de ses conditions de travail, un processus qui transforme d'une part, les moyens sociaux d'existence et de production en capital, de l'autre les producteurs immédiats en travailleurs salariés. (...). La base de tout ce processus, c'est l'expropriation hors de sa terre du producteur rural, du paysan.* » (Marx, 2016, pp. 692-694)¹⁶⁸.

Il faudrait enfin et surtout souligner que dans les dernières pages du chapitre, Marx propose au sujet de ce processus spatial d'aliénation une analyse proprement dialectique qui n'est pas sans rappeler celles proposées par Henri Lefebvre (IV.2.1). L'expropriation des producteurs

¹⁶⁸) Nous verrons dans le prochain chapitre que l'idée selon laquelle l'espace intervient dans le processus au travers duquel les travailleurs sont séparés de leurs conditions de travail est également présente dans les analyses que Marx consacre à la transition entre la subsomption formelle et la subsomption réelle du travail au capital. Ceci permettra de montrer que, contrairement à ce que pourrait laisser penser ce qui précède, la reconnaissance par Marx de l'engendrement spatial de l'aliénation ne se limite pas à son analyse de l'accumulation initiale et, du même coup, que la problématique spatiale n'est pas chez lui réduite à celle de la terre.

immédiats hors de leurs terres y est en effet présentée comme un *moment nécessaire du devenir historique des sociétés humaines* ; ou plus précisément, comme une condition de possibilité du développement historique des forces sociales de la production et, partant, de la réalisation de la société communiste. Plus précisément, Marx soutient dans ce passage qu'en tant que « *négarion de la propriété privée individuelle fondée sur le travail* », la propriété capitaliste conditionne et prépare de manière immanente sa propre négation (« *la négation de la négation* »), c'est-à-dire son propre dépassement par « *la propriété commune de la terre et des moyens de production produits par le travail lui-même* ». L'aliénation spatiale au travers de laquelle se constitue le capital contient donc sa propre solution de dépassement. Et cela, précise Marx, pour deux raisons. Tout d'abord parce que, comme indiqué ci-dessus, la propriété capitaliste permet d'impulser le processus de « *socialisation de la production* » (auquel le morcellement des terres et l'éparpillement des moyens de production faisaient obstacle), qui rentrera à terme selon Marx en contradiction avec le maintien des rapports de production capitalistes. Ensuite, parce que le processus d'expropriation qui produit le sujet objet de l'exploitation capitaliste est en même temps et contradictoirement le processus qui, en inaugurant la production d'un nouvel espace (celui de l'usine concentrée et du marché mondialisé) produit le sujet révolutionnaire, c'est-à-dire le processus au travers duquel « *se forme, s'unifie et s'organise la classe ouvrière* » (Marx, 2016, p. 735).

Encadré 6. Espace de l'aliénation, espace de l'émancipation : quelques ajouts sur la conception dialectique de la production capitaliste de l'espace.

L'idée dont nous discutons ici concernant le caractère contradictoire de la production capitaliste de l'espace est également défendue de manière éloquente et véhémement par Friedrich Engels dans *La question du logement*, où il s'oppose aux proudhoniens qui plaident en faveur de la propriété de leurs logements par les travailleurs : « *Dans cette jérémiade nous avons tout l'aspect réactionnaire du proudhonisme. Pour créer la classe révolutionnaire moderne du prolétariat, il était indispensable que fût tranché le cordon ombilical qui rattachait au sol le travailleur du passé. Le tisserand qui possédait à côté de son métier sa maisonnette, son jardinet et son bout de champ, était, avec toute sa misère et malgré l'oppression politique, un homme tranquille et heureux, qui vivait " en toute piété et honnêteté " , tirait son chapeau devant les riches, les curés et les fonctionnaires de l'État, et était au fond de lui-même 100 % un esclave. C'est la grande industrie moderne qui a fait du travailleur rivé au sol un prolétaire ne possédant absolument rien, libéré de toutes les chaînes traditionnelles, libre comme l'air ; c'est précisément cette révolution économique qui a créé les conditions qui seules permettent d'abolir l'exploitation de la classe ouvrière sous sa forme ultime, la production capitaliste. Et*

voici que notre proudhonien s'en vient, comme s'il s'agissait d'une grande régression, pleurant et gémissant sur l'expulsion des travailleurs de leur foyer, alors qu'elle fut justement la toute première condition de leur émancipation morale. » (Engels, 1872, p. 29).

De manière convergente, dans le chapitre du *Capital* dont il est question dans cette section, Marx soutient que vouloir préserver le mode de production fondé sur la propriété individuelle des moyens sociaux de production et le « *morcellement des terres* [qu'il] *présuppose* » reviendrait non seulement à décréter « *la médiocrité générale* » (selon une formule qu'il emprunte à C. Pecqueur), mais serait aussi tout à fait vain, dans la mesure où ce mode de production produit lui aussi, à l'instar du mode de production capitaliste qui lui succède, « *les moyens matériels de sa propre destruction* » (Marx, 2016, p. 734).¹⁶⁹

Il est ainsi possible de trouver dans le chapitre XXIV du *Capital* une idée qui n'est finalement pas si éloignée de celle développée par Henri Lefebvre au sujet de l'importance des « contradictions de l'espace » dans le développement du capitalisme (III.2 ; IV.2.1). On retrouve en effet dans ce qui précède l'idée qu'en produisant son espace, le capital produit les conditions de sa reproduction mais aussi, contradictoirement, celles de son dépassement. Il s'agirait alors, dans une perspective d'histoire de la pensée marxiste, de questionner l'apport spécifique d'Henri Lefebvre au sujet de la connaissance théorique des contradictions de l'espace du capitalisme. De notre point de vue, celui-ci réside avant tout dans le fait d'avoir enrichi la dialectique marxiste en insistant sur la façon dont ces contradictions sont susceptibles, quand elles sont régulées, de contribuer pendant un temps à la reproduction des rapports de production ; et donc de faire durer la crise du mode de production capitaliste ; voire de pousser ce dernier à transformer ses rapports fondamentaux et à entrer dans un nouvel âge de son développement (III.2).

¹⁶⁹) Ces idées concernant la nécessité du capitalisme comme transition entre le féodalisme et le communisme pourraient être retrouvées dans encore d'autres textes de Marx et d'Engels, notamment dans le *Manifeste du Parti communiste* et dans les *Grundrisse*. Au sujet de cette affirmation particulièrement sensible et critiquée de la pensée marxiste, rappelons quand même ici que dans sa lettre à Vera Vassoulitch, Marx précise que « *La « fatalité historique » de ce mouvement est (...) restreinte aux pays de l'Europe occidentale* » (Marx, 1881). Précision décisive qui, si elle conserve l'idée du caractère dialectique du développement historique des sociétés humaines, remet en revanche explicitement en cause l'idée que ce développement obéirait à une trajectoire universelle, quasi-naturelle. Ce texte rappelle en effet qu'à l'instar de l'évolutionnisme de Darwin, l'historicisme de Marx n'a de sens qu'au regard de conditions matérielles et sociales déterminées (d'un « milieu » chez Darwin) : ce qui est vrai pour l'Allemagne, le Royaume-Uni ou la France ne l'est ainsi pas nécessairement pour la Russie ou pour toute autre formation sociale n'ayant pas connu la même histoire (les mêmes rapports sociaux).

3. Enrichir avec Marx la problématique de la production spatiale du capital : temps long, échelles et conditions externes.

Un commentaire détaillé du chapitre du *Capital* consacré à l'accumulation initiale permettrait enfin d'apporter une valeur ajoutée aux développements que nous avons proposés dans la précédente section au sujet de l'analyse lefebvrienne de la reproduction spatiale de la figure du « travailleur libre ».

Il permettrait notamment d'apporter un surplus de mise en perspective historique : tâche qui s'avérerait indispensable si l'on souhaitait aboutir à une véritable analyse spatiale du développement historique du capital (ou ne serait-ce qu'à une analyse spatiale de la production et de la reproduction du prolétariat), c'est-à-dire à une analyse historiquement exhaustive, couvrant l'histoire du capitalisme dans son ensemble. Ce qui n'est bien entendu pas le cas de cette thèse, dont l'effort est principalement théorique et dont la dimension analytique se limite à la période contemporaine, post-fordiste, du développement du capitalisme.

Sur le plan théorique, il permettrait d'insister sur des éléments que nous avons trop peu développés dans ce qui précède. Parmi eux, nous pensons notamment à :

- l'importance du recours à des formes de violences « extra-économiques » dans la production spatiale des conditions sociales des rapports de production capitalistes (encadré 7)
- la complexité des alliances de classes qui sous-tendent cette production spatiale (encadré 8)
- la multiplicité des échelles qui sont imbriquées dans ce processus (encadré 9).

Remarquons enfin que ces trois éléments en impliquent immédiatement un quatrième, que nous avons lui aussi trop négligé et qui est pourtant central tant chez Henri Lefebvre que chez Karl Marx (mais aussi chez Harvey et Engels) : le rôle des États dans la production de l'espace capitaliste.

Encadré 7. Le rôle de la violence physique dans la production capitaliste de l'espace.

Karl Marx insiste très largement sur ce point : « *[L]’histoire de cette expropriation est inscrite dans les annales de l’humanité en caractères de sang et de feu* » (Marx, 2016, p. 693) ; « *La violence est l’accoucheuse de toute vieille société grosse d’une société nouvelle. Elle est elle-même un potentiel économique.* » (Marx, 2016, p. 725) ; « *Pillage des biens d’Eglise, aliénation frauduleuse des domaines de l’État, vol de la propriété communale, transformation usurpatrice de la propriété féodale et de la propriété du clan en propriété privée moderne, menée à son*

terme avec un terrorisme impitoyable : autant de méthodes idylliques de l'accumulation initiale. C'est par elles que furent conquis les champs pour l'agriculture capitaliste, que la terre fut incorporée au capital et que fut créé pour l'industrie des villes l'apport nécessaire en prolétariat corvéable à merci. » (Marx, 2016, pp. 709-710) ; « C'est ainsi que le peuple des campagnes, brutalement exproprié et expulsé de sa terre, réduit au vagabondage, fut astreint par des lois d'un terrorisme grotesque à la discipline nécessaire au salariat, à coups de fouet, de marquage au fer rouge et de torture » (Marx, 2016, p. 712).

Dans le chapitre dont nous discutons ici, Marx avance que le recours à des formes de violences extra-économiques est caractéristique de « l'enfance du capitalisme », mais qu'« à mesure que progresse la production capitaliste », ces formes de violences sont remplacées par la « contrainte muette des rapports économiques » (Marx, 2016, p. 713). Cette thèse fait aujourd'hui l'objet de nombreux débats. Plusieurs auteurs insistent en effet sur le fait que le recours aux formes de violences extra-économiques, notamment celles mises en œuvre par l'État, est demeuré central dans la reproduction du capital à toutes les époques de son développement, et ce jusqu'à nos jours. C'est notamment cette raison qui a amené David Harvey (2008; 2010a) à substituer le concept « d'accumulation initiale » par celui « d'accumulation par dépossession ».

Encadré 8. Le rôle des alliances de classes dans la production capitaliste de l'espace.

Dans le chapitre XXIV du *Capital*, Marx insiste sur le fait qu'au Royaume-Uni, la bourgeoisie a joué un rôle relativement passif dans le processus d'expropriation des travailleurs ruraux. Il montre que sa force résida pour beaucoup dans le fait d'avoir su tirer avantage des luttes qui opposaient l'Eglise et les propriétaires féodaux (« Landlords ») d'un côté à la Monarchie et au Parlement de l'autre : « Toutefois, les chevaliers d'industrie ne réussirent à évincer les chevaliers d'épée qu'en exploitant des événements auxquels ils n'avaient pris aucune part. » (Marx, 2016, p. 693).

De manière encore plus intéressante pour notre propos, il montre dans le *Chapitre VI inédit du Capital* (Marx, 2010, pp. 53-60) et dans *La guerre civile en France* (Marx, 1972) qu'en déterminant les formes et les rythmes de la production capitaliste de l'espace (en l'occurrence du processus d'urbanisation capitaliste), les alliances de classes déterminent la forme et le rythme du développement des rapports de production capitalistes. Il souligne ainsi, à titre d'exemple, que le retard pris par la France dans le développement de la production capitaliste (par rapport à l'Angleterre par exemple) s'explique notamment par le maintien de la petite

propriété paysanne et du morcellement des terres qui en découle, lesquels sont eux-mêmes imputables, selon lui, à l'alliance qui opposa, en France, la classe ouvrière d'un côté à la bourgeoisie et la paysannerie de l'autre (alliance qui obligea de fait la bourgeoisie à faire des concessions à la paysannerie).

Encadré 9. L'imbrication des échelles de la production capitaliste de l'espace.

Pour tempérer les accusations « d'eurocentrisme » dont font l'objet les analyses historiques du développement de la production capitaliste proposées par Marx (Lindner, 2009), il faut rappeler que chez lui les transformations qui surviennent au niveau des campagnes britanniques, écossaises et irlandaises sont mises en relation avec ce qui se passe dans l'Empire britannique dans son ensemble et, plus généralement, avec l'expansion commerciale et coloniale européenne (et l'ensemble des luttes qui en découlent) : « *La découverte des contrées aurifères et argentifères d'Amérique, l'extermination et l'assujettissement de la population indigène, son ensevelissement dans les mines, les débuts de la conquête et de la mise à sac des Indes orientales, la transformation de l'Afrique en garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà de quoi est faite l'aurore de l'ère de la production capitaliste. Ces moments idylliques sont des moments majeurs de l'accumulation initiale. Dans la foulée suit la guerre commerciale des nations européennes, qui a la planète pour théâtre. Elle s'ouvre sur la sécession des Pays-Bas révoltés contre l'Espagne, prend une ampleur gigantesque avec la guerre antijacobine de l'Angleterre et se poursuit encore de nos jours avec les guerres de l'opium contre la Chine, etc.* » (Marx, 2016, p. 724). Le processus d'accumulation initiale est ainsi présenté et analysé comme un processus spatial qui se déploie de manière complexe à différentes échelles imbriquées. Cette analyse, à l'état d'esquisse chez Marx, a été prolongée de façon monumentale par Alain Bihr dans sa somme consacrée au *Premier âge du capitalisme* (Bihr, 2018-2019).

4. Conclusion et transition.

Cette section nous a permis de montrer qu'il est possible de trouver chez Karl Marx et Friedrich Engels les germes de l'analyse spatiale de la (re)production des rapports de production capitalistes proposée par Henri Lefebvre, ainsi que plusieurs pistes susceptibles d'enrichir cette dernière. Nous avons ainsi mis en exergue l'intérêt qu'il y aurait à poursuivre notre chantier de reconstruction en remontant aux racines de la pensée lefebvrerie. Se pose alors la question de savoir pourquoi nous n'avons pas consacré de plus amples développements sur ce point. La

réponse à cette question est simple. Les raisons qui nous ont finalement amenés à ne pas développer un tel commentaire dans notre exposé sont en effet simplement, premièrement, le souci de ne pas alourdir excessivement cette partie déjà longue (des contraintes spatiale et temporelle en somme !), et deuxièmement, le fait qu'il existe déjà au sujet des textes que nous avons évoqués (du chapitre XXIV du *Capital* en particulier) plusieurs commentaires visant à souligner le traitement qu'y reçoit la catégorie d'espace : le rôle joué selon Marx par les mouvements « d'enclosures des biens communaux » et « d'éclaircissement des bienfonds » (c'est-à-dire par le processus de privatisation-concentration-spécialisation des terres) dans le processus « d'accumulation initiale » au Royaume-Uni est en effet bien connu (Collectif de chercheurs de Bordeaux, 1977 ; Gaudreau, 2013 ; Merrifield, 2019 ; Pfertzel, 1981).

Sans doute moins connues, en tout cas moins commentées, sont en revanche les réflexions que Karl Marx a consacrées aux conditions ou à la dimension spatiales du processus d'appropriation capitaliste du procès de travail, et de la concrétisation du travail abstrait qui en constitue le résultat. Or celles-ci sont tout aussi importantes au regard de la problématique théorique que nous élaborons dans cette partie et des analyses que nous proposerons dans la deuxième partie de cette thèse. C'est donc sur ces réflexions que nous avons choisi de nous recentrer pour clore cette partie.

Chapitre V. En guise de mise en pratique (2) : production de l'espace et appropriation capitaliste du procès de production à l'époque du capitalisme industriel.

Pour refermer cette partie qui nous aura permis d'élaborer notre problématique et le cadre conceptuel et théorique qui l'héberge, il nous reste encore à préciser certaines des propositions que nous avons avancées dans les précédents chapitres. En particulier, nous souhaitons donner une autre illustration de l'idée selon laquelle « c'est en produisant son espace et son temps que le capital concrétise ses conditions sociales de possibilité ».

Dans ce qui précède, nous venons de nous intéresser à la (re)production spatiale du prolétariat. Dans ce qui suit, nous voulons effectuer le même examen au sujet cette fois de la catégorie du « travail abstrait » et de la « norme du temps de travail socialement nécessaire » qui lui est associée. Il s'agit ainsi, dans ce chapitre, de montrer que le passage du protocapitalisme mercantile au capitalisme industriel, qui se joue, théoriquement parlant, au travers de la « subsumption réelle du travail sous le capital » et de la « concrétisation du travail abstrait » (Bihr, 2001), s'est accompli au travers de la production d'un espace déterminé : l'espace de l'usine, qui prend place dans un type déterminé d'espace urbain, lui-même inséré dans des espaces renvoyant à des échelles plus larges. Autrement dit, nous proposons dans ce qui suit d'analyser la réalité spatiale du processus d'appropriation capitaliste du procès de travail et de concrétisation du travail abstrait ; soit la réalité spatiale de ce que Karl Marx appelle la subsumption réelle du travail sous le capital.

Cette démonstration du caractère spatialement produit des catégories du mode de production capitaliste recèle une implication théorique qui sera décisive pour la suite de cette thèse : il s'agit de l'idée que, si les catégories théoriques qui permettent d'analyser le capitalisme n'ont d'existence réelle (et donc de pertinence) qu'au travers d'une réalité spatiale déterminée, alors toute transformation spatiale de la pratique sociale doit être prise par le chercheur comme une invitation à actualiser ses catégories théoriques – y compris celles qui semblent renvoyer à des invariants du mode de production capitaliste, comme la catégorie de travail abstrait, ou celle de prolétaire. C'est ainsi que nous pourrions nous risquer dans la seconde partie de cette thèse à avancer une proposition qui aux premiers abords a tout l'air de relever de l'hérésie pour un marxiste (mais qui au fond ne repose sur rien d'autre que sur une réaffirmation du matérialisme dialectique), à savoir que, dans le cadre du capitalisme contemporain, la production et la réalisation de la survalueur n'ont plus simplement pour fondement la concrétisation du travail

abstrait, et ne dépendent plus seulement ni principalement des efforts mis en œuvre par les capitalistes en vue de faire respecter au sein de leurs établissements la norme du temps de travail socialement nécessaire en vigueur dans leur branche de production, mais qu'elles reposent désormais sur ce que nous appellerons une « vie abstraite », et qu'elles dépendent à présent essentiellement de l'adoption par les individus « d'un mode de vie socialement nécessaire », dont les métropoles occidentales du XXI^e siècle constituent comme nous le verrons le support matériel (VII.2 et IX.4).

Section 1. Le processus d'appropriation capitaliste du procès de production et la concrétisation du travail abstrait : aspects théoriques du passage de la subsomption formelle à la subsomption réelle du travail au capital.

Nous proposons dans cette section une présentation synthétique de la transition historico-théorique entre la subsomption formelle et la subsomption réelle du travail sous le capital (Marx, 2010), en insistant en particulier sur la dimension temporelle de cette dernière (Postone, 2009). Nous présentons ainsi le passage à la subsomption réelle du travail sous le capital, qui marque l'entrée dans l'époque du capitalisme industriel, comme une évolution des formes ou des modalités selon lesquelles les exigences temporelles abstraites du procès de valorisation du capital s'imposent au procès de travail et à la réalité matérielle du travail concret. Il s'agit notamment, au travers de cette présentation, de préciser encore davantage l'intérêt de l'analyse du processus d'abstraction capitaliste en tant qu'entrée dans l'analyse du développement historique du capital, ou de la reproduction des rapports de production capitaliste. Nous soulignerons ensuite, dans les prochaines sections, l'intérêt de spatialiser l'analyse de ce processus d'abstraction, c'est-à-dire de la production des modalités permettant au capital d'imposer les exigences temporelles abstraites de son mouvement de valorisation à l'activité des travailleurs (travail concret) et au procès de travail (procès de production envisagé sous l'angle de la production de valeurs d'usage par des valeurs d'usage)

1. La subsomption formelle du travail sous le capital.

À l'époque du protocapitalisme mercantile, lors de la première phase du développement historique du capital, dans le cadre de ce que Marx appelle la subsomption formelle du travail sous le capital, la domination abstraite de la valeur, celle de la « norme du temps de travail socialement nécessaire », ne s'impose au travail que de l'extérieur du procès de production de marchandise (Bihr, 2002). Ce n'est qu'au moment de l'échange, de la commande ou de l'achat par le capitaliste du produit fini, que le travail concret est dépouillé de ses caractéristiques

particulières pour être ramené (« réduit ») à une simple dépense d'énergie humaine (à une quantité de « travail abstrait », substance de la valeur). De même, ce n'est qu'au moment de l'échange que la production de valeurs d'usage est sanctionnée comme production de valeur (comme travail socialement nécessaire). Le capital ne domine donc qu'indirectement et formellement la production, par l'intermédiaire de son procès de circulation (A-M et M'-A'). Son pouvoir se limite donc, pour l'essentiel, aux bornes du processus de production.

Ceci tient au fait que, dans le cadre de la subsumption formelle, le processus de production capitaliste s'appuie sur les débris ou les résidus matériels des rapports de production antérieurs ; et qu'il obéit encore largement aux méthodes et aux règles d'organisation qui prévalaient dans le cadre de ces derniers. Bien qu'employé par le capital et entièrement subordonné à la valorisation de celui-ci (et c'est en cela qu'il est permis de parler de production capitaliste), le travail conserve, sur le plan matériel, son contenu précapitaliste : celui, par exemple, du « travail artisanal » ou du « mode d'agriculture correspondant à la petite exploitation agricole indépendante » (Marx, 2010, p. 179). Sur le plan matériel, par rapport aux formes antérieures de la production marchande, la subsumption formelle du travail sous le capital ne fait en fait qu'introduire un changement « d'échelle » : « *Ce en quoi le procès de travail, même subsumé de façon purement formelle sous le capital, se distingue d'emblée et ce par quoi il se différencie de plus en plus, même sur la base de l'ancien mode travail traditionnel, c'est l'échelle à laquelle il est exécuté, c'est-à-dire d'une part le volume des moyens de production avancés, de l'autre le nombre des travailleurs commandés par le même employeur* ». (Marx, 2010, pp. 183-184).

Plus encore, dans le cadre de la subsumption formelle, les travailleurs conservent la maîtrise de l'organisation de la production et de leur travail ; bien que le produit de leur travail ne leur appartienne plus et qu'ils soient dépendants de la fourniture, par la bourgeoisie, des matières premières et parfois même de certains outils de travail. Le capitaliste, de son côté, dirige (commande) le procès de travail (décide de la nature de la valeur d'usage à produire), mais il ne l'organise pas encore. Il n'a en outre que peu de prises pour le contrôler (Freyssenet, 1977) : d'une part parce que les connaissances nécessaires au procès de travail sont détenues par les travailleurs (Herrera & Vercellone, 2003) - parce qu'elles sont autrement dit incorporées dans le travail vivant, et non dans le capital fixe, comme ce sera le cas plus tard ; et d'autre part parce que le travail est encore pour une part importante (bien que décroissante) exercé dans l'espace domestique des travailleurs (à domicile), ou dans des lieux n'appartenant pas au capitaliste et dans lesquels ce dernier ne peut pas directement imposer son autorité.

Le pouvoir du capital (en tant que rapport social) et du capitaliste (en tant que personnification de ce rapport social) sur le procès de travail - et *a fortiori* le pouvoir dont ils disposent à l'intérieur de ce dernier - est donc fort limité. De fait, pour accroître le taux de survaleur, le capitaliste n'a d'autres possibilités que de pousser les travailleurs à allonger leur temps de travail : soit en diminuant le prix auquel il rachète le produit fini¹⁷⁰ ; soit, quand le travail est dépensé à l'intérieur d'un espace qui lui appartient, en s'adonnant comme le dit Marx à de « *menus carottages de minutes* » (Marx, 2016, p. 236)¹⁷¹ et en surveillant l'exécution du travail, de sorte à améliorer son intensité et sa continuité. Le capitaliste n'est pas encore en mesure, en revanche, d'accroître la productivité de ce dernier, c'est-à-dire de réduire le temps de travail nécessaire à la production d'une quantité donnée de valeurs d'usage données. Dans le cadre de la subsumption formelle du travail sous le capital, le capitaliste ne peut autrement dit qu'améliorer *l'usage* des forces productives, la façon dont elles sont dépensées (la façon dont il les consomme dans le cadre de la valorisation de ses capitaux), mais ne peut pas *développer* ces forces, c'est-à-dire accroître leur puissance. En termes économiques, l'accroissement du taux de survaleur n'est donc possible que sur la base d'une production de « survaleur absolue », la production de « survaleur relative », qui repose sur l'accroissement de la productivité du travail, est quant à elle hors de portée (Marx, 2010, p. 183).

Dans cette configuration, le travail concret est donc encore dans son contenu matériel largement perpendiculaire aux déterminations (abstraites) de la valeur et du travail abstrait. Il demeure autrement dit inadéquat au mouvement autoréférentiel de la valorisation du capital et à ses exigences temporelles abstraites. Il est subordonné à ce mouvement, mais n'a pas encore été transformé (« révolutionné ») par lui. Aussi, sur le plan temporel, *le temps du travail* (concret) ne se confond pas encore matériellement avec la norme *du temps de travail* (abstrait) qui le domine (Thompson, 2004). Au niveau de la journée de travail, celui-ci conserve ses propres rythmes qui ne sont pas ceux d'une dépense continue et uniforme d'énergie humaine réduite strictement à ce qui est socialement nécessaire ; de même, au niveau de l'année, le travail salarié reste largement marqué par la discontinuité temporelle, par la saisonnalité, dans la mesure où

¹⁷⁰) Mais encore faut-il que les conditions concurrentielles le permettent, car les travailleurs qu'il emploie ne lui appartiennent pas, ne sont pas attachés à lui par des liens de domination à caractère personnel, mais sont des « travailleurs libres » : libres de vendre leur force de travail à un autre capitaliste.

¹⁷¹) Il est également possible de trouver chez Thompson (2004) une description détaillée des diverses formes de tricherie employées par les capitalistes à l'époque préindustrielle pour amener les travailleurs à travailler plus longtemps. Parmi elles, évoquons la pratique de « l'horloge moucharde » consistant à manipuler les aiguilles de l'horloge de sorte à obtenir chaque jour quelques minutes de travail non payé.

celui-ci n'est le plus souvent pas la seule occupation productive des travailleurs et tend de ce fait à s'effectuer dans les creux de l'activité agricole.

Néanmoins, le développement de la production capitaliste sous la forme de la subsumption formelle du travail sous le capital conduit progressivement (et bien que dans une mesure restreinte en comparaison avec ce qui adviendra sous le régime de la subsumption réelle) à remettre en cause ces propriétés et à accroître tout à la fois la continuité, la durée et l'intensité du procès de travail. Tout d'abord, car, comme nous l'avons indiqué, le travail est parfois effectué (et tend de plus en plus à s'effectuer) sous « *l'œil intéressé du capitaliste* » (Marx, 2010, p. 182) ; ensuite, parce qu'à la faveur de la paupérisation des paysans qui résulte de la baisse des prix des biens agricoles consécutive au développement de l'agriculture capitaliste et du commerce au long cours (cf. infra, V.3), le travail salarié tend de plus à devenir l'occupation principale des travailleurs et à concerner une part toujours plus importante de la population ; et enfin (et c'est sur ce point que Marx insiste le plus) parce que le travailleur qui n'a plus à apporter le produit de son travail sur le marché (dans la mesure où le capitaliste s'en charge à sa place) récupère un « temps libre » qu'il peut et qu'il *doit*, compte tenu de sa paupérisation, consacrer à la production de marchandises pour le compte du capitaliste (Marx, 2010, p. 181).

Mais en dépit de ces éléments, la production de survaleur (absolue) sous la forme de la subsumption formelle du travail sous le capital demeure contenue dans les limites étroites, « naturelles », qui tiennent premièrement à l'impossibilité d'accroître indéfiniment l'importance quantitative de la population travaillant pour le capital¹⁷² et, deuxièmement, à l'impossibilité d'allonger la journée de travail au-delà d'un certain seuil sans compromettre la reproduction de la force de travail - soit, en l'occurrence (à cette époque), la survie des travailleurs. Par ailleurs, comme l'explique Marx dans le chapitre du *Capital* consacré à « la journée de travail », l'action organisée des travailleurs et l'intervention des États (qui s'inquiétaient des effets du travail des enfants sur la croissance de ces derniers et donc sur la taille des soldats) ajoutèrent à ces limites naturelles une limite politique, institutionnelle : la réduction du temps légal de la journée de travail pour les enfants, puis pour les adultes (Marx, 2016, pp. 233 ; 270-288).

¹⁷²) En effet, une fois absorbée la « surpopulation relative latente » (Marx, 2016), c'est-à-dire les femmes et les enfants ainsi que les travailleurs « libérés » par la dissolution des rapports de production précapitalistes, il ne reste plus que la croissance démographique pour permettre d'enrôler davantage de travailleurs dans la production capitaliste.

Ces contraintes temporelles sont au cœur de la crise de la subsumption formelle du travail sous le capital. C'est en effet face à la nécessité de surmonter ou de contourner ces limites temporelles (l'impossibilité d'accroître la quantité de temps de travail effectué pour le compte du capital), mais aussi sur la base du « changement d'échelle » (élargissement spatial de la production et de la circulation des marchandises) réalisé dans le cadre de la subsumption formelle du travail sous le capital, c'est-à-dire au cours de l'époque du protocapitalisme mercantile, que la production capitaliste tend, à partir du milieu du XIX^e siècle, dans les pays occidentaux, à se développer sous une nouvelle forme, celle de la subsumption réelle du travail sous le capital, qui marque l'entrée dans l'époque du capitalisme industriel.

2. La subsumption réelle du travail sous le capital.

Au stade industriel de son développement historique, le capital s'approprie le moment productif de son procès de reproduction immédiat. Sa logique sociale abstraite, qui pose le profit comme seule finalité de la production, tend alors à s'imposer directement et immédiatement aux caractéristiques matérielles du procès de travail, à s'imprimer en elles, à les refaçonner. En d'autres termes, le procès de production de la valorisation s'impose au procès de travail et le transforme, le conforme au mouvement autoréférentiel du capital. D'extérieure, la loi de la valeur devient ainsi *intérieure* au procès de production (Bihr, 2010) : la norme du temps de travail socialement nécessaire tend à avoir directement prise sur le travail concret, à transformer sa temporalité pour l'assujettir à celle de la production de survaleur. Cette configuration historico-théorique constitue le résultat de ce que Marx (2010) appelle la subsumption réelle du travail sous le capital, c'est-à-dire du processus au travers duquel s'effectue le processus d'appropriation capitaliste du procès de travail. Elle correspond également, comme nous allons le voir, à une forme avancée du fétichisme du capital.

La subsumption réelle du travail sous le capital procède fondamentalement du développement de la division capitaliste du travail qui réalise simultanément, la « socialisation » du procès de travail, c'est-à-dire le développement des « forces sociales de la production », avec notamment « *l'application de la science et de la machinerie à la production immédiate* » permise par le travail « *à grande échelle* » (Marx, 2010, p. 186 ; 205), et, d'autre part, la « séparation » croissante des travailleurs d'avec ces forces sociales de la production qui, objectivées ou incorporées dans le capital fixe, tendent à leur faire face comme des puissances autonomisées, propriétés du capital, qui les dominent (Marx, 2010, pp. 186-187). Pour le dire de manière figurative, en pastichant une formule utilisée par Marx dans le *Capital*, la subsumption réelle

du travail sous le capital remplace, au travers de ce double processus de *développement* et de *séparation* des forces sociales de la production, la figure de « l'artisan qui se sert de ses outils » par celle des « ouvriers parcellaires au service du système machinique ».

Sur la base de ces transformations, s'approfondit le fétichisme ou la « mystification » inhérente à la production capitaliste, soit le « monde à l'envers » qu'elle produit. C'est, si l'on veut, le premier résultat de la subsomption réelle du travail sous le capital. Si déjà dans le cadre de la subsomption formelle du travail sous le capital cette mystification est présente, dans le sens où c'est « *le capital [qui] emploie le travail* » (Marx, 2010, p. 236), elle s'intensifie et s'approfondit considérablement dans le cadre de la subsomption réelle du travail sous le capital, dans la mesure où elle trouve désormais son fondement dans la réalité matérielle du procès de travail, dans le contenu concret de ce dernier. Plus précisément, la mystification capitaliste se matérialise à présent dans le fait que : premièrement, les forces sociales de la production sont réifiées, c'est-à-dire objectivées dans des choses (machines, bâtiments), qui sont la propriété du capital ; et deuxièmement, et conséquemment, dans le fait que ces choses semblent acquérir une existence autonome, indépendante de l'action des travailleurs, et se voient attribuer la capacité surhumaine de dominer ces derniers (Bihr, 2010).

Plus précisément encore, dans cette configuration (celle de la subsomption réelle) et au travers de cette double opération (de réification des forces sociales de la production et de déification de leurs supports matériels), la mystification du capital se traduit par l'inversion de deux rapports : le rapport sujet/objet et le rapport totalité/parties.

- En ce qui concerne le premier rapport, la subsomption réelle du travail sous le capital se traduit par le fait que le travailleur, auparavant sujet du procès de travail, se présente désormais comme un simple objet au service du « sujet automate » qu'incarne le capital au travers du système machinique et de l'usine automatique. Dans le cadre de la subsomption réelle en effet, ce n'est plus le travail mais le capital qui incorpore les forces intellectuelles de la production et qui, en conséquence, impulse, organise et maîtrise le procès de travail, c'est-à-dire qui en détermine, en plus des finalités, le rythme et les modalités. Les travailleurs n'ont alors plus qu'à s'adapter de manière passive au « *mouvement continu et uniforme de l'automate* » (Marx, 2016, p. 408).
- En ce qui concerne le second rapport, la subsomption réelle du travail sous le capital se traduit par le fait que les travailleurs, isolés les uns des autres et cantonnés à des tâches

parcellaires, sont réduits à de simples « appendices » du système machinique, lequel incarne désormais la totalité du processus productif (Marx, 2016).

Bien entendu, ces deux inversions, ces deux expressions de la mystification inhérente à la production capitaliste sous sa forme développée (celle de la subsumption réelle), sont étroitement liées. Leur distinction n'a vocation qu'à faciliter et à clarifier l'exposition. C'est en effet en étant réduit à une simple particule appartenant à un corps qui en englobe beaucoup d'autres, c'est-à-dire en étant réduit à un organe monofonctionnel au sein d'un organisme polyfonctionnel (mais aussi en étant rivé à la machine et isolé de ses semblables, cf. infra) que le travailleur en vient à perdre l'intelligence et la maîtrise de la totalité du processus de production, qu'il en est réduit autrement dit à n'être qu'un objet manipulé par la « fabrique » (Marx, 2016) ou « l'atelier global » (Marx, 2010) – lequel semble quant à lui doué de conscience et de volonté et détenir une existence indépendante de celle des travailleurs, qui semble lui permettre de s'activer et de mettre en branle le procès de production par lui-même, sans le concours actif de ces derniers.

Simultanément à cette mystification croissante du capital et à mesure que le développement de la division capitaliste du travail approfondit la séparation des travailleurs d'avec les forces sociales de la production, les formes matérielles du travail concret tendent en outre à être réduites aux déterminations abstraites du capital. C'est là le deuxième résultat de la subsumption réelle du travail sous le capital. Par un processus de « déqualification » (Freyssenet, 1977), résultant de sa décomposition, le travail tend en effet réellement à être réduit à une dépense continue et uniforme de force de travail simple, sans qualité particulière, et devient totalement indifférent à son contenu et étranger à celui qui l'effectue. Celui-ci est objectivé dans les tâches prescrites par la hiérarchie, sa mise en œuvre ne fait plus appel à la subjectivité des travailleurs et son rythme d'exécution, qui prend la forme d'une répétition sans cesse accélérée des mêmes tâches, est dicté par les forces du capital : d'abord par ses « sous-ordres » puis, de plus en plus, par le grand automate que constitue le système machinique. La subsumption réelle du travail au capital, à savoir le pouvoir du capital *dans* le procès de production, tend ainsi à réguler la contradiction entre le procès de travail et le procès de (production de la) valorisation, c'est-à-dire entre travail concret et travail abstrait, en transformant réellement (matériellement) le travail concret en travail abstrait, c'est-à-dire en réalisant ou en concrétisant cette abstraction qui constitue son présupposé (Bihr, 2010).

De même, et bien qu'il ne s'agisse pas du point qui nous intéresse ici directement, il faut noter que cette appropriation capitaliste du procès de travail, dans le même temps où elle réalise la production réelle (ou la concrétisation) du travail abstrait, réalise l'approfondissement de la figure sociale du prolétaire. Celui-ci, dépouillé de toute qualification, se réduit de plus en plus, à mesure que progresse ce processus, à un simple « porteur de sa marchandise force de travail », c'est-à-dire, comme le dit Marx, à du « *temps de travail personnifié* » (Marx, 2016, p. 237) ou encore, à une « *carcasse de temps* » (Marx, 1948, p. 47). Plus encore, en réduisant le « travail complexe » de l'artisan à du « travail simple », en décomposant les « métiers » en « procédés » puis en « tâches parcellaires », le développement de la division capitaliste du travail produit un nouveau type de travailleur qui a la caractéristique d'être indifférent au contenu du travail qu'il effectue. Ce faisant, le développement de la division capitaliste du travail approfondi ce que Marx appelle dans le *Chapitre VI inédit du Capital* la « *variabilité* » (Marx, 2010, p. 203) de la force de travail, ou, dans le livre II du *Capital*, la « *nomadisation* » de la classe ouvrière (Marx, 1968, p. 1257), c'est-à-dire la capacité des travailleurs à passer d'une occupation productive à une autre. Il produit ainsi un type de travailleurs conforme, adapté, à la temporalité abstraite de la production capitaliste : à ses exigences en termes de flexibilité en l'occurrence (qui constituent, encore une fois, le résultat du caractère autoréférentiel du procès de valorisation du capital).

Sur le plan économique, le processus d'appropriation capitaliste du procès de travail et de concrétisation du travail abstrait (la subsumption réelle du travail sous le capital) s'accompagne d'importantes transformations concernant les modalités de la reproduction du capital, tant au niveau individuel (des capitaux privés) que social (du capital dans son ensemble).

Tout d'abord, elles permettent aux capitalistes d'organiser et de contrôler entièrement le procès de travail et de s'assurer *immédiatement* de son caractère productif de survalueur (Bihr, 2001), c'est-à-dire de veiller à ce qu'il ne soit pas dépensé plus de temps de travail (payé) que ce qu'impose la norme du temps de travail socialement nécessaire en vigueur dans la branche de production où ils exercent. Cette intégration de la loi de la valeur au sein même du procès de production, qui constitue une modalité de « pré-validation sociale de la valeur des marchandises » (Palloix & Zarifian, 1981), est d'une grande importance au regard du développement historique du mode de production capitaliste, puisqu'elle revient finalement à atténuer les risques associés au « saut périlleux de la marchandise », c'est-à-dire à son retour dans la sphère de la circulation (moment M'-A' du procès de reproduction immédiat du capital). De même, cette maîtrise du contenu et de l'organisation matériels du procès de travail obtenue

par la classe capitaliste au terme du processus d'appropriation capitaliste du procès de travail a pour effet de transformer les modalités de la concurrence inter-capitalistes en ouvrant la voie à la course au « progrès technique », à la recherche par chaque capitaliste de « gains de productivité », qui dès lors supplante les techniques d'escrocs, telles que les « menus carottages de minutes » évoqués précédemment en tant que modalité d'extorsion d'une « survaleur extra »¹⁷³.

Ensuite, au niveau cette fois du capital dans son ensemble, et conséquemment à cette centralité de la course au progrès technique comme modalité de la concurrence inter-capitalistes, le processus d'appropriation capitaliste du procès de travail et de concrétisation du travail abstrait ouvre un nouveau régime de production de survaleur fondé non plus principalement sur l'allongement du temps de travail mais sur l'accroissement de sa productivité, c'est-à-dire sur la réduction du temps de travail socialement nécessaire à la production d'une quantité donnée de marchandises données. L'accumulation extensive du capital fondée sur la production de survaleur absolue, typique du protocapitalisme mercantile et de la prédominance de la subsumption formelle du travail sous le capital, laisse ainsi place à un régime d'accumulation intensif basé sur la production de survaleur relative.

Du même coup, le processus d'appropriation capitaliste du procès de travail qui s'effectue dans le cadre de la subsumption réelle du travail sous le capital transforme aussi les contradictions et le type de crises qui scandent la reproduction du capitalisme. C'est à ce moment-là en effet que, sous l'effet de l'accroissement de la composition organique du capital, qui accompagne l'accroissement de la productivité, la loi de la baisse tendancielle du taux de profit se met en place. C'est donc à partir de ce moment que commencent à se multiplier les crises de surproduction (les crises typiquement capitalistes, qui sont la conséquence et le dénouement de cette baisse tendancielle du taux de profit).

Mais revenons sur la dimension temporelle de la production réelle du travail abstrait. Comme nous l'avons indiqué, ce processus se matérialise au travers de l'alignement des temporalités concrètes du procès de travail sur les exigences temporelles abstraites de la valorisation du capital. Dans l'article que nous évoquions dans le premier chapitre, Edward Palmer Thompson

¹⁷³) Par « survaleur extra », Marx désigne une modalité de production de survaleur qui consiste, pour un capitaliste, à produire des marchandises dont la valeur individuelle est inférieure à leur valeur sociale – qui est déterminée par la norme du temps de travail socialement nécessaire, elle-même établie par la concurrence que les capitalistes se livrent entre eux. La survaleur extra est autrement dit une modalité de production de la survaleur qui consiste, pour un capitaliste, à produire des marchandises qui contiennent moins de temps de travail que ce qui est en moyenne (socialement) nécessaire pour produire des marchandises de ce type.

montre que ce processus d'alignement (ou de mise en adéquation des temporalités concrètes du procès de travail avec les exigences temporelles abstraites du capital) s'effectue au travers du passage d'un procès de travail dont la temporalité était « orientée par la tâche », à un procès de travail obéissant « au temps horloge » : un temps objectif et absolu, indépendant de l'activité des travailleurs, qui s'écoule de façon continue (régulière et homogène) et qui s'impose tel quel au procès de travail, à l'activité concrète des travailleurs. Dans cette transition, et c'est là le point essentiel, le temps, de variable dépendante, propre au travail, devient une variable indépendante, qui s'impose à lui, qui permet de le mesurer et, ce faisant, de l'organiser et de le contrôler dans le but de l'accélérer, d'accroître sa célérité. Pour le dire avec Postone : « *dans le premier cas, le temps est mesuré par le travail, alors que, dans le second, le temps mesure le travail* » (Postone, 2009, page 320). C'est donc fondamentalement au travers de cette inversion, de cette autonomisation du temps (qui culminera dans l'organisation dite taylorienne de la division capitaliste du travail, dans laquelle chaque geste sera mesuré en temps), que la chronocontrainte du capital, sa pression accélérationniste et son injonction à ne pas gaspiller de temps, s'empare réellement du procès de production et que, ce faisant, se régule la contradiction opposant le procès de travail au procès de production de la valorisation, ou le travail concret au travail abstrait, selon un mode de régulation qui consiste comme on l'a dit à les faire coïncider, à aligner les temporalités du premier sur les déterminations temporelles abstraites qui définissent le second. Se pose alors la question des conditions et des opérations qui président à cette autonomisation du temps (et partant à la concrétisation du travail abstrait)...

Section 2. Le mode matériel d'existence du processus d'appropriation capitaliste du procès de production : rassemblement, enfermement, simultanéité des procès de travail ; immobilisation et atomisation des travailleurs.

Il faut maintenant examiner les conditions et les opérations qui ont permis au capital de mesurer de manière systématique le travail par le temps (abstrait) et de diminuer la quantité de temps de travail nécessaire à la production d'une quantité de marchandises données, mais aussi et plus généralement, de donner au procès de travail et au travail concret des travailleurs la qualité d'une simple dépense de force de travail simple parfaitement fluide (continue et homogène) et flexible (parce qu'indifférente au contenu du travail pour lequel elle est employée).

Plus haut, nous avons indiqué que cette imposition de la temporalité abstraite du capital aux temporalités concrètes du procès de travail procède de la séparation croissante des travailleurs d'avec les forces sociales de la production. Plus précisément, nous avons vu que la concrétisation des exigences temporelles du capital s'effectue dans le cadre d'un processus au

travers duquel les forces sociales de la production sont aliénées des travailleurs et deviennent aliénantes, dans le sens où, elles appauvrissent le contenu du travail et par suite la personne même du travailleur. Mais de quelle façon, sur quelles bases, s'effectue cette séparation/aliénation ?

Il est bien connu que celle-ci est encadrée par une forme institutionnelle particulière, le rapport salarial (qui dérive lui-même d'une forme spécifique de propriété : la propriété privée lucrative des moyens sociaux de production), au sein de laquelle un capitaliste achète la marchandise force de travail d'un travailleur, c'est-à-dire son temps, et en dispose librement - selon des modalités toutefois encadrées par la loi et qui sont, selon les époques et les formations sociales, ou encore selon les branches de la production sociale, plus ou moins favorables au capital. Dans ce qui suit, toutefois, ce ne sont pas ces considérations relatives aux aspects institutionnels de la domination du capital sur le travail que nous allons privilégier. Nous nous concentrerons plutôt sur le mode spatial d'existence de la subsomption réelle du travail ou, pour le dire plus élégamment, sur la concrétisation spatiale du travail abstrait. Au sujet de la forme institutionnelle que constitue le rapport salarial, nous nous bornerons simplement à montrer en quoi l'effectivité de celui-ci est tributaire de la réalité spatiale que nous allons exposer.

Par rapport à la thèse dans son ensemble, cette section a trois objectifs.

- Le premier est comme nous l'avons annoncé de préciser et de développer les principales propositions théoriques que nous avons dégagées au cours de cette partie et qui vont nous servir de fil conducteur dans la prochaine partie, quand nous proposerons d'analyser les caractéristiques contemporaines de la reproduction des rapports de production capitaliste au prisme du processus de métropolisation, des transformations spatiales et temporelles de la pratique sociale qui lui sont associées.
- Le deuxième objectif de ce qui suit est d'exposer les principales caractéristiques du mode spatial d'existence du travail abstrait, ou, ce qui revient au même, du régime de production de l'espace qui a permis au capital, au cours de la phase industrielle de son développement historique, de réduire le travail concret au travail abstrait. En plus de permettre d'illustrer les propositions théoriques que nous avons tirées de l'œuvre d'Henri Lefebvre, cette analyse nous permettra dans la prochaine partie de faire apparaître le caractère problématique de la matérialité du travail concret à l'époque contemporaine du point de vue de sa subordination au capital et, en conséquence de faire apparaître la nécessité d'actualiser la catégorie marxiste du travail abstrait en renouvelant l'analyse

des formes ou des modalités spatiales et temporelles du (prolongement du) processus d'appropriation (abstraction) capitaliste de la pratique sociale. Nous analyserons pour cela principalement la matérialité de ce que certains auteurs appellent le « travail cognitif » (Dieuaide, 2011) et de certaines pratiques productrices médiatisées par les « plateformes numériques » (Abel, Claret, & Dieuaide, 2020). Nous proposerons alors d'analyser la métropolisation comme le régime de production de l'espace (et du temps) au travers duquel s'effectue l'appropriation capitaliste de ces nouveaux modes de travail - et, plus encore, celle de la « vie quotidienne », c'est-à-dire de la pratique sociale dans sa totalité.

- Le troisième objectif de cette section est enfin de clarifier les rapports qu'entretiennent la technique et l'espace dans le cadre du processus d'abstraction capitaliste. Il s'agit ainsi d'avancer des réflexions susceptibles d'enrichir notre analyse de l'espace capitaliste et de ses effets oppressifs sur les temporalités concrètes de la pratique sociale. Ces réflexions nous permettront ensuite, dans la prochaine partie, d'avancer des hypothèses relatives aux liens qui unissent l'essor des plateformes numériques au processus de métropolisation et au prolongement du processus d'abstraction capitaliste dont il constitue le support.

1. L'atelier.

La subsumption réelle du travail sous le capital et la production réelle du travail abstrait reposent fondamentalement sur le *regroupement* (spatial) et la *simultanéité* (temporelle) de plusieurs procès de travail sous l'autorité d'un capital individuel. Pendant toute la période du capitalisme industriel en effet, « *l'agglomération, accumulation de plusieurs ouvriers dans le même espace (au même endroit), qui travaillent en même temps (...) constitue (...) l'existence matérielle de la coopération* » et « *de toutes ses formes plus développées* » (Marx, 1979, p. 265), c'est-à-dire de toutes les formes de division (technique) du travail développées par la production capitaliste au cours de cette période. Ceci implique du même coup que le regroupement et la simultanéité des procès de travail, auparavant éparpillés et non combinés, constituent tout à la fois la condition ou le mode matériel d'existence du *développement* des forces sociales de la production, de leur *séparation* d'avec les travailleurs et de leur *objectivation* dans le capital (dans des choses appartenant au capitaliste) et partant, de la capacité de celui-ci à soumettre le travail et les travailleurs aux exigences temporelles de sa valorisation, en *réduisant* de ce fait réellement le travail concret à du travail abstrait. L'unité de temps et de lieu de plusieurs procès de travail, qui se constituent ce faisant en procès de travail

collectif, constitue ainsi, dans les pays occidentaux et pour l'époque allant du milieu du XIX^e siècle jusqu'au dernier quart du XX^e siècle, le paradigme matériel de l'appropriation par le capital du procès de production et de son développement historique sous ses trois dimensions de rapport social de production fondé sur l'expropriation des travailleurs, de valeur qui se valorise, et de puissance aliénée et aliénante (Bihr, 2002).

Examinons comment agissent concrètement ces conditions matérielles, c'est-à-dire la façon dont elles interviennent dans les différentes opérations, présentées ci-dessus, constitutives du processus d'appropriation capitaliste du procès de travail.

Dès le stade de la « coopération simple », qui prend place au sein de ce que Marx nomme « l'atelier », le rassemblement et la simultanéité des procès de travail constitue le mode matériel d'existence de la « *socialisation de la production* », c'est-à-dire de la formation du « *travailleur collectif* » et de la « *force productive spécifique de la journée de travail combinée* » (Marx, 2016; Marx, 1979), qui se définit comme cette force productive proprement sociale qui excède la somme des forces de travail individuelles : « *De la même façon que la force offensive d'un escadron de cavalerie ou la force de résistance d'un régiment d'infanterie est essentiellement différente de la somme des forces offensives ou défensives que développe chaque cavalier ou fantassin isolé, la force mécanique de chaque travailleur pris isolément est essentiellement différente du potentiel de force sociale qui se développe quand un grand nombre de bras œuvrent en même temps à la même opération indivise, par exemple, quand il s'agit de soulever un poids, de tourner une manivelle ou de venir à bout d'une résistance quelconque.* » (Marx, 2016, p.320-321) ; « *Comparée à une somme d'égale grandeur de journées de travail isolées, la journée de travail combinée produit de plus grandes masses de valeurs d'échange et diminue ainsi le temps de travail nécessaire à la production d'un effet utile déterminé.* » (Marx, 2016, p.324). Marx indique ainsi que la seule transformation du mode spatial et temporel d'existence des procès de travail revient à modifier la nature et la grandeur de la puissance productive mise en œuvre, en faisant naître, en plus des forces productives propres à chaque travailleur, une force productive proprement sociale, de telle sorte que la juxtaposition et la synchronisation de plusieurs forces de travail ne revient pas simplement à les additionner, mais à les multiplier. On trouve ainsi chez lui, dans *Le Capital*, une reconnaissance de l'importance de l'espace et du temps au regard de la pratique : le temps et l'espace ne sont pas de simples reflets de la pratique sociale, ils en sont constitutifs ; en conséquence, pour la connaissance, le temps et l'espace ne sont pas de simples dimensions superflues pour l'analyse et qui ne seraient à intégrer qu'en vertu d'un souci de précision descriptive, ils sont au contraire de véritables analyseurs (II.3.4)

de la façon dont une pratique productive se constitue en fait social, c'est-à-dire en quelque chose qui est produit par l'activité humaine, mais qui se présente aux individus comme de quelque chose d'extérieur et de supérieur à eux – mais aussi comme quelque chose qui, comme nous le verrons dans le prochain paragraphe, peut potentiellement leur devenir étranger et se retourner contre eux telle une puissance dominatrice. Comme chez Lefebvre (IV.1.2), il est donc possible d'affirmer qu'il y a chez Marx l'idée que c'est en étant matériellement (spatialement et temporellement) intégrée dans quelque chose qui la dépasse, qui l'excède, à savoir dans une totalité (ici celle de la coopération), qu'une pratique individuelle se constitue en pratique sociale.

Condition du développement de la force sociale productive du travail combiné, le rassemblement des travailleurs au sein de l'atelier est en même temps déjà le moyen de leur dépossession de cette même force productive et de son appropriation par le capital. La puissance productive spécifique permise par le caractère combiné des procès de travail, qui excède la somme des puissances individuelles de travail, apparaît en effet comme une propriété de l'atelier et partant, comme celle du capitaliste, puisque c'est lui qui possède ou qui loue le local et qui est à l'initiative du rassemblement des travailleurs. L'objectivation spatiale des forces sociales de la production dans l'atelier, dans un espace qui n'est pas le leur mais celui du capitaliste, constitue ainsi le mode matériel d'effectuation de la double opération *d'expropriation ou d'aliénation des travailleurs*, dépossédés du caractère social de leur travail qui leur fait face, au travers de l'atelier, comme propriété du capital, et *d'autonomisation du capital*, qui semble se valoriser par lui-même sur la base d'une force qui n'est pas celle des travailleurs, mais la sienne – bien qu'elle soit en vérité celle du travailleur collectif. Pour le dire autrement, le mode spatial d'existence de la coopération, à savoir le rassemblement des travailleurs dans le même local, réalise ainsi déjà le fétichisme du capital dans sa double opération de *réification* de la force sociale productive du travail combinée, qui est confondue avec le support matériel qui la rend possible et dans laquelle elle s'objective (l'atelier), et de *personnification* ou de *déification* de ce même support, c'est-à-dire du capital, qui apparaît dès lors comme le véritable sujet de la production¹⁷⁴. Autrement dit encore, déjà au stade de la coopération simple, les forces sociales de la production sont incorporées dans l'atelier qui permet le rassemblement spatial et la simultanéité temporelle des procès de travail (c'est-à-dire le développement de ces mêmes forces), et c'est en vertu de cette incorporation dans l'atelier

¹⁷⁴) Nous ne faisons en fait ici que préciser des réflexions que nous avons déjà abordées plus haut dans le chapitre IV, au moment où nous discutons du rôle de la matérialisation spatiale des produits de l'activité humaine dans l'engendrement diachronique du fétichisme. Nous retrouverons à nouveau ces réflexions plus loin dans ce propos.

que le capitaliste, qui détient le local, en vient à incarner, à personnifier, les forces sociales de la production - et à s'en arroger les bénéfices.

Ces représentations fétichistes qui découlent du mode spatial d'existence de la coopération permettent alors en effet au capitaliste d'accroître le taux d'exploitation en s'accaparant sous forme de survalueur (relative) la totalité de la valeur d'échange additionnelle produite par les forces proprement sociales de la production – et cela, sans enfreindre en rien la loi de la valeur, c'est-à-dire tout en payant les forces de travail individuelles à leur valeur (qui ne sont au demeurant pas modifiées, ni accrues, ni diminuées, par leur mise en œuvre combinée). En outre, la mise en œuvre capitaliste du principe coopératif qui s'effectue sur la base de ce rassemblement spatial et de cette simultanéité des procès de travail auparavant éparpillés et non synchronisés permet d'accroître le taux de profit en économisant le capital constant (fixe et circulant), c'est-à-dire, comme on le dirait aujourd'hui, en permettant la réalisation d'économies d'échelle. Et Marx de montrer que c'est en vertu du même fétichisme que celui qui lui permet de s'approprier sous forme de survalueur relative la force sociale de la production, que le capital peut s'approprier la totalité des bénéfices additionnels induits par ces économies d'échelle – qui elles aussi ne sont pourtant possibles que pour le travail combiné¹⁷⁵. Au total, le taux de profit est donc accru de deux manières par l'agglomération spatiale et la simultanéité temporelle des procès de travail : par accroissement du taux de survalueur et par dévalorisation du capital constant. Et dans les deux cas, cet accroissement du taux de profit s'appuie sur le fétichisme du capital qui tire son fondement de l'objectivation spatiale - dans l'atelier - de la force sociale productive qui naît du caractère combiné des procès de travail.

Le rassemblement spatial des procès de travail au sein de l'atelier constitue par ailleurs déjà une étape du processus historique de production du travail abstrait. En effet, le rassemblement de plusieurs ouvriers permet de compenser les différences d'habiletés individuelles des

¹⁷⁵) « Le profit (...) peut être accru par l'usage économique des conditions de travail collectives, que ce soit par exemple en épargnant sur les bâtiments, le chauffage, l'éclairage, etc., la valeur du moteur général ne grandit dit pas dans la même proportion que sa force, économie sur le prix de la matière première, réutilisation des déchets, réduction des frais d'administration, de magasinage avec une production plus massive, etc., toutes ces façons de rendre le capital constant relativement meilleur marché alors que croît dans l'absolu sa valeur reposent sur l'usage collectif des moyens de production (...) et cet usage collectif a pour présupposition absolue la collective coopération d'un conglomérat de travailleurs, il n'est ainsi rien d'autre que l'expression objectivée du caractère social du travail et donc de la force productive sociale qui en résulte (...). Mais face au travailleur qui a pris place à l'intérieur [de l'atelier], elles se présentent comme des conditions données, indépendantes de lui, comme figure du capital. De sorte que se présente aussi par exemple l'économie réalisée sur elles (avec pour conséquence la croissance du profit et le meilleur marché des marchandises) comme quelque chose d'entièrement différent du surtravail du travailleur; comme action et organisation directs du capitaliste, qui ici fonctionne absolument comme personnification du caractère social du travail, de l'atelier collectif comme tel. » (Marx, 2010, p.234-235). Sur ce point, voir aussi page 320 du livre I du *Capital* (Marx, 2016).

travailleurs et d'assurer une productivité moyenne, qui se rapproche de la norme sociale en vigueur (Marx, 2016, p.318). Il réalise ainsi la première opération du processus d'abstraction du travail qui n'est autre que le passage du qualitatif au quantitatif, l'homogénéisation des dépenses de forces de travail individuelles qualitativement différentes dans une moyenne collective qui fait abstraction des différences individuelles. Il réalise aussi du même coup l'exigence de continuité du processus productif, de régularité de sa productivité : si pour une raison ou une autre une dépense de force de travail individuelle est moins intense que d'ordinaire, cela aura peu d'impact sur la productivité de l'établissement dans son ensemble. Ce rassemblement, qui est aussi un « enfermement » (Deleuze, 1990) des procès de travail à l'intérieur d'un espace privé, celui du capitaliste, est enfin la condition spatiale de possibilité de la discipline capitaliste du travail (Marglin, 1973), de la traque à la « flânerie ouvrière » par la hiérarchie (directeur d'établissement, contremaitres), qui contribue elle aussi à accroître la régularité du processus de production ainsi que son intensité, c'est-à-dire à uniformiser et à maximiser le nombre d'opérations productives effectuées dans une unité de temps donnée. Pendant toute la période dite industrielle en effet, c'est le rassemblement et l'enfermement des procès de travail à l'intérieur d'un espace privé qui permet de placer l'activité des travailleurs sous la surveillance de l'œil du capitaliste et à portée de sa voix et de sa main (ou de celles, plus nombreuses et de ce fait plus omniprésentes, de ses sous-ordres). Le rassemblement et l'enfermement des procès de travail au sein d'un espace appartenant au capitaliste – que Marx qualifie de « caserne » pour souligner le caractère militaire de la discipline à laquelle sont soumis les travailleurs –, permet donc non seulement au capitaliste d'imposer son règlement aux travailleurs, mais aussi d'épier chacun de leurs mouvements et d'agir sur leurs corps de manière à ce qu'ils respectent ce règlement et, plus généralement, les exigences temporelles de la valorisation du capital – à savoir l'exigence de productivité posée par la norme du temps de travail socialement nécessaire qui s'impose au capitaliste lui-même par le truchement de la concurrence qui l'oppose aux autres capitalistes opérants dans la même branche que lui. De ce point de vue, le rassemblement et l'enfermement des procès de travail à l'intérieur d'un espace privé n'est donc autre chose que le soubassement matériel de l'autorité du capital sur le procès de travail et de la forme institutionnelle qu'est le rapport salarial, qui consacre précisément cette autorité. Mieux encore, il constitue le mode matériel d'existence du rapport salarial, celui sans lequel il ne serait qu'une abstraction juridique dénuée de toute efficacité.

Ainsi se vérifie l'une des propositions théoriques que nous avons examinées dans ce qui précède, à savoir que la matérialisation spatiale d'une forme sociale constitue l'« épreuve » de

son institutionnalisation, ce qui permet à celle-ci d'opérer et de se reproduire (IV.1.1). Plus généralement, ce qui précède permet aussi déjà d'illustrer la double idée selon laquelle l'espace produit par le capital constitue le support du processus d'abstraction capitaliste (II.3.6), c'est-à-dire de l'imposition des exigences temporelles abstraites de sa valorisation à la pratique sociale (ici le procès de travail, dont la continuité, l'intensité et la célérité se trouvent accrues), et qu'en conséquence, c'est en produisant son espace que le capital produit, ou concrétise, ses présupposés (IV.2), ses conditions sociales de possibilité (ici la catégorie de travail abstrait), c'est-à-dire qu'il se développe, se totalise, et se réalise sous sa forme la plus achevée, soit la plus conforme à sa triple essence de valeur qui se valorise, de rapport social de production fondée sur la séparation des travailleurs d'avec les produits et les moyens de leur travail, et de puissance aliénée et aliénante.

2. La manufacture.

Le développement de la division capitaliste du travail avec le principe de la spécialisation dans la manufacture, de la mécanisation dans la fabrique, puis de l'automation dans l'usine repose sur les mêmes conditions matérielles (regroupement, enfermement et simultanéité de plusieurs procès de travail) et ne fait qu'approfondir les résultats de la mise en œuvre capitaliste du principe coopératif : développement des forces sociales de la production ; appropriation de celles-ci par le capital, qui tend à apparaître comme le véritable sujet de la production ; aliénation du travail et des travailleurs, réduits à de simples objets au service de la valorisation du capital ; et réduction du travail concret à du travail abstrait avec imposition de la norme temporelle du capital (de sa temporalité abstraite et de sa logique sociale de réduction du temps nécessaire à la production d'une quantité de marchandise donnée) aux formes matérielles de la production et à ses agents.

La décomposition des métiers en procédés au sein de la manufacture (le principe de spécialisation) prolonge le processus d'abstraction du travail en réduisant le travail complexe de l'artisan dont les opérations se succédaient dans le temps en travaux simples d'ouvriers dont les opérations se juxtaposent dans l'espace et s'effectuent simultanément (Marx, 2016). Une part importante de la partie intellectuelle du procès de production, à savoir le travail d'organisation de la production, de conception de ses différentes étapes et de coordination des sous-activités, est de cette manière retirée aux travailleurs, désormais enfermés dans des « savoirs faire de détail », au profit du détenteur du capital ou de ses représentants. Sur la base de cette déqualification, la temporalité abstraite du capital et son objectif de réduction du temps

de travail nécessaire s'affirment alors dans le procès de production de plusieurs façons : en permettant le perfectionnement des outils (accroissement de la productivité du travail) ; en accroissant l'habileté des travailleurs désormais assignés à une seule opération (intensification du temps de travail) ; en réduisant les porosités de la journée de travail liées aux changements d'activités ou d'outils, de sorte à atteindre la dépense la plus ininterrompue possible de force de travail (amélioration de la continuité du temps de travail) ; et, enfin, en diminuant le temps d'apprentissage nécessaire à la formation de la force de travail (dévalorisation de la force de travail et dépendance accrue du travailleur).

Mais outre ces éléments, bien connus depuis Adam Smith, le stade de la manufacture fait apparaître un point plus essentiel encore. Le pouvoir économique et politique du capital sur la production peut être ramené à une opération de transformation du temps en espace, de réduction du temps par l'espace, ou encore, pour reprendre l'expression de Georg Luckas, de « spatialisation du temps » (Fischbach, 2011), qui est nié en tant que tel et ramené à sa seule dimension de présent. En effet, en quoi consiste la division du travail fondamentalement ? À répartir dans l'espace ce qui se succédait dans le temps ; à transformer le diachronique en synchronique. Les étapes successives de la production dont l'artisan maîtrisait les enchaînements sont progressivement réparties dans l'espace et tendent à s'effectuer simultanément par plusieurs ouvriers : « *de leur postposition chronologique, les différentes phases du procès sont passées à une juxtaposition spatiale* » (Marx, 2016, p.339). D'un point de vue « économique », le détenteur de capital s'accapare la survaleur associée à la réduction du temps nécessaire à la production d'une quantité de marchandise donnée. D'un point de vue « politique », le capital s'arroge le pouvoir de coordination des travaux divisés qui s'effectuent simultanément, tandis que les travailleurs perdent le contrôle du procès de production et perdent en liberté dans l'exécution de leur propre travail. Ils deviennent en outre dépendants du détenteur de capital et de leur insertion dans l'espace de la division capitaliste du travail contrôlé par ce dernier, sans laquelle leur force de travail, leur savoir-faire de détail, n'est d'aucune utilité sociale. De cette façon, le capitaliste peut renforcer son autorité sur le procès de travail et mieux combattre le problème de l'insubordination ouvrière, ce qui permet à nouveau, entre autres, d'améliorer la continuité du temps de production et donc d'accroître la survaleur accaparée par le détenteur de capital.

L'analyse de la manufacture illustre ainsi parfaitement l'idée théorique, extraite de l'œuvre de Lefebvre et exposée dans le deuxième chapitre de cette partie (II.3.3 et II.3.4), selon laquelle l'unité espace-temps (ou la configuration spatio-temporelle) qui constitue le produit et le mode

d'existence d'une pratique productrice (ici, de la division manufacturière du travail) contient, effectue et exprime la rationalité des rapports sociaux de production dans lesquels cette pratique est enserrée. En l'occurrence, dans le cadre de la division manufacturière du travail, la rationalité inhérente à la production capitaliste qui consiste à soumettre le travail vivant à la reproduction et à la valorisation du travail mort, à accroître au maximum le taux de survaleur en améliorant la productivité du travail, cette rationalité est contenue, s'effectue et s'exprime dans et par cet espace que le capitaliste utilise comme un instrument pour « *régenter le temps* » (Lefebvre, 2000, p. 392), pour le réduire quantitativement au minimum nécessaire et qualitativement à un enchaînement routinier d'actes répétitifs, pour le nier même, le réduire à l'instantanéité, au présent, en substituant le synchronique au diachronique, en le spatialisant. Ce qui illustre et précise également les définitions que nous avons données de l'espace abstrait comme support et moyen de l'imposition des exigences temporelles abstraites de la mise en valeur du capital à la pratique sociale (II.3.6) et de la production de l'espace abstrait comme effectuation matérielle du processus de totalisation (ou d'autonomisation) du capital, c'est-à-dire comme processus au travers duquel le capital se produit lui-même en produisant les conditions matérielles de ses conditions sociales de possibilité (IV.2.).

Dans ce qui précède, on voit aussi que, dans la manufacture encore plus que dans l'atelier, le mode spatial d'existence de la production capitaliste intervient dans la mystification qui lui est inhérente, à savoir dans la double opération de *réification* des forces sociales de la production, qui sont incorporées dans la manufacture et dont sont dépossédés les travailleurs, et de *déification* du capital qui, au travers de la manufacture, incarne seul la totalité du processus de production et se présente comme le seul véritable sujet de celui-ci. Comme nous l'avons vu, c'est en effet en spatialisant le temps du procès de travail que le capital s'approprie les forces intellectuelles de la production, qu'il s'arroge, en plus des fonctions de direction et de contrôle du procès de travail, celle de son organisation et qu'il réduit de ce fait les travailleurs à de simples organes au service de la reproduction d'un organisme que lui seul incarne dans sa totalité. C'est autrement dit la spatialisation et la remise en cause du caractère processuel du travail qui remet en cause le statut du travailleur comme sujet du procès de travail et qui transfère ce rôle à la manufacture, c'est-à-dire au capitaliste. De même, c'est la spatialisation du procès de travail qui permet l'éclatement et l'atomisation du travailleur collectif, en conduisant à ce que chaque travailleur, rivé et immobilisé sur son poste de travail, se trouve isolé des autres et séparé du procès d'ensemble, réduit à un simple appendice de celui-ci ; tandis qu'à l'inverse, la manufacture et le capitaliste qui la dirige représentent la totalité et le

mouvement de ce procès. L'analyse de la manufacture nous permet ainsi de développer l'idée relative à l'engendrement spatial du fétichisme (IV.1.2) en précisant les modalités concrètes au travers desquelles il s'effectuait dans le cadre de l'appropriation capitaliste du procès de travail tel qu'elle était à l'œuvre dans les pays occidentaux à partir du début du XIXe et jusqu'à la fin du XXe siècle : dans ce contexte historique, les forces sociales productives aliénées et aliénantes sont les forces intellectuelles de la production ; et c'est au travers d'un dispositif spatial permettant à un capitaliste de concentrer, d'immobiliser et d'isoler les uns des autres de nombreux travailleurs effectuant simultanément des tâches différentes et complémentaires que ces forces sociales en viennent à être séparées des travailleurs et à se présenter face à eux comme des puissances étrangères qui les dominent.

L'analyse de la manufacture permet enfin également de développer l'idée relative à l'espace comme mode d'existence d'une forme sociale et comme épreuve de son institutionnalisation (IV.1.1). Au sujet de l'atelier, nous avons vu plus haut que c'est l'enfermement des travailleurs dans un espace privé appartenant au capitaliste qui permet à celui-ci d'exercer réellement son autorité sur les premiers et donc au rapport salarial de détenir une certaine effectivité, d'être quelque chose de plus qu'une abstraction juridique. Avec la manufacture, le capital va encore plus loin dans la réalisation des conditions matérielles d'effectivité du rapport salarial. Au travers de la spatialisation du procès de production qui s'y accomplit, il atomise en effet le travailleur collectif et le décompose en une multitude de petits fragments parcellaires, parfaitement séparés les uns des autres. Il réalise ainsi sur le terrain ce que proclame le rapport salarial, à savoir que le capitaliste n'achète pas la force de travail d'un collectif de travailleurs mais les forces de travail de plusieurs ouvriers, qu'il n'achète donc pas une force sociale mais des forces individuelles. À ce titre, l'espace de la manufacture se présente donc comme ce qui permet au capitaliste de s'approprier réellement les forces sociales de la production, à la fois économiquement, sous forme de survaleur, et politiquement, comme forces qui seraient les siennes et dont il peut se servir pour dominer l'activité des travailleurs. Il se présente autrement dit comme l'espace qui accomplit dans le même temps et l'exploitation capitaliste, et le fétichisme du capital.

3. La fabrique mécanique et l'usine automatique.

Le passage de la manufacture à la fabrique, avec l'introduction du principe de mécanisation du procès de travail, de même que le passage de celle-ci à la grande industrie (ou usine), avec l'introduction du principe d'automation, approfondissent encore les résultats du processus

d'appropriation capitaliste du procès de production. Sous ces formes, s'accroît en effet la séparation des travailleurs d'avec les forces sociales de la production, dont la puissance est au demeurant considérablement accrue par rapport aux stades antérieurs de la division du travail. En conséquence, le fétichisme du capital s'approfondit et les conditions sociales de possibilité des rapports de production capitaliste - à savoir la figure du travailleur libre et la catégorie du travail abstrait - se concrétisent encore davantage.

Dans le cadre de la fabrique et de l'usine, les forces sociales de la production qui ont été retirées aux travailleurs au moyen de la spatialisation du procès de travail (à savoir les forces intellectuelles de la production qui permettent de diriger, d'organiser et de coordonner le procès de production) tendent à s'objectiver dans les moyens de travail : dans les machines et dans la chaîne qui les relie et les unit. La subjectivité et les puissances intellectuelles que le travailleur déployait dans le temps (comme condition de son autonomie ; de son statut de sujet du processus de production) à l'époque où dominait la subsomption formelle du travail sous le capital s'incarnent dorénavant dans l'espace de la fabrique puis de l'usine sous forme de machines qui s'activent automatiquement, indépendamment de l'action et de la volonté des travailleurs. Plutôt que d'être des ressources appropriées et mises en œuvre dans un agir autonome du travailleur, ces forces prennent la forme de contraintes extérieures qui se passent de et qui interdisent même tout investissement subjectif de sa part ; qui semblent même se substituer à sa subjectivité et se servir de lui comme d'un simple objet. Un objet qui tend du reste à devenir parfaitement substituable et paraît même devenir dispensable à mesure que progresse le principe de l'automation et qu'avec lui, l'usine se constitue en un véritable « sujet automate » apparemment omnipotent et autosuffisant, tandis que le travailleur, dont plus aucune qualification particulière n'est attendue et qui a perdu jusqu'à la maîtrise des gestes qu'il a à accomplir dans l'exercice de sa tâche, est réduit à un simple porteur de temps de travail, à une « carcasse de temps », qui dépense son temps de travail de manière hétéronome, selon un rythme dicté par l'exigence de productivité de la valorisation du capital et qui lui est directement imposé par la machine. Dans cette configuration, où se concrétisent les conditions sociales de possibilité des rapports de production capitalistes – travailleur libre et travail abstrait –, l'inversion du rapport sujet/objet est alors à son comble : l'homme devient une machine, répétant sur commande des gestes répétitifs ; alors que les machines, érigées en système par la chaîne qui structure l'espace de l'usine, s'humanisent en semblant détenir une intelligence et une volonté ainsi que la capacité de se mettre en mouvement de manière autonome. En outre, l'introduction du principe mécanique accroît encore le caractère parcellaire du travail concret,

donc la réduction du travailleur à un simple organe d'un organisme dont le corps est celui de l'usine dans son ensemble. Immobilisé face à la machine à laquelle il se trouve affecté, le travailleur perd en effet tout contact avec les autres travailleurs et avec le procès d'ensemble. Il se trouve isolé face au capital fixe qui, au travers de la chaîne automatique, incarne à la fois le mouvement et la totalité du procès de production. Enchaînés aux machines, fixés à différents endroits de la chaîne automatique, les travailleurs perdent donc la capacité de s'organiser et de s'approprier collectivement le procès d'ensemble, tandis que le capital s'octroie non seulement les fonctions d'organisation et de coordination du procès de production, mais gagne en même temps la capacité de soumettre l'activité de chaque travailleur aux exigences temporelles de sa valorisation, en faisant en sorte que celle-ci ne consiste plus qu'à enchaîner de manière répétitive et selon des cadences effrénées un ensemble très réduit de tâches.

L'analyse de la fabrique et de l'usine vérifie et précise ainsi l'idée centrale que nous avons extraite de l'œuvre d'Henri Lefebvre et que nous défendons dans ces pages, à savoir que le processus d'abstraction capitaliste au travers duquel le capital s'approprie ses conditions sociales de possibilité, de même que la mystification croissante du capital qui résulte de ce processus, s'effectuent sur la base d'un espace produit par le capital permettant à celui-ci de nier les temporalités concrètes de la pratique sociale et de lui imposer les exigences temporelles de sa valorisation. Ce qui précède a en effet permis de montrer que, fondamentalement, l'appropriation capitaliste du procès de travail s'effectue au travers d'un mode spatial d'existence dans lequel les forces sociales de la production ne sont plus incorporées dans le travail vivant et ne se déploient plus dans le temps mais sont, tout à l'inverse, incorporées dans le capital et objectivées dans l'espace. Si nous avons vu que cette réification des forces sociales de la production commence dès que les travailleurs sont rassemblés et enfermés dans un espace privé appartenant au capitaliste (donc dès le stade de la coopération simple qui prend place à l'intérieur de l'atelier), nous avons aussi vu que celle-ci prend une toute autre ampleur lorsque le travail est divisé, c'est-à-dire lorsque les différentes étapes du procès de production ne sont plus effectuées successivement (dans le temps) par un seul et même travailleur mais s'effectuent simultanément (dans l'espace) par une multitude de travailleurs qui sont, d'une part, immobilisés sur un poste de travail ou sur une machine et de ce fait isolés les uns des autres (donc dans l'impossibilité de se coordonner et de s'organiser entre eux) et qui d'autre part, font face à un capital qui, dans l'usine automatique plus que dans tout autre configuration, est quant à lui uni et mobile. Au travers de ce mode spatial d'existence bien particulier, le capital parvient ainsi non seulement à transformer les temporalités concrètes du procès de travail de sorte à les

réduire à un enchaînement continu de tâches répétitives dont l'exécution doit se faire le plus rapidement possible mais plus encore, et ce faisant, il réalise ses conditions sociales de possibilité – le travailleur libre et le travail abstrait – et accroît le fétichisme ou la mystification qui lui est inhérente, en produisant à l'échelle de l'établissement productif un monde abstrait, dans lequel tout est renversé, et où justement ses abstractions (ses conditions sociales de possibilité ; ses présupposés) deviennent concrètes – et lui avec.

Du même coup, l'analyse de la fabrique et de l'usine – où se concrétisent le travail abstrait et la figure du travailleur libre - permet de retrouver l'idée selon laquelle l'effectivité d'une institution, telle que le rapport salarial, dépend de son mode spatial d'existence, c'est-à-dire d'un espace aux propriétés déterminées qui permettent d'effectuer ou de mettre en œuvre les fonctions sociales qui sont celles de l'institution considérée. Plus haut nous avons vu que l'autorité du propriétaire des moyens sociaux de production sur les travailleurs que proclame juridiquement le rapport salarial repose sur le rassemblement et l'enfermement de ces derniers dans un espace lui appartenant et qui lui permet de les surveiller et d'agir sur leurs corps. Ensuite, nous avons vu que la relation contractuelle qui unit le propriétaire des moyens sociaux de production, non pas à un collectif de travailleur, mais à plusieurs travailleurs individuels (soit le fait que le capitaliste n'achète pas une force de travail sociale mais une somme de forces de travail individuelles), se trouve spatialement réalisée dans le cadre de la manufacture où les travailleurs sont fixés sur leur poste de travail et sont de ce fait isolés les uns des autres et mis dans l'incapacité de s'organiser collectivement afin de s'approprier le procès de production dans son ensemble et les forces sociales qui naissent du caractère combiné de leurs journées de travail. Au travers de la fabrique et de l'usine, l'institutionnalisation du rapport salarial achève avec succès son « épreuve de l'espace » en réalisant à nouveau sur le terrain ce que celui-ci proclame, à savoir, cette fois-ci, le fait que le capitaliste n'achète pas le travail d'un temps, mais du temps de travail, qu'il n'achète pas, autrement dit, le travail concret des travailleurs mais la force de travail de ces derniers, c'est-à-dire leur temps de travail – et le droit d'en faire usage. Dans l'usine automatique, où les travailleurs ne sont plus embauchés pour leurs qualifications ou leurs savoir-faire mais en tant que simples carcasses de temps, et où le travail s'apparente à une simple dépense de temps de travail totalement hétéronome et indifférente à son contenu, la réalité matérielle tend ainsi à coïncider avec les clauses abstraites du rapport salarial. Ce qui rend plus concret et plus effectif le pouvoir que celui-ci accorde au propriétaire des moyens sociaux de production, celui d'accroître le temps de surtravail. Là où le contrat de travail déclare le droit du capitaliste d'user de cette force de travail, c'est-à-dire d'exploiter le travailleur,

l'espace de la fabrique et plus encore celui de l'usine lui en confèrent donc la pleine capacité en réduisant le travail concret des travailleurs à une pure dépense de temps de travail entièrement rythmée par le mouvement autonome du système machinique.

Mais l'analyse de la fabrique et de l'usine fait aussi émerger une nouvelle problématique théorique, qui est celle de la place de la technique dans le processus d'appropriation capitaliste du procès de travail et de ses rapports en la matière avec le temps et l'espace. Bien entendu, il n'est pas question ici de traiter cette question dans toute son étendue. Nous n'en avons ni l'ambition ni les moyens. Malgré tout, il nous semble qu'il est possible de tirer quelques propositions de ce qui précède. Nous avons en effet mentionné, plus haut, que l'incorporation des forces sociales de la production au sein du système machinique se fonde sur la spatialisation du procès de travail, préalablement réalisée dans le cadre de la manufacture, qui a donc permis dans le même temps de développer ces forces et de les séparer des travailleurs. Nous avons ensuite vu que la technique, en tant qu'elle incorpore les forces sociales de la production, prend en charge la fonction qui consiste à subordonner l'activité de ces derniers aux exigences de célérité et de continuité de la production capitaliste, et qu'avec son introduction, s'approfondissent les résultats du processus d'appropriation capitaliste du procès de travail, à savoir le fétichisme du capital et la réalisation concrète de ses conditions sociales de possibilité. D'un point de vue théorique, il semble ainsi possible de considérer que la technique est engendrée ou sécrétée dans le cadre de la production de l'espace de la division capitaliste du travail, qu'elle en constitue un moment (puisqu'elle devient constitutive de l'espace de la fabrique et de celui de l'usine), et qu'elle en prolonge les effets. La technique ne fait en effet qu'exercer de manière oppressive sur les temporalités du travail concret les forces sociales de la production qui ont été développées et dont les travailleurs ont été aliénés dans et par la production de l'espace de la division capitaliste du travail - approfondissant de la sorte les résultats du processus qui l'a engendrée. Autrement dit, les forces qui sont celles de la technique ne sont que celles qui ont été développées et extorquées par l'espace de la division du travail ; et l'usage social que la technique fait de ses forces ne fait que prolonger celui qui était mis en œuvre par l'espace de la manufacture, ou même par l'espace de l'atelier. Théoriquement donc, la technique semble devoir être englobée sous la catégorie d'espace. Ce qui revient à relativiser son pouvoir en situant son origine : le secret du pouvoir de la technique réside dans l'espace. L'analyse spatiale de la division capitaliste du travail permet ainsi selon nous d'avoir une conception originale de la place de la technique dans le développement du capital, en rejetant toute forme de déterminisme technologique sans pour autant conduire à négliger son

importance, bien au contraire, puisqu'à un certain moment du développement historique du capitalisme, la technique devient un élément de l'espace, lequel devient pour ainsi dire machinique. Sur le plan analytique et méthodologique, cette conception théorique invite ainsi à rejeter toute approche désincarnée, spécialisée, de la technique : son analyse doit être intégrée à celle de l'espace, car ce n'est qu'en analysant l'espace qu'il est possible de préciser le type de forces sociales productives dont la technique est dépositaire et de comprendre comment, concrètement, ces forces y ont été incorporées.

Précisons tout de même que l'introduction de la technique comme élément de l'espace de la division du travail n'est pas neutre au regard du processus d'abstraction capitaliste : elle n'en prolonge pas simplement les effets et les résultats d'un point de vue quantitatif, elle modifie aussi qualitativement le mode d'administration de la contrainte temporelle du capital. Dans l'usine en effet, cette contrainte ne s'exerce plus essentiellement par les représentants du capital qui s'assurent personnellement que la dépense de force de travail soit la plus continue possible au niveau de la journée de travail, ni même au travers du chronométrage par le bureau des méthodes de chaque geste que les travailleurs doivent effectuer dans l'exercice de leur travail, mais de plus en plus par l'agencement et le réglage de la chaîne automatique, dont le flux doit rester tendu (Durand, 2004). En se substituant à l'autorité du directeur d'établissement ou de l'encadrement hiérarchique, la technique rend ainsi cette contrainte plus impersonnelle, donc moins reconnaissable et contestable. En plus de se resserrer donc, la chronocontrainte du capital voit son mode d'imposition évoluer : le pouvoir du capital se réifie encore davantage et son mode d'imposition se socialise, dans le sens où le propriétaire des moyens sociaux de production se décharge de ses fonctions sur la technique (après s'en être déchargé sur la hiérarchie). Le travail, tel qu'il existe dans le cadre des rapports de production capitaliste, avec son caractère aliénant, apparaît dès lors comme le seul possible : non comme le produit d'un pouvoir social (celui du capital), mais comme celui de nécessités techniques (Gorz, 1973). Seule une analyse retraçant le cours historique de la production de l'espace de la division du travail est alors susceptible de déjouer ces représentations fétichistes, c'est-à-dire de retrouver le sens et l'origine véritable de l'appauvrissement du contenu du travail (qui se situe dans la tendance du capital à comprimer et densifier le temps) et de resituer la technique comme un simple moyen, et non comme l'origine, de cet appauvrissement du travail.

4. Conclusion de la section.

Cette section nous a permis de développer et de préciser le statut et le rôle de la production capitaliste de l'espace dans le développement historique du capital ou, plus précisément, dans le processus d'abstraction au travers duquel celui-ci se totalise en s'appropriant progressivement l'ensemble des activités sociales qui sous-tendent son procès de reproduction. Pour cela, sur la base d'une relecture spatialisante de l'analyse du développement de la division capitaliste du travail proposée par Marx dans *Le Capital* et dans certains manuscrits préparatoires à cet ouvrage, nous avons tenté de restituer le plus synthétiquement possible le processus de production de l'espace au travers duquel le capital s'est approprié le moment productif de son procès de reproduction au cours de la période dite industrielle de son développement historique, soit le processus de production de l'espace qui a permis d'étendre l'abstraction capitaliste à l'intérieur du procès de production et ainsi de réaliser concrètement la catégorie du travail abstrait - c'est-à-dire d'aliéner les travailleurs d'une part, en réduisant leurs pratiques à l'abstraction, en les conformant aux exigences temporelles abstraites de la production de survalueur ; et d'autonomiser le capital d'autre part, en concrétisant les abstractions qui le constituent et en lui permettant ainsi de se réaliser sous sa forme achevée et contradictoire de valeur en procès, qui semble capable de se valoriser par lui-même, de façon fluide et continue, sur la base de forces qui sont les siennes, tel un véritable sujet automate.

De cette manière, nous espérons avoir contribué au travers de cette section (qui constitue en ce sens le résultat de tous les développements des précédents chapitres) à restituer ainsi qu'à enrichir l'analyse marxiste du processus d'abstraction capitaliste comme entrée pertinente et féconde pour la connaissance de son développement historique.

En ce qui concerne la restitution de cette analyse, nous espérons en effet avoir réussi à suggérer que l'analyse du processus d'abstraction capitaliste condense l'essentiel des problématiques qui structurent et orientent l'analyse marxiste du capital. Pour résumer l'essentiel de ce qui précède, nous nous sommes ainsi efforcés de montrer que : 1) le processus d'abstraction s'établit sur la base du développement des forces sociales de la production, c'est-à-dire de la socialisation des forces de la production ; 2) qu'il consiste pour le capital à séparer ou à déposséder les travailleurs de ces mêmes forces sociales de la production et à se les approprier comme ses propres forces ; 3) qu'il a donc pour résultat l'aliénation des travailleurs et l'autonomisation du capital ; 4) qu'il sous-tend l'évolution des formes historiques de la reproduction économique et hégémonique des rapports de production capitalistes. Et il conviendrait enfin d'ajouter un cinquième élément que nous avons omis de restituer dans ce qui précède : 5) le processus

d'abstraction capitaliste a également comme autre résultat, c'est-à-dire comme résultat contradictoire, d'élargir et d'approfondir les contradictions fondamentales du capital.

Mais plus qu'une simple restitution de l'analyse marxiste du processus d'abstraction du capital, nous espérons avoir réussi, au travers de l'analyse des transformations spatiales et temporelles de la division du travail que nous avons proposée dans cette section, à démontrer la pertinence des propositions théoriques que nous avons dégagées dans les précédents chapitres dans le but précisément d'enrichir cette analyse et, plus largement, de proposer l'analyse spatiale et temporelle du processus d'abstraction du capital comme démarche originale de périodisation et d'historicisation du capitalisme. Dans cette perspective nous nous sommes notamment attachés à montrer que, conformément à ce que nous avons tiré de notre lecture de Moishe Postone et d'Henri Lefebvre, l'ensemble des opérations que nous venons de rappeler ci-dessus se sont effectuées au travers de la production d'un espace déterminé – l'espace abstrait de l'usine - qui a pour raison et résultat la nécessaire subordination du procès de travail aux exigences temporelles de la valorisation du capital. En somme, nous espérons ainsi avoir montré que l'analyse du mode spatial et temporel d'existence du processus d'abstraction capitaliste peut permettre d'enrichir la connaissance de son mode opératoire, c'est-à-dire de mieux comprendre comment, concrètement, il s'effectue ; et du même coup, de renouveler l'analyse du développement historique du capital.

Par rapport à la suite de cette thèse, cette section nous a ainsi permis d'éprouver et de souligner l'unité de l'ensemble des notions et des propositions théoriques qui vont nous fonder, dans la prochaine partie, à analyser le développement contemporain du capital au travers des transformations spatiales et temporelles de la pratique sociale qui s'effectuent dans le cadre du processus de métropolisation. Sur la base de ces notions et propositions, et en reprenant la démarche que nous avons esquissée dans cette section, il s'agira donc de tâcher de répondre aux questions suivantes : quelles sont les forces sociales de la production qui se développent dans le cadre de la métropolisation ? Comment les individus en sont-ils dépossédés et en quoi l'espace métropolitain participe-t-il à cette dépossession ? Comment et sous quelles formes le capital s'approprie-t-il ces nouvelles forces de la production ? Quelles sont les formes d'aliénation humaine et d'autonomisation du capital qui résultent de ce double mouvement d'expropriation de l'homme et d'appropriation par le capital des forces sociales de la production ? Sous quelles formes se reproduisent les rapports de production capitaliste, c'est-à-dire sous quelles formes les présupposés de ces derniers se réalisent-ils dans le cadre des spatialités et des temporalités métropolitaines ? Quelles sont les caractéristiques

contemporaines de la reproduction économique et hégémonique du capital ? Enfin, sous quelles formes se reproduisent les contradictions fondamentales du capital ? Voilà l'ensemble des questions qui forment la problématique de l'analyse spatiale et temporelle du processus d'abstraction capitaliste à l'époque contemporaine que nous allons proposer dans la prochaine partie de cette thèse.

Mais cette section ne nous aura pas uniquement permis de formuler de manière définitive cette problématique - dont la reconstruction constituait l'objectif principal de cette partie. Elle va également nous aider à y répondre, et donc à atteindre l'objectif de la prochaine partie. L'analyse que nous avons proposée dans cette section au sujet des formes ou des modalités spatiales et temporelles sous lesquelles s'est déroulé le processus d'appropriation capitaliste du procès de production au cours de la période dite industrielle du développement historique du capital va en effet nous aider à évaluer l'ampleur des transformations dont les spatialités et les temporalités métropolitaines des formes contemporaines de la division du travail sont porteuses au regard de ce développement historique du capital. Elle va autrement dit nous aider à déterminer en quoi la métropolisation renouvelle le processus capitaliste de production de l'espace et, en conséquence, à déterminer dans quelle mesure il est possible de voir dans celle-ci un nouveau mode ou un nouveau régime de production spatiale du capital.

Toutefois, les éléments de caractérisation que nous avons dégagés au cours de cette section ne suffisent pas pour cela. Ils ne concernent en effet que l'espace qui a permis au capital de s'approprier le moment productif de son procès de production ; et ne disent rien des autres transformations spatiales qui ont accompagné le développement du capital au cours de cette période. C'est pourquoi nous proposons dans la prochaine section de prolonger la démarche qui précède en analysant cette fois les processus spatiaux qui ont permis au capital de s'approprier les autres moments de son procès de reproduction au cours de la période dite industrielle de son développement et qui conditionnent en cela les transformations que nous avons examinées dans cette section. Nous parviendrons de cette façon, on l'espère, à une représentation plus satisfaisante des caractéristiques du régime de production capitaliste de l'espace au travers duquel s'est effectué le développement du capital au cours de l'époque industrielle. De plus, cette démarche va nous permettre de faire apparaître de nouvelles questions théoriques qui nous permettront d'enrichir encore un peu plus la problématique que nous reconstruisons dans cette partie.

Section 3. Le mode matériel d'existence du processus d'appropriation capitaliste du procès de production : au-delà de l'établissement productif.

Le processus d'appropriation capitaliste du procès de production ne se joue pas uniquement dans les transformations de l'espace de travail que nous venons d'analyser. Il passe également par d'autres transformations spatiales et temporelles de la vie sociale qui se déploient à d'autres échelles et au travers de plusieurs processus historiques. Parmi ces processus, il convient notamment d'évoquer le processus d'urbanisation des sociétés capitalistes, mais aussi celui de l'unification des espaces nationaux, ou encore celui de l'expansion spatiale du commerce international et de la réorganisation des espaces coloniaux. Autant de processus qui sont inséparables des transformations que nous avons analysées jusque-là et sans lesquelles la subsomption réelle du travail sous le capital (ainsi que l'existence concrète du travail abstrait qui en constitue le principal résultat) ne serait pas possible.

Cette dernière section propose donc d'examiner ces processus plus larges dans lesquels s'insèrent les transformations du procès de travail à l'époque du capitalisme dit industriel. L'objectif de ce qui est suit est double.

Il s'agit tout d'abord de poser ici quelques éléments de caractérisation des formes et du contenu du processus d'urbanisation capitaliste tel qu'il s'est effectué au cours de la période industrielle (1870-1970) du développement historique du capital. Ces éléments de caractérisation nous seront utiles pour la suite, dans la mesure où ils nous aideront à identifier les spécificités historiques du processus de métropolisation, c'est-à-dire de la dernière période du processus d'urbanisation des sociétés capitalistes. Le contraste que mettra en exergue la comparaison entre ces deux périodes du processus d'urbanisation des sociétés capitalistes permettra alors de faire émerger la problématique qui sera celle de la prochaine partie de cette thèse : comment le capitalisme a-t-il pu survivre à la crise des formes (modalités) et du contenu (objet) du régime industriel d'abstraction capitaliste ? quels sont les objets et les modalités du prolongement contemporain du processus d'abstraction capitaliste qui est à l'œuvre au travers du processus de métropolisation ? quelles sont les caractéristiques de la reproduction des rapports de production de production capitaliste au sein de ce « régime métropolitain de production capitaliste de l'espace (et du temps) » ? (autrement dit) sous quelles formes se reproduisent les présupposés du mode de production capitaliste au travers de cette nouvelle forme d'appropriation capitaliste de la pratique sociale ? enfin, ne convient-il pas, à l'aune de ces transformations, d'actualiser certaines catégories de la pensée marxiste (comme celle de « prolétaire » ou de « travail abstrait ») ?

Il s'agit par ailleurs dans cette section de souligner que le processus d'abstraction capitaliste du procès de travail est étroitement associé à l'appropriation par le capital d'autres moments de son procès de reproduction, tels que le procès de circulation du capital et le procès de reproduction de la force de travail. Il sera de cette façon possible de contribuer à montrer qu'une articulation historiquement déterminée des différents moments de la reproduction du capital se matérialise au travers d'une configuration spatiale pluri-scalaire, ou, pour le dire autrement, dans une articulation déterminée des différentes échelles de l'espace social. Cette mise en correspondance théorique entre échelles spatiales et moments du procès de reproduction du capital permettra d'enrichir un peu plus les perspectives de l'analyse spatiale du développement historique du capitalisme que nous nous attachons à reconstruire.

*

* *

Pour introduire ce qui suit, il est aussi possible de reprendre le fil théorique qui nous a guidés jusqu'ici et de repartir de l'affirmation suivante : l'appropriation capitaliste du procès de travail qui se joue dans le cadre de la transition entre la subsumption formelle à la subsumption réelle du travail sous le capital s'opère dans un contexte historique marqué par des enjeux temporels et des possibilités spatiales. Les enjeux temporels sont, on l'a vu, l'impossibilité d'accroître la quantité de temps de travail effectué pour le compte de la classe capitaliste et, conséquemment, la nécessité d'accroître la productivité du travail. En ce qui concerne les possibilités spatiales, nous avons abordé dans ce qui précède l'élargissement de l'échelle de la production qui, en rendant possible la socialisation du procès de travail, permet à la classe capitaliste d'obtenir l'accroissement de productivité recherché. Mais cet élargissement de l'échelle de la production repose lui-même sur d'autres conditions, relatives au procès de circulation du capital et au procès de reproduction de la force de travail, qui mettent en jeu d'autres processus spatiaux se déployant à différentes échelles. Ce sont ces conditions et les échelles spatiales qu'elles mettent en jeu que nous proposons d'analyser dans cette section.

La première condition de la production à grande échelle n'est autre que l'accroissement de la taille des marchés. Il est en effet nécessaire de trouver de nouveaux débouchés pour écouler la production de marchandises, de plus en plus nombreuses, et réaliser la (sur)valeur qu'elles contiennent (Luxembourg, 1969). Au cours du XIXe siècle et jusqu'à la crise de 1929, dans cette période historique où la consommation ouvrière reste limitée, l'accroissement de la taille

des marchés s'effectue principalement au travers d'une dynamique d'expansion spatiale des flux de marchandises, de travailleurs, de capitaux (et d'information). Deux processus sont au centre de cette dynamique d'expansion spatiale : la croissance des échanges internationaux d'une part et l'unification des marchés nationaux d'autre part.

Les deux premières sous-sections de cette section s'intéressent à ces deux processus. La troisième, plus importante, s'intéressera au processus d'urbanisation.

1. La croissance des échanges internationaux.

Le premier processus au travers duquel se réalise l'expansion spatiale de la circulation marchande renvoie à la forte croissance des flux internationaux de marchandises que l'on observe au cours de cette période, avec d'une part l'accroissement du commerce entre puissances impérialistes et, d'autre part, la croissance du commerce colonial – ce dernier s'organisant alors selon le schéma dit « classique » de la division internationale du travail (en rupture avec le schéma qui prévalait dans le cadre du commerce triangulaire, à l'époque du protocapitalisme mercantile) dans lequel les périphéries colonisées exportent des matières premières vers les centres impérialistes et importent en retour des produits manufacturés depuis ces derniers. En volume, le commerce international est multiplié par 25 entre 1820 et 1912, soit une croissance très largement supérieure à celle de la production qui n'est quant à elle multipliée que par 3,8 au cours de la même période (Bairoch, 1997). De même, mais nous laisserons ici ce point de côté, la croissance des flux de marchandises s'accompagne au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle d'un développement important des flux de capitaux (des centres impérialistes vers les périphéries colonisées notamment), qui joue un rôle complexe au regard de la croissance des échanges de marchandises et, plus généralement, de la reproduction élargie du capital dans les formations impérialistes (Hilferding, 1970; Palloix, 2006; Harvey, 2008)¹⁷⁶.

Au cours de cette période, les nouveaux débouchés ouverts par l'expansion spatiale de la circulation marchande permettent ainsi d'accroître l'échelle de la production et d'approfondir la division du travail ainsi que la mécanisation de la production. Ils contribuent autrement dit à rendre possible et viable le processus de socialisation de la production, qui constitue comme on

¹⁷⁶) Pour Hilferding, mais aussi pour Lénine qui s'inscrit dans son prolongement, l'exportation de capital-argent des centres impérialistes vers les périphéries colonisées serait la caractéristique de la phase historique de l'impérialisme correspondant au capitalisme monopoliste, qui succède au capitalisme concurrentiel à partir des années 1870. La thèse centrale défendue par ces auteurs (et qui est aujourd'hui reprise par David Harvey, notamment) consiste à avancer que ces exportations de capital-argent ont pour fonction d'absorber les surplus formés par le processus d'accumulation au sein des formations impérialistes. Ces thèses font néanmoins l'objet d'importants débats historiques et théoriques (Campbell, 1977).

l'a vu un aspect du processus d'appropriation capitaliste du procès de travail. De plus, l'expansion des flux de marchandises permet, *a fortiori* dans le cadre du commerce colonial, de diminuer la valeur d'échange et de diversifier les valeurs d'usage des approvisionnements. L'importance du taux d'exploitation en vigueur dans les colonies, de même que les pratiques non-marchandes de pillage et de prédation des ressources, permettent en effet de se procurer celles-ci en dessous de leur valeur ; tandis que les spécificités géographiques des espaces colonisés, notamment en termes de climat et de composition du sous-sol, permettent aux classes capitalistes des formations impérialistes de disposer de nouvelles valeurs d'usage – dont les propriétés matérielles ont parfois été décisives pour le processus d'industrialisation (coton, sucre, hévéa, phosphate, etc.). De ce point de vue, l'élargissement spatial des flux de marchandises à l'œuvre dans le cadre de cette « seconde vague de colonisation » (Phan, 2017), que certains qualifient également de « première mondialisation » (Berger, 2003), constitue une condition de possibilité fondamentale de l'accumulation du capital dans les centres impérialistes et du processus d'industrialisation à l'œuvre dans ces derniers. Il contribue en effet tout à la fois à l'accroissement de la masse et du taux de survaleur, à la dévalorisation du capital constant, ainsi qu'à l'émergence de nouvelles branches de la production ; soit à autant de leviers permettant d'accroître le taux de profit et donc la masse de capital prêt à être investi dans l'industrie afin d'améliorer l'outil de production et d'accroître la productivité du travail. En retour, l'accroissement de la productivité qui accompagne le développement de l'industrie et la formation de surplus qui en résulte appelle un élargissement toujours plus important des marchés pour permettre la mobilisation ou l'écoulement de ces surplus.

La concentration des travailleurs dans l'espace de l'usine et l'expansion de l'espace de la circulation marchande s'entretiennent ainsi dans un processus dialectique qui est au centre du développement du capitalisme industriel (Marx, 2016; Engels & Marx, 1848)¹⁷⁷.

Il y a donc là une première illustration de l'idée selon laquelle l'articulation historiquement déterminée entre les différents moments (productif et circulatoire) du procès de reproduction du capital produit et se matérialise au travers d'une articulation entre échelles et dynamiques

¹⁷⁷) Dans le livre I du *Capital*, mais aussi dans les *Manuscripts de 1861-1863*, Marx a par ailleurs montré que l'unité des forces de concentration et de diffusion spatiale de la production industrielle est liée aux relations entre ce que l'on appelle aujourd'hui la division technique et la division sociale du travail : la division technique du travail à l'intérieur de l'établissement productif conduit à séparer et à autonomiser les différents procédés et les différentes tâches constitutives d'une activité productive qui pourront alors donner lieu à une production spécialisée, dont les produits seront des marchandises s'échangeant contre d'autres marchandises ; de même, la décomposition des métiers facilite l'apparition de nouveaux outils et de nouvelles machines qui donneront elles aussi lieu à de nouvelles branches de la division sociale du travail (de la production sociale).

spatiales différentes : expansion internationale en ce qui concerne le moment circulatoire ; concentration, le plus souvent urbaine (cf.infra), pour le moment productif. La façon dont le développement du capitalisme industriel articule les transformations du procès de travail et du procès de circulation du capital se traduit autrement dit dans un régime de production de l'espace où s'articulent de manière déterminée des échelles et des dynamiques spatiales.

Il est par ailleurs intéressant de noter que l'interdépendance étroite qui unit ces deux processus (d'industrialisation de la production et d'internationalisation des échanges) s'exprime aussi au travers de la base technique sur laquelle ils s'appuient, à savoir l'utilisation de la machine à vapeur. L'utilisation de ces dernières dans la production textile (dès la fin du XVIIIème, avec la machine à filer d'Arkwright) ouvre en effet la voie à l'introduction des bateaux à vapeur, qui révolutionne le transport maritime en diminuant considérablement les temps de transports et en réduisant l'incertitude qui les entoure (Barron, 2012), ainsi qu'aux chemins de fer - dont nous allons tout de suite évoquer quelques-uns des effets.

2. L'unification des marchés nationaux.

Le deuxième processus participant à l'expansion spatiale des marchés est celui de la consolidation des États-nations et de la constitution de marchés unifiés à l'échelle des espaces nationaux. Si dans certains pays tels que la France ou le Royaume-Uni, les obstacles institutionnels à la circulation des marchandises, des capitaux et des travailleurs ont été largement abaissés dès avant le XIXe siècle, ce n'est en revanche qu'au cours de ce siècle que, à la faveur de transformations *matérielles*, la sphère de la circulation se développe véritablement et dépasse les limites régionales dans lesquelles elle était, pour l'essentiel, encore enfermée (Netter, 1980).

L'une des principales transformations matérielles constitutives de ce processus est évidemment la mise en place et le développement de réseaux de voies de chemin de fer. En France, qui ne fut pas le pays le plus précoce en la matière¹⁷⁸, ce processus s'amorce timidement sous Louis XVIII, prend de l'ampleur sous la Monarchie de Juillet, connaît un essor fulgurant sous le Second Empire et atteint son apogée (si l'on considère les kilomètres de voies en service) dans

¹⁷⁸) Ce retard de la France peut s'expliquer de plusieurs manières : par la relative pénurie de capital et de force de travail qui fait suite aux guerres Napoléoniennes ; par le faible degré de concentration du capital, qui s'explique par la structure de la propriété en France (laquelle explique également la pénurie de force de travail), ainsi que le faible niveau de centralisation du capital, qui s'explique quant à lui par le niveau relativement faible du développement des institutions bancaires et financières jusqu'au Second Empire ; enfin, par l'importance du réseau de transport déjà existant, avec notamment le réseau des routes royales ainsi que celui des canaux (Hours, 1949).

les premières décennies du XXe siècle¹⁷⁹. Ce nouveau moyen de transport permet alors d'intensifier, d'accélérer et d'étendre considérablement les flux de travailleurs et de marchandises. C'est son développement, et dans une moindre mesure celui du télégraphe, qui va nous servir dans ce qui suit de fil conducteur pour aborder les transformations spatiales qui nous intéressent, à savoir celles qui sont constitutives du régime « industriel » de production capitaliste de l'espace du capitalisme industriel et qui ont à ce titre conditionné la concrétisation du travail abstrait.

2.1. L'intensification des migrations saisonnières.

Concernant la circulation des individus, les chemins de fer (dans lesquels il convient ici d'inclure les réseaux de tramways et de petits trains reliant les villes aux principaux villages qui les entourent, dans un rayon de quelques dizaines de kilomètres) vont notamment supporter l'essentiel des mouvements migratoires réversibles, le plus souvent saisonniers (Chatelain, 1976), qui permettent au cours du XIXe siècle à l'industrie alors en plein essor de mobiliser de manière temporaire les travailleurs ruraux paupérisés par la diminution des prix agricoles consécutive au développement de l'agriculture capitaliste (principalement autour de Paris et dans le nord-est du pays dans le cas de la France) ainsi qu'à l'accroissement des importations de biens agricoles¹⁸⁰. Dans le cas de la France, ces mouvements migratoires réversibles se font notamment en direction de Paris et des villes moyennes et grandes, mais aussi en direction de villes plus modestes, souvent organisées sous forme de districts industriels (donc fortement spécialisées sur le plan sectoriel) et dont le développement, parfois fulgurant, repose alors précisément sur cette capacité à mobiliser des travailleurs ruraux paupérisés - ainsi que, la plupart du temps, sur la disponibilité de ressources naturelles (ressources du sous-sol et puissance des cours d'eau principalement). Cet apport de travailleurs en cours de prolétarianisation joue alors un rôle non négligeable dans la lutte de la bourgeoisie contre le système corporatiste et le pouvoir des ouvriers de métiers, c'est-à-dire dans l'appropriation capitaliste du procès de travail : les travailleurs ruraux acceptent plus facilement que ces derniers la discipline capitaliste du travail industriel (Lefebvre, 2001c). En outre, cet apport saisonnier de travailleurs venus des campagnes joue un rôle non négligeable dans la croissance urbaine de la seconde moitié du XIXe siècle dans la mesure où ces derniers sont pour une part importante employés

¹⁷⁹) Après la première guerre mondiale, le train commence à souffrir de la concurrence que lui livrent la voiture et l'autocar, ce qui encourage la fermeture d'un certain nombre de lignes dites secondaires (Wolkowitsch, 2004).

¹⁸⁰) L'importance de ce dernier facteur est cependant fortement inégale selon les pays. Il est par exemple beaucoup plus important au Royaume-Uni, en Belgique ou au Pays-Bas qu'en France (Bouvier, 1978).

dans le secteur du bâtiment des plus grandes villes, essentiellement à Paris dans le cas de la France (Marchand B. , 1993).

2.2. L'unification du marché agricole et le développement de l'agriculture capitaliste.

Le développement des chemins de fer intervient également dans l'appropriation capitaliste du procès de travail dans la mesure où il révolutionne le transport des marchandises, auparavant principalement assuré par le roulage et la batellerie.

Le transport ferroviaire se distingue d'abord des modes de transports antérieurs par sa plus grande capacité de charge, ce qui constitue un avantage indéniable pour le transport des pondéreux. Il facilite donc considérablement la circulation des matières premières qui alimentent le processus d'industrialisation (charbon, minerais) ainsi que le processus d'urbanisation (matériaux de construction).

Par ailleurs, le transport ferroviaire permet d'accroître considérablement la vitesse et donc l'étendue de la circulation marchande. Il contribue de cette manière à viabiliser l'élargissement de l'échelle de la production et donc les gains de productivité qui en découle. C'est probablement en ce qui concerne la circulation des biens périssables, au premier rang desquels figurent les biens agricoles, que les effets du développement des chemins de fer sont les plus importants. L'accélération de la circulation de ces biens permet une certaine unification des marchés agricoles à l'échelle nationale et favorise à ce titre le développement de l'agriculture capitaliste (Maddison, 1981). De ce point de vue, le développement des chemins de fer contribue de façon décisive au développement des villes et à celui de l'industrie : tout d'abord en permettant de nourrir la population urbaine grâce à l'accroissement des surplus agricoles ; ensuite, en aggravant (par le biais de la diminution des prix agricoles) la paupérisation des travailleurs ruraux qui contraindra à terme ces derniers à abandonner leurs terres et à migrer de manière définitive vers les villes à la recherche d'un travail salarié, « fournissant ainsi à l'industrie l'apport nécessaire de prolétaires corvéables à merci » (pour reprendre une formule de Marx citée plus haut). L'exode rural qui découle de ces transformations porte alors comme on le sait un coup fatal au système manufacturier, qui ouvre la porte à la mécanisation du procès de travail.

Dans l'espace de la ville, ces phénomènes se traduisent notamment par le déplacement de l'industrie (fabriques et usines) vers les banlieues, lesquelles se constituent d'abord, au cours du XIXe siècle, sous la forme de ce que l'on pourrait appeler des bidonvilles - la « Zone » autour de Paris, à l'extérieur des fortifications établies par Adolphe Thiers -, jusqu'à leur

amélioration et à leur prise en charge par les pouvoirs publics après la Première Guerre Mondiale (Rustenholz, 2015; Marchand B. , 1993; Harvey, 2012). Au travers de ce déplacement, qui s'accélère considérablement au cours de la période haussmannienne, les espaces qui composent la ville se séparent les uns des autres et se spécialisent. C'est à cette époque, selon Henri Lefebvre (2000) et Françoise Choay (Agulhon, Choay, Crubellier, Lequin, & Roncaloyo, 1998) que la « ville historique » commence à éclater (à perdre son unité) et à laisser place à « l'urbain ». À l'échelle de l'espace national, l'exode rural, précipité par les phénomènes que nous résumons, exprime alors le profond bouleversement du rapport ville-campagne dans lequel la ville, bien que toujours dépendante de la campagne, tend de plus en plus à absorber cette dernière en la vidant de sa population - selon un mouvement centripète qui ne sera renversé ou plutôt dépassé dans les pays occidentaux que dans la seconde moitié (États-Unis) ou le dernier quart du XXe siècle, au travers des processus de périurbanisation et de métropolisation (Ascher, 1995; Mongin, 2013). Absorption du rural par l'urbain qui préfigure déjà l'avènement ce que Henri Lefebvre et Françoise Choay appellent tous deux « l'urbain généralisé ».

Ici encore donc, il apparaît que les relations dynamiques qu'entretiennent les différents moments du procès de reproduction du capital (procès de production ; procès de circulation ; mais aussi procès de reproduction de la force de travail) et qui sont au cœur du développement du capitalisme industriel produisent et se réalisent au travers d'un « *régime de production de l'espace* » dans lequel plusieurs processus ou phénomènes spatiaux, mettant en jeu des échelles différentes, s'enchevêtrent et trouvent leur unité, leur cohésion. De fait, en plus de s'articuler à l'internationalisation des échanges commerciaux, la concentration des travailleurs dans l'espace de l'usine est comme on le voit aussi en lien avec l'unification nationale des marchés agricoles, la concentration de la population dans les villes (dont l'organisation se transforme profondément), et la désertification progressive des campagnes.

Nous allons dans ce qui suit préciser d'autres caractéristiques du régime de production de l'espace inhérent au capitalisme industriel. Non pas avec la prétention d'aboutir à une caractérisation exhaustive et achevée de ce régime, mais simplement pour éprouver la notion et, comme nous le disions plus haut, pour nous donner des éléments de comparaison historiques qui nous permettront par la suite de mieux saisir les spécificités historiques de la métropolisation en tant que régime de production de l'espace (et du temps) du capitalisme contemporain.

2.3. Le développement de la division du travail à l'échelle régionale et nationale.

L'accroissement des vitesses de transport des marchandises et de circulation de l'information au cours du XIXe siècle favorise également le développement d'une division spatiale du travail à l'échelle régionale et nationale qui joue elle aussi un rôle important dans le processus d'appropriation capitaliste du procès de production en permettant au capital de contourner les résistances des ouvriers qualifiés des villes (Lefebvre, 2001c).

C'est par exemple ainsi que, dans le secteur de la soie, les résistances des ouvriers qualifiés lyonnais (qui culminent dans les années 1830, avec la révolte des canuts) face à la déqualification de leur travail (et à la dévalorisation de leur force de travail qui en découle) seront en partie contournées grâce à un déplacement de certaines étapes du processus de production dans les territoires ruraux périphériques de moyenne-montagne (dans les vallées du Forez, du Bugey, du Dauphiné, des Cévennes et du Vivarais) où, en plus de l'énergie hydraulique fournie par les cours d'eau, il est possible de mobiliser des travailleurs (il s'agit le plus souvent de filles et de jeunes femmes) paupérisés et sans culture corporatiste (ni même ouvrière), qui ne s'opposent pas à l'utilisation du « métier Jacquard », qui ne réclament pas de « tarif » et qui, dispersés dans les vallées, ne sont pas dans la capacité de constituer un mouvement de révolte de grande ampleur (Reynier, 1921; Cayez, 1981).

Encadré 10. Délocalisation de la production et développement des forces productives.

Il est intéressant de noter qu'alors que les délocalisations de la production pratiquées par la classe capitaliste au cours du XIXe siècle ont joué un rôle « révolutionnaire » sur le développement des forces productives en permettant de briser les résistances du système corporatiste et en facilitant le développement de la division du travail et la mécanisation de la production, les délocalisations mises en œuvre depuis la fin du XXe ont tout au contraire pour effet de ralentir le développement des forces productives, dans la mesure où la possibilité de bénéficier de salaires plus bas dans les pays en voie de développement constitue une alternative à l'automatisation de la production dans les pays d'ancienne industrialisation (Massey, 1995). On constate ainsi qu'une même pratique spatiale (ici la délocalisation de la production) peut avoir des effets opposés sur le développement des forces productives en fonction du contexte historique dans lequel elle est mise en œuvre ou, plus précisément, du niveau historique de développement des rapports de production capitalistes et, au bout du compte, du statut révolutionnaire ou réactionnaire de la bourgeoisie.

Ainsi, le département de l'Ardèche, où la sériciculture est pratiquée depuis le XVI^e siècle et qui dispose déjà au début du XIX^e siècle d'un nombre relativement important de filatures et de moulins¹⁸¹, voit le nombre de ces derniers véritablement exploser au cours de la première moitié du siècle tandis que, à partir des années 1840-1860, s'enclenche un processus de remontée de filière¹⁸² qui voit les activités de tannage et surtout de tissage (avec des motifs de plus en plus complexes à mesure que le réglage du métier à tisser se simplifie) prospérer sur le territoire (Reynier, 1921; Charpigny, 1996). À la fin du XIX^e siècle, au terme de ce processus, les seules opérations productives dont les travailleurs lyonnais conservent le monopole sont le dessin (conception) et la confection (Cayez, 1981). Les fileuses, moulineuses et tisseuses ardéchoises ont pour ainsi dire détroussé le canut lyonnais ; plus précisément, elles ont été utilisées par la classe bourgeoise dans ce but. De même, les capitalistes lyonnais (une poignée d'entre eux) ont pris le contrôle de l'ensemble de la filière ardéchoise, que ce soit en concentrant la quasi-totalité des débouchés ou en apportant des moyens techniques ou financiers ; plus rarement en créant de toute pièce de nouveaux établissements avec leurs propres capitaux. L'appropriation capitaliste du processus de travail dans cette branche de la production s'accomplit ainsi au travers d'un processus d'intégration économique à l'échelle régionale qui voit la domination de la ville de Lyon se renforcer sur les territoires environnants et ces derniers être relégués au statut de périphérie ou d'arrière-cours productives (hinterlands) de celle-ci. Nous avons donc ici un bel exemple de la façon dont le capital se développe en produisant un espace, son espace.

2.4. Diffusion spatiale de l'information et unification des marchés.

Outre l'essor des chemins de fer, il faut également citer, parmi les facteurs qui contribuent à l'accroissement de la taille des marchés et à leur unification, le développement des moyens de communication, avec notamment le développement du télégraphe qui se déploie aux États-Unis dès les années 1830 puis très rapidement dans les autres pays occidentaux. En révolutionnant la circulation de l'information, ce mode de communication joue un rôle fondamental dans le développement des activités commerciales et financières au cours du XIX^e siècle (Vindt, 2007; Griset, 1991). Il permet en effet aux capitalistes de s'informer très rapidement sur les systèmes

¹⁸¹) Le moulinage est une étape du processus de production qui intervient entre le filage et le tissage. Elle consiste à solidifier le fil par torsions successives de celui-ci.

¹⁸²) Ce processus de remontée de filière est bienvenu pour les ouvrières ardéchoises dans la mesure où une maladie affectant le ver à soie, la pébrine, fait des ravages dans l'activité séricole. À la fin du XIX^e, l'essentiel de la soie traitée en Ardèche est importée depuis l'Extrême-Orient – ce qui nous ramène au rôle du développement des transports maritimes dans le développement de la production capitaliste et souligne encore une fois l'imbrication des échelles spatiales en jeu dans le processus d'industrialisation.

de prix relatifs et donc de rendre plus efficaces les calculs rationnels qui sont au principe des ajustements concurrentiels des marchés et du fonctionnement de la loi de la valeur dans la sphère de la circulation. Aussi, le réseau télégraphique permet d'étendre considérablement les flux de marchandises et de capitaux et, ce faisant, d'accroître les perspectives de l'accumulation, de la concentration et de la centralisation du capital ; qui constituent elles-mêmes une condition des investissements massifs que réclame l'industrialisation, c'est-à-dire l'appropriation capitaliste du procès de travail.

Les perspectives ouvertes en la matière sont en outre d'autant plus larges que, très rapidement, les communications télégraphiques dépassent les frontières nationales : la première ligne internationale, reliant Douvres à Calais, est mise en place dès 1851¹⁸³ ; elle est rapidement suivie d'une ligne transatlantique (1866), reliant l'Irlande à Terre-Neuve, puis, en 1870, d'une ligne reliant l'Europe (Gibraltar) à l'Asie (Bombay). De fait, à partir des années 1870, cette nouvelle infrastructure communicationnelle permet une très forte convergence des prix de certaines marchandises entre les États-Unis et le Royaume-Uni, ce qui préfigure déjà la constitution d'un marché, certes non « global », mais international pour les capitaux et certaines marchandises (Vindt, 2007).

Notons enfin que le développement du télégraphe, de même que celui de la radio et du téléphone à partir du début du XXe siècle¹⁸⁴, interagit étroitement avec le développement des transports ferroviaires et maritimes, dans la mesure où l'accélération des flux informationnels contribue à faciliter la gestion et le contrôle des réseaux de transports. Moyens de transport et de communication participent donc ensemble à la croissance des flux de marchandises aux échelles nationale et internationale. Plus encore, ils participent au développement de la division du travail à l'échelle régionale ou nationale (cf. supra) mais aussi (et bien que dans une mesure encore très restreinte) à l'échelle internationale : le télégraphe permet en effet aux premières entreprises multinationales de contrôler leurs filiales à l'étranger ; tandis que les bateaux à vapeur assurent la circulation des marchandises entre celles-ci (Vindt, 2007).

¹⁸³) Comme le note Gérard Vindt, le premier télégraphe international fut - très significativement - le fait d' « *un banquier parisien qui expédia à son correspondant à Londres les cours de clôture de la Bourse de Paris* ». Ce qui permet à l'auteur de considérer qu'au travers du déploiement de ce nouveau moyen de communication, dont l'essentiel de l'infrastructure est produite et contrôlé par les britanniques, « *la première mondialisation financière centrée sur la City londonienne est en marche !* » (Vindt, 2007, p. 78)

¹⁸⁴) Les principaux effets économiques de ces deux dernières innovations ne se feront cependant véritablement sentir que dans la seconde moitié du XXe siècle (Daumas, 2018).

2.6. L'unification linguistique.

Enfin, un autre élément important de l'unification des marchés au cours du XIXe siècle qu'il convient de ne pas oublier n'est autre que l'unification linguistique des espaces nationaux. Les progrès réalisés en la matière au cours des siècles précédents (en France au travers de la mise en place de l'État monarchique) et qui se prolongent au cours du XIXe siècle permettent en effet de doter les bourgeoisies locales d'une langue commune et favorise à ce titre, en diminuant ce que les économistes néoclassiques appellent les « coûts de transaction », le développement des échanges marchands entre les différents territoires de l'espace national (Maddison, 2003).

En outre, les progrès de l'alphabétisation et la diminution des coûts de production dans le secteur de l'imprimerie (avec, encore une fois, l'utilisation de machines à vapeur) permettent de diffuser spatialement et socialement l'accès à l'information. Ils favorisent ainsi, entre autres choses bien sûr, le développement de la réclame et de la brochure publicitaire ou encore l'apparition des manuels d'économie domestique (Daumas, 2018). En informant les consommateurs potentiels sur l'utilité et la manière d'utiliser les nouveaux produits, notamment ceux issus de l'industrie, en faisant pour ainsi dire « l'éducation » du consommateur, la publicité et les écrits qui traitent des bonnes manières de consommer favorisent le processus d'élargissement ou de diversification de la consommation, notamment ouvrière, qui s'amorce à partir de la fin du XIXe siècle (Daumas, 2018) et que le développement de la production capitaliste rend à la fois possible et nécessaire : possible grâce à la diminution des prix des biens agricoles et industriels et à l'augmentation des salaires ; nécessaire compte tenu de l'accroissement de l'échelle de la production, qui exige sans cesse de nouveaux débouchés.

Cet élargissement de la consommation ouvrière soutenu par le développement de la publicité a en outre pour effet d'enrichir le régime passionnel du capitalisme d'affects joyeux, donc de contribuer à renforcer sa régulation socio-politique, son hégémonie (Lordon, 2010). Ce n'est en effet plus seulement la peur du dénuement matériel qui pousse les travailleurs à accepter d'effectuer un travail subordonné à la valorisation du capital, mais aussi et de plus en plus, les plaisirs liés à la consommation d'une gamme de plus en plus large de produits permettant de satisfaire les nouvelles attentes qui se développent chez les ouvriers (du moins chez les mieux lotis parmi ces derniers) : confort, intimité et honorabilité sociale (par imitation du mode de consommation de la petite bourgeoisie), notamment. L'hégémonie du capital se renforce ainsi au travers du caractère de plus en plus schizophrénique de la condition prolétarienne, qui fait du prolétaire un être tiraillé entre son identité de travailleur et son identité de consommateur.

Ce processus n'en est bien entendu alors qu'à ses débuts. Il prendra une tout autre ampleur à partir de la seconde moitié du XXe siècle. Mais déjà il s'annonce.

3. Conclusion provisoire. La notion de régime de production de l'espace.

Les quelques éléments d'analyse historique qui précèdent suffisent à souligner que, loin d'être indépendantes et de s'effectuer en vase clos, les transformations du procès de travail qui ont lieu à l'intérieur des établissements productifs (au travers du passage de la manufacture à l'usine en passant par la fabrique) s'entretiennent avec de multiples processus qui se déploient à différentes échelles spatiales (ou plus rigoureusement, qui produisent différentes échelles) et qui concernent au premier titre le procès de circulation du capital. Ce faisant, ce qui précède nous a permis d'esquisser une démarche d'analyse théorique consistant à mettre en lien, pour une époque donnée, les relations qui unissent les différents moments du procès de reproduction du capital avec l'articulation déterminée des échelles et des dynamiques spatiales à l'œuvre au cours de l'époque considérée. Nous avons alors proposé la notion de « *régime de production de l'espace* » pour désigner la cohésion ou l'articulation déterminée d'échelles et de dynamiques spatiales que produisent et au travers de laquelle se réalisent les transformations des différents moments du procès de reproduction du capital et de leurs relations. Pour éprouver cette notion, nous avons commencé à donner quelques éléments de caractérisation du régime de production de l'espace au travers duquel le capitalisme se développe au cours du XIXe siècle et des premières décennies du XXe ; ce que nous prolongerons dans ce qui suit en nous intéressant plus précisément aux liens que le processus d'appropriation capitaliste du procès de travail (ou si l'on veut le processus d'industrialisation) entretient avec le processus d'urbanisation, en tant que produit et support des transformations du procès de circulation et du procès de reproduction de la force de travail.

Il est dès maintenant possible d'indiquer l'intérêt ou la portée que pourrait avoir une telle analyse spatiale du développement historique du capital appuyée par la notion de régime de production de l'espace. Du point de vue de l'économie politique, celle-ci revient tout d'abord à considérer que les relations qui unissent les différents moments du procès de reproduction du capital justifient une analyse pluriscalaire du capitalisme, ainsi qu'à estimer qu'une telle analyse pluriscalaire constitue un chemin privilégié pour parvenir à ou affiner la connaissance théorique du développement historique du capital et de l'évolution des relations qui unissent les différents moments de son procès de reproduction. Du point de vue de la géographie, la notion de régime de production de l'espace est selon nous susceptible, du fait du principe explicatif qu'elle

contient (à savoir les caractéristiques historiques du procès de reproduction du capital), de constituer un instrument théorique permettant d'appréhender la complexité des transformations géographiques et de dissiper l'impression d'indétermination ou de chaos qu'inspire au premier regard cette complexité (I.2). Elle offre en effet une solution théorique permettant d'identifier les relations qui unissent les multiples dynamiques spatiales qui se déploient à différentes échelles. Elle permet ainsi de prolonger le projet d'Henri Lefebvre consistant à dépasser les approches fragmentaires et étroitement spécialisées qui dominent dans le champ de la géographie (II et IV). À l'inverse de ces dernières, qui dissocient abstraitement les phénomènes et les tendances géographiques dans un souci de rigueur descriptive, la démarche esquissée ici et la notion de régime de production de l'espace qui l'accompagne pourraient permettre de restituer ces phénomènes dans la totalité à laquelle ils appartiennent, ce qui permettrait dans le même temps de mieux connaître leurs raisons et leurs enjeux historiques. Enfin, du point de vue de la pensée marxiste dans laquelle elle s'inscrit, la notion de régime de production de l'espace est susceptible de constituer un outil pour appréhender l'espace dans sa complexité tout en actualisant ou en historicisant les connaissances théoriques relatives à la reproduction du capital. Elle pourrait finalement offrir une contribution à « l'économie politique de l'espace » ébauchée par Henri Lefebvre dont nous avons discuté dans les précédents chapitres (II et IV principalement).

Il faut signaler que ce que nous développons ici se rapproche de la problématique élaborée et travaillée par Neil Brenner (2019) qui, à partir de la pensée d'Henri Lefebvre, s'attache à analyser la pluralité des échelles supra-urbaines dans laquelle se trouvent insérées les formes contemporaines de l'urbanisation capitaliste. Mais plus qu'aux travaux de Neil Brenner, c'est à ceux de Christian Palloix et surtout à ceux d'Alain Bihr que la démarche esquissée ici doit être rattachée, car c'est principalement à ces derniers qu'elle est redevable. Il est en effet possible de trouver chez ces deux auteurs des analyses du développement historique du capitalisme qui se concentrent sur les transformations matérielles des différents moments du procès de reproduction du capital et l'évolution de leurs relations. Dans *Travail et production*, Christian Palloix (1978) montre ainsi que les transformations du procès de travail qui caractérisent le passage à la subsumption réelle du travail sous le capital sont en lien avec des transformations qui concernent les formes de la reproduction et de la mobilisation quotidienne de la force de travail et qui s'accomplissent au travers du processus d'urbanisation (cf. infra). Quant à Alain Bihr, il propose dans ses travaux une analyse et une conception théorique du développement historique du capitalisme qui a très fortement inspiré ce travail de thèse. Dans

son ouvrage en deux tomes sur *La reproduction du capital* (2001), il envisage en effet ce développement historique comme un processus de totalisation, c'est-à-dire comme un processus au travers duquel le capital, poussé par ses propres contradictions, s'approprie progressivement l'ensemble de ses conditions sociales et matérielles de possibilité. En plus de souligner le rôle de la socialisation des forces productives dans ce processus d'appropriation, il montre que celui-ci prend la forme d'un processus d'abstraction, au travers duquel la réalité sociale et matérielle se trouve progressivement soumise aux exigences abstraites de la reproduction du capital, tandis que ce dernier semble peu à peu se constituer comme une puissance, autonome, autosuffisante, capable de se reproduire par elle-même. Aussi, et plus précisément, il montre que ce que le capital doit s'approprier pour se réaliser dans son concept, c'est-à-dire sous sa forme achevée de « valeur en procès », de « valeur qui se valorise », ce sont les conditions des différents procès qui composent son procès de reproduction ; soit, pour le dire autrement, les conditions sociales et matérielles des différentes métamorphoses que le capital doit accomplir dans le cadre de son procès de reproduction. Ainsi, les chapitres de son ouvrage proposent tour à tour d'examiner la reproduction du capital sous l'angle de ses différents procès (procès de production, procès de consommation, procès de circulation, procès de répartition), en soulignant à chaque fois la façon dont l'appropriation capitaliste de l'un de ces procès s'entretient avec des transformations qui concernent les autres procès, les autres moments du procès de reproduction du capital. C'est en fait dans cet ouvrage que nous avons trouvé l'approche théorique de la reproduction du capital qui consiste à analyser celle-ci sous l'angle de l'unité de ses différents moments, c'est-à-dire des relations qui unissent ses différents procès. La notion de régime de production de l'espace que nous proposons ici est donc fortement redevable de cet ouvrage – et ce n'est pas la seule : il est possible de considérer que nos lectures des textes d'Henri Lefebvre et de Karl Marx lui doivent beaucoup, ne serait-ce que compte tenu du soin qu'apporte Alain Bihr à restituer la théorie marxiste du fétichisme, donc l'analyse du processus d'abstraction capitaliste. Par ailleurs, dans sa somme récente sur *Le Premier âge du capitalisme* (2018-2019), Alain Bihr décline son approche théorique au travers d'une analyse historique très approfondie dans laquelle il restitue dans son mode matériel d'existence le processus qui a présidé à la mise en place des rapports sociaux capitalistes, en insistant en particulier sur la pluralité des échelles spatiales concernées et donc sur le lien qui les unissent.

La filiation de notre notion de régime de production de l'espace (et du temps) est donc assez simple à retracer. Elle emprunte à Henri Lefebvre le concept de production de l'espace et la

connaissance théorique du rôle que celle-ci joue au regard du développement historique du capitalisme (de la reproduction des rapports de production) ; elle emprunte à Alain Bihr sa théorisation de la reproduction du capital, définie comme unité de procès ou totalité de moments ; elle emprunte enfin à l'école française de régulation la notion de régime - et permet de retrouver sous une forme rénovée son projet de recherche fondateur, celui de la périodisation et de l'historicisation du capitalisme.

*

* *

Nous ajouterons encore deux remarques pour conclure, qui permettent d'entrevoir un peu plus la complexité et la portée éventuelle de ce type d'analyse spatiale de l'histoire du développement du capitalisme, et de sa notion théorique centrale, le « régime de production de l'espace » :

- Il faut d'abord souligner que ce type d'approche est susceptible d'alimenter des réflexions sur le rôle des États dans la mise en place des conditions matérielles du développement des rapports de production capitalistes : en effet, la plupart des processus que nous avons abordés (unification linguistique, développement du télégraphe, des chemins de fer, relance des projets coloniaux) sont le fruit de l'initiative ou ont été soutenus par les États à des fins fiscales, militaires ou hégémoniques. L'analyse spatiale pluriscalaire du capitalisme peut ainsi permettre d'être plus sensible aux conditions externes de possibilité de la reproduction du capital et, de cette façon, de parvenir à une représentation plus satisfaisante de son développement historique. Alain Bihr, Christian Palloix et Neil Brenner dont nous venons d'évoquer les travaux sont d'ailleurs, chacun à leur manière, très engagés dans cette direction.
- Il convient enfin d'ajouter que l'analyse spatiale pluriscalaire du capitalisme peut contribuer à enrichir la connaissance du caractère dialectique de son développement historique dans la mesure où les effets des processus abordés sont contradictoires du point de vue de la reproduction du capitalisme. En effet, comme Marx et Engels (1848) l'ont avancé au sujet du développement des moyens de transport et de communication ou de la constitution du marché mondial, et comme Gramsci l'a montré au sujet de l'unification linguistique (Gramsci, 2011)¹⁸⁵, ces processus constituent aussi le socle de

¹⁸⁵) Il faut préciser que Gramsci s'est surtout attaché à montrer que, dans le cas de l'Italie, le manque d'unité linguistique du prolétariat participait à sa fragmentation politique et retardait de ce fait l'émergence de sa

l'émergence et de la consolidation de la conscience de classe du prolétariat. Par ailleurs, dans la mesure où ils contribuent à jeter les bases d'un nouveau régime d'accumulation du capital, ces processus contiennent aussi en germes les crises économiques futures qui seront, conformément à l'hypothèse de Marx et du seul fait qu'elles adviendront à l'échelle d'un espace plus étendu, plus importantes et plus violentes que les précédentes (Chesnais, 2014; Harvey, 2010).

4. L'urbanisation.

L'appropriation capitaliste du procès de production tel qu'il s'effectue à l'époque du capitalisme industriel entretient un rapport complexe avec le processus d'urbanisation. Ce rapport peut comme nous allons le voir s'analyser au travers des transformations du procès de circulation du capital et du procès de reproduction de la force de travail, ainsi que de leurs rapports réciproques, qui se réalisent au travers du processus d'urbanisation.

4.1. Les centralités urbaines comme espace de pilotage des flux de capitaux et de marchandises.

Concernant les transformations du procès de circulation, les villes constituent tout d'abord - et ce depuis la fin du moyen-âge et jusqu'à nos jours -, des centres d'organisation et de planification des flux de marchandises associés au commerce au long cours, ainsi que des flux de capitaux associés aux activités bancaires et financières (Madry, 2018). Ce sont les villes en effet qui concentrent le capital marchand et le capital financier, ainsi que les services et les fractions de la classe bourgeoise qui leur correspondent. La croissance urbaine à l'œuvre dans les pays occidentaux au cours du XIXe siècle est ainsi directement liée aux processus d'expansion des flux économiques et d'unification des marchés qui conditionnent comme on l'a vu le processus d'appropriation capitaliste du procès de travail.

Notons que nous retrouvons ici un élément de ce que nous avons appelé dans un précédent chapitre (III) les « contradictions de la spatio-temporalité abstraite du procès de circulation du capital » : la dynamique d'expansion et d'accélération des flux de marchandises s'accompagne d'un processus de concentration et de fixation spatiale des populations et des activités économiques qui se traduit par le renforcement des centralités urbaines ; l'homogénéisation de l'espace sous le règne de la marchandise s'accompagne ainsi contradictoirement du renforcement de son caractère fragmenté et hiérarchisé, avec la domination croissante des principales centralités urbaines sur la totalité de l'espace social.

conscience de classe, soit de sa capacité à construire un bloc historique révolutionnaire.

4.2. L'espace urbain comme espace de réalisation de la (sur)valeur.

Véritables nœuds organisationnels au centre des réseaux marchands et financiers, les villes sont en outre elles-mêmes des marchés, c'est-à-dire des débouchés pour la production de marchandises. C'est dans les villes en effet que les classes dominantes (toutes les franges de la classe bourgeoise à l'exception de la bourgeoisie agricole, ainsi qu'une part importante des classes dominantes issues des modes de production antérieurs au capitalisme) achètent et consomment les marchandises nécessaires à leur reproduction. Elles concentrent ainsi les marchés spécialisés, notamment ceux des biens de luxes, qui constituent une part importante de la production manufacturière.

À la fin du XIXe et au début du XXe siècle, on assiste en outre à une certaine évolution du mode de commercialisation et de distribution des biens consommés par la bourgeoisie, petite et grande, avec l'apparition des grands magasins dans les quartiers bourgeois des plus grandes villes (Daumas, 2018) : en France, à Paris, c'est à cette époque que les Galeries Lafayette (1894), le Bon Marché (1872) ou encore le Printemps (1865) ouvrent leurs portes. La consommation de la classe bourgeoise s'élargit ainsi à de nouveaux produits, qui offrent à la production capitaliste autant de nouveaux terrains d'expansion.

Mais à partir de la fin du XIXe siècle, et sous l'effet de l'exode rural, les villes deviennent également de plus en plus l'espace où sont écoulés les biens de consommation qui rentrent dans la reproduction du prolétariat, des ouvriers en particulier. Bien qu'il faut attendre le début du XXe siècle pour que l'essentiel des biens de consommation destinés aux prolétaires soient produits de manière spécifiquement capitaliste (avec la mécanisation croissante du travail agricole et l'essor de l'industrie agro-alimentaire notamment) et la seconde moitié du XXe siècle pour que ceux-ci soient véritablement commercialisés et distribués de façon industrielle (avec notamment le développement de la grande distribution) et pour qu'ils répondent à des besoins spécifiquement produits sous le capitalisme (tel que la voiture ou l'électroménager), les villes deviennent ainsi, dès la fin du XIXème siècle, un espace de plus en plus stratégique dans la fonction de réalisation de la survaleur contenue dans les marchandises capitalistes, et donc pour la reproduction immédiate du capital (Palloix, 1978).

D'ailleurs, dès les premières décennies du XXe siècle, l'on assiste à certaines transformations du mode de commercialisation et de distribution des produits consommés par la classe ouvrière. Comme le souligne Jean Claude Daumas (2018), c'est en effet à cette époque qu'apparaissent le succursalisme et le coopérativisme, notamment dans les villes industrielles tournées vers l'activité minière (dans le Nord principalement, mais aussi à Saint-Etienne, avec la fondation

de Casino en 1912). Ces nouveaux modes de commercialisation et de distribution jouent alors un rôle important dans l'élargissement de la consommation ouvrière que nous avons évoqué plus haut et sur laquelle nous reviendrons plus loin. En effet, en plus de stimuler le désir en mettant en visibilité les marchandises (elles ne sont plus dissimulées dans l'arrière-boutique mais s'affichent dans les rayons), ils permettent de diminuer les prix grâce à la centralisation des achats et à l'optimisation de la gestion des stocks.

Par ailleurs, l'évolution du mode de conditionnement des produits au cours du XXe siècle (boîte de conserve, surgelés, conservateurs chimiques, etc.) contribue lui aussi à la diminution des prix des biens de consommation de la classe ouvrière, ainsi qu'à l'augmentation de leur disponibilité tout au long de l'année (Daumas, 2018). Sur ce dernier point, l'évolution des modes de conditionnement permet donc en outre de réduire le temps que les travailleurs consacrent à se procurer leurs moyens de subsistance, ce qui permet de dégager du temps libre¹⁸⁶ pour d'autres activités qui sont éventuellement elles-mêmes à l'origine de nouvelles formes de consommation, donc de nouvelles branches de la production capitaliste... Plus largement, il est possible de considérer que l'évolution des modes de conditionnement des biens de consommation constitue un élément important de l'instauration d'une temporalité capitaliste au niveau du procès de reproduction de la force de travail (ou procès de consommation). Avec les boîtes de conserve puis avec les produits surgelés en effet, la consommation des produits s'affranchit de plus en plus de la temporalité de leur production, qui reste quant à elle marquée par le rythme naturel des saisons (Ascher, 2005). Au début du XXe siècle, il devient par exemple possible, pour une part importante des ouvriers, de consommer des fruits lors des fêtes de fin d'année, et ce y compris lorsque ces derniers sont cultivés dans des territoires lointains (Daumas, 2018). La marchandise tend donc de cette manière à se rendre disponible partout et tout le temps. La spatio-temporalité abstraite du capital, qui consiste précisément à nier le temps et l'espace, c'est-à-dire à affranchir la reproduction du capital de leur médiation, de leur réalité encombrante, tend ainsi à gagner le procès de consommation, à savoir le procès au travers duquel la force de travail se reproduit.

Enfin, au cours du XXe siècle, et plus particulièrement à partir de la seconde moitié de ce siècle, le rôle de la ville au regard de l'élargissement des normes de consommation connaît une évolution importante, d'un point de vue théorique. Elle devient en effet le lieu où apparaissent

¹⁸⁶) L'accroissement du temps libre résulte bien entendu avant tout, au cours du XXe siècle, des réductions successives du temps de travail que les travailleurs parviennent à obtenir grâce à leurs luttes : en 100 ans, le temps de travail annuel de l'ensemble des travailleurs est presque divisé par deux, passant d'un peu plus de 3000 heures par an en 1890 à un peu plus de 1600 heures en 1990 (Marchand & Thélot, 1991, p. 123).

de nouveaux besoins, en lien avec le mode de vie urbain (cf. infra, V.3.4.7), ainsi que le lieu où sont produits, excités, et sans cesse renouvelés les désirs consuméristes. Ainsi, alors qu’au cours du XIXe le processus d’urbanisation avait essentiellement pour effet de transformer en marchandises les valeurs d’usage déjà existantes dans les modes de production antérieurs (cf. infra, V.3.4.4), il tend à partir du XXe siècle à susciter de nouvelles valeurs d’usage, qui ont pour la plupart d’emblée une forme marchande : des valeurs d’usage spécifiquement capitalistes en somme¹⁸⁷. De la sorte, la production capitaliste parvient à s’affranchir de la finitude des besoins dans laquelle elle se trouvait enserrée pour à la place se doter d’un régime passionnel dans lequel les désirs consuméristes tendent à se régénérer instantanément et à se voir en permanence proposer de nouveaux objets, de nouveaux points d’application. L’espace urbain, qui devient un espace de déchainement du désir, participe de cette manière à la mise en place d’un régime passionnel caractérisé par l’illimitation, c’est-à-dire d’un régime adapté à la logique autoréférentielle - et donc illimitée en tant que telle - de la production capitaliste. Nous reviendrons bien entendu sur ce point très important dans la seconde partie de cette thèse, où nous verrons de quelle manière cette tendance se prolonge dans le cadre de la métropolisation.

4.3. L’espace urbain et la mobilisation de la force de travail.

Au cours du XIXe siècle, la production capitaliste de l’espace urbain permet de répondre aux exigences du procès de travail industriel en termes de mobilisation quotidienne et annuelle de la force de travail (Palloix, 1978), c’est-à-dire à la nécessité pour les capitalistes de réunir chaque jour au même endroit et au même moment une grande quantité de travailleurs devant effectuer simultanément des tâches complémentaires - et ce, de la façon la plus continue possible tout au long de l’année. Le processus d’urbanisation constitue à ce titre un produit et un support du passage de la subsumption formelle à la subsumption réelle du travail sous le capital, c’est-à-dire de l’appropriation capitaliste des forces sociales du « travail associé » (de la « journée de travail combinée »), qui, du point de vue du procès de travail, s’effectue comme on l’a vu au travers du rassemblement simultanée, à l’intérieur d’un même bâtiment, des travailleurs auparavant dispersés dans les campagnes.

¹⁸⁷) Nous nous inspirons ici notamment d’un article d’Henri Lefebvre intitulé *Introduction à la psycho-sociologie de la vie quotidienne*, de ce passage en particulier : « Elle [la rue] offre aussi le spectacle de tous les biens de la terre, offerts aux regards et aux convoitises, objets des désirs, les excitant jusqu’à la frénésie, excitants parce qu’inaccessibles, inaccessibles pour exciter les désirs. Derrière les vitrines, les objets vivent leur vie souveraine. Il y atteignent la plénitude de leur existence, en tant marchandises et valeurs d’échange ; dans leur trajet entre la production et la consommation, ils règnent sur la rue, intermédiaire entre les hommes. Il s’y fétichisent complètement, et ce fétichisme se métamorphose en une sorte de splendeur, qui rapprochent certaines rues (la rue Saint Honoré, par exemple) des musées et les grands magasins des cathédrales : là s’accomplit le circuit qui change la marchandise en objet désirable et désirée : en bien. » (Lefebvre, 2001b, p. 100).

Pendant les premières heures du processus d'industrialisation, la production de l'espace urbain assure cette fonction en matière de mobilisation de la force de travail simplement en « entassant » et en « immobilisant » de nombreux travailleurs à proximité immédiate des établissements productifs (Engels, 2011; Bordiga, 1953). La proximité des logements par rapport au lieu de travail permet notamment de limiter les temps de trajets que les travailleurs ont à effectuer et donc de ne pas épuiser leur force de travail de façon non productive pour le capital. Elle permet aussi aux capitalistes de mieux s'assurer que leurs arrivées sur le lieu de travail soient synchrones, sans quoi le travailleur collectif serait incomplet et la production impossible. Par ailleurs, la longueur de la journée de travail en vigueur à cette époque justifie elle aussi la proximité de l'habitat ouvrier par rapport au lieu de travail (Abramo, 1995). La sédentarisation des travailleurs et leur accumulation en grand nombre dans les villes permettent quant à elles de répondre à l'exigence de continuité du procès de travail tout au long de l'année, qui découle notamment de l'alourdissement des immobilisations en capital constant et donc de la nécessité de limiter l'accroissement du temps de rotation du capital.

Ces exigences du procès de travail industriel en matière de mobilisation de la force de travail se matérialisent au travers de deux grandes tendances au cours du XIXe siècle, de deux types de croissance urbaine : l'apparition de nouvelles villes d'un côté et la croissance ainsi que la réorganisation des grandes villes historiques de l'autre.

Le première tendance, qui s'amorce dès la première moitié du siècle, renvoie donc à l'émergence de nouvelles villes, entièrement produites par et organisées pour l'industrie (Bairoch, 1985). Au Royaume-Uni, où ce phénomène est plus marqué et plus précoce qu'en France, ce sont par exemple les villes de Manchester, de Birmingham, de Leeds, de Sheffield ou de Liverpool, dont Friedrich Engels (2011) a décrit le développement et les conditions dans lesquelles y vivaient les travailleurs. Dans le cas de la France, on pourrait citer les villes de Saint-Etienne, du Creusot, de Longwy, de Mulhouse, de Roubaix, ou encore le chapelet de villes qui se développent le long du sillon houiller au nord du pays. Au cours de deux premières vagues d'industrialisation, la localisation de l'industrie a de fait tendance à se faire essentiellement en fonction de la présence de ressources naturelles difficilement ou non transportables, de la disponibilité de travailleurs ruraux paupérisés dans l'hinterland régional, et en évitant les grandes villes historiques (à l'exception notable de Paris dans le cas de la France) et les rapports corporatistes qui y dominent encore le monde du travail. L'industrialisation contribue donc notamment au processus d'urbanisation en suscitant l'apparition et le développement de nouvelles villes.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, c'est principalement dans ou autour de ces villes que se développent le « paternalisme patronal » (Gueslin, 1992; Noiriél, 1988) et les « cités ouvrières », qui en constituent la matérialisation spatiale. Au sein de cette configuration socio-spatiale, qui s'adresse principalement aux travailleurs nomades d'une part et aux travailleurs les plus qualifiés d'autre part, les capitalistes prennent en charge l'essentiel des services et des équipements individuels et collectifs nécessaires à la reproduction de la force de travail. Dans un contexte historique d'intensification du mouvement ouvrier et où, dans le même temps, les processus de prolétarianisation et d'appropriation capitaliste du procès de travail sont encore inachevés, ce mode de gestion privée de la reproduction de la force de travail vise à limiter l'instabilité du travailleur collectif en fixant les travailleurs à proximité du lieu de travail (Rousseau, 2008), en les attachant spatialement et socialement au capitaliste. De même, en permettant aux capitalistes de contrôler non seulement l'activité de travail mais l'ensemble de la vie des travailleurs, les cités ouvrières constituent un moyen pour le patronat de combattre les mœurs et les mentalités issues de l'artisanat ou de la paysannerie et de sociabiliser les travailleurs de manière adéquate aux exigences du procès de travail capitaliste, en leur inculquant par exemple des valeurs telles que la loyauté, l'obéissance, le respect de la hiérarchie ou la ponctualité. La « discipline capitaliste du travail » (Thompson, 2004) se renforce ainsi en s'assurant de ses conditions en dehors de l'établissement productif, en amont du procès de travail.

À partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, sous l'effet notamment de la prolétarianisation croissante de la population paysanne et de l'accélération de l'exode rural qui en découle d'une part, et du développement des moyens de transport qui facilite le transport des marchandises pondéreuses d'autre part, le processus d'industrialisation s'oriente de plus en plus vers les grandes villes historiques, qui se réorganisent et voient leur population largement augmenter. On assiste en particulier en leur sein au déplacement des établissements productifs vers la périphérie de l'espace urbain (Mumford, 2011; Agulhon, Choay, Crubellier, Lequin, & Roncaloyo, 1998), là où s'entasse une abondante population de travailleurs ruraux paupérisés. Le dénuement matériel et le surnombre de ces derniers relativement aux besoins de l'accumulation du capital sont alors les conditions de leur exploitation maximale et de leur acceptation du caractère aliénant du travail dans le cadre de la fabrique puis de l'usine. En France, ce processus s'amorce véritablement à l'époque Second Empire et concerne essentiellement la ville de Paris, où il est accéléré par la politique de rénovation urbaine conduite sous l'égide du baron Haussmann (Marchand B., 1993).

Jusqu'au tournant du XIXe et du XXe siècle, c'est donc principalement en concentrant et en fixant une abondante population de travailleurs prolétarisés à proximité immédiate des établissements productifs que l'espace urbain se fait le support des nouvelles formes de mobilisation de la force de travail, c'est-à-dire qu'il assure aux capitalistes la capacité de réunir promptement, tous les jours et tout au long de l'année, l'ensemble des organes du travailleur collectif. De manière plus générale, le type d'espace urbain qui se met en place au cours du XIXe siècle se définit ainsi, du point de vue de la production capitaliste, de manière principalement quantitative : par la concentration, la densité, la masse de ressources productives disponibles. Du point de vue théorique, ce régime de production de l'espace urbain correspond à une forme historique d'accumulation du capital dans laquelle le critère concurrentiel dominant est la compétitivité-prix et où les économies d'échelles, c'est-à-dire la production à grande échelle, constituent la modalité principale de la réduction des coûts de production, de l'accroissement de la productivité. Dans le cadre de cette « géographie des coûts » (Veltz, 1993), c'est donc avant tout l'abondance et la proximité des facteurs de production qui font de l'espace urbain le « foyer matériel de l'accumulation du capital » (Ascher, 1995).

À partir du XXe siècle, du fait de transformations dans les forces productives et les rapports de production, la proximité spatiale entre les lieux de travail et les logements des travailleurs devient une condition moins importante de la mobilisation quotidienne de la force de travail. La réduction progressive de la journée de travail, la déqualification et l'homogénéisation de la force de travail (sous l'effet notamment de l'introduction du taylorisme au début du siècle) ainsi que le développement de nouveaux moyens de transports urbains¹⁸⁸, individuels (la bicyclette)¹⁸⁹ et collectifs (trains de banlieue, tramways, métro, bus), permettent en effet d'étendre fortement l'échelle spatiale de la mobilisation quotidienne de la force de travail (Abramo, 1995; Castells, 1981; Mumford, 2011). Du point de vue du capital industriel, ces nouvelles possibilités en matière de mobilisation de la force de travail ont alors pour effet d'accroître l'offre de force de travail et donc d'intensifier la concurrence entre les travailleurs¹⁹⁰. Elles permettent ainsi de

¹⁸⁸) Le développement de ces moyens de transport est conditionné par des transformations antérieures de l'espace urbain et en particulier par la constitution de larges avenues ainsi que par les améliorations qui ont été apportées à la voirie dans le cadre des opérations de rénovations urbaines conduites dans la seconde moitié du XIXe siècle. En France, à Paris, ce sont les politiques conduites pendant le Second Empire sous l'égide du Baron Haussmann qui préparent le développement des transports urbains. Comme le rappelle David Harvey (2012), les considérations relatives à la fluidification du trafic urbain étaient centrales dans la pensée urbanistique du baron Haussmann – autant sinon plus que celles relatives à la salubrité publique et au maintien de l'ordre public.

¹⁸⁹) A partir du début du XXe siècle, l'utilisation de la bicyclette cesse d'être limitée aux pratiques distinctives de la « classe de loisir » et commence à se propager massivement parmi les classes populaires, qui l'utilisent de plus en plus dans leurs trajets quotidiens entre leurs logements et leurs lieux de travail (Gaboriau, 1991)

¹⁹⁰) Il faut ajouter que la concentration croissante du capital productif exacerbe encore davantage cette concurrence entre travailleurs.

limiter l'augmentation des salaires et d'assurer la discipline capitaliste au niveau du procès de travail, favorisant ainsi la poursuite du processus d'appropriation capitaliste du procès de travail.

Dans l'espace urbain, ces transformations se matérialisent au travers de plusieurs phénomènes dont les principaux sont : l'accroissement de la superficie des agglomérations urbaines, avec le développement des banlieues ouvrières au niveau de leurs périphéries immédiates et le long des axes de transport ; la réorganisation de l'espace urbain selon des cercles concentriques spécialisés sur le plan fonctionnel ; et l'élargissement des échelles en jeux dans la division spatiale des catégories sociales (Castells, 1981; Mumford, 2011; Agulhon, Choay, Crubellier, Lequin, & Roncaloyo, 1998). Sans pour autant supprimer l'importance de la concentration des ressources productives et de leur proximité par rapport aux établissements productifs, la connexité et l'organisation fonctionnelle de l'espace urbain (sa « rationalité ») deviennent alors des caractéristiques de plus en plus importantes au regard de la mobilisation quotidienne de la force de travail et, plus généralement, de la valorisation et de l'accumulation du capital (Castells, 1981; Lefebvre, 2000). Avec le développement de la production capitaliste, la ville industrielle se réorganise et prend ainsi en charge la socialisation croissante de cette dernière.

4.4. Le processus d'urbanisation comme approfondissement et pérennisation de la condition prolétarienne.

Le passage du mode de vie rural au mode de vie urbain a pour effet d'approfondir et pour ainsi dire de rendre irréversible la condition prolétarienne en séparant de manière définitive les travailleurs de la terre, qui constitue le premier des moyens sociaux de production et de subsistance. Privés d'un accès immédiat à cette dernière, et en l'absence de véritables formes de solidarité socialement organisées, les travailleurs se trouvent ainsi contraints de se procurer l'ensemble de leurs moyens de subsistance sur le marché, ce qui accroît leur besoin d'obtenir des moyens de paiement. Or, l'emploi salarié se trouve le plus souvent être pour eux la seule la possibilité en la matière, dans la mesure notamment où la production capitaliste supplante de plus en plus la production artisanale indépendante et exige des investissements initiaux toujours plus colossaux pour être concurrentielle, limitant de ce fait la possibilité pour les travailleurs de se mettre à leur compte. Ces derniers, dont la survie se trouve dès lors littéralement prise en otage par le capital, c'est-à-dire dont la reproduction se trouve subordonnée à celle du capital, voient donc leur dépendance s'accroître à l'égard des propriétaires des moyens sociaux de production.

De ce point de vue, en tant que matérialisation spatiale (inscription dans l'espace) de la dépendance des travailleurs au capital, le processus d'urbanisation capitaliste des sociétés joue un rôle essentiel dans le développement de la production capitaliste. Il permet en effet au capital industriel de répondre au problème de l'insubordination ouvrière et d'asseoir ses exigences temporelles sur le procès de travail, c'est-à-dire d'accroître la productivité du travail par la décomposition et la mécanisation du procès de travail, mais aussi d'augmenter l'intensité et la continuité de la journée de travail au travers d'un renforcement de la discipline capitaliste du travail. En outre, la fixation définitive des travailleurs dans les villes, qui fait de l'emploi salarié leur seule activité et donc leur activité permanente, permet d'améliorer la continuité de la production capitaliste au niveau annuel et d'une année sur l'autre, en affranchissant celle-ci du rythme des saisons et des fluctuations des marchés agricoles.

En somme, en généralisant la barrière monétaire qui sépare les travailleurs de leurs moyens de subsistance, la condition urbaine plonge ces derniers dans le moulinet de la reproduction capitaliste de la force de travail (Bihr, 2001), dont ils ne sortiront plus. Le processus d'urbanisation constitue donc autrement dit « l'épreuve de l'espace » du rapport salarial ; le processus au travers duquel il s'institutionnalise en se matérialisant dans l'espace. Résultat de la production historique du prolétariat (du développement de l'agriculture capitaliste et de l'expulsion hors de leurs terres des paysans), le processus d'urbanisation capitaliste devient ainsi la condition et le support de la reproduction élargie du prolétariat, c'est-à-dire de l'approfondissement et de la pérennisation de la condition prolétarienne que réclame le développement de l'industrie capitaliste.

4.5. L'urbanisation et la reproduction élargie de la force de travail.

Comme nous l'avons indiqué plus haut, l'appropriation capitaliste du procès de reproduction de la force de travail qui s'effectue au travers du processus d'urbanisation franchit un pas décisif dans les premières décennies du XXe siècle (aux États-Unis notamment) lorsque, avec la mécanisation du travail agricole et l'essor des industries agro-alimentaires, les biens de consommation qui rentrent dans la reproduction de la force de travail ne proviennent plus principalement de la sphère marchande du mode de production antérieur au mode de production capitaliste, ou du travail domestique, mais commencent au contraire à être majoritairement produits (et dans une moindre mesure, distribués) de manière capitaliste (Daumas, 2018), c'est-à-dire selon des méthodes industrielles qui permettent d'accroître la productivité du travail et donc de diminuer la valeur d'échange de ces biens.

La diminution de la valeur d'échange de la force de travail qui est au principe de la production de survalueur relative n'est alors plus simplement obtenue par la déqualification du travail (la décomposition d'un procès de travail complexe en plusieurs procès de travail simple qui permet de réduire le temps nécessaire à l'apprentissage du travail et donc de diminuer le coût de reproduction de la force de travail) et par l'accroissement de la concurrence entre travailleurs qui résulte de ce processus de déqualification, mais de plus en plus par cette dévalorisation des biens de consommation qui rentrent dans la reproduction de la force de travail et qui en déterminent la valeur d'échange. L'urbanisation des sociétés capitalistes et l'intériorisation par le capital du procès de reproduction de la force de travail qui s'y accomplit consacrent alors pleinement la mise en place du régime dit intensif d'accumulation du capital, fondé sur l'extraction de survalueur relative (Palloix, 1978).

Précisons. Ce que l'urbanisation capitaliste des premières décennies du XXe siècle apporte de fondamentalement nouveau au regard de la reproduction du capital, ce n'est donc pas l'existence de la survalueur relative et la dévalorisation de la force de travail sur laquelle elle repose, ni même le fait que cette dévalorisation de la force de travail soit obtenue grâce à une diminution des coûts de reproduction de la force de travail, mais les modalités économiques concrètes au travers desquelles est mise en œuvre cette diminution des coûts de reproduction de la force de travail : alors que jusqu'à la fin du XIXème siècle les transformations qui concourent à la diminution de la valeur d'échange de la force de travail ont principalement lieu au sein du procès de production (donc à l'intérieur de l'établissement productif), concernent la réalité matérielle du procès de travail, et sont mises en œuvre par des capitalistes individuels, ce sont ensuite de plus en plus les transformations du procès de reproduction de la force de travail qui se réalisent dans le cadre du processus d'urbanisation – au regard desquelles les capitalistes individuels ne sont pas directement responsables et dont la classe capitaliste dans son ensemble n'est pas non plus totalement responsable (cf.infra) - qui sont à la source de la diminution de coûts de reproduction de la force de travail et donc de la production de survalueur relative.

En somme, en tant que support de la socialisation du procès de reproduction de la force de travail, l'urbanisation capitaliste des premières décennies du XXe siècle a pour résultat essentiel la socialisation des conditions de l'exploitation de la force de travail et de la valorisation du capital : qui dépendent donc de moins en moins directement de l'activité des capitalistes pris individuellement et de plus en plus de processus sociaux, historiques. La valorisation et l'accumulation du capital sont ainsi de moins en moins soumises au caractère contingent des

initiatives des capitaines d'industrie : leur fonctionnement tend à se réguler au sein du monde du capital qui se constitue progressivement au travers du processus d'urbanisation (Bordiga, 1953).

4.6. Le rôle des consommations collectives dans la reproduction élargie de la force de travail.

Outre l'importance croissante des marchandises capitalistes, l'un des aspects majeurs du processus de socialisation du procès de reproduction de la force de travail qui s'accomplit au travers du processus d'urbanisation entre la fin du XIXe et le début du XXe siècle réside dans l'essor des consommations collectives (Castells, 1981; Palloix, 1978) : transports ; logements ; santé ; éducation ; culture ; raccordement à l'eau potable, à l'égout, au gaz, à l'électricité ; éclairage public, etc.

Tributaire de l'agglomération et de la fixation des travailleurs dans les villes, c'est-à-dire d'un certain niveau de développement du processus d'urbanisation, l'existence de ces équipements et services collectifs (et des nouvelles formes de consommation qui leur sont associées) participe en retour à transformer l'espace urbain et à en faire le support du développement intensif et extensif de la production capitaliste : gains de productivité et apparition de nouvelles branches dans la production sociale. De fait, comme nous allons le préciser, ces équipements et ces services collectifs ont joué un rôle majeur dans la tendance que nous avons analysée ci-dessus, à savoir dans l'importance croissante de la part des marchandises capitalistes dans le procès de reproduction de la force de travail.

La relation qui s'établit entre les processus d'urbanisation et d'industrialisation sur la base du développement des équipements et des services collectifs peut être analysée sous deux angles différents, celui de la valeur d'échange et celui de la valeur d'usage.

Du point de vue la valeur d'échange, le caractère de plus en plus collectif du procès de reproduction de la force de travail que rendent possible l'agglomération et la fixation des travailleurs dans l'espace urbain est à l'origine d'économies d'échelles qui contribuent à limiter l'accroissement du coût de reproduction de la force de travail associé à l'élargissement de la norme de consommation (Castells, 1981; Palloix, 1978). Tout d'abord en effet, le caractère collectif de la consommation des biens et des services qui répondent aux nouveaux besoins des travailleurs (en termes de confort, d'hygiène, de mobilité, d'éducation, etc.) permet, grâce aux économies d'échelle, de limiter l'accroissement du coût de reproduction de la force de travail qui découle de l'existence de ces nouveaux besoins et de la nécessité (sociale) de les satisfaire. Ensuite, en tant que forces productives, certains de ces équipements collectifs vont permettre

d'accroître la productivité du travail ou d'économiser du capital constant dans les différentes branches de l'économie qui les mobilisent directement ou indirectement. Ils vont ainsi favoriser, grâce à la dévalorisation des biens de consommation qui rentrent dans le procès de reproduction de la force de travail, soit la diminution de la valeur d'échange de cette dernière, soit l'élargissement de la norme de consommation.

Cette socialisation du procès de reproduction de la force de travail qui s'effectue au travers du processus d'urbanisation et sur la base des effets d'agglomération qui lui sont liés se pose ainsi, théoriquement, comme une manière de réguler la reproduction élargie de la force de travail, c'est-à-dire l'accroissement historique des besoins à satisfaire et des richesses à consommer dans le cadre du procès de reproduction de la force de travail – accroissement qui est lui-même une condition de la poursuite du développement de la production capitaliste. L'essor des biens collectifs dans l'espace urbain se présente donc, autrement dit, comme la matérialisation spatiale d'un mode de régulation de l'élargissement de la norme de consommation que l'on observe dans les premières décennies du XXe siècle. Cette régulation a pour effet de limiter les effets négatifs de l'élargissement de la consommation ouvrière sur le coût de reproduction de la force de travail tout en conservant ses effets positifs en termes d'hégémonie pour le capital et au regard de l'accumulation du capital. Sur ce dernier point, il faut ajouter à ce que nous avons dit plus haut que l'investissement dans les équipements collectifs ainsi que le fonctionnement des services correspondants ouvrent de nouveaux débouchés à la production capitaliste, que soit au travers des distributions de salaires qu'ils occasionnent, des demandes inter-industrielles qu'ils suscitent, ou encore des nouveaux besoins et des formes de consommation qu'ils rendent matériellement possibles (ce dernier élément renvoie pour sa part à la valeur d'usage des équipements collectifs, cf. infra).

Après 1945, dans le cadre du capitalisme fordiste (ou du « capitalisme monopoliste d'État »), ce mode de régulation évolue et ses effets se renforcent au travers de la prise en charge par les pouvoirs publics de l'essentiel des équipements et services collectifs, qui deviennent alors plus nombreux (le taux d'accès de la population aux équipements collectifs s'améliore) et plus diversifiés (les équipements et les services publics concernent un nombre de plus en plus important de besoins sociaux, en répondant à des besoins anciens, mais aussi en produisant et en suscitant des besoins nouveaux). Par rapport à la configuration précédente, le renoncement à la réalisation d'un taux de profit normal de la part des pouvoirs publics permet alors d'accroître encore davantage la dévalorisation des consommations collectives et donc la diminution relative du coût de reproduction de la force de travail qu'elle permet, tout en

amplifiant les effets d'entraînement économique et de renforcement hégémonique précédemment évoqués. Cette socialisation du procès de reproduction de la force de travail qui s'opère au travers du processus d'urbanisation et sur la base de la prise en charge par les pouvoirs publics des équipements et des services collectifs joue ainsi un rôle central dans le régime d'accumulation fordiste (Aglietta, 1976). Conjuguée à la mise en place d'un nouveau mode de répartition de la survalue et aux forts gains de productivité que l'on observe au cours de cette période (auxquels participent d'ailleurs, comme on l'a vu, les équipements et les services publics), elle permet en effet un fort accroissement du pouvoir d'achat des ménages et soutient de cette façon le développement de la section des biens de consommation : avec notamment, au cours de cette période, l'équipement massif des ménages en biens de consommation individuels durables (cf. infra).

Du point de vue de la valeur d'usage, les équipements et les services collectifs que nous avons évoqués constituent le socle matériel de la croissance et de la diversification des marchandises consommées par les travailleurs, soit de l'évolution de la norme de consommation. Ils permettent en effet de faire apparaître de nouveaux produits répondant à de nouveaux besoins, ou répondant d'une nouvelle façon à des besoins anciens. Que l'on pense par exemple au raccordement des logements au gaz, à l'électricité, à l'eau et aux égouts : sans ces équipements collectifs, la croissance de l'équipement des ménages en biens de consommation durables individuels (le mobilier de la cuisine et de la salle de bains par exemple, ou la propagation de l'électroménager, de la radio, de la télévision dans la seconde moitié du siècle) serait tout simplement matériellement impossible. De même, la généralisation de l'automobile n'aurait pas été possible en l'absence des travaux d'amélioration et d'aménagement de la voirie qui furent en partie réalisés avant même sa diffusion. Il en va de même de la consommation de produits et de services culturels, qui n'a pu se généraliser que grâce à l'élévation du niveau d'éducation de la population. On pourrait ainsi multiplier les exemples. Pour conclure, les équipements et les services collectifs mis à disposition de la population dans le cadre du processus d'urbanisation constituent donc en quelque sorte les pédoncules (ou plus rigoureusement, les « rafles ») soutenant les grappes de biens de consommation individuels qui vont alimenter la croissance de la production capitaliste tout au long du XX^{ème} siècle, et même au-delà.

4.7. L'évolution de l'habitat de la force de travail.

Si l'on considère les aspects matériels du processus d'urbanisation qui favorisent l'élargissement de la norme de consommation et le développement de la production capitaliste,

il convient d'évoquer – outre le développement des équipements collectifs et des services correspondants –, d'autres phénomènes tels que l'agrandissement de la surface des logements, la sédentarisation croissante des ménages ainsi que l'éloignement progressif des logements des travailleurs par rapport à leur lieu de travail : en bref, l'évolution de l'habitat de la force de travail.

Comme le souligne Pedro Abramo (1995) en se référant au travail fondateur de Michel Aglietta *Régulation et crises du capitalisme* (1976), l'agrandissement de l'unité domiciliaire ainsi que la sédentarisation croissante des travailleurs constituent en effet l'une des conditions de l'accumulation croissante de marchandises au sein de l'unité familiale. La « panoplie » ou la « collection » de marchandises qui définit la « société de consommation » (Baudrillard, 1986) et qui propulse le développement du capitalisme à cette période trouve dans ce nouveau type d'habitat de la force de travail ses conditions spatiales d'existence : de la surface disponible bien sûr, mais aussi une forme et un aménagement intérieur standardisés – une boîte rectangulaire divisée en plusieurs pièces spécialisées - qui facilitent la greffe des nouveaux objets de consommation dans l'espace domestique¹⁹¹. En retour, l'introduction de ces biens de consommation issus de l'industrie capitaliste à l'intérieur de l'habitat de la force de travail redéfinit profondément ce dernier. Dans son aspect fonctionnel tout d'abord : il n'est plus simplement le lieu de reproduction de la force de travail (celui où les travailleurs dorment, mangent, procréent et élèvent leurs enfants) mais de plus en plus le lieu privilégié de la réalisation de la survalue contenue dans les marchandises. Mais aussi dans son aspect expérientiel : l'accumulation de marchandises standardisées au sein de l'espace domestique devient le mode privilégié d'appropriation individuel de l'espace, donc de la manière d'être dans le monde des individus, ce qui induit la fabrique d'un nouveau type d'individualité historique et permet un enrichissement du régime passionnel du capitalisme, dans lequel la jouissance consumériste à l'intérieur de l'espace domestique sert d'exutoire aux passions réprimées par la pénibilité du labeur d'usine, par la parcellisation extrême du travail, son

¹⁹¹) Ce dernier point nous rappelle une anecdote amusante : un habitant d'Ivry-sur-Seine ayant occupé pendant plusieurs années un appartement dans l'ensemble de logements sociaux conçu par l'architecte Jean Renaudie – qui connaissait Henri Lefebvre et qui partageait sa critique de la standardisation du logement et du fonctionnalisme en matière d'architecture – fit part à l'auteur [ego] que la forme de ces appartements – en étoile, avec des coins exigus – avait pour désavantage de rendre très difficile de les équiper en objets divers et surtout de les meubler à faible coût : la forme standard, rectangulaire, des meubles produits de manière industrielle (notre interlocuteur évoquait les produits de la marque IKEA) ne convient pas dans ce genre d'appartement et il est nécessaire, si l'on veut optimiser l'espace, de se procurer des meubles faits sur-mesure, bien plus onéreux. Cette anecdote montre donc bien que les caractéristiques de l'espace domestique conditionnent l'adoption d'un mode de consommation et, inversement, comment l'attraction exercée par un mode de consommation peut rendre moins désirable un type d'espace domestique donné.

encadrement hiérarchique serré et les cadences insoutenables imposées par les machines. Une aliénation permettant ainsi d'en tolérer une autre. L'espace domestique, terrain de l'expansion de la réification et du fétichisme du capital, devient dès lors un milieu d'enfermement dans le monde fantasmagorique des objets, de la marchandise et du capital (Palloix, 1978; Lefebvre, 2001d).

À l'échelle de l'espace urbain, cette transformation de l'habitat de la force de travail s'effectue au travers de deux grandes tendances. La première, qui s'amorce plusieurs décennies avant la période fordiste, est celle du développement et de la rénovation des banlieues ouvrières, avec la production massive, en leur sein, de logements collectifs « sociaux », dont la production est soutenue ou prise en charge par les pouvoirs publics. En France, cette tendance s'appuie d'abord sur la politique des « Habitations Bon Marché » (HBM), mise en place en 1894 et renforcée pendant l'entre-deux-guerres¹⁹² ; puis, à partir de 1950, sur la politique des « Habitations à Loyer Modéré » (HLM), qui donne lieu à la construction des « grands ensembles » dans la périphérie proche (dans la « petite couronne », dans le cas de Paris) et lointaine (« villes-nouvelles » de la « grande couronne » parisienne) des grandes agglomérations urbaines (Preteceille, 1973). Historiquement donc, la croissance de l'habitat collectif et du logement social dans les banlieues ouvrières conditionne le développement du capitalisme fordiste et l'accompagne jusqu'à sa crise. Le second processus urbain au travers duquel se transforme l'habitat de la force de travail à l'époque du capitalisme fordiste est celui de la « périurbanisation », avec le développement des lotissements pavillonnaires et l'accession à la propriété privée d'un logement individuel pour une part significative des travailleurs.

À partir des années 1960, la production de l'habitat pavillonnaire occupe une place particulièrement importante dans le développement du capitalisme, et ce à plusieurs titres. C'est notamment le cas dans la mesure où elle s'entretient avec la diffusion de l'automobile, le produit phare du capitalisme fordiste qui continue aujourd'hui encore de jouer un rôle primordial dans le fonctionnement de l'économie capitaliste. Le schéma à l'œuvre est bien connu : l'automobile permet viabiliser l'éloignement des logements par rapport au lieu de travail qui caractérise le modèle de l'habitat pavillonnaire, tandis que ce dernier entérine le besoin d'automobiles, c'est-à-dire verrouille la place de l'automobile dans le mode de vie de la population en faisant de cette dernière une dépense socialement nécessaire. L'automobile contribue autrement dit à

¹⁹²) En France, le processus d'exode rural s'accélère sensiblement après la première guerre mondiale, d'où la recrudescence des besoins en termes de production de logements dans les agglomérations urbaines, notamment à Paris. Il en ira de même après la seconde guerre mondiale.

transformer l'espace urbain et se rend de cette manière indispensable (Lefebvre, 2000)¹⁹³. En outre, la diffusion de l'automobile et les nouvelles formes de mobilité qu'elle permet rendent possible l'essor de la grande distribution, soit d'une autre tendance fondamentale du développement du capitalisme au cours de la seconde moitié du XX^{ème} siècle, qui elle aussi, en retour, fait de l'automobile un équipement indispensable de la vie quotidienne. Ainsi, la croissance du secteur automobile, celle du secteur de la construction et celle de la grande distribution, s'entretiennent dans une relation d'interdépendance dynamique qui constitua et qui continue dans une certaine mesure de constituer un formidable moteur pour la reproduction du capital et le développement de la production capitaliste (Harvey, 2004a).

À ce rôle dans la dynamique de l'économie capitaliste, il faut aussi ajouter celui que la diffusion de l'habitat pavillonnaire joue en matière de renforcement de l'hégémonie du capital. Selon les auteurs de la géographie radicale anglosaxonne (Harvey, 2010), et comme le soulignait déjà Henri Lefebvre (notamment dans sa *Critique de la Vie Quotidienne*), le développement de ce mode d'habitat a joué un rôle central dans l'effritement de la conscience de classe des travailleurs au cours du dernier quart du XX^e siècle, au point de constituer l'un des principaux outils utilisés par la bourgeoisie dans sa « contre-révolution conservatrice », c'est-à-dire dans la mise en place de ce qui est couramment nommé le « capitalisme néolibéral ». Plusieurs arguments peuvent être avancés pour étayer ce point. Nous nous contenterons ici de restituer de manière synthétique les principaux d'entre eux.

Le premier effet de la diffusion de l'habitat pavillonnaire et de la production de l'espace périurbain en matière de renforcement de l'hégémonie du capital est sans doute d'avoir permis de transformer le statut des banlieues ouvrières dans le tissu social et urbain et de remettre en cause le danger que représentait la « ceinture rouge » pour l'ordre capitaliste et la tranquillité de la bourgeoisie parisienne (Rustenholz, 2015). Il faut en effet rappeler que les banlieues ouvrières des grandes agglomérations urbaines, et de Paris en particulier, s'étaient posées – au côté des villes industrielles, à l'instar de celles du bassin houiller dans le nord de la France – comme un espace de construction de l'identité collective de la classe ouvrière, complémentaire et en étroite interaction avec celui que constituait par ailleurs l'entreprise, et tout particulièrement l'usine (Tronti, 2016). Tout comme au sein de cette dernière, la concentration spatiale et l'homogénéisation des conditions d'existence des travailleurs au sein des banlieues ouvrières ont en effet fourni pendant près d'un siècle (1880-1980) les conditions matérielles de

¹⁹³) Ici s'illustre à nouveau l'idée selon laquelle une pratique sociale se réalise en produisant l'espace qui constitue son mode matériel d'existence, celui qui lui permet de s'institutionnaliser.

l'unification et de l'organisation politique de la classe ouvrière, et de sa capacité d'action. La ceinture rouge représentait alors un véritable foyer insurrectionnel, faisant planer le spectre de la révolution aux portes de Paris. Les organisations syndicales y étaient puissantes, la vie associative dynamique et le Parti Communiste Français était à la tête de la plupart des municipalités. Les événements de Mai 68, qui avaient vu *l'Irruption de Nanterre au sommet*, pour reprendre le titre d'un ouvrage d'Henri Lefebvre (1968), avaient fait la démonstration du danger qu'elles représentaient pour la reproduction politique (hégémonique) des rapports sociaux capitalistes. De support de l'accumulation du capital, les banlieues ouvrières s'étaient ainsi transformées en menace pour la reproduction des rapports de production. La classe ouvrière avait su, par ses luttes, se réapproprier cet espace dédié au consumérisme et conçu pour les réquisits de la mobilisation quotidienne de la force de travail de façon à en faire un espace où se reproduisait et s'amplifiait sa puissance politique, où sa conscience de classe prenait consistance et où s'inventaient de nouvelles formes de vie. La survie du capitalisme exigeait donc que soient brisées ces places fortes de la classe ouvrière ; que soit stérilisé ce terreau révolutionnaire. Ce fut le cas. La production (destructrice) de l'espace pavillonnaire est l'un des aspects centraux de ce moment décisif de l'histoire de la lutte de classes, qui aura permis à la bourgeoisie de restaurer son pouvoir de classe et aux rapports sociaux capitalistes de poursuivre leur développement.

Pour reprendre le mot de David Harvey (2004a), la « solution par l'étalement périurbain »¹⁹⁴ au problème des banlieues ouvrières a en effet permis de déstabiliser ces foyers insurrectionnels et d'ébranler la conscience de classe du prolétariat en induisant une dualisation socio-spatiale de ses conditions d'existence ; dualisation qui, en plus de remettre en cause son unité, c'est-à-dire de faire diverger les formes de souffrances sociales et donc la nature des revendications politiques exprimées en son sein, a eu comme double effet, d'une part, d'anémier l'une de ses franges et de favoriser le ralliement de celle-ci au nouveau bloc hégémonique (néolibéral) en formation et, d'autre part, de déstabiliser et de stigmatiser, au travers d'un processus complexe mêlant ségrégation, racisation¹⁹⁵ et paupérisation (relative), la frange du prolétariat restée fixée

¹⁹⁴) David Harvey parle pour sa part de « solution par la banlieue » pour désigner le mouvement de périurbanisation et la production de lotissements pavillonnaires. Afin d'éviter les équivoques, nous nous sommes permis d'adapter son expression à la terminologie utilisée par les géographes francophones.

¹⁹⁵) La racisation désigne ici le processus par lequel un ensemble d'individus se voit identifié et assigné à une « race ». La ségrégation, qui désigne un processus de séparation spatiale des groupes sociaux, peut être envisagée comme une forme de production spatiale de la racisation : c'est dans l'espace ségrégué que se concrétise cette abstraction sociale qu'est la race. A l'expression de ségrégation raciale, il semblerait ainsi préférable de parler de ségrégation racisante (ou racialisante). Notons que l'on aperçoit ici de quelle manière la problématique lefebvrienne de la production de l'espace pourrait être étendue à d'autres rapports sociaux de domination que le capital. Pour enrichir la problématique théorique que nous élaborons dans cette partie, il serait donc possible

dans les grands ensembles, avec pour conséquence d'amoindrir sa puissance politique et de l'offrir à toutes les formes d'instrumentalisations politiques. Pour le dire de manière plus synthétique, la production de l'espace pavillonnaire a donc contribué à la fragmentation du prolétariat et au délitement de sa puissance politique en induisant une fragmentation et une hiérarchisation de l'espace urbain (résidentiel) ainsi qu'une homogénéisation sociale, et notamment raciale, de ses fragments. Les différences qui coexistaient au sein des banlieues ont ainsi été spatialement dissociées et transformées en particularités, sources ou prétextes de tensions ou même de rivalités internes au prolétariat qui divisèrent progressivement celui-ci et permirent au capital de renforcer son hégémonie, en la fondant sur de nouvelles bases socio-spatiales.

Les effets hégémoniques de la production de l'espace pavillonnaire tiennent par ailleurs, et plus directement, à ses caractéristiques intrinsèques.

Sur le plan morphologique et pratique tout d'abord, l'espace pavillonnaire se présente comme un espace d'atomisation, de dispersion et d'immobilisation des travailleurs. Aux liens immédiats qui unissaient les travailleurs dans les banlieues et dans la rue, comme espaces de rencontre et de spontanéité, le lotissement pavillonnaire substitue la distance et la séparation entre les individus, dans un espace sans vie, ultraspécialisé, où la vie quotidienne est routinisée et d'où aucun possible ne semble pouvoir émerger (du moins jusqu'en 2018..., cf. IX.5).

Constitué d'unités homogènes mais séparées, identiques mais morcelées, simplement additionnées les unes aux autres, le lotissement pavillonnaire semble dans une certaine mesure reproduire à sa manière, pour le prolétariat, ce que Marx disait au sujet de la paysannerie française du XIX^e siècle dans *Le 18 Brumaire de Louis Napoléon Bonaparte* : « *Les paysans parcellaires constituent une masse énorme dont les membres vivent tous dans la même situation, mais sans être unis les uns aux autres par des rapports variés. (...) . La parcelle, le paysan et sa famille ; à côté, une autre parcelle, un autre paysan et une autre famille. Un certain nombre de ces familles forment un village et un certain nombre de villages un département. Ainsi, la grande masse de la nation française est constituée par une simple addition de grandeurs de même nom, à peu près de la même façon qu'un sac rempli de pommes de terre forme un sac de pommes de terre. Dans la mesure où des millions de familles paysannes vivent dans des conditions économiques qui les séparent les unes des autres et opposent leur genre de*

d'envisager d'analyser la façon dont la reproduction du capital s'articule, au travers de la production de l'espace, à la reproduction d'autres rapports sociaux de domination.

vie, leurs intérêts et leur culture à ceux des autres classes de la société, elles constituent une classe. Mais elles ne constituent pas une classe dans la mesure où il n'existe entre les paysans parcellaires qu'un lien local et où la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale ni aucune organisation politique. C'est pourquoi ils sont incapables de défendre leurs intérêts de classe en leur propre nom, soit par l'intermédiaire d'un Parlement, soit par l'intermédiaire d'une Assemblée. Ils ne peuvent se représenter eux-mêmes, ils doivent être représentés.» (Marx, 1969, pp. 106-107). Il semble donc possible d'avancer à titre d'hypothèse que, de la même manière que la paysannerie française du XIXe siècle, le prolétariat des lotissements pavillonnaires se trouve, du fait de ses conditions matérielles d'existence - de la dispersion et de l'isolement de ses membres ; de la pauvreté de leurs relations immédiates, quotidiennes - miner dans sa capacité à se constituer en tant que « classe pour soi », c'est-à-dire à se constituer en sujet politique, doté d'une conscience de classe. Au travers de son repli dans l'espace domestique (et dans la cellule familiale) et de la culture individualiste qu'il développe au sein de ce nouveau milieu, il tend à la place à se transformer en élément conservateur de la société et en soutien des intérêts politiques des classes dominantes. De fait, à l'instar des paysans parcellaires au cours du Second Empire et de la troisième république, les classes moyennes qui occupent l'espace périurbain fournissent un apport quantitativement indispensable au bloc hégémonique néolibéral (Amable, Guillaud, & Palombarini, 2012; Davezies, Guilluy, Donzelot, & Béja, 2013; Lefebvre, 2014; Lefebvre, 2002).

Mais le parallèle entre ces deux populations et ces deux époques a ses limites. Il risque en particulier de ne pas permettre de saisir pleinement la portée contre-révolutionnaire de la production de l'espace pavillonnaire au cours des dernières décennies du XXe siècle. C'est que les classes moyennes qui y vivent ne sont pas les paysans du XIXe siècle. Contrairement à ces derniers en effet, elles ne sont pas autonomes dans la production de leurs moyens de subsistance, mais participent à et s'inscrivent dans une vaste division du travail au sein de laquelle chaque travailleur (chaque famille) ne constitue qu'un maillon dépendant de tous les autres pour sa reproduction matérielle. Ainsi, le véritable tour de force historique de la production de l'espace pavillonnaire n'est pas seulement d'atomiser et d'accroître l'individualisme parmi les membres d'une certaine frange du prolétariat, mais de les atomiser et d'accroître leur individualisme tout en maintenant et même en prolongeant le processus de socialisation du procès de production et du procès de reproduction de la force de travail qui est au centre du développement historique du capitalisme. En somme, l'espace pavillonnaire peut

être vu comme un mode spatial de régulation de la contradiction entre socialisation des forces productives et formation de la conscience de classe du prolétariat.

Il en découle notamment que l'individualisme de la classe moyenne n'a pas la même signification historique (ni d'ailleurs le même contenu, mais nous laissons ce point de côté) que celui de la paysannerie française du XIX^e siècle. Tandis que l'individualisme de la classe paysanne se pose dans une certaine mesure comme le reflet de son autonomie dans la production de ses moyens de subsistance, l'individualisme des classes moyennes a tout d'une « fausse conscience », qui revient pour l'individu des classes moyennes à nier ou à refouler la double dépendance qui est la sienne : sa dépendance nécessaire envers les autres travailleurs (qu'ils appartiennent ou non aux classes moyennes) inscrits dans la division du travail et sans lesquels il ne pourrait atteindre le même niveau de confort matériel ; sa dépendance sociale, historiquement déterminée, envers les fétiches qui dirigent et orientent ses relations avec les autres travailleurs, c'est-à-dire envers le capital et l'État. Les effets hégémoniques pour le capital de ce double refoulement, de ces représentations fétichistes, sont donc considérables : elles conduisent les membres des classes moyennes à perdre de vue, c'est-à-dire à se trouver dans l'incapacité de reconnaître, à la fois les membres de leur propre classe, soit ceux sur qui ils doivent compter pour améliorer leurs conditions d'existence, et ce contre quoi ils doivent lutter dans cette perspective d'amélioration de leur existence. D'où l'impuissance politique de cette frange du prolétariat. Elle se trouve d'une part dans l'incapacité de diriger ses énergies passionnelles vers les causes structurelles des affects tristes qu'elle éprouve dans sa vie quotidienne et d'autre part dans l'incapacité de s'unir, de s'organiser collectivement, pour mettre en forme et donner une certaine efficacité et une certaine autonomie à ses énergies passionnelles. En perdition, non orientées et non organisées, les énergies passionnelles (ou les passions politiques) des classes moyennes sont dès lors conduites à être récupérées par les intérêts de la classe dominante et à être redirigées vers des cibles, des points d'applications, qui non seulement ne compromettent pas la reproduction des rapports sociaux capitalistes, mais qui ont en plus bien souvent pour effet de désunir encore davantage la classe du prolétariat. Parmi les points d'application proposés aux affects tristes et aux passions colériques des classes moyennes, figurent bien souvent en effet, à l'époque néolibérale, d'autres franges du prolétariat : parmi elles, les plus mobilisées ou les plus désignées par les classes dominantes comme point d'application de la colère des classes moyennes, sont sans doute les populations de prolétaires issues de l'immigration qui occupent les anciennes banlieues ouvrières.

Les bénéfices hégémoniques pour le capital de la production de l'espace pavillonnaire peuvent enfin être analysés à l'aune du processus d'abstraction auquel les rythmes de la vie quotidienne et le temps historique se trouvent soumis au sein de cet espace.

Comme nous l'avons évoqué, l'espace pavillonnaire est en effet tout d'abord un espace au sein duquel et par lequel s'instaure, au niveau de la vie quotidienne, une temporalité morcelée et routinisée, qui élimine le tragique et les possibles qui en jaillissent au profit de la répétition immuable du même, de l'identique. Pas d'imprévu, toujours les mêmes séquences qui se répètent selon le même schéma. De ce point de vue, la morne temporalité de l'espace pavillonnaire, de la vie quotidienne des populations qui y survivent, constitue donc une forme de garantie hégémonique de la reproduction des rapports de production, mettant celle-ci à l'abri de la poïésis révolutionnaire, de l'irruption soudaine (au travers d'une rencontre, d'un conflit, d'une fête...) de quelque chose de neuf qui prendrait au dépourvu les capacités du capital en matière d'absorption, de métabolisation ou de « réduction » des différences (Lefebvre, 2000, 2002, 2014).

Mais il est également possible, en mobilisant un autre registre argumentatif, d'avancer que la production de cet espace a d'une certaine façon pour effet de nier l'historicité, c'est-à-dire de transformer les pratiques et les représentations sociales du temps historique en substituant (à son échelle et à son niveau) le régime d'historicité futuriste dont s'était doté le mouvement ouvrier par une forme d'éternel présent, de présentisme (Hartog, 2003), qui conduit à se représenter l'ordre du monde comme une réalité indépassable et désormais immuable. La raison principale de ce bouleversement tient au fait que, dans ce type d'habitat de la force de travail, les travailleurs sont propriétaires de leurs logements. Bien qu'elle ne remette nullement en cause la condition prolétarienne – dans la mesure où les travailleurs ne sont propriétaires que de leurs moyens *individuels* de subsistance, et non des moyens *sociaux* – l'accession des travailleurs à la propriété de leurs logements a pour effet, dans les représentations sociales, de brouiller le paysage de classe, c'est-à-dire d'occulter l'antagonisme de classe au profit d'une représentation (fétichiste) selon laquelle les individus seraient en concurrence pour leur insertion à l'intérieur d'un ordre social-naturel perçu et vécu par les individus comme quelque chose d'immuable. Au travers de ces représentations qui nient l'existence de la lutte de classes, l'historicité semble alors avoir perdu son moteur, la source de son dynamisme, et s'être définitivement enlisée dans un éternel présent. La « fin de l'histoire » que croient ou que prétendent atteinte les idéologues néolibéraux trouve ainsi dans l'espace pavillonnaire l'une de ses modalités spatiales d'existence (Lefebvre, 2001, 2002).

Concluons ce long propos sur les relations qui unissent les transformations de l'habitat de la force de travail à la reproduction et au développement historique du capital. En tant qu'espace d'atomisation et de fixation des travailleurs qui permet au capital de déposséder ces derniers du caractère social de leurs procès de reproduction et de s'en approprier les bénéfices hégémoniques et économiques (c'est-à-dire au regard de la lutte de classes et de l'accumulation du capital), l'espace périurbain et ses lotissements pavillonnaires peut finalement être associé, par analogie, à l'espace de la manufacture, de la fabrique ou à celui de l'usine. Pour ainsi dire, il est à l'appropriation capitaliste du procès de reproduction de la force de travail ce que ces derniers sont à l'appropriation capitaliste du procès de travail. En eux et par eux, se réalise en effet le même processus, et ce, selon des modalités identiques bien qu'à des époques différentes et au niveau de moments distincts du procès de reproduction du capital. Dans ces deux espaces en effet, *le processus d'abstraction au travers duquel les individus sont aliénés de leurs conditions sociales d'existence et placés sous l'emprise du capital, s'effectue au travers de la fixation, de l'atomisation et de l'enfermement des travailleurs*. Dans les deux cas, il s'agit au travers de ces opérations spatiales de réduire les travailleurs à des parties d'un tout, à des particules d'un organisme qui leur semble étranger : l'atomisation et la fixation des travailleurs sur leurs postes de travail ont pour effet de briser l'autonomie du travailleur collectif en le plaçant sous la dépendance de médiations capitalistes (moyens sociaux de production et hiérarchie) ; de la même manière, l'atomisation et l'immobilisation des travailleurs dans l'espace périurbain, de même que leur enfermement dans les pavillons, ont pour effet de briser l'autonomie de la frange du prolétariat qui y (sur)vit.

4.8. Division capitaliste du travail et division sociale de l'espace urbain.

Pour terminer notre examen des transformations du procès de reproduction de la force de travail qui s'effectuent au travers du processus d'urbanisation et qui s'entretiennent avec le processus d'appropriation capitaliste du procès de production, il convient d'aborder la relation qui s'établit entre la division sociale de l'espace urbain (ou la ségrégation urbaine¹⁹⁶) et la division technique et sociale du travail (Castells, 1981; Lipietz, 1971; Dona-Gimenez, 1979; Palloix, 1978; Preteceille, 1995).

¹⁹⁶) Manuel Castells définit la ségrégation urbaine de la manière suivante : « on entendra par ségrégation urbaine, la tendance à l'organisation de l'espace en zones à forte homogénéité sociale interne et à forte disparité sociale entre elles, cette disparité étant comprise non seulement en termes de différences mais de hiérarchie. » (Castells, 1981, p. 218). Nous tenons ici les notions de division sociale de l'espace et de ségrégation urbaine pour synonymes.

Pour le dire de manière synthétique et purement théorique, les auteurs cités ci-dessus ont montré que le développement de la division capitaliste du travail (technique et sociale) surdétermine la division sociale de l'espace et se reproduit à travers elle.

Plus précisément, et tout d'abord, le développement de la division capitaliste du travail, ainsi que la structuration inégale du travailleur collectif¹⁹⁷ et la tendance à la formation d'une surpopulation relative¹⁹⁸ qui en découlent, constituent, selon ces auteurs, non la cause directe et exclusive, mais le fondement de la division sociale de l'espace. C'est elle en effet qui induit les différences (inégalités de salaires et de prestige) au sein du prolétariat qui vont ensuite, par le biais d'autres médiations (les pratiques de distinction sociales notamment, mais aussi éventuellement les politiques publiques en matière d'aménagement du territoire, de logement, de maintien de l'ordre, d'éducation¹⁹⁹, etc.) se traduire dans l'espace, au travers de son caractère ségrégué. En somme, dans les sociétés capitalistes, pas d'inégalités socio-spatiales sans hiérarchie salariale, sans structuration hiérarchisée du prolétariat (et sans classes sociales, mais nous laissons ce point de côté), et partant, sans la division capitaliste du travail qui produit cette hiérarchie salariale et cette structuration hiérarchisée du prolétariat (et ces classes sociales...). Cette reconnaissance de la primauté logique de la « production » dans l'explication théorique

¹⁹⁷) Cette tendance à la structuration inégale du travailleur collectif qui résulte du développement de la division capitaliste s'explique en particulier par le double processus de « déqualification/surqualification » qui lui est inhérent (Freysenet, 1977).

¹⁹⁸) La notion de surpopulation relative a été proposée par Karl Marx dans le livre I du *Capital*. Elle désigne la force de travail excédentaire par rapport aux besoins de la valorisation du capital. Cet excédent, qui résulte tendanciellement du mouvement même de l'accumulation du capital (qui tend à réduire la quantité de travail socialement nécessaire par l'accroissement de la productivité du travail), assure principalement trois fonctions au regard de celle-ci : un rôle de variable d'ajustement par rapport aux fluctuations conjoncturelles de l'économie capitaliste ; le rôle d' « armée de réserve industrielle », qui sert à discipliner les travailleurs en activité ; et un rôle que l'on pourrait qualifier d'hégémonique, qui passe par la stigmatisation et l'instrumentalisation politique de ces populations. La population qui constitue la surpopulation relative n'est pas homogène et les différentes catégories qui la constituent n'assument bien évidemment pas au même titre les différentes fonctions que nous venons d'évoquer.

¹⁹⁹) Les effets des politiques publiques en matière de renforcement de la ségrégation urbaine dépendent du contexte institutionnel dans lequel elles sont mises en œuvre, et notamment de leur caractère plus ou moins décentralisé. Sur ce point, Manuel Castells souligne que, en matière d'équipements collectifs, la « *démocratie locale* », c'est-à-dire l'autonomie des politiques publiques locales, « *aboutit, en pratique, à renforcer l'inégalité entre les communes et à institutionnaliser les barrières de la distance sociale dans l'espace* » (Castells, 1981, p. 232). Quand les équipements collectifs sont financés sur la base des ressources locales en effet, la mauvaise qualité des équipements collectifs des espaces (quartiers, communes) les plus défavorisés pousse les catégories sociales qui en ont les moyens financiers à quitter ces espaces. Il résulte de ces mouvements une tendance à l'homogénéisation sociale des différentes zones de l'espace et à l'accroissement des inégalités entre elles. Castells montre aussi par ailleurs que la stratégie des États en matière de maintien de l'ordre influence également largement le niveau et le rythme de la ségrégation urbaine : la stratégie « répressive » conduit à renforcer la ségrégation urbaine (elle se traduit par l'enfermement des catégories les plus défavorisées dans des espaces fermés dont l'organisation est conçue pour faciliter l'intervention des forces de police), tandis que la stratégie « intégratrice » conduit à atténuer la ségrégation urbaine (ou à la reproduire au niveau d'échelles spatiales plus fines, celle du quartier, voire de l'immeuble) en disséminant les catégories les plus défavorisées dans l'ensemble de l'espace urbain (Castells, 1981, p. 233).

de la division sociale de l'espace, ainsi que le rejet de l'idée « d'autonomie de l'espace » (des phénomènes spatiaux) qui en découle, constituent des éléments communs à tous les travaux marxistes que nous avons pu consulter sur ce sujet.

Mais ces auteurs précisent tous également que la division sociale de l'espace, son caractère ségrégué, n'est pas simplement le produit ou le reflet de la division capitaliste du travail, mais qu'elle contribue aussi, en retour, à reproduire les conditions sociales de celles-ci, c'est-à-dire à renforcer ou à redoubler les inégalités qui traversent le prolétariat. Nous reprendrons ici seulement deux arguments mis en avant par les auteurs marxistes pour étayer ce point.

1- Christian Palloix (1978) et Annie Dona-Gimenez (1979) soulignent en particulier que la « ségrégation urbaine » participe à la « structuration à l'entrée du travailleur collectif »²⁰⁰, soit à la possibilité pour les capitalistes de disposer d'une population de travailleurs dont la composition, en termes de qualification et de rémunérations notamment, est adéquate aux besoins de la division capitaliste du travail. Du point de vue de la valeur d'usage de la force de travail, la position occupée dans la division sociale de l'espace urbain détermine en effet le niveau de qualification de la force de travail, dans la mesure où elle conditionne la capacité d'accès des individus à l'éducation et à « la culture » (la culture bourgeoise). Du point de vue la valeur d'échange, cette position détermine la valeur d'échange de la force de travail, d'une part du fait de ces inégalités de qualification et d'autre part dans la mesure où la valeur d'échange des logements – qui dépend de leurs positions dans la division sociale de l'espace (Lipietz, 1971) – constitue un élément relativement important (souvent même le plus important dans les économies dites développées) du coût de reproduction de la force de travail. En ce sens, la ségrégation urbaine a pour effet de préconstituer, dans le procès de reproduction de la force de travail, le travailleur collectif qui doit entrer dans le procès de production du capital. Le processus de déqualification/surqualification ou de hiérarchisation des travailleurs que produit et que requiert la division technique du travail dans le cadre de la production capitaliste, tend ainsi, sur la base du processus d'urbanisation et du processus d'appropriation capitaliste du procès de reproduction de la force de travail qui s'y réalise, à s'effectuer en amont du procès de production - ce qui a pour avantage, du point de vue de la reproduction du capital, de limiter le temps, les coûts et les risques inhérents à cette mise en adéquation du travailleur collectif avec les exigences du procès de production. Pour ainsi dire, au travers de cette structuration à

²⁰⁰) Il revient à Annie Dona-Gimenez d'avoir forgé cette notion de « structuration à l'entrée du travailleur collectif » dans son travail de mémoire, rendu en 1976. Dans la mesure où ce travail est introuvable aujourd'hui, nous avons cité ci-dessus le travail de thèse de l'auteur, dans lequel cette notion est reprise et approfondie.

l'entrée du travailleur collectif que prend en charge l'organisation sociale de l'espace urbain, la socialisation du procès de production (la formation du travailleur collectif) se socialise : elle est mise en œuvre à une échelle directement sociale, et non plus au niveau des procès de production privés des capitalistes individuels ; ces derniers occupant ainsi une position de plus en plus extérieure par rapport au développement des forces sociales de la production et de plus en plus rentière par rapport à la production de survaleur.

Le concept de structuration à l'entrée du travailleur collectif, élaboré par Annie Dona-Gimenez et repris par Christian Palloix, nous semble ainsi constituer un outil théorique très intéressant pour l'analyse des relations qui se nouent entre la sphère productive et la sphère de la reproduction, ainsi qu'entre l'espace de travail et l'espace urbain. Au regard de la perspective théorique que nous nous attachons à reconstruire au sein de cette partie, elle nous semble tout à fait susceptible, par exemple, d'enrichir la caractérisation d'un régime de production de l'espace du capital, qui elle-même permet (c'est en tout cas ce que nous espérons et ce que nous essayons de montrer) d'alimenter la connaissance théorique du développement historique du capital. Nous ne pouvons ainsi que nous étonner et regretter le manque d'intérêt qu'elle a suscité et le sort que la postérité lui a réservé. Il faut toutefois immédiatement préciser, sur ce point, que l'idée théorique que renferme cette notion n'est pas absente dans la littérature actuelle. On la retrouve en effet dans la littérature relevant de la géographie économique ou de l'économie géographique au travers de la notion néoclassique « d'adéquation (ou d'inadéquation) de l'offre et de la demande de travail », qui constitue l'un des principaux arguments mis en avant dans l'explication théorique des « dynamiques territoriales », des disparités géographiques en termes d'évolution du taux de chômage et du taux de croissance. Ainsi, ce qu'il s'agit de retrouver en exhumant cette notion de structuration à l'entrée du travailleur collectif, cet outil théorique, ce n'est pas tant son contenu que l'usage (marxiste) que Annie Dona-Gimenez et Christian Palloix en faisaient : il s'agit en somme, pour la pensée critique, de réinscrire l'analyse de l'adéquation entre la structuration du prolétariat et les besoins de la division capitaliste du travail au sein d'une problématique visant à saisir la reproduction et le développement historique du capital dans son mode matériel d'existence. L'autre problématique, celle que l'on trouve dans les travaux académiques contemporains et qui consiste à expliquer les dynamiques territoriales à l'aide de la théorie économique, est en effet d'un intérêt assez limité pour la connaissance théorique et, dans la mesure notamment où les travaux qui en relèvent ne questionnent pas l'historicité du mode matériel d'existence de la division capitaliste du travail, elle ne peut finalement aboutir à véritablement autre chose qu'à instrumenter « scientifiquement » les

projets politiques qui consistent à produire une population et plus généralement, une société, conformément aux réquisits de la valorisation et de l'accumulation du capital. Pour le dire plus clairement, les travaux qui se bornent à expliquer le chômage dans les territoires par l'inadéquation entre l'offre et la demande sur le marché du travail local ne permettent pas de connaître les tendances actuelles du développement du capital (ce n'est pas leur objectif et, compte tenu des fondements conceptuels de ces travaux, ce ne pourrait pas être leur objectif), à savoir notamment sa tendance à la socialisation ; ils ont plutôt pour résultat, au travers des préconisations sur lesquelles ils débouchent mécaniquement en termes de politiques publiques²⁰¹, de renforcer cette tendance historique à la socialisation du capital qui consiste, au fond, à faire de la société entière, de l'espace social dans son ensemble, le mode matériel d'existence du capital.

2- Manuel Castells, de son côté, souligne que la ségrégation urbaine participe à la fragmentation culturelle et idéologique du prolétariat et qu'elle est à ce titre susceptible de constituer un facteur alimentant des tensions et des rivalités internes à celui-ci. Dans son argumentation, il souligne en particulier la tendance à l'autonomisation idéologique des groupes sociaux ségrégués : « *la correspondance entre une situation sociale et une implantation spatiale peut renforcer des tendances à l'autonomisation idéologique de certains groupes et amener à la constitution de sous-cultures écologiquement délimitées. La ségrégation peut renforcer la constitution de communautés qui, d'un côté, renforceront encore les distances sociales et spatiales et, de l'autre, leur donneront un sens dynamique, en transformant la différence en contradiction.* » (Castells, 1981, pp. 232-233). Bien qu'il n'emploie pas la terminologie Gramscienne dont nous faisons usage quand il s'agit d'aborder les conditions politiques (au sens large) de la reproduction du capital, et bien qu'il ne détaille pas l'analyse du contenu de ce qu'il appelle les « sous-culture écologiquement délimitées », l'analyse proposée

²⁰¹) En guise d'exemple, il est possible de penser aux sommations qui sont faites à l'université de rendre ses formations plus professionnalisantes, de privilégier les sciences naturelles aux sciences sociales etc..., sommations qui sont précisément appuyées et légitimées par ce type de travaux. Ce rôle idéologique des travaux académiques, il serait également possible de le voir dans certains travaux hétérodoxes, par exemple ceux de l'économie territoriale, qui montrent par exemple que l'existence d'un système d'enseignement et de formation adapté aux spécialisations sectorielles du territoire favorisent « l'ancrage territorial des firmes », donc le « développement territorial ». Laissée à elle-même, cette analyse ne peut déboucher sur autres choses que des préconisations en matière de politiques publiques ; en revanche, ressaisis de manière critique dans la conceptualisation et la théorisation marxiste du capital, ce type d'analyses et les résultats auxquels elles parviennent sont susceptibles d'éclairer la connaissance théorique des modalités historiquement déterminées de la socialisation du capital : en l'occurrence, ces travaux montrent à leur manière que l'une de ces modalités consiste, à l'époque contemporaine, à soumettre entièrement au capital les institutions d'enseignement et de formation. On voit ici toute l'ironie de ces travaux académiques qui, se voulant scientifiques, sont finalement idéologiques ; mais qui, précisément parce qu'ils sont idéologiques, peuvent malgré tout avoir un intérêt scientifique, à condition qu'ils soient traités par la pensée critique.

par Castells des conséquences de la ségrégation urbaine sur la cohésion du prolétariat et le dynamisme de la lutte des classes rejoint ainsi l'analyse que nous avons esquissée dans le point précédent, quand nous évoquions la dualisation de l'habitat de la force de travail engendrée par l'éclatement des banlieues ouvrières depuis les années 1960-1970 et ses effets sur le renforcement de l'hégémonie du capital. Notons en particulier qu'au travers de son traitement de la ségrégation urbaine, Manuel Castells s'est montré sensible à la question de l'articulation des rapports sociaux de domination, en s'intéressant en particulier à la façon dont, sur la base d'une organisation sociale de l'espace déterminée (l'espace ségrégué des agglomérations urbaines aux États-Unis), les rapports de race contribuent à la reproduction du rapport de classe capitaliste. On retrouve par ailleurs, dans la citation que nous venons de donner, une idée qui est chère à Henri Lefebvre, à savoir, pour le dire avec le vocabulaire utilisé par ce dernier, que *la dissociation spatiale des différences transforme ces dernières en particularités*, sources de tensions ou de rivalités entre les groupes sociaux. Comme on l'a vu dans les précédents chapitres, cette opération de dissociation des différences et de réduction de celles-ci en particularités est en effet pour lui l'une des propriétés de la production de l'espace abstrait. Il semblerait ainsi qu'il y ait, chez Lefebvre et Castells, la même idée selon laquelle la fragmentation spatiale du prolétariat contribue à sa fragmentation culturelle, idéologique et politique.

Toutefois, les propositions théoriques que nous pouvons tirer de l'œuvre d'Henri Lefebvre et celles avancées par Manuel Castells ne sont pas équivalentes. Entre ces deux propositions, il n'y a pas uniquement une différence de vocabulaire, mais une différence de conception et de théorisation, qui met en valeur la différence entre l'approche matérialiste et dialectique qu'il est possible de reconstruire à partir de l'œuvre d'Henri Lefebvre et l'approche structuraliste proposée par Manuel Castells dans *La question urbaine*. La pensée d'Henri Lefebvre nous invite en effet à analyser la façon dont la ségrégation urbaine contribue à fragmenter le prolétariat et à renforcer l'hégémonie du capital à partir du concept de fétichisme - comme processus d'abstraction capitaliste du monde et de concrétisation de l'abstraction capitaliste - et des concepts adjacents de réification et d'aliénation. La valeur ajoutée, si l'on peut dire, de ces concepts et de la théorisation qu'ils contiennent réside notamment dans le fait qu'ils permettent de rendre compte du processus de production et de reproduction spatiale des rapports sociaux de domination (rapports de classes, de races, de genres), c'est-à-dire d'expliquer théoriquement comment et au travers de quelles opérations la production de l'espace ségrégué débouche sur une balkanisation croissante du prolétariat.

Comme nous l'avons vu dans un précédent chapitre en effet, la perspective conceptuelle et théorique d'Henri Lefebvre nous invite à reconnaître que les abstractions sociales que sont le capital, la race ou le genre (ces entités homogénéisantes et dominatrices) se réalisent ou se concrétisent en se matérialisant d'une manière déterminée dans l'espace. On a ainsi vu que, dans la fabrique et la grande industrie, les travailleurs sont dépossédés de leurs forces sociales productives au travers de l'objectivation ou de la réification de celles-ci à l'intérieur du système machinique, c'est-à-dire des moyens sociaux de production détenus par les capitalistes : c'est au travers de cette réification des forces sociales productives dans le capital fixe que ces dernières se séparent et s'autonomisent des travailleurs pour se retourner face à eux sous la forme de puissances dominatrices. Dans un parallèle sans doute un peu osé (car il existe de très nombreux travaux sur la production de la race ou du genre et que nous les connaissons mal), il nous semble possible d'envisager la ségrégation raciale comme une forme de production spatiale de la race. La ségrégation raciale serait donc racialisante. Deux façons d'argumenter cette idée sont ici envisageables.

Il est tout d'abord possible de considérer que la ségrégation raciale est racialisante dans la mesure où elle conduit à donner une certaine réalité pratique, matérielle, à l'appartenance à une « race » : par définition, dans le cadre de la ségrégation raciale, le fait d'appartenir à une (soi-disant) race plutôt qu'à une autre, se traduit concrètement dans des pratiques, des modes ou des styles de vie, non seulement différents mais inégaux, qui dépendent des caractéristiques de l'espace occupé. La ségrégation raciale donne ainsi une consistance matérielle à la race en tant que rapport social de domination. L'appartenance réelle ou supposée à une (soi-disant) race se voit autrement dit redoublée, dans le cadre de la ségrégation, par une appartenance à des conditions matérielles d'existence semblables qui diffèrent de celles dans lesquelles évolue le reste de la population. Cette appartenance commune favorise alors ensuite, à son tour, l'émergence ou la consolidation, dans les représentations sociales, de l'identification de la population ségréguée comme d'une population « à part », dotée de ses propres intérêts particuliers. Dès lors, la population ségréguée peut être conduite à placer ses luttes pour l'amélioration de ses conditions d'existence sous la bannière de son appartenance à une « race » ; tandis que le reste de la population, qui occupe une position moins défavorable dans la division sociale de l'espace, peut être conduite, non seulement à ne plus reconnaître dans la population ségréguée et racialisée un membre de sa propre classe, mais peut plus encore être amenée à voir dans cette population une population aux intérêts qui rentrent en contradiction avec les siens.

Plus encore, il est possible de considérer - en pensant par exemple à la façon dont en France l'image des banlieues et des quartiers défavorisés contribue à façonner les représentations sociales stigmatisant les populations issues de l'immigration post-coloniale – que le fait pour une population d'être ségréguée dans une zone qui occupe une position défavorable au sein de la division sociale de l'espace conduit à faire de l'appartenance réelle ou supposée de cette population à une race, une propriété qui lui devient étrangère, qui ne lui appartient plus, c'est-à-dire qui se voit définie, dévalorisée et stigmatisée, par les populations qui occupent une position dominante ou moins défavorable au sein de la division sociale de l'espace : ces dernières tendant en effet, de manière fétichiste, à imputer aux différences raciales des individus ségrégués la cause des caractéristiques de l'espace qu'ils occupent (insécurité, insalubrité, etc.) – alors même que celles-ci découlent en vérité de la position dominée, périphérique, de ce dernier dans la division capitaliste de l'espace social. La population ségréguée se voit ainsi définie, de manière hétéronome, en fonction des caractéristiques de l'espace dans lequel elle se trouve cantonnée. C'est ainsi que les différences propres aux individus de cette population leur sont aliénées et transformées en stigmates qui leur sont infligés. Dès lors, il n'est pas surprenant que les luttes politiques de ces populations puissent avoir pour enjeu principal et immédiat ce qu'on appelle dans le langage de la sociologie bourdieusienne, le « retournement du stigmat », c'est-à-dire la tentative de se réapproprier et de définir de manière autonome la signification sociale de leur appartenance (Bouteldja, 2023). Pour aussi nécessaires qu'elles soient dans le cadre de la ségrégation racialisante, ces réactions politiques face à la stigmatisation n'en demeurent cependant pas moins, précisément, des réactions, qui se situent sur le terrain idéologique défini en premier lieu par les catégories dominantes et qui, d'une certaine façon, peuvent conduire à entériner l'existence sociale de la race. Du point de vue de la lutte des classes, la structuration hiérarchique du prolétariat ainsi réifiée et occultée comme telle par la race peut alors rendre plus difficile (mais non impossible) l'émergence d'un bloc historique capable de regrouper toutes les forces du prolétariat.

On aperçoit donc ici un programme de recherche qui dépasse largement les ambitions de cette thèse : l'analyse de ce que l'on pourrait appeler la coproduction spatiale des rapports sociaux de domination, la coproduction spatiale des fétiches. Bien que nous n'approfondirons pas cette perspective, nous pensons que la notion de régime de production de l'espace pourrait et même devrait, dans l'idéal, s'étendre à cette problématique et s'enrichir à travers elle, c'est-à-dire s'efforcer d'analyser systématiquement les relations qui ne nouent au travers de l'espace entre la (re)production du capital et la (re)production des autres rapports sociaux de domination.

5. Conclusion de la section.

Cette section avait pour objectif principal de montrer que les transformations de l'espace de travail au travers desquelles se réalise le processus d'appropriation capitaliste du procès de production s'entretiennent dialectiquement avec des transformations qui se déploient à de multiples échelles spatiales (internationale, nationale, régionale et urbaine) et qui concernent au premier titre les procès de circulation du capital et de reproduction de la force de travail.

En établissant et en étayant la relation théorique qui existe entre les différents moments du procès de reproduction du capital d'une part et les différentes échelles de son espace d'autre part, nous espérons avoir contribué à mettre en évidence la possibilité et l'intérêt théoriques d'une analyse pluriscale du développement historique du capital et des mutations des sociétés capitalistes, c'est-à-dire d'une démarche d'historicisation du capitalisme attentive à l'enchevêtrement des échelles spatiales dans lesquelles s'inscrivent les phénomènes économiques et sociaux caractéristiques d'une phase déterminée du développement historique du capital. Dans cette perspective, nous avons notamment proposé la notion de « régime de production de l'espace », qui permet de désigner de manière synthétique l'articulation déterminée des dynamiques et des échelles spatiales que produisent et au travers desquelles se réalisent les relations qui unissent les différents moments du procès de reproduction du capital à une époque donnée de son développement historique. Sur le plan théorique, cette notion nous a ainsi permis de condenser l'ensemble des propositions théoriques que nous avons dégagées dans les précédents chapitres au sujet de la production de l'espace (de la production capitaliste de l'espace comme production spatiale du capital) et de les enrichir de cette problématique des échelles.

Par ailleurs, dans certains des développements qui précèdent, nous avons suggéré comment l'analyse marxiste de la production de l'espace du capital pourrait être étendue à la problématique de « l'intersectionnalité », c'est-à-dire de l'articulation des rapports sociaux de domination.

Enfin, un autre résultat de cette section est d'avoir fait apparaître que les propriétés au travers desquelles l'espace urbain s'est constitué en tant support du processus d'appropriation capitaliste du procès de reproduction de la force de travail sont pour l'essentiel les mêmes que celles qui ont fait de l'espace de travail le support du processus d'appropriation capitaliste du procès de production. Dans les deux cas en effet, ce sont notamment la concentration, l'enfermement, l'immobilisation, l'atomisation (la fragmentation) et la hiérarchisation des

travailleurs qui ont permis de développer les forces sociales productives, d'en déposséder les travailleurs, et de soumettre ces derniers aux exigences économiques et hégémoniques de la reproduction du capital. Ce sont autrement dit les mêmes propriétés spatiales (ou mieux : les mêmes opérations spatiales) qui ont permis de réaliser, tant au niveau du procès de production que de celui du procès de reproduction de la force de travail, le processus de développement et de réification des forces sociales de la production ; d'aliénation des travailleurs et d'autonomisation du capital.

Précisons toutefois qu'il serait réducteur de définir un régime historique de production de l'espace uniquement à partir des propriétés ou des opérations spatiales qu'il est possible de retrouver à toutes les échelles de l'espace du capital et au niveau de chacun des moments de son procès de reproduction. Comme nous avons pu le voir en effet (III ; V.3), l'espace du procès de circulation du capital se caractérise par des propriétés qui ne coïncident pas totalement avec celles que nous venons de rappeler. Par ailleurs il est très probable qu'une analyse plus approfondie que celle que nous avons proposée dans ce chapitre puisse faire apparaître des propriétés ou des opérations spatiales spécifiques, soit au processus d'appropriation du procès de production, soit à celui du procès de reproduction de la force de travail.

En dépit de ces réserves, il n'en demeure pas moins intéressant de souligner qu'il existe certaines régularités dans les opérations spatiales constitutives du processus d'abstraction au travers duquel le capital s'est approprié certaines des conditions de son procès de reproduction tout au long de la longue période historique qui s'ouvre au début du XIXe siècle (en ce qui concerne le procès de travail) et qui s'étale au moins jusqu'au dernier quart du XXe siècle. Cette observation peut en effet être susceptible d'alimenter les réflexions théoriques sur la périodisation de l'histoire du capitalisme et de contribuer à plaider en la matière en faveur d'un découpage en (très) longues périodes. Au regard de la périodisation marxiste, qui propose précisément ce type de découpages en longues périodes, la mise en avant de ces régularités tout au long de la période qui correspond à ce qui est traditionnellement appelé le capitalisme industriel peut plus spécifiquement constituer un moyen d'interroger la pertinence des thèses qui identifient l'amorce d'une nouvelle phase de développement du capital depuis les années 1980, telles que les approches en termes de capitalisme cognitif. C'est l'une des questions auxquelles la prochaine partie de cette thèse s'attachera à répondre. Il s'agira donc pour cela d'examiner si ce que les géographes appellent la métropolisation renouvelle ou ne fait que prolonger les modalités antérieures du processus d'abstraction spatiale et temporelle du capital.

Pour refermer cette section, et en guise de réouverture, nous indiquerons encore une voie sur laquelle il serait possible de s'engager afin d'enrichir un peu plus la notion de régime de production de l'espace et le programme de recherche qui lui est liée. L'analyse de l'évolution de l'habitat de la force de travail que nous avons proposée ci-dessus nous a en effet permis d'apercevoir l'ambivalence ou l'équivocité du rôle qu'un phénomène spatial peut jouer à l'intérieur du régime de production de l'espace auquel il appartient, du fait notamment de la tendance des individus et des groupes à se réapproprier l'espace dans lequel ils évoluent, mais aussi – et c'est sur ce point en particulier que nous voulons ici attirer l'attention - en fonction des relations qu'il entretient avec les autres phénomènes constitutifs du régime. Nous avons vu en effet que les banlieues ouvrières, dont l'apparition est antérieure au capitalisme fordiste, ont joué un rôle complexe et changeant au regard de son mode de régulation. Jusqu'à la fin des années 1960, elles jouent un rôle contradictoire : si d'une part elles facilitent la mobilisation quotidienne de la force de travail et soutiennent l'élargissement des normes de consommation ; elles tendent d'autre part à être réappropriées par les populations qui y vivent et qui tendent à en faire le support de leur organisation politique. Mais par la suite, à la fin de la période fordiste et peu de temps avant sa crise, le développement d'une nouvelle forme d'habitat de la force de travail a comme on l'a vu contribué à réduire cette contradiction en déstabilisant l'espace de contestation que constituaient les banlieues ouvrières et en les retournant en vecteur de fragmentation et d'accroissement des rivalités internes au prolétariat. Par ailleurs, une autre tendance caractéristique du régime fordiste de production de l'espace du capital que nous n'avons pas mentionné dans ce qui précède a elle aussi participé à cette évolution : le déplacement des usines en direction des territoires à dominante rurale et au détriment des grandes agglomérations urbaines à partir des années 1960 (Carroué, 2014; Lipietz, 1977). Ce déplacement explique en effet une part importante de l'accroissement tendanciel du chômage dans les anciennes banlieues ouvrières à partir de la fin de la période fordiste et constitue à ce titre l'une des raisons principales de leur déstabilisation et de l'évolution de leur rôle au regard de la reproduction du capital. D'une manière assez semblable à l'idée de « complémentarité institutionnelle » mise en avant par l'école française de la régulation, qui consiste à souligner que l'efficacité et la viabilité d'une institution sont conditionnées par l'architecture institutionnelle dans laquelle elle se trouve insérée (Boyer & Saillard, 2002), ces quelques remarques invitent ainsi à reconnaître que les effets et donc la fonction d'un phénomène spatial au regard de la reproduction du capital sont susceptibles d'être transformées par le développement de nouveaux phénomènes spatiaux au sein du régime de production de l'espace auquel ce phénomène appartient. Au-delà de l'analogie avec les travaux de l'école française de

la régulation, ces remarques reviennent en fait à mettre en évidence une nouvelle illustration de la portée et de l'intérêt théorique et analytique de la proposition lefebvrienne relative au « caractère social de l'espace » et de sa critique du « fétichisme spatial » (II.2). À l'instar de ce que Henri Lefebvre énonce dans le cadre de cette critique, ces remarques invitent en effet à ne pas attribuer aux phénomènes spatiaux des effets ou des fonctions qui leur seraient propres. Au contraire, il convient de reconnaître que les effets déterminés d'un phénomène spatial, de même que sa place ou son rôle dans la reproduction du capital, dépendent de sa position au sein de la totalité de l'espace social (IV. 1).

Section 4. Conclusion du chapitre.

Ce chapitre peut se concevoir comme une sorte de grande conclusion, mais au sens marxiste du terme, de la première partie de cette thèse. Son but était donc tout l'inverse de celui qui consisterait à aboutir à une formulation (voire à une formalisation) théorique abstraite et se voulant définitive du réel ; et qui, en tant que formulation définitive, pourrait dorénavant - après s'être extirpée grâce à l'abstraction théorique du caractère chaotique du « concret donné » - proclamer son autosuffisance ou sa supériorité par rapport au réel, se couper définitivement du concret. Tout à l'inverse de cette démarche classique donc, ce chapitre avait pour objectif d'éprouver la validité et l'intérêt de l'ensemble des concepts et des propositions théoriques que nous avons dégagés de la pensée d'Henri Lefebvre au cours des précédents chapitres (II et IV notamment) en tentant de les retrouver à l'œuvre dans le concret, dans son mouvement réel, et en montrant la façon dont ils permettent de rendre intelligible ce dernier. En faisant référence à la méthode dialectique exposée par Marx dans l'introduction des manuscrits de 1857-1858, on pourrait ainsi dire qu'il s'agissait avec ce chapitre d'« élever » ces concepts et ces propositions théoriques de « *l'abstrait au concret* », c'est-à-dire de les faire converger, d'en restituer la totalité et d'en retrouver l'unité à l'intérieur du concret, de la réalité historique ; tout en montrant du même coup que celle-ci, une fois ressaisie comme unité ou synthèse en procès des multiples déterminations abstraites que désignent les concepts et les propositions théoriques, se trouve élucidée, appropriée, c'est-à-dire reproduite par les voies de la pensée sous la forme « *d'un concret de l'esprit* » (Marx, 2018, p. 57).

Dans ce chapitre, nous nous sommes ainsi tout d'abord attachés à illustrer la proposition théorique la plus générale que nous avons dégagée de l'œuvre d'Henri Lefebvre : l'idée selon laquelle le capital se développe, dans le sens où il réalise les abstractions qui constituent ses présupposés (ses conditions sociales de possibilité), en produisant son espace et son temps ; un

temps et un espace abstraits au travers desquels, précisément, ses abstractions deviennent concrètes (IV.2.1). Dans le chapitre IV, où nous avons reconstruit cette proposition, nous en avons déjà fourni une illustration en analysant ce que nous avons appelé la « production spatiale du prolétariat ». Dans ce chapitre, nous avons prolongé cette démarche en analysant cette fois ce que nous avons appelé la « production spatiale du travail abstrait ».

Pour cela, nous nous sommes principalement basés sur deux textes de Karl Marx : *Le chapitre VI inédit du livre 1 du Capital* d'une part et les sections III et IV du livre 1 du *Capital* d'autre part. Le détour par le premier de ces deux textes et par les notions de subsomption formelle et réelle du travail sous le capital qui y sont exposées nous a permis, dans la première section de ce chapitre, de définir plus précisément le mode opératoire et les résultats du processus d'abstraction capitaliste du procès de travail au travers duquel le capital s'approprie le moment productif de son procès de reproduction. Pour résumer, nous avons rappelé que celui-ci s'effectue au travers du développement de la division capitaliste du travail et de la double tendance à la socialisation et à la réification des forces sociales de la production qui s'y opère ; et qu'il a pour résultat ce que Marx appelle la mystification ou le fétichisme du capital, qui se traduit d'un côté par l'aliénation croissante des travailleurs - qui sont progressivement dépossédés de la maîtrise du procès de production et dont le travail concret se réduit peu à peu réellement à du travail abstrait, c'est-à-dire à une pure dépense force de travail simple dont le rythme (effréné, continu et répétitif) est dicté par l'encadrement hiérarchique et par le mouvement des machines – et de l'autre côté par l'autonomisation du capital – qui, au sein de l'usine et au travers du système des machines, se constitue sous la forme d'un « sujet automate » incarnant à la fois la totalité et la subjectivité du procès de production et semblant détenir la capacité de se valoriser par lui-même, à partir de forces qui apparaissent comme les siennes. De même, nous avons rappelé qu'à ce processus d'abstraction capitaliste du procès de travail correspond, dans l'analyse proposée par Marx, l'évolution historique des formes de valorisation et d'accumulation du capital, avec notamment le passage d'un régime extensif d'accumulation du capital basé sur la production de survalueur absolue à un régime intensif d'accumulation du capital basé sur la production de survalueur relative. Nous espérons ainsi, avec cette présentation ici trop rapidement résumée, avoir réussi à souligner l'intérêt de l'analyse marxiste du processus d'abstraction capitaliste au regard d'une démarche de périodisation et d'historicisation du capitalisme en montrant qu'elle englobe et permet d'articuler plusieurs problématiques qui sont le plus souvent tenues séparées dans le cadre de la division disciplinaire du travail universitaire : les formes de production ou d'extraction de la survalueur aux économistes ; le fétichisme du

capital aux philosophes ; les formes de domination et de contrôle du travail aux sociologues, etc.

Après cette mise au point, nous nous sommes ensuite tournés vers les sections III et IV du *Capital*, dans lesquelles Marx analyse le développement de la division capitaliste du travail et les reconfigurations successives de l'espace de travail qui l'ont accompagné (avec le passage de l'atelier à la grande industrie en passant par la manufacture et la fabrique), afin de tenter de caractériser le « mode spatial d'existence du travail abstrait » ; ou, pour le dire de manière peut-être plus adéquate, afin d'essayer d'identifier les principales tendances (propriétés ou opérations) caractéristiques du « régime de production de l'espace » au travers duquel s'est effectué le processus d'abstraction capitaliste du procès de travail au cours de la période dite industrielle du développement historique du capital. Nous avons alors montré qu'au cours de cette période, ce processus s'est effectué spatialement au travers de la concentration, de l'enfermement, de l'immobilisation, de l'atomisation et de la hiérarchisation d'une grande masse de travailleurs travaillant simultanément à l'intérieur d'un espace privé appartenant à un capitaliste ou loué par ce dernier à un propriétaire foncier. Dans cette analyse, et afin de défendre la pertinence de la démarche qui consiste à caractériser un seul et même régime de production de l'espace pour toute la période qui va du début du XIXe siècle jusqu'à la fin du XXe siècle, c'est-à-dire pour l'ensemble de la période dite industrielle du développement historique du capital, nous nous sommes efforcés de mettre en exergue la cohésion et le caractère cumulatif de ces différentes opérations spatiales (concentration, enfermement, immobilisation, etc.) en montrant la façon dont ces dernières se sont progressivement accentuées tout au long de la période et en montrant comment, au travers de ces accentuations, ce sont approfondis les résultats du processus d'abstraction capitaliste du procès de travail. Bien qu'assez sommaire, cette esquisse de caractérisation nous aura ainsi permis d'illustrer et de préciser, à partir de Marx, la proposition lefebvrienne selon laquelle le capital réalise et concrétise ses abstractions en produisant son espace et son temps ; tout en nous permettant, du même coup, de nous doter pour la prochaine partie de repères historiques qui nous aideront à montrer en quoi il est possible de voir dans ce que les géographes appellent la métropolisation, l'émergence d'un nouveau régime de production capitaliste de l'espace porteur d'un renouvellement du processus d'abstraction capitaliste et donc d'une nouvelle phase, ou d'un nouvel âge, du développement historique du capital - dans lequel les rapports de production capitalistes se reproduisent sous des formes inédites, c'est-à-dire dans lequel les abstractions capitalistes se concrétisent sous de nouvelles formes.

Par ailleurs, au cours de cet exposé, nous avons eu l'occasion de retrouver l'essentiel des autres propositions théoriques constitutives de l'économie politique de l'espace dont Henri Lefebvre a tracé le sillon et que nous avons essayé de reconstruire au travers de cette partie. Parmi elles, on peut évoquer, pêle-mêle : la problématique des « contradictions de l'espace » (III), que nous avons à nouveau rencontrée dans les sections 2 et 3 de ce chapitre ; l'idée selon laquelle l'espace produit par un rapport social contient, exprime et effectue la rationalité de ce rapport (II.3.3 et II.3.4), que nous avons pu développer dans la section 2 de ce chapitre, à propos de la manufacture notamment ; l'idée selon laquelle la matérialisation spatiale d'un rapport social constitue « l'épreuve » de son institutionnalisation (IV.1.1), que nous avons pu illustrer à de nombreuses reprises tout au long de la section 2 de ce chapitre (et dans une moindre mesure dans la section 3) ; ou encore l'idée relative à « l'engendrement spatial du fétichisme » (IV.1.2), que nous avons notamment pu préciser en analysant le processus de réification des forces sociales de production (d'incorporation de ces dernières dans le capital fixe) qui s'opère dans le cadre de la fabrique et de la grande industrie. Enfin, et peut-être surtout, nous sommes revenus tout au long de cette deuxième section sur l'idée selon laquelle l'espace abstrait constitue l'instrument de l'imposition des exigences temporelles abstraites du capital à la pratique sociale (II.6). Ainsi, nous espérons avec ce chapitre être parvenus à rendre plus palpables toutes ces propositions théoriques, à leur donner un peu plus de chaire. Surtout, et à l'inverse de la liste récapitulative que nous venons de dresser, nous espérons avoir réussi dans ce chapitre à mettre en exergue l'unité de ces différentes propositions, leur cohésion, la façon dont elles s'impliquent ou s'engendrent les unes des autres : chose qui ne pouvait pas apparaître lorsque nous dégagions, chapitre par chapitre et section par section, ces différentes propositions. Mais ce chapitre et son mouvement d'« élévation de l'abstrait au concret » ont également permis d'ouvrir de nouvelles pistes susceptibles d'élargir le projet de l'économie politique de l'espace et du temps d'Henri Lefebvre – ou, pour le dire de manière plus personnelle, d'enrichir notre projet d'analyse spatiale et temporelle du développement historique du capital.

- Le premier élargissement que nous avons proposé concerne la technique et plus particulièrement les rapports qu'elle entretient avec l'espace et le temps dans le cadre du processus d'abstraction capitaliste. Nous avons avancé à ce propos l'idée selon laquelle la technique est sécrétée par la production de l'espace de la division capitaliste du travail, qu'elle en devient un élément constitutif, et qu'elle a pour fonction d'en prolonger les effets oppressifs sur les temporalités du travail concret - et donc dans la concrétisation de l'abstraction capitaliste (en l'occurrence, dans la production réelle du travail abstrait).

- Ensuite, dans la section 3, où nous avons souligné les interdépendances qui relient les transformations respectives des différents moments constitutifs du procès de reproduction du capital, nous avons mis en évidence l'intérêt d'une analyse pluriscalaire du développement historique du capital.
- Enfin, et quoique de façon plus allusive, nous avons également suggéré, dans la section 3, l'intérêt qu'il y aurait à ouvrir l'analyse marxiste de la production de l'espace aux problématiques de l'intersectionnalité.

Ces nouvelles pistes ne pourront malheureusement pas toutes être explorées dans la seconde partie de cette thèse. Nous reviendrons principalement sur la question de la technique, au travers d'une réflexion sur les liens qui unissent le processus de métropolisation et l'essor des plateformes numériques dans le cadre du prolongement contemporain du processus d'abstraction capitaliste (VII.2.5). Par rapport à la seconde partie de cette thèse, la contribution de ce chapitre réside donc principalement dans la caractérisation que nous avons esquissée du régime de production de l'espace du capitalisme industriel, soit du régime de production de l'espace au travers duquel s'est effectué le processus d'abstraction capitaliste entre le début du XIXe siècle et la fin du XXe siècle – processus dont l'enjeu principal fut l'appropriation par le capital de son moment productif (du procès de production) et dont le résultat principal fut la concrétisation du travail abstrait. Comme nous l'avons dit en effet, ces éléments de caractérisation vont nous aider dans la prochaine partie à montrer en quoi le processus de métropolisation peut s'envisager comme un nouveau régime de production de l'espace et du temps, et à caractériser sous quelles formes le processus d'abstraction capitaliste se prolonge à travers lui.

Conclusion de la première partie.

Nous nous sommes attachés dans cette première partie à reconstruire les fondements scientifiques d'une démarche de périodisation et d'historicisation du capitalisme. Pour remercier ce travail, nous proposons de revenir sur sa principale ressource : le concept de « production de l'espace » développé par Henri Lefebvre. Plus précisément, nous proposons dans cette conclusion de synthétiser les principaux apports des développements qui précèdent en mettant en exergue ce qui fait la spécificité de la lecture que nous avons donnée de ce concept et, plus généralement, de l'œuvre d'Henri Lefebvre.

Lire et utiliser Henri Lefebvre en économiste.

Les chapitres qui composent cette partie n'avaient pas pour ambition de proposer un commentaire philosophique approfondi du concept de production de l'espace, pas plus que de proposer une hagiographie de la pensée d'Henri Lefebvre. Nous nous sommes saisis de cette pensée de manière intéressée, dans le but d'essayer de reconstruire les fondements d'un programme de recherche particulier : celui de l'analyse des transformations historiques du capitalisme. Néanmoins, en dépit de cet usage intéressé, ou plutôt grâce à celui-ci, nous espérons avoir contribué à notre niveau à la redécouverte de ce concept, et plus généralement à la redécouverte de la pensée d'Henri Lefebvre, qui est engagée dans le monde académique francophone depuis le début des années 2000 (Hess R. , 2000) et depuis un peu plus longtemps dans le monde anglo-saxon (Soja, 1989). Nous espérons en effet avoir dégagé de ce concept des perspectives encore inexplorées, en soulignant, pour résumer, qu'il n'invite pas seulement à reconnaître que l'espace est « socialement produit », et qu'il ne se réduit pas, en conséquence, pour la connaissance, à un simple outil d'analyse de l'espace qui serait réservé aux géographes, urbanistes ou architectes ; mais qu'il vise et permet aussi, dans le même temps, *dialectiquement*, d'analyser spatialement le développement historique du capitalisme (ou plus précisément, ce qu'Henri Lefebvre appelle la « reproduction des rapports de production capitalistes), et qu'il est en cela susceptible d'intéresser la discipline de l'économie politique, en se proposant à elle comme un point de départ possible pour un renouvellement de la démarche de périodisation et d'historicisation du capitalisme.

Lire et utiliser Henri Lefebvre en marxiste.

Plus encore, du point de vue de la redécouverte de la pensée d'Henri Lefebvre, il est possible de considérer que le principal intérêt de nos développements est d'avoir réinscrit celle-ci dans la filiation marxiste qui est la sienne et en dehors de laquelle, selon nous, sa portée ne peut pas

être pleinement comprise. Plus précisément, il nous semble que c'est d'avoir tenté de rétablir l'épaisseur dialectique du concept de « production de l'espace » et d'être parvenu, ce faisant, à redécouvrir le projet méconnu de « l'économie politique de l'espace (et du temps) » ébauché par Henri Lefebvre : un projet qui vise à renouveler la connaissance de la « reproduction des rapports de production » à partir de l'analyse critique de la « production (capitaliste) de l'espace (et du temps) ». Comme nous allons le préciser, c'est en effet en restituant la filiation marxiste et en rétablissant l'acception dialectique du concept de « production de l'espace » que nous sommes parvenus à reconstruire, à partir de ce dernier, les jalons d'une analyse spatiale, mais aussi et inséparablement temporelle, du développement historique du capital. Nous mettons ainsi en avant dans cette conclusion qu'en matière « d'histoire de la pensée », la principale contribution de nos développements est d'avoir proposé une lecture des travaux d'Henri Lefebvre qui, pour le dire simplement, n'omet pas que ce dernier se définissait comme marxiste et qui, de cette manière, nous a permis de proposer un usage original de cette pensée - qui est aujourd'hui principalement mobilisée ou évoquée par des auteurs non marxistes dans le monde francophone²⁰² et, plus ironiquement encore dans le monde anglophone, par l'un des courants de pensée qui a le plus œuvré au discrédit de la pensée marxiste en général et de l'historicisme marxiste en particulier, à savoir le courant « post-moderne »²⁰³. Autrement dit, il s'agit ici de

²⁰²) Nous pensons ici aux géographes qui se réfèrent de façon évasive à Henri Lefebvre, souvent uniquement dans l'introduction de leurs articles, en le présentant comme un lointain précurseur du « spatial turn » ou du « tournant géographique » ; aux aménageurs, urbanistes et architectes qui promettent d'avoir retenu les leçons de ce dernier sur « l'habiter » comme fonction anthropologique et qui mettent en avant leurs efforts pour ne pas sacrifier l'« espace vécu » à l'« espace conçu » (Clavel, 2008) ; ou encore aux sociologues de l'urbain qui montrent, à partir d'approches monographiques, comment les habitants parviennent à se « réapproprier poétiquement l'espace » et à faire émerger des « contre-espaces » dans les « marges » ou les « interstices » de l'espace urbain (Erdi-Lelandais, 2014).

²⁰³) Concernant la réception de l'œuvre d'Henri Lefebvre dans le monde anglo-saxon, il convient tout de même de noter que plusieurs auteurs, dont David Harvey, puis Rob Shield, Stuart Elden, Andy Merrifield, ou encore Michael Sheringham, ont proposé une lecture plus marxiste de l'œuvre d'Henri Lefebvre, souvent explicitement critique à l'égard de la lecture post-moderne. Néanmoins, à notre connaissance, aucun de ces auteurs n'a proposé de redécouvrir le projet de l'« économie politique de l'espace et du temps » et la problématique de la « reproduction des rapports de production » qui parcourent les textes qu'Henri Lefebvre a consacré à l'espace (et au temps). Les lecteurs marxistes de l'œuvre d'Henri Lefebvre dans le monde anglo-saxon se sont en effet nettement plus intéressés à sa « pensée de l'émancipation » qu'à sa « critique du capitalisme » ; leurs lectures de *La production de l'espace* s'est plus souvent accompagnée de celle du *Droit à la ville* que de celle de *La survie du capitalisme*. Seule exception peut-être, l'ouvrage de David Harvey intitulé *Paris, capitale de la modernité*. Bien que ni la problématique de la reproduction des rapports sociaux de production, ni le projet de l'économie politique de l'espace ne soient explicitement évoqués dans cet ouvrage, celui-ci propose en effet une analyse spatiale des transformations économiques et sociales dont la visée, autant que la démarche, rejoignent très clairement les perspectives ouvertes par Henri Lefebvre. En particulier, la première partie de cet ouvrage utilise une démarche méthodologique à laquelle Henri Lefebvre avait fréquemment recours (et que nous n'avons d'ailleurs pas relatée dans nos développements) consistant à saisir les transformations des rapports sociaux (en France dans la seconde moitié du XIXe siècle) à partir de l'analyse critique de la production littéraire de l'époque (des textes de Balzac notamment, et de Baudelaire dans une moindre mesure), avec l'idée que cette production littéraire exprime les évolutions des représentations sociales et des formes de la conscience au cours de cette époque et fournit dans le même temps un précieux aperçu descriptif de la vie quotidienne, saisie dans sa matérialité, que les sources plus classiques (telles que la statistique ou les rapports commandés par les pouvoirs publics) ne permettent pas

souligner que c'est en nous montrant attentifs à certains aspects de la pensée d'Henri Lefebvre qui sont de notre point de vue trop souvent négligés ou occultés, que nous avons pu mobiliser celle-ci dans le cadre d'une tentative qui n'est pas principalement celle d'une « déconstruction », mais avant tout celle d'une « reconstruction » conceptuelle, théorique et méthodologique.

Tout d'abord donc, nous avons montré que la conception matérialiste et dialectique (marxiste) de la « production » adoptée et développée par Henri Lefebvre implique que le temps et l'espace ne peuvent pas être séparés l'un de l'autre dans l'analyse des transformations historiques des sociétés. L'espace et le temps sont pour lui deux « produits » et deux « modes matériels d'existence » distincts mais non dissociables de la pratique sociale, dont les relations dépendent du mode de production en vigueur et expriment la « rationalité » des rapports sociaux de production qui dominant la pratique sociale au sein du mode de production considéré (II.3). Ainsi, le propre du mode de production capitaliste est comme on l'a vu, selon Henri Lefebvre, de réduire l'espace à un « instrument » permettant « régenter le temps », c'est-à-dire de soumettre les temporalités concrètes de la pratique sociale aux exigences temporelles abstraites de la valorisation du capital (de son procès de reproduction immédiat). À partir de cette proposition théorique, nous avons ainsi pu montrer que, contrairement à ce qu'avancent certains auteurs appartenant au courant postmoderne, l'intérêt de la pensée d'Henri Lefebvre n'est certainement pas de permettre à l'espace de « prendre sa revanche sur le temps » (Soja, 1989; Dear, 1994), et qu'elle n'invite aucunement à abandonner la démarche de périodisation et d'historicisation du capitalisme sous prétexte que celle-ci serait intrinsèquement et irrémédiablement incompatible avec la prise en compte de la dimension spatiale de la vie sociale (Soja, 1989 ; Claval, 1977), mais que son intérêt est bien au contraire de permettre d'envisager la possibilité d'une démarche d'analyse à la fois spatiale et temporelle du développement historique du capital : une démarche qui consiste, en première approximation, à identifier les différents « régimes de production capitaliste de l'espace » qui ont permis au capital d'asseoir toujours plus largement et profondément sa domination temporelle sur la pratique sociale, en assurant ainsi la reproduction (pérennité) de ses rapports de production. Le premier intérêt de la réaffirmation de l'acception dialectique du concept de production de l'espace (et du temps) à laquelle nous avons procédé est donc de permettre d'évacuer ou plutôt de dépasser les antinomies qui opposent, au sein des sciences sociales, les approches spatiales d'une part et les approches temporelles et historicistes d'autre part. C'est donc, autrement dit,

d'obtenir.

d'autoriser la réouverture d'une voie épistémologiquement barrée au nom de fausses incompatibilités (I).

Nous avons ensuite précisé cette démarche de périodisation et d'historicisation du capitalisme en réinsérant, comme le faisait Henri Lefebvre, la production capitaliste de l'espace et du temps (i.e. la production par le capital de *son* espace et de *son* temps) à l'intérieur du développement de la contradiction qui oppose, selon la théorie marxiste, dans les sociétés capitalistes, la réalité matérielle concrète de la pratique sociale d'une part aux déterminations abstraites du capital d'autre part. Cette réinsertion conduit alors, comme nous l'avons souligné, à appréhender la « production capitaliste de l'espace et du temps » comme le « mode matériel d'existence » du « processus d'abstraction » au travers duquel s'effectue la « reproduction des rapports de production capitalistes » ; soit, comme l'expression matérielle du processus au travers duquel le capital s'approprie la pratique sociale en soumettant spatialement cette dernière aux exigences temporelles abstraites de son procès de reproduction (II.3). Mieux encore, nous avons montré que l'analyse de la production capitaliste de l'espace et du temps ne révèle son sens et sa portée qu'à la condition d'être adossée à la conception marxiste des rapports de production capitalistes, qui envisage ces derniers comme des « abstractions réelles » : des abstractions qui se concrétisent en se matérialisant dans la réalité spatiale et temporelle de la pratique sociale. Comme nous l'avons souligné en effet, c'est seulement en adoptant cette conception marxiste des rapports de production capitalistes qu'il est possible de comprendre que, dans la perspective d'Henri Lefebvre, la production capitaliste de l'espace et du temps est aussi et inséparablement *reproduction spatiale et temporelle des rapports de production capitalistes* ; et que, plus encore, le concept de production capitaliste de l'espace et du temps contient ou implique, chez lui, la proposition théorique décisive selon laquelle *le capital se (re)produit ou s'accomplit* (au sens donc où il concrétise ses présupposés abstraits à l'intérieur même de la réalité matérielle) *en produisant son espace et son temps* (IV.2). C'est donc bien notre insistance sur la filiation marxiste de la pensée d'Henri Lefebvre qui nous a permis de redécouvrir le projet de « l'économie politique de l'espace et du temps » auquel renvoie le concept de production capitaliste de l'espace et du temps ; et donc de montrer en quoi et comment ce dernier peut servir à la reconstruction d'une démarche de périodisation et d'historicisation du capitalisme.

Pour résumer ce qui fait le propre de la lecture de la « pensée spatiale d'Henri Lefebvre » que nous avons proposée, on pourrait ainsi finalement affirmer que c'est d'avoir présenté celle-ci comme *un effort de réaffirmation et de prolongement de la démarche matérialiste et dialectique développée par Karl Marx pour analyser le mouvement historique du capital*. Plus précisément,

ce serait d'avoir mis en avant que le principal apport des travaux d'Henri Lefebvre est d'avoir élargi la critique marxiste du fétichisme du capital, qui consiste comme on l'a vu à « *arracher le masque des choses pour dévoiler les rapports sociaux* » (Lefebvre, 2000, p.98), à des aspects de la réalité matérielle de la pratique sociale qui avaient été relativement négligés par Karl Marx : l'espace donc, mais aussi les rythmes et la vie quotidienne, notamment²⁰⁴. Il est en fait même possible de résumer nos développements en disant que nous n'avons finalement fait que montrer qu'Henri Lefebvre analyse l'espace, les rythmes et la vie quotidienne *de la même manière et pour les mêmes raisons* que Karl Marx analysait les moyens de travail. Nous avons vu en effet qu'à l'instar de ce dernier, Henri Lefebvre n'étudie pas la réalité matérielle pour elle-même, mais comme le prisme d'analyse permettant d'accéder à une connaissance scientifique de la reproduction des rapports de production - et, plus largement, du devenir historique des sociétés humaines. Aussi, nous avons montré que pour lui, comme pour Marx avant lui, la matière détient cette propriété d'« analyseur » des rapports sociaux de production dans la mesure où elle constitue à la fois le « produit » et le « support » de ces derniers - ou plus exactement, de la reproduction de ces derniers. Enfin, nous avons insisté sur le fait que, pour Henri Lefebvre comme pour Karl Marx, l'analyse de la matière ne peut néanmoins éclairer la reproduction des rapports de production qu'à condition qu'elle dépasse le niveau descriptif, qui reste à la surface des réalités matérielles qui composent nos sociétés et qui revient à appréhender ces réalités comme de simples choses, et qu'elle se hisse au niveau théorique en adoptant une approche *critique* lui permettant de déceler les rapports sociaux objectivés et dissimulés (réifiés) au sein de ces choses - qui sont en fait des « choses non choses » (Marx), c'est-à-dire des choses porteuses de rapports sociaux, dont la production matérialise la reproduction de ces derniers.

L'une des questions ouvertes par nos développements serait alors de savoir si l'analyse de la production capitaliste de l'espace (et du temps) que propose Henri Lefebvre ne constitue qu'un simple complément de l'analyse marxiste du développement historique du capital, ou s'il n'est pas plutôt possible de voir en elle une tentative de dépassement (au sens marxiste du terme) de cette dernière ? Dans la deuxième section du chapitre V, où nous avons avancé l'idée que l'analyse de l'espace de travail contient et englobe celle des moyens de travail, c'est clairement dans la voie de cette seconde hypothèse que nous nous sommes engagés. Lefebvre aurait donc dépassé Marx. Avec l'espace, il serait parvenu à trouver un « universel concret » plus universel, pour ainsi dire, que les moyens de travail sur lesquels Marx concentrait la plus grande partie de

²⁰⁴) La liste pourrait en effet être prolongée : l'État, la langue, la littérature, la musique, la danse.

son attention. Néanmoins, il convient comme nous l'avons rappelé de ne pas oublier que contrairement à ce qui est souvent avancé, la catégorie d'espace est loin d'être absente dans les élaborations théoriques de Karl Marx (IV.3). Plus encore, il se pourrait même, mais cela resterait à confirmer, que ce dernier concevait déjà, dans le *Capital*, que les moyens de travail s'intègrent dans une réalité matérielle plus large, qui n'est autre que celle de l'espace (de la « terre »). Voici l'un des passages desquels il serait possible de repartir afin de tenter de mieux saisir le lien de filiation qui relie la pensée d'Henri Lefebvre à celle de Karl Marx : « *Plus largement, outre les choses qui permettent au travail d'agir sur son objet et permettent ainsi de diriger l'action d'une façon ou d'une autre, le processus de travail compte parmi ses moyens toutes les conditions objectives requises en général pour que ce processus ait lieu. Elles n'y interviennent pas directement, mais sans elles il ne pourrait pas se dérouler, ou du moins parvenir à son terme. En ce sens, le moyen de travail universel est à nouveau la terre elle-même ; car c'est elle qui procure au travailleur son locus standi et l'espace d'efficience (« field of employment ») de son processus de travail. Les bâtiments industriels, les canaux, routes, etc., sont des exemples de ce genre de moyens de travail déjà fournis par la médiation du travail.* » (Marx, 2016, p. 178).

Quoiqu'il en soit exactement de la généalogie de la pensée d'Henri Lefebvre, c'est-à-dire indépendamment de savoir ce qu'elle doit exactement aux pistes déjà en germe dans l'œuvre de Karl Marx, il n'en demeure pas moins acquis, de notre point de vue, que l'intention qui l'oriente n'est donc certainement pas de rompre avec l'historicisme marxiste et ses soi-disant « inhibitions spatiales » (Claval, 1977), mais bien au contraire de le poursuivre (et de le défendre contre les interprétations staliniste et structuraliste) *en réaffirmant la dialectique et en élargissant le matérialisme*. Le concept de production capitaliste de l'espace et du temps constituant ainsi, pour résumer notre propos et la lecture que nous défendons, *un outil visant à accéder à une connaissance scientifique du processus historique au travers duquel se reproduisent les « abstractions concrètes » que constituent les rapports de production capitalistes à partir d'une analyse critique de ces « choses non choses » que constituent l'espace et le temps* (VI ; V)

Lire et utiliser Henri Lefebvre pour réhabiliter le matérialisme dialectique et réouvrir le débat sur la conception théorique de l'histoire du capitalisme.

Nous avons conscience qu'il est quelque peu osé, pour ne dire pas dire provocateur, d'avancer comme nous le faisons ici que le principal intérêt que présente un auteur pour les lecteurs d'aujourd'hui est de permettre de redécouvrir le matérialisme dialectique et l'historicisme

marxiste : ces spectres dont beaucoup se réjouissent qu'ils ne hantent plus les milieux universitaires. Nous savons qu'à la lecture de cette conclusion, certains seraient tentés de ne voir dans notre travail de reconstruction que l'exhumation de « ce qu'il y avait de pire » dans la pensée marxiste : sa conception de l'histoire du capitalisme notamment. Du fait de la confusion persistante (ou de l'amalgame entretenu) entre le matérialisme dialectique et sa vulgate, le « diamat », toute tentative de penser l'histoire du capitalisme sous la forme d'un *développement*, ou même d'un *processus*, tend en effet à être immédiatement disqualifiée. Et à se voir apposer des étiquettes infamantes : « nomologisme » ; « mécanicisme » ; « téléologisme » (voir « eschatologisme » !) ; « économicisme », etc. Nous espérons néanmoins qu'en proposant d'examiner la pensée de l'un des auteurs qui a le plus fait, en France et à son époque, pour combattre les usages dogmatiques ou idéologiques du matérialisme dialectique, et qui est l'un des seuls à avoir su, pour ainsi dire, critiquer la copie sans rejeter l'original, c'est-à-dire sans évacuer la dialectique et sans réduire le matérialisme à des énoncés abstraits sur les « invariants structurels » du capitalisme, nous sommes parvenus dans les chapitres qui précèdent à mettre en évidence la richesse de cette philosophie et de cette démarche d'analyse du mouvement historique des sociétés capitalistes, ainsi que l'intérêt qu'il peut y avoir aujourd'hui à la reconsidérer. Nomologisme ? Oui, des lois historiques propres au mode de production capitaliste (à ses contradictions), qui se réalisent nécessairement dans des tendances (extension du règne de la marchandise et de l'abstraction capitaliste), transformées et relancées par des contretendances. Donc en effet oui, quelque chose de plus que la simple résolution contingente de conflits entre groupes sociaux. Mécanicisme et téléologisme ? Non, pas de point d'arrivée qui prédéterminerait le devenir historique. Simplement une rationalité, induite par des contradictions (celles opposant la réalité matérielle de la pratique sociale aux déterminations abstraites du capital), qui implique une direction, un sens, et une certaine forme d'irréversibilité dans le devenir historique du capitalisme. Mais oui en effet, pas de champs infinis des actualisations ou des combinatoires possibles des rapports sociaux capitalistes, ou de leurs codifications institutionnelles, mais bien quelque chose de l'ordre d'un *processus*, avec un début et une fin, avec des périodes dont les premières préparent les suivantes et dont les suivantes dépassent les premières, sans les supprimer. Économicisme ? Oui, si l'on entend par là que les rapports sociaux de production, c'est-à-dire la façon dont les humains s'organisent socialement pour produire les richesses matérielles nécessaires à leur reproduction, constituent un « fait social total » qui sous-tend l'évolution de la société dans sa totalité. Mais non, et tout au contraire, si l'on entend par ce terme l'idée selon laquelle la connaissance de ces rapports sociaux de production pourrait se passer de l'analyse des aspects non-économiques de la

pratique sociale, ou qu'elle serait suffisante pour déduire une connaissance de ces aspects non-économiques. Au contraire donc, les rapports sociaux ne peuvent être saisis qu'au travers de leur mode matériel d'existence, donc qu'à partir de l'analyse critique des travaux relevant de toutes les disciplines de sciences sociales qui documentent la réalité matérielle de nos sociétés : l'histoire, la géographie, la sociologie, la psychologie, etc.

Ainsi, et plus largement, nous avons essayé dans cette partie de montrer la possibilité et l'intérêt qu'il peut y avoir, dans le domaine des sciences sociales et de l'économie politique hétérodoxe en particulier, à réouvrir le débat sur la conception théorique de l'histoire du capitalisme. De notre point de vue, l'enjeu est décisif, car il ne s'agit finalement rien de moins que d'essayer de revitaliser et de réépaissir ce qui constitue l'une des principales lignes de démarcation entre les approches orthodoxes et hétérodoxes en économie (Lordon, 2008) – ou, si l'on veut, entre celles qui s'insèrent dans le paradigme de la science économique d'un côté et celles qui s'insèrent dans le paradigme de l'économie politique de l'autre. Il nous semble en effet que depuis les années 1990-2000, cette ligne de démarcation s'est estompée. Dans le contexte intellectuel si particulier de ces deux décennies, le principal représentant de l'économie politique hétérodoxe en France, l'école française de la régulation, a en effet opéré un *aggiornamento* qui l'a conduit à délaisser son programme de recherche initial, à savoir la périodisation du capitalisme et l'historicisation de ses différentes configurations, et à adopter une nouvelle conception ou représentation théorique de l'histoire du capitalisme sanctionnant ou justifiant précisément cet abandon en faveur d'un nouveau programme de recherche, celui sur la « diversité des capitalismes ». Depuis, à notre connaissance, le débat n'a pas été relancé. La nouvelle conception de l'histoire du (des) capitalisme(s), qui consiste à envisager cette dernière sous la forme d'une multitude de modifications contingentes et autonomes de l'agencement des formes institutionnelles qui codifient les invariants structurels du mode de production capitaliste au sein des différentes (diverses) formations sociales (I.3), cette conception donc, s'est imposée dans les milieux hétérodoxes sans presque avoir été débattue.

C'est pourquoi il nous a semblé intéressant de proposer une critique de cette conception théorique ; en mobilisant, pour cela, la critique qu'Henri Lefebvre avait formulée à l'encontre de la conception structuraliste de l'histoire du capitalisme et en tentant de l'appliquer, au prix de menus ajustements, à la conception d'abord néostructuraliste, puis post-structuraliste, qui est selon nous celle que propose l'école française de la régulation (I.3 ; IV.1). La reprise de cette critique nous a alors conduits à mettre en évidence le caractère « fétichiste » de la conception qui sous-tend la thèse régulationniste de la « diversité et de l'autonomie relative des

capitalismes » - de cette conception qui « nie » l'historicité en la réduisant à des réagencements contingents d'éléments donnés (les invariants structurels et leurs codifications institutionnelles) : d'une part en soulignant ses connivences avec l'idéologie néolibérale de la « fin de l'histoire » - et en l'objectivant plus largement comme une expression savante du « régime présentiste d'historicité » (Hartog, 2003) ; et d'autre part en mettant en évidence ses affinités avec l'exercice du pouvoir technocratique, c'est-à-dire la manière dont elle épouse les représentations que les décideurs politiques se font de leur propre activité, depuis la place (spatialement objectivée) qu'ils occupent à l'intérieur de la division sociale du travail.

Aussi, en nous appuyant encore sur la critique émise par Henri Lefebvre à l'encontre du structuralisme (de sa conception « éléatiste » de l'histoire), nous nous sommes efforcés de montrer en quoi le mode de prise en compte de l'espace qui prévaut dans les approches régulationnistes (qui prend la forme d'analyses « géographiquement situées »), de même que la conception de l'espace sur laquelle repose ce mode de prise en compte (celle de « l'espace politique », avatar de la conception métaphysique de « l'espace en soi », dont les découpages analytiques permettent d'engendrer la figure du « territoire acteur »), sont parties prenantes de cette évacuation de l'historicité (I.3 ; IV.1). Pour résumer, nous avons montré que la conception et le traitement régulationnistes de l'espace constituent à la fois un *produit* de la conception néostructuraliste des rapports de production capitalistes que l'école française de la régulation a adoptée dès sa « première période », et un *moyen* de sa réduction au politique de l'histoire du capitalisme, qui s'est accentuée au cours de sa « deuxième période » - et qui lui aura permis d'accéder à la thèse de la « diversité et de l'autonomie relative des capitalismes ». Nous avons ainsi proposé une analyse de la trajectoire épistémologique de l'école de la régulation dont l'un des résultats est d'avoir montré que les prémices conceptuelles de l'école de la régulation « première période » conditionnent et réclament les évolutions qu'a ensuite connues ce courant théorique : celles qui allaient le conduire à abandonner définitivement la démarche de périodisation et d'historicisation du capitalisme au profit de l'analyse de la « diversité des capitalismes ». Aussi important que soit le passage de TR1 à TR2, nous avons donc montré, pour ainsi dire, que « le vers était dans le fruit dès le départ », dans le sens où la conception néostructuraliste des rapports de production capitalistes - qui conçoit ces derniers comme des invariants structurels, en faisant abstraction de leur réalité matérielle, donc de leurs contradictions, et donc de leur mouvement - conditionne et réclame la conception poststructuraliste du « territoire acteur » - à qui il est prêté la capacité d'inventer son propre capitalisme, c'est-à-dire de mettre du mouvement, ou du moins d'induire des modifications, au

sein des structures (inertes en elles-mêmes) ; dans le sens, donc, où la chosification/éternisation des rapports de production capitalistes, qui advient dès lors que l'on conçoit ces derniers en faisant abstraction du processus de production de l'espace et du temps au travers duquel ils se réalisent, conditionne et réclame la personnification de leurs supports matériels, en l'occurrence des fragments de l'espace du capitalisme mondialisé (« les territoires », théoriquement issus des découpages analytiques de l'espace en soi), qui est alors nécessaire pour réintroduire de la diversité et de la dynamique à l'intérieur de cette représentation théorique au sein de laquelle la différence et le mouvement sont d'emblée exclus. Tout se passant, en somme, comme si la conception néostructuraliste des rapports de production capitaliste avait conditionné la possibilité (théorique et méthodologique) et déterminé la nécessité (épistémologique) de la réintroduction – poststructuraliste - de la figure du sujet sous la forme du « territoire acteur ».

Dépasser l'approche régulationniste et renouveler l'analyse historique du capitalisme.

Mais le véritable objectif de ce commentaire n'était pas de contribuer à l'analyse critique du parcours épistémologique de l'école de la régulation. Il s'agissait plus fondamentalement de mettre en exergue l'intérêt qu'il y a, si l'on souhaite relancer le programme de recherche sur la périodisation et l'historicisation du capitalisme, à se tourner vers la conception matérialiste et dialectique de la « reproduction des rapports de production capitalistes » contenue dans le concept lefebvrien de « production de l'espace » : qui, rappelons-le encore une fois, implique fondamentalement que ces derniers ne sont pas de pures abstractions, de simples constructions intellectuelles qui n'existent que dans la tête du chercheur, mais des « abstractions-concrètes », qui se réalisent en se matérialisant dans l'espace et dans le temps, en produisant, de manière conflictuelle et contradictoire, un espace-temps abstrait au travers duquel ils deviennent concrets. Ces fondements conceptuels nous ont alors permis de reconstruire une démarche de périodisation et d'historicisation du capitalisme alternative à celle proposée par l'école de la régulation qui consiste, comme nous l'avons rappelé plus haut, à analyser le développement historique du capital sous l'angle du processus d'abstraction spatiale et temporelle de la pratique sociale au travers duquel il s'accomplit ; ou, autrement dit, à périodiser l'histoire du capitalisme à partir de l'identification et de la caractérisation des différents « régimes de production capitaliste de l'espace et du temps » qui ont permis au capital de s'approprier la pratique sociale en réduisant ses propriétés matérielles aux déterminations abstraites du procès de valorisation du capital (chapitres II à V).

Pour refermer cette conclusion tout en continuant de nous positionner par rapport à l'école de la régulation, nous contenterons ici de faire valoir qu'à nos yeux, cette démarche de

périodisation et d'historicisation du capitalisme fondée sur la réaffirmation du matérialisme dialectique est en mesure de répondre à sa manière aux exigences et d'atteindre les objectifs qui étaient ceux de l'école de la régulation à l'époque où celle-ci a émergé : à savoir, en deux mots, de rendre compte des transformations du capitalisme en longue période à partir d'une approche pluridisciplinaire convoquant les connaissances issues d'autres disciplines de sciences sociales.

Dans notre démarche comme dans celle de l'école de la régulation en effet, l'ouverture à des travaux issus d'autres disciplines de sciences sociales que l'économie politique constitue un moment nécessaire de l'analyse des transformations historiques du capitalisme. Impossible pour l'école de la régulation de dire quoi que ce soit des transformations du capitalisme sans prise en compte du politique et de l'histoire. De même, impossible de faire fonctionner notre démarche sans prendre en compte la réalité matérielle de la pratique sociale, donc sans se reporter aux travaux des géographes, historiens, sociologues, anthropologues, psychologues, etc. Néanmoins, et au-delà des différences en matière de disciplines privilégiées par chacune de ces deux démarches, il faut souligner que, dans le cadre l'approche matérialiste et dialectique reconstruite ici, l'ouverture aux autres disciplines ne se fait pas selon les mêmes termes théoriques et méthodologiques que dans le cadre de l'approche régulationniste. Au schéma polanyien de « l'encastrement de l'économie dans le social », dans lequel l'économie est conçue comme une sphère ou comme une instance parmi d'autres de la société et qui implique, en conséquence, d'analyser les déterminations croisées ou les interactions que ces différentes instances entretiennent les unes avec les autres, se substitue en effet le schéma de la dialectique du rapport (social) et du support (matériel), dans lequel il s'agit d'admettre que le rapport se réalise en produisant son support et qui implique, en conséquence, d'analyser le développement du rapport à partir de l'analyse critique des transformations (de la production) du support. Dès lors, il ne s'agit plus de se tourner vers les autres disciplines de sciences sociales dans le but de trouver dans leurs objets des déterminations conçues comme extérieures à l'économie (la conflictualité politique) et susceptibles de la modifier (de modifier l'architecture des formes institutionnelles). Il s'agit au contraire de se tourner vers les autres disciplines dans le but de retrouver dans leurs objets les déterminations inhérentes aux rapports de production capitalistes (le processus d'abstraction capitaliste et les différentes opérations spatiales et temporelles qui le matérialisent). En somme, l'école de la régulation se tourne vers l'histoire et les sciences politiques pour introduire de la dynamique dans sa représentation théorique qui en est dépourvue ; tandis que la démarche matérialiste et dialectique reconstruite ici se tourne vers la

géographie, l'histoire, la sociologie, et la psychologie pour voir le mouvement inhérent à son propre « objet » (celui des abstractions réelles que sont les rapports de production capitalistes).

Le rapport entre disciplines n'est donc pas le même. Dans le cadre de la démarche régulationniste, la notion de pluridisciplinarité semble appropriée : les différentes disciplines ont des objets différents et complémentaires ; elles doivent donc coopérer en conservant leurs spécificités pour parvenir à une représentation satisfaisante de la réalité. Dans le cadre de la démarche matérialiste et dialectique que nous proposons en revanche, cette notion de pluridisciplinarité est finalement moins appropriée : les travaux émanant des différentes disciplines de sciences sociales ne sont pas repris tels quels, mais sont convoqués de manière critique ; il ne s'agit pas de valider l'autonomie de leurs objets, mais au contraire d'essayer de révéler l'unicité du processus qui s'exprime et qui se dissimule derrière la diversité des réalités qu'ils documentent ; il s'agit donc, autrement dit, de ressaisir les réalités qu'analysent ces travaux comme autant de manifestations partielles et réifiées de la reproduction des rapports de production capitaliste et du processus d'abstraction au travers duquel elle se réalise. En ce sens, les frontières disciplinaires ne sont ni conservées, ni supprimées, mais dépassées : les différentes disciplines sont réunies dans une synthèse critique qui dévoile la réalité commune contenue dans leurs différents objets. Plus que de pluridisciplinarité, on serait donc en droit de parler de « méta-disciplinarité »²⁰⁵ pour qualifier l'attitude méthodologique de notre démarche vis-à-vis à des différentes disciplines qui composent les sciences sociales.

Cette différence dans la manière de mobiliser les travaux des autres disciplines n'est évidemment pas sans incidence sur la capacité à percevoir et à rendre compte théoriquement des transformations historiques du capitalisme ; et donc sur la capacité à mener à bien le programme historiciste. De fait, là où l'école de la régulation ne peut reconnaître que le réagencement de l'identique, la démarche proposée ici permet, grâce à l'analyse critique des différents travaux qui fournissent un aperçu des transformations matérielles de la pratique sociale, d'identifier ce qu'il y a de nouveau dans le fonctionnement du capitalisme. Plus souple ou plus ouverte que l'analyse institutionnaliste qu'elle englobe, la démarche matérialiste permet de saisir les phénomènes en émergence, qui débordent des institutions et qui tendent de ce fait à échapper à la perspective régulationniste. En laissant dans un premier temps de côté les

²⁰⁵) Nous proposons cette notion de « métadisciplinarité » en référence au projet « métaphilosophique » que poursuivait Henri Lefebvre (II.1). Notre définition se distingue ainsi de celle qu'en donne Edgar Morin, chez qui l'approche métadisciplinaire vise à « interroger les disciplines dans leurs fondements paradigmatiques cachés » en « écologisant » ces dernières, c'est-à-dire en « tenant compte de leur contexte culturel et social » (Blanchard-Laville, 2000, p. 58).

« catégories intermédiaires » (telles que les formes institutionnelles de l'école de la régulation) et en repartant de l'analyse de la réalité spatiale et temporelle de la pratique sociale, elle se montre plus attentive à la nouveauté, aux possibles qui s'ouvrent, à ceux qui se referment, et à ceux qui commencent à se réaliser. De plus, en substituant à l'analyse des « variations autour de l'invariance » l'analyse plus ambitieuse de la « reproduction des rapports de production », en permettant autrement dit de concevoir et de saisir non seulement les modifications des déclinaisons institutionnelles des structures, mais aussi les transformations des structures elles-mêmes, la démarche reconstruite ici se rend apte à saisir des transformations historiques plus radicales, plus profondes et renvoyant à une temporalité historique plus longue que ne peut le faire l'école de la régulation. Enfin, de par son exigence en matière d'actualisation des catégories théoriques, qui doivent comme on l'a vu être renouvelées dès lors que se transforme le mode matériel d'existence des rapports sociaux de production, elle se montre capable de « rester vivante », c'est-à-dire de s'adapter sans se renoncer aux transformations historiques de la réalité des sociétés capitalistes.

C'est donc une démarche d'historicisation du capitalisme semblable à celle de l'école de la régulation (première période) dans ses exigences et ses objectifs, mais néanmoins différente de cette dernière sur les plans conceptuel, théorique et méthodologique que permet selon nous de reconstruire la pensée d'Henri Lefebvre. Pour conclure, nous soulignerons donc, pour le regretter et en espérant avoir contribué à y remédier, ce qui nous semble avoir constitué un véritable « rendez-vous manqué » entre l'école de la régulation et la pensée d'Henri Lefebvre²⁰⁶.

²⁰⁶) La pensée d'Henri Lefebvre a été largement sinon totalement ignorée par les membres fondateurs de l'école de la régulation. A notre connaissance, elle n'est évoquée que dans un seul article, un working-paper datant de 1989 que l'on doit Alain Lipietz. Ce papier est intéressant car il donne une idée de la perception que les membres fondateurs de l'école de la régulation se faisaient des options théoriques disponibles dans le champ intellectuel de leur époque, et permet ainsi de comprendre certaines des raisons de leur trajectoire théorique et, *in fine*, de ce « rendez-vous manqué » avec Henri Lefebvre : « *C'est de la première partie des années 60 que date, en France, le « ressourcement » du marxisme, la remise en cause théorique du marxisme figé de l'époque stalinienne. Bien sûr, des penseurs isolés, des militants marginaux, n'avaient jamais cessés de s'opposer aux dogmes régnants mais, bien souvent, sans remettre en cause la problématique même qui définissait précisément ces thèses comme « dogme ». Quant aux réactions antidogmatiques, celles de la revue Arguments et de Henri Lefebvre par exemple, elles avaient rapidement glissé dans l'éclectisme, soit directement, soit chez leurs lecteurs. Enfin, la fraction de l'existentialisme « compagnon de route » du Parti Communiste Français avait certes apporté dans la philosophie française une vague d'intérêt pour « l'Anthropologie de la Praxis », mais sans toucher véritablement à la « Théorie de l'Histoire » que l'on qualifiait alors de marxiste : en quelque sorte, un supplément d'âme juxtaposé. Dans tous les cas, ces « contestations » laissaient intact le champ intellectuel, puisqu'elles n'affectaient guère les principaux « utilisateurs potentiels » du marxisme : les partis politiques qui s'en réclamaient (et il n'y avait guère que le P.C.F) et la recherche universitaire. Il en va tout autrement de la véritable réforme théorique (au sens de Calvin) inaugurée par les articles Pour Marx de Louis Althusser (...).* » (Lipietz, 1989, pp. 4-5).

On ne peut que s'étonner en effet que les « *filles rebelles de Massé et d'Althusser* » (Lipietz, 1995, p. 39), soucieux de rendre compte de la capacité du capitalisme à se transformer pour se perpétuer, et décidés pour cela à réaffirmer le caractère contradictoire du capitalisme, ainsi qu'à s'ouvrir sur ce que les différentes disciplines de sciences sociales sont susceptibles d'apporter (Lipietz, 1995; Boyer & Saillard, 2002), ne se soient pas tournés vers la pensée de ce dernier : vers sa critique de l'idéologie structuraliste, dépeinte comme technocratique (il y aurait ainsi eu matière à faire d'une pierre deux coups !) ; et son projet d'une économie politique de l'espace et du temps, visant à analyser la reproduction des rapports de production à l'aune des transformations matérielles de la pratique sociale. À n'en pas douter, une telle rencontre aurait permis aux auteurs régulationnistes de trouver une alternative (le matérialisme dialectique) à la réaffirmation du sujet (le territoire acteur) comme procédé théorique permettant de réintroduire, contre le structuralisme, du mouvement dans l'analyse de la reproduction du capitalisme. Elle aurait ainsi évité à ces derniers de s'engouffrer et de s'égarer dans la théorisation du « hol-individualisme » et de « l'autonomie relative des capitalismes », ou encore dans celle de la figure du « territoire acteur ». Aurait-elle du même coup permis d'éviter l'échec de la caractérisation des transformations post-fordistes du capitalisme ? C'est ce que nous allons tenter de suggérer dans la prochaine partie.

PARTIE II. LA METROPOLISATION COMME REGIME DE PRODUCTION CAPITALISTE DE L'ESPACE ET DU TEMPS : ESSAI SUR LE DEVELOPPEMENT CONTEMPORAIN DU CAPITAL.

« La colonisation, jadis localisée comme la production et la consommation industrielles, se généralise. (...). L'espace entier devient le lieu de la reproduction des rapports de production.(...). Cette globalité nouvelle, qui a pour sens et fin (consciemment ou non) la reproduction des rapports sociaux encore plus que le profit immédiat et la croissance de la production, s'accompagne d'une modification qualitative profonde de ces rapports. » (Lefebvre, 2002, p. 81)

Présentation de la deuxième partie.

Cette partie propose d'appliquer le cadre théorique que nous avons reconstruit dans la première partie de cette thèse à l'analyse des transformations historiques qu'a connues le capitalisme au cours des quatre dernières décennies. Son objectif est donc double : éprouver la pertinence de notre travail de reconstruction théorique et contribuer à la connaissance du capitalisme contemporain (à son historicisation).

Dans cette perspective, il s'agira d'essayer de montrer en quoi le processus de métropolisation, à savoir les recompositions spatiales et temporelles de la pratique sociale qu'il recouvre en tant que réalité et qu'il désigne en tant que notion, peut s'analyser comme un nouveau « régime de production capitaliste de l'espace et du temps », prolongeant et renouvelant le processus d'abstraction capitaliste et témoignant de ce fait de l'entrée du capitalisme dans un nouvel âge de son développement historique, dans lequel les rapports de production capitalistes se reproduisent sous une nouvelle forme - que nous essayerons de caractériser. Nous tenterons ainsi, plus précisément, de répondre aux questions suivantes : quelles sont les puissances sociales de l'activité humaine qui se développent au travers de la métropolisation ? ; comment et sous quelles formes sont-elles appropriées par le capital et séparées des hommes et femmes ? ; quels sont les résultats, du point de vue de la reproduction des rapports de production capitalistes, de ce double processus d'appropriation (par le capital) et d'expropriation (des hommes et des femmes) ? ; en quoi contribue-t-il, autrement dit, à approfondir le double mouvement d'autonomisation du capital et d'aliénation de l'individualité et de l'humanité au travers duquel s'effectue la reproduction des rapports de production capitalistes (Lefebvre, 2002) ? ; enfin, quelles sont les raisons qui ont déterminé ce renouvellement de la forme et du contenu du processus d'abstraction qui s'opère, selon nous, au travers du processus de métropolisation ?

L'objectif de l'essai qui va suivre est donc de restituer la « contradiction en procès » (Marx, 2018) qu'est le développement historique (contemporain) du capital au travers d'une analyse dialectique du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps. Deux perspectives théoriquement distinctes seront ainsi tenues ensemble dans l'analyse. Celle du capital et celle des hommes et des femmes.

La première portera sur le prolongement contemporain (métropolitain) du processus d'autonomisation du capital. Elle s'attachera notamment à montrer que ce dernier s'appuie sur une nouvelle forme de mobilisation par les capitaux individuels des contenus matériels (valeurs d'usage ; richesses) qui entrent dans leurs procès de mise en valeur ; une nouvelle forme de

mobilisation dans laquelle, comme nous le verrons, ces derniers tendent à être captés et valorisés de manière flexible et rentière plutôt que d'être incorporés ou immobilisés sous forme de capital fixe (Vercellone, 2007). C'est donc ici le rapport unissant autonomisation et socialisation du capital qui sera au centre de l'analyse. Plus précisément, l'une des principales propositions que nous essayerons de démontrer consiste à avancer que dans le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps, le capital tend à se réaliser sous sa « forme pure et achevée de valeur en procès » (qui semble capable de se valoriser par elle-même de manière immédiate et illimitée, tel un « sujet automate ») en se déchargeant ou en se « délestant » sur les pouvoirs publics et sur la multitude des hommes et des femmes vivant en société du contenu matériel de son procès de reproduction immédiat. Ces développements dépeindront ainsi la métropolisation comme la concrétisation matérielle d'une véritable utopie pour le capital (Marazzi, 2013) : d'un monde idyllique dans lequel il peut disposer à loisir des conditions de sa mise en valeur, qu'il trouve déjà toutes prêtes face à lui, préformées pour rentrer dans son procès de valorisation ; et dans lequel ce dernier peut en conséquence prendre la forme d'un procès parfaitement fluide (sans heurts ni discontinuités), flexible (réversible ; capable de se recombinaison), immédiat (s'effectuant avec célérité, de manière quasi-instantanée) et, surtout, illimité (capable de se recombinaison selon des possibilités en apparence infinies).

La deuxième perspective, quant à elle, rendra compte de l'envers de ce monde idyllique : du caractère dystopique, pour les hommes et les femmes, de cette utopie du capital. Elle présentera ainsi la métropolisation, ou plus exactement la « colonisation de la vie quotidienne » par l'abstraction capitaliste qui y est à l'œuvre (Lefebvre, 1961), comme la production d'un « monde qui ne fait pas monde » pour les hommes et les femmes (Fischbach, 2011) ; d'un monde « inhabitable » (Lefebvre, 2000), privant les individus des conditions du « dasein » et entravant leur maturation psychique et leur devenir existentiel au point de les maintenir au stade « narcissique » du développement de leur subjectivité (Jappe, 2017). Nous tenterons alors de montrer que cet approfondissement de l'aliénation capitaliste qui s'opère au travers de la métropolisation - dans lequel, comme nous le verrons, les individus ne sont plus seulement séparés de leurs conditions de subsistance, mais aussi de leurs conditions d'existence ; où ils ne sont plus simplement dépossédés des moyens sociaux de production des richesses matérielles, mais aussi des « moyens sociaux de production du moi » (ou des « moyens de réalisation de soi »), c'est-à-dire des conditions qui permettent aux individus de s'appropriier le monde et de se réaliser dans l'existence – que cet approfondissement de l'aliénation ou de la condition prolétarienne, donc, constitue la condition de possibilité des formes contemporaines de

socialisation du capital sur lesquelles reposent le prolongement contemporain de son processus d'autonomisation.

C'est donc l'unité dialectique des deux faces du régime métropolitain de production de l'espace et du temps qu'il s'agira de tenter de saisir : autonomisation du capital et aliénation de l'individualité et de l'humanité (Bihr, 2001) ; mondanéisation du premier et démondanéisation de la seconde (Fischbach, 2011; Montferrand, 2017) ; concrétisation de l'abstraction et abstraction du réel (Lefebvre, 2000).

Chapitre VI. Introduction de la seconde partie.

Dans ce chapitre introductif, nous revenons plus en détail sur les objectifs de cette seconde partie, puis nous précisons la démarche méthodologique utilisée, en effectuant pour cela un bref rappel des principes inhérents à la démarche régressive-progressive et à l'approche métadisciplinaire. Nous proposons ensuite une première synthèse métadisciplinaire de la littérature académique portant sur le processus de métropolisation, afin d'obtenir une première représentation heuristique de ce dernier. Celle-ci nous permettra alors d'annoncer et de justifier le plan des développements de cette seconde partie.

Section 1. Objectifs de l'essai.

1. Analyser le prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital...

Cet essai s'attache à montrer en quoi les transformations matérielles de la pratique sociale et de la division du travail qui se déploient au travers de la métropolisation participent au prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital (Bihl, 2001), c'est-à-dire au processus historique au travers duquel celui-ci s'approprie la pratique sociale, la soumet aux exigences temporelles de son procès de reproduction et se réalise ce faisant sous sa forme pure et achevée de valeur en procès (de valeur qui, tel un sujet automate aux forces surhumaines, semble capable de se valoriser de manière immédiate et illimitée).

Nous verrons ainsi dans ce chapitre que la métropolisation s'apparente, du point de vue du capital, à la réalisation concrète, matérielle, d'une véritable utopie pour ce dernier ; d'un monde idéal dans lequel celui-ci peut assouvir le fantasme de liquidité (Lordon, 2010) qui l'anime et qui définit en propre la « démence » de ce fétiche des sociétés modernes qu'est le capital (Bensaïd, 1995). Nous tenterons notamment de montrer qu'au travers de la métropolisation (de ce nouveau régime de production capitaliste de l'espace et du temps), le capital se réalise, conformément à son concept, en tant que « pure forme sans contenu » (Jappe, 2017), ou plus exactement, en tant que forme totalement et réellement indifférente à son contenu, capable d'en changer en un claquement de doigts, de manière flexible et quasi-instantané, à moindres frais et à moindres risques, et selon des possibilités qui paraissent infinies, inépuisables.

Du point de vue l'analyse économique, cette analyse nous amènera de fait à exposer ce qui, dans les transformations contemporaines de la division du travail (dans ses recompositions spatiales et temporelles), nous semble témoigner de la restructuration en cours (que l'on peut

qualifier, pour le moment et par défaut, de « post-fordiste ») des formes de valorisation et d'accumulation du capital. En particulier, nous tenterons de montrer en quoi le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps nous semble porteur d'un accroissement de la célérité, de la fluidité et de la flexibilité du procès de reproduction du capital, susceptible d'expliquer une part du dynamisme du taux de profit au cours des dernières décennies.

2...dans son rapport avec l'approfondissement contemporain du processus de socialisation du capital...

Le processus d'autonomisation du capital sera ici analysé dans son rapport avec le processus de socialisation du capital, qu'il impulse et qui le conditionne (Bihr, 2001). Il s'agira ainsi, dans cette perspective, de tenter de caractériser la nature des puissances sociales de l'activité humaine qui se développent au travers de la métropolisation ainsi que la manière dont ces dernières sont appropriées par le capital et mobilisées par les capitaux individuels, notamment oligo et monopolistiques, dans le cadre de leurs procès de mise en valeur. Sur ce point, nous défendrons notamment l'idée selon laquelle, dans le capitalisme contemporain, le pouvoir de la classe capitaliste (et plus particulièrement celui de ses fractions dominantes) tend à se fonder non plus directement sur la propriété privée des moyens sociaux de production, mais de plus en plus sur la propriété privée de ce que nous appellerons les « moyens sociaux de connexion » ; soit, sur l'appropriation privative de la « capacité d'accès » à la richesse sociale (aux valeurs d'usage) qu'offre la métropole en tant que « commutateur (ou « interface ») d'un réseau hyperscalaire de connexions réversibles »²⁰⁷. Plus encore, nous montrerons que ce contrôle capitaliste des moyens sociaux de connexion s'accompagne de ce que certains auteurs appellent la « désincorporation » (Cingolani, 2021; Marazzi, 2013) du capital, à savoir d'une tendance au travers de laquelle la « prédation de ressources » et la « captation rentière d'externalités » se substituent à l'investissement et aux immobilisations en capital fixe en tant que modalité dominante de mobilisation des richesses sociales (valeurs d'usage) par les capitaux individuels. Au-delà du phénomène largement documenté que constituent les pratiques d'externalisation ou d'outsourcing mises en œuvre par les entreprises au cours des dernières décennies, nous tenterons ainsi de mettre en évidence tout ce que les procès de mise en valeur des capitaux

²⁰⁷) Comme nous allons l'expliquer dans la suite de ce propos introductif, cette conception de la métropole comme « commutateur d'un réseau hyperscalaire de connexions réversibles » a été élaborée de manière synthétique sur la base de notre lecture de différents travaux portant sur la métropolisation. Parmi eux, les principaux sont ceux de Olivier Mongin (2013), François Ascher (1995), Michel Lussault (2017), Ludovic Halbert (2009) ou encore, Pierre Veltz (1996; 2012a; 2012b).

privés doivent aux ressources productrices socialisées (à la prédation ou à la spoliation de ces ressources) que la métropole génère en tant qu' « écosystème relationnel » et auxquelles elle permet d'accéder en tant que « commutateur d'un réseau hyperscalaire de connexions potentielles et réversibles ». Pour le dire de manière encore plus explicite, l'analyse consistera à souligner la manière dont, au travers du régime métropolitain, la classe capitaliste (ou du moins la frange dominante de cette dernière) se déleste des fonctions et des responsabilités sociales qui étaient auparavant les siennes - à commencer par celle relative à l'accumulation du capital productif et donc au développement des puissances sociales de la production.

Du point de vue de l'analyse économique, ces réflexions nous amèneront ainsi à intégrer la composante « rentière » à notre caractérisation des formes contemporaines de valorisation et d'accumulation du capital ; et à tenter de montrer comment cette dernière s'articule, au sein d'un mode de régulation que nous pourrions qualifier de métropolitain, avec les autres caractéristiques des formes contemporaines de mise en valeur du capital mentionnées plus haut (célérité, fluidité et flexibilité de la valorisation du capital). Pour le dire en un mot, nous soutiendrons à ce sujet l'idée que la « liquéfaction du capital » (qui correspond au prolongement ou au parachèvement de son processus d'autonomisation et qui se traduit par la célérité, la fluidité et la flexibilité des formes contemporaines de valorisation du capital) s'entretient dialectiquement avec ce qu'on pourrait appeler le « délestage » ou la « délégation », par les capitaux privés (en particulier mono et oligopolistiques), des conditions matérielles et sociales de leurs procès de mise en valeur à la société dans son ensemble (ou plus exactement, aux pouvoirs publics et à la multitude), soit, avec une forme inédite de socialisation du capital.

3... et avec le renouvellement des formes d'aliénation capitaliste de l'individualité et de l'humanité.

Nous proposerons enfin d'analyser les conditions sociales de possibilité des formes contemporaines de socialisation du capital (du « délestage ») qui sous-tendent le prolongement contemporain de son processus d'autonomisation. Pour cela, nous proposerons d'ébaucher une analyse des formes déterminées d'aliénation de l'individualité et de l'humanité engendrées par le régime métropolitain de production de l'espace et du temps, ou plus précisément, par le « carnage » de la vie humaine qui y est à l'œuvre. Nous verrons alors que ce sont les subjectivités narcissiques qui résultent de ce carnage, lui-même produit de la colonisation de la vie quotidienne par l'abstraction capitaliste, qui prennent en charge les fonctions et les

responsabilités dont se délestent les capitaux individuels et qui, ce faisant, sont au fondement des formes contemporaines, liquides et rentières, de la valorisation du capital.

Section 2. Méthodologie de l'essai.

Deux grands principes méthodologiques ont été mis en œuvre pour parvenir aux résultats que nous venons d'annoncer. Ces derniers sont au fondement de l'organisation des développements qui vont suivre, mais n'apparaîtront pas toujours manifestement comme tels. Il nous faut donc ici prendre le temps de les exposer et de les mettre en valeur. Les deux grands principes en question sont, d'une part, la méthode « régressive-progressive » développée par Henri Lefebvre et, d'autre part, la méthode dite « métadisciplinaire » que nous avons esquissée dans la conclusion de la première partie de cette thèse.

1. Une mise en œuvre conjointe de la démarche régressive-progressive...

Commençons par la méthode « régressive-progressive ». Comme on l'a vu (II), cette méthode stipule que le mouvement historique des sociétés humaines doit s'analyser selon une démarche qui comporte trois temps : (1) l'analyse doit tout d'abord « *prendre pour point de départ ce qui advient* » (Lefebvre, 2000, p. 79), c'est-à-dire commencer par décrire le présent, ce qui y émerge ; et ce, avec un regard qui bien qu'informé par l'expérience et la connaissance théorique, doit être le plus dénué possible d'*a priori*, de sorte à être enclin à percevoir les réalités nouvelles en formation, y compris celles qui sont de *prime abord* les plus déconcertantes pour le chercheur ; (2) elle doit ensuite remonter de manière « analytico-régressive » vers le passé, afin de l'éclairer de la lumière du présent et de tenter d'y « *décélérer des aspects et des moments méconnus* » (ibid.), éventuellement passés inaperçus aux yeux de leurs contemporains mais dont l'importance tend aujourd'hui à apparaître sous l'effet du développement de la réalité qu'ils contenaient en germe²⁰⁸ ; (3) elle doit enfin redescendre de manière « historico-progressive » du passé vers le présent afin de réinsérer ce dernier dans la trame historique qui l'a vu naître, c'est-à-dire dans le jeu des contradictions (décelées dans le deuxième temps de la démarche) dont ce présent constitue le résultat et le moyen de perpétuation.

²⁰⁸) Cette idée selon laquelle le présent permet d'éclairer le passé se fonde sur la conception dialectique de l'histoire qu'Henri Lefebvre reprend à Karl Marx : « « *Démarche analytico-régressive* » ? *C'est le précepte formulé par Marx, dans le fameux fragment où il déclare que l'homme éclaire le singe, et l'adulte l'enfant ; que l'actuel permet de comprendre le passé et la société capitaliste les sociétés antérieures parce qu'elle en développe les catégories essentielles.* » (Lefebvre, 2001a, p. 19).

Conformément à cette démarche, nous proposerons donc dans ce chapitre d'analyser d'abord la métropolisation pour elle-même, en tentant d'identifier et de caractériser les transformations de la division du travail et de la vie quotidienne qui y sont à l'œuvre ; avant de remonter en direction du passé, à la recherche des contradictions du régime antérieur (fordiste) de production de l'espace et du temps qui sont susceptibles d'expliquer ces transformations ; pour enfin revenir sur la métropolisation qui pourra dès lors être historicisée, c'est-à-dire replacée dans le cours historique du développement (de la reproduction des contradictions) des rapports de production capitalistes.

Si elle est correctement mise en œuvre et restituée, cette démarche devrait nous permettre de rendre compte des changements qui concernent les rapports de production capitalistes dans leur rapport dialectique avec la reconduction de ces derniers et, ainsi, d'éviter les deux écueils symétriques, guettant toute tentative d'historicisation du capitalisme, qui consistent à mettre unilatéralement l'accent soit sur la continuité historique – et à proclamer qu'il n'y a « rien de neuf sous le soleil », quitte à faire preuve de cécité volontaire face aux réalités les plus déconcertantes – soit sur la discontinuité historique – en se laissant subjugué ou ébloui par le caractère disruptif des transformations au travers desquelles se perpétue le capital, jusqu'à perdre de vue ou à nier le lien généalogique qui relie le présent au passé. De même, d'un point de vue théorique, cette démarche méthodologique nous amènera à souligner l'insuffisance de certaines catégories classiques de l'analyse marxiste du capitalisme (celle de « travail abstrait », par exemple) sans pour autant arriver à la conclusion qu'il est nécessaire de rompre avec cette tradition pour être en mesure de saisir et de comprendre les transformations à l'œuvre au travers de la métropolisation.

En somme, le recours à cette méthode est ici motivé par l'intention qui était celle d'Henri Lefebvre lorsqu'il l'a mise au point, à savoir, contribuer à maintenir en vie la théorie marxiste (et ses catégories) afin qu'elle puisse continuer à rendre compte de la survie du capitalisme – et continuer à nous éclairer sur les moyens d'écourter cette survie et de libérer la vie.

2. ... et de l'approche métadisciplinaire

L'approche métadisciplinaire n'intervient pas comme un second principe méthodologique qui serait distinct de la méthode régressive-progressive et qui s'ajouterait à cette dernière mais plutôt comme un aspect de sa mise en œuvre. Et inversement : les mouvements de la méthode régressive-progressive assurent la pleine réalisation du principe de dépassement disciplinaire qui définit en propre l'approche métadisciplinaire.

Concrètement en effet, dans ce qui suit, le premier temps de la méthode régressive-progressive, à savoir la « description de ce qui advient », ne prendra pas la forme d'un travail empirique de première main mais celle d'une synthèse métadisciplinaire (cf. infra, pour une première esquisse) de la littérature académique portant sur la métropolisation. Les enseignements empiriques et analytiques de ces travaux, principalement situés dans les champs voisins de l'économie-géographique et de la géographie-économique, mais dispersés dans différents courants de recherches, constitueront ainsi le point de départ de notre analyse théorique marxiste du développement contemporain du capital. Notre contribution personnelle consistera alors à essayer d'identifier et de caractériser les transformations structurelles qui se réalisent et s'expriment au travers des transformations matérielles analysées par les travaux qui auront été regroupés et ordonnées dans cette synthèse. Le rapport de notre travail vis-à-vis des travaux existants, ceux des géographes et des économistes, sera donc d'abord, dans ce premier temps de la méthode régressive-progressive, un rapport que l'on pourrait qualifier d'instrumental : il ne s'agira pas de nous insérer dans le champ de ces travaux mais de nous servir de ces derniers, de les mettre au service d'un domaine de connaissance qui n'est pas le leur mais qu'ils permettent pourtant d'informer - à condition bien sûr qu'ils soient analysés de façon critique (au sens marxiste du terme), à savoir donc, qu'ils soient appréhendés comme des travaux analysant de manière partielle et sous leurs formes réifiées (et donc souvent inconsciemment) les transformations contemporaines des rapports sociaux de production.

Le troisième temps de la méthode régressive-progressive, en revanche, reviendra pour sa part à effectuer un certain retour dans le champ des études relevant de l'économie-géographique ou de la géographie-économique et portant sur la métropolisation : on retrouvera la métropolisation mais ressaisie dans le mouvement des contradictions qui ont suscité son émergence ; on aura autrement dit contribué à la mettre en perspective historique, à mettre au jour les raisons qui sont susceptibles de l'expliquer (i.e., les contradictions du régime antérieur de production de l'espace et du temps) et les résultats qui s'y réalisent et qui permettent de lui donner du sens (i.e., la reproduction des rapports de production capitalistes). Il s'agira donc néanmoins, dans ce troisième temps, de quelque chose de plus qu'un simple retour à ces disciplines ou qu'une simple contribution aux études portant sur la métropolisation. L'analyse critique de ces travaux qui aura été effectuée au cours du premier temps de la démarche régressive-progressive (à savoir l'analyse visant à déceler le structurel dans le matériel), de même que le mouvement analytico-régressif du deuxième temps de cette méthode (au cours duquel nous serons remontés en direction des contradictions et de la crise du régime fordiste de

production de l'espace et du temps) n'auront en effet pas été neutres d'un point de vue épistémologique. Plus qu'un simple détour qui n'aurait fait que s'écarter des champs disciplinaires pour mieux y revenir, ces étapes auront fait office de chemin permettant de dépasser ces derniers et de déboucher sur une synthèse proprement métadisciplinaire qui n'est autre, finalement, que celle de l'« économie politique de l'espace et du temps » dont Henri Lefebvre a tracé le sillon.

*

* *

Voilà pour les grandes lignes de la démarche méthodologique de ce chapitre : une mise en œuvre conjointe de la méthode régressive-progressive et de l'approche métadisciplinaire dans laquelle celles-ci se présentent comme inhérentes l'une à l'autre ; la première s'appuyant sur la seconde avant d'achever la réalisation du principe de dépassement des frontières disciplinaires qui définit cette dernière²⁰⁹.

Section 3. La métropolisation : une (première) synthèse métadisciplinaire.

Il convient cependant d'explicitier ici davantage cette démarche méthodologique, car celle-ci détermine l'ordre d'exposition de notre essai (l'organisation des trois prochains chapitres). Plus particulièrement, il nous faut préciser la manière dont nous avons réalisé la synthèse évoquée ci-dessus, celle sur laquelle se base le premier temps de la méthode régressive-progressive et donc l'ensemble de notre exposé. La réalisation de cette dernière n'avait en effet rien d'évident. Il nous a donc fallu utiliser un procédé particulier qui, comme nous allons le préciser, est celui que doit emprunter l'approche métadisciplinaire (dans son premier stade, c'est-à-dire lors du premier temps de la méthode régressive-progressive).

1. Les travaux sur la métropolisation : une littérature impossible à synthétiser ?

La réalisation d'une synthèse des enseignements empiriques et analytiques que l'on peut tirer de la littérature portant sur la métropolisation se heurte à plusieurs difficultés. La principale, à laquelle nous nous bornerons ici, tient à l'abondance et à l'éclatement de ces travaux. Ce caractère pléthorique et fragmenté, qui s'explique notamment par l'importance de la commande

²⁰⁹) Une autre façon de résumer la relation qui unit ces deux principes méthodologiques serait de dire que l'approche métadisciplinaire constitue le point de départ et le point d'arrivée de la méthode régressive-progressive.

publique dans le financement de ces recherches²¹⁰, par la diversité des disciplines²¹¹ et des courants de recherches²¹² dans lesquels elles s'inscrivent, et plus généralement par le positivisme qui les caractérise (I.2), a pour conséquence qu'il est pratiquement impossible d'en avoir et d'en donner un aperçu exhaustif ; et bien difficile également d'en ordonner les résultats de manière à parvenir à une représentation satisfaisante de la métropolisation.

Pour faire face à cette difficulté, une solution pourrait alors tout simplement consister à « faire le tri » parmi ces travaux en excluant ceux qui semblent les moins pertinents, c'est-à-dire ceux qui semblent les moins susceptibles d'informer une analyse historiciste comme la nôtre. On pourrait par exemple imaginer qu'il serait possible de mettre de côté, sans que cela soit trop dommageable, une bonne part des travaux réalisés à l'intention des technocrates : travaux qui sont précisément parmi les plus étroitement spécialisés au sein de ce champ de recherche et qui sont en conséquence ceux dont il est le plus difficile d'extraire de grandes tendances ou des faits stylisés. De même, et toujours selon ce procédé consistant à découper la littérature existante et à sélectionner l'une de ses parties ou certaines de ses parties, on pourrait penser qu'il serait possible de ne retenir dans notre synthèse que les travaux issus de certaines disciplines ou, de manière plus discriminante encore, de certains courants de recherche, ou encore de certaines revues scientifiques - en laissant là encore les autres de côté. Notons que c'est d'ailleurs de cette manière que procèdent la plupart des tentatives de synthèse de la

²¹⁰) En France, les études portant sur la métropolisation ont, pour une part significative d'entre elles, été réalisées dans le but de répondre aux enjeux opérationnels soulevés par la préparation puis par la mise en œuvre des dernières réformes territoriales, telles que la loi Maptam en 2014 ou la loi NOTRe en 2015. Bien qu'il existe évidemment et fort heureusement des travaux plus généraux et plus théoriques, la littérature sur la métropolisation tend ainsi à se présenter comme une gigantesque accumulation d'études empiriques servant à orienter ou à justifier les politiques publiques territoriales : comment définir les périmètres des nouveaux échelons administratifs ? ; où faire passer les nouvelles lignes de transport en commun ? ; comment améliorer l'offre en terme de formation de manière à améliorer l'adéquation entre les qualifications des travailleurs et les besoins des entreprises dans telle ou telle zone d'emploi ? , etc...

²¹¹) Les travaux que l'on doit à des économistes ou à des géographes et aux sous-disciplines que sont l'économie-géographique (les économistes qui s'intéressent à la géographie) d'une part et la géographie-économique (les géographes qui s'intéressent à l'économie) d'autre part, représentent clairement la plus grande part des études portant sur la métropolisation. Il existe néanmoins comme nous le verrons de très nombreux travaux issus d'autres disciplines qu'il convient de ne pas occulter : des travaux relevant des différentes composantes de la géographie sociale d'abord, ainsi que des recherches situées dans le champ de la sociologie, de l'anthropologie, ou encore de l'histoire urbaine.

²¹²) Si l'on tient compte des différentes disciplines, les courants de recherche qui participent à la recherche sur la métropolisation sont innombrables. Même si l'on s'en tenait aux seuls travaux situés dans le champ de la géographie économique, la liste serait longue. Elle serait en outre bien difficile à établir dans la mesure où ces courants ont une forte tendance à s'hybrider, et que de nombreux travaux s'inscrivent à l'intersection de plusieurs d'entre eux. Dans les prochains chapitres, nous mentionnerons au cas par cas les courants de recherche dans lesquels nous puisons.

littérature qui ont été proposées (Bourdeau-Lepage, Gaschet, Lacour, & Puissant, 2011; Gallety, 2013; Lalanne & Pouyanne, 2011)²¹³.

Ce type de solution n'est toutefois pas réellement satisfaisant. Il pose en effet deux problèmes étroitement liés. Tout d'abord en effet, à partir de quels critères, suffisamment précis et objectifs, serait-il possible d'effectuer un tel tri, c'est-à-dire de déterminer *a priori* quelle partie de la littérature est intéressante et laquelle ne l'est pas ? Sur ce point, l'arbitraire semble inévitable. Or, et deuxièmement, cet arbitraire pourrait avoir des conséquences regrettables dans la mesure où il présente le risque d'en venir à négliger des réalités qui pourraient se révéler intéressantes (c'est-à-dire susceptibles de nous dire quelque chose des transformations contemporaines des rapports de production capitalistes) si elles étaient soumises à l'analyse critique (marxiste). De la même manière, ne retenir que les travaux émanant de certaines disciplines ou de certains courants de recherche comporterait le risque d'obtenir une représentation tronquée ou partielle de la réalité de la métropolisation, privilégiant certains aspects au détriment des autres.

Une approche se voulant métadisciplinaire ne peut donc pas se contenter de ce genre de solutions, qui est fondamentalement contraire à son principe : contrairement à la démarche classique qui consiste à limiter dès le départ l'analyse en l'enfermant dans un « terrain » ou un « corpus » délimités *a priori*, elle doit en effet se donner les moyens de faire « feu de tout bois », d'être en mesure d'exploiter les ressources les plus inattendues²¹⁴. Pour être fidèle à son ambition, elle doit autrement dit réussir à déceler le structurel (la transformation des rapports sociaux) au travers de toutes ses expressions matérielles, y compris au travers de celles qui sont analysées de la manière la plus partielle et donc la plus réifiante par la littérature existante, avec ses innombrables études de cas, notes d'analyses et repères statistiques. Surtout, elle ne peut pas se contenter d'une représentation tronquée de la réalité matérielle, d'une connaissance partielle de « ce qui advient ». Une représentation tronquée en effet, survalorisant certains aspects au détriment des autres, ferait courir le risque de se trouver dès le départ dans

²¹³) Il n'est pas anodin de remarquer que, en France, une part importante des travaux synthétiques portant sur la métropolisation ont été réalisés entre 2007 et 2015, soit entre le moment où le gouvernement de Nicolas Sarkozy exhume l'idée d'une métropole du « Grand Paris » et celui de la mise en œuvre de la loi de « Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles » (Maptam) par le gouvernement de François Hollande.

²¹⁴) Il est possible d'établir un parallèle entre cette méthode d'investigation scientifique et les formes contemporaines de la production de l'innovation mises en œuvre par les entreprises (Hatchuel, Le Masson, & Weil, 2002). Dans les deux cas, il s'agit de ménager une ouverture, de ne pas s'enfermer dans une trajectoire de connaissance déjà maîtrisée, selon une logique d'approfondissement et de spécialisation croissante, mais au contraire de laisser place à la « sérendipité », c'est-à-dire de permettre des rencontres entre des domaines disjoints et ainsi de favoriser des découvertes inattendues.

l'incapacité de déceler les contradictions des rapports sociaux de production. De même, au niveau de l'analyse plus strictement économique, une telle représentation condamnerait d'emblée toutes nos chances de saisir les relations qui unissent les différents éléments ou les différents ressorts du régime contemporain de valorisation et d'accumulation du capital. Il convient donc de trouver une autre solution pour s'orienter dans cette littérature et en synthétiser les résultats : une solution qui ne revienne pas à amputer arbitrairement la littérature existante et qui permette d'obtenir efficacement une vue d'ensemble de ses résultats – vue d'ensemble qui est seule capable de restituer la métropolisation dans la multiplicité ou dans la complexité de ses aspects.

Admettons quand même qu'il soit possible de réaliser une synthèse relativement exhaustive des recherches portant sur la métropolisation. Par exemple, en proposant une démarche qui consisterait à présenter tour à tour : la métropolisation des géographes, la métropolisation des économistes, celle des sociologues, etc.²¹⁵. Par rapport à la solution précédente, un tel procédé aurait l'avantage de permettre de restituer la complexité des connaissances existantes sur la métropolisation et donc de donner une image moins partielle de cette dernière. Il présenterait néanmoins aussitôt un autre inconvénient, en quelque sorte symétrique du précédent, qui serait celui du manque d'unité ou de cohérence de la représentation de la métropolisation que l'on obtiendrait en procédant ainsi. Le risque serait en effet d'aboutir à un collage ou à une simple juxtaposition de représentations partielles, éventuellement discordantes ou au contraire redondantes, de la métropolisation. Ce procédé, qui se fonde sur la fragmentation des travaux existants pour finalement ne faire que la reconduire, se révèle donc lui aussi insatisfaisant et contraire à l'approche métadisciplinaire que nous souhaitons mettre en œuvre dans ce chapitre.

L'exigence à laquelle nous devons nous tenir se précise. Il s'agit comme on le voit de trouver un moyen de synthétiser les apports de la littérature portant sur la métropolisation qui soit en mesure de nous permettre de restituer celle-ci dans sa *totalité* : dans sa complexité donc, mais aussi dans son unité.

Comment faire ? Quelle ligne de crête emprunter pour réussir à embrasser d'un seul regard la totalité de la réalité qui est traitée de manière parcellaire dans les différents champs de la littérature académique ?

²¹⁵) Cette démarche a été esquissée par le géographe Daniel Béhar (2010). A notre sens, il ne parvient pas à éviter l'écueil que nous mentionnons.

Il nous semble qu'un procédé susceptible de répondre à cette exigence et donc d'être en adéquation avec le principe de l'approche métadisciplinaire peut consister à appréhender la littérature existante à partir de ses caractéristiques les plus englobantes ou les plus transversales, comme par exemple les notions que l'on y retrouve le plus fréquemment ou, de manière encore plus englobante, le champ lexical commun qui y est utilisé. Plus précisément, il nous semble – et c'est la solution que nous avons retenue – qu'un moyen pertinent d'approcher cette littérature et d'en synthétiser les résultats peut consister à commencer par jeter un regard matérialiste sur « l'épistémè » (Lordon, 2013) des travaux qui la composent ; et, plus précisément encore, sur les changements convergents de paradigmes qui se sont opérés dans les différentes disciplines engagées dans la recherche sur la métropolisation.

2. La centralité de la notion de liens : vers une première heuristique de la métropolisation.

Commençons par résumer le contenu de ces changements convergents de paradigmes avant de préciser en quoi une lecture matérialiste de ces derniers est susceptible de nous donner un premier aperçu de ce qui se joue au travers de la métropolisation – une première heuristique de la métropolisation si l'on veut – ainsi que de nous offrir une entrée permettant de distinguer sans les séparer les principaux aspects ou les principales tendances qui définissent cette dernière, qui la structurent en tant que totalité.

Dans les champs voisins de la géographie-économique et de l'économie-géographique, le changement de paradigme qui s'est opéré à partir des années 1980 a consacré, dans ses grandes lignes, le passage d'approches « factorielles » mobilisant une conception « positionnelle » de l'espace (Volvey, Stock, & Calbérac, 2021), à des approches « interactionnistes » (Klein & Guillaume, 2014), « relationnelles » (Hess M. , 2004; Bathelt, 2005; Yeung, 2005), ou « systémiques » (Carroué, 2014; Boulay & Grandclement, 2019) mobilisant une conception « dimensionnelle » (Veschambres, 2006) de l'espace²¹⁶. À l'analyse de la structuration de

²¹⁶) D'une manière générale, le terme d'approches « relationnelles » tend à être privilégié dans le monde anglophone et celui d'approches « interactionnistes » dans le monde francophone. Dans ces deux espaces linguistiques, ces approches sont vues comme le résultat, dans le domaine de la géographie-économique et de l'économie-géographique, de ce qui est respectivement appelé le « spatial turn » d'un côté et le « tournant géographique » de l'autre, c'est-à-dire du mouvement de double ouverture de la géographie sur les sciences sociales d'une part et des sciences sociales sur la géographie d'autre part. D'une manière générale, le « relational turn » est ainsi défini comme un tournant qui englobe les précédents tournants au travers desquels s'est cherché le « spatial turn » (Hess M. , 2004) : le « cultural turn », théorisé par Doreen Massey (2004) au moment de sa prise de distance par rapport au structuralisme (Daviet, 2007); « l'institutionnal turn » défendu notamment par Ash Amin (1999; 2002) et Bob Jessop (2001) – deux auteurs fortement influencés par l'institutionnalisme français et par l'approche régulationniste en particulier (celle du Lipietz des *Régions qui gagnent*) – ; ou encore le « tournant territorial », que l'on peut pour sa part attribuer aux membres du Groupe Européen de Recherche sur les Milieux Innovateurs (Aydolot, 1986) et aux auteurs du courant de l'économie territoriale (Courlet, 2001; Courlet, 2008)

l'espace économique qui consistait à expliquer la localisation des activités économiques en fonction de la répartition des facteurs de production (des « dotations factorielles relatives » des espaces) et de la taille des marchés, se sont ainsi substitués des travaux dont l'objet principal consiste à analyser la « spatialité »²¹⁷ (ou les propriétés spatiales) des « liens » au travers desquels s'organisent les activités économiques et sur lesquels se fondent les dynamiques de production et de mobilisation de ressources qui, selon ce nouveau paradigme, sont au centre des enjeux contemporains du développement territorial (Benko G. , 2008). Autrement dit encore, et comme le résume Pierre Veltz, qui est l'un de ceux en France qui a le plus contribué à ce mouvement, la « *géographie (statique) des coûts* », fondée sur l'analyse quantitative de l'allocation des facteurs de production, a progressivement laissé place à « *une véritable géographie (dynamique) de l'organisation* » (Veltz, 1993, p. 672) centrée sur l'analyse tant qualitative que quantitative de la construction et de l'activation des liens qui assurent la production et la circulation des ressources productives.

De son côté, le champ de la géographie urbaine a connu à partir des 1980-1990 un mouvement épistémologique assez analogue et revendique aujourd'hui lui aussi l'utilisation d'approches dites « relationnelles » (Berroir, et al., 2017; Cattan, 2019), ce qui se traduit notamment par la multiplication d'analyses portant sur les « réseaux de villes » ou les « systèmes urbains » (Damette, 1994). Il ne s'agit donc plus ou plus seulement d'analyser l'espace au travers de la répartition des populations, des activités et des richesses, mais de l'analyser au travers de la nature et de l'articulation des liens qui l'organise, en insistant sur ce point sur le « rôle nodal des villes » (et plus particulièrement sur celui des métropoles). Ainsi, par exemple, les travaux inscrits dans le groupe de recherche Globalization and World Cities (GaWC) animé par Peter Taylor (2004) (qui est considéré par beaucoup comme étant l'un des pionniers des études portant sur la métropolisation) proposent de caractériser la place d'une ville dans la hiérarchie urbaine en fonction de son « indice de connectivité », soit en fonction de l'intensité et de la diversité des liens ou des connexions qui la relie à d'autres villes (Halbert & Pain, 2012). Les

d'une part et à ceux de l'école californienne de géographie économique (Scott, 1988) d'autre part.

²¹⁷) De nombreux travaux qui s'inscrivent dans le sillage du tournant relationnel emploient la notion de « relations spatiales ». C'est le cas par exemple d'un bon nombre de travaux relevant de l'approche dite « systémique » (Boulay & Grandclement, 2019), approche qui s'attache à analyser spatialement l'organisation et les mutations du système productif dans une perspective macro-économique. Pour les raisons que nous avons indiquées dans le chapitre IV, cette notion ne nous semble pas appropriée : elle suppose en effet que certaines relations sont spatiales et que d'autres ne le sont pas ; or comme nous l'avons vu avec Henri Lefebvre, l'espace ne peut pas se définir comme « une chose parmi les choses » mais comme « l'enveloppe matérielle » ou comme « le mode matériel d'existence » de toutes les choses sociales. Nous éviterons donc dans ce qui suit de recourir à cette notion de « relations spatiales », que nous jugeons aporétique, pour lui préférer, comme nous l'avons fait ci-dessus, celles de « propriétés spatiales » des relations sociales ou de « spatialités » des relations sociales – ce qui ne nous empêchera pas de mobiliser les acquis analytiques de ces travaux.

viles, dans cette perspective, ne sont alors plus seulement pensées en fonction de leur taille, de leur composition interne et de la distance qui les sépare, mais en fonction des flux qu'elles organisent et des interdépendances qui en découlent. À la vision architectonique de la juxtaposition de zones contiguës (celle des atlas dans lesquels les différentes régions ou pays sont représentés par des blocs de différentes couleurs), succède ainsi une représentation graphique des systèmes urbains mettant en évidence le caractère réticulaire de ces derniers (Rozenblat, 2015).

Enfin, dans le champ de la géographie sociale, on observe également depuis les années 1990 la multiplication de travaux se proposant d'étudier l'espace comme le support de la construction des relations sociales et partant, des formes déterminées de sociabilités et de subjectivités (Di Méo, 2014). Caractérisés par une certaine ouverture vers la philosophie, ces travaux mobilisent en particulier fréquemment la terminologie heideggerienne que nous avons utilisée à plusieurs reprises dans la première partie de cette thèse et proposent sur cette base conceptuelle des analyses, très contrastées dans leurs résultats, des implications du processus de métropolisation au regard de « l'habiter » et donc, par extension, au regard du rapport que les individus entretiennent avec le « monde » - c'est-à-dire avec les autres, avec la nature (première et seconde) et, en fin de compte, avec eux-mêmes (Mongin, 2013; Lazzarotti, 2006; Augé, 2010; Lussault, 2013; Bauman, 2013; Gwiazdzinsky, 2016; Berque, 2000; Ascher & Godard, 2003).

*

* *

Témoin de ces changements convergents de paradigmes, la notion de « liens » et son champ lexical imprègnent toute la littérature portant sur la métropolisation – et, de manière plus générale, l'ensemble des travaux qui s'intéressent aux transformations contemporaines de l'espace économique et social : interactions, relations, connexions, réseaux, rhizomes, connexité, mobilité, accessibilité, connectivité, communication, hyperspatialité, flux, hubs, plateforme, interface, nœud, commutateur, incubateur, écosystème,...²¹⁸ ; il n'existe probablement aucune analyse de la métropolisation qui ne fasse pas intervenir au moins l'une de ces notions. L'utilisation de ce vocabulaire constitue ainsi très certainement le plus grand dénominateur commun de ce domaine de recherche et donc sans doute l'indice le plus pertinent dont nous pouvons disposer pour l'appréhender et en dégager les principaux résultats.

²¹⁸) Nous reviendrons sur les définitions de ces notions au fur et à mesure de nos développements.

Quels sont alors les enseignements que l'on peut tirer de ce changement de paradigme et de ce renouvellement terminologique qui l'accompagne ? Que peuvent-ils nous apprendre sur la métropolisation ?

Pas grand-chose si l'on adhère à l'hypothèse idéaliste selon laquelle l'évolution des idées (des approches, méthodes, objets, théories, concepts, notions) constitue un processus autonome, obéissant à ses propres règles ou à ses propres lois - celle par exemple d'un progrès cumulatif vers la vérité scientifique ou celle d'une succession d'effets de mode épistémologique... Selon ce type de lecture en effet, au mieux le changement de paradigme n'aurait rien à nous apprendre des transformations de la réalité matérielle, au pire il pourrait être la source de possibles « illusions d'optique » faisant apparaître comme nouveauté ce qui existait déjà auparavant mais qui ne pouvait pas être saisi à partir des approches et des outils alors existants. Si l'on adopte l'hypothèse matérialiste en revanche, et que l'on admet en conséquence que ce changement de paradigme constitue un produit et une expression dans le monde savant des transformations de la réalité matérielle de nos sociétés, alors celui-ci peut nous donner un premier aperçu de « ce qui advient », soit une première représentation générale, englobante, de ce qu'est la métropolisation²¹⁹.

C'est ainsi que, dans cet essai, nous partons de l'hypothèse interprétative selon laquelle la généralisation des approches dites relationnelles, de même que l'omniprésence et la centralité de la notion de « liens » et de son champ lexical dans les travaux portant sur la métropolisation, témoignent en première analyse de l'importance croissante ou du caractère de plus en plus stratégique, dans nos sociétés contemporaines, du fait « d'être relié à » ou de pouvoir « accéder à » et nous indiquent dans le même temps que la métropolisation a probablement quelque chose à voir avec la capacité d'accès et de mise en relation ou en connexion des agents économiques et sociaux. Autrement dit, donc, et pour nous avancer un peu plus au sujet de ce qui va suivre, nous partons de l'hypothèse que l'épistémè de ces travaux peut être vue comme le signe ou l'indice de l'ouverture d'une période historique dans laquelle, pour reprendre une formule d'Henri Lefebvre dont nos développements s'attacheront à montrer le caractère prophétique :

²¹⁹) Soulignons que nous n'avons aucun mérite à proposer cette lecture matérialiste. Contrairement aux auteurs sur lesquels Marx prend appui pour conduire sa critique de l'économie politique, les auteurs qui analysent la métropolisation font preuve de réflexivité et reconnaissent volontiers, et même mettent explicitement en avant, l'historicité de l'approche et des notions relationnelles, c'est-à-dire le fait que ces dernières ont été produites précisément dans le but de permettre de rendre compte des tendances émergentes puis dominantes des transformations spatiales de nos sociétés. C'est par exemple particulièrement clair chez des auteurs importants comme François Ascher, Pierre Veltz, Nadine Cattani ou encore Michel Lussault. Citons aussi Peter Sunley dans la littérature anglosaxonne, qui met explicitement en lien la nécessité de développer des approches relationnelles avec l'émergence de ce qu'il appelle un « network-based capitalism » (Sunley, 2008)

« *ce qui relie tend à avoir plus d'importance que les êtres reliés* » et où les « *intermédiaires reçoivent une importance exagérée* » (Lefebvre, 2009, p. 80). Cette idée, qui semble simple et qui l'est effectivement, sous-tendra ainsi d'une certaine manière l'ensemble de nos développements et sera précisée et étayée de manière progressive par ces derniers : par notre analyse de l'hypertrophie de la sphère de la circulation et de la redéfinition de ses rapports avec les sphères de la production et de la reproduction (de la force de travail) ; par nos réflexions sur les formes contemporaines du processus d'abstraction capitaliste ; ou encore au travers de notre proposition relative au passage du contrôle des moyens sociaux de production au contrôle des « moyens sociaux de connexion » comme fondement du pouvoir de la classe capitaliste.

3. Relations et connexions : les deux faces de la métropolisation.

Mais l'examen du champ lexical de la littérature portant sur la métropolisation est susceptible de nous apporter quelque chose de plus et de mieux qu'une vue d'ensemble sur ces travaux et qu'une première heuristique de la métropolisation. Un examen plus approfondi nous montre en effet que la notion englobante de lien tend à être déclinée au travers de deux notions plus déterminées, celle de *connexion* d'une part et de *relation* d'autre part, qui sont elles-mêmes plus ou moins clairement associées à ce qui semble être les deux principales tendances qui définissent la métropolisation, ainsi qu'aux deux principales familles ou aux deux principaux groupes de travaux portant sur cette dernière – chacune de ces deux familles ayant tendance à privilégier soit l'une soit l'autre de ces deux tendances. Ainsi, il semble possible de complexifier la représentation unitaire exposée ci-dessus et de parvenir à une représentation de la métropolisation qui restitue celle-ci dans sa totalité : dans son unité donc, mais aussi dans la dualité des tendances et des aspects qui la définissent.

Commençons par définir ce qui différencie ces deux types de liens avant de dérouler la série de dualités de tendances et d'aspects qui peut en être dérivée et d'exposer la représentation de la métropolisation qui découle de cet ordonnancement dual ; et qui n'est autre que celle qui guidera nos développements.

La distinction entre connexion et relation n'est pas toujours clairement établie dans la littérature existante. La plupart des travaux n'utilisent en effet qu'une seule de ces deux notions et n'ont en conséquence pas besoin de définir ce qui les différencie. Quant aux travaux qui mobilisent ces deux notions à la fois, ils tendent à glisser de l'une à l'autre pour des raisons qui sont rarement expliquées et qui semblent souvent assez inexplicables ; si bien que ces dernières tendent à apparaître comme synonymes. Pour établir cette distinction, nous proposons alors de

nous inspirer des travaux d'Olivier Mongin (2013), qui est à notre sens l'auteur chez qui cette dernière apparaît le plus clairement et le plus précisément. De plus, et comme nous allons tout de suite le voir, la distinction qu'il met en œuvre a l'avantage d'être en parfaite adéquation avec les fondements conceptuels et théoriques de cette thèse. Celle-ci, en effet, est établie sur la base des différences qui opposent ce qu'on pourrait appeler, dans notre terminologie lefebvrienne, les modes matériels d'existence (spatiaux et temporels) de ces deux types de liens.

La relation tout d'abord, qui ne peut lier que des « êtres » (les lier entre eux ou les lier à des objets), se construit dans la « durée » (Zarifian, 2003), c'est-à-dire dans le cadre d'une temporalité concrète, processuelle, celle du « devenir », dans laquelle le passé, le présent et le futur se trouvent dans un rapport de continuité et de coprésence. La relation se caractérise aussi et conséquemment, sur le plan temporel, par une certaine forme d'irréversibilité : la rupture est nécessairement douloureuse ; elle est synonyme de perte. Sur le plan spatial, la relation se construit sur la base d'un lieu ou d'un milieu qu'elle produit et qu'elle reproduit, c'est-à-dire sur la base d'un espace concret, perçu et vécu quotidiennement par les individus. Cet espace, dans le cours de sa production, de son appropriation par les individus qui y construisent des relations, se dote progressivement de qualités qui le rendent identifiable : *a minima*, de limites qui lui confèrent une certaine unité et qui le définissent comme un dedans pouvant être distingué d'un dehors ; mais aussi de traces, de repères et de symboles, qui sollicitent la sensibilité et l'imagination des individus et qui permettent à ces derniers de donner du sens à l'espace considéré.

La connexion, de son côté, qui peut tout autant relier des êtres que des choses, peut être établie et activée de manière instantanée et réversible. Elle se caractérise par la négation du temps, par la réduction de ce dernier à une succession d'instantanés discontinus et déconnectés les uns des autres. Les connexions activées aujourd'hui ne préjugent ainsi en rien de celles qui l'ont été hier ou de celles qui le seront demain. De même, sur le plan spatial, la connexion se caractérise par sa capacité à s'affranchir ou à faire abstraction des limites géographiques (seuils ou barrières) tracées dans le cadre la production de l'espace, de son appropriation ou de sa domination. La connexion n'est donc assignée à aucun lieu ; elle est indifférente aux lieux qu'elle traverse ou plutôt qu'elle enjambe, tout autant qu'à ceux qu'elle relie, qui ne sont pour elle que des points (« spots »). Contrairement à la relation, la connexion n'est donc pas ancrée dans un contexte mais est à la fois décontextualisée et décontextualisante. À sa réversibilité temporelle, correspond ainsi sa redéployabilité spatiale. Elle est virtuellement activable partout et tout le temps – mais pas par tous !

Comme nous le disions plus haut, ces deux notions, dans leur opposition constitutive, renvoient plus ou moins clairement à deux familles distinctes de travaux qui, à elles deux, c'est-à-dire si elles sont tenues ensemble, peuvent nous donner une représentation satisfaisante de la métropolisation, à savoir une représentation qui restitue ce qui semble être les deux faces contradictoires de cette dernière – et du monde qui se produit à travers elle.

Schématiquement en effet, et tout d'abord, la notion de connexion semble pouvoir être rattachée aux travaux qui analysent la métropolisation sous l'angle de la « globalisation financière » et comme un produit de ce qui est le plus souvent appelé « le capitalisme néolibéral ». Dans ces travaux, la métropole apparaît alors principalement comme le « centre de commandement des chaînes globales de valeur », c'est-à-dire comme le centre qui assure l'orientation, l'organisation et le contrôle des flux économiques en tout genre (marchands ; financiers ; humains ; informationnels) sur la base d'un réseau hyperscalaire de connexions potentielles et réversibles garantissant un accès instantané à une quantité et à une variété illimitée de richesses. Cette « métropole connexionnelle », dominée par la finance et la marchandise, le capital argent et le capital marchand, plongée dans une concurrence globale qu'elle contribue elle-même à organiser en assurant la circulation instantanée et illimitée des différentes formes de capital, renvoie typiquement, dans la littérature académique, à la figure de la métropole analysée par Saskia Sassen (1991) sous le nom de « Global City » : un type historique de ville correspondant à la « troisième mondialisation » (Michalet, 2007), au déclin des emplois industriels et à la croissance des emplois tertiaires dans les économies de première industrialisation, que des auteurs comme Peter Hall (1966), Stephan Hymer (1972) ou John Friedmann (1986) ou Peter Taylor (2004) anticipaient déjà sous le nom de « World City ». C'est la métropole des gratte-ciel, des quartiers d'affaires et des ministères ; c'est donc fondamentalement celle du « pouvoir », sous toutes ses formes : économique, politique, mais aussi symbolique (culturel, artistique, médiatique...). La métropole connexionnelle renvoie également et inséparablement, dans la littérature académique, à la « ville informationnelle » de Manuel Castells (1996) – aujourd'hui plus souvent dénommée « smart city » (Picon, 2013) - marquée par l'essor fulgurant des technologies de l'information et de la communication, avec la généralisation de l'informatique hier et du numérique aujourd'hui. C'est donc concrètement la métropole qui assure la collecte et le traitement des informations à partir desquelles les agents dominants du capitalisme globalisé prennent leurs décisions ; c'est autrement dit celle qui, à partir des « signaux » qu'elle permet d'émettre et de recevoir en « temps réel », influence et oriente les mouvements des capitaux ainsi que les connexions ponctuelles que les « entreprises en réseau »

ou les « hallow corporation » établissent en différents points du globe pour mener à bien leurs « projets » (Ghorra-Gobin, 2007). L'accent mis sur l'importance des technologies de l'information et de la communication dans le fonctionnement de cette métropole connexionnelle ne doit toutefois pas occulter le rôle qu'y jouent les moyens de transport. La métropole connexionnelle se caractérise en effet également par la performance de ses infrastructures aéroportuaires, ferroviaires, autoroutières, routières et par ses réseaux de transports urbains et régionaux qui lui confèrent sa capacité à faire circuler les individus et les marchandises selon des niveaux de vitesse inégalés à toutes les échelles de l'espace, ainsi que sa capacité à favoriser le passage d'une échelle à une autre (Mangin, 2010). Plus généralement en fait, la métropole connexionnelle, toute entière consacrée à la circulation du capital, se définit fondamentalement par la « fonction d'intermédiation » qu'elle assure au sein du réseau hyperscalaire qui se déploie à partir de son centre (Halbert, 2009; Carroué, 2014). Les auteurs qui appréhendent la métropole à partir de la notion de connexion définissent ainsi cette dernière comme une « interface », un « hub », ou un « commutateur » dont le rôle est d'assurer l'articulation des flux qui circulent à différentes échelles dans les réseaux du capitalisme globalisé et de gérer la complexité et l'incertitude qui en découlent (Veltz, 1996; Veltz, 2012a). Plus généralement encore, cette représentation de la métropolisation s'inscrit dans une vision du monde dans laquelle celui-ci se caractériserait avant tout par l'hypertrophie de la sphère de la circulation et où cette dernière, plus que la production, deviendrait le principal problème du capital, c'est-à-dire le principal enjeu de sa valorisation et de son accumulation. La métropolisation est en effet tout à la fois analysée comme un produit de la décomposition globale des chaînes de valeur et de la complexification des échanges qui en découle ; comme un opérateur du prolongement de cette tendance ; et comme un moyen de la réguler (Sassen, 1991). D'un point de vue matériel, la métropolisation se présente donc fondamentalement, selon cette perspective, comme l'expression d'un monde caractérisé par la démultiplication des flux, par l'accélération de leurs vitesses de circulation et par une certaine forme de dissolution ou de perte de consistance de l'espace ; soit, par ce que David Harvey (2010) appelle la « space-time compression ». Elle se présente autrement dit comme l'expression d'un monde dans lequel les processus économiques tendent à s'affranchir complètement des limites et des contraintes géographiques, qu'elles soient naturelles ou institutionnelles, et dans lequel l'« espace des flux » tend à supplanter l'« espace des lieux » (Castells, 1996). La métropolisation serait ainsi le fait géographique consacrant la « fin de la géographie » (O'Brien, 1992) ou l'avènement d'un « monde plat » (Friedman, 2006) ; quant aux métropoles, elles seraient les éléments solides (encore que, cf. VII.1.6) en charge de la « liquéfaction du monde » (Bauman, 2013). Dans le

paysage que dessine cette vision du monde, les métropoles apparaissent ainsi sous la forme d'un « archipel » (Dollfus, 1994; Veltz, 1996) ou d'un chapelet d'îles fortement connectées les unes aux autres, rivalisant à la surface d'un océan économique unifié, homogénéisé, liquide et mouvant, qu'elles tendent elles-mêmes à produire comme tel.

Les travaux qui privilégient la notion de relation dans l'analyse de la métropolisation adhèrent à une vision du monde bien différente et nous donnent une tout autre représentation de cette dernière. Dans ces travaux, la métropolisation est en effet analysée au prisme de l'essor de l'« économie de la connaissance » (Foray, 2000), ou « économie du savoir » (Mouhoud & Plihon, 2009), ou de l'émergence du « capitalisme cognitif » (Azaïs, Corsani, & Dieuaide, 2001). Elle est alors analysée comme le produit et l'expression de ce qui serait une tendance au « réencastrement territorial » ou à la « reterritorialisation » (Benko & Lipietz, 1992) des logiques productives et de la division du travail, dans le cadre d'une économie dans laquelle la compétitivité des firmes dépendrait de plus en plus de leur capacité à innover et où, en conséquence, la production, la mobilisation et l'exploitation des connaissances deviendraient l'enjeu central de l'accumulation du capital. À la vision d'une liquéfaction de l'espace sous l'effet dissolvant des connexions et des flux qu'elles charrient, ces travaux opposent alors l'idée que les transformations contemporaines de la sphère productive confèreraient une nouvelle « épaisseur » (Amin & Thrift, 1994) à l'espace économique et social dans la mesure où celui-ci, ou plus exactement les réseaux de relations qui s'y construisent dans la durée, interviendraient de plus en plus directement et indirectement dans la production de capacités et de ressources cognitives individuelles et collectives²²⁰ et donc dans la capacité des firmes à innover. Bien que les analyses proposées au sein de cette famille de travaux soient nettement plus hétérogènes (et conflictuelles) que celles qui composent la précédente, elles partagent en effet l'idée générale selon laquelle la densité et la variété des relations et des interactions réticulaires qui caractériseraient les espaces métropolitains seraient à l'origine d'« externalités dynamiques d'apprentissage » (Bourdeau-Lepage, Gaschet, Lacour, & Puissant, 2011), c'est-

²²⁰) De nombreuses terminologies sont utilisées pour désigner les inputs des processus innovatifs dans le cadre de l'économie de la connaissance. Dans la littérature relevant de la théorie mainstream, les notions de « capital humain » et de « capital social » sont celles qui sont le plus souvent utilisées. Dans la littérature plus hétérodoxe, les notions de « compétences » et de « connaissances » sont privilégiées. Pour notre part, nous avons choisi de parler de « capacités et de ressources cognitives individuelles et collectives » en raison du caractère englobant de cette expression. Elle permet en effet de désigner à la fois les compétences individuelles (savoir-faire et savoir-être ; capacités communicationnelles, relationnelles, affectives), les connaissances, tacites et codifiées, ainsi que les conventions (Favereau, 2002), à savoir les croyances, normes, références et valeurs partagées, qui permettent de pallier aux problèmes de coordination inter-individuelles et inter-organisationnelles qui surviennent dans le cadre de la production de l'innovation en raison de « l'incertitude radicale » (Postel, 2008) qui caractérise cette dernière.

à-dire d'un processus social endogène de production de ressources et de capacités cognitives individuelles et collectives ; et qu'elles constitueraient en cela le fondement de l'avantage métropolitain en matière d'innovation et de son statut de « foyer de l'accumulation du capital » au sein de cette nouvelle économie de la connaissance - ou de ce capitalisme cognitif en émergence. Des analyses néoclassiques et néokeynésiennes en économie-géographique mobilisant les acquis des théories de la croissance endogène et du capital humain (Glaeser, 1999; Acs, 2006; Fujita & Krugman, 2004), jusqu'aux auteurs marxistes de l'approche en termes de capitalisme cognitif reprenant et actualisant l'hypothèse du General Intellect formulée par Marx dans les *Grundrisse* (Corsani, Lazzarato, Négri, & Moulrier-Boutang, 1996; Dieuaide, 2006), en passant par la myriade de courants institutionnalistes plus ou moins hybrides - qu'il s'agisse de l'école californienne en géographie économique (Scott A. J., 2010), des approches interactionnistes en géographie industrielle (Klein & Guillaume, 2014), de l'école des proximités (Rallet & Torre, 2005), des approches inspirées par les travaux du Groupe de Recherche Européen sur les Milieux Innovateurs (Aydolot, 1986; Tremblay & Tremblay, 2006) ou encore de celles inspirées par le courant de l'économie territoriale (Bagnasco, Courlet, & Novarina, 2010) -, tous les travaux qui analysent la métropolisation à l'aune de l'essor de l'économie de la connaissance ou du capitalisme cognitif placent au centre de leurs argumentaires ce mécanisme à trois termes unissant « relations » (ou interactions), « externalités » et « innovation ». Tous, aussi, mettent l'accent sur les rétroactions qui unissent les deux premiers termes de ce mécanisme, en soulignant que les relations se renforcent et s'enrichissent progressivement sur la base des externalités qu'elles produisent. Partant, il insistent également sur le caractère cumulatif du développement territorial dans le cadre de l'économie de la connaissance ainsi que sur les formes de concentration spatiale de l'activité économique au profit des métropoles qui en découle. De même, enfin, la plupart de ces travaux ont en commun la référence plus ou moins lointaine au concept marshallien de « district industriel », qu'ils revisitent chacun à leur façon pour rendre compte de la manière dont les écosystèmes métropolitains, forts de leur épaisseur relationnelle et institutionnelle (Amin & Thrift, 1994), favorisent la circulation et l'enrichissement des capacités et des ressources cognitives (individuelles et collectives) dont se nourrissent les processus innovatifs. D'une façon générale donc, la représentation de la métropole qui se dégage de cette seconde famille de travaux est celle d'une infrastructure relationnelle et institutionnelle fournissant à l'économie du savoir (ou au capitalisme cognitif) les ressources productives dont elle a besoin. Plus précisément, le portrait de la métropole que proposent ces travaux est en fait celui d'un écosystème urbain polynucléaire d'envergure régionale organisé autour d'un réseau de districts

– on parle aujourd’hui plus souvent de « clusters » ou de « clusties » (Gaschet & Lacour, 2007)²²¹ - dans lesquels et entre lesquels se développent différents types de relations, alliant selon des dosages variables la concurrence et la coopération, qui produisent et reproduisent en permanence un énorme vivier de connaissances à disposition des entreprises dites innovantes (Di Méo, 2010; Scott A. , 2014).

À la figure de la « Global City » proposée par Saskia Sassen, métropole de l’exercice du pouvoir dans laquelle règne une concurrence débridée et où la marchandise est omniprésente, cette seconde famille de travaux oppose ainsi la figure (moins unifiée) de la « Knowledge » (Van Widen, Van Den Berg, & Pol, 2007), de la « Creative » (Cohendet, Grandadam, & Simon, 2010; Scott A. J., 2010), de la « Nursery » (Duranton & Puga, 2001), ou encore de la « Learning city » (Glaeser, 1999), soit la figure de la métropole comme milieu de la production du savoir, dans laquelle se développent des formes inédites de coopérations productives, articulant ou hybridant le marchand et le non-marchand, entre des populations et des activités auparavant séparées et cloisonnées. À l’image que l’on pourrait qualifier de cybernétique de la métropole comme « commutateur », orientant et organisant des flux marchands déterritorialisés, ces travaux substituent ainsi l’image plus organique ou écologique de la métropole comme « incubateur » (Chinitz, 1961; Veltz, 1996), comparable à un terreau fertile où sont cultivées les idées nouvelles et d’où émergent les « jeunes pousses » de l’économie de la connaissance. Ce n’est donc plus la métropole des quartiers d’affaires et des ministères, des technocrates et des algorithmes, mais celle des universités, des centres de recherche publics et privés, des milieux artistiques et culturels, des « tiers lieux », des communautés de producteurs, d’usagers ou d’habitants et, surtout, des relations (souvent décrites comme symbiotiques) qui se nouent entre ces différentes organisations, populations, et activités... Ainsi, tandis que la « Global City » semble consacrer le triomphe de ce que Ferdinand Tönnies appelait la « Gesellschaft », soit le triomphe de l’individualisme, de la rationalité instrumentale, de la marchandise, de la technique et des formes impersonnelles de pouvoir, la figure de la métropole comme ville du savoir semble au contraire nous montrer un certain renouveau de la « Gemeinschaft », sous la forme de ces communautés productives soudées par des objectifs, des normes (culturelles) et des valeurs (morales ; esthétiques) partagées (La Rocca, 2013). À ceci près tout de même que

²²¹) La notion de « clusties » a été proposée par Frédéric Gaschet et Claude Lacour pour insister sur l’importance de l’encastrement urbain des clusters (« clusters by the cities »). Il faut noter que l’élaboration de cette notion s’inscrit dans une tendance générale de la littérature qui consiste à mettre de plus en plus l’accent sur les liens qui existent *entre* les clusters, alors que dans les années 1990 et 2000, l’accent était principalement mis sur les relations qui se déploient à l’intérieur de ces derniers. Cette actualisation de la pensée théorique a été, en France, largement motivée par les succès divers rencontrés par les pôles de compétitivité mis en place au cours des années 2000.

contrairement aux communautés paysannes étudiées par Tönnies (Durkheim, 2013), les communautés qui se développent dans et donnent vie aux écosystèmes métropolitains se caractérisent par leur variété – variété qui est précisément au fondement de leurs interactions, ou plus exactement, du caractère productif de leurs interactions. En effet, et c'est là encore une autre opposition permettant de distinguer nos deux figures de la métropole, tandis que l'avènement de la « Global City » semble correspondre à la production d'un monde homogénéisé et décontextualisé, dans lequel il n'existe de différences que quantitatives et dans lequel, en conséquence, tout est comparable et échangeable, l'avènement de la « Creative City » semble tout au contraire indiquer la production d'un monde dans lequel renaissent les différences qualitatives²²², et où chaque lieu ou chaque territoire, du fait de la singularité de son contexte et de son histoire (Storper M., 2010), est susceptible de faire émerger des pratiques et des identités particulières et, sur le plan économique, des « ressources spécifiques » et des « avantages différenciatifs » (Colletis & Pecqueur, 2005) – la métropole ne se distinguant de ce point de vue des autres types d'espaces que par le fait qu'elle regroupe et permet d'atteindre une plus grande quantité et donc une plus grande variété de ces lieux, maximisant ainsi le potentiel d'interactions entre les différences qui s'y produisent et donc, le potentiel de production de nouvelles différences. Les récits qui enrobent ces deux figures de la métropole, que l'on pourrait respectivement qualifier d'« hypermoderne » et de « postmoderne », contiennent ainsi des injonctions idéologiques en apparence contradictoires. Si le récit de la « Global City » n'est au fond rien d'autre que celui de l'absence d'alternative à l'adoption des « règles de bonne conduite » de la gouvernance libérale, supposées être les seules à pouvoir garantir la compétitivité et l'attractivité des territoires au sein d'une concurrence globale perçue comme un fait inéluctable, l'injonction contenue dans le récit de la « Creative City » est au contraire une injonction à se différencier, à cultiver son unicité, à « inventer sa propre histoire », et à se renouveler en permanence de manière à se soustraire à la concurrence - ou, plus exactement, de manière à se positionner dans une logique de compétitivité hors-prix fondée sur la capacité à produire des biens et des services différenciés et innovants et à faire preuve de réactivité face aux variations d'une demande de plus en plus instable, tant sur le plan quantitatif, avec l'accroissement de l'amplitude des fluctuations conjoncturelles, que qualitatif, avec la remise en cause de la norme de consommation fordiste, de la standardisation et de la longueur du cycle de vie des produits qui la caractérisaient.

²²²) Il est de coutume, dans les travaux de cette obédience, de mettre cette renaissance des différences en rapport avec : 1) l'éclatement de l'industrie fordiste verticalement et hiérarchiquement intégrée ; 2) la remise en cause du centralisme de l'État providence ; 3) l'essor des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Mais la principale différence qui oppose ces deux figures de la métropole reste encore sans doute celle que nous avons exposée au début de cette présentation, à savoir celle qui renvoie à la contradiction entre la tendance à la déterritorialisation ou au désencastrement territorial de la division du travail d'une part, qui s'exprime au travers de l'essor de ce que nous avons appelons la métropole connexionnelle, et la tendance à la reterritorialisation ou au réencastrement territorial de la division du travail d'autre part, qui s'exprime quant à elle au travers de l'essor de ce que nous pouvons appeler la « métropole relationnelle ». Ces deux tendances opposées nous donnent en effet deux images profondément contradictoires du rapport que le capital entretient vis-à-vis de l'espace. Plus précisément, elles nous donnent deux images contradictoires du mode spatial d'existence du capital à l'époque contemporaine et, partant, conformément aux propositions théoriques que nous avons développées dans la première partie de cette thèse (IV), deux images contradictoires de ce qu'on pourrait appeler son « état de santé historique » - c'est-à-dire, dans une perspective marxiste-révolutionnaire, deux manières très différentes d'envisager la robustesse de ce dernier et la possibilité historique de le renverser. À l'aune de la métropole connexionnelle, on l'a vu, l'espace tend à apparaître pour le capital comme un obstacle sur le point d'être levé. Le capital tend ainsi à se présenter, à partir de cette représentation, comme un « être tout puissant », sans limites ni entraves, capable grâce à sa faculté d'ubiquité de se valoriser de manière instantanée et illimitée. À l'aune de la métropole relationnelle en revanche, l'espace tend tout au contraire à apparaître comme une ressource nouvelle (ou du moins comme une ressource nouvellement exploitée) et en passe de devenir indispensable à la reproduction du capital. Plus encore, dans certains travaux, le territoire se voit attribuer le statut de sujet productif, produisant de manière autonome des ressources productives et construisant de manière endogène sa trajectoire de développement. Dans cette perspective, le capital apparaît alors profondément dépendant, contraint de s'appuyer sur un en dehors pour capter ou extraire les énergies, les capacités et les ressources nécessaires à son fonctionnement. D'un côté, donc, il apparaît sous la forme d'un être démiurgique, à la puissance surhumaine, et dont le pouvoir ne connaît plus aucune limite - cette lecture est celle qui ressort des analyses proposées par des auteurs comme David Harvey ; de l'autre il se présente comme une enveloppe fragile, superflue et parasitaire recouvrant de plus en plus difficilement les formes de coopérations productives, « biopolitique » (Hardt & Negri, 2004) ou « pollinisatrices » (Moulier Boutang, 2007), déployées de manière « autonome » par la « multitude » dans les milieux métropolitains - cette lecture est celle qui ressort des analyses post-opéraïstes regroupées dans la revue *Multitudes* et travaillant à partir de l'hypothèse du « capitalisme cognitif ». Dans le même temps, et contradictoirement, d'un côté le capital semble

être parvenu au bout de sa logique, à savoir l’homogénéisation du monde sous le règne de la marchandise et de la valeur d’échange, et n’avoir d’autres choix que l’accélération de sa vitesse de rotation et la fuite en avant dans la formation de capital fictif pour contrer la baisse tendancielle du profit ; de l’autre, du côté de la figure de la métropole relationnelle et de l’hypothèse du capitalisme cognitif, le capital semble au contraire voir s’ouvrir devant lui de nouvelles perspectives de valorisation et d’accumulation du capital virtuellement inépuisables, puisque reposant sur l’infinie créativité humaine.

La représentation duale du processus de métropolisation qui se dégage de la méta-analyse de la littérature existante permet ainsi de mettre en exergue plusieurs contradictions inhérentes au développement contemporain du capital – contradictions dont la liste proposée ci-dessus n’est au demeurant pas exhaustive. C’est à l’élucidation de ces dernières que nous allons travailler afin de parvenir aux résultats qui ont été annoncés plus haut.

Tableau 2. Tableau récapitulatif des caractéristiques des deux figures de la métropole capitaliste qui se dégagent de la méta-analyse de la littérature académique.

	Métropole connexionnelle	Métropole relationnelle
Type de lien	Connexion	Relation
Forme spatiale	Réseau	District
Sphère économique	Sphère de la circulation	Sphère de la production
Forme dominante du capital	Capital marchand et capital argent	Capital productif
Type de ressources ²²³	Information	Connaissance
Type de rapport entre agents	Concurrence	Coopération
Fonction privilégiée	Exercice du pouvoir (commandement et contrôle)	Production du savoir (apprentissage et innovation)
Tendance spatiale de la division du travail	Désencastrément territorial de la division du travail	Réencastrément territorial de la division du travail

²²³) La distinction entre information et connaissance, telle qu’elle est proposée par les théoriciens de l’économie du savoir (Mouhoud & Plihon, 2009) ou de l’économie de la connaissance (Foray, 2000), a largement inspiré la distinction que nous proposons entre connexion et relation. Deux critères communs sont en effet au fondement de ces deux distinctions. Le premier renvoie au caractère productif ou non productif des éléments distingués : « *La connaissance est fondamentalement une capacité d’apprentissage et une capacité cognitive, tandis que l’information reste un ensemble de données structurées, d’une certaine façon inerte ou inactive, ne pouvant par elle-même engendrer d’autres informations* » (Foray, 2000, p. 9). Le second critère renvoie au mode d’existence spatial et temporel des éléments distingués : comme la relation, la connaissance se reproduit dans la durée et dans le cadre d’un espace approprié, tandis que l’information se reproduit de manière instantanée et ne connaît pas de limite spatiale à sa diffusion (Mouhoud & Plihon, 2009; Dardot, Laval, & Mouhoud, 2007).

Rapport du capital à l'espace	Espace comme obstacle	Espace comme ressource
Type de production de l'espace	Dissolution de l'espace	Epaississement de l'espace
Caractéristique de l'espace produit	Homogène et quantitatif	Qualitatif et hétérogène
Type de récit qui donne du sens à cette figure	Récit hypermoderne ; capitalisme néolibéral ; globalisation financière	Récit post-moderne ; économie de la connaissance ; capitalisme cognitif
Tendance du développement historique du capital (implicitement) mise en avant	Autonomisation du capital	Socialisation du capital

Section 4. Présentation du plan.

La distinction heuristique entre les deux grandes représentations contradictoires de la métropolisation qui se dégagent de la méta-analyse de la littérature académique constitue le point de départ de l'analyse proposée dans cet essai. Elle constitue le fil conducteur des développements qui vont suivre et préside à leur organisation en trois chapitres. Ainsi, à grands traits, le chapitre VII s'attache à analyser les transformations contemporaines du capitalisme à l'aune de la figure de la métropole connexionnelle, comme centre de commandement des chaînes globales de valeur et commutateur des flux qu'elles mettent en jeu ; le chapitre VIII s'articule autour de la figure de la métropole relationnelle, comme écosystème jouant un rôle d'incubateur de ressources et de capacités cognitives ; le chapitre IX, enfin, propose une vue synthétique sur le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps en procédant à l'analyse de l'unité dialectique de la métropole connexionnelle et de la métropole relationnelle.

La reprise de cette distinction n'a donc en aucun cas pour objectif de maintenir une séparation étanche entre ces deux représentations ; et encore moins de procéder à l'évaluation comparée de ces dernières. Tout au contraire, l'enjeu de nos développements est d'interroger les liens (théoriques) qui unissent les deux figures de la métropole qu'elles nous donnent à voir. Il s'agit en quelque sorte, non pas de reculer devant la contradiction qu'elles exhibent, en prenant le parti de l'une ou de l'autre, mais de tenter d'*élucider* cette contradiction, c'est-à-dire de la

rendre intelligible. Le présupposé qui est au principe de notre démarche consiste en effet à admettre que ces deux représentations ont une part de vérité ; qu'elles décrivent toutes deux un aspect de la réalité, mais un aspect seulement ; et qu'en conséquence, l'enjeu pour la connaissance réside dorénavant dans la compréhension de l'unité dialectique des réalités partielles qu'elles mettent en exergue. Il s'agit ainsi, dans ce qui va suivre, d'examiner en quoi ces deux figures de la métropole s'impliquent et se supposent réciproquement, avec pour objectif de contribuer à rendre intelligible la contradiction ou la série de contradictions que nous avons exposée ci-dessus (et donc de contribuer à la connaissance du développement contemporain du capital), mais aussi et du même coup de contribuer à la connaissance du processus de métropolisation en mettant en exergue sa signification au regard du développement historique du capital et en proposant une représentation unifiée de cette dernière.

Mais comment saisir cette unité dialectique ? La démarche que nous proposons pour cela est simple. Elle consiste à repartir de la dualité entre connexion et relation et à la dialectiser en y superposant des couples de notions théoriques issus de la pensée marxiste.

Le premier de ces couples est celui qui unit et oppose le procès de circulation du capital (A-M ; M'-A') au procès de production du capital (...P...) à l'intérieur du procès de reproduction immédiat (ou procès de valorisation) du capital (A-M...P...M'--A'). Comme le suggèrent les définitions et les portraits que nous avons dressés ci-dessus, la notion de connexion et la figure de la métropole connexionnelle se rapportent de manière privilégiée au procès de circulation du capital et à ses transformations contemporaines ; tandis que la notion de relation et la figure de la métropole relationnelle se rapportent quant à elles davantage aux transformations contemporaines du procès de production du capital. Ainsi schématiquement, l'analyse de la figure de la métropole connexionnelle va nous permettre d'étayer l'idée d'un accroissement de la célérité, de la fluidité, de la flexibilité et des possibilités du procès de circulation du capital comme élément majeur de ses transformations contemporaines ; tandis que la figure de la métropole relationnelle va nous permettre d'intégrer la composante rentière à notre caractérisation des formes contemporaines de valorisation et d'accumulation du capital, en nous permettant d'analyser les dynamiques territorialisées de production de ressources productives que mobilisent les entreprises. L'unité dialectique entre les deux figures de la métropole se comprendra alors à l'aune des rapports que notre analyse aura permis d'élucider entre les transformations respectives du moment circulatoire et du moment productif de la reproduction immédiate du capital.

Le second couple de notions auquel il est possible de raccrocher les notions de connexion et de relation est celui qui renvoie au « double caractère de la marchandise » ; soit, à son double aspect de valeur d'échange et de valeur d'usage. Il s'agit donc du couple qui unit et oppose les dimensions respectivement abstraite et concrète de la pratique sociale dès lors que cette dernière est subsumée sous les rapports de production capitaliste. Il s'agit donc, autrement dit, du couple théorique qui unit et oppose la pratique sociale envisagée du point de vue des nécessités abstraites de la valorisation du capital d'une part à la pratique sociale envisagée du point de vue des nécessités concrètes de sa propre reproduction d'autre part. Comme le suggèrent les définitions proposées ci-dessus en effet, la connexion se caractérise par un mode matériel d'existence que l'on peut qualifier d'abstrait, dans la mesure elle se définit, à l'instar du capital, par une certaine forme de négation du temps et de l'espace ; tandis que le mode matériel d'existence de la relation coïncide avec celui de la reproduction de la vie elle-même, dans la mesure où, comme cette dernière, elle pose la production d'une durée et d'un milieu comme produit et support de son existence ou de son effectuation. Ainsi, dans ce qui suit, la contradiction entre la métropole connexionnelle et la métropole relationnelle sera ressaisie comme l'expression matérielle des formes contemporaines du processus d'abstraction capitaliste ou, pour le dire autrement, comme l'expression matérielle de la forme contemporaine de la contradiction inhérente au capital (à la forme valeur de la richesse). Et de fait, nous défendrons la proposition selon laquelle ce processus (au travers duquel le capital s'approprie la pratique sociale pour la soumettre à son mouvement de valeur en procès) s'actualise aujourd'hui (à l'intérieur du régime métropolitain) sous la forme d'un processus de « réduction de la relation à la connexion ».

Par extension, la contradiction entre les deux figures de la métropole capitaliste sera aussi mise en correspondance avec le rapport unissant le prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital et l'approfondissement contemporain de son processus de socialisation. Concrètement en effet, la figure de la métropole connexionnelle va nous permettre d'analyser les formes contemporaines du processus d'autonomisation du capital (nous analyserons alors en quoi la production de la métropole connexionnelle lui permet de se réaliser sous sa forme pure et achevée de valeur en procès, indifférente à son contenu et capable de se valoriser de manière liquide, instantanée et illimitée), tandis que la figure de la métropole relationnelle va nous permettre d'analyser les formes contemporaines de socialisation du capital productif qui rendent possible le prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital (nous analyserons alors la production territorialisée des ressources socialisées et

refoulées que se soumet le capital autonomisé et que mobilisent, sous des formes liquide et rentière, les capitaux mono ou oligopolistiques). Ainsi, la contradiction entre les deux figures de la métropole capitaliste va nous permettre d'entrer dans l'analyse du rapport entre autonomisation et socialisation du capital et sera en retour, au terme de notre exposé, restituée ou élucidée comme l'expression matérielle de ce rapport.

C'est donc à une première esquisse du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps que nous parviendrons au terme de notre exposé : la dualité des tendances qui définissent la métropolisation va nous permettre d'analyser les relations dynamiques et les rapports fonctionnels qu'entretiennent les moments circulatoire et productif du procès de reproduction immédiat du capital ainsi que la façon dont s'articulent les processus d'autonomisation et de socialisation du capital au niveau de la reproduction des rapports de production ; tandis que la mise en lumière de ces interdépendances permettra en retour d'élucider ou de rendre intelligible la dualité des tendances qui définit la métropolisation et, ainsi, de proposer une représentation unifiée de cette dernière. Si elle est correctement mise en œuvre, la démarche proposée permettra ainsi de contribuer à remplir le double objectif qui est celui du projet de « l'économie politique de l'espace et du temps » formulé par Henri Lefebvre et de la caractérisation des « régimes de production capitaliste de l'espace et du temps » que nous proposons afin d'opérationnaliser ce dernier. Conformément à la perspective métadisciplinaire, elle permettra en effet dans le même mouvement de contribuer à la connaissance des mutations contemporaines du capitalisme d'une part et à celle des mutations contemporaines de la géographie économique et sociale d'autre part, dans un rapport de fertilisation croisée entre ces deux domaines de connaissance conduisant à leur dépassement dialectique.

Mais cette caractérisation serait incomplète si elle n'était faite que du point de vue du capital. Elle serait en fait même impossible. C'est pourquoi nous proposerons également, dans le chapitre IX notamment, d'analyser les formes déterminées d'aliénation capitaliste de l'individualité et de l'humanité auxquelles donne lieu le processus de « réduction de la relation à la connexion » qui découle de l'extension métropolitaine de l'abstraction capitaliste à la vie quotidienne. Nous montrerons alors en quoi ces formes d'aliénation conditionnent l'approfondissement contemporain du processus de socialisation du capital sur lequel repose le prolongement (ou le parachèvement) contemporain de son processus d'autonomisation. Plus précisément, nous verrons en quoi ces dernières conditionnent l'opération de « délestage » au

travers duquel le capital se réalise dans son concept de « procès autoréférentiel » ou de « forme vide réellement et totalement indifférente à son contenu ».

Au total donc, la réflexion proposée s'organise autour de trois grands moments concaténés, au fil desquels il s'agit à chaque fois d'élucider les conditions de possibilité des réalités précédemment analysées : le chapitre VII commence par analyser le prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital à l'aune des transformations du procès de circulation capitaliste que donne à voir la production de la métropole connexionnelle ; le chapitre VIII analyse l'approfondissement contemporain du processus de socialisation du capital à l'aune des transformations contemporaines du procès de production capitaliste que donne à voir la production de la métropole relationnelle ; le chapitre IX, enfin, analyse les formes déterminées d'aliénation capitaliste de l'individualité et de l'humanité qui conditionnent l'approfondissement contemporain du processus de socialisation du capital et, partant, la manière dont celui-ci parachève son processus d'autonomisation en s'accomplissant sous sa forme pure et achevée de valeur en procès.

Encadré 11. Aux origines de notre représentation dialectique de la métropolisation : quelques références clés.

Un petit nombre de contributions issues de courants théoriques et de champs disciplinaires différents ont joué un rôle particulièrement important dans l'élaboration de cette représentation dialectique de la métropolisation (qui définit celle-ci par sa contradiction constitutive) et vont nous aider à élucider les rapports qui unissent les tendances qui la constituent. Parmi elles, il nous semble important de mentionner :

- Un article de Ann Markusen (1996) intitulé *Sticky Places in Slippery Space : a Typology of Industrials Districts*, ainsi qu'un autre, que l'on doit à Ash Amin et Nigel Thrift (1992), intitulé *Neomarketian Nodes in Global Network*. Ces deux contributions, aux titres évocateurs, placent au centre de leurs réflexions la contradiction entre la tendance au désencastrement territorial de la division du travail d'une part, dont témoigne la flexibilité des chaînes globales de valeurs, et la tendance au réencastrement territorial de la division du travail d'autre part, qui s'exprime quant à elle, chez ces auteurs, au travers du succès du district industriel en tant que forme territorialisée d'organisation de la production et de l'innovation. De même, on trouve également dans ces contributions l'idée que le rapport économie-espace évolue à l'époque contemporaine selon deux tendances contradictoires, avec d'une part l'espace qui apparaît pour l'économie comme un obstacle sur le point d'être levé, ou comme une surface devenue lisse et n'opposant plus de résistances aux mouvements des marchandises, des capitaux, des

informations et (dans une moindre mesure) des individus, et d'autre part l'espace comme ressource nouvellement exploitée et vis-à-vis de laquelle les agents économiques tournés vers la production de l'innovation sont dans un rapport de dépendance, qui s'exprime au travers de leur « ancrage territorial ».

- Dans la recherche francophone, des auteurs comme Bernard Pecqueur et Gabriel Colletis (Colletis & Pecqueur, 2005; Pecqueur, 2006; Pecqueur, 2014), dont les recherches se situent à l'intersection du courant de l'économie territoriale et de l'école des proximités, inscrivent également leurs réflexions à l'intérieur de cette contradiction ou, pour reprendre leur vocable, à l'intérieur du paradoxe que constitue le « renouveau des territoires à l'heure de la globalisation financière ». La tension entre la tendance à l'homogénéisation de l'espace économique mondial portée par la globalisation financière d'une part et la tendance à la production de « ressources spécifiques » et d' « avantages différenciatifs » à l'échelle des territoires infranationaux d'autre part occupe par ailleurs également une place centrale dans les recherches de ces auteurs.

- Toujours dans la recherche francophone, il faut également mentionner les travaux proposés par El Mouhoub Mouhoud en collaboration avec Philippe Moati et Dominique Plihon (Moati & Mouhoud, 2005; Mouhoud & Plihon, 2009). Dans une tentative de synthèse critique des lectures hétérodoxes du capitalisme contemporain, ces auteurs analysent en effet la double tendance à la déterritorialisation et à la reterritorialisation de la division capitaliste du travail à l'aune des déterminations contradictoires et complémentaires dont sont selon eux à l'origine la « financiarisation du capitalisme » d'une part et l'essor de « l'économie du savoir » d'autre part.

- Pour retourner du côté de la recherche anglophone, il faut également mentionner les contributions issues de l'école californienne de géographie économique (Scott & Storper, 2006). Les auteurs appartenant à cette école, qui sont parmi les premiers théoriciens de la métropolisation (si on laisse de côté les travaux antérieurs sur la World City), ont en effet très tôt proposé d'analyser cette dernière au travers de l'articulation des formes spatiales que sont les réseaux d'une part et les districts d'autre part et de mettre en rapport ces formes spatiales et leur articulation déterminée dans le cadre du processus de métropolisation avec les caractéristiques des formes émergentes de la division du travail et les transformations contemporaines des formes de la concurrence.

- Dans un registre assez proche, il faut aussi évoquer les auteurs qui proposent de penser l'espace métropolitain en rapprochant son fonctionnement et son organisation de celui des clusters (que l'on peut définir simplement comme un district organisé en réseau avec d'autres

districts) - avec l'idée que ces derniers fournissent en quelque sorte une représentation miniature du fonctionnement de la métropole. On pense ici notamment aux travaux de Pierre Veltz (1996) et de Ludovic Halbert (2009) chez les économistes et à ceux de Frédéric Gaschet et Claude Lacour (2007) chez les géographes. Le point commun entre ces auteurs est d'insister sur la différence et l'interdépendance entre les liens internes et externes aux clusters comme aux métropoles : les liens internes sont denses et réguliers, se construisent dans la durée et sont enchâssés dans un milieu (ils mobilisent des institutions locales) ; tandis que les liens externes sont ponctuels, flexibles, spatialement décontextualisés, et mettent en jeu des distances parfois importantes. La distinction entre relation et connexion proposée ci-dessus est ainsi largement redevable de ces travaux. Plus encore, c'est à Pierre Veltz (1996) que l'on doit l'idée, si importante dans la représentation heuristique de la métropolisation présentée ci-dessus, que la métropole peut s'appréhender comme « un incubateur doublé d'un commutateur ».

- Enfin, on ne saurait clore cette note sans évoquer l'ouvrage de Manuel Castells intitulé *La société en réseaux* (1996), dans lequel ce dernier a proposé la distinction aujourd'hui devenue célèbre entre « l'espace des lieux » et « l'espace des flux » et théorisé la domination croissante de ce dernier dans le cadre de ce qu'il nommait le « capitalisme informationnel ».

Chapitre VII. La production de la métropole connexionnelle comme expression des transformations du procès de circulation du capital et du prolongement de son processus d'autonomisation.

Dans ce chapitre, nous proposons d'analyser en quoi la production de la métropole connexionnelle participe aux transformations contemporaines du procès de circulation du capital ainsi qu'au prolongement contemporain de son processus d'autonomisation. Pour cela, nous analysons successivement plusieurs éléments ou aspects constitutifs de la production de la métropole connexionnelle en appréhendant ces derniers comme autant d'indicateurs de ces mutations contemporaines du capitalisme.

Le chapitre s'organise en deux sections. Dans la première, nous prenons comme entrée des réalités matérielles de la métropole connexionnelle qui sont en lien avec les mutations contemporaines de la division du travail. Nous mobilisons alors essentiellement des travaux émanant d'économistes pour les interpréter à l'aune de notre cadre théorique. Dans la seconde, nous analysons ensuite des faits et tendances matérielles qui renvoient davantage aux transformations de la vie quotidienne qui s'opèrent dans le cadre de la production de la métropole connexionnelle. Nous mobilisons alors essentiellement des travaux issus de géographes, d'urbanistes et de sociologues.

Au terme de ce chapitre, nous aurons avancé un certain nombre de propositions concernant les caractéristiques du développement contemporain du capital et nous serons parvenus à une ébauche partielle du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps qui demandera à être complétée par une analyse des formes contemporaines de socialisation du capital productif que donnent à voir la production de la figure de la métropole relationnelle (VIII), ainsi que par une analyse des formes d'aliénation capitaliste de l'individualité et de l'humanité qui se propagent dans le cadre de ce nouveau régime (IX).

Section 1. La production de la métropole connexionnelle : les transformations matérielles de la division capitaliste du travail.

Dans le chapitre introductif, nous avons dressé un portrait stéréotypé de la métropole connexionnelle en soulignant la cohésion des aspects au travers desquels elle émerge dans la littérature académique. Pour avancer dans l'analyse, il convient à présent de nous doter d'une définition plus précise, tant sur le plan analytique qu'empirique. Nous nous recentrons pour cela, dans cette section, sur une analyse qui envisage la production de la métropole connexionnelle sous l'angle des transformations de la division du travail dont elle est porteuse.

Plus haut, nous avons indiqué avec Pierre Veltz que la métropole connexionnelle peut s'envisager comme un « commutateur » dont le rôle est d'assurer l'articulation entre les flux en tout genre circulant à différentes échelles qui caractérisent le fonctionnement du capitalisme mondialisé. Sur la base de nos lectures et au terme de notre effort de synthèse, il nous semble possible d'enrichir et de préciser cette représentation et de proposer la définition suivante de la métropole connexionnelle : appréhendée sous l'angle des transformations contemporaines de la division du capital, la métropole connexionnelle peut se concevoir comme *le centre de commandement et de pilotage d'un réseau hyperscalaire de connexions potentielles et réversibles dont le rôle, du point de vue de la reproduction immédiate du capital, est de faciliter l'identification, la mobilisation, l'intégration et le réagencement des valeurs d'usage* ou des éléments matériels que les entreprises mobilisent et exploitent dans le cadre du procès de mise en valeur de leur capital.

Reprenons cette définition en repartant de l'essentiel. Du point de vue de sa réalité matérielle ou de sa morphologie, la métropole connexionnelle se définit donc fondamentalement à partir de deux notions classiques de la géographie économique : la notion de « centre » d'une part et de celle de « réseaux » d'autre part. Au sujet du centre que constitue la métropole connexionnelle, nous précisons qu'il s'agit d'un centre de pilotage et de commandement ; et au sujet du réseau qui fait l'objet de ce pilotage par le centre, nous précisons qu'il s'agit d'un réseau hyperscalaire fait de connexions que nous qualifions (de manière quelque peu tautologique compte tenu de la définition de la notion de connexion proposée plus haut) de potentielles et de réversibles. Ces deux notions et les adjectifs que nous leur accolons demandent à être précisés. Pour cela, nous proposons dans ce qui suit de rentrer plus en détail dans la description de la réalité matérielle de la métropole connexionnelle tout en mettant en évidence le lien entre cette réalité matérielle et les fonctions (identification, mobilisation, intégration, réagencement) assurées par cette dernière au niveau des formes contemporaines de circulation et de valorisation du capital. En un mot, il s'agit donc au travers de cette section de définir plus avant la métropole connexionnelle en précisant « ce qu'elle est » et « ce qu'elle fait ». C'est de cette manière, en effet, que nous arriverons à appréhender les transformations du procès de circulation du capital qui accompagnent sa production et que nous parviendrons, ce faisant, à expliciter en quoi elle constitue le vecteur du parachèvement du processus d'autonomisation du capital.

Dans cette perspective, nous nous penchons plus précisément sur quatre des principaux « marqueurs » ou « faits stylisés » mis en avant dans la littérature spécialisée dans l'analyse de

la métropolisation. Le premier renvoie à la concentration des sièges sociaux et des centres de décision²²⁴ des plus grandes entreprises au sein des espaces métropolitains. Le deuxième renvoie aux mutations fonctionnelles de l'emploi ; et plus précisément à la concentration métropolitaine des emplois relevant des « services supérieurs aux entreprises » spécialisés dans les « fonctions d'intégration et d'intermédiation ». Le troisième renvoie au double processus de concentration et de mise en connexion des ressources et des activités économiques qui s'opère au travers de la métropolisation. Le quatrième renvoie enfin aux transformations des rapports centre-périphérie qui accompagnent le processus de métropolisation. Ces quatre marqueurs vont chacun à leur manière nous permettre d'étayer la définition de la métropole connexionnelle que nous venons de proposer et de préciser le rôle qu'assure cette dernière dans le fonctionnement du capitalisme contemporain. Ils vont également nous permettre de commencer à développer certaines des propositions annoncées plus haut, relatives au prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital.

Par ailleurs, cette section comprendra également deux sous-sections dont la démarche sera moins inductive et plus synthétique, qui viseront à faire le point sur les différents enseignements retirés de l'analyse critique des différents marqueurs du fait métropolitain (des réalités matérielles analysées par les économistes et les géographes). La première de ces deux sous-sections formulera des premières propositions concernant la forme contemporaine (métropolitaine) du processus d'abstraction capitaliste. La seconde, qui repartira d'une synthèse des transformations matérielles de la division capitaliste du travail qui accompagnent la production de la métropole connexionnelle, formulera des propositions théoriques concernant les transformations contemporaines du procès de valorisation du capital et le parachèvement contemporain de son processus d'autonomisation.

1. La concentration métropolitaine des centres de décision des grandes entreprises.

Depuis les tout premiers travaux de John Friedmann, de Stephan Hymer et de Peter Taylor sur les « World Cities », il existe au sein de cette littérature un large consensus pour faire de la

²²⁴) La distinction entre sièges sociaux et centres de décision se justifie par le fait qu'un siège social ne prend pas nécessairement en charge les fonctions décisionnelles du groupe : dans le cas d'une implantation dans un paradis fiscal, par exemple, le siège social ne peut être qu'une simple adresse de domiciliation (« boîte aux lettres »). On le devine, c'est donc la localisation des centres de décision qui importe sur le plan analytique. Toutefois, dans la mesure où les données sur la localisation des sièges sociaux sont plus faciles à établir et à trouver, ce sont le plus souvent elles qui sont privilégiées dans les études scientifiques ou parascientifiques (on pense ici aux différents classements internationaux des villes mondiales). Dans ce qui suit, nous considérons uniquement les centres de décision pour l'échelle nationale, nous nous contentons ensuite de données sur la localisation des sièges sociaux pour les échelles continentale et globale.

concentration des sièges sociaux ou des centres de décision des plus grandes entreprises au sein des espaces métropolitains l'un des principaux attributs de ces derniers (Lalanne & Pouyanne, 2011). Dans cette ligne de travaux, le propre des espaces métropolitains se caractérise en effet avant tout par la présence en leur sein d'au moins un quartier d'affaires (« Central Business District » dans la littérature anglosaxonne) et par leur capacité à attirer et à maintenir au sein de ces derniers les sièges sociaux des plus grandes entreprises et, plus particulièrement, ceux des firmes trans-nationales. Jugée excessive par de nombreux auteurs (Halbert, 2009; Bouba-Olga & Grossetti, 2018; Béhar, Loisel, Rio, & Talandier, 2015), cette focalisation de la littérature économique sur la concentration des sièges sociaux des entreprises trans-nationales dans les plus grandes agglomérations urbaines en tant principal marqueur de la métropolisation se justifie néanmoins, d'un point de vue analytique, par l'importance que représente la montée en puissance de ces dernières au regard des transformations contemporaines du capitalisme : leur nombre a en effet été multiplié par cinq entre 1960 et 2017 et le nombre de filiales contrôlées par elles par dix ; ces firmes représentent ainsi aujourd'hui près d'un tiers du commerce international et près d'un quart du PIB mondial (Carroué, 2019).

	1982	1990	2015	2017	Diff. 1990/2017	Différence
Ventes (milliards \$)	2 620	6 755	27 559	30 823	+ 24 068	× 3,5
Valeur ajoutée (milliards \$)	–	1 264	6 457	7 317	+ 6 053	× 4,7
Actifs totaux (milliards \$)	2 100	5 871	94 781	103 429	+ 97 558	× 16,6
Salariés (millions)	19,53	27,03	69,68	73,2	+ 47,16	× 1,7
Royalties, licence, brevets (milliards \$)	–	31	299	333	+ 302	× 9,7

Figure 4. La montée en puissance des FTN au cours des dernières décennies. (Tiré de Carroué, 2019).

D'un point de vue analytique, la littérature sur les « Global Cities » - et c'est l'un de ses principaux apports - présente ainsi le processus de métropolisation comme le produit et le support de trois tendances lourdes du capitalisme contemporain associées au développement des entreprises trans-nationales : la transnationalisation du capital (Maucourant & Tinel, 2008), la centralisation accélérée de celui-ci et la financiarisation croissante des entreprises industrielles – trois tendances étroitement liées (Serfati, 2008) qui sont au cœur de ce que la littérature hétérodoxe appelle de manière générale le « capitalisme néolibéral ».

Aussi, cette littérature a l'intérêt de mettre en évidence la centralité des métropoles dans l'organisation contemporaine de la circulation du capital. Elle souligne en effet leur rôle de « centre de commandement et de pilotage » (Sassen, 2004) des flux d'informations, de

marchandises, d'investissements (investissements directs à l'étranger) et de capitaux (rapatriement de bénéfices, octroi de crédits, investissements de portefeuille, etc.) qui se déploient à l'intérieur de systèmes productifs de plus en plus intégrés à l'échelle mondiale sous l'égide des firmes trans-nationales. Ainsi concrètement, sur le plan méthodologique, le nombre de centres de décision localisés dans les différents espaces métropolitains constitue (avec le nombre de services supérieurs aux entreprises – auxquels nous nous intéresserons dans le prochain point) l'un des principaux indicateurs sur lesquels s'appuient les travaux du GaWC pour établir « l'indice de connectivité » de ces derniers, et donc leur poids et leurs rôles respectifs dans l'organisation globale de la circulation du capital²²⁵.

De fait, la concentration métropolitaine des sièges sociaux des firmes-transnationales est incontestable. Ainsi en 2014, dans le monde, dix aires métropolitaines concentrent à elles seules 43,3% de la valeur de marché des 2000 plus grandes firmes trans-nationales (FTN) – ce chiffre s'élevant « seulement » à 63,5% si l'on considère les 30 aires métropolitaines les plus importantes en terme de localisation des sièges sociaux des FTN (Vandermotten, 2016).

Plusieurs éléments d'explication sont mis en avant pour expliquer cette concentration métropolitaine des sièges sociaux ou des centres de décision des grandes entreprises et des firmes trans-nationales en particulier (Lalanne & Pouyanne, 2011). Le premier, qui constitue la condition de possibilité fondamentale de la concentration spatiale de ces centres de décision des entreprises, renvoie au découplage organisationnel entre les fonctions de décision et de coordination d'une part et les fonctions d'exécution et de fabrication d'autre part, qui n'a cessé de s'accroître depuis la moitié du XX^{ème} siècle et plus encore après la crise du capitalisme fordiste ²²⁶. Le deuxième élément renvoie ensuite à l'internationalisation puis à la transnationalisation croissante des firmes, qui s'est elle aussi fortement accélérée à partir des années 1980 (Michalet, 2007). Le fait de devoir de plus en plus opérer à l'étranger conduit en effet les grandes entreprises à localiser leurs centres de décision dans les espaces qui disposent de la meilleure connexité et de la meilleure connectivité²²⁷, à savoir ceux qui se caractérisent

²²⁵) Il se trouve en effet que les données portant sur les flux et donc sur les connexions font défaut ; de sorte que les statisticiens sont contraints d'approximer la quantité de ces dernières au travers d'indicateurs renvoyant à des stocks (Halbert, 2009).

²²⁶) Dans la littérature, ce découplage est lui-même expliqué, conformément au paradigme Coase-Williamson, par la diminution des coûts de transaction sous l'effet principalement de l'amélioration des transports et du développement des technologies de l'information et de la communication.

²²⁷) Ces deux notions, connexité et connectivité, sont parfois amalgamées dans la littérature. C'est le cas par exemple dans les traductions françaises des travaux du GaWC. La distinction est plus fréquente chez les géographes français comme François Ascher, Michel Lussault, Olivier Mongin... La connexité renvoie alors à la circulation des personnes et des marchandises et aux réseaux de transports ; tandis que la connectivité renvoie à la circulation des informations et des capitaux et aux réseaux de communication.

par la présence d'infrastructures de transport d'envergure internationale et par un accès privilégié à l'information (économique, financière, juridique, etc.) - et plus précisément, à une information traitée et donc pertinente grâce à la présence, au sein des métropoles, de nombreux services spécialisés dans ce domaine. La présence de ces services avancés aux entreprises - qui ne se limitent nullement aux seuls services spécialisés dans le traitement de l'information que nous venons d'évoquer (cf. infra) - constitue par ailleurs et plus généralement un autre élément d'explication de la concentration métropolitaine des sièges sociaux. Le contexte d'incertitude radicale dans lequel se trouvent ces derniers dans l'élaboration de la stratégie du groupe et dans la mise en œuvre opérationnelle des projets les conduisent en effet à devoir faire appel de manière ponctuelle à différents services spécialisés dont il est impossible de déterminer *ex ante* la nature exacte (celle-ci dépendant en effet de la nature de projet qui est lui-même soumis à l'incertitude) et qui doivent en conséquence pouvoir être mobilisés le plus facilement possible : d'où l'intérêt pour les sièges sociaux des grandes firmes de se localiser à proximité de ces services (Veltz, 2012b). Enfin, la littérature met en avant la recherche d' « externalités positives d'agglomération » dans l'explication de la concentration métropolitaine des sièges sociaux des firmes trans-nationales. Parmi ces externalités, sont notamment évoquées celles qui renvoient à l'enrichissement des compétences des salariées qui résulte de leur circulation entre les firmes, ainsi que celles qui renvoient à l'amélioration de la transmission des connaissances (des connaissances dites « tacites » notamment) et de la circulation de l'information et, partant, à l'amélioration de la coordination inter-individuelle, que permettrait la communication en face à face (Lalanne & Pouyanne, 2011; Bourdeau-Lepage, Gaschet, Lacour, & Puissant, 2011).

Comme nous l'avons indiqué plus haut en faisant référence à la littérature sur les « Global Cities », la concentration des sièges sociaux des firmes trans-nationales dans les métropoles conduit à faire de ces dernières les centres de commandement et de pilotage des réseaux du capitalisme globalisé. Pour mieux mettre en évidence ce statut, nous proposons dans ce qui suit de nous recentrer plus particulièrement sur leur fonction dans l'organisation des flux d'investissements et des réseaux de liens de contrôle et de propriété déployés à différentes échelles par les grandes entreprises.

Au moins trois échelles spatiales doivent être prises en compte pour appréhender la morphologie de ces réseaux et donc le rôle joué par les métropoles au sein de ce dernier.

À l'échelle régionale ou nationale, les métropoles apparaissent comme les centres d'un réseau radial²²⁸ hiérarchique²²⁹ qui traduit la domination de ces dernières sur leur hinterland. Bien entendu, la taille de ces hinterlands varie considérablement d'une métropole à l'autre et en fonction du caractère plus ou moins équilibré du réseau métropolitain de chaque économie. Dans le cas de la France, qui présente un réseau particulièrement déséquilibré du fait du poids considérable de la métropole francilienne, l'hinterland dans lequel cette dernière déploie son réseau radial et hiérarchique correspond ainsi plus ou moins à l'espace national dans son ensemble, tandis que les autres métropoles n'ont tout au plus qu'un rayonnement régional – quand celui-ci n'est pas directement court-circuité par l'Île-de-France (Floch, 2018). Ainsi, en France, les statistiques de l'INSEE montrent que parmi les emplois de la sphère productive (hors-agriculture) contrôlés par un centre de décision extérieur à leurs zones d'emploi²³⁰, 41% sont contrôlés depuis l'étranger, 34% sont contrôlés depuis la métropole francilienne, quand seulement 12% sont contrôlés depuis les autres métropoles, 7% depuis les grandes zones d'emploi et 5% depuis les petites zones d'emploi – alors même que ces quatre ensembles (métropole francilienne ; autres métropoles ; grandes zones ; petites zones) sont de taille équivalente en termes d'emploi (Floch, 2018). Une analyse plus fine des données confirme ensuite le caractère particulièrement asymétrique (vertical ou unidirectionnel) des liens de contrôle et de propriété entre la métropole francilienne et le reste du territoire : *« l'Île-de-France contrôle 519 000 emplois dans les [autres] zones métropolitaines, alors que ces dernières n'en contrôlent que 74 000 en Île-de-France. Cette dissymétrie est encore plus marquée avec les grandes zones (315 000 emplois contrôlés par l'Île-de-France dans les grandes zones contre 39 000 contrôlées par les grandes zones en Île-de-France) et les petites (376 000 contre 25 000). »* (Floch, 2018, p. 3). Le contrôle des capitaux français sur l'emploi productif français apparaît ainsi très largement concentré dans la métropole francilienne. Toutefois, les chiffres qui précèdent soulignent également l'importance du contrôle de l'emploi productif français par des capitaux étrangers, et donc le caractère de moins en moins exclusif du contrôle de l'emploi national par les capitaux nationaux (Samuel Balmand, Borey, Lefèvre, Martini, & Samyn, 2021).

²²⁸) Un réseau radial est un réseau constitué de rayons qui se déploient à partir d'un seul centre et qui ne se croisent pas, un peu comme le moyeu et les rayons d'une roue de vélo. A l'extrême, dans un réseau radial, le centre est en connexion avec tous les éléments qui constituent le réseau, tandis que les éléments ne sont connectés qu'au centre – si ils entretiennent des connexions entre eux, alors celles-ci sont indirectes et intermédiées par le centre.

²²⁹) Un réseau hiérarchique est un réseau dont les liens sont asymétriques ou unidirectionnels.

²³⁰) Ces derniers représentent 48% du total de l'emploi de la sphère productive hors agriculture (Floch, 2018, p. 1).

À ces réseaux radiaux et hiérarchiques qui se déploient à l'échelle nationale (cas de la France avec Paris ou du Royaume-Uni avec Londres) ou régionale (cas de l'Allemagne avec Francfort, Munich, Berlin, Cologne et Düsseldorf), s'ajoutent ensuite des réseaux d'échelle continentale reliant les principales métropoles de chaque continent. Ces derniers sont très fortement intégrés²³¹ et réalisent en fait l'essentiel des flux internationaux d'investissements des FTN : « 80% des liens globaux se produisent à l'intérieur de chaque continent » (Bellwald & Rozenblat, 2014, p. 4). Ces réseaux continentaux²³² ont une forme plus horizontale, avec des liens moins asymétriques que ceux qui composent les réseaux nationaux ou régionaux. Ils sont néanmoins centralisés autour de quelques métropoles (Londres et Paris en Europe) qui entretiennent des liens plus nombreux et plus diversifiés au sein de leur continent et qui détiennent en outre un statut de « ville-relais »²³³ au sein du réseau intracontinental de contrôle et de propriété des firmes trans-nationales (figure 6).

Enfin, parmi ces métropoles qui jouent un rôle central au niveau continental, quelques-unes forment à leur tour un réseau global au sein duquel s'organisent les flux intercontinentaux d'investissements des firmes trans-nationales. Ce dernier est très sélectif (il est principalement animé par trois métropoles, Londres, New York et Paris), peu centralisé (celles-ci sont d'importance à peu près équivalente) et relativement horizontal, même si l'on observe tout de même des différences entre les métropoles orientées vers le contrôle de filiales localisées sur un autre continent, comme Paris, et celles qui se caractérisent davantage par leur capacité à attirer les filiales contrôlées depuis d'autres continents, comme Londres ou Tokyo (figure 5). En ce qui concerne les liens de contrôle, New-York, Londres et Paris arrivent largement en tête, très loin devant Tokyo et Francfort. En ce qui concerne les liens de subsidiarité, le réseau est moins homogène et plus ouvert : Londres est de très loin la métropole la plus attractive pour les filiales des multinationales dont le siège se trouve dans un autre continent ; elle est ensuite suivie par New-York, Tokyo, Paris, puis, dans une moindre mesure, par Moscou (figure 5, surfaces orange et verte). On observe en outre des positionnements différents de ces métropoles

²³¹) Deux éléments d'explication sont mis en avant pour éclairer ce tropisme continental de la mondialisation (Van Hamme, 2014) : l'existence d'accords de libre-échange à l'échelle des continents (UE ; ASEAN ; ALÉNA ; Mercosur,...) d'une part ; et le rôle des proximités en termes de niveaux de vie, de cultures (goûts des consommateurs), d'institutions (langue notamment) mais aussi toujours, et malgré l'amélioration des moyens de transports, de distance géométrique.

²³²) Les données dont nous disposons pour les échelles continentales et globales, qui proviennent des articles de Antoine Bellwald et Céline Rozenblat notamment, ne prennent pas en compte le nombre d'emplois contrôlés mais le nombre d'établissements (filiales) contrôlés

²³³) Une ville-relais est une ville d'un espace B dans laquelle une entreprise localisée dans un espace A implante une filiale pour contrôler des sous-filiales localisées dans un espace C (Rozenblat, 2015). Dans le réseau intracontinental européen, Paris arrive en tête, devant Londres, en matière de coordination ou d'intermédiation des liens de contrôle et de propriété intracontinentaux (figure 6).

au sein du réseau intercontinental des flux d'investissements (figure 6). Paris, par exemple, en tant que ville-relais, joue un rôle très important dans l'intermédiation des investissements croisés entre l'Europe (France non comprise) et les autres continents, mais joue un rôle relativement beaucoup plus faible en matière de coordination des flux d'investissements reliant d'autres continents que le sien. Pour cette fonction de « plateforme intercontinentale », elle arrive en effet loin derrière New-York et Londres et au même niveau que deux paradis fiscaux (Bermuda Kindley et Zurich). New-York présente un profil inversé par rapport à celui de Paris : elle joue un rôle relativement faible en matière d'intermédiation des flux reliant l'Amérique du nord et les autres continents mais un rôle très fort en matière de coordination des flux dont l'origine et la destination ne sont pas l'Amérique du Nord. Le profil de Londres est de ce point de vue est plus équilibré (figure 6).

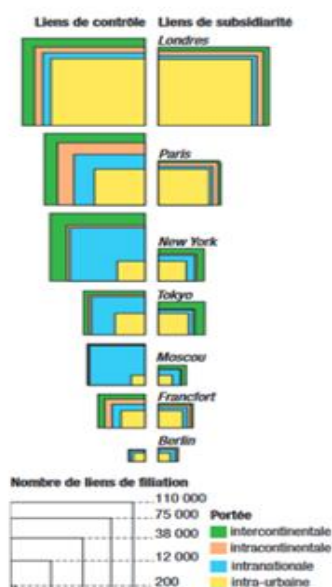


Figure 5. Liens de contrôle et de subsidiarité des entreprises multinationales entre les villes du monde (tirée de Bellwald et Rozenblat, 2014).

Ainsi, à l'aune de ces quelques éléments empiriques, les plus grandes métropoles de la planète se présentent comme les centres interconnectés d'un réseau complexe de liens de contrôle et de propriété que les FTN déploient à travers plusieurs échelles et dont la morphologie s'apparente finalement moins à celle d'un « archipel » qu'à celle des réseaux formés par les plantes stolonifères (comme le fraisier) : des liens relativement horizontaux et plus ou moins décentralisés (les stolons) entre les principales métropoles à l'échelle globale et à l'échelle continentale ; et des liens verticaux fortement centralisés (les racines) entre celles-ci et leurs hinterlands respectifs, préférentiellement, mais aussi avec les hinterlands des autres

métropoles : la terre que constituent les hinterlands étant en effet de plus en plus partagée ou disputée entre les métropoles, dans un monde où les « prés carrés » tendent à disparaître²³⁴.

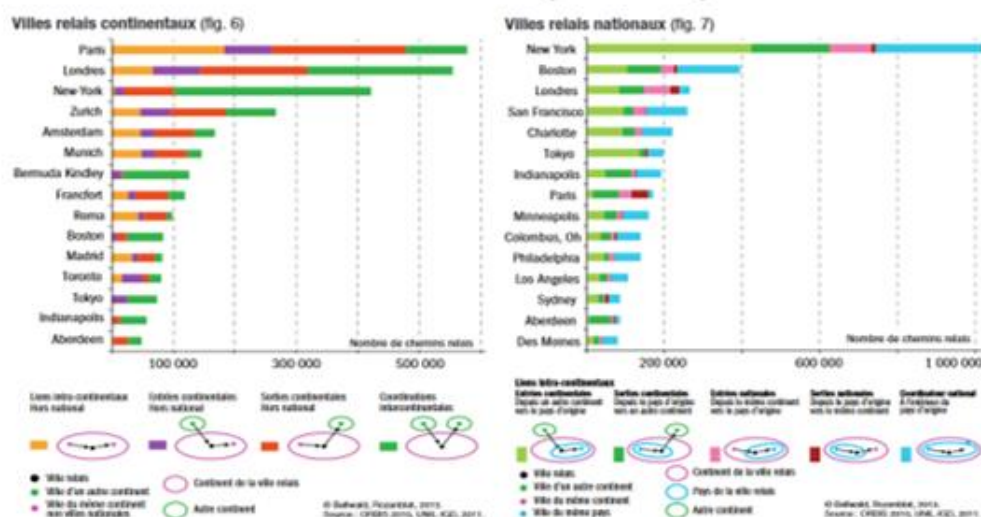


Figure 6. Les principales métropoles mondiales dans le réseau hyperscalaire des liens de contrôle et de propriété des firmes trans-nationales (tirée de Bellwald & Rozenblat, 2014)

Mais il ne suffit pas de superposer les échelles spatiales pour comprendre de manière adéquate le rôle des métropoles en matière d'organisation des flux d'investissements des FTN. Leur rôle se comprend en effet plus spécifiquement au niveau de la manière dont elles permettent d'articuler ces différentes échelles (Ascher, 1995; Halbert, 2009). Il convient donc de compléter l'analyse pluriscale esquissée ci-dessus par une analyse proprement hyperscalaire des réseaux de contrôle et de propriété. Comme le souligne la littérature spécialisée, les métropoles apparaissent alors comme des « relais » ou comme des « passerelles » assurant le franchissement des échelles par les flux d'investissements des FTN et donc le déploiement en réseau de ces dernières (Rozenblat, 2015). Concrètement, et pour simplifier, elles apparaissent

²³⁴) Par rapport à l'expression « d'archipel métropolitain mondial » couramment utilisée dans les travaux portant sur l'organisation spatiale des réseaux des grandes entreprises, l'image que nous proposons ici à l'intérêt d'attirer l'attention sur le fait que les grandes entreprises, y compris les plus internationalisées, ne sont pas déconnectées de leur espace national d'origine, mais qu'elles plongent au contraire des liens profonds (les racines) à l'intérieur de celui-ci. Cette image a simultanément pour intérêt de mettre l'accent sur la persistance de liens verticaux entre les villes et de réseaux radiaux à l'échelle nationale, là où la majorité des travaux, focalisés sur l'échelle globale, insistent essentiellement ou uniquement sur l'horizontalité des liens existant entre les principales « Global Cities ». Plus généralement, c'est donc une représentation originale des rapports centre-périphérie – quoique convergente avec certaines des approches marxistes sur les nouvelles formes de l'impérialisme (Amin S., 2012) – qu'offre l'image du réseau stolonifère : celle d'une configuration dans laquelle les centres sont unis par des relations mêlant coopération et concurrence et dans laquelle ces derniers se partagent et se disputent leurs périphéries respectives.

sous cet angle comme les « tremplins » des entreprises nationales qui s'internationalisent et comme les « points d'appui » des entreprises étrangères investissant sur le territoire national.

Plus précisément, en tenant compte des trois échelles spatiales utilisées ci-dessus, il est possible de distinguer six types différents de passerelles hyperscalaires : les passerelles métropolitaines entrante et sortante entre l'espace national (hors métropole) et l'espace continental (extranational) ; les passerelles métropolitaines entrante et sortante entre l'espace national (hors métropole) et l'espace global (extracontinental) ; les passerelles métropolitaines entrante et sortante entre l'espace continental (extra national) et l'espace global (extra continental). Comme le montre la figure 6 ci-dessus, on observe alors que les principales métropoles mondiales se caractérisent par des positionnements différents au sein de cette typologie. La métropole francilienne par exemple, se distingue par un rôle relativement important en matière de sorties des investissements d'origine nationale ou continentale et par un rôle relativement beaucoup plus faible en matière d'entrées sur le territoire national d'investissements en provenance de l'Europe ou des autres continents (figure 6).

De cette diversité de positionnements, découlent ainsi des complémentarités au sein du réseau mondial des métropoles qui permettent aux entreprises trans-nationales de disposer de possibilités illimitées en matière de projection spatiale de leurs investissements. En ce sens, le réseau mondial des métropoles contribue à la réalisation d'une certaine forme d'ubiquité du (grand) capital, en conférant de fait à ce dernier la capacité à s'investir et à enrôler des forces productives n'importe où sur la planète, quelle que soit sa localisation d'origine (Berger, 2006). Aussi, et du même coup, l'émergence et la consolidation de ce réseau mondial de métropoles, concurrentes entre elles mais complémentaires du point de vue du capital, témoigne à l'échelle mondiale du processus post-colonial et post-guerre-froide d'unification capitaliste de l'espace mondial (Amin S. , 2012), avec la remise en cause de plus en plus poussée de la partition de l'espace mondial en blocs impérialistes distincts dans lesquels les centres impérialistes bénéficient d'un contrôle exclusif sur leurs hinterlands coloniaux et infranationaux²³⁵ - ce qui, on l'a vu, ne veut absolument pas dire que les rapports de type centre-périphérie aient disparu, bien au contraire.

²³⁵) La période à laquelle sont écrites ces lignes (mai 2022) invite néanmoins à nuancer cette idée d'une unification de l'espace mondial par les flux d'investissements croisés des entreprises multinationales. Dans le cadre du conflit russo-ukrainien, on assiste en effet à l'érection de nouvelles barrières à la circulation des investissements, ce qui s'est notamment traduit par le retrait de nombreuses entreprises occidentales en Russie et inversement. Ainsi, peut-être la période actuelle annonce-t-elle déjà la fin du cycle historique de développement du capital auquel nous nous intéressons dans cette partie. D'autres menaces géopolitiques que le conflit que nous venons d'évoquer pèsent en effet sur l'unité de l'espace mondial du point de vue de la circulation des investissements et du capital en général : parmi elles, nous pensons notamment aux tensions grandissantes entre la Chine et les États-Unis autour de la question de l'indépendance de Taiwan.

Produit de la tendance à la concentration et à l'internationalisation du capital, la production du réseau mondial des métropoles apparaît donc dans le même temps comme le soubassement matériel du prolongement de cette tendance et de son rééchelonnement spatial, c'est-à-dire de son élargissement à l'échelle du monde et de la relative unification de ce dernier qui en découle : le réseau mondial de passerelles hyperscalaire permettant en effet aux fractions les plus concentrées ou centralisées du capital de conquérir par l'investissement direct à l'étranger les marchés les plus éloignés ou les plus protégés sur le plan commercial.

Notons que pour aussi triviales que puissent paraître ces remarques, elles n'en demeurent pas moins originales dans la façon d'appréhender ce que la littérature hétérodoxe appelle la « mondialisation néolibérale » dans la mesure où elles reviennent en effet à élargir l'analyse des conditions de possibilité de cette dernière en ne les limitant pas aux seuls aspects institutionnels (à l'abaissement des barrières réglementaires à la circulation du capital dans le cadre des négociations conduites sous l'égide d'organisations supranationales), auxquels se limite le plus souvent cette littérature. Certes indispensables, ces transformations institutionnelles n'auraient en elles-mêmes aucun effet en dehors de ce réseau mondial de passerelles hyperscalaires (dont il nous reste encore à préciser plus avant le contenu) qui constitue l'infrastructure matérielle de la circulation du capital. Pour ainsi dire, et comme nous allons continuer de le montrer dans la suite de cette sous-section, si la vague néolibérale de déréglementation a conduit à ce que tout soit « permis » pour le capital, la production de l'espace métropolitain conduit pour sa part à ce que tout soit « possible » pour ce dernier. Ainsi se vérifie à nouveau la proposition théorique dégagée dans le chapitre IV de cette thèse selon laquelle la production de l'espace constitue l'« épreuve » de l'institutionnalisation d'une forme sociale, ou la condition dont dépend l'effectivité des transformations institutionnelles.

Plus encore, il est possible de souligner que la tendance à l'ubiquité du capital soutenue par la production de ce réseau métropolitain de passerelles hyperscalaires et de centres de pilotage des flux d'investissements des firmes trans-nationales contribue à sa façon au processus capitaliste de « spatialisation du temps » (Fischbach, 2011) auquel nous nous sommes intéressés dans le chapitre V de la première partie de cette thèse, consacré à l'appropriation capitaliste du procès de production au cours de la période du capitalisme industriel.

Du point de vue de la reproduction économique du capital, la production de ce réseau permet en effet tout d'abord aux entreprises trans-nationales d'approfondir la division du travail et ainsi d'accroître la productivité du procès de production (de réduire sa durée), en tirant au mieux

parti de la gamme mondiale des avantages comparatifs, ce qui leur permet d'accroître le taux de survalueur et donc le taux de profit. De plus, en assurant la subdivision croissante du procès de production en plusieurs procès parcellaires de durées plus courtes, la production de ce réseau de métropoles contribue indirectement à l'accélération de la vitesse de rotation du capital, donc à la réduction des avances en capital, et donc à l'accroissement du taux de profit²³⁶. Aussi, en accroissant la mobilité du capital et en élargissant ses possibilités en termes d'implantation, la production de ce réseau mondial des métropoles permet d'accroître la flexibilité de ce dernier (ou du moins des fractions les plus concentrées de ce dernier), c'est-à-dire sa capacité à recomposer promptement les éléments matériels de son procès de valorisation. Or, comme nous y reviendrons, cette souplesse permet aux entreprises de maximiser leur profit en leur permettant d'une part d'être en mesure de faire face à l'incertitude (aux fluctuations de la demande ; à l'arrivée d'un nouveau concurrent ; à des changements réglementaires, etc.), c'est-à-dire d'assurer la continuité de la valorisation en dépit de ces incertitudes, et en leur permettant d'autre part, si elles parviennent grâce à cette flexibilité à mettre en œuvre une combinaison inédite (« innovante »), de se trouver à court ou moyen termes en situation monopolistique et donc d'engranger des surprofits. Enfin, l'émergence de ce réseau mondial des métropoles permet d'accroître ou du moins d'assurer la fluidité du procès de valorisation du capital dans son ensemble (c'est-à-dire la viabilité des différentes métamorphoses que le capital doit accomplir au cours de ce dernier) dans la mesure où, comme nous le montrerons dans le prochain point, les centres de commandement métropolitains se caractérisent par le fait qu'ils concentrent des emplois spécialisés dans la « fonction d'intégration de la circulation » dont l'un des rôles est précisément d'assurer la synchronisation des activités dispersées à travers le monde et des flux qui les connectent. Ainsi, à l'aune de ces quelques éléments d'analyse que nous allons encore approfondir, il semble permis de voir dans la production du réseau mondial des métropoles l'un des aspects de la production contemporaine de l'espace abstrait en ce sens que, conformément à ce que nous avons vu dans le deuxième chapitre de cette thèse (II.3), ce réseau assure la satisfaction des exigences temporelles abstraites du capital : de sa chronophobie donc (au travers de l'accroissement de la productivité), c'est-à-dire de sa tendance à comprimer le temps, à nier la durée et à réduire la temporalité de la valorisation à l'instantanéité ; de sa tendance à nier le caractère directionnel de la durée au profit d'une temporalité amnésique et réversible (au travers de l'accroissement de la flexibilité des chaînes de valeur), dans laquelle

²³⁶) L'accroissement de la vitesse de rotation du capital peut en effet aussi bien se réaliser au travers du raccourcissement du procès de circulation et de la diminution de ses faux frais qu'au travers de la réduction de la durée du procès de production (Marx, 1968).

ce qui a été fait aujourd'hui n'engage en rien ce qui sera fait demain ; et enfin de sa tendance à lisser le temps, en gommant les interruptions et les discontinuités (au travers encore une fois de l'accroissement de la flexibilité d'une part, qui permet d'assurer la continuité de la valorisation en dépit des incertitudes ; et de la synchronisation des flux opérée depuis les centres d'autre part).

Du point de vue maintenant de la reproduction hégémonique du capital, le déploiement en réseau des FTN depuis les centres métropolitains peut s'analyser comme le prolongement à l'échelle internationale du « processus de développement et d'éclatement du travailleur collectif » : l'usine (et la manufacture avant elle...) qui avait permis au capital de fragmenter le procès de travail de l'ouvrier qualifié et de réduire celui-ci à un simple appendice du procès d'ensemble, alors incarné par elle-même et par le mouvement automatique de son système machinique (V), n'est à son tour désormais plus qu'une simple partie d'un procès dont la totalité et la subjectivité s'incarnent à présent dans le réseau mondial des centres métropolitains et des flux d'investissements pilotés et contrôlés depuis ces derniers ; lequel tend ainsi à s'ériger comme un nouveau « sujet automate », dont l'activité autonome domine les activités parcellaires des filiales et des établissements productifs. Dès lors, il semble donc possible de soutenir que la production du réseau mondial des métropoles participe à la régulation socio-politique du capital (au renforcement de son hégémonie) en contribuant, au travers de ce rééchelonnement spatial du processus de développement et d'éclatement du travailleur collectif, à entraver l'organisation politique des travailleurs et à obérer leurs capacités et leurs dispositions à la lutte. Quatre principaux arguments peuvent ici être avancés pour développer cette idée.

Tout d'abord en effet, comment constituer une communauté politique à partir d'éléments humains disséminés en une multitude de sites à travers le monde ? Multitude de sites dont, au surplus, la composition d'ensemble est en constante recomposition ? Très clairement, cette configuration spatiale et temporelle de la production capitaliste rompt radicalement avec les conditions matérielles qui avaient accompagné l'émergence du mouvement ouvrier entre le début du XIXe siècle et la fin du XXe siècle, à savoir avec le regroupement et la simultanéité des procès de travail au sein de l'usine ainsi qu'avec la relative stabilité de la composition du collectif de travailleurs (V). La question qui se pose est alors celle de savoir si le mouvement révolutionnaire parviendra à s'organiser sur la base de cette réalité globale et liquide de la division du travail, c'est-à-dire si un « affect commun » suffisamment puissant et solide pour engager l'action révolutionnaire parviendra à se former sur cette nouvelle base matérielle

(Lordon, 2010). Pour le moment, plusieurs décennies après le déploiement mondial des chaînes de valeurs par les grandes industries capitalistes, et dans un contexte de crispations nationalistes et impérialistes, il ne paraît pas évident que la production de ce nouvel espace-temps de la production capitaliste soit également et dialectiquement, comme le soutenait Marx au temps du capitalisme industriel, le processus au travers duquel « *se forme, s'unifie et s'organise* » (Marx, 2016) le sujet révolutionnaire de la société capitaliste.

Par ailleurs, dans cette configuration éclatée à l'échelle mondiale, contre qui les travailleurs doivent-ils diriger leurs luttes pour rendre celles-ci efficaces ? Les directeurs des filiales dans lesquelles ils travaillent et avec qui ils sont en contact immédiat sont en effet le plus souvent dans la même situation d'impuissance qu'eux par rapport aux décisions du siège social²³⁷. Plus impersonnel, plus difficile à localiser – car de fait devenu hyperscalaire (bien que centralisé) – le pouvoir du capital est ainsi plus difficile à combattre, ou du moins à combattre efficacement. Si il est possible de saboter un système machinique pour interrompre son mouvement aliéné et aliénant, comment en revanche interrompre les flux d'investissement et de contrôle qui circulent en « temps réel »²³⁸ à travers le monde ? Comment bloquer ou saboter le réseau mondial des métropoles ? La tâche semble *a priori* moins évidente - même si la complexité de ce dernier, qui découle de l'exigence d'accélération et de synchronisation de flux de plus en plus nombreux et diversifiés, le rend plus vulnérable et moins robuste que ce suggère l'arrogance des tours qui symbolisent les espaces métropolitains et leurs interconnexions dans le grand bain de la mondialisation.

De plus, au caractère restrictif des conditions matérielles (spatiales, temporelles et affectives) de possibilité de l'unification politique des travailleurs et de l'efficacité de leurs luttes s'ajoute ou s'oppose, de l'autre côté, le pouvoir de « chantage à la délocalisation » dont dispose le capital grâce à la latitude des possibilités qui s'ouvrent à lui au travers de la production de ce réseau mondial de passerelles hyperscalaires - et du monde lisse et unifié qui en découle. Comme l'ont souligné de nombreux commentateurs (Massey, 1984; Lordon, 2010), cette

²³⁷) Cette difficulté qu'il y a à orienter de manière efficace les efforts de la lutte de classes dans le cadre de la configuration spatialement éclatée de la production capitaliste à l'échelle mondiale et des formes de domination imbriquées et ainsi invisibilisées qui en découlent a été remarquablement mise en scène dans le film *Louise Michelle* (2008), dans lequel le personnage principal, une ouvrière licenciée d'une filiale d'un groupe étranger, parcourt le monde pour trouver le ou les responsables en dernière analyse de son licenciement, pour finalement se retrouver dans un paradis fiscal face à simple une boîte aux lettres, aussi anonyme que la « société » qu'elle héberge et représente.

²³⁸) Il est significatif que cette expression contemporaine de « temps réel » désigne en fait l'immédiateté, c'est-à-dire la négation de la durée, du caractère processuel et directionnel du temps, soit le seul type de temporalité que reconnaisse le capital.

capacité de chantage du capital et l'affect de peur qu'il induit chez les travailleurs suffit le plus souvent à contenir l'expression de leur colère et de leurs revendications.

Enfin, la production de cette configuration mondialement éclatée de la production confine également les travailleurs à l'impuissance politique de par les représentations fétichistes qu'elle suscite. Que faire d'autre que se soumettre, en effet, face à une puissance dotée de la capacité de se mouvoir librement et quasiment instantanément d'un point à l'autre de la planète quand, dans le même temps, on ne représente soi-même qu'une infime partie de la chaîne d'activités dans son ensemble et que, par ailleurs, l'« activité de détail » à laquelle on est confiné n'a de sens et d'utilité qu'intégrée au sein de cette chaîne d'activité ? Autrement dit, comment ce qui apparaît comme un fragment immobile et dépendant pourrait-il lutter contre ce qui apparaît comme une totalité autonome et mouvante ? Ainsi perçu, le rapport de force entre le capital et le travail ne peut que susciter ou conforter un sentiment d'impuissance chez les travailleurs. On le voit²³⁹, l'idéologie néolibérale selon laquelle « il n'y a pas d'alternative » au capitalisme mondialisé trouve dans cette spatialisation du procès de production à l'échelle du monde une partie de sa vérité (de sa vérité partielle de représentation fétichiste) et donc de sa crédibilité et de son efficacité.

Reste cependant à comprendre plus précisément comment se forment ces représentations fétichistes, c'est-à-dire à comprendre comment, au travers de la production de ce réseau mondial des métropoles, le capital tend effectivement à s'ériger sous la forme d'un sujet automate omnipotent et doué de la faculté d'ubiquité. Pour cela, conformément à la démarche analytique exposée dans la première partie de cette thèse (V), il s'agira dans la suite de cette section de tenter d'identifier et de caractériser : la nature de la puissance sociale qui se développe au travers de la production de la métropole connexionnelle et qui permet au capital de disposer des capacités et du pouvoir dont nous venons ici d'avoir un aperçu ; les « opérations spatiales » au travers desquelles se développe cette puissance sociale et donc les « formes spatiales » au sein desquelles elle se trouve réifiée ; ainsi que les modalités qui permettent aux capitaux privés d'activer cette puissance sociale en développement pour la mettre au service de leurs procès de valorisation. On comprendra alors mieux en quoi, au travers du processus de métropolisation, le capital se prend à rêver d'éternité et l'humanité à faire le cauchemar éveillé de cette éternité.

²³⁹) On retrouve ici une idée dont nous avons déjà discuté dans le chapitre IV, où nous avons souligné comment cette idéologie se matérialise au travers de ce que Henri Lefebvre appelle l'urbanisation néocapitaliste.

*

* *

Pour conclure, ces quelques éléments d'analyse, aussi limités soient-ils²⁴⁰, nous ont permis d'étayer la définition de la métropole connexionnelle que nous avons proposée ci-dessus en nous donnant l'occasion d'illustrer son statut de centre de pilotage des réseaux hyperscalaires de la circulation du capital : ici, de celui des flux d'investissements des entreprises transnationales. De même, cette analyse nous a permis de mettre en perspective le rôle de « commutateur » qu'assurent les métropoles à l'intérieur du réseau de contrôle et de propriété déployé par les entreprises transnationales : ici appréhendé sous l'angle des « passerelles hyperscalaires » que constituent les centres métropolitains au sein des réseaux de la circulation du capital. Du même coup, cette analyse nous a permis de mettre en lumière le caractère stratégique des fonctions d'intermédiation et d'intégration et en quoi la concentration de ces dernières par les métropoles permet de rendre compte du statut qu'elles occupent au sein des formes contemporaines d'organisation de la circulation du capital : un point que nous allons immédiatement approfondir dans le point suivant. Aussi, et plus généralement, ce qui précède nous a permis de commencer à esquisser l'idée selon laquelle le rôle des espaces métropolitains dans le fonctionnement du capitalisme contemporain ne tient pas tant aux ressources qu'ils contiennent de manière effective qu'aux possibilités qu'ils permettent d'ouvrir à la valorisation du capital : ici, à la projection spatiale de leurs investissements par les FTN. Enfin, et surtout, cette analyse nous a permis de commencer à développer sous un angle particulier la proposition selon laquelle le processus de métropolisation s'entretient dialectiquement avec la tendance à l'« ubiquité du capital » et, partant, avec les tendances à « l'unification de l'espace » et à la « spatialisation du temps » qui en découlent – tendances qui constituent comme nous le savons le processus matériel d'effectuation de la mystification du capital, c'est-à-dire de son autonomisation et de l'aliénation symétrique des travailleurs ; de la concrétisation de l'abstraction d'une part et de l'abstraction du réel d'autre part.

Dans la suite de cette section, nous allons continuer d'étayer la figure de la métropole connexionnelle et de développer les propositions théoriques qui peuvent être dégagées de l'analyse de sa production en utilisant d'autres prismes d'analyse, qui renvoient à d'autres

²⁴⁰) Il aurait en effet été utile d'élargir cette analyse à tous les types de flux mis en jeu par les entreprises transnationales, flux de capitaux et flux de marchandises notamment. De cette manière il aurait été possible d'étayer de manière plus satisfaisante le rôle des espaces métropolitains dans le pilotage des réseaux du capitalisme globalisé ainsi que le statut de passerelles hyperscalaires qu'ils occupent au sein de ces derniers. Une telle analyse était néanmoins hors de portée de cette sous-section.

« marqueurs » de la métropolisation que celui convoqué ici. Comme nous l'avons indiqué, l'enjeu est notamment de mieux identifier la nature de la puissance sociale qui se développe au travers du processus de métropolisation. L'analyse des mutations fonctionnelles et sectorielles de l'emploi caractéristiques du processus de métropolisation va nous mettre sur cette voie.

2. La concentration métropolitaine des emplois relevant des services avancés aux entreprises.

Une autre manière d'appréhender le rôle des espaces métropolitains dans le pilotage des réseaux de la circulation du capital et plus généralement dans le fonctionnement du capitalisme contemporain consiste à analyser l'évolution de la composition sectorielle et surtout fonctionnelle²⁴¹ des emplois et des activités qui s'y concentrent. Nous nous bornerons ici à la discussion des principaux résultats qui ressortent de la littérature consacrée à ce sujet, en commençant par repartir de quelques faits stylisés qu'il nous paraît indispensable de rappeler dans le cadre d'une étude fondée sur l'analyse de la métropolisation.

Depuis la fin des années 1970, en France comme dans les autres économies développées (Davezies, 2015), les plus grandes aires urbaines (leurs banlieues et leurs proches périphéries notamment) se caractérisent tout d'abord par une dynamique de l'emploi plus soutenue que celles des autres territoires (figure 7). Cette tendance, qui constitue pour beaucoup d'auteurs l'un des principaux marqueurs de la métropolisation, s'expliquerait principalement, selon les statisticiens, par ce que ces derniers appellent l'« effet de structure », soit, *in fine* par les spécialisations sectorielles et fonctionnelles initiales des différents types d'espaces (Antounez, Garnier, & Haran, 2016). Ainsi, schématiquement, les espaces dans lesquels l'emploi a le plus augmenté sont ceux dans lesquels les catégories d'emplois les plus dynamiques à l'échelle nationale étaient et sont de fait encore les plus fortement représentées ; et inversement, les territoires qui ont connu les trajectoires les plus défavorables en termes d'emplois sont ceux dans lesquels les catégories d'emplois en déclin ou en stagnation à l'échelle nationale étaient (et sont encore) surreprésentées. De ce fait, les plus grandes aires urbaines qui détenaient déjà

²⁴¹) « L'analyse fonctionnelle des emplois permet d'étudier les professions selon le rôle des actifs dans le processus économique. Cette analyse s'affranchit à la fois des secteurs d'activité des entreprises, des statuts (indépendant ou salarié) et de la catégorie socioprofessionnelle des emplois (ouvriers, cadres, etc.), ainsi que de l'organisation mise en place dans l'entreprise (fonctions externalisées). Elle permet de mettre en évidence des différences de structures des emplois selon les territoires. » (Bernet, 2021) Le principal intérêt d'une approche fonctionnelle des mutations de l'emploi, par rapport à l'approche sectorielle qui demeure la plus couramment utilisée, est de permettre de mettre en évidence les dynamiques spatiales associées aux transformations organisationnelles (intra-sectorielle) des entreprises. Ce type d'approche est donc particulièrement pertinent pour une étude comme la nôtre qui s'intéresse aux transformations spatiales de la division du travail.

à la fin des années 1970 une part relativement faible d'emplois ouvriers²⁴², et plus généralement d'emplois correspondant à la fonction de « production concrète » (agriculture ; fabrication industrielle ; construction), ont été relativement peu impactées par la très forte diminution de ces emplois à l'échelle nationale ; tandis qu'à l'inverse, elles ont bien davantage bénéficié des importantes créations d'emplois à forte valeur ajoutée dans le domaine des services supérieurs aux entreprises, pour lesquels elles détenaient là aussi déjà, depuis la fin de la période fordiste (et la mise en place du « circuit de branche » analysé par Alain Lipietz), un avantage par rapport aux autres espaces (Reynard & Vialette, 2015).

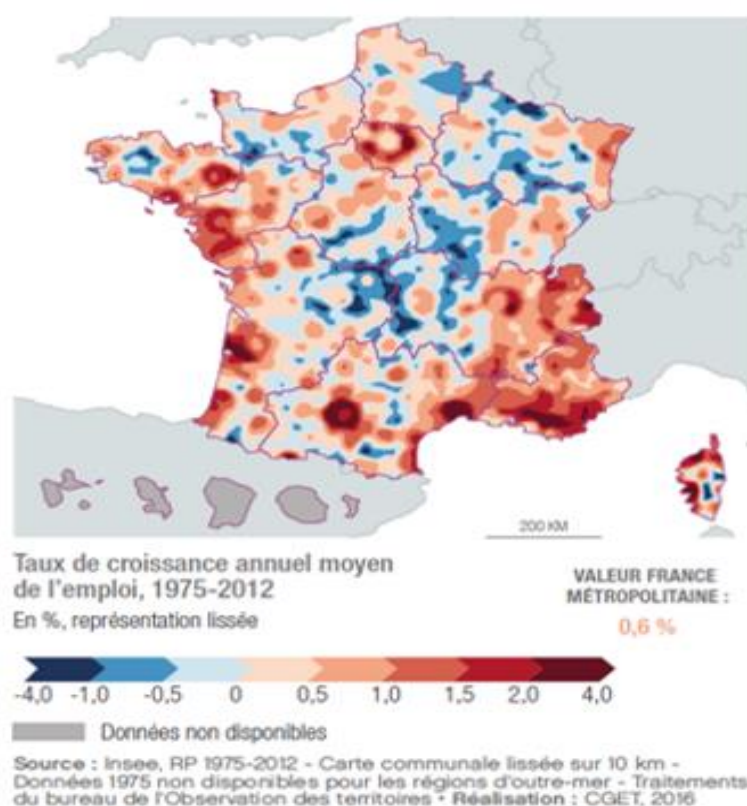


Figure 7. Taux de croissance annuel moyen de l'emploi en France entre 1975 et 2012 (tiré de Antounez, Garnier et Haran, 2016)

Ainsi, les mutations sectorielles et fonctionnelles de l'activité économique, qui se sont effectuées sur la base même de la division ou de la structure spatiale de l'emploi héritée du fordisme, se sont traduit par une sensible concentration de l'emploi au sein des espaces métropolitains et au détriment notamment des villes moyennes et petites et des communes rurales situées en dehors de la zone d'influence d'une aire urbaine. Les créations d'emploi dans

²⁴²) Du fait notamment de la dynamique fordiste de « ruralisation de l'emploi industriel » (Lipietz, 1977).

le domaine des services marchands aux personnes, également très importantes au cours de la période, ont néanmoins contribué à limiter quelque peu la polarisation métropolitaine de l'emploi, dans la mesure où ces créations ont été importantes dans tous les espaces présentant une démographie dynamique : ce qui est le cas, outre des plus grandes aires urbaines, des territoires situés le long des littoraux atlantique et méditerranéen et plus généralement, de ceux de l'ensemble du quart sud-est du territoire national. Sans surprise, les territoires industriels et agricoles à démographie stagnante ou déclinante du nord-est de la France, de la Bourgogne et du Massif central, sont ceux qui ont le plus souffert de ces mutations sectorielles et fonctionnelles de l'emploi.

À l'échelle nationale, le processus de métropolisation s'accompagne ainsi d'une certaine forme de dualisation des territoires opposant, pour résumer (Davezies, 2015b; Veltz, 2012b), des espaces métropolitains (aire urbaine supérieure à 700 000 habitants) dynamiques et caractérisés par la prépondérance d'activités relevant des services supérieurs aux entreprises, à des espaces périphériques (aires urbaines petites et moyennes et territoires ruraux) aux dynamiques contrastées et caractérisés par la prépondérance d'activités dites « présentielles », c'est-à-dire d'activités non délocalisables et tournées vers la satisfaction des besoins des personnes (qu'il s'agisse de résidents ou de touristes). Au sein de ces derniers, se distinguent ensuite d'un côté les territoires dynamiques, car attractifs sur le plan résidentiel et touristique, dans lesquels l'emploi est principalement porté par la croissance des services marchands aux personnes (il s'agit des territoires qui présentent des aménités paysagères et climatiques particulières et/ou facilement accessibles depuis les espaces métropolitains) et, de l'autre, les territoires en difficulté, tant sur le plan démographique qu'économique, dont l'emploi est principalement soutenu par les créations d'emplois liés aux activités de l'État, des collectivités territoriales et des services de santé publique²⁴³ (Reynard & Vialette, 2015).

Ces quelques constats appellent déjà à quelques remarques.

Du point de vue de l'organisation et de la cohésion de l'espace national, ces tendances conduisent de fait à la formation d'une géographie inégale caractérisée par le développement de « systèmes productivo-résidentiels » (Davezies & Talandier, 2009) ; soit, en fin de compte, par l'émergence et la consolidation de nouveaux rapports centre-périphéries à l'échelle

²⁴³) Dans les territoires qui ont connu la trajectoire la plus défavorable du point de vue de l'emploi, 80% des créations d'emplois entre 1982 et 2012 relèvent des fonctions de l'administration publique, de l'action sociale et de la santé et des services de proximité (Reynard & Vialette, 2015).

nationale. Au sein de ces derniers, les espaces métropolitains constitueraient alors les « moteurs de la croissance » (Lajudie, 2014), tandis que le développement des territoires périphériques dépendrait désormais - compte tenu du déclin des emplois de production concrète et dans une moindre mesure du tarissement des transferts publics interterritoriaux (Davezies, 2015b) - de leur capacité à bénéficier de transferts de revenus privés en attirant les flux de touristes et de résidents (retraités notamment) venus des métropoles.

Du point de vue des formes contemporaines de la reproduction du capital qui nous intéressent ici plus directement, la concentration de l'emploi et plus particulièrement des emplois à forte valeur ajoutée dans les métropoles témoigne en premier lieu de la centralité de ces dernières au sein des formes contemporaines de l'accumulation du capital - centralité qui se traduit également et logiquement, sur le plan empirique, par le poids croissant des villes capitales dans les PIB des économies de l'OCDE (Davezies, 2015)²⁴⁴. Pour la plupart des économistes, cette dynamique de renforcement du poids des plus grandes villes dans le PIB total constitue le trait le plus saillant du processus de métropolisation.

Par ailleurs, d'un point de vue plus qualitatif, les mutations fonctionnelles de l'emploi à l'échelle nationale, caractérisées par l'effondrement du nombre d'emplois dans les fonctions de production concrète conjugué à la croissance des emplois relevant des fonctions préentiennes (services aux personnes) et péri-productives (services aux entreprises), semblent attester de l'enjeu croissant que représente, dans les formes contemporaines de valorisation du capital, le procès de circulation de ce dernier. Force est de constater en effet que celui-ci occupe une part de plus en plus importante de la population active ; et ce, dans des activités de plus en plus nombreuses, spécialisées et sophistiquées (Carroué, 2014) : ce qui semble donc bien confirmer l'idée selon laquelle l'approfondissement de l'appropriation capitaliste du procès de circulation constituerait l'une des principales lignes de force du développement contemporain du capital. En tenant seulement compte des activités péri-productives, Laurent Carroué souligne ainsi que ces dernières, qu'il qualifie d'« *activités d'intermédiation et de circulation de la sphère productive* », « *passent de 2 millions d'emplois en 1960 à 3,7 millions en 1980 pour atteindre 6,5 millions d'emplois en 2011* » et qu'elles représentent en conséquence, en 2011, « *deux fois plus d'emplois que l'industrie traditionnelle* » (Carroué, 2014, pp. 174-175). En outre, à ces

²⁴⁴) Pour avoir une idée du niveau de la « surproductivité » métropolitaine, il est possible de noter à titre illustratif que « [l]a région parisienne génère 30,5 % du PIB français, mais avec seulement 22 % des emplois du pays. Pour le même résultat, les cinq autres régions doivent mobiliser 33 % de l'emploi français » (Davezies, 2015, p. 77). Soulignons quand même que les méthodes utilisées pour mesurer le PIB local font l'objet de vives critiques, voir par exemple à ce sujet les travaux d'Olivier Bouba-Olga et de Michel Grossetti (2015 ; 2018).

chiffres qui ne tiennent pas compte des activités en lien avec la circulation du capital comprises au sein de la sphère présentielle, il convient d'ajouter la croissance de l'emploi dans les fonctions de la distribution, des services de proximité aux ménages et du transport de personnes. En plus de leurs dynamiques positives en termes de créations d'emplois (Reynard & Vialette, 2015), ces fonctions se caractérisent en effet par d'importantes transformations qualitatives - avec notamment une dynamique de spécialisation croissante et l'apparition ou le développement de nouvelles formes d'organisation des activités correspondantes (pensons par exemple aux services de transport de passagers ou aux services de livraison à domicile médiatisés par les plateformes numériques) - qui témoignent elles aussi de l'enjeu que représentent les transformations du procès de circulation du capital dans le développement contemporain de ce dernier et dans les transformations actuelles des sociétés capitalistes. Enfin, à la croissance et aux recompositions de ces fonctions s'ajoutent également celles d'autres fonctions, comme les fonctions « conception-recherche » et « culture-loisirs », qui, comme nous allons le préciser dans un instant, contribuent elles aussi, quoique de manière plus indirecte, au procès de circulation du capital et à son développement contemporain.

En somme, à l'aune de ces éléments d'analyse des mutations spatiales et fonctionnelles de l'emploi, il semble possible d'avancer en première analyse l'hypothèse selon laquelle les métropoles constituent les foyers géographiques d'un régime d'accumulation du capital dont le moteur principal réside dans les transformations contemporaines du procès de circulation du capital.

Pour approfondir cette hypothèse, il convient alors ensuite de se recentrer plus spécifiquement sur l'analyse des activités qui tendent le plus à se concentrer dans les espaces métropolitains, de façon à préciser le rôle que jouent ces derniers au niveau des formes contemporaines de la circulation et, plus généralement, de la valorisation du capital. Dans cette perspective, l'une des possibilités offertes par la littérature existante consiste alors à repartir de l'analyse de ce que les statisticiens de l'INSEE appellent les emplois de « cadres des fonctions métropolitaines », qui sont précisément définis par le fait que ce sont les emplois les plus fortement surreprésentés dans les espaces métropolitains et parmi ceux qui contribuent le plus spécifiquement à la croissance de l'emploi au sein de ces derniers (INSEE, 2021). Sur le plan statistique, la catégorie regroupe l'ensemble des cadres et des chefs d'entreprise de dix salariés ou plus travaillant dans l'une des cinq fonctions suivantes : gestion ; conception-recherche ; prestations intellectuelles ; commerce inter-entreprises ; cultures loisirs. La forte croissance de ces emplois à l'échelle nationale au cours des dernières décennies (de 5,7% de l'emploi total en 1982 à

11% en 2017) s'est très fortement concentrée dans les aires urbaines de plus de 700000 habitants : dans celle de Paris donc, seule « ville globale » du pays (Sassen, 2004), mais aussi dans les métropoles dites secondaires ou régionales (Bouba-Olga, 2018). En 2017, les cadres des fonctions métropolitaines représentent ainsi 21,1% de l'emploi total dans l'aire urbaine de Paris²⁴⁵, 13,4% dans les très grandes aires urbaines hors Paris, contre 7,7% dans les grandes aires urbaines, 5,8% dans les aires urbaines de taille moyenne et moins de 5% dans les petites aires urbaines et dans les communes situées en dehors des aires d'attraction des villes (Bernet, 2021). La carte en anamorphose ci-après permet de mettre en évidence l'importance de la concentration métropolitaine de ces professions.

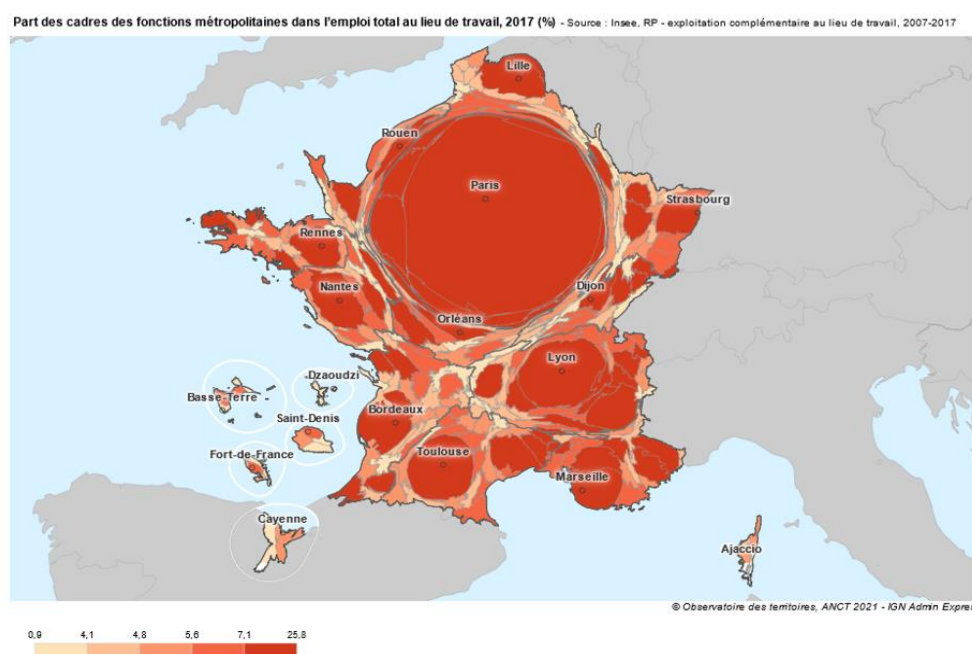


Figure 8. La concentration spatiale des cadres des fonctions métropolitaines.

Peu de travaux se sont proposés de définir ce qui unit et singularise les professions qui composent la catégorie des cadres des fonctions métropolitaines. Ces dernières sont en effet simplement déterminées de manière statistique, sur la base de leur indice de concentration métropolitaine, et sont aux mieux définies comme des emplois de « *décision, conception et d'intermédiation* » (Bernet, 2021), si bien que l'intérêt analytique de cette catégorie statistique, de même, en conséquence, que la sens historique ou théorique qu'il convient d'attribuer à la

²⁴⁵) Les emplois de cadres des fonctions métropolitaines sont en outre concentrés dans le centre des plus grandes aires urbaines. Ainsi en 2017, la part de ces emplois dans l'emploi total atteint 26,2% dans la commune de Paris et dépasse les 40% dans plusieurs communes de l'ouest et du sud-ouest de la première couronne.

concentration métropolitaine de ces professions, n'est pas évident *a priori* – ce qui a d'ailleurs suscité des critiques à l'encontre de cette catégorie (Bouba-Olga, 2018). Néanmoins, en nous appuyant sur quelques références privilégiées (Veltz, 1996; Halbert, 2009; Halbert, 2005), il nous semble possible d'avancer ici l'hypothèse selon laquelle les cadres des fonctions métropolitaines ont pour particularité d'assurer, à des degrés variables et selon différentes modalités, deux grandes fonctions dans le fonctionnement du capitalisme contemporain. L'analyse de ces dernières va nous permettre d'avancer dans la compréhension de la nature et des modalités d'activation par les capitaux individuels des puissances sociales qui se développent dans le cadre de la métropolisation et donc de comprendre plus concrètement comment le capital se réalise sous sa forme autonome de sujet automate au travers de ce régime de production de l'espace et du temps.

La première fonction, notamment mise en avant par Ludovic Halbert (2009) et Pierre Veltz (2017) dans la littérature francophone, est celle qui consiste à assurer *l'intégration de ressources hétérogènes*. Selon ces auteurs en effet, une part significative des professions qui se concentrent dans les espaces métropolitains a pour fonction d'accroître la capacité des entreprises « à associer et à lier » les différentes ressources qu'elles mobilisent et exploitent dans le cadre de la mise en valeur de leurs capitaux : « *les services avancés aux entreprises, repérés comme des marqueurs de la métropolisation, [constituent] les chevilles ouvrières de la mise en tension des ressources diversifiées* » (Halbert, 2009, p. 75). D'un point de vue marxiste, il nous semble que cette fonction d'intégration doit être décomposée en deux sous-fonctions. La première, que nous pouvons qualifier de « fonction d'intégration de la circulation », renvoie aux professions qui sont en charge du pilotage des chaînes de valeur des entreprises transnationales et, plus particulièrement, de la *synchronisation des flux* associés aux activités de ces dernières. Dans la littérature (Sassen, 2004), la croissance de ces emplois est principalement expliquée par la complexification croissante des chaînes de valeur qui résulte de la tendance à la transnationalisation et à la centralisation du capital industriel dont nous avons discuté dans le point précédent. La localisation métropolitaine de ces emplois, quant à elle, est expliquée par la concentration métropolitaine des sièges sociaux analysée précédemment, ces derniers constituant en effet les clients ou les employeurs des travailleurs spécialisés dans cette fonction d'intégration de la circulation. D'un point de vue macro-économique, en concentrant cette fonction d'intégration de la circulation, les espaces métropolitains auraient de fait pour rôle, au sein du fonctionnement du capitalisme contemporain, d'assurer la fluidité²⁴⁶ et donc la célérité

²⁴⁶) Assurer la fluidité d'un passage ou d'un mouvement consiste concrètement à assurer la continuité de ce dernier

du procès de circulation du capital (A-M ; M'-A'). La deuxième sous-fonction peut de son côté être qualifiée de « fonction d'intégration de la production ». Concrètement, il s'agit des professions dont la tâche consiste à *définir les orientations et les conditions techniques et organisationnelles de la mise en œuvre productive des ressources mobilisées dans le cadre du procès de circulation du capital*. Dans la littérature, la croissance de ces emplois – et donc plus généralement le processus de métropolisation – est expliquée par l'importance de plus en plus forte des exigences en termes de flexibilité et d'innovation dans le cadre des formes contemporaines de la concurrence et par la complexification des situations productives qui en découle. Les emplois relevant de cette fonction d'intégration de la production interviendraient en effet notamment dans les situations où la « coordination productive fait problème », c'est-à-dire dans les situations où, compte tenu de la nature des ressources impliquées, de leur hétérogénéité, du caractère inédit de la combinaison productive mise en œuvre, ainsi que des contraintes temporelles (court-termisme ; changement permanent) et du contexte d'incertitude dans lequel se déroule la production, l'interaction entre les agents et les ressources qui y prennent part n'est pas ou ne peut pas être formalisée ou codifiée *ex ante* par un ensemble de règles, de procédures standardisées, ou de routines organisationnelles et doit en conséquence être organisée « sur le tas », de façon *ad hoc* et itérative (Zarifian, 1995; Durand J. P., 2004; Hatchuel, Le Masson, & Weil, 2002). En concentrant les activités consacrées à cette fonction d'intégration de la production, les espaces métropolitains se positionneraient ainsi, au niveau du procès de valorisation du capital dans son ensemble, à l'intersection du procès de circulation et du procès de production (juste en amont de ce dernier) et se caractériseraient de ce fait par la fonction consistant à assurer la célérité et la fluidité du passage de l'un à l'autre, ainsi que la nécessaire adaptation du procès de production aux contraintes temporelles découlant de l'évolution des formes de la concurrence.

La deuxième grande fonction prise en charge par les cadres des fonctions métropolitaines est la fonction d'*intermédiation entre les entreprises et les marchés* (Veltz, 1999), qui peut se définir comme une fonction visant à *identifier ou à susciter des possibilités en termes de circulation du capital et à permettre aux entreprises de se saisir de ces dernières*. La fonction d'intermédiation, très largement externalisée par les entreprises, regroupe ainsi l'ensemble des activités fortement spécialisées sur lesquelles peuvent s'appuyer les (grandes) entreprises (et notamment les firmes trans-nationales dont nous discutons plus haut) pour identifier et activer les connexions qu'elles établissent en différents points du globe dans le cadre de leur

en dépit des contingences qui peuvent le perturber.

« organisation en réseau » et de leur « fonctionnement par projet » (Coutrot, 1998). Il s'agit donc autrement dit et plus précisément d'une fonction dont le rôle est, premièrement, d'ouvrir des perspectives à la valorisation des capitaux en élargissant leurs possibilités en termes de circulation - et ce, tant en amont (A-M) qu'en aval (M'-A') du procès de production et pour tous les types de contenus matériels impliqués dans les différentes formes prises par le capital au cours de son procès de circulation (A ; A' ; M ; M') – et, deuxièmement, de permettre ensuite aux entreprises d'exploiter ces possibilités en termes de circulation et ces opportunités en termes de valorisation en prenant en charge la gestion de la mobilisation effective des contenus matériels du procès de valorisation. En un mot, du point de vue du capital dans son ensemble, la fonction d'intermédiation vise donc à *élargir les possibilités du procès de circulation du capital et à accroître la flexibilité, la fluidité et la célérité de ce dernier*. Concrètement en effet, dans la diversité des emplois qui la compose, la catégorie des cadres des fonctions métropolitaines rassemble des professions dont le rôle consiste à aider les entreprises : à trouver et à mobiliser des capitaux ; à identifier des opportunités d'investissements et à faciliter la mise en œuvre de ces derniers ; à identifier des opportunités de placements financiers et à gérer leurs portefeuilles financiers ; à identifier des possibilités en termes d'approvisionnements et de recrutements et à gérer ces derniers ; à faciliter la mise sur le marché de leurs nouveaux produits ; à partir à la conquête de nouveaux marchés ; à mieux connaître les désirs des consommateurs ou des clients ; ou encore, à répondre à des désirs insatisfaits ou à susciter ou à stimuler des désirs nouveaux... Si les professions regroupées par l'INSEE dans les fonctions « prestations intellectuelles », « commerce inter-entreprises » et « gestion » sont celles qui contribuent de la manière la plus évidente à cette fonction d'intermédiation, celles qui sont regroupées par l'INSEE dans les fonctions « conception-recherche » et « cultures-loisirs » y participent également d'une certaine manière. Elles contribuent en effet notamment à l'élargissement et à la fluidification de l'aval du procès de circulation du capital : que ce soit en travaillant à la conception de nouveaux produits et en permettant ainsi de répondre à des désirs insatisfaits, ou de susciter de nouveaux désirs ; ou bien en travaillant à l'enrichissement symbolique des marchandises (Boltanski & Esquerre, 2017; Moati, 2016; Reich, 1991) et de ce fait à la stimulation des désirs consuméristes.

Encadré 12. Les emplois de la fonction d'intermédiation dans les métropoles : au-delà des cadres des fonctions métropolitaines.

Il serait réducteur de limiter l'analyse de la fonction d'intermédiation des espaces métropolitains au sein des formes contemporaines de la division capitaliste du travail à la seule mise en exergue de l'importance relative et croissante des emplois de cadres des fonctions

métropolitaines au sein de ces derniers. De nombreuses autres activités - moins qualifiées, considérées comme plus « ordinaires » et qui tendent de ce fait à être négligées par la littérature académique en dépit de leur concentration métropolitaine (Halbert, 2009 ; Béhar, Loisel, Rio, & Talandier, 2015) - contribuent en effet également à faire des métropoles ces espaces d'intermédiation entre les entreprises et les marchés que nous décrivons dans ces pages. À défaut de pouvoir proposer une véritable analyse de ces activités, ou même quelque chose d'équivalent à ce que nous venons de proposer pour les cadres des fonctions métropolitaines, nous nous contentons ici de quelques remarques qui n'ont d'autres objectifs que de désigner des pistes dont l'approfondissement pourrait permettre de donner une représentation plus satisfaisante des propositions théoriques que nous défendons dans cette section.

Parmi ces activités, il convient bien sûr d'évoquer la fonction « logistique-entrepôt », tant ses mutations semblent révélatrices des transformations contemporaines du capitalisme et du rôle qu'assurent à l'heure actuelle les métropoles dans le fonctionnement de ce dernier (Heitz, 2017). De fait, ce sont bien les gains de productivité réalisés par les activités relevant de cette fonction (résultant notamment de l'amélioration des moyens de transport, de l'automatisation croissante des entrepôts et des économies d'échelles permises par l'externalisation-mutualisation de cette fonction par les entreprises) qui supportent la quadruple tendance à l'accélération, à l'intensification, à la diversification et à l'expansion des flux de marchandises que nous évoquons plus haut. Plus encore, leur localisation de plus en plus concentrée dans quelques espaces à la marge des agglomérations métropolitaines, à proximité d'infrastructures lourdes telles que les échangeurs autoroutiers ou les hubs aéroportuaires, témoigne de manière particulièrement éloquente de l'insertion croissante des métropoles dans des flux à multiples portées (avec une place croissante de la longue distance) et matérialise mieux que beaucoup d'autres réalités le statut de passerelles hyperscalaires qui définit ces dernières (Béhar, Loisel, Rio, & Talandier, 2015).

Comme nous l'avons brièvement évoqué plus haut, il conviendrait également de s'intéresser plus en détail aux activités relevant de la fonction « commerce-distribution » pour avoir une idée plus concrète du contenu de la fonction d'intermédiation exercée par les espaces métropolitains et donc de leur rôle dans les formes contemporaines de circulation et de valorisation du capital. Outre le fait que la part des emplois relevant de cette fonction soit sensiblement plus importante dans les espaces métropolitains que dans les autres types d'espace, il faudrait notamment souligner sur ce point que les activités qui se concentrent le plus spécifiquement dans les espaces métropolitains se caractérisent par un plus haut degré de

spécialisation et de spécification (Béhar, Loisel, Rio, & Tallandier, 2015), que ce soit pour des biens de consommation standard comme les vêtements et l'alimentation, par exemple, ou, plus encore, pour des biens correspondants à ce qu'on appelle parfois des « besoins supérieurs », comme l'art ou la culture. De fait, seule la masse considérable de consommateurs rendue accessible par la localisation métropolitaine, l'importance relative du pouvoir d'achat de ces derniers, ainsi que le besoin exacerbé de distinction individuelle par la consommation marchande qui caractérise la vie quotidienne métropolitaine et sa culture individualiste (Simmel, 2013), seules ces caractéristiques propres aux espaces métropolitains donc, permettent de viabiliser la commercialisation de produits positionnés sur des marchés extrêmement étroits. En ce sens, une analyse détaillée des activités commerciales qui se concentrent dans les métropoles pourrait constituer une piste intéressante pour rendre compte de la manière dont le processus de métropolisation contribue à l'extension du monde de la marchandise et donc à la survie du capitalisme, en permettant à de nouveaux désirs marchands de prospérer, et donc à la forme valeur de se voir assurer en permanence de nouveaux contenus.

Par ailleurs, une analyse équivalente semble pouvoir être conduite à partir de l'étude de la concentration et des transformations métropolitaines des « services aux particuliers », qui sont eux aussi surreprésentés et en forte croissance dans les espaces métropolitains. Les emplois relevant de cette fonction ont en effet connu d'importantes transformations (avec l'essor des plateformes numériques notamment) au cours des dernières décennies qui témoignent elles-mêmes de l'extension de la sphère marchande formelle (les plateformes se positionnant en effet largement sur des activités auparavant non marchande ou relevant de la sphère marchande informelle) et, plus généralement, de l'existence et de l'importance d'une forme d'« accumulation extensive » au sein du développement contemporain du capital (Claret, 2020).

Enfin, une analyse plus détaillée de la fonction d'intermédiation des espaces métropolitains pourrait s'appuyer sur les travaux de Ludovic Halbert et plus particulièrement sur son analyse de ce qu'il appelle les « *gardes barrières métropolitains* », qu'il définit comme des « *individus ou des organisations* » qui « *assurent la connexion (...) entre des ressources disséminées dans le territoire et au-delà* » (Halbert, 2009, p.78). Parmi eux, il prend notamment pour exemple le cas des communautés diasporiques, dont il souligne le rôle au regard de la fonction d'intermédiation des espaces métropolitains, et plus particulièrement au regard de la capacité offerte par ces derniers à articuler des ressources proches et lointaines : « *En construisant une territorialité multiple, qui associe la région d'origine, la métropole d'arrivée et d'autres*

agglomérations du réseau diasporique, les communautés de migrants contribuent à rapprocher des ressources éloignées » (Halbert, 2009, p. 87).

On le voit, ces pistes permettraient donc d'élargir considérablement la focale de l'analyse et pourraient ainsi permettre d'obtenir une représentation plus satisfaisante de la métropolisation – et plus particulièrement donc de son rôle dans le développement contemporain du procès de circulation du capital. En particulier, ces perspectives permettraient de se prémunir contre ce que Ludovic Halbert appelle les « errements de la ville d'exception » (Halbert, 2009, p. 43-54) ; soit contre la tendance, qui domine dans les milieux académiques et politiques, consistant à analyser les espaces métropolitains au travers des ressources rares ou des attributs sélectifs qu'ils contiennent.

Ces deux grandes fonctions (intégration et intermédiation) sont indissociablement liées dans la réalité et doivent à notre sens être tenues ensemble dans l'analyse si l'on souhaite saisir le rôle des espaces métropolitains dans le fonctionnement du capitalisme contemporain et, plus généralement, le sens de la métropolisation au regard du développement historique du capital.

Tout d'abord, il convient de préciser que les fonctions d'intermédiation et d'intégration ne sont pas exclusives l'une de l'autre : une même profession peut tout à fait être impliquée dans les deux fonctions à la fois. Les fonctions d'intermédiation et d'intégration telles que reconstruites ici, dans la ligne des travaux de Pierre Veltz et de Ludovic Halbert notamment, ne sont en effet plus des constructions statistiques (contrairement à la catégorie des cadres des fonctions métropolitaines dont nous sommes partis) mais des constructions analytiques.

Il convient ensuite de souligner que ces fonctions peuvent toutes les deux à être mises en rapport sur le plan analytique avec les transformations post-fordistes des formes de la concurrence et, plus précisément, avec l'importance croissante de la flexibilité et de l'innovation dans les déterminants de la compétitivité des entreprises (Veltz, 1996). Schématiquement en effet, la croissance de la fonction d'intermédiation conditionne l'accroissement de la flexibilité des entreprises en démultipliant les possibilités de la circulation du capital et en permettant de fluidifier et d'accélérer celle-ci, tandis que l'accroissement de la flexibilité des entreprises, qui accroît la complexité des chaînes de valeur et le caractère problématique des situations productives, implique à son tour le renforcement de la fonction d'intégration. De même, la production de l'innovation fait directement intervenir les deux fonctions prises en charge par les cadres des fonctions métropolitaines dans la mesure où, comme le soulignent de nombreux travaux, celle-ci dépend de plus en plus à l'époque contemporaine de la capacité à combiner ou

à hybrider de manière inédite des ressources hétérogènes et multilocalisées (Moati & Mouhoud, 2005; Crevoisier & Jeannerat, 2009; Halbert, 2009; Le Bas, 2018)²⁴⁷.

Mais il faut surtout souligner ici que la conjugaison de ces deux fonctions métropolitaines conduit à en faire émerger une troisième, qui, de notre point de vue, est celle qui permet de caractériser de la manière la plus englobante et la plus satisfaisante la fonction qui est celle des espaces métropolitains dans le fonctionnement du capitalisme contemporain ou, plus exactement, la nature de la puissance sociale qui se développe au travers du processus de métropolisation. Comme le suggère ce qui précède en effet, la conjonction des fonctions d'intégration et d'intermédiation au sein des espaces métropolitains amène de fait ces derniers à assurer une fonction qui consiste, d'un point de vue matériel, à accroître la capacité des grandes entreprises à *renouveler et à réagencer le contenu matériel de leurs chaînes de valeur*. Plus précisément, la fonction inhérente aux espaces métropolitains dans le cadre du capitalisme contemporain semble ainsi consister à assurer aux fractions dominantes du capital le pouvoir de recombinaison des éléments matériels (les valeurs d'usage) qui entrent dans leur procès de valorisation avec célérité (le plus vite possible), fluidité (de la manière la plus continue possible) et – et c'est pour nous l'aspect le plus important – selon des possibilités pratiquement inépuisables tant sont nombreuses, diversifiées et en constant renouvellement les connexions potentielles (les possibilités en termes de circulation) mises à leur disposition par les services supérieurs aux entreprises spécialisées dans la fonction d'intermédiation.

Ainsi, et nous concluons sur ce point, du point de vue de leur fonction sociale dans les formes contemporaines de la reproduction du capital, les espaces métropolitains semblent pouvoir être définis comme des espaces de *potentialisation, de flexibilisation, de fluidification et d'accélération du procès de valorisation du capital*.

²⁴⁷) « Il ne s'agit plus seulement de cumuler des connaissances le long d'une trajectoire, mais de plus en plus de les articuler avec celles qui sont disponibles ailleurs » (Crevoisier & Jeannerat, 2009, cité par Halbert, 2009, p.83)

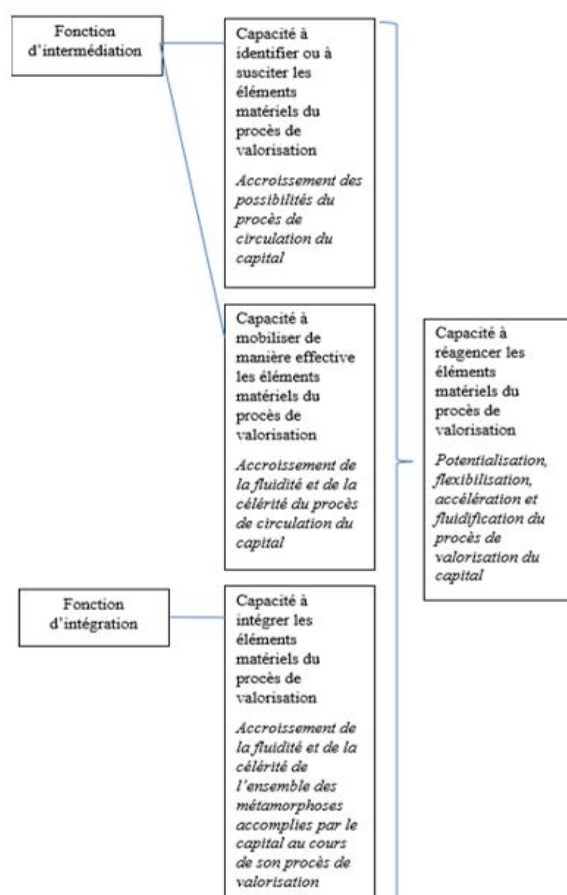


Figure 9. Fonctions matérielles et fonctions sociales de la métropole connexionnelle dans le capitalisme contemporain.

*

* *

À ce stade de l'exposé, la définition de la métropole connexionnelle que nous avons proposée au début de ce chapitre commence à prendre du sens et de la consistance. Il devient alors possible de développer de manière plus argumentée certaines des hypothèses que nous avons annoncées puis ébauchées plus haut et que nous continuerons d'étayer et de discuter dans la suite de ce chapitre.

Tout d'abord, l'analyse des mutations fonctionnelles de l'emploi proposée ici suggère la possibilité de concevoir le processus de métropolisation comme l'expression matérielle de l'institutionnalisation de nouvelles formes de la concurrence caractérisées par l'importance croissante des exigences en termes de flexibilité et d'innovation parmi les déterminants de la compétitivité des entreprises. Comme on l'a vu en effet, les services supérieurs aux entreprises spécialisés dans les fonctions d'intégration et d'intermédiation qui se concentrent dans les

espaces métropolitains permettent aux entreprises qui y font appel de répondre plus facilement à ces nouvelles exigences concurrentielles en accroissant de fait leur capacité à réagencer les éléments matériels de leurs chaînes de valeur - aussi bien dans une démarche réactive (flexibilité) que dans une démarche pro-active (innovation). En ce sens, il semble donc permis de concevoir les espaces métropolitains comme le mode matériel d'existence des capacités qui permettent aux entreprises de satisfaire de manière effective les nouvelles exigences de la concurrence et donc, à ces dernières d'exister et d'être viable en tant qu'institution. De la même façon, ce qui précède nous invite à voir dans les espaces métropolitains l'infrastructure matérielle sur laquelle repose « l'organisation en réseau » et le « fonctionnement par projet » de « l'entreprise néolibérale » (Coutrot, 1998). Encore une fois en effet, il apparaît à l'aune de ce qui précède que la capacité dont dépend le type de stratégies adoptées par ces entreprises - soit la capacité de ces entreprises à identifier et à mobiliser des ressources hétérogènes et multilocalisées puis à intégrer ces dernières dans le cadre d'une combinaison spécifique ou inédite qui leur garantira à court ou moyen terme une position monopolistique (Mouhoud & Plihon, 2009; Weinstein, 2010) – repose concrètement sur le recours de ces entreprises aux services spécialisés dans les fonctions d'intégration et d'intermédiation qui se concentrent dans les métropoles et que ces dernières peuvent mobiliser de manière temporaire ou ponctuelle en fonction des caractéristiques du projet dans lequel elles sont engagées et des contingences que celui-ci peut rencontrer.

En conséquence, et plus généralement encore, si l'on adhère à l'hypothèse répandue chez les économistes hétérodoxes selon laquelle les formes de la concurrence constituent la forme institutionnelle dominante dans le cadre du capitalisme contemporain, il apparaît possible d'envisager la production de la métropole connexionnelle comme la matérialisation de nouvelles formes de valorisation du capital dont les principaux ressorts résideraient dans l'accroissement des possibilités, de la célérité, de la fluidité et de la flexibilité du procès de mise en valeur du capital permis par le développement conjugué des fonctions d'intermédiation et d'intégration.

Dans cette perspective, il apparaît alors également possible de formuler l'hypothèse complémentaire selon laquelle la centralité métropolitaine, ici définie par la concentration des fonctions d'intégration et d'intermédiation, constitue l'expression, c'est-à-dire le produit et le support, du développement de nouvelles formes de valorisation et d'accumulation du capital dont l'enjeu principal ne serait plus tant l'accroissement de la productivité du travail que l'accroissement du potentiel de la valorisation du capital d'une part, c'est-à-dire l'élargissement

et le renouvellement continu des possibilités en termes de valorisation, et l'accroissement de la capacité des entreprises (des fractions les plus concentrées du capital industriel dont les centres de décision sont localisés dans les métropoles) à se saisir de ces dernières et à les mettre en œuvre de manière effective avec célérité, fluidité et flexibilité d'autre part. D'un point de vue matériel, l'accumulation du capital ne prendrait alors plus seulement ni principalement la forme d'une accumulation de moyens sociaux de production permettant de transformer de manière physique les éléments matériels du procès de valorisation, mais celle d'une accumulation de « moyens sociaux de connexion » permettant de susciter, d'identifier, de mobiliser et d'agencer et de réagencer ces derniers dans une combinaison inédite.

Enfin, les éléments d'analyse qui précèdent permettent de continuer à étayer la proposition centrale de ce chapitre qui consiste à affirmer que le processus de métropolisation constitue l'expression matérielle du prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital. À l'aune de ce qui précède en effet, la métropolisation semble pouvoir se concevoir comme un régime de production capitaliste de l'espace et du temps dans lequel le capital développe une puissance sociale de potentialisation, de flexibilisation, de fluidification et d'accélération de sa propre valorisation qui lui permet de réaliser de manière effective ses fantasmes d'immédiateté, d'illimitation et de liquidité en lui assurant tout à la fois la capacité d'accroître la célérité de son procès de valorisation, la possibilité de disposer en permanence de nouvelles opportunités en termes de valorisation et en lui conférant le pouvoir de se rendre réellement indifférent à son contenu, c'est-à-dire capable d'en changer à moindres frais, à moindres risques et selon des possibilités pratiquement inépuisables.

*

* *

Pour refermer ce point, cette brève analyse des mutations spatiales et fonctionnelles de l'emploi nous aura donc permis d'étayer et d'affiner la définition de la métropole connexionnelle en nous permettant notamment d'approfondir la caractérisation des fonctions matérielles et sociales qui sont les siennes au niveau des formes contemporaines de la division capitaliste du travail et du procès de valorisation du capital (figure 9). Sur la base de cette caractérisation fonctionnelle, nous avons pu continuer à argumenter certaines des propositions concernant le sens du processus de métropolisation au regard du développement historique du capital que nous avons annoncées dans l'introduction et commencées à discuter dans le point précédent. En particulier, cette analyse nous a permis de définir et de caractériser la nature de la puissance

sociale qui nous semble se développer dans le cadre du processus de métropolisation et être au cœur du développement contemporain du capital. Le point suivant va à présent nous permettre de commencer à comprendre comment cette puissance se produit dans le cadre du processus de métropolisation.

3. Les « effets de taille » et la « dimension hyperscalaire » des espaces métropolitains.

La mise en évidence de la concentration métropolitaine des centres de décision des firmes transnationales et des services supérieurs aux entreprises ne suffit pas à rendre compte de la production capitaliste de la puissance sociale de potentialisation, de flexibilisation, de fluidification et d'accélération de la valorisation du capital qui s'effectue au travers de la production de la métropole connexionnelle. Les activités spécialisées dans les fonctions d'intégration et d'intermédiation auxquelles nous venons de nous intéresser ne sont en effet pas, à elles seules, à l'origine de cette puissance, mais ont en fait essentiellement et pour ainsi dire simplement pour rôle de permettre aux franges les plus concentrées du capital d'*activer* cette dernière, c'est-à-dire de saisir les possibilités dont elle est porteuse. La production de cette puissance est en effet largement antérieure à l'activité de ces services supérieurs et trouve en fait son origine, comme nous allons le voir, dans les aspects les plus matériels du processus de métropolisation.

La littérature académique spécialisée dans le domaine de l'économie géographique peut nous aider à d'identifier deux d'entre eux.

Le premier, qui résulte de la tendance contemporaine à la concentration de la population et de l'activité économique à l'intérieur des plus grandes agglomérations urbaines (Davezies, 2015), renvoie à la « taille » de ces dernières ; ou plus précisément, à la « quantité », à la « diversité », à la « spécificité » et à la « sélectivité » des ressources qui y sont concentrées (Halbert, 2009). Les métropoles se caractérisent en effet par le fait que les ressources y sont plus abondantes, plus variées sur le plan sectoriel (dans une métropole comme l'agglomération parisienne par exemple, tous les secteurs de l'économie nationale sont représentés), davantage spécialisées sur le plan fonctionnel (car la taille favorise le développement de la division du travail et donc l'approfondissement de la spécialisation) et davantage qualifiées et sophistiquées que dans les autres espaces (ce sont dans les grandes agglomérations que se concentrent les ressources « rares » et les activités les plus « pointues » ou dites de « niche »).

Quel que soit leur ancrage théorique, les travaux relevant du domaine de l'économie-géographique (Lalanne & Pouyanne, 2011; Bourdeau-Lepage, Gaschet, Lacour, & Puissant, 2011) soulignent tous que cette caractéristique des espaces métropolitains est à l'origine de plusieurs « effets », ou « externalités »²⁴⁸, dont la conjugaison permettrait de rendre compte de la « surproductivité » (Davezies, 2015) de ces derniers, ou de l'« avantage » (Halbert, 2009) qu'ils détiennent par rapport aux autres espaces dans le cadre du fonctionnement contemporain du capitalisme. Réinterprétés à l'aune de notre perspective lefebvrienne, ces travaux peuvent alors nous permettre de mieux comprendre en quoi la concentration métropolitaine des ressources et des activités économiques participe à la production spatiale de la puissance sociale que nous venons d'identifier dans le point précédent.

Tout d'abord donc, la littérature souligne que l'abondance des ressources concentrées dans les métropoles diminue le risque de tension au niveau du taux d'utilisation de ces dernières et permet en conséquence de limiter leurs prix, tout en garantissant leurs disponibilités pour les entreprises qui souhaiteraient les mobiliser. Ensuite, les travaux (notamment ceux d'obédience néoclassique) insistent sur l'amélioration de la qualité des appariements entre l'offre et la demande qui résulte de la quantité et de la diversité des ressources présentes dans les espaces métropolitains. Les métropoles se caractériseraient ainsi par une meilleure allocation des facteurs de production et donc par une plus forte productivité, ce qui là encore permettrait de diminuer les coûts et les prix (ou d'augmenter les profits). Ces avantages, qui relèvent essentiellement d'un accroissement de la compétitivité-prix, sont néanmoins contrebalancés et peuvent même être surpassés par les externalités négatives - au premier rang desquelles figure le renchérissement du foncier et de l'immobilier - suscitées par cette même concentration spatiale des facteurs de production ou des ressources productives.

La littérature souligne ensuite que, dans le cadre de la métropolisation, cette concentration est à l'origine d'effets plus qualitatifs et plus historiquement déterminés, qui ont essentiellement à voir avec la capacité des entreprises localisées dans les espaces métropolitains à accroître leur flexibilité, ainsi que leur capacité à innover – c'est-à-dire à répondre aux exigences contemporaines de la concurrence inter-capitalistes. Ce sont surtout ces arguments qui peuvent intéresser notre propos.

²⁴⁸) Nous retenons la définition proposée par Yann Moulier Boutang : « *Lorsqu'une opération économique, entre deux agents A et B, a des effets sur un troisième agent C sans qu'il y ait transaction monétaire ou convention d'échange entre A et C ou entre B et C, on dit qu'il y a création d'une externalité* » (Moulier Boutang, 2000)

La quantité et la diversité des ressources concentrées dans les métropoles permettraient tout d'abord aux entreprises qui y sont localisées d'accroître leur capacité à recomposer leurs chaînes de valeur en leur donnant d'une part la garantie d'être en mesure de pouvoir accéder facilement aux ressources dont elles pourraient éventuellement avoir besoin (puisque comme nous l'avons indiqué, tous les types de ressources sont présents dans les espaces métropolitains, et en quantités suffisamment importantes pour être disponibles) et en leur permettant d'autre part de réduire les coûts et les difficultés associés à un éventuel désengagement, dans la mesure où une entreprise aura plus de facilité à supprimer un établissement dans une grande agglomération urbaine, où les fournisseurs et les salariés auront une chance de retrouver une occupation correspondant à leur activité ou à leur qualification, que dans un territoire isolé dans lequel l'établissement en question représente directement ou indirectement une part importante de l'emploi local. En ce sens donc, les métropoles favoriseraient la flexibilité organisationnelle et la réversibilité décisionnelle des entreprises qui y sont localisées et amélioreraient de ce fait leur capacité à faire face à face à l'incertitude et aux exigences temporelles caractéristiques du fonctionnement du capitalisme contemporain - en les aidant donc concrètement à se défaire des engagements passés en cas d'évolution défavorable de la conjoncture (ou tout simplement en raison de résultats jugés insatisfaisants au regard des exigences en termes de rentabilité) et à se saisir d'opportunités ou à s'adapter à des contraintes dont la venue est incertaine. Mieux encore, la concentration métropolitaine des ressources (des activités et des agents...) aiderait les entreprises qui y sont localisées à *susciter* des opportunités de valorisation et donc à accroître encore davantage leur capacité à réagencer de manière flexible et innovante leurs chaînes de valeur. Comme le soulignent de nombreux travaux en effet, les nouveaux marchés, notamment ceux liés à la mise en œuvre d'une innovation, tendent de plus en plus à émerger, dans le cadre du capitalisme contemporain, de la « rencontre » (Colletis & Pecqueur, 1993), de « l'hybridation » (Crevoisier & Jeannerat, 2009) ou de « la combinaison » (Moati & Mouhoud, 2005; Le Bas, 2018) de ressources hétérogènes préexistantes. Or, selon une hypothèse répandue au sein de la littérature académique, ces rencontres auraient plus de chance d'advenir dans les agglomérations urbaines, dans la mesure où ces dernières seraient propices à la « sérendipité » : *« L'essence de la ville, comme le soulignent François Ascher et Jacques Lévy, c'est la « sérendipité » : mot amusant et savant pour signaler l'avantage de trouver par hasard des connexions qu'on ne cherche pas, mais qui deviennent importantes, souvent plus utiles que celles qu'on cherchait au départ, une fois qu'on en dispose. Le brassage urbain permet ainsi aux entreprises de reconfigurer des chaînes d'acteurs (par exemple de sous-traitance) très facilement et très rapidement. La ville est une machine privilégiée pour permettre aux grands*

acteurs mondialisés de bénéficier des idées et des contributions productives des petits acteurs locaux, de leur créativité et de leur renouvellement incessant, dopé par l'ambiance métropolitaine » (Veltz, 2010, p. 2). Au total donc, l'agglomération métropolitaine des ressources et activités productives fournirait aux entreprises qui y sont localisées une « assurance flexibilité » ou « réversibilité » (Veltz, 1994)²⁴⁹ qui leur permettrait d'accroître leur capacité à recombinaison de manière flexible et innovante leurs chaînes d'activités, c'est-à-dire à réagencer ces dernières avec fluidité, célérité et en disposant du maximum de choix possible²⁵⁰. Pour Pierre Veltz, cette « assurance flexibilité » constituerait alors l'un des principaux « ressorts de la métropolisation », en lien avec ce qui constitue selon lui les évolutions les plus fondamentales du capitalisme contemporain (à savoir l'évolution des formes de la concurrence). En particulier, dans un contexte économique marqué par une incertitude de plus en plus forte, la souplesse permise par la concentration métropolitaine deviendrait un gage essentiel de la continuité de la production et jouerait en cela, au niveau macroéconomique, un rôle central dans les formes contemporaines de valorisation du capital.

L'avantage offert par la concentration métropolitaine des ressources et des activités économiques en matière de capacité des firmes à innover est également analysé par les tenants des approches néoclassiques en économie-géographique, qui mettent eux aussi l'accent sur le rôle des interactions que favorise cette concentration pour expliquer l'avantage que détiennent les firmes localisées dans les espaces métropolitains en matière d'innovation. Pour reprendre la terminologie employée par ces auteurs (Acs, 2006), la concentration spatiale des ressources et des activités serait en effet à la base d'une « dynamique endogène d'accumulation de capital humain » fondée sur la production « d'externalités dynamiques d'apprentissage » (externalités MAR et externalités de Jacobs)²⁵¹ - et aurait en cela pour effet d'accroître de manière

²⁴⁹) Notons que ce lien entre agglomération spatiale et accroissement de la flexibilité avait déjà été mis en avant, dans la littérature francophone, par Alain Lipietz et Danièle Leborgne (1988) dans leur réflexion prospective sur *l'Après Fordisme et son espace*. Les auteurs prédisaient en effet que le scénario de la sortie de crise du fordisme par l'accroissement de la flexibilité dans les rapports inter-firmes et dans le rapport capital-travail se traduirait par un renforcement de la concentration spatiale de l'activité économique. Outre-Atlantique, Allen Scott et David Harvey ont eux aussi très tôt identifié le lien entre la tendance au renforcement de l'agglomération urbaine des activités économiques et la mise en place d'un nouveau « régime d'accumulation flexible » (Scott A. , 1988; Harvey & Scott, 1988).

²⁵⁰) Pierre Veltz précise par ailleurs que cette dimension d' « assurance réversibilité » inhérente à la localisation métropolitaine vaut également pour les travailleurs, notamment pour les jeunes couples d'actifs diplômés. Il n'y a guère en effet que dans les espaces métropolitains que ces derniers peuvent avoir une chance de faire carrière tous les deux, sans avoir à déménager et sans avoir à demander à l'un des membres de renoncer à ses perspectives professionnelles. Cette dimension d'assurance-flexibilité expliquerait ainsi en partie l'accélération contemporaine de la tendance à la concentration des travailleurs hautement qualifiés dans les plus grandes agglomérations urbaines.

²⁵¹) Les externalités de type MAR (Marshall-Arrow-Romer) désignent les externalités d'apprentissage (ou externalités cognitives) intra-sectorielles tandis que les externalités de type Jacobs désignent les externalités

cumulative le potentiel d'innovation des entreprises qui y sont localisées. Concrètement, en permettant d'augmenter le nombre d'interactions (en favorisant notamment les « rencontres », comme nous venons de le voir) et d'améliorer la circulation des connaissances et des compétences entre les agents, la concentration spatiale de l'activité économique impulserait un processus d'enrichissement et de renouvellement permanent des éléments matériels (ressources et capacités cognitives) dont se nourrissent les processus innovatifs. L'accroissement du potentiel d'innovation des entreprises dans le capitalisme contemporain serait ainsi immanent au processus de métropolisation en tant que production d'un espace de fertilisation endogène des connaissances et des compétences, c'est-à-dire des ressources et des capacités dont dépend la mise en œuvre de l'innovation²⁵².

Ainsi, ces quelques éléments analytiques tirés des travaux spécialisés dans le champ de l'économie géographique conduisent, une fois ressaisis dans l'appareil critique reconstruit dans la première partie de cette thèse, à faire l'hypothèse que la puissance sociale de potentialisation, de flexibilisation, de fluidification et d'accélération de la valorisation du capital identifiée plus haut se développe ou se produit spatialement au travers de la concentration ou de l'agglomération métropolitaine des ressources matérielles de la mise en valeur du capital.

Mais le développement de cette puissance sociale se matérialise également et sans doute de manière plus significative encore à l'époque contemporaine au travers de la « *mise en connexion généralisée* » (Lussault, 2014; Lussault, 2017) des ressources et des activités économiques à toutes les échelles de l'espace permise par le développement considérable des moyens de transport et de communication au cours des dernières décennies. Cette tendance, qui se traduit concrètement par l'intensification, la diversification, l'accélération et l'expansion spatiale des flux en tous genres (Ascher, 1995; Mongin, 2013; Veltz, 2017), permet en effet non seulement d'accélérer le procès de circulation du capital, amont et aval, mais aussi et surtout de démultiplier les possibilités de ce dernier en les faisant tendre vers « *l'illimitation* » (Lussault, 2014; Lussault, 2017), ce qui revient de fait à accroître encore davantage la capacité des plus grandes entreprises à recombinaison de manière flexible et innovante leurs chaînes de valeur :

d'apprentissage intersectorielles (Bourdeau-Lepage, Gaschet, Lacour, & Puissant, 2011). La littérature contemporaine met largement l'accent sur ce second type d'externalités, notamment dans l'analyse des réseaux de clusters urbains (Gaschet & Lacour, 2007).

²⁵²) Notons que cet argument, qui ne fait au fond qu'élargir et reformuler dans un autre langage théorique celui de la sérendipité, permet également (et mieux que ce dernier) de rendre compte de l'effet d'assurance-flexibilité dont nous discutons à l'instant : les ressources produites dans le cadre de ces externalités dynamiques d'apprentissage ou ces externalités cognitives sont en effet autant de possibilités de réagencement supplémentaires. Nous reviendrons de manière plus approfondie sur ces éléments d'analyse, qui renvoient plus à la métropole relationnelle qu'à la métropole connexionnelle, dans le prochain chapitre (VIII).

toutes les ressources existantes tendant de fait à devenir, sinon disponibles, au moins accessibles ; et à interagir les unes et les autres dans un rapport de fertilisation croisée. Ainsi, dans le capitalisme contemporain, la « mise en connexion généralisée » complète et prolonge la concentration ou l'agglomération urbaine des ressources en tant que forme historique de la production spatiale de la puissance sociale sur laquelle s'appuie, selon notre hypothèse, le développement contemporain du capital. Elle la prolonge en outre d'autant plus efficacement que, contrairement à cette dernière, la mise en connexion généralisée des ressources et des activités n'est pas caractérisée par des forces de rappel (externalités négatives) et ne semble ainsi connaître aucune limite ²⁵³ – si ce n'est celle de la quantité et de la diversité des ressources existantes sur terre ; et encore²⁵⁴...

Or, comme le soulignent les géographes (Rutherford, 2004; Aguiléra, Padeiro, & Pradel, 2014), ces réseaux de la circulation du capital ne pas sont hors-sol ou évanescents, mais fortement centralisés par les espaces métropolitains au sein desquels sont concentrées les infrastructures de transports et de communication les plus performantes (en termes de vitesse, de capacité de charge et de destinations desservies) et les plus sélectives (les infrastructures dites « d'envergure internationale »). Comme nous l'avons indiqué dans le chapitre introductif en effet, les métropoles constituent les « nœuds », les « hubs » ou les « points de rencontre » des réseaux à multiples portées qui permettent la mobilisation effective par les entreprises des ressources hétérogènes et multilocalisées, c'est-à-dire des éléments matériels qui rentrent dans le procès de valorisation du capital (Halbert, 2009). Elles concentrent et articulent en effet concrètement : un réseau multimodal de transports urbains d'envergure régionale ; des échangeurs autoroutiers qui les connectent avec le reste du territoire national et au-delà ; des nœuds ferroviaires, qui assurent les liaisons à très grandes vitesses (TGV) entre les principales métropoles à l'échelle nationale et continentale ; un ou plusieurs pôles aéroportuaires d'envergure internationale pour le transport des personnes et pour le fret ; des grandes plateformes logistiques (généralement localisées entre les échangeurs autoroutiers et les pôles

²⁵³) On notera que c'est d'ailleurs précisément dans l'optique de conserver les avantages de la concentration spatiale tout en s'affranchissant de ses inconvénients (renchérissement du foncier et de l'immobilier ; congestion ; pollution...) qu'ont été mise en place les politiques d'aménagement du territoire dites de décentralisation (en fait de déconcentration), à l'image de la politique des « villes nouvelles » en Île-de-France ou de celle des « métropoles d'équilibre » en France (Halbert, 2005a).

²⁵⁴) Depuis quelques années, plusieurs organisations capitalistes et étatiques envisagent en effet sérieusement la possibilité d'exploiter les ressources minières de la Lune et de Mars, annonçant ainsi un éventuel élargissement des possibilités de la circulation du capital à l'échelle interplanétaire : « *Au début des années 2010, la perspective d'une exploitation des ressources spatiales prend corps aux États-Unis, entre la création de sociétés privées, par exemple Planetary Ressources [rajoutons Blue Origine et Space X], et la diffusion de rapports de think tank sur la propriété privée dans l'espace* » (Mariez, 2020).

aéroportuaires) ; un port en eaux profondes (dits « Panamax ») pour un certain nombre d'entre elles ; ainsi que des infrastructures (réseaux de câbles THD ; fermes de serveurs ; antennes 5G) et des équipements numériques (accès individuels à l'internet) qui permettent virtuellement une connexion en instantanée avec l'ensemble des réalités du monde. Tous les types de ressources, c'est-à-dire l'ensemble des valeurs d'usage pouvant être incorporées dans un procès de valorisation, sont ainsi concernées par le potentiel d'identification, d'accès et de mobilisation offert par la connexité et la connectivité des espaces métropolitains : des marchandises à faible valeur ajoutée circulant en très grandes quantités par porte-conteneurs jusqu'aux pièces high-tech ou aux mangues arrivant par avions ; du prêt avancé par la petite banque régionale jusqu'aux capitaux engagés par des fonds de pensions États-Uniens ; de la femme de ménage d'Aubervilliers jusqu'au businessman Londonien en passant par l'ingénieur Grenoblois (ou pourquoi pas Tokyoïte ou Bangalorean !) ; de l'information sur les cours des devises étrangères jusqu'à celles portant sur les habitudes de mobilité ou de consommation de la population locale, etc. *Toutes les richesses du monde potentiellement accessibles ici et maintenant*, c'est bien là le principal résultat matériel de ce nouveau régime de production de l'espace et du temps que constitue la métropolisation.

Ainsi, la puissance sociale de potentialisation, de flexibilisation, de fluidification et d'accélération de la valorisation du capital qui sous-tend selon notre hypothèse le développement contemporain de ce dernier se matérialise concrètement, non seulement donc au travers de la gigantesque accumulation de ressources diversifiées concentrées dans les espaces métropolitains, mais également et sans doute plus encore au travers du statut de « hub » de ces derniers (Veltz, 1996) : de leur « dimension hyperscalaire » (Halbert, 2009), ou de la « cospatialité » et de l'« hyperspatialité » qui les caractérisent (Lussault, 2014)²⁵⁵, c'est-à-dire de leur « connexité » et de leur « connectivité » sans pareils au reste du monde. Aussi, c'est donc en dernière analyse le *potentiel d'accès illimité et instantané* offert par l'infrastructure matérielle de la métropole - par les connexions potentielles et réversibles internes et externes qu'elle met à disposition des capitalistes en tant que condensateur et commutateur des valeurs d'usage - qui constitue la réalité matérielle de la puissance sociale que le capital produit et s'approprie à l'époque contemporaine pour assurer sa survie et son développement. Plus rigoureusement, ce potentiel d'accès instantané et illimité qui se développe au travers de la

²⁵⁵) Michel Lussault définit l'hyperspatialité comme le type historique de spatialité qui découle de la « systématisation de la possibilité de connexion » permise par le développement des moyens de communication (Lussault, 2014). La cospatialité, quant à elle, se rapporte à la connexité croissante des espaces permise par l'accroissement des mobilités et le développement des moyens de transport.

production de la métropole connexionnelle et de son réseau hyperscalaire de connexions potentielles et réversibles constitue la puissance matérielle que le capital produit et s'approprié sous la forme d'une puissance sociale de potentialisation, de flexibilisation, de fluidification et d'accélération de sa propre valorisation dans le cadre de son régime métropolitain de production de l'espace et du temps.

Une précision s'avère alors ici nécessaire pour éviter que ces affirmations ne génèrent des confusions par rapport à nos développements antérieurs. Il convient en effet de bien insister sur le fait que cette réalité matérielle (celle du réseau hyperscalaire de connexions potentielles et réversibles de la métropole connexionnelle ; de son double statut de condensateur et de commutateur des valeurs d'usage ; du potentiel d'accès illimité et instantané qu'elle objective) constitue la condition et le support de l'activité des services supérieurs aux entreprises analysée dans le point précédent, qui sans elle serait tout à fait inenvisageable. C'est en effet la quantité et la diversité des ressources rendues potentiellement accessibles par leur concentration et leur mise en connexion qui donne sa raison d'être aux activités spécialisées dans la fonction d'intermédiation entre les entreprises et les marchés : ces dernières ayant en effet fondamentalement pour rôle de permettre aux capitaux de bénéficier de la surabondance de possibilités qui résulte de ce potentiel d'accès illimité et instantané. De même, les activités relevant de la fonction d'intégration de la circulation n'auraient pas de sens en dehors du déploiement en réseau des chaînes de valeur permis par la dimension hyperscalaire des métropoles et ne pourraient effectuer leur rôle de synchronisation des activités multilocalisées en l'absence des moyens de communication qui permettent une circulation instantanée des informations – en l'occurrence, des ordres émis par le commandement. En somme donc, les services supérieurs aux entreprises ont essentiellement pour rôle d'activer, au profit des fractions les plus concentrées du capital, une puissance sociale qui trouve son origine, en dernière analyse, dans ces deux transformations spatiales ou ces deux formes historiques de la production capitaliste de l'espace que sont la concentration et la mise en connexion des éléments matériels du procès de valorisation du capital.

Encadré 13. Métropolisation et accroissement de la flexibilité du capital. Des conditions spatiales aux conditions affectives.

La mise en avant des arguments qui précèdent, tirés de travaux spécialisés dans le domaine de l'économie-géographique, ne suffit pas à rendre compte de la fonction « d'assurance-flexibilité » assurée par les espaces métropolitains ; et donc plus généralement de la puissance de potentialisation et de flexibilisation de la valorisation du capital qu'ils matérialisent. Au-delà

des conditions spatiales de possibilité de la flexibilité du capital, et inséparablement de ces dernières, la métropolisation réalise en effet également les conditions affectives de cette dernière. Deux d'entre elles en particulier doivent être mises en avant.

La première renvoie à la précarité d'une frange importante des travailleurs au sein des espaces métropolitains (Clerval, 2016; Sassen, 1991) - dans leurs proches périphéries notamment (les marges nord et est du Grand Paris par exemple), mais aussi dans des enclaves internes à l'hypercentre en voie de « ghettoïsation » (Mucchielli, 2007)²⁵⁶ croissante (cas de la Goutte d'Or à Paris par exemple). Rappelons en effet que si Paris est de loin la ville française qui concentre les plus hauts revenus, c'est aussi celle où le nombre de pauvres est le plus important à l'échelle nationale. Quant aux communes périphériques que nous venons d'évoquer, ce sont celles dont le taux de pauvreté est le plus important à l'échelle nationale (Centre d'observation de la société, 2017). Cette réalité, qui s'explique à la fois par les mesures néolibérales de dérèglementation de l'emploi, par la multiplication de « zones grises » (Dieuaide, 2017) du marché de l'emploi, par la vulnérabilité symbolique de la population concernée (dans laquelle les populations issues de l'immigration sont surreprésentées), ainsi que par la poursuite du déclin des emplois de production concrète amorcé dès la fin des années 1960 (en Île-de-France), cette réalité donc, cette précarité des conditions de subsistance d'une partie de la population, redevient aujourd'hui l'un des principaux ressorts affectifs de la flexibilisation croissante du rapport salarial : la peur quotidienne des travailleurs pour leur survie les conduisant de fait à accepter plus docilement les exigences du capital (Lordon, 2010).

La deuxième condition affective de la flexibilisation du rapport salarial qui se réalise au travers de la production de l'espace métropolitain renvoie à la « culture entrepreneuriale » qui prospère au sein de ces derniers. Comme l'ont souligné des auteurs comme Pierre Dardot et Christian Laval dans *La nouvelle raison du monde* (2010), ou Frédéric Lordon dans *Capitalisme, désir et servitude* (2010), ou encore Eve Chiapello et Luc Boltanski dans *Le nouvel esprit du capitalisme* (1999), la diffusion de cette culture individualiste, de son culte de la mobilité et de l'adaptabilité, constitue l'une des principales conditions des nouvelles formes d'enrôlement des travailleurs, qui se doivent de conjuguer deux impératifs contradictoires : un engagement ponctuel, réversible, prenant place dans un contexte temporel incertain d'une part ; et (malgré tout) une forte implication subjective dans l'exercice de leur activité d'autre part. Or, comme

²⁵⁶) L'usage de cette notion de ghettoïsation dans le cas français est contesté par certains auteurs (Wacquant, 2006) qui soulignent la différence des formes de ségrégation socio-spatiale observées en France par rapport à celles qui prévalent aux États-Unis - pour lesquelles cette notion a initialement été forgée.

nous le verrons dans le chapitre IX de cette thèse, il nous semble possible d'avancer que cette nouvelle « culture » (ou cette forme historique de la conscience privée ou de la subjectivité) et les dispositions affectives qui la caractérisent sont elles-mêmes spatialement produites dans le cadre du processus de métropolisation. Nous proposerons en effet notamment d'analyser en quoi les dimensions spatiales et temporelles de l'expérience qui caractérisent la vie quotidienne métropolitaine, et plus généralement la négation de l'habiter qui y est à l'œuvre, contribuent à la production de cette culture, de cette forme historique de la subjectivité humaine, et du régime passionnel qui lui correspond.

Ainsi, les propositions théoriques que nous défendons dans ces pages continueront à être renforcées par des arguments que nous avancerons progressivement dans la suite de cette thèse.

« *L'urbain métropolisé est marqué par l'illimitation* », affirme Michel Lussault en analysant les effets de la « cospatialité mobilière » et de « l'hyperspatialité communicationnelle » qui caractérisent selon lui la métropolisation.

Nous le voyons, cette proposition peut et doit être ressaisie par la pensée marxiste : à la fois pour alimenter cette pensée, en lui donnant du matériel empirique à partir duquel elle pourra se livrer à l'analyse critique du capitalisme contemporain ; et, simultanément, pour donner plus de sens à cette proposition, c'est-à-dire pour révéler l'une des raisons ou des significations historiques de cette tendance à l'illimitation que tendent à éluder les géographes : à savoir son rapport avec le prolongement contemporain du développement historique du capital²⁵⁷. De fait, c'est bien à notre sens la réalisation du fantasme d'« illimitation » du capital - de cette détermination abstraite du capital qui découle de son caractère autoréférentiel de valeur en procès (de valeur qui se valorise pour elle-même) - qui est à l'œuvre et qu'il convient de discerner à l'intérieur du processus de métropolisation et de la tendance à l'illimitation qui le caractérise : ce dernier donnant en effet comme on l'a vu réellement ou concrètement au premier le pouvoir de se valoriser selon des possibilités inépuisables et en constant renouvellement - grâce donc à la concentration et la mise en connexion métropolitaines des richesses, qui

²⁵⁷) Par cette formule (« l'urbain métropolisé est marqué par l'illimitation »), Michel Lussault désigne deux réalités. La première renvoie à la remise en cause de la distinction entre la ville et la campagne, entre le rural et l'urbain, au profit d'un « urbain généralisé ». Elle concerne donc ce que les géographes appellent les rapports spatiaux. La deuxième réalité concerne les individus et l'évolution de leur rapport au monde sous l'effet de la « généralisation de la possibilité de connexion ». Pour notre part, comme nous le mettons en avant dans le paragraphe ci-dessus, il nous semble que cette tendance à l'illimitation inhérente au processus de métropolisation concerne également les transformations contemporaines des formes de valorisation du capital : une perspective analytique qui est systématiquement et totalement éludée par les géographes, y compris par ceux qui revendiquent une approche critique.

permettent d'ouvrir et de nourrir ces possibilités (en induisant la production d'un « potentiel d'accès »), mais aussi grâce à la présence des services spécialisés dans les fonctions d'intégration et d'intermédiation, qui permettent aux fractions les plus concentrées du capital d'identifier et de saisir ces possibilités (de les « activer ») depuis les centres métropolitains. Mais il y a plus. C'est en effet aussi la réalisation des fantasmes d'« immédiateté » et de « liquidité » du capital, eux aussi en lien avec son caractère autoréférentiel, qui se joue au travers du processus de métropolisation : en plus d'être inépuisables et en constant renouvellement ou élargissement, les opportunités de mise en valeur du capital sont comme on l'a vu activables de manière instantanée (du fait des prodigieuses performances des moyens de transports et de communication qui relient les métropoles au reste du monde) et réversibles (du fait notamment de l'important vivier de travailleurs et de sous-traitants auquel elles permettent d'accéder). Le capital tend ainsi à se réaliser, conformément à son concept, en tant que pure forme indifférente à son contenu, capable de modifier et de recombinaison ce dernier à l'infini, de manière quasi-immédiate et, comme nous l'avons vu avec Pierre Veltz, de manière presque indolore : le capital n'ayant de fait aucune responsabilité à assumer ; tout étant en effet produit, avec le néolibéralisme sur le plan institutionnel et la métropolisation sur le plan matériel, de telle sorte que - cruelle ironie de l'histoire post-fordiste - le capital n'ait plus qu'à « jouir sans entraves » des potentialités infinies qui s'offrent à lui.

*

* *

Pour conclure sur ce point en tentant de faire le bilan provisoire de notre exposé, ce troisième prisme d'analyse de la métropole connexionnelle nous aura avant tout permis de répondre à la question laissée en suspens dans les deux points précédents, en nous permettant d'identifier deux des principales transformations spatiales au travers desquelles se développe la puissance sociale de potentialisation, de flexibilisation, de fluidification et d'accélération de la valorisation du capital : la « concentration » et la « mise en connexion » des éléments matériels du procès de valorisation du capital. Ce qui nous a permis de progresser dans notre tentative de caractérisation du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.

Pour résumer, nous avons à ce stade caractérisé les éléments suivants :

1) La nature de la puissance sociale qui se développe dans le cadre du processus de métropolisation, que nous avons donc qualifiée de puissance de potentialisation, de flexibilisation, de fluidification et d'accélération de la valorisation du capital.

2) Les transformations spatiales au travers desquelles se produit cette puissance sociale : à savoir la « concentration » et la « mise en connexion » des valeurs d'usage. Et donc les aspects matériels de la métropole connexionnelle dans lesquels cette puissance se trouve réifiée : dans sa réalité de « condensateur-commutateur » des valeurs d'usage, ou plus rigoureusement dans son statut de « centre de commandement et de pilotage d'un réseau hyperscalaire de connexions potentielles et réversibles » offrant un « potentiel d'accès illimité et instantané » à l'ensemble de valeurs d'usage existantes sur la planète.

3) Les modalités d'activation par les fractions les plus centralisées du capital de cette puissance sociale en développement : qui passent donc notamment par le recours de ces dernières aux « services supérieurs aux entreprises » spécialisés dans les fonctions d'intégration et d'intermédiation qui se concentrent dans les espaces métropolitains.

4) Les résultats de l'appropriation par le capital de cette puissance sociale métropolitaine : l'institutionnalisation de nouvelles formes de la concurrence ; le renforcement de l'hégémonie du capital ; la mise en place de nouvelles formes de valorisation et d'accumulation du capital ; la transformation des exigences temporelles de ce dernier ; la concrétisation croissante de ses abstractions (des fantasmes que détermine son essence de valeur en procès) ; et donc le prolongement contemporain de son processus d'autonomisation (du processus au travers duquel il se réalise sous sa forme pure et achevée de valeur en procès).

Ce résumé appelle aussitôt deux remarques.

Tout d'abord, il convient de préciser qu'il est sans doute trop schématique de cantonner l'activité des travailleurs spécialisés dans les fonctions d'intégration et d'intermédiation à la seule activation de la puissance sociale métropolitaine par les capitaux privés. Si ces emplois permettent effectivement une telle activation, et si la réalité matérielle décrite dans ce point est effectivement première par rapport à leur activité (dans le sens où celle-ci conditionne celle-là), il n'en demeure pas moins que leur activité contribue à la production et à la reproduction de cette même puissance sociale. Ce sont bien les travailleurs de ces fonctions en effet qui, au travers de la mise en œuvre de leurs connaissances et du traitement de l'information dont ils disposent, c'est-à-dire de leur pratique productrice, sont à l'origine du potentiel d'identification, de mobilisation et d'intégration des éléments matériels du procès de valorisation dont peuvent jouir les fractions les plus centralisées du capital – même si celui-ci ne serait rien sans le potentiel d'accès instantané et illimité que nous venons d'analyser. Plus encore, en faisant interagir les ressources, ces activités d'intégration et d'intermédiation contribuent également au

mécanisme d'enrichissement endogène des ressources que nous avons commencé à décrire ci-dessus (cf aussi VIII). Ainsi, sur le plan théorique, ces activités doivent selon nous être considérées comme relevant à la fois de la production (capitaliste) et de l'activation (par les capitaux) de la puissance sociale qui se développe au travers de la production la métropole connexionnelle (au travers de la concentration et de la mise en connexion des valeurs d'usage).

En guise de transition, il convient ensuite de souligner que la caractérisation du régime métropolitain de production de l'espace et du temps que nous venons de résumer ci-dessus n'est qu'une première ébauche ; si bien que nous devons encore l'approfondir et la compléter pour parvenir à une représentation plus satisfaisante de ce nouveau régime. En effet, chacun des éléments de caractérisation que nous venons d'exposer demande à être davantage développé. De plus, certains d'entre eux manquent encore à l'appel. En particulier, il nous reste à analyser les *raisons* du régime métropolitain de production de l'espace et du temps, c'est-à-dire à identifier les contradictions des formes antérieures de production capitaliste de l'espace et du temps qui ont déterminé son émergence. Aussi, il nous faut encore préciser ce que l'on pourrait appeler la *forme* de ce régime (ou du processus d'abstraction qui y est à l'œuvre), c'est-à-dire la manière dont, au sein de ce dernier, le capital transforme le mode matériel d'existence de la pratique sociale de manière à la mettre en adéquation avec les exigences temporelles de son mouvement de valeur en procès. Cette question n'a été en effet qu'indirectement abordée jusqu'à maintenant. Il convient donc à présent de l'aborder plus frontalement. C'est précisément l'objectif du prochain point.

4. La réduction métropolitaine de la relation à la connexion, ou la forme contemporaine du processus d'abstraction capitaliste.

Plus court et plus théorique que les précédents, ce point peut s'envisager comme un point d'étape. Son but est de faire émerger des analyses qui précèdent la proposition centrale de cette deuxième partie, qui structurera toute la suite de notre exposé.

Alors, reprenons de manière synthétique le parcours accompli jusqu'ici de manière à bien identifier la question qui nous intéresse et à préciser la place qu'elle occupe au sein d'une démarche de caractérisation d'un régime de production capitaliste de l'espace et du temps. Dans ce qui précède, nous avons montré qu'au travers de la production de la métropole connexionnelle, c'est-à-dire de la production de ces centres interconnectés de commandement et de pilotage d'un réseau hyperscalaire de connexions potentielles et réversibles, le capital produit une puissance sociale qui lui permet d'élargir les possibilités ainsi que d'accroître la

célérité, la fluidité et la flexibilité de son procès de valorisation et, de ce fait, de réaliser les fantasmes d'illimitation, d'éternité, d'immédiateté et de liquidité que détermine son essence de valeur en procès. Nous avons ainsi analysé ce qu'on pourrait appeler les résultats, du point de vue du capital, du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps, c'est-à-dire les résultats de l'appropriation capitaliste de la pratique sociale, ou du processus d'abstraction capitaliste, qui s'effectue dans le cadre de ce régime. De même, mais cette question est finalement secondaire, nous avons eu l'occasion de préciser les modalités qu'utilisent les fractions les plus concentrées du capital pour activer cette puissance sociale métropolitaine, c'est-à-dire pour la mettre au service de la valorisation de leurs capitaux. Nous avons ainsi analysé les modalités d'activation par les capitaux individuels de la puissance sociale métropolitaine. En revanche, nous n'avons pas explicitement indiqué les modalités selon lesquelles le capital (à savoir non pas les capitaux individuels mais le capital dans sa totalité) transforme la réalité matérielle de la pratique sociale de manière à la rendre adéquate à son mouvement de valeur en procès : de manière, autrement dit, à en faire le support matériel de cette puissance sociale qui, dans le cadre du régime métropolitain de production de l'espace et du temps, lui permet de satisfaire les exigences temporelles abstraites de son procès de valorisation et, ainsi, de réaliser ou de préserver les fantasmes qui l'animent en tant que valeur en procès. De même, si nous avons vu dans ce qui précède qu'en produisant la métropole connexionnelle, le capital produit un potentiel d'accès illimité et instantané à toutes les richesses du monde, qui constitue le support matériel de la puissance sociale qui lui permet de se réaliser sous forme pure et achevée de valeur en procès, nous n'avons en revanche pas précisé quelle est la réalité humaine que le capital transforme et s'approprie en produisant la métropole connexionnelle.

Voilà donc les deux questions que nous avons à traiter : celles du contenu et de la forme du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps ; ou celles, ce qui revient au même, de l'objet et des modalités du processus d'abstraction qui se prolonge à travers lui. Alors, répondons-y dans l'ordre ; et voyons ensuite comment ces réponses s'articulent avec ce que nous savons déjà du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps et, surtout, avec ce que nous serons amenés à découvrir à son sujet dans la suite de notre exposé.

La réalité humaine que s'approprie le capital au travers de la production de la métropole connexionnelle, tout d'abord, ce sont fondamentalement, selon nous, les « liens humains », soit, en toute généralité, ce qui relie les êtres entre eux et avec les choses. Théoriquement parlant en effet, « avant » de s'approprier la puissance sociale métropolitaine de potentialisation, de

flexibilisation, de fluidification et d'accélération de sa propre valorisation, le capital s'approprie une puissance matérielle, la « puissance matérielle des liens », qu'il transforme précisément, au travers de la production de la métropole connexionnelle, de manière à la rendre conforme aux nécessités de son mouvement de valeur en procès, c'est-à-dire de manière à en faire le support matériel de cette puissance sociale de potentialisation, de flexibilisation, de fluidification et d'accélération de sa propre valorisation - et, ainsi, parvenir à concrétiser, au travers de cette puissance matérielle transformée (appropriée), les déterminations abstraites inhérentes à son essence de valeur en procès.

Mais comment s'effectue cette appropriation capitaliste de la « puissance matérielle des liens » ? Quelles transformations matérielles, spatiales et temporelles, le capital fait-il subir aux liens humains pour conformer ces derniers aux nécessités de son mouvement de valeur en procès, c'est-à-dire pour en faire le support matériel au travers duquel se concrétisent ses déterminations abstraites ? La réponse peut selon nous se formuler ainsi : il transforme les propriétés spatiales et temporelles des liens humains pour leur donner la forme déterminée de la connexion ; et réduit, ce faisant, les relations humaines à de simples connexions humaines.

Nous avançons donc ici l'hypothèse suivante : *dans le cadre du régime métropolitain de production de l'espace et du temps, le processus d'abstraction au travers duquel s'effectue la reproduction des rapports de production capitalistes, c'est-à-dire le prolongement du double processus d'autonomisation du capital et d'aliénation des hommes et des femmes, a pour contenu ou pour objet les « liens humains » et pour forme ou comme modalité la « mise en forme connexionnelle » de ces derniers* – et donc pour principal enjeu ce que nous proposons d'appeler la « réduction de la relation à la connexion ».

Comme nous le soulignons plus haut, cette proposition sera au cœur de la suite de cette seconde partie. Tout l'enjeu des développements à venir consistera en effet à tenter de rendre compte des résultats du régime métropolitain de production de l'espace et du temps, c'est-à-dire d'expliquer comment se reproduisent les rapports de production capitalistes dans le cadre de ce régime, à partir de cette proposition concernant sa forme et son contenu. Dans cette perspective, nous nous attacherons alors à démontrer que, si la connexion constitue un type de liens qui, en vertu de ses propriétés matérielles, à savoir notamment (1) de son abondance quantitative, (2) de son instantanéité et de son ubiquité et (3) de sa réversibilité et de sa redéployabilité, est parfaitement adaptée ou appropriée à la reproduction du capital, c'est-à-dire à son mouvement de valeur en procès, elle est en revanche inappropriée ou inadéquate à la réalisation des hommes

et des femmes, c'est-à-dire à réalisation de leur devenir existentiel, en tant qu'individus, et de leur devenir historique, en tant qu'espèce – lesquels ne peuvent en effet être médiatisés que par des relations (aux choses, aux autres, au Monde), et non pas par des connexions. Autrement dit, la thèse que nous défendrons consiste à affirmer que, dans le régime métropolitain de production de l'espace et du temps, la reproduction des rapports de production capitalistes s'effectue au travers d'un processus de réduction de la relation à la connexion, ou de mise en forme connexionnelle des liens humains (qui se traduit très concrètement – et pour le dire sommairement - par la prolifération et la liquéfaction de ces derniers), au travers duquel ces derniers, de moyens du devenir existentiel et historique des hommes et des femmes, sont réduits à n'être plus que des moyens de la reproduction du capital, c'est-à-dire des moyens de la satisfaction des exigences temporelles abstraites du son procès de valorisation et de la réalisation de ses fantasmes d'éternité, d'illimitation, d'immédiateté et de liquidité qui l'animent du fait de sa nature autoréférentielle de valeur en procès.

Si ce n'est que dans le dernier chapitre que nous serons pleinement en mesure de montrer en quoi le processus de réduction de la relation à la connexion qui s'opère dans le cadre du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps a pour effet d'approfondir et de transformer l'aliénation capitaliste des hommes et des femmes, il nous est en revanche dès maintenant possible, pour défendre l'hypothèse énoncée ci-dessus, de souligner en quoi cette réduction assure l'autre dimension de la reproduction des rapports de production capitalistes, à savoir le prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital. En mettant en rapport les propriétés matérielles de la connexion avec les déterminations abstraites qui définissent le capital en tant que valeur en procès, il est facile en effet de comprendre que la production de la puissance de potentialisation de flexibilisation de fluidification et d'accélération du capital dont nous soulignons plus haut le rôle dans la préservation contemporaine des fantasmes du capital n'est en fait rien d'autre, théoriquement parlant, que le produit de la mise en forme connexionnelle des liens humains (de cette forme historiquement déterminée du processus d'abstraction capitaliste) qui s'opère dans le cadre du régime métropolitain de production de l'espace et du temps. Ainsi, comme le résume la figure ci-après, (1) la prolifération quantitative des liens qui s'effectue au travers de la production de la métropole connexionnelle permet d'élargir les possibilités de la valorisation du capital - et contribue ce faisant à la réalisation ou à la préservation de son fantasme d'illimitation ; (2) la tendance à l'ubiquité et à l'instantanéité des liens permet quant à elle d'accroître la célérité de la valorisation du capital - et permet ainsi à ce dernier de réaliser ou de préserver son fantasme

d'immédiateté ; (3) la réversibilité et la redéployabilité croissantes des liens, enfin, permettent pour leur part d'accroître la flexibilité et la fluidité de la valorisation du capital - et contribuent en ce sens à la réalisation ou à la préservation de son fantasme de liquidité.

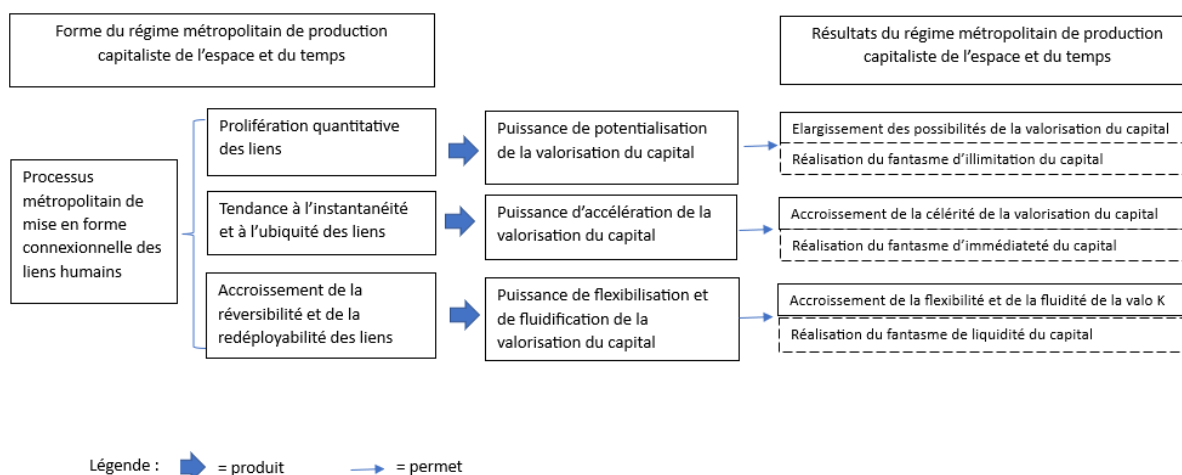


Figure 10. La mise en forme connexionnelle des liens humains comme production matérielle de la puissance sociale productive qui assure le prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital dans le cadre du régime métropolitain de production de l'espace et du temps.

*

* *

Il ne s'agit là, bien entendu, que d'une formalisation très sommaire des rapports entre la forme et les résultats du régime métropolitain de production de l'espace et du temps, c'est-à-dire de la manière dont la nouvelle modalité d'appropriation capitaliste de la pratique sociale participe au prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital. La démarche utilisée ici en effet, qui consiste à mettre en correspondance, point par point, les propriétés matérielles de la connexion avec les caractéristiques contemporaines de la valorisation du capital et les formes sous lesquelles se prolonge son processus d'autonomisation, n'est pas dénuée de limites et d'inconvénients : les différentes propriétés matérielles de la connexion, de même que les différentes caractéristiques des formes contemporaines de valorisation du capital (et du prolongement de son processus d'autonomisation), ne sont en réalité pas indépendantes les unes des autres, mais s'impliquent et se supposent réciproquement. Plus généralement, les propositions avancées ci-dessus souffrent de leur caractère purement théorique, qui n'aide pas à se figurer la réalité du processus de mise en forme connexionnelle des liens humains et qui ne permet pas, en conséquence, d'envisager ce dernier dans toute sa portée (voir encadré ci-après pour de premières indications). D'autres développements seront ainsi nécessaires pour donner

plus de consistance empirique et d'ampleur théorique à ces propositions. Ce sera notamment le rôle des analyses que nous proposerons dans la prochaine section de ce chapitre.

Avant cela, nous proposons dans le prochain point de poursuivre l'analyse de la production de la métropole connexionnelle sous l'angle des transformations de la division capitaliste du travail (qui est celui de cette section) au travers d'une réflexion sur les transformations des rapports centre-périphéries que recouvrent ces mêmes transformations. Ces réflexions vont notamment nous permettre de développer certaines des implications de la mise en forme connexionnelle des liens humains, en tant forme contemporaine du processus d'abstraction capitaliste, en ce qui concerne notamment les transformations des fondements, de la nature et des modalités d'exercice du pouvoir capitaliste qui s'effectuent dans le cadre du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.

Encadré 14. Véhicules et expressions matérielles de la mise en forme connexionnelle des liens humains.

Pour clarifier nos propositions, il convient de préciser que la mise en forme connexionnelle des liens humains, qui constitue l'opération théorique au travers de laquelle s'effectue le processus d'abstraction capitaliste dans le cadre du nouveau régime de production capitaliste de l'espace et du temps, n'est elle-même que le produit des tendances matérielles que nous analysons dans cette section comme autant de marqueurs de la production de la métropole connexionnelle : concrètement donc, cette mise en forme connexionnelle des liens humains (leur prolifération quantitative et leur liquéfaction qualitative) s'effectue au travers des deux transformations spatiales que sont la concentration urbaine et la mise en réseau des activités et des richesses économiques (nous y reviendrons) ; et c'est en tant qu'elles sont les vectrices de cette mise en forme connexionnelle des liens humains (ou de ce processus de « réduction de la relation à la connexion ») que ces opérations sont les vectrices de la production du « potentiel d'accès instantané et illimité » qu'offre la métropole connexionnelle et, partant, de la puissance sociale de potentialisation, de flexibilisation, de fluidification et d'accélération de la valorisation du capital sur laquelle repose le développement contemporain du capital – ou plus précisément le prolongement contemporain de son processus d'autonomisation.

De même, toujours dans l'optique de clarifier notre propos, il faut préciser que l'opération théorique que constitue la mise en forme connexionnelle des liens humains s'exprime ou se matérialise très concrètement, dans la réalité, au travers de différents phénomènes bien documentés par les travaux de l'économie politique hétérodoxe et de la sociologie critique. Parmi eux, le recours croissant à la sous-traitance, la complexification et la flexibilisation

croissantes des chaînes de valeur, la précarisation des formes de l'emploi salarié, ou encore la généralisation de l'organisation par projets dans les entreprises, tous ces phénomènes dont nous avons déjà eu l'occasion de discuter en analysant les transformations de la division capitaliste du travail qui sous-tendent et qu'expriment la production de la métropole connexionnelle, sont sans aucun doute parmi les plus expressifs de cette nouvelle modalité d'appropriation capitaliste de la pratique sociale qu'est la mise en forme connexionnelle des liens humains. Cependant comme nous le verrons dans la prochaine section, la mise en forme connexionnelle des liens humains qui s'effectuent dans le cadre de la production de la métropole connexionnelle ne concerne pas seulement les liens engagés dans les activités de la sphère productive, mais l'ensemble des liens humains qui forment la pratique sociale dans sa totalité et en tant que totalité. Ainsi, nous verrons que la réduction de la relation à la connexion, c'est-à-dire la forme contemporaine du processus d'abstraction capitaliste, est à l'œuvre dans les phénomènes les plus caractéristiques des transformations de la vie quotidienne qui accompagnent la production de la métropole connexionnelle (telle que son « accélération » (Rosa) ou sa « disruption permanente et généralisée » (Baschet)) et concernent en fait toutes les dimensions de l'existence. C'est donc, pour reprendre l'expression proposée par Luc Boltanski et Eve Chiapello (1999), la production d'un « monde connexionniste », dans lequel l'ensemble des liens humains tendent à prendre la forme de la connexion, qu'il s'agira de donner à voir, et d'analyser, dans la suite de cette section.

Ces analyses, qui nous amèneront ainsi à préciser le mode opératoire du processus contemporain d'abstraction capitaliste, ou la réalité de la mise en forme connexionnelle des liens humains (la manière dont elle s'impose à la pratique et la façon dont elle s'exprime en elle, dans ses remaniements) nous permettront alors d'approfondir notre caractérisation du régime métropolitain de production de l'espace et du temps, en nous donnant notamment les moyens d'enrichir notre analyse du contenu et des résultats de ce régime – et donc de la reproduction contemporaine des rapports de production capitalistes. En particulier, et de manière tout à fait convergente, sur le plan analytique, avec les travaux de Luc Boltanski et d'Eve Chiappello auxquels nous venons de faire référence, nous montrerons que l'extension de la forme connexionnelle des liens humains à l'ensemble de la vie quotidienne constitue le vecteur de ce que ces mêmes auteurs appellent le tournant « biopolitique » du capitalisme, au travers duquel le capital s'empare de la production de la vie elle-même. Nous verrons ainsi qu'en s'appropriant les liens humains, le capital s'approprie en fait tout l'humain.

5. La métropole connexionnelle et ses (proches) périphéries.

Une autre manière de s'interroger sur les implications de la production de la métropole connexionnelle au regard des transformations contemporaines du capitalisme peut consister à analyser les transformations des rapports centre-périphéries qui l'accompagnent aux échelles régionales et nationales. Dans ce point, nous proposons ainsi de montrer en quoi les rapports qui unissent la métropole connexionnelle à ses proches périphéries nous semblent révélateurs des nouvelles formes de pouvoir caractéristiques du monde connexionniste qui se produit au travers du régime métropolitain de production de l'espace et du temps et, plus généralement, des formes au travers desquels s'accomplit le développement historique du capital dans le cadre de ce régime – c'est-à-dire des formes sous lesquelles se concrétisent ses abstractions dans ce monde connexionniste.

5.1. Les transformations contemporaines des rapports centre-périphéries.

La question des transformations des rapports centre-périphéries inhérentes au processus de métropolisation fait l'objet d'importants débats dans la littérature académique. Trois grandes lectures coexistent en effet à ce sujet. Nous commencerons ici par les restituer brièvement avant de procéder à l'analyse (marxiste) des réalités qu'elles nous donnent à voir.

Une première lecture des transformations contemporaines des rapports centre-périphéries défend l'idée selon laquelle le processus de métropolisation se caractériserait avant tout, sous ce rapport, par une certaine forme de rupture des plus grandes agglomérations urbaines d'avec leurs proches périphéries. Selon cette lecture - qui est celle qui invite à voir le processus de métropolisation sous la forme de l'émergence d'une « économie d'archipel » (Dollfus, 1994; Veltz, 1996) et à concevoir la métropole comme une « ville d'exception » (Halbert, 2009) - les métropoles, qui sont présentées comme les « grandes gagnantes de la mondialisation », tendraient en effet à se détacher ou à s'autonomiser de leurs hinterlands respectifs pour ne plus s'entretenir activement qu'avec leurs homologues d'une part et avec des espaces périphériques plus lointains d'autre part. Sous l'effet conjugué de l'essor de l'économie de la connaissance et de la mondialisation néolibérale, les métropoles seraient en effet désormais amenées à s'entretenir de manière privilégiée, soit avec les autres métropoles pour ce qui concerne les activités les plus « intensives en connaissance », soit avec les espaces de la planète dans lesquels le coût du travail est le plus faible pour ce qui concerne les activités les plus « intensives en travail » (Mouhoud & Plihon, 2009). Dès lors, les proches périphéries des métropoles tendraient à devenir inutiles au fonctionnement économique de ces dernières – ce qui se traduirait,

notamment, par l'état de décrépitude dans lequel se trouvent bon nombre de ces dernières suite au « dégraissage » ou à la fermeture des usines qui assuraient leur survie économique dans le cadre du « circuit de branche fordiste » (Lipietz, 1977). Plus encore, ces périphéries tendraient aujourd'hui à ne plus constituer qu'un « poids » risquant d'affaiblir les performances des « locomotives de la croissance » que constitueraient les métropoles (Ploux-Chillès, 2014). D'où la nécessité, selon cette lecture qui est aujourd'hui celle qui éclaire la doctrine des politiques publiques en matière d'aménagement du territoire, de ne point trop demander d'efforts à ces dernières en termes de redistribution budgétaire, sous peine de les voir tentées de « faire sécession » (comme cela est le cas, il est vrai, dans certaines formations sociales) - ou tout simplement de grever ce qui, « dans un monde globalisé », serait le seul atout de la croissance des économies occidentales (Davezies, 2015b). Au total, c'est donc une profonde recomposition des rapports centre-périphéries aux échelles régionales et nationales que donne à voir cette première lecture : dans le cadre de la métropolisation, les plus grandes agglomérations cesseraient « d'exploiter et de protéger » leurs territoires périphériques, rompant ainsi avec des régularités plus anciennes encore que le capitalisme (Lefebvre, 2000), pour se jeter seules dans le grain bain de la mondialisation néolibérale.

Une deuxième lecture des transformations contemporaines des rapports centre-périphéries complète et nuance la précédente en mettant en exergue que, si les métropoles sont bien les seules à jouer dans le grand bain de la mondialisation, certaines de leurs proches périphéries sont néanmoins susceptibles de bénéficier des éclaboussures ou du « ruissellement » qu'occasionne ce jeu. C'est la thèse des « systèmes productivo-résidentiels » défendue par Laurent Davezies et Magali Tallandier (2009; 2015). Selon cette thèse, que nous avons déjà eu l'occasion d'évoquer dans un point précédent, les territoires périphériques, dénués de « base productive » (suite au départ des usines), et de ce fait dans l'incapacité de produire des revenus par eux-mêmes, pourraient en effet malgré tout connaître des trajectoires positives en termes de dynamique économique à condition qu'ils soient capables d'attirer des flux de touristes et de retraités venus des métropoles et de capter les flux de revenus correspondants. En permettant à ces territoires de développer leur « base résidentielle » ou « présenteielle », ces flux de revenus privés permettraient alors d'assurer la croissance économique de ces derniers en dépit du tarissement des transferts publics interrégionaux qui, dans cette lecture, est jugé comme étant inévitable compte tenu de l'endettement massif des États dans la plupart des économies occidentales d'une part et de la nécessité, d'autre part, de ne pas entraver par une fiscalité trop élevée les performances des « locomotives métropolitaines » - seules à disposer d'une base

productive et donc à véritablement produire des revenus. Néanmoins, les partisans de cette lecture soulignent que les transferts privés occasionnés par les mobilités des touristes et des retraités venus des métropoles ne suffisent pas à empêcher l'accroissement des inégalités territoriales dans les économies où la réduction des transferts publics interrégionaux a été la plus marquée au cours des dernières décennies, dans la mesure où les territoires n'ont pas tous la même capacité à attirer ces flux de touristes et de retraités : celle-ci dépendant en effet, notamment, de la qualité de leurs « aménités » (climatiques, paysagères, culturelles, etc.) et de leur « accessibilité » (aux métropoles, cela va de soi) ; soit de deux attributs dont les différentes périphéries sont très inégalement pourvues. Ainsi, dans cette lecture, les transformations contemporaines des rapports centre-périphéries se caractériseraient par deux tendances remarquables rompant radicalement avec les logiques qui organisaient ces rapports à l'époque du capitalisme fordiste. Tout d'abord donc, dans le cadre de ces rapports que dessine l'émergence des systèmes productivo-résidentiels, ce serait dorénavant les espaces centraux et non plus les espaces périphériques qui seraient à l'origine de la production de richesses : ces derniers ne seraient ainsi plus dominés et exploités par les centres, mais vivraient au contraire « aux crochets » de ces derniers, c'est-à-dire des retombées induites par la production de richesses dont les métropoles constitueraient (avec les espaces des économies émergentes accueillant les usines des entreprises multinationales) désormais les seuls foyers. Ensuite, on assisterait à une évolution de la logique présidant à la différenciation des périphéries entre elles : alors qu'elles se différenciaient dans le cadre du « circuit de branche fordiste » en fonction du taux d'exploitation en vigueur au sein de chacune d'entre elles (Lipietz, 1977), les périphéries tendraient désormais, dans le cadre du processus de métropolisation et de l'émergence des systèmes productivo-résidentiels, à se différencier, non plus selon un gradient, mais selon une dichotomie opposant celles qui sont insérées dans les réseaux de la circulation des flux de revenus privés qui ont pour origine les métropoles, et celles qui en sont exclues.

La troisième lecture des transformations contemporaines des rapports centre-périphéries - que l'on doit essentiellement à des économistes hétérodoxes (Bouba-Olga & Grossetti, 2018; Halbert, 2009; Veltz, 2012b) et à des géographes proches de la tradition institutionnaliste en sciences sociales (Gilli, 2015; Shearmur, 2016) - s'écarte largement des deux précédentes. Elle rejette en effet autant l'idée selon laquelle les périphéries tendraient à devenir improductives et à ne plus vivre qu'aux crochets des métropoles que celle, qui lui est liée, qui consiste à avancer que la production de richesses dans les métropoles tendrait à devenir indépendante des liens que ces dernières entretiennent avec leurs hinterlands. Au contraire, elle souligne que le

processus de métropolisation ne remet pas fondamentalement en cause le schéma classique des rapports centre-périphéries qui veut que la prospérité des espaces centraux repose, certes non uniquement, mais fondamentalement sur l'accaparement par ces derniers d'une partie des richesses qui sont produites dans leurs hinterlands. Néanmoins, les travaux que l'on peut regrouper au sein de cette troisième lecture montrent aussi que le processus de métropolisation s'accompagne d'importantes transformations en ce qui concerne la *nature* des richesses périphériques qui sont accaparées par les centres ainsi que les *modalités* au travers desquelles elles le sont. Sur ce dernier point, ils convergent notamment autour de l'idée que la capacité des métropoles à s'accaparer une partie des richesses produites dans les périphéries tendrait dorénavant à se fonder, non plus seulement sur les liens de propriété directs grâce auxquels les sociétés-mères localisées dans les centres contrôlent leurs établissements dispersés dans les périphéries, mais sur le « contrôle de l'accès aux marchés » dont disposent les métropoles ou, plus généralement, sur le « pouvoir d'intermédiation » qu'elles concentrent. En particulier, ces travaux suggèrent qu'une part significative de la richesse des métropoles, telle qu'elle est mesurée par l'indicateur discutable qu'est le PIB local (Bouba-Olga & Grossetti, 2018), proviendrait en fait des prélèvements de valeur opérés par les services supérieurs aux entreprises sur la production des entreprises localisées dans les périphéries, lesquelles dépendraient en effet de ces derniers pour l'accès aux marchés nécessaires à leur développement ou à leur « scalabilité » (Veltz, 2012b), c'est-à-dire à leur montée en échelle. Les travaux existants soulignent ainsi notamment la dépendance des entreprises périphériques à l'égard des services supérieurs aux entreprises concentrés dans les métropoles quand il s'agit pour elles de s'internationaliser : pour trouver des financements extérieurs, pour s'informer sur la structure et la conjoncture des marchés étrangers, sur la réglementation de ces derniers, etc., les entreprises des espaces périphériques se verraient en effet contraintes de faire appel à ces services et de consentir à leur céder une part de la valeur de leur production. Tout se passant ainsi comme si le statut de « passerelle hyperscalaire » des métropoles - de « point d'appui » pour les investisseurs étrangers sur le territoire national et de « tremplins » pour les entreprises étrangères souhaitant se projeter à l'international (cf. supra) - permettait à ces dernières de prélever une sorte de tribut ou de droit de douane sur la production des espaces périphériques dès lors que cette dernière atteint une certaine envergure. De manière convergente, les travaux qui se situent à l'intersection de l'économie territoriale et de l'économie de l'innovation soulignent également la dépendance dans laquelle les entreprises innovantes des espaces périphériques se trouvent à l'égard des services supérieurs aux entreprises localisés dans les métropoles en ce qui concerne la phase de « marchandisation » de leurs produits (Shearmur,

2016; Shearmur & Doloreux, 2015). Pour reprendre le vocabulaire utilisé dans cette littérature, les activités concentrées dans les métropoles tireraient en effet leur pouvoir de prélever une part de la valeur produite par les entreprises périphériques du rôle qu'elles assurent dans la transformation en innovations des inventions réalisées par ces dernières et dans la transformation en actifs valorisables et valorisés des ressources spécifiques produites par elles (Gilli, 2015). Au total donc, selon cette troisième lecture, les rapports qui unissent les plus grandes agglomérations urbaines à leurs hinterlands régionaux ou national évolueraient dans le cadre de la métropolisation au travers de deux tendances principales inextricablement liées : tout d'abord donc, la capacité des espaces centraux à s'accaparer une part de la valeur produite par les périphéries tendrait aujourd'hui à se fonder davantage sur le pouvoir d'intermédiation dont disposent les agents localisés dans les métropoles que sur leur puissance capitalistique ou que sur un quelconque monopole dont ils disposeraient concernant les connaissances incorporées dans les procès de production des entreprises périphériques ; ensuite, les transferts de valeur entre les espaces périphériques et les espaces centraux tendraient aujourd'hui, dans le cadre de la métropolisation, à mettre en prise des entreprises distinctes, appartenant à des capitaux différents, plutôt que différents établissements d'une même entreprise - les transferts de valeur entre petits et grands capitaux tendant ainsi, autrement dit, à se substituer aux transferts entre les établissements d'une même entreprise (ceux consacrés aux fonctions d'exécution ou de fabrication d'une part et ceux spécialisés dans les fonctions décisionnelles et de coordination d'autre part).

Mais ce n'est pas tout. Comme le suggère l'un des arguments mis en avant ci-dessus en effet, le processus de métropolisation semble aussi s'accompagner, selon cette troisième lecture, d'une transformation du contenu des richesses produites par les espaces périphériques et accaparées par les espaces centraux. Sur ce point, les travaux existants soulignent en particulier qu'à « l'exploitation des ressources génériques » des espaces périphériques (matières premières, surfaces foncières, forces de travail simples) par les espaces centraux tendrait à se substituer ce qu'on pourrait appeler la « spoliation des ressources spécifiques » des premiers par les seconds (Gilli, 2015). Ainsi, très concrètement, dans le cadre des rapports centre-périphéries qui se mettent en place au travers du processus de métropolisation, les périphéries auraient désormais moins pour fonction, vis-à-vis des centres, de permettre de diminuer les coûts de production des grandes entreprises intégrées verticalement que d'enrichir le potentiel latent de la « longue traîne métropolitaine » (Halbert, 2009) dans laquelle les fractions dominantes du capital peuvent puiser pour enrichir ou recombinaison leurs chaînes d'activités.

Pour finir, cette troisième lecture invite enfin à reconnaître qu'au travers de ces transformations qui concernent la forme et le contenu des rapports centre-périphéries, c'est plus généralement la morphologie d'ensemble de ces derniers, ainsi que les rôles et les statuts déterminés qui sont respectivement ceux des centres et des périphéries, qui tendraient à se voir redéfinis. En ce qui concerne la ville-centre tout d'abord, celle-ci adopterait aujourd'hui une nouvelle posture vis-à-vis de ses périphéries qui ne serait plus tant celle de la « dominatrice » que celle de la « prédatrice ». Contrairement à la ville fordiste en effet, la métropole ne se rapporterait plus à son hinterland comme à un espace donné sur lequel elle détiendrait un monopole et dont il s'agirait pour elle d'optimiser à long-terme l'efficacité, en spécialisant et en hiérarchisant les périphéries qui le composent selon leurs dotations factorielles respectives et en consentant pour cela à opérer des formes de redistributions en faveur de ces dernières ; elle se rapporterait dorénavant plutôt à ces dernières comme à un ensemble d'écosystèmes en concurrence les uns avec les autres, sur lesquels elle ne dispose plus d'un monopole incontesté (cf. supra), qu'il s'agirait pour elle de ponctionner et de piller de manière opportuniste, c'est-à-dire de manière sélective et ponctuelle, tout en laissant ces dernières expérimenter, dans la concurrence qui les oppose, des trajectoires de développement dites autonomes, c'est-à-dire non prescrites (ou non-planifiées) par les autorités de la ville-centre. Les périphéries, quant à elles, ne seraient ainsi plus envisagées comme de simples réservoirs passifs de facteurs de production homogènes (génériques) ou standardisés, mais comme des viviers ou des bouillons de culture générant de manière endogène des ressources spécifiques dépendantes pour leur marchandisation ou leur valorisation des fonctions d'intermédiation concentrées dans les métropoles. Sur le plan morphologique enfin, ces transformations se traduiraient par la substitution de la figure de la hiérarchie pyramidale, qui était celle du circuit de branche que planifiait et que dominait la ville fordiste, à celui du réseau recomposable, que contrôlerait et que prédaterait la métropole.

5.2. Discussion : l'hypothèse du passage du contrôle des moyens sociaux de production au contrôle des moyens sociaux de connexion.

Parmi ces différentes lectures des transformations contemporaines des rapports centre-périphéries, la troisième, qui est selon nous la plus convaincante sur le plan théorique²⁵⁸, est aussi à l'évidence celle qui est la plus à même d'étayer et d'alimenter nos réflexions sur les

²⁵⁸) Nous adhérons en effet à la critique formulée par Olivier Bouba-Olga et Michel Grossetti (2015) à l'encontre de la thèse de la surproductivité métropolitaine défendue par Laurent Davezies, notamment, qui consiste à souligner que les services supérieurs aux entreprises qui se concentrent dans les métropoles ne produisent pas par eux-mêmes les richesses dont ils sont crédités dans les statistiques du PIB, mais s'approprient ces dernières en ponctionnant une partie de la valeur (dont ils permettent d'accroître la quantité, mais c'est une autre question) produites par les activités productives distribuées dans, mais surtout en dehors des métropoles.

transformations contemporaines du capitalisme. En nous révélant de nouveaux aspects de la production de la métropole connexionnelle, elle nous donne en effet une occasion de mettre en évidence de nouvelles implications de cette dernière et ainsi d'enrichir notre caractérisation du régime métropolitain de production de l'espace et du temps. Plus généralement, en nous offrant une représentation plus satisfaisante des transformations spatiales et temporelles de la division capitaliste du travail au travers desquelles s'effectue le prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital, elle peut nous aider à préciser davantage les caractéristiques de ce dernier (c'est-à-dire les résultats du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps).

En premier lieu, les transformations que nous donnent à voir cette troisième lecture des mutations contemporaines des rapports centre-périphéries nous semblent révélatrices des nouvelles formes de pouvoir et de domination qui se mettent en place au travers du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps et qui régissent selon nous le monde connexionniste dont accouche ce dernier. En particulier, elles nous invitent à avancer l'hypothèse selon laquelle, dans le cadre de ce nouveau régime, le pouvoir sur lequel repose la valorisation du capital tendrait à se déplacer de la sphère de la production vers la sphère de la circulation, dans le sens où il ne trouverait plus son origine au sein de la première mais au sein de la seconde. Comme nous l'avons vu en effet, plutôt de contrôler directement la production effectuée dans les établissements de la périphérie, les fractions dominantes du capital qui se concentrent dans les métropoles tendent dorénavant à se contenter soit (1) de ponctionner une partie de la valeur de la production des entreprises périphériques une fois celle-ci effectuée, soit (2) de mobiliser de manière opportuniste les valeurs d'usage produites par ces dernières afin d'enrichir ou de recombinaison leurs chaînes d'activités. Dans les deux cas, c'est donc en aval du procès de production des entreprises des espaces périphériques qu'interviennent les fractions dominantes du capital qui sont concentrées dans les métropoles : ces dernières cessant ainsi de dominer la production pour se contenter d'en prélever les résultats.

Aussi, les transformations mises en exergue ci-dessus semblent dans le même temps indiquer que ce déplacement de la source ou de l'origine du pouvoir s'accompagne d'une transformation de la réalité matérielle dans laquelle il s'objective et par laquelle il s'exerce. Plutôt que de reposer sur la propriété ou le contrôle des moyens sociaux de production - c'est-à-dire de se matérialiser dans la propriété par les établissements localisés dans les espaces centraux du capital fixe qui cristallise les connaissances nécessaires à la production des établissements localisés dans les espaces périphériques - le pouvoir tendrait en effet dorénavant à se fonder sur

la propriété ou le contrôle par les entreprises localisées dans les métropoles des « moyens sociaux de connexion » qui sont nécessaires soit (1) à la réalisation de la valeur produite par les entreprises localisées dans les espaces périphériques, soit (2) à la constitution en tant que valeur d'usage des biens ou services produits par ces dernières. De même, symétriquement, la dépendance des dominés à l'égard des dominants se fonderait donc dorénavant sur leur séparation, non plus d'avec les moyens sociaux de production (sur lesquels ils reprennent d'ailleurs dans une certaine mesure la main) mais sur leur séparation d'avec les moyens sociaux de connexion, c'est-à-dire non plus sur leur dénuement, mais sur leur isolement.

Par conséquent, enfin, l'analyse des transformations des rapports centre-périphéries nous révèle également et plus généralement les nouvelles formes prises par la domination capitaliste à l'intérieur du monde connexionniste qui se produit au travers du régime métropolitain de production de l'espace. De manière convergente avec les thèses développées par Luc Boltanski et Eve Chiappello à ce sujet, les éléments d'analyses proposés ci-dessus suggèrent en effet que, dans ce monde connexionniste, la « grandeur » des différents agents, soit leurs positions de dominants ou de dominés, s'évalue ou se détermine en fonction du rôle et de la place qu'ils occupent vis-à-vis des réseaux de la circulation du capital et non plus au regard du rôle qui est le leur au sein de la production, contrairement à ce qui était le cas dans le monde industriel qui était encore celui du capitalisme fordiste : la position de dominant reviendrait ainsi dorénavant aux « médiateurs », à savoir à ceux qui ont pour fonction d'« établir des connexions », de « mettre en rapport », ou de « tisser des réseaux » ; tandis que les dominés se scinderaient à présent en deux catégories avec d'un côté ceux qui se trouvent « inclus » dans les réseaux de la circulation du capital et de l'autre ceux qui s'en trouvent « exclus » (Boltanski, 2006). La condition de dominé s'en trouverait ainsi radicalement bouleversée : au lieu d'être assignés de manière durable à des places déterminées au sein de la division du travail et d'être hiérarchisés de manière tout aussi durable en fonction de ces mêmes places, les dominés se trouveraient désormais contraints de se livrer une concurrence incessante, incertaine et précaire dans ses résultats, pour leur insertion dans les réseaux de la circulation du capital.

Ces quelques remarques ne prétendent aucunement à l'originalité. Outre les travaux d'Eve Chiappello et de Luc Boltanski auxquels nous venons de faire référence, de nombreuses contributions ont en effet analysé l'évolution post-fordiste des formes du pouvoir et de la domination capitalistes d'une manière tout à fait convergente avec ce que nous proposons ici. Néanmoins, dans le cadre de ce travail, ces remarques suffisent à enrichir ou à compléter notre caractérisation du régime métropolitain de production de l'espace et du temps. Il nous faut alors

préciser la manière dont elles s'articulent avec les éléments de caractérisation de ce régime que nous avons dégagés précédemment.

Tout d'abord, on peut souligner que l'idée du passage du contrôle des moyens sociaux de production au contrôle des moyens sociaux de connexion comme fondement du pouvoir des dominants est tout à fait cohérente avec – et aurait en fait pu se déduire de manière théorique de – l'idée développée plus haut (VII.1.2) selon laquelle la puissance sociale qui se développe dans le cadre de la production de la métropole connexionnelle se matérialise au travers de la gigantesque accumulation de moyens sociaux de connexion qui définit cette dernière en tant que centre de commandement et de pilotage d'un réseau hyperscalaire de connexions potentielles et réversibles : si la puissance sociale sur laquelle repose les formes contemporaines de la valorisation du capital est contenue (objectivée ou réifiée) dans ces moyens sociaux de connexion, il est en effet logique que la capacité des capitaux individuels à se valoriser repose sur la propriété ou le contrôle de ces mêmes moyens sociaux de connexion.

De même, il faut souligner que cette idée relative à la propriété ou au contrôle des moyens sociaux de connexion comme fondement du pouvoir dans le monde connexionniste qui se produit au travers du régime métropolitain de production de l'espace et du temps permet de compléter ou d'enrichir nos propositions sur la réduction de la relation à la connexion (ou la mise en forme connexionnelle des liens humains) en tant que forme déterminée que revêt le processus d'abstraction capitaliste au sein de ce même régime et nous invite dans le même temps, pour cela, à préciser encore un peu plus cette proposition – ou plus particulièrement la distinction entre relation et connexion sur laquelle elle repose. En effet, si, comme nous l'avons vu, la connexion constitue un type de lien approprié à la valorisation du capital, dans le sens où ses propriétés spatiales et temporelles sont en adéquation avec les déterminations abstraites qui définissent le capital en tant que valeur en procès, encore faut-il, néanmoins, pour que les capitaux individuels puissent en tirer profit de manière effective, qu'ils soient en mesure de disposer de ces connexions, c'est-à-dire de s'arroger le droit et la capacité d'utiliser ces dernières de manière privative : c'est précisément ici que réside, pour ces capitaux individuels, l'enjeu de la propriété ou du contrôle des moyens sociaux de connexion. En ce sens donc, la transformation du fondement du pouvoir (le passage du contrôle des moyens sociaux de production à celui des moyens sociaux de connexion) n'est que la conséquence de la transformation du contenu matériel de la puissance sociale sur laquelle repose la valorisation du capital. Autrement dit, elle n'est que la conséquence des transformations du contenu du processus d'abstraction capitaliste, c'est-à-dire de la nature des éléments de la pratique sociale

qui sont soumis à l'appropriation capitaliste. En somme, pour résumer nos idées, nous pouvons avancer à ce stade que, dans le cadre du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps, le capital produit une puissance de potentialisation, de flexibilisation, de fluidification et d'accélération de sa propre valorisation en réduisant les relations à des connexions (ou en procédant à la mise en forme connexionnelle des liens humains) ; et que les capitaux individuels bénéficient, le cas échéant, de cette puissance sociale en s'accaparant les moyens qui permettent de contrôler ces mêmes connexions : les moyens sociaux de connexion donc. Or, et c'est là la précision que nous voulons apporter afin d'enrichir nos réflexions, il nous semble que la possibilité même pour les capitaux individuels de prendre le contrôle des connexions (et donc de bénéficier de la puissance sociale métropolitaine) en s'accaparant ce que nous avons appelé les moyens sociaux de connexion trouve sa condition fondamentale dans l'une propriétés matérielles de la connexion qui distingue fondamentalement celle-ci de la relation, à savoir dans le fait que, contrairement à cette dernière, qui est médiatisée par l'activité vivante de celles et ceux qui sont reliés, *la connexion est médiatisée par des choses*, c'est-à-dire par des produits issus d'une activité passée qui constituent une réalité extérieure par rapport aux êtres qui sont connectés et dont ces derniers peuvent en conséquence être dépossédés. Autrement dit, c'est selon nous la *nature objectale des moyens de connexion*, différenciant radicalement ces derniers des moyens de relation, qui ne peuvent quant à eux être physiquement détachés des êtres reliés, qui conditionne la possibilité pour les dominants de se les accaparer et d'en déposséder les dominés ; et c'est donc en conséquence cette même nature objectale qui permet aux dominants de se mettre en position de prédater les fruits de la production des dominés (c'est-à-dire de se constituer en tant que dominants) et qui conduit simultanément ces derniers, du fait de leur dépossession, à se trouver contraints de s'offrir à la prédation des premiers (c'est-à-dire de se constituer en tant que dominés). Nous apercevons donc ici un peu plus la portée du processus de réduction de la relation à la connexion (ou de mise en forme connexionnelle des liens humains) qui s'opère dans le cadre du régime métropolitain capitaliste de production de l'espace et du temps : elle conduit non seulement à conformer les liens humains à la logique du capital, mais aussi et dans le même temps à permettre aux capitalistes de se les accaparer ; mieux encore, elle n'a pas seulement pour effet de produire la puissance sociale qui permet au capital de prolonger son processus d'autonomisation, mais constitue également le vecteur d'une recomposition des rapports de classes qui régissent le fonctionnement des sociétés capitalistes.

Cette dernière idée réclame d'être aussitôt précisée. Quels sont en effet ces moyens sociaux de connexion ? À quoi renvoient-ils concrètement ? Quelles sont, autrement dit, les médiations, détachables et de fait détachées des individus connectés, qui permettent aux capitalistes qui se les sont accaparées de contrôler les connexions ? Selon nous, ces médiations renvoient en premier lieu à des informations, qui sont le plus souvent consignées dans des bases de données, et dont le contenu a notamment pour objet de renseigner sur les possibilités et les opportunités de connexions. Il s'agit donc, concrètement, d'informations portant sur les êtres et les choses pouvant faire l'objet d'une connexion - et plus particulièrement sur les désirs des êtres et sur les propriétés des choses - ainsi que sur les aspects qui pourraient affecter la tenue de la connexion, c'est-à-dire sur les paramètres qui permettent de déterminer si la connexion est possible ou si elle ne l'est pas et d'évaluer son opportunité - à savoir les gains que pourraient en tirer les connectés et, partant, le connecteur. Toutefois, ces informations ne suffisent pas à elles seules à établir une connexion, ni même à savoir si une connexion peut être établie et avec quels bénéfices. Pour cela en effet, il faut que ces informations soient traitées par des connaissances. Les moyens sociaux de connexion renvoient donc, en second lieu, à ces connaissances qui permettent de traiter les informations portant sur la possibilité et l'opportunité de la connexion. Mais comme nous l'avons indiqué ci-dessus, ce qui fait le propre de ces connaissances en tant que moyens sociaux de connexion – et qui les différencient de celles qui constituent des moyens de relation – réside dans le fait que celles-ci sont extérieures aux êtres ou aux choses connectées et qu'elles sont activées indépendamment de la volonté de ces derniers – contrairement aux connaissances permettant de nouer des relations qui sont quant à elles incorporées dans les êtres reliés et qui sont directement mises en œuvre par eux. Concrètement en effet, dans nos sociétés capitalistes contemporaines, les connaissances qui médiatisent les connexions sont selon nous incorporées dans deux principales réalités qui sont d'une part ce que Luc Boltanski et Eve Chiappello appellent les « médiateurs », à savoir les professionnels spécialisés dans la fonction dite d'intermédiation que nous avons rencontrés plus haut en analysant l'activité des cadres des fonctions métropolitaines, et les « algorithmes » qui équipent les outils numériques d'autre part (Claret, 2020). Autrement dit, médiateurs et algorithmes constituent selon nous, dans le capitalisme contemporain, les deux médiations autonomisées qui permettent aux capitalistes (à la frange dominante de la classe capitaliste) de contrôler les connexions, c'est-à-dire d'organiser ces dernières et de s'en arroger une partie du produit - que ce soit sous forme de valeur d'échange ou de valeurs d'usage. Pour préciser cette idée, on pourrait ainsi soutenir que le médiateur est au capitalisme contemporain ce que l'ingénieur était au capitalisme industriel et que, de même, l'algorithme est au premier ce que

l'automate était au second : dans les deux cas en effet, il s'agit de médiations nécessaires à l'activité (à la production ou la connexion) qui sont extérieures à celles et ceux qui prennent part à l'activité, qui s'activent indépendamment de ces derniers, et qui organisent à leur place leur activité (qu'il s'agisse donc d'effectuer une production dans le cadre du capitalisme industriel ou d'établir une connexion dans le capitalisme métropolitain).

Cette dernière hypothèse demanderait bien entendu à être précisée et développée à son tour... Dans cette perspective, on pourrait alors notamment envisager de proposer une « histoire de la subsumption réelle des liens humains sous le capital » qui se fonderait sur l'analyse de l'évolution des moyens sociaux de connexion et dans laquelle il s'agirait de voir si, comme nous en avons l'intuition, ces derniers évoluent, à l'instar des moyens sociaux de production développés au cours de la période industrielle du développement historique du capital, dans le sens d'une réification croissante de la puissance matérielle des liens humains, dans laquelle cette dernière tendrait ainsi à s'incorporer dans des réalités de plus en plus extérieures aux individus connectés, c'est-à-dire de plus en plus objectives et impersonnelles et de plus en plus indépendantes de l'activité et de la volonté de ces derniers. On pourrait par exemple, dans le cadre d'un tel programme de recherche, questionner l'hypothèse selon laquelle l'arrivée depuis la fin des années 2000 des algorithmes à l'intérieur des métropoles marquerait, dans l'histoire du capitalisme contemporain (ou plus précisément dans celle de la production de la métropole connexionnelle), une transition analogue à celle qu'a représentée l'arrivée des automates à l'intérieur des usines du capitalisme industriel. Mais ce n'est cependant pas ici que nous pourrions répondre à ces questions.

Nous nous contenterons à la place et plus modestement de souligner en quoi ces nouvelles propositions concernant l'évolution des rapports de pouvoir et de domination dont est porteur le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps nous permettent d'approfondir notre compréhension et notre connaissance des résultats de ce même régime - à savoir, des caractéristiques du processus d'autonomisation du capital qui se prolonge à travers lui. Dans cette perspective, nous proposons dans ce qui suit d'avancer quelques arguments permettant de suggérer en quoi les nouveaux rapports que nous avons étudiés ici sont impliqués dans l'accroissement contemporain des possibilités, de la flexibilité, de la fluidité et de la célérité de la valorisation du capital et, partant, dans la concrétisation contemporaine des fantasmes qui animent ce dernier du fait de sa nature de valeur en procès.

Tout d'abord, le caractère de plus en plus ponctuel et réversible des rapports unissant les espaces centraux aux espaces périphériques – qui procède fondamentalement de la mise en forme connexionnelle de ces rapports – peut selon nous s'envisager comme une expression matérielle privilégiée de la tendance contemporaine à l'accroissement de la flexibilité de la valorisation du capital (ou du moins des fractions dominantes du capital) au travers de laquelle ce dernier concrétise son fantasme de liquidité, c'est-à-dire se réalise, conformément à ses déterminations abstraites de valeur en procès, en tant que pure forme réellement indifférente à son contenu, capable de renouveler ce dernier de manière immédiate (sans délais et sans risques) et illimitée. Il s'agit là en effet de l'une des principales implications du passage de la « ville fordiste dominatrice » à la « métropole connexionnelle prédatrice » : contrairement à la dominatrice en effet, la prédatrice n'a pas de responsabilités à assumer vis-à-vis de ses périphéries (c'est d'ailleurs pourquoi elle rechigne à la redistribution budgétaire) ; elle n'est pas engagée auprès ou au sein de ces dernières comme l'était la première, qui était obligée d'immobiliser sur le long-terme d'importantes quantités de capital fixe pour pouvoir extorquer une partie de la valeur produite par ces dernières ; elle (ou plus exactement les fractions dominantes du capital qui y sont localisées) peut donc se rétracter à tout moment, de manière totalement liquide, c'est-à-dire sans avoir à en assumer les risques et les frais. On le voit, le point décisif dans ces transformations, celui qui est à la base de l'accroissement de la flexibilité du capital et au principe de la concrétisation de son fantasme de liquidité, réside dans le passage du contrôle des moyens sociaux de production au contrôle des moyens sociaux de connexion en tant que nouveau fondement du pouvoir dont disposent les fractions dominantes du capital au sein du monde connexionniste en émergence. Comme nous le voyons en effet, au travers de ce passage, ces dernières tendent à se décharger de la production et de l'entretien des contenus matériels de leurs procès de valorisation - qu'elles délèguent pour ainsi dire aux capitaux moins importants, dispersés et atomisés dans les périphéries - pour ne plus se contenter, grâce aux moyens sociaux de connexion qu'elles contrôlent, que de prédater de manière ponctuelle et réversible (flexible) ces contenus, c'est-à-dire de ponctionner la valeur d'échange ou de capter les valeurs d'usage produites par ces capitaux de seconds rangs disséminés dans les périphéries. Sur le plan théorique, il apparaît donc ici que la mise en forme connexionnelle des liens humains qui s'effectue dans le cadre du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps ne produit ses résultats du point de vue du prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital que par l'intermédiaire du renouvellement des formes de pouvoir et de domination qui l'accompagne (et dont, de fait, elle contient comme on l'a vu intrinsèquement la possibilité) : la réalisation du capital en tant que forme vide, ou plus

exactement en tant que forme parfaitement indifférente à son contenu (capable de modifier de manière flexible ce dernier), passant ainsi concrètement, dans le cadre du nouveau régime de production capitaliste de l'espace et du temps, par ce déchargement (« délestage ») par les fractions dominantes du capital des contenus matériels de leurs procès de valorisation sur les capitaux de seconds rangs localisés dans les périphéries que permet le contrôle, par ces fractions dominantes, des moyens sociaux de connexion nécessaires à la marchandisation de ces contenus – ou, plus exactement, des produits issus de ces contenus. Plus encore, il s'agit ici de reconnaître que la mise en forme connexionnelle des liens humains se réalise directement comme telle au travers des nouveaux rapports de pouvoir et de domination dont elle est porteuse ; ou mieux encore, qu'elle se réalise directement en tant que rapport de pouvoir et domination : pour le dire ici simplement, c'est en effet le fait que les dominants n'aient rien à engager pour prélever qui leur permet de prélever de manière ponctuelle, réversible, flexible ; or, comme nous le voyons, c'est précisément le contrôle des moyens sociaux de connexion qui leur permet de ne pas avancer de capital productif, en leur donnant de fait le pouvoir de prédater les produits issus de la mise en œuvre du capital productif détenu par les dominés. Notons que nous découvrons du même coup ici une nouvelle détermination de la connexion, sous-jacente à son caractère réversible que nous avons dès le début mis en avant : si, contrairement à la relation, la connexion peut être rompue à tous moments (si elle est flexible donc), c'est parce que les dominants qui établissent la connexion n'engagent pas leurs contenus dans cette dernière ; or, répétons-le, s'ils n'engagent pas leurs contenus, c'est bien parce que le contrôle des moyens sociaux de connexion les met en position de ne pas le faire - et de simplement prédater les résultats de la mise en œuvre productive des contenus détenus par les dominés.

De même, il faut également souligner que les transformations des rapports centre-périphéries que nous avons analysées ici sont impliquées dans l'accroissement des possibilités qui s'offrent aux fractions dominantes du capital en matière de contenus à incorporer au sein de leurs procès de valorisation et qu'elles participent en cela à la réalisation du fantasme d'illimitation du capital. Comme nous l'avons vu en effet, dans le cadre de ces nouveaux rapports, les périphéries - qui ne sont donc plus envisagées par les centres comme des réservoirs passifs de facteurs homogènes mais comme des écosystèmes ou des viviers générant de manière endogène des ressources spécifiques dépendantes pour leur valorisation des moyens sociaux de connexion qu'ils concentrent - n'ont plus pour fonction de permettre la diminution des coûts de production des entreprises verticalement intégrées dirigées depuis les centres, contrairement à ce qui était le cas dans le circuit de branche du capitalisme fordiste, mais de permettre d'enrichir le potentiel

latent de la « longue traine métropolitaine » (Halbert, 2009) qui constitue le terrain de chasse des entreprises en réseau (ou des entreprises-réseaux) du monde connexionniste. De fait, c'est bien l'existence de ce type déterminé de périphéries - autonomes dans la production mais dépendantes pour la valorisation - qui permet aux fractions dominantes du capital de disposer en continu (de manière illimitée) de nouvelles sources de valeur d'échange à ponctionner au seuil de sa réalisation. De même, c'est bien l'existence de ces périphéries – contraintes par la concurrence qui les oppose à se démarquer les unes des autres par la production de « ressources spécifiques » - qui est l'origine de la diversité des valeurs d'usage que peuvent mobiliser les fractions dominantes du capital à l'aide des moyens sociaux de connexion dont elles disposent ; c'est donc bien l'existence de ces dernières – ou plus exactement l'existence de leurs activités productrices autonomes - qui conditionne la capacité des fractions dominantes du capital à se valoriser de manière illimitée en « combinant de manière inédite des ressources hétérogènes multilocalisées » ; partant, c'est donc bien l'existence de ces dernières qui assure la reproduction de la forme valeur de la richesse matérielle en assurant à celle-ci le renouvellement continu de son contenu. Mais ce qu'il convient à nouveau de noter ici, c'est que, à l'instar de ce que nous venons de voir au sujet de l'accroissement de la flexibilité du capital et de la réalisation de son fantasme de liquidité, cet élargissement des possibilités de la valorisation du capital et la concrétisation de son fantasme d'illimitation à laquelle concourt cet élargissement se fondent en dernière analyse sur la transformation des rapports de pouvoir et de domination associée au processus de mise en forme connexionnelle des liens humains, soit, sur le passage du contrôle des moyens sociaux de production au contrôle des moyens sociaux de connexion en tant que fondement du pouvoir et de la domination capitalistes. Comme nous le voyons en effet, la capacité des entreprises-réseaux localisées dans les centres métropolitains à mobiliser de manière illimitée des valeurs d'usage produites par les entreprises disséminées dans les périphéries repose sur deux conditions fondamentales qui sont toutes les deux impliquées par ce passage : il faut en effet comme nous l'avons dit que les entreprises périphériques soient autonomes dans la production – c'est-à-dire qu'elles disposent des moyens sociaux de production - mais dépendantes pour la valorisation de leur production – c'est-à-dire qu'elles soient dépossédées des moyens de connexion. Il faut en outre, pour qu'elles soient conduites à produire des ressources dites spécifiques (de nouvelles valeurs d'usage qui n'existaient pas encore), qu'elles soient en concurrence les unes par rapport aux autres ; ce qui là encore, découle de leur séparation d'avec les moyens sociaux de connexion.

Enfin, soulignons que la mise en forme connexionnelle des rapports centre-périphéries et la réorganisation de ces derniers autour de l'enjeu du contrôle des moyens sociaux de connexion participent également à l'accroissement de la célérité du procès de mise en valeur des fractions dominantes du capital et donc à la concrétisation du fantasme d'immédiateté de ce dernier. En effet, la possibilité qu'offre le contrôle des moyens sociaux de connexion de mobiliser des valeurs d'usage produites par d'autres, à savoir, pour le cas que nous analysons ici, par les capitaux de faible envergure localisés dans les périphéries, permet aux fractions dominantes du capital d'accroître la vitesse de rotation de leurs capitaux en diminuant le temps de leur procès de production, qui tend de fait à se limiter au temps nécessaire à l'intégration des modules autonomes produits par les périphéries au sein d'une combinaison inédite, qu'elles n'auront ainsi plus qu'à valoriser (Mouhoud & Plihon, 2009). Plus encore, en se déchargeant de l'avance et de la mise en œuvre du capital productif sur les entreprises périphériques, les entreprises-réseaux qui pilotent leurs chaînes d'activités depuis les métropoles diminuent aussi du même coup la quantité et la durée de leurs immobilisations en capital fixe et accélèrent ainsi d'autant plus la rotation de leurs capitaux – et ce, cela mérite d'être souligné, tout en se déchargeant du même coup des risques associés à la propriété et à la mise en œuvre du capital fixe. Nous découvrons donc ici une nouvelle implication de la production de la métropole connexionnelle : en plus d'accroître la vitesse de rotation du capital par la diminution du temps de circulation du capital (qui comme nous l'avons vu se réduit tendanciellement à l'instantanéité du fait des performances prodigieuses des nouveaux moyens de transports et de communication) la mise en forme connexionnelle des liens humains dont procède et que réalise la production de cette métropole connexionnelle conduit également, par le truchement des transformations de la domination et du pouvoir capitaliste qui l'accompagnent (soit par le truchement du passage du contrôle des moyens sociaux de production au contrôle des moyens sociaux de connexion), à diminuer le temps du procès de production au travers de cette modalité qui ne consiste donc plus à tenter de l'améliorer (en accroissant sa productivité) mais tout simplement à s'en délester.

Encadré 15. Autonomie des territoires et autonomisation du capital.

Les transformations contemporaines du rôle et du statut des espaces périphériques que nous analysons ici, tel que le caractère de plus en plus endogène de leurs trajectoires de développement (qui tendent à être de moins en moins impulsées et dirigées par les autorités publiques et privées de la ville-centre), le caractère de plus en plus qualitatif et diversifié de leur production, ainsi que leur relative reprise en main du capital productif, toutes ces transformations que nous analysons ici au travers des transformations contemporaines des

formes de pouvoir et de domination capitalistes associées au processus de mise en forme connexionnelle des liens humains, toutes ces transformations donc, constituent les principaux éléments d'analyse sur lesquels s'appuient les tenants de la thèse régulationniste de « l'autonomie relative des territoires dans la détermination de leur trajectoire de développement » dont nous avons déjà discutée à plusieurs reprises dans la première partie de cette thèse, en l'objectivant notamment comme une représentation fétichiste de la reproduction des rapports de production capitalistes.

Nous avons ici une nouvelle occasion de revenir sur cette critique pour tenter notamment de lui donner un caractère plus historique, c'est-à-dire moins exclusivement théorique. À l'aune des réflexions qui précèdent en effet, il nous semble à présent possible d'avancer que « l'autonomie croissante des territoires » que les auteurs régulationnistes croient reconnaître (non sans raisons analytiques donc) dans les transformations que nous venons de rappeler ne constitue en fait que l'expression matérielle du prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital au travers duquel ce dernier réalise ses fantasmes les plus abstraits et se réalise sous sa forme la plus achevée. Comme nous venons de le voir en effet, cette « autonomie » dont disposent les espaces périphériques constitue le produit et le support du « délestage » par le capital de ses contenus matériels, déchargement au travers duquel ce dernier se réalise en tant que forme vide, ou forme réellement indifférente à son contenu, capable de se valoriser de manière liquide, immédiate et illimitée. En ce sens, il nous semble possible d'avancer que la thèse régulationniste de l'autonomie des territoires n'est autre chose qu'une représentation fétichiste du processus d'autonomisation du capital (de ses manifestations matérielles), qui ne parvient pas à déceler les transformations structurelles que contiennent et dissimulent à la fois les transformations matérielles de la division du travail et qui en vient de ce fait à proposer une représentation fantasmagorique de ces mêmes transformations matérielles (consistant à personnifier les territoires ; à leur attribuer l'autonomie d'un sujet) et donc à oblitérer encore un peu plus les transformations historiques qui s'effectuent au travers de ces transformations matérielles, en ne donnant à voir, à la place du mouvement historique des sociétés capitalistes, à la place du développement historique du capital, qu'un vaste présent perpétuel : celui des territoires-acteurs qui inventent de manière tout à fait contingente leurs trajectoires de développement économique et social.

5.3. Conclusion. Le prolongement du processus d'autonomisation du capital s'effectue au travers d'une profonde transformation du pouvoir et de la domination capitalistes.

Pour conclure, l'analyse des transformations contemporaines des rapports centre-périphéries proposée ici nous aura permis d'enrichir notre caractérisation du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps en nous donnant l'occasion d'analyser les transformations des rapports de pouvoir et de domination qu'implique le processus de mise en forme connexionnelle des liens humains et en nous permettant, ce faisant, d'approfondir notre compréhension des résultats du processus d'autonomisation que véhicule ce même processus de mise en forme connexionnelle des liens humains.

À ce stade de l'exposé, nous commençons ainsi un peu mieux à comprendre en quoi, comme nous l'avons annoncé dans l'introduction de cette partie, le processus de métropolisation s'apparente, du point de vue du capital, à la production d'un monde onirique dans lequel ce dernier parvient à réaliser ses fantasmes les plus abstraits. De fait, nous voyons qu'au travers de la production de la métropole connexionnelle, c'est-à-dire de ces centres interconnectés de commandement et de pilotage d'un réseau hyperscalaire de connexions potentielles et réversibles, le capital développe une puissance sociale lui permettant d'accroître tout à la fois les possibilités, la flexibilité, la fluidité et la célérité de son procès de valorisation et, ainsi, de se réaliser sous sa forme pure de valeur en procès, capable de se valoriser de manière liquide immédiate et illimitée. Plus généralement, ou pour le dire de manière plus théorique, nous avons montré qu'au travers de la production de la métropole connexionnelle, le capital produit un monde à son image, le monde connexionniste, qui constitue un monde abstrait dans lequel les déterminations abstraites de ce dernier, à savoir fondamentalement sa négation des médiations, deviennent concrètes, c'est-à-dire tendent à se matérialiser dans les caractéristiques spatiales et temporelles de la division capitaliste du travail elle-même. Sous ce rapport, l'analyse des transformations des rapports centre-périphéries proposée dans ce point nous aura en outre permis de montrer que le développement de cette puissance de potentialisation, de flexibilisation, de fluidification et d'accélération de la valorisation qui lui permet de parachever son processus d'autonomisation s'effectue par l'intermédiaire d'une profonde transformation des fondements du pouvoir capitaliste - passant du contrôle des moyens sociaux de production à celui des moyens sociaux de connexion - et d'une tout aussi profonde transformation des rapports de domination capitalistes - prenant désormais la forme de la prédation -, au travers desquelles les dominants, dont le pouvoir ne s'accompagne plus du devoir, tendent à se défaire de toutes responsabilités, de tout rôle actif dans la production des contenus matériels de leurs procès de valorisation, pour désormais se contenter de « jouir sans entraves », c'est-à-

dire se valoriser sur la base des ressources préconstituées par les entités (nous avons ici discuté des entreprises périphériques) qui sont, du fait de leur dépossession des moyens sociaux de connexion, soumises à leur prédation. Ainsi, et plus généralement, les analyses proposées ici nous ont permis de mettre en évidence l'évolution des modalités selon lesquelles les fractions dominantes du capital composent avec la réalité matérielle du procès de production de manière à le soumettre à ses exigences temporelles abstraites, c'est-à-dire pour le rendre adéquat à son mouvement de valeur en procès : comme nous l'avons vu en effet, dans le monde connexionniste qui se produit au travers du processus de métropolisation, les fractions dominantes du capital que constituent les entreprises-réseaux qui opèrent depuis les centres métropolitains ne s'attachent plus à transformer cette réalité matérielle, mais au contraire à s'en délester, en reportant ainsi la charge de sa conformité avec les exigences temporelles de la valorisation du capital sur les capitaux de plus faible envergure – et plus généralement, comme nous le verrons plus loin, sur la classe des travailleurs dans son ensemble. Autrement dit, les fractions dominantes du capital ne s'attachent plus à abstraire la réalité matérielle du procès de production, mais se contentent désormais de s'en abstraire.

En ce sens, si ce point sur les transformations contemporaines des rapports centre-périphéries nous aura permis de poursuivre notre analyse du monde connexionniste au travers de la production duquel se prolonge le processus d'autonomisation du capital, il nous aura dans le même temps permis de commencer à apercevoir, non pas l'envers, mais les dessous de ce monde onirique, c'est-à-dire la face cachée du processus d'autonomisation du capital. En mettant en évidence les transformations du pouvoir et de la domination capitalistes qu'impliquent le processus de mise en forme connexionnelle et qui médiatisent ses résultats, nous avons vu en effet que ces derniers, à savoir l'accroissement des possibilités, de la flexibilité, de la fluidité et de la célérité du procès de valorisation du capital, s'appuient de manière décisive sur le report de l'avance, de la gestion et de la mise en œuvre du capital productif sur les fractions dominées de la classe capitaliste, soit sur une forme particulière de socialisation du capital productif et des puissances sociales productrices correspondantes. Les analyses proposées ici ouvrent ainsi la voie à celles que nous proposerons dans le prochain chapitre (VIII), où il s'agira précisément de mettre en perspective les formes contemporaines de la socialisation du capital productif en nous plongeant dans les dessous relationnels de la métropole connexionnelle. Nous verrons alors que ce n'est pas seulement et simplement sur les capitaux de faible envergure que les entreprises-réseaux du monde connexionniste se déchargent du capital productif qui médiatise la valorisation de leurs capitaux, mais sur le

prolétariat dans son ensemble, comprenant aujourd'hui tous les individus dont les relations se voient réduites à des connexions et dont, contradictoirement, les relations sont spoliées par des connexions.

L'approfondissement de ces analyses concernant l'articulation contemporaine des processus d'autonomisation et de socialisation du capital - dans laquelle, donc, le capital se réalise sous sa forme pure de valeur en procès en se déchargeant des contenus matériels (du capital productif en particulier) de son procès de valorisation sur la société dans son ensemble - nous amènera alors à aborder une nouvelle question théorique, qui est celle des formes contemporaines de la subsumption du travail sous capital. Nous nous engagerons ainsi sur un terrain aujourd'hui déjà largement occupé, mais sur lequel il s'agira précisément de faire la démonstration de l'intérêt de la perspective théorique reconstruite et mise en œuvre dans cette thèse en mettant en évidence en quoi elle permet d'arriver à des conclusions originales qui sont hors de portée des autres approches théoriques. Sur ce point, nous nous attacherons en effet à défendre une lecture alternative et critique par rapport à celle qui est aujourd'hui la plus répandue au sein des travaux de sciences sociales d'inspiration marxiste, consistant à analyser les formes contemporaines de pouvoir et de valorisation du capital qui se dessinent au travers de ce que nous avons appelé le passage du contrôle des moyens sociaux de production à celui des moyens sociaux de connexion comme un « retour à la subsumption formelle du travail sous le capital » (Acquier, 2017; Durand C. , 2020; Durand J. P., 2020a; Négri & Vercellone, 2008). Dans cette discussion, qui constituera le fil conducteur du dernier chapitre de cette thèse, nous défendrons ainsi l'idée que si la configuration contemporaine des rapports de production capitalistes présente effectivement certaines similitudes avec celle qui prévalait dans le cadre du protocapitalisme industriel, il n'en demeure pas moins qu'elle n'est pas équivalente à cette dernière et qu'elle ne peut pas être confondue avec elle. Plus précisément, nous montrerons que si similitudes il y a entre ces configurations, ces dernières ont néanmoins des significations radicalement différentes, voir opposées, du point de vue du développement historique du capital : nous verrons en effet que si la subsumption formelle du travail sous le capital qui prévalait à l'époque du protocapitalisme mercantile constituait l'expression de l'immaturité des rapports de production capitalistes, contraints de se reproduire dans un monde qui n'est pas encore le leur, qu'ils ne se sont pas encore pleinement appropriés, la configuration contemporaine de ces derniers constitue tout à l'inverse l'expression d'un âge du développement historique de ces derniers que nous proposerons d'identifier comme celui de la sénilité, d'une sénilité démentielle dans laquelle le capital dissimule ou conjure par des fantasmes de toute-puissance (de liquidité, d'immédiateté,

d'illimitation, d'éternité) sa profonde obsolescence historique. Nous soulignerons ainsi l'intérêt, pour avoir une compréhension adéquate des transformations contemporaines du capitalisme, de réinsérer, sur le plan théorique, le passage du contrôle des moyens sociaux de production à celui des moyens sociaux de connexion (en tant que nouveau fondement du pouvoir et de la domination capitaliste) à l'intérieur des transformations plus générales de la forme et du contenu du processus d'abstraction capitaliste caractéristiques du régime métropolitain de production de l'espace et du temps. En particulier nous montrerons qu'il est nécessaire, pour comprendre les conditions et les modalités de la subordination contemporaine de l'activité humaine au mouvement autoréférentiel de la valorisation du capital (qui sous-tend la réalisation de ses différents fantasmes), de faire intervenir dans l'analyse les formes contemporaines d'aliénation de l'individualité de l'humanité au capital qui découlent du processus de mise en forme connexionnelle des liens humains et de la tendance à la réduction des relations à des connexions qui en découle.

On le voit, les analyses des transformations contemporaines des rapports centre-périphéries que nous avons proposées ici se situent donc au carrefour des trois principaux moments de l'exposé de cette seconde partie. Avant de pouvoir nous engager dans la direction qu'elles indiquent cependant, il nous reste encore à aborder certaines des facettes de la production de la métropole connexionnelle qui vont nous aider à approfondir notre caractérisation des formes, des contenus et des résultats du régime métropolitain de production de l'espace et du temps mais qui vont également nous permettre, et ce point sera nouveau, d'avancer quelques propositions concernant les raisons de ce dernier, c'est-à-dire concernant les contradictions antérieures des rapports de production capitalistes qui ont déterminé son émergence. Les réflexions que nous allons proposer dans le prochain point, en conclusion de cette section consacrée à l'analyse de la production de la métropole connexionnelle envisagée sous l'angle des transformations de la division du travail dont elle est porteuse, vont nous permettre de commencer à nous engager sur cette voie. Les analyses de la prochaine section, dans laquelle nous appréhenderons la production de la métropole connexionnelle sous l'angle des transformations de la vie quotidienne dont elle est porteuse, viendront ensuite encore enrichir et approfondir ces réflexions.

6. La métropole connexionnelle comme matérialisation spatiale des exigences temporelles contemporaines de la valorisation du capital : un espace socialisé et concrètement abstrait.

Les analyses de la production de la métropole connexionnelle que nous avons proposées jusqu'ici nous ont permis de dégager plusieurs éléments de caractérisation des transformations contemporaines de la division capitaliste du travail. Elles nous ont ainsi permis d'identifier plusieurs des ressorts contemporains de la reproduction du capital et, plus particulièrement, plusieurs des caractéristiques temporelles de ses formes contemporaines de valorisation. Dans ce point, nous proposons de conclure sur ces analyses en proposant une synthèse de ces dernières. Nous commençons par revenir de manière synthétique sur le changement de principe d'organisation de la division du travail dont est porteuse la production de la métropole connexionnelle avant de revenir, de manière tout aussi synthétique, sur les incidences de ce changement du point de vue des formes temporelles de la valorisation du capital et, plus généralement, du prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital. Nous refermons enfin la réflexion en proposant de voir la production de la métropole connexionnelle comme l'expression matérielle privilégiée du parachèvement contemporain de ce processus historique au travers duquel le capital se produit en produisant un espace à son image : abstrait.

6.1. Reconsidérer les résultats de la production de la métropole connexionnelle à l'aune du changement de principe d'organisation de la division du travail dont elle est porteuse.

Dans les différents points qui précèdent, et plus particulièrement dans le dernier d'entre eux, consacré à l'analyse des transformations des rapports centre-périphéries qui accompagnent la production de la métropole connexionnelle, nous avons mis en avant plusieurs caractéristiques permettant de distinguer l'espace contemporain de la division capitaliste du travail de celui qu'organisait la ville-centre-fordiste dans le cadre du précédent régime de production de l'espace et du temps. Reprenons ces éléments de caractérisation et tâchons, conformément à notre démarche consistant à déceler le structurel dans le matériel, d'identifier le changement de principe d'organisation de la division du travail dont ils témoignent. L'identification de ce principe nous permettra alors ensuite de jeter un regard plus synthétique sur les résultats du régime métropolitain de production de l'espace et du temps que nous avons mis en évidence au cours de ce qui précède.

Tout d'abord donc, nous avons mis l'accent sur la redéfinition de la centralité dont est porteuse la production de la métropole connexionnelle, en montrant qu'avec cette dernière, la centralité ne se définit plus seulement ni principalement par la concentration des moyens sociaux de production, c'est-à-dire des richesses matérielles (tangibles ou non) dont la mise en œuvre

permet de transformer physiquement des richesses matérielles, mais qu'elle se définit aujourd'hui également et plus encore par la concentration de ce que nous avons appelé les moyens sociaux de connexion, à savoir de l'ensemble des richesses matérielles qui permettent d'accéder à des richesses matérielles, ou plus précisément, de susciter, d'identifier, de mobiliser, d'agencer et de réagencer des richesses matérielles. Nous avons ainsi mis en évidence que la puissance sociale qui se développe dans le cadre de la production de la métropole connexionnelle n'est pas une puissance qui concernerait au premier chef la sphère productive et qui viserait à améliorer l'efficacité du procès de production du capital, comme cela était le cas dans le cadre de la mise en place du circuit de branche fordiste, lorsque les laboratoires de recherche et développement des grandes entreprises se sont déplacés en région parisienne (dans le cas de la France), mais qu'elle concerne au contraire la sphère de la circulation, dans le sens où elle vise non seulement à accroître l'efficacité de la circulation du capital mais aussi et surtout, comme nous y avons insisté, à accroître les possibilités de cette dernière – et donc du procès de valorisation dans sa totalité. De là, nous avons également souligné l'évolution du rôle et du statut qui sont ceux de la ville-centre dans l'organisation de l'espace de la division du travail à l'échelle nationale, et au-delà : nous avons ainsi vu que dans le cadre du processus de métropolisation, la figure de la ville-centre en tant que dominatrice et protectrice de son hinterland national, structurant et aménageant ce dernier de manière hiérarchique et durable au travers de la planification du circuit de branche, tend, certes non pas à disparaître entièrement, mais à laisser place à la figure de la ville-centre que nous avons qualifiée d'opportuniste et de prédatrice, dont le propre est de piocher de manière sélective et ponctuelle au sein des ressources spécifiques produites de manière autonome dans les espaces périphériques, qu'ils soient proches ou lointains - et qui ne sont plus à proprement parler les siens, puisqu'elle ne dispose plus d'un monopole incontesté sur ces derniers - afin d'intégrer ces ressources dans les réseaux recomposables de la valorisation du capital. Du même coup, nous avons enfin souligné les transformations qui concernent le rôle et le statut des espaces périphériques dans le cadre de cette nouvelle organisation spatiale de la division capitaliste du travail : sur ce point, nous avons en particulier souligné que ces derniers, qui reprennent dans une certaine mesure la main sur la propriété et le contrôle du capital productif mais qui se voient dans le même temps dépossédés des moyens sociaux de connexion, de plus en plus concentrés dans les métropoles, tendent aujourd'hui à ne plus être appréhendés par les fractions dominantes du capital comme des réservoirs passifs de ressources homogènes (substituables), mais au contraire comme des viviers produisant de manière autonome des ressources hétérogènes

(spécifiques) dépendantes pour leur valorisation des moyens sociaux de connexion contrôlés par le grand capital et concentrés dans les métropoles.

À l'aune de ces éléments, il est alors possible de remonter quelque peu en généralité par rapport à nos développements antérieurs en proposant d'envisager la production de la métropole connexionnelle (et plus généralement du monde connexionniste qu'elle gouverne) comme le produit et le support (matériel) de ce que plusieurs auteurs (Perrat, 2006; Moati & Mouhoud, 2005; Mouhoud & Plihon, 2009; Dieuaide, 2003; Weinstein, 2010; Zarifian, 2009) ont analysé de manière convergente comme le passage d'un principe (social) « d'efficience allocative statique de ressources homogènes » en matière d'organisation de la division capitaliste du travail - visant principalement à accroître la productivité du travail et à minimiser les coûts de production - à un principe « d'intégration flexible dynamique de ressources hétérogènes » - répondant, selon nous, à une logique d'accroissement des possibilités, de la flexibilité, de la fluidité et de la célérité du procès de valorisation du capital dans sa totalité. Pour résumer ici ce changement à ce qu'il comporte pour nous d'essentiel – et à ce que les analyses qui précèdent permettent de suggérer – on peut dire en effet que dans le cadre de la division capitaliste du travail qui s'organise depuis la métropole connexionnelle, il ne s'agit plus pour les fractions dominantes du capital d'accroître sur le long-terme leur compétitivité-prix en matière de production de biens simples et standardisés en localisant, de manière définitive ou presque, les différents « segments » de « leur » procès de production dans les espaces qui, compte tenu de leurs dotations relatives en facteurs de production homogènes (force de travail simple ; foncier ; matières premières, etc.), possèdent un avantage comparatif dans les segments considérés ; il s'agit aujourd'hui plutôt pour elles de garantir en permanence leur compétitivité hors-prix (et notamment leur capacité à se mettre en position dominante sur un marché) en maximisant leur capacité à accéder (identifier et mobiliser) à des ressources productives hétérogènes multilocalisées (« blocs de connaissance » et « champs de compétences », qui constituent autant de « modules » pouvant entrer dans le procès de production) et à les agencer le plus rapidement possible selon une combinatoire originale (« produits systèmes » ou « offre en bouquets » différencié ou innovant) qui leur permettra, au moins à court-terme, de disposer d'une rente de monopole - et ainsi d'engranger des surprofits (Mouhoud & Plihon, 2009).

Pour aussi sommaire qu'elle soit, cette mise en évidence du changement de principe et de logique d'organisation de la division capitaliste du travail que matérialise la production de la métropole connexionnelle peut nous permettre de revenir de manière synthétique sur les principaux résultats de cette dernière du point de vue des formes contemporaines de la

valorisation du capital et du prolongement contemporain de son processus d'autonomisation. De fait, à partir de cette proposition concernant le principe (d'intégration flexible) et la logique (combinatoire) des formes contemporaines de la division capitaliste du travail, il est possible de résumer nos analyses antérieures en mettant en avant ce qui nous semble constituer les trois principaux effets (emboîtés) de la production de la métropole connexionnelle en ce qui concerne les transformations contemporaines des exigences temporelles de la valorisation du capital : potentialisation, flexibilisation et accélération. Plus encore, à partir de la restitution de ces trois effets de la production de la métropole connexionnelle sur les formes contemporaines de la valorisation du capital, il est possible de résumer les résultats de cette dernière du point de vue du développement contemporain du capital, c'est-à-dire de revenir sur la manière dont les déterminations abstraites du capital se concrétisent au travers de la production de la métropole connexionnelle, mais aussi, de commencer à identifier les *raisons* de celle-ci, à savoir les contradictions qui l'ont suscité et auxquelles elle répond – l'identification des raisons permettant alors, on l'espère, de mieux apprécier les résultats de la métropole connexionnelle que nous avons déjà largement commencé à caractériser dans cette sous-section.

a) La première incidence de la production de la métropole connexionnelle et du changement de principe d'organisation de la division du travail qu'elle matérialise réside selon nous dans l'évolution du procédé par lequel s'accroît la vitesse de rotation du capital dans le cadre du capitalisme contemporain. À l'évidence, cet accroissement ne passe aujourd'hui plus seulement ni principalement par l'accroissement de la productivité du travail, contrairement à ce qui était le cas dans le cadre du capitalisme industriel (V), mais par l'accroissement de la célérité de la totalité des moments qui constituent son procès de valorisation : la chronophobie du capital ne s'exerçant ainsi plus de manière localisée au sein de ce dernier, mais de manière généralisée, totale. La production de la métropole connexionnelle constitue en effet non seulement le vecteur de l'accélération du procès de production du (grand) capital – qui se réduit comme on l'a vu à l'agencement de ressources (sous forme de modules) préconstituées – mais aussi de son procès de circulation (amont et aval) – qui, comme on l'a vu, tend à se réduire à l'instantanéité du fait des performances prodigieuses des moyens de transports et de communication dont est dotée la métropole connexionnelle. Plus encore – et c'est sur ce point que nous voulons insister ici – le changement de principe d'organisation de la division capitaliste du travail que recouvre la production de la métropole connexionnelle indique que l'accroissement de la vitesse de rotation du capital ne s'obtient plus d'abord par la réduction du temps nécessaire à chacun des moments du procès de valorisation pris isolément, mais qu'elle résulte aujourd'hui avant tout de

l'intégration de la totalité de ces moments dans une même temporalité d'ensemble dans laquelle, ce qui compte, c'est désormais la fluidité de l'ensemble des métamorphoses que le capital doit accomplir au cours de son procès de valorisation : c'est, on l'a vu, l'une des principales fonctions qu'assurent les activités d'intégration et d'intermédiation qui se concentrent dans les centres métropolitains. De même, l'accroissement de la vitesse du procès de production du (grand) capital ne passe plus par l'accroissement de la productivité de ses différents segments pris isolément, selon une logique qui a parfois été qualifiée « d'additive », mais par l'amélioration de la qualité de la coordination et de l'intégration des différents modules constitutifs du procès de production, selon une logique que l'on pourrait qualifier d'« intégrative » ou de « systémique » (Dieuaide, 2003; Zarifian, 2009).

Comme nous l'avons déjà abondamment souligné plus haut, ces transformations matérialisent selon nous le prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital et, plus précisément, la manière dont se concrétise son fantasme d'immédiateté dans le cadre du régime métropolitain de production de l'espace et du temps. Nous ne reviendrons pas ici sur ce point. En revanche, il nous faut ici souligner que la mise en exergue de ces transformations – de ce changement dans le principe d'organisation de la division capitaliste du travail – peut nous permettre, en nous donnant l'occasion de formuler une première hypothèse concernant les raisons de la production de la métropole connexionnelle, de revenir sur un autre aspect du prolongement contemporain du processus d'autonomisation capital, sur lequel nous nous sommes moins étendus dans ce qui précède.

L'hypothèse en question peut se formuler très simplement de la manière suivante : la production de la métropole connexionnelle et le développement du principe « intégratif » d'organisation de la division capitaliste du travail qui l'accompagne constitueraient le produit de (ou la réponse du capital face à) la contradiction inhérente à la tendance à la fragmentation ou à la décomposition des chaînes de valeur qui était au cœur du capitalisme industriel (au fondement de son principe « allocatif » d'organisation de la division du travail) et qui se prolonge aujourd'hui au travers de la transnationalisation du capital. L'enjeu historique de la production de la métropole connexionnelle, qui aurait déterminé son émergence historique, consisterait ainsi, sous ce rapport, à « réintégrer ce qui a été séparé » et qui continue aujourd'hui d'être séparé dans le cadre de l'approfondissement de la division capitaliste du travail à l'échelle du globe. Autrement dit, la production de la métropole connexionnelle viserait à relier ou à réintégrer par des connexions les éléments matériels de la valorisation du capital qui ont été séparés ou dissociés dans le cadre du capitalisme industriel et, plus encore, dans le cadre de sa

crise : la transnationalisation du capital ayant en effet constitué l'une des principales réponses de ce dernier face à l'essoufflement de sa dynamique fordiste. Trois principaux arguments, issus de trois principales références, peuvent nous permettre d'étayer cette hypothèse. Il est tout d'abord possible de se tourner vers les travaux de Saskia Sassen, pour qui les centres métropolitains ont précisément pour fonction privilégiée, dans le fonctionnement du capitalisme contemporain, de « gérer la complexité » qui est née de l'approfondissement de la division capitaliste du travail à l'échelle du globe et de la démultiplication des échanges en tous genres et à multiples portées qui en a découlé : le statut de « centre de pilotage » des chaînes de valeur globalisées qui est celui de la métropole connexionnelle s'expliquant ainsi en premier lieu, selon cette perspective, par la complexification de ces mêmes chaînes de valeur consécutive à leur globalisation – à leur éclatement à l'échelle planétaire. De manière convergente, il est aussi possible de se tourner vers les travaux de El Mouhoud Mouhoub et de Philippe Moati (2005) pour étayer cette hypothèse. À l'aune de leurs travaux en effet, il est possible d'appréhender la production de la métropole connexionnelle et le développement du principe intégratif de la division capitaliste du travail dont elle porteuse comme une réponse au renforcement de la « *contrainte d'interdépendance* » résultant du processus de décomposition internationale des processus productifs amorcé à partir des années 1970 dans le cadre de la crise du capitalisme fordiste – résultant, autrement dit donc, de la tendance à la fragmentation qui est au fondement du principe allocatif (ou néoricardien) d'organisation de la division du travail. Enfin, il est également possible de se tourner vers Henri Lefebvre pour soutenir cette hypothèse d'un passage endogène du principe allocatif, reposant sur la fragmentation, à un principe intégratif, reposant sur la mise en connexion – et donc d'un passage endogène de la ville-centre-fordiste (ou plus généralement, industrielle) à la métropole connexionnelle. Rappelons tout d'abord que dans plusieurs de ses textes, Henri Lefebvre semble largement anticiper les transformations dont il est question ici. Dans sa conférence donnée en 1967 à la cité universitaire d'Anthony par exemple (Lefebvre, 2001c, p. 231), il souligne que les transformations à l'œuvre au sein de la division capitaliste du travail - caractérisées selon lui par le fait que « *la circulation devient le problème du capital* » - s'accompagnent de la production d'une « *nouvelle centralité* » qui tendrait désormais à se définir, non plus principalement par la production, ni même par la consommation, mais par le pouvoir sur ces dernières que garantit la « *centralisation de l'information* » - ce que nous appelons pour notre part, de manière plus générale, les « moyens sociaux de connexion ». De même, dans *La production de l'espace*, il note ceci : « *La réalisation de la plus-value se déterritorialise. Dès lors, l'espace urbain ayant perdu son rôle ancien dans la réalisation de la plus-value, continue*

cependant à assurer la correspondance entre les flux : ceux d'énergie et de main d'œuvre, ceux de marchandises et de capitaux. L'économie se définit pratiquement comme une connexion de flux et de réseaux, connexion plus ou moins rationnellement assurée par les institutions, et programmée dans le cadre spatial où ces institutions ont une portée opératoire » (Lefebvre, 2000, p. 401). Ce sont donc bien les germes de la production de la métropole connexionnelle et du monde connexionniste qu'Henri Lefebvre nous donne à voir dans ces textes. Mais c'est cependant dans un texte encore antérieur – *Notes sur la ville nouvelle* [1960] – qu'il est possible de trouver une explication des raisons de ces transformations, ou une approche plus généalogique de ces dernières. Avec ce texte en effet, Henri Lefebvre nous permet de comprendre que la production de la métropole connexionnelle et de son monde connexionniste, ainsi que le pouvoir qu'acquière les moyens sociaux de connexion au sein de ce dernier, trouvent en dernière analyse leur raison historique et logique dans la tendance à dissocier ou à séparer (à disjoindre dans le temps et dans l'espace) les éléments de la vie sociale caractéristique de « l'époque bourgeoise » : *« Tout ce qui était séparable a été distingué et séparé : pas seulement les domaines et les gestes, mais les lieux et les gens.(...). De sorte que les intermédiaires entre ces éléments disjoints (...) en reçoivent une importance exagérée. Ce qui relie devient plus important que les « êtres reliés ».(...). La vente devient plus importante que la production, l'échange plus que l'activité, les intermédiaires plus que les créateurs, les moyens plus que les fins. »* (Lefebvre, 2009, p. 82) En somme, donc, il s'agit ici de reconnaître que le processus de mise en connexion caractéristique du régime contemporain de production capitaliste de l'espace et du temps constitue le produit du caractère contradictoire du processus de fragmentation caractéristique du régime antérieur de production de l'espace et du temps ; et que c'est donc sur un « monde en miette » que s'établit la métropole connexionnelle ; que c'est au sein de ce dernier qu'elle trouve son sens et sa fonction.

Ce premier éclairage concernant les raisons de la production de la métropole connexionnelle peut comme nous le disions nous permettre de mieux apprécier ses résultats ; ou, plus généralement, de mieux comprendre le sens qu'il convient d'attribuer à cette dernière au regard du développement historique du capital. Au-delà de la transformation des caractéristiques temporelles de la valorisation du capital dont nous venons de discuter ci-dessus, et outre donc la réalisation du fantasme d'immédiateté du capital qui y est l'œuvre (mais inséparablement de cette dernière), la production de la métropole connexionnelle semble en effet ici se présenter comme l'expression du rééchelonnement et du parachèvement d'un autre aspect du processus d'autonomisation du capital : celui au travers duquel il se réalise sous la forme d'une totalité

autonome en dépossédant l'activité humaine de cette qualité, c'est-à-dire en réduisant celle-ci à de simples fragments dépendants d'une totalité qui les englobe et les surplombe. Généalogiquement, la production de la métropole connexionnelle pourrait ainsi se comprendre comme ce moment (historico-logique) dans lequel le capital, après avoir entièrement fragmenté le processus de production et ainsi dépouillé les membres du travailleur collectif²⁵⁹ de toute autonomie, après avoir mis à mort ou démembrer l'usine en tant que totalité²⁶⁰ et avoir plongé dans la dépendance l'ensemble des éléments issus de sa décomposition, en vient aujourd'hui, au travers de la mise en connexion des éléments disjoints de la carcasse de l'usine, à reconstituer cette totalité sous une forme réifiée (dans laquelle il s'incarne), celle des réseaux de connexions que contrôlent les moyens sociaux de connexion concentrés dans les métropoles, et à en jouir de manière totalement décomplexée, c'est-à-dire avec la faculté de renouveler et de permuter de manière illimitée et instantanée les fragments dépendants qui la composent. En somme, si le processus de sortie de crise du fordisme propulsé par l'internationalisation et la transnationalisation du capital productif s'apparentait au démembrement de l'ancienne totalité dans laquelle s'incarnait le capital, le processus de mise en connexion traduit selon nous quant à lui la reconstitution d'une nouvelle totalité au travers de laquelle ses fantasmes se réalisent plus concrètement, et son essence plus purement, que dans l'ancienne.

Cette lecture appelle immédiatement plusieurs remarques, de différentes natures.

Il faut sans doute tout d'abord préciser ou rappeler que ce mouvement de fragmentation-réintégration n'est pas nouveau, dans ce qu'il a d'essentiel du moins. Comme nous l'avons indiqué, il ne s'agit que de la reprise du processus de décomposition du travailleur collectif dont nous avons analysé la réalité spatiale dans le dernier chapitre de la première partie de cette thèse (V). Mais la reprise d'un processus n'est pas la simple répétition de ce dernier. C'est son recommencement à un niveau supérieur, avec des différences donc. Quelles sont ces différences ? La première est relative à l'échelle de ce processus : le mouvement de fragmentation-réintégration ne s'effectue plus à l'intérieur de l'usine mais se déploie à l'échelle du globe. La deuxième renvoie également à la dimension spatiale du processus : alors qu'à l'époque industrielle ce mouvement s'effectuait à l'intérieur d'un espace fermé, celui de l'usine donc, il s'effectue dorénavant dans un espace, certes non pas totalement dénué de limites, mais ouvert, celui d'un réseau hyperscalaire de connexions potentielles et réversibles. Ce qui

²⁵⁹ i.e., les différents établissements qui composent la chaîne d'activité.

²⁶⁰ L'usine que la littérature économique qualifie « d'usine verticalement intégrée » ou « d'usine manchestérienne » (Weinstein, 2010).

implique notamment que la composition du travailleur collectif dans cette nouvelle totalité réifiée est indéterminée *a priori*, dans le sens où elle peut être modifiée au gré des opportunités et des projets de mise en valeur du grand capital. La troisième différence renvoie au fait que la totalité confisquée par le démembrement de l'usine manchestérienne n'est logiquement plus réifiée dans les moyens sociaux de production hébergés au sein de cette dernière, puisqu'elle n'est elle-même plus qu'un fragment dépendant, mais dans les réseaux recomposables de la valorisation du capital, eux-mêmes contrôlés et pilotés par les moyens sociaux de connexion concentrés dans les centres métropolitains et dans les mains du grand capital. La quatrième différence réside dans le fait que ce mouvement de fragmentation-réintégration ne met plus directement en prise les capitalistes et les travailleurs, mais le grand capital d'un côté et les capitaux de plus faibles envergures de l'autre. La cinquième enfin, qui découle de la précédente, est que si, comme on l'a dit, le capital jouit d'une plus grande autonomie une fois mué dans cette nouvelle totalité, plus liquide que la précédente, les travailleurs, pour leur part, voient leur aliénation s'approfondir à des niveaux encore inégalés dans la mesure où ils sont réduits à n'être plus que des fragments de fragments.

La deuxième remarque consiste à préciser, si l'on peut formuler les choses ainsi, que ce processus téléologique ne s'accomplit pas de manière téléologique, dans le sens où si il est effectivement orienté par une fin (celle de la constitution du capital en tant que totalité autonome, subjuguant les fragments qui la constituent), il n'est pas propulsé par elle. Il est en fait plutôt conduit vers cette fin par le truchement des contradictions de ses régimes de production de l'espace et du temps et des différents moments qui jalonnent ces derniers. Nous avons ici examiné l'une de ces contradictions, en montrant que la nécessité d'améliorer l'intégration des éléments disjoints de la valorisation par leur mise en connexion peut s'expliquer par l'accroissement de la complexité et des problèmes de coordination résultant de l'approfondissement de la décomposition des chaînes d'activité. Mais d'autres contradictions ont joué un rôle déterminant dans ce processus qui devait conduire à la mise en connexion (ou à l'émergence du principe intégratif) et à la production de la métropole connexionnelle. Parmi elles, l'une des principales, sur laquelle nous reviendrons, nous semble résider dans l'essoufflement des gains de productivité liés à l'approfondissement de la décomposition du procès de production, qui a en effet déterminé la recherche d'autres formes de mises en valeur du capital, d'autres leviers d'accroissement ou de redressement du taux de profit – ceux que nous avons mis au jour dans cette section, à savoir ceux qui se fondent sur la puissance sociale métropolitaine de potentialisation, de flexibilisation, de fluidification et d'accélération de sa

propre valorisation. On le voit, le processus d'autonomisation du capital n'est donc pas une marche consciente de ce dernier vers son état achevé : c'est au contraire sous le poids des contraintes que ses propres contradictions font peser sur ses personnifications, c'est-à-dire sur les capitalistes, qu'il s'oriente vers cette fin. Nous reprendrons cette réflexion dès le premier point de la prochaine section.

La troisième remarque, enfin, s'apparente en fait à une question : quel sens peut-on donner à ce prolongement contemporain du processus capitaliste de fragmentation du travail et de totalisation du capital ? Que nous dit-il de l'état de santé historique du capital ? Deux interprétations contradictoires peuvent être proposées à ce sujet. La première, qui peut dès maintenant être avancée sur la base de ce qui précède, consiste à voir dans la mise en connexion l'expression d'une totalité achevée devenue parfaitement autonome des éléments qui la composent, capable de renouveler et de recombinaison ces derniers de manière illimitée et instantanée. La seconde interprétation consiste au contraire à envisager la mise en connexion comme l'expression d'une totalité achevée, mais exsangue, et qui en vient de fait à tourner sur elle-même de manière frénétique et compulsive, faute de nouveaux contenus à s'arroger. Ce n'est que dans la prochaine section, où nous reviendrons sur certaines des contradictions inhérentes au principe allocatif d'organisation de la division du travail, que nous pourrions donner de la consistance à cette seconde interprétation. Cela nous permettra de mettre en évidence toute l'ambiguïté de la phase contemporaine du développement historique du capital : nous pourrions alors comprendre que le fantasme de toute-puissance du capital que concrétise la production de la métropole connexionnelle s'établit sur la réelle impuissance de ce dernier ; et que l'autonomie qu'il acquiert dans ce cadre (au travers de la production de la métropole connexionnelle) n'est qu'une façon de conjurer ou de dissimuler sa profonde sénilité.

Ajoutons une dernière remarque avant de passer à la suite. Il faut en effet ici noter que nous venons de découvrir une nouvelle détermination constitutive de la connexion : celle-ci se base sur la séparation (fragmentation). C'est en effet comme on le voit la séparation qui suscite la nécessité de la connexion. Cette proposition sera déterminante pour la suite de notre exposé. Nous la compléterons en montrant que si la connexion se fonde en effet sur la séparation, elle ne fait par ailleurs que la reproduire. Elle nous permettra alors, ainsi complétée, de saisir le double mouvement d'aliénation des hommes et des femmes et d'autonomisation du capital dans son unité dialectique.

b) Le passage du principe allocatif au principe intégratif que matérialise la production de la métropole connexionnelle n'a pas seulement pour effet d'accroître la fluidité et la célérité du procès de valorisation du capital. Il n'a pas non plus, en conséquence, pour seul résultat la concrétisation de son fantasme d'immédiateté. La totalité achevée dans laquelle il s'objective dorénavant, celle des réseaux hyperscalaires et recomposables de sa valorisation, possède en effet d'autres propriétés, qui sont à la base d'autres caractéristiques temporelles des formes contemporaines de la valorisation du capital. Parmi elles, figure bien évidemment l'accroissement de la flexibilité des chaînes d'activité des grandes entreprises, au travers duquel se concrétise le fantasme de liquidité du capital, celui consistant pour lui à se rendre parfaitement indifférent à son contenu en acquérant la faculté de renouveler ce dernier sans délai ni difficulté et de manière illimitée. Comme nous l'avons vu dans le point précédent en effet, le contrôle des moyens sociaux de connexion permet au grand capital de ne pas s'objectiver dans des réalités matérielles desquelles il aurait du mal à se dégager et lui permet ainsi d'être toujours prêt à se saisir d'opportunités nouvelles. Mieux encore, on peut dire ici que ce contrôle lui permet de ne pas pénétrer dans le réel et d'éprouver les limites auxquelles ce dernier le confronte inévitablement ; et qu'il lui permet, à la place, de demeurer dans le domaine du virtuel, où aucun possible n'est jamais refermé – et où en conséquence son fantasme de toute-puissance n'est jamais contrarié.

Du point de vue du capital, il s'agit sans doute là de l'un des principaux apports de la production de la métropole connexionnelle à la réalisation de sa propre nature. Le principe allocatif d'organisation de la division du travail et le modèle de la grande entreprise verticalement intégrée (spatialement éclatée ou non) qui lui correspondait se caractérisaient en effet par leur rigidité, leur manque de souplesse, c'est-à-dire par les difficultés qu'ils opposaient à la mise en œuvre du changement, changement dans la production ou changement de production. Il s'agissait d'un mode d'organisation dans lequel, pour se valoriser, le capital devait s'encombrer d'un imposant contenu (capital fixe notamment) : grandes surfaces foncières et machines-outils à longue période d'amortissement et fortement spécialisées, donc difficiles voire impossibles à redéployer pour d'autres activités. En fait, le seul contenu à l'égard duquel le capital est parvenu à s'autonomiser dans le cadre de ce modèle (régime de l'usine), ce fut la force de travail, qu'il a su comme on l'a vu (V) rendre parfaitement substituable au travers du processus de déqualification qu'est le processus de fragmentation du procès de travail correspondant au principe allocatif – mais aux prix, donc, d'une lourde accumulation de capital fixe. On comprend ainsi mieux l'intérêt qu'aura représenté, pour le grand capital, la production de la

métropole connexionnelle : elle lui aura permis de se délester des contenus qui l'encombraient et, ainsi, de rendre « libre comme l'air », « nomade » (Marx, 1968), conformément à sa nature de valeur en procès.

Mais on comprend aussi peut être mieux, à l'aune de cette mise en perspective, la nécessité à laquelle aura répondu la production de la métropole connexionnelle : celle-ci lui aura permis de « mettre en mouvement ce qui était immobile » dans le cadre du précédent régime ; de liquéfier ou de réduire en fumée « tout ce qui avait solidité » (Engels, Marx, 1848). L'abstraction gagne du terrain et l'autonomie du capital se renforce : dans le régime de l'usine les moyens sociaux de production permettaient d'abstraire le travail et la force de travail ; dans le régime métropolitain, les moyens sociaux de connexion lui permettent de s'abstraire des moyens sociaux de production – et *a fortiori* donc du travail et de la force de travail. Les aboutissants du changement nous renseignent ainsi sur ses tenants. Encore une fois en effet, il faut souligner ici que ce mouvement du capital vers sa propre nature ne s'accomplit pas de manière téléologique, mais qu'il est provoqué par les contradictions inhérentes au principe allocatif d'organisation de la division du travail – et par la manière dont ces dernières pèsent sur les capitalistes, et plus particulièrement sur leurs profits. Deux d'entre elles peuvent ici être signalées. La première, que nous avons déjà évoquée ci-dessous, renvoie à l'essoufflement progressif à partir des années 1960 des gains de productivité associés à la décomposition et à l'automatisation du procès de travail. Ces derniers devinrent en effet rapidement insuffisants pour compenser l'accroissement de la composition organique du capital induite par les importantes immobilisations en capital fixe nécessaires à l'obtention de ces mêmes gains de productivité : la croissance du numérateur du taux de profit ne suffisant plus, autrement dit, à compenser celle de son dénominateur. La première raison de la production de la métropole connexionnelle n'est ainsi autre que la contradiction la plus classique du mode de production capitaliste (Marx, 2016) – et la nécessité pour la survie du capital de la surmonter. Ce qui mérite quand même d'être souligné : c'est une contradiction bien connue des marxistes qui conduit ce dernier à se rendre méconnaissable à leurs yeux en rompant avec l'essentiel des aspects exotériques qui le rendaient familier, en rompant donc avec le précédent fondement de son pouvoir sur le travail (qui passe du contrôle des moyens sociaux de production au contrôle des moyens sociaux de connexion) et avec les termes mêmes de son rapport avec le travail (qui ne consiste plus directement à abstraire ce dernier mais à s'en abstraire). La seconde contradiction susceptible d'expliquer la production de la métropole connexionnelle renvoie ensuite à la rigidité du procès de production induite par les imposantes immobilisations en capital fixe

nécessaires à l'accroissement de la productivité du travail dans le cadre du principe allocatif d'organisation de la division du travail. Cette rigidité devint en effet problématique dès lors que, à partir de la fin des années 1960, la norme de consommation fordiste fondée sur des biens de consommation simples et standardisés s'épuisa et laissa place à une demande plus volatile, tant sur le plan quantitatif que qualitatif. De fait, cette rigidité devint alors source de discontinuités temporelles (interruptions) de la production, donc de réduction de la quantité de survaleur, alors même que l'accroissement de la continuité de la production avait été, comme nous l'avons noté dans le chapitre V, l'un des effets bénéfiques pour le capital de la décomposition et de la mécanisation puis de l'automatisation de la production. Ce qui nous amène ici à la remarque suivante : ce sont les déterminations les plus classiques du capital qui le conduisent à ses ruptures les plus radicales ; les raisons qui le poussent à remettre en cause un mode d'organisation de la division du travail sont fondamentalement les mêmes que celles qui l'avaient antérieurement poussé à l'adopter.

c) Le troisième effet du passage du principe allocatif au principe intégratif d'organisation de la division du travail qui se joue au travers de la production de la métropole connexionnelle renvoie enfin à l'accroissement des possibilités matérielles offertes à la mise en valeur du grand capital ; accroissement qui, comme nous l'avons souligné, a pour résultat de concrétiser le fantasme d'illimitation du capital, c'est-à-dire de proroger la forme valeur de la richesse matérielle en lui assurant un constant renouvellement de son contenu. C'est là, selon nous, l'enjeu le plus important de la phase contemporaine du développement historique du capital. Et donc la principale signification qu'il convient d'attribuer au régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps. Comme le suggère l'un des arguments ci-dessus en effet, le développement de la division capitaliste du travail dans le cadre du principe allocatif - consistant à accroître la productivité du travail en fragmentant et en automatisant le procès de travail - s'est heurté à partir de la fin des années 1960 à l'essoufflement de la norme de consommation fordiste qui, en plus de poser les problèmes de discontinuités temporelles de la production que nous avons mentionnée, fut (aussi et surtout) à l'origine d'un problème de débouchés pour le capital, c'est-à-dire de difficultés pour réaliser la survaleur contenue dans les marchandises. Le caractère fini des besoins assurés par les marchandises standardisées de la norme de consommation fordiste rentra en effet en contradiction avec la production en quantité sans cesse croissante de ces dernières qu'implique la norme de production fordiste, fondée sur l'accroissement de la productivité du travail. Ce qui se traduit concrètement par une crise de surproduction. Cette limite fut alors temporairement surmontée par le processus

d'internationalisation puis de transnationalisation du capital, qui permet (entre autres choses) d'absorber les surplus de marchandises sans remettre fondamentalement en cause ni la norme de consommation (basée sur des marchandises standardisées répondant à des désirs basiques et génériques, c'est-à-dire à des besoins) ni la norme de production fordiste (fondée sur l'accroissement de la productivité du travail par fragmentation et automatisation du procès de travail). Mais cette solution (ce « spatial-fix ») fut de courte durée. Elle devait en effet elle-même buter sur une ultime limite, celle de la finitude du monde, une fois achevées l'ouverture et la pénétration des marchés émergents – qui devint effective à partir des années 2000 et qui se traduit aujourd'hui (2022) par le retour des tensions impérialistes.

C'est donc aussi dans ce contexte et face à cet enjeu que doit se comprendre la production de la métropole connexionnelle : « repousser les limites qui ont été atteintes » ; s'affranchir des limites induites par la finitude des besoins humains et du monde, c'est-à-dire de la population humaine. Le régime métropolitain de production de l'espace et du temps, dont elle constitue l'une des facettes, répond à cet enjeu selon deux modalités principales. La première renvoie au mécanisme d'enrichissement endogène des ressources matérielles que nous avons évoqué dans le deuxième point de cette section et sur lequel nous reviendrons dans le prochain chapitre, dans la mesure où il fait intervenir de manière inséparable les deux facettes, connexionnelle et relationnelle, de la métropole capitaliste. Rappelons alors ici simplement que les relations productives que permettent de nouer les connexions sont à l'origine d'externalités dynamiques d'apprentissage qui se traduisent concrètement par un enrichissement et un renouvellement permanent des ressources et des capacités cognitives des travailleurs engagés dans ces relations, c'est-à-dire par une amélioration de la qualité et un accroissement de la quantité des contenus matériels (valeurs d'usage) disponibles à la valorisation du capital. Mais le principal vecteur d'élargissement des possibilités de la valorisation du capital inhérent au régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps réside selon nous avant tout dans l'évolution des normes de consommation et de production qui accompagne les transformations de la division capitaliste du travail dont est porteuse la production de la métropole connexionnelle. À partir de la fin des années 1970 en effet, la classe capitaliste tend à répondre à la crise de surproduction induite par la saturation des désirs basiques et génériques par la production de marchandises différenciées et innovantes s'adressant à des désirs jusque-là non pris en charge par la production capitaliste. Les possibilités de la valorisation du capital se dégagent ainsi des limites inhérentes aux désirs auxquels elle se cantonnait jusque-là pour s'ouvrir à un champ *a priori* illimité : celui des désirs dits « supérieurs », que nous qualifierons pour notre part de

désirs « existentiels et différentiels » (VII.2.3), qui se caractérisent précisément, sinon par leur caractère illimité, du moins par leur très forte plasticité. On peut alors voir, dans ce seul renouvellement de la norme de consommation, un puissant vecteur de concrétisation du fantasme d'illimitation du capital : il s'approprie une base passionnelle plus adéquate à son mouvement autoréférentiel de valeur en procès. Mais cette transformation de la norme de consommation ne suffirait pas à elle seule à appuyer le processus d'autonomisation du capital si elle ne s'accompagnait pas dans le même temps de profondes transformations au sein des normes de production et, plus particulièrement, dans les méthodes et procédés au travers desquels est mise en œuvre la production de l'innovation (Moati, Mouhoub, 2005 ; Le Bas, 2018). C'est que celle-ci présente *a priori* des propriétés matérielles en tout point contradictoires avec les exigences temporelles abstraites de la valorisation du capital : dans le capitalisme industriel en effet, la production de l'innovation reposait sur d'importantes immobilisations à long-terme en capital fixe et se caractérisait par des résultats lointains et incertains. Or, au travers de la production de la métropole connexionnelle et du développement du principe intégratif et de la logique combinatoire d'organisation de la division du travail qui l'accompagne, le (grand) capital semble précisément parvenir à s'affranchir de ces inconvénients en développant une faculté nouvelle, qui est celle de *produire en permanence de l'inédit en combinant de manière instantanée et illimitée des ressources préconstituées*.

À nos yeux, cette capacité résume à elle seule l'essentiel des résultats de la production de la métropole connexionnelle et de la puissance de potentialisation, de flexibilisation, de fluidification et d'accélération de la valorisation du capital qui s'y développe. En elle, se concrétisent en effet les trois principaux fantasmes au travers desquels se décline le fantasme de toute-puissance du capital : son fantasme d'illimitation donc, mais aussi ses fantasmes d'immédiateté et de liquidité. Nous voulons toutefois ici concentrer nos commentaires sur le premier d'entre eux. Il importe en effet de bien mesurer la portée de cette faculté du point de vue de la capacité du capital à étancher sa soif permanente de nouveaux contenus. Quelle limite y a-t-il en effet au réagencement de l'étant (et non de l'existant) ? Aucune. Dès lors que ce dernier est disponible et accessible en quantité suffisante – et il l'est du fait de la mise en connexion métropolitaine (qui permet comme on l'a vu d'accéder instantanément à toutes les richesses du monde) –, les combinaisons possibles sont virtuellement infinies, inépuisables. Et donc les possibilités de valorisation du capital également. Elles sont en outre en constant renouvellement : chaque combinaison inédite tombant en effet immédiatement dans le domaine de l'étant et donc dans celui des réalités (re)combinables. Nous sommes ici à l'évidence devant

une transformation de grande ampleur des rapports de production capitalistes. Le capital, qui se définit fondamentalement par sa négativité, se dote d'une source de positivité (abstraite) : *la puissance combinatoire de la métropole*. Une source de positivité qui lui permet, dans le contexte historique dans lequel elle se développe, de conjurer les angoisses qu'avait suscitées chez lui la conscience de la finitude du monde impliquée par la colonisation achevée de ce dernier. Puisque toutes les réalités du monde ont été réduites à l'abstraction ou sont en passe de l'être, il se réfugie dans une fuite en avant dans l'abstraction ; et sa négativité se transforme d'elle-même en positivité abstraite : à la réduction à l'abstraction, processus fini, se substitue l'infinie combinaison de l'abstraction. Le capital se prend alors à rêver d'éternité. Car c'est bien un « éternel présent » que cette positivité tend à instaurer. Le changement qu'elle permet est en effet le seul qu'il connaît et qu'il admet : la recombinaison du même ; le réagencement de l'identique ; la « permutation d'éléments donnés » (Lefebvre, 1971). Pas de « différences produites » donc, mais seulement des « particularités induites » (Lefebvre, 2000). De l'inédit, mais rien de neuf. Le principe temporel de la reproduction du capital identifié par Marx et Engels dans *Le manifeste du parti communiste*, qui veut comme le résumait Gramsci que « tout change en permanence pour que rien ne change jamais », trouve ici, dans la puissance combinatoire de la métropole, la puissance matérielle qui lui permet de se concrétiser, son expression la plus achevée. Le passé bricolé fournissant de fait au présent un horizon illimité. Du point de vue du capital. Pour les hommes et les femmes en revanche, ne subsiste plus dans cet éternel présent qu'un horizon bouché par le spectacle de ce passé volé. Et un présent pris en tenailles entre deux abîmes (VII.2 ; IX.4).

Raisons du renouvellement du processus d'abstraction capitaliste	Enjeu ou objet du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps	Forme du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps	Contenu du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps	Résultats du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps
Contradictions du régime industriel de production capitaliste de l'espace et du temps - Nécessité de réintégrer ce qui a été séparé - Nécessité de remettre en mouvement ce qui a été immobilisé - Nécessité de repousseur les limites du monde, ou de conjurer sa finitude	Appropriation capitaliste des liens humains	Processus métropolitain de mise en forme connexionnelle des liens humains	Production d'une puissance de potentialisation, de flexibilisation, de fluidification et d'accélération de la valorisation du capital, la puissance combinatoire de la métropole, qui assure aux fractions dominantes du capital la capacité à produire en permanence de l'inédit en combinant de manière instantanée et illimitée des ressources préconstituées	Accélération du procès de valorisation du capital Flexibilisation du procès de valorisation du capital Potentialisation du procès de valorisation du capital Prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital. Concrétisation des exigences temporelles abstraites de son procès de valorisation

Tableau 3. Tableau récapitulatif des éléments de caractérisation théorique du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.

Encadré 16. Retour sur la conception régulationniste de l'histoire.

Dans le premier chapitre de cette thèse, nous critiquions l'école française de la régulation en soulignant que sa conception de l'histoire revient à « nier le devenir historique » ; à réduire ce dernier à ce qu'il n'est pas, à savoir à une simple « permutation d'éléments donnés » (les réagencements contingents des cinq formes institutionnelles). Nous avons alors proposé une critique que l'on pourrait qualifier d'idéaliste de cette conception, en nous concentrant sur les aspects épistémologiques et plus précisément encore sur les opérations conceptuelles et méthodologique qui sont intervenues dans l'élaboration de cette conception, ou dans l'adoption de celle-ci. Il s'agissait en effet avant tout dans le cadre de cette critique de souligner en quoi la conception abstraite de l'espace et des rapports sociaux de production qui est celle l'école de la régulation détermine sa démarche de liquidation de l'historique au profit du politique. Dans ce cadre nous nous étions alors seulement contentés d'évoquer, sans même les développer, deux explications matérialistes possibles de cette trajectoire. La première consistait à souligner que cette conception ou représentation participe à la capacité de l'école de la régulation à s'ériger en tant que possible « conseillère du prince » - puisque cette représentation (plus exactement celle de « l'autonomie relative des territoires » qui l'accompagne) est conforme avec celles que les représentants politiques se font de leur propre activité (ou plus exactement des conditions dans lesquelles celle-ci se déroule). La seconde consistait à identifier cette conception à une expression dans le monde académique du « régime présentiste d'historicité » qui tend selon François Hartog à se mettre en place depuis la fin des années 1980 au sein des sociétés occidentales.

Les développements proposés dans ce point conclusif permettent maintenant de préciser quelque peu cette dernière hypothèse. Car nous commençons maintenant à connaître l'origine de ce régime présentiste d'historicité, c'est-à-dire les raisons susceptibles d'expliquer son émergence et de lui donner du sens : nous savons qu'il trouve en dernière analyse sa cause dans les contradictions du régime antérieur de production capitaliste de l'espace et du temps et qu'il se matérialise au travers de la production de la métropole connexionnelle, qui constitue la face dominante du régime contemporain de production capitaliste de l'espace et du temps. Mieux encore, nous savons qu'il se fonde matériellement sur le développement de la puissance combinatoire de la métropole connexionnelle : de cette machine à combiner et recombinaison des éléments disjoints d'où jaillissent en permanence des particularités induites mais jamais de différences produites. Dès lors nous pouvons dire ceci : la conception régulationniste de l'histoire ne fait au fond que réduire celle-ci à ce à quoi le capital tente de la réduire et à ce à

quoi il la réduit de manière effective dans le cadre de la production de la métropole connexionnelle. Il ne s'agit donc pas seulement d'une conception aporétique, reposant sur la séparation abstraite de ce qui ne peut pas être séparé (le rapport social et le support matériel) ; cet aspect est finalement secondaire ; il s'agit plus fondamentalement d'une conception fétichiste au sens fort du terme, à savoir d'une formalisation théorique des illusions qui naissent dans le cadre de la production par le capital de sa propre demeure, dans laquelle tout est déguisé en son contraire – à savoir dans laquelle, en l'occurrence, le devenir historique est tourné en un éternel présent.

6.2. La métropole connexionnelle : l'espace socialisé et concrètement abstrait des formes contemporaines de l'accumulation du capital.

Nous refermerons cette section consacrée à l'analyse des transformations matérielles de la division capitaliste du travail qui sont à l'œuvre au travers de la production de la métropole connexionnelle en ajoutant encore quelques remarques visant à mieux apprécier le caractère socialisé et concrètement abstrait de cet espace au travers duquel se concrétisent les abstractions capitalistes et, ainsi, à mieux apprécier la rupture dont est porteuse la production de la métropole connexionnelle du point de vue du processus d'abstraction capitaliste au travers duquel s'effectue le développement historique du capital (la reproduction de ses rapports de production).

Les transformations contemporaines des caractéristiques temporelles du procès de valorisation du capital s'accompagnent comme on l'a vu, à titre de condition et d'effet à la fois, d'une profonde transformation de la nature des puissances matérielles qu'il s'approprie et des puissances sociales qu'il développe : si les puissances qui permettaient aux capitalistes d'accroître la productivité du travail dans le cadre du capitalisme industriel étaient objectivées dans les moyens sociaux de production qu'ils concentraient dans leurs usines, celles qui permettent aujourd'hui aux capitalistes d'accroître les possibilités, la flexibilité, la fluidité et la célérité de la totalité du procès de mise en valeur de leur capital s'objectivent quant à elles dans les moyens sociaux de connexion concentrés dans les métropoles. Mieux encore, elles s'identifient à la figure de la métropole connexionnelle elle-même, définie en tant qu'accumulation de moyens sociaux de connexion ou, plus précisément, en tant que centre de pilotage et de commandement d'un réseau hyperscalaire de connexions potentielles et réversibles. C'est en elle, en effet, ou plus exactement encore dans son potentiel d'accès instantané et illimité, qu'est cristallisée la puissance combinatoire qui permet aux capitalistes de produire en permanence de l'inédit en combinant de manière instantanée et illimitée des

ressources préconstituées. C'est donc en elle que se trouve objectivée la puissance sociale qui permet aux capitalistes de répondre aux nouvelles exigences temporelles de la mise en valeur du capital.

Les transformations des caractéristiques temporelles de la valorisation du capital s'accompagnent ainsi d'une profonde transformation des propriétés spatiales de son processus d'accumulation, qu'il convient ici d'aborder plus explicitement. Deux principales propositions peuvent être avancées sur la base de ce qui précède.

La première évidence est que l'accumulation du capital se socialise, c'est-à-dire qu'elle devient, pour reprendre l'expression utilisée par les tenants de la thèse du capitalisme cognitif, un « processus immédiatement social » : les puissances matérielle (puissance combinatoire) et sociale (puissance PFFA) du capital ne sont plus objectivées à l'intérieur des espaces privés détenus et contrôlés par les capitalistes industriels, dans les usines, mais directement dans l'espace social du capital, à savoir dans et même *en* la métropole connexionnelle. De même, l'accroissement de ces puissances ne s'effectue plus au travers des investissements en capital fixe auxquels chaque capitaliste procède individuellement et séparément, mais au travers de l'enrichissement des réseaux de la circulation du capital et du renforcement de leur contrôle par les centres métropolitains, ou, pour le dire autrement, au travers de la prolifération et de la liquéfaction des flux commutant par l'intermédiaire des centres métropolitains, soit, donc, au travers d'un processus auquel l'ensemble des capitalistes, mais aussi et plus généralement des individus, contribuent ensemble et simultanément - bien qu'inintentionnellement et de manière toujours non coordonnée. Autrement dit, et quitte à schématiser de manière excessive la transformation dont il est question, là où le capitaliste industriel ne pouvait compter que sur ses efforts pour accroître la célérité du procès de production, le capitaliste connexionniste voit s'élargir les possibilités de mise en valeur de ses capitaux à chaque fois que le réseau hyperscalaire de connexions potentielles et réversibles qu'il contrôle s'élargit, soit, *in fine*, à chaque fois qu'une nouvelle richesse peut ou doit, pour se réaliser, être connectée à une autre. On pourrait dès lors être tenté d'identifier, dans la droite ligne des thèses post-opéraïstes, la production de la métropole connexionnelle à la réalisation d'une configuration historique du capitalisme que certains ont qualifié de « communisme du capital » (Moulier Boutang, 2007) : c'est en effet un commun, produit par les externalités induites par l'accessibilité et la disponibilité des êtres et des choses connectés²⁶¹, qui au fondement de la puissance

²⁶¹) Précisons tout de même que le commun dont il est question ici n'est pas le même que celui mis en avant par les auteurs que nous citons. Nous parlons ici d'un commun en rapport avec le procès de circulation du capital

combinatoire métropolitaine. Nos développements nous invitent cependant à nuancer un tel diagnostic ; et donc à préciser notre propos. Il nous semble en effet important de distinguer, dans l'analyse, ce qui révèle de l'enrichissement des réseaux de la circulation du capital d'une part, à l'aune duquel on peut effectivement parler d'une tendance à la socialisation du processus d'accumulation du capital, de ce qui relève du renforcement du pouvoir des centres métropolitains sur ces mêmes réseaux d'autre part. Ce deuxième aspect des formes contemporaines du processus d'accumulation du capital repose en effet pour sa part largement sinon exclusivement sur l'initiative de capitaux privés et demeure de fait toujours médiatisé par l'investissement privé dans les moyens sociaux de connexion et la propriété privée de ces derniers. Ainsi, si la production des puissances sur lesquelles repose la valorisation du capital se socialise, le pouvoir d'activer ces dernières et d'en bénéficier reste, quant à lui, privatif. Précision évidente certes, mais néanmoins nécessaire à l'analyse des formes contemporaines de valorisation du capital ; ou tout simplement si l'on veut comprendre en quoi ce communisme du capital est capitaliste. L'expression de communisme du capital, qui souffre à notre sens de ne pas avoir été suffisamment explicitée, ne peut ainsi selon nous avoir de sens que si elle sert à exprimer la contradiction croissante entre la socialisation de la production des puissances matérielles de la société d'une part et le caractère privatif de leur accaparement social par les capitalistes d'autre part ; ou, si l'on préfère, si elle sert à désigner la contradiction entre enrichissement des réseaux d'une part et renforcement des centres d'autre part (ou encore entre prolifération des connexions d'une part et centralisation des moyens sociaux de connexion d'autre part) qui matérialise cette contradiction structurelle. Le point essentiel étant selon nous de souligner, avec cette expression, que dans le capitalisme contemporain, l'investissement capitaliste ne contribue plus à accroître les puissances matérielles de la société, mais seulement le pouvoir dont disposent les capitalistes sur ces dernières ; de souligner donc, que ces deux aspects qui coïncidaient dans le cadre des formes industrielles de l'investissement, tendent à se dissocier dans le cadre de l'investissement connexionniste²⁶².

tandis que ces auteurs centrent leur analyse sur des communs alimentant le procès de production du capital : « l'activité pollinisatrice de la multitude » chez Moulier-Boutang ; « l'activité biopolitique de la multitude » chez Negri. Nous intégrerons l'analyse de ces communs dans le prochain chapitre, consacré à l'analyse de la production de la métropole relationnelle, soit de la face cachée et dominée du processus de métropolisation sur laquelle repose la métropole connexionnelle que nous analysons ici.

²⁶²) Mais ce point est en fait lui aussi discutable : comme nous l'avons aperçu dans le point précédent en effet, les connexions ne préexistent pas aux moyens sociaux de connexion ; ces derniers, ou plus exactement leur concentration par les capitalistes, contribuent à façonner les premières, à les rendre interchangeables et réversibles notamment. Nous n'entrerons toutefois pas ici dans les détails de cette discussion, bien que ses enjeux soient considérables : ce n'est en effet rien d'autre que la question de l'obsolescence historique de la bourgeoisie, en tant que classe sociale, c'est-à-dire la question de savoir si elle contribue toujours ou non au développement des puissances productives, qui est en jeu.

La deuxième évidence qui ressort de l'analyse des propriétés spatiales des formes contemporaines du processus d'accumulation du capital renvoie ensuite au caractère intangible, ou concrètement abstrait, de ces dernières. L'accumulation du capital, à savoir donc l'accroissement des puissances permettant aux capitalistes de respecter les normes temporelles contemporaines de la valorisation du capital, ne se matérialise plus en effet dans cette réalité massive, immobile et durable qu'était l'usine du capitalisme industriel, mais dans cette réalité éthérée, mouvante et éphémère que sont les flux qui commutent par l'intermédiaire des centres métropolitains. L'usine, mais aussi la ville industrielle qui l'hébergeait, ordonnaient et structuraient sur le long-terme leurs éléments internes pour parvenir à l'efficacité maximale (entendre : pour réduire le temps à son minimum nécessaire) dans l'exécution de fonctions ou d'activités données : l'usine de Taylor, la ville d'Hausmann comme l'immeuble du Corbusier répondaient à cette rationalité, le circuit de branche théorisé par Alain Lipietz également. La métropole connexionnelle, pour sa part, qui n'est pas dotée de limites bien définies (et encore moins permanentes), reste en permanence ouverte sur son dehors ; et indéterminée dans son contenu - qu'elle tire précisément, pour l'essentiel, de ce dehors. Jamais elle ne se fige. Le liquide se substitue au solide, le fluide au rigide, l'intermittent au permanent, l'ouverture à la fermeture, l'infini au fini. Plus encore, le potentiel se substitue à l'effectif et l'indéterminé au déterminé. Si bien que le virtuel prend le pas sur le réel. Car c'est bien là le point essentiel. L'usine et la ville industrielle étaient agencées de manière déterminée pour des activités déterminées auxquelles elles étaient pour ainsi dire assignées ; la métropole connexionnelle agence des activités indéterminées *a priori* ; elle reste ouverte à tous les usages possibles : car n'importe qui ou n'importe quoi peut faire l'objet d'une connexion. La production de la métropole ne se présente donc pas comme la production d'une réalité effective. Mais comme la production d'un « potentiel latent ». Elle ne se définit pas par son contenu, mais simplement par une forme, la mise en connexion, qui procède justement à la négation du contenu, en rendant ce dernier parfaitement interchangeable. Elle se définit ainsi fondamentalement comme un pur potentiel indéterminé qui ne prend la forme d'une réalité déterminée qu'en fonction des connexions potentielles qui sont effectivement activées dans le cadre des projets de mise en valeur en du capital. Elle n'a donc ni passé ni futur. Elle n'existe qu'au présent, de manière virtuelle.

Forme vide ; sans contenu (simplement dotée d'un contenu liquide et changeant) ; dépourvue de limites (car hyperscalaire) ; qui se présente sous la forme d'un pur potentiel indéterminé et qui n'existe qu'au présent... : il serait difficile de ne pas reconnaître, dans ces qualités qui sont

celles de l'espace de la métropole connexionnelle, les déterminations abstraites qui définissent le capital en tant que valeur en procès. Dès lors, comment ne pas voir, dans la production de la métropole connexionnelle, le parachèvement de ce processus d'abstraction au travers duquel le capital se réalise sous sa forme la plus achevée et concrétise ses fantasmes les plus abstraits en produisant un monde à son image, un espace qui épouse parfaitement ses déterminations abstraites, au point de coïncider complètement avec ces dernières ? À nos yeux, cela ne fait pas de doute : c'est bien la concrétisation de l'abstraction capitaliste qui se parachève au travers de la production de cet espace concrètement abstrait.

6.3.Transition.

Une telle interprétation n'est pourtant pas tout à fait satisfaisante. C'est une chose en effet que de comprendre que le processus d'abstraction capitaliste se parachève au travers de la production de la métropole connexionnelle ; c'en est une autre que de comprendre pourquoi il en est ainsi, c'est-à-dire de comprendre quelles sont les raisons historiques qui conduisent à la production de cet espace indéterminé, concrètement abstrait, virtualisé. La prochaine section, dans laquelle nous allons peaufiner notre présentation de la production de la métropole connexionnelle en l'interrogeant sur les transformations spatiales et temporelles de la vie quotidienne dont elle est porteuse, va justement nous permettre d'aller dans ce sens. L'un de ses principaux objectifs sera en effet d'analyser de manière plus approfondie les raisons du régime métropolitain de production de l'espace et du temps, que nous venons ici tout juste de commencer à aborder. Ces analyses nous permettront alors de comprendre, entre autres choses bien sûr, que le caractère virtuel de la métropole connexionnelle n'est que l'expression matérielle de ce qui s'apparente à une fuite en avant dans le virtuel du capital consécutive à l'épuisement et l'appauvrissement du réel – ou, plus précisément, de la survaleur qu'il est possible d'en extirper.

Section 2. La production de la métropole connexionnelle : les transformations matérielles de la vie quotidienne.

Les travaux des géographes qui s'intéressent aux transformations des spatialités et des temporalités urbaines caractéristiques du processus de métropolisation peuvent nous fournir d'autres prismes d'analyse de la production de la métropole connexionnelle et de ses implications ou de sa signification au regard du développement historique du capital. En particulier, ils peuvent nous permettre de mieux saisir la réalité spatiale et temporelle qui matérialise la puissance sociale sur laquelle repose ce dernier en nous apportant un éclairage

complémentaire de celui procuré par les travaux des économistes mobilisés ci-dessus. Par ailleurs, cette section va également nous permettre de continuer à ressaisir le régime métropolitain de production de l'espace et du temps dans son contexte historique, c'est-à-dire dans le cours du développement historique des contradictions du capital.

Dans cette perspective, nous proposons dans ce qui suit de discuter successivement de quelques notions avancées par les géographes pour définir la métropolisation en soumettant ces notions et les réalités qu'elles désignent à la démarche d'analyse issue de notre cadre théorique lefebvrien. Précisons que, encore une fois, il ne s'agit pas dans ce qui suit de prétendre parvenir à une réflexion complète reposant sur des démonstrations achevées et un examen empirique exhaustif des réalités sous-jacentes : il s'agit seulement de baliser un terrain qui demeure inexploré par la recherche académique en proposant simplement quelques éléments d'interprétation marxiste des travaux des géographes, eux-mêmes exploratoires (Gwiazdzinski, 2018), qui ont tenté de saisir les spécificités historiques du processus de métropolisation.

*

* *

1. La métropolisation comme consécration de « l'urbain généralisé ».

Chez les géographes, l'une des manières les plus répandues d'appréhender la métropolisation consiste à analyser celle-ci comme une troisième étape du processus d'urbanisation des sociétés capitalistes caractérisée par le dépassement de l'opposition entre la ville et la campagne, l'achèvement du processus d'exode rural et l'avènement d'un « urbain généralisé » (Ascher, 1995). La métropolisation consacrerait ainsi une urbanité « omniprésente et diffuse », « discontinue », dépourvue de « limites », dans laquelle la ville ne pourrait plus être définie comme un « dedans » pouvant se distinguer d'un « dehors » (Mongin, 2013). En ce sens, la métropolisation constituerait le point d'arrivée du processus d'urbanisation des sociétés capitalistes amorcé en Europe occidentale à la fin du moyen-âge ; soit la fin du processus d'urbanisation envisagé comme processus conduisant « du rural à l'urbain » (Lefebvre, 2001e). « Fin de la campagne », elle serait aussi et simultanément « fin de la ville », dans la mesure où celle-ci (la ville historique européenne du moins) se caractérisait précisément par son unité et son identité que matérialisaient à la fois sa continuité et son opposition à la campagne (Choay, 1994). À la place de cette opposition constitutive et constituante entre la ville et la campagne, il ne resterait alors plus qu'une réalité « générique » et « discontinu » (Koolhaas, 2011) prenant

la forme d'un vaste magma informe et tentaculaire. En somme, après s'être appuyé sur le rural tout au long de l'époque prémoderne, puis après avoir *détruit et siphonné* ce dernier au cours de l'époque moderne, l'urbain tendrait dorénavant, au stade de la métropolisation et à l'ère de l'« hypermodernité », à *coloniser* le rural, c'est-à-dire à l'envahir en le transformant à son image. À l'*absorption* du rural par l'urbain succéderait ainsi, à l'époque contemporaine, l'*invasion* du premier (ou de ce qu'il en reste) par le second. En plus des proportions considérables atteintes par l'étalement péri-urbain (suburban sprawl) qui a conduit à englober des espaces ruraux dans le fonctionnement quotidien des agglomérations urbaines, à les phagocyter, les géographes mettent en avant les effets conjugués de l'« hyperspatialité communicationnelle » et du mouvement d'« exode urbain », qui tendraient de fait à déstabiliser la réalité rurale en diffusant les modes de vie urbains au sein de cette dernière. Michel Lussault déclare ainsi : « *Dans un pays comme la France, le mouvement d'urbanisation est si accompli que l'on pourrait considérer que le rural n'existe plus à l'heure actuelle en tant que modalité spécifique d'organisation et de fonctionnement d'une société* ». Et l'auteur d'ajouter au sujet des vagues de néoruraux colonisant ce qu'il reste de la campagne : « *Aujourd'hui vivre à la campagne est sans doute l'une des attitudes les plus urbaines qui soient. Les néoruraux qui se revendiquent comme tels sont des urbains qui justifient leur spatialité en en appelant à une mythologie urbaine particulière, celle de la campagne et de la ruralité* » (Lussault, cité par Mongin, 2013, p.18).

Deux propositions théoriques convergentes peuvent être avancées au sujet de la signification historique, du point de vue du développement historique du capital, de la production de cet « urbain généralisé ».

1.1. La généralisation de la condition prolétarienne.

Tout d'abord, en reprenant les propositions avancées dans les chapitres IV et V sur la production spatiale des conditions sociales de possibilité des rapports de production capitaliste (de leurs présupposés), il est possible de voir dans la production de cet « urbain généralisé » le processus matériel au travers duquel se généralise la condition prolétarienne, c'est-à-dire la séparation des individus d'avec leurs conditions matérielles de subsistance et la dépendance consécutive de ces derniers à l'égard de leur insertion dans la division capitaliste du travail pour l'obtention de leurs moyens de subsistance. Partout en effet, l'argent s'impose comme médiation incontournable entre les individus et les choses dont ils ont besoin ; la filiation immédiate à la terre et à la communauté ne suffisant effectivement plus à cela : non seulement du fait de la disparition de ces communautés et des savoirs et des pratiques productrices correspondantes

(dont la réactivation par certains néoruraux, d'ailleurs pas les plus nombreux, constitue bien l'exception qui confirme la règle), mais aussi et sans doute plus encore du fait de la croissance des besoins marchands dont sont affligées (comme l'a exprimé le mouvement des gilets-jaunes) les populations occupant ces espaces, non plus ruraux donc, mais périphérisés : le portable et la connexion internet, la voiture et l'essence, etc. Sous ce rapport, la métropolisation constituerait ainsi le prolongement et le parachèvement du processus d'abstraction et d'autonomisation du capital entendu comme le processus au travers duquel celui-ci se réalise sous sa forme la plus achevée en concrétisant les présupposés abstraits qui déterminent son existence et sa reproduction comme « valeur en procès » : la production de l'urbain généralisée ayant de fait pour résultat d'universaliser la condition prolétarienne en inscrivant la dépendance au capital (la « séparation ») dans les formes mêmes de l'espace social.

1.2. Le parachèvement du « processus d'articulation du capital ».

Plus généralement, la production de l'urbain généralisé caractéristique du processus de métropolisation peut s'analyser comme le parachèvement du processus au travers duquel le capital subsume les réalités matérielles issues des modes de production qui lui sont antérieurs jusqu'à tendanciellement internaliser la totalité de ses conditions de possibilité et à totaliser l'ensemble de la vie sociale sous ses propres rapports – soit, pour reprendre une formule utilisée plus haut (IV), jusqu'à devenir totalisé et totalitaire. Comme le soutenait Alain Lipietz (1974) en référence aux travaux de l'anthropologue Pierre-Phillipe Rey, l'évolution historique des rapports entre la ville et la campagne peut en effet se comprendre comme l'expression spatiale du « processus d'articulation » entre le mode de production capitaliste et les modes de production antérieurs, ceux correspondants à la production artisanale et paysanne. Schématiquement, il est ainsi possible d'avancer que si le rapport de la ville historique à son hinterland reflétait le rapport de *dépendance* des rapports sociaux capitalistes en émergence - contraints de *s'appuyer* sur une réalité matérielle non capitaliste pour se reproduire ; et que si le développement de l'agriculture capitaliste et le processus d'exode rural qui alimentaient la croissance de ville industrielle constituaient l'expression de la *domination* des rapports de production capitaliste et de la *dissolution* des rapports précapitalistes ; alors il semble permis d'appréhender la métropolisation, cette troisième phase du processus d'urbanisation des sociétés capitalistes, comme la matérialisation spatiale de la *colonisation* par le capital des *débris* des modes de production antérieurs. La « ville sans dehors » qui résulte du mouvement de métropolisation exprimerait ainsi une époque historique dans laquelle le capital se constituerait lui-même comme un dedans sans dehors. Sous ce rapport, l'urbanisation sans

limite et généralisée consacrée par la métropolisation consacrerait dans le même temps une certaine forme d'essoufflement ou d'arrivée aux limites de la dynamique d'absorption par le capital des réalités qui lui sont extérieures, dynamique qui, comme y insistait Rosa Luxemburg, constituait à l'époque du capitalisme industriel (entre 1890 et 1945 notamment) l'un des principaux ressorts de l'accumulation du capital (Harvey, 2004b). En ce sens, si la métropolisation atteste d'un certain accomplissement du capital, qui serait parvenu à se constituer de manière autonome en internalisant la totalité des conditions externes de sa reproduction, elle témoigne dans le même temps d'une situation historique hautement problématique pour celui-ci, dans la mesure où son illimitation, sa tendance à l'expansion indéfinie, semble se trouver contrariée par la finitude de son dehors, se heurter à la colonisation achevée (en voie d'achèvement) de celui-ci : le capital a absorbé des modes de production antérieurs tout ce qui pouvait l'être (le reste ayant disparu, détruit) ; il touche ainsi à ses limites au moment même où celui-ci s'est constitué comme un rapport social autonome des autres rapports et de leurs réalités matérielles ; à peine parvenu au stade de la maturité, pointe donc déjà pour lui celui de la sénilité, de l'absence d'horizon d'avenir. Ce problème de l'épuisement du dehors semble en outre d'autant plus préoccupant pour la survie du capital qu'il se pose également à l'échelle de l'espace mondial, qui comme nous l'avons vu (VII.1.1) tend lui-même à se trouver unifié et totalisé par les flux de marchandises et de capitaux orchestrés par les firmes multinationales depuis le réseau mondial des centres métropolitains. Cette (double) configuration historique des rapports sociaux (au sein des formations sociales et entre les formations sociales) exprimée par la métropolisation pose ainsi des questions redoutables à la survie du capital : comment celui-ci, en tant que pure négativité, pourrait-il se reproduire s'il ne dispose plus d'extérieur à conquérir ? Est-il possible à la forme capital de la richesse matérielle de se reproduire en l'absence d'un dehors à intégrer, c'est-à-dire de contenus externes à subsumer ?

Ces questions sont selon nous au cœur des enjeux contemporains de la survie du capitalisme. Remarquons que nous avons déjà commencé à y répondre dans ce qui précède, c'est-à-dire à identifier des solutions alternatives à cette internalisation du dehors en tant que modalité de prorogation des rapports capitalistes, en soulignant d'une part en quoi la métropolisation est porteuse d'un processus endogène d'enrichissement des contenus matériels de la valorisation du capital, qui permet de renouveler sans cesse ces derniers, et (surtout) en mettant d'autre part en évidence en quoi l'infrastructure connexionnelle de la métropole permet au capital de produire en permanence de l'inédit en combinant de manière instantanée et illimitée des

ressources préconstituées. Ces idées continueront d'être développées dans ce chapitre et dans le prochain. À la fin de cette partie, nous pourrons alors démontrer l'hypothèse de la constitution, dans et par la métropolisation, d'un « dehors interne » au capital permettant à celui-ci de disposer d'une source endogène de positivité, donc de conjurer ses limites et d'alimenter son fantasme d'éternité.

Avant cela cependant, il peut être intéressant de se pencher plus concrètement sur les modalités contemporaines de colonisation des éléments du passé par le capital. Un thème de la littérature géographique peut nous fournir une entrée intéressante pour cela : celui de la « patrimonialisation » de l'espace social.

2. La métropolisation et la « patrimonialisation de l'espace social ».

2.1. La patrimonialisation de l'espace social : définition et revue de la littérature.

Le phénomène de « patrimonialisation », défini comme un processus social de reconnaissance et de mise en valeur de certains éléments du passé, physiques ou non (Veschambres, 2007), constitue depuis le début des années 2000 l'un des thèmes les plus dynamiques de la littérature académique en géographie (Hertzog, 2011)²⁶³. De très nombreux travaux issus de différents courants de la discipline sont ainsi disponibles pour souligner l'intensification et les transformations qualitatives de ce phénomène depuis les années 1980 et 1990, qui, autant dans le rural que dans l'urbain, s'étend à des réalités de plus en diverses eu égard à leurs contenus matériels (aux monuments politiques et religieux s'ajoutent désormais des bâtiments industriels ou administratifs, par exemple, mais aussi des environnements, des paysages, des pratiques culturelles, si bien que toute réalité passée semble dorénavant pouvoir être patrimonialisée) et à des époques à la fois plus proches et plus lointaines historiquement, allant du paléolithique au vingtième siècle, de la Grotte Chauvet (de son imitation) au Mur de Berlin (de ses fragments). Les travaux existants ont également permis de documenter finement les modalités de la « fabrique du patrimoine », en étudiant notamment les interactions politiques (les « jeux d'acteurs ») entre les différents agents prenant part à cette dernière : collectivités territoriales ; entreprises privées ; organisations de la société civile, etc. (Melé, 2005). Ils ont également permis d'identifier certaines causes du phénomène, en insistant en particulier sur son rapport

²⁶³) Ce domaine de recherche a également et antérieurement été investi par les historiens, avec notamment le travail fondateur de Pierre Nora [1984] sur *Les Lieux de Mémoires*. La patrimonialisation constitue par ailleurs aujourd'hui un objet d'analyse privilégié chez les historiens qui s'interrogent sur les transformations du « régime de temporalité » (Baschet, 2018) ou « d'historicité » (Hartog, 2003) de nos sociétés contemporaines. Nous y reviendrons. La notion occupe également une place importante dans les réflexions proposées par Luc Boltanski et Arnaud Esquerre sur les nouvelles formes d'enrichissement (Boltanski & Esquerre, 2017).

avec le renforcement de la concurrence interurbaine pour la captation des revenus extérieurs (touristiques notamment) qui caractérise le processus de métropolisation (Landel & Nicolas, 2009) ; ou encore, en mettant en rapport l'engouement actuel pour le patrimoine avec certaines caractéristiques culturelles de la « crise de la modernité », comme l'affaiblissement des (anciennes) « valeurs identitaires » et la « quête de sens et d'authenticité » qui en découle (Di méo, 2007). D'autres travaux mettent également en avant des mobiles politiques parmi les raisons susceptibles d'expliquer la production de patrimoine, tel que la fabrique à des fins hégémoniques par les dominants d'un récit consensuel occultant ou justifiant leur domination (Deschepper, 2021). De fait, il est possible de trouver dans cette littérature des analyses du rôle de la patrimonialisation dans la reproduction hégémonique des classes dominantes, dans les dynamiques de construction identitaires des territoires, ainsi que dans leurs trajectoires en termes de développement économique. Enfin, les travaux existants ont mis en évidence plusieurs implications découlant des pratiques de patrimonialisation, telles que la redéfinition de la centralité, qui verrait selon certains auteurs sa composante symbolique renforcée (Aguiléra, Padeiro, & Pradel, 2014; Ghorra-Gobin & Musset, 2008) ; leurs effets en termes d'accélération des processus de gentrification et d'approfondissement de la ségrégation socio-spatiales (Minassian, 2012) ; le risque de « muséification », de « vitrification » ou de « carte-postalisation » de certains territoires qu'elles comportent (Bourgeat & Bras, 2020), ou encore le risque de « banalisation » lié à la « surabondance » ou à l'« abus patrimonial » (Di méo, 2007).

La patrimonialisation est donc traitée sous bien des angles différents dans la littérature existante. Et ce ne sont pas les études « critiques » (au sens courant du terme) qui manquent ; cette dimension tendant même à se renforcer au cours des dernières années avec le développement dans le monde anglo-saxon des *critical heritage studies*, un courant de recherche ouvert à l'influence des *gender studies* et des *postcolonial studies* (Deschepper, 2021) dont les problématiques résonnent fortement avec certaines pratiques militantes contemporaines, comme celles qui consistent à « déboulonner » des statues. En dépit de la richesse de cette littérature et de la vigueur des courants de recherche qui l'animent pourtant, très peu de travaux se sont proposés de confronter l'analyse de la patrimonialisation à celle des transformations contemporaines du capitalisme. Il faut dire que les logiques disciplinaires n'encouragent pas les géographes à avancer des propositions sur l'évolution générale du fonctionnement de l'économie capitaliste : ce domaine est en effet institutionnellement réservé aux économistes (même s'ils n'en font pas ou plus grand-chose), si bien que les géographes ouverts

sur l'économie se limitent dans la très grande majorité des cas à analyser la patrimonialisation comme un atout pour la dynamique économique des territoires – la notion de « territoires », notion géographique, permettant alors de légitimer leur engagement sur ce terrain analytique. Au sujet des transformations de l'économie capitaliste en elle-même en revanche, tout au plus certains travaux mettent-ils en évidence les phénomènes de marchandisation et de captation rentière, directes (privatisation) et indirectes (captation d'externalités), qu'alimentent les logiques de patrimonialisation de l'espace, mais sans toutefois faire le lien avec les problématiques qui animent actuellement l'économie politique hétérodoxe, comme celles associées à l'hypothèse du « devenir-rente du taux de profit » ou celles qui gravitent autour de la notion veblennienne de « prédation », redécouverte par James. K. Galbraith (2006) au début des années 2000. Surtout, ces dernières analyses plus économiques sur la patrimonialisation ne proposent que très rarement de ressaisir ce phénomène dans l'histoire longue du capitalisme, que ce soit pour expliquer ce phénomène ou à l'inverse pour questionner cette histoire.

2.2. La patrimonialisation comme solution spatiale aux contradictions des formes antérieures de la production capitaliste de l'espace.

Il existe cependant au moins une exception dont il est possible de repartir si l'on souhaite formuler quelques remarques ou hypothèses exploratoires à ce sujet : *L'Art de la rente : mondialisation et marchandisation de la culture*, un texte de David Harvey auquel nous avons déjà fait référence dans le troisième chapitre de cette thèse (III.3) au moment d'aborder la question de l'appropriation rentière des « nouvelles raretés » induites par la production capitaliste de l'espace, sa double tendance à l'expansion et à la centralisation. Dans cet article, David Harvey propose en effet une analyse des formes contemporaines d'appropriation capitaliste de la culture²⁶⁴ qui peut nous aider à resituer le phénomène de patrimonialisation dans son contexte historique et, plus précisément, à envisager ce dernier comme un produit et un mode de régulation des contradictions des tendances antérieures de la production capitaliste de l'espace et du temps.

Harvey nous invite en fait à remonter jusqu'à la crise du fordisme pour comprendre les déterminants du phénomène de patrimonialisation et plus généralement l'importance croissante des formes d'appropriation rentière de la culture par le capital et les capitalistes. Pour lui en effet, ces nouvelles tendances peuvent se comprendre comme une réponse, un « spatial fix », à la crise du fordisme, mais aussi comme une réponse aux contradictions inhérentes à un autre

²⁶⁴) Son analyse englobe mais dépasse donc celle de la patrimonialisation à laquelle nous nous restreignons ici.

spatial fix de la crise du fordisme... En somme, la patrimonialisation pourrait s'envisager comme un résultat direct (a) et indirect (b) de la crise du fordisme. Précisons.

2.2.1. L'essoufflement de la norme de consommation fordiste.

Pour Harvey, comme pour de nombreux analystes, l'une des principales causes de l'arrivée aux limites du capitalisme fordiste résida dans le ralentissement de la progression de la demande intérieure des économies dites développées et dans l'essoufflement de la norme de consommation fordiste, à l'origine de ce ralentissement. La demande des ménages des classes moyennes et populaires en biens d'équipement standardisés, qui constituait la pièce centrale de cette norme de consommation, arriva en effet à saturation dès la fin des années 1960 aux États-Unis et à partir des années 1970 dans les autres économies de capitalisme avancé. Face à ces contraintes, qui induisaient des difficultés croissantes pour écouler la production et réaliser la survaleur contenue en elle, deux principales stratégies ont été mises en œuvre par la classe capitaliste.

La première a consisté à s'écarter du modèle de la production de masse de biens de consommation standardisés en faveur d'un accroissement de la qualité, de la variété et du caractère innovant des marchandises produites, de manière à répondre à des désirs encore insatisfaits par la production capitaliste ainsi qu'à de nouveaux désirs suscités par les transformations des sociétés capitalistes. En somme, la solution consista à apporter des transformations qualitatives à la production capitaliste de manière à élargir ou à approfondir la sphère des besoins couverts par la marchandise. Comme l'ont souligné les travaux de l'école de la régulation, cette réponse s'est alors notamment traduite par des transformations dans l'organisation de la production à l'échelle des entreprises, avec en particulier et dans un premier temps l'introduction et la diffusion des méthodes dites « toyotistes », adaptées non seulement à l'exigence de qualité et de différenciation de la production mais permettant également d'accroître la flexibilité organisationnelle des entreprises et donc à ces dernières de faire face à l'instabilité croissante de la demande (Coriat, 1990; Durand J. P., 2004). Mais l'amélioration de la qualité et de la différenciation des produits comme modalité de sortie de crise du fordisme s'est également effectuée au travers de tendances renvoyant à d'autres échelles que celle de l'entreprise et qui ne peuvent être saisies à l'aune de cette dernière. La réorganisation des rapports centre-périphéries que nous avons examinée plus haut constitue l'une de ces tendances. La patrimonialisation est une autre ; certes plus accessoire, mais non moins significative.

Selon David Harvey en effet, l'appropriation par le capital du patrimoine (que celui-ci soit directement transformé en marchandises ou bien incorporé dans ces dernières par le truchement

d'externalités) a de fait constitué une modalité non négligeable de l'enrichissement du contenu symbolique des marchandises et donc du renouvellement post-fordiste de la norme de consommation. En particulier, l'incorporation d'une réalité patrimonialisée dans les marchandises s'est révélée être une façon particulièrement efficace de répondre au renforcement des désirs de distinction individuelle et de « consommation honorifique » en lien avec l'effritement des identités collectives et le développement d'un individualisme ayant pour particularité de réduire pour l'essentiel la construction sociale de l'individualité aux pratiques consuméristes. De même, il est possible de penser que cette incorporation du patrimoine dans les marchandises (ou cette transformation du patrimoine en marchandise) a permis à la production capitaliste de capter d'autres désirs suscités par la « crise de la modernité », comme ceux en lien avec la « quête d'authenticité » évoquée par Guy Di Méo (2007). Ainsi, la patrimonialisation de l'espace s'est posée comme un moyen de soutenir la reproduction du capital en contribuant à étendre la sphère de la valorisation du capital au-delà des désirs consuméristes caractéristiques des décennies d'après-guerre. En ce sens, la patrimonialisation peut donc se comprendre comme un « spatial fix » : une transformation des modalités d'appropriation de l'espace social qui aura contribué à son niveau à remédier à la crise de suraccumulation du capital des années 1970.

Par ailleurs, David Harvey souligne que l'appropriation d'un patrimoine par des capitaux individuels, c'est-à-dire d'une richesse héritée du passé et caractérisée par son unicité et son caractère incomparable, non reproductible ou difficilement reproductible, a pour intérêt de procurer à ces derniers une rente de monopole permanente - ou presque, la rente étant dans les faits d'autant plus pérenne que le patrimoine concerné est difficilement comparable, reproductible ou imitable. D'un point de vue microéconomique donc, la patrimonialisation, dont l'initiative revient à différents agents parmi lesquels les entreprises ne sont qu'une partie prenante parmi d'autres, peut ainsi se comprendre comme l'une des conditions socio-spatiales des stratégies post-fordistes de valorisation rentière du capital fondées sur l'accaparement d'une ressource commune (Vercellone, 2008; Hardt, 2018). Nous y reviendrons dans le prochain chapitre.

2.2.2. L'unification capitaliste du monde.

Mais le phénomène de patrimonialisation de l'espace social au profit du capital se comprend plus encore dans la perspective de David Harvey à l'aune de l'internationalisation puis de la transnationalisation croissante, à partir de la fin des années 1970, des fractions les plus concentrées du capital industriel accumulé dans les formations sociales de première

industrialisation ; soit, à l'aune de la deuxième stratégie ou du deuxième spatial fix mis en œuvre par les classes capitalistes occidentales pour remédier aux problèmes liés à la saturation de leurs marchés intérieurs. Plus exactement, ce phénomène de patrimonialisation de l'espace au profit du capital peut selon lui se comprendre comme un produit et un mode de régulation des contradictions inhérentes à cette solution : un spatial fix des contradictions du spatial fix que constitua l'internationalisation des capitaux occidentaux, en somme. David Harvey souligne en effet que si cette dernière a permis pendant un temps à la production de masse de biens de consommation standardisés de se poursuivre dans les formations sociales dominantes grâce aux débouchés extérieurs ainsi constitués, cet exécutoire fut néanmoins de courte durée en raison d'une part de l'épuisement rapide de ces mêmes débouchés extérieurs dès lors notamment que fut achevée la conquête par les capitaux occidentaux des marchés résultant de l'effondrement du bloc soviétique ; et d'autre part en raison de l'intensification de la concurrence extérieure résultant du processus d'accumulation du capital enclenché dans certaines formations sociales (asiatiques notamment) du fait même de l'internationalisation des capitaux occidentaux – et plus particulièrement du fait du déploiement en réseau à l'échelle mondiale de leurs chaînes de valeur. Harvey insiste particulièrement sur ce deuxième point en rappelant avec Braudel que si l'exportation des surplus de capitaux depuis les centres vers les périphéries constitue un moyen pour ces premiers de reporter dans l'espace et dans le temps le dénouement de la tendance à la suraccumulation, elle peut néanmoins dans certains cas conduire à moyen ou à long-terme à alimenter un processus de développement (d'accumulation du capital) dans ces espaces périphériques qui pourront alors éventuellement se constituer en tant que nouveau centre d'accumulation du capital pouvant entrer en concurrence directe avec les anciens centres voir remettre en cause la domination de ces derniers : ainsi de Venise qui finança par ses exportations de surplus le développement capitaliste d'Amsterdam, d'Amsterdam qui finança le développement de Londres (et du Royaume-Uni), de Londres qui finança le développement des États-Unis, et des États-Unis qui financent le développement de la Chine depuis les années 1980 – qui est aujourd'hui parvenue à un stade où cette dernière compromet effectivement la poursuite de l'accumulation du capital aux États-Unis et commence à son tour, au travers par exemple du projet des « Nouvelles routes de la soie », à exporter ses propres surplus en direction des périphéries qu'elle est ainsi en train de se constituer. Mais la dynamique d'expansion spatiale du capital peut également et contradictoirement se traduire par l'impulsion d'une dynamique inverse de « développement dans le sous-développement » (Gunder Frank, 1972) enfermant les périphéries dans ce statut : David Harvey évoque ainsi le cas de l'Inde, colonie britannique dont la trajectoire fut tout à fait

différente de celle des États-Unis que nous venons d'évoquer. Dans ce cas de figure, l'enfermement dans le sous-développement des formations sociales périphériques conduit à limiter leur capacité d'absorption des surplus des formations centrales, ce qui limite de fait la portée de l'impérialisme en tant que spatial fix aux tendances à la suraccumulation dans les formations centrales. Dans les deux cas donc, les solutions mises en œuvre par le capital pour repousser les limites de sa valorisation contiennent elles-mêmes leurs propres limites, leurs propres contradictions auxquelles elles finissent par se heurter. On retrouve ici une idée chère à Henri Lefebvre et que David Harvey a comme on le voit très bien su développer : les « contradictions classiques » se régulent par la production de l'espace, mais finissent à terme par se transfigurer en « contradictions de l'espace » (III).

Face à cette double contradiction – la métamorphose de certaines anciennes périphéries en centres d'accumulation du capital désormais en mesure de concurrencer les centres anciens ; ou inversement, la faible capacité d'absorption des formations sociales enfermées et enfoncées dans le sous-développement – les classes capitalistes occidentales durent alors réorienter leur stratégie en faveur de la première solution que nous avons évoquée plus haut : apporter des transformations qualitatives aux marchandises produites (à leurs valeurs d'usage) de manière à répondre à des désirs encore insatisfaits par la marchandise, à répondre par elle à de nouveaux désirs en formation, ou encore à susciter grâce à elle la formation de ces derniers. En somme : remplacer l'extension spatiale de la sphère marchande par son approfondissement social, c'est-à-dire remplacer une forme de colonisation du monde par une autre – le capital ne faisant finalement qu'osciller entre ces deux modalités possibles d'expansion (et donc de survie) qui toutes deux se matérialisent dans l'espace, bien que de façon évidemment très différente l'une de l'autre. Ainsi, l'enrichissement ou les transformations qualitatives apportées aux marchandises se traduisirent par de nouvelles transformations de l'espace productif (que nous avons commencé à analyser ci-dessus et que nous continuerons à analyser dans le prochain chapitre), une nouvelle géographie de l'emploi (dont nous avons déjà exposé certaines caractéristiques), mais aussi, par diverses transformations de l'espace social dont les pratiques de patrimonialisation qui nous intéressent ici constituent un exemple parmi d'autres (la production de la « ville événementielle » que nous analyserons dans le prochain point en est par exemple une autre).

2.3. Les voies contingentes de la rationalité immanente du capital.

Mais il faut ici préciser que comme à chaque fois dans l'histoire du capitalisme, la rationalité immanente du capital en tant que rapport social (sa tendance à assurer sa reproduction en tant

que forme en s'arrogeant continuellement de nouveaux contenus) n'agit que par l'intermédiaire des pratiques humaines et de leurs rationalités nécessairement situées dans un ensemble de contraintes déterminées. Ainsi, la patrimonialisation n'est pas programmée par le capital en lui-même, mais par les contraintes que le niveau historique de développement de ses contradictions fait peser sur les individus, capitalistes et travailleurs, et sur les différentes organisations sociales. Comme on l'a indiqué au début de ce propos en résumant les travaux des géographes, la patrimonialisation est, par exemple, largement encouragée et mise en œuvre par les collectivités territoriales, qui n'agissent évidemment pas dans cette direction dans le but de perpétuer les rapports de production capitalistes, mais simplement pour attirer des flux de revenus externes et dans l'espoir d'améliorer l'emploi sur le territoire dont ils sont en charge. De même, le capitaliste qui enrichit symboliquement sa production en incorporant des réalités patrimonialisées dans ses marchandises ne le fait pas dans le but de contribuer à la marchandisation du monde et à la perpétuation du capital en tant que forme sociale de la richesse matérielle, mais simplement pour se constituer une rente de monopole qui le mettra à l'abri de la concurrence et qui lui permettra d'engranger des surprofits. Ainsi, l'extension et l'accélération du phénomène de patrimonialisation et de son instrumentalisation par les capitalistes occidentaux à partir des années 2000 peuvent sans doute s'expliquer en partie par l'intensité et la nature de la concurrence à laquelle ces derniers sont exposés compte tenu du niveau atteint par le développement des forces productives et le processus d'accumulation du capital dans des formations sociales comme la Chine. Il ne suffit plus en effet aux capitalistes occidentaux d'accroître la qualité et de diversifier leurs produits ou encore d'accélérer le rythme de l'innovation pour faire face à la concurrence des capitaux chinois : ces derniers disposent désormais de capacités supérieures à celles des entreprises occidentales (européennes notamment) dans tous ces domaines. Dès lors, l'incorporation de réalités patrimonialisées dans les marchandises devient un recours d'autant plus précieux pour les capitaux occidentaux. Pour se soustraire à la concurrence et continuer de se valoriser à l'abri de cette dernière, rien de mieux en effet pour ces derniers que de mettre en avant l'unicité de leurs marchandises, le caractère absolument incomparable de ces dernières. De fait par exemple, si une entreprise chinoise est très probablement en mesure de reproduire la fragrance d'un parfum français, elle ne peut pas à revanche s'arroger l'image (le « capital symbolique ») dont ce pays et sa capitale disposent dans ce domaine depuis le XVIII^e siècle. Il en va de même pour de nombreux produits de luxe - des grands crus jusqu'à la haute couture en passant par les cosmétiques - pour lesquels la France dispose de longue date d'une réputation internationale scrupuleusement entretenue au travers de différentes politiques publiques et organisations de la société civile : marketing

territorial ; création de labels ; organisation d'événements ; financement de musées ; subventionnement de fondations, etc. De fait, aujourd'hui, cette forme de valorisation du capital fondée sur l'appropriation quasi-gratuite du patrimoine collectif de la France, de l'imaginaire qui se raccroche à ce pays et à son histoire, est à l'origine de certaines des plus importantes capitalisations boursières du CAC 40 et des fortunes les plus considérables que l'on puisse trouver dans ce pays – et à travers le monde.

On le voit, les catégories marxistes de l'économie politique de l'espace et du temps sont donc susceptibles d'offrir une mise en perspective historiciste originale d'un phénomène spatial particulier comme la patrimonialisation, dont l'intérêt principal est de replacer celle-ci dans le cours historique du développement des contradictions du capital et du processus de production capitaliste de l'espace au travers duquel s'opère ce développement. Dans le même temps, la mise en pratique de ces catégories nous permet de mettre un peu plus en valeur la portée heuristique de ces dernières ; et notamment la façon dont elles peuvent permettre de rendre compte de la réalité spatiale du processus d'autonomisation du capital et, plus précisément, de l'enchaînement des différentes étapes au travers desquelles il se réalise. Comme on le voit à l'aune de ce cas d'étude, ce processus semble en effet pouvoir s'appréhender sous la forme d'une succession endogène de spatial fix : chaque fix repoussant les limites auxquels le précédent a confronté le capital pour finalement ne faire qu'en recréer de nouvelles, qui susciteront à leur tour la nécessité d'un nouveau fix, etc. Ainsi, la stratégie de sortie de crise du fordisme par l'internationalisation du capital a fini par se heurter à la finitude du monde et à l'achèvement de son unification capitaliste et a donc dû laisser place à d'autres spatial fix, parmi lesquels figurent la patrimonialisation. Cette dernière se comprenant alors, à l'aune de cette perspective, comme une tentative désespérée du capital pour trouver de nouveaux contenus à subsumer sous ses rapports qui fut initiée, au niveau individuel, par des capitalistes occidentaux acculés par la concurrence émanant de leurs homologues asiatiques - ainsi que par la concurrence qu'ils se livrent entre eux.

2.4. La patrimonialisation comme expression de la sénilité du capital : totalisé et exsangue.

Tentative désespérée effectivement car le mouvement au travers duquel le capital s'incorpore de nouveaux contenus pour préserver son fantasme d'illimitation ne se déploie pas dans une temporalité historique sans bornes, dépourvue de point de départ et de point d'arrivée, dans laquelle les spatial fix pourraient se succéder à l'infini, mais s'apparente comme on le sait à un *processus*, c'est-à-dire à un mouvement caractérisé par un début et une fin, des limites. Or, sous ce rapport, la marchandisation des éléments hérités du passé en quoi consiste le phénomène de

patrimonialisation s'apparente effectivement à une forme d'ultime recours pour le capital, qui constitue dorénavant le rapport de production dominant dans l'ensemble des formations sociales de la planète et qui voit de ce fait disparaître ce qui fut au cours de son histoire l'une des principales modalités de son développement : l'universalisation de la marchandise et l'unification de la planète sous le règne de cette dernière. Ce recours constitue en outre un expédient qui n'offre qu'un sursis limité : les restes du passé, qui ont été largement et allégrement détruits durant la phase industrielle du développement du capital (pensons par exemple à l'urbanisme haussmannien), à l'époque où il restait encore des continents entiers à conquérir et que les questions que nous nous posons ici n'étaient pas encore d'actualité pour le capital, ces débris à incorporer donc, sont en effet eux-mêmes en quantité limitée. En outre, comme le souligne David Harvey, la marchandisation du patrimoine (comme de toutes les réalités qui se veulent uniques et incommensurables) constitue un processus fondamentalement contradictoire dans la mesure où la marchandisation revient à faire rentrer la réalité considérée dans le domaine du comparable et donc à récuser sa prétention à l'unicité et à l'authenticité, soit ce qui fait de ces éléments des supports possibles pour l'acquisition d'une rente de monopole. Paradoxalement en effet, l'intensification de la patrimonialisation et son extension à des héritages de plus en plus variées (l'« abus patrimonial » dont parlent les géographes) en vient banaliser et à dévaluer le patrimoine. Il s'agit là d'une actualisation extrême de l'une des contradictions les plus fondamentales du développement historique du capital et de son processus d'abstraction au travers duquel il se réalise, celle inhérente à la « réduction des différences » : le capital a besoin de réalités qualitatives et hétérogènes à subsumer pour se perpétuer, mais dès lors qu'il se les ait appropriées, celles-ci tombent dans le registre de l'homogène et de quantitatif.

C'est donc bien sous cet angle l'image d'un capital « à bout de souffle » que nous présente l'analyse du phénomène de patrimonialisation de l'espace. Mais contradictoirement cependant, la patrimonialisation peut tout aussi bien et doit en fait tout autant et simultanément être analysée comme l'expression de l'accomplissement le plus total du capital, de l'hégémonie sans partage que ses rapports ont acquis dans l'organisation de la vie sociale, c'est-à-dire du parachèvement de son processus d'articulation aux autres modes de production. La patrimonialisation témoigne en effet d'un profond changement du rapport entretenu par le capital vis-à-vis du passé et des modes de production qui lui sont antérieurs, rompant radicalement avec celui qui prévalait au cours de la période industrielle du développement historique du capital. Ce phénomène suggère en effet que l'enjeu historique pour le

développement du capital n'est plus de se protéger ou de détruire les éléments matériels incarnant d'autres formes de vie sociale que la sienne comme cela était le cas à l'époque industrielle et comme cela se traduisait dans l'espace au travers tout à la fois : de la violence des politiques urbaines, fonctionnant pour l'essentiel sur le mode de la *tabula rasa* jusque dans les années 1980 (on peut bien sûr penser à l'urbanisme haussmannien mais aussi à l'urbanisme d'après-guerre, ou encore à la politique des « villes nouvelles », dont l'intitulé même est particulièrement éloquent) ; dans l'architecture moderniste, dépouillée de tout signe susceptible d'évoquer le passé au profit de ceux évoquant l'efficacité et le progrès (on pense bien sûr ici à Le Corbusier) ; ou plus encore dans la « fermeture » des espaces productifs, repliés sur eux-mêmes et coupés d'un environnement immédiat perçu par les capitalistes comme une réalité hostile de laquelle il convient de se protéger, de ne rien laisser passer sous peine d'ébranler une discipline capitaliste du travail encore balbutiante (on pense ici évidemment aux cités ouvrières de la fin du XIXe et du début du XXe siècle ou encore, pour les qualités visuelles de l'exemple, à l'usine Renault de l'Île Seguin). À l'opposé de cette relation conflictuelle du capital vis-à-vis de son dehors, caractéristique d'une époque où celui-ci avait encore à s'imposer face à d'autres rapports sociaux, encore prégnants dans les formes d'organisation de la vie sociale et faisant encore obstacle à son développement, la patrimonialisation matérialise tout au contraire une configuration historique des rapports sociaux au sein de laquelle le capital n'est plus menacé par les autres rapports, et n'est en fait plus menacé que par lui-même, c'est-à-dire par ses propres contradictions - soit par la lutte de classes, qu'il s'agit d'étouffer ou d'anesthésier d'une part, et par sa soif inextinguible de nouveaux contenus d'autre part. Dans cette configuration, il ne s'agit donc plus pour le capital de détruire l'espace hérité du passé de manière à se protéger des formes de vie cristallisées en lui - puisque ces formes de vie sont mortes - mais au contraire de recycler les carcasses matérielles de ces formes de vie antérieures de manière à capter les désirs consuméristes portés sur elles et à spolier le travail contenu en elles, celui des travailleurs et des artistes qui ont créé l'œuvre à l'époque et plus encore celui de celles et ceux qui ont contribué à sa patrimonialisation.

D'un point de vue théorique, il faut noter que ces quelques éléments d'analyse nous invitent à faire l'hypothèse que les différentes périodes du processus d'autonomisation du capital, ou les différents « âges » du capital, se matérialisent dans des réalités spatiales déterminées reflétant le type d'articulation du capital aux autres rapports sociaux qui prévaut à la période considérée. Il semble en effet possible à l'aune de ce qui précède d'avancer que le processus historique au travers duquel le capital est passé, au cours des deux derniers siècles, d'un rapport de

domination et de confrontation directe aux autres rapports sociaux à un rapport d'hégémonie sans partage et de colonisation ou de recyclage des débris de ces derniers, se reflète dans le passage d'un régime de production de l'espace et du temps dans lequel le capital se distingue et plus encore se sépare, spatialement et temporellement, des autres rapports sociaux, à un régime de production de l'espace et du temps dans lequel, à l'inverse, le capital se confond et se camoufle dans les décombres du passé et des rapports sociaux non capitalistes. Cette évolution de l'espace du capital, passant de la distinction à l'indistinction vis-à-vis des autres rapports, exprimerait alors d'une part l'état de vie ou de mort des rapports sociaux non-capitalistes et d'autre part l'« âge » auquel se trouve le développement historique du capital.

Cette hypothèse, qui renferme selon nous une piste stimulante d'approfondissement du programme de recherche de l'économie politique de l'espace et du temps, demanderait bien entendu à être développée et éprouvée plus avant, ce qui est malheureusement hors de portée de ce travail doctoral. Notons tout de même simplement, en guise de prolégomènes, qu'une analyse portant sur une plus longue période, remontant jusqu'à l'âge du protocapitalisme mercantile, permettrait sans doute de retrouver une réalité matérielle en apparence semblable à celle qui caractérise la période contemporaine, c'est-à-dire une réalité matérielle marquée par une certaine indistinction, spatiale et temporelle, des rapports sociaux de production. Comme nous l'avons rappelé dans le chapitre V au moment où nous revenions sur la distinction établie par Marx entre la subsumption formelle et la subsumption réelle du travail sous le capital, ce dernier se matérialise en effet, au premier âge de son développement historique, dans des contenus matériels qui sont ceux de rapports sociaux qui lui sont antérieurs. Il s'agirait alors, dans la problématique ainsi tracée, de s'interroger sur la signification ou sur l'interprétation théorique qu'il convient de donner à ce qui apparaît de *prime abord* comme un retour en arrière de la production capitaliste de l'espace et du temps. La première interprétation qu'il semble possible de donner, à l'aune de ce qui précède, est que si l'indistinction spatiale et temporelle du capital vis-à-vis des autres rapports sociaux reflétait à l'époque protocapitaliste l'*immaturité* du capital en tant que rapport de production - qui ne s'est pas encore approprié les conditions matérielles et sociales de sa reproduction, qui n'a pas encore matériellement concrétisé ses présupposés et qui se trouve de ce fait contraint de s'appuyer sur un autre, de s'articuler à un dehors -, et que si la distinction spatiale et temporelle des rapports sociaux caractéristique de l'époque industrielle exprimait la *maturité* du capital - qui a internalisé les conditions de sa reproduction, qui s'est affranchi de sa dépendance à l'égard des autres rapports sociaux et qui s'attache désormais à les dissoudre parce qu'ils ne sont plus pour lui des points d'appui, mais

des obstacles - l'indistinction spatiale et temporelle des rapports sociaux caractéristiques de l'époque contemporaine exprime de nos jours tout à la fois et paradoxalement la *toute-puissance* mais aussi la *sénilité* du capital, qui ne connaît certes plus de contraintes externes mais qui voit dans le même temps son horizon d'avenir se résorber, le poussant à s'investir dans des contenus qui lui sont en apparence impropres, en contradiction avec les déterminations abstraites qui le définissent en tant que valeur en procès. Par ailleurs, au côté de cette hypothèse relevant d'une généalogie marxiste du capital, il semble également possible de proposer une interprétation convergente d'inspiration plus polanyenne. En effet, il nous semble possible d'affirmer que chacune de ces réalités spatiales exprime les formes d'« encastrement » du capital caractéristiques du niveau déterminé du développement historique de ce dernier : ainsi nous faisons l'hypothèse que si l'indistinction spatiale et temporelle des rapports sociaux témoignait de l'*encastrement* du capital dans les autres rapports sociaux ; et que si la séparation spatiale et temporelle des rapports sociaux exprimait le *désencastrement* du capital vis-à-vis des autres rapports, s'affranchissant de sa dépendance à l'égard de ces derniers mais se trouvant toujours en lutte avec eux ; alors la nouvelle indistinction spatiale et temporelle des rapports sociaux reflète sans doute un mouvement historique que l'on pourrait qualifier de *réencastrement totalitaire* du capital dans l'ensemble des réalités matérielles inhérentes aux formations sociales.

*

* *

Pour conclure, ces quelques éléments d'analyse du phénomène de patrimonialisation nous auront permis, conformément à l'objectif qui est celui de cette deuxième partie, d'éprouver la portée heuristique du cadre théorique d'analyse lefebvrienne que nous avons reconstruit dans la première partie tout en avançant, dans le même mouvement, quelques éléments de caractérisation de la période contemporaine du développement historique du capital. En particulier, ce cas d'étude nous aura permis de mettre en exergue comment un phénomène particulier tel que la patrimonialisation s'inscrit dans et permet du même coup d'éclairer le processus d'autonomisation du capital, que nous avons ici plus spécifiquement analysé au travers de deux problématiques dont nous espérons avoir réussi à montrer la convergence : celle du processus d'articulation entre le capital et les autres rapports sociaux de production d'une part et celle de la concrétisation ou de la préservation du fantasme d'illimitation du capital d'autre part. Plus encore, cette réflexion sur la patrimonialisation nous aura donné l'occasion

de préciser et d'enrichir les propositions théoriques reconstruites plus haut (première partie), en nous permettant notamment de proposer quelques pistes susceptibles de nourrir encore un peu plus le programme de recherche de l'économie politique de l'espace.

2.5. La patrimonialisation comme séparation : une expression de l'aliénation connexionnelle.

Cet exercice serait cependant incomplet si nous ne disions rien de l'envers du phénomène de patrimonialisation, envisagé ici comme élément constituant du régime métropolitain de production de l'espace et du temps au travers duquel se prolonge le processus d'autonomisation du capital depuis la fin du XXe siècle. C'est que, comme nous le savons, l'autonomisation du capital a pour envers l'aliénation de l'homme ; et de même, le processus de concrétisation de l'abstraction capitaliste est en même temps et inséparablement abstraction de la réalité humaine. Ainsi, même si nous réservons pour l'essentiel l'analyse de cet envers du développement du capital pour le dernier chapitre de cette partie, il peut être intéressant de souligner ici en quoi l'appropriation capitaliste des richesses matérielles héritées du passé revient simultanément à aliéner le rapport de l'humanité à sa mémoire, à son passé, à son histoire, et donc à elle-même. Trois arguments, qui sont bien entendu loin d'épuiser la question, peuvent être avancés pour esquisser cette idée.

2.5.1. La mémoire comme puissance étrangère.

Le premier consiste à mettre en avant que le phénomène de patrimonialisation tel qu'il existe depuis quelques décennies dans les sociétés capitalistes a pour conséquence d'introduire les catégories du capital, l'argent et la marchandise, comme médiations s'immisçant dans la mémoire et s'intercalant entre l'humanité et son passé. Or, l'introduction de ces médiations ne va pas sans transformer le rapport lui-même. Concrètement en effet, comment se traduit pour un individu le fait d'habiter dans un espace ou à proximité d'un lieu chargé de mémoire, ou plus précisément d'un lieu patrimonialisé ou en cours de patrimonialisation ? Par un accroissement du loyer si il est locataire (mais par un accroissement de la valeur de son bien si il est propriétaire) et probablement par certaines nuisances liées à l'afflux de touristes (mais par des recettes supplémentaires s'il s'agit d'un capitaliste impliqué dans le secteur touristique). On a donc bien à faire à un cas typique de fétichisme dans lequel la mémoire, plutôt que d'être librement appropriée par les individus dans le cadre de leur devenir existentiel, plutôt que d'être un support de l'« habiter », se transforme en puissance étrangère qui les oppresse. En outre, il est possible de souligner que ce fétichisme est également à l'œuvre au niveau collectif, dans la mesure où, comme de nombreux travaux l'ont montré, la patrimonialisation constitue un phénomène amplificateur de la gentrification. Ainsi, le passé autonomisé sous sa forme de

richesse patrimonialisée s'érige en puissance venant régler de manière impersonnelle la répartition spatiale des hommes et des femmes des différentes classes et catégories sociales ; autrement dit, alors que le passé, ou plus exactement la mémoire, pourrait constituer une richesse commune jouant un rôle d'intégration sociale, elle devient dans les sociétés du capitalisme de la sénilité ou du capitalisme métropolitain un facteur de séparation et de ségrégation. Or, nous le savons à présent après en avoir déjà deux fois discuté (III ; V), la fragmentation socio-spatiale du prolétariat constitue l'un des ressorts les plus importants de la reproduction hégémonique du capital, en altérant de fait les conditions de possibilité de la formation d'un bloc historique contre-hégémonique.

2.5.2. La mémoire spectaculaire : entre surabondance et insignifiance.

Le deuxième argument qu'il est possible de mettre en avant pour expliquer en quoi la patrimonialisation de l'espace social contribue à instaurer un rapport aliéné à l'histoire et à la mémoire renvoie à ce que les géographes appellent l'« abus » ou l'« excès » patrimonial, soit à l'augmentation spectaculaire au cours des dernières décennies de la quantité de réalités patrimonialisées ou faisant l'objet d'un processus de patrimonialisation. Le caractère « spectaculaire » de cette augmentation peut en effet ici s'entendre au sens que lui donnait Guy Debord dans la *Société du spectacle* (1992) : la surabondance de patrimoine conduit à son insignifiance ; réduit à un simple objet de consommation, le symbolisme complexe qui s'attache au patrimoine se dégrade en « images » ou se réduit à des « signes », dont le sens s'impose aux individus sans qu'il soit nécessaire pour eux de faire intervenir la réflexion et l'imagination. Noyé dans la concurrence en effet, les objets patrimonialisés ne se signifient plus mais se signalent - souvent de manière grotesque, parfois mensongère. Le caractère cryptique des éléments du passé, qui seul appelle un recours actif à la réflexion et à l'imagination, est exhumé et mis en pleine lumière sur les brochures publicitaires. La quête de sens et les désirs d'authenticité et d'unicité sur lesquels repose la patrimonialisation sont ainsi systématiquement déçus et trahis par elle, ou plus exactement par le capital qui l'instrumentalise dans le but de capter en les détournant les désirs qui la fondent. Ce qui ne veut pas nécessairement dire que ces désirs déçus disparaissent, bien au contraire. Insatisfaits, ces derniers se déchainent et suscitent des comportements boulimiques : l'expérience dégradée et le désir frustré doivent aussitôt être répétés (Lasch, 2006; Jappe, 2017).

Le phénomène de patrimonialisation, à l'instar d'autres phénomènes constitutifs du processus de métropolisation comme la remise en cause des formes architecturales les plus austères ou l'accroissement de la polyfonctionnalité de certains espaces urbains, a parfois été célébré

comme un renouveau de l' « espace vécu », qui constituerait une rupture par rapport à l'urbain rationalisé et technocratisé de l'époque fordiste et qui permettrait en ce sens de réenchanter la ville et de redonner de la chaleur à la vie, en sortant ainsi cette dernière de l'état de « glaciation » (Debord) dans laquelle elle était plongée du temps de l'urbanisation industrielle. Il n'y aurait ainsi qu'à dire au revoir et merci à Lefebvre, à Debord, et à la critique soixante-huitarde ; dont l'alerte aurait été entendue et la leçon assimilée.

C'est pourtant selon nous une tout autre interprétation qu'il convient de donner au phénomène de patrimonialisation (ainsi qu'à toutes les autres formes de « ré-enchantement » de la ville capitaliste) ; et ce sont précisément ces auteurs, qui tendent aujourd'hui à ne plus être convoqués que pour rappeler le caractère inhabitable et invivable des espaces urbains d'après-guerre, qui peuvent selon nous permettre de parvenir à une telle interprétation alternative. L'œuvre de ces auteurs nous invite en effet comme nous l'avons vu (pour Lefebvre) à envisager la patrimonialisation dans son rapport avec le prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital (de sa quête permanente de nouveaux contenus) et comme un opérateur de l'extension de l'abstraction capitaliste à de nouveaux objets et à de nouvelles réalités. Dès lors, plus qu'à un ré-enchantement de la ville marquée par un renouveau de l' « espace vécu » et des « espaces de représentation », il semble que la patrimonialisation puisse et doive être analysée comme l'expression d'un changement de régime de production de l'espace abstrait caractérisé par une nouvelle unité entre le perçu, le conçu et le vécu - ces trois « moments du corps total » qui constituent selon Lefebvre le « point de départ » (II.2) et le « point d'arrivée » de la production de l'espace (IV.2). Au rapport de *dissociation* entre le conçu et le vécu, dans lequel les « représentations de l'espace » écrasaient et desséchaient les « espaces de représentation », semble en effet se substituer, au travers du phénomène de patrimonialisation (et plus généralement du processus de métropolisation), un rapport de *coagulation* entre le conçu et le vécu, dans lequel l'abstraction capitaliste, après avoir vidé les espaces de représentation de leur contenu, après avoir appauvri et affaibli leur symbolisme, en vient à coloniser ces derniers, c'est-à-dire à les transformer à son image et à les soumettre aux exigences de la survie du capital. La transformation du rapport entre le conçu et le vécu semble ainsi être analogue à celle qui concerne le rapport entre le capital et les autres rapports sociaux : à un rapport de séparation se substitue un rapport de coagulation. Selon nous, cette transformation n'est en fait qu'une autre expression de la même réalité historique : au stade de la métropolisation, après avoir triomphé au terme d'une âpre lutte de tout ce qui lui faisait

obstacle, le capital se trouve soudainement pris d'une immense fringale qui l'amène à dévorer les restes de ses adversaires.

2.5.3 La mémoire présentisée ou l'historicité niée.

Le troisième argument qu'il est possible de mettre en avant pour expliquer en quoi le phénomène de patrimonialisation participe à la production d'un rapport aliéné des sociétés occidentales à leur histoire et donc à elles-mêmes consiste enfin à souligner son rapport avec les transformations contemporaines du « régime d'historicité » de nos sociétés (Hartog, 2012 ; I.1). Pour François Hartog en effet, le phénomène de patrimonialisation, auquel il consacre un chapitre entier de son ouvrage, constitue l'un des principaux indicateurs de la crise du « régime futuriste d'historicité » et de l'émergence, depuis les années 1980, de ce qu'il appelle le « présentisme », c'est-à-dire d'une « forme d'expérience et de représentation du temps historique occupée par la seule catégorie du présent » : un présent omniprésent et autoréférentiel, tournant sur lui-même de manière frénétique et angoissée, flottant entre un passé qui s'éloigne et un avenir devenu incertain et inquiétant, qui se traduit par « *cette expérience contemporaine d'un présent perpétuel* » dans lequel « *l'écoulement du temps historique semble comme suspendu* » (Hartog, 2003, p.40). Symptôme du présentisme - de cette époque qui ne croit plus en l'avenir et qui n'envisage plus le passé que selon sa propre perspective, ses angoisses, ses regrets et ses intérêts - le phénomène de patrimonialisation participerait dans le même temps au renforcement de ce dernier en contribuant à rabattre le passé sur le présent et à soumettre (à « annexer ») le premier au second, à ses nécessités économiques, culturelles et psychologiques. Le phénomène de patrimonialisation apparaît ainsi selon cette analyse comme une expression et un support spatial de la mise en place d'un régime d'historicité dont le propre n'est pas de prescrire ou de décréter un type d'historicité, mais de nier l'historicité, c'est-à-dire de récuser le devenir historique et d'éterniser la réalité présente. En ce sens donc, il apparaît possible de concevoir la patrimonialisation comme un élément d'un régime de production de l'espace et du temps qui a pour double résultat d'aliéner les sociétés de leurs forces historiques, de nier leur capacité à « faire par elles-mêmes leur propre histoire », de leur inculquer un sentiment fataliste d'impuissance, et dans le même temps d'éterniser les rapports de production capitaliste en proclamant le caractère indépassable de la réalité présente – car comme le souligne Jérôme Baschet (2018) en effet, ce qui dit la fabrique contemporaine du patrimoine en substance c'est qu'« il y a eu l'histoire mais qu'il n'y en a plus », que celle-ci est derrière nous et qu'il ne nous reste plus qu'à tâcher de ne pas l'oublier, en la contemplant et en la consommant, jusqu'à la « fin des temps », la « catastrophe » ou « l'effondrement ».

2.6. Conclusion.

Tentons de conclure pour de bon cette réflexion qui nous aura finalement menés plus loin que prévu. L'analyse de la patrimonialisation nous aura de fait permis de retrouver, d'enrichir et d'actualiser un certain nombre des propositions et des problématiques constitutives de « l'économie politique de l'espace et du temps » telle que nous l'avons reconstruite dans la première partie de cette thèse. Permettons-nous ici de faire le point de façon schématique, en évoquant de manière séparée des éléments dont nous espérons avoir su dans ce qui précède mettre en exergue l'unité ou la cohésion :

- L'analyse du phénomène de patrimonialisation esquissée ici nous a tout d'abord permis de vérifier la thèse lefebvrienne selon laquelle la production capitaliste de l'espace a pour raison et résultat la reproduction des contradictions des rapports de production capitalistes (II.1) et leur transfiguration en « contradictions de l'espace » (III.3). Elle nous a aussi permis de préciser et d'enrichir notre compréhension du mode opératoire de ce processus en nous amenant d'une part à envisager la production capitaliste de l'espace comme un processus alimenté par ses propres contradictions – dans lequel chaque régime de production de l'espace (ou chaque « spatial fix » constitutifs d'un tel régime) s'attache à repousser les limites auquel le précédent régime a confronté le capital pour finalement, à moyen ou à long-terme, en recréer de nouvelles qui susciteront à leur tour la nécessité d'un nouveau régime de production de l'espace et du temps, etc. - et en nous permettant d'autre part de préciser par quelles voies la rationalité immanente du capital s'impose aux individus pour enfin se réaliser, par l'intermédiaire de leurs pratiques, dans et par la production de l'espace. Ces deux éléments nous semblent constituer des pistes intéressantes pour rendre plus opérationnel le programme de recherche de l'économie politique de l'espace et du temps reconstruit dans cette thèse.
- Le dernier point de notre analyse nous a par ailleurs permis de revenir sur des considérations relatives à l'unité dialectique du temps et de l'espace dans le cadre du processus d'abstraction capitaliste (II.3) en montrant d'une part que la temporalité abstraite du capital (ici sa négation de l'historicité ou du devenir historique des sociétés humaines, soit son fantasme d'illimitation et d'éternité) se réalise ou se concrétise dans un espace dont elle détermine les propriétés et en montant d'autre part que ce couple espace-temps exprime en conséquence les modalités historiquement déterminées de la reproduction des rapports de production capitalistes, soit, *in fine*, le niveau de développement historique atteint par ces derniers. Sur ce point, nous pensons en outre

avoir esquissé une approche originale en montrant que l'évolution historique des « régimes d'historicité » peut s'analyser à l'aune de la production capitaliste de l'espace, de ses régimes successifs, et s'expliquer à partir des différents modes d'articulation du capital aux autres rapports de production qui se sont succédé au cours de son développement historique, de son processus de totalisation ou d'autonomisation. De ce fait, nous espérons avoir contribué à suggérer comment, sur le plan méthodologique et théorique, les travaux de François Hartog pourraient être intégrés dans une analyse marxiste du développement historique du capital.

- Plus généralement enfin, cette analyse nous a permis de vérifier et d'illustrer l'idée (la plus englobante de celles qui sont défendues dans cette thèse) selon laquelle la production capitaliste de l'espace et du temps constitue le processus matériel au travers duquel s'effectue le développement historique du capital. Plus précisément, cette étude de cas nous a permis de souligner en quoi la production capitaliste de l'espace et du temps débouche sur la mystification croissante du capital, soit sur la production d'un monde à l'envers caractérisé par la concrétisation de l'abstraction capitaliste et l'abstratification de la réalité humaine ; l'aliénation de l'humanité (séparée de ses propres puissances historiques) et l'autonomisation du capital (préservant son fantasme d'illimitation et prenant l'apparence d'une réalité indépassable et éternelle).

Par ailleurs, les réflexions qui précèdent nous ont permis de progresser dans la caractérisation de la période contemporaine du développement historique du capital, qui constitue l'objectif premier de cet essai. Quatre apports doivent notamment être retenus à cet égard.

- Tout d'abord, l'analyse du phénomène de patrimonialisation proposée ici nous a permis de mettre en évidence une troisième modalité mise en œuvre par le capital au cours des dernières décennies pour renouveler le contenu de son procès de valorisation et concrétiser ou préserver son fantasme d'illimitation : la colonisation par l'abstraction capitaliste du « dehors » du capital et plus particulièrement, des débris matériels des modes de production qui lui sont antérieurs ; soit l'approfondissement de la sphère de la marchandise au sein des formations sociales occidentales, son élargissement à l'ensemble de l'espace social et des éléments matériels qui le composent. Mais il convient ici de souligner que cette colonisation capitaliste du passé, son appropriation de la mémoire humaine, ne constitue pas un processus différent du processus d'appropriation capitaliste des liens humains que nous avons mis à jour dans les points précédents. Bien qu'il aurait été utile de consacrer de plus amples développements à cette

question, on peut en effet ici faire remarquer que le procédé par lequel le capital s'approprie le passé pour en faire un nouveau contenu de sa valorisation n'est rien d'autre que celui qui consiste, pour les capitaux individuels, à se poser comme intermédiaire entre les hommes et les femmes d'une part et les éléments matériels hérités du passé d'autre part, soit à contrôler *l'accès*, par les hommes et les femmes, à ces réalités issues du passé. Autrement dit, ce procédé n'est rien d'autre que celui qui consiste à ériger des moyens sociaux de connexion entre les individus et les réalités matérielles auxquelles ils pouvaient auparavant accéder de manière immédiate – non pas dans le sens où ils pouvaient y accéder instantanément, mais dans le sens où ils y accédaient par le truchement de médiations qui sont les leurs, à savoir par le truchement de leur propre activité. De même, on peut souligner que l'approfondissement de l'aliénation dont est porteur le phénomène de patrimonialisation, à savoir la séparation des hommes et des femmes d'avec leur passé, s'effectue fondamentalement au travers de la réduction des relations autonomes que ces derniers entretenaient avec leur passé à de simples connexions marchandes, qui ne sont médiatisées que par l'argent (par une chose extérieure aux individus donc), qui ne réclament pas de participation active de leur part (de leur imagination notamment) et qui les laissent de ce fait insatisfaits et inchangés. Nous découvrons donc ici une idée importante que le prochain point de cette section s'attachera à approfondir (et que le dernier chapitre achèvera de développer) : en s'appropriant les liens humains, le capital s'approprie bien davantage que ces derniers ; il s'approprie en fait tout l'humain, l'humain dans sa totalité – sa mémoire, c'est-à-dire son rapport à son histoire, nous venons de le voir, mais aussi, comme nous le verrons, ses affects et ses désirs, soit, sa vie.

- Les réflexions proposées ici nous ont par ailleurs permis d'avancer dans la mise en œuvre de la démarche « régressive-progressive » et donc de progresser dans la mise en perspective historique du processus de métropolisation. Aux éléments de caractérisation de ce dernier en tant que régime de production de l'espace et du temps sont ainsi venus s'ajouter des éléments d'explication de l'émergence de ce nouveau régime. En particulier, l'analyse des efforts du capital pour s'arroger de nouveaux contenus dont témoigne le phénomène de patrimonialisation nous a invité à remonter (aux côtés de David Harvey) de manière « analytico-régressive » en direction de la crise du fordisme et du processus de sortie de crise du fordisme et à identifier les limites qui ont suscité la première et qui ont été reproduites, sous une autre forme, par le second. Il nous a alors ensuite été possible de redescendre de manière « historico-régressive » vers le

phénomène de patrimonialisation qui put ainsi être ressaisi comme une nouvelle tentative historique du capital pour perpétuer sa forme en l'étendant à de nouveaux contenus. Mais nous pensons également être parvenus à aller plus loin dans la démarche d'historicisation en resituant le phénomène de patrimonialisation, non pas seulement dans la dynamique de la succession endogène des spatial fix du capital, mais plus encore dans le processus de développement historique de ce dernier. De ce fait, nous espérons avoir contribué à dépasser l'analyse quelque peu mécanique proposée par David Harvey en l'intégrant dans une approche généalogique de l'histoire du capital. Pour résumer ce qui précède, nous avons en effet mis en avant que le phénomène de patrimonialisation ne peut se comprendre adéquatement qu'à l'aune du processus d'articulation du capital aux autres rapports sociaux de production et en étant resitué comme une expression du parachèvement de ce processus, qui s'en trouve désormais au stade où le capital recycle les débris des rapports sociaux qu'il a brisé au cours de la phase industrielle de son développement historique.

- Cette analyse nous a en outre permis de mettre l'accent sur le caractère contradictoire du capitalisme contemporain, dans lequel le capital est donc à la fois « tout puissant », totalement hégémonique, mais aussi « à bout de souffle », en manque de nouveaux contenus : totalisé et exsangue. Notons ici, car nous n'aurons pas vraiment l'occasion d'y revenir par la suite, que cette caractérisation de l'état de santé historique du capital au troisième âge de son développement historique, caractérisation qui met l'accent sur l'ambivalence ou le caractère contradictoire de cet état de santé, a notamment pour intérêt de permettre de comprendre le déchainement de violences par lequel passe de plus en plus la reproduction tant hégémonique et qu'économique du capital. Pour le dire simplement en effet, cette caractérisation nous permet de comprendre que le capital n'a jamais eu autant à la fois les moyens et le besoin de cette violence.
- Enfin, l'analyse du phénomène de patrimonialisation de l'espace social a implicitement permis de faire émerger une idée qui constitue l'une des principales thèses avancées dans cet essai : l'idée que, dans le cadre de son régime métropolitain de production de l'espace et du temps, *le capital se valorise en contrôlant l'accès à une richesse collective, ou commune, qu'il dégrade*. Cet énoncé contient en effet quatre des grandes propositions qui structurent notre compréhension des caractéristiques contemporaines de la reproduction du capital : 1) le pouvoir du capital repose désormais moins sur la propriété des moyens sociaux de production que sur le contrôle des droits ou des moyens d'accès à la richesse sociale (des moyens sociaux de connexion) ; il se déplace donc du procès

de production vers le procès de circulation ; 2) le capital tend de plus en plus à se valoriser de manière prédatrice et rentière ; 3) la marchandisation s'étend à ce que la littérature académique appelle les « patrimoines collectifs » ou les « communs » en soumettant de fait ces derniers à son processus d'abstraction ; 4) ce processus est éminemment contradictoire, la valorisation capitaliste du patrimoine ayant en effet pour conséquence de déprécier sa valeur d'usage et donc éventuellement à terme de compromettre son statut de support à la valorisation (rentière) du capital. Parmi ces quatre propositions, les points précédents nous avaient déjà permis de développer les deux premières. Le prochain chapitre nous permettra de développer les deux suivantes.

Pour finir, ce propos sur la patrimonialisation nous a permis de suggérer à nouveau (VII.1.5) l'interdépendance du processus d'autonomisation du capital qui nous intéresse dans ce chapitre avec le processus de socialisation du capital que nous analyserons plus directement dans le prochain chapitre ainsi qu'avec l'approfondissement de l'aliénation humaine qui sera au cœur du dernier chapitre. On comprend ainsi que ce n'est qu'à l'aune de ces analyses à venir que nous pourrons pleinement comprendre les conditions et les modalités de la reproduction ou de la préservation du fantasme d'illimitation (mais aussi de ses fantasmes d'immédiateté et de liquidité²⁶⁵) du capital. Ces analyses nous permettront notamment de montrer en quoi la préservation de ce fantasme passe par la production métropolitaine d'un « dehors interne » au capital, c'est-à-dire de réalités externes aux différents capitaux privés qui les mobilisent dans le cadre de leur valorisation mais néanmoins appropriées (internalisées) par le capital au niveau social, c'est-à-dire formalisées par les déterminations abstraites du capital.

Mais avant de passer à l'examen de ces processus, il nous reste encore à analyser quelques réalités matérielles inhérentes au processus de métropolisation attestant du prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital et permettant de caractériser ou d'historiciser ce dernier. Si ce point sur le phénomène de patrimonialisation nous a donné l'occasion de réfléchir à partir de transformations qui concernent essentiellement l'« espace vécu » et les « représentations de l'espace », il peut en effet être intéressant de poursuivre ces

²⁶⁵) Il aurait été possible dans le cadre de cette discussion de souligner qu'en plus de participer à la réalisation du fantasme d'illimitation du capital, le phénomène de patrimonialisation participe également à la réalisation de son fantasme d'immédiateté, c'est-à-dire à l'accroissement de la vitesse de son procès de valorisation et à la réduction des risques pesant sur ce dernier. L'argument aurait été le même que celui avancé dans le cadre du point consacré à l'analyse des transformations contemporaines des rapports centre-périphéries : les acteurs capitalistes qui valorisent les richesses patrimonialisées ne produisent pas par eux-mêmes ces dernières ; ils font donc l'économie du temps du procès de production en se déchargeant de ce dernier sur les travailleurs qui ont créé la richesse dans le passé et sur celles et ceux qui contribuent aujourd'hui à leur patrimonialisation.

réflexions à partir d'éléments d'analyse renvoyant davantage aux transformations métropolitaines des « pratiques spatiales » et de « l'espace perçu ». Les travaux de Luc Gwiazdzinsky, en particulier, peuvent nous fournir une entrée intéressante pour cela. Nous proposons donc de ce qui suit de poursuivre les réflexions qui précèdent à partir de l'examen critique de certaines des notions proposées par cet auteur (et quelques autres sur lesquels il s'appuie, comme François Ascher et Francis Godard) pour définir le propre du processus de métropolisation en matière de recompositions spatiales et temporelles de la vie quotidienne.

3. La réversibilité métropolitaine : la figure de la « ville événementielle ».

Pour le géographe Luc Gwiazdzinsky (2013), qui propose dans ses travaux d'appliquer la rythmanalyse lefebvrienne à l'étude de la métropolisation, l'une des principales caractéristiques de ce nouveau régime d'urbanisation serait à trouver dans l'émergence d'une nouvelle figure spatio-temporelle (ou « chronotopique ») de la réalité urbaine, qu'il qualifie de « ville événementielle » : une ville dans laquelle la vie économique et sociale serait de plus en plus rythmée par des « événements », soit par des pratiques collectives, ponctuelles et réversibles, uniques ou cycliques, qui semblent se tenir en dehors de la trame du temps, c'est-à-dire être déconnectées du passé et du futur et prendre place dans une « enclave hors du temps » (Zerubavel, cité par Gwiazdzinsky, 2013, p.5). L'auteur souligne ainsi la multiplication et la diversification de ces événements qui scandent la vie urbaine métropolisée (expositions, salons, congrès, festivals, compétitions sportives, manifestations culturelles, séminaires d'entreprises, mais aussi *free party*, pique-niques ou apéros improvisés, etc.) et prend la mesure de la rupture que représente l'émergence de cette nouvelle temporalité urbaine par rapport à celle qui caractérisait la ville industrielle et son dernier avatar, la ville fordiste : laquelle se définissait en effet par les traits de la linéarité et de la continuité, de la permanence et de la répétition, de la routine et de l'ennui (II.2 ; IV.2).

Pour le géographe, cette temporalité événementielle définirait alors une nouvelle manière de « vivre ensemble » et de « faire société » ; en même temps qu'elle permettrait de compenser certains des effets dissolvants sur le lien social d'autres recompositions spatiales et temporelles inhérentes au processus de métropolisation, comme l'individualisation croissante des pratiques spatiales et temporelles ou la disparition des « temps d'arrêt », en lien avec l'accélération des rythmes de la vie urbaine : « [l'événement] *permet aux individus de supporter l'éclatement et les tensions quotidiennes autour de la promesse de la rencontre, et à la métropole de conserver sa cohésion, (...), de renforcer sa qualité de vie et d'attraction dans un contexte de compétition*

territoriale exacerbée. Il joue le rôle de repère et de référence à la fois commune et extérieure pour le groupe. Il est une figure de la discontinuité temporaire de l'urbain et de l'urbanité à l'échelle de la métropole comme l'est la figure de l'archipel urbain d'un point de vue spatial. » (Gwiazdzinski, 2013, p. 5) ; « [l'événement constitue] *une réponse périodique et temporaire possible au besoin de rencontre, de cohésion, d'identité, d'urbanité mais aussi [un] moment de lâcher prise, de réjouissance et de plaisir, [un] lieu temporaire de réarticulation de l'ailleurs et de l'ici, du « je » et du « nous », du local et du global, de soi et de l'autre.* » (idem).

Si notre propos n'est pas de réfuter l'analyse optimiste et enthousiaste proposée par l'auteur, il nous semble néanmoins que la rythmanalyse lefebvrienne est susceptible, *à condition d'être réinsérée dans la problématique marxiste qui était celle d'Henri Lefebvre*, de donner lieu à une tout autre interprétation de cette irruption de la figure de l'événement dans les temporalités urbaines.

3.1. La production de la ville événementielle comme solution spatio-temporelle aux contradictions du processus d'accumulation du capital.

D'un point de vue économique, la production de la ville événementielle peut être mise en rapport avec la tendance à la suraccumulation du capital et être appréhendée comme un mode de régulation de cette dernière ou, autrement dit, comme l'une de ses « solutions spatio-temporelles » (Harvey). Mieux, elle peut se comprendre comme l'une des transformations matérielles de la vie sociale qui aura participé à repousser les limites auxquelles le capital s'est heurté à partir des années 1970, et plus violemment encore à partir des années 2000. Quatre principaux arguments peuvent être mis en avant pour étayer cette hypothèse.

3.1.1. Écouler les surplus, ou l'appropriation capitaliste de la fête.

Le premier argument consiste à voir dans la multiplication des événements qui scandent la vie métropolitaine un dispositif visant à écouler les surplus que le cours normal de la vie quotidienne ne suffit pas ou plus à absorber. Dans les économies de première industrialisation en particulier, dans lesquelles l'épargne est largement excédentaire par rapport aux besoins de l'investissement productif, la tenue de ces événements aurait ainsi pour fonction, grâce à la débauche consumériste à laquelle ils donnent lieu pour la plupart d'entre eux, d'assurer la régulation de la tendance à la suraccumulation du capital. Nous aurions donc à faire, au travers de l'émergence de cette nouvelle figure spatio-temporelle de la ville capitaliste, à un nouveau mode de régulation de l'une des contradictions les plus fondamentales de ce mode de production. Un nouveau mode de régulation dont on peut penser, tout de même, qu'il est préférable pour l'humanité à ceux dont le capital a le plus usé au cours de son histoire : la crise

économique et la guerre – ce qui ne veut cependant pas dire, comme la période actuelle nous le rappelle (été 2022), que ces deux modalités soient rendues obsolètes par l'émergence de la ville événementielle...

Selon la même hypothèse, mais sous un angle d'analyse plus historique, la production de la ville événementielle pourrait en fait et plus fondamentalement être comprise comme un processus matériel au travers duquel le capital s'approprie cette institution transhistorique des sociétés humaines qu'est la « fête » : une appropriation capitaliste de la fête qui en conserverait certaines des caractéristiques matérielles, telle que le déchainement des désirs réprimés dans le cadre de la quotidienneté et la dilapidation des richesses accumulées dans le cours de cette dernière ; qui en conserverait également la fonction sociale, à savoir contribuer à la reproduction de l'ordre social ; tout en inversant radicalement les effets, puisque la fête capitaliste n'a plus pour résultat de redistribuer les richesses et d'empêcher la mise en place en place d'une dynamique d'accumulation, comme c'était le cas dans les sociétés précapitalistes, mais au contraire de soutenir l'accumulation du capital en permettant d'éviter la dévalorisation des surplus générés par cette dernière (Lefebvre, 1958)²⁶⁶.

3.1.2. Mettre en visibilité la marchandise : enjeu d'une forme exsangue à la recherche de nouveaux contenus.
Une autre interprétation de la production de la ville événementielle pourrait ensuite consister à appréhender celle-ci comme une nouvelle modalité de mise en visibilité de la marchandise ou, plus précisément, comme une nouvelle façon de faire valoir la valeur d'usage des marchandises, c'est-à-dire de les rendre désirables. Nous pensons ici à ces événements que sont les salons, les congrès, les expositions, etc. Il nous semble en effet possible d'affirmer que ces derniers sont au capitalisme contemporain ce que la « vitrine » était au capitalisme du XXe siècle. La production de la ville événementielle s'inscrirait ainsi dans la continuité de l'urbanisation fordiste qui, nous l'avons vu (V), n'avait déjà plus tant pour fonction de transformer les valeurs d'usage existantes en marchandises porteuses d'une valeur d'échange, que de susciter le désir pour des marchandises dont la valeur d'usage n'est pas évidente. Comme la ville fordiste et plus encore que cette dernière, la ville événementielle serait donc l'expression d'une époque historique dans laquelle l'enjeu pour le développement du capital n'est plus de donner une nouvelle forme sociale à des contenus matériels déjà existants, mais de trouver de nouveaux contenus (de nouveaux désirs en l'occurrence) pour continuer à remplir une forme déjà bien

²⁶⁶) L'acception de la notion de « fête » que nous retenons ici s'inspire notamment d'un chapitre du premier tome de la *Critique de la vie quotidienne*, sympathiquement intitulé *Notes écrites un dimanche dans la campagne française* (Lefebvre, 1958).

constituée ²⁶⁷, et en fait dorénavant totalement hégémonique, mais paradoxalement et contradictoirement exsangue (cf. supra). Elle serait donc, autrement dit, une expression de ce que les tenants de la « Wertkritik » appellent la « crise de la forme valeur de la richesse matérielle » (Trenkle, 2014) : une crise qui trouve notamment sa cause dans l'essoufflement du processus d'internalisation par le capital du « dehors » de ses rapports de production ; et à laquelle ce dernier tenterait donc, au travers de la production de la ville événementielle (et plus largement du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps), de répondre par la production d'un « dehors interne », en l'occurrence de contenus dont la raison d'être n'est autre que la survie de la forme valeur.

3.1.3. S'autonomiser du passé.

« L'événement, espace-temps éphémère (...) s'autodétruit et rend la ville en l'état » (Gwiazdzinski, 2013, p. 210).

Une autre hypothèse susceptible de donner du sens à la production de la ville événementielle s'appuie sur la notion de « réversibilité » mise en avant par Luc Gwiazdzinski pour définir la temporalité événementielle. Comme le souligne l'auteur en effet, le propre de l'événement est de ne pas « laisser de traces dans l'espace » et de « rendre la ville en l'état » ; si bien que l'évolution de la ville événementielle est toujours ouverte, qu'elle demeure en permanence disponible pour des usages futurs sans jamais être contrainte par les usages passés dont elle a fait l'objet. Sur la base de cette simple remarque, on peut alors faire l'hypothèse que l'émergence de la ville événementielle exprime en la matérialisant une tendance à l'accroissement de la flexibilité de la trajectoire d'accumulation du capital qui, sur la base de ce support amnésique, dépourvu de mémoire, pourrait en permanence se réorienter dans toutes les directions possibles : *la valorisation présente du capital devenant indépendante de la valorisation passée dès lors que celle-ci ne laisse pas de traces dans l'espace.*

Il convient de confronter cette réalité à celle qui prévalait dans le cadre du capitalisme industriel pour en saisir tout le sens et toute la portée historiques. La production de la ville événementielle semble en effet témoigner d'un mode de régulation de la « contradiction entre le durable et l'éphémère » que nous avons analysée dans la première section du chapitre III. En un mot, dans la ville événementielle, *le passé n'enferme plus le présent, mais le présent ne prépare plus l'avenir.* La contradiction n'est donc pas supprimée, mais transformée.

²⁶⁷) Le point précédent consacré à l'analyse du phénomène de patrimonialisation nous montre cependant que ces deux enjeux ne sont pas exclusifs l'un de l'autre.

La production de la ville événementielle, ou le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps auquel elle appartient, pourrait alors à nouveau se comprendre comme l'indicateur et l'opérateur de la mise en place du « régime présentiste d'historicité »²⁶⁸ qu'analysent François Hartog et Jérôme Baschet : d'un présent indépendant du passé et dépourvu d'horizon d'avenir. Plus encore, elle pourrait être comprise comme l'expression d'une période historique dans laquelle le capital ne contribue plus au développement des puissances sociales de la production. Ce qui confirmerait à nouveau l'idée selon laquelle le régime présentiste, de même que le régime métropolitain qui le consacre et l'englobe, sont à attribuer à (et permettent ainsi de révéler) la sénilité du capital et l'obsolescence de la classe capitaliste.

3.1.4. Etendre les désirs consuméristes.

Il est enfin possible de voir dans la production de la ville événementielle l'un des aspects du processus de métropolisation ayant contribué au renouvellement post-fordiste de la norme de consommation. En toute généralité en effet, l'émergence de cette figure historique de l'urbanisation capitaliste peut se comprendre comme un opérateur et un indicateur matériel du passage d'une norme de consommation reposant sur la prise en charge de désirs basiques et génériques²⁶⁹ par des marchandises standardisées consommées de manière quotidienne ou continue tout au long de l'année, à une norme de consommation intégrant en plus de ce qui précède la prise en charge de désirs que l'on pourrait qualifier d'existentiels et de spécifiques²⁷⁰ par des marchandises ou des pseudo-marchandises²⁷¹ différenciées selon des critères communautaires et consommées de manière discontinue, ponctuelle voir exceptionnelle au cours de l'année. Chaque mot compte dans cet énoncé, alors reprenons un à un les éléments qu'il contient.

²⁶⁸) Il s'agit là d'une hypothèse que l'on trouve déjà sous la plume de Luc Gwiazdzinski : « [l]a réversibilité peut naturellement être explorée « comme une nouvelle posture de relation à un futur désormais largement désigné comme incertain » (Scherrer, Vanier, 2010) » (Gwiazdzinski, 2013, p. 215).

²⁶⁹) Par « désirs basiques et génériques » nous désignons les désirs qui trouvent leur origine dans les nécessités historiques de la subsistance et qui sont partagés par tous les individus d'une formation sociale donnée.

²⁷⁰) Par « désirs existentiels » nous désignons les désirs qui se rapportent non pas à la subsistance des individus mais à leur devenir existentiel. Par « désirs spécifiques », nous désignons les désirs qui s'expriment et s'objectivent selon des modalités et dans des objets différents en fonction des appartenances communautaires des individus.

²⁷¹) Nous proposons de parler de « pseudo-marchandises » pour désigner toutes les activités non-marchandes qui servent de support ou de prétexte à des pratiques consuméristes. Pour le propos qui nous concerne, cette notion permet ainsi de désigner les événements publics ou collectifs donnant lieu à des consommations marchandes.

1. La captation capitaliste des désirs spécifiques à certains groupes d'individus par des marchandises ou des pseudo-marchandises différenciées selon des critères communautaires. Ou l'appropriation capitaliste du différentiel.

L'une des particularités intéressantes sur le plan analytique des événements festifs et culturels qui se multiplient dans la métropole capitaliste réside en ceci que ces derniers tendent à s'adresser, non plus seulement au « grand public », mais aussi et de plus en plus fréquemment à des publics spécifiques caractérisés par des critères d'appartenance communautaire, c'est-à-dire par une identité commune ou des traits culturels ou passionnels partagés²⁷² : une orientation politique ou sexuelle ; des goûts littéraires, artistiques ou esthétiques communs ; l'appartenance à tel collectif ou à telle identité ; la pratique de telle ou telle activité sportive, etc. En ce sens, et dans la mesure où bon nombre de ces événements contribuent à valoriser du capital – que ce soit directement lorsqu'il s'agit d'événements marchands ou indirectement au travers des pratiques consuméristes qu'ils suscitent (ou auxquels ils servent de prétexte) – l'essor de la ville événementielle pourrait être interprété comme l'opérateur et l'indicateur matériel d'un élargissement de la base passionnelle de la reproduction du capital. Par rapport à l'époque fordiste dans laquelle cette base se limitait pour l'essentiel aux désirs génériques des individus, en lien avec les nécessités historiquement déterminées de leur subsistance matérielle dans une société marquée par l'approfondissement de la division sociale du travail et la généralisation du mode de vie urbain, celle-ci s'étendrait dorénavant aux désirs spécifiques de ces derniers, c'est-à-dire aux désirs qui résultent des idiosyncrasies de leurs trajectoires existentielles. Les événements qui scandent la vie des métropoles seraient alors un moyen pour le capital de capter ces désirs spécifiques pour les mettre au service de sa reproduction, ou plus précisément au service de la réalisation de la survalueur ; laquelle en viendrait ainsi à s'appuyer et à se dissimuler dans les tentatives de réalisation de soi des individus. À l'instar du phénomène de patrimonialisation, la production de la ville événementielle pourrait donc être envisagée sur le plan théorique comme l'un des aspects du régime métropolitain de production de l'espace et du temps ayant participé à repousser les limites auxquelles s'est heurté le capital à partir des années 1970 et plus encore à partir des années 2000 en présidant, tout comme la patrimonialisation, au renforcement de l'emprise de ce dernier sur la ville et sur la vie : sur l'espace, le temps et les désirs. Les perspectives ainsi ouvertes à la reproduction du capital seraient en outre

²⁷²) Cette spécialisation ou cette spécification croissante des événements est en lien avec certaines des caractéristiques du processus de métropolisation que nous avons déjà analysées. Il faut souligner tout d'abord que celle-ci est conditionnée par la grande taille et l'accessibilité hors-norme des espaces métropolitains, qui permettent de rendre viable économiquement l'exploitation de marchés de niches. Par ailleurs, la spécification des événements tend à être encouragée par la concurrence à laquelle se livrent les métropoles pour capter les dépenses de consommation.

particulièrement vastes puisqu'elles feraient fond sur le champ infini et en perpétuel renouvellement des pratiques d'intégration et de différenciation communautaire ou identitaire des groupements humains.

Par ailleurs, sur le plan théorique, l'analyse marxiste de la production de la ville événementielle nous invite à reconnaître que ce prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital s'effectue au travers d'une certaine transformation des modalités du processus d'abstraction capitaliste, c'est-à-dire des modalités par lesquelles le capital s'approprie la pratique sociale pour la soumettre aux réquisits de sa reproduction. Alors qu'à l'époque industrielle de son développement le capital tendait à ignorer, à réduire ou à détruire les « différences », à contribuer à l'homogénéisation sociale du désir par la production et la diffusion de marchandises standardisées, il tendrait dorénavant à reconnaître ces dernières et à tenter d'en bénéficier en en faisant le nouveau support, direct ou indirect, de sa valorisation. On aurait ainsi à faire, au travers de l'émergence de la ville événementielle, à une profonde transformation du rapport du capital vis-à-vis du différentiel (et du qualitatif) ayant notamment pour conséquence, en plus d'ouvrir de nouvelles perspectives à la valorisation du capital, de donner une apparence méconnaissable au monde de ce dernier, en rendant de fait celui-ci plus difficile à identifier en tant que tel (cf. infra).

Il serait toutefois insuffisant sur le plan analytique et lacunaire sur le plan conceptuel de se limiter à cette interprétation (la production de la ville événementielle comme support de l'appropriation capitaliste des désirs spécifiques à certains groupes d'individus). Cela reviendrait en effet à réifier ou à essentialiser ces désirs, c'est-à-dire à oublier qu'il ne s'agit pas de données qui seraient distribuées de manière aléatoire à la naissance parmi les individus (qui verraient ainsi définie leur inaltérable identité individuelle) mais que ces désirs sont en vérité des constructions sociales qui trouvent leur source dans les caractéristiques historiquement déterminées des sociétés dans lesquelles les individus mènent leur existence. Il semble donc qu'il soit finalement plus pertinent de faire l'hypothèse qu'au travers de la production de la ville événementielle, le régime métropolitain de production de l'espace et du temps tend à *induire* des désirs communautaires, ou mieux encore, à œuvrer à la communautarisation capitaliste des désirs. Bien entendu, l'irruption de l'événement dans les temporalités urbaines ne suffit pas à elle seule à expliquer cette communautarisation capitaliste des désirs. Celle-ci est en effet le produit de nombreuses tendances inhérentes au capitalisme contemporain (accroissement des inégalités sociales, affaiblissement des anciennes identités collectives, renforcement de l'individualisme, etc.). Mais il n'en demeure pas moins possible

d'estimer que la production de la ville événementielle joue un rôle important dans la formation de ces identités et de ces cultures communautaires, ne serait-ce que dans la mesure où elle leur fournit un espace et un temps sans lesquels elles ne pourraient exister et s'institutionnaliser (IV). Concrètement en effet, la ville événementielle sélectionne et délimite les identités communautaires vers lesquelles les individus peuvent s'orienter pour tenter de donner du sens à leur existence : certaines sont mises à l'honneur, d'autres non. Plus encore, ces événements qui rythment la vie de la métropole ont pour effet de formaliser les identités collectives auxquelles ils font écho : ils permettent à ces dernières de se doter de codes, de manières de s'exprimer (par un style de consommation) et de s'objectiver (dans un genre de marchandises).

Cette précision nous invite donc à enrichir la réflexion et à avancer une nouvelle hypothèse interprétative au sujet des caractéristiques historiques du développement contemporain du capital. Il semble en effet possible à l'aune de ce qui précède d'envisager la production de la ville événementielle comme une expression d'une nouvelle étape historique du processus d'abstraction capitaliste dans laquelle l'*homogénéisation* de la réalité matérielle et sociale par le capital caractéristique de la phase industrielle de son développement historique tendrait désormais à laisser place à la *fragmentation* de cette dernière. Il s'agirait donc, pour le dire autrement, d'une nouvelle phase du processus d'abstraction capitaliste dans laquelle la *réduction* capitaliste des différences tendrait à laisser place à l'*induction* de ces dernières ou, si l'on préfère, à la production de différences induites par le capital. Selon cette hypothèse, le capital aurait donc d'abord, au cours de son devenir historique, ignoré ou annihilé les différences issues de son dehors (i.e., des époques qui lui sont antérieures ou des sphères de la vie sociale non couvertes par ses rapports) avant de pouvoir (et de devoir, pour les raisons que nous avons expliquées plus haut), sur la base de cette table rase, sécréter ou induire des différences dont le propre serait d'être immédiatement captées et formées par ses propres rapports.

Nous avons donc ici à faire à une hypothèse complémentaire de celles avancées précédemment dans le cadre de notre analyse du phénomène de patrimonialisation qui, comme ces dernières, nous invite à reconnaître dans les transformations contemporaines du temps et de l'espace inhérentes au processus de métropolisation un marqueur de l'entrée du capital dans un nouvel âge de son développement historique caractérisé par la totalisation achevée de la vie sociale sous ses propres rapports et par la transformation consécutive des modalités selon lesquelles s'effectuent son processus d'abstraction, c'est-à-dire des modalités selon lesquelles le capital continue à produire son monde, celui qui convient aux nécessités de sa reproduction. En

particulier, on retrouve dans ce qui précède l'idée selon laquelle, une fois parvenu au stade de la sénilité, le capital cesse de se matérialiser dans une réalité matérielle distincte de celle qui matérialise le reste de la société pour à la place s'immiscer et se dissimuler dans cette réalité, s'y confondre en la colonisant entièrement. On peut toutefois penser que le spatio-temporal fix qui est à l'œuvre au travers de la production de la ville événementielle détient une portée historique plus grande en ce qui concerne sa capacité à prolonger le processus d'autonomisation du capital que ceux associés au phénomène de patrimonialisation que nous avons analysés précédemment. En particulier, la production de la ville événementielle témoigne à notre sens d'une transformation plus profonde des modalités du processus d'abstraction capitaliste au travers desquelles se réalise le processus d'autonomisation du capital. Alors que la colonisation des débris matériels des rapports sociaux antérieurs au mode de production capitaliste qui s'opère dans le cadre du phénomène de patrimonialisation s'apparente encore à un processus de *réduction* des différences (dont nous avons d'ailleurs souligné le caractère contradictoire pour le capital), la production de la ville événementielle se pose quant à elle comme nous venons de le voir comme l'expression matérielle d'un processus au travers duquel le capital *induit* des différences. En ce sens, la production de la ville événementielle semble donc davantage en mesure d'alimenter le fantasme d'illimitation du capital. Il est en fait finalement possible d'y voir l'une des modalités de la production de ce « dehors interne » du capital que nous identifions comme l'un des ressorts les plus puissants de la prorogation contemporaine des rapports de production capitalistes ; et dont il nous reste encore à expliciter plus avant le contenu (VIII) et surtout à préciser les conditions d'existence (IX) - ce à quoi tout le reste de cette partie va en un sens s'attacher.

2. L'appropriation capitaliste de l'existentiel.

Un autre aspect du renouvellement post-fordiste de la norme de consommation dont témoigne la production de la ville événementielle est l'élargissement de la base passionnelle de la reproduction du capital aux désirs que l'on pourrait qualifier d'« existentiels », en opposition aux désirs qui trouvent leurs origines dans les nécessités historiquement déterminées de la subsistance des individus. Le propre des événements qui rythment la vie des métropoles en effet, est de s'adresser en les formalisant à des désirs qui émanent de l'effort des individus pour atteindre ce qu'il perçoit comme étant « la vie bonne » - à savoir, dans les sociétés contemporaines, une « vie bien remplie » notamment (Rosa, 2012), mais aussi une vie, sinon faites de relations, du moins de contacts ou de connexions avec « l'Autre » et « l'Ailleurs » (Gwiazdzinski, 2013). Ainsi, et dans la mesure encore une fois où ces événements contribuent à valoriser du capital, directement ou indirectement, il est possible d'affirmer que la production

de la ville événementielle constitue l'un des processus matériels au travers desquels le capital enrichit son régime passionnel et élargit le périmètre des pratiques sociales contribuant à sa reproduction.

Les implications du point de vue du développement historique du capital de cet enrichissement passionnel et de cet élargissement social des conditions et contenus de la valorisation du capital conduisent à des remarques et propositions théoriques assez proches de celles que nous avons avancées dans le point précédent. Nous nous permettons donc de passer plus rapidement sur ce point.

Il faut tout d'abord souligner qu'à l'instar de la captation des désirs spécifiques analysée ci-dessus, la captation des désirs existentiels (qui contiennent d'ailleurs les premiers) offre au capital un terrain d'expansion quasiment illimité, ou du moins très fortement malléable. En s'appropriant ces désirs, le capital parviendrait ainsi à repousser les limites de son procès de reproduction en affranchissant ce dernier de la finitude et de la rigidité inhérentes aux désirs basiques, qui se rapportent aux nécessités de la subsistance (Jappe, 2017). De ces dernières, qui ont constituées le premier et pendant longtemps le seul sous-bassement de sa reproduction, le capital s'ouvrirait désormais aux possibilités de l'existence, qui ne sont certes pas totalement illimitées – elles se heurtent en effet notamment et inévitablement à la mort, ultime limite que certains (à peu près les mêmes que ceux qui envisagent de coloniser l'espace extra-terrestre) rêvent d'ailleurs de lever – mais qui sont tout de même plus élastiques, moins rigides, que les nécessités de la subsistance, car moins strictement déterminées que ces dernières par le niveau historique du développement des puissances sociales productives.

Ensuite, il faut souligner que cette captation capitaliste des désirs existentiels qui s'opère au travers de la production de la ville événementielle témoigne d'une profonde transformation historique du rapport que le capital entretient vis-à-vis de la vie et, plus généralement, vis-à-vis de la subjectivité ou de l'individualité des individus. Pour le dire en un mot, alors qu'au stade industriel de son développement historique le capital tendait à réduire la vie à la survie, à nier les subjectivités et l'individualité, ce dernier semble dorénavant, au travers de la production de la ville événementielle, s'attacher à induire la vie et à investir la subjectivité et l'individualité des hommes et des femmes, c'est-à-dire à formaliser plutôt qu'à évacuer l'existence de ces derniers. En ce sens, on pourrait donc faire l'hypothèse que la production de la ville événementielle constitue l'une des expressions matérielles de ce que la littérature marxiste

identifie comme le « devenir biopolitique du capital » (Négri & Hardt, 2000)²⁷³. Plus précisément, elle constituerait l'un des véhicules matériels au travers desquels le capital prolonge son processus d'autonomisation en s'appropriant, dans et par la production de l'espace et du temps, de nouveaux aspects de la réalité humaine et en renouvelant, pour ce faire, les modalités de son processus d'abstraction : en donnant donc la priorité à l'« induction » sur la « réduction » en tant que modalité dominante d'appropriation capitaliste de la pratique sociale. Ce changement dans les modalités du processus d'abstraction capitaliste pourrait en outre recevoir une explication convergente à celle que nous avons proposée dans ce qui précède au sujet de l'appropriation capitaliste des désirs spécifiques : après s'être essentiellement cantonné à la prise en charge des désirs basiques tout au long de la période industrielle de son développement historique, en laissant les désirs existentiels en dehors du périmètre de sa reproduction et en laissant ainsi ces derniers dépérir sous les rapports qu'il était en train de détruire, le capital se trouverait dorénavant dans la capacité et dans la nécessité, non seulement de s'emparer, mais aussi de réanimer (à son façon, cela va sans dire) ce dehors, c'est-à-dire de le transformer en « dehors interne », en source endogène de positivité au service de sa négativité.

Deux remarques complémentaires peuvent encore être faites pour refermer ce point.

Tout d'abord, il faut ici souligner que la nécessité historique qui a conduit le capital à s'emparer des désirs existentiels qu'il avait tendance jusque-là à délaisser ne renvoie pas simplement à l'arrivée aux limites de sa trajectoire industrielle de développement fondée sur la prise en charge marchande des désirs basiques et l'extension spatiale de ses rapports de production à l'ensemble des formations sociales de la planète. Elle renvoie en effet également aux résultats du cycle fordiste de la lutte de classes qui a conduit, au travers notamment des conquêtes ouvrières en matière de réduction du temps de travail, à considérablement dilater ce dehors ; et ce, au moment même où l'emprise des rapports sociaux non capitalistes sur ce dernier commençait sérieusement à s'effriter. Tout se passe donc comme si la lutte de classes avait ouvert un grand

²⁷³) Comme nous le précisons dans les prochains chapitres, notre conception du devenir biopolitique du capital s'écarte néanmoins assez largement de celle proposée par les auteurs post-opéraïstes. Pour ces derniers en effet, le « devenir biopolitique » n'est pas simultanément, contrairement à ce que nous suggérons et à ce que nous démontrerons, « devenir capitaliste de la vie humaine ». Au contraire, pour ces derniers, la vie humaine, qui deviendrait le nouveau foyer de la coopérative productive, se poserait dans un rapport « d'extériorité radicale » par rapport au capital. Or, pour nous, le capital ne peut pas produire la vie humaine sans y introduire ses déterminations. C'est que nous tenterons de montrer dans le chapitre IX, en soulignant qu'au travers de la production de la vie quotidienne métropolitaine, le capital tend à produire une subjectivité abstraite, que nous qualifierons de narcissique, dont les caractéristiques passionnelles sont identiques et adéquates aux déterminations temporelles abstraites de la mise en valeur du capital – et que c'est donc bien un dehors *interne* que le capital est en train d'induire ou de sécréter pour se proroger.

espace vacant vers lequel le capital ne pouvait pas, par nécessité et par opportunité, ne pas se tourner.

Ensuite, les réflexions qui précèdent nous invitent à anticiper la question, ainsi que la réponse à la question, qui seront au cœur du dernier chapitre. Ci-dessus, nous venons d'affirmer l'idée selon laquelle, au travers de la production de la ville événementielle, le capital s'attache à « réanimer » ce dehors (celui des désirs existentiels) ; qui, pour avoir été dilaté ou étendu par les conquêtes ouvrières, n'en était pas moins en train de s'appauvrir et de dépérir sous l'effet de la dissolution accélérée des rapports sociaux non-capitalistes qui était alors à l'œuvre. Face à une telle affirmation, le lecteur marxiste qui a en tête la définition du capital comme « travail mort » pourrait alors légitimement nous adresser la question suivante : « comment le mort pourrait-il réanimer le vif » ? En outre, si ce lecteur est dogmatique, il pourrait aussi s'indigner : « quelle est cette absurde inversion ?! Marx disait pourtant bien que c'est la flamme du travail vivant qui permet au capital de revenir d'entre les morts... ». À la première question, nous tenterons de répondre dans le dernier chapitre que, de manière non surprenante, le capital ne peut réanimer le vif qu'en produisant des morts-vivants, des zombies. Des zombies dont, comme nous le verrons, la première caractéristique est d'être mus par une faim intarissable, impossible à satisfaire, par un manque perpétuel et une frustration permanente, identique à celle qui affecte le capital du fait de sa dépendance à la survaleur. Quant au dogmatique indigné, nous tenterons de montrer que cette absurde inversion n'est que le produit de la mystification totale à laquelle aboutit le processus de métropolisation en tant que régime de production capitaliste de l'espace et du temps que se donne le capital à l'âge de la sénilité ; qu'elle n'est autrement dit que le produit de l'abstraction de la réalité humaine et de la concrétisation de l'abstraction capitaliste qui résultent de ce dernier.

3. L'appropriation capitaliste de l'exceptionnel.

Plus haut dans ce propos (1), nous avons indiqué que la multiplication des événements en tout genre dans la métropole capitaliste peut s'analyser comme un mode de régulation de la tendance à la suraccumulation du capital dans la mesure où ces événements sont l'occasion d'un déchainement des pulsions consuméristes et contribuent en cela à écouler ou à dilapider les surplus suraccumulés. Pour préciser et approfondir cette idée, il nous semble ici possible d'avancer que cette propriété, et partant la fonction qu'en viennent à assurer les événements au regard de la reproduction du capital, n'est pas étrangère aux caractéristiques temporelles de l'événement, c'est-à-dire au mode temporel d'existence des pratiques qui définissent celles-ci, le cas échéant, comme événements.

Le propre de l'événement, fondamentalement, est de rompre avec la quotidienneté, de s'en détacher, et ce faisant d'affranchir les individus qui l'expérimentent des nécessités qui les occupent (dans tous les sens du terme) dans le cadre de cette dernière (Lefebvre, 1958). Plus précisément, d'un point de vue plus strictement temporel, le propre de l'événement est d'être déconnecté ou dissocié de la trame temporelle (de la durée). C'est donc de mettre entre parenthèses le moment présent ; au point de sembler se tenir dans « un temps comme suspendu » (Gwiazdzinski, 2013). Le propre de l'événement donc, en tant que réalité extraordinaire, est d'être autosuffisant, auto-référentiel, de s'affranchir de toute référence à la vie quotidienne ; et en particulier, d'affranchir les individus des affects qui les tiennent, dans le cadre de cette dernière, à une certaine discipline, à un comportement marqué par la retenue. En conséquence, on peut penser que le déchainement des pulsions consuméristes (et autres) que nous mentionnions ci-dessus est inhérent à l'événement lui-même, ou plus précisément, au caractère autoréférentiel des pratiques événementielles qu'implique le mode temporel d'existence constitutif de ces mêmes pratiques.

On comprend alors mieux la portée historique de la production de la ville événementielle : l'intrusion et la prolifération de l'événementiel dans les temporalités urbaines revient à ouvrir des espace-temps purement autoréférentiels dans lesquels les pratiques consuméristes sont délivrées des limites affectives qui les contiennent et les réfrènent habituellement, de sorte que ces dernières en viennent à s'identifier ou à correspondre en tous points aux déterminations abstraites qui définissent le capital en tant valeur procès, en tant que valeur se valorisant de manière illimitée car purement autoréférentielle : elles deviennent aussi tautologiques que lui. En ce sens donc, plus que comme une simple « solution spatio-temporelle » à la tendance à la suraccumulation du capital (ce que permet de voir une analyse à la Harvey), la production de la ville événementielle doit plus fondamentalement être comprise comme un aspect du régime métropolitain de production de l'espace et du temps au travers duquel le capital concrétise son fantasme d'illimitation en aménageant au sein de la vie urbaine des enclaves spatio-temporelles dans lesquelles les caractéristiques passionnelles de la pratique sociale tendent à être alignées sur les exigences abstraites de son procès de reproduction qui découlent de son essence de « valeur en procès », de valeur qui se valorise pour elle-même de manière totalement autoréférentielle.

Pour résumer et reformuler ce propos, on peut dire en effet que si l'événement est à la vie quotidienne ce que le capital est à la pratique sociale, à savoir un élément séparé, autonomisé et devenu purement autoréférentiel par rapport à la réalité à laquelle il appartient, alors la

production de la ville événementielle, la recomposition des temporalités urbaines sous l'effet de la prolifération d'événements en tout genre au sein de la métropole capitaliste, constitue une expression contemporaine du processus d'abstraction au travers duquel, dans et par la production de l'espace, le capital s'approprie la pratique sociale en transformant le mode temporel d'existence de cette dernière de façon à la rendre adéquate aux exigences de sa reproduction, jusqu'au point de concrétiser, ce faisant, ses fantasmes les plus abstraits - en l'occurrence, son fantasme d'illimitation qui gît au cœur de son essence de valeur en procès.

3.2. La production de la ville événementielle comme solution spatio-temporelle aux contradictions matérialisées par les luttes de classes.

Cette réflexion sur la production de la ville événementielle serait incomplète si nous n'y ajoutions pas quelques remarques sur la manière dont cette dernière participe à la reproduction *hégémonique* du capital ; ou, plus généralement, si nous nous contentions d'analyser celle-ci uniquement comme le moyen et le support du processus d'autonomisation du capital sans rien dire de son implication dans l'évolution contemporaine des formes d'aliénation capitaliste de l'individualité et de l'humanité. Néanmoins, dans la mesure où cette problématique (celle des formes de l'aliénation en particulier) est celle du chapitre IX, nous nous contenterons ici de quelques remarques succinctes.

3.2.1. Récupérer ou retourner la critique et les désirs révolutionnaires ou contestataires.

Plus haut, nous avons indiqué que la production de la ville événementielle trouve l'une des raisons de sa nécessité ainsi que l'une de ses conditions de possibilité²⁷⁴ dans la réduction du temps de travail (dans l'élargissement du « temps libre ») conquise par le mouvement ouvrier dans le cadre du cycle fordiste de la lutte de classes (et même un peu au-delà) ; réduction qui, si elle compromettait l'extraction de la survalue relative associée aux gains de productivité et contraignait en cela le capital à mettre au point de nouvelles modalités de valorisation et d'accumulation, avait dans le même pour effet d'élargir le champ possible de la valorisation du capital à de nouvelles pratiques et à de nouveaux désirs, aux désirs existentiels et différentiels notamment. Dans la continuité de cette remarque visant à souligner l'implication de la lutte de classes dans la production capitaliste de l'espace et du temps, il semble également possible d'envisager la production de la ville événementielle comme un produit de la critique de

²⁷⁴) On notera que les deux sont généralement allées de pairs dans l'histoire du capitalisme, un peu comme si le capital, à l'instar de l'humanité selon Marx, ne se posait que les problèmes auxquels il est en mesure de résoudre. Il reviendra donc aux forces révolutionnaires de trouver à opposer au capital des nécessités de changement qui n'offrent pas dans le même temps au capital la possibilité de conduire ce changement selon ses termes – faute de quoi ce dernier risque de confronter l'humanité à des problèmes dont elle ne sera peut-être pas en mesure de répondre.

l'urbanisation fordiste – de celle qui est parfois qualifiée « d'artiste » en référence aux travaux de Luc Boltanski et Eve Chiapello et par opposition à ce que ces mêmes auteurs appellent la « critique sociale » (i.e., celle qui a obtenu la réduction du temps de travail) - et de sa récupération ou de sa métabolisation par le capital. De nombreuses propriétés de la ville événementielle peuvent en effet s'envisager comme des réponses aux griefs que la critique des années soixante et soixante-dix (dont Lefebvre et Debord étaient les « intellectuels organiques ») formulait à l'encontre de l'urbanisation fordiste, ou néocapitaliste : à la critique dénonçant l'isolement et l'atomisation des individus dont se rendait coupable la ville fordiste, du fait notamment de son caractère « fragmentée », la ville événementielle répond en proposant des lieux de rassemblement, dans lesquels Luc Gwiazdzinsky va jusqu'à voir comme nous l'avons vu des « *lieux temporaires de réarticulation de l'ailleurs et de l'ici, du je et du nous, (...) de soi et de l'autre* » ; à l'ennui et la monotonie suscités par le caractère répétitif et continu (routinier) des temporalités urbaines de la ville fonctionnaliste, elle répond en proposant de l'extraordinaire, des moments d'euphorie, de surprises et de découverte, des moments réintroduisant de la discontinuité dans les rythmes de la vie urbaine ; à l'oppressante permanence des imposantes constructions fordistes, dans laquelle la critique décelait l'expression réifiée de la reproduction de l'ordre social, elle répond par des assemblages éphémères et des constructions légères ; à la critique dénonçant l'homogénéité et la banalité de la ville fordiste, elle répond par la spécificité et l'exceptionnalité ; à la dénonciation du vide, elle répond par le plein, etc. Les propriétés de la ville événementielle semblent ainsi à ce point conformes aux aspirations formulées par la critique des années 1960 et 1970 que Luc Gwiazdzinsky (2013, p. 218) en vient même à qualifier cette dernière de « ville néo-situationniste » (!). En ce sens, il apparaît donc possible de considérer que la production de la ville événementielle aura contribué à permettre au capital de déjouer la critique qui lui était adressée et ainsi de désarmer les forces révolutionnaires qui le menaçaient. Mieux encore, il est possible de considérer qu'elle lui aura permis de retourner les affects tristes qui compromettait sa reproduction en affects joyeux contribuant à cette dernière : un tour de force d'autant plus remarquable quand on sait que la production de cet espace n'a pas été (qu')une concession pour le capital, puisqu'elle a aussi été pour lui, comme nous l'avons vu à l'instant, un moyen et un support de la concrétisation de ses déterminations abstraites et de sa réalisation sous sa forme achevée de valeur en procès.

Cette remarque ou cette hypothèse n'est pas dénuée d'intérêt pour notre perspective analytique et théorique. Elle permet en effet de mettre en lumière la façon dont la production de l'espace

et du temps se trouve impliquée dans la production et la récupération capitalistes de la critique et des désirs contestataires ou révolutionnaires. De cette manière, elle permet d'ouvrir un vaste domaine de collaboration entre l'économie politique de l'espace et du temps que nous nous attachons à reconstruire dans cette thèse et certains des courants de recherche les plus dynamiques de la pensée critique contemporaine, tel que « sociologie pragmatique de la critique » initiée par Luc Boltanski ou le « structuralisme des passions » proposé par Frédéric Lordon, ou plus généralement avec l'ensemble des programmes de recherches qui s'attachent à dépasser les oppositions binaires (antidialectiques) entre l'individualisme et le holisme (méthodologiques), l'approche pragmatique et l'approche philosophique et entre le matérialisme et le structuralisme. Surtout, le triangle théorique ébauché ici entre la production de l'espace et du temps, la production des affects et des désirs, et la lutte de classes (triangle qui s'attache fondamentalement à poursuivre le projet marxiste en croisant les apports respectifs de Lefebvre, de Lordon et de Gramsci) a pour intérêt au regard de notre perspective théorique et analytique de nous donner les moyens d'enrichir notre compréhension des raisons immédiates (de cette nécessité mêlée d'opportunité) qui sous-tendent le prolongement contemporain du processus d'abstraction du capital, c'est-à-dire des raisons qui le poussent et lui permettent de s'approprier de nouveaux pans de la pratique sociale (comme le vécu ; ou l'existentiel, le différentiel et l'exceptionnel) et ainsi de se réaliser sous forme pure et achevée de valeur en procès. En cela, la piste de recherche dont il est question ici, avec ce triangle théorique, nous permettrait en outre de répondre à certaines des critiques récurrentes adressées à l'encontre des analyses marxistes, qui sont en effet comme on le sait très souvent accusées de confondre les résultats et les raisons de l'histoire (en réduisant les secondes aux premiers) et ainsi de se rendre coupable de « téléologisme ».

3.2.2. Généraliser le spectacle.

Il convient ensuite de poursuivre la réflexion en soulignant que la récupération de la critique qui s'opère au travers de la production de la ville événementielle ne contribue pas seulement à la reproduction hégémonique du capital en ceci qu'elle lui permet de déjouer et de « retourner » les affects tristes et les passions colériques qui étaient dirigés contre lui. Elle y contribue en effet également et peut être plus fondamentalement encore dans la mesure où elle suscite ou implique de nouvelles formes d'aliénation capitaliste de l'individualité et de l'humanité qui confinent les hommes et les femmes à l'impuissance et à la dépendance. C'est que la récupération capitaliste ne laisse pas indemnes les désirs récupérés : elle les réduit et les trahit en leur donnant une forme capitaliste, celle de la séparation. Si bien que ce que Luc Gwiazdzinsky perçoit comme la réalisation en acte des « situations » que Guy Debord appelait

de ses vœux (et qu'il s'attachait à créer avec ses camarades), pourrait en fait bien davantage être compris comme une expression de la prolifération du « spectacle » que révélait et dénonçait ce même auteur. Un réexamen succinct des différentes propriétés matérielles de la ville événementielle que nous avons présentées plus haut suffit en effet à mettre en doute la capacité de ces dernières à satisfaire les aspirations qui étaient formulées par la critique et à faire apparaître en quoi elles peuvent au contraire être analysées comme le support matériel de nouvelles formes d'aliénation dont le propre, comme nous allons ici tenter de le faire apparaître, n'est plus simplement de séparer les individus de leurs moyens de subsistance, mais d'étendre cette séparation aux moyens d'existence, c'est-à-dire aux médiations qui permettent aux individus de s'approprier l'autre et le monde.

1. Brader l'imagination

La prétention de la ville événementielle à réhabiliter l'espace vécu et à réinjecter du symbolisme au sein de la vie urbaine, tout d'abord, pourrait probablement être mise en doute si l'on se donnait la peine de regarder de plus près de quel symbolisme il est question dans le cadre des événements qui animent l'urbain métropolisé. Il nous semble en effet qu'il serait possible de remarquer à nouveau, avec Henri Lefebvre et Guy Debord, que non seulement le symbolisme y est instrumentalisé à des fins consuméristes, donc hétéronomes, mais plus encore que celui-ci se dégrade en simples « signes » (Lefebvre) ou en simples « images » (Debord) qui n'offrent aucune prise à l'activité imaginante et qui ne font en fait que s'imposer à la psyché dans le but de l'exciter, de déclencher les désirs qu'elle contient, donnant ainsi lieu à une curieuse configuration passionnelle dans laquelle l'individu est en même temps et paradoxalement passif et agité : ce qui n'est autre, remarquons-le, que le fantasme du capital qui a certes besoin des déploiements d'énergie des individus qui vivent sous ses rapports (pour que ces derniers consomment et travaillent) mais qui se trouve toujours dans la crainte que ces déploiements d'énergie s'activent de manière autonome.

En outre, en plus de la dégradation des symboles en simples signes, on pourrait ajouter, dans la continuité de nos réflexions sur la patrimonialisation, que la prolifération de ces derniers conduit à les dévaluer, si bien qu'à « l'insignifiance » des espaces de représentation caractéristiques de l'urbanisation fordiste se substituerait la « sursignifiance » de ceux de la ville événementielle : après avoir été « en-deçà » du symbolique, l'espace du capital se situerait donc dorénavant « au-delà » de ce dernier. On serait donc en face d'une nouvelle forme de mépris de l'urbanisation capitaliste pour cette faculté humaine qu'est l'imagination : un mépris qui ne consisterait plus tant à écraser qu'à brader cette dernière, mais qui n'en demeurerait pas

moins une forme de négation de cette faculté dont on sait (IV.2) qu'elle est nécessaire à l'épanouissement individuel comme à l'appropriation par les hommes et les femmes de leur devenir historique.

2. Surcharger jusqu'à la saturation.

Du même coup, il serait possible de souligner que si la production de la ville événementielle s'attaque au « vide » qui était au cœur de la critique de la ville et de la vie néocapitaliste, ce n'est pas en « comblant » ces dernières, mais en les « saturant », c'est-à-dire en les surchargeant de signes et plus généralement d'expériences qui, en raison de leur surnombre et de leurs caractères éphémères, ne peuvent pas être incorporées par les individus comme des moments constitutifs de leur devenir existentiel, et laissent à la place ces derniers à l'état « d'étant », faisant face à un monde qui leur est impossible de percevoir et d'éprouver comme le leur (Rosa, 2012). À la « banalité » de la ville et de la vie néocapitaliste, la production de la ville événementielle ne ferait alors que substituer un sentiment « d'étrangeté » dont le propre est de reconduire l'« attitude blasée » que Georg Simmel (2013) identifiait déjà au début du XXe siècle comme l'un des traits caractéristiques de « la vie de l'esprit dans les grandes villes » ; soit, de reconduire une attitude subjective consistant précisément à tenir le monde à l'écart de soi et dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle est en tous points contraire aux inclinaisons passionnelles qui sous-tendent la pratique révolutionnaire.

3. Rassembler en maintenant et en approfondissant la séparation.

Ensuite, en ce qui concerne la capacité des événements à « rassembler » les individus et donc à remettre en cause « l'isolement » de ces derniers, il conviendrait de souligner que c'est le plus souvent sur le mode de la « foule » que les événements de la ville événementielle rassemblent les individus ; soit sur un mode qui, comme l'a montré Hannah Arendt (2005), n'a pas pour propriété de permettre aux individus de se construire en entrant en relation avec l'Autre, mais qui a au contraire pour condition et résultat une extrême atomisation des individus : la foule ayant en effet pour propriété, en tant que mode spatial d'existence des groupes, de laisser les « individus étrangers les uns aux autres » et, plus encore, comme le soulignait la philosophe, d'effacer leur individualité et de les rendre « méconnaissables à eux-mêmes », du fait notamment du déchainement passionnel dont ils sont saisis et de la réduction de leurs désirs à la forme pulsionnelle dont il font l'objet lorsqu'ils sont « noyés dans la foule » (Manhes, 2011). En cela, la ville événementielle ne ferait donc que poursuivre, selon des modalités d'ailleurs pas si nouvelles que cela, le mouvement historique d'oblitération de la conscience de soi et de la conscience de l'Autre caractéristique du processus d'urbanisation capitaliste.

Il serait ensuite possible prolonger la réflexion aux côtés de Hannah Arendt pour souligner que bien loin d'être la réalisation en acte d'un néo-situationnisme, la production de la ville événementielle pourrait en fait tout à l'inverse être comprise comme le produit et le support d'un nouveau totalitarisme. Mais nous laissons ici ce point de côté. Signalons simplement qu'une telle réflexion pourrait très rapidement nous permettre de retrouver et de tenter d'actualiser certaines des propositions que nous avons avancées dans le chapitre V, lorsque nous analysons le mode spatial d'existence de la subsumption réelle du travail sous le capital. Comme le suggère la définition de la foule proposée ci-dessus en effet, cette dernière partage de nombreuses propriétés communes avec l'espace de l'atelier, de la manufacture, de la fabrique ou de l'usine : en particulier, celle de réunir les individus tout en les maintenant séparés, de les regrouper tout en les maintenant isolés (V.2). Dès lors, il serait sans doute possible de faire l'hypothèse que la production métropolitaine des foules événementielles constitue l'un des processus matériels au travers desquels le capital développe des puissances sociales passionnelles (dont nous avons déjà dit deux mots), se les approprie comme les siennes (nous avons déjà vu comment et en quoi), en dépossède les hommes et les femmes, et se réalise ce faisant sous la forme d'une totalité autonome dominant et subjuguant les individus atomisés qui sont à l'origine de ces puissances. Simplement, mais cette différence est de taille, les puissances passionnelles ne se trouveraient plus réifiées dans des machines, dans des choses appartenant et évoquant directement le capital, mais (le plus souvent) dans des personnes (la figure de « la star » par exemple) ; occultant ainsi encore davantage l'origine sociale de l'aliénation, c'est-à-dire sa nature capitaliste.

4. Désorienter les individus et les gaver jusqu'à la nausée.

Enfin, après avoir souligné le caractère aliéné et aliénant de la foule en tant que mode spatial d'existence des rassemblements humains, il conviendrait naturellement de s'interroger sur l'aliénation inhérente à l'événement en lui-même, en tant que mode temporel d'existence de ces mêmes rassemblements. Il s'agit là d'un point que nous avons d'une certaine manière déjà abordé en soulignant plus haut que le déchainement des désirs ainsi que la dégradation de ces derniers sous la forme primaire de la pulsion sont le résultat du caractère auto-référentiel de l'événement en tant que moment séparé de la trame de la vie quotidienne. Mais d'autres arguments pourraient être ajoutés pour nourrir la réflexion. Tout d'abord, au niveau individuel, on pourrait faire remarquer avec Jérôme Baschet que si les événements qui se multiplient dans l'espace métropolitain ont très certainement pour effet d'éradiquer l'ennui et la monotonie en réintroduisant des discontinuités au sein de la vie urbaine et en remettant ainsi en cause le caractère routinier qui caractérisait celle-ci à l'époque fordiste ou néocapitaliste, la prolifération

généralisée et incontrôlée de ces derniers a pour écueil symétrique de produire une forme de malaise, de désorientation, ou de fatigue qui témoignent d'un rapport au temps tout autant aliéné que celui qui prévalait dans la configuration antérieure, c'est-à-dire d'une impossibilité tout aussi grande de s'approprier la réalité urbaine pour en faire le support d'un devenir existentiel.

Plus encore, il est possible d'affirmer qu'en produisant un « temps syncopé » (Baschet), dans lequel toute forme de continuité tend à être éliminée (du moins en apparence), la multiplication des événements au sein de l'urbain métropolisé contribue à l'instauration à l'échelle individuelle d'un « présent perpétuel » ; soit, d'une temporalité composée d'instantanés évanescents sans aucun rapport les uns avec les autres (« séparés » les uns des autres) qui a pour effet de nier le caractère processuel de l'existence en donnant aux individus l'impression de ne jamais avancer, de ne jamais progresser, comme si chaque nouvelle journée était une nouvelle vie où tout serait à recommencer. Dans ces conditions, on comprend facilement que l'*engagement* révolutionnaire (ou autre), qui par définition s'effectue dans la durée, ne soit pas à l'agenda de ces derniers.

5. Occulter la répétition du même et la reproduction de l'ordre.

Une réflexion sur la contribution à la reproduction hégémonique du capital de la généralisation de la figure de l'événement au sein des temporalités urbaines pourrait enfin retrouver la problématique de Moishe Postone sur le « présent perpétuel » en tant qu'expression de la dialectique entre le changement permanent et l'invariance qui, comme l'exposaient Marx et Engels dans les premières pages du *Manifeste*, constitue ce qui distingue le mode de production capitaliste de tous les autres qui l'ont précédé. Sans plus ici rentrer dans les détails, il semble en effet possible d'avancer l'idée que la discontinuité croissante de la pratique dont est porteuse la production de la ville événementielle a pour effet de masquer la continuité de la reproduction des rapports sociaux qui l'enserme ; ou, autrement dit, que la disjonction incessante de la réalité matérielle a pour effet d'occulter la reconduction permanente de la réalité sociale. En ce sens donc, la production de la ville événementielle participerait à la reproduction du capital en l'invisibilisant et en la soustrayant à la critique et aux passions colériques. Plus encore, et nous concluons sur ce point, on peut penser qu'en tant que « parenthèse dans le temps qui ne laisse pas de trace dans l'espace », l'événement constitue le type de discontinuité qui est le mieux fait pour masquer la continuité, ou mieux, la répétition du même, sans la compromettre. À nouveau donc, il serait possible de voir l'événement comme le temps idéal de la reproduction du capital.

3.3. Éléments de conclusion.

Nous utiliserons dans cette conclusion le même procédé que celui mis en œuvre dans la conclusion du point sur la patrimonialisation. Nous proposons donc dans ce qui suit de revenir sur l'apport des développements qui précèdent à la perspective théorique qui est celle de cette thèse (1), puis de souligner leur contribution à l'avancement de l'exposé de cette deuxième partie (2), avant d'indiquer de quelle manière les réflexions proposées ici seront prolongées dans les développements à venir (3).

3.3.1. Apports théoriques.

1. Production capitaliste de l'espace et du temps et luttes de classes.

Le premier apport théorique de ce propos réside dans la mise en exergue de l'implication de la lutte de classes dans la production capitaliste de l'espace et du temps. Il s'agit là d'une dimension importante, sur laquelle Henri Lefebvre insiste comme on le sait largement (II), mais que nous avons pourtant négligée jusqu'ici : si nous avons analysé l'implication des luttes opposant le capital aux autres rapports sociaux, c'est-à-dire des luttes conduites par le capital à l'encontre des réalités qui lui sont extérieures, nous n'avons en effet pas encore tenu compte de l'implication des luttes internes au monde capitaliste, c'est-à-dire de celles qui mettent en jeu les classes sociales définies par les rapports de production capitalistes, à savoir la bourgeoisie et le prolétariat. L'analyse de la production de la ville événementielle nous aura ainsi permis de contribuer à combler cette lacune en nous amenant à montrer que *la critique et que les luttes qui émanent du prolétariat constituent dialectiquement l'un des points de départ et l'un des points d'arrivée de la production capitaliste de l'espace et du temps* ; soit, que l'une des raisons de la production capitaliste de l'espace et du temps est à trouver dans les limites et les menaces que la critique et que les luttes prolétariennes opposent au capital, et que l'un des résultats de cette production capitaliste de l'espace et du temps est à trouver dans la neutralisation ou la récupération par le capital de cette critique et de ces luttes, c'est-à-dire dans le retournement de ces dernières de menaces en ressorts de sa reproduction (économique et hégémonique).

2. Production capitaliste de l'espace et du temps et production capitaliste du désir.

Le deuxième apport de ces réflexions sur la production de la ville événementielle, distinct mais inséparable du premier, réside dans l'analyse que nous avons esquissée de la dialectique de la production capitaliste de l'espace et du temps et de la production capitaliste du désir. Pour résumer ce qui constitue à nos yeux l'essentiel de qui précède, nous avons montré qu'en produisant son espace et son temps (qu'en transformant la réalité spatiale et temporelle de la pratique sociale), le capital parvient non seulement à élargir la base passionnelle de sa

reproduction, ce qui lui permet notamment de se remettre des crises économiques et hégémoniques qui le secouent périodiquement, mais qu'il parvient plus fondamentalement encore à transformer qualitativement les désirs du prolétariat, en les réduisant ou en les induisant, de manière à leur donner une forme adéquate à son mouvement de valeur en procès. En somme, l'analyse ébauchée ici nous aura permis d'avancer l'idée selon laquelle *le capital se régule et se produit (s'accomplit) en produisant spatialement et temporellement les désirs qui conviennent à sa reproduction.*

3. Luites de classes, production capitaliste de l'espace et du temps et production capitaliste du désir : pour une analyse triadique.

Sur la base de ces deux grandes propositions théoriques, nous avons pu esquisser *un prisme d'analyse du développement historique du capital qui consiste à appréhender celui-ci à l'aune des rapports qui unissent la production capitaliste de l'espace et du temps, la production capitaliste du désir et les luites de classes.* Pour résumer l'analyse ébauchée ci-dessus, nous avons suggéré que : les passions révolutionnaires et les luites menées par le prolétariat déterminent la production capitaliste du temps et de l'espace ; que celle-ci a pour résultat la neutralisation ou l'appropriation capitaliste de ces désirs et de ces pratiques révolutionnaires o contestataires ; et que cette neutralisation ou appropriation a pour résultat de rétablir l'hégémonie et le taux de profit du capital, mais aussi et plus encore, d'approfondir la mystification du capital, c'est-à-dire le double mouvement de concrétisation de l'abstraction capitaliste et d'abstraction de la réalité humaine au travers duquel s'effectue la reproduction des rapports de production.

Cette démarche, à peine ébauchée sur le plan analytique, est en outre incomplète sur le plan théorique. Pour qu'elle le soit, il aurait fallu montrer que le renforcement de la domination et de l'aliénation capitaliste qui résulte de l'appropriation capitaliste du désir a, du moins historiquement, pour effet contradictoire de susciter de nouvelles passions révolutionnaires, qui seront vraisemblablement à leur tour à l'origine d'un renouvellement du processus – à moins que les passions qui émergent soient impossibles à récupérer par le capital, c'est-à-dire à moins qu'il soit impossible pour le capital de se les réapproprier dans le cadre de la production de l'espace et du temps. Schématiquement, les relations théoriques étudiées ici comme prisme d'analyse du développement historique du capital pourraient être formalisées de la manière suivante :

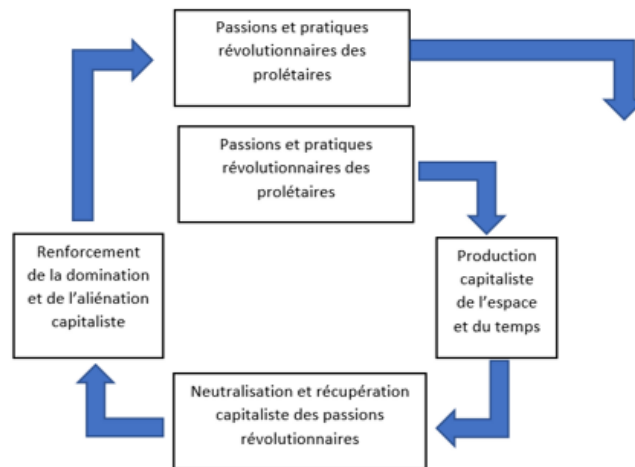


Figure 11. Production capitaliste de l'espace et du temps, production capitaliste du désir et luttes de classes.

Comme nous l'avons indiqué, le principal intérêt de ce schéma et du triangle théorique qu'il formalise est d'enrichir notre perspective théorique et analytique en lui permettant de mieux rendre compte des raisons immédiates de la production capitaliste de l'espace et du temps et ainsi d'être en mesure de proposer une représentation plus concrète, plus convaincante d'un point de vue empirique, du développement historique du capital ; ce qui, en plus d'être nécessaire à la portée heuristique de la connaissance (et donc à son utilité), constitue une précaution indispensable, dans le contexte épistémologique actuel, particulièrement hostile à la démarche historiciste, à l'exposition du caractère immanent de ce développement historique : il convient en effet, pour éviter d'être accusé de « téléologisme », d'analyser soigneusement les médiations contingentes au travers desquelles se réalisent les tendances immanentes du capital.

4. Spatialiser le marxisme et marxiser la géographie.

Enfin, un autre apport des réflexions qui précèdent est d'avoir mis en évidence que si la pensée d'Henri Lefebvre peut servir à « spatialiser le marxisme » (ce que nous commençons normalement à savoir à ce stade de l'exposé), elle peut également avoir pour intérêt, de « marxiser la géographie » (Harvey) ; ce qui, comme nous l'avons suggéré, pourrait notamment permettre à cette dernière de se défaire de l'ingénuité dont elle fait preuve à l'égard des véhicules contemporains de la reproduction du capital, du renforcement de son emprise sur la ville (l'urbain métropolisé) et la vie.

Cela dit, les travaux qui nous ont ici servi de point de départ en témoignent, il ne suffit pas de se référer à Henri Lefebvre pour percevoir les bénéfices de sa pensée en termes de lucidité critique ; encore faut-il, comme nous y avons insisté dans la première partie et sa conclusion,

en avoir une lecture véritablement marxiste, c'est-à-dire une lecture qui réinsère celle-ci dans le matérialisme dialectique dont elle n'est, selon nous, qu'un prolongement. Sans quoi, la critique lefebvrerie se voit réduite à une critique historiquement datée (qui ne serait valable que pour l'urbanisation fordiste) et, pis encore, devient susceptible d'être mise au service d'une représentation apologétique (ou du moins très enthousiaste) de l'ordre existant, qui présente insidieusement ce dernier comme une expression du triomphe de cette même critique : ce qui n'est pas complètement faux, mais qui, précisément, en tant que vérité partielle, cache la vérité (qui serait donc, selon nous, celle de la récupération et de la réduction capitalistes de cette critique, ou plus exactement de ses éléments exotériques, dans le cadre des formes contemporaines de production de l'espace et du temps). Notons que cette remarque vaut aussi manifestement pour la pensée de Guy Debord.

3.3.2. Contribution à notre essai de caractérisation du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.

Ce propos sur la production de la ville événementielle nous aura ensuite permis d'avancer dans notre analyse du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps qui matérialise, selon l'hypothèse que cette partie s'attache à démontrer, le développement contemporain du capital. Deux principales contributions sont à retenir sur ce point.

1. Les raisons du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.

Les développements proposés ici nous ont tout d'abord permis de poursuivre notre effort de mise en perspective historique du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps en nous offrant une nouvelle occasion de donner à voir la mise en place de ce dernier comme le produit des contradictions inhérentes aux formes antérieures de la production capitaliste de l'espace et du temps et comme le mode de régulation de ces contradictions.

Pour cela, nous nous sommes tout d'abord attachés à souligner en quoi la multiplication des événements au sein de la vie urbaine peut s'envisager, à l'instar de la patrimonialisation de l'espace social, comme un remède (un spatio-temporal fix) à la tendance à la suraccumulation du capital et, plus précisément, aux formes sous lesquelles cette tendance se manifeste depuis les années 1970. Plus généralement, nous avons montré que la production de la ville événementielle peut s'envisager comme un produit et un mode de régulation de la nécessité, pour le capital, de trouver de nouveaux contenus susceptibles de remplir sa forme exsangue et, ainsi, de préserver son fantasme d'illimitation.

Mais ce que ces analyses ont apporté de nouveau en termes de mise en perspective historique du régime métropolitain de production de l'espace et du temps renvoie surtout à la prise en

compte de l'implication des luttes de classes dans l'essor de ce nouveau régime. Pour résumer ce qui précède, cette étude de cas nous aura donné l'occasion de ressaisir la production de la ville événementielle comme un produit des offensives menées par le prolétariat au cours du cycle fordiste de la lutte de classes *et* comme l'un des moyens que s'est donné le capital pour se réapproprier les résultats de ces luttes (accroissement du « temps libre ») et les forces passionnelles qui les sous-tendaient (désirs existentiels et différentiels). Nous avons ainsi mis en évidence en quoi les luttes de classes de la période fordiste (que ce soit les luttes urbaines symbolisées par les biens nommés « événements de Mai 68 » ou les luttes salariales pour l'évolution de la répartition des gains de productivité) imposèrent au capital de produire à nouveau de l'espace et du temps, tout en lui donnant la possibilité, pour ne pas dire l'opportunité, de le faire selon ses propres termes : c'est-à-dire d'une manière qui lui permette non seulement de se restructurer en surmontant les limites que lui ont opposées les luttes prolétariennes, mais plus encore de concrétiser les déterminations abstraites inhérentes à son mouvement de valeur en procès. Comme nous l'avons suggéré en effet, si, d'un côté, l'évolution fordiste de la répartition des gains de productivité (sous la forme de l'augmentation du salaire réel et de la réduction du temps de travail) a eu pour effet de fermer un espace-temps effectif de la valorisation du capital, elle a de l'autre côté et dans le même temps eu pour effet d'ouvrir espace-temps potentiel de valorisation du capital, celui de l'« espace hors-travail » et du « temps libre », qui constitue le champ d'expression privilégié des désirs existentiels et différentiels. Autrement dit, dans des termes plus économiques, si ces luttes ont remis en cause les sources de la production de survalueur relative et ainsi contribué à mettre en crise les formes intensives de valorisation et d'accumulation caractéristiques du capitalisme industriel, elles ont dans le même temps et inséparablement ouvert une source potentielle de survalueur absolue et ainsi contribué à l'instauration de formes extensives de valorisation et d'accumulation du capital. De même, si les luttes urbaines ont contribué à la crise du régime d'urbanisation fordiste, du fait notamment de leur capacité à paralyser le fonctionnement des agglomérations urbaines et donc à interrompre la production et la consommation, donc la valorisation du capital, elles ont également, compte tenu de la nature des aspirations qui s'y sont formées et exprimées, donné ou du moins laissé au capital la possibilité de transformer le mode matériel d'existence de la pratique sociale d'une manière adéquate aux exigences de sa restructuration post-fordiste, mais aussi et plus généralement, aux exigences temporelles abstraites de son procès de reproduction : les désirs existentiels, différentiels et exceptionnels exprimés par ces luttes constituant en effet le nouveau contenu de la valorisation du capital ; et l'événement, l'une des

formes temporelles permettant au capital de s'approprier ces nouveaux contenus, c'est-à-dire de les rendre adéquats aux nécessités de sa valorisation.

En somme, les luttes salariales et urbaines de l'époque fordiste auront contribué à produire le *contenu* que s'approprie le capital dans le cadre du régime métropolitain de production de l'espace et du temps, mais aussi à produire l'une des *formes* temporelles qu'il utilise, dans le cadre de ce régime, pour s'approprier ce nouveau contenu. Elles ont, autrement dit encore, contribué à définir l'objet et les modalités du prolongement contemporain du processus d'abstraction qui s'effectue au travers de la production de la ville événementielle (et, plus généralement, du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps, dont cette dernière n'est que l'un des éléments).

Mais la réappropriation capitaliste des puissances passionnelles formées et exprimées par les luttes prolétariennes au cours des années 1960 et 1970 n'a pas qu'une dimension économique. Elle comporte également une dimension socio-politique, dans le sens où elle permet au capital de rétablir son hégémonie en se servant de ces puissances passionnelles récupérées pour colorer affectivement les formes de sa domination : pour les colorer d'une manière qui contribue à rendre cette domination invisible ou du moins, non vécue comme telle. Comme nous l'avons souligné en effet, l'appropriation capitaliste des désirs existentiels, différentiels et exceptionnels qui s'effectue au travers de la production de la ville événementielle a pour effet de conduire les individus à vivre plus joyeusement leur participation à la reproduction du capital et, plus encore, de faire coïncider les pratiques individuelles visant la réalisation de soi avec la nécessité sociale de la réalisation de la survaleur contenue dans les marchandises. Plus encore, elle est à l'origine de différentes formes d'aliénation, prenant la forme d'une séparation des individus vis-à-vis de l'Autre, du Monde et de soi, qui ont pour effet de « réduire » les inclinaisons passionnelles susceptibles de porter des pratiques révolutionnaires ou contestataires : d'empêcher leur développement.

Produit des luttes de classes menées par le prolétariat, la production de la ville événementielle constitue ainsi également un instrument dont s'est saisie la bourgeoisie (soutenue par les pouvoirs publics et certaines organisations de la société civile, au sens que Gramsci donnait à cette notion) dans sa contre-offensive contre le prolétariat visant à rétablir son hégémonie contestée sur la vie sociale. Pour le dire autrement, si ces luttes ont permis d'arracher le voile mystificateur qui recouvrait les mécanismes fordistes de la reproduction du capital, elles ont

dans le même temps contribué à produire la matière première de celui qui recouvre les mécanismes contemporains de la reproduction du capital.

Enfin, une autre implication hégémonique de la production de la ville événementielle que nous avons pu analyser ci-dessus renvoie à la déstabilisation ou au désarmement de la critique intellectuelle, dont les anciens motifs et les anciennes aspirations se trouvent à présent incorporés dans le monde capitaliste et détournés au profit de la reproduction du capital. Or, le détournement n'est pas aisé à déceler, ni à accepter. Tout d'abord en effet, comment reconnaître l'aliénation ailleurs que dans les objets et que dans les formes spatiales et temporelles dans lesquels nous avons appris à la reconnaître ? Surtout, comment reconnaître l'aliénation dans les formes et dans les objets dans lesquels on espérait tant trouver l'émancipation ? Comment se résoudre à admettre que ce qui véhiculait un espoir d'intégration au Monde et de relation à l'Autre ne soit finalement, dans cette réalité inversée qui est celle de la métropole capitaliste, qu'un véhicule supplémentaire de la séparation et de la fragmentation, de l'égarement et de l'isolement ?

Comment ? Nous le savons en fait depuis le deuxième chapitre de cette thèse. Il s'agit tout simplement pour cela de se rappeler de la première leçon d'Henri Lefebvre, relative au « caractère social de l'espace ». C'est cette leçon en effet, aujourd'hui considérée comme des plus triviales, qui peut nous donner les moyens de nous défaire de ce qui n'est finalement, encore une fois, qu'une forme de fétichisme de l'espace et du temps, de cette méprise qui consiste à attribuer à un espace-temps, à l'événement en l'occurrence, des propriétés ou des effets qui lui seraient propres, qu'il contiendrait ou susciterait en lui-même ou par lui-même. À cette méprise, il s'agit alors de substituer cette vérité : le support ne crée pas le rapport ; c'est au contraire le rapport qui produit le support en y introduisant ses déterminations – en l'occurrence, celle de la séparation ; et qui, ce faisant, concrétise ces mêmes déterminations²⁷⁵. D'où encore, une fois, comme nous aimons à y insister, l'intérêt d'une lecture qui ne fasse pas l'impasse sur ce que la pensée d'Henri Lefebvre a de marxiste : à commencer par le matérialisme dialectique.

²⁷⁵) En conséquence, la forme événement de la pratique sociale n'a pas la même réalité (et ne doit donc pas s'analyser de la même manière) quand elle est mise en œuvre à l'initiative des prolétaires dans le cadre d'une société disciplinaire, que lorsqu'elle est mise en œuvre à l'initiative de la bourgeoisie (principalement) dans une époque où celle-ci s'attache à renouveler ses formes de pouvoir.

2. Raisons, formes, contenus et résultats du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps : point d'étape.

Ces développements sur la production de la ville événementielle nous auront ensuite et plus généralement permis d'enrichir et de préciser la caractérisation du régime métropolitain de production de l'espace et du temps à laquelle nous nous attachons au sein de cette partie. L'analyse proposée ici nous a en effet permis de parvenir une caractérisation cohérente, c'est-à-dire complète sur le plan théorique bien que partielle sur le plan analytique, du processus d'abstraction capitaliste qui s'effectue dans le cadre de ce régime de production de l'espace et du temps. Pour résumer, elle nous aura permis d'aborder tout à la fois (voir aussi figure ci-après) :

- les raisons de ce régime de production capitaliste de l'espace et du temps et du processus d'abstraction qui s'opère à travers lui : que nous avons identifiées dans les contradictions économiques et politiques inhérentes au régime antérieur de production capitaliste de l'espace et du temps, à savoir dans les limites auxquelles ce dernier a confronté la reproduction du capital.
- les résultats de ce régime : qui nous semblent se situer d'une part, à une première échelle d'historicité, dans la restructuration post-fordiste du capitalisme, c'est-à-dire dans le rétablissement du taux de profit et de l'hégémonie de la classe bourgeoise ; et, d'autre part, dans la reproduction des rapports de production capitalistes, avec le prolongement du double mouvement d'autonomisation du capital et d'aliénation des hommes et des femmes, de concrétisation de l'abstraction capitaliste et d'abstraction de la réalité humaine, qui caractérise cette reproduction.
- les formes de ce régime, c'est-à-dire les modalités spatiales et temporelles au travers desquelles le capital s'approprie la pratique sociale dans le cadre de ce dernier : sur ce point, nous nous sommes ici attachés à montrer en quoi la mise en forme événementielle de la pratique temporelle et la mise en forme foule de la pratique spatiale reviennent à aligner les caractéristiques passionnelles de la pratique sociale sur les déterminations abstraites de la valorisation du capital.
- enfin, cette analyse nous aura permis de progresser dans l'analyse du contenu du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps, c'est-à-dire dans l'analyse de l'objet sur lequel porte le prolongement contemporain du processus d'abstraction capitaliste : nous avons ici souligné que la production de la ville événementielle (la mise en forme événementielle de la vie sociale) permet au capital de s'approprier les désirs existentiels et

différentiels qui se déploient dans le « temps libre » et l'« espace hors travail » ; soit, en fin de compte, de s'approprier la totalité de la réalité matérielle (spatiale, temporelle, passionnelle) de la vie sociale.

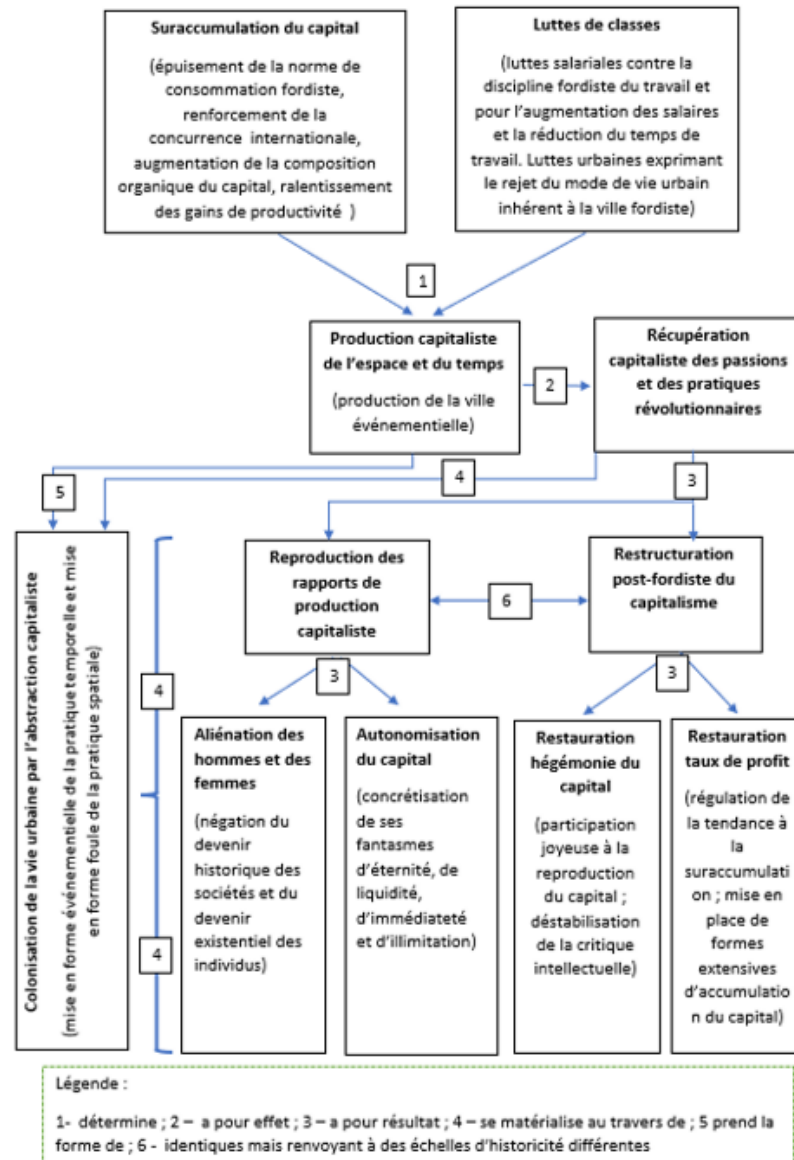


Figure 12. Raisons, résultats, forme et contenu de la production de la ville événementielle.

Ce résumé appelle plusieurs remarques et précisions.

Au sujet de la *forme* du régime métropolitain de production de l'espace et du temps tout d'abord, c'est-à-dire des modalités d'appropriation capitaliste de la pratique sociale caractéristiques de ce régime, il convient de préciser que la « mise en forme événementielle » et la « mise en forme foule » de la pratique sociale ne constituent pas une autre modalité d'appropriation capitaliste de la pratique sociale que la « mise en forme connexionnelle des

liens humains » que nous mettions en avant plus haut (VII.1.4) : ce sont des formes de production capitaliste de l'espace et du temps au travers desquelles s'opère la réduction de la relation à la connexion ; il s'agit, autrement dit, de formes matérielles au travers desquelles s'accomplit la forme sociale du processus contemporain d'abstraction capitaliste. De la même manière, quand nous disons que ce processus n'a plus tant pour effet d'interdire que de brader l'imagination, ou quand nous disons qu'il ne consiste plus tant, pour le capital, à anéantir son dehors qu'à le coloniser, qu'il ne s'agit plus pour lui de le détruire mais de l'investir, qu'il ne s'attache plus à homogénéiser les différences mais à les induire, etc., il faut bien voir que ces opérations, ou ces changements d'opérations, qui s'effectuent comme nous l'avons vu au travers de la mise en forme événementielle et de la mise en forme foule de la pratique sociale (ou du phénomène de patrimonialisation), procèdent fondamentalement de la réduction des relations que les individus entretiennent avec l'altérité à de simples connexions : à des contacts superficiels, momentanés, ponctuels et réversibles, simplement médiatisés par l'argent, qui ont pour effet de les laisser indifférents et inchangés.

Il convient également de préciser nos propos au sujet du *contenu* du régime métropolitain de production de l'espace et du temps, c'est-à-dire de la nature des puissances matérielles et sociales que s'approprie le capital dans le cadre de ce nouveau régime. Il faut en effet souligner que l'appropriation capitaliste des désirs existentiels et différentiels mise en évidence dans ce point n'est que le produit de l'appropriation capitaliste de la « puissance matérielle des liens » qui s'opère dans le cadre de la métropolisation ; et n'est en cela qu'un élément ou qu'une dimension de la production de la puissance sociale de potentialisation, de flexibilisation, de fluidification et d'accélération de la valorisation du capital. Au cours de ces développements, nous avons en effet pu montrer, conformément à ce que nous avons annoncé plus haut (VII.1.4), que si la mise en forme connexionnelle des liens humains (ici analysée sous l'angle de la mise en forme événementielle de la pratique sociale) a pour effet de rendre ces derniers adéquats au mouvement de valeur en procès du capital, dans la mesure où les propriétés matérielles de la connexion épousent les déterminations abstraites de ce dernier, cette mise en forme connexionnelle des liens humains a simultanément pour effet de rendre ces derniers inadéquats au devenir existentiel des individus (et au devenir historique des sociétés humaines, mais nous laissons pour le moment ce point de côté) dans la mesure où, comme nous avons ici commencé à le montrer, elle ne laisse subsister qu'un lien superficiel entre ces derniers et les réalités nécessaires à ce devenir, c'est-à-dire à leur réalisation en tant qu'individus : un lien au travers duquel ils demeurent étrangers à l'Autre et au Monde et donc étrangers à eux-mêmes ;

un lien qui, en effet, détient cette propriété paradoxale qu'il se fonde sur la séparation (ou l'isolement) pour ne faire que la reproduire – en la masquant éventuellement derrière des simulacres de son contraire, comme c'est le cas dans le cadre des foules événementielles sur lesquelles nous nous sommes penchés. De cette manière, nous avons pu montrer que la mise en forme connexionnelle des liens que les individus entretiennent avec ces réalités (avec l'altérité) s'accompagne d'une profonde transformation du rapport affectif que ces derniers entretiennent avec ces mêmes réalités et, plus généralement, d'une profonde transformation de leur constitution affective. Or, comme nous l'avons également montré, cette transformation affective s'effectue, dans le cadre de cette réduction de la relation à la connexion, dans une direction tout à fait conforme avec les nécessités de la reproduction du capital : elle revient à mettre les passions individuelles, et partant les pratiques que déterminent ces passions, en conformité avec les déterminations abstraites qui définissent le capital en tant que valeur en procès ; si bien que ces passions et ces pratiques, rendues abstraites (autoréférentielles ou tautologiques, notamment), en viennent à rendre concrètes ces mêmes déterminations abstraites – et les fantasmes correspondant, à savoir les fantasmes de liquidité, d'immédiateté, d'illimitation et d'éternité du capital. Ainsi, en s'appropriant les liens humains, en leur donnant la forme de la connexion (au travers par exemple de la mise en forme foule, ou de la mise en forme événementielle, ou de la patrimonialisation), le capital s'approprie du même coup les passions qui se rattachent au devenir existentiel des individus et accroît ce faisant encore davantage la puissance de potentialisation, de flexibilisation, de fluidification et d'accélération (PFFA) de sa propre valorisation. *Dans le régime métropolitain de production de l'espace et du temps, les fantasmes qui définissent le capital en tant que valeur en procès se concrétisent ainsi non seulement dans les propriétés matérielles abstraites qui sont celles de la connexion, mais aussi dans les formes aliénées du désir qui découlent de la réduction à l'abstraction des liens que les individus entretiennent avec l'Autre et avec le Monde – qui découlent donc, autrement dit, de la « privation de monde » (Fischbach, 2011) qui résulte de la réduction de la relation à la connexion – et des divers procédés qui matérialisent cette dernière.*

Cette remarque sur les contenus appelle alors une remarque sur les *résultats* du régime métropolitain de production de l'espace et du temps (concrétisation de l'abstraction capitaliste et autonomisation du capital d'une part et abstraction du réel et aliénation des hommes et des femmes d'autre part). Les développements qui précèdent nous invitent en effet à souligner que ces résultats ne sont pas simplement parallèles, qu'il ne s'agit pas uniquement de résultats qui existeraient l'un à côté de l'autre, de manière indépendante, mais qu'au contraire ces derniers

s'interpénètrent dans un processus (qui n'est autre que le processus d'abstraction capitaliste) dans lequel l'un est un moment de l'autre. Ainsi, en s'appropriant la puissance matérielle des liens humains, en réduisant ces derniers à de simples connexions, c'est-à-dire en les réduisant à l'abstraction, le capital se réalise directement ou immédiatement sous sa forme autonome de valeur en procès (en se dotant, au travers de cette mise en forme connexionnelle, d'un « potentiel d'accès instantané et illimité » qui devient le support d'une puissance sociale de potentialisation, de flexibilisation, de fluidification et d'accélération de sa valorisation), c'est-à-dire concrétise ses propres déterminations, mais, dans la mesure où cette réduction des liens à l'abstraction, cette réduction de la relation à la connexion, qui laisse les individus étrangers à l'Autre et au Monde et donc à eux-mêmes, est en même temps aliénation des passions individuelles et collectives, avec comme on l'a vu alignement de celles-ci sur les exigences de la reproduction du capital, l'appropriation capitaliste de la puissance matérielle des liens humains contribue à nouveau (ou *a fortiori*), mais médiatement, à renforcer la puissance PFFA - et donc à prolonger le processus d'autonomisation du capital, c'est-à-dire à concrétiser encore davantage ses fantasmes les plus abstraits. Ainsi, dans cet exemple, il apparaît que l'aliénation de l'individualité et de l'humanité, la réduction de leur réalité à l'abstraction, constitue un moment du processus d'autonomisation du capital, de la concrétisation de son abstraction ; soit, que *la régression historique de l'individualité et de l'humanité constitue un moment du développement historique du capital*.

3.3.3 Ouvertures sur la suite de notre exposé.

L'un des enjeux de la suite de cette thèse sera précisément d'étayer l'idée que nous venons d'avancer : à savoir l'idée selon laquelle l'aliénation capitaliste des hommes et des femmes constitue un moment du processus d'autonomisation du capital dans la mesure où les inclinaisons passionnelles qui résultent de cette aliénation (elle-même produit de la tendance à la réduction de la relation à la connexion) conditionnent les caractéristiques temporelles de la reproduction économique et hégémonique du capital ; et donc, plus généralement, la réalisation de ses fantasmes d'éternité, de liquidité, d'immédiateté et d'illimitation.

Dans cette perspective, nous serons amenés à développer deux idées dont il est déjà possible à ce stade d'avoir l'intuition. Nous les énonçons ici de manière à leur donner une première forme qui facilitera leur reprise ultérieure.

La première concerne les formes historiques de l'aliénation capitaliste de l'individualité inhérentes au régime métropolitain de production de l'espace et du temps. Au stade où nous en sommes, nous avons déjà aperçu certaines des caractéristiques de ces dernières et nous avons

déjà suggéré en quoi elles se distinguent de celles qui prévalaient à l'époque du capitalisme industriel, c'est-à-dire de celles que généraient les formes antérieures de production capitaliste de l'espace et du temps. Dans la suite de cette thèse, dans le dernier chapitre en particulier, il s'agira d'approfondir cette analyse de manière à aboutir à une caractérisation plus satisfaisante de ces nouvelles formes d'aliénation et, ainsi, d'être en mesure de démontrer plus amplement en quoi les inclinaisons passionnelles qu'elles déterminent conditionnent les formes contemporaines de la reproduction du capital. Il s'agira alors, pour cela, d'appréhender le régime métropolitain de production de l'espace et du temps sous l'angle d'un nouveau « régime de prolétarianisation » : ce qui reviendra tout simplement à analyser le processus contemporain d'abstraction capitaliste qui s'opère à travers lui (le processus de réduction de relation à la connexion, ou processus de mise en forme connexionnelle des liens humains) du point de vue des hommes et des femmes ; et non plus du point de vue du capital, contrairement à ce qui est le cas dans ce chapitre. En préparation de ces développements à venir, il nous semble alors qu'il peut être intéressant de faire ici le point sur ce que nous savons déjà de ce nouveau régime de prolétarianisation et, surtout, d'indiquer ce qu'il nous reste le plus à approfondir à son sujet. Tout d'abord donc, nous savons que dans ce régime, l'approfondissement de l'aliénation capitaliste (ou de la condition prolétarienne) procède de la transformation ou de la détérioration des liens qui permettent aux individus d'entrer en relation avec les êtres et les choses nécessaires à leur existence (avec l'Autre et avec le Monde) : soit parce que l'accès à ces êtres et à ces choses tend à être médiatisé par l'argent ; soit, plus généralement et fondamentalement, parce que les liens qui permettent d'y accéder sont réduits à l'abstraction, c'est-à-dire à de simples connexions qui ne permettent qu'un accès superficiel à ces réalités, laissant les individus insatisfaits et inchangés. Nous connaissons donc déjà ce qu'on pourrait appeler la *forme* de ce régime, c'est-à-dire les modalités selon lesquelles s'opère l'aliénation capitaliste au sein de ce dernier. Mais nous connaissons aussi du même coup son *contenu*, c'est-à-dire ce sur quoi il porte : nous savons en effet qu'en son sein, les individus ne sont plus seulement séparés de leurs « moyens de subsistance » mais plus encore de leurs « moyens d'existence » ; et qu'en conséquence, ce régime a pour enjeu et résultat principal d'étendre l'aliénation capitaliste à ce que nous avons appelé les « désirs existentiels » (qui comprennent les désirs différentiels), là où les formes antérieures d'aliénation capitaliste se limitaient pour l'essentiel aux désirs basiques et génériques, en lien avec les nécessités de la subsistance. Partant, on devine aussi qu'il est sans doute possible de dire, au sujet de ce nouveau régime de prolétarianisation, que l'une de ses particularités est d'approfondir la condition prolétarienne au sein de chaque individu là où les régimes antérieurs avaient surtout pour effet, au travers de l'exode rural et de

l'impérialisme notamment, d'étendre la condition prolétarienne à tous les individus – ce qui n'empêche pas que cette extension se poursuive ou se parachève dans le cadre du nouveau régime (comme nous l'avons vu en commentant la notion d' « urbain généralisé » proposée par les géographes pour définir la métropolisation ou quand nous avons évoqué l'unification capitaliste du globe à laquelle prennent part les métropoles). Pour approfondir cette caractérisation, nous avancerons dans le dernier chapitre l'idée que la séparation des individus d'avec leurs moyens d'existence (c'est-à-dire d'avec les moyens sociaux d'accès à l'Autre et au Monde) qui s'opère dans le cadre de ce régime (au travers de la réduction de la relation à la connexion) a pour effet, en niant ou en empêchant le devenir existentiel de ces derniers, de les maintenir dans une configuration narcissique de leur psychisme, c'est-à-dire de produire un type historique d'individualité, de personnalité, ou de subjectivité, que l'on pourrait qualifier de narcissique. C'est alors en analysant les susceptibilités affectives et les traits passionnels caractéristiques de cette configuration psychique que nous arriverons à mieux expliquer en quoi les formes contemporaines d'aliénation capitaliste qui se propagent au travers de la métropolisation participent à la régulation des formes contemporaines de la reproduction du capital ; et en quoi, plus généralement, elles témoignent de transformations qualitatives des rapports de production capitalistes.

Dans ce cadre, pour souligner l'unité des processus d'autonomisation du capital et d'aliénation des hommes et des femmes qui s'effectuent au travers de la réduction de la relation à la connexion et de la production d'individualités narcissiques qui en découle, nous serons amenés à développer une idée que nous avons annoncée plus haut (VII.1.4) et que les analyses qui précèdent laissent déjà apparaître. Cette dernière pourrait s'énoncer comme suit : si l'appropriation capitaliste de la pratique sociale qui s'opère au travers d'un régime de production de l'espace et du temps donne lieu à un « monde à l'envers », dans lequel le mort s'autonomise et le vif se réifie, dans lequel le capital réalise son essence et l'humanité renonce à la sienne, c'est-à-dire à son devenir, c'est fondamentalement parce que l'appropriation capitaliste des puissances sociales a pour effet de retourner ou d'inverser la fonction de ces dernières, c'est-à-dire de les retourner de puissances au service des hommes et des femmes, de leur devenir existentiel et historique, en puissances au service de la reproduction (hégémonique et économique) du capital. Ainsi, dans le régime métropolitain, le processus de réduction de la relation à la connexion a pour effet de réduire les « moyens d'intégration » à l'autre et au monde que sont les liens humains, en moyens de reproduction de la séparation vis-à-vis de ces réalités extérieures : de support du devenir des hommes et des femmes, il devient support de la

reproduction des rapports de production capitalistes. Dans le prolongement ou l'approfondissement de cette proposition, nous verrons dans le dernier chapitre que la réduction de la relation à la connexion a plus encore pour résultat, en niant l'altérité de l'objet, en réduisant les objets du désir à de simples images de ces objets, unilatéralement bonnes ou mauvaises, adorées ou détestées, de renverser les « pulsions de vie » qui sous-tendent le devenir existentiel des individus en « pulsions de mort », c'est-à-dire de renverser les « pulsions créatrices et évolutives » en « pulsions destructrices et répétitives », ou encore, de rabattre les pulsions de « réalisation du moi » sur les pulsions d'« autoconservation du ça » (Bokanovski, 2012), et donc de réduire la vie à la survie ; et de subordonner cette survie à celle du capital, qui trouve dans cette forme autoréférentielle, anobjectale et répétitive du désir la forme passionnelle appropriée à la concrétisation matérielle de ses déterminations abstraites (Jappe, 2017). Dans le régime métropolitain de production de l'espace et du temps, Eros ne serait ainsi plus seulement écrasé et desséché par Logos (II & IV), mais serait plus fondamentalement mis au service de Thanatos : le renversement des pulsions de vie en pulsions de mort caractéristique de l'individualité narcissique (Green, 2007) consacrant ainsi le parachèvement, au niveau social, du processus au travers duquel le « mort s'empare du vif » (Marx).

*

* *

Mais avant de pouvoir nous livrer à ces développements, il convient de terminer notre analyse de la production de la métropole connexionnelle de manière à dégager encore d'autres éléments de caractérisation du processus d'abstraction capitaliste qui s'effectue au travers du régime métropolitain de production de l'espace et du temps – que nous allons pour l'instant continuer à envisager de manière privilégiée du point de vue du capital. Dans cette perspective, nous proposons dans les prochains points de nous intéresser à d'autres modalités contemporaines du processus d'abstraction capitaliste, soit à d'autres opérations spatio-temporelles matérialisant le processus de réduction de la relation à la connexion au travers duquel le capital étend et renforce son emprise sur la pratique sociale.

4. L'accélération et la saturation métropolitaine de la vie quotidienne : la figure de la « ville en continu » (et ses avatars).

L'accélération de la pratique sociale, dans sa triple dimension d'accélération du rythme de la vie quotidienne, d'accélération du changement institutionnel et d'accélération du changement technique (Rosa, 2010), s'est dès le départ manifestée de manière privilégiée dans les plus

grandes agglomérations urbaines (Mumford, 2011). Pensons aux XIX^e et XX^e siècles, qui sont les plus près de nous. Selon Bernard Marchand, la croissance démographique de la ville de Paris au cours du XIX^e n'aurait pas été aussi importante en l'absence de la fascination qu'exerçait sur les populations rurales le « dynamisme de la vie parisienne » et la possibilité de nouveauté et de changement qu'elle incarnait. Paris représentait l'espoir d'une vie libérée du poids des habitudes, de la coutume, de la morale et, plus généralement, des rapports personnels d'autorité et de dépendance. L'espoir d'une vie où tout serait possible puisque rien, en apparence, n'y est figé : « *Pourquoi allaient-ils à Paris [les paysans] ? Parce que là se trouvait la liberté, loin des pressions morales des parents, des voisins et des prêtres* » (Marchand B. , 1993, pp. 20-21). De son côté, au début du XX^e siècle, en plein cœur de la seconde modernité capitaliste (dites industrielle), Georg Simmel identifie le « *surnombre et le caractère changeant des impressions et des sollicitations* » auxquelles les individus sont exposés dans les grandes villes comme l'un des principaux aspects distinguant la vie des citadins de celle que mènent les habitants des campagnes (2013, pp. 49-55) – et comme la principale explication du caractère « blasé » et « réservé » des premiers (nous y reviendrons). En négatif, Marc Bloch analyse en 1940 la monotonie et la lenteur des rythmes de la vie sociale des petites villes françaises comme l'une des expressions du retard pris par ce pays dans la course à la modernité et, par extension, comme l'une des causes de sa défaite face l'Allemagne au cours de la Seconde Guerre mondiale : « *ce qui vient d'être vaincu en nous, c'est précisément notre chère petite ville. Ses journées au rythme trop lent, la lenteur de ses autobus, ses administrations somnolentes, les pertes de temps que multiplie à chaque pas un mol laisser-aller, l'oisiveté de ses cafés de garnison, ses politicalleries à courtes vues, son artisanat de gagne-petit, ses bibliothèques aux rayons vœufs de livres, son goût du déjà-vu et sa méfiance envers toute surprise capable de troubler ses douillettes habitudes : voilà ce qui a succombé devant le train d'enfer que menaient, contre nous, le fameux « dynamisme » d'une Allemagne aux ruches bourdonnantes* » (Bloch, 1990, p. 182). Bref, quel que soit l'auteur et quelle que soit la perspective retenue, qu'elle soit perçue comme source de progrès et d'émancipation ou comme la cause de nouvelles pathologies sociales et psychologiques, c'est à l'évidence d'abord dans les grandes villes que s'effectue la percée accélérationniste de la (seconde) modernité capitaliste.

L'« emballement hypermoderne » de la tendance à l'accélération de la pratique sociale que nous constatons aujourd'hui (Rosa, 2010) ne déroge pas à la règle. Les études empiriques montrent en effet que ce sont dans les espaces métropolitains que ses signes se font le plus vivement ressentir et qu'il est le plus difficilement vécu par les individus : « *Le sentiment de*

manquer de temps est plus fort en ville qu'à la campagne. Plus on s'élève dans la hiérarchie urbaine, plus ce sentiment s'intensifie. La différence entre les habitants de l'agglomération parisienne (34,1 %) et les ruraux (27 %) est importante.» (Gwiazdzinski, 2012, p. 84). La métropolisation se présente ainsi, en premier examen, comme la simple continuation du processus d'urbanisation, ne faisant que prolonger ou qu'accentuer la tendance accélérationniste qui s'effectue à travers lui depuis déjà plusieurs siècles. Mais le prolongement dont il est question avec l'avènement de la métropolisation ne va pas sans transformations qualitatives. L'accélération ne fait pas, en effet, que s'intensifier dans nos sociétés contemporaines. Elle étend également sa portée, en s'appliquant à des domaines de la vie sociale jusque-là relativement épargnés. Bien plus, la manière dont elle est administrée se voit, au travers du processus de métropolisation, significativement renouvelée.

Pour appréhender ces transformations, le géographe Luc Gwiazdzinsky (2012 ; 2013 ; 2018) propose de retenir plusieurs figures de la métropole, certaines élaborées par lui, d'autres empruntées à d'autres auteurs : chacune de ces figures saisissant certains aspects du prolongement ou de l'emballlement métropolitain de la tendance accélérationniste des sociétés capitalistes. Conformément à la démarche utilisée dans ce chapitre, c'est en procédant à l'analyse critique de ces figures, ou plus exactement des transformations matérielles de la vie quotidienne qu'elles exhibent, que nous tenterons d'approfondir notre caractérisation du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.

4.1. La production de la ville en continu et de ses avatars : restitution et analyse critique.

1- La première figure proposée est celle de la « ville en continu ». Luc Gwiazdzinsky désigne à travers elle la tendance à la disparition des temps de pause ou d'arrêt dans la vie urbaine ; ou, plus exactement, la tendance à la « colonisation » de ces moments - ceux de la nuit, des vacances, des repas, du dimanche, etc. - par l'économie capitaliste et sa logique accélérationniste : *« À mesure que l'on s'élève dans la hiérarchie urbaine, les rythmes des métropoles peuplées, animées et visitées tendent de plus en plus à se caler sur le fonctionnement continu et international de l'économie et des réseaux 24h/24 et 7j/7 (Gwiazdzinski, 2001, 2005, 2007). Il n'y a plus de pause dans cette course permanente qui grignote peu à peu la sieste, les repas, le dimanche ou la nuit. Les phénomènes de pointe s'étalent et les périodes de creux s'atténuent. La tendance est celle d'un trafic tous azimuts, toutes directions, tous motifs et toute la journée. L'activité urbaine se prolonge plus tard en soirée et 16 % des actifs travaillent désormais la nuit, soit un million de salariés de plus qu'il y a une dizaine d'années. L'économie nocturne se développe. Le week-end, autrefois période creuse devient un moment*

d'hyperactivité, en particulier le samedi après-midi. Depuis le début des années 1990, le travail du samedi concerne davantage de salariés, et ceux du soir et du dimanche ont connu les plus fortes croissances. Presque la moitié des personnes ayant un emploi travaille le samedi, le tiers travaille le soir et plus du quart le dimanche. La part des salariés travaillant habituellement ou occasionnellement le dimanche a augmenté tendancielllement depuis le début des années 1990. En 2010, le travail du dimanche concernait 6,4 millions de salariés, dont 2,9 de manière habituelle. Dans toute l'Europe, les pressions sont fortes pour banaliser le dimanche. En été, seule la période du 15 juillet au 15 août résiste encore à l'emballement. Dans les villes touristiques, la moindre activité des habitants est compensée par la montée du tourisme urbain. La figure de « la ville en continu 24h/24 et 7j/7 » n'est pas loin, pour le meilleur et pour le pire. » (Gwiazdzinski, 2012, p. 78). C'est donc la représentation d'une temporalité urbaine sans répit, entièrement « saturée » par la marchandise capitaliste (le travail et la consommation), qui a su imposer sa cadence à tous les moments de la vie quotidienne, que nous donne à voir et à penser cette première figure de la métropole. Elle saisit ainsi l'une des tendances (celle de la « saturation ») au travers desquelles le capital étend son emprise sur la vie sociale de manière à élargir le champ de sa valorisation et ainsi préserver son fantasme d'illimitation – en repoussant les limites auxquelles il s'était heurté dans le cadre de son précédent régime de production de l'espace et du temps (cf. supra).

2- Mais d'autres figures participent à cette tendance à la « saturation » – et s'inscrivent sous ce rapport sous la figure de la ville en continu. La figure de la « ville événementielle » que nous avons analysée plus haut en fait évidemment partie. Elle joue en particulier un rôle de premier plan dans la colonisation de ces temps que sont la nuit, les week-ends et les jours fériés. Avec elle, le temps « pseudo-cyclique de la consommation spectaculaire » achève de combler les derniers trous du « temps continu de la production marchande » (Debord, 1992). Tout en le dissimulant, la discontinuité et le caractère ponctuel de l'événement consumériste parachèvent le projet du temps linéaire et répétitif du productivisme, celui d'une vie qui participe en continu à la valorisation du capital²⁷⁶.

²⁷⁶) Nous nous inspirons ici du sixième chapitre de *La société du spectacle*, consacré au « temps spectaculaire », et plus particulièrement de l'entrée 149 de ce chapitre : « *Le temps pseudo-cyclique n'est en fait que le déguisement consommable [Debord souligne] du temps marchandise de la production. Il en contient les caractères essentiels d'unités homogènes échangeables et de suppression de la dimension qualitative. Mais étant le sous-produit de ce temps destiné à l'arriération de la vie quotidienne concrète – et au maintien de cette arriération – il doit être chargé de pseudo valorisations et apparaître en une suite de moments faussement individualisés.* » (Debord, 1992, p. 118)

3- Le phénomène de patrimonialisation de l'espace social, que nous avons lui aussi examiné plus haut, participe également à cette saturation du temps par la marchandise capitaliste en enjoignant les individus à consommer et donc à payer pour ce qu'ils pouvaient auparavant simplement contempler, admirer ou ignorer. *La saturation complète du temps s'appuie sur l'occupation totale de l'espace.* Chaque espace laissé vacant par la dissolution des rapports de production antérieurs tend à être approprié par le capital, intégré à son monde. Si un bâtiment ancien ne peut pas être transformé en un espace de production ou de consommation de marchandises, alors il doit lui-même être transformé en marchandise et se consommer comme telle – ou au moins en pseudo-marchandise enveloppant d'autres marchandises et servant à intensifier le désir pour ces dernières.

4- Le temps de la reproduction du capital s'étend donc à chaque espace, en les recyclant au besoin, mais il tend aussi, dans la métropole, à s'intensifier au sein de chaque espace. De nombreux dispositifs ont ainsi émergé au cours des dernières décennies visant à retenir le plus longtemps possible les consommateurs sur un lieu donné et à les conduire à maximiser, au cours de ce temps, leurs pratiques consuméristes. Parmi eux, on peut évoquer le « marketing sensoriel », qui a cessé de s'appliquer seulement aux marchandises pour à présent concerner les espaces qui contiennent ces dernières : ceux des magasins, des centres commerciaux qui les regroupent, mais aussi, de plus en plus, sous l'effet de la concurrence interurbaine pour l'attraction des flux de touristes notamment, celui de la ville elle-même. Certains auteurs parlent ainsi de l'émergence d'une « ville sensorielle », ou d'une « ville sens dessus-dessous » (Darnault, 2020). Tous les sens sont convoqués pour amener les individus à consommer. Tous doivent être excités. Non seulement la vue, mais aussi l'ouïe, le toucher, et même l'odorat. L'abstraction capitaliste s'étend à tous les sens pour pénétrer plus profondément dans le vécu.

5- Mais d'autres transformations, renvoyant à d'autres figures de la métropole capitaliste, participent plus puissamment encore à la saturation et à l'intensification des temporalités de la vie quotidienne métropolitaine. La tendance à la réorganisation des systèmes et des services urbains (transports, eau, énergie, sécurité, principalement) autour des technologies de l'information et de la communication, que saisit la notion de « ville intelligente » (« smart city »), constitue l'une d'entre elles. Et non des moindres. Il ne s'agit en effet rien de moins, par la gestion automatisée des commodités urbaines, que d'optimiser, synchroniser et superviser l'ensemble des flux inhérents aux différentes infrastructures, équipements et services urbains, de manière à accroître leur efficacité et leur adaptabilité en « temps réel ». Pour les promoteurs de ce modèle, il n'est évidemment question que de « développement durable » et

« d'amélioration du bien-être des habitants ». Jamais d'économie. Et encore moins d'économie capitaliste. Pourtant, il est facile, depuis une perspective marxiste, de reconnaître dans les opérations énoncées ci-dessus - optimisation, synchronisation et supervision des activités humaines au recours de la technique et du principe d'automatisation - les mêmes que celles qui, au sein du régime de l'usine, visaient à atteindre la dépense la plus ininterrompue de la force de travail, à économiser du temps de manière à accroître la production de survalueur (V).

Deux grandes différences doivent cependant être soulignées : dans la « ville intelligente », la traque aux « temps morts » (aux temps vivants qui ne participent pas à la reproduction du travail mort) *s'étend et se socialise*. Extension : la traque ne porte plus seulement ni principalement sur le temps de travail, mais sur l'ensemble des temps qui participent directement ou indirectement à la reproduction du capital. Socialisation : la traque ne se fait plus seulement ou principalement au sein d'espaces privés ; elle ne relève plus seulement des efforts d'un capitaliste et de ses sous-officiers ; elle s'opère à présent dans l'espace social dans son ensemble, sous l'égide de grandes entreprises et avec le soutien des pouvoirs publics ; et bénéficie, au travers des économies de temps qu'elle permet de réaliser au niveau social, à l'ensemble de la classe capitaliste.

La production de la ville intelligente peut alors être analysée sous les traits de l'émergence d'un « sujet automate » (Marx) dont le règne s'étend à la totalité de la vie quotidienne et bénéficie à la classe capitaliste dans son ensemble : un sujet automate totalitaire et socialisé donc. Comme le souligne Antoine Picon (2013) en effet, la ville intelligente introduit ceci de nouveau, par rapport aux modalités antérieures de gestion de la vie urbaine, que l'intelligence du fonctionnement de la ville – ou mieux, l'intelligence des liaisons urbaines des activités humaines (qui constitue un élément de ce que nous appelons la puissance matérielle des liens humains) - n'appartient plus aux individus, y compris aux technocrates, c'est-à-dire aux sujets, mais à l'objet ; non plus à ceux qui vivent et produisent la ville, mais à la ville elle-même. Une intelligence confisquée, incorporée dans une chose (la ville intelligente et ses algorithmes), réifiée donc, qui se voit mise au service de la satisfaction des exigences temporelles de la reproduction du capital - en l'occurrence, de la concrétisation à l'échelle de l'espace métropolitain et au niveau de la vie quotidienne, d'une temporalité dénuée d'arrêts ou de discontinuités, susceptible de participer en continu à la valorisation du capital et à la reproduction de ses conditions de possibilité. On reconnaît bien là les mécanismes de la mystification capitaliste (V.2) ; mais avec ceci d'original qu'ils opèrent à l'échelle de l'espace

urbain et qu'ils contribuent directement à la reproduction du capital (de manière directement sociale).

6- Une autre figure de la métropole connexionnelle susceptible de nous renseigner sur les progrès contemporains de la domination temporelle du capital sur la vie sociale est celle de la « ville malléable », proposée par Luc Gwiazdzinsky (2012 ; 2018). Avec cette notion, l'auteur désigne une tendance importante et intéressante des transformations contemporaines de la vie quotidienne urbaine, non anticipée par Henri Lefebvre, qui est celle de la déspecialisation des espaces et des temps de la vie urbaine. Le propre de la ville malléable est en effet de rompre avec le séquençage rigide de la vie quotidienne, voulu et conçu par l'urbanisme fonctionnaliste de l'époque industrielle, que nous avons eu plusieurs fois l'occasion de dépeindre et d'analyser dans la première partie de cette thèse. De fait, dans la ville malléable, une activité cesse d'être assignée à un espace et à un temps dédiés. La même activité qui auparavant était réservée à telle heure de la journée et cantonnée à tel espace particulier, doit maintenant pouvoir s'effectuer quasiment n'importe où et à n'importe quelle heure de la journée ou moment de la semaine. Les espaces, auparavant monofonctionnels et monochromes, deviennent polyfonctionnels et « polychromes » (Gwiazdzinski, 2018, p. 109).

Trois espèces d'espaces²⁷⁷ nous semblent devoir être distingués sur le plan analytique pour préciser sous quelles formes s'effectue la production de cet espace polychronique et de quelles manières celle-ci contribue à la saturation complète de l'espace et du temps urbain par la marchandise capitaliste.

6a) La première est celle des « espaces modulaires ». Il s'agit d'espaces adaptables, ou réversibles, dont les éléments peuvent être réorganisés et qui peuvent ainsi faire l'objet de différents usages au cours du temps. Le « Palais omnisport de Bercy », à Paris, en fournit une belle illustration. Cette exigence de polyvalence est aujourd'hui au cœur de l'espace conçu des urbanistes, des architectes et des « space planners »²⁷⁸, qui semblent tous avoir en horreur ces espaces laissés vacants une fois terminée l'activité dans laquelle ils sont spécialisés. L'espace intérieur des entreprises est particulièrement concerné par cette tendance : les « spaces planners » conçoivent des bureaux qui peuvent être transformés suivant la nature individuelle

²⁷⁷) Nous empruntons l'expression d'« espèces d'espaces » à Georges Perec et à son ouvrage qui porte ce titre (Perec, 2022). Nous ne revendiquons cependant aucune filiation en ce qui concerne la manière dont nous utilisons cette expression, c'est-à-dire quant au contenu que nous lui donnons.

²⁷⁸) Les « spaces planners », ou « space designers », constituent une nouvelle famille de technocrates spécialisés dans la production de l'espace. Ils interviennent au niveau micro, celui d'un bâtiment, d'une pièce, ou même d'un bout de pièce, sur la base de l'espace conçu de l'architecte.

ou collective du travail que le salarié a à effectuer ; ils mettent également au point des « solutions » visant à flexibiliser et à optimiser l'usage de l'espace en proposant, par exemple, de permettre à la cafétéria de se transformer en auditorium, ou en salle de réunion, en espace de « coworking », en lieu où accueillir des activités de « brainstorming » ou de « team-building », etc. Aussi, aux côtés de ces espaces modulaires directement conçus pour être polyvalents, on trouve des espaces qui sont simplement adaptés, c'est-à-dire ponctuellement détournés de leur usage principal pour en accueillir de nouveaux. Ainsi de la place de parking qui, après avoir été désertée par les automobiles, accueille, le dimanche ou en soirée, un événement festif ou culturel, par exemple. Les immeubles de bureaux d'entreprises et les quartiers d'affaires, largement dépeuplés à certains moments de la journée et de la semaine, font, là encore, l'objet de toutes les attentions. Les technocrates, parfois précédés par les habitants (pour le meilleur ou pour le pire du point de vue des technocrates et des intérêts qu'ils servent²⁷⁹), s'attachent à leur trouver des occupations nocturnes et dominicales de manière à les faire tendre vers une *occupation permanente*. Occupation permanente qui, on l'aura compris, n'est autre que la condition, au niveau social, d'une *participation continue* des espaces en question à la valorisation du capital ; et, au niveau individuel, pour les propriétaires fonciers et les promoteurs immobiliers, de la maximisation des revenus rentiers qu'ils peuvent tirer de ces derniers.

6b) Une deuxième espèce d'espace polychronique est celle des « espaces hybrides ». Il s'agit d'espaces qui sont conçus de manière à pouvoir faire cohabiter et interagir en leur sein des usages différenciés. Il ne s'agit donc pas d'espaces adaptables à différentes activités, mais d'espaces ouverts à différentes activités ; ou, pour mieux faire comprendre au lecteur où nous voulons en venir, d'espaces *indifférents* aux activités qu'ils accueillent. On trouve sous cette catégorie l'ensemble des « tiers-lieux » : espaces qui se proposent d'être en même temps, c'est-à-dire simultanément et non pas successivement (contrairement aux espaces modulaires donc), lieu de travail, lieu de formation, lieu de sociabilisation ou encore lieu de consommation et de

²⁷⁹) Les initiatives des habitants peuvent parfois constituer une source d'inspiration pour les spécialistes de la production de l'espace. Dans ce cas, ces derniers n'ont qu'à récupérer les idées des premiers, qui constituent pour eux l'équivalent d'une matière première gratuite (qui a en outre le mérite d'être socialement pré-validée). Dans d'autres cas en revanche, les initiatives des habitants ne sont pas suffisamment conformes aux intérêts que défendent les technocrates, ou carrément trop hostiles à ces derniers, pour pouvoir être récupérées : c'est le cas, par exemple, lorsque les Gilets-Jaunes s'approprient l'esplanade de la Défense pour s'y réunir. Face à l'éventualité de ce genre de situations, il revient alors aux technocrates de devancer les habitants en saturant à l'avance les espaces que ces derniers pourraient s'approprier de manière subversive. Le rapport des technocrates aux initiatives des habitants, qu'ils se contentaient le plus souvent d'ignorer dans le passé, tend ainsi à devenir terriblement ambigu : ces dernières peuvent autant se présenter comme un risque à désamorcer que comme une source de créativité à exploiter.

récréation. Et même lieu de domicile pour certains d'entre eux, comme les « hackers-houses » ; ces colocations pour « startupper » inaugurées par le Massachusetts Institute for Technologies (MIT) qui connaissent aujourd'hui un fort succès outre-Atlantique. Mais l'essentiel des espaces hybrides sont en fait des espaces « hybridés », à savoir des espaces qui ont été conçus pour une activité donnée mais qui, de fait, tendent aujourd'hui à être également occupés par d'autres activités, parfois éloignées de celle visée à l'origine. C'est le cas, par exemple, des cafés, investis par les « travailleurs nomades » - qui sont par définition des hybrideurs d'espaces et de temps (VIII.3).

Ces espaces hybrides ou hybridés matérialisent une double tendance qui est au cœur du développement contemporain du capital, largement documentée par la littérature académique : celle de la généralisation et de l'invisibilisation du travail. Lieux d'un travail le plus souvent additionnel (dans le sens où il a plus tendance à se rajouter qu'à se substituer au temps passé dans l'entreprise), peu ou pas reconnu (mais néanmoins attendu et implicitement imposé par les directions des entreprises), le plus souvent gagné sur le « temps libre » des individus, ils incarnent spatialement une modalité d'extorsion du surtravail caractéristique du capitalisme métropolitain (Flipo, 2022). Un surtravail qui serait en outre d'autant plus conséquent qu'à en croire les promoteurs des tiers lieux, ces derniers auraient pour effet de favoriser la créativité et donc d'accroître le potentiel d'innovation au niveau social.

Plus encore, la production de ces espaces hybrides, ou hybridés, témoigne de manière particulièrement éloquente de cette nouvelle modalité d'abstraction capitaliste de la réalité matérielle qui, comme nous l'avons souligné dans les points précédents, ne consiste plus, pour les capitalistes, à abstraire l'activité des hommes et des femmes en utilisant l'espace qu'ils contrôlent comme un instrument pour la conformer aux exigences temporelles de la valorisation du capital, mais à s'en abstraire, en l'expulsant dans l'espace social et en comptant sur le fait qu'elle s'y comporte de manière adéquate. Dans les deux cas, la dimension qualitative de la pratique est niée. Mais pas de la même manière. Dans un cas l'activité est transformée, rabotée et nivelée par les efforts des différents capitalistes ; dans l'autre, elle est pour ainsi dire refoulée par ces derniers. Un nouveau rapport de la forme au contenu qui reproduit la domination de la première sur le second.

6c) Mais il est une autre espèce d'espace polychronique dont la production contribue selon nous de manière plus décisive et novatrice à l'occupation totale et permanente de l'espace et à la saturation complète du temps par le capital : il s'agit des espaces que nous proposons d'appeler

les « espaces superposant », ou « espaces de superposition temporelle ». Ces espaces, dont la prolifération est étroitement liée au développement du numérique, sont ceux dans lesquels la pratique des individus amalgame, dans un même espace-temps, plusieurs activités superposées qui se confondent les unes dans les autres et qui contribuent toutes, d'une manière ou d'une autre, à la reproduction du capital. À la différence de ce que l'on observe dans les espaces hybrides, les activités ne font pas que se côtoyer ; elles ne sont pas simplement juxtaposées dans l'espace ; elles sont spatialement et temporellement superposées. Ce n'est pas que différentes activités puissent être conduites au même endroit et au même moment par différents individus (espaces hybrides), ou que différentes activités puissent être menées au même endroit à différents moments (espaces modulaires ou réversibles), c'est que, du point de vue de la reproduction du capital, un même individu effectue plusieurs activités, « offre plusieurs temps » à la reproduction du capital, au même moment et au même endroit.

Typiquement, c'est le cas du salarié qui traite ses emails professionnels au cours du temps de transport qui sépare son lieu de travail de son domicile. Dans ce cas de figure, du point de vue de l'employeur, du temps de travail, le temps de répondre aux mails, s'ajoute et se superpose à un temps improductif mais nécessaire, celui de la mobilisation quotidienne de la force de travail. Une économie de temps est donc réalisée. Mais un autre cas de figure, en apparence pas si éloigné, est en fait beaucoup plus intéressant. C'est celui où le salarié consomme des contenus multimédias sur une plateforme numérique pendant son temps de transport. Ici, de nombreux temps se superposent, qui tous profitent d'une manière ou d'une autre à la reproduction du capital. En plus du temps nécessaire à son acheminement sur le lieu de travail, l'individu offre en effet ici au capital : *un temps de consommation*, qui sera source de revenus non seulement pour le créateur de contenus mais aussi pour la plateforme qui héberge ce contenu ; *un temps au travers duquel il va se reproduire de manière élargie en tant que consommateur*, puisqu'il va être amené à consommer de la publicité en même temps que le contenu qui l'intéresse (quand l'un et l'autre ne coïncident pas entièrement), ce qui, au travers des désirs qui lui seront communiqués, va accroître sa puissance de destruction - dont le capital a tout autant besoin que la production ; éventuellement *un temps de reproduction élargie de sa force de travail*, selon le type de contenu qu'il va consommer et, surtout, selon la nature de son travail salarié²⁸⁰ ; et enfin, *un temps de production indirectement productif*, au travers de la production de données qu'il va générer en naviguant²⁸¹. L'individu superpose donc ici, dans une même pratique et dans

²⁸⁰) Nous verrons dans le prochain chapitre que le phénomène de reproduction élargie de la force de travail au travers de la consommation se vérifie notamment en ce qui concerne les « travailleurs cognitifs » (Dieuaide, 2011).

²⁸¹) Sur la question, épineuse, du caractère productif ou non de l'activité consistant à produire des données et à

un même espace-temps, plusieurs activités qui contribuent toutes à la valorisation du capital et à la reproduction de ses conditions de possibilité.

Cette réalité, qui n'est certes pas entièrement nouvelle, mais qui connaît aujourd'hui un développement considérable avec le développement du numérique et des nouvelles formes de travail et de consommation qui l'accompagnent²⁸², nous semble particulièrement intéressante du point de vue des formes contemporaines de la reproduction du capital et particulièrement significative des tendances contemporaines de son développement historique, ou des modalités contemporaines de sa survie. Elle ne renferme en effet rien de moins qu'une nouvelle modalité de satisfaction des exigences temporelles de la reproduction du capital ; une nouvelle façon, pour ce dernier, de conjurer sa chronophobie, sa peur de manquer de temps vivant à vampiriser ; une nouvelle façon, autrement dit encore, d'exploiter au maximum le temps disponible de la société et des individus qui la composent. La superposition d'activités contribuant à la reproduction du capital au sein d'un même espace-temps dont il est question ici constitue en effet une nouvelle forme d'extorsion capitaliste du temps vivant qui se substitue à l'accroissement de la productivité du travail, ou qui compense son essoufflement, mais qui ne constitue pas, pour autant, un retour aux formes d'intensification et d'allongement du temps de travail caractéristiques des premiers âges du développement historique du capital. C'est bien à une troisième forme historique d'appropriation capitaliste du temps vivant, ou d'extorsion du surtravail, que nous avons ici à faire : après s'être attaché, à l'époque de son enfance ou de son émergence, à allonger le temps de travail et à l'intensifier, en poussant notamment à l'accroissement de la vitesse à laquelle se *succèdent* ou s'enchaînent les activités constitutives du procès de travail ; puis après avoir accru, pendant l'âge de sa maturité, la productivité du procès de travail, au travers notamment de la décomposition et de la *juxtaposition* des sous-activités qui le constituent (cf. supra, V), le capital parachève aujourd'hui, au stade de sa sénilité, son processus de « spatialisation du temps » au travers de la *superposition* de différentes activités, de différents temps contribuant à sa reproduction, au sein d'un même espace-temps, ou d'une même pratique. *Quand le temps vivant est déjà complètement saturé d'activités contribuant à la reproduction du capital ; quand toutes les discontinuités et tous les temps morts qui traversent ou séparent ces activités ont été comblés ou éliminés ; et quand enfin la productivité ou la vitesse d'exécution de ces activités ne peut plus être augmentée ;*

laisser des traces au travers de la navigation sur internet, nous renvoyons à l'article de Jean-Pierre Durand (2020a) intitulé *Quel travail et quelle exploitation sur les plateformes numériques ?*.

²⁸²) Le phénomène dont nous traitons ici est partiellement abordé dans la littérature économique, sous une forme atténuée qui n'en restitue pas toute la portée, au travers de la notion de « prosumation » (Paulré, 2020).

alors le capital ne peut plus étancher sa soif de temps vivant à vampiriser qu'en superposant ces activités dans un même espace-temps. La production des espaces superposant peut ainsi s'envisager comme l'ultime réponse du capital face au caractère limité du temps social (des temps vivants de la pratique sociale), comme le déni le plus abouti de la finitude de ce dernier, et donc comme la réalisation la plus achevée de son fantasme d'illimitation.

Il convient alors à nouveau de souligner que la concrétisation de l'abstraction capitaliste s'effectue dans le cas considéré au travers d'une profonde transformation de son mode opératoire. La superposition de plusieurs temps participant à la reproduction du capital au sein d'une seule et même pratique exprime en effet mieux qu'aucune autre réalité la forme socialisée de négation capitaliste de la réalité matérielle que nous avons commencé à identifier dans ce chapitre : forme dans laquelle il ne s'agit plus pour les capitalistes d'abstraire par leurs propres moyens et pour leur propre compte la pratique sociale, mais de s'en abstraire, en la laissant proliférer dans l'espace social et en se contentant d'en capter ou d'en extraire certains des effets utiles, pour les valoriser. Dans le cas considéré en effet, il ne s'agit plus pour les capitalistes de conformer les temporalités concrètes de la pratique sociale aux exigences temporelles abstraites de la valorisation du capital ; il ne s'agit plus de rendre le temps concret identique au temps abstrait ; il ne s'agit plus de les faire coïncider, au recours de dispositifs disciplinaires agencés au sein d'un espace privé ; on assiste au contraire, au travers de cette superposition, à ce qui se présente comme une forme de scission ou de disjonction entre la temporalité concrète de la pratique sociale et le(s) temps participant à la valorisation du capital, ou à la reproduction de ses conditions de possibilité. De fait, dans le modèle économique des plateformes numériques, ce ne sont pas les résultats intentionnellement ou consciemment visés par le sujet du temps concret qui sont valorisés, ou qui contribuent à reproduire les conditions de possibilités de cette dernière, mais les « externalités » suscitées par la pratique de ce dernier : les données qu'il génère, les publicités qu'il consomme, les informations et les connaissances qu'il accumule, etc. La valorisation du capital se rend ainsi *réellement indifférente* à l'égard la réalité de son contenu matériel, aux caractéristiques de la pratique sociale sur laquelle elle vient se brancher – en apparence sans l'altérer. Et c'est bien cette indifférence réelle qui conditionne la superposition temporelle (au travers de laquelle elle s'exprime et se réalise), la possibilité de démultiplier le temps à l'intérieur d'une seule et même pratique sociale : chaque externalité générée étant de fait susceptible de constituer un temps superposé.

Cette indifférence radicale de la forme capitaliste à l'égard de son contenu matériel permet alors, on l'a dit, au capital de s'affranchir de la finitude du temps social, en valorisant de surcroît

des temps qui participaient déjà à la reproduction du capital (comme celui de la mobilisation quotidienne de la force de travail), mais elle permet aussi, il faut le souligner, de parachever la saturation complète du temps social par le capital, en permettant à ce dernier de s'immiscer dans les derniers bastions de la vie sociale qui résistent encore à son emprise. Elle permet en effet d'étendre le champ de la reproduction du capital, le champ des pratiques participant à cette dernière, à des pratiques auxquelles il serait sans doute impossible de faire assumer les formes de la production ou de la consommation marchandes, comme celles qui correspondent au besoin existentiel qu'ont les individus de faire des rencontres, de communiquer et d'interagir, bref, d'avoir des relations (amicales, amoureuses, communautaires,...). Ainsi, sur les plateformes de réseaux sociaux, le fait de prendre des nouvelles d'un ami revient à valoriser du capital, à deux titres au moins : au travers de la production de données générée ; au travers de l'accroissement de l'audience de la plateforme qui permet à celle-ci d'accroître sa capacité à vendre à bon prix ses espaces publicitaires. Cette disjonction entre les finalités subjectives de la pratique matérielle concrète et ses effets objectifs du point de vue de la reproduction du capital permet ainsi à ce dernier de se valoriser sur la base de pratiques hétérogènes et singulières, situées et contingentes, qui seraient insolubles dans la grammaire abstraite de la valeur et rétives à ses opérations industrielles d'homogénéisation et de quantification, de mesure par le temps et d'accélération.

Dans une perspective lefebvrienne, où la contradiction entre le concret et l'abstrait, l'hétérogène et l'homogène, le qualitatif et le quantitatif, est considérée comme centrale dans le développement historique du capital, ce phénomène est de première importance. Cette indifférence radicale du capital à l'égard de son contenu matériel, cette disjonction entre les finalités subjectives de la pratique sociale et ses effets objectifs du point de vue de la reproduction du capital, et la superposition des temps qu'elle autorise, constituent un mode de régulation de cette contradiction et assurent la poursuite de la dynamique extensive du capital et la préservation de son fantasme d'illimitation à une époque où celui-ci tend à se heurter aux limites temporelles de l'activité humaine et à ce que celle-ci compte d'irréductible à sa logique abstraite.

*

* *

On le voit, de nombreux dispositifs œuvrent dans la métropole capitaliste à la production d'un temps saturé et même « débordé » par les nécessités de la reproduction du capital. Notre

attention sur cette question de la *saturation* du temps de la vie quotidienne par les exigences de la reproduction du capital ne doit toutefois pas nous conduire à négliger l'analyse de l'accroissement de la célérité de la pratique sociale, c'est-à-dire l'analyse de son *accélération* proprement dite. Elle ne doit pas non plus nous conduire à négliger l'analyse de l'intensification des changements qui la traversent, c'est-à-dire de sa tendance à la *flexibilisation*. Nous allons donc maintenant nous recentrer sur l'analyse de ces deux tendances.

7- « La ruche bourdonnante ». Nous avons ici évoqué la question de l'accélération métropolitaine de la pratique sociale au travers d'un seul des phénomènes qui la matérialisent : la production d'une « ville sensorielle » dans laquelle ce sont désormais tous les sens qui sont sollicités pour incliner les individus à allonger et à intensifier leurs pratiques consuméristes. Mais c'est plus fondamentalement tout un faisceau de déterminations historiques qui contribue à faire des métropoles contemporaines ces « ruches bourdonnantes » où règnent une agitation permanente et où chaque individu se voit continuellement assailli d'injonctions et de sollicitations changeantes et variées auxquelles il est sommé de répondre immédiatement et qui le poussent à enchaîner sur un rythme effréné des activités toutes plus brèves et éphémères les unes que les autres, sans jamais cependant en finir avec aucune d'entre elles. Parmi ces déterminations, les plus profondes renvoient à l'approfondissement de la division capitaliste du travail, à l'intensification et à la généralisation de la concurrence inter-individuelle dans tous les domaines de l'existence, à la démultiplication des possibilités offertes à chaque individu par le développement des nouveaux moyens de transport et de communication, ainsi qu'à l'essor d'un nouvel individualisme en lien avec toutes ces tendances (Aubert, 2018).

Le premier facteur de l'accélération métropolitaine de la vie quotidienne réside dans l'approfondissement de la division capitaliste du travail et dans la diminution du temps nécessaire aux activités constitutives du procès de reproduction de la force de travail qui en découle. L'évolution que connaissent au sein des espaces métropolitains les activités relatives à la fonction reproductive qu'est l'alimentation est à ce titre exemplaire (Ascher, 1997; Ascher, 2005). Si la ville-fordiste avait permis de considérablement réduire le temps nécessaire à la réalisation de ces activités, au travers notamment de ces innovations que représentaient les supermarchés et les plats surgelés, la production métropolitaine de l'espace et du temps tend à réduire ce temps à l'instantanéité : avec la livraison à domicile (ou au bureau, ou n'importe où) des plats préparés, il n'est même plus nécessaire pour les individus de les acheminer et de les faire réchauffer. Mieux encore, certains aliments (ou « solutions nutritionnelles ») concoctés par l'industrie capitaliste proposent aujourd'hui aux individus de faire l'économie des temps de

la mastication et de la digestion. Le temps de l'alimentation se réduit ainsi tendanciellement au temps de la transaction marchande. Cette tendance de la division capitaliste du travail, à savoir la substitution tendancielle d'activités productrices non marchandes (qui réclament de la durée pour être effectuées) par des activités de consommation marchande (dont la temporalité tend à se réduire à l'instantanéité de la transaction marchande), répond aux exigences temporelles de la valorisation du capital de deux manières. Tout d'abord en étendant la sphère de la marchandise à des domaines où elle était absente ou relativement peu présente et en contribuant ainsi au parachèvement de la tendance à la saturation du temps social par le capital. Et, plus encore, en permettant, grâce aux gains de productivité qu'elle introduit au niveau du procès de reproduction de la force de travail, de libérer du temps disponible à l'échelle de la société qui pourra à son tour être converti en activités participant à la mise en valeur du capital, ou à la reproduction de ses conditions de possibilité (encadré 17).

Mais comment être sûr que ce temps libéré soit effectivement occupé par ce genre d'activités ? Notre hypothèse est que le capital peut compter sur ce point sur les inclinaisons passionnelles inhérentes au type d'individualité narcissique que tend à produire le mode de vie métropolitain. Sous l'effet notamment de la concurrence généralisée dans laquelle ils sont plongés, qui fait office pour eux de nouveau « principe de réalité », les individus vont en effet s'efforcer, de manière angoissée, d'« employer leur temps de manière productive », c'est-à-dire, le plus souvent, de l'employer à accroître leurs capacités dans les différents domaines dans lesquels ils sont spécialisés (Dardot & Laval, 2010 ; Fischbach, 2011 ; Lordon, 2010). De fait, une part du temps libéré par l'accélération sera aussitôt convertie en temps consacré à la reproduction élargie de la force de travail (à « l'accumulation de capital humain »). L'autre part, qui cédera au « principe de plaisir », aujourd'hui incarné par les possibilités illimitées de jouissances instantanées qui s'offrent aux individus connectés, sera quant à elle convertie en temps consacré à la consommation de marchandises. Plus généralement, l'idéologie métropolitaine de l'« hyperactivité » (Faburel, 2018) qui synthétise ces deux principes - celle qui énonce qu'il est de bon ton d'être « buzzy », « underwater » ou « surbooker » et qu'il convient de ne pas gaspiller son « capital temps » - veillera à ce qu'aucun des temps libérés par l'accélération n'échappe bien longtemps à la saturation.

Notons enfin que ces inclinaisons passionnelles qui caractérisent les nouvelles formes de la subjectivité humaine et qui conduisent à l'occupation capitaliste des temps libérés par l'accélération capitaliste constituent par ailleurs elles-mêmes des facteurs d'accélération et d'intensification de la vie quotidienne. Le principe de réalité véhiculé par la concurrence

généralisée commande en effet aux individus d'optimiser l'ensemble de leur vie quotidienne et d'en intensifier chacun des moments. Même le sommeil ne doit pas être épargné : il faudrait dans l'idéal se contenter de dormir, non plus « *six à huit heures au plus* » comme le préconisait Benjamin Franklin (Weber, 1905, p. 117), mais quatre ou cinq heures seulement, comme le font Elon Musk ou Emmanuel Macron. De l'autre côté, face aux possibilités illimitées de jouissances instantanées offertes par le monde connexionniste, dans lequel tout est accessible ici et maintenant, le principe de plaisir incline les individus à s'orienter vers des activités de plus en plus brèves et de plus en plus nombreuses. Non seulement parce que la perspective d'une jouissance immédiate est dotée d'une plus grande puissance affective qu'un plaisir reporté (Spinoza, Ethique IV, proposition 10), mais aussi et peut être surtout parce que, dans ce monde connexionniste aux possibilités illimitées et changeantes, s'engager dans des activités de longues durées revient pour l'individu à se fermer aux innombrables possibilités qui s'offrent à lui (et que ne cessent de lui exhiber les moyens de connexion privés dont il est équipé), ou qui sont susceptibles de s'ouvrir à lui dans un avenir proche. Dès lors, s'engager durablement revient pour lui à renoncer à une partie de son potentiel de jouissance ; ce qui, pour l'individu narcissique qui se produit (ou se réduit) dans la métropole, est tout simplement insupportable, à lui qui ne tolère aucune forme de limitation (Jappe, 2017).

C'est ainsi que, sous l'effet de ces différentes tendances ou déterminations historiques, la vie quotidienne métropolitaine en vient à s'assimiler à une course effrénée consistant à enchaîner avec célérité des micro-activités. *La cadence des machines qui s'imposait au procès de travail à l'intérieur de l'usine s'en est échappée pour coloniser l'ensemble de la vie quotidienne, au travers d'une transformation qui aura consisté à réduire les individus eux-mêmes en machines, libidinales.*

Encadré 17. Pour préciser et enrichir l'analyse des gains de temps liés aux formes contemporaines de marchandisation du travail reproductif : l'intérêt d'une approche plus sociologique et historique.

Nous avons souligné ci-dessus que la marchandisation croissante des activités incluses dans le procès de reproduction de la force de travail qui s'effectue aujourd'hui (notamment) au travers de l'essor des plateformes numériques est à l'origine d'une réduction du temps nécessaire à la réalisation de ces activités et donc d'un gain social de temps que le capital se réapproprie selon différents procédés – que nous avons ici analysés. Il convient toutefois de préciser que ce gain *social* de temps est probablement assez faible : en l'absence de données sur ce sujet, il semble en effet raisonnable de faire l'hypothèse que les gains de productivité associés à l'approfondissement de la division du travail sont, pour ce genre d'activités relevant des

services à la personne, relativement limités – même s’il convient de ne pas négliger les économies d’échelles rendues possibles par les algorithmes, notamment dans le domaine du transport (multiplication des dessertes par véhicule ; rationalisation des parcours ; etc.).

Certainement beaucoup plus significatifs sont en revanche les gains *individuels* de temps que retirent les utilisateurs-consommateurs des plateformes numériques. Dans le cadre de la « néo-domesticité algorithmique » (Cingolani, 2021) qu’organisent ces dernières en effet, les individus qui composent les franges supérieures du prolétariat (parmi lesquels figurent notamment les cadres des fonctions métropolitaines auxquels nous nous sommes intéressés plus haut) achètent et consomment le temps de la frange la plus paupérisée du prolétariat. Ainsi, plus que comme le vecteur d’un gain social de temps au bénéfice du capital, c’est en fait plus précisément comme un élément de la reproduction contemporaine de l’inégale structuration du prolétariat (Palloix) qu’il convient d’analyser la plateformisation du travail reproductif. De fait, on peut penser que le livreur Deliveroo (par exemple) - « travailleur connecté » - est aussi indispensable à la reproduction de la force de travail du cadre des fonctions métropolitaines - « travailleur connecteur » - que ne l’était, au milieu du XXe siècle, la femme au foyer pour la reproduction de la force de travail masculine de l’ouvrier spécialisé, ou de l’ingénieur. Il est certain en effet qu’en l’absence des travailleurs connectés, les travailleurs connecteurs (qui n’en demeurent pas moins des individus connectés) ne pourraient pas passer autant de temps à entretenir et à enrichir leur force de travail (à « accumuler du capital humain » en s’adonnant à des activités socialement valorisées) qu’ils ne le font dans la réalité. Cette frange du prolétariat - dont nous avons analysé plus haut le rôle dans les formes contemporaines de valorisation du capital -, de même que le type déterminé d’exploitation dont elle fait l’objet par le capital - que nous allons préciser dans le prochain chapitre –, ne pourraient ainsi exister en l’absence de la paupérisation d’une frange entière du prolétariat, de la dévalorisation de sa force de travail et de la surexploitation dont elle fait l’objet dans le cadre de ces activités plateformisées.

On le voit, sociologiser l’analyse de la plateformisation du travail reproductif en tenant compte de la reproduction de l’inégale structuration du prolétariat dans laquelle elle s’inscrit permet de définir plus précisément la place qu’occupe cette tendance au sein des ressorts contemporains de la reproduction du capitalisme. Mais ce n’est pas tout. Une fois mis en perspective historique, ce regard plus sociologique permet en outre de reconnaître dans cette tendance l’expression d’un des aspects majeurs du développement historique du capital : la substitution de rapports sociaux de domination non capitalistes par des rapports marchands. Comme le suggère l’exemple donné ci-dessus en effet, la plateformisation participe d’un processus de substitution

des inégalités fondées sur la domination patriarcale par les inégalités fondées sur la domination capitaliste en tant que médiation nécessaire à la reproduction des conditions de valorisation du capital²⁸³. Elle constitue ainsi une expression du processus d'autonomisation du capital que nous analysons dans ce chapitre en ce sens que, à travers elle, le capital s'affranchit de sa dépendance à l'égard des médiations qui ne sont pas les siennes : dans le cas considéré, la division marchande du travail évacue la division sexuelle du travail en tant que condition de la reproduction du capital²⁸⁴. Ce qui ne veut évidemment pas dire que ces médiations externes (les rapports de domination non capitalistes) disparaissent pour autant : mais simplement qu'elles tendent à devenir secondaires, voire inessentiels, à la reproduction du capital.

8 - « La ville des modifications ». Aux côtés de l'accélération, de la saturation, de la cybernétisation, et de la superposition des temps sociaux, le « changement permanent » constitue une autre propriété essentielle de la temporalité concrètement abstraite de la vie quotidienne métropolitaine²⁸⁵. Cette dernière se caractérise en effet par la labilité des expériences vécues par les individus ; par la modification incessante des affections qu'ils éprouvent et des affects qui les mettent en mouvement. Rien n'acquiert solidité et maturité dans ce monde concrètement abstrait. Ni les choses, qui tendent à être immédiatement frappées d'obsolescence ; ni les êtres, qui tendent à demeurer éternellement dans l'enfance. Le passé est démodé ; le futur est incertain ; ne reste que le présent : un présent « captif de ce futur proche incertain » et toujours « soucieux de se démarquer de ce passé démodé » (Baschet, 2018). En apparence du moins. Car ce qui change, ce ne sont pas la réalité des êtres et des choses, mais seulement leurs modes et leurs codes. Le changement n'est qu'apparent. Et les modifications incessantes ont précisément pour effet d'occulter son absence, mais aussi et surtout d'empêcher son advenue.

²⁸³) Ce constant se vérifie d'autant plus quand on considère la nature ou le contenu des activités concernées par la plateformes. Nombre d'entre elles (ménage ; cuisine ; éducation des enfants, etc.) renvoient en effet à des activités qui sont traditionnellement prises en charge par les individus de sexe féminin – et qui continuent très largement à l'être dans les ménages modestes qui ne peuvent pas faire appel aux services plateformes.

²⁸⁴) Précisons que le fait que, dans certains cas ou pour certaines activités, les femmes puissent être majoritaires parmi les travailleurs connectés, n'invalide aucunement cette proposition. Car ce n'est alors pas en leur qualité sociale de femmes qu'elles sont subordonnées et qu'elles participent à la reproduction du capital, mais en leur qualité de travailleuses, de prolétaires.

²⁸⁵) On peut noter avec Hartmut Rosa (2012) et Jérôme Baschet (2018) que le changement permanent réagit sur l'accélération : face aux modifications incessantes de la réalité dans laquelle ils sont plongés, il convient en effet pour les individus d'entretenir et de renouveler en permanence leurs capacités, ne serait-ce que pour ne pas se retrouver dépassés ; de même, il convient pour eux de ne pas s'engluer dans des contenus susceptibles de les retenir dans la durée afin d'être toujours prêts à s'adapter à de nouvelles contraintes ou à saisir de nouvelles opportunités.

D'où vient cette temporalité syncopée ? Et où mène-t-elle ? Quelles sont ses causes et quels sont ses effets ?

Par rapport à la première question, il serait difficile de ne pas voir dans ces modifications incessantes qui secouent la vie quotidienne métropolitaine une conséquence des formes contemporaines de la valorisation du capital (de l'accroissement de sa flexibilité notamment) et, plus précisément, de la capacité à produire en permanence de l'inédit par recombinaison de l'identique que s'arroge ce dernier au travers de la production de la métropole connexionnelle. La modification incessante des marchandises à produire et à consommer, des façons de les produire et de les consommer, mais aussi et plus généralement de l'ensemble des contenus de la vie quotidienne, de ses parcours et de ses emplois du temps, de ses gestes et de ses mots (discours et représentations) peut autrement dit selon nous s'analyser comme le résultat de la confiscation et de l'utilisation de la puissance combinatoire de la métropole par le capital, qui jette grâce à elle en permanence de l'inédit à la surface du quotidien (tout en le projetant du même coup dans l'inconnu).

Mais il faut aussi voir qu'en retour, ces modifications incessantes constituent l'une des conditions de la reproduction de cette même puissance combinatoire – et donc de la reproduction du capital. Car il ne suffit pas pour le capital de savoir (faire) produire pour se reproduire. Ce dont a besoin la forme survalueur de la richesse matérielle pour se perpétuer en effet, ce n'est pas d'être emplie une fois pour toutes de contenus matériels, c'est de se ré-emplir en continu de nouveaux contenus. Il lui faut donc aussi savoir (faire) détruire (à défaut de savoir créer). Se vider pour mieux se ré-emplir. Or, c'est précisément cela qu'elle trouve dans l'obsolescence instantanée qui frappe toutes les réalités qui composent la vie quotidienne métropolitaine ; dans son mépris de tout ce qui existe et dans son attente impatiente et permanente de nouveautés susceptible de l'exciter (pour un instant). La passion pour l'inédit qui caractérise la culture métropolitaine, ou plutôt, dirons-nous, la soif inextinguible pour les choses inédites qui caractérise les individus qui (sur)vivent dans les métropoles, constitue de fait une partie intégrante de la puissance de potentialisation que s'approprie le capital dans le cadre de son régime métropolitain de production, au même titre que les réalités matérielles que nous avons analysées dans la précédente section en nous appuyant sur les travaux des économistes qui se sont intéressés à la métropolisation. Sauf qu'il s'agit cette fois de la dimension destructive de cette puissance de potentialisation, ou de la puissance combinatoire de la métropole capitaliste. Cette soif d'inédit qui dévalorise tout ce qui existe - dont nous préciserons plus loin la nature (narcissique) et les modalités de production (réduction de la

relation à la connexion) – reproduit en effet en permanence un terrain neuf et vide sur lequel le capital semble pouvoir renaître chaque jour, comme vierge de toutes les contradictions accumulées dans le passé. Sur le plan économique, cette puissance destructive que le capital trouve dans les inclinaisons passionnelles des individualités narcissiques qui peuplent les métropoles, nourrit ainsi son fantasme d'un monde, ou du moins d'un mode de valorisation, où il n'existerait que de la survaleur extra, puisque jamais la norme du temps de travail socialement nécessaire n'aurait le temps de s'institutionnaliser : plus de références ou d'étalons dans ce monde qui ne connaît que l'inédit. Cette puissance destructive nourrit donc chez le capital le fantasme d'un monde dans lequel celui-ci ne serait plus soumis à ses propres lois. Cette puissance, qui se compose des inclinaisons passionnelles les plus primaires ou les plus puériles qui puissent animer les individus, nourrit donc chez le capital le fantasme d'une jeunesse éternelle : celui dont il a besoin pour conjurer sa sénilité à un stade hautement avancé de son développement contradictoire.

Arrêtons-nous un peu sur cette configuration historique des rapports de production capitalistes. En elle, nous pouvons en effet dès maintenant apercevoir les thèmes et les questions qui vont nous occuper dans la suite de notre exposé.

Tout d'abord, elle nous amène ici à reconnaître que la concrétisation contemporaine du fantasme d'illimitation ou d'éternité du capital, c'est-à-dire le prolongement contemporain de son processus d'autonomisation, s'appuie sur sa socialisation croissante – et plus particulièrement, en l'occurrence, sur la socialisation de ses puissances destructives. De fait, dans ce monde concrètement abstrait qui est celui de la métropole connexionnelle, l'obsolescence morale des marchandises, cette fonction nécessaire à la reproduction du capital (Bihr, 2001), n'est plus seulement le fait des cols blancs, c'est-à-dire des ingénieurs qui mettent au point de nouveaux produits plus performants que les anciens et surclassant ces derniers ; elle ne découle pas non plus uniquement des changements incessants de réglementation opérés par les pouvoirs publics ; elle est aussi et surtout aujourd'hui déterminée par la structure narcissique de l'individualité contemporaine qui incline les individus à dévaloriser tout ce qui existe. Le prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital repose donc sur l'approfondissement de son processus de socialisation : c'est ce que nous allons analyser plus en détail, ou plus frontalement, dans le prochain chapitre (VIII).

Mais cette configuration contemporaine des rapports de production capitaliste pose aussi la question de sa viabilité, ou de son mode de régulation, qui sera au cœur du dernier chapitre de

cette thèse (IX). Nous avons en effet ici avancé l'hypothèse selon laquelle, dans ce monde concrètement abstrait où tout est sans cesse modifié, et où toutes les choses semblent inédites, et donc incommensurables, la norme du temps de travail socialement nécessaire tend à ne plus être opérante. Nous avons donc posé, à notre façon, un diagnostic qui n'est autre que celui de la « crise de la loi de la valeur » (plus précisément crise de son opération d'homogénéisation). Ce qui est en apparence contradictoire avec l'affirmation, que nous défendons à longueur de pages dans cette seconde partie, de la survie du capitalisme. Nous tâcherons donc dans le prochain chapitre d'élucider cette contradiction, ou ce paradoxe. Nous essayerons pour cela de montrer que cette loi ne disparaît pas dans le capitalisme contemporain, mais qu'elle se transforme, en s'étendant et en se socialisant. À la norme du temps de travail socialement nécessaire qui s'imposait aux capitalistes par le truchement de la concurrence qu'ils se livraient entre eux et que ces derniers imposaient à leur tour à leurs salariés au travers des dispositifs disciplinaires privés du régime de l'usine, nous verrons que se substitue la norme du « mode de vie socialement nécessaire » que les individus s'imposent à eux-mêmes dans la totalité de leur vie quotidienne par le truchement de la concurrence généralisée qui les oppose et des possibilités illimitées qui leur font face dans le monde concrètement abstrait de la métropole capitaliste – et plus généralement, par le truchement des inclinaisons passionnelles de type narcissique que déterminent ces réalités (concurrence généralisée et possibilités illimitées) de l'urbain métropolisé. Cette thèse, qui est celle d'une actualisation du « travail abstrait » sous la forme d'une « vie abstraite » dans le cadre du passage du régime de l'usine au régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps, sera au cœur du dernier chapitre de cette thèse.

4.2. Conclusion : la production d'un monde socialisé et concrètement abstrait, ou le parachèvement métropolitain du processus d'abstraction capitaliste.

En conclusion, nous retiendrons des analyses qui précèdent que la production de la « ville en continu » et de ses différents avatars matérialise certaines des transformations du processus d'abstraction capitaliste qui ont permis au cours des dernières décennies au capital de s'approprier la totalité de l'espace et du temps, et ainsi de soumettre la totalité de la pratique sociale aux exigences de sa reproduction – ce qui, comme nous l'avons souligné, lui aura non seulement permis de survivre, en repoussant ou en contournant les limites auxquelles il s'était heurté dans le cadre de son précédent régime de production de l'espace et du temps, mais aussi de se parfaire, en inscrivant dans les caractéristiques de la vie matérielle les déterminations abstraites qui définissent son essence de valeur en procès.

En ce qui concerne l'espace : tous ses pores sont occupés, tous suintent de la survalueur, ou les conditions dont celle-ci a besoin pour se produire et se réaliser ; il n'y a plus un espace qui n'ait été conquis par la reproduction du capital, soumis à ses nécessités ; tous sont subsumés sous son empire, intégrés à son monde. Où que les individus se tiennent et quoi qu'ils fassent, ils contribuent à la valorisation du capital et à la reproduction de ses conditions. Cette extension s'effectue au travers de deux principales transformations de la dimension spatiale du processus d'abstraction capitaliste, soit de deux transformations dans la manière dont le capital transforme l'espace et s'en sert pour s'approprier la pratique sociale, pour soumettre cette dernière aux exigences de son mouvement de valeur en procès.

- La première est que cette appropriation ne s'effectue plus seulement ni principalement au travers de la privatisation de l'espace. Le processus qui est à l'œuvre n'est pas le prolongement du mouvement des enclosures. Nul universalisation de la clôture et de la fermeture des espaces, bien au contraire - même si la tendance n'a pas pour autant disparu. C'est en se socialisant que s'étend l'appropriation capitaliste de l'espace et de la pratique sociale. Dans les nouvelles formes d'appropriation en développement que nous avons étudiées ici, il ne s'agit plus en effet pour les capitalistes de se servir de l'espace qu'ils détiennent ou contrôlent à titre privé pour commander et optimiser la pratique sociale, pour la rendre conforme aux exigences temporelles de la valorisation de leurs capitaux. Il s'agit dorénavant pour eux *de capter ou d'extorquer de manière opportuniste, gratuite ou quasi-gratuite, ce que les individus font dans l'espace social, les externalités qu'ils produisent dans le cadre de leur pratique.*
- La seconde transformation, distincte mais inséparable de la première, renvoie ensuite au fait que les espaces produits ne se présentent plus comme des espaces oppressifs, mais comme des espaces « permissifs » (Cloucard, 2014). *L'espace n'est plus utilisé par la forme valeur pour discipliner son contenu matériel ; il est fait pour le laisser proliférer et s'autodétruire.* Il n'est plus dédié à un usage donné ; *il est indifférent à son contenu,* c'est-à-dire à ce que les individus font en lui et font de lui. Cet espace rendu abstrait, qui ne se définit par rien de concret, qui se définit par l'indétermination, et dont les propriétés matérielles tendent ainsi à s'aligner sur celles du capital, celle d'une forme vide *a priori* qui s'assure ainsi d'être toujours remplie, ne sert plus aux capitalistes à abstraire la pratique des hommes et des femmes, mais, encore une fois, à s'en abstraire. Et c'est bien cet espace socialisé et concrètement abstrait qui constitue le terrain de chasse qu'utilisent les détenteurs des moyens sociaux de connexion dans le cadre de leur activité prédatrice,

celui qui leur permet de produire en permanence de l'inédit en combinant de manière instantanée et illimitée des contenus préconstitués, celui qui, enfin, et par voie de conséquence, permet au capital de concrétiser son fantasme de toute-puissance dans toutes ses déclinaisons temporelles.

En ce qui concerne le temps, le constat est également et logiquement celui du triomphe du temps abstrait : de l'élimination ou la colonisation quasi-complète des rythmes naturels et des temporalités non-marchandes par le capital. Dans la métropole capitaliste, les discontinuités et les alternances du temps cyclique de la nature ont ainsi pour l'essentiel été lissées ou évacuées au profit d'un temps participant en continu (toute la journée, toute la semaine et toute l'année) à la reproduction du capital. Le peu qu'il reste de ces temps cycliques a été réapproprié pour combler les inévitables interruptions de la production : il en va ainsi, par exemple, du retour des saisons, qui continue de servir de référence pour les départs en vacances et donc à rythmer les pulsations de la consommation touristique. De même, tous les âges de la vie biologique des hommes et des femmes ont été conquis et tendent désormais à être indifféremment investis par le capital : la jeunesse et la vieillesse constituent des business ; les jeunes et les vieux, des viviers de consommateurs particuliers ; et maintenant, avec le développement des plateformes numériques, ils deviennent également producteurs au service du capital. Même la mort (des vivants) n'est plus une limite à la valorisation du mort(-vivant) : son anticipation inquiète est à la source de nouvelles marchandises à produire et à consommer, sans cesse plus nombreuses et onéreuses - quand cette anticipation inquiète ne cède pas carrément la place à une négation assumée, comme c'est le cas aujourd'hui avec les projets post-humanistes fantasmés par certains capitalistes de la Silicon Valley. Il en va de même pour les temporalités de la vie sociale qui étaient occupées et dont le rythme était donné par des activités prises sous des rapports sociaux non capitalistes. Ces dernières, notamment celles qui concernaient la production et la consommation non-marchandes, ont d'abord été grignotées puis purement et simplement éliminées par le développement de la division capitaliste du travail. Celles qui ne pouvaient pas l'être ont quant à elles été colonisées, dans le sens où elles se sont subrepticement retrouvées à participer à la reproduction du capital. Aussi, l'ensemble de ces temps substitués ou colonisés par le capital se sont peu à peu vus modelés par sa logique accélérationniste ; placés sous le signe de l'« urgence permanente » (Aubert, 2003) qu'induit la pénurie de temps engendrée par son développement contradictoire. Une course folle désormais généralisée à tous les moments de l'existence, devenue incessante (Rosa). Ces temps colonisés et individuellement optimisés ou pressurisés, selon la perspective retenue, le capital s'efforça aussi de les intégrer et de les

synchroniser, afin d'améliorer la fluidité de leurs enchaînements et d'éliminer tous les temps morts qui pouvaient encore se loger dans leurs interstices : un projet initié par l'urbanisme dès la fin du XIXe siècle qui se prolonge aujourd'hui sous une forme cybernétique au travers de l'essor de la « smart city », dont la production consacre la réification de la puissance matérielle des liens humains. Enfin quand toutes ces possibilités furent épuisées, quand²⁸⁶ toutes commencèrent à atteindre leurs limites, le capital se mit, dans une ultime tentative pour repousser les limites temporelles qui le contraignent, à empiler ou à superposer des temps les uns sur les autres, à *spatialement démultiplier le temps pour s'affranchir de sa finitude*. Non content de se libérer de la finitude du temps social, il parvint en outre à s'affranchir de son irréversibilité en produisant une temporalité syncopée (marquée par les modifications incessantes de la vie quotidienne) consacrant le règne l'inédit : un monde dans lequel celui-ci semble pouvoir renaître chaque jour et vivre en toute tranquillité, derrière le chaos permanent, son fantasme d'éternité.

C'est ce long processus d'appropriation capitaliste du temps que vient couronner la production de la métropole capitaliste, qui en condense toutes les opérations et toutes les stratégies, tout en continuant de les renouveler et d'en produire de nouveaux et de nouvelles. Elle débouche ainsi sur un temps que l'on pourrait qualifier d'« isorythmique » (Lefebvre, 2019c, pp. 93-94), non pas dans le sens où toutes les temporalités sociales seraient devenues identiques (on a vu en effet, par exemple, que le temps linéaire et continu ne se passe pas complètement du temps cyclique), mais dans le sens où elles sont toutes « mises en équivalence » les unes par rapport aux autres : toutes contribuent à la survie du capital et toutes sont remodelées par ses déterminations abstraites, celles de l'instantanéité, de la continuité, de la réversibilité et de l'absence de limites. Le capital s'empare de la totalité du temps social et devient ainsi totalitaire.

Or, il faut à nouveau souligner sur ce point que, derrière la multiplication des opérations et des stratégies que nous venons de recenser ci-dessus, c'est fondamentalement la socialisation de la domination temporelle abstraite du capital, de ses modalités d'exercice et de ses bénéfices, qui est à l'œuvre et qui permet son extension à la totalité de la vie sociale – et donc au capital de se réaliser sous une forme totalisée et totalitaire. Comme nous l'avons vu en effet, cette *domination ne s'exerce plus seulement au sein d'enclaves autoritaires dans lesquelles les capitalistes contraignent la pratique temporelle par leurs propres moyens et pour leur propre compte ; elle tend désormais à prendre place dans une absence totalitaire de frontières au sein de laquelle*

²⁸⁶) Le « quand » dont il s'agit est moins historique que logique.

ce sont les individus eux-mêmes qui mettent chaque moment de leur vie quotidienne et de leur existence au service de la reproduction du capital.

Par rapport à l'ensemble de notre exposé, les analyses proposées ici (dans ce point, mais aussi et plus généralement dans tous ceux qui composent cette section consacrée aux transformations contemporaines de la vie quotidienne) nous auront plus généralement permis de compléter notre présentation du mode matériel d'existence de la puissance métropolitaine de potentialisation, de flexibilisation, de fluidification et d'accélération de sa propre valorisation que s'approprie le capital dans le cadre de son régime métropolitain de production de l'espace et du temps – cette puissance qui lui permet, comme nous avons ici pu continuer à l'argumenter, de poursuivre son processus d'autonomisation et de concrétiser ses déterminations abstraites. Ainsi, après avoir montré à partir de l'entrée par les transformations de la division capitaliste du travail que cette puissance se matérialise dans les métropoles capitalistes définies en tant centres de pilotage interconnectés d'un réseau hyperscalaire de connexions potentielles et réversibles, nous avons montré, à partir de cette entrée par les transformations de la vie quotidienne, qu'elle se matérialise également et inséparablement au travers de la production de cet espace-temps socialisé et concrètement abstrait caractérisé par la saturation, l'accélération, la cybernétisation, la flexibilisation, et la superposition. Plus encore, nous avons commencé à montrer que ce monde concrètement abstrait, ou la vie quotidienne aliénée qui y a cours, constitue le terrain de chasse en constant renouvellement des capitalistes connexionnistes. Ou mieux encore, qu'il constitue à la fois le produit et le support de leur activité prédatrice consistant à produire en permanence de l'inédit en combinant de manière immédiate et instantanée, et selon des possibilités illimitées, des ressources préconstituées (par le cours aliéné de la vie sociale).

Cette analyse nous aura ainsi permis de découvrir un peu plus les dessous socialisés du capital autonomisé (que nous avons commencé à apercevoir dès le point consacré aux transformations contemporaines des rapports centre-périphérie). Du même coup, elle nous aura permis d'analyser plus en profondeur cette nouvelle modalité d'abstraction capitaliste, en lien avec cette tendance à la socialisation, que nous avons résumée ici en disant qu'il ne s'agit plus pour les capitalistes d'abstraire la pratique sociale, mais de s'en abstraire, non plus de l'internaliser pour la transformer (selon des dispositifs privés et des finalités privées), mais de l'expulser (dans l'espace social) pour se contenter de la piller (de manière privative ou collective, cela dépend). Comme nous l'avons annoncé, c'est ce processus de socialisation du capital que nous allons examiner plus en détail ou plus frontalement dans le prochain chapitre, consacré à la production de la métropole relationnelle. Nous verrons alors plus amplement tout ce que la

valorisation des capitaux privés doit à des pratiques qui s'effectuent en dehors de leur contrôle immédiat.

Ces analyses concernant les formes contemporaines du processus de socialisation du capital permettront alors de poser en de meilleurs termes la question de la régulation des formes contemporaines de la valorisation du capital, dont nous avons ici commencé à souligner le caractère problématique : qu'est-ce qui garantit en effet que les pratiques qui se déploient hors les murs des entreprises soient adéquates aux nécessités de la reproduction du capital ? Qu'est-ce qui se substitue aux dispositifs disciplinaires qui assuraient, dans le cadre du régime de l'usine, la conformité des propriétés matérielles du procès du travail vis-à-vis des déterminations abstraites du procès de valorisation du capital ? Nous avons ici commencé à donner une réponse possible en parlant des inclinaisons passionnelles des individualités narcissiques qui peuplent les métropoles connexionnelles : ce serait ces dernières qui amèneraient les individus à adopter un mode de vie en parfaite conformité avec les nécessités historiques et ontologiques de la reproduction du capital. C'est comme nous le savons cette hypothèse que nous serons amenés à développer dans le dernier chapitre de cette thèse. Nous aurons alors notamment à expliquer, dans ce cadre, comment se forment ou comment sont (re)produites ces individualités narcissiques en charge de la régulation contemporaine de la contradiction qui oppose les propriétés matérielles concrètes de la pratique sociale aux déterminations temporelles abstraites du capital. Pour ce faire, nous serons alors amenés à revenir sur les réalités que nous avons analysées dans cette section, mais en les envisageant cette fois non plus depuis le point de vue privilégié du capital et des capitalistes, mais de l'humanité et des individus. Nous montrerons alors que les propriétés concrètement abstraites de l'espace-temps de la vie quotidienne métropolitaine tendent d'elles-mêmes à reproduire ces individualités narcissiques (qui les reproduisent) dans la mesure où elles définissent un monde « inhabitable », qui ne permet pas aux individus d'avoir prise sur l'Autre et sur le Monde et de s'approprier ces réalités nécessaires à leur devenir existentiel et à la maturation de leur psychisme. Plus précisément, nous verrons que ces propriétés concrètement abstraites de la vie quotidienne métropolitaine (instantanéité, réversibilité, illimitation...) se reproduisent d'elles-mêmes au travers des individualités narcissiques qu'elles contribuent à faire advenir en réduisant les relations que les individus entretiennent avec l'Autre et le Monde à de simples connexions éphémères et superficielles, qui les laissent inchangés face à une réalité qui leur demeure étrangère.

Encadré 18. Le capital et le temps des catastrophes.

Au cours des développements qui précèdent, nous avons pu noter que le prolongement contemporain du processus d'abstraction capitaliste ne se traduit pas par l'élimination complète des temporalités cycliques et des discontinuités temporelles au profit du temps linéaire et continu de la production capitaliste mais, qu'au contraire, le maintien et la réappropriation capitaliste de ces temporalités, qu'il s'agisse de l'« événement » ou du « retour des saisons », constituent l'une des modalités contemporaines de ce prolongement contemporain du processus d'abstraction capitaliste.

Nous voulons ici souligner qu'il y a encore un autre type de discontinuité temporelle que le capital s'approprie dans le cadre de ce prolongement : celui des catastrophes qu'il génère. De fait, la période actuelle (automne 2022) nous donne à voir deux exemples de telles catastrophes : la pandémie de COVID-19 d'une part et la guerre en Ukraine d'autre part. Bien que nous ne pouvons pas ici développer les choses autant qu'il serait nécessaire, il nous semble que l'analyse de ces catastrophes entre de plein droit dans l'analyse du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps. Voilà en effet un temps qui (1) est spatialement produit par le capital, c'est-à-dire déterminé par la production capitaliste de l'espace, et qui (2) contribue au prolongement de son processus d'autonomisation.

1- Il serait facile de montrer que les deux catastrophes que nous évoquons ici résultent de la production capitaliste de l'espace et des contradictions de l'espace du capitalisme. La guerre en Ukraine en effet, de l'avis de nombreux commentateurs, peut s'analyser comme une manifestation somme toute assez classique des conflits impérialistes que détermine la dynamique expansive des espaces politiquement distincts de l'accumulation du capital (Serfati, 2022). Quant à la pandémie de Covid-19, les études semblent s'accorder sur le fait que son origine est à trouver dans la réalité spatiale de l'élevage capitaliste – l'entassement de nombreux humains et animaux au même endroit facilitant en effet les zoonoses (Malm, 2020) ; et que sa diffusion rapide à l'ensemble de la planète est imputable, en premier lieu, à la « cospatialité mobilière » inhérente à notre époque (Faburel, 2020; Lussault, 2022), c'est-à-dire au processus de mise en connexion généralisée que nous avons analysé plus haut.

2- Or ce temps spatialement produit par le capital semble bien profiter au capital. Non seulement en tant qu'occasion d'engranger des surprofits pour certains capitalistes, mais aussi et plus fondamentalement dans la mesure où, à l'instar de l'« événement », les propriétés qui le définissent partagent certaines caractéristiques avec les déterminations abstraites qui définissent le capital en tant que valeur en procès. Notamment son caractère autoréférentiel. Le capital est

de fait tout à son aise dans ce temps où « la fin justifie les moyens ». Il s'agit en effet d'un temps dans lequel toutes les limites qui encadrent habituellement le fonctionnement de la vie économique et sociale sont mises en suspens. Or, comme l'a montré Naomi Klein (2013), c'est là une chose dont le capital sait très bien se servir pour réaliser des avancées dont la brutalité des effets pour les hommes et les femmes ne pourraient être tolérés en d'autres circonstances. Par exemple, dans le cadre de la pandémie de COVID-19, la numérisation entière de leur existence : l'opérateur le plus puissant de l'accélération du processus contemporain de réduction de la relation à la connexion dont le capital aurait pu rêver²⁸⁷. De même, dans le cadre de ces deux catastrophes, le retour providentiel, pour le capital et ses intérêts, de l'État du même nom ; qui aura su lever pour les circonstances plus de quarante ans de tabous sur le niveau des déficits publics. Le capital se sera ainsi constitué, à la faveur de ces catastrophes, un soutien indispensable à sa reproduction dans une époque historique qui est celle de sa sénilité.

Il pourrait donc être intéressant, dans un travail futur visant à approfondir la caractérisation du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps, d'analyser plus sérieusement la façon dont la production de ce « temps catastrophique » s'inscrit dans le développement contemporain du capital.

5. La séparation métropolitaine : la figure de la « ville à la carte (numérique) ».

Une dernière figure de la métropole contemporaine susceptible d'instruire l'analyse du régime métropolitain de production de l'espace et du temps est celle de la « ville à la carte ».

L'analyse de cette notion sera plus succincte et circonscrite que celles que nous avons proposées au sujet des autres figures de la métropole connexionnelle. De fait, nous n'essayerons pas de relever l'ensemble des exigences analytiques et théoriques qu'impose la démarche de l'économie politique de l'espace et du temps – et encore moins de proposer une analyse exhaustive des enjeux posés par la production de cette ville à la carte. À la place, nous nous attacherons ici simplement à tenter d'actualiser l'une des propositions théoriques que nous avons dégagées dans la première partie de cette thèse : celle sur les rapports unissant l'espace, la technique et le temps au sein du processus d'abstraction capitaliste (V). Nous allons en effet tenter de montrer dans ce qui suit que l'analyse de la production de la « ville à la carte » peut permettre de réinsérer l'essor des plateformes numériques à l'intérieur du processus de

²⁸⁷) Nous espérons avoir donné ci-dessus suffisamment d'indications au sujet des médiations empruntées par la rationalité immanente du capital dans le cadre de sa réalisation historique pour ne pas être accusés ici de complotisme.

réduction de la relation à la connexion inhérent au régime métropolitain de production de l'espace et du temps.

5.1. La production de la ville à la carte (numérique) : restitution.

Commençons tout d'abord par définir la notion. Proposée dans les années 1990 par François Ascher (1997; 2006) et Francis Godard (1997), aujourd'hui reprise par plusieurs géographes tels que Benjamin Pradel (2018) ou Luc Gwiazdzinski (2007; 2013), la notion de « ville à la carte » désigne la tendance contemporaine à la perte d'influence des rythmes collectifs au sein de la vie quotidienne urbaine et à l'individualisation croissante des parcours et des emplois du temps. Sous l'effet de la désagrégation des institutions collectives (salariat, famille, église, etc.) et de la montée concomitante d'un individualisme radicalisé (celui que nous qualifions de narcissique²⁸⁸), les grands rythmes (le fameux « métro-boulot-dodo ») et rendez-vous collectifs (la messe ; les élections ; les repas en famille ; le journal télévisé, etc.) tendent en effet à s'effacer et à laisser place à des parcours et à des emplois du temps de plus en plus individualisés, hétérogènes et instables, que les individus peuvent et doivent constamment renégocier en fonction des contraintes et des opportunités, sans cesse plus nombreuses et changeantes, qui se présentent à eux. C'est ce qu'exprime sans doute plus éloquemment qu'aucune autre transformation la substitution, dans l'espace sonore de la vie quotidienne urbaine, des cloches des églises et des sirènes des usines - *qui s'imposaient invariablement à tous* - par les sonneries des téléphones portables - *qui s'adressent de façon contingente à chacun*.

La production de la ville à la carte accompagne et traduit ainsi sur le terrain deux aspects majeurs des transformations contemporaines de la vie quotidienne et des rapports que les individus sont amenés à entretenir, en son sein, avec l'Autre et le Monde.

La première renvoie à ce qui est souvent analysé comme une « autonomie » croissante des individus dans la détermination de leur vie quotidienne. De fait, dans la ville à la carte, ces derniers ne sont plus enfermés dans la routine des rythmes collectifs ; il leur revient désormais de composer eux-mêmes leurs emplois du temps et leurs parcours quotidiens en arbitrant entre des possibilités, des injonctions et des sollicitations, en quantité sans cesse plus importante. La ville à la carte est en effet celle du « choix ». Et même, pour reprendre l'expression utilisée par

²⁸⁸) Chez François Ascher, la production de la ville à la carte est associée à l'émergence de « l'individu hypermoderne », dont les susceptibilités affectives et les inclinaisons passionnelles sont, comme le soulignent certains de ses co-auteurs (in, Aubert, 2006), précisément celles qui définissent la structure narcissique de l'individualité. Voir aussi, sur la caractérisation de l'individu hypermoderne comme individu narcissique, l'ouvrage intitulé *@ la recherche du temps perdu : individus hyperconnectés, société accélérée* (Aubert, 2018).

François Ascher (qui emprunte lui-même cette dernière à Jean Baudrillard) celle de « l'hyperchoix », c'est-à-dire du choix « en excès », où le possible excède le faisable ; et le virtuel le réel (Mongin, 2009). Elle s'accompagne ainsi d'une profonde transformation de l'espace vécu et perçu au travers de laquelle l'ennui et le sentiment d'enfermement caractéristiques de la vie quotidienne de l'époque fordiste tendent à céder la place à un sentiment d'excitation mêlé de désorientation : la jouissance euphorique des innombrables possibilités offertes par la ville à la carte s'accompagnant en effet, chez les individus, de l'angoisse et de la fatigue de devoir arbitrer par eux-mêmes entre ces dernières.

La production de la ville à la carte s'accompagne ensuite, deuxièmement, d'un renforcement de l'isolement individuel. Mais d'un isolement dont les propriétés spatiales et temporelles rompent radicalement avec celles qui définissaient l'isolement caractéristique du monde fordiste. De fait, dans la ville à la carte, les individus ne sont plus « enfermés » et « immobilisés » ensemble, mais individuellement « mis en orbite » (Deleuze, 1990), éparpillés dans l'espace et dans le temps. Leur séparation les uns à l'égard des autres ne repose plus sur leur compartimentation mais sur leur atomisation : ils deviennent semblables à des électrons libres aux mouvements incessants et asynchrones qui peuvent s'entrechoquer mais non s'associer sous une forme stabilisée. Désynchronisés, ils se croisent sans arrêt sans jamais pouvoir entrer en relation. Ils sont en permanence exposés à l'altérité du Monde et de l'Autre sans jamais pouvoir se les approprier. Ces réalités sont pour eux à la fois lointaines et intrusives, absentes et fatigantes ; insignifiantes, mais obsédantes.

La production de la ville à la carte participe ainsi à la (re)production matérielle d'une nouvelle sociabilité et d'une nouvelle individualité dans lesquelles les individus enfermés et désemparés de la discipline fordiste tendent à laisser la place aux individus éparpillés et désorientés du monde connexionniste – qui sont toujours aussi seuls et impuissants que les premiers, mais souvent moins conscients de l'être.

Comme y insistaient justement François Ascher et Francis Godard au cours des années 1990 et 2000, cette tendance à l'individualisation des spatialités et des temporalités de la vie quotidienne urbaine est inséparable d'un ensemble d'évolutions technologiques qui en constituent à la fois le produit et le support. Les auteurs soulignaient ainsi à leur époque l'importance en la matière de la diffusion des objets électroniques et de la domotique dans l'espace domestique (le congélateur ; le magnétoscope), celle de multiples transformations physiques dans les objets de consommation courante (généralisation des portions et des

emballages individuels ; adaptabilité et polyvalence croissante des objets ; possibilité de programmer leur utilisation, etc.) mais aussi et surtout l'importance des évolutions survenues dans le domaine des transports (généralisation de l'automobile individuelle ; densification et interconnexion des réseaux de transports urbains et régionaux ; multiplication des usages de la « grande vitesse ») et de la communication (minitel ; téléphone portable ; internet) : autant d'évolutions qui ont facilité l'individualisation de la vie quotidienne en démultipliant les possibilités offertes à chaque individu quant à l'utilisation de l'espace et du temps et en conduisant, dans le même temps, ces derniers à s'isoler un peu plus de l'autre, dans un monde où les rythmes individuels, hétérogènes et changeants, se trouvent désynchronisés.

Aujourd'hui, la production de la ville à la carte change de paradigme technique : elle se numérise. Depuis le début des années 2010 en effet, la production de la ville à la carte et la tendance à l'individualisation des spatialités et des temporalités de la vie quotidienne se prolongent au travers du phénomène de la « plateformisation » (Abel, Claret, & Dieuaide, 2020), c'est-à-dire de l'essor des plateformes numériques en tant que médiations nécessaires à la vie quotidienne métropolitaine (Claret, 2020)²⁸⁹. Comme nous allons essayer de le montrer, la démarche de l'économie politique de l'espace et du temps est en mesure de fournir un cadre pertinent pour l'analyse de ces évolutions. Elle permet en effet non seulement de ressaisir l'essor des plateformes numériques dans le processus historique de la production de la ville à la carte (ce qui n'est déjà pas sans intérêt au regard des travaux existants qui portent sur les plateformes numériques), mais aussi et du même coup, de façon plus originale et ambitieuse sur le plan théorique, de réinscrire la plateformisation à l'intérieur du processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion qui constitue, selon l'hypothèse centrale de cette seconde partie, la forme contemporaine du processus d'abstraction capitaliste.

5.2. Discussion : resituer l'essor des plateformes numériques à l'intérieur de la production de la ville à la carte numérique et du processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion qui s'effectue à travers elle.

Il convient tout d'abord de souligner que l'essor des plateformes numériques n'est pas une donnée exogène à la production de la ville à la carte, c'est-à-dire à la tendance à l'individualisation des parcours et des emplois du temps de la vie quotidienne. La

²⁸⁹) Les idées que nous allons développer ici ont été une première fois ébauchées dans l'article cité ci-dessus. Elles se distinguent néanmoins assez largement de cette première version dans la mesure où nous n'avions alors pas encore identifié le processus de réduction de la relation à la connexion comme forme contemporaine du processus d'abstraction capitaliste. Plus précisément, nous disposions alors des arguments qui permettent d'étayer cette idée et la réalité qu'elle désigne, mais nous n'étions pas encore parvenus au terme de l'effort de synthèse qui nous permet aujourd'hui de lui donner une formulation théorique et de lui octroyer ainsi toute sa portée heuristique.

plateformisation est au contraire « secrétée » par cette tendance, qui lui fournit ses deux conditions fondamentales de possibilité : l'éparpillement et la désorientation des individus dans le cadre de leur vie quotidienne. Ces deux aspects de la réalité anthropologique de la métropole contemporaine ont en effet ceci en commun qu'ils suscitent tous les deux un besoin de connexions et qu'ils déterminent en cela la dépendance de la vie quotidienne métropolitaine à l'égard des plateformes qui médiatisent ces connexions.

De fait, il est possible d'avancer que la désorientation des individus face à des possibilités en surnombre, qui se modifient constamment, qu'ils ne connaissent pas ou dont ils ne disposent que d'une connaissance imparfaite, et entre lesquelles ils sont contraints d'arbitrer dans un contexte d'urgence permanente, a pour effet d'entériner la dépendance aux suggestions émises par les algorithmes des plateformes numériques en tant qu'outils ou médiations nécessaires à la prise de décision. Dans un espace urbain comme celui de la région francilienne par exemple, comment en effet s'assurer de trouver le restaurant qui correspondra le plus à nos attentes ? À moins de s'engager dans un long travail de recherche et de documentation, l'individu sera contraint, soit de choisir par défaut, soit de s'en remettre à l'intelligence et aux informations incorporées dans les algorithmes. De même pour le choix d'un concert ; de même pour le choix du trajet permettant de s'y rendre... Autant de difficultés quotidiennes qui ne se posent pas dans les espaces où les possibilités offertes à chaque individu sont moins nombreuses et plus stables, et où ces derniers ont en outre probablement plus le temps de réfléchir et de choisir - à moins qu'il n'aient même pas à réfléchir et à choisir faute de possibilités entre lesquelles arbitrer. On aperçoit donc ici le paradoxe inhérent à l'« ère de l'hyperchoix » analysée par François Ascher : le choix individuel est possible ; il est requis même ; mais les possibilités sont si nombreuses et changeantes qu'il devient impossible de l'effectuer en l'absence d'une aide extérieure, d'informations et d'une intelligence que les individus doivent aller chercher en dehors d'eux pour pallier à leur manque (relatif) de connaissances ou à l'impossibilité d'acquérir ces dernières dans des délais satisfaisants au regard des contraintes temporelles qui s'imposent à eux. L'hyperchoix, l'illimitation des possibles, s'accompagne ainsi d'une insuffisance cognitive qui place les individus dans la dépendance à l'égard des plateformes numériques en ce qui concerne la conduite de leur vie quotidienne. « Obsolètes », car désormais incapables de s'approprier de manière autonome un monde devenu trop vaste et trop instable pour eux (Anders, 2001), les individus n'ont de fait d'autres choix que de se transformer en individu-cyborg.

Encadré 19. La production de la ville à la carte numérique et l'avènement de l'homo-oeconomicus-cyborg.

Il est amusant de noter, pour celui qui dispose d'une formation en économie bourgeoise, que la production de la ville à la carte numérique a pour résultat anthropologique de concrétiser l'essentiel des hypothèses qui définissent « l'homo-oeconomicus », la représentation axiomatique de l'individu sur laquelle reposent les modèles économiques relevant de l'école néoclassique en sciences économiques: un pur atome individuel disposant d'une information et d'une rationalité parfaites qui lui permettent de prendre instantanément des décisions optimales. Ironie de l'histoire cependant, c'est à l'heure où cette représentation abstraite de l'homme se concrétise que les économistes néoclassiques l'abandonnent au profit d'un empiricisme non moins abstrait.

Mais il y a tout de même une différence fondamentale qui distingue l'homo-oeconomicus-cyborg de l'homo-oeconomicus de l'école néoclassique : les informations et la rationalité qui permettent au premier de prendre des décisions optimales ne lui appartiennent pas. Autrement dit, la différence entre l'homo-oeconomicus théorique et l'homo-oeconomicus réellement existant (réalisé), c'est que ce dernier est un prolétaire. Ce que ne pouvaient naturellement pas admettre, ni même prévoir, les théoriciens bourgeois de l'école néoclassique.

La dépendance de la vie quotidienne métropolitaine à l'égard des plateformes numériques trouve par ailleurs une autre de ses conditions de possibilité dans la désynchronisation des parcours et des emplois du temps individuels. Face à l'atomisation des individus et à leur *éparpillement* dans l'espace et dans le temps, les plateformes numériques se présentent en effet comme un outil de *resynchronisation virtuelle* des pratiques individuelles (Claret, 2020). Aux rendez-vous collectifs désinstitutionnalisés, elles substituent des espace-temps virtuels qui permettent aux individus d'interagir les uns avec les autres en dépit de leur isolement et de leur éparpillement.

Ainsi, loin de constituer un phénomène indépendant qui contiendrait en lui-même ses conditions de possibilité, l'essor des plateformes numériques semble au contraire devoir se concevoir comme un produit ou comme une émanation de la production de la ville à la carte et de ses conséquences anthropologiques. La possibilité de l'émergence et de la diffusion des plateformes numériques à l'intérieur de la vie quotidienne métropolitaine semble en effet s'appuyer, fondamentalement, sur la nécessité de re-liaison ce qui, au sein de cette vie quotidienne, a été délié ou séparé : à savoir chaque individu vis-à-vis des autres et du monde qui l'entourent. Au prisme de la perspective théorique et analytique qui est la nôtre, il semble alors possible

d'affirmer que *l'essor des plateformes numériques trouve sa condition fondamentale de possibilité dans la dépossession des individus à l'égard de la puissance matérielle des liens* qui s'effectue au travers de la production de la métropole connexionnelle, soit, autrement dit, dans leur incapacité grandissante à accéder de manière autonome, par des moyens de relation qui sont les leurs, aux êtres et aux choses nécessaires à leur subsistance et à leur existence. Décuplée par la densité et la connexité métropolitaine (par les possibilités illimitées ainsi rendues accessibles), cette puissance matérielle est en effet dans le même temps mise hors de portée des individus, séparée de ces derniers ; et c'est sur cette séparation que se fonde la dépendance de la vie quotidienne métropolitaine vis-à-vis des plateformes numériques, qui ne font finalement que s'accaparer sous une forme réifiée cette puissance matérielle aliénée. Comme le suggèrent les arguments qui précèdent en effet, la nécessité du recours aux moyens sociaux de connexion que constituent les plateformes numériques trouve sa première condition de possibilité dans la remise en cause des « moyens de relation » permettant aux individus d'accéder par eux-mêmes à l'autre et au monde : qu'il s'agisse des rendez-vous collectifs qui permettent aux individus de se retrouver et de construire des relations dans la durée ; ou bien des connaissances qui leur permettent de prendre des décisions et de conduire leur vie quotidienne de manière autonome – bien qu'à l'intérieur d'un champ des possibles plus restreint que celui dont permettent de jouir les plateformes numériques.

Cette simple mise en perspective ou contextualisation historique de l'essor des plateformes numériques suffit alors à démystifier le phénomène et à écarter les représentations fétichistes qui l'entourent. Bien loin d'apparaître comme un pouvoir désincarné dont la puissance disruptive viendrait soudainement bouleverser la vie quotidienne métropolitaine, les plateformes numériques apparaissent en effet ici comme les simples dépositaires de la puissance matérielle des liens qui se développe et qui se sépare des individus dans le cadre de la production de la métropole connexionnelle. Le pouvoir des plateformes, qui aura tant subjugué les commentateurs, aussi bien critiques qu'apologistes, repose donc sur une puissance qui n'est pas à proprement parler pas la leur, mais celle des hommes et des femmes qui en sont dépossédés dans le cadre de la production de la métropole connexionnelle. Leur pouvoir, autrement dit, n'a donc pas d'autre fondement réel que cette puissance matérielle aliénée qu'elles s'accaparent sous une forme réifiée, celle de l'algorithme. Il faut alors dénoncer le culot idéologique qui consiste, chez les laudateurs des plateformes numériques, à présenter ces dernières comme un vecteur ou un facteur d'enrichissement de la capacité d'accès des individus à l'Autre et au Monde : elles ne font en vérité que restituer cette capacité aliénée ; mais sous

une forme réifiée qui la rend plus difficilement reconnaissable – et en introduisant au passage, au travers de cette restitution, des éléments de production et de consommation nécessaires à leur valorisation. Symétriquement, la perspective marxiste que nous proposons ici incline également à rejeter les discours de ceux qui, parmi les détracteurs des plateformes, tendent à attribuer à ces dernières un pouvoir démesuré, indépendant, et qui laissent entendre par là qu’il suffirait d’interdire ou de réglementer les plateformes numériques pour atténuer ou mettre un terme à leurs effets aliénants (sur lesquels nous allons revenir dans un instant) : c’est oublier qu’avant de se présenter comme une puissance aliénante, les plateformes numériques sont avant tout le produit d’une puissance aliénée, qui n’est donc pas la leur, mais celle des hommes et des femmes. Plus honnête, la critique marxiste appelle ainsi des formes de luttes plus exigeantes : il ne s’agit plus d’en appeler aux pouvoirs publics et d’espérer un geste législatif ou réglementaire de leur part ; il convient au contraire, pour les hommes et les femmes eux-mêmes, de reprendre le contrôle de leurs liens, et donc de leur existence, en révolutionnant complètement le chantier de la production de l’espace et du temps – ce qui n’exclut pas, bien entendu, d’exproprier sans attendre les capitalistes qui s’enrichissent à partir de cette puissance aliénée qu’est la puissance matérielle des liens humains.

Mais laissons ces considérations pratiques ou politiques de côté. Avant de refermer l’analyse, il convient en effet de souligner que, produit de l’aliénation métropolitaine de la puissance matérielle des liens, l’essor des plateformes numériques constitue dans le même temps un important vecteur du prolongement ou de l’accentuation contemporaine de cette tendance, de telle sorte qu’il participe à la reproduction et à l’approfondissement de ses propres conditions de possibilité - et, plus généralement, à la fabrique de ce monde concrètement abstrait qu’est le monde connexionniste. De fait, en exposant les individus à une infinité de possibilités diverses et changeantes, activables instantanément, partout et tout le temps, les plateformes numériques tendent à approfondir la désorientation des individus et leur incapacité à prendre des décisions par eux-mêmes²⁹⁰ ainsi que la désynchronisation de leur pratique spatiale et temporelle et donc l’isolement qui en découle. Elles reproduisent et accentuent ainsi les traits de l’individu atomisé et égaré dont elles ont besoin.

Mais ce n’est pas tout. Il convient en effet d’aller plus loin dans l’analyse en soulignant qu’en substituant les relations humaines qui ont été réduites dans le cadre de la production de la ville

²⁹⁰) C’est-à-dire de manière autonome, sur la base de médiations (moyens de relation) qui sont les leurs : effort ; connaissances ; aptitudes ; conventions (au sens de l’école française des conventions) ; espace-temps appropriés. Ces exemples permettent de préciser au passage que les moyens de relation ne sont pas nécessairement individuels, bien au contraire.

à la carte par des connexions - par définition hétéronomes, éphémères, pullulantes et changeantes - et en accentuant ou en institutionnalisant ce faisant la dépossession de la puissance matérielle des liens et la « privation de monde » (Fischbach) qui en résulte, l'irruption des plateformes numériques à l'intérieur de la vie quotidienne métropolitaine contribue, plus généralement, à la (re)production de la structure narcissique de l'individualité contemporaine dont dépend non seulement la viabilité passionnelle de la norme de consommation inhérente au modèle des plateformes, mais aussi, celle de la norme de production qui lui correspond.

Ce n'est toutefois que dans le chapitre IX que nous développerons cette idée en précisant les trois principales propositions encore insuffisamment ou non explicitées qu'elle contient. Ces propositions auront à répondre aux questions suivantes :

- 1- En quoi le processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion revient-il à déposséder les individus de leur capacité à s'approprier l'Autre et le Monde ?
- 2- En quoi cette « privation de monde » (dépossession de la puissance matérielle des liens) participe-t-elle à la reproduction de la structure narcissique de l'individualité contemporaine ?
- 3 – En quoi les inclinaisons passionnelles caractéristiques de l'individualité narcissique conditionnent-elles la viabilité des normes de consommation et de production inhérentes au modèle des plateformes et, plus généralement, la viabilité des exigences contemporaines de la valorisation du capital ?

5.3. Conclusion. Le prolongement métropolitain de la « production circulaire de l'isolement ».

Si l'on devait résumer en une citation les analyses qui précèdent, c'est probablement vers Guy Debord qu'il conviendrait de se tourner. Dans *La société du spectacle*, il écrivait en effet ceci : « *Le système économique fondé sur l'isolement est une production circulaire de l'isolement. L'isolement fonde la technique, et le processus technique isole en retour. De l'automobile à la télévision, tous les biens sélectionnés par le système spectaculaire sont aussi ses armes pour le renforcement constant des conditions d'isolement des « foules solitaires ». Le spectacle retrouve toujours plus concrètement ses propres présuppositions* » (Debord, 1992, p. 15).

De fait, l'essentiel de nos analyses aura ici consisté à montrer en quoi l'essor des plateformes numériques vient aujourd'hui prolonger cette production circulaire de l'isolement. La mise en œuvre de notre démarche théorique et méthodologique lefebvrienne nous aura cependant permis d'affiner et d'actualiser cette affirmation debordienne en nous permettant de préciser tout à la fois :

- 1- Les *modalités spatiales et temporelles* contemporaines de cette production circulaire de l'isolement : l'individualisation des parcours et des emplois du temps dans le cadre de la production de la ville à la carte (numérique).
- 2- Sa *forme* contemporaine : le processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion, ou de mise en forme connexionnelle des liens humains.
- 3- Son *contenu* ou son enjeu : l'appropriation capitaliste de la puissance des liens humains.

Pour aller au bout de la démarche, il nous aurait en outre fallu préciser les *résultats* de cette production circulaire de l'isolement (qui n'est en fait, on l'aura compris, qu'une expression utilisée par Debord pour désigner le processus d'abstraction capitaliste). Comme nous le disions ci-dessus, ce n'est que dans le prochain et dernier chapitre que nous pourrions tenter de relever cette exigence théorique, qui aurait ici nécessité de trop amples développements analytiques.

De façon plus générale, nous retiendrons de cette analyse de la production de la ville à la carte numérique qu'elle nous aura permis d'actualiser la proposition que nous avons formulée dans la première partie de cette thèse (V) au sujet des rapports unissant l'espace, la technique et le temps dans le cadre du processus d'abstraction capitaliste. De fait, nous nous sommes attachés à montrer, pour ainsi dire, que *la numérisation de la vie quotidienne est au régime métropolitain de production de l'espace et du temps ce que l'automatisation du procès de travail était au régime industriel de production de l'espace et du temps* (dit « régime de l'usine »). Dans cette perspective, nous avons essayé de défendre une idée que l'on peut ici résumer en la reformulant selon deux perspectives différentes, matérialiste pour la première et structuraliste pour la seconde – ce qui permet de restituer sous une forme schématique la méthode dialectique d'investigation que nous utilisons (consistant à déceler le structurel dans le matériel) :

- 1- La plateformisation s'inscrit dans la production de la ville à la carte : elle se fonde sur l'isolement et la désorientation des individus caractéristiques de la vie quotidienne métropolitaine et contribue en retour à accentuer ces mêmes propriétés en approfondissant encore un peu plus leurs causes immédiates : à savoir la désynchronisation des parcours et des emplois du temps individuels d'une part et l'impossibilité de prendre des décisions de manière autonome dans un contexte marqué par « l'hyperchoix » (Ascher, 2006) et « l'urgence permanente » (Aubert, 2003).
- 2- La plateformisation s'inscrit dans le processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion : elle se fonde sur la réduction métropolitaine des relations humaines, sur

leur effacement et leur perte d'autonomie ; et concourt en retour à remplacer ces dernières par de simples connexions, par définition hétéronomes puisque médiatisées par des choses qui sont étrangères aux individus. Elle s'inscrit autrement dit dans le processus historique au travers duquel le capital s'approprie la puissance matérielle des liens humains et dépossède les hommes et les femmes de cette dernière. Produit de la remise en cause métropolitaine des moyens de relation, elle contribue en retour à la généralisation des moyens de connexion.

Enfin, au regard des objectifs analytiques qui sont ceux de la seconde partie de cette thèse, l'analyse proposée ici nous aura permis de mettre en évidence les spécificités matérielles du prolongement contemporain du processus d'abstraction capitaliste. De fait, si l'on tente de dresser une liste comparative des modalités spatiales d'appropriation capitaliste de la puissance des hommes et des femmes respectivement en vigueur dans le cadre du régime de l'usine d'une part et du régime métropolitain d'autre part, on ne peut être que frappés par leurs différences :

rassemblement / éparpillement

concentration / pulvérisation

immobilisation / mise en mouvement

enfermement / égarement

« Ligotage » (à la machine) / « délayage » ou « noyage » (dans l'urbain numérisé)

Absence de choix / surabondance de choix

De même, nous avons pu commencer à suggérer à quel point, dans cette nouvelle réalité matérielle, l'aliénation des hommes et des femmes à l'égard de leurs propres puissances est vécue différemment que dans le précédent régime de production de l'espace et du temps. En particulier, nous avons souligné que l'aliénation métropolitaine tend à se traduire par l'excitation, l'angoisse, le stress et la désorientation des individus face à l'excès de sollicitations dont ils font l'objet ; plus que par l'effacement, l'ennui et souvent la colère que suscitait l'exécution routinière de tâches prescrites par la hiérarchie.

Ces différences ne sont certes pas très étonnantes : il n'est pas surprenant en effet que les modalités matérielles de l'appropriation capitaliste de la vie quotidienne soient différentes de celles que revêtait l'appropriation capitaliste du procès de travail. Mais elles nous semblent

néanmoins pertinentes à relever pour les questions qu'elles suscitent et pour les analyses complémentaires qu'elles imposent.

De fait, dans le prochain chapitre (VIII) nous allons nous interroger sur la manière dont ces propriétés matérielles de la vie quotidienne métropolitaine s'entretiennent avec les formes contemporaines de socialisation du capital (productif) sur lesquelles reposent, comme nous l'avons déjà suggéré à plusieurs reprises, les formes contemporaines de la valorisation du capital. Puis, dans le dernier chapitre (IX), nous reviendrons sur les formes déterminées d'aliénation capitaliste que matérialisent et reproduisent ces propriétés matérielles (concrètement abstraites) de la vie quotidienne métropolitaine ; et nous soulignerons en quoi ces formes d'aliénation, qui se traduisent comme nous avons déjà commencé à le suggérer dans la production métropolitaine d'une individualité historique de type narcissique, conditionnent les formes contemporaines de la valorisation du capital – et notamment cette tendance au travers de laquelle les capitalistes se délestent de la fonction sociale consistant à abstraire la pratique sociale pour se contenter de « s'en abstraire ».

6. En guise de conclusion. Le récit tragique de l'abstraction capitaliste de l'espace et du temps.

Nous pensons avoir suffisamment précisé la problématique de cette partie et la logique de sa structuration au cours des développements qui précèdent pour qu'il ne soit pas nécessaire de demander à cette conclusion d'assurer la transition avec la prochaine section. Le lecteur sait qu'il s'agira d'y trouver les conditions qui permettent d'expliquer la viabilité de la réalité que nous avons étudiée ici. C'est suffisant. Nous préférons donc à la place raconter une histoire. L'histoire tragique d'une relation symbiotique qui vira à la destruction mutuelle des deux termes impliqués : celle de l'espace et du temps pris sous les rapports de production capitalistes.

Henri Lefebvre nous a déjà raconté les débuts de cette histoire (II à V). Dès son émergence historique, le capital a tiré l'espace et le temps de l'amour parfait qu'ils filaient dans leur réalité ontologique (encadré 20), quand l'espace se laissait déterminer par le temps et qu'il s'offrait à lui comme son mode de réalisation. Il a joué sur la dépendance dans laquelle se trouvait le temps à l'égard de l'espace et a transformé ce dernier en un instrument lui permettant de régenter le premier. Car le capital avait toujours été effrayé par le temps. Et avait toujours rêvé de le dominer, voire de l'éliminer. Ce qu'il fit en s'emparant de l'espace. Ce processus fut long et progressif. Le couple espace-temps connu de nombreuses crises, qui déterminèrent une succession de différents régimes au fil desquels leur relation ne cessa de se détériorer. L'espace,

de plus en plus profondément possédé par le capital, dominait de plus en plus violemment le temps. Ce dernier avait beau résister, le capital savait se servir de l'espace pour déjouer toutes ses tentatives et les retourner contre lui. L'espace, qui avait toujours fidèlement accompagné le temps dans son effectuation, se transformait peu à peu en un manipulateur des plus pervers. Au début, quand le capital commença à s'immiscer en lui, il arbora des traits agressifs, qui le rendaient méconnaissable. Il se couvrit progressivement de clôtures au sein desquelles il enfermait le temps pour lui faire subir toutes les réductions, pour le lisser et le comprimer, jusqu'à l'annihiler. Mais à mesure qu'il disloquait et réduisait le temps, l'espace, qui n'avait jamais existé que par et pour ce dernier, commençait lui-même à se voir dépossédé de toutes propriétés. Il commença d'abord par se fragmenter et à perdre son unité. Supprimant lui-même son contenu, il sombra lentement dans le vide et l'ennui. Puis, quand il eut anéanti la succession temporelle du réel au profit de la coexistence spatiale des possibles, il se dissipa dans le virtuel pour ne plus demeurer que sous une forme insignifiante et fantomatique, un réseau hyperscalaire de connexions potentielles et réversibles, qui ne dit rien d'autre de lui que le crime dont il s'est rendu coupable et qui l'aura finalement conduit à sa perte.

C'est donc bien une histoire tragique que nous analysons dans cette deuxième partie de thèse : celle d'une histoire d'amour qui vira au cauchemar lorsque l'espace s'est progressivement vu saisir par une puissance étrangère qui l'amena à supprimer la raison de son existence et donc à se supprimer lui-même, ou à n'être qu'une carcasse vide et indéterminée.

Encadré 20. Correction.

Nous commettons une erreur en disant que l'amour que filaient l'espace et le temps dans leur réalité ontologique était parfait. Celui-ci avait une faille : le caractère fusionnel de leur relation et leur absence d'existence autonome. Et c'est précisément dans cette faille que s'est glissé le capital pour dominer le temps en s'emparant de l'espace – avant de supprimer l'un et l'autre.

Chapitre VIII. La production de la métropole relationnelle comme expression des transformations du procès de production capitaliste et de l'approfondissement du processus de socialisation du capital.

« La victoire de l'économie autonome doit être en même temps sa perte. (...). Au moment où la société découvre qu'elle dépend de l'économie, l'économie, en fait, dépend d'elle »

(Debord, 1992, p. 30)

Nous proposons dans ce chapitre de pénétrer dans les soubassements relationnels de la métropole connexionnelle afin d'identifier certaines des conditions socialisées et refoulées sur lesquelles reposent les fantasmes contemporains de toute-puissance du capital que nous avons analysés dans le chapitre précédent. Ainsi, après avoir donné à voir l'*omnipotence* contemporaine du capital, qui tend au travers de la production de la métropole connexionnelle à se réaliser sous la forme d'un sujet automate à la puissance surhumaine, capable de s'affranchir de toutes les médiations et ainsi de se valoriser de manière fluide, flexible, « instantanée » et « illimitée », nous allons à présent mettre en exergue sa profonde *dépendance* à l'égard de ressources qui se produisent et se reproduisent en dehors des rapports marchands et du rapport salarial. Mais surtout, nous mettrons en exergue la dépendance des capitaux individuels à l'égard de ressources (valeurs d'usage) qu'ils doivent trouver en dehors d'eux - i.e., qui ne sont pas produites et reproduites dans le cadre de leur procès de mise en valeur.

Les analyses qui seront proposées ici permettront ainsi de répondre aux questions qui ont été ouvertes et laissées en suspens dans ce qui précède. En particulier, il s'agira de montrer *où, quand, et comment* sont produites les ressources préconstituées que les capitalistes connexionnistes (la frange dominante du capital à l'époque contemporaine) n'ont qu'à « agencer » selon une « combinaison inédite » pour s'arroger une position de monopole et ainsi obtenir la capacité d'engranger de la survaleur extra. Ainsi, et plus généralement, il s'agira au travers de ces analyses d'étayer l'une des thèses centrales de cette partie, déjà ébauchée dans certains des points précédents, qui est celle qui consiste à avancer que, dans le régime métropolitain de production de l'espace et le temps, *le capital se réalise dans son essence de « forme vide et autoréférentielle » en se déchargeant sur le prolétariat de la production, de la gestion, de l'entretien et de la mise en œuvre de son contenu* (des valeurs d'usages qui entrent dans son procès de reproduction immédiat). Jusque-là en effet, dans le point consacré à

l'analyse de l'évolution contemporaine des rapports centre-périphéries notamment, mais aussi dans celui consacré à l'évolution des principes et logiques de la division capitaliste du travail, ou encore dans celui qui se proposait d'analyser la production des espaces superposant qui s'effectue dans le cadre de la numérisation de la vie quotidienne, nous nous sommes pour l'essentiel contentés de présenter ce déchargement ou ce « délestage » comme une condition de possibilité de l'accroissement de la célérité, de la fluidité, de la flexibilité, mais aussi des possibilités de la valorisation du capital — et partant, comme une condition de possibilité de la concrétisation contemporaine des fantasmes de toute-puissance du capital. Nous avons tout au plus indiqué certaines des modalités de ce délestage, en soulignant notamment qu'il s'effectue dans le cadre du passage du contrôle des moyens sociaux de production au contrôle des moyens sociaux de connexion en tant que nouveau fondement du pouvoir de la classe capitaliste. Au travers des analyses qui vont suivre, nous espérons donc réussir à donner plus de consistance à la réalité matérielle de ce délestage et ainsi pouvoir en développer les incidences historiques et la signification théorique.

Sur le plan théorique, ces analyses vont de fait nous permettre d'enrichir notre caractérisation de la puissance que s'approprie le capital dans le cadre de son régime métropolitain de production de l'espace et du temps. Nous verrons en effet que la puissance combinatoire de la métropole ne se matérialise pas simplement dans les centres de commandement métropolitains et dans les réseaux de connexions qu'ils organisent, mais également et inséparablement dans les écosystèmes relationnels que renferment et auxquelles permettent d'accéder les métropoles.

Pour formuler les choses encore autrement, on pourrait enfin dire que l'enjeu sera ici de commencer à analyser le « dehors interne » du capital que nous avons identifié dans le chapitre précédent comme l'une des conditions de possibilité de la concrétisation contemporaine de l'abstraction capitaliste et de la survie contemporaine du capital. En un sens en effet, il s'agira ici de justifier pourquoi nous parlons, au sujet de la production des valeurs d'usage que mobilisent les capitaux individuels dans le cadre de leur procès de mise en valeur, d'une réalité « externe », non seulement à ces capitaux individuels, mais aussi, dans bien des cas, à ces deux rapports sociaux fondamentaux que sont, dans le cadre du mode de production capitaliste, le rapport salarial d'une part et le rapport marchand d'autre part. Le prochain et dernier chapitre aura alors ensuite pour objectif, on l'aura compris, de préciser en quoi nous parlons malgré tout d'un dehors « interne » au capital.

*

L'organisation de ce chapitre diffère assez largement de celle qui régissait le précédent. Sa démarche est moins inductive et plus synthétique, car sa vocation n'est pas de faire émerger de nouvelles questions, mais comme on l'a dit de proposer des éléments de réponse aux questions qui ont émergé au cours de nos développements antérieurs. Ainsi, nous ne partons pas de l'analyse de faits stylisés, mais directement d'une revue synthétique des travaux académiques susceptibles de nous aider à élaborer une représentation heuristique de la production de la métropole relationnelle. Dans cette perspective, nous collectons et nous discutons tour à tour des enseignements que l'on peut extraire des travaux d'obédience néoclassique (section 1), de ceux que l'on peut tirer des travaux d'inspiration institutionnaliste (section 2) et enfin de ceux que l'on peut emprunter à des travaux d'obédience marxiste (section 3).

Section .1. Les enseignements des approches néoclassiques.

« Cities act as forges of human capital » (Glaeser, 1999, p.214, cité par Lalanne et Pouyanne, 2011, p.36)

Les travaux d'obédience néoclassique, ou plus généralement ceux qui relèvent des approches standards en économie géographique, ont apporté plusieurs arguments permettant d'étayer la figure de la métropole relationnelle et donc, après traitement critique, de nous renseigner sur les formes contemporaines du processus de socialisation du capital que matérialise sa production. Nous nous permettrons néanmoins de passer relativement rapidement sur ce point car nous avons en fait déjà avancé dans la précédente section les principaux arguments qu'il convient de mettre en avant. Il s'agira donc ici essentiellement de rappeler les leçons les plus importantes que l'on peut retenir de ces travaux dans le cadre de notre essai sur le régime métropolitain de production de l'espace et du temps.

1. Restitution

Le tournant des années 2000 aura constitué une importante période d'évolutions ou d'ajustements théoriques dans le domaine de l'économie géographique standard (Lalanne & Pouyanne, 2011). Pour cause, au cours des années 1990, les économistes occidentaux se sont trouvés confrontés à un paradoxe : celui du « retour des grandes villes » (Davezies, 2015b). Celui-ci avait en effet ceci d'étonnant qu'il rompait autant avec la dynamique fordienne

« d'exode urbain » (Carroué, 2014) de l'activité économique, industrielle notamment, qu'avec les difficultés économiques et sociales que ces dernières avaient rencontrées entre le milieu des années 1970 et le début des années 1990 - alors symbolisées aux États-Unis par l'état de quasi-faillite de la ville de New York en 1976 et, plus généralement, dans la plupart des grandes villes occidentales, par l'accroissement du chômage, de la pauvreté, des inégalités, de l'endettement public et privé, ou encore de la déviance et de la criminalité, dans un contexte qui était alors qualifié de « crise urbaine » (Le Galès, 1990). Bien qu'essentiellement limitée aux indicateurs économiques (emploi, productivité, croissance), l'amélioration assez soudaine des performances des grandes agglomérations urbaines à partir des années 1990 (après la récession de 1992-1993 en France, pour la région francilienne – mais plus nettement encore à partir de 2007) fut en outre d'autant plus surprenante pour les observateurs qu'elle contrariait la plupart des prophéties qui avaient été formulées à leur sujet au cours des deux décennies antérieures (Leamer & Storper, 2005). Pendant les années 1970 et 1980, de nombreux observateurs, impressionnés par les progrès des moyens de transport et le développement des technologies de l'information et de la communication, avaient en effet prédit le triomphe des forces de dispersion spatiale en matière économique et démographique et le déclin inéluctable des grandes agglomérations urbaines, dans un monde qui devait plus généralement être celui de la « fin de la géographie » (O'Brien, 1992) - entendue dans cette ligne de pensée comme « abolition de la tyrannie de la distance » (Blainey, 1983). Aussi, dans le champ non pas cette fois de l'économie urbaine et régionale, mais dans celui de l'économie internationale, les économistes standards se sont heurtés au paradoxe qui était pour eux celui de l'accroissement des inégalités interrégionales au sein des espaces continentaux ayant adoptés le libre-échange (Union européenne ; ALENA, etc.) et dans lesquels, plus généralement, les coûts de transaction diminuaient fortement. Alors que les modèles standards prévoyaient que l'intégration de plusieurs économies sous un régime de libre circulation des marchandises et des facteurs de production impulserait un processus de convergence des niveaux de développement, la réalité donna en effet au contraire à voir un sensible renforcement de la concentration spatiale de l'activité économique au profit des plus grandes agglomérations ou régions urbaines des économies les plus développées (Bernard, Lapointe, & Laurin, 2003) – qui eut par la suite tendance à s'accroître, notamment à l'intérieur de la zone euro et, plus particulièrement encore, au sein de cette dernière, à partir de 2008 (Bourdin, 2017).

L'aggiornamento théorique qu'imposait la résolution de ces paradoxes s'effectua tout d'abord au travers de l'émergence de la « Nouvelle Économie Géographique » (Krugman, 1991; Fujita

& Krugman, 2004), dont le principal apport fut d'introduire une hypothèse marshallienne - la concurrence imparfaite en présence de rendements d'échelles croissants - dans les modèles d'inspiration néoricardienne de l'économie géographique standard afin de permettre à cette dernière de reconnaître l'existence de « forces d'agglomération » dans les logiques de localisation des entreprises (Coissard, 2007). Ces travaux ont ainsi permis de montrer que lorsque les coûts de transaction sont faibles ou tendent à diminuer (comme c'est le cas avec le développement des moyens de transport et de communication ou avec l'approfondissement des formes d'intégration économique à l'échelle continentale), l'existence de rendements d'échelles croissants se traduit par la concentration spatiale de l'activité économique : les entreprises concentrent leur production sur un seul site et desservent l'ensemble des marchés depuis ce dernier afin de maximiser les économies d'échelles. Mieux encore, la mise en avant de l'importance des économies externes (qui désignent initialement chez Krugman la diminution des coûts de production que permettent la mutualisation de biens communs, la mise en commun du marché du travail et la disponibilité de fournisseurs spécialisés) permet d'expliquer ou de préciser pourquoi les entreprises tendent à concentrer leur production, non pas de manière aléatoire dans l'espace, mais de manière privilégiée à l'intérieur (ou au bord) des plus grandes agglomérations urbaines : les travaux empiriques montrant en effet que l'importance des externalités d'agglomération dépend de manière positive de la taille et de la densité des espaces considérés (Galetty, 2014).

Par la suite, à partir de la fin des années 1990, la notion d'« économie externe » est reprise et approfondie dans le but plus spécifique de rendre compte du succès rencontré par les espaces métropolitains dans le cadre de l'« économie de la connaissance » (Foray, 2000). Il s'agit en effet principalement, à partir de cette date-là, de déterminer les fondements de l'avantage comparatif que semblent détenir ces derniers en matière de production de l'innovation (Lalanne & Pouyane, 2011). Initialement limitée chez Krugman aux économies externes pécuniaires intrasectorielles (« externalités de localisation »), l'analyse des externalités d'agglomération s'élargit ainsi progressivement à la prise en compte des externalités non pécuniaires, aussi bien intrasectorielles (externalités MAR) qu'intersectorielles (« externalités Jacobs » ou d'« externalités d'urbanisation »). Sous l'influence des théories de la croissance endogène et du capital humain (Lucas, 1988; Romer, 1990), les travaux de l'économie géographique standard vont en effet mettre l'accent sur ces « externalités cognitives » (ou « externalités dynamiques d'apprentissage ») que permettraient de générer les espaces métropolitains en raison de la quantité et de la diversité des activités qu'ils concentrent. L'idée est qu'en facilitant la

circulation des connaissances et des compétences entre les agents, la densité et la diversité caractéristiques des espaces métropolitains permettraient d'accroître de manière endogène (c'est-à-dire sans qu'aucun investissement monétaire ne soit réalisé) la quantité et la qualité de ces mêmes compétences et connaissances. Sur la base de cette hypothèse - qui s'appuie donc fondamentalement sur la définition de la connaissance et des compétences en tant que valeurs d'usage dont l'utilité, non seulement ne diminue pas, mais s'accroît avec l'usage - l'économie géographique standard en vient ainsi à proposer une représentation heuristique des espaces métropolitains donnant à voir ces derniers, ou plus exactement la densité et la diversité qui les caractérisent, comme les *supports d'une dynamique endogène d'accumulation du capital humain ayant pour effet d'accroître de manière cumulative le potentiel d'innovation des entreprises qui y sont localisées* (Acs, 2002, 2006 ; Duranton & Puga, 2004, ; Glaeser, 1999).

2. Discussion.

Souvent moquées pour leur simplicité et leur caractère schématique par les géographes et les économistes hétérodoxes (Benko & Lipietz, 1992), ces analyses issues de l'économie géographique standard constituent néanmoins une entrée pertinente pour enrichir notre analyse du régime métropolitain de production de l'espace et du temps.

De fait, en soulignant l'importance des externalités cognitives secrétées par les espaces métropolitains dans le fonctionnement de l'économie contemporaine, ces travaux suggèrent à leur manière que l'on assiste depuis une trentaine d'années à une profonde transformation du mode matériel d'existence du capital productif (des moyens de production) et, partant (IV), à une évolution significative de la forme sociale de ce dernier – que nous ne préciserons complètement que dans le prochain chapitre. À l'évidence en effet, selon ces travaux, le capital productif tend à ne plus être exclusivement produit dans le cadre des investissements privés réalisés par les capitaux individuels et à ne plus être entièrement incorporé par eux sous forme de capital fixe. Il tend au contraire à se produire et à s'enrichir dans l'espace social de la métropole, en circulant au sein de ce dernier, et à être simplement capté ou prélevé sous forme d'externalités par les capitaux individuels. Ces derniers, notamment ceux qui sont engagés dans la production de l'innovation, tendent ainsi à se valoriser sur la base de ressources *qui sont produites en dehors d'eux*, de manière non marchande (c.-à-d., sans qu'il y ait compensation monétaire) ; et *qu'ils laissent en dehors d'eux*, en se gardant de les internaliser et en se contentant de les mobiliser de façon ponctuelle.

Ainsi, en théorisant le rôle des externalités métropolitaines dans le fonctionnement de l'économie contemporaine, les économistes mainstream procèdent implicitement à un aveu de taille. Loin de continuer à envisager l'entreprise capitaliste comme une boîte noire autosuffisante, ces derniers reconnaissent en effet implicitement la profonde dépendance dans laquelle se trouvent les capitaux individuels vis-à-vis de leur environnement extérieur. Mieux encore, en reconnaissant que les connaissances et compétences que mobilisent les entreprises sont produites et entretenues en dehors d'elles, dans l'espace social de la métropole, ces travaux nous offrent en fait une première représentation théorique des formes contemporaines de socialisation du capital productif : à savoir donc, de la manière dont, dans le capitalisme contemporain, les capitaux individuels se déchargent sur les espaces métropolitains (ou plus exactement sur les individus qui peuplent ces derniers) de la production et de l'entretien des moyens de production.

On peut alors souligner que cette existence extérieure et cette forme socialisée de la (re)production des moyens de production sont au cœur des formes contemporaines de valorisation du capital que nous avons analysées dans la section précédente. Précisons rapidement en quoi.

Tout d'abord, le fait que les éléments du capital productif que constituent les ressources et capacités cognitives dont sont porteurs les travailleurs existent et se reproduisent en dehors des capitaux individuels (de leurs procès de valorisation) permet à ces derniers d'accroître leur *flexibilité*, c'est-à-dire leur capacité à réorganiser promptement et avec des coûts limités leurs chaînes de valeur de manière à pouvoir se désengager des marchés en difficulté et à parvenir à saisir de nouvelles opportunités. De fait, dans la configuration socio-matérielle que nous décrivons ici, le capital productif n'est pas *avancé* ou *engagé* par les capitaux individuels, mais pour ainsi dire *loué* par ces derniers. Il est donc pour eux plus facile, moins coûteux, de s'en séparer si le besoin ou l'intérêt s'en fait sentir. Concrètement, en effet, pour les capitaux individuels, se délester d'une partie de leur capital productif ne reviendra pas pour eux à renoncer à un retour sur investissement, puisque l'investissement a été réalisé par les travailleurs qui peuplent les métropoles.

Du même coup, cette existence extérieure et cette forme socialisée du capital productif permettent aussi d'assurer la *fluidité* des formes contemporaines de valorisation du capital, c'est-à-dire la continuité de sa valorisation (en dépit même du caractère erratique des fluctuations conjoncturelles inhérentes au capitalisme contemporain). En se déchargeant sur la

métropole (les individus qui y survivent) de la production et de l'entretien du capital productif, le capital se décharge en effet également des risques y afférents.

Aussi, en substituant (théoriquement parlant) les immobilisations en capital fixe par la mobilisation ponctuelle et réversible de ressources secrétées dans le cadre de la production de l'espace métropolitain, le capital parvient à accroître la *célérité* de son procès de valorisation en faisant de fait l'économie du temps nécessaire à la formation et à l'amortissement du capital productif. Plus généralement, en fait, cette existence extérieure et cette forme socialisée du capital productif ont en elles-mêmes, toutes choses égales par ailleurs²⁹¹, pour effet de limiter la hausse de la composition organique du capital. De fait, quand les moyens de travail sont produits et incorporés par les travailleurs et quand (premier cas de figure) la valeur de leur amortissement est intégrée dans la valeur de la force de travail, alors la quantité de capital avancée par les capitaux individuels est égale à la quantité de capital effectivement consommée (ou mise en valeur) par eux, ce qui revient de fait à lever l'un des mécanismes de la baisse tendancielle du taux de profit²⁹². Mieux encore (du point de vue de la valorisation du capital), la valeur des connaissances et des compétences que détiennent les travailleurs peut ne pas être reconnue et, le cas échéant, ne pas être intégrée dans la rémunération de la force de travail de ces derniers : dans ce cas de figure, l'accroissement de la composition technique du capital en lien avec la mobilisation de ces moyens de production que sont les connaissances et les compétences accumulées des travailleurs ne se traduira par aucune augmentation de la composition organique du capital.

Enfin, il faut également rappeler, après l'avoir une première fois mentionné dans le chapitre précédent (VII.1.3), que cette production endogène de ressources et de capacités cognitives qui s'effectue dans le cadre de la production de l'espace métropolitain *a pour effet d'élargir en continu les possibilités de la valorisation du capital* : l'espace métropolitain se présentant de fait, sous ce rapport, comme un terrain vivant qui se reproduit de manière autonome (du point de vue des capitaux individuels) et qui assure ce faisant la reproduction permanente des conditions de la valorisation du capital.

²⁹¹) Nous verrons plus loin que la captation par les entreprises des externalités cognitives générées par les espaces métropolitains n'est pas totalement gratuite : en plus de pouvoir être intégrée dans la valeur d'échange de la force de travail, elle est en effet également médiatisée par la rente foncière et immobilière.

²⁹²) La diminution de la part du capital consommé par rapport à l'ensemble du capital avancé est en effet l'un des facteurs aggravants de la baisse tendancielle du taux de profit, qui s'ajoute à la hausse de la composition organique du capital et qui résulte, comme elle, de la tendance à la substitution du capital (fixe) au travail.

Au total donc, avec cette représentation de l'espace métropolitain comme « vivier d'externalités cognitives », ou comme « générateur de capital humain », les travaux de l'économie géographique standard nous offrent ici un premier aperçu de la dimension *productive* de la puissance matérielle (« puissance combinatoire ») et sociale (« puissance PFFA ») sur laquelle repose le développement métropolitain du capital. Ce faisant, ces travaux nous permettent de donner un premier élément de réponse théorique à la question de savoir *où, quand et comment* sont produits et entretenus les contenus matériels (valeurs d'usage) que les capitaux individuels combinent et recombinent depuis les centres de pilotage des réseaux de la circulation du capital (VII). Ils nous permettent donc, en d'autres termes, de disposer d'une première représentation théorique du « terrain de chasse » sur lequel les capitalistes connexionnistes se livrent à leurs activités prédatrices. Autrement dit encore, en nous permettant de définir le mode matériel d'existence du capital productif inhérent aux formes de valorisation connexionnistes du capital que nous avons analysées dans le précédent chapitre, ces travaux nous fournissent un premier aperçu des dessous socialisés du capital autonomisé.

Cette première représentation de la métropole relationnelle comme « générateur endogène de capital humain » est néanmoins loin de ce suffire pour cela. Pour obtenir une représentation plus précise des formes contemporaines de socialisation du capital productif sur lesquelles repose le prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital, nous proposons donc, après ce premier aperçu, de nous tourner vers les analyses institutionnalistes et marxistes des recompositions productives qui accompagnent le processus de métropolisation.

Section 2. Les enseignements des approches institutionnalistes.

Les approches institutionnalistes en sciences sociales ont proposé de nombreux travaux susceptibles de nous aider à approfondir notre analyse de la production de la métropole relationnelle et des transformations structurelles qu'elle met en jeu. Bien que s'appuyant sur des fondements scientifiques significativement différents de ceux des travaux d'obédience néoclassique (Benko & Lipietz, 1992), ces travaux proposent une représentation théorique du rôle des espaces métropolitains dans le fonctionnement contemporain du capitalisme qui converge finalement assez largement avec celle que nous fournissent ces derniers. De fait, en toute généralité, ils s'accordent avec eux pour définir l'espace métropolitain comme un « espace de fertilisation endogène des ressources productives que mobilisent les capitaux individuels dans le cadre de leur procès de mise en valeur ». Néanmoins, en proposant des

analyses plus concrètes des recompositions spatiales et temporelles de la production capitaliste qui accompagnent le processus de métropolisation, ces travaux issus des approches institutionnalistes sont à même de nous fournir une représentation plus fine des formes contemporaines de socialisation du capital productif qui se mettent en place au travers de ce processus. Ils permettent en effet en particulier, comme nous allons le voir, d'ouvrir la « boîte noire » que constitue la notion d'externalités cognitives dans les approches d'inspiration néoclassique. Plus précisément, nous allons voir que ces travaux nous donnent les moyens de préciser : le *contenu* ou la nature de ces externalités cognitives ; *comment* ou sous quelles conditions elles sont produites ; *où et quand* elles le sont, c'est-à-dire dans quels lieux et dans quels moments de la vie sociale elles sont produites ; mais aussi *pourquoi* elles le sont, c'est-à-dire pour quelles raisons historiques la métropole en vient à assurer ce rôle de « générateur endogène de capital humain » - ou plus précisément, avec ces travaux, « d'écosystème relationnel générant de manière endogène les ressources cognitives dont s'alimentent les processus productifs ».

1. Restitution.

Il convient avant toute chose de souligner que les travaux que nous regroupons à l'intérieur des approches institutionnalistes sont nettement plus dispersés et hétérogènes que ceux qui s'inscrivent dans la tradition néo-marginaliste. De fait, de nombreux courants de recherche, renvoyant à des disciplines distinctes et comportant des différences théoriques et méthodologiques parfois non négligeables, ont contribué à l'élaboration de la représentation théorique de la métropole relationnelle que nous allons essayer de restituer ici. Parmi eux, nous retiendrons ainsi notamment :

- La littérature sur les « districts industriels de la Troisième Italie » (Becattini, 1992).
- Les travaux du « Groupe Européen de Recherche sur les Milieux Innovateurs » (Aydolot, 1986; Camagni & Maillat, 2005).
- Les travaux de « l'école californienne de géographie économique » (Scott A. , 1988; Piore & Sabel, 1984) et leur prolongement en forme d'ouverture pluridisciplinaire par les tenants de la « Radical Geography » (Amin & Nigel, 2007; Barnes, Peck, Sheppard, & Adam, 2004).
- La tentative de synthèse de ces travaux sous la forme d'une « Nouvelle Géographie Socio-économique » (Benko & Lipietz, 1992; Benko & Lipietz, 2000).

- Les travaux, plus descriptifs, regroupés au sein de la « Nouvelle Géographie Économique » (Klein & Guillaume, 2014).
- Les travaux de « l'école de la proximité » (Pecqueur & Zimmermann, 2004; Torre & Talbot, 2018).
- La tentative de synthèse que constituent les travaux s'inscrivant dans le champ de « l'économie territoriale » (Courlet, 2008; Crevoisier, 2010; Pecqueur & Talandier, 2018).

Il n'est évidemment pas possible de souligner ici, comme il serait souhaitable de le faire, les rapports complexes - entre continuité, porosité, bifurcation et parallélisme - qui unissent et distinguent ces différents courants de recherche. Néanmoins, il est possible d'affirmer que tous ces travaux partagent une problématique théorique commune qui constitue la clef de voute de la représentation théorique de la production de la métropole relationnelle qu'ils sont susceptibles d'alimenter : celle de « l'encastrement institutionnel et relationnel » des activités économiques (Bathelt, 2005; Hess M. , 2004). De fait, c'est sur la base de cette problématique et en référence, selon les cas, soit à l'économie politique de Karl Polanyi (2009), soit à la socio-économie de Marc Granovetter (1985), que les approches institutionnalistes se sont efforcées, dans la diversité de leurs méthodes, d'ouvrir la boîte noire de la notion marshallienne d'économie externe afin d'en analyser plus précisément le contenu, les conditions ainsi que les raisons historiques de leur importance croissante dans le fonctionnement des économies contemporaines. Concrètement en effet, sur la base de cette problématique, les approches institutionnalistes se sont attachées à analyser les interdépendances complexes qui unissent, à l'époque contemporaine, le fonctionnement des activités économiques d'une part et l'organisation relationnelle et institutionnelle de l'espace social dans lequel ces activités sont encadrées (leur « territoire ») d'autre part. C'est ainsi que l'on peut trouver, au sein de cette littérature, une quantité importante de travaux se proposant d'analyser de manière empirique ce qu'une activité trouve au sein d'un territoire, les ressources qu'elle y mobilise, la façon dont elle les mobilise et, inversement, comment une activité participe à la construction d'un territoire, contribue à enrichir ou à épuiser ses ressources, et influence son organisation et sa trajectoire.

Sur le plan analytico-théorique, ces travaux parviennent au résultat général selon lequel « les régions qui gagnent » dans le « capitalisme post-fordiste » sont celles dans lesquelles les activités économiques s'appuient sur les ressources productives du territoire et contribuent en retour à les reproduire et à les enrichir, selon un processus cumulatif dans lequel le développement du territoire se trouve ainsi endogénéisé dans la dynamique économique des

activités qui y sont localisées. Pour le dire autrement et plus simplement, ils montrent ainsi que dans le capitalisme contemporain, les performances économiques des entreprises sont plus dépendantes de leur territoire d'implantation qu'elles ne l'étaient auparavant, mais aussi que, dans le même temps, ces performances contribuent dans une plus large mesure à faire retour de manière positive sur ce territoire, en participant de fait à enrichir les ressources existantes et à en produire de nouvelles.

Parmi ces travaux, certains soulignent alors la rupture que représentent ces évolutions par rapport au capitalisme fordiste, dans lequel la grande entreprise verticalement intégrée se coupait au maximum de son environnement extérieur, pour réduire sa dépendance à son égard, et ne contribuait en retour que faiblement, ou négativement, au développement de ce dernier – en générant de fait principalement des externalités négatives (enrichissement des coûts des facteurs, pollution, congestion, etc.). Pour ces derniers en effet, la crise du capitalisme fordiste aura marqué la « fin de l'indifférence de la production capitaliste vis-à-vis de son contexte géographique et culturel » (Pecqueur, 2006) au profit d'une configuration dans laquelle la production capitaliste tend au contraire à devenir *immanente* à ce dernier – ou, plus exactement, à sa *production*.

Au travers de leurs analyses de la tendance contemporaine au « réencastrement territorial » ou à la « reterritorialisation » de la production capitaliste, les approches institutionnalistes fournissent ainsi une entrée intéressante et pertinente pour identifier les formes contemporaines de la socialisation du capital productif. En particulier, ils invitent, à l'instar des travaux d'obédience néoclassique que nous avons présentés ci-dessus, à reconnaître que, dans le capitalisme contemporain, l'accumulation des moyens de production (c'est-à-dire du capital productif envisagé sous l'angle de son contenu matériel, de sa valeur d'usage) tend à ne plus seulement s'opérer à l'intérieur des entreprises, au travers de leurs investissements en capital fixe, mais qu'il s'effectue également dorénavant dans l'espace social, au travers des dynamiques territoriales qui façonnent ce dernier.

Mais la problématique institutionnaliste du réencastrement territorial de la production capitaliste ne constitue pas simplement une reformulation théorique des analyses de l'économie-géographique standard. Comme nous le disions en introduction en effet, ces analyses sont susceptibles d'offrir une saisie plus précise des formes contemporaines de la socialisation du capital productif en ce sens qu'elles permettent d'éclairer plusieurs angles morts des approches mainstream : l'analyse du « réencastrement » étant de fait plus concrète,

plus matérialiste, que celle des « externalités ». L'apport spécifique des approches institutionnalistes à l'analyse des formes contemporaines de la socialisation du capital productif peut alors se résumer, selon nous, au travers de huit principales propositions analytico-théoriques.

La première concerne la nature ou le contenu des ressources (moyens de production) que les entreprises encastrées puisent au sein de leur territoire d'implantation. Alors qu'au travers de la notion de capital humain les travaux mainstream tendent à mettre principalement voir exclusivement l'accent sur les ressources individuelles (à savoir celles qui sont portées par des individus et qui sont (physiquement) inséparables de ces derniers), les travaux relevant des approches institutionnalistes insistent pour leur part largement sur le caractère *collectif* (institutionnel) des ressources secrétées et mobilisées dans le cadre des formes contemporaines de la production capitaliste. En plus des compétences et des connaissances individuelles, ils intègrent ainsi, parmi les conditions et les résultats des formes contemporaines de la production capitaliste, les ressources collectives que sont la « culture locale », « l'ambiance » ou l'« atmosphère » du territoire, sa « gouvernance », les normes et les valeurs consignées dans « la mémoire » de ce dernier, la « confiance » que ces normes et valeurs partagées permettent d'instaurer entre les agents et, plus généralement, l'ensemble des « conventions » (Salais, 1996) sur lesquelles ceux-ci s'appuient pour coordonner leurs activités productives.

La deuxième proposition, qui concerne également la nature ou le contenu des ressources territoriales mobilisées par les formes contemporaines de la production capitaliste, renvoie ensuite à l'insistance des auteurs institutionnalistes sur le caractère le plus souvent « spécifique » de ces dernières. De fait, alors que les travaux d'obédience néoclassique conservent l'hypothèse de la substituabilité des facteurs de production et ne sortent pas de la représentation théorique d'un monde dans lequel tout serait comparable et commensurable, les approches institutionnalistes soulignent quant à elles que la dépendance des entreprises à l'égard de leurs territoires d'implantation, ainsi que leur « ancrage » au sein de ces derniers, tiennent précisément, dans le capitalisme contemporain, au caractère « non substituable » des ressources productives qu'elles peuvent y trouver. Les auteurs institutionnalistes avancent en effet l'idée selon laquelle, à l'époque contemporaine, face à la globalisation et à l'intensification de la concurrence par les prix, les territoires des économies d'ancienne industrialisation ne tendraient plus à s'insérer dans la mondialisation sur la base des avantages comparatifs que déterminent leurs dotations relatives en facteurs de production standardisés ou homogènes, mais sur la base de leur capacité à générer des « avantages différenciatifs » (Pecqueur, 2006),

c'est-à-dire des ressources productives dont la qualité est unique et qui ne peuvent, en conséquence, être substituées.

La troisième proposition renvoie à la fonction matérielle des ressources productives territorialisées que mobilisent les entreprises. Si les travaux néoclassiques se limitent à indiquer que ces ressources (externalités) sont de nature à accroître le potentiel d'innovation des entreprises qui les mobilisent, les travaux issus des approches institutionnalistes précisent quant à eux que ces dernières ont plus spécifiquement pour fonction, au sein des formes contemporaines d'organisation de la production capitaliste, de *faciliter la coordination inter-individuelle et la prise de décision collective*. En fournissant des « repères », des « références communes », ou des « points focaux » aux agents économiques, les ressources territoriales permettraient en effet de réduire l'incertitude caractéristique des formes contemporaines de la production capitaliste en permettant de faire converger les attentes et les représentations des agents impliqués dans la division du travail. Le territoire se définissant ainsi, sur la base de ces ressources, comme un « *espace d'intelligibilité* » des agents (Pecqueur, 1996, p. 210).

La quatrième proposition qui singularise l'apport des approches institutionnalistes en ce qui concerne l'analyse des formes contemporaines de la socialisation du capital productif renvoie ensuite aux conditions sous lesquelles peut s'enclencher une dynamique d'apprentissage collectif. À la différence des analyses mainstream, les approches institutionnalistes insistent sur le fait que l'agglomération spatiale des activités économiques ne suffit pas en elle-même, mécaniquement, à susciter la production d'externalités cognitives. Les tenants de l'école de la proximité présentent ainsi leur programme de recherche de cette manière : « *l'hypothèse fondamentale est que la proximité géographique doit être rendue active par la proximité socio-économique, le potentiel des réseaux territoriaux résidant dans la combinaison de ces deux formes canoniques de proximité. Sinon, les acteurs économiques sont agglomérés mais aucune relation localisée n'émerge (Rallet et Torre, 2004).* » (Emin & Sagot-Duvauroux, 2016, p. 527); « *Une hypothèse fréquemment partagée est que la dynamique d'un territoire est associée à l'existence de référents partagés, c'est-à-dire à un minimum de proximité institutionnelle. Les apprentissages seraient alors rendus possibles par la situation d'encastrement des activités productives dans les systèmes de relations sociales* » (Mendez & Mercier, 2005, p. 352). De même, pour Doreen Massey, dont les travaux se rattachent au courant de la géographie radicale anglosaxonne : « *l'un des objectifs et des effets les plus considérables de l'introduction explicite des nouvelles hypothèses culturelles en géographie économique a été précisément de remettre en question, et même de miner la thèse de l'automatisme* » (Massey, 2004, citée par Daviet,

2007, p.11). Au-delà des terminologies propres à chaque courant de pensée ou programme de recherche, les approches institutionnalistes ont ainsi en commun d'introduire une *dimension qualitative* aux déterminants des dynamiques territoriales. Plus précisément, elles se distinguent des approches standards en précisant qu'il est nécessaire, pour qu'un processus d'apprentissage puisse s'enclencher et que des externalités soient générées, que l'espace dans lequel se trouvent réunies les activités soit un espace « approprié », c'est-à-dire un espace dans lequel les relations sociales passées ont, par un processus de « sédimentation » s'accomplissant dans la « longue durée », fait émerger un ensemble d'institutions collectives qui rendent possible ou qui facilitent les interactions productives entre les agents économiques.

Une cinquième proposition distinctive des approches institutionnalistes concerne en conséquence la dimension temporelle de la production des externalités et renvoie à leur insistance sur l'importance de la « longue durée » ou du « temps long » pour comprendre comment se forment et se reproduisent les ressources territoriales (Pecqueur, 2014). C'est d'ailleurs cette insistance qui justifie au sein de ces approches l'utilisation de la notion de « territoire », qui est précisément défini, dans son acception la plus générale, comme un espace socialement et historiquement construit par les relations sociales qui s'y déploient (Courlet, 2008).

Une sixième marque distinctive des approches institutionnalistes consiste ensuite à mettre en évidence la pluralité (de la qualité) des agents qui sont engagés dans les dynamiques d'apprentissage collectif au travers desquelles se forment les ressources productives territorialisées. Alors que les approches standards postulent implicitement que ces dernières sont alimentées par les interactions entre les entreprises, et seulement par ces dernières, les approches institutionnalistes insistent en effet sur l'importance de la contribution de la « société civile » (Benko & Lipietz, 1992) à ces dynamiques. De fait, leurs travaux montrent que les relations productives qui sont à l'origine de la formation des ressources territoriales peuvent, selon les cas étudiés, impliquer des agents aussi divers et variés que des collectivités territoriales, des centres de recherche ou de formation, ou aux autres organisations publiques ou parapubliques (Veltz, 2012a), des associations, des réseaux de consommateurs, des acteurs de l'économie sociale et solidaire, ou encore diverses communautés productives - qui peuvent être artistiques (Ambrosino & Sagot-Duvaurox, 2018), diasporiques (Halbert, 2009), familiales (Becattini, 1992), ou simplement regrouper des individus engagés dans une action collective donnée, ou partageant des affinités ou des pratiques communes : passionnés d'histoire ; amoureux d'un lieu ; geeks, etc. (Cohendet, 2018). La prise en compte de cette

diversité des agents impliqués conduit ainsi à enrichir l'analyse de la formation des ressources territoriales, à deux titres au moins. Tout d'abord en permettant de souligner le caractère non marchand d'une part importante des relations sociales qui sont à l'origine de la production des ressources productives que les entreprises captent sous forme d'externalités. Et deuxièmement, en insistant sur la dimension conflictuelle et le caractère politique de ces processus de production de ressources territoriales, en lien avec l'hétérogénéité des objectifs des différents agents impliqués.

Encadré 21. Le thème de « l'innovation ouverte » : un objet d'analyse transversal (1).

Il est intéressant de souligner que la prise en compte par les approches institutionnalistes de la diversité des agents impliqués dans les processus d'apprentissage collectif est étroitement liée à l'une des spécificités de ces approches, distinguant ces dernières des approches standards, qui consiste à *reconnaître l'historicité des formes d'organisation de la production de l'innovation* et, incidemment, la tendance à la socialisation croissante de ces dernières.

De fait, l'importance accordée à la contribution des agents de la « société civile » à ces processus d'apprentissage collectif, de même en conséquence que la mise en exergue de l'implication de relations sociales non-marchandes au sein de ces derniers, s'appuie ou se justifie en grande partie par la reconnaissance de la montée en puissance du paradigme de « l'innovation ouverte » (Veltz, 2012a) et de l'importance croissante, au sein de ce nouveau paradigme, des « innovations sociales » (Gilli, 2015; Aubry, 2020) - définies en opposition aux « innovations technologiques » qui demeuraient hégémoniques dans le cadre du capitalisme fordiste. La maturation progressive de ce paradigme, passant du modèle de la « triple-hélix » à celui de la « quadruple » puis de la « quintuple-hélix » (Nieddu, 2002; Carayannis & Campbell, 2017), a en effet largement participé à encourager les tenants des approches institutionnalistes à intégrer progressivement de nouveaux types d'agents parmi les parties prenantes aux dynamiques territoriales de production de ressources productives. C'est encore plus le cas aujourd'hui avec la reconnaissance de la « dimension symbolique de l'innovation » (Liefvooghe, 2010), qui encourage à élargir encore un peu plus le spectre des partis prenantes aux dynamiques territorialisées de production de l'innovation, en y intégrant notamment le rôle des communautés artistiques.

Plus généralement, en fait, cette reconnaissance du caractère de plus en plus socialisé de la production de l'innovation - qui tend concrètement à ne plus s'effectuer exclusivement en interne des entreprises, au sein de leurs laboratoires et sur la base de leurs investissements privés

en recherche et développement - constitue l'une des principales justifications de la pertinence historique de la problématique théorique de l'encastrement territorial des activités économiques qui est celle des approches institutionnalistes (Crevoisier, 2010).

Un septième apport des approches institutionnalistes renvoie ensuite à leur analyse à la fois plus précise et moins restrictive des espaces qui, dans le capitalisme contemporain, soutiennent ces dynamiques d'apprentissage collectif et de production de ressources territoriales. Trois éléments sont à souligner sur ce point. Tout d'abord, les approches institutionnaliste ont mis en évidence que de telles dynamiques ne sont pas l'apanage des espaces métropolitains, mais qu'elles peuvent aussi être à l'œuvre dans des territoires de plus faibles envergures, y compris en milieu rural ou dans des villes petites ou moyennes (Aubry, 2020 ; Gilli, 2015 ; Shearmur, 2012). D'ailleurs, la littérature sur les districts industriels, pionnière parmi ces approches, s'intéressait à l'origine à des formes d'organisation territorialisées de la production qui étaient localisées dans des espaces relativement isolés au plan national ; et ce n'est en fait que relativement récemment que, face à l'infortune des districts situées dans des espaces périphériques (Benko & Lipietz, 2000), les tenants des approches institutionnalistes ont commencé à privilégier l'analyse des relations productives encadrées dans des milieux métropolitains. Ensuite, concernant la dimension spatiale des relations sociales qui sont à l'origine de la formation des ressources productives, les approches institutionnalistes insistent, et ce de plus en plus fortement, sur le fait qu'elles peuvent, sinon se nouer (Leamer & Storper, 2005), du moins s'entretenir à distance, dans le cadre de territoire discontinu, organisés en réseaux (Bathelt, 2005; Crevoisier & Jeannerat, 2009). Enfin, les approches institutionnalistes fournissent également une analyse plus précise ou plus concrète des relations productives qui sont à l'origine de la production de ressources territoriales ainsi que des configurations socio-spatiales au sein desquelles elles sont encadrées et à la production desquelles elles contribuent. De fait, les approches institutionnalistes se sont très tôt engagées dans des exercices de classification typologique de la diversité des « systèmes productifs locaux », ou des « formes d'organisation territorialisées de la production », dans lesquels sont précisées tout à la fois la nature des relations sociales impliquées (le rapport social auquel elles renvoient notamment), les dimensions temporelles et spatiales de ces dernières, ainsi que les caractéristiques de l'architecture institutionnelle dans laquelle elles sont insérées et qu'elles contribuent à reproduire (Fontan, Klein, & Lévesque, 1998). Au départ principalement mise en œuvre à une échelle méso-spatiale (régionale), cette démarche de classification typologique reposant sur l'accumulation d'études empiriques tend en outre aujourd'hui à être étendue à l'analyse micro-

spatiale des « lieux » dans lesquels tendent à émerger des dynamiques d'apprentissage collectif (Ambrosino & Sagot-Duvaurox, 2018; Besson, 2017).

Encadré 22. Le thème de « l'évolution des politiques de développement territorial » : un objet d'analyse transversal (2).

Au cours des dernières décennies, les politiques de développement territorial ont connu d'importantes évolutions, à tel point que certains auteurs y voient un véritable « changement de paradigme » (Veltz, 2012a) – auquel ils contribuent pour la plupart d'entre eux à donner une caution scientifique²⁹³. De fait, à la planification de l'aménagement du territoire « par le haut » telle qu'elle était mise en œuvre par l'État et ses administrations centralisées (Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale ; Commissariat Général au Plan) ont succédé à partir des années 1990 des politiques plus décentralisées, visant à favoriser un développement des territoires « par le bas » et dont le propre est de s'appuyer sur les ressources, les contraintes et les opportunités propres à chacun d'eux. Il ne s'agit alors plus d'allouer à l'échelle nationale les ressources existantes ou disponibles entre les différents territoires, mais au contraire de favoriser à l'échelle locale la production de ressources nouvelles - et si possible « spécifiques » (Colletis & Pecqueur, 2005) - au sein de ces derniers.

Dans ce nouveau paradigme, les collectivités territoriales reçoivent alors deux principales missions. La première, qui relève de ce qui est communément appelé « l'animation territoriale », consiste pour elles à stimuler l'émergence de dynamiques coopératives au niveau local en favorisant la « création de liens » entre les différents agents regroupés sur le territoire : les collectivités territoriales devant ainsi s'attacher à « mettre en relation », à créer des « synergies » ou à favoriser des « rencontres productives » entre les différents agents du territoire (Colletis & Pecqueur, 1993). La deuxième mission consiste alors ensuite, pour les collectivités territoriales, à « révéler » ou à « mettre en visibilité » les ressources productives ainsi générées au travers de la définition, forcément « participative », d'un « projet de développement territorial » - et de sa promotion dans une démarche de « marketing territorial ». En plus de contribuer à l'attractivité du territoire auprès des investisseurs extérieurs, la définition d'un tel projet a alors pour enjeu et objectif d'aider les entreprises à transformer les

²⁹³) Il faut noter en effet qu'en ce qui concerne ce volet des politiques économiques que sont les politiques de développement territorial, les pouvoirs publics semblent autant sinon plus se saisir des travaux d'inspiration institutionnalistes que de ceux relevant des approches mainstream. Il suffit pour s'en convaincre de jeter un œil sur les références universitaires citées dans les documents de travail publiés par les centres de recherche et d'expertise publiques ou parapubliques (ANCT (ex DATAR) ; APUR ; France Stratégie, etc....).

« ressources latentes » ou potentielles du territoire en « actifs valorisables et effectivement valorisés » (Colletis & Pecqueur, 1993).

L'évolution des politiques de développement territorial au cours des dernières décennies condense ainsi plusieurs des éléments constitutifs des recompositions socio-spatiales de la production capitaliste que nous étudions ici ; et constitue à ce titre un prisme d'analyse privilégié qu'il serait prometteur d'approfondir dans un travail ultérieur. Ce prisme permet en effet notamment d'insister sur cinq aspects de la production de la métropole relationnelle (et des formes de socialisation du capital productif qui l'accompagnent) que nous avons mis en avant ci-dessus : la grande diversité des agents impliqués dans les dynamiques d'apprentissage collectif ; le caractère le plus souvent collectif des ressources ainsi produites ; le caractère de préférence spécifique de ces dernières ; le fait que tous les territoires (et pas seulement les métropoles) peuvent potentiellement accueillir ou impulser ce type de dynamique ; et, enfin, l'importance du rôle de l'instance politique dans l'instauration de ces dernières.

Ce faisant, ce prisme d'analyse permet de mettre en évidence à quel point, dans le capitalisme contemporain, la société tout entière contribue à la reproduction des conditions matérielles de la valorisation du capital : des contenus (valeurs d'usage) dont il a besoin pour alimenter sa forme exsangue. Il permet ainsi, autrement dit, de mieux prendre conscience de la richesse et de la profondeur des dessous relationnels de la métropole connexionnelle. Mais c'est surtout la mise en exergue de l'importance du rôle de l'instance politique dans la mise en place des formes contemporaines de socialisation du capital productif qui constituerait selon nous la piste la plus prometteuse que serait susceptible de nous ouvrir une analyse plus développée de ce changement de paradigme en matière de politiques de développement territorial. De fait, ce qui précède nous invite à reconnaître que les pouvoirs publics jouent un rôle de première importance dans la production de la dimension productive de la puissance combinatoire qui est au cœur du développement contemporain du capital : ils encouragent la production des tissus relationnels d'où jaillissent les ressources préconstituées que combinent et recombinent les capitaux connexionnistes (1^{er} mission) ; et aident ces derniers à s'accaparer ces ressources en les mettant en visibilité (2^{ème} mission).

Un dernier apport des approches institutionnalistes renvoie enfin à l'analyse des raisons historiques qui sont susceptibles d'expliquer l'importance croissante que jouent les externalités territoriales au sein des formes contemporaines de la production capitaliste. Alors que les travaux inscrits dans les approches standards en économie-géographique se contentent de

signaler assez vaguement que cette nouvelle donne productive est en lien avec l'essor de « l'économie de la connaissance », sans que l'on sache exactement d'où vient cette dernière et quelles sont les raisons qui sont susceptibles d'expliquer son émergence, les travaux relevant des approches institutionnalistes, dont un certain nombre sont influencés par la perspective historiciste de l'école française de la régulation (première période), soulignent quant à eux de manière beaucoup plus explicite la manière dont cet essor de l'économie de la connaissance et les recompositions socio-spatiales de la production capitaliste qui l'accompagnent s'inscrivent dans les transformations historiques que le capitalisme a rencontrées depuis la crise de sa configuration fordiste. C'est ainsi que certains auteurs discutent l'idée, au sujet de ces recompositions socio-spatiales de la production capitaliste, d'un « *moment territoire dans la régulation globale du système économique* » ou d'un « *tournant territorial de l'économie globale* » (Pecqueur, 2006, p. 18). Très heuristique, l'explication théorique qui est fournie au sujet de ce « tournant territorial » peut se résumer schématiquement comme suit. Au départ, se trouve donc la crise du capitalisme fordiste, caractérisée par une importante diminution du taux profit causée par l'essoufflement simultané des normes de production et de consommation fordistes. Pour répondre à cette diminution du taux de profit, la réaction des classes capitalistes au sein des économies dites avancées consiste alors dans un premier temps, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, à internationaliser leurs réseaux de production et d'échange afin de conquérir de nouveaux marchés et de diminuer leurs coûts de production (grâce à la décomposition plus fine des processus productifs et à l'exploitation d'une gamme plus large d'avantages comparatifs, mais aussi grâce aux économies d'échelles permises par l'élargissement des marchés). Néanmoins, cette réponse se traduit rapidement par un renforcement de la concurrence internationale et par des difficultés croissantes de la part des entreprises des économies avancées pour conserver leur « compétitivité-prix » face à la concurrence des pays émergents. Dès lors, on assiste à partir des années 1980, dans ces économies, à une transformation des « formes de la concurrence », qui évoluent rapidement vers la recherche par les entreprises d'une amélioration de leur « compétitivité hors prix » : accroissement de la qualité des produits, de la flexibilité de l'organisation productive et de sa réactivité face aux fluctuations quantitatives et qualitatives de la demande, et accroissement de la capacité à innover constituent alors les trois principales stratégies concurrentielles adoptées par les entreprises occidentales pour restaurer leur compétitivité et leur rentabilité. Cette transformation des formes de la concurrence s'accompagne alors à son tour d'importantes évolutions dans les formes d'organisation de la production capitaliste, dont la principale est sans doute d'introduire une plus forte incertitude au sein des processus productifs et, en

conséquence, de complexifier la coordination inter-individuelle et la prise de décision collective. C'est alors ce contexte d'incertitude caractéristique des situations productives de l'économie post-fordiste qui est invoqué par les auteurs institutionnalistes pour expliquer les déterminants de ce « tournant territorial de l'économie globale » : les ressources territoriales étant en effet envisagées au sein de ces approches, on l'a vu plus haut, comme des référentiels partagés permettant de réduire l'incertitude qui pèse sur les situations productives en faisant converger les attentes et les représentations des agents qui y prennent part.

2. Discussion.

On le voit, les approches institutionnalistes fournissent de précieux éléments d'analyse qui nous aident à lever un peu plus le mystère de l'origine des ressources préconstituées que les capitalistes connexionnistes combinent et recombinent depuis les centres de pilotage de la circulation du capital. Avec elles, nous commençons ainsi à mieux percevoir l'étendue et la profondeur de la prédation connexionnelle ; la richesse et l'épaisseur de son terrain de chasse.

En particulier, en soulignant l'importance des relations non marchandes dans les dynamiques territoriales de production de ressources productives, et en insistant sur le caractère souvent collectif de ces dernières, les travaux issus des approches institutionnalistes nous permettent de mieux saisir l'ampleur des formes contemporaines de spoliation de la richesse sociale par le capital. De fait, le caractère largement non marchand du procès de production de ces ressources contribue à son invisibilisation et, partant, à la négation par le capital de la valeur de ces dernières, c'est-à-dire à leur non-rétribution. De même, dans la mesure où ces ressources territoriales sont communes et ne font l'objet d'aucun titre de propriété, elles ne sont pas reconnues par le capital et ne font l'objet d'aucune rémunération. Enfin, l'insistance de ces travaux sur le « temps long » de la production des ressources territoriales permet de prendre encore un peu plus la mesure de la nature (qualitative) et de l'ampleur (quantitative) du « travail gratuit » qui se déploie dans les dessous relationnels de la métropole connexionnelle. Ces travaux nous permettent ainsi de commencer à lever le secret de l'exploitation connexionniste. Celle-ci reposerait sur la négation du travail relationnel ; qui, à l'extrême, relèverait entièrement de la catégorie marxiste du surtravail²⁹⁴. Ils nous montrent aussi du même coup à quel point

²⁹⁴) Si on laisse de côté le fait que la valeur des ressources sociales productives portées par les travailleurs est partiellement reconnue et incorporée dans la valeur d'échange de la force de travail de ces derniers. En outre, il faudrait préciser que la survaleur qui est produite par le surtravail relationnel n'est pas entièrement accaparée par les capitalistes connexionnistes, sous la forme de profit d'entreprise, mais également par les capitalistes financiers, sous forme d'intérêt, et par les propriétaires fonciers et immobiliers, sous forme de rente. Nous reviendrons sur ce point dans la conclusion de cette partie, pour souligner l'intérêt qu'il y aurait à l'approfondir dans un travail

« l'autre secret », dans lequel se déroule cette exploitation, se dilate et s'étend : temporellement et spatialement, l'un par l'autre et l'un pour l'autre. Ce qui ne manque pas de susciter le besoin d'un nouvel éclairage, que tentera d'apporter le prochain chapitre, concernant les conditions de possibilités et les modalités de cette exploitation socialisée.

Aussi, en insistant sur le caractère endogène des dynamiques territoriales, ou plus précisément en soulignant que ces dernières sont immanentes aux relations sociales qui se déploient dans les territoires (les espaces socialement appropriés), les travaux d'obédience institutionnalistes nous fournissent une représentation théorique satisfaisante de la *dimension productive de la puissance sociale de potentialisation de la valorisation du capital* qui se développe au sein du régime métropolitain. Ils nous mettent en effet sur la voie de l'hypothèse selon laquelle cette puissance dont dépend la survie contemporaine du capital, ou plus précisément encore ce « dehors interne » qui lui permet de disposer en permanence de nouveaux contenus susceptibles de remplir sa forme exsangue, trouverait en dernière analyse son fondement dans le caractère productif (de valeurs d'usage) de la vie sociale elle-même. Précisons d'ailleurs que ces travaux ont contribué de manière décisive à faire naître chez nous cette idée, ébauchée dans le précédent chapitre (VII.1.6, notamment), selon laquelle la survie du capital s'appuierait à l'époque contemporaine sur l'appropriation par ce dernier d'un *potentiel* productif qui serait immanent à la vie sociale (et donc extérieurs aux capitaux individuels) ; et plus précisément, aux *relations* humaines qui traversent et qui produisent la vie sociale. Nous devons en effet notamment cette idée aux travaux qui ont montré qu'aujourd'hui, les logiques de localisation des entreprises ne prennent plus principalement en compte le « stock de facteurs génériques disponibles » sur les territoires, mais le « potentiel latent » des tissus de relations sociales qui y sont encastrées en termes de production des ressources spécifiques, ainsi que les « facilités institutionnelles » offertes par ces derniers en matière de « marchandisation » de ces ressources et de transformation ou d'« activation » de ces dernières en « actifs » valorisables (Colletis & Pecqueur, 2005). Du potentiel plutôt que de l'effectif, donc. Ces travaux témoignent ainsi d'un aspect de ce renversement du rapport entre le réel et le virtuel qui s'effectue au travers du régime métropolitain de production de l'espace et du temps - et sur lequel nous aurons encore l'occasion de revenir, notamment pour analyser comment ce renversement, ici appréhendé du point de vue du capital, se réfléchit et se reproduit chez les hommes et les femmes (IX).

ultérieur.

Enfin, en insistant sur le caractère « spécifique » des ressources territoriales que mobilisent les formes contemporaines de la production capitaliste, les approches institutionnalistes nous offrent des arguments susceptibles d'étayer notre hypothèse selon laquelle le régime métropolitain de production de l'espace et du temps se caractériserait par un renouvellement des modalités du processus d'abstraction capitaliste dans lequel l'opération de « réduction » des différences issues des rapports sociaux précapitalistes tendrait à laisser place à l'hégémonie d'une opération d'« induction » de différences nouvelles (ou plutôt « inédites »), directement déterminées par le capital et immédiatement intégrées à son monde (VII.2), dont dépendrait aujourd'hui la continuité de la valorisation du capital – et la préservation de son fantasme d'illimitation. Si en raison de leur ancrage théorique et de leurs objectifs analytiques (qui ont plus à voir avec l'analyse socio-économique de l'espace qu'avec l'analyse spatio-temporelle du capital), ces travaux n'avancent pas de manière explicite cette hypothèse – et qu'ils s'égarent à la place souvent dans une conception du territoire comme acteur héroïque de sa trajectoire socio-économique (I) – ils permettent néanmoins, au prix d'une légère interprétation marxiste, de l'alimenter. En particulier, ils nous donnent des arguments pour expliquer les raisons de ce renouvellement. Ce qui nous aide à retracer la généalogie du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps. Dans ces travaux en effet, on l'a vu, le recours aux ressources spécifiques des territoires de la part des entreprises occidentales est expliqué par la recherche, par ces dernières, d'un « avantage différenciatif » qui les mettra à l'abri de la concurrence émanant des économies en développement et qui leur permettra en même temps de répondre aux nouvelles exigences des clients et des consommateurs. On comprend ainsi, à partir d'une lecture critique de ces travaux, que l'exploitation capitaliste des ressources spécifiques des territoires est *un processus induit par les contradictions du régime antérieur de production de l'espace et du temps* et, plus précisément, par l'arrivée aux limites de la dynamique expansive de ce dernier – qui s'est heurtée, comme on l'a vu (VII), notamment à partir des années 2000, au parachèvement du processus d'unification de l'espace mondial sous les rapports de production capitalistes et du processus de dissolution et d'absorption, par ces derniers, des autres rapports sociaux de production.

Les analyses institutionnalistes nous fournissent donc de précieux éléments pour étayer nos hypothèses et alimenter nos réflexions. Ces dernières demandent néanmoins encore à être précisées. Ce à quoi vont nous aider les travaux issus de la pensée marxiste.

Section 3. Les enseignements des approches marxistes.

Voyons maintenant ce que les travaux d'obédience marxiste ont à nous apprendre sur l'infrastructure relationnelle de la métropole connexionnelle et sur les formes de socialisation du capital productif qui s'expriment à travers elle.

Il faut tout d'abord souligner que peu de marxistes se sont intéressés au processus de métropolisation ; et que, parmi ceux qui l'ont fait, rares sont ceux qui en ont analysé les dessous relationnels – ou, ce qui revient au même, qui ont interrogés les formes de socialisation du capital productif qui se mettent en place au travers de ce processus de recomposition matérielle de la pratique sociale.

De fait, les travaux les plus connus dans le champ de la pensée marxiste, ceux de David Harvey et de ses successeurs, se sont essentiellement intéressés à des aspects du processus de métropolisation qui renvoient à la figure de la métropole connexionnelle²⁹⁵. Pour cause, la plupart de ces travaux portent une attention privilégiée aux transformations du procès de circulation du capital et témoignent d'un moindre intérêt pour celles qui concernent son procès de production. La représentation du processus de métropolisation que proposent les géographes réunis autour de David Harvey se rapproche en fait largement de celle que l'on trouve chez Saskia Sassen : un centre de commandement et de pilotage des chaînes mondiales de valeur qui constituerait le produit et le support de la globalisation néolibérale. Il en ressort ainsi l'image d'un espace urbain largement improductif (au sens marxiste du terme) duquel les usines, qui demeurent chez ces auteurs l'espace productif par excellence, s'en seraient allées au profit des espaces périphériques du capitalisme mondialisé. La problématique de l'extraction de la survalueur n'est alors pas traitée avec les outils de l'économie urbaine, mais avec de ceux de l'économie internationale : non pas sur la base de l'analyse des externalités générées par les espaces métropolitains, mais à partir de l'analyse du « nouvel impérialisme » (Harvey, 2010a) dont ils sont les centres. Par ailleurs, il faut également signaler qu'une large part des travaux (définis comme) marxistes ne se placent tout simplement pas dans la perspective consistant à analyser le développement historique du capital au travers de la métropolisation, mais au contraire dans celle qui consiste à expliquer certains traits remarquables du processus de métropolisation à partir des éléments de caractérisation supposés connus du capitalisme contemporain. Avec, en outre, un regard souvent plus « sociologique » qu'« économique ».

²⁹⁵) Il existe bien entendu des exceptions, telles que les analyses proposées par David Harvey dans son article sur *L'art de rente* (2008). Dans ces dernières en effet, David Harvey met en évidence le caractère productif de la vie sociale et comment ce dernier est capté au travers de formes de valorisation rentières du capital.

C'est ainsi qu'une démarche très répandue au sein des travaux d'obédience marxiste consiste à : 1) partir de la « financiarisation du capitalisme » ; 2) mettre en évidence les formes de « spéculation foncière et immobilière » qui lui sont associées ; 3) en montrer les effets en termes de « gentrification » ou de « ségrégation socio-spatiale » ; 4) analyser les formes de « luttes » qui en découlent.

Un courant de pensée fait cependant exception au sein de la pensée marxiste : le « courant post-opéraïste » (Allavena & Gallo Lassere, 2017).

Dès la fin des années 1990, les auteurs qui s'inscrivent dans ce courant ont commencé à formuler l'hypothèse selon laquelle le capitalisme serait entré, à partir des années 1970, dans une nouvelle période de son développement historique qui serait caractérisée par l'émergence d'un « capitalisme cognitif » (Dieuaide, Paulré, & Vercellone, 2003) : un troisième « système historique d'accumulation du capital »²⁹⁶, succédant au « capitalisme industriel » (et au « capitalisme mercantile » avant lui), dont la caractéristique principale résiderait dans le rôle devenu « hégémonique de la production de connaissances par des connaissances » au sein des formes contemporaines de la valorisation du capital (Azaïs, Corsani, & Dieuaide, 2001). Dans ce cadre, plusieurs auteurs se sont alors attachés à analyser les recompositions spatiales et temporelles de la production capitaliste et ont souligné la manière dont ces dernières s'articulent avec le processus de métropolisation (Baudouin, 1995; Dieuaide, 2006; Corsani, Lazzarato, Négri, & Moulier-Boutang, 1996; Négri, 2005). Ils ont ainsi élaboré une représentation de la métropolisation qui, comme nous allons le voir, peut nous permettre d'enrichir et de préciser notre analyse de la production de la métropole relationnelle et des formes de socialisation du capital productif dont elle est porteuse.

1. Restitution.

Il convient avant toute chose d'indiquer que les travaux dont il est question ici ne sont pas étrangers à ceux que nous avons examinés plus haut. La lecture des recompositions spatiales et temporelles de la production capitaliste que proposent les auteurs post-opéraïstes doit en effet beaucoup aux enseignements des approches néo-marginalistes qui soulignent l'importance croissante des externalités urbaines dans le fonctionnement des économies contemporaines ainsi qu'aux apports des approches institutionnalistes qui analysent la tendance post-fordiste au

²⁹⁶) La notion de « système historique d'accumulation » est définie comme une catégorie intermédiaire entre celle de « mode de production capitaliste » et de « régime d'accumulation du capital ». (Dieuaide, Paulré, & Vercellone, 2003)

réencastrement territorial des processus productifs. Les emprunts analytiques, théoriques et même conceptuels à ces travaux sont d'ailleurs clairement revendiqués par les auteurs. Antonio Negri, par exemple, affirme avoir ébauché ses premières réflexions sur les transformations post-fordistes du capitalisme à partir de l'analyse des « districts industriels de la Troisième Italie » (Negri, 2005). Plus généralement, les références à la littérature relevant des différentes approches institutionnalistes inscrites dans les champs de la géographie-économique et de l'économie-géographique hétérodoxe abondent au sein de ces travaux. Outre les emprunts aux analyses sur les « milieux innovateurs », ces derniers reprennent en effet également aux approches institutionnalistes leur conception « territoriale » de l'espace social (Azaïs, Corsani, & Dieuaide, 2001) – ce qui est plus surprenant, car d'autres références, plus compatibles avec la perspective marxiste de ces auteurs, auraient été possibles en la matière. Les références aux travaux d'obédience néo-marginaliste ne sont pas moins nombreuses : la grande majorité des auteurs qui travaillent sur l'hypothèse du capitalisme cognitif recourant en effet, au moins en première approche, à la notion d'« externalité » pour désigner les nouveaux rapports que la production capitaliste entretient vis-à-vis de l'espace social (et des espaces urbains métropolitains plus particulièrement) et, à partir de là, pour introduire la problématique des formes contemporaines qu'arborent le processus de socialisation du capital.

Proches des travaux que nous avons examinés plus haut en ce qui concerne les points de départ de leurs analyses et réflexions, les auteurs qui s'inscrivent dans le courant post-opéraïste rejoignent également ces derniers dans la représentation théorique qu'ils donnent des caractéristiques et du rôle des espaces métropolitains dans le fonctionnement de l'économie contemporaine. En toute généralité en effet, ils tendent comme eux à définir l'espace métropolitain comme un tissu de relations sociales d'où jaillissent les ressources et capacités cognitives, individuelles et collectives, que mobilisent les capitaux individuels dans le cadre de leur procès de mise en valeur.

Là, cependant, s'arrête la comparaison. La perspective marxiste qui est celle de ces auteurs permet en effet à ces derniers d'enrichir et de préciser cette représentation théorique du processus de métropolisation. Trois principaux apports, tous en lien avec les spécificités de la pensée marxiste, méritent selon nous d'être mis au crédit des auteurs travaillant sur l'hypothèse de l'émergence d'un capitalisme cognitif.

1- Le premier, qui trouve son fondement dans la perspective historiciste qui est celle de la pensée marxiste, renvoie à l'analyse des raisons historiques qui sont susceptibles d'expliquer la

tendance au réencastrement territorial (ou urbain) des processus productifs. Tout comme les auteurs institutionnalistes, les tenants de l'hypothèse du capitalisme cognitif attribuent la cause *immédiate* de ce réencastrement aux transformations contemporaines des activités productives (du travail concret) : de leur contenu, de leur organisation, de leurs conditions et de leurs finalités (cf. infra). De même, à l'instar de ces derniers, ils mettent l'accent, pour expliquer les transformations contemporaines des activités productives, sur l'accroissement de l'incertitude qui pèse sur ces dernières dans un contexte où la compétitivité des firmes ne repose plus sur leur capacité à produire à faibles coûts des marchandises standardisées, mais, de plus en plus, sur la capacité à proposer une production variée, de qualité, réactive aux évolutions de la demande, et innovante. Comme eux, enfin, ils remontent jusqu'à la crise du capitalisme fordiste (à l'essoufflement de ses normes de production et de consommation) pour expliquer les raisons des transformations de la concurrence inter-capitaliste et le surcroît d'incertitude qui en résulte au niveau des processus productifs.

Les auteurs post-opéraïstes dépassent néanmoins la lecture institutionnaliste des déterminants historiques des transformations contemporaines des processus productifs dans la mesure où ils réinscrivent explicitement ces dernières dans le cadre plus général du développement des contradictions du mode de production capitaliste au cours de la seconde moitié du XXe siècle. Conformément à la tradition opéraïste, dont l'une des particularités est d'insister sur le rôle de la lutte de classes dans le développement des puissances sociales de la production et l'approfondissement du processus de socialisation du capital, les tenants de l'hypothèse du capitalisme cognitif soulignent tout d'abord que l'émergence de « l'intellectualité diffuse » sur laquelle repose le « travail cognitif » (cf. infra), à savoir l'élévation générale de la quantité et du niveau des connaissances incorporées ou accessibles aux individus, trouve ses conditions fondamentales de possibilité dans les résultats des luttes qui ont contesté et mis à terre le compromis fordiste : « *Le point de départ de ce bouleversement [de l'émergence du capitalisme cognitif] plonge ses racines dans les conflits sociaux qui, à partir de la fin des années soixante, ont déterminé la crise du compromis fordiste et déstructuré les fondements de l'organisation scientifique du travail. Ces conflits ont conduit, dans le même temps, à une formidable expansion du salaire socialisé et des services collectifs du Welfare au-delà des compatibilités de la régulation fordiste du rapport salarial. Il en a résulté une atténuation de la contrainte monétaire au rapport salarial et un processus de réappropriation collective des puissances intellectuelles de la production engendré notamment par le développement de la scolarisation de masse ainsi qu'une formidable hausse du niveau moyen de formation. Ce phénomène, qui a*

joué un rôle clé dans la montée de la part du capital dit intangible, ne correspond pas de surcroît au lent déploiement d'une tendance de longue période. Il s'agit en revanche d'un processus très accéléré à l'échelle de l'histoire impulsé par la demande sociale de démocratisation de l'accès au savoir conçue à la fois comme un moyen de mobilité sociale et de réalisation de soi en rupture avec les normes du rapport salarial fordiste et de la société disciplinaire.» (Dieuaide, Paulré, & Vercellone, 2003, pp. 11-13). Par ailleurs, aux côtés des luttes de classes, les tenants de l'hypothèse du capitalisme cognitif mettent l'accent (quoique de manière moins prononcée) sur le rôle d'une autre contradiction du mode de production capitaliste dans la mise en place des conditions du devenir hégémonique du travail cognitif et de la production de connaissances par des connaissances : la tendance industrielle à la substitution du capital au travail et à l'automatisation du procès de production ; qui a de fait conduit, d'une part, à une diminution de la part de l'emploi non-qualifié et du travail répétitif au profit d'emplois plus qualifiés, dans lesquels davantage d'autonomie, de prise d'initiative et d'adaptabilité sont attendues des travailleurs, mais aussi, et d'autre part, à atténuer la division entre travail manuel d'un côté et travail intellectuel de l'autre (Négri & Vercellone, 2008).

Au final donc, selon la lecture post-opéraïste, c'est en dernière analyse le développement historique des contradictions inhérentes au capitalisme (ou du moins à sa configuration industrielle) qui, en surdéterminant les mutations contemporaines de l'activité productive (travail concret), est à l'origine de la production de la métropole relationnelle : de la tendance au réencastrement territorial de la production capitaliste qui la caractérise et des formes déterminées de socialisation du capital qu'elle matérialise à ce titre.

2- Le deuxième apport des travaux post-opéraïstes renvoie ensuite à l'analyse des déterminations immédiates (nous pourrions parler de déterminations matérielles pour distinguer ces dernières des déterminations historiques dont nous discutons à l'instant) qui sont au fondement de la production de la métropole relationnelle et des formes de socialisation du capital dont elle est porteuse et, par voie de conséquence, à la représentation plus consistante (mais aussi plus conséquente sur le plan théorique, cf. infra) qu'ils offrent de ces transformations ou de ces réalités en développement. Au principe de ce deuxième apport, se trouve selon nous l'une des propriétés méthodologiques fondamentales de la pensée marxiste (III), que la tradition opéraïste en particulier a toujours su conserver et valoriser, qui consiste à accorder, dans l'étude du développement historique du capital, une importance de premier plan à l'analyse de la *nature* du développement des puissances sociales de la production. Plus

précisément, ce deuxième apport se fonde, de notre point de vue, sur la démarche qui consiste, pour analyser la nature des puissances sociales de la production en développement, à analyser la production capitaliste sous l'angle du « travail concret », c'est-à-dire non pas depuis l'analyse des produits du travail, ni même à partir de l'analyse des institutions qui encadrent ce dernier (celles du rapport salarial), mais à partir de l'analyse du travail « en train de se faire », saisi dans ses dimensions matérielles d'existence.

Ainsi, selon nous, ce deuxième apport que les travaux post-opéraïstes sont susceptibles d'apporter à l'analyse de la production de la métropole relationnelle et de sa signification du point de vue du développement historique du capital repose sur leur théorisation du « travail cognitif » ; notion qui désigne précisément, chez ces auteurs, les propriétés inhérentes aux contenus déterminés du type de travail (concret) qui se développe dans le cadre du capitalisme contemporain. C'est donc de la définition de cette notion qu'il convient de repartir pour restituer la lecture proposée par ces auteurs et en dégager les enseignements qui peuvent nous intéresser. Laissons-en le soin à l'un d'eux : « *nous définirons la notion de travail cognitif comme l'effort de compréhension voire d'invention déployé à l'initiative des individus pour la production de solutions garantissant la continuité et le développement de leurs propres actions.* » (Dieuaide, 2006, p. 2). Plus précisément, selon Patrick Dieuaide, le propre du travail cognitif est de se trouver en prise à des « situations productives » marquées par l'incertitude et dans lesquelles, en conséquence, le travail à réaliser « fait problème » (pour les travailleurs et *a fortiori* pour les directions), dans le sens où les tenants et les aboutissants de ce dernier sont indéterminés *a priori* et doivent donc être élaborés *in situ* par les travailleurs, de manière autonome et coopérative (ibidem, p.1-4). C'est donc fondamentalement la conjonction du caractère incertain des situations productives et du caractère autonome des pratiques productives qui définit le travail cognitif : « *De fait, l'incertitude radicale qui pénètre de toutes parts les systèmes économiques de production et d'échange recouvre une signification sociale profonde. Elle indique que les objectifs de production ultimes des entreprises ne peuvent plus être atteints par un travail commandé, direct et immédiat, mais demandent au contraire à ce que les salariés prennent des initiatives, tâtonnent, inventent des solutions, bref en passent par des objectifs et des activités intermédiaires qui sont les leurs afin de permettre l'ouverture ou la poursuite du processus de fabrication des produits. C'est là, à ce niveau intermédiaire, que s'enracine la notion de travail cognitif, dans ce « no man's land » des rapports de production où l'autonomie radicale du travailleur dans l'action s'affirme comme une solution alternative au rapport hiérarchique direct et aux logiques mutilantes de la prescription.* » (Dieuaide, 2006, p. 4). Au

total donc, l'émergence du travail cognitif introduit une rupture fondamentale par rapport aux formes de travail commandé qui caractérisaient le capitalisme industriel (et dont le travail taylorien, purement répétitif et prescrit jusque dans ses moindres détails, aura constitué la forme la plus avancée) : c'est que les conditions d'exercice du travail (les moyens de production) ne sont plus toutes entières contenues dans l'espace privé de la firme, cristallisées dans les règles de l'organisation scientifique du travail et dans le mouvement autonome du système machinique, mais appartiennent au contraire aux travailleurs, dans le sens où ce sont ces derniers qui les définissent et qui les produisent (de façon *ad hoc*, selon les contingences de la situation productive à laquelle ils font face, ou qu'ils essayent de provoquer) et ce, sur la base de capacités et de ressources (individuelles et collectives) qui sont les leurs et dans le cadre d'une activité relationnelle largement autonome vis-à-vis des directions.

Or, soulignent les tenants de l'hypothèse du capitalisme cognitif, cette évolution de la forme sociale du travail (de son rapport vis-à-vis des « moyens de production » ou des « puissances intellectuelles de la production ») s'accompagne d'une profonde transformation de son mode spatial et temporel d'existence (et c'est bien en cela qu'elle nous intéresse ici).

a) Ils soulignent en premier lieu que ce nouveau rapport des travailleurs vis-à-vis des moyens de production (des connaissances individuelles et collectives qui permettent de définir les conditions d'organisation et les objectifs intermédiaires de l'activité productive) et de la production elle-même (à l'égard de laquelle ils disposent d'une plus grande autonomie) participe d'un « exode » de la production capitaliste « hors les murs » de l'entreprise et à la montée en puissance d'un « travail nomade », non assigné à un espace et à un temps déterminés : *« Dans ces conditions, on ne peut s'étonner que le travail s'inscrive dans des espaces productifs de plus en plus ouverts, « out-of control », non pas que ces espaces soient concédés par le management, ni même reconquis par la négociation ou le conflit, mais plutôt que ces espaces s'affirment comme une nouvelle frontière du travail, comme un nouveau terrain d'action pour le travailleur induit par l'impossibilité pratique (et politique) pour les directions de gérer la nouveauté ou encore de faire face à l'événement »* (Dieuaide, 2006, p. 4). Une ouverture des espaces productifs que n'aura par ailleurs fait que confirmer, au cours des quinze dernières années, la multiplication des « tiers-lieux » (cf. supra) ; et qu'aura encore accentué la généralisation de l'usage des technologies numériques dans le cadre des activités professionnelles. Ces dernières ont en effet contribué à accélérer de manière considérable le processus de « diffusion » de la production capitaliste à l'espace social dans son ensemble que

mettent en avant les auteurs post-opéraïstes : que ce soit au travers de la montée en puissance du « travail de plateforme » - qui peut aussi bien s'effectuer à domicile, chez le client, que se mouvoir dans l'espace urbain ; ou encore au travers de l'accroissement du recours au « télétravail » – dont la crise sanitaire de 2020 aura révélé les marges considérables de progression, mais aussi les limites qui lui font obstacle. Comme y insistent les auteurs post-opéraïstes, ce sont ainsi, aujourd'hui encore plus que hier, « l'ensemble des espaces et temps sociaux qui tendent à devenir *directement* productifs » : la production capitalise n'est plus enclavée dans des espace-temps dédiés, mais tend au contraire à s'immiscer dans l'ensemble de ces derniers. Dans un processus de dissolution des frontières spatiales et temporelles de la vie sociale (des sphères du travail et du hors-travail en particulier) « l'usine se diffuse dans la société » et « la société se transforme en usine » (Négri & Vercellone, 2008). C'est là la première et la plus fondamentale des implications matérielles du processus de réincorporation des moyens de production par les travailleurs qu'analysent les tenants de la thèse du capitalisme cognitif : dès lors que les travailleurs détiennent et produisent eux-mêmes les conditions de leur activité productive, celle-ci n'a plus de limites spatiales et temporelles définies *a priori*.

b) Mais montrer que la production capitaliste déborde ou s'échappe (à moins qu'elle n'en soit expulsée ?²⁹⁷) de l'espace privé de l'entreprise ne suffit pas en soi à préciser les raisons et les modalités matérielles de son encastrement dans les espaces métropolitains ; et ne nous aide donc pas vraiment à enrichir notre représentation de la production de la métropole relationnelle. Pour cela, il convient en fait de revenir plus en détails sur la matérialité du « processus subjectivation » (Dieuaide, 2006) au travers duquel les travailleurs élaborent les conditions de leur activité productive. Si, comme nous venons de le voir, ce processus peut aussi bien s'effectuer au-dedans qu'au dehors de l'espace privé de la firme, il n'est pas pour autant indifférent au contexte matériel dans lequel il se déploie. Au contraire, soulignent les tenants de l'hypothèse du capitalisme cognitif, les processus de subjectivation qui sont au cœur du travail cognitif entretiennent une relation étroite et rétroactive vis-à-vis de l'espace social métropolitain, dans le sens où ils s'y « enracinent » et « prolongent leurs effets » au sein de ce dernier (Dieuaide, 2006, p.14), dans le sens, autrement dit, où ils sont imprégnés des ressources productives qui ont été produites par les relations sociales qui se déploient dans la métropole et

²⁹⁷) C'est là une possibilité que n'évoquent jamais les auteurs post-opéraïstes mais que permettent déjà de suggérer nos développements antérieurs. En vérité, toutefois, nous pensons que ces deux explications ne sont pas exclusives l'une de l'autre ; nous concéderons même que c'est d'abord (logiquement parlant) par nécessité matérielle puis par opportunité économique que la production capitaliste s'extraie des murs de l'entreprise. Mais nous reviendrons sur ces considérations plus loin dans cette section et dans le prochain chapitre.

où ils contribuent en retour, en tant qu'activité relationnelle, à reproduire ces mêmes ressources et capacités productives.

Trois arguments peuvent être distingués pour préciser ce rapport complexe et dynamique entre travail cognitif et espace métropolitain. Tout d'abord, dans le cadre du processus de subjectivation au travers duquel les travailleurs déterminent de manière collective et autonome les tenants et les aboutissants de la production (de marchandises), ces derniers ne partent pas de rien : ils s'appuient sur les codes, normes, valeurs et représentations partagés (les « conventions », cf. supra) qui ont été façonnées dans le cadre de relations productives passées et dont ils sont imprégnés en tant qu'ils ont pris part à ces dernières ou, plus généralement, en tant qu'ils se sont sociabilisés dans et par l'espace social où se sont effectuées ces relations : en tant qu'ils en ont respiré « l'atmosphère » aurait dit Alfred Marshall. Ensuite, outre ces ressources collectives, le processus de subjectivation qui est au cœur du travail cognitif réclame des travailleurs qu'ils mobilisent diverses compétences individuelles indispensables au caractère relationnel et créatif de ce dernier : capacités communicationnelles, affectives, artistiques et esthétiques, d'abstraction et d'invention, etc. Or, comme le soulignent les auteurs, ces capacités se forment certes pour partie dans le cadre de l'activité professionnelle, au sein de l'entreprise, mais aussi et surtout en dehors de cette dernière, dans l'ensemble des relations sociales qui composent et façonnent la trajectoire biographique d'un individu. Si bien qu'à la limite (en poussant le raisonnement à l'extrême), chaque expérience de la vie quotidienne devient potentiellement un moment du processus social d'accumulation du capital productif, d'enrichissement des puissances sociales de la production. Troisièmement, enfin, le travail cognitif reproduit et enrichit en retour ces ressources et capacités individuelles et collectives et contribue ce faisant à la dynamique socio-économique des espaces dans lesquels il se déploie. C'est là en effet l'une des spécificités inhérentes au caractère relationnel du travail cognitif : son produit ne s'épuise pas dans la marchandise ; outre cette dernière, il a pour résultat la reproduction de ses propres conditions – que les auteurs qualifient de « commun ».

c) Enfin, outre la matérialité du processus de subjectivation, les tenants de l'hypothèse du capitalisme cognitif mettent en avant une deuxième détermination matérielle inhérente au travail cognitif qui permet d'expliquer son encastrement dans les espaces métropolitains ou, plus exactement, comme nous venons de le souligner, la relation complexe et dynamique qu'il entretient avec la production de ces derniers : la composante symbolique ou culturelle de la valeur d'usage d'une part importante des marchandises produites par le travail cognitif. De fait,

si la notion de travail cognitif ne contient dans sa définition aucune référence à la nature sectorielle du travail (et ne contient comme seul critère que les propriétés sociales et matérielles de la situation productive à laquelle font face les travailleurs), il n'en demeure pas moins, cependant, qu'une part non négligeable des activités productives qui contiennent une dimension cognitive (à savoir dans lesquelles la situation productive est problématique et doit faire l'objet d'une activité d'auto-organisation indépendante de l'encadrement des directions) s'inscrivent dans des secteurs où, compte tenu de la valeur d'usage des marchandises produites, le travail comporte une composante culturelle ou symbolique importante et même déterminante : les secteurs de la mode, du design, de l'audiovisuel, du marketing et de la publicité, de l'événementiel et, plus généralement, l'ensemble des activités qui relèvent de la catégorie « culture et loisirs » dans les statistiques de l'Insee ; soit autant d'activités qui, comme nous le savons (VII.1.2), se caractérisent sur le plan spatial par leur très forte polarisation métropolitaine²⁹⁸. Les auteurs proposent alors justement une explication pertinente de la concentration métropolitaine de ces activités en soulignant que le propre de ces dernières est d'avoir pour condition et résultat (pour *input* et *output*, si l'on veut) les « formes de vie » qui se déploient dans les espaces métropolitains : « *Dans la ville, les formes de vie qui élaborent des langages, des codes, des formes d'expression, se produisent de manière autonome. L'analyse du Sentier met déjà en évidence comment, dans la mode, le travail consiste à capter, interpréter, transformer le mode de vie métropolitain. (...). Et cela vaut aussi bien pour des professions comme la publicité, la vidéo et la photographie. Toutes ces professions sont en prise directe avec les styles de vie de la métropole qu'ils contribuent à façonner autant qu'ils en sont imprégnés.* » (Corsani, Lazzarato, Négri, & Moulier-Boutang, 1996, p. 48). Autrement dit, le propre du travail cognitif serait, sous ce rapport, de produire la vie métropolitaine à partir d'elle-même.

d) Au total donc, à partir de la notion de travail cognitif, les travaux d'obédience post-opéraïstes nous donnent à voir la production de la métropole relationnelle comme la dimension matérielle du processus historique au travers duquel la production capitaliste se diffuse dans l'ensemble de l'espace social et de la vie quotidienne, exploite cette dernière (en captant les ressources et les capacités produites par les relations sociales en tout genre qui s'y déploient), et la reproduit comme son propre moyen de production. Plus simplement encore, la production de la métropole

²⁹⁸) De fait, parmi les cinq familles d'activités qui composent ce que les statisticiens appellent les « fonctions métropolitaines », les activités regroupées dans la fonction « culture-loisirs » sont, avec celle regroupées dans la fonction « prestations intellectuelles », celles dont la polarisation métropolitaine est la plus marquée, mais aussi la plus dynamique.

relationnelle se présente, dans la perspective proposée par les tenants de l'hypothèse du capitalisme cognitif, comme l'expression matérielle de ce processus historique au travers duquel la production capitaliste « s'empare » de la vie quotidienne – même si, comme nous allons le voir, il convient de préciser ce que les auteurs entendent exactement quand ils utilisent cette expression.

3- Enfin, en plus de son analyse plus poussée des raisons historiques de la production de la métropole relationnelle et des déterminations matérielles qui la fondent, la lecture proposée par les auteurs post-opéraïstes a également pour avantage, par rapport à celles que proposent les approches institutionnalistes et néo-marginalistes, de fournir un surcroît d'interprétation théorique quant à la signification que recouvrent ces transformations au regard du développement historique du capital. Il s'agit là, selon nous, d'une autre implication de la perspective marxiste qui est celle de ses auteurs. Outre l'influence de la problématique historiciste qui est cœur de cette dernière, il nous semble en effet que ce troisième apport de la lecture post-opéraïste procède du souci particulier dont fait preuve la pensée marxiste concernant la portée heuristique des énoncés qu'elle produit ; souci qui tient, fondamentalement, au fait que la préoccupation première de cette pensée n'est pas simplement d'interpréter la réalité, mais de l'interpréter pour la transformer de façon révolutionnaire, ce qui requiert effectivement que les connaissances produites aient un niveau de généralité suffisant pour pouvoir produire des affects au-delà des cercles universitaires ; pour avoir une chance, autrement dit, de pénétrer les masses et de se transformer ainsi en une puissance matérielle susceptible de renverser la réalité existante (Marx, 1843).

De fait, les auteurs post-opéraïstes ne lésinent pas quand il s'agit de mettre en exergue les implications ou les virtualités révolutionnaires que renferment selon eux l'essor du capitalisme cognitif et la production de ce que nous appelons la métropole relationnelle²⁹⁹. Avec néanmoins cette différence, par rapport à la démarche qui était celle de Marx, qu'il ne s'agit pas pour eux de « *rendre l'oppression réelle plus dure encore en y ajoutant la conscience de l'oppression, et [de] rendre la honte plus honteuse encore* », en présentant « *chaque sphère de la société (...)*

²⁹⁹) On notera qu'en termes quantitatifs, depuis la fin des années 2000 notamment, les publications qui s'intéressent aux implications politiques de la diffusion et de l'encastrement de la production capitaliste au sein des espaces métropolitains dépassent largement celles qui s'attachent à l'analyse économique de ces transformations et à l'interprétation théorique de leurs significations historiques au regard des rapports de production capitalistes. De fait, aujourd'hui, ce sont très largement les travaux qui se proposent d'analyser les luttes sociales qui se déploient dans les espaces métropolitains (dans leurs « marges » ou leurs « interstices »), ou de mettre en avant le potentiel émancipateur du commun métropolitain et des pratiques coopératives qui lui sont liées, qui dominent les travaux post-opéraïstes.

comme la partie honteuse de la société » (Marx, 1843, p. 2), mais plutôt de « rendre l'émancipation réelle (sic) plus enivrante encore en y ajoutant la conscience de l'émancipation et en présentant chaque sphère de la société comme la partie glorieuse de la société ». Pour les tenants de l'hypothèse du capitalisme cognitif, l'essor de ce dernier n'est en effet rien d'autre que l'expression de la « crise du mode de production capitaliste » consécutive au processus de réappropriation (nous dirons « réincorporation ») des puissances intellectuelles de la production par les travailleurs qui a été enclenché par les luttes sociales de la fin des années 1960. Dans le capitalisme cognitif, le capital ne serait ainsi plus qu'une enveloppe superfétatoire parasitant un processus social de production de richesses devenu parfaitement extérieur et autonome vis-à-vis de lui. Si bien qu'il suffirait en fait que « la multitude » (qui définit chez ces auteurs le nouveau « sujet révolutionnaire » naît de ces transformations) prenne conscience de sa propre puissance productive pour qu'elle s'affranchisse de cette enveloppe parasitaire au travers d'un « exode » où, manifestement, il s'agirait simplement pour elle de continuer à faire ce qu'elle faisait déjà sous les institutions du capital (à savoir produire et créer des richesses de manière coopérative et autonome), mais en se soustrayant aux activités prédatrices de ce dernier (Negri A. , 2007).

Ce n'est toutefois pas de ces hypothèses politiques dont nous souhaitons discuter ici. Nous retiendrons simplement à ce sujet l'idée, qui nous semble juste, selon laquelle l'exploitation de la vie quotidienne qui s'effectue au travers de la production de la métropole relationnelle implique un élargissement des forces révolutionnaires et une extension du domaine de la lutte à l'espace social dans son ensemble – et plus seulement ou principalement à l'espace de l'entreprise comme c'était (légitimement et pertinemment) le cas à l'époque où l'exploitation était cantonnée entre les murs de cette dernière. Encore que, comme nous allons le voir, cette hypothèse politique n'est selon nous valable, ou ne révèle sa pertinence, qu'à condition que l'on prenne nos distances vis-à-vis de certaines hypothèses « économiques » avancées par les auteurs post-opéraïstes – et que, à partir de là, on révise quelque peu cette hypothèse politique (en réévaluant ses exigences notamment).

Revenons donc sur ces hypothèses « économiques ». Des analyses qui précèdent, les auteurs post-opéraïstes tirent en effet plusieurs conséquences interprétatives au sujet des formes contemporaines de la valorisation du capital, de leur contradiction et de leur mode de régulation. Faute de pouvoir en proposer une présentation exhaustive, nous nous concentrerons ici sur les trois qui nous semblent les plus intéressantes à discuter dans le cadre de notre analyse en construction du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.

a) La première hypothèse concerne les recompositions spatiales et temporelles de la production capitaliste qui s'effectuent dans le cadre de la production de la métropole relationnelle et renvoie en premier lieu à ce que les auteurs post-opéraïstes qualifient de « crise du régime de l'usine ». De fait, des analyses qui précèdent, il ressort que l'usine, ou même l'entreprise, ne réunissent plus en leur sein la totalité des conditions objectives et subjectives de la production capitaliste. Comme nous l'avons vu en effet, l'activité des travailleurs cognitifs, qui élaborent et incorporent eux-mêmes leurs moyens de production, déborde ou s'échappe des frontières spatiales et temporelles de l'entreprise, des pratiques qui ont lieu au sein de cette dernière. Le processus de « réappropriation » (en fait réincorporation) par les travailleurs des puissances intellectuelles de la production amorcé à partir de la fin des années 1960 aurait ainsi débouché sur l'« obsolescence » de l'entreprise en tant que cadre matériel et social *« d'intégration, de coordination et de gestion de la force de travail pour la réalisation d'une activité ou d'une production donnée »* (Dieuaide, 2006, p. 10). Ce statut, on l'a vu, reviendrait dorénavant à la métropole : seul espace-temps dont les déterminations socio-affectives sont suffisamment riches pour alimenter les processus de subjectivation qui sont au cœur du travail cognitif et qui le définissent en propre : *« La métropole est le lieu d'hégémonie du travail [cognitif]³⁰⁰. L'appropriation par le capital du plus-travail cognitif et l'exploitation généralisée du savoir se réalisent, de fait, dans la métropole. C'est la métropole, le point dans lequel la coopération et les réseaux s'étendent pour construire une abondance de marchandises et de réactions, sinon de richesses. »* (Negri, 2005, pp. 7-8)

Du même coup, on assisterait dans le capitalisme cognitif à un enrichissement des fonctions assurées par les espaces urbains au sein de la reproduction du capital. Cantonnés pour l'essentiel aux fonctions de reproduction de la force de travail et de réalisation de la survaleur à l'époque du capitalisme industriel (V), ces derniers deviendraient en effet également, au stade de la métropolisation, les supports matériels du procès de production de la survaleur : *« Il ne s'agit plus [pour les espaces urbains] d'assurer la reproduction ordonnée et hygiéniste d'une force de travail nécessaire aux usines, mais de favoriser les coopérations des multiples compétences rassemblées au sein de chaque métropole. »* (Baudouin & Collin, 2010, p. 34).

³⁰⁰) Dans le passage cité, Antonio Negri utilise la notion de « travail immatériel ». Nous nous sommes permis de remplacer cette notion par celle de « travail cognitif » car ces deux notions sont synonymes et que le passage de l'une à l'autre pourrait être source de confusion. Plus encore, l'emploi de la notion d'« immatériel » serait en lui-même source de confusions compte tenu de l'usage de la notion de « matérielle » que nous faisons dans cette thèse. Au regard de l'acception que nous utilisons en effet, le fait de qualifier une pratique sociale d'« immatérielle » relèverait d'un oxymore ou d'une contradiction dans les termes (IV).

Mais la chose la plus intéressante que nous enseignent les travaux post-opéraïstes à ce sujet renvoie plus fondamentalement selon nous au fait que, dans le capitalisme contemporain, les différentes fonctions qui participent à la reproduction du capital ne sont plus séparées dans le temps et dans l'espace, mais tendent à fusionner à l'intérieur de la vie quotidienne métropolitaine et à s'opérer de manière indistincte et simultanée dans l'espace-temps composite, ou superposé (VII.2.4), de cette dernière.

b) Cette hypothèse en sous-tend alors une autre qui, de notre point de vue, est la leçon la plus importante que nous devons retenir des analyses post-opéraïstes : l'hypothèse du « devenir biopolitique du capital », selon laquelle les pratiques d'exploitation et de valorisation capitalistes ne se limiteraient plus à la seule sphère du travail (conçu comme un moment autonome de la vie quotidienne) mais se brancheraient désormais sur la productivité immanente à la vie sociale et aux multiples relations humaines qui s'y déploient (Corsani, Lazzarato, Négri, & Moulier-Boutang, 1996) : sur les pratiques de production des humains par les humains. L'« industrialisation du social », soit la production et l'exploitation capitalistes de la vie humaine dans toutes ses dimensions, étant de fait, pour ses auteurs, la principale implication structurelle ou signification historique du passage de l'« ouvrier masse » de l'« usine fordiste » à l'« ouvrier social » (ou au « prolétariat multitudinaire ») de la « métropole postmoderne » (Négri, 2005, pp. 4-5). On aurait ainsi à faire, dans le capitalisme contemporain, à une extraordinaire extension de la domination capitaliste : cette domination suivrait en effet le travail dans son exode hors de l'entreprise et dans sa diffusion à l'ensemble de la vie sociale. Plus encore, on assisterait également à une importante transformation des méthodes de l'exploitation capitaliste, qui reposeraient désormais sur la négation du caractère productif des relations humaines qui se déploient dans le cadre de la vie quotidienne et sur la spoliation du « commun » (des ressources et capacités productives) qu'elles alimentent et dont elles se nourrissent (Hardt, 2018).

c) Une dernière hypothèse, qui vient préciser la précédente, renvoie enfin aux formes de subordination de la coopération sociale au capital qui se mettent en place, ou plus exactement qui subsistent, selon ces auteurs, dans le cadre de l'émergence du capitalisme cognitif et du devenir biopolitique de la production capitaliste. Les auteurs post-opéraïstes soutiennent à ce sujet l'idée selon laquelle, dans le capitalisme cognitif, la coopération sociale qui détermine la production de marchandises tendrait à devenir entièrement « extérieure », non seulement aux capitaux individuels, mais aussi au capital en tant que rapport social. En réincorporant les

puissances sociales de la production et en s'échappant de l'entreprise, le travail et les travailleurs acquerraient une « autonomie radicale » par rapport au capital. Se déployant dans un espace « impossible à gouverner », le travail serait dorénavant « impossible à contrôler »³⁰¹. Et le capital bien démuni face à lui. Face à l'autonomie des nouvelles formes de la coopération sociale, le capital ne pourrait en effet plus se maintenir, au plan politique, que par l'intervention de la violence coercitive de l'État et par l'intermédiaire de l'approfondissement de l'exclusion et de la ségrégation sociale (qui nient l'universalité de la multitude et entravent son processus de constitution en classe sociale pour soi – mais aussi et contradictoirement, pour le capital, sa pleine productivité), et, au plan économique, par l'instauration de « nouvelles enclosures », tels les droits de propriété sur les connaissances et le vivant, visant à créer artificiellement de la rareté et à permettre aux capitalistes de s'accaparer de façon rentière les fruits d'une activité productive qui leur échappe complètement (et à conférer une valeur d'échange à des richesses qui n'en ont pas) – nouvelles enclosures qui, elles aussi, ont néanmoins ceci de contradictoire du point de vue du capital qu'elles obèrent la productivité de la coopération sociale en restreignant la circulation des savoirs sur laquelle repose cette dernière (Vercellone, 2007).

D'un point de vue plus théorique, les auteurs post-opéraïstes soutiennent ainsi que l'émergence du capitalisme cognitif et les recompositions productives qui le caractérisent s'accompagneraient d'une « *crise de la logique de la subsomption réelle* » et d'un « *retour en force de mécanismes de désocialisation de l'économie et de renforcement de la contrainte monétaire au rapport salarial, qui ne sont pas sans rappeler ceux de l'accumulation primitive et de la subsomption formelle, au premier âge de la naissance du salariat moderne.* » (Vercellone, 2015, pp. 2-3). Plus explicitement encore, Remy Herrera et Carlo Vercellone avancent que « *lorsque le savoir se diffuse et n'a plus de propriétaire (...), le capital ne peut plus construire une nouvelle "ossature objective indépendante" à travers un approfondissement ultérieur de la logique smithienne de la division capitaliste du travail opposant conception et exécution. Aussi la subsomption du travail est-elle de nouveau formelle,*

³⁰¹) Citons Antonio Negri à titre d'exemple : « *Le passage de la production fordiste (d'usine) à celle post-fordiste (métropolitaine), est en train de se conclure – mais les systèmes de contrôle qui ont suivi cette transformation sont usés. Le passage s'est réalisé, mais, en se réalisant, il a consommé les instruments et les fonctions de l'ordre. Les mécanismes hiérarchiques et disciplinaires distribués sur le social, sont désormais inadaptés et inadéquats pour faire fonctionner des masses toujours plus différentes, et des multitudes variables de travailleurs. L'illusion du contrôle du territoire métropolitain, s'est montrée (avec toute la force qu'une explosion arrive à exprimer) dans la grande révolte des banlieues parisiennes.* » (Negri, 2005, p. 5) ; « *Le capital lui-même, à ce niveau de développement [des puissances sociales de la production] n'arrive à nous indiquer aucun ordre cohérent et, par conséquent, n'arrive à exercer aucune capacité d'ordre, qui soit autre que le recours à l'état d'exception.* » (idem, p.6).

en ce sens qu'elle repose essentiellement sur un rapport de dépendance monétaire du salarié dans le procès de circulation. » (Herrera & Vercellone, 2003, p. 39). Avec la crise du régime de l'usine, ce serait ainsi fondamentalement le pouvoir du capital de soumettre directement et de l'intérieur le procès de travail aux exigences de sa valorisation qui serait remis en cause. Plus encore, celui-ci ne serait alors plus qu'une puissance négative, dont le rôle autrefois positif dans le développement des puissances sociales de la production se serait réduit, suite à la réincorporation des connaissances par les travailleurs, à une simple fonction d'extraction, purement parasitaire, continuant tant bien que mal à envelopper une coopération sociale devenue entièrement autonome à son égard – et déjà prête à s'émanciper de son carcan.

Au total donc, selon l'interprétation théorique proposée par les auteurs post-opéraïstes, l'émergence du capitalisme cognitif serait la « crise du capitalisme », celle de ses rapports de production, qui seraient aujourd'hui incapables de s'appropriier les nouvelles puissances sociales de la production en développement.

2. Discussion

Des trois hypothèses qui précèdent (passage du régime de l'usine au régime métropolitain ; devenir biopolitique du capital ; retour à la subsumption formelle), nous retiendrons les deux premières, mais rejetterons la troisième.

Les deux premières, qui soulignent certaines des implications ou significations structurelles des recompositions matérielles de la production capitaliste, et qui nous semblent fondées sur les plans analytique et théorique, nous sont en effet utiles dans le cadre de notre exposé dans la mesure où elles nous permettent de prendre un peu plus la mesure de l'épaisseur des dessous socialisés du capital autonomisé et de la dimension productive de la puissance combinatoire de la métropole en nous enseignant que celle-ci se matérialise, fondamentalement, dans la vie quotidienne métropolitaine et dans l'ensemble des relations sociales qui s'y déploient. Elles nous avancent ainsi sur une hypothèse que nous devons encore préciser : *la médiation refoulée des fantasmes de toute-puissance du capital ne serait autre chose que le procès de la vie sociale, pris dans sa totalité.* D'une façon plus générale, nous retiendrons de la lecture post-opéraïste la compréhension analytique et théorique qu'elle nous offre du fondement et du contenu de la production de la métropole relationnelle, de la puissance sociale qui la secrète et qu'elle contient, et qui ne serait autre, donc, que la production de la vie sociale par elle-même, sa « productivité immanente ». Productivité immanente dont cette lecture nous offre, de surcroît,

un schéma selon nous non dénué de valeur heuristique : des subjectivités, dotées de ressources et de capacités cognitives (connaissances, conventions, langages, affects, etc.), qui se développent ou qui se co-produisent en nouant des relations dans le cadre de leur vie quotidienne.

En revanche, nous devons rejeter la troisième hypothèse, relative au « retour à la subsumption formelle du travail sous le capital », ou à « l'extériorité radicale du capital vis-à-vis de la production ». De fait, sur le plan théorique tout d'abord, cette idée selon laquelle le développement des puissances sociales de la production serait et resterait extérieur aux rapports de production capitalistes trouve ses fondements théoriques dans un certain « marxisme traditionnel » (Postone), remanié et encore dé-dialectisé sous l'influence de Foucault, Deleuze et Guattari, qu'aussi bien Henri Lefebvre, Alain Bihr, que Moishe Postone nous invitent à rejeter au profit d'une perspective théorique reconnaissant, à la place du *rapport antagonique* que nous présentent les auteurs post-opéraïstes, *l'unité dialectique du développement des puissances sociales de la production et* (non pas simplement des rapports de production en eux-mêmes, comme si ces derniers étaient immuables et incapables de se transformer, mais) *de la reproduction des rapports de production capitalistes*. Il est en effet une problématique marxiste qui est absente des travaux post-opéraïstes mais absolument centrale dans notre approche (et qui est précisément la garante de cette relation dialectique qu'il s'agirait selon nous de substituer au rapport antagonique qui structure la représentation post-opéraïste du capitalisme) : celle du *processus d'abstraction du capital* au travers duquel ce dernier *s'approprie* les puissances sociales de la production, les soumet ou les conformes à son mouvement de valeur en procès, et *sépare* du même coup ces dernières des travailleurs, qui, ainsi aliénées, sont conduits à soumettre (à conformer) leur activité à la reproduction de ce dernier, à sa valorisation. Certes, pourra-t-on nous objecter, les auteurs post-opéraïstes évoquent souvent la question de « l'appropriation capitaliste du travail cognitif ». Mais il faut bien voir que cette expression est alors utilisée d'une manière qui diffère complètement de celle dont nous l'employons. Chez eux, la problématique de l'appropriation est en fait réduite à la question de l'appropriation (accaparement) privée *de la survaleur*, si bien que la question de la reproduction des rapports de production, au sens où nous avons défini cette notion avec Henri Lefebvre, disparaît sous celle de la reproduction du capital tout court, de son procès de reproduction immédiat. La question de la reproduction des rapports de production n'est en effet traitée que de manière implicite au travers de l'affirmation, répétée depuis plus de quarante ans par les auteurs post-opéraïstes (!), selon laquelle le capitalisme cognitif correspondrait à la « crise du mode de

production capitaliste », que les individus seraient déjà libérés de l'« aliénation sociale », et que les conditions d'émergence et d'existence d'un mouvement révolutionnaire seraient d'ores et déjà réunies (Negri, 2018) : autant d'affirmations qui sous-entendent donc que le capital ne parviendrait pas, ou ne pourrait pas parvenir, à s'approprier les nouvelles puissances sociales de la production, celles que génère la vie quotidienne métropolitaine et que contiennent les subjectivités qui se produisent en son sein. De fait, la problématique lefebvrienne de la reproduction des rapports de production capitaliste ne peut que nous incliner à rejeter, ou du moins à considérer avec scepticisme, cette thèse qui présume ou qui postule l'incapacité du capital à se transformer pour s'approprier de nouvelles puissances sociales ; et nous invite à aller regarder du côté de la production métropolitaine de l'espace et du temps de la vie quotidienne pour voir si n'y serait pas justement à l'œuvre de nouvelles formes d'abstraction de la pratique sociale par le capital au travers desquelles ce dernier parviendrait à s'approprier les puissances productives contenues dans les subjectivités métropolitaines que les auteurs post-opéraïstes persistent à présenter comme autonomes et antagonistes au capital.

Ce point de désaccord, présenté ci-dessus de manière purement théorique, sera au centre des développements que nous proposerons dans la suite de cette thèse : il indique (*a posteriori*³⁰²) à la fois la direction et le chemin de l'analyse.

Il s'agira en effet de montrer, dans le cadre de ces développements, que la vie quotidienne métropolitaine ne se trouve pas dans une position d'extériorité radicale vis-à-vis du capital, mais qu'elle relève plutôt pour lui, comme nous avons commencé à le développer dans la précédente section, d'un « dehors interne » ; dans le sens où si cette dernière se trouve effectivement dans un rapport d'extériorité vis-à-vis des capitaux individuels (qui tendent effectivement à se valoriser de façon prédatrice et rentière), elle est néanmoins appropriée par le capital, c'est-à-dire produite en conformité, et donc rendue conforme, avec le mouvement de valeur en procès de ce dernier.

Il conviendra alors pour cela de montrer par l'analyse que, à défaut de pouvoir être physiquement détachées des individus et de pouvoir s'objectiver dans quelque chose qui n'est pas eux ou pas à eux³⁰³, les subjectivités qui contiennent la nouvelle puissance sociale de la

³⁰²) L'ordre d'exposition que nous utilisons ici, qui va du théorique à l'analytique, ne correspond évidemment pas à notre démarche d'investigation, qui a naturellement été constituée d'un va-et-vient incessant entre ces deux niveaux de la connaissance.

³⁰³) C'est en effet ce caractère non objectivable de la subjectivité que mettent en avant les auteurs post-opéraïstes pour justifier l'idée de l'extériorité radicale du travail vivant vis-à-vis du capital.

production capitaliste peuvent néanmoins être transformées par des logiques sociales et des opérations spatio-temporelles indépendantes des individus jusqu'à devenir étrangères à ces derniers et jusqu'à rendre, en conséquence, les individus étrangers à eux-mêmes - mais adéquat ou approprié à la reproduction du capital. Comme nous l'avons déjà maintes fois annoncé, c'est alors en recourant aux outils de la tradition psychanalytique et en proposant de montrer en quoi la vie quotidienne métropolitaine (et plus exactement la tendance à la réduction de la relation à la connexion qui la caractérise) participe à la production de subjectivités de type narcissique que nous tenterons de résoudre ce paradoxe apparent que représente l'idée, énoncée ci-dessus, d'individus « étrangers à eux-mêmes », expropriés de leur devenir existentiel. Cela nous permettra alors de substituer à l'idée de « l'extériorité métropolitaine du travail vivant vis-à-vis du travail mort » que défendent les tenants de l'hypothèse du capitalisme cognitif, l'idée de la production métropolitaine, ou « nécropolitaine », d'un travail « mort-vivant », ou d'une « vie quotidienne concrètement abstraite » qui constitue comme nous le montrerons le nouveau mode d'existence socialisé de l'accumulation du capital productif et, à ce titre, la condition de possibilité de la réalisation contemporaine des fantasmes de toute-puissance du capital. À l'opposé du diagnostic de la « crise du mode de production capitaliste », c'est ainsi la représentation d'une profonde reproduction des rapports de production capitalistes, dans et par le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps (de la vie quotidienne), que nous tenterons de donner à voir.

En conséquence, nous serons également amenés à proposer un diagnostic plus pessimiste des possibilités révolutionnaires ouvertes par ce régime de production de l'espace et du temps. Aux antipodes de l'assertion selon laquelle « *dans la ville, la bataille est déjà en cours, grouillante* » et que « *la possibilité de révolutionner le monde capitaliste, à partir des métropoles, [n'est pas] tout à fait irréaliste* » (Négri, 2005, p. 13), nous suggérerons l'idée, moins enivrante et plus exigeante, selon laquelle la révolution ne pourra pas faire l'économie d'une réappropriation de l'espace et du temps et, partant, de la vie quotidienne elle-même, visant à la déprendre de l'aliénation capitaliste et à reconquérir, en les transformant, les puissances sociales qui y sont logées ; qu'elle ne pourra pas, autrement dit, faire l'économie d'une véritable lutte de classes.

Ces remarques critiques ne doivent néanmoins pas conduire à occulter ce que notre problématique et nos analyses doivent aux travaux d'inspiration post-opéraïstes. Car au fond en effet, toutes les analyses que nous venons à nouveau d'introduire, concernant l'aliénation capitaliste de la vie quotidienne métropolitaine et des subjectivités qui en sont issues, prennent

leur sens au regard du problème que mettent en évidence ces auteurs en diagnostiquant « la crise du régime de l'usine » et le « devenir biopolitique du capital », mais à laquelle ces derniers répondent, selon nous, d'une manière insatisfaisante : comment la chronocontrainte du capital s'impose-t-elle à l'activité des travailleurs quand celle-ci se déploie hors les murs de l'usine ou de l'entreprise ? ; qu'est ce qui se substitue, sur ce point, au régime disciplinaire de l'usine fondé sur l'enfermement, l'immobilisation et l'atomisation de plusieurs individus travaillant simultanément au même endroit (V) ? ; plus encore, qu'est ce qui rend possible ce monde dans lequel les prolétaires déchargent les capitalistes de leurs responsabilités antérieures en assurant par eux-mêmes, dans l'ensemble de leur vie quotidienne, le processus d'accumulation du capital productif et d'accroissement des puissances sociales de la production ? ; qu'est ce qui amène concrètement, autrement dit encore, les individus à faire de l'ensemble de leur existence un processus d'accumulation permanent de ressources et capacités productives directement utiles à la mise en valeur du capital que les entreprises peuvent se contenter de simplement prélever ou capter de façon rentière ? À ces questions, on l'a vu, les auteurs post-opéraïstes répondent en mettant en avant le renforcement néolibéral de la contrainte monétaire du rapport salarial – et notamment la transformation de la relation salariale en une simple connexion que les capitalistes peuvent interrompre à tout moment. Ce qui, à notre avis, constitue un élément de réponse valable et important, mais très largement insuffisant. Selon nous en effet, il n'est pas possible d'envisager que les individus se livrent à ces pratiques d'accumulation permanente de « capital humain » sur la seule base affective de la peur du licenciement, de l'inemployabilité ou du dénuement matériel ; et encore moins de considérer, puisque c'est l'autre et en fait le premier élément mis en avant par le courant post-opéraïstes, avant même la contrainte monétaire du rapport salarial, qu'ils le font sur la seule base des déterminations ontologiques de l'agir humain que permettraient aujourd'hui de réaliser la réincorporation des connaissances par les travailleurs. Selon nous, autrement dit, il n'est pas possible de considérer sérieusement que cette orientation et cette modulation si historiquement particulières de la puissance d'agir humaine, si curieusement en phase avec les réquisits de la reproduction du capital, ne soient pas en lien avec des déterminations plus larges, plus profondes et plus riches ayant quand même, quoiqu'en en disent les auteurs post-opéraïstes, quelque chose à voir avec le capital –sauf à considérer que la forme capitaliste de la richesse matérielle serait la plus adéquate au libre développement et au plein épanouissement des potentialités humaines, lesquelles coïncideraient en fait parfaitement et miraculeusement à ses réquisits (?!).

Au total donc, pour résumer notre positionnement vis-à-vis des thèses post-opéraïstes, on

pourrait dire que c'est parce que nous prenons au sérieux les questions que soulèvent la crise du régime de l'usine, la réincorporation des puissances sociales de la production par les travailleurs, et les recompositions métropolitaines de la production capitaliste, soit, autrement dit, parce que nous prenons au sérieux les enjeux soulevés par les formes contemporaines de socialisation du capital productif mises en évidence par les auteurs post-opéraïstes, que nous nous écarterons de ces derniers en proposant une analyse critique de la vie quotidienne métropolitaine et des subjectivités qui, comme nous l'enseignent ces mêmes auteurs, matérialisent les nouvelles puissances sociales de la production. Plus précisément, c'est parce que nous reconnaissons la centralité du « commun métropolitain » (des capacités et ressources subjectives qui se forment relationnellement au sein de la vie quotidienne métropolitaine) au sein des formes contemporaines (prédatrices et rentières) de la valorisation du capital qu'il nous semble nécessaire d'aller au-delà de la lecture proposée par ces auteurs en montrant que, s'il peut en être ainsi, si les capitaux peuvent se contenter de prélever de façon rentière le commun métropolitain, c'est seulement parce que ce commun est celui du capital, dans le sens où il est produit par des déterminations (abstraites) qui sont celles du capital et qu'il se définit par des propriétés qui sont en adéquation avec les exigences (abstraites) de sa reproduction. Autrement dit encore, c'est pour avancer dans la compréhension des conditions de possibilité des formes contemporaines de socialisation du capital productif mises en évidence par les auteurs post-opéraïstes que nous tenterons, contre eux, de démontrer que l'incorporation des puissances sociales de la production par les subjectivités qui peuplent les métropoles ne constitue pas un obstacle insurmontable à l'appropriation capitaliste de ces dernières et que, précisément, cette appropriation se réalise au travers de la production capitaliste de l'espace et du temps de la vie quotidienne métropolitaine, c'est-à-dire au sein même de cette réalité matérielle dans laquelle ces auteurs croient reconnaître les termes de l'obsolescence du capital et les germes de la société communiste.

Section 4. Conclusion.

Dans ce chapitre, nous nous sommes proposés de construire une représentation heuristique de la production de la métropole relationnelle et des formes de socialisation du capital productif qu'elle matérialise à partir d'une analyse critique des analyses néoclassiques, institutionnalistes et marxistes portant sur le processus de métropolisation et les mutations productives qui l'accompagnent. Après avoir brossé un premier portrait de cette dernière sur la base des travaux d'obédience néoclassique, qui nous ont appris à y voir un « générateur endogène de capital humain », nous avons ensuite progressivement affiné l'analyse en mobilisant les enseignements

des approches hétérodoxes. Ces derniers nous ont alors permis de proposer des éléments de caractérisation plus précis des raisons historiques de la production de la métropole relationnelle et des déterminations matérielles qui la fondent. Ouvrant peu à peu la boîte noire que constitue la notion d'« externalité » dans les travaux d'économie-géographique d'inspiration néoclassique, nous espérons avec eux être parvenus à donner une représentation plus concrète de la nature des ressources productives qui se constituent au travers de la production de la métropole relationnelle, de leur rôle dans les formes contemporaines de la production capitaliste et, surtout, de la réalité matérielle et sociale au sein desquelles elles se forment et s'objectivent. Sur ce dernier point, nous retiendrons alors notamment l'idée, empruntée au courant post-opéraïste, selon laquelle la production de ces ressources productives serait immanente aux relations humaines qui se déploient dans l'ensemble de la vie quotidienne métropolitaine, lesquelles deviendraient ainsi le nouveau vecteur matériel du processus social d'accumulation des moyens de production, en lieu et place des investissements en capital fixe des capitalistes industriels. Plus généralement, nous retiendrons en conclusion la représentation suivante de la production de la métropole relationnelle et du prolongement contemporain du processus de socialisation du capital productif qu'elle matérialise : *un gigantesque potentiel productif qui se renouvelle et s'enrichit en permanence en dehors des capitaux individuels et indépendamment d'eux et dont le fondement réside en dernière analyse dans les caractères productif et créatif des relations humaines, c'est-à-dire dans ce qui fait le propre de l'humanité en tant qu'espèce.*

Comme nous l'avons souligné, cette représentation ne va néanmoins pas sans poser quelques questions. En particulier, il convient selon nous de s'interroger sur les déterminations sociales et historiques qui sont susceptibles d'expliquer comment le propre de l'espèce humaine en vient, au travers de la métropolisation, à accoucher de ce gigantesque potentiel dans lequel les entreprises connexionnistes peuvent piocher de façon liquide et rentière les valeurs d'usage nécessaires aux formes contemporaines de la production capitaliste. C'est, comme nous le disions à l'instant, dans cette perspective que nous proposerons dans le prochain chapitre d'analyser en quoi et comment la vie quotidienne métropolitaine et les subjectivités qu'elle façonne sont appropriées par le capital.

Encadré 23. Les dessous relationnels de la métropole connexionnelle : plus et mieux qu'un terrain de chasse.

Les travaux que nous avons mobilisés dans ce chapitre, ceux issus des approches institutionnalistes et marxistes en particulier, nous ont permis de mettre en exergue la richesse et la profondeur des dessous socialisés du capital autonomisé en montrant que c'est en fait toute

la société qui travaille à la concrétisation contemporaine des fantasmes de toute-puissance du capital, en fournissant aux capitaux connexionnistes les ressources productives préconstituées qu'ils combinent et recombinent dans les réseaux hyperscalaires de la circulation du capital.

Nous parlions plus haut d'un « terrain de chasse » pour désigner ces dessous socialisés. Au vu de ce qui précède, il semble en fait qu'une autre métaphore soit plus appropriée : celle du « potager » ; et plus précisément, de ce genre de potager dans lesquels les plants sont surélevés et où le cultivateur n'a en conséquence même pas à se baisser pour en récolter les fruits - ce qui est idéal pour les personnes âgées, ou « séniles ». Cette métaphore a en effet un double avantage par rapport à celle du terrain de chasse. Tout d'abord, en substituant l'activité de cueillette à celle de prédation, elle a l'avantage de souligner le peu d'efforts que les capitalistes ont à dépenser et le peu de risques qu'ils ont à prendre pour se procurer les contenus matériels du procès de mise en valeur de leurs capitaux, puisque c'est toute la société, l'écosystème grouillant qu'est le potager, qui assure de façon autonome la production et la disponibilité permanente de ces derniers. Ensuite, par rapport à la première métaphore, l'image du potager a l'avantage de suggérer que, s'il est si facile pour les capitaux de trouver de quoi alimenter leur procès de valorisation sur ce terrain vivant que constitue la métropole relationnelle, c'est parce que ce dernier est approprié par le capital, dans le sens où, contrairement au terrain de chasse, il n'est pas simplement déterminé par les lois de la nature, mais aussi par les exigences sociales de ceux qui l'exploitent. Tout le monde sait en effet que, laissée à elle-même, la nature produit autant de délices sucrées que de poisons mortels, autant d'animaux savoureux que de dangereux – et, surtout, une majorité de réalités vivantes dont les humains ignorent les propriétés et ne connaissent pas les usages possibles. De fait, s'il n'en est pas ainsi dans la métropole relationnelle, ce potager commun des capitalistes connexionnistes ; si tout en son sein est utile à la valorisation capitaliste ; c'est bien parce que la nature, humaine en l'occurrence, y est apprivoisée par le capital.

Mais la métaphore du potager souffre de deux inconvénients que n'avait pas celle du terrain de chasse. Le premier est de suggérer que les capitalistes seraient activement impliqués dans la culture et l'entretien du terrain relationnel qui les nourrissent. Or, comme nous l'avons vu, ce terrain s'entretient de manière autonome et existe indépendamment de ceux qui l'exploitent. Les capitalistes connexionnistes ont, vis-à-vis de lui, pour seule (ou principale) activité la cueillette : la captation rentière d'externalités. Autrement dit, cette métaphore n'est pas adéquate pour souligner le caractère rentier des formes contemporaines de valorisation des

capitaux. Par ailleurs, un autre inconvénient de cette métaphore est de suggérer que ce terrain serait exploité de manière privative, alors que la métropole relationnelle n'appartient à aucun capitaliste et que tous ont le droit d'y prélever des ressources productives.

Ces remarques nous invitent alors à proposer une dernière métaphore, qui est celle de ce qui est appelé, dans le domaine de la permaculture, la « forêt comestible » : une forêt, qui peut être privée ou commune (c'est ce deuxième cas de figure qui est pertinent), dont les essences ont été lentement sélectionnées dans un critère d'adéquation avec les besoins humains, et que celles et ceux qui l'exploitent ou l'utilisent laissent croître en toute autonomie. Outre la grande résilience que lui confère sa diversité sans cesse croissante et la fonction assurantielle qu'elle offre à ce titre à ceux qui en disposent, elle présente ainsi, du fait de son autonomie, l'avantage de ne requérir aucun ou très peu d'entretiens et d'investissements, que ce soit en semences ou en matériel agricole. Aussi, du fait encore de son autonomie, elle offre l'avantage de pouvoir être utilisée de manière ponctuelle, sans crainte que celle-ci ne s'appauvrisse ou ne disparaisse. La métaphore de la forêt comestible offre ainsi une représentation satisfaisante de la métropole relationnelle en ce qu'elle souligne que cette dernière est extérieure aux capitaux individuels, mais néanmoins appropriée aux nécessités de leur valorisation. La forêt comestible a en effet le même statut vis-à-vis des humains qui en disposent que la métropole relationnelle vis-à-vis des capitaux qui l'exploitent : la première est un « commun humain » ; la seconde un « commun du capital ». En outre, cette métaphore a l'intérêt de mettre l'accent sur la dimension temporelle de la production de la métropole relationnelle et, plus particulièrement, sur le temps long qu'elle réclame et dont, du même coup, elle affranchit ceux qui en disposent en ramassant les fruits : de fait, de la même manière que ces derniers font l'économie du temps qui a été nécessaire à la fertilisation progressive du sol, à la croissance des arbres et à la maturation de leurs fruits, mais aussi des risques encourus par les plantes au cours de ces processus, les capitalistes connexionnistes font l'économie du temps et des risques inhérents à la production relationnelle des ressources et capacités cognitives qu'ils mobilisent de manière ponctuelle et réversible grâce aux réseaux de connexions qu'ils contrôlent.

Cette métaphore a enfin un dernier avantage qui est d'indiquer une direction (certes non suffisante mais néanmoins nécessaire) au mouvement révolutionnaire : instaurer sa propre loi sur le vol de bois !³⁰⁴.

³⁰⁴) Il s'agit bien entendu ici d'un clin d'œil aux prises de position de Karl Marx au sujet de la « loi relative au vol

Chapitre IX. L'unité contradictoire de la métropole connexionnelle et de la métropole relationnelle : une vue synthétique sur le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.

Nous proposons dans ce dernier chapitre d'aborder la question de l'unité contradictoire de la métropole connexionnelle et de la métropole relationnelle afin d'achever notre caractérisation du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.

Dans cette perspective, nous commençons par énoncer plusieurs hypothèses concernant les rapports qui unissent et opposent les deux figures de la métropole capitaliste ; ou plutôt, les deux mondes auxquelles elles renvoient respectivement : le monde connexionnel d'une part et le monde relationnel d'autre part (section 1). Sur la base de ces hypothèses, que nous connaissons déjà pour la plupart d'entre elles mais dont nous aurons ainsi une vue d'ensemble, nous proposons ensuite quatre analyses synthétiques du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps. La première revient sur les raisons historiques qui ont déterminé l'émergence de ce dernier (section 2) ; la seconde revient sur son contenu, c'est-à-dire sur la nature des puissances sociales qui se développent en son sein et qui y sont appropriées par le capital (section 3) ; la troisième et la quatrième, enfin, sont consacrées à l'analyse des résultats de ses résultats (section 4 et section 5). Ces deux dernières sections seront les plus importantes du chapitre. Dans la section 4, nous résumerons nos développements concernant l'articulation métropolitaine des processus d'autonomisation et de socialisation du capital et nous compléterons ces derniers au travers d'une analyse des formes déterminées d'aliénation capitaliste de l'individualité et de l'humanité qui découlent du processus métropolitain de mise en forme connexionnelle des liens humains. Nous verrons alors en quoi ces dernières conditionnent l'opération de délestage sur laquelle repose le prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital. Dans la section 5, nous proposerons en guise de réouverture une réflexion concernant les formes sous lesquelles se reproduisent les contradictions des rapports de production capitaliste à l'intérieur du monde concrètement abstrait dont accouche le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.

Ce chapitre peut d'une certaine manière se lire comme la conclusion de notre essai d'historicisation du capitalisme contemporain, dans le sens où nous y reprenons les principaux éléments de caractérisation que nous avons dégagés au cours de nos analyses antérieures et que nous les faisons converger de manière à engendrer les dernières propositions dont nous avons

besoin pour restituer le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps dans sa totalité dialectique.

Section 1. L'unité contradictoire des mondes connexionnel et relationnel. Hypothèses.

Il est possible d'avancer dix principales hypothèses au sujet des rapports qui unissent et opposent dans le capitalisme métropolitain ces deux types de liens humains que sont les relations d'une part et les connexions d'autre part et, plus généralement, ces deux mondes que sont les mondes relationnel et connexionnel. Deux de ces hypothèses visent à montrer comment ces mondes s'impliquent historiquement ; six autres soulignent en quoi ils se contiennent réciproquement et comment ils s'articulent fonctionnellement ; deux autres enfin précisent comment ils s'entretiennent dynamiquement. Nous nous contenterons ici de présenter ces hypothèses sous forme de liste. C'est ensuite en les rapprochant et en les confrontant que nous pourrons parachever notre caractérisation du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.

*

* *

1- La production du monde relationnel surdétermine la production du monde connexionnel. Il s'agit là d'une hypothèse que nous permettent d'avancer les travaux post-opéraïstes que nous avons commentés plus haut (VIII.3). Ces derniers nous enseignent en effet que c'est fondamentalement la réincorporation des puissances sociales de la production par les travailleurs (au sein des subjectivités de ces derniers) qui, en mettant *de facto* les entreprises dans un rapport d'extériorité vis-à-vis des conditions de la production, contraint ces dernières à recourir à des connexions pour prélever ou capter ces ressources et capacités productives qui se produisent et se reproduisent relationnellement en dehors d'elles. C'est donc autrement dit parce que les relations qui produisent et reproduisent ces ressources et capacités productives ne peuvent pas être enfermées entre les murs de l'entreprise que celle-ci doit en capter les résultats par des connexions. C'est autrement dit encore parce que les ressources productives que mobilisent les entreprises peuvent émerger (sinon n'importe où) dans l'ensemble des espaces socialement appropriés (et institutionnellement échafaudés) par les individus qui y vivent que les entreprises doivent se doter de cette capacité d'accès que leur confère la localisation métropolitaine et le contrôle des moyens sociaux de connexions qu'elle favorise. En ce sens donc, en régime capitaliste, le monde relationnel implique le monde connexionnel : l'exode des

puissances sociales de la production en dehors de l'espace de la firme contraignant de fait les entreprises à se doter des moyens sociaux de connexion leur permettant de traquer ou de récolter ces dernières dans le monde relationnel.

2 - *La production du monde connexionnel implique la production d'une partie du monde relationnel*, celle qui est directement impliquée dans la production capitaliste. Nous avons vu en effet dans le chapitre précédent que c'est l'incertitude caractéristique des formes contemporaines de la production capitaliste qui, en rendant impossible l'organisation *ex ante* du procès de travail, est au fondement du caractère de plus en plus intellectuel et relationnel de ce dernier (VIII). Or, cette incertitude au niveau de la production résulte elle-même pour l'essentiel des recompositions connexionnelles du procès de circulation du capital (de la flexibilisation de ce dernier notamment), qui ont pour effet de complexifier les situations productives et de les jeter en permanence dans l'inédit (Dieuaide, 2003). En ce sens, c'est donc l'essor du monde connexionnel qui implique le devenir relationnel de la production capitaliste.

2 + 1 = *la production du monde connexionnel s'autoentretient*, dans le sens où ses résultats exacerbent ses causes : les recompositions incessantes des chaînes d'activités caractéristiques des formes connexionnelles de valorisation du capital rendent impossible l'internalisation par les entreprises de l'ensemble des ressources dont elles pourraient avoir besoin dans le cadre des différents projets dans lesquels elles sont susceptibles de se trouver impliquées selon les contraintes et les opportunités qui se présentent à elles. Du fait de cette instabilité, ces ressources sont en effet virtuellement trop nombreuses et trop changeantes (mais aussi trop longues et trop risquées à produire) pour pouvoir être toutes internalisées par les entreprises. Plus encore, il est impossible pour les directions d'en déterminer *ex ante* la qualité et les quantités requises, qui dépendent *de facto* de la nature du projet dans lequel l'entreprise se trouve impliquée. Il convient donc pour les entreprises de s'assurer du contrôle des moyens sociaux de connexion afin d'être en capacité de pouvoir mobiliser les ressources adéquates en temps voulu. Le contrôle des moyens sociaux de connexion constitue ainsi la meilleure assurance contre l'incertitude que génère l'hégémonie de ces derniers au sein des formes contemporaines de la valorisation du capital. En ce sens donc, la production du monde connexionnel s'autoentretient.

3- *Le monde connexionnel contient une petite partie du monde relationnel, qui travaille directement pour lui*. Les professions métropolitaines spécialisées dans la fonction d'intermédiation et d'intégration que nous avons analysées dans la deuxième section de ce

chapitre se caractérisent en effet par le caractère cognitif et relationnel de leur activité (Dieuaide, 2006). Les connexions sont donc pour ainsi dire produites et manipulées de manière relationnelle par les cadres des fonctions métropolitaines.

4 – *Le monde connexionnel impulse et oriente une partie du monde relationnel*, celle qui est directement impliquée dans la production capitaliste : en permettant d’identifier et de saisir les opportunités de valorisation du capital, les connexions impulsent la production de marchandises et initient les relations qu’implique cette dernière ; de même, les connexions permettent de sélectionner et de mobiliser les subjectivités (et les ressources et capacités productives qu’elles incorporent) qui auront à rentrer en relation dans le cadre du procès de travail.

5 - *Le monde connexionnel valorise le monde relationnel* : les connexions assurent la circulation et la valorisation des ressources productives issues du monde relationnel ; elles permettent de les identifier, de les mobiliser, de les agencer de manière inédite pour en modifier la valeur d’usage et en accroître la valeur d’échange et, enfin, de trouver les débouchés nécessaires à la réalisation de cette valeur d’échange (VII.1).

6 – *Le monde connexionnel exploite le monde relationnel*. Nous avons vu en effet dans le chapitre VII que les connexions permettent à ceux qui les contrôlent de prélever un tribut sur la valeur d’échange des ressources produites de façon relationnelle. Par ailleurs, les développements que nous avons proposés dans le chapitre VIII en commentant les travaux d’inspiration institutionnaliste et marxiste nous permettent de saisir l’ampleur et la teneur du surtravail relationnel que permettent de capter les connexions. Ces travaux nous enseignent en effet que ce surtravail trouve en dernière analyse son origine dans la négation du caractère « commun » du travail relationnel et des puissances sociales qu’il consomme et qu’il enrichit dans la durée (Dieuaide, 2006).

7- *Le monde relationnel alimente le monde connexionnel*. Cette hypothèse est la contrepartie logique de celle qui précède. De fait, les réseaux du monde connexionnel tourneraient à vide si le monde relationnel n’était pas là pour les alimenter en continu en nouveaux contenus (VII et VIII).

8 - *Le monde connexionnel prend en otage le monde relationnel*. Cette hypothèse désigne une condition de possibilité des réalités saisies par les deux précédentes. La notion de prise d’otage fait ici référence au pouvoir de monopsomisation de l’activité relationnelle de la vie humaine que détiennent les propriétaires des moyens sociaux de connexion (VII).

9 – *Le monde connexionnel évince le monde relationnel.* Cette hypothèse, nouvelle au regard de notre exposé, renvoie à un cas limite du processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion et désigne la tendance à la substitution pure et simple des relations par des connexions. Ce remplacement est notamment à l'œuvre au sein de la division capitaliste du travail et de la production de marchandises ; dans lesquelles en effet, à la faveur notamment de la généralisation des technologies numériques de contrôle et de surveillance en « temps réel » de l'activité des travailleurs, mais aussi sous l'effet de la mise en place de nouvelles méthodes de management, une part de l'activité relationnelle des travailleurs tend à être réduite à un ensemble de connexions éphémères, ponctuelles, mais néanmoins routinisées, et qui, à ce titre, ne sollicitent pas les compétences cognitives des travailleurs. On peut notamment reconnaître cette tendance à la substitution des relations par des connexions dans l'essor de la « prescription algorithmique », du « tâcheronnat numérique » et de ses « travailleurs du clic » (Casilli, 2019), ou plus généralement encore dans l'essor d'un « taylorisme 2.0 » (Durand C. , 2020) appliqué à la relation de service. Notons également que cette tendance à la substitution de la relation à la connexion est à l'œuvre dans tous les domaines où s'étend la sphère de la marchandise : ainsi du secteur hospitalier, où la relation avec l'utilisateur cède peu à peu la place à des connexions de plus en plus ponctuelles et impersonnelles avec les clients des services de santé, soumises à des contraintes de temps et au règne de l'urgence (Jeamet, 2021). Enfin, notons que cette tendance à la substitution est également à l'œuvre au sein de la vie quotidienne : c'est ce que nous avons vu, par exemple, en analysant la « production de la ville à la carte numérique » (VII.2.5), dans laquelle les moyens sociaux de connexion se substituent aux moyens sociaux de relation.

10 - *Le monde connexionnel s'infiltre dans le monde relationnel.* Proche, mais néanmoins distincte de la précédente, cette hypothèse désigne la tendance au travers de laquelle les connexions, sans pour autant se substituer aux relations, altèrent ces dernières en faisant tendre leurs propriétés spatiales et temporelles vers les leurs, c'est-à-dire en les rendant de plus en plus nombreuses, superficielles, éphémères, ponctuelles, changeantes et dépendantes de médiations qui n'appartiennent pas aux individus : abstraites donc. Cette tendance à la réduction des relations à de simples connexions est selon nous à l'œuvre dans l'ensemble des sociétés capitalistes contemporaines, dans le sens où elle n'épargne aucune pratique et aucun individu. Elle constitue selon nous la principale tendance anthropologique inhérente aux transformations contemporaines de nos sociétés. Toutes les pratiques sont concernées et aucun individu n'y échappe, pas même les travailleurs cognitifs spécialisés dans les fonctions d'intégration et d'intermédiation qui se hissent aujourd'hui au sommet de la hiérarchie salariale. Plus encore,

nous l'avons vu (VII.2), cette tendance ne se limite pas à la sphère professionnelle, mais est à l'œuvre dans l'ensemble de la vie quotidienne, qui tend de fait à être soumise à l'accélération effrénée, à la disruption permanente et généralisée, à la mise en mouvement et au ballotement, au vertige de l'illimitation et, plus généralement, à la séparation d'avec l'autre, d'avec le monde et, finalement, d'avec soi-même, auxquelles conduisent, comme nous l'avons aussi déjà suggéré, toutes ses recompositions spatiales et temporelles de la vie humaine.

*

* *

Ces hypothèses vont à présent nous aider à synthétiser nos développements sur les raisons et le contenu du régime métropolitain de production de l'espace et du temps et à parachever nos réflexions concernant les résultats de ce dernier, à savoir la manière dont se prolonge à travers lui le double mouvement d'autonomisation du capital et d'aliénation des hommes et des femmes qui matérialise la reproduction des rapports de production capitaliste et qui résulte du prolongement métropolitain du processus d'abstraction.

Section 2. Les raisons historiques du régime métropolitain de production de l'espace et du temps : nécessités et opportunités de l'appropriation capitaliste des liens humains.

Au cours de nos précédents développements, nous avons déjà abondamment traité la question des raisons historiques de l'émergence du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps, en nous attachant notamment à montrer en quoi celui-ci peut se comprendre comme un produit des contraintes et des opportunités générées par les contradictions du régime fordiste de production de l'espace et du temps, ainsi que par les contradictions inhérentes à certaines des stratégies mises en œuvre par les classes capitalistes occidentales afin de faire face aux premières. Nous proposons ici de reprendre nos principaux arguments, de les compléter par les enseignements que nous avons retirés de nos dernières analyses (de nos commentaires sur les analyses marxistes des transformations contemporaines de la production capitaliste) et de tenter d'en fournir une synthèse.

1. Résumé des principaux arguments.

Commençons par reprendre les principaux arguments que nous avons avancés dans le chapitre VII.

Nous avons tout d'abord montré qu'il est possible d'envisager la production de la métropole connexionnelle comme l'une des réponses (ou des « remèdes spatio-temporel ») mises en œuvre par le capitalisme pour parer à l'essoufflement ou à « l'arrivée aux limites » des principaux ressorts historiques de la « dynamique expansive du capital » (Harvey, 2008), qui s'est en effet heurtée, entre les années 1980 et 2000, à la « finitude du monde », ou plus précisément, à l'unification achevée de l'ensemble des formations sociales de la planète sous les rapports de production capitalistes et à la dissolution quasi-complète des rapports sociaux non capitalistes au sein des formations sociales occidentales : deux réalités respectivement matérialisées par « l'ubiquité planétaire des flux capitalistiques » (VII.1.1) à une échelle et par la consécration de « l'urbain généralisé » à une autre (VII.2.1). Cette configuration historique, dans laquelle le capital se trouve confronté à la finitude, constitue selon nous la principale explication de la fringale de nouveaux contenus à s'arroger et à valoriser que ce dernier tente d'étancher au travers du régime métropolitain de production de l'espace et du temps. Dans notre perspective, ce régime répond donc en premier lieu à la nécessité pour le capital de « repousser ou de contourner les limites auxquelles il s'est heurté dans le cadre de son précédent régime de production de l'espace et du temps », et plus généralement, de « conjurer la finitude du monde » afin de préserver son fantasme d'illimitation (VII.1.6).

Aussi, dans la droite ligne des travaux de Saskia Sassen, nous avons souligné que la production de la métropole connexionnelle peut s'envisager comme un produit de la complexité croissante des chaînes de valeur induite par la tendance à la décomposition internationale des processus productifs. Plus précisément, nous avons montré que la production de la métropole connexionnelle répond à la nécessité de « réintégrer (par des connexions) ce qui a été séparé » afin d'assurer la fluidité et la célérité de la valorisation du (grand) capital en dépit de l'incertitude et des problèmes de coordination qui découlent l'éclatement géographique des chaînes de valeur (VII.1.6).

Plus encore, nous avons montré que c'est le « monde en miettes » résultant des formes passées et présentes de la production capitaliste de l'espace et du temps qui est au fondement du pouvoir que les moyens sociaux de connexion confèrent aujourd'hui à celles et ceux qui les contrôlent. Nous avons montré en effet que dans un tel monde, dans lequel tout est spatialement et

temporellement séparé, non seulement les différents segments de la production au sein de la division capitaliste du travail, mais aussi les individus au sein de la vie quotidienne, le contrôle des moyens sociaux de connexion revient à contrôler les « moyens de réalisation » de ceux qui en sont dépourvus : les « moyens de réalisation de la valeur d'échange » des marchandises produites par les capitaux non-monopolistiques (VII.1.5) ; et les « moyens de réalisation de soi » des individus isolés et désorientés qui peuplent les métropoles, privés des moyens sociaux de relation qui leur permettaient d'accéder de manière autonome à l'autre, au monde et à eux-mêmes (VII.2.3 à VII.2.5). Autrement dit, nous avons montré que c'est la « séparation généralisée » qui prévaut dans le monde « monde en miettes » issu de l'histoire de la production capitaliste de l'espace et du temps qui place aujourd'hui les propriétaires des moyens sociaux de connexion en position de « monopsomiser » la vie sociale en se posant comme les débouchés ultimes et inévitables de toutes les activités qui s'y déploient.

Par ailleurs, aux côtés de ces arguments qui concernent essentiellement les contradictions du procès de circulation du capital, nous avons mis en avant l'importance des contradictions inhérentes aux formes antérieures (industrielles, fordistes) du procès de production capitaliste pour comprendre les raisons de l'émergence du régime métropolitain de production de l'espace et du temps. Nous avons alors notamment insisté sur le caractère devenu intenable des formes industrielles d'accumulation du capital productif dès lors que les gains de productivité et l'accroissement du taux de survaleur associés au processus de substitution du capital au travail devinrent insuffisants pour compenser l'effet négatif sur le taux de profit de l'augmentation de la composition organique du capital que suscite contradictoirement ce même processus (VII.1.6). Aussi, nous avons rappelé que ces immobilisations en capital fixe, sources de rigidité organisationnelle, rentrèrent progressivement en contradiction avec les exigences croissantes en matière de flexibilité qu'imposèrent le renouvellement des formes de la concurrence, l'évolution des normes de consommation, et l'instabilité croissante des marchés qui en résulta (VII.1.6). De cette manière, nous avons mis en évidence certains des facteurs de la crise du « régime de l'usine » et, du même coup, certaines des contraintes ou des impératifs auxquels répondent le régime métropolitain et l'opération de « délestage », par les capitaux privés, des fonctions sociales relatives à la formation, à l'amortissement et à la mise en œuvre du capital productif, qui est au cœur de ce régime. L'émergence de ce dernier se présentant finalement, à l'aune de ces contradictions productives, comme un produit de la nécessité de « remettre en mouvement ce qui avait été immobilisé » dans le cadre de la configuration antérieure du capitalisme ; et l'essor de la prédation connexionnelle, comme un produit et comme un mode

de résolution des contradictions inhérentes aux immobilisations de l'ère industrielle – mais qui ne résout pas, pour autant, comme nous aurons à le montrer plus loin, les contradictions fondamentales du mode de production capitaliste...

Enfin, en plus de ces arguments qui mettent l'accent sur les contradictions économiques des formes antérieures de la production capitaliste de l'espace et du temps, nous avons montré l'intérêt de prendre en compte les contradictions socio-politiques qui étaient les leurs pour mieux comprendre les raisons de l'émergence du régime métropolitain de production de l'espace et du temps. Autrement dit, en plus des déterminations relatives à la baisse tendancielle du taux de profit, nous avons aussi souligné l'importance de celles associées aux luttes de classes. Nous nous sommes alors attachés à souligner que si ces luttes ont déterminé la crise du précédent régime de production de l'espace et du temps, que ce soit en remettant en cause ses fondements hégémoniques ou en s'attaquant à ses rouages économiques, celles-ci ont dans le même temps surdéterminé le *contenu* ainsi que la *forme* du régime métropolitain, c'est-à-dire l'objet et les modalités du processus d'abstraction qui s'effectue à travers lui. C'est en effet ce que nous avons tenté de montrer au sujet de l'accroissement du temps libre et du salaire réel arrachés par les luttes salariales au cours de la période fordiste, des luttes urbaines qui ont agité son crépuscule, des désirs existentiels et différentiels qui s'y sont exprimés et affirmés, ou encore des revendications en faveur d'un mode de vie moins terne et plus excitant, fait de changements, de rencontres et d'événements, dont ces luttes étaient porteuses (VII.2.3). En ce qui concerne le *contenu* du régime contemporain de production de l'espace et du temps, nous avons montré que ce sont ces luttes qui ont ouvert la voie à l'appropriation capitaliste des liens humains et, partant et plus généralement, à l'appropriation capitaliste de la (totalité de la) vie passionnelle et du devenir existentiel des hommes et des femmes. De même, au sujet de la *forme* du régime métropolitain, nous avons montré que ce sont aussi ces luttes qui ont inventé et qui ont imposé au capital les opérations ou les modalités spatiales et temporelles qui lui permettent aujourd'hui de s'approprier ces réalités humaines (liens et désirs) : l'accélération, l'illimitation des possibles, le changement permanent et la réversibilité, la mise en mouvement, la mise en forme foule et la mise en forme événementielle des liens humains, ou encore la mise en spectacle de la ville et de la vie (VII.2) ; autant d'opérations qui, comme on l'a vu, constituent aujourd'hui les vecteurs du processus de réduction de la relation à la connexion et, à ce titre, de l'appropriation capitaliste des liens et des désirs humains ; autant d'opérations qui ont donc été avancées par les luttes sociales comme un moyen de combattre la séparation qui est au cœur du processus d'abstraction capitaliste et qui ont été récupérées comme un moyen permettant de

reproduire cette séparation, de lui donner une nouvelle forme (connexionnelle) et, ainsi, de l'étendre à la vie sociale dans son ensemble (à la vie quotidienne) - bien au-delà donc des sphères du travail et de la consommation auxquelles elle était pour l'essentiel cantonnée dans le cadre du régime fordiste de production de l'espace et du temps.

Les analyses marxistes des transformations contemporaines de la production capitaliste que nous avons commentées dans le chapitre précédent nous permettent enfin d'ajouter un dernier argument, convergent à ceux que nous venons de rappeler, en nous enseignant que la réincorporation des moyens sociaux de production par les travailleurs qui est au fondement de la production de la métropole relationnelle et des formes contemporaines de socialisation du capital productif dont elle est porteuse constitue en dernière analyse un résultat des luttes sociales pour la démocratisation de l'accès au savoir et en faveur de davantage d'autonomie et d'épanouissement dans le travail qui se sont exprimées au cours des années 1960 (VIII.3). Ces travaux nous apprennent ainsi que si ces luttes ont participé à la crise du régime de l'usine en remettant en cause son principe essentiel, à savoir l'incorporation des puissances sociales (intellectuelles) de la production à l'intérieur du capital fixe, elles ont simultanément contribué à jeter les bases matérielles du monde relationnel sur lequel reposent les formes contemporaines de la valorisation du capital. Mieux encore, ces travaux nous invitent à reconnaître que ce sont ces luttes qui (en dernière analyse) ont accouchées des puissances productrices et créatrices que contient ce « dedans interne » ou cette « forêt comestible » du capital d'où jaillissent miraculeusement les ressources préconstituées que les capitalistes connexionnistes peuvent se contenter de valoriser de manière liquide et rentière ; et sur lequel, au niveau social, le capital se déleste de l'encombrante fonction relative à la production, à l'entretien et à la mise en œuvre des puissances sociales de la production pour mieux se réaliser dans son essence de forme sociale vide, parfaitement indifférente à son contenu matériel, dont la reproduction purement autoréférentielle ne connaît ni limites ni entraves. Ce sont donc les luttes de classes qui sont à l'origine des conditions socialisées et refoulées sur lesquelles s'appuie le prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital.

2. Synthèse.

Au terme de ces développements, c'est donc à une explication multifactorielle et métadisciplinaire des raisons historiques de l'émergence du régime métropolitain de production de l'espace et du temps à laquelle nous parvenons. De fait, nous avons autant insisté sur les déterminations d'ordre économique que sur celles d'ordre sociopolitique. Aussi, nous avons

souligné, quoique de manière certainement non-exhaustive, la grande diversité des premières et des secondes. Concernant les premières, nous avons ainsi mis en exergue l'importance de plusieurs contradictions dont certaines sont en lien avec le procès de circulation du capital et d'autres avec son procès de production. De même, au sujet des secondes, à savoir des déterminations politiques qui renvoient aux luttes sociales qui ont renversé le précédent régime de production de l'espace et du temps, nous avons souligné la multiplicité des terrains dont ces dernières se sont emparées et la diversité des revendications et des transformations qu'elles ont portées et suscitées. Cette lecture multifactorielle et métadisciplinaire permet ainsi, on l'espère, de nous prémunir contre les accusations de simplisme et d'économicisme qui sont couramment adressées aux lectures marxistes des transformations historiques du capitalisme et de nous rendre audibles auprès de la communauté académique en répondant aux impératifs épistémiques qui sont ceux des sciences sociales actuelles (paradigmes de la « complexité » et de la « pluridisciplinarité »).

Pour autant, contrairement à ce qu'invite à faire et à ce que permet de faire l'épistémè contemporaine, la lecture proposée ici ne se contente pas de mettre en exergue la multiplicité des facteurs impliqués dans l'émergence du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps. Elle en montre aussi l'unité. Elle s'efforce certes de ne pas céder au simplisme qui est parfois reproché aux interprétations marxistes, mais n'abandonne pas pour autant le monisme qui caractérise la philosophie marxiste. C'est ainsi que nous nous sommes attachés tout au long de nos développements à souligner que tous ces facteurs, aussi différents et en apparence indépendants les uns des autres soient-ils, sont tous en dernière analyse des résultats du régime antérieur de production de l'espace et du temps, de ses contradictions. Une telle démarche n'est selon nous pas dénuée d'intérêt. Elle permet en effet notamment de donner une certaine cohérence ou du moins une cohésion d'ensemble aux différents éléments explicatifs avancés. Ce qui, de notre point de vue, ne peut être que bénéfique à la portée heuristique de la lecture proposée. En outre, cette démarche permet selon nous de ressaisir de manière satisfaisante la façon dont les ruptures associées à l'émergence du régime métropolitain de production de l'espace et du temps s'inscrivent dans la continuité du développement des contradictions fondamentales des rapports de production capitaliste et de leur transfiguration en « contradictions de l'espace ». Elle fournit ainsi une solution qui nous semble valable au problème du dosage entre continuité et discontinuité qui se pose à toute tentative d'historicisation des transformations du capitalisme. Mieux encore, plus qu'un dosage équilibré entre éléments de continuité et de discontinuité historiques, c'est un dépassement dialectique

de cette opposition antinomique que nous espérons avoir réussi à esquisser en soulignant en quoi les discontinuités ou les ruptures au sein du développement historique du capital s'inscrivent dans la continuité de l'approfondissement de ses contradictions.

La lecture que nous avons proposée se singularise également par son insistance sur le caractère ambivalent des déterminants de la restructuration métropolitaine du capitalisme ; insistance qui aura concrètement consisté au cours de nos développements à présenter cette dernière comme le produit d'un mélange complexe de nécessités et d'opportunités pour le capital et les capitalistes. C'est en effet ce que nous avons vu au sujet du « monde en miette » qui résulte de la trajectoire antérieure du développement historique du capital, en soulignant qu'à l'aune de celui-ci, la mise en connexion généralisée qui caractérise la production du monde connexionnel se présente à la fois comme une nécessité pour le redressement du taux de profit (dans la mesure où la mise en connexion qui s'opère depuis les centres métropolitains est nécessaire aux capitalistes pour qu'ils puissent gouverner la complexité et les incertitudes générées par ce monde en miette et ainsi s'assurer de la fluidité et de la célérité du procès de valorisation de leurs capitaux) et comme une opportunité pour la restauration du pouvoir de la classe capitaliste et la rénovation de ses fondements (dans la mesure où, dans ce monde en miette, le contrôle des moyens sociaux de connexion revient comme on l'a vu à contrôler les « moyens de réalisation » des agents qui en sont séparés et ainsi à acquérir un « pouvoir de monopsomisation » sur la société dans son ensemble). C'est aussi ce mélange de contraintes et d'opportunités que nous avons mis en avant au sujet des luttes salariales en faveur de l'accroissement du temps libre et des salaires réels, ou encore au sujet des luttes urbaines en faveur d'un mode de vie moins routinier et programmé que celui qu'offrait l'urbanisation fonctionnaliste des années d'après-guerre : comme nous l'avons à nouveau souligné ci-dessus en effet, ces dernières ont imposé au capital la nécessité de se restructurer, tout en lui donnant la possibilité ou les moyens de le faire d'une manière adéquate à son essence de valeur en procès ; tout en lui donnant, autrement dit, la possibilité de prolonger son processus d'autonomisation en renouvelant le contenu et la forme de son processus d'abstraction. Enfin, notons que c'est encore ce même mélange que nous pouvons relever au sujet des luttes sociales qui ont présidé à la réincorporation des puissances sociales de la production par le travail vivant et qui sont à ce titre au fondement de la production du monde relationnel et, partant, du « délestage » sur ce dernier qui permet au capital d'accroître les possibilités, la flexibilité, la fluidité et la célérité de sa valorisation et de se réaliser sous sa forme pure et achevée de valeur en procès. Au niveau privé, il apparaît en effet que, dans le régime métropolitain de production de l'espace et du temps, les capitalistes

connexionnistes font de l'impossibilité d'internaliser la totalité des ressources productives nécessaires à la valorisation de leurs capitaux, une opportunité pour cette dernière, un moyen d'accroître sa flexibilité, sa fluidité, sa célérité et d'élargir ses possibilités. De même, au niveau social, nous voyons que le capital a su faire de ses contradictions le levier de la reproduction de ses rapports de production, dans le sens où ce sont les résultats des premières (à savoir, en l'occurrence, la réincorporation de puissances sociales de la production par les travailleurs) qui conditionnent les formes déterminées de socialisation du capital productif (le « délestage ») sur lesquelles s'appuie le prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital (la concrétisation de ses fantasmes de liquidité, d'immédiateté et d'illimitation).

Nous espérons alors notamment, grâce à ces développements sur les raisons de l'émergence du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps et à notre insistance sur le caractère ambivalent de ces dernières, avoir su nous mettre à l'abri du risque de voir notre lecture du développement contemporain du capital être accusée de « téléologisme ». Car, si nous avançons et défendons dans ces pages que ce dernier s'achemine vers une fin qui n'est autre que le parachèvement de son processus d'autonomisation, nous nous sommes néanmoins efforcés de souligner, comme nous l'avons rappelé ici, que ce développement n'est pas pour autant propulsé par cette fin, mais par l'approfondissement des contradictions des rapports de production capitalistes, par la transfiguration de ces dernières en « contradictions de l'espace », par la manière dont celles-ci pèsent sur les capitalistes, et par les stratégies que ceux-là mettent en œuvre pour tenter de les surmonter et d'en profiter. Ainsi, loin d'attribuer un pouvoir démiurgique au capital et d'en dresser le portrait d'une puissance (purement et simplement) transcendante qui effectuerait consciemment son trajet vers son état le plus achevé, en créant pour cela intentionnellement et souverainement son paradis terrestre (l'espace concrètement abstrait de la métropole), nous avons tout au contraire montré que ce paradis terrestre est le produit des contradictions que génère et auxquelles se heurte ce dernier et qu'il ne surmonte qu'au travers des initiatives contingentes et décentralisées de ses personnifications. Nul dessein préétabli n'est donc au fondement du parachèvement contemporain du développement historique du capital qui se réalise au travers du régime métropolitain de production de l'espace et du temps. Seules la plasticité de ses rapports de production, les « différences produites » issues des luttes de classe, et la débrouillardise de ses personnifications étant finalement, selon la lecture que nous avons proposée, à mettre au crédit de sa capacité à se perpétuer et à se réaliser ; de sa capacité, autrement dit, à transformer les contraintes et les difficultés qu'il

s'oppose à lui-même en sources de possibilités et d'opportunités pour sa survie et son développement.

3. Conclusion.

Tels sont donc, pour résumer, les principaux écueils entre lesquels nous avons essayé de naviguer en nous embarquant dans la démarche lefebvrienne de l'économie politique de l'espace et du temps : une lecture multifactorielle ou multidimensionnelle mais néanmoins unitaire de l'histoire récente du capitalisme, capable de proposer une représentation dont la consistance ne compromette pas la cohérence et dont le réalisme n'altère en rien la portée heuristique ; une lecture, aussi, qui soit capable de discerner la nouveauté sans se laisser éblouir par elle, c'est-à-dire qui soit capable de reconnaître ce qui il y a de radicalement nouveau dans la configuration contemporaine du capitalisme sans pour autant perdre de vue le lien généalogique qui relie cette dernière à celles qui l'ont précédée ; une lecture, enfin, qui sache retrouver l'histoire, le sens et la direction de son cours, sans néanmoins ressusciter les entités surnaturelles auxquelles les pensées préscientifiques attribuent son mouvement. En somme, c'est donc une lecture proprement marxiste de l'histoire récente du capitalisme, inséparablement matérialiste et dialectique, que nous espérons avoir réussi à esquisser en proposant d'appréhender celle-ci au travers d'une analyse métadisciplinaire et régressive-progressive du processus de métropolisation.

Section 3. Le contenu du régime métropolitain de production de l'espace et du temps : la dualité de la puissance matérielle des liens humains ou l'unité des mondes relationnel et connexionnel.

Après avoir rappelé d'où vient le régime métropolitain de production de l'espace et du temps, revenons maintenant sur ce qu'il contient, c'est-à-dire sur la nature et le devenir des puissances qui se développent en son sein.

1. Synthèse.

Production d'un gigantesque potentiel d'interaction humaine, résultant de la concentration et de la mise en connexion des hommes et des femmes et de leurs richesses (Halbert, Lussault, Mongin, Veltz), le processus de métropolisation s'envisage fondamentalement dans notre perspective comme l'expression matérielle du développement historique de la « puissance matérielle des liens humains », c'est-à-dire de la capacité des hommes et des femmes à accéder aux êtres et aux choses qu'ils désirent.

L'hypothèse que nous proposons revient ainsi à affirmer que dans le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps, la réalité qui se développe et que s'approprie le capital pour la soumettre aux nécessités de sa reproduction n'est autre que la réalité la plus fondamentale ou la plus englobante de la condition humaine : le besoin d'interagir avec ce qui n'est pas soi. Plus que cela même, avec cette hypothèse, nous avançons que le processus de métropolisation matérialise le développement et l'appropriation capitalistes de ce qui fait des hommes et des femmes des êtres vivants, c'est-à-dire des êtres qui, pour subsister, et *a fortiori* pour exister, ont besoin d'entrer en contact avec leurs semblables et avec le monde qui les entoure.

Ce faisant, nous suggérons d'emblée la signification profonde de la mise en place du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps : celui-ci serait l'expression matérielle du parachèvement du processus au travers duquel le capital, *en tant que travail mort*, s'approprie la totalité de ce qu'il n'est pas et de ce dont il a besoin pour sa reproduction. L'abstraction capitaliste se réaliserait ainsi sous la forme qui a ontologiquement toujours été la sienne mais qu'elle n'avait jamais pleinement pu concrétiser historiquement : une lutte entre le mort et le vif ; ou une entreprise de vampirisation et de zombification de la vie – qui s'effectue au travers d'un processus de « nécropolisation » de l'espace social (IX.4).

De même, cette hypothèse revient à reconnaître que le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps parachève le processus d'autonomisation du capital en lui permettant de s'approprier la totalité de la vie humaine ; et non plus seulement tel ou tel fragment de cette dernière comme c'était encore le cadre dans le cadre des autres régimes. Comme nous avons déjà commencé à le montrer en effet, l'appropriation capitaliste de la puissance matérielle des liens humains implique l'appropriation capitaliste de la totalité de la vie passionnelle des hommes et des femmes, dans la mesure où elle revient à déposséder ces derniers de leurs moyens d'existence. Cette hypothèse, que nous allons finir de démontrer dans la suite de ce chapitre, invite ainsi à reconnaître que le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps est celui au travers duquel le capital tend à se réaliser sous sa forme « totalisée et totalitaire » : qui est sa forme la plus achevée (IX.4), mais aussi la plus contradictoire (IX.5).

Pour préciser cette hypothèse générale, nous montrons ensuite qu'au sein de ce régime, la puissance matérielle des liens humains se scinde et se développe selon deux modes matériels distincts, auxquels correspondent deux formes sociales également distinctes : un premier mode

qui est celui de la *relation* et qui correspond à la forme *productrice et créatrice* des liens humains ; un second mode qui est celui de la *connexion* et qui incarne la forme *circulatoire* des liens humains. Nous mettons ainsi en évidence qu’au travers du régime métropolitain, le capital s’approprie les liens humains en imprimant en eux la dualité constitutive de son procès de valorisation : son procès de production s’approprie les liens humains en s’accaparant les caractères producteur et créateur inhérents au mode relationnel de ces derniers, que le capital trouve déjà constitué face à lui comme un attribut de la nature humaine (mais qu’il ne laisse pas pour autant inchangée, cf.infra) ; tandis que son procès de circulation façonne les liens humains pour leur attribuer des propriétés spatiales et temporelles dont le propre est d’être en adéquation avec ses déterminations abstraites.

Nous montrons ensuite que le développement de ces deux dimensions dissociées de la puissance des liens humains se matérialise, au sein du régime métropolitain de production de l’espace et du temps, au travers de la production de deux mondes distincts ; ou, si l’on préfère, de deux figures idéal-typiques de l’espace métropolisé : le *monde connexionnel* d’une part, que nous décrivons sous les traits d’un ensemble de centres interconnectés de commandement et de pilotage d’un réseau hyperscalaire de connexions potentielles et réversibles permettant aux capitaux monopolistiques d’identifier, de mobiliser, d’agencer et de valoriser l’ensemble des valeurs d’usage disponibles sur la planète avec flexibilité, fluidité, célérité et selon des possibilités quasiment illimitées ; et le *monde relationnel* d’autre part, que nous décrivons comme un ensemble d’écosystèmes relationnels et institutionnels générant de manière permanente et endogène des valeurs d’usage spécifiques susceptibles d’alimenter la valorisation du capital - ou mieux encore, des valeurs d’usage contraintes de s’offrir à la valorisation du capital du fait de leur incapacité à se réaliser par elles-mêmes et de leur dépendance, à cet égard, vis-à-vis des moyens sociaux de connexion que concentrent les capitaux monopolistiques.

Sur cette base, nous montrons qu’ainsi développée et objectivée dans l’unité de ces deux mondes, dans laquelle le monde connexionnel oriente, exploite, valorise et domine le monde relationnel qui le nourrit (hypothèses 4 à 8), tout en s’immisçant en lui et en le pliant à ces réquisits (hypothèse 10), la puissance matérielle des liens humains est transformée en une « puissance combinatoire » dont le propre est de permettre aux capitaux monopolistiques qui s’en saisissent de « produire en permanence de l’inédit en combinant de manière instantanée et illimitée des valeurs d’usage préconstituées ».

Nous soulignons alors pour finir qu'ainsi transformée en cette puissance combinatoire objectivée dans l'unité des mondes relationnel et connexionnel, la puissance matérielle des liens humains se trouve *de facto* appropriée par le capital sous la forme d'une « puissance sociale de potentialisation, de flexibilisation, de fluidification et d'accélération de sa valorisation » qui lui permet non seulement de surmonter ou de contourner les limites et les contradictions auxquelles il était confronté lors la crise du régime fordiste de production capitaliste de l'espace et du temps, mais aussi et plus fondamentalement de parachever son processus d'autonomisation et de réaliser les fantasmes d'illimitation, de liquidité et d'immédiateté que détermine son essence de valeur en procès. Aussi, mais ce point demande encore à être précisé et approfondi dans la prochaine section, nous soulignons que cette transformation métropolitaine de la puissance matérielle des liens en une puissance combinatoire a symétriquement pour effet de déposséder les hommes et les femmes de cette même puissance en retournant les « moyens d'intégration au monde, à l'autre et à soi-même » que constituent les liens humains, en « moyens de (reproduction de la) séparation » d'avec ces mêmes réalités.

2. Conclusion.

Ainsi, pour résumer, la thèse que nous proposons consiste à affirmer que, dans le régime métropolitain de production de l'espace et du temps, la reproduction des rapports de production capitalistes s'effectue au travers du développement dissocié de la puissance matérielle des liens humains ; de la transformation de cette puissance en une puissance combinatoire objectivée dans l'unité des deux mondes qui résulte de son développement dissocié ; de son appropriation sous la forme d'une puissance sociale qui permet au capital de concrétiser les déterminations abstraites qui définissent son mouvement de valeur en procès ; et de la séparation de cette même puissance vis-à-vis des hommes et des femmes, qui ne trouvent plus en elle qu'une puissance aliénée et aliénante ayant pour effet de réduire leur existence à l'abstraction spectaculaire (figure 13).

Voilà, dans les grandes lignes, ce qu'il nous semble important de retenir au sujet du contenu du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps. Mais avant de passer au point suivant, revenons quand même plus en détail sur l'unité des mondes relationnel et connexionnel dans laquelle se trouve objectivée la puissance combinatoire de la métropole. Quatre principaux arguments peuvent être avancés pour fournir un aperçu synthétique de la manière dont fonctionne cette unité et ainsi donner une représentation plus satisfaisante de la puissance qu'elle contient (de son mode matériel d'existence).

- Rappelons tout d'abord que les réseaux du monde connexionnel tourneraient à vide en l'absence du monde relationnel, qui fournit en permanence à ces derniers de nouveaux contenus à prélever, à combiner, et à valoriser. Surtout, rappelons du même coup que c'est l'existence du monde relationnel, de sa production permanente de nouveaux contenus, qui conditionne les possibilités illimitées dont le monde connexionnel tend à pouvoir disposer ; et qui conditionne donc en cela également la flexibilité et la fluidité avec lesquelles ce dernier parvient à piloter la mise en valeur du capital (hypothèse 7).
- Ensuite, il faut rappeler que c'est parce que l'accumulation des puissances sociales de la production tend à devenir immanente à la production du monde relationnel que les propriétaires des moyens sociaux de connexion peuvent se délester des fonctions relatives à la production, à l'entretien et à la mise en œuvre du capital productif et, ainsi, accroître la flexibilité, la fluidité, mais aussi la célérité du procès de valorisation de leurs capitaux (hypothèse 6).

Ainsi, à l'aune de ces deux premiers arguments, il apparaît que la puissance combinatoire de la métropole n'existe qu'au travers de l'unité de ces deux mondes distincts ; ou, pour formuler les choses autrement, que la valorisation connexionniste du capital doit ses propriétés spatiales et temporelles à sa dépendance refoulée envers le monde relationnel : sa flexibilité repose sur l'extériorité de la production relationnelle des ressources et capacités productives ; sa fluidité repose sur le report sur cette dernière de l'incertitude qu'elle génère par ailleurs ; sa célérité repose sur la négation de la durée de la production relationnelle et de la reproduction de ses conditions ; ses virtualités infinies, enfin, reposent sur la négation de la finitude de la production relationnelle (négation dont il nous reste encore à analyser les conditions et les contradictions).

Mais l'unité des mondes qui objective la puissance combinatoire de la métropole ne relève pas simplement de l'interaction entre ce qui serait deux réalités qui resteraient extérieures l'une à l'autre. Elle se caractérise également par l'interpénétration de ces deux mondes, qui s'effectue au travers de ce que nous appelons le « processus de réduction de la relation à la connexion » (hypothèse 10) :

- Ce processus conditionne en effet tout d'abord la « dimension destructrice de la puissance combinatoire métropolitaine », dans le sens où il détermine les caractéristiques des désirs consuméristes sur lesquels repose cette puissance. C'est que nous avons montré quand nous avons souligné en quoi les recompositions connexionnelles de la vie

quotidienne déterminent l'illimitation, la fugacité et le caractère anobjectale des désirs qui animent les individualités narcissiques qui peuplent les métropoles (VII.2).

- Aussi, comme nous l'avons annoncé à plusieurs reprises, nous aurons à montrer dans la prochaine section (IX.4) que ce processus de réduction à la relation à la connexion intervient également dans la production des inclinaisons passionnelles qui conditionnent l'adéquation de la production relationnelle vis-à-vis des exigences de la valorisation connexionnelle, soit, *in fine*, que ce processus intervient dans la production de la « dimension productive de la puissance combinatoire de la métropole capitaliste ».

Au total donc, il apparaît que pour exister, la puissance combinatoire de la métropole a à la fois besoin de l'existence distincte des mondes relationnel et connexionnel, mais aussi de leur interpénétration réciproque sous la domination du second : le monde connexionnel a besoin du monde relationnel, mais ne peut en disposer qu'en l'altérant. Il y a là la source d'une contradiction que nous analyserons dans la dernière section de ce chapitre (IX.5).

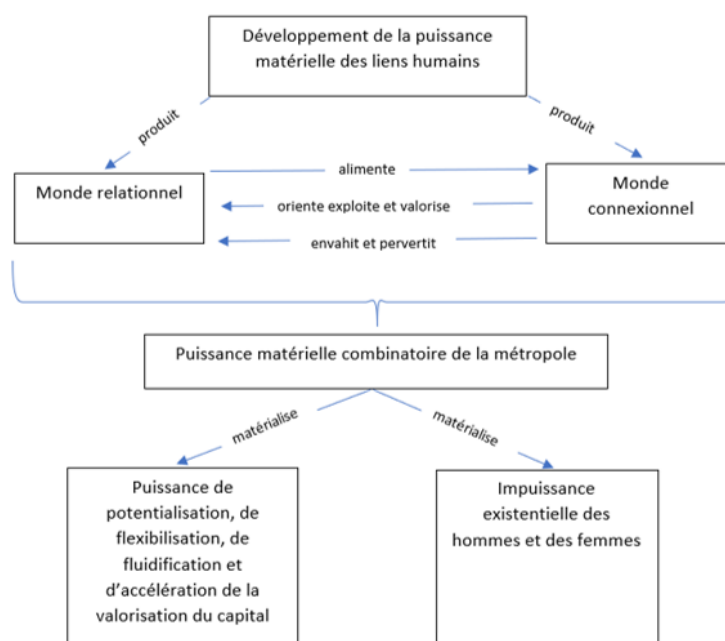


Figure 13. Le contenu du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.

Section 4. La régulation métropolitaine du développement contemporain du capital.

Nous revenons dans cette section sur les résultats du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps en proposant une synthèse de nos réflexions sur la régulation

métropolitaine du développement contemporain du capital. Plus précisément, nous abordons ici la production capitaliste de l'unité métropolitaine des mondes relationnel et connexionnel comme l'expression matérielle du processus au travers duquel le capital s'approprie les puissances sociales de l'activité humaine pour les soumettre aux déterminations abstraites qui régissent son mouvement de valeur en procès.

Nous analysons ici la régulation métropolitaine du développement contemporain du capital à deux niveaux distincts : celui du procès de valorisation du capital dans son ensemble, où il s'agit d'analyser le mode de régulation métropolitain de la contradiction opposant le procès de circulation du capital à son procès de production ; et celui du procès de production du capital, où il s'agit d'analyser la régulation métropolitaine de la contradiction opposant la matérialité du procès de travail aux exigences temporelles abstraites du procès de production.

1. La régulation métropolitaine des contradictions matérielles du procès de valorisation du capital.

Dans notre perspective, la production capitaliste de l'espace métropolitain et de sa dualité constitutive s'envisage tout d'abord, à un premier niveau d'analyse, comme le processus matériel au travers duquel se développent et se régulent les contradictions spatiales et temporelles inhérentes aux formes contemporaines de valorisation du capital. Plus précisément, dans la représentation du capitalisme contemporain que nous proposons, la dualité des mondes relationnel et connexionnel exprime le développement de ces contradictions, en permettant ainsi à l'analyse de les identifier, tandis que l'unité de ces derniers, à savoir les rapports complexes qui les unissent (IX.1), matérialisent la manière dont ces mêmes contradictions sont régulées et permet ce faisant de comprendre comment le capital parvient à survivre en dépit de ces dernières.

1.1. Les contradictions matérielles des formes contemporaines de la valorisation du capital.

Ainsi, si l'on considère d'abord séparément les propriétés spatiales et temporelles du mode connexionnel de circulation du capital d'une part et du mode relationnel de production du capital d'autre part, nous découvrons les contradictions suivantes au sein des formes contemporaines de la valorisation du capital :

- Vitesse et lenteur. Premièrement, si d'un côté la production du monde connexionnel témoigne de l'accélération de la vitesse de rotation du capital et de la capacité de ce dernier à se valoriser de manière quasi-instantanée, de l'autre, la production du monde relationnel nous donne à voir un rallongement de la durée nécessaire à la production des

conditions de la production (des ressources qu'elles consomment) qui, de fait, s'enracine dans la durée (et souvent dans le « temps long ») des dynamiques territoriales, de la mise en œuvre des politiques publiques, et des trajectoires existentielles des individus : de la production relationnelle de la vie humaine.

- Certitude et incertitude. Deuxièmement, alors qu'au sein des réseaux du monde connexionnel le procès de valorisation du capital se présente comme un mouvement fluide et ininterrompu, la production capitaliste apparaît quant à elle, au sein du monde relationnel, comme traversée et même constituée par l'incertitude. D'un côté donc la valorisation du capital n'a jamais été autant assurée de son succès ; de l'autre, la production capitaliste semble n'avoir jamais été aussi problématique. La valorisation du capital devient évidente alors même que les tenants et les aboutissants de sa production s'obscurcissent.
- Désencastrement et réencastrement. Troisièmement, alors que la production du monde connexionnel nous donne à voir une tendance à la déterritorialisation du procès de valorisation du capital, la production du monde relationnel matérialise au contraire une tendance à la reterritorialisation de la production capitaliste : la valorisation s'affranchit de toutes attaches socio-spatiales alors que la production se réencastre au sein d'espaces socialement produits (ou institutionnellement appropriés par les relations qui s'y déploient). De même, sur le plan temporel, à la réversibilité de la valorisation connexionnelle, qui est en permanence capable de reconfigurer ses chaînes de valeur, correspondent les irréversibilités ou la dépendance au sentier de la production relationnelle.

D'un point de vue historique, la production de la dualité métropolitaine témoigne donc en premier lieu de la réouverture de la contradiction matérielle qui oppose le procès de valorisation du capital à son procès de production. Elle se présente ainsi avant tout, de ce point de vue, comme le résultat de la crise du régime de l'usine, qui avait précisément permis de conformer la matérialité du procès de production aux exigences matérielles abstraites du mouvement de mise en valeur du capital (V). Auparavant alignées, ces matérialités sont de fait aujourd'hui totalement perpendiculaires l'une à l'autre. La dualité métropolitaine des mondes connexionnel et relationnel se présente ainsi, en première analyse, comme un problème du point de vue de la reproduction du capital.

1.2. La régulation métropolitaine des contradictions matérielles des formes contemporaines de la valorisation du capital.

Or, comme nous le disions, ces contradictions béantes que matérialise la dualité des mondes connexionnel et relationnel sont dans le même temps régulées par les rapports complexes qui unissent ces derniers. Trois de ces rapports, en particulier, nous semblent incarner et opérer ce qu'on pourrait appeler la régulation métropolitaine des contradictions spatiales et temporelles des formes contemporaines de la valorisation du capital.

- Le premier renvoie au mouvement au travers duquel *les propriétaires des moyens sociaux de connexion se déchargent sur le monde relationnel des fonctions relatives à la production, à l'entretien et (parfois même) à la mise en œuvre des puissances sociales de la production*. Comme nous l'avons montré, c'est en effet en se délestant de ces tâches encombrantes et contraignantes que les capitaux monopolistiques parviennent à accomplir cette prouesse qui consiste à accroître la célérité, la fluidité et la flexibilité de leur procès de valorisation alors même que la production des conditions de cette valorisation tend à devenir de plus en plus longue, incertaine et rigide (dans le sens où elle se trouve encadrée dans une trajectoire de dépendance au sentier et dans des lieux socialement appropriés et institutionnellement échafaudés).
- Le deuxième rapport qui contribue à la régulation métropolitaine des contradictions spatiales et temporelles des formes contemporaines de la valorisation du capital renvoie ensuite à la *prise d'otage du monde relationnel par le monde connexionnel*, c'est-à-dire à la monopsomisation de la pratique relationnelle par les propriétaires des moyens sociaux de connexion. Cette prise d'otage constitue, comme nous l'avons souligné, la première des conditions de possibilité du délestage que nous évoquions à l'instant.
- Le troisième rapport qui intervient dans la régulation métropolitaine du capitalisme contemporain renvoie enfin au *processus de réduction de la relation à la connexion* au travers duquel le monde connexionnel transforme le monde relationnel en soumettant les activités qui s'y déploient aux déterminations abstraites qu'il véhicule. Ce processus, qui se traduit concrètement par la prolifération, l'accélération, la disruption, la précarisation et l'intermédiation (monétaire et technique) croissantes des liens humains (VII.2.), soit par le *carnage de la vie humaine*, constitue la deuxième condition de possibilité du délestage que nous évoquions ci-dessus. Comme nous l'avons indiqué (et comme nous allons le montrer dans ce qui suit), ce sont en effet les inclinaisons passionnelles que déterminent ces formes d'abstraction capitaliste de la vie quotidienne qui enjoignent les individus à faire de l'ensemble de leur existence, ou de ce qu'il en reste, un moment du

processus d'accumulation (et de destruction) des puissances sociales de la production et donc, de fait, à prendre en charge les fonctions dont se délestent les capitalistes.

« Délestage » de la valorisation connexionnelle sur le monde relationnel ; « prise d'otage » du second par la première ; et « carnage »³⁰⁵ de celui-ci par celle-là : tels sont donc, dans notre perspective, les trois principaux rapports imbriqués qui matérialisent la production de la puissance combinatoire de la métropole et la régulation métropolitaine des contradictions spatiales et temporelles des formes contemporaines de la valorisation du capital – au travers de laquelle, donc, les capitaux monopolistiques parviennent à accroître la célérité, la fluidité et la flexibilité de leur procès de valorisation alors même que la production des conditions de la valorisation tend à devenir de plus en plus longue et incertaine et de plus en plus difficile à détacher de son contexte spatial et temporel.

1.3. La reproduction métropolitaine de la classe capitaliste. Sénilité et irresponsabilité.

Dans une perspective historique, nous pourrions ainsi proposer le récit suivant de la survie métropolitaine du capitalisme (de ses enjeux et de ses ressorts). Face à l'essor de puissances sociales de la production de plus en plus orthogonales aux formes industrielles d'abstraction capitaliste et au durcissement simultané des exigences temporelles de la valorisation du capital, les franges dominantes de la classe capitaliste (les fractions les plus centralisées du capital) auraient cessé d'abstraire la pratique productrice par leurs propres moyens (par des moyens individuels ou privés) pour se contenter de s'en abstraire en laissant à celle-ci la charge d'assurer sa conformité vis-à-vis des exigences de la valorisation du capital. Plutôt que d'affronter la réalité sans laquelle elle ne peut exister, mais contre laquelle à l'évidence elle ne pouvait pas lutter, la grande bourgeoisie se serait ainsi orientée vers cette stratégie consistant à

³⁰⁵) Précisons que ce n'est pas uniquement pour la rime avec les notions de « délestage » et de « prise d'otage » que nous choisissons cette notion de « carnage » pour désigner le processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion. Définie comme « action de tuer ou de mettre en pièces une grande quantité d'animaux ou d'hommes » (CNRTL), cette notion a en effet l'intérêt de restituer le combat entre la vie et la mort que met en scène, fondamentalement, ce processus qui définit dans notre perspective la forme contemporaine du processus d'abstraction capitaliste. La définition de cette notion a en outre, comme nous pouvons le voir, l'intérêt de mettre en évidence l'opération fondamentale qui est au cœur de cette forme historique du processus d'abstraction capitaliste comme de toutes celles qui l'ont précédées : la fragmentation de l'existant et la séparation des individus d'avec les choses et les êtres qui leur sont nécessaires. Aussi, nous pourrions ajouter qu'en faisant référence, de par son étymologie, à la viande ou à la chair, la notion de carnage a l'avantage de souligner que, dans sa forme contemporaine plus encore que dans celles qui l'ont précédées, c'est le corps (total) qui constitue l'objet du processus d'abstraction capitaliste. Enfin, il nous semble également que cette définition a pour intérêt de suggérer une hypothèse intéressante en soulignant que le carnage peut aussi bien concerner les humains que d'autres espèces animales – une hypothèse que l'on pourrait d'ailleurs sans doute pousser plus loin encore en l'étendant à la totalité des êtres *vivants*. Toutefois, signalons que cette notion a pour désavantage de suggérer que le processus de réduction de la relation à la connexion s'effectuerait de façon brutale, alors qu'il opère au contraire de manière insidieuse, par détérioration progressive des liens humains.

lui tourner le dos ; à l'ignorer en comptant sur le fait qu'elle se conforme par elle-même à ce qui est attendu d'elle. Ce déni de réalité, au travers duquel les capitalistes se délestent de leurs fonctions ou responsabilités antérieures pour se contenter de prélever, de combiner et de valoriser des richesses préconstituées par l'activité relationnelle de la vie humaine, serait ainsi le moyen qu'auraient trouver ces derniers pour accroître la flexibilité, la fluidité et la célérité de la valorisation de leurs capitaux (ainsi que l'imposait l'évolution des formes de la concurrence) au moment même où ces propriétés se voyaient compromises par le développement de puissances sociales de la production matériellement impossibles à intégrer et à subsumer dans le cadre étrié de l'usine.

Sous ce rapport, le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps serait l'expression matérielle d'une époque historique caractérisée par la sénilité de la classe capitaliste : celle-ci n'aurait de fait plus d'autres choix, pour parvenir à satisfaire les exigences temporelles de plus en plus délirantes de la valorisation du capital, que de se désengager (de la production) du réel et que de rester suspendue aux réseaux connexionnels, là où la valorisation de ses capitaux ne connaît ni limites ni entraves. Aussi, le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps serait tout autant l'expression d'un véritable tour de force de la part de la classe capitaliste (de sa frange dominante), puisqu'en se délestant sur le monde relationnel de ses responsabilités antérieures, celle-ci serait de fait parvenue à tourner les difficultés et les menaces que lui opposait le développement des puissances sociales de la production en opportunités pour sa survie (pour le redressement du taux de profit).

Ce tour de force néanmoins, au travers duquel la classe capitaliste assure sa survie économique en abandonnant la fonction qui justifiait son existence historique (l'accumulation du capital productif et le développement des puissances sociales de la production qui en résulte, notamment), ne serait possible qu'en vertu de circonstances historiquement déterminées renvoyant en dernière analyse au niveau avancé qu'aurait atteint à l'échelle sociale le développement historique du capital (en tant que rapport social). Pour ainsi dire en effet, au sein du régime métropolitain de production de l'espace et du temps, les capitalistes ne pourraient s'abstraire des puissances sociales de la production (et se contenter de les valoriser de façon liquide et rentière) que dans la mesure où ces dernières seraient, en elles-mêmes et par elles-mêmes, déjà abstraites, c'est-à-dire déjà conformes aux réquisits de la valorisation du

capital et, au surplus, entièrement dépendantes de cette dernière pour la réalisation ou la validation sociale³⁰⁶ de leur existence matérielle.

Ainsi, la première condition de possibilité de la valorisation liquide et rentière de l'activité relationnelle de la vie humaine par les propriétaires des moyens sociaux de connexion serait à trouver dans le caractère abstrait (dans lequel tout est séparé) de l'espace et du temps que les rapports de production capitalistes ont produit au cours de leur développement historique et dans lesquels l'activité relationnelle se trouverait aujourd'hui contrainte d'évoluer. En privant les individus et les organisations auxquelles ils prennent part de la capacité à accéder de manière autonome à l'autre et au monde, l'éparpillement spatial et la désynchronisation temporelle des êtres et des choses qui caractérisent le « monde en miettes » résultant des formes passées et présentes du processus d'abstraction capitaliste reviendraient en effet à déposséder l'activité relationnelle de ses « moyens de réalisation » (voir, plus en amont, de ses « moyens d'effectuation ») et, ainsi, à placer celle-ci dans un rapport de dépendance vis-à-vis des propriétaires des moyens sociaux de connexion qui monopolisent sous une forme réifiée cette même capacité d'accès (qui n'est autre que ce nous appelons la puissance matérielle des liens humains). Ce serait alors en premier lieu cette dépossession et le rapport de dépendance qu'elle instaure qui permettraient aux seconds de prélever de manière liquide et rentière les résultats de la première. Ainsi, concrètement, ce serait du fait de cette dépossession que les internautes qui souhaitent accéder aux êtres et aux choses qu'ils désirent seraient contraints d'en passer par des plateformes numériques et de voir leurs activités spoliées par ces dernières (VII.2). Ce serait également du fait de cette dépendance que les entreprises de la sphère productive verraient une partie de la valeur d'échange de leur production ponctionnée par les services spécialisés aux entreprises qui concentrent la capacité d'accès aux différents marchés, ou bien par les sièges sociaux des grands groupes qui concentrent les fonctions d'intégration des chaînes globales de valeur en dehors desquelles leur production serait dénuée de valeur d'usage (VII.1). De la même manière, ce serait aussi en vertu de cette dépossession que la start-up du secteur numérique se verrait contrainte de passer dans le giron d'une des grandes entreprises qui détiennent les « interfaces » et qui contrôlent les « réseaux » susceptibles d'héberger l'application qu'elle a créée et, par là même, de lui octroyer une valeur d'usage. Bref, ce serait en raison de la séparation généralisée qui prévaut dans la réalité matérielle concrètement abstraite dans laquelle

³⁰⁶) Notons en passant que le problème de la « validation sociale » semble se déplacer avec la mise en place du régime métropolitain de production de l'espace et du temps : ce ne sont plus les marchandises capitalistes qui doivent être validées par la pratique sociale (les désirs des consommateurs), mais la pratique sociale qui doit être validée par le capital (ou du moins, qui doit être valide au regard des nécessités de sa valorisation).

se déploie l'activité relationnelle de la vie humaine que cette dernière se trouverait dans un rapport de dépendance vis-à-vis des propriétaires des moyens sociaux de connexion et que, en conséquence, ces derniers seraient assurés d'être en permanence alimentés en nouveaux contenus à capter et à valoriser.

Mais cette assurance ne suffit pas, à elle seule, à assurer la valorisation liquide et rentière de l'activité relationnelle de la vie humaine par les propriétaires des moyens sociaux de connexion (à rendre possible le « délestage ») ; encore faut-il en effet, pour cela, que les résultats de la production relationnelle soient conformes aux nécessités de la valorisation du capital, de sorte que ces derniers n'aient qu'à prélever et à combiner ces résultats pour les valoriser. Or, si la prise d'otage du monde relationnel par la valorisation connexionnelle que nous venons d'évoquer contribue certainement pour beaucoup à déterminer la conformité des résultats du premier vis-à-vis des exigences de la seconde, elle reste néanmoins insuffisante pour rendre compte de manière satisfaisante des conditions de possibilité de cette conformité. En particulier, cette prise d'otage ne saurait selon nous expliquer à elle seule pourquoi les individus tendent à faire de l'ensemble de leur existence un moment du processus d'accroissement des puissances sociales de la production (d'accumulation et de valorisation de « capital humain ») et, ainsi, à prendre en charge cette fonction auparavant dévolue à la classe capitaliste (à l'époque où son existence se fondait sur la propriété privée des moyens sociaux de production). C'est pourquoi nous proposerons, dans le prochain point, de rechercher les conditions de possibilité de cette réalité dans les transformations anthropologiques qui découlent des formes contemporaines (métropolitaines) de la production capitaliste de l'espace et du temps et du processus de réduction de la relation à la connexion qui y est à l'œuvre. Comme nous l'avons annoncé, nous avancerons alors l'idée que ce sont les inclinaisons passionnelles que détermine ce processus, ce carnage de la vie quotidienne par le capital, qui conditionnent en dernière analyse la conformité de la production relationnelle vis-à-vis des exigences de la valorisation connexionnelle et qui, par conséquent, conditionnent la régulation métropolitaine du capitalisme contemporain – ou, plus rigoureusement, l'opération de « délestage » qui est au centre de cette dernière. Il apparaîtra ainsi, au terme de cette démonstration, que les capitalistes ne peuvent s'abstraire de la réalité matérielle de la vie humaine (la valoriser de manière liquide et rentière) qu'en vertu du caractère concrètement abstrait de cette dernière ; qu'ils ne peuvent autrement dit s'en délester que parce qu'elle est déjà soumise et appropriée à leurs finalités ; ou encore, ce qui revient au même, que les capitalistes ne peuvent se vautrer dans la médiocrité et se réduire à n'être que de simples rentiers qu'uniquement dans la mesure où, à l'échelle sociale,

le capital s'est constitué en tant que totalité en capturant et en s'emparant de la vie quotidienne, soit de la vie humaine dans sa totalité.

Voilà une première manière de présenter l'histoire de la survie métropolitaine du capitalisme. Mais il y a comme nous le savons une autre manière de le faire. Envisagés ci-dessus du point de vue des capitalistes, ou du procès de valorisation de leurs capitaux, les résultats de la production métropolitaine de l'espace et du temps peuvent et doivent également, dans le cadre de notre démarche lefebvrienne, être appréhendés du point de vue de la reproduction des rapports de production capitalistes, c'est-à-dire du point de vue du développement historique du capital en tant que rapport social.

1.4. La reproduction métropolitaine des rapports de production capitalistes. Le réencastrement totalitaire du capital dans la vie sociale.

Depuis cette perspective, l'unité métropolitaine du monde connexionnel et du monde relationnel ne se présente alors plus simplement comme la réalité matérielle au travers de laquelle se régulent les contradictions spatiales et temporelles des formes contemporaines de la valorisation du capital (ou, ce qui revient au même, comme le mode matériel d'existence des formes liquides et rentières de cette dernière), mais aussi et plus fondamentalement comme la réalité matérielle au travers de laquelle se régule le prolongement contemporain du double processus d'autonomisation et de socialisation du capital. Plus précisément, les trois rapports qui unissent ces deux mondes, à savoir le « délestage » de la valorisation connexionnelle sur le monde relationnel, la « prise d'otage » du second par la première et le « carnage » de celui-ci par celle-là, se présentent du point de vue de la reproduction des rapports de production comme l'expression matérielle des trois formes déterminées d'appropriation capitaliste de la pratique sociale au travers desquelles le capital subordonne le développement contemporain des puissances sociales de la production à son propre développement ; soit, à la réalisation de son essence de valeur en procès et à la concrétisation des fantasmes de toute-puissance que détermine cette dernière.

Ainsi, concrètement, le « délestage » de la valorisation connexionnelle sur le monde relationnel exprimerait la manière dont le capital se rapporte aux puissances sociales de la production, tandis que les opérations de « prise d'otage » et de « carnage » du second par la première matérialiseraient les conditions qui lui permettent de se rapporter ainsi à ces dernières. Mieux encore, la première opération incarnerait la manière historiquement déterminée dont le capital nie la réalité matérielle de son contenu réel afin de rendre sa valorisation réellement indifférente à celui-ci, tandis que les deux autres opérations incarneraient les conditions de possibilité de

cette forme déterminée de négation, ou pour le dire autrement, la réalité concrètement abstraite qui rend possible le déni de réalité au travers duquel le capital, en tant que valeur en procès, parvient à parfaire les propriétés de son mouvement autoréférentiel et à concrétiser ses fantasmes les plus abstraits.

À partir de la connaissance de ces trois opérations imbriquées, nous pourrions ainsi proposer la lecture suivante de la régulation métropolitaine du développement contemporain du capital. Dans le régime métropolitain de production de l'espace et du temps, le capital tendrait à se réaliser dans son concept de « forme vide et autoréférentielle » en se déchargeant de son contenu sur la vie sociale (délestage) ; mais il ne pourrait le faire, cependant, qu'en s'emparant totalement de cette dernière (prise d'otage et carnage). Il parviendrait autrement dit à s'affranchir de la vie sociale en faisant d'elle sa « communauté matérielle » (Guigou, 2002), ou son contenu approprié ; soit, pour le dire autrement, en faisant de la vie sociale dans sa totalité la réalité concrètement abstraite au travers de laquelle ses déterminations abstraites tendent à devenir concrètes. De manière encore plus synthétique, on pourrait alors conclure en affirmant qu'au travers de ce régime de production de l'espace et du temps, *le capital s'autonomise de la pratique sociale en se réencastrant de manière totalitaire au sein de cette dernière*.

Telle est du moins l'idée directrice qui a guidé l'essentiel de nos développements et que nous allons tenter de finir de démontrer dans la suite de notre exposé en analysant plus en détail le carnage de la vie humaine qui s'accomplit au travers du processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion : pour voir en quoi il conditionne la prise d'otage (son intérêt) et le délestage (sa possibilité).

Encadré 24. De la ville-monopole à la métropole.

Une manière de mettre en perspective la rupture dont le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps est porteur au regard du développement historique du capital consiste à comparer les formes d'appropriation capitaliste de la pratique sociale qui y sont à l'œuvre à celles qui étaient en vigueur dans le cadre du régime industriel de production capitaliste de l'espace et du temps.

Au sein de ce dernier, la tendance à la socialisation des conditions de la valorisation du capital suscite et se régule au travers d'un renforcement de l'emprise de l'espace privé de l'usine sur l'espace social de la ville (V.3). Ainsi, au cours du XIX^e siècle et jusqu'au début du XX^e siècle, le processus de socialisation du capital s'accompagne d'une certaine forme de « privatisation de la ville » dans laquelle un capitaliste prend en charge différents services et équipements

urbains nécessaires à la production et à l'entretien des conditions sociales de son activité industrielle. C'est ce qu'illustre mieux qu'aucune autre configuration socio-spatiale, le modèle paternaliste des « cités ouvrières » (Noiriel, 1988) : les capitalistes produisent des logements, des écoles, des voies de chemin de fer, etc., autour de leurs usines et pour ces dernières. Ensuite, dans les premières décennies de la seconde moitié du XXe siècle, les formes d'appropriation capitaliste de la pratique sociale évoluent mais sans pour autant remettre en cause cette stratégie consistant pour les capitalistes à renforcer leur emprise sur l'espace social de la ville. Il s'agit toujours en effet, face à la socialisation croissante des conditions objectives et subjectives de la valorisation du capital, de transformer l'espace urbain en une simple annexe fonctionnelle de l'espace privé de l'usine (Tronti, 2016). Ce qui change en revanche, au cours de cette période, c'est que les capitalistes monopolistes reçoivent un soutien croissant de la part des pouvoirs publics en la matière (Castells & Godard, 1974) ; ces derniers se chargeant en effet d'aménager l'espace urbain de manière adéquate aux besoins des grandes entreprises et de leurs usines, comme à Fos-sur-Mer autour de l'usine Pechiney, ou à Dunkerque autour des établissements Usinor. Il ne s'agit alors certes plus d'une « privatisation » de la ville, puisque ce sont les pouvoirs publics qui produisent et entretiennent les services et les équipements nécessaires à l'activité industrielle, mais toujours d'une « monopolisation » de cette dernière, puisque les services et les équipements pris en charge par les pouvoirs publics sont dédiés à une seule grande entreprise.

L'une des principales caractéristiques du régime métropolitain de production de l'espace et du temps consiste ainsi à rompre avec cette tendance à la monopolisation de l'espace urbain en tant que forme dominante d'appropriation capitaliste de la pratique sociale, ou, ce qui revient au même, en tant que mode de régulation du double processus d'autonomisation et de socialisation du capital. De fait, dans ce régime, les capitalistes monopolistiques (connexionnistes) cessent de contrôler de manière directe et exclusive les conditions sociales de la valorisation de leurs capitaux privés pour se contenter de les prélever et de les valoriser de manière opportuniste (liquide et rentière) : objectivées dans les écosystèmes du monde relationnel, celles-ci sont désormais communes à l'ensemble des capitalistes connexionnistes ; socialement appropriées par le capital, elles conviennent à chacun d'eux tout en n'appartenant à aucun d'entre eux.

Ce « communisme du capital », qui succède à une phase transitoire de « socialisme du capital »³⁰⁷, constitue comme nous le savons maintenant la consécration matérielle de l'obsolescence historique de la bourgeoisie industrielle ; qui, pour résumer la lecture que nous proposons, n'aura cessé au cours de son histoire d'en exiger toujours plus de la vie sociale, tout en se montrant de plus en plus incapable de dominer cette dernière par elle-même, mais tout en étant également de plus en plus dispensée de le faire en raison de l'état de plus en plus avancé du développement historique du capital.

2. La régulation métropolitaine des contradictions matérielles du procès de production capitaliste.

Après avoir analysé la régulation métropolitaine du processus d'autonomisation et de socialisation du capital au niveau du procès de valorisation du capital dans son ensemble, ou à l'aune de la contradiction opposant le procès de circulation du capital à son procès de production, il est maintenant temps d'aborder plus en détail la manière dont se régule, au sein du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps, la contradiction interne au procès de production capitaliste (« procès de production immédiat »), à savoir celle qui oppose les exigences temporelles abstraites de la production capitaliste aux propriétés matérielles (concrètes) du procès de travail cognitif et relationnel.

Il s'agit là d'une question que nous n'avons cessé de problématiser tout au long de nos développements et au sujet de laquelle nous avons déjà annoncé les éléments de réponse que nous souhaitons avancer. Nous proposons ici de l'aborder frontalement et d'y répondre explicitement.

2.1. Retour sur la crise du régime de l'usine. Le problème de l'appropriation capitaliste du travail cognitif et de l'activité relationnelle de la vie humaine.

Commençons par reposer le problème. Celui-ci trouve son origine dans ce que les théoriciens post-opéraïstes ont appelé la « crise du régime de l'usine », soit dans la remise en cause de

³⁰⁷) Notons en effet que la petite relecture diachronique que nous esquissons dans cet encadré a pour intérêt de mettre en évidence, ou du moins de suggérer, le caractère transitoire du régime fordiste de production de l'espace et du temps ; qui se situe manifestement à l'intersection historique du régime industriel et du régime métropolitain de production de l'espace et du temps, puisqu'il conserve l'espace de l'« usine » en tant que cadre socio-spatial privilégié du processus d'abstraction capitaliste mais qu'il met déjà en œuvre l'opération de « délestage » qui est au cœur des formes contemporaines ou métropolitaines d'abstraction capitaliste – bien que de manière encore limitée, dans la mesure où ce délestage ne concerne alors qu'une part relativement restreinte des fonctions sociales inhérentes à la bourgeoisie industrielle (les capitalistes continuent en effet d'investir et d'organiser le procès de travail) et qu'il se limite en outre, pour l'essentiel, à transférer ces fonctions aux pouvoirs publics - et non à la totalité de la vie sociale comme c'est aujourd'hui le cas dans le régime métropolitain de production de l'espace et du temps.

l'usine en tant que cadre socio-spatial assurant l'adéquation des temporalités concrètes du procès de travail vis-à-vis des exigences temporelles abstraites de la valorisation du capital (du procès de production de la valorisation) ; crise, qui résulte elle-même, comme nous l'avons vu aux côtés de ces mêmes auteurs, de l'effet conjugué du développement des puissances sociales de la production et du durcissement des exigences temporelles de la valorisation du capital ; et, plus précisément, en ce qui concerne le développement contemporain des puissances sociales de la production, de la tendance à la réincorporation des moyens sociaux de production par les travailleurs.

2.1.1. Les propriétés matérielles du procès de travail cognitif et relationnel.

Comme nous l'avons indiqué dans le chapitre précédent, cette tendance à la réincorporation des moyens de production par les travailleurs revient en effet à octroyer de nouvelles propriétés matérielles au procès de travail, en faisant déborder ce dernier de l'espace de l'usine et en l'extrayant dans une certaine mesure de la camisole disciplinaire qui était la sienne au sein de cette dernière. Plus précisément, le procès de travail cognitif et relationnel présente selon nous trois principales caractéristiques matérielles qui attestent de la crise du régime de l'usine et qui permettent ainsi de mettre en évidence le caractère problématique de la satisfaction des exigences temporelles de la production capitaliste ; ou, pour le dire autrement, de la réouverture de cette contradiction qu'avait permis de réguler le régime de l'usine.

L'ouverture spatio-temporelle des procès de travail. La première de ces caractéristiques renvoie à la spatialité du procès de travail cognitif et relationnel, qui rompt de manière radicale avec le rassemblement, l'enfermement et l'immobilisation des procès de travail qui permettaient au sein du régime de l'usine de subordonner ces derniers au mouvement abstrait de la valorisation du capital (V). Comme nous l'avons vu en effet, les frontières spatiales, mais aussi en conséquence temporelles du procès de travail cognitif et relationnel, sont floues et poreuses, quasiment indéterminées *a priori* : celui-ci s'effectue de plus en plus hors des murs de l'entreprise et tend à s'immiscer dans « le temps libre ». La journée de travail se dissout dans la vie quotidienne, qu'elle envahit ; et l'espace de travail s'étend ou se superpose subrepticement à la totalité de l'espace social vécu et parcouru par les individus.

La socialisation des moyens sociaux de production. La deuxième renvoie ensuite au mode matériel d'existence des conditions et des moyens du procès de travail cognitif et relationnel, à savoir des ressources et des capacités mobilisées au sein de ce dernier. Ces dernières sont en effet elles aussi de plus en plus extérieures à l'espace de l'entreprise, dans le sens où elles sont principalement produites et localisées en dehors de celle-ci. Alors que le travailleur taylorien

trouvait les conditions et les moyens de son activité de travail entièrement contenus dans le capital fixe de l'usine et dans les directives imposées par la hiérarchie, le travailleur cognitif puise quant à lui les ressources nécessaires à son activité productive dans les écosystèmes relationnels que contient et auquel permet d'accéder la métropole capitaliste et produit et enrichit ses capacités productives dans chacun des espaces et des temps qui composent son existence, ou qui jalonnent sa trajectoire biographique.

L'autonomie croissante des travailleurs. Troisièmement, et conséquemment, le travailleur cognitif, qui produit et mobilise relationnellement les conditions et les ressources de son activité productive, se caractérise par l'autonomie dont il dispose dans l'organisation et la réalisation de cette dernière. Comme nous l'avons vu en effet, du fait de l'incertitude qui caractérise les situations productives, de plus en plus soumises à l'instabilité générée par les formes connexionnelles de valorisation du capital, il devient de plus en plus difficile pour les directions de concevoir et d'organiser le travail en amont de son exécution, ce qui contraint ces dernières à concéder des marges d'autonomie aux travailleurs. Il revient ainsi de plus en plus à ces derniers d'organiser eux-mêmes, *in situ*, et de manière coopérative, leur travail : identifier les problèmes à résoudre ; définir des objectifs intermédiaires ; sélectionner les ressources pertinentes pour y parvenir ; établir des protocoles ; évaluer la qualité et l'efficacité du travail effectué ; réorganiser ce dernier, etc.

2.1.2. Les propriétés matérielles du travail cognitif et relationnel : un problème pour la régulation des contradictions matérielles du procès de production capitaliste.

Cette matérialité du procès de travail cognitif et relationnel, autonome et ouvert sur l'espace métropolitain, insaisissable car toujours contingent et impossible à objectiver, pose d'évidents problèmes du point de vue de la régulation de la contradiction temporelle inhérente à la production capitaliste. Comment en effet, dans ces conditions, les capitalistes peuvent-ils être assurés de la conformité du travail effectué pour leur compte par rapport à la « norme sociale de temps de travail socialement nécessaire » en vigueur dans leur secteur d'activité (norme qui s'impose à eux par le truchement de la concurrence inter-capitaliste et qu'ils ont normalement vocation à imposer à leurs travailleurs) ? Comment, autrement dit, c'est-à-dire sous quelles formes et selon quelles modalités, la temporalité abstraite du capital peut-elle s'imposer aux procès de travail en dehors de l'espace fermé de l'usine qui permettait de surveiller et d'agir sur les corps des travailleurs ? Comment soumettre ces derniers au mouvement abstrait de la valorisation du capital s'il n'est plus possible d'organiser et de rationaliser le travail en amont de son exécution, ni de soumettre l'activité concrète des travailleurs au rythme continu et aux cadences infernales des machines ? Aussi, comment s'assurer que ces derniers consacrent

effectivement une part conséquente de leur temps libre à l'entretien et à l'enrichissement de leurs capacités et de leurs ressources productives ? Comment, autrement dit, les contraindre ou les amener à accumuler et à valoriser des moyens de production tout au long de leur vie ?

2.1.3. L'implication subjective des travailleurs comme mode de régulation des contradictions matérielles du procès de production capitaliste.

Les sociologues du travail, en particulier, travaillent depuis longtemps à répondre à ces questions³⁰⁸. Leur principale réponse consiste alors à souligner qu'il revient de plus en plus aux travailleurs de prendre en charge par eux-mêmes, ou de s'imposer à eux-mêmes, les exigences temporelles de la production capitaliste, c'est-à-dire d'assumer la satisfaction de ces dernières comme leur propre et entière responsabilité ; et qu'il s'agit là d'une nouvelle attente des entreprises (Lallement, 2012). Le contrôle extérieur exercé par la hiérarchie (prescription des tâches) et le capital fixe (cadence des machines) céderait ainsi la place à des formes « d'autocontrôle » des travailleurs (Durand, 2004). Il serait en effet dorénavant attendu de ces derniers qu'ils s'investissent personnellement dans leur travail, qu'ils fassent preuve d'initiatives et qu'ils mobilisent toutes les ressources et les capacités qui sont les leurs pour atteindre les objectifs qui leur ont été fixés (Gorz, 2004) - ou mieux, qu'ils se sont eux-mêmes fixés. L'autonomie que les directions ont dû concéder aux travailleurs s'accompagnerait ainsi en contrepartie de l'exigence qu'ils trouvent par eux-mêmes les moyens et les solutions pour composer avec les contraintes de temps auxquelles ils font face. La régulation temporelle du procès de production capitaliste passerait donc essentiellement, à l'époque contemporaine, par une nouvelle forme d'implication subjective des travailleurs au travers de laquelle ces derniers intérioriseraient les exigences temporelles abstraites de la production capitaliste : le régime disciplinaire se voyant autrement dit remplacé sur ce point par ce que certains auteurs qualifient de « servitude volontaire » (Durand, 2004, 2017).

Ces travaux nous donnent ainsi à voir avec plus de précision un aspect primordial du « délestage » que nous avons identifié ci-dessus comme étant l'élément central de la régulation métropolitaine du capitalisme contemporain : les capitalistes délèguent la régulation de la contradiction temporelle inhérente à la production capitaliste pour en laisser la charge aux travailleurs, aujourd'hui responsables de la conformité de leur activité vis-à-vis des exigences

³⁰⁸) Précisons que certains auteurs remettent en cause la pertinence de cette problématique et de l'hypothèse qui la sous-tend en soulignant que le régime disciplinaire a en partie su survivre à la crise du régime de l'usine. Ils analysent alors notamment l'émergence d'un taylorisme 2.0, permettant grâce aux nouvelles technologies de prescrire et de surveiller à distance et en temps réel l'activité des travailleurs. Nous gardons en tête la réalité pointée par ces auteurs, qui invite à minorer la portée de nos réflexions, sans néanmoins en tenir compte dans ce qui suit, afin de ne pas trop compliquer l'analyse et d'aller au plus vite à l'essentiel.

temporelles abstraites de la valorisation. Là encore donc, il ne s'agirait plus pour les capitalistes d'abstraire la réalité (le travail en l'occurrence), mais de s'en abstraire ; non plus seulement de nier la personne du travailleur (c'est même en apparence le contraire qui se passe, mais en apparence seulement, cf. infra), mais le contenu du travail – dont ces derniers, ainsi que les gestionnaires qui relaient leurs intérêts, « ne veulent plus rien savoir » (Dejours, 2018). Mais surtout, ces travaux nous fournissent une hypothèse quant à la condition de possibilité de ce délestage: l'implication subjective et la « mobilisation totale » des salariées au service des entreprises et, par voie de conséquence, des exigences abstraites de la production capitaliste.

2.1.4. L'hypothèse de l'implication subjective des travailleurs comme condition de possibilité du délestage : une hypothèse à préciser.

La question qui se pose est alors celle de savoir comment est produite ou obtenue cette implication subjective sur laquelle repose la régulation contemporaine de la contradiction temporelle de la production capitaliste : qu'est-ce qui permet aux capitalistes de disposer de ces travailleurs assumant par eux-mêmes (et en un sens *pour* eux-mêmes) la régulation de cette contradiction (cette responsabilité sociale que les premiers ne veulent plus et ne peuvent plus assurer) ? ; comment expliquer, autrement dit, l'« autocontrôle » dont font preuve les travailleurs au sein du procès de travail ainsi que les pratiques d'accumulation de ressources et de capacités productives qu'ils adoptent dans le cadre de leur vie quotidienne ? ; comment expliquer, donc, ces pratiques qui matérialisent le « délestage », c'est-à-dire les formes déterminées de socialisation du capital qui conditionnent le prolongement contemporain de son processus d'autonomisation ?

Dans les travaux universitaires francophones, la tendance dominante a sans doute été d'insister sur le rôle en la matière des formes de management et de gestion des ressources humaines propres au modèle de la « lean production » (Durand, 2004) et à « l'entreprise néolibérale » (Coutrot, 1998). L'implication subjective serait ainsi essentiellement produite ou obtenue à partir de moyens privés, par un ensemble de dispositifs (évaluations systématiques et individualisées, team work, flux tendu, cercles qualités, promotion de la culture d'entreprise, etc.) mis en œuvre par les entreprises et le plus souvent au sein de ces dernières. Dans cette perspective, l'entreprise serait donc toujours le cadre socio-spatial intervenant de façon privilégiée dans la régulation temporelle de la production capitaliste. Seules ses modalités d'intervention auraient évolué : elle imposerait dorénavant la chronophobie du capital non plus en agissant sur ce que font les travailleurs (gestes), mais en agissant sur ce qu'ils sont (affects) ; et son intervention serait en outre de plus en plus indirecte, passant par la création de situations dans lesquelles l'autocontrôle des travailleurs serait assuré par la pression exercée par les pairs

ou par les clients et, plus généralement, par la mise en jeu de l'ego des travailleurs (Dejours, 2018 ; Durand, 2017 ; De Gaulejac, 2011). Selon cette lecture, les directions des entreprises créeraient donc elles-mêmes, par un subtil mélange de séduction et de mise sous pression, les conditions qui leur permettent d'obtenir l'implication subjective des travailleurs et, ce faisant, de se délester de la fonction consistant à assurer la régulation de la contradiction temporelle de la production capitaliste.

Il est ensuite également courant, pour expliquer les causes de l'implication subjective des travailleurs sur laquelle repose la régulation contemporaine de cette contradiction, d'insister sur les transformations néolibérales (connexionnelles) du rapport salarial ; qui, en instaurant une situation de précarité et de concurrence permanente entre les travailleurs, pousseraient ces derniers à se dépenser plus intensément dans leur travail et, ainsi, à épouser les contraintes temporelles de la valorisation du capital (Abdelnour, 2012). De façon convergente, certains auteurs mettent également en avant le rôle de la financiarisation et de l'endettement croissant des individus dans la mise au travail de ces derniers (Pineault, 2015). Nous reconnaissons ici les éléments de réponse avancés par les auteurs post-opéraïstes (cf. supra) ; qui consistent donc, pour résumer, à mettre l'accent sur le renforcement de la contrainte monétaire et de l'affect de peur qui en découle pour expliquer la soumission (« volontaire ») des travailleurs aux attentes de leurs employeurs et, incidemment, aux exigences temporelles de la valorisation du capital. En bref, c'est l'argument de la « prise d'otage » comme condition de possibilité du « délestage » (cf. supra).

Or, si ces explications nous semblent valables et importantes à prendre en compte, elles nous paraissent néanmoins insuffisantes pour rendre compte de manière satisfaisante de la production de l'implication subjective des travailleurs - et donc de la régulation contemporaine des contradictions temporelles de la production capitaliste. À l'argument qui insiste sur le renforcement de la contrainte monétaire, nous répondons en effet que la peur que suscite ce renforcement est insuffisante pour rendre compte des comportements (autocontrôle dans le travail et accumulation de « capital humain » dans la vie quotidienne) qui sont aujourd'hui au cœur de cette régulation. Ces derniers découlent selon nous de déterminations plus riches, qui font notamment intervenir des « affects joyeux » (Lordon), sans lesquels l'implication ne serait assurément que partielle ou limitée. Quant au premier argument, qui met en avant les dispositifs privés déployés par les entreprises pour obtenir cette implication subjective, ou pour produire une nouvelle subjectivité intériorisant les contraintes temporelles de la valorisation du capital, nous considérons également que ces derniers ne suffisent pas, à eux seuls, à obtenir ce résultat.

Car si le travail occupe indéniablement une place importante dans la définition de soi et dans la fabrique de la subjectivité (Méda), il ne peut en revanche être tenu comme la seule instance de sociabilisation et de subjectivation. Et ce, d'autant plus à une époque où de nombreux auteurs soulignent précisément la perte d'importance de la sphère du travail en la matière. Autrement dit, si ces travaux ont selon nous raison de souligner l'émergence d'un « Homme Nouveau » (Durand, 2017) et de mettre en évidence l'adéquation de ses inclinaisons passionnelles par rapport aux exigences temporelles de production capitaliste, il nous semble en revanche beaucoup trop réducteur d'attribuer la fabrique de ce dernier aux nouvelles techniques managériales mises en œuvre au sein des entreprises, ou même aux seules transformations du travail salarié. Un tel changement anthropologique ne peut en effet selon nous qu'être le produit de déterminants plus riches, dont l'origine doit être recherchée au sein d'une réalité plus large, ou plus englobante que celle du travail (salarié) - ou de la consommation, ou de la formation, ou des loisirs, ou de la parentalité, ou de la sexualité, ou de toutes autres sphères ou fonctions spécialisées de la vie sociale.

Cette réalité plus large ou plus englobante, c'est évidemment selon nous celle de la « vie quotidienne », qui associe spatialement et temporellement toutes ces fonctions spécialisées au sein d'une totalité (Lefebvre). Et plus exactement, celle de la « vie quotidienne métropolitaine », dont nous avons analysé les principaux aspects au cours de nos développements antérieurs (VII.2). C'est pourquoi nous proposons, pour répondre à la problématique ici posée, de revenir plus en détail sur l'hypothèse de la production métropolitaine de subjectivités narcissiques que nous avons introduite au cours de nos développements. Comme nous l'avons annoncé en effet, nous pensons que ce sont les inclinaisons passionnelles inhérentes au sujet narcissique qui sont à la base de l'implication subjective des travailleurs et qui sont donc au cœur de la régulation contemporaine de la contradiction temporelle de la production capitaliste.

La suite de notre réflexion, qui vise à démontrer cette hypothèse, s'organise en deux temps. Nous commençons par expliciter en quoi la vie quotidienne métropolitaine et le processus de réduction de la relation à la connexion qui y est à l'œuvre participent à la production de ces subjectivités narcissiques, avant de montrer en quoi les inclinaisons passionnelles caractéristiques de ces dernières participent à la régulation contemporaine de la contradiction temporelle de la production capitaliste. Il apparaîtra alors à nouveau que c'est le « carnage de la vie humaine » par l'abstraction capitaliste qui permet le « délestage » qui est au cours de la régulation métropolitaine de la contradiction temporelle de la production capitaliste.

2.2. La production métropolitaine de subjectivités narcissiques.

Revenons d'abord rapidement sur *la production théorique* de l'individu narcissique, afin de pouvoir ensuite ressaisir de manière plus convaincante la vie quotidienne métropolitaine (et son abstraction constitutive) comme la modalité contemporaine de la production historique de ce type déterminé d'individualité, ou de subjectivité.

2.2.1. La production théorique de l'individualité narcissique.

Parler de production de subjectivités narcissiques comme nous le faisons pourrait prêter à confusion. Car comme le rappelle Boris Cyrulnik, en citant Freud, « on ne devient pas pervers, on le reste » (Cyrulnik, 2016). Le sujet narcissique est en effet un sujet confiné au stade primaire du développement de son psychisme. Plus précisément, il s'agit d'un individu qui n'a pu suivre le cours normal de son développement affectif ; lequel consiste pour l'enfant à s'immerger dans ce qui n'est pas lui, à entrer en relation avec l'autre et avec le monde, à accepter l'autonomie de ces réalités extérieures en apprenant à les appréhender autrement que sous le mode de la projection et, du même coup, à prendre conscience de sa propre finitude (Lasch, 2006). Selon la tradition psychanalytique en effet, les affects et les désirs d'un individu s'élaborent en même temps que s'élabore la relation qu'il entretient avec l'altérité, c'est-à-dire au travers de la manière dont il s'approprie pratiquement et symboliquement le monde : par la manière dont il l'habite, pourrait-on dire. D'un point de vue théorique, l'individu narcissique peut ainsi se définir négativement comme un individu « privé de monde » (Fischbach, 2011) ; qui n'a pas pu entrer en relation avec ce dernier et qui se trouve ainsi prisonnier de son vide intérieur, celui avec lequel il est né et qu'il est incapable de combler.

Au niveau de la thérapie individuelle, l'enjeu est de comprendre les ressources et les conditions qui ont fait défaut à cette ouverture de l'individu sur le monde. Mais dans une perspective historiciste, qui s'efforce de comprendre la généralisation des pathologies narcissiques au cours des dernières décennies, la démarche analytique doit plutôt consister à interroger les caractéristiques de ce monde vers lequel l'individu est sommé de s'ouvrir. Or, comme nous avons commencé à le montrer au cours de nos développements antérieurs, il est possible de soutenir que, précisément, l'individu contemporain, ou métropolitain, fait face à « un monde qui ne fait pas monde », un monde fuyant, insaisissable et « inhabitable », avec lequel il ne peut entrer en relation. Privé de monde vers lequel il puisse se projeter et s'immerger, l'« existant » n'est alors plus en mesure d'advenir ; et subsiste ou demeure à l'état d'« étant » : replié sur lui-même, hors du monde et seul avec son vide intérieur, ainsi qu'avec toutes les angoisses et tous les fantasmes qu'induit ce dernier.

Pour cause en effet, le déploiement de l'être dans le monde dépend d'un régime de spatialisation et de temporalisation des pratiques de la vie quotidienne que le caractère concrètement abstrait du mode de vie métropolitain semble radicalement remettre en cause. Pour déployer son être dans le monde, pour s'ouvrir à l'altérité et se l'approprier, l'individu a en effet besoin, *a minima*, de « lieux », c'est-à-dire d'espaces identifiables et délimitables, dotés d'une certaine stabilité et pour lesquels il est possible de distinguer un dehors et un dedans. Et de « durée », c'est-à-dire d'une temporalité processuelle au sein de laquelle le passé, le présent et le futur s'entretiennent les uns par rapport aux autres dans un rapport de continuité et de coprésence, qui fait concrètement que le passé est présent dans le présent sous forme de « mémoire » et que le futur est présent dans le présent sous forme d'« attente » (Hartog, 2003). Or, comme nous l'avons vu, ce sont précisément ces caractéristiques matérielles que remettent en cause la spatialité et la temporalité (concrètement) abstraites de la vie quotidienne métropolitaine, en les évinçant au profit de l'« espace des flux » (Castells, 1996) et des « non-lieux » (Augé, 2010) de la circulation du capital d'une part et du « temps spatialisé » (Fischbach, 2011) d'autre part - qui n'existe qu'au présent ou, ce qui revient au même, que sous la forme d'instantanés ou de « mainteneurs » totalement dépourvus de résonances et de rémanences (Rosa, 2012), car complètement dissociés les uns des autres (Baschet, 2018).

Plus généralement, nous voudrions ici montrer que ce sont en fait toutes les caractéristiques spatiales et temporelles de la vie quotidienne métropolitaine que nous avons analysées au cours de nos développements antérieurs (accélération, disruption, intermédiation, illimitation...) qui conduisent à saper les conditions du développement affectif des individus en réduisant les relations que ces derniers entretiennent avec l'autre et le monde à de simples connexions les laissant inchangés car reproduisant la séparation entre ces derniers d'une part et les réalités dans lesquelles ils ont besoin de s'immerger d'autre part - mais sous des formes pernicieuses, qui la rendent difficilement reconnaissable.

2.2.2. La production historique de l'individualité narcissique.

La réduction du temps à sa seule dimension de présent, qui nie le devenir existentiel des individus en les condamnant à faire du surplace, est tout d'abord associée au phénomène d'accélération du rythme de la vie quotidienne (Rosa, 2012), c'est-à-dire à la prolifération quantitative des expériences, des sollicitations et des impressions éprouvées (à défaut d'être « vécues », cf. infra) par les individus. C'est le paradoxe de « l'immobilité fulgurante » décrit par Paul Virilio (1990) ; et qu'Olivier Mongin (2013) compare à la sensation que l'on a d'être scotché au fond du siège de son véhicule quand celui-ci accélère. Multipliant frénétiquement

les expériences les plus diverses et les plus fugaces, densifiant et surchargeant le temps par un hyperactivisme continu ne lui laissant aucun repos, l'individu métropolitain tend à la « saturation » (Aubert, 2006). Les expériences vécues ont alors de plus en plus de mal à être digérées et métabolisées par les individus comme des moments constitutifs de leur devenir. Plus encore, comme l'observait déjà Simmel en 1903, les individus tendent face à ces expériences en excès (à « l'intensification de la vie nerveuse ») à se mettre en retrait par rapport à la réalité et à adopter une attitude « blasée » vis-à-vis de cette dernière : pour se protéger des émotions trop vives auxquelles les exposerait ces expériences trop nombreuses et ces sollicitations incessantes, ils cessent de vivre ces dernières de manière sensible, au profit d'une certaine forme d'indifférence vis-à-vis de celles-ci, qui ne laisse au mieux subsister qu'un rapport utilitariste à leur égard. Une dévaluation du monde qui conduit en outre, comme le notait encore Simmel, à une dévaluation identique par les individus de leur propre existence et de leur propre personne : « [Dans les grandes villes] *culmine dans une certaine mesure ce succès de la concentration des hommes et des choses, qui pousse l'individu jusqu'à sa plus haute capacité nerveuse ; par l'accroissement seulement quantitatif de ces mêmes conditions, ce succès s'inverse en son contraire, en ce phénomène spécifique d'adaptation qu'est le caractère blasé, où les nerfs découvrent leur ultime possibilité de s'accommoder des contenus et de la forme de la vie dans la grande ville, dans le fait de se refuser à toutes réactions à leur égard – mesure d'autoconservation chez certaines natures au prix de la dévaluation de tout le monde objectif, ce qui, à la fin, entraîne irrémédiablement la personnalité spécifique dans un sentiment de dévaluation identique.* » (Simmel, 2013, p. 52).

Le caractère insignifiant des expériences « vécues » par l'individu et le sentiment d'inertie existentielle qui en découle se trouvent en outre encore renforcé par le « zapping généralisé » (Baschet, 2018) qui caractérise la vie quotidienne métropolitaine, où l'on ne cesse de jongler entre des activités dénuées de rapports (pratiques ou symboliques) les unes avec les autres. Comme le souligne Hartmut Rosa en effet, ce sentiment d'inertie s'intensifie lorsque les expériences ne sont plus vécues « *comme les éléments d'une chaîne sensée et dirigée (...) mais comme des événements frénétiques et sans direction* » (Rosa, 2012, p. 55). En provoquant cette accélération désordonnée de la vie quotidienne, la production métropolitaine de l'espace et du temps accompagne ainsi un basculement anthropologique vers un nouveau régime de l'expérience humaine, que la langue allemande permet de distinguer : à l'« *erfahrungen* », qui renvoie aux expériences qui laissent des traces et qui contribuent à façonner la complexion ingéniale de l'individu, succède l'« *erlebnissen* », qui désigne des expériences qui laissent ce

dernier inchangé (Rosa, 2012). Ne permettant pas à l'individu de combler son vide intérieur et son sentiment d'inexistence, ce tourbillon confus d'expériences superficielles, éphémères et changeantes conduit finalement à donner à l'individu la sensation d'être emporté par des événements dont il n'est que le spectateur passif. La perception réifiée d'une histoire aliénée que critiquait Walter Benjamin au début du XXe siècle s'étend ainsi, au sein du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps, à la vie quotidienne et au devenir existentiel.

Encadré 25. L'imperméabilité métropolitaine.

Le corps humain est comme le sol, il se définit par sa capacité d'absorption, plus ou moins grande selon les conditions et les circonstances. Sous ce rapport, l'urbain métropolisé se présente comme une modalité historique qui leur confère à tous deux une faible capacité d'absorption, pour ne pas dire une étanchéité totale. Dans la métropole capitaliste, les corps absorbent en effet aussi mal l'expérience que le sol la pluie. D'où des débordements et des inondations aux effets destructeurs, qui ne manquent pas de faire remonter à la surface les effluves nauséabonds que contient et dissimule habituellement la croute imperméable de la vie quotidienne métropolitaine (cf. infra).

Aux difficultés inhérentes à la métabolisation de l'expérience en excès et saccadée, qui conduisent à dévaluer les expériences présentes, s'ajoute en outre la dévaluation de toute expérience passée par l'accélération du rythme du changement social (Rosa, 2012), c'est-à-dire par la disruption permanente et généralisée qui caractérise la vie quotidienne métropolitaine. Dans un monde où tout change en permanence, où l'individu est sans cesse projeté dans l'inédit et dans l'inconnu, l'expérience passée est en effet immédiatement frappée d'obsolescence (Anders, 2001). Elle ne fournit aucun repère pour le temps présent et ne permet pas de dégager un horizon d'attente (Baschet, 2018). L'individu métropolitain est ainsi un « *individu sans passé ni futur, qui naît à chaque instant* » (Barthelme, cité par Lasch, 2006, p.29), constamment ébloui ou effrayé par un monde qui lui demeure étranger. Jamais il ne franchit d'étapes, n'atteint de paliers lui assurant sécurité et stabilité dans l'existence ; celle-ci fait l'objet d'une lutte permanente qui le conduit à accélérer encore davantage pour ne finalement faire que du surplace. L'individu métropolitain vit une vie « sans acquittements », qui s'apparente à un « atermoiement illimité », dans lequel « l'on n'en finit jamais avec rien » (Deleuze, 1990). C'est ainsi le temps comme durée, ou la dimension processuelle de l'existence – qui se traduit subjectivement par le sentiment d'avancer, de franchir des étapes au travers desquelles

l'existant advient progressivement – qui se perd et qui se trouve nié au profit d'une éternelle reconduction du présent.

Serait-ce là la réalisation de l'aspiration romantique à vivre pleinement l'instant présent ? Les arguments qui précèdent permettent déjà de suggérer que non. Mais Jérôme Baschet (2018) nous invite à aller plus loin dans la critique en ajoutant que le « présentisme » empêche également à l'individu d'être « présent à l'instant présent » dans la mesure où, dans ce monde fuyant et changeant, le présent est rendu captif d'un « futur immédiat incertain », impossible à anticiper. La capacité de réactivité qu'impose cette incertitude quant au lendemain oblige alors l'individu à être toujours prêt à se rétracter ; et lui interdit en conséquence de s'engager véritablement dans quoi que soit, de construire des relations fortes et durables, au cas où il pourrait trouver mieux ailleurs ou plus tard – ce qui, dans ce champ infini des possibles qu'est la métropole capitaliste, existe sans doute en effet. On retrouve là les caractéristiques de l'« individu liquide » décrit par Zygmunt Bauman (2013) : un individu incapable de s'engager et vouant un culte à la réversibilité. Dans un langage d'économiste, on pourrait dire qu'en offrant des possibilités quasiment illimitées et en constante recomposition, la vie quotidienne métropolitaine fait croître les coûts d'opportunités de chaque activité, plongeant ainsi l'individu dans un dilemme plus insoluble encore que celui de l'âne de Buridan et pouvant le conduire, à l'instar de ce dernier, à ne rien faire (véritablement) et, sinon à dépérir, à ne plus vivre (au sens d'advenir dans l'existence). C'est ce que les anglo-saxons appellent le « Fear of Missing Out » (la peur de manquer une opportunité) : une peur qui, selon Jérôme Baschet, traduit et reproduit une « crise de la présence » - et que les plateformes numériques dont nous avons discutées à plusieurs reprises au cours de cette partie ne font elles aussi que reproduire en dispensant les individus d'arbitrer entre ces possibilités illimitées (en le faisant à leur place) et en retournant ainsi la peur que suscite la nécessité d'arbitrer (ou plutôt l'impossibilité pratique de le faire de façon autonome) en un fantasme de toute-puissance, qui n'en demeure pas moins une forme de négation de la réalité, de son altérité et des limites qu'elle oppose à l'individu.

L'inscription dans l'espace de l'individu métropolitain n'est pas plus consistante que son inscription dans le temps et n'offre pas davantage de prise au déploiement de son être dans le monde. La production de l'« espace des flux » (Castells, 1992), où prime la circulation, s'accompagne en effet d'une dévalorisation affective des lieux pratiqués et participe au « déracinement » de l'individu (Virilio, 1990), qui se voit retirer tous les points d'ancrage depuis lesquels il pouvait s'immerger ou se projeter dans l'altérité. Les déplacements incessants qui caractérisent la vie quotidienne métropolitaine participent en effet à la production d'un

sentiment d'« étrangeté » à l'égard du monde dans la mesure où les lieux pratiqués, de plus en plus nombreux et diversifiés (car spécialisés), occupés de façon toujours plus ponctuelle et éphémère, avec de moins en moins de constance ou de régularité (Ascher, 2006; Gwiazdzinski, 2007), peinent à devenir familiers, c'est-à-dire à être appropriés pratiquement et symboliquement par les individus (Augé, 2010). L'élaboration d'une relation avec le monde est de fait compromise quand celui-ci se dérobe constamment sous l'effet de la mise en mouvement (et du changement permanent, cf.infra). L'espace sans repères cesse alors d'offrir un support à la construction du moi, qui passe par la reconnaissance de l'appartenance à ce qui n'est pas soi (Lasch, 2006). L'« habiter », qui désigne ce mouvement d'immersion et d'appropriation, est niée au profit de la « clandestinité ». C'est aussi en conséquence une nouvelle forme de malaise qui se développe au travers de cette pratique spatiale caractérisée par l'« hypermobilité » (Faburel, 2018) : la « fatigue » (Ehrenberg, 2000) suscitée par l'agitation incessante tend à prendre le pas sur l'« ennui » qui était associé au caractère routinier des formes antérieures de la pratique spatiale ; de même que la déperdition et la désorientation de l'individu éparpillé et « mis en orbite » succèdent à l'oppression et à la suffocation de l'individu « enfermé » du régime disciplinaire de l'époque industrielle (Deleuze, 1990). On aurait donc tort de confondre l'hypermobilité de l'individu métropolitain avec celle de l'« individu nomade » qui enthousiasme une partie de la gauche, car cette hypermobilité n'est pas le moyen de la découverte de nouveaux lieux, encore moins la condition d'une « territorialité multiple », mais le vecteur d'une forme d'indifférence aux lieux occupés ou pratiqués. Sans compter que cette hypermobilité compromet également la reproduction écologique de la planète Terre³⁰⁹, qui constitue la condition première de l'existence humaine.

Compromise par la mise en mouvement, l'appropriation de l'espace est en même temps empêchée par le changement permanent qui caractérise ce dernier, par son caractère chaotique et par les recompositions incessantes dont il fait l'objet dans le cadre du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps ; qui, là encore, reviennent à ôter tout repère aux individus et à les maintenir en continu dans l'inconnu. « *Comment vivre dans une destruction perpétuelle, sans stabilité relative ? Comment vivre dans un chantier ?* » demandait déjà Henri Lefebvre (2002, p.22) au milieu des années 1970, à un moment où les transformations urbaines étaient nombreuses du fait de la transition en cours vers le nouveau régime de production de l'espace et du temps. Alors, que dire aujourd'hui, maintenant que s'est

³⁰⁹) Du moins telle que nous la connaissons et telle que nous pouvons l'occuper et y demeurer – à défaut de savoir et de pouvoir l'habiter, dans le cadre des rapports de production capitalistes.

instauré ce régime dans lequel la « destruction créatrice » s'est érigée en élément normal de la production capitaliste de l'espace, c'est-à-dire en un élément central du mode de régulation de l'accumulation du capital (Harvey, 2010) ? Eh bien la même chose qu'avancait Henri Lefebvre à son époque, à savoir que la labilité de l'espace perçu et vécu conduit à son in-habitabilité ; et qu'en son sein la vie se réduit à la survie, dans le sens où le mouvement du devenir existentiel laisse place, encore une fois, à un éternel recommencement – au sein d'un champ de ruine dont jamais la fumée ne dissipe entièrement.

Mais revenons sur le phénomène de « l'hypermobilité ». Cette dernière ne conduit pas seulement au désintérêt ou à l'indifférence à l'égard des lieux occupés ou pratiqués. La grande vitesse à laquelle elle s'effectue suscite par ailleurs une indifférence encore plus grande à l'égard des lieux traversés. C'est du moins ce qu'avance Olivier Mongin (2013), qui souligne que la grande vitesse s'accompagne d'une « perte du sens de la latéralité » et, plus généralement, d'une diminution de « l'attention au monde ». Un phénomène qu'il illustre dans son ouvrage en comparant le rapport des voyageurs au paysage traversé en fonction du mode de transport utilisé : de Stevenson « parcourant » les Cévennes au rythme du pas de son ânesse jusqu'au businessman « accédant » en seulement quelques heures à l'autre rive de l'Atlantique à bord de jet privé. Avec l'accroissement des vitesses de circulation, c'est en fait selon lui le voyage comme expérience sensible et constitutive du devenir existentiel qui disparaît. Celui-ci, ou du moins le déplacement qu'il comprend et qui en constituait auparavant une partie intégrante, perd tout contenu substantiel pour se réduire à sa simple fonction utilitaire : le passage d'un point A à un point B. Celui-ci ne s'apparente plus à une « œuvre » (Lefebvre), qui engage l'énergie de celui qui la réalise et qui enrichit ou accroît en retour cette énergie, mais à un simple changement formel d'état, de localisation en l'occurrence, résultant d'une action passive. En état d'apesanteur, surfant sur le monde plutôt que de s'immerger en lui, l'individu ne peut alors que se replier sur lui-même (Fischbach, 2011). Et c'est ainsi que l'on peut parier que, tandis que Stevenson nous a laissé un témoignage sensible du monde cévenol de son époque, le businessman des temps (hyper)modernes n'aura probablement rien d'autre à restituer de ses pérégrinations qu'une autobiographie – à condition encore qu'il ait fait l'effort et qu'il ait pris le temps de lever un moment les yeux de son « écran ».

Plus généralement, il apparaît en fait que le « régime ubiquitaire » (Faburel, 2018) que consacre la production métropolitaine de l'espace et du temps est paradoxalement à l'origine d'une négation de l'« ailleurs », de la « différence », de « l'autre » et du « monde », qui revient à séparer les individus de toutes ces réalités extérieures au sein desquelles ils ont besoin de

s'immerger pour réaliser leur devenir existentiel - et ainsi dépasser la forme narcissique de leur psychisme et de leurs désirs. Comme on le voit en effet, le fait d'être partout conduit finalement à n'être nulle part. De même que le fait de pouvoir accéder ici et maintenant à ce qui est présent ailleurs revient dans le même temps à nier purement et simplement cet ailleurs ; qui n'en est de fait plus un lorsqu'il est possible d'y accéder *immédiatement*, c'est-à-dire sans la médiation de l'effort, de la durée et de la distance. Il en résulte ainsi un rapport complètement autocentré à l'espace et au monde, qui semble perdre toute objectivité : ce qu'illustre fort bien d'ailleurs, quoique de manière anecdotique, ces cartes numériques GPS dans lesquelles l'individu se retrouve toujours au centre, avec le monde qui gravite autour de lui selon ses changements d'orientation.

De même, ce régime ubiquitaire participe d'un processus de nivellement ou d'homogénéisation de toutes les réalités du monde. Ou « d'éloignement du monde », pour reprendre l'expression choisie par Franck Fischbach (2011). De fait, avec la possibilité qu'offrent les outils numériques d'accéder sans effort à toutes ces réalités - n'importe où, n'importe quand et dans n'importe quel ordre (en jonglant indifféremment de l'une à l'autre) - ces mêmes réalités tendent à être perçues et vécues de manière identique. Leurs différences constitutives sont niées et toutes sont mises sur un plan d'équivalence : les bombardements en Ukraine - des petits chats mignons - un étudiant qui s'immole par le feu - une recette de cuisine, etc.

Par ailleurs, nous avons aussi vu dans nos développements antérieurs que le processus de mise en mobilité des individus auquel procède le régime métropolitain de production de l'espace et du temps a paradoxalement pour effet de laisser les individus plus isolés que jamais, dans la mesure où cette agitation frénétique s'accompagne de l'éparpillement spatial des individus et de la désynchronisation temporelle de leurs pratiques. La possibilité de l'accès occultant ici encore une fois la solitude réelle qu'elle provoque paradoxalement, quand celle-ci reçoit une forme connexionnelle.

Mais ces caractéristiques inhérentes aux formes contemporaines de l'expérience subjective que recompose le régime ubiquitaire de la métropole capitaliste ne sont nulle part plus saillantes qu'au sein des « non-lieux » (Augé, 2010) qui polarisent l'espace connexionnel et qui centralisent ses réseaux de circulation : des stations de transports urbains, des gares, des aéroports, etc. Autant d'espaces en effet dans lesquels l'on se côtoie et l'on se croise sans arrêt sans pourtant jamais se rencontrer. Tous les dispositifs et toutes les stratégies d'évitement y sont mis en œuvre, car l'autre n'y est que gêne, encombrement et donc source éventuelle de

retardement. Ces lieux de l'accessibilité tiennent ainsi paradoxalement à l'écart de l'altérité. Nul ne peut y habiter ; seules les « foules solitaires » peuvent y passer – sans trop s'arrêter, sous peine d'avoir l'air suspect.

Par ailleurs, l'architecture et le contenu même de ces non-lieux témoignent par eux-mêmes de l'abolition des différences dont ils sont complices. Ces « Junkspace », comme les nomme Rem Koolhaas (2011), sont partout les mêmes. Ils se ressemblent tous. Ce sont des « espaces génériques », qui exposent partout avec la même grossièreté les mêmes signes surabondants et sursignifiants : partout les mêmes plantes en plastique, les mêmes boutiques, les mêmes publicités, les mêmes odeurs, les mêmes musiques d'ambiance, les mêmes escalators, la même température et le même air climatisé, etc. Et la même lumière éblouissante, qui achève d'empêcher de rêver et d'imaginer en dissipant définitivement toute part d'ombre et tout contenu cryptique à ces espaces au sein desquels « *tout se déclare : se dit et s'écrit. Alors qu'il y a peu à dire et encore moins à vivre* » (Lefebvre, 2002, p.63). Mais qu'importe, puisque l'accélération a de toute manière déjà remis en cause les conditions de l'imagination, en éliminant la rêverie en même temps que l'ennui.

Séparés de l'altérité niée par l'hypermobilité et par l'abstraction constitutive du mode de vie métropolitain, les individus se retrouvent ainsi seuls avec eux-mêmes, privés d'extériorité. Et demeurent en conséquence toujours identiques à eux-mêmes, paradoxalement immobilisés par la vitesse et la mobilité ; dans un monde où les virtualités nient systématiquement les réalités qu'elles désignent : celles des rencontres, du voyage, du dépaysement, du rêve et de l'imagination. Aucune évasion n'est réellement possible, sauf celle de la fuite en avant dans l'irréalité.

Un dernier aspect de l'espace concrètement abstrait de la métropole capitaliste définissant ce dernier comme « monde qui ne fait pas monde » et comme support matériel de la production capitaliste de subjectivités narcissiques renvoie enfin à l'*illimitation* qui caractérise ce dernier. Et tout d'abord, à son illimitation morphologique. Pour faire monde en effet, pour pouvoir être approprié par les hommes et les femmes comme un milieu d'appartenance par rapport auquel ils peuvent se définir individuellement et collectivement, un espace doit pouvoir être saisi comme un objet : *a minima*, être identifié et nommé. Pour cela, il doit disposer d'une unité et de limites matérialisant cette unité, qui distinguent et mettent en relation un dedans et dehors, un intérieur et un extérieur, et enfin d'une certaine cohésion - comme c'était le cas, par exemple, pour la cité de l'antiquité gréco-romaine ou pour les villes marchandes de l'« âge d'or » de la

Renaissance (Lefebvre, 2002 ; II.2). Or, ce sont précisément ces propriétés que remet en cause la production métropolitaine de l'espace, qui débouche comme on l'a vu sur un « espace urbain diffus et généralisé » et en même temps « fragmenté » en un « patchwork » ou en un assemblage confus d'espaces économiquement spécialisés et socialement ségrégués – qui, faute d'être intégrés dans une totalité (autrement que de manière fonctionnelle – et encore³¹⁰), se particularisent plus qu'ils ne se différencient véritablement les uns des autres, se coupent de l'unité qui les rejette plutôt que de s'intégrer harmonieusement au sein de cette dernière. Il en ressort ainsi un espace « indiscernable » ; et donc impropre à être approprié comme un foyer (support et produit) de la production d'une subjectivité vivante et élaborée – qu'elle soit individuelle ou collective, sensorielle ou politique, existentielle ou historique. Il s'agit d'un espace dont la production est autrement dit seulement susceptible d'« induire » (Lefebvre, 2002 ; II.3) des identités individuelles particulières (sur fond d'homogénéité) et des identités collectives communautaires : non pas de faire « advenir l'existant », mais simplement de reproduire ou de « maintenir l'étant en l'état » – qui ne demande alors plus à exister, mais simplement à être reconnu ou validé (par cette totalité fragmentée qui l'induit en l'excluant).

Du point de vue de l'individu, l'espace métropolitain dans son ensemble reproduit en fait à une échelle plus large ce que Frédéric Jameson (1991) disait au sujet des formes architecturales caractéristiques selon lui de la « postmodernité » (que nous préférons qualifier d'« hypermodernité » ou de « modernité tardive ») : mouvant, fuyant et pulvérulent, discontinu et tentaculaire, il est impossible d'en dresser une carte mentale ; et, si il n'interdit peut-être plus son appropriation en imposant sa signification de manière aussi oppressante que ne le faisait les autres espaces, il rend néanmoins cette appropriation matériellement impossible, en raison précisément de cette indiscernabilité, mais aussi en raison de la confusion ou de la désorientation qui résultent de la dégradation des « symboles » qu'arboraient les espaces antérieurs (eussent-ils été les symboles du pouvoir et de la domination) en simples « signes » de plus en plus dépourvus de contenu – qui sont à la fois insignifiants en eux-mêmes et sursignifiants en raison de leur excès quantitatif. Cet espace saturé par la vacuité, produit ou plutôt régurgité sous la forme d'une immense flaque de vomi luisante et odorante par un capital suraccumulé et ivre de survaleur, ne peut ainsi provoquer que la nausée et conduire les hommes et les femmes à tituber, à glisser et à se vautrer lamentablement, jusqu'à la noyade, dans cet

³¹⁰) Il y aurait en effet à redire à ce sujet, depuis que les forces aveugles et anarchiques du marché ont supplanté la main visible du planificateur en matière de production de l'espace.

exécutoire chaotique d'un fétiche qui n'en peut plus – « qui est complètement cuit et qui se prend pour le roi » (Jacques Brel), en se donnant en spectacle de la plus navrante des manières.

À cette indiscernabilité morphologique et sémiotique dans laquelle s'égarent les individus, s'ajoutent en outre les possibilités en apparence illimitées qui s'ouvrent à eux au sein de l'espace concrètement abstrait de la métropole capitaliste, qui achèvent de noyer ces derniers dans l'irréalité. Dénuée d'objectivité, la métropole capitaliste se présente aux yeux des individus comme un pur potentiel indéterminé, qui n'a de réalité qu'en fonction de l'activation ou de l'actualisation de ses virtualités illimitées. En cela semblable à un immense « palais des miroirs » (Lasch, 2006), la métropole capitaliste n'existe pour l'individu que comme une projection de lui-même, de ses fantasmes et de ses angoisses ; tantôt perçue comme superbe et jouissive, tantôt comme hostile et dangereuse ; tantôt comme une extension infinie du dedans, tantôt comme un envahissement du dehors. La projection narcissique de ses pulsions agressives sur un monde perçu comme étranger et terrifiant conduit alors l'individu à essayer de récréer des limites entre lui et ce monde : des limites qui n'ont pas vocation à permettre le passage du dedans au dehors, mais qui doivent au contraire le séparer du dehors, l'en mettre en l'abri. Des limites qui sont plus des barrières ou des murs que des portes ou des ponts ; qui séparent plus qu'elles n'intègrent. D'où la tentation du communautarisme et de l'entre soi, la prolifération des résidences sécurisées, ou encore l'engouement pour les 4X4 urbains, etc., quand ce n'est pas pour les Hummers et les « gated communities » comme aux États-Unis. Inversement, l'illimitation et l'immédiateté de la satisfaction des pulsions de vie que permet ou plutôt que promet le mode de vie métropolitain contribue à reproduire les fantasmes de toute-puissance de l'individu narcissique. De fait, dans ce monde concrètement abstrait, tout lui est virtuellement accessible « ici et maintenant » - à condition bien sûr qu'il soit équipé de ces moyens de connexion que constituent les équipements numériques et, surtout, qu'ils soient dotés de cet ultime moyen de connexion qu'est l'argent. Cette possibilité de « jouir sans entraves », sans la médiation de la distance, de la durée et de l'effort, alimentent ainsi chez lui les mêmes fantasmes que ceux qui définissent le capital en tant que valeur en procès : celui de se valoriser (de jouir, pour l'individu) de manière automatique, autoréférentielle et illimitée.

Mais comme pour le capital, cette négation des médiations (ou de la réalité) est intenable. Et à l'inévitable dévalorisation du capital correspond la tout aussi inévitable dépression de l'individu narcissique. Ce dernier fait alors face à son état d'extrême dépendance qui constitue l'envers refoulé des fantasmes de toute-puissance que cultive en lui la métropole – dont l'étymologie (« ville-mère ») est décidément bien faite. L'analogie entre la dynamique du capital et celle de

l'individu narcissique semble en outre se prolonger lorsque celui-ci ne trouve rien d'autre, pour tenter de combler son vide intérieur, qu'une forme de fuite en avant qui ne fait qu'amplifier ses contradictions : l'adoption de comportements caractérisés par « l'excès » (Enriquez, 2006) ; qui, à l'instar des « fix » du capital (Harvey, 2008), ne font que reporter dans le temps et modifier légèrement la forme de sa crise intérieure. Consommation de psychotropes pouvant conduire à l'« overdose » et dépense excessive de soi dans le travail au risque du « burn out » en sont deux exemples possibles (Cournut, 2006). Le second nous ramenant alors à la problématique de la régulation métropolitaine des contradictions temporelles de la production capitaliste.

2.3. Les inclinaisons passionnelles de l'individualité narcissique comme mode de régulation des contradictions matérielles de la production capitaliste.

Voyons maintenant en quoi les inclinaisons passionnelles qui caractérisent l'individu narcissique participent à la régulation contemporaine des contradictions temporelles de la production capitaliste.

Pour conjurer son sentiment d'inexistence et assouvir ses fantasmes de toute-puissance, l'individu narcissique tend comme on l'a vu à adopter des comportements caractérisés par l'« excès » (Enriquez, 2006). Il mène sa vie comme une « maximisation de soi » (Fischbach, 2011) : de ses désirs de jouissance, de performance et de reconnaissance (Lasch, 2006). Or, dans nos sociétés capitalistes, ces désirs, les deux derniers notamment, trouvent pour une large part à s'investir dans le travail salarié. Ils conditionnent alors comme on va le voir l'opération de délestage qui est au centre de la régulation métropolitaine des contradictions temporelles de la production capitaliste.

Ils participent tout d'abord à cette régulation en inclinant les individus à se dépenser sans retenue dans leur travail, ainsi qu'à mobiliser au sein de ce dernier la totalité de leurs ressources et de leurs capacités individuelles ; ce qui les conduit *de facto* à prendre en charge par et pour eux-mêmes, à la place des capitalistes, de leurs sous-officiers et du capital fixe, la fonction consistant à assurer l'adéquation des temporalités concrètes du procès de travail vis-à-vis des exigences temporelles abstraites de la production capitaliste. De fait, l'« autocontrôle » qui matérialise cette prise en charge peut se concevoir, en premier lieu, comme un produit du « culte » que le sujet narcissique voue à la « performance » (Ehrenberg, 2014). Pour préserver ses fantasmes de toute-puissance en effet, ce dernier persévère dans la négation des limites de

sa puissance d'agir en se « défonçant » dans³¹¹ le travail (Cournut, 2006). Il prend ainsi en charge l'impératif capitaliste de productivité comme un motif de gratification individuelle ; et perçoit toute défaillance au sein du procès de travail comme un signe de sa propre insuffisance. Cette inclinaison à se donner à fond dans le travail est en outre redoublée par la dépendance exacerbée envers le regard des autres qui caractérise l'individu narcissique, qui a besoin de disposer d'un public qui l'admire pour se sentir exister (Lasch, 2006), ainsi que par la peur panique que lui inspire l'idée de l'échec individuel, qui est vécu par lui comme quelque chose d'insupportable, dans la mesure où un tel échec revient à contrarier les fantasmes de toute-puissance auquel il est accroché - ou suspendu, les pieds dans le vide. Christopher Lasch (2006) décrit ainsi comment « la peur d'être vu comme un perdant » devient l'instigatrice d'un « œil omniprésent » qui pousse l'individu à s'examiner en permanence. Dès lors, plus besoin pour les capitalistes d'organiser l'espace de travail de manière panoptique : « l'œil » est à présent intériorisé par les travailleurs sous la forme d'un « surmoi vengeur et punitif gouverné par les pulsions libidinales du ça » (Lasch, 2006). Les travailleurs se chargent alors de transporter ce dernier en dehors de l'entreprise, partout où se répand la production capitaliste, à savoir dans la totalité de l'espace social et de la vie quotidienne. Ils sont à eux-mêmes leur « Big Brother » - dont la figure Orwellienne tend au passage à devenir aussi obsolète que la classe capitaliste, dans ce monde où la violence sociale est individuellement intériorisée.

En comparaison avec ce qui se passait dans le cadre du régime de l'usine, on pourrait donc dire que l'« anxiété » et la « vanité » tendent à se substituer à l'« autorité » en tant que mode de régulation socio-passionnel de la contradiction opposant les temporalités concrètes du procès de travail aux exigences temporelles abstraites de la production capitaliste. Ce sont autrement dit ces dernières (anxiété et vanité) qui permettent aux capitalistes de se délester de l'autorité, qu'ils ne peuvent de toute manière plus exercer. En ce sens, le régime métropolitain de production de l'espace et du temps se présente comme le vecteur d'une extension et d'une socialisation des exigences temporelles abstraites de la production capitaliste : alors que l'autorité s'exerçait selon des modalités et des dispositifs privés qui n'avaient d'effectivité qu'à l'intérieur de l'espace de travail et pendant le temps de travail, l'anxiété et la vanité qui animent

³¹¹) Dans celui-ci et non pas *pour* celui-ci, car le sujet narcissique ne se préoccupe que de lui-même ; ce qui le distingue aussi bien des salariés des cités ouvrières de l'époque du capitalisme paternaliste, qui se dépensaient dans leur travail par loyauté envers leurs patrons, que des ouvriers-artisans de l'âge de la manufacture ou de la proto-industrie, qui suivaient par souci du travail bien fait et pour l'amour de leur métier – pour ne pas parler ici de la « peur du dénuement matériel », qui constitue une constante historique au sein des différentes modalités mises en œuvre par le capital pour s'assurer de l'implication des travailleurs (Lordon, 2010).

le sujet narcissique et qui le poussent à se soumettre aux exigences temporelles de la production capitaliste (mais aussi à celles de la consommation capitaliste, cf.infra) sont socialement déterminées au sein de la métropole capitaliste (par le mode de vie qu'elle impose) et exercent leurs effets dans la totalité de la vie quotidienne.

Dans le même temps, cette anxiété et cette vanité participent également à la régulation contemporaine des contradictions temporelles de la production capitaliste dans la mesure où elles conditionnent aussi le prolongement contemporain du processus de socialisation du capital productif au travers duquel les capitalistes (connexionnistes) se délestent de la fonction sociale consistant à avancer et à entretenir les moyens de production (à accumuler du capital productif) – ce qui leur permet comme on l'a vu d'accroître la célérité, la fluidité et la flexibilité du procès de valorisation de leurs capitaux en dépit de la durée, des incertitudes, des irréversibilités et de l'encastrement socio-spatial qui caractérisent de plus en plus la (re)production des moyens de production. De fait, l'existence d'une figure historique du sujet qui s'inquiète en permanence de ses performances, qui est toujours soucieux de briller aux yeux des autres, à qui rien ne semble jamais acquis et qui (sur)vit en conséquence avec le sentiment (bien-fondé) de devoir courir toujours plus vite pour simplement ne pas être dépassé (Rosa, 2012), cette figure historique du sujet donc, peut en effet être vue comme la condition anthropologique de possibilité, matériellement déterminée, de la tendance à « conduire sa vie comme l'on gère une entreprise », à optimiser sa vie quotidienne en veillant à en éliminer les « temps morts » et, plus généralement, à transformer cette dernière en un « micro-pôle d'accumulation de capital humain » (Dardot & Laval, 2010).

Mais ce ne sont pas là les seuls aspects de la subjectivité narcissique qui conviennent aux formes contemporaines de la production capitaliste. Outre l'anxiété et la vanité qui caractérisent l'individu narcissique, le capital mobilise également, dans son opération de délestage de la fonction d'accumulation des moyens sociaux de production, la profonde indifférence que celui-ci nourrit à l'égard de tout ce qui existe. Cette indifférence en effet, de même que son incapacité à s'engager dans des relations fortes et durables, lui permet de ne pas s'engluier dans des centres d'intérêt (ou dans n'importe quel contenu substantiel) qui pourraient le détourner des pratiques consistant à doper ses performances et accroître sa notoriété en accumulant perpétuellement du « capital humain », dans la totalité de son existence, ou de son errance. Le narcissique est de ce fait assez spontanément carriériste, du moins quand l'opportunité lui en est donnée. Rien ne peut le tenir à l'écart de ces pratiques objectivement nécessaires à la reproduction du capital, puisqu'il ne tient à rien et qu'il n'est tenu par rien, si ce n'est par la quête inconsciente de la

préservation de ses fantasmes de toute-puissance. Il n'est certes pas subjectivement *dévoué* au capital, mais il est néanmoins entièrement ou totalement *réservé* par ce dernier : dont la reproduction constitue de fait le seul débouché de sa puissance d'agir (précisément, et en apparence paradoxalement, parce que celle-ci est autoréférentielle).

Par ailleurs, il faut également souligner que cette indifférence relative au contenu joue un rôle indispensable dans la capacité qu'a l'individu narcissique de supporter les exigences contemporaines de la production capitaliste en matière de flexibilité (Durand J. P., 2017). Pour ainsi dire en effet, le « zapping généralisé » lui a appris à « slash » et à s'accommoder de la succession et de la multiplication insensée des « projets » qui caractérisent les formes contemporaines d'organisation de la production capitaliste. Il sait être flexible et réversible puisqu'il ne s'engage véritablement dans rien et qu'au fond, tout lui est indifférent. Ce qui insupportait l'ouvrier de métier lui est ainsi parfaitement égal. De plus, celui-ci a appris à vivre sans repères ; et à n'avoir pour seule boussole que la satisfaction de ses pulsions primaires. Produit de l'abstraction capitaliste, cette indifférence lui permet donc de survivre au sein de cette même abstraction – du moins jusqu'à un certain point³¹².

Aussi, les capacités de réactivité et de prises d'initiatives qui sont attendues des travailleurs au sein des formes contemporaines de la production capitaliste réclament un type de travailleur qui n'est plus le travailleur docile que permettait d'obtenir le régime disciplinaire de l'usine, mais ce « meneur de jeu » (Lasch, 2006) qu'est l'individu narcissique, qui doit constamment partir à la recherche de nouveaux défis pour prouver aux autres et à lui-même sa propre valeur, dont en vérité il doute profondément. D'où son besoin de se rassurer par des comportements qui le conduisent *in fine* à faire ce que le capital attend de lui. Ce sont donc bien ici, encore une fois, le culte de la performance, l'anxiété et la vanité de l'individu narcissique, qui sont mobilisées comme des conditions de possibilité de l'exploitation capitaliste. Ce sont autrement dit elles qui matérialisent l'appropriation *réelle* du travail cognitif par le capital que les auteurs post-opéraïstes refusent de voir (cf. supra).

Enfin, le caractère relationnel et la dimension collective du travail cognitif, dans lequel l'individu doit en permanence persuader autrui (les clients, les partenaires, les collègues, etc.) et mettre en visibilité sa contribution à l'avancement des projets, réclament les talents de ce séducteur ou de ce manipulateur qu'est l'individu narcissique. Paradoxalement fort de son vide

³¹²) Voir par exemple les travaux de Danièle Linhart (2011) sur les effets destructeurs de la « précarisation subjective » qui résulte, notamment, du changement permanent inhérent au mode de gestion par projet.

intérieur, ce dernier a en effet peu de mal à jouer le rôle et à entretenir l'image que l'on attend de lui (Lasch, 2006), c'est-à-dire à dissimuler la violence des intérêts capitalistes au service desquels il travaille derrière une façade lumineuse et généreuse. Ce travail de décoration est sa spécialité : c'est ce qu'il fait toute la journée pour occulter le caractère autoréférentiel de ses pulsions et le caractère égoïste de ses actions.

Anxieux, vaniteux, cynique, hypocrite et blasé : voilà les qualités subjectives qui conviennent aux formes contemporaines de la production capitaliste ; et que les capitalistes connexionnistes, tels des pachas confortablement installés dans un palais entièrement façonné selon leurs intérêts, n'ont qu'à venir cueillir au seuil de la réalité, où les individus sont confinés. Mieux encore, les individus narcissiques se présentent pour les capitalistes connexionnistes comme un liquide riche en opiacé que ces derniers peuvent s'administrer, sur simple pression d'un bouton, pour planer depuis leur lit médicalisé – et ainsi délirer, dans leur sénilité, au sein de ce monde concrètement abstrait.

2.4. Conclusion.

Pour conclure cette réflexion sur la régulation métropolitaine des contradictions temporelles de la production capitaliste, nous retiendrons donc ceci : c'est le « carnage » qui rend possible le « délestage » (et intéressante la « prise d'otage »). Plus précisément, c'est le processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion, au travers duquel s'effectue ce carnage, qui permet aux capitalistes connexionnistes de se délester sur le procès de la vie humaine des fonctions sociales relatives à la production, à l'entretien, et à la mise en œuvre productive des contenus matériels du procès de production capitaliste. Partant, c'est en dernier ressort ce processus qui permet à ces derniers de valoriser leurs capitaux de manière liquide et rentière, c'est-à-dire de satisfaire sans effort les exigences temporelles abstraites du capital ; et qui, plus fondamentalement encore, conditionne le prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital.

Il apparaît donc à nouveau, au terme de ces développements, que le carnage constitue l'opération fondamentale de la régulation métropolitaine du développement contemporain du capital, dans la mesure où il conditionne le délestage qui constitue pour sa part l'opération centrale de cette dernière. Sans ce carnage en effet, les capitalistes connexionnistes ne pourraient pas être assurés de la productivité et de la docilité des écosystèmes du monde relationnel et, plus généralement, du procès de la vie humaine : ce dernier ne serait pas un « dehors interne » pour le capital ; ce ne serait pas une « forêt comestible » ; ce ne serait pas

un « commun capitaliste » ; il n'en sortirait pas en permanence de nouvelles valeurs d'usage préconstituées et déjà prêtes à se soumettre (à être soumises par leurs porteurs) au mouvement abstrait de la production capitaliste ; il serait donc impossible pour les capitalistes de se délester et de se reposer sur ce dernier. C'est donc bien ce carnage, ou plus précisément le processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion qui le matérialise, qui conditionne en dernière analyse la réalisation des exigences temporelles abstraites du capital et le prolongement contemporain de son processus d'autonomisation.

Car, pour passer du registre métaphorique au registre analytique, ce sont comme on l'a vu les subjectivités narcissiques qui résultent de ce processus d'anéantissement des relations humaines qui, au nom de leurs propres fantasmes (ou plutôt de ceux que ce processus les empêche de dépasser), prennent en charge la concrétisation des fantasmes du capital, à savoir notamment celui de se valoriser sans limites ni entraves, en faisant preuve d'autocontrôle dans le travail et en transformant leur vie quotidienne en un mouvement continu d'accumulation de ressources et de capacités productives, c'est-à-dire en adoptant ces pratiques qui matérialisent le délestage, par les capitalistes, des fonctions sociales qui étaient auparavant celle de leur classe sociale et qui témoignent, plus fondamentalement encore, de l'extension spatiale et de l'intériorisation subjective, par ces individus expropriés de leurs moyens d'existence que sont les narcissiques, de cette phobie du temps et de la vie qui définit l'ontologie du capital (Jappe, 2017).

Dans un registre plus théorique, nous pourrions ainsi résumer notre propos en affirmant que, dans le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps, le processus de réduction de la relation à la connexion (carnage), qui constitue la forme contemporaine du processus d'abstraction capitaliste, ou l'expression de son extension métropolitaine à la vie quotidienne et aux liens humains, détermine la forme (narcissique) d'aliénation des hommes et des femmes qui conditionne la forme déterminée de socialisation du capital (le délestage) qui sous-tend le prolongement contemporain de son processus d'autonomisation - à savoir l'accroissement des possibilités, de la flexibilité, de la fluidité et de la célérité de la valorisation du capital au travers duquel ce dernier concrétise tout à la fois ses fantasmes de liquidité, d'immédiateté et d'illimitation (figure 14).

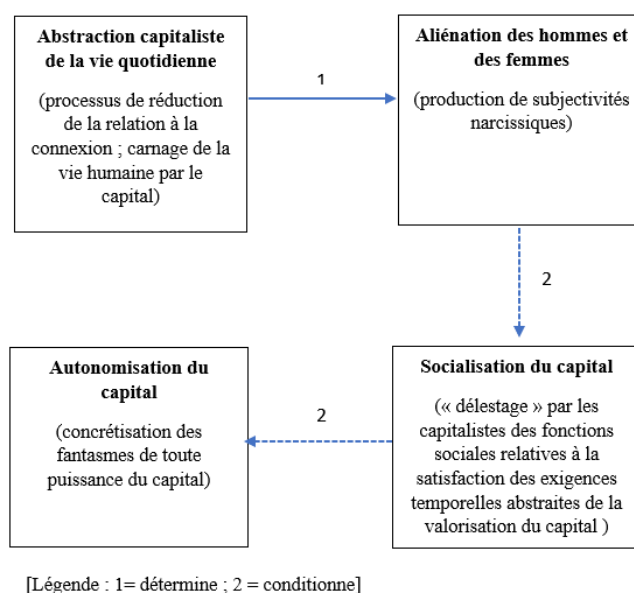


Figure 14. L'aliénation des hommes et des femmes comme condition du processus d'autonomisation du capital.

Au regard de l'ensemble de notre exposé, ces développements nous permettent en outre de mieux saisir la complexité de la régulation métropolitaine du développement contemporain du capital, ou plus précisément des résultats du processus de réduction de la relation à la connexion (ou de mise en forme connexionnelle des liens humains) qui est cœur de cette dernière. De fait, nous pouvons à présent affirmer que ce processus, participe *directement* et *indirectement* au parachèvement contemporain du processus d'autonomisation du capital. Directement dans la mesure où il conduit en lui-même, au travers de la production du monde connexionnel, à accroître les possibilités, la flexibilité, la fluidité et la célérité du procès circulation du capital (VII). Et indirectement dans la mesure où, en réduisant le monde relationnel à l'abstraction connexionnelle, il détermine dans le même temps, la production de subjectivités narcissiques qui ont pour caractéristique de prendre en charge par elles-mêmes et pour elles-mêmes les contraintes et les exigences temporelles que l'accélération, la fluidification et la flexibilisation du procès de circulation imposent au procès de production et à la vie quotidienne, qu'il colonise.

Une double contribution au processus d'autonomisation du capital, donc, à laquelle nous apportons en outre une explication théorique : ce processus de mise en forme connexionnelle des liens humains participe directement au prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital dans la mesure où il revient à rendre les liens humains adéquats au mouvement abstrait de la valorisation du capital (en les démultipliant, en les flexibilisant, en les fluidifiant et en les accélérant...) ; et il participe indirectement à ce même processus dans la mesure où il revient simultanément à rendre les liens humains inadéquats au devenir existentiel

des hommes et des femmes (car trop nombreux, trop éphémères, trop réversibles...) et, ainsi, à maintenir ces derniers dans une configuration narcissique (primaire) de leur psychisme qui assure la conformité de leurs inclinaisons passionnelles vis-à-vis des exigences temporelles abstraites de la production capitaliste – mais aussi de la consommation capitaliste, comme nous avons pu le suggérer dans certains de nos développements antérieurs (VII.2).

Ainsi, pour résumer, nous pouvons maintenant affirmer que si la réalisation du capital et la déréalisation des hommes et des femmes se présentent pour une part comme deux résultats simultanés du processus capitaliste de mise en forme connexionnelle des liens humains, ou comme deux points de vue différents sur les résultats de la production métropolitaine de l'espace et du temps, de l'autre, la déréalisation des hommes et des femmes se présente comme une condition de la réalisation du capital, c'est-à-dire du prolongement contemporain de son processus d'autonomisation. En un mot, ces deux résultats (aliénation des hommes et des femmes et autonomisation du capital) entretiennent l'un avec l'autre un rapport qui est à la fois synchronique et diachronique : dialectique (figure 15).

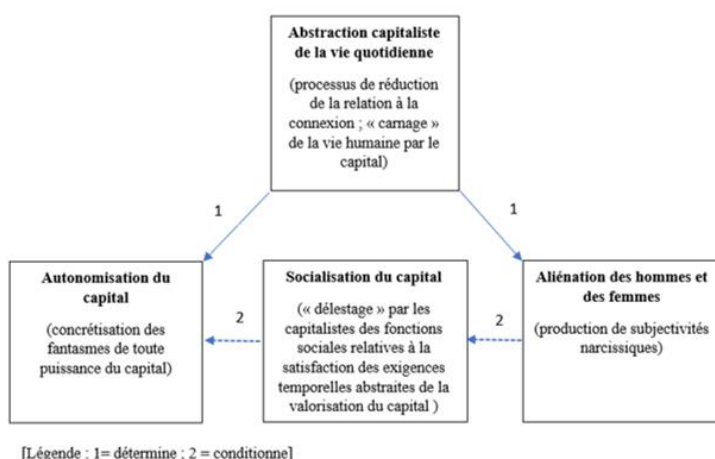


Figure 15. Le processus de réduction de la relation à la connexion et la reproduction métropolitaine des rapports de production capitalistes.

Concernant la dimension diachronique de ce rapport, qui était ici au centre de nos développements, nous concluons alors en affirmant ceci : en produisant un monde qui lui est approprié mais qui demeure étranger aux hommes et aux femmes, le capital produit un individu identique à lui-même, à savoir une forme vide et autoréférentielle dont le fantasme est de se maximiser à l'infini en niant la médiation du réel (Jappe, 2017), dont l'irréalité vient parachever la production (et notre caractérisation) de ce monde concrètement abstrait qui l'a enfanté – précisément en le maintenant dans l'enfance, au seuil de l'existence. De manière plus

synthétique encore, nous pouvons affirmer que : en se mondanéisant, le capital démondanéise dans le même temps les hommes et les femmes et parachève du même coup son processus de mondanéisation.

Nous prenons donc enfin toute la mesure de l'ampleur de la « reproduction des rapports de production capitalistes » (Lefebvre) qui est à l'œuvre au travers du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps. En son sein, les exigences temporelles abstraites du capital s'étendent et se socialisent. Elles ne s'imposent plus seulement dans l'espace privé de l'usine, sous la forme du « travail abstrait », mais dans l'espace social dans son ensemble, sous la forme d'une « vie abstraite » socialement déterminée par le « mode de vie socialement nécessaire » qu'impose le monde concrètement abstrait de la métropole capitaliste. De la simple verrue qu'il était, le capital devient ainsi cancer de l'humanité. Totalisé, il est à présent réellement totalitaire. Dans ce monde concrètement abstrait, qui n'est plus un « antre secret » (Marx) mais une « nécropole », il achève de vampiriser la vie en réduisant les hommes et les femmes à des zombies (Jappe, 2017).

Mais le sang des zombies n'est pas des plus roboratifs. D'où des contradictions inhérentes au régime métropolitain de production de l'espace et du temps, que nous allons à présent aborder afin de refermer, ou plutôt de rouvrir, notre exposé.

Section 5. Les contradictions métropolitaines du développement contemporain du capital.

La représentation du capitalisme métropolitain qui se dégage des analyses que nous avons proposées jusqu'à maintenant est celle d'une configuration historique du capitalisme qui serait entièrement dénuée de failles et de contradictions. De fait, nous avons montré en quoi la production métropolitaine de l'espace et du temps a permis au capital de surmonter toutes les limites auxquelles il s'était heurté à la fin du siècle précédent ; y compris celles qui paraissaient les plus indépassables, comme celles relatives à la « finitude du monde ». Aussi, nous avons montré en quoi au sein de ce régime, le capital parvient à conjurer toutes les angoisses que lui inspire la réalité matérielle ; et ainsi à concrétiser ses fantasmes les plus fous : son fantasme d'immédiateté, que conforte l'accroissement de la fluidité et de la célérité de son procès de valorisation ; son fantasme de liquidité, qui se réalise au travers de l'accroissement de la flexibilité de son procès de valorisation ; son fantasme d'illimitation aussi, qui se concrétise au travers des possibilités infinies qui s'ouvrent et s'offrent à lui ; ainsi que son fantasme d'éternité, qui se concrétise au travers du présentisme que consacre le régime métropolitain de

production capitaliste de l'espace et du temps. Plus encore, nous avons souligné qu'en remettant en cause l'investissement privé en capital fixe en tant que forme dominante d'appropriation capitaliste des puissances sociales de la production, le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps a pour effet, non pas seulement de réguler, mais de supprimer la loi de la baisse tendancielle du taux de profit *telle qu'elle a été formulée par Marx* : l'accroissement du taux de survaleur cessant en effet (dans cette configuration dans laquelle, rappelons-le, le développement des puissances sociales de la production tend à devenir immanent au procès de la vie sociale et à s'objectiver directement dans l'espace social) d'avoir comme contrepartie nécessaire l'alourdissement de la composition organique du capital. Enfin, nous avons émis l'idée selon laquelle cette loi se trouverait simultanément remise en cause par la consécration du règne de l'inédit et du changement permanent ; lequel rendrait en effet matériellement impossible toute institutionnalisation de la « norme du temps de travail socialement nécessaire », et donc, du même coup, le fonctionnement normal (contradictoire) de la loi de la valeur³¹³.

Serait-ce à dire que le capital serait parvenu à trouver dans le monde concrètement abstrait de la métropole, un mode d'existence non contradictoire ? Faut-il nous arrêter à la conclusion selon laquelle celui-ci se serait délesté de ses contradictions en même temps que de ses fonctions ? Faut-il croire, autrement dit, en la viabilité des fantasmes contemporains de toute-puissance du capital ? Et déclarer avec lui la fin de l'histoire ?

Henri Lefebvre nous en défend ; ou du moins, nous invite au scepticisme en nous rappelant que si la production capitaliste de l'espace et du temps permet effectivement de réguler les contradictions inhérentes au mode de production capitaliste, elle a dans le même temps pour effet de transformer ces dernières en les transfigurant en « contradictions de l'espace (et du temps) » ; lesquelles, nous dit-il, « aggravent et dissimulent » tout à la fois les « contradictions classiques », celles correspondant aux formes industrielles d'appropriation capitaliste de la pratique sociale (III).

³¹³) Il aurait été intéressant de proposer des réflexions sur la reproduction (transformation) métropolitaine de la loi de la valeur. Nous réservons néanmoins ces réflexions pour un travail ultérieur. Il s'agira alors notamment d'étudier comment fonctionne cette loi quand le fondement de la valeur n'est plus le « travail abstrait » mais la « vie abstraite » et que la grandeur de la valeur ne se mesure plus à l'aune d'une « norme sociale de temps de travail socialement nécessaire » mais d'un « mode de vie socialement nécessaire ».

1. Où se situent les contradictions du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps ?

Il nous faut donc partir à la recherche de ces contradictions transfigurées. Faute de pouvoir en proposer ici une analyse exhaustive, tentons au moins d'identifier les principales d'entre elles.

Pour cela, une première possibilité consiste à nous tourner vers les travaux proposant une lecture synthétique des mutations contemporaines du capitalisme. Parmi ceux sur lesquels nous nous sommes appuyés pour construire notre propre lecture, il se trouve en effet qu'une contradiction, en particulier, est fréquemment mise en avant : celle qui porte sur *l'accès* à la richesse sociale. On trouve en effet l'idée d'une telle contradiction tant chez les auteurs post-opéraïstes qui défendent l'hypothèse du « capitalisme cognitif » que chez les théoriciens d'obédience conventionnaliste qui tentent de tracer les contours du « monde connexionniste » en émergence. Plus précisément, selon ces auteurs, il y aurait une contradiction inhérente à ce que nous appelons la prise d'otage de l'activité relationnelle de la vie humaine par la valorisation connexionnelle du capital. En contrôlant l'accès aux réseaux de la coopération sociale, en rendant cet accès sélectif, dépendant de conditions fixées par eux (qu'il s'agisse de droits de propriété intellectuels à honorer, de commissions à reverser, ou même de simples règlements ou conditions d'utilisation à respecter), les propriétaires des moyens sociaux de connexion limiteraient qualitativement et quantitativement les rencontres et les interactions productrices et altéreraient en cela la productivité inhérente à l'activité relationnelle de la vie humaine (Vercellone, 2007).

Il serait difficile de donner entièrement tort à cette lecture. Pourtant, celle-ci ne nous semble valable qu'à condition de ne pas tenir compte du mode matériel d'existence de la coopération sociale, ou de la réalité matérielle dans laquelle se déploie l'activité relationnelle de la vie humaine. Plus exactement, cette lecture ne nous semble valable qu'à condition de considérer l'accès à la richesse sociale comme allant de soi *a priori* ; comme s'il n'était empêché que par les nouvelles enclosures associées à la propriété privée des moyens sociaux de connexion. Il nous semble donc nécessaire de proposer une lecture plus nuancée, ou plus complexe, des enjeux contemporains entourant cette question de l'accès à la richesse sociale. Pour dire les choses en un mot, notre propos est que si il est vrai que les moyens sociaux de connexion contiennent une puissance sociale aliénée (la capacité d'accès), il n'est pas pour autant exact de considérer que ce serait la propriété capitaliste de ces derniers qui serait à l'origine de l'aliénation ou de la séparation des hommes et des femmes vis-à-vis de cette puissance, ou de cette capacité d'accès à la richesse sociale. Cette aliénation trouve selon nous ses origines dans

une réalité plus profonde, non pas juridique, mais matérielle, qui est celle du « monde en miettes » qu'ont produit les rapports de production capitalistes au cours de leur développement historique (et qu'ils continuent aujourd'hui à produire, selon de nouvelles modalités, dans le cadre du régime métropolitain de production de l'espace et du temps). Comme nous l'avons souligné dans nos développements antérieurs, ce serait en effet fondamentalement ce monde dans lequel tout est disjoint, éparpillé et désynchronisé, et dans lequel tout est étranger ou inconnu des individus, qui priverait ces derniers de la capacité à accéder de manière autonome aux êtres et aux choses qui leur sont nécessaires – et qui les contraindraient du même coup à s'en remettre et à se soumettre aux propriétaires des moyens sociaux de connexion ; et à leurs conditions d'utilisation, effectivement et indéniablement contraignantes et limitantes.

De ce point de vue, avant de se présenter comme les vecteurs d'une aliénation des hommes et des femmes à l'égard de la capacité à accéder à la richesse sociale, les moyens sociaux de connexion que concentrent les capitalistes se présentent comme la *restitution*, sous une forme certes réifiée et contraignante, de cette même capacité d'accès. Autrement dit, avant de se présenter comme la cause d'une réduction ou d'une limitation des rencontres et des interactions humaines, les moyens sociaux de connexion apparaissent, y compris lorsqu'ils sont parés des conditions d'utilisation restrictives définies par les capitalistes, comme un moyen d'accroître ou de faciliter ces rencontres et ces interactions empêchées par le monde concrètement abstrait dans laquelle prend place l'activité relationnelle de la vie humaine. En cela, mais en cela seulement, il est possible d'affirmer (à rebours de ce que nous disions un peu plus haut au sujet de l'obsolescence historique de la classe capitaliste) que le monde connexionnel que dirige la nouvelle classe capitaliste *contribue* à la productivité immanente du monde relationnel, en permettant concrètement aux individus qui peuvent se soumettre aux conditions d'utilisation définies par les propriétaires de démultiplier leur capacité à interagir avec l'autre et avec le monde, d'accéder aux êtres et aux choses qui leur sont nécessaires, c'est-à-dire de retrouver cette puissance aliénée par les résultats historiques ou anthropologiques du processus d'abstraction capitaliste, par l'isolement et la désorientation qui en découlent. On notera d'ailleurs que c'est sans doute là l'un des principaux fondements du pouvoir hégémonique de cette classe capitaliste renouvelée : sa promesse, qui s'adresse à ces individus isolés et désorientés (et qui ne peut être séduisante qu'aux yeux de ces derniers), n'est-elle pas précisément de rendre toutes les richesses du monde accessibles (partout, tout le temps et instantanément) ?

Tout ça pour dire, donc, que les contradictions du régime métropolitain de production de l'espace et du temps ne sont d'après nous pas à rechercher du côté de la prise d'otage de l'activité relationnelle de la vie humaine par la valorisation connexionnelle ; qui, avant de se présenter comme une prise d'otage, apparaît donc avant tout, pour ainsi dire, comme un « sauvetage » (même si ce n'est que le sauvetage d'un péril entièrement déterminé par la trajectoire historique du capital³¹⁴) : sauvetage de la productivité relationnelle de la vie humaine, avec tous les avantages que cela comporte pour la reproduction économique du capital ; et sauvetage existentiel des hommes et des femmes isolés et désorientés, avec tous les avantages que cela comporte pour la reproduction hégémonique du capital.

Cela ne veut pas dire, cependant, que la propriété capitaliste des moyens sociaux de connexion est entièrement dénuée de contradictions au regard du développement des puissances sociales de la production. Entre leurs mains en effet, la puissance matérielle aliénée des liens humains (la capacité d'accès à la richesse sociale) n'est pas simplement restituée sous des conditions restrictives et limitantes ; elle est plus encore transformée sous la forme d'une puissance combinatoire au travers de laquelle celle-ci devient encore plus aliénée et aliénante, dans le sens où elle participe alors au (prolongement du) processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion (dont elle est le résultat) en amplifiant encore davantage l'atomisation des individus ainsi que leur désorientation face à une infinité de sollicitations superficielles et constamment changeantes auxquelles ils sont sommés de répondre dans l'urgence (VII.2.5). Or, c'est bien selon nous dans ce processus plus général qu'est la réduction métropolitaine des relations humaines à de simples connexions superficielles, dans ce carnage de la vie humaine par l'abstraction capitaliste, qu'il convient de rechercher les contradictions métropolitaines du développement contemporain du capital.

Ce dernier est en effet profondément contradictoire. Car si d'un côté il permet comme on l'a dit au capital de s'approprier la puissance matérielle des liens humains et des subjectivités humaines sous la forme d'une puissance combinatoire qui lui permet d'accroître les possibilités, la flexibilité, la fluidité et la célérité de son procès de valorisation, ce processus contribue

³¹⁴) Nous apercevons ici l'un des intérêts de la démarche matérialiste que nous mettons en œuvre dans cette thèse ; qui est de permettre, grâce à la connaissance des fondements matériels du pouvoir hégémonique de la classe capitaliste, de faire ressortir le caractère hypocrite, ou subtilement mensonger, de ce dernier. La promesse idéologique de cette dernière se présentant en effet, à l'aune de cette méthode d'analyse, comme un mensonge par omission des conditions matérielles qui lui confèrent (à cette promesse) son sens, son intérêt et, il faut le dire, sa part de vérité : les capitalistes se présentent comme des sauveurs en omettant de rappeler que c'est la réalité matérielle déterminée par l'ordre social dont ils héritent qui implique le pétrin dans lequel se trouve les hommes et les femmes (et qui les met eux-mêmes en position de sauveurs) ; et en omettant également de préciser que le remède qu'ils proposent ne fait qu'empirer le mal qu'ils prétendent solutionner (cf.infra).

d'autre part, simultanément et contradictoirement, à altérer les liens humains et à appauvrir les subjectivités humaines et donc, à amoindrir les puissances sociales de la production qui jaillissent des premiers et qui s'objectivent dans les secondes. Autrement dit, si ce processus est nécessaire pour que la valorisation connexionnelle puisse disposer du monde relationnel, c'est-à-dire pour que les relations qui s'y déploient accouchent de subjectivités utiles à la valorisation du capital (de ressources et capacités cognitives adéquates aux exigences contemporaines de la production capitaliste, notamment, mais aussi d'inclinaisons passionnelles adéquates aux exigences du management néolibéral), ce dernier a dans le même temps pour effet, en dégradant les liens humains, d'amoindrir les puissances sociales de la production (et de la création) objectivées dans la subjectivité humaine. Autrement dit encore, si ce processus est nécessaire à l'exploitation connexionnelle du monde relationnel, il revient dans le même temps à stériliser ce monde relationnel, et donc, à terme, à compromettre la valorisation connexionnelle.

Quatre arguments peuvent être avancés pour mettre en perspective cette contradiction inhérente à la forme contemporaine du processus d'abstraction capitaliste. Le premier est emprunté à certains travaux d'obédience institutionnaliste en géographie économique dont nous avons discuté au début de cette section ; le suivant met en avant certaines conséquences anthropologiques et psychologiques du processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion ; le troisième s'intéresse à sa dimension et à ses conséquences écologiques ; le dernier, enfin, concerne les formes de luttes sociales susceptibles de se dresser contre ce processus et de le remettre en cause. L'enchaînement de ces arguments va nous permettre de mettre en perspective la gravité de cette contradiction tout en faisant progressivement apparaître que, derrière le conflit entre les relations et les connexions, c'est plus fondamentalement une lutte entre la vie et la mort qui est en jeu.

2. La dimension économico-géographique des contradictions inhérentes au processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion.

Une première intuition concernant cette contradiction peut être trouvée dans les travaux de certains auteurs ayant pris part au programme de recherche de la « Nouvelle Géographie Socio-Économique » (Benko & Lipietz, 1992). Dès la fin des années 1980, plusieurs d'entre eux soulignent en effet l'existence d'une tendance à la remise en cause des formes relationnelles d'organisation de la production propres aux modèles des « districts industriels » et des « milieux innovateurs » sous l'effet de la prise de contrôle de ces derniers par des grandes

entreprises (celles que nous nommerions les entreprises connexionnistes) : « *Au début, [décrivent ces auteurs, la grande entreprise] suscite, ou le plus souvent observe, la création d'entreprises innovantes, qu'elle considère comme des organisations relativement indépendantes, enracinées dans le milieu local. Elle prend ensuite le contrôle de ces entreprises et met fin ou atténue les liens qu'elles entretiennent avec leur environnement* » (Amin & Robins, 1992, p. 150). De fait, quand un tel phénomène se produit, les relations sociales qui unissent les organisations productives du district ou du milieu sont remplacées par une combinaison de rapports marchands et de rapports hiérarchiques (prenant le plus souvent la forme de réseaux de sous-traitance) qui ne laissent subsister que des connexions superficielles entre ces dernières. Les ressources et les institutions du territoire se dessèchent alors en même temps que disparaissent les relations sociales qu'elles médiatisaient et qui les reproduisaient. Le milieu local perd de sa vitalité et les dynamiques d'apprentissage collectif s'estompent, ou s'interrompent. La productivité collective du territoire (en matière de production de l'innovation notamment) s'effondre en même temps que le mode de gouvernance qui la soutenait.

Ces travaux nous donnent ici à voir un cas limite du processus de réduction de la relation à la connexion, dans lequel la remise en cause des formes relationnelles de la pratique sociale est le fait de l'intervention directe de certains agents, en l'occurrence des grandes entreprises. En outre, mais ceci découle de cela, il ne s'agit pas ici d'une altération progressive des relations sociales sous l'effet d'un processus qui verrait ces dernières devenir progressivement de plus en plus nombreuses, ponctuelles, superficielles et changeantes. Il s'agit au contraire d'un phénomène brutal où, sous l'effet d'une décision discrétionnaire, les relations sont purement et simplement remplacées par des connexions marchandes (nous reconnaissons ici le cas de figure correspondant à la neuvième hypothèse que nous avons formulée plus haut concernant les rapports qui unissent les mondes relationnel et connexionnel). Il ne s'agit donc pas à proprement parler du processus de réduction de la relation à la connexion tel que nous l'entendons. Mais il n'en demeure pas moins qu'au regard de la question qui nous occupe, ces travaux mettent le doigt sur un aspect important de la contradiction inhérente au capitalisme contemporain : *les capitalistes connexionnistes stérilisent les écosystèmes relationnels qu'ils prédatent*. Ils nous invitent ainsi à reconnaître qu'à terme, le régime métropolitain de production de l'espace et du temps risque de se heurter à la disparition des viviers relationnels qui alimentent la valorisation connexionnelle.

Il faut néanmoins souligner que cette contradiction est partiellement régulée au sein même du régime métropolitain au travers de l'apparition incessante de nouveaux milieux relationnels et de la régénération ou de la revitalisation de ceux qui ont été desséchés par la prédation connexionnelle. Un mode de régulation auquel, notons-le à défaut de pouvoir y insister, participe étroitement le nouveau paradigme adopté par les pouvoirs publics en matière de politique de développement des territoires (encadré 22).

On notera également avant de passer au point suivant que cette contradiction (la stérilisation des écosystèmes relationnels par la prédation connexionnelle) et ce mode de régulation (la régénération de ces derniers) expliquent en partie le caractère chaotique de la géographie contemporaine (le caractère erratique des trajectoires territoriales, dans les périphéries notamment) que soulignent de nombreux auteurs (Harvey, 2010).

3. Les dimensions anthropologique et psychologique des contradictions inhérentes au processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion.

Pour identifier les aspects les plus profonds de la contradiction inhérente aux formes contemporaines du processus d'abstraction capitaliste, il convient en fait de quitter la sphère de la division capitaliste du travail pour celle de la vie quotidienne (métropolitaine) – ce qui n'est au fond pas surprenant dans la mesure où nous savons qu'il s'agit aujourd'hui de son terrain d'expansion privilégié. Il nous faut alors prendre congé des économistes et des géographes pour convoquer les analyses et les réflexions des philosophes, des anthropologues, des sociologues et des psychologues.

L'idée que nous proposons d'éclairer avec eux est la suivante : le processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion (qui se traduit au sein de la vie quotidienne métropolitaine par la prolifération, la précarisation et la liquéfaction des liens humains, cf.infra) aurait ceci de contradictoire qu'il conduirait à *réduire la créativité humaine*, soit la capacité des hommes et des femmes à produire quelque chose de neuf, ou à « produire des différences » pour le dire comme Henri Lefebvre.

Il s'agit là d'une idée que nous avons déjà pu esquisser ou du moins approcher dans certains de nos développements antérieurs ; dans les propos sur la « patrimonialisation » et sur la « ville événementielle » notamment ; où nous avons pu souligner en quoi la dimension spectaculaire de la vie quotidienne métropolitaine induit une certaine forme de négation de l'imagination des hommes et des femmes (VII.2.2 ; VII.2.3). Ces développements nous permettent ainsi déjà d'avoir une certaine intuition au sujet des incidences du processus de métropolisation sur cette

faculté humaine qu'est la créativité. Pour préciser cette intuition et l'idée qu'elle contient, nous proposons ici de remettre à plat les principaux fondements conceptuels, théoriques et analytiques qui sont au principe de cette dernière.

Quels sont alors, pour commencer, les fondements conceptuels de cette idée ? C'est ici que nous devons nous tourner vers les philosophes. De fait, une telle idée ne s'accorde pas avec toutes les ontologies. En particulier, elle suppose une certaine conception de la créativité qui ne revienne pas à essentialiser celle-ci, ou à la considérer comme une propriété inhérente à certains individus qui leur serait donnée à la naissance – comme c'est souvent le cas dans les travaux portant sur la « Creative City » (qui traitent de la manière d'attirer les « talents »). Elle suppose au contraire une approche matérialiste de la créativité qui reconnaisse le caractère historiquement déterminé de cette dernière, c'est-à-dire sa dépendance à l'égard de certaines conditions matérielles et sociales.

En ce qui nous concerne, nous trouvons une telle conception de la créativité (ou du moins les fondements philosophiques de cette dernière) dans l'« ontologie relationnelle » que nous empruntons dans cette thèse (par l'intermédiaire d'Henri Lefebvre principalement³¹⁵) à des penseurs aussi divers que Marx, Spinoza, Freud, Heidegger, ou encore Bachelard. Tous ces auteurs, en effet, indépendamment de ce qui les distingue par ailleurs, partagent cette idée selon laquelle *les relations humaines sont le vecteur du devenir existentiel des hommes et des femmes* ; soit, pour le dire autrement, que c'est en s'ouvrant à l'Autre et au Monde et en s'appropriant ces réalités qui leur sont extérieures (en les « habitant ») que les individus se réalisent dans l'existence ; ou encore, que c'est en se laissant affecter (produire) par leur environnement extérieur et en affectant (en produisant) en retour ce dernier que les hommes et les femmes se développent, c'est-à-dire qu'ils réalisent les virtualités qui sont contenues dans la nature humaine, y compris, donc, cette faculté qu'est la créativité (II.1).

³¹⁵) Nous avons vu dans la première partie de cette thèse la manière dont Henri Lefebvre parvenait à faire dialoguer ces différentes pensées. C'est principalement à lui que nous devons l'hypothèse selon laquelle toutes ses pensées partagent une ontologie relationnelle qui rend le dialogue possible entre ces dernières. Mais d'autres lectures nous ont été utiles pour forger cette hypothèse. Parmi elles, nous devons mentionner la lecture des ouvrages *Capitalisme, Désir et Servitude* (2010) et *La société des affects* (2013), dans lesquels Frédéric Lordon propose un rapprochement entre les pensées de Marx et de Spinoza ; celle de l'ouvrage d'Anselm Jappe intitulé *La société autophage* (2017), dans lequel il opère un rapprochement entre le concept marxiste du fétichisme d'une part et le concept psychanalytique de narcissisme d'autre part ; la lecture de l'ouvrage de Michel Clouscard intitulé *Le capitalisme de la séduction* (2014), qui opère lui aussi un rapprochement entre les traditions marxiste et psychanalytique ; ainsi que la lecture de *La privation de Monde*, de Franck Fischbach (2011), qui convoque ensemble Marx et Heidegger pour penser l'aliénation dans son concept et dans sa réalité contemporaine.

Sur la base de cette simple hypothèse ontologique, il est ainsi déjà possible de déduire de manière purement logique et abstraite que la réduction métropolitaine des relations humaines, la dégradation de ces dernières en de simples connexions, a pour effet d'entraver le devenir existentiel des individus et donc, du même coup, d'empêcher le développement de leur créativité.

Mais pour donner plus de consistance à cette idée, il convient de revenir un peu plus en détail sur ce que sont les connexions en tant que forme déterminée du lien humain, en précisant notamment ce qu'elles font et ce qu'elles ne font pas aux hommes et femmes. Notre conception est sur ce point on ne peut plus simple : la connexion n'est que l'antithèse de la relation. Ainsi, la connexion se définit avant tout dans notre perspective comme un type de lien humain qui ne véhicule que des affects que nous pourrions qualifier de « pauvres », dans le sens où ils laissent inchangés les individus qui les éprouvent. Il s'agit donc, autrement dit, de liens dont l'expérience ne laisse pas de traces dans la « complexion ingéniale »³¹⁶ des individus : leur manière de percevoir, de concevoir et d'éprouver l'Autre et le Monde demeure la même avant et après la connexion. Plus encore, la connexion constitue un type de lien dans lequel les choses ou les êtres qui sont reliés demeurent imperméables les uns aux autres. Fondé sur la séparation, l'atomisation et la désorientation des individus, ce type de lien n'a ainsi d'autre effet que de reproduire la séparation entre ces derniers et les êtres et les choses avec lesquels ils interagissent. Mais de manière subtile, en dissimulant la séparation derrière son contraire, la fusion. Une fusion qui néanmoins, procède de la même logique que la séparation, à savoir la négation des différences, ou de l'altérité de l'Autre et du Monde ; et qui se traduit ainsi par les mêmes conséquences, à savoir l'insignifiance de l'expérience et l'absence d'incidences de cette dernière sur le parcours existentiel des individus.

Cette propriété sociale de la connexion, son inadéquation vis-à-vis des réquisits du devenir existentiel des hommes et des femmes, son caractère impropre à servir de vecteur à l'ouverture des individus sur l'Autre et sur le Monde (et donc au développement de leur imagination et de leur créativité, ou plus généralement à celui de leur personnalité), s'explique dans notre perspective par les propriétés matérielles de la connexion : par ses caractères ponctuel, éphémère, réversible et changeant, ainsi que par la prolifération quantitative de ces dernières, c'est-à-dire par leur surnombre au regard des capacités d'absorption ou de métabolisation de

³¹⁶) Nous empruntons la notion de « complexion ingéniale » aux travaux de Frédéric Lordon. Elle désigne l'ensemble des traits passionnels ou des susceptibilités affectives propres à un individu et déterminés par sa trajectoire biographique.

l'expérience par les individus – surplus ou excès qui, comme le soulignait déjà Georg Simmel (2018), conduit en effet les individus à se mettre en retrait par rapport à la réalité, à se replier sur eux-mêmes. Plus généralement, il faut souligner que toutes ces propriétés matérielles qui définissent la connexion en tant que forme déterminée du lien humain rentrent en contradiction avec les réquisits matériels du devenir existentiel des individus ; lequel réclame effectivement un minimum de continuité et de permanence, en ce sens qu'il ne peut s'effectuer que dans la durée : une durée que nient précisément la réversibilité et l'instantanéité des connexions, en lui substituant une temporalité amnésique et saccadée, celle de la succession de « maintenant » en apparence entièrement dissociés les uns des autres. La mise en forme connexionnelle des liens humains produit ainsi un monde fuyant, inhabitable, qui ne permet pas aux individus de s'engager dans le réel, de s'approprier les êtres et les choses, de se laisser affecter et transformer par eux et, *in fine*, de se laisser devenir eux-mêmes (advenir dans l'existence) grâce à l'altérité. Cette dernière, pour être accessible de manière immédiate et illimitée, s'en trouve paradoxalement inaccessible, impossible à éprouver de manière sensible. Les hommes et les femmes restent ainsi en suspens (« en orbite » disait Deleuze), en dehors du monde, toujours identiques à eux-mêmes. Leur créativité, de même que les autres facultés qu'il leur est possible de développer, en tant que membre de l'espèce humaine, demeurent irréalisées : aliénées.

Voilà, dans les grandes lignes, les fondements philosophiques de notre principal argument concernant les contradictions inhérentes au processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion : la mise en forme connexionnelle des liens humains produit un monde inhabitable qui a pour effet d'empêcher le devenir existentiel des individus et donc, entre autres choses, de saper les conditions du développement de la créativité humaine - dont dépend comme on l'a vu la mise en valeur connexionnelle du capital (qui suppose en effet que la vie humaine secrète en permanence de nouveaux contenus qu'elle puisse prélever, combiner et valoriser).

Mais ce n'est pas tout. Nous précisons et nous enrichissons ensuite ces réflexions philosophiques grâce aux analyses de certains anthropologues, sociologues et psychologues, qui se sont intéressés aux conséquences, sur l'individualité humaine, de ce processus de réduction de la relation à la connexion. Ces travaux nous permettent alors de préciser le profil, ou les caractéristiques historiquement déterminées du type d'individualité, ou de subjectivité, que suscite ce dernier (ou, plus généralement, la tendance à l'accélération et à la disruption incessante et généralisée de la vie quotidienne au travers de laquelle se manifeste ce processus) : une individualité de type narcissique. L'« homme connecté », comme le nomme

judicieusement certains auteurs³¹⁷, serait en effet un individu qui, faute de pouvoir s'approprier l'Autre et le Monde, de pouvoir s'engager dans l'altérité, demeurerait confiné au stade primaire de son développement affectif. Un individu non élaboré donc ; et tout aussi incapable d'élaborer. Car c'est bien ce que nous apprend la tradition psychanalytique : le narcissique est effrayé par la différence, qui lui demeure étrangère. Il ne sait pas créer, mais seulement répéter, de manière compulsive, les mêmes expériences insignifiantes : celles qui lui procurent une jouissance instantanée, soit les seules qui peuvent exciter les susceptibilités affectives qu'il n'a jamais su dépasser ; les seules expériences, autrement dit, qui peuvent conforter les fantasmes de toute-puissance qui dissimulent sa profonde ou sa réelle impuissance (Lasch, 2006).

Il y aurait donc, au cœur du développement métropolitain du capital, une contradiction anthropologique : le processus de mise en forme connexionnelle des liens humains, pour être nécessaire à la production des inclinaisons passionnelles sur lesquelles reposent les formes contemporaines de la valorisation du capital (et notamment l'opération de « délestage » qui est au cœur de ces dernières), aurait néanmoins ceci de contradictoire qu'il reviendrait dans le même temps à saper les conditions matérielles et sociales de la créativité humaine, remettant ainsi en cause l'une des conditions fondamentales de ces mêmes formes de valorisation (et de l'opération de délestage qui les caractérise), à savoir la productivité de la vie humaine, sa capacité à engendrer en permanence de nouveaux contenus susceptibles d'alimenter la survie du capital. Pour ainsi dire, en aliénant la vie humaine de ses moyens de réalisation, le capital parviendrait certes à rendre cette dernière « exploitable », c'est-à-dire à la soumettre aux exigences abstraites de son procès de valorisation, mais anéantirait, non pas dans le même temps mais du même coup, ce qui est à exploiter en elle, à savoir les capacités qui peuvent s'y développer. Ainsi, dans le capitalisme métropolitain, dans lequel le processus d'abstraction capitaliste s'étend à la vie quotidienne, la contradiction inhérente à la production réelle du travail abstrait tendrait à s'actualiser sous la forme d'une contradiction inhérente à la production métropolitaine d'une « vie concrètement abstraite » : celle du pourrissement ou de la zombification de la vie humaine dans cet immense champ de cadavre (ce monde réifié) qu'est la métropole capitaliste.

Notons enfin, pour conclure avec les psychologues, qu'en plus de susciter un appauvrissement de la créativité humaine, et de tarir ainsi la source ultime de la puissance combinatoire de la

³¹⁷) Voir la liste d'articles intitulée « l'homme connecté » sur le site cairn.info : <https://www.cairn.info/liste-92683689>. Les articles regroupés dans cette liste (au nombre de 31, au 10 février 2023) sont essentiellement le fait de psychologues et dans une moindre mesure de sociologues. On y retrouve plusieurs publications se proposant d'explorer l'hypothèse de l'individu hypermoderne comme individu narcissique.

métropole capitaliste, la production métropolitaine de subjectivités narcissiques s'accompagne de nouvelles pathologies psychologiques qui sont elles aussi susceptibles de rentrer en contradiction avec les nécessités de la valorisation du capital. Le « burn out », pathologie narcissique par excellence, est assurément l'une d'entre elles. Elle désigne ce moment où les fantasmes individuels de toute-puissance qu'exploite le capital se fissurent et laissent place à la dépression, qui révèle au sujet narcissique sa réelle impuissance (Ehrenberg, 2001). Ses qualités de travailleur corvéable à merci, fondées sur l'illusion qu'il valorise sa propre personne en valorisant du capital, sont alors remises en cause : les dépenses d'énergie dont le capital a besoin laissent place à l'apathie ; quand ce n'est pas, dans les pires cas³¹⁸, au suicide, c'est-à-dire à l'auto-anéantissement de la puissance d'agir des hommes et des femmes concernés. Notons encore, pour retenir ce point qui comme bien d'autres aurait réclamé de plus amples développements, que d'autres pathologies narcissiques conduisent au même résultat, mais de façon encore plus dramatique. C'est par exemple le cas de l'« Amok », ces folies meurtrières auxquelles peuvent se livrer les sujets narcissiques dans le désespoir de leur inexistence. Comme le souligne Anselm Jappe (2017), qui consacre dans son dernier ouvrage un chapitre entier à ce phénomène, c'est au travers de ces pratiques extrêmes, qu'elle détermine, que l'abstraction capitaliste révèle le mieux sa vraie nature et dévoile le plus clairement ce qu'elle promet à l'humanité : la barbarie et l'anéantissement de la vie.

Mais il faut quand même préciser, avant de passer au point suivant, que le capital peut tout de même, du moins jusqu'à un certain point, s'accommoder des contradictions qui précèdent.

On arguera tout d'abord que ce dernier est sans doute tout à fait capable de s'accommoder d'une créativité de pacotilles. Car après tout, ce dont il a besoin, ce n'est pas fondamentalement de disposer de nouvelles valeurs d'usage à valoriser, ce n'est pas, autrement dit, la nouveauté de ces dernières (leurs « différences ») qui lui importe, c'est le fait que celles-ci soient susceptibles d'être investies par les pulsions consuméristes des individus narcissiques. Or, ces dernières, anobjectales, totalement indifférentes à leur contenu, ou à leur point d'application, peuvent s'investir dans à peu près n'importe quoi. Le capital peut donc très bien se contenter de la médiocrité qu'il a lui-même déterminée, car celle-ci se suffit à elle-même.

³¹⁸) Remarquons que quand nous disons « dans le pire des cas », ceci vaut autant pour le capital que pour les hommes et les femmes, ceci est aussi vrai du point de vue du premier que de celui des seconds. C'est bien un des rares cas où les intérêts réels de l'humanité concordent avec ceux de son fétiche. Cela vaut donc le coup de le souligner.

Surtout, on notera que le capital se passe très bien de la véritable créativité humaine : celle qui, naissant des relations que nouent les hommes et les femmes, permet à ces derniers d'imaginer et de créer le monde dans lequel ils et elles veulent vivre.

Dans un autre registre, il faut également noter que les pathologies narcissiques que nous avons évoquées ci-dessus ne comportent pas que des inconvénients au regard de la reproduction du capital. Le burn-out permet de vendre des somnifères et des antidépresseurs. Il participe en cela à la croissance de l'un des secteurs les plus dynamiques du capitalisme contemporain, le secteur pharmaceutique (Preciado, 2010). L'Amok, quant à lui, suscite des émotions et des réactions qui permettent de vendre du papier et de doper les audiences du secteur médiatique. Surtout, il contribue à la reproduction sociale du capital en induisant la peur de l'Autre et en instillant la suspicion généralisée au sein des sociétés, ce qui renforce encore davantage cette séparation sur laquelle se fonde le pouvoir de ce dernier - tout en instrumentant également les forces politiques de la réaction qui œuvrent à sa reproduction (il n'y a qu'à voir la manière dont, en France, les attentats terroristes des années 2010 ont été captés par l'extrême droite).

Enfin, il faut souligner qu'à la différence des souffrances et des pathologies suscitées par les formes antérieures d'abstraction capitaliste de la pratique sociale, la dépression qui frappe les sujets narcissiques du capitalisme métropolitain n'a que peu de chance de nourrir un affect commun révolutionnaire dirigé contre le capital et son monde. Car en effet, la dépression est vécue de manière purement individuelle : l'individu dépressif n'est préoccupé que par sa dépression et se voit comme étant à l'origine de sa dépression. Ce qu'il met en cause, ce n'est pas la violence du capital, mais sa propre insuffisance (Ehrenberg, 2001). Non pas au regard des exigences du capital, mais au regard de celles qu'il croit être les siennes (de ses fantasmes de toute-puissance, de performance illimitée et de jouissance instantanée) – et qui le sont en un sens, même si celles-ci ont été insufflées en lui par l'abstraction capitaliste. Sa démarche ne sera donc pas celle consistant à travailler collectivement sur la société afin de l'émanciper de l'abstraction capitaliste, par la lutte de classes, dans un ambitieux chantier de production de l'espace et du temps et de réappropriation des liens humains. Elle consistera, au mieux, à travailler sur lui-même, au travers d'une « thérapie ». Au pire, elle conduira comme nous l'avons évoqué à la consommation de psychotropes, légaux ou non, ou encore au suicide, ou à toute autre forme de « passage à l'acte ». Dans tous les cas, le capital et son monde seront donc exonérés et épargnés. La dépression constitue ainsi un type de souffrance sociale qui n'a que peu de chance de se tourner contre l'ordre social qui en est à l'origine ; elle n'est que faiblement contradictoire au regard de la reproduction hégémonique de celui-ci : contrairement à d'autres

types de souffrances, elle n'a que peu de chances de se muer en passions collectives colériques tournées contre leur cause en dernière analyse ; faute de pouvoir se tourner vers cette dernière, qu'occulte le fétichisme du capital (lequel se dissimule sournoisement dans le monde concrètement abstrait qu'il a produit à son image), la souffrance est retournée contre celui ou celle qui l'éprouve. Née de la séparation que suscite et généralise l'abstraction capitaliste, la dépression tend ainsi à ne faire qu'approfondir encore davantage cette séparation.

Soulignons enfin, pour conclure, que ces quelques remarques suffisent à mettre en garde contre ce qui serait une « posture attentiste »³¹⁹ à l'égard de cette contradiction anthropologique inhérente au processus métropolitain de réduction de relation à la connexion. Une telle posture ne serait pas seulement cynique, mais aussi stratégiquement erronée.

4. La dimension écologique des contradictions inhérentes au processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion.

Les contradictions anthropologiques du développement métropolitain du capital se doublent de contradictions écologiques. Pour cause, le processus contemporain de mise en forme connexionnelle des liens humains ne concerne pas seulement les rapports internes à l'humanité, mais aussi ceux que cette dernière entretient avec son milieu naturel ; qui, de fait, sont eux aussi placés sous le signe de l'abstraction : de la séparation, de l'accélération, des modifications brutales et incessantes, de la prédation, du pillage et du carnage. Il se trouve alors que le même processus (social) et les mêmes tendances (matérielles) qui suscitent la « glaciation de la vie » engendrent aussi sûrement et de manière non moins contradictoire le « réchauffement climatique » - et encore bien d'autres problèmes écologiques susceptibles de contrarier la reproduction du capitalisme.

Il semble ainsi possible de jeter les bases d'une critique *unitaire* (marxiste) du développement contemporain du capital saisissant dans une même analyse et intégrant dans une même connaissance les dimensions économique, anthropologique, psychologiques et écologique (mais aussi socio-politique, cf. infra) de ses contradictions. Ou mieux encore, de proposer une analyse *totale* de la contradiction inhérente au processus contemporain d'abstraction capitaliste des liens humains.

³¹⁹) Posture qui consisterait concrètement, pour le mouvement révolutionnaire, à attendre que cette contradiction aille au bout de sa logique, soit jusqu'au point où le capital aura entièrement dessécher le monde relationnel sur lequel reposent les virtualités infinies qui s'offrent à lui dans le monde connexionnel.

Les contradictions écologiques du capitalisme métropolitain ne sont en effet qu'une dimension de la contradiction plus fondamentale qui oppose les exigences abstraites des formes connexionnelles de la valorisation du capital à la réalité concrète de la reproduction des richesses matérielles (valeurs d'usage). De fait, ces contradictions écologiques, qui opposent les formes connexionnelles de la valorisation du capital à la reproduction des écosystèmes et des richesses naturelles, présentent des caractéristiques spatiales et temporelles largement similaires à celles inhérentes aux contradictions (« économiques ») qui opposent ces mêmes formes de valorisation à la reproduction du monde relationnel et des richesses humaines qu'il contient (IX.4.1) :

- La fluidité et la continuité des formes contemporaines de la valorisation du capital rentrent en contradiction avec la discontinuité et le caractère (de plus en plus) incertain des rythmes naturels.
- La célérité caractéristique des formes contemporaines de valorisation du capital s'oppose à la durée de la reproduction des écosystèmes naturels et au temps long nécessaire à la reproduction de certaines de ses richesses.
- Plus encore, l'illimitation qui caractérise les premières rentre en contradiction avec la finitude de la nature et avec le caractère non reproductible de certaines de ses richesses.
- Enfin, la réversibilité des formes connexionnelles de la valorisation du capital se heurte au caractère irréversible de certains des dégâts qu'elles infligent à la nature. Elle se heurte également à l'impossibilité de déplacer certaines richesses naturelles, telles que les gisements, les biotopes, ou les climats.

Semblables, en ce qui concerne leurs caractéristiques spatiales et temporelles, aux contradictions économiques de l'unité métropolitaine des mondes relationnel et connexionnel, les contradictions écologiques inhérentes au développement métropolitain du capital ne disposent pas, en revanche, du même mode de régulation. Ce dernier est en effet beaucoup plus déficient. Car s'il est possible pour le capital de s'approprier la nature humaine pour la rendre conforme aux nécessités de son mouvement abstrait de valeur en procès, il lui est beaucoup plus difficile, pour ne pas dire impossible, de s'approprier, c'est-à-dire de transformer à sa convenance, les lois de la nature. De fait, si le carnage de la vie humaine par l'abstraction capitaliste tend à aligner les propriétés spatiales et temporelles de la première sur les réquisits de la valorisation du capital, c'est-à-dire à réguler la contradiction inhérente à la dualité des mondes relationnel et connexionnel, il n'en va pas de même pour le saccage des écosystèmes et le pillage des ressources naturelles par le capital, qui ne fait au contraire que faire apparaître

cette contradiction, ou du moins les symptômes de cette dernière : la raréfaction des ressources, le durcissement des conditions climatiques et plus généralement écologiques, la multiplication des catastrophes, etc.

Alors certes, le capital dispose depuis longtemps de certains moyens pour s'affranchir des entraves que lui oppose la réalité naturelle – et ses rythmes si orthogonaux à la temporalité de son procès de valorisation. Nous avons par exemple pu souligner, dans des propos antérieurs, la manière dont le progrès technique a permis au capital de s'affranchir de la discontinuité des rythmes naturels : l'éclairage nocturne, les énergies fossiles (ou les autres sources d'énergie continues), les moyens de conservation et les moyens de transport, etc., sont autant de dispositifs qui ont permis au capital de se rendre indifférent à l'égard des saisons, des distances, des climats, des contingences météorologiques, etc., et ainsi de parfaire la continuité de son procès de valorisation... De même, nous avons vu plus haut, avec Henri Lefebvre et Guy Debord, que certaines des discontinuités temporelles de la nature, telles que le rythme des saisons, avaient pu être intégrées au sein de la temporalité abstraite du capital afin d'en combler les derniers trous et d'en occulter le caractère répétitif.

Néanmoins, en dépit de ces dispositifs de contournement et d'intégration de l'altérité des rythmes naturels, les contradictions écologiques du développement contemporain du capital demeurent largement ouvertes, non régulées. De fait, le principal mode de régulation de ces contradictions demeure, dans la pratique, le déni de ces dernières : faire comme si les limites naturelles n'existaient pas, comme si les richesses naturelles étaient inépuisables ou pouvaient se renouveler à l'infini, etc. Un déni, cependant, qui à la différence de celui dont le monde relationnel fait l'objet, n'est pas assuré par le caractère asservi de la réalité déniée. D'où le retour inévitable du refoulé.

Or, il se trouve précisément que depuis quelques décennies, ces contradictions tendent à apparaître au grand jour : les limites inhérentes à la nature ainsi que les dégâts infligés à celle-ci par l'abstraction capitaliste commencent à devenir visibles. Et préoccupants du point de vue de la reproduction du capital. D'un point de vue économique tout d'abord, parce que certaines ressources naturelles tendent à s'épuiser et parce que les externalités négatives induites par les différentes formes de pollutions et de dégradations environnementales générées par la production et la circulation capitalistes tendent à peser sur ces dernières – généralement sous la forme d'un accroissement des coûts, parfois sous la forme de réglementations imposées par les pouvoirs publics... Mais d'un point de vue hégémonique également, car le carnage écologique

suscité par l'abstraction capitaliste produit des affects politiques, qui sont tous en puissance anticapitalistes et dont certains sont déjà gouvernés de façon suffisamment lucide pour l'être dès maintenant. C'est pourquoi, dès le début des années 2000, la bourgeoisie comprend que d'un point de vue stratégique, il n'est plus possible, face à la « maison qui brûle », de « regarder ailleurs »³²⁰.

Le déni, comme principal mode de régulation des contradictions écologiques du processus d'abstraction capitaliste, va ainsi progressivement céder la place, dans le cadre du régime métropolitain de production de l'espace et du temps, au *cynisme*. Un cynisme à la fois pratique (économique) et idéologique (hégémonique).

De fait, sur le plan économique, la raréfaction des espaces et des ressources naturelles, de même que les dégâts infligés aux écosystèmes, deviennent de nouveaux supports pour la valorisation du capital. La demande, touristique notamment, pour les aménités naturelles en voie de raréfaction soutient ainsi des formes de valorisation rentières de ces dernières ; qui contribuent à amortir la baisse tendancielle du taux de profit et à étendre la sphère de la valeur d'échange à des réalités matérielles *a priori* insolubles dans la grammaire abstraite de cette dernière, car non reproductibles (III.3). De même, la raréfaction de certaines ressources naturelles, comme les hydrocarbures, donne lieu à des formes de valorisation spéculatives (également rentières donc) qui permettent à certains capitalistes d'accumuler des fortunes considérables. Quant aux dégâts, ils se valorisent par la prévention de la destruction potentielle et par la substitution des réalités effectivement détruites par des marchandises. Ainsi, les risques et les incertitudes inhérentes à la récurrence des catastrophes écologiques engendrées par le « capitalocène » (Malm, 2020) alimentent aujourd'hui un marché florissant, celui des assurances, et suscitent sur les marchés financiers l'apparition de nouveaux produits dérivés, eux aussi hautement spéculatifs (Tordjam, 2021). En outre, ces mêmes risques encouragent des investissements massifs et particulièrement lucratifs (car bien souvent réalisés par des capitalistes en situation de monopole) destinés à « verdir le capitalisme » (les investissements dans la « smart city », que nous évoquions précédemment, occupent ici une place de premier plan), ou bien à accroître la « résilience » des sociétés face à d'éventuelles catastrophes (le secteur des travaux publics est ici particulièrement concerné). Cynisme : le capital se sert des menaces que sa valorisation fait peser sur le vivant pour se valoriser encore plus. Mais cynisme également quand les valeurs d'usage naturelles autrefois gratuites et accessibles à toutes et à tous sont transformées en marchandises, ou

³²⁰) Nous reprenons ici la phrase, demeurée célèbre, prononcée par Jacques Chirac lors du « IVe Sommet de la Terre », à Johannesburg, le 02 septembre 2002.

substituées par des marchandises : quand la fraîcheur naturelle est vendue sous forme de climatiseurs ; quand les parfums naturels sont vendus sous forme de désodorisants, pour couvrir l'odeur des gaz d'échappement ; quand le chant des oiseaux est vendu sous forme de musique relaxante, pour oublier le bruit des voitures, des klaxons et des sirènes de police ; quand la désertification de certaines régions du monde propulse le développement de nouveaux secteurs industriels ; ou quand le lessivage des sols supporte l'industrie agrochimique ; ou encore quand le pêcheur amateur qui ne trouve plus de salmonidés sauvages dans les ruisseaux asséchés de sa région est invité à aller pêcher des truites de bassines dans un plan d'eau privé, souvent artificiel – dont le nom seul (« plan d'eau ») suffit à suggérer l'abstraction fonctionnaliste (qui consiste à réduire le milieu à un réservoir, ou à un contenant à poissons).

Un cynisme, donc, mais qui ne témoigne d'aucune forme de réalisme de la part de la classe capitaliste ; et qui ne fait en fait que prolonger le déni de la période antérieure : ce cynisme, qui consiste à faire payer aux travailleurs les impasses écologiques dans lesquelles le capital les précipite, ne revient en effet à rien d'autre qu'à nier ces mêmes impasses - et à préserver les fantasmes d'illimitation du capital.

Mais le cynisme est aussi idéologique et politique. Et contribue à la sauvegarde hégémonique du capitalisme. Il est à l'œuvre dans l'idéologie du « capitalisme vert » que nous évoquions à l'instant ; idéologie qui consiste pour la classe capitaliste à se présenter comme la solution aux problèmes écologiques en occultant le fait que c'est elle, ou plus exactement sa pratique, qui les a engendrés (le cynisme en matière idéologique ne peut en effet fonctionner que sous le couvert du mensonge et de l'hypocrisie). Il prend aussi une tournure particulièrement audacieuse dans les discours sur la « responsabilité sociale et environnementale des entreprises », tenus par cette bourgeoisie sénile qui n'est plus capable d'être responsable de quoi que ce soit (IX.4.1) et qui ne survit précisément que parce que tout, dans ce monde abstrait qu'elle s'est constitué, lui permet de « jouir sans entraves » des ressources humaines et naturelles. Mais ce cynisme infuse plus généralement dans l'ensemble de la vie sociale ; et renforce encore l'hégémonie du capital en divisant et en fragmentant la population. On le retrouve par exemple chez certains jeunes qui prétendent (à défaut de « considérer », puisqu'ici le cynisme dissimule souvent mal le narcissisme) qu'il ne sert à rien de lutter pour la sauvegarde du régime de retraite par répartition en raison de l'imminence de « l'effondrement ». On le retrouve également, ce cynisme, dans ce mépris qu'ont certains citadins, membres des classes moyennes supérieures, ou de la petite bourgeoisie, envers les couches plus populaires de la population - non pas citadines, même pas urbaines, mais le plus souvent périurbaines (ou résidant dans des petites et

moyennes villes isolées, souvent désindustrialisées, pour celles qui l'avaient été) - qui utilisent leurs véhicules individuels pour relier les métropoles dynamiques depuis leurs territoires sinistrés (mais par quoi ? et à cause de la connivence de qui ?). On retrouve aussi ce cynisme, mais cette fois caché par un sentimentalisme niais (qui dissimule mal en revanche la peur et le mépris de l'Autre) et mêlé à une ignorance assez crasse des enjeux réels, quand ces mêmes citadins font de la suppression de la chasse et la pêche, ou de l'alimentation carnée, les premiers mots d'ordre de la cause animale. Cynisme aussi dans le mépris de cette même petite bourgeoisie envers les « prolétaires » contraints d'acheter des produits alimentaires de basses qualités, souvent importés (et même pas « bio ») : ces produits qui ont mis leurs parents au chômage, qui les ont rendus obèses, et qui promettent le cancer à leurs enfants.

Le caractère anecdotique (quoique tragique) des exemples que nous prenons pour illustrer ce cynisme ne doit pas occulter l'importance politique et les incidences historiques de ce dernier, en tant que mode de régulation des contradictions écologiques du capitalisme contemporain. C'est en effet dans les petites attitudes de la vie quotidienne que se cristallisent les grands rapports sociaux (Lefebvre). Ainsi, il convient d'être théoriquement au clair sur ce qui se joue au travers de ce cynisme.

Celui-ci contient selon nous trois opérations socio-passionnelles concaténées qui œuvrent ensemble à la reproduction hégémonique du développement métropolitain du capital. La première est une opération de « recouvrement », ou de dissimulation de l'origine structurale des affects tristes suscités par les problèmes écologiques. Elle renvoie, autrement dit, à l'invisibilisation du capital en tant que cause en dernière analyse de ces problèmes. Ce recouvrement est à l'œuvre dans l'hypocrisie qui accompagne et qui dissimule le cynisme de la classe capitaliste (dont elle fait preuve dans ses discours sur le « capitalisme vert » ou sur la « responsabilité sociale des entreprises »), mais on le retrouve également à l'évidence dans certains discours du prolétariat, au sens large et scientifique du terme, quand, au sein de ces discours, l'origine des affects tristes induits par les problèmes écologiques n'est pas attribuée au capital, mais à l'humanité en général, ou à certaines catégories sociales du prolétariat, c'est-à-dire de la classe des dépossédés et des exploités. Ce recouvrement constitue ainsi à lui seul un mécanisme assez puissant de la reproduction hégémonique du capital : ce dernier se dérobe en tant que point d'application possible des affects tristes et des passions colériques qu'il suscite. Mais les implications hégémoniques de ce recouvrement ne s'arrêtent pas là. Elles deviennent plus grandes encore quand celui-ci devient (ce qui est nécessairement le cas) la condition et même la cause des deux autres mécanismes ou opérations dont témoignent

également certaines des expressions du cynisme que nous décrivions à l'instant. De fait, les passions colériques qui en raison de l'opération de recouvrement ne peuvent plus trouver dans la lutte contre le capital leur point d'effectuation rationnel ne sont pas pour autant éteintes. Elles ne disparaissent pas en même temps que la lucidité qui permettrait de les gouverner rationnellement. Les inquiétudes, la tristesse, la colère et l'espoir que les choses changent sont toujours là, même si la colère ne peut plus être dirigée contre le capital et l'espoir dans la révolution communiste. Or, ces passions ne peuvent pas rester sans point d'effectuation ; ou du moins, elles ne peuvent pas le rester pendant bien longtemps : les inquiétudes qui ne peuvent pas être reliées ou attribuées à une cause précise donnent lieu à des angoisses, ces angoisses deviennent alors rapidement invivables et sont compensées par de la paranoïa, qui amène inévitablement à se tromper de cible (à abattre comme à poursuivre), mais qui permet quand même d'assouvir les passions en déshérence, en leur fournissant des points d'application irrationnels. Deux opérations de redirection passionnelle complètent ainsi nécessairement l'opération de recouvrement. La première est celle que nous appelons l'opération de « détournement », qui consiste d'un point de vue théorique à rediriger un élan passionnel vers un point d'application qui n'est pas celui qui l'a provoqué. C'est ce que l'on observe très concrètement, dans la pratique, quand les classes moyennes supérieures et la petite bourgeoisie (qui constituent indéniablement des victimes du capitalocène, même si elles n'en vivent le plus souvent que de loin les conséquences) attribuent à certaines franges des classes populaires la responsabilité de la pollution atmosphérique ou de l'appauvrissement de la faune sauvage. Au travers de cette opération de détournement, l'hégémonie du capital se trouve ainsi doublement renforcée (ou régulée) : non seulement le capital est dédouané de ses responsabilités et épargné par la colère de ses victimes, mais celui-ci voit en plus se fragmenter les forces politiques qui lui sont objectivement opposées ; d'un côté donc sa puissance hégémonique est renforcée, de l'autre les puissances contre-hégémoniques susceptibles de s'opposer à lui sont affaiblies. La dernière opération venant compléter l'opération de recouvrement dans les mécanismes passionnels de la reproduction hégémonique du capitalisme contemporain est enfin une opération de « retournement », qui désigne d'un point de vue théorique une inversion de la traduction passionnelle d'un affect (inversion par rapport à la direction dans laquelle elle serait dirigée sous le règne de la Raison, c'est-à-dire sur la base d'une connaissance scientifique de ses origines). C'est ce que l'on observe très concrètement quand le capital devient le point d'investissement des espoirs (plutôt que de la colère) du prolétariat en matière écologique, comme c'est le cas au travers de l'idéologie du « capitalisme vert ». Et voilà comment le capital

se perpétue, non en pas dépit de ses contradictions, mais bien grâce à ces dernières (dans ce qui s'apparente à un cercle vicieux pour l'humanité et le reste du vivant).

Ces trois opérations socio-passionnelles, qui désignent le mode opératoire de la mystification capitaliste de la conscience des hommes et des femmes, jouent un rôle de premier plan dans la survie hégémonique de ce dernier. Elles nous permettent de comprendre pourquoi la conscience révolutionnaire ne découle pas spontanément des dégâts induits par l'abstraction capitaliste. D'un point de vue stratégique, elles nous invitent ainsi, là encore, à rejeter toute forme d'attentisme en ce qui concerne les contradictions écologiques du développement métropolitain du capital.

Mais alors, que faire ? Comment enclencher les luttes anticapitalistes (communistes) auxquelles est suspendue la sauvegarde écologique de l'humanité si le cynisme de cette même humanité s'y oppose ?

En montrant aux cyniques que ce cynisme traduit une profonde bêtise ? En leur expliquant par des arguments scientifiques que les véritables causes des problèmes qu'ils déplorent sont à rechercher dans les exigences abstraites de la valorisation du capital ? C'est une voie possible. Mais celle-ci n'a que peu de chances d'être couronnée de succès. Car « *la vraie connaissance du bien et du mal, en tant que vraie, ne peut contrarier aucun affect, mais seulement en tant qu'on la considère comme un affect* » (Spinoza)³²¹. Il ne suffira pas, autrement dit, de convaincre (par des arguments scientifiques) les cyniques de la bêtise de leur cynisme pour qu'ils arrêtent d'être cyniques (à moins que...³²²).

Il convient donc d'opter pour une approche plus radicale : s'attaquer aux causes qui déterminent ce cynisme (ainsi que les trois opérations socio-passionnelles qu'il contient). Mais quelles sont ces causes ? Nous ne pouvons ici que proposer une hypothèse : ce cynisme trouverait, en

³²¹) Spinoza, *Éthique IV, De la servitude de l'Homme*, proposition 14. Récupérée sur le site Spinoza.fr.

³²²) Sauf à ce que, comme l'indique la dernière préposition de la citation, la connaissance du bien et du mal se charge lors de sa réception d'affects suffisamment puissants pour surpasser ceux qui sous-tendent le cynisme. Or, ce mode de réception de la connaissance dépend de son mode de transmission. Pour que la connaissance soit investie d'affects et chargée d'un pouvoir d'affecter, il faut, comme le dit Pierre Macherey, que celle-ci « s'intègre au déroulement de la vie affective » (cité dans : Spinoza.fr). Plus encore, nous disent les psychanalystes, il faut que celle-ci soit transmise de manière relationnelle : comme c'est le cas, dans le cadre d'une cure psychanalytique, au travers du « transfert » qui s'établit progressivement entre le patient et l'analyste, dans la durée et la continuité de leur relation thérapeutique. Ainsi, la connaissance vraie du bien et du mal que nous semble détenir la pensée marxiste en ce qui concerne les sujets dont il est question ici peut être susceptible sous certaines conditions, ou au travers de certaines modalités de transmission, de contribuer à abattre « l'ordre pathologique » du capital (Badiou, 2007). Or, il se trouve justement que l'une des démarches inhérentes aux nouvelles formes de la pratique révolutionnaire qui se mettent en place au travers du régime métropolitain de production de l'espace et du temps consiste précisément à créer de telles conditions : c'est ce que nous suggérons au sujet du « mouvement des gilets jaunes » et du « moment relationnel » qu'il a su selon nous créer.

première analyse, ses conditions historiques ou anthropologiques de possibilité dans la configuration narcissique de l'individualité contemporaine. Certains des arguments qui précèdent suggèrent en effet déjà implicitement cette hypothèse. Aussi, d'un point de vue théorique, on pourrait avancer que le cynique n'est au fond qu'un narcissique qui a perdu ses illusions mais qui demeure dans l'état d'impuissance que dissimulaient ces illusions (et qui le définit en tant que narcissique). Un narcissique désabusé en somme. Le cynisme ne serait donc que l'expression d'une crise du narcissisme ; mais d'une « petite crise » (au sens régulationniste du terme), qui le ne remet pas fondamentalement en cause, mais qui au contraire lui permet de se prolonger au prix de menus ajustements. Si l'on veut bien suivre cette hypothèse, la question stratégique se redéfinit alors de la manière suivante : quelles sont les causes du narcissisme (et du cynisme auquel il peut donner lieu quand l'impuissance crève les yeux) ? Nous connaissons ici la réponse : ce dernier trouve son origine, à l'instar de l'état d'impuissance qui le caractérise, dans l'aliénation métropolitaine des liens humains, ou dans la séparation généralisée qui prévaut dans l'espace-temps concrètement abstrait de la vie quotidienne métropolitaine.

Nous parvenons alors à cette préconisation stratégique : puisqu'il faut que l'humanité se sauve elle-même avant de pouvoir sauver la planète, le mouvement révolutionnaire doit s'engager dans le chantier de la production de l'espace et du temps, c'est-à-dire dans celui d'une réappropriation de la vie quotidienne visant à y reconstruire les relations qui ont été défaites par l'abstraction capitaliste (par le processus capitaliste de mise en forme connexionnelle des liens humains). Ce qui nous amène directement au dernier point de ce propos.

4. La dimension socio-politique des contradictions inhérentes au processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion.

Nous avons vu jusqu'à maintenant que les contradictions géographiques, anthropologiques, psychologiques et écologiques du développement métropolitain du capital ne sont pas insurmontables pour ce dernier, dans la mesure où ces dernières contiennent toutes, d'une manière ou d'une autre, leur propre mode de régulation.

Mais qu'en est-il des contradictions *sociopolitiques* inhérentes au régime métropolitain de production de l'espace et du temps et au processus de mise en forme connexionnelle des liens humains qu'il met en jeu ?

Au regard de ce qui précède, le pessimisme semble *a priori*, encore une fois, être de mise. Qu'attendre, en effet, au plan politique, de l'individualité narcissique que détermine ce processus d'aliénation capitaliste des liens humains ? Comment reconnaître dans cet individu

blasé, incapable de s'associer, de s'engager, d'imaginer et de créer, la nouvelle figure historique du sujet révolutionnaire ? Pour poser la question de manière théorique, peut-on réellement continuer de considérer, comme c'est le cas dans la pensée marxiste, que le sujet de l'abstraction et également et dialectiquement celui de la révolution ?

Plusieurs arguments sont susceptibles de nourrir l'optimisme, ou de conjurer le pessimisme qui se dégage jusqu'ici de nos développements.

Les premiers, d'ordre analytique, consistent précisément à nuancer ces développements et les faits stylisés sur lesquels ils reposent. Tout d'abord, en soulignant que le processus de mise en forme connexionnelle des liens humains n'est pas tout à fait parvenu au bout de lui-même, que toutes les relations n'ont pas été réduites à l'abstraction et qu'il continue d'exister des poches de vie relationnelle au sein des sociétés, y compris au sein de celles qui sont les plus engagées dans ce processus. Un tel argument pourrait alors être précisé et justifié par une analyse sociologique, qui montrerait sans doute que ce processus n'est pas aussi avancé dans toutes les couches de la société, qu'il ne concerne pas toutes les catégories sociales de manière équivalente (ce que nous admettons tout à fait) ; et, à la limite, qu'il ne concerne en fait essentiellement que les cadres et autres franges privilégiées de la population (ce que nous ne croyons pas). De même, il serait sans doute possible de trouver des éléments d'analyse socio-psychologiques permettant de montrer que la figure de l'individu narcissique est (trop) réductrice, ou qu'elle est plus ou moins pertinente selon la population à laquelle l'on s'intéresse, c'est-à-dire selon les catégories sociales, les espaces, les générations, les genres, etc. Dans le même ordre d'idée, on pourrait aussi invoquer des arguments qui souligneraient que les tendances que nous décrivons et qui sous-tendent nos développements ne valent que pour les formations sociales occidentales, ou du moins qu'elles n'ont pas la même intensité dans toutes les formations sociales selon le mode d'articulation ou d'insertion de ces dernières au sein de la mondialisation (ce qui est très probablement vrai). Le pessimisme de nos développements ne serait alors en fait que la conséquence du caractère eurocentriste de ces derniers, mais aussi de leur classisme, dans le sens où ils reposeraient sur une extrapolation de la réalité des populations urbaines privilégiées des formations sociales occidentales.

Nous ne saurions rejeter entièrement ces arguments. Nous les acceptons d'ailleurs d'autant plus volontiers qu'ils ont le mérite d'indiquer une direction à la pensée et à la pratique politiques : l'optimisme révolutionnaire doit être recherché du côté des « périphéries » : sociales, territoriales, mondiales. C'est-à-dire du côté des réalités, ou des modes de vie, qui sont les plus

en marge par rapport aux nouvelles formes du processus d'abstraction capitaliste. Nous savons qu'il s'agit là d'une vue stratégique largement partagée au sein de la gauche révolutionnaire. Et il n'est pas question, ici, de contester cette dernière. Néanmoins, il nous semble qu'il serait insuffisant de nous en contenter. Pour des raisons purement intellectuelles tout d'abord, car cette perspective revient de fait à résoudre le problème que nous posions en l'atténuant (en affaiblissant les hypothèses sur lesquelles repose sa formulation). Mais aussi et surtout pour des raisons stratégiques, dans la mesure où cette dernière confesse implicitement le caractère non contradictoire des formes contemporaines du processus d'abstraction capitaliste. Son optimisme dissimule ainsi un certain pessimisme, que nous souhaitons dépasser.

Un deuxième type d'argument susceptible de nourrir l'optimisme révolutionnaire est d'ordre métaphysique. C'est celui du « vitalisme ontologique » (Dardot, Laval, & Mouhoud, 2007), qui consiste à postuler que la vie est irréductible à l'abstraction capitaliste, qu'elle résiste à cette dernière et qu'elle se régénère sans cesse en dehors de cette dernière ; si bien que le processus de mise en forme connexionnelle des liens humains aura toujours un train de retard sur la production de ces mêmes liens humains, conçue comme autonome. Selon une telle perspective, il restera donc toujours, au sein des sociétés capitalistes, des poches de vie relationnelles d'où pourront jaillir des puissances politiques non aliénées et émancipatrices. L'espoir révolutionnaire se fonde ainsi sur l'existence de ce qui serait un dehors (en l'occurrence vraiment « externe ») des rapports de production capitaliste, entièrement vierge et résolument antagonique à l'abstraction véhiculée par ces derniers. La révolution ne viendra alors pas des marges ou des « périphéries », mais des « interstices » ; elle ne sera pas de l'initiative des « classes subalternes », mais de « l'avant-garde » !

Nous reconnaissons ici la posture révolutionnaire qui est celle des auteurs post-opéraïstes ; et plus généralement de la mouvance autonomiste. Cette dernière nous semble néanmoins encore moins pertinente que la précédente. D'abord et là encore pour des raisons intellectuelles, car la réponse consiste ici à résoudre le problème politique par ce que l'on pourrait appeler un « joker métaphysique », qui revient tout bonnement à supprimer le problème. Mais aussi en raison de considérations politiques, car cette posture avant-gardiste nous semble témoigner d'un sérieux manque de réflexivité et, surtout, d'un mépris de classe à peine dissimulé.

Un argument plus convaincant intellectuellement et plus satisfaisant d'un point de vue politique peut alors être trouvé du côté de la pensée dialectique, c'est-à-dire de la pensée marxiste à proprement parler. Comme nous l'avons indiqué ci-dessus en effet, cette dernière nous invite à

reconnaître que le sujet de l'abstraction capitaliste est également et dialectiquement le sujet de la révolution communiste. Mais comment actualiser cette proposition aujourd'hui ? Encore une fois en effet, comment reconnaître dans l'individu narcissique le fondement d'une société émancipée ? Quel potentiel révolutionnaire peut-on attribuer à ce dernier ? Il convient selon nous d'aller chercher les réponses à ces questions du côté de la frustration qui s'empare progressivement de cet individu aliéné, ou plus précisément du côté des promesses non tenues par la métropole capitaliste, à commencer par celle-ci : « que tout soit accessible et possible ici et maintenant ».

Voilà, en effet, la promesse qui justifie idéologiquement l'appropriation capitaliste des liens humains et que celle-ci déçoit inévitablement en réduisant ces derniers à l'abstraction et en établissant ainsi de nouvelles formes de séparation : la métropole capitaliste promettait de démultiplier les liens humains ; elle l'a fait, mais en réduisant du même coup ces derniers à l'insignifiance ; et en laissant de ce fait les individus plus isolés que jamais (Rosa). Elle promettait aux individus de les sortir de la routine et de l'ennui ; elle l'a fait, mais en troquant cette routine et cet ennui contre des sollicitations incessantes et constamment changeantes qui induisent une « fatigue d'être soi » (Ehrenberg) et un sentiment de « malaise » (Augé) et de « désorientation » (Virilio). De même, elle promettait la liberté à ces derniers, ce qu'elle leur a effectivement donné en un certain sens et par certains aspects, mais en associant cette liberté à une forme de précarité existentielle qui les prive de toutes les libertés (Bauman), si ce n'est de celles de consommer et de se faire exploiter (encore que : la « spoliation » permanente des données n'est par exemple pas négociable). Elle promettait aux individus de pouvoir « jouir sans entraves » de toutes les réalités du monde, mais n'a tenu cette promesse que pour une petite minorité d'entre eux ; et encore, en ne leur accordant qu'une forme de jouissance instantanée qui les laisse constamment insatisfaits (Jappe ; Lasch). Mais qui n'en continue pas moins de frustrer celles et ceux qui ne peuvent y accéder. Plus généralement, sa promesse d'un monde dans lequel « tout serait permis » s'est réalisée sous la forme d'un monde dans lequel « rien n'est possible » (Clouscard). Plus grave encore, alors qu'elle promettait d'élargir les possibilités du réel, elle n'a fait que dissoudre le réel dans le virtuel (Mongin). Bref, elle promettait une vie pleine et entière et n'a offert qu'un vide existentiel aux hommes et aux femmes. Ses promesses d'infinie puissance peinent ainsi de plus en plus à dissimuler l'impuissance existentielle à laquelle elle les condamne réellement.

Or, il se trouve que les désirs ou les aspirations suscitées par ces promesses ne disparaissent pas en même temps que la crédibilité du monde capitaliste à les exhausser. Même quand elles

s'expriment de manière morbide, au travers de la dépression, du cynisme, de la paranoïa, ou de la barbarie, ce sont toujours ces mêmes aspirations concernant la vie humaine qui s'affirment.

Il convient ainsi de prendre la mesure de l'immensité des puissances passionnelles libérées, ou plus exactement déchaînées, par le régime métropolitain de production de l'espace et du temps. Jamais un ordre social n'a nourri des aspirations aussi exigeantes, aussi profondes et aussi étendues. Jamais, en conséquence, l'écart entre ce qu'un ordre social promet et ce qu'il est à même de réaliser n'a été aussi important (et cruel). Partant, jamais le carcan des rapports de production capitalistes ne s'est révélé être aussi étriqué (réducteur) en comparaison du contenu vivant qu'il subsume. Les aspirations du sujet narcissique ne concernent en effet pas seulement ni même principalement la condition salariale, comme c'était encore essentiellement le cas dans les cycles antérieurs de la lutte de classes ; elles ne se limitent pas, autrement dit, à des revendications en termes de rémunération ou de conditions de travail ; elles concernent la *condition humaine*, dans la totalité de ces aspects. L'individu narcissique veut certes vivre dignement, comme tous les autres, mais il veut aussi aimer, rêver, expérimenter, s'amuser et, plus encore, se déterminer dans toutes les dimensions de son existence. Et ce, même s'il en est profondément incapable dans son état actuel que maintient la prégnance de l'abstraction capitaliste. D'un point de vue politique, l'individu narcissique ne peut donc pas se contenter de quelques mesures redistributives visant à accroître son niveau de sécurité ou de confort matériel, ou son pouvoir d'achat. Il exige de vivre ; et pas seulement de survivre. Il désire tout ce que la vie humaine est susceptible de lui offrir. Contrairement à ses prédécesseurs, il n'a renoncé à rien (inconsciemment du moins). La lutte de classes s'étend ainsi, potentiellement, à tous les domaines de l'existence des hommes et des femmes. Elle déborde de l'espace des usines où elle s'était cantonnée, et pour ainsi dire enfermée, pour se répandre dans l'ensemble de l'espace social, celui de la vie quotidienne. La contradiction qu'Henri Lefebvre voyait poindre au cours des années 1970 se concrétise ainsi dans toute sa gravité au sein du monde concrètement abstrait de la métropole capitaliste : « *si l'espace entier devient le lieu de la reproduction, il devient aussi le lieu d'une vaste contestation non localisable, diffuse, créant son centre tantôt ici tantôt là* » ; « [le pouvoir] *occupe l'espace mais l'espace tremble sous lui* » (Lefebvre, 2002, pp. 81-83).

Il y a donc bien une contradiction hégémonique, ou socio-passionnelle, au processus métropolitain de réduction de la relation à la connexion et à la production capitaliste de subjectivités narcissiques qui en découle : le capital s'est emparé de tout l'humain, mais c'est alors maintenant tout l'humain qui menace de se retourner contre lui ; ce ne sont ainsi plus

seulement des fragments d'hommes et de femmes qu'il lui faut savoir contenir et maîtriser ; c'est à présent « l'homme total » (II.1), excité et frustré par l'abstraction capitaliste, qui menace de se retourner contre elle, afin de se réaliser réellement. On comprend ainsi le risque ou le danger qu'il y a, pour le capital, à réduire ses sujets au stade infantile : ces derniers ont toute la vie devant eux, à (re)conquérir. En leur ôtant tout et en les réduisant à rien, il leur offre contradictoirement l'opportunité historique de se réaliser totalement. Et d'enfin entrer dans l'âge de la maturité – celui où ils pourront écrire leur histoire collective et conduire leurs existences individuelles sous le « commandement de la Raison ».

Mais cette puissance passionnelle que le capital a réveillée et déprimée n'est pas seulement plus grande, plus intense et plus large, que celles contre lesquelles il a dû lutter au cours des précédentes phases de son développement historique. Elle est aussi plus radicale. Le narcissique, ce prolétaire existentiel, constitue en effet la première figure historique du sujet qui est capable de pointer la contradiction ontologique du capital, c'est-à-dire de s'attaquer à ce qu'il est vraiment et fondamentalement : une entreprise de vampirisation et de zombification de la vie.

Tels sont ainsi les enjeux du nouveau cycle de luttes de classe qui couve au sein du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps : la réalisation pleine et entière des hommes et des femmes et l'annihilation totale du capital. Il n'y aura pas de compromis possible. Ce sera la révolution communiste ou la barbarie.

Mais, précisément, comment éviter la barbarie ? Comment éviter la régulation morbide du processus d'appropriation capitaliste de la vie humaine, celle qui s'exprime par la dépression, le cynisme, la paranoïa et l'autodestruction (médiante) de la vie elle-même ? Ou plutôt, comment en sortir ?

Nous proposons la réponse suivante : par ce que Henri Lefebvre appelait des « moments ». Et, plus précisément, par ce que nous proposons d'appeler des « moments relationnels » : des moments dans lesquels le cours aliéné de la vie quotidienne est temporairement suspendu et à la suite desquels cette dernière se trouve transformée (plus ou moins, suivant l'intensité et la durée dudit moment). Pas par des événements hors du temps donc. Mais bien par des moments conjoncturels susceptibles de briser le cercle vicieux de la reproduction nécropolitaine du capitalisme contemporain et d'amorcer un mouvement structurel de réappropriation collective des liens humains.

Or, l'histoire récente du mouvement social en France offre précisément quelques exemples de tels « moments relationnels ». Le « mouvement des Gilets-Jaunes », à notre sens, en est un. Nous concluons donc ce propos sur les fondements contemporains de l'optimisme révolutionnaire par un argument empirique, visant à illustrer la perspective dialectique que nous défendons.

Il nous faut alors commencer par préciser que dans notre perspective, le mouvement des gilets-jaunes aura constitué quelque chose de plus qu'un moment relationnel. D'un point de vue historique, il nous semble qu'il est possible d'y voir l'une des premières expressions (du moins en France) du nouveau cycle de luttes de classes qui se met en place au travers du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps. Comme nous allons essayer de le montrer en effet, ce mouvement nous semble avoir su adapter les formes et les modes d'action de la pratique révolutionnaire aux transformations contemporaines de la violence capitaliste en prenant acte, sans doute mieux qu'aucun autre mouvement avant lui, des recompositions spatiales et temporelles de cette dernière ainsi que des enjeux sociaux et civilisationnels soulevés par ces recompositions.

En synthétisant les observations recueillies dans le cadre de notre engagement personnel au sein du mouvement³²³, nous pensons pouvoir distinguer deux pratiques cardinales au sein des multiples formes de luttes mises en œuvre par les gilets-jaunes. Une « pratique négative », visant à nier l'ordre existant ; qui consista concrètement à *bloquer les flux*, c'est-à-dire à interrompre les connexions qui sont au cœur des formes contemporaines de valorisation et d'accumulation du capital : on pense ici évidemment aux opérations de « blocage/filtrage » conduites dans les ports et les aéroports, au niveau des gares et des dépôts ferroviaires, des entrepôts logistiques, des péages autoroutiers ou encore au niveau des ronds-points de l'espace péri-urbain. Et une « pratique positive », visant à jeter les bases d'une société émancipée ; qui

³²³) L'auteur s'est véritablement engagé au sein du mouvement en février 2019 et est resté investi jusqu'au printemps 2020. Au cours de cette période, il a participé de manière hebdomadaire aux assemblées des gilets-jaunes d'Ivry-sur-Seine et du Val-de-Marne, ainsi qu'à plusieurs opérations de blocage organisées à l'échelle du département, ainsi qu'à quelques « manifestations du samedi ». Il a également participé, en tant que délégué de l'assemblée Ivryenne, à la troisième « Assemblée Des Assemblées » qui s'est tenue à Montceau les Mines en Juin 2019. Il a enfin également participé à quelques conférences ou sessions d'éducation populaire organisées dans le Val de Marne, ainsi qu'à l'organisation d'un séjour d'une semaine à Saint Joseph des Bances, en Ardèche (août 2019), où un groupe d'une trentaine de Gilets-Jaunes venus principalement de la région parisienne a pu échanger, débattre, festoyer et tisser des liens avec plusieurs assemblées ardéchoises et drômoises. Précisons que notre posture au sein du mouvement n'était pas celle de l'« observation participante », mais plutôt celle, pour reprendre l'expression de notre camarade Christine Vollaire, de la « participation observante ». Concrètement en effet, il n'était au départ pas prévu de parler de cette expérience dans la thèse, ou dans tout autre type de publication académique. Mais comme les développements à suivre permettront de le suggérer, notre engagement au sein du mouvement et les enseignements que nous en avons retirés ont grandement contribué à la production de la représentation heuristique du capitalisme contemporain qui est proposée dans cette thèse.

consista concrètement à *nouer des relations*, c'est-à-dire à recréer des liens véritablement humains : ces pratiques, qui incarnent le moment relationnel que nous croyons reconnaître dans le mouvement des gilets-jaunes, se sont illustrées au travers des relations d'entraide, de solidarité et d'amitié qui se sont tissées sur les « ronds-points », dans les « assemblées populaires » (qui ont remplacé ces derniers après leur démolition, précoce, par les forces de l'ordre) et les « maisons du peuple » (mises en place dans plusieurs territoires suite à la première « Assemblée Des Assemblées » (ADA) qui s'est tenue à Commercy en Janvier 2019). Plus précisément, ces pratiques positives, ou institutantes, se sont matérialisées au travers des activités de différentes natures – politiques bien sûr, mais aussi festives, ludiques, sportives, éducatives, etc. - fondées sur le partage, le respect et la réciprocité, qui ont alimenté dans la durée (et qui continuent encore dans bien des cas d'alimenter) ces mêmes relations.

À ces deux formes cardinales de la pratique révolutionnaire des gilets-jaunes correspond en outre un même mode d'action : *l'occupation et la réappropriation par ces derniers de l'espace social*. C'est en effet ainsi, concrètement, que ces derniers ont saboté des connexions et recréer des relations : en occupant, en détournant et en habitant les « non lieux » (Augé) de « l'espace des flux » (Castells) de manière à en faire des « lieux du commun »³²⁴. Un espace en particulier symbolise l'unité de ces deux formes de luttes : c'est évidemment le rond-point.

Voilà ce qu'il y a selon nous d'essentiel dans la pratique révolutionnaire des gilets-jaunes. À cette présentation synthétique, nous nous contenterons ici d'ajouter quelques commentaires tout aussi synthétiques visant d'une part à souligner la pertinence historique de cette dernière (des formes de luttes et du mode d'action qui la caractérisent) au regard des transformations contemporaines du capitalisme et, d'autre part, à évaluer sa portée politique et historique.

Précisons alors tout d'abord en quoi les formes et le mode d'action des gilets-jaunes nous semblent témoigner d'une adaptation pertinente de la pratique révolutionnaire face aux transformations contemporaines du capitalisme que nous avons analysées dans cette thèse. Et commençons par le blocage des flux et l'occupation des non-lieux de la circulation du capital. Cette pratique, qui rompt avec l'occupation des usines et l'interruption du procès de production capitaliste qui constituaient les pratiques privilégiées du mouvement révolutionnaire à l'époque du capitalisme industriel, matérialise à elle seule plusieurs des transformations que nous avons

³²⁴) Nous serions même tentés de parler, de manière absolument non péjorative mais en assumant la connotation usuelle de cette expression, de « lieux communs », dans la mesure où la démarche des gilets-jaunes consista précisément à créer des lieux familiers au sein d'un espace impersonnel perçu à juste titre comme hostile et étranger.

analysées dans cette thèse. Elle témoigne en premier lieu des difficultés croissantes que rencontrent les travailleurs pour se mobiliser et s'organiser sur leurs lieux de travail du fait des recompositions connexionnelles du rapport salarial, qui ont en effet accru les moyens de la répression patronale et qui contribuent de ce fait à dissuader les travailleurs de se mobiliser (d'occuper une usine, de faire grève ou même de se syndiquer). Plus encore, l'éclatement spatial des chaînes de production, la désynchronisation des journées de travail, ou encore la multiplication des formes d'emploi et des conditions de travail qui découlent de ces recompositions rendent matériellement plus difficiles l'organisation collective au niveau de l'entreprise, en empêchant concrètement les travailleurs de se rencontrer et d'échanger, mais aussi éventuellement en faisant diverger leurs intérêts immédiats (Durand J. P., 2004)³²⁵. De ce point de vue, l'exode de la pratique révolutionnaire hors des espaces des usines mise en œuvre par les gilets-jaunes peut se comprendre comme une réaction du prolétariat face à la réussite de la stratégie de « contournement des forteresses ouvrières » (Mischi, 2014) adoptée par la classe capitaliste (en occident) à partir de la fin du siècle précédent et comme la mise en œuvre d'une réplique stratégique consistant à changer le terrain ainsi que les cibles immédiates de l'action révolutionnaire.

Mais cette réplique n'est pas simplement passive, ou réactive. Elle prend acte également de la centralité du procès de circulation au sein des formes contemporaines de la valorisation et d'accumulation du capital ; soit du pouvoir que cristallisent aujourd'hui les « moyens sociaux de connexion » et de la dépendance croissante du fonctionnement quotidien des sociétés capitalistes à l'égard de ces derniers. De fait, les échanges et les débats auxquels nous avons participé au sein du mouvement témoignent d'une conscience claire du fait que ce sont aujourd'hui ces moyens sociaux de connexion qui constituent le centre névralgique mais aussi le point le plus fragile du fonctionnement contemporain du capitalisme.

Dans le même ordre d'idée, on pourrait alors aussi avancer que cette réplique stratégique proposée par le mouvement des gilets-jaunes témoigne d'une adaptation pertinente de l'action révolutionnaire face au prolongement contemporain du processus de socialisation du capital productif, dans le sens elle revient pour le prolétariat à exploiter les failles inhérentes au « délestage » des fonctions relatives à la production, à l'entretien et à la mise en œuvre des moyens sociaux de production par les franges dominantes de la classe capitaliste ; lequel place

³²⁵) Sans même parler des formes de contemporaines de management qui, en jouant sur les inclinaisons passionnelles de l'individu narcissique, alimentent l'envie et la jalousie entre les membres du collectif et les enferment individuellement dans une situation de précarité ou d'insécurité permanente prompte à inhiber toute velléité protestataire (Ehrenberg, 2001; Durand J. P., 2017; Dejours, 1998; De Gaulejac, 2011).

en effet ces dernières dans un rapport de dépendance vis-à-vis de la fluidité ou de la continuité du procès de circulation. En somme donc, on pourrait dire que la pratique consistant à bloquer les flux ou à interrompre les connexions qui sont au cœur des formes contemporaines de la valorisation témoigne d'une certaine conscience, au sein prolétariat, du fait que la propriété des moyens sociaux de connexion confère au grand capital le pouvoir de prendre en otage les sociétés humaines dans leur intégralité, mais qu'elle revient aussi dans le même temps à le plonger dans un rapport de profonde dépendance et de grande vulnérabilité vis-à-vis de ces dernières.

Penchons-nous à présent sur la pratique consistant à occuper les non-lieux de l'espace des flux et à détourner ces derniers pour en faire des lieux servant de support à la création de formes de vie partiellement émancipées et potentiellement émancipatrices. Schématiquement, il nous semble que si la pratique de blocage des flux témoigne d'une adaptation pertinente de l'action révolutionnaire face au déplacement de *la source émettrice* de la violence capitaliste (ou, si l'on préfère, face au passage du contrôle des moyens sociaux de production au contrôle des moyens sociaux de connexion comme fondement du pouvoir du grand capital), la pratique de réappropriation des non-lieux de la circulation témoigne de son côté d'une adaptation tout aussi pertinente de l'action révolutionnaire face aux mutations *des effets* de cette même violence, c'est-à-dire des souffrances qu'elle inflige aux hommes et aux femmes. Elle revient en effet à reconnaître que cette violence n'est plus seulement à l'œuvre à l'usine, ou au supermarché, ou chez le banquier, mais qu'elle s'exerce dorénavant de manière diffuse et impersonnelle dans l'ensemble de l'espace social et qu'elle pénètre ainsi dans la totalité de la vie quotidienne, en réduisant celle-ci à la glaciation et à l'abstraction spectaculaire.

Et de fait, en reconstruisant des relations humaines sur les ronds-points, les gilets-jaunes ont su s'opposer à toutes les formes de séparation qui caractérisent la vie concrètement abstraite que le capitalisme contemporain réserve à ses sujets. Contre l'isolement et la désorientation qui résulte de la mise en mouvement et du déracinement, de l'accélération et de la désynchronisation, et de l'éloignement de toutes les réalités du monde, ils se sont rassemblés et engagés de manière durable dans des lieux qu'ils ont su rendre familiers et accueillants et où ils ont pu apprendre à se connaître et à se reconnaître. Eux qui pour beaucoup avaient intériorisé l'idée « qu'ils ne sont rien » (pour reprendre les mots d'un président), ont ainsi pu pour un moment se sentir (re)devenir quelqu'un au sein de cet espace anonyme du rond-point, dans cet endroit même où d'ordinaire l'on se croise sans jamais se rencontrer. Ils ont ainsi pour un moment fait fondre la glace qui recouvrait leur existence dans la chaleur du collectif et l'ardeur

de la lutte. Et se sont moqués du spectacle autosatisfait de ce pouvoir qui les réduit au silence dans une « grande fête des invisibles ». Occuper les ronds-points leur a permis d'habiter le monde.

Mais ce n'est pas tout. Car la pertinence historique et révolutionnaire d'un moment relationnel comme celui des gilets-jaunes ne se juge pas uniquement à la beauté du pied de nez qu'il adresse aux formes contemporaines du processus d'abstraction capitaliste. Elle s'évalue également à la « rémanence » de ces moments, c'est-à-dire aux traces qu'ils laissent et à la manière dont ils contribuent à alimenter le développement des puissances socio-passionnelles qui seront à terme suffisamment grandes pour renverser les rapports de production capitalistes et s'émanciper totalement et définitivement de leur emprise. Ces moments, en effet, ne sont pas comme les événements qui scandent la temporalité de la métropole capitaliste. Ils ne laissent pas les individus inchangés. En leur donnant à vivre de nouvelles formes d'expérience et à éprouver de nouveaux affects, ils contribuent à l'élaboration de désirs plus exigeants et plus difficiles à prendre en charge par la marchandise capitaliste et son idéologie. Surtout, en leur permettant de tisser des liens qui ne tiennent pas l'autre à distance, qui ne laissent pas le monde étranger et qui permettent de nouer plus et mieux qu'un rapport fétichisé à ces derniers, un moment relationnel comme celui des gilets-jaunes contribue au dépassement des formes narcissiques de l'individualité auxquelles les confinent l'espace connexionnel et la vie concrètement abstraite qui y est la leur. Il contribue ainsi à lever les différents obstacles affectifs que nous avons identifiés concernant la possibilité d'un mouvement de plus grande ampleur. Notamment la honte, le cynisme, la paranoïa et le désespoir³²⁶, qui sont les principaux remparts à la formation

³²⁶) Nous pourrions ici longuement étayer cette proposition à partir de nos observations personnelles. Par exemple, en évoquant la manière dont, de l'avis d'un très grand nombre de participants, l'engagement collectif a permis de transformer la honte et le désespoir que tous vivaient en silence devant leurs écrans de télévision, en une colère collective assumée et portée par la dignité et l'espoir retrouvés sur les ronds-points (ou dans les autres lieux collectivement réappropriés). On pourrait aussi évoquer comment les relations nouées au sein des collectifs ont permis de conjurer ou d'atténuer le cynisme et la paranoïa dont beaucoup souffraient au départ – et dont témoignaient tout à la fois : l'existence de discours et de représentations xénophobes ou complotistes (d'une grande variété d'ailleurs) au sein du mouvement (malheureusement en partie réactivés lors de la crise sanitaire), les errements de l'horizontalisme (que le mouvement n'aura cependant pas su entièrement dépasser), l'existence d'un certain anti-intellectualisme au sein de certaines franges du mouvement, mais aussi un certain goût pour l'ésotérisme et le mysticisme spiritualiste, ou encore des réalités en apparence plus anodines, comme la présence de nombreux survivalistes au sein du mouvement. Ce cynisme et cette paranoïa ainsi que ses multiples manifestations ont en effet été combattus de manière quotidienne et relationnelle au sein du mouvement : par la redécouverte de l'Autre ; par la confiance et la considération retrouvées pour ce dernier ; par les liens de camaraderie et d'amitié tissés ; mais aussi par les débats et la confrontation des idées et des connaissances, qui ont permis de rediriger avec lucidité la colère suscitée par la violence capitaliste. Mais faute de pouvoir ici développer davantage ces aspects empiriques, nous renverrons le lecteur vers l'article de notre camarade Christine Vollaire (Vollaire, 2021), également investie au sein des collectifs des gilets-jaunes du Val-de-Marne, qui décrit avec plus de précision le « processus de subjectivation collective » qui fut à l'œuvre au sein du mouvement.

d'un véritable bloc contre-hégémonique capable de porter l'affect commun de la révolution communiste jusqu'à sa pleine réalisation.

Les moments relationnels ne laissent pas les individus inchangés, disions-nous. Mais ils ont malgré tout un point commun avec les instants connexionnels : c'est qu'ils les laissent insatisfaits. Et qu'ils leur donnent le désir de recommencer. Mais pas pour répéter : pour reprendre et continuer. Et pourquoi pas pour achever ce qui a été commencé.

Encadré 26. Ajouts sur le mouvement des gilets-jaunes et la notion de « moment relationnel ».

Nous défendons ici une idée paradoxale : c'est en luttant que les hommes et les femmes sortent de l'état d'impuissance auquel les condamne l'aliénation capitaliste de la vie quotidienne et qu'ils se réapproprient les puissances aliénées leur permettant de lutter (celles des liens humains). Autrement dit : les individus doivent lutter avant de pouvoir être capables de lutter. Voilà un serpent qui se mord la queue... Ce paradoxe pose ainsi la question suivante : comment engager les hommes et les femmes sur le terrain de la lutte et comment amorcer ce processus de désaliénation ?

C'est l'une des questions auxquelles permet de répondre la notion de « moment relationnel » que nous proposons (ou plutôt que nous actualisons en lui accolant simplement le mot relationnel). Un « moment » se définit en effet non seulement par son « déroulement », c'est-à-dire par son devenir (qui se joue donc au travers de la réappropriation de l'espace et du temps et de la reconstruction des relations humaines), mais aussi par son « déclenchement », ou par son « irruption », c'est-à-dire par ce qui l'initie. Or, il faut le préciser, ces choses qui les initient sont des événements contingents : dans le cas des gilets-jaunes, une simple hausse du prix du carburant résultant de l'instauration d'une nouvelle taxe. Des clinamens qui dévient le temps d'un instant les atomes individuels de la nécropole capitaliste en les poussant à se rencontrer : c'est là en quelque sorte l'équivalent théorique, mais pour la pratique révolutionnaire, de la « soi-disant accumulation initiale du capital » (Marx). Quand cet instant dure, quand les effets de l'événement contingent se prolongent et se développent dans la durée, et quand les rencontres donnent lieu à des actions qui créent des relations, alors ce dernier se constitue véritablement en « moment relationnel ». Voilà qui précise un peu plus la définition et le contenu analytique de la notion.

Mais nous voulons aussi souligner la dimension critique de cette dernière ; ou plus exactement, ses incidences quant à la manière d'analyser un mouvement social et d'évaluer sa portée politique. L'un des intérêts de cette notion – et de la distinction entre déclenchement et

déroulement qu'elle contient – est en effet d'inviter à analyser un mouvement sous l'angle de son *devenir*, c'est-à-dire non pas de manière statique, sur la base d'un instantané de ses mots d'ordre, de ses symboles et de ses pratiques, mais au travers des processus qui y sont à l'œuvre. Il s'agit donc d'une notion qui invite à ne pas essentialiser un mouvement en lui collant trop rapidement une étiquette (révolutionnaire, réformiste, réactionnaire). Elle invite, autrement dit, à reconnaître qu'un mouvement n'est pas en soi révolutionnaire, ou réformiste, ou réactionnaire, mais qu'il devient l'un ou l'autre en fonction de l'issue des conflits qui le traversent et des rapports de force qui existent en son sein : de ce qui s'y passe. Elle, ou plutôt l'analyse dialectique qu'elle préconise, permet ainsi d'éviter un certain nombre de méprises. En particulier, elle pourrait permettre à certains intellectuels communistes de reconnaître la réalité du mouvement réel du même nom y compris lorsque celui-ci n'arbore pas de drapeaux rouges, n'entonne pas l'Internationale et ne cite pas Lénine ou Trotski – et, ainsi, d'éviter des positions navrantes de dogmatisme, de mépris et de cécité, comme celle défendue par Alain Badiou (2019) au sujet du mouvement des gilets-jaunes³²⁷. De plus, il nous semble que pour les raisons que nous avons explicitées dans cette thèse, il est plus que jamais nécessaire de se prémunir contre de tels jugements fondés sur une conception essentialiste de la lutte. Car en effet, « l'ordre pathologique » du capital, comme le nomme judicieusement Alain Badiou lui-même dans un autre de ses textes, conduit inévitablement à ce que les premières expressions d'un mouvement de grande ampleur comportent des éléments délétères et réactionnaires : du complotisme ; du populisme ; de l'anti-intellectualisme ; de la xénophobie, etc. Ils sont le point de départ inévitable de la lutte dans les sociétés où c'est aujourd'hui toute la vie quotidienne qui est aliénée. Or, ce n'est pas en méprisant ces expressions et celles et ceux qui en sont à

³²⁷) Laissons Alain Badiou étayer nos propos : « Mais à considérer le mouvement – encore une fois tel qu'il se donne dans sa « pureté » initiale (sic) – à partir de ses rares aspects collectifs, mots d'ordre, énoncés répétés, je n'y vois rien qui me parle, m'intéresse, me mobilise. Leurs proclamations, leur désorganisation périlleuse, leurs formes d'action, leur absence assumée de pensée générale et de vision stratégique, tout cela proscrieut l'inventivité politique. Je ne suis certes pas conquis par leur hostilité à toute direction incarnée, leur crainte obsessionnelle de la centralisation, du collectif unifié, crainte qui confond, comme le font tous les réactionnaires contemporains, démocratie et individualisme. (...). [N]e nous voilons pas la face : divers indices, notamment des traces évidentes de nationalisme à courte vue, d'hostilité latente aux intellectuels, de « démocratisation » démagogique dans le style crypto-fasciste de « le peuple contre les élites », et de confusion dans les discours, doivent inciter quiconque à être prudent dans toute appréciation trop globale de ce qui se passe aujourd'hui. Acceptons de voir que les ragots des « réseaux sociaux » tenant lieu, pour la majorité des Gilets jaunes, d'information objective, la conséquence en est que circulent partout dans le mouvement des pulsions complotistes aberrantes. Un proverbe d'autrefois dit que « tout ce qui bouge n'est pas rouge ». Et pour le moment, du « rouge », dans le mouvement des Gilets, qui certes « bouge », il n'est pas question : je ne vois, outre le jaune, que du tricolore, toujours un peu suspect à mes yeux. » (Badiou, 2019).

l'origine qu'il sera possible de les combattre : la seule solution est de s'engager dans le mouvement et d'essayer de peser sur son devenir.

6. Conclusion.

Nous avons essayé dans cette section de discerner certaines des contradictions inhérentes au régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps, avec pour objectifs de réintroduire du mouvement dans la caractérisation que nous en proposons, d'interroger les possibles qui se préparent pour lui-même et pour l'humanité et, ainsi, de réinjecter un peu d'optimisme au sein d'une analyse qui semblait jusqu'ici largement l'exclure. Pour conclure, nous proposons de faire un petit bilan de cette démarche, en revenant d'abord sur sa méthode et son intention, puis sur ses résultats.

D'un point de vue méthodologique et épistémologique, la démarche que nous avons essayé d'esquisser dans cette section est celle d'une *critique unitaire* de la phase contemporaine (métropolitaine) du développement historique du capital ; celle, donc, d'une analyse soucieuse de restituer les contradictions qui lui sont propres dans la *totalité* des aspects ou des expressions partielles qui les manifestent. Nous avons ainsi mobilisé des travaux issus de disciplines aussi diverses que l'économie, la géographie, l'anthropologie, la sociologie, la psychologie, ou encore l'écologie politique ; travaux que nous ne sommes pas simplement contentés de juxtaposer ou d'empiler les uns sur les autres, mais de *réunir* au travers d'une méthode que nous nommons « métadisciplinaire » et qui consiste, rappelons-le, à faire travailler chacune de ces disciplines au-delà d'elles-mêmes en extrayant et en regroupant les vérités partielles qu'elles contiennent au sujet développement métropolitain du capital – et, en l'occurrence, de ses contradictions.

C'est donc plus précisément sur cette méthode que nous souhaitons ici revenir en faisant un bilan de la mise en application que nous en avons proposée. Il convient alors pour commencer de souligner ses inconvénients. Nous en évoquerons deux.

Le premier renvoie au caractère instrumental du rapport que cette méthode conduit à entretenir vis-à-vis des travaux mobilisés. De fait, au travers de cette méthode, les travaux spécialisés issus des différentes disciplines ne sont pas mobilisés pour eux-mêmes, mais pour alimenter une problématique et un programme de recherche qui n'est pas le leur. D'où, aussi, un usage partiel et souvent sélectif des références mobilisées. Or, si cette démarche nous semble être fondée et même être urgemment nécessaire d'un point de vue intellectuel (cf. infra), il faut

reconnaître qu'elle est susceptible de poser un certain nombre de problèmes pratiques ou institutionnels au chercheur qui souhaiterait la mettre en œuvre, tant son positionnement est délicat. On peut comprendre en effet que face à un tel usage de leurs travaux, les spécialistes concernés puissent juger la démarche à la fois simpliste et arrogante : *simpliste* car nous ne restituons pas tous les détails et les nuances apportées par ces derniers, pour ne retenir en fait que des « faits stylisés », mais aussi en raison de l'usage sélectif que nous faisons de ces travaux, qui conduit en effet à délaisser une part importante des analyses et des réflexions proposées par eux et parfois même à ignorer les débats qui existent en leurs seins ; et *arrogante*, puisque cette démarche prétend parvenir à identifier les véritables enjeux que ces derniers ne feraient pour leur part au mieux qu'effleurer en raison du caractère trop spécialisé de leurs approches – quand nous n'arguons pas carrément, en reprenant la critique formulée par Henri Lefebvre (II et IV), que cette spécialisation conduit à mystifier ces enjeux en occultant leurs causes profondes, en les formulant de manière inadéquate et en leur apportant en conséquence des réponses inappropriées (du moins pour l'humanité...). Ainsi, l'un des risques de la méthode métadisciplinaire est de contrarier les représentants des différentes disciplines qu'elle souhaite rassembler et dépasser, ou plus probablement, de ne pas parvenir à se rendre crédible ou même audible auprès d'eux. En somme donc, l'une des difficultés inhérentes à la mise en œuvre de cette méthode n'est autre que l'absence d'espace institutionnel approprié à sa mise en œuvre.

Mais au-delà de cet inconvénient ou de cette difficulté d'ordre pratique, qui tient pour une part au positivisme qui domine actuellement le champ académique, il faut quand même bien admettre que la démarche totalisante inhérente à la méthode métadisciplinaire conduit inévitablement à un traitement assez superficiel des différents aspects abordés. Plus grave encore, cette démarche totalisante peut induire une certaine forme d'unilatéralisme au sein des différentes analyses proposées : celle que nous venons de consacrer au mouvement des gilets-jaunes en est peut-être un exemple. Avec, bien entendu, tous les risques d'entretenir des « biais de confirmation » que comportent cette superficialité et cette unilatéralité.

Alors certes, ces travers sont évidemment en partie le fait de nos propres insuffisances : du caractère encore lacunaire de nos connaissances dans les différents domaines de recherche que nous convoquons³²⁸ et de notre incapacité personnelle à synthétiser de manière plus souple et efficace les travaux que nous connaissons et que nous mobilisons. Mais ces travers sont aussi inhérents à la démarche même de la méthode métadisciplinaire ; ou plus exactement, aux

³²⁸) Ce qui peut s'atténuer avec le temps et la poursuite de nos recherches ; ou bien être atténué voir évité grâce à la coopération, c'est-à-dire dans le cadre d'un travail collectif.

inévitables contraintes matérielles avec lesquelles sa mise en œuvre doit nécessairement composer (en matière de temps et d'espace notamment). Ils ont donc quelque chose d'irréductible.

Or, ces inconvénients nous semblent devoir être assumés, car ils sont selon nous plus que compensés par l'intérêt d'une telle approche, ou pour le dire plus franchement, par la double nécessité, épistémologique et historique, de cette dernière.

Sur le plan épistémologique, nous partageons la conviction qu'il est aujourd'hui nécessaire de dépasser la « pensée analytique » et sa « logique formelle » consistant à « dissocier pour discerner » en faveur d'une « pensée dialectique » qui, à l'aide d'une méthode et de concepts appropriés, parvienne à réunir les éléments préalablement décomposés en les réintégrant au sein d'une totalité ; une totalité qui n'est alors plus d'ordre métaphysique, comme c'était le cas avant l'émergence de la pensée analytique, mais scientifique, car reposant justement sur les acquis de cette dernière (Lefebvre, 1990). Deux principales raisons nous amènent en effet à considérer que ce dépassement, dont les conditions de possibilité sont déjà réunies depuis longtemps (Henri Lefebvre estimait qu'elles l'étaient déjà dans les années 1940), est aujourd'hui plus nécessaire que jamais. La première est que le prolongement de ce mouvement au cours des dernières décennies a donné lieu à un tel morcellement du savoir que son utilité pratique (sa valeur d'usage) tend aujourd'hui à être remise en cause. De fait, les savoirs produits à l'université tendent à ne plus intéresser que les universitaires eux-mêmes. Même les technocrates, à qui ce savoir spécialisé était pourtant destiné (Lefebvre), tendent à délaisser les « études fouillées » pour leur préférer les « logiciels » et autres « solutions clefs en main » que leur fournissent les cabinets de conseils privés³²⁹. Quant à la population en général, elle oscille logiquement face à ce savoir en miettes entre la méfiance et le désintérêt pur et simple, ce qui se traduit très concrètement par le retour en force d'un certain anti-intellectualisme³³⁰ dont on ne connaît que trop bien l'historicité (qui correspond aux périodes préfascistes) et les dangers pour la démocratie (même formelle). Mais ce dépassement est aussi aujourd'hui plus urgent

³²⁹) A l'heure où nous écrivons ces lignes (février 2023), retentit dans plusieurs pays (dont la France) un scandale concernant les millions dépensés par les gouvernements auprès des cabinets de conseils privés. Comme le suggèrent nos propos, nous pensons que la lecture qui est faite de ce phénomène au sein de la gauche radicale (qui consiste pour l'essentiel à y voir un produit du néolibéralisme, ou du clientélisme) a quelque chose de réducteur et en un sens de complaisant envers les institutions de la recherche publique. Ce phénomène traduit en effet aussi et plus fondamentalement, à notre avis, l'incapacité de ces institutions à orienter le travail intellectuel vers la production d'un savoir heuristique doté d'une portée stratégique lui permettant de répondre utilement aux enjeux sociaux de notre époque (incapacité que nous attribuons donc, pour nous résumer, au triomphe du positivisme et à la crise de la logique formelle que consacre dans le même temps ce triomphe).

³³⁰) Nous ne parlons évidemment pas de l'anti-intellectualisme qui rejette l'intellectualité en tant qu'activité spécialisée et déconnectée des enjeux sociaux, mais de celui qui refuse toute forme d'intellectualité.

que jamais dans la mesure où ses conditions de possibilité sont peut-être en train de se refermer devant nous au travers du prolongement mortifère du mouvement de décomposition du savoir. Car, pour ainsi dire en effet, il est plus facile de réintégrer des fragments que des miettes. Et de fait, nous n'aurions pas pu réaliser ce travail (et mettre en œuvre sa démarche métadisciplinaire) si nous avions dû partir uniquement de monographies descriptives et de bulletins statistiques ; ou si nous n'avions pas pu nous saisir de travaux synthétiques, comme ceux par exemple de Guillaume Faburel, de Luc Gwiazdzinsky, de Ludovic Halbert ou de Pierre Veltz sur la métropolisation, ou comme ceux de Jean Pierre Durand, de Patrick Dieuaide ou de Philippe Zarifian sur les transformations contemporaines du procès de travail.

Cette nécessité épistémologique de la pensée dialectique se trouve en outre redoublée par une nécessité historique. C'est le fait que le mouvement de réintégration ou de totalisation des éléments disjoints que cette dernière est censée réaliser dans le monde des idées est déjà à l'œuvre au sein du monde matériel. Et que c'est le capital qui est en train de le réaliser. On comprend alors encore mieux pourquoi les « armes de la critique » (Marx) tendent à être désavouées au sein du prolétariat : ces dernières continuent de se disloquer et de se fragmenter au moment même où le capital parvient à intégrer la totalité des fragments dissociés de la vie humaine sous ses rapports de production. Mais évidemment, comment voir ce mouvement réel de totalisation à partir du regard borné et étrié qu'offrent la logique formelle et le positivisme ?

Telles sont donc les principales raisons qui font que nous assumons notre démarche en dépit de ses inconvénients intrinsèques et du caractère lacunaire de la mise en œuvre que nous en avons proposé dans cette section, dans ce chapitre, et plus généralement dans cette thèse.

Revenons pour finir sur les résultats de la mise en œuvre de cette méthode métadisciplinaire, et plus particulièrement sur ses résultats stratégiques, puisque nous avançons que ce sont ces derniers qui importent (au côté des représentations heuristiques dont ils ne se séparent pas). La principale idée qu'il nous semble important de retenir sur ce point est alors la suivante : c'est que, pour les hommes et les femmes, la seule issue heureuse du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps est à trouver dans la lutte de classes ; et plus précisément, dans l'adaptation des formes et des modalités de celle-ci face à la nouvelle réalité de la violence capitaliste. La seule en effet, car, comme nous l'avons vu, les autres contradictions dont souffre ce régime (i.e., celles qui menacent les conditions géographiques, écologiques et anthropologiques de sa reproduction économique) sont régulées de diverses

manière au sein même de ce dernier ; et notamment par les pulsions de mort que déchaîne le carnage de la vie humaine par le capital, c'est-à-dire l'extension de son abstraction constitutive à la totalité de la vie quotidienne. Ces pulsions en effet, qui découlent de l'état d'impuissance auquel les confine le monde concrètement abstrait de la métropole capitaliste, ne font comme on l'a vu qu'approfondir cet état d'impuissance et du même coup leur incapacité à se dresser contre ce monde concrètement abstrait. Tout en ouvrant en outre de nouvelles perspectives de valorisation au capital... Pour briser ce cercle vicieux de la régulation morbide du capitalisme nécropolitain, nous plaçons alors nos espoirs dans l'irruption de nouveaux moments relationnels reprenant et approfondissant le processus de réappropriation de l'espace et du temps et de reconstruction des liens humains qui a été tout juste esquissé en France par le mouvement des gilets-jaunes. Certes, la multiplication de tels moments ne suffira pas en elle-même à renverser complètement les rapports de production capitalistes ; et encore moins à édifier une société communiste. En revanche, seuls ces derniers nous semblent à même de pouvoir réaliser la thérapie collective dont a besoin le prolétariat pour surmonter les inclinaisons passionnelles qui le condamnent à l'impuissance.

Conclusion de la deuxième partie.

Une notion traverse les analyses et les réflexions qui précèdent : la notion de « limites ». À partir de celle-ci, le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps peut être ressaisi à l'aune de quatre grands énoncés.

- Le premier nous dit son projet initial : il relève d'une tentative visant à repousser ou à dépasser les limites propres au régime industriel de production capitaliste de l'espace et du temps.
- Le deuxième précise la forme effectivement prise par cette tentative : celle d'une négation des limites ; non seulement des limites historiques considérées, mais de toutes les limites qui contraignent l'activité humaine.
- Le troisième désigne la principale tendance qui matérialise cette négation : une tendance à la dissolution des limites et des frontières matérielles constitutives de la vie humaine.
- La quatrième, enfin, souligne les résultats de cette négation des limites et de cette dissolution des frontières : des fantasmes, suspendus à l'inévitable retour du refoulé.

Dire que le régime métropolitain relève d'une tentative consistant à dépasser des limites historiques impose que l'on précise le sujet et l'objet de cette tentative. Le sujet pour commencer. L'histoire du régime métropolitain est une histoire qui s'écrit à deux mains. Ces mains sont fondamentalement celles de l'humanité d'une part et de son fétiche capitaliste d'autre part. D'où une rédaction troublée par une fausse conscience, celle d'un corps aliéné, ou dissocié. Empiriquement, la plume est tenue, main gauche, par les prolétaires ; main droite, par les capitalistes. L'histoire du régime métropolitain est donc, en première analyse, celle des prolétaires et des capitalistes. Et de leurs luttes.

De leurs luttes contre quoi ? Pour les premiers, contre les limites sociales que leur imposait l'ordre des seconds. Pour les seconds, contre les limites matérielles que leur opposaient les premiers. Les premiers au nom du contenu humain de la vie sociale, qu'ils incarnent et qu'ils ont vocation à créer. Les seconds au nom de la forme capitaliste de la vie sociale, qu'ils incarnent et qu'ils ont vocation à reproduire. Avec pour objectif, pour les premiers comme pour les seconds, la production d'un monde approprié : au contenu humain de la vie sociale pour les prolétaires et à la forme capitaliste de cette dernière pour les capitalistes.

Précisons. Pour les capitalistes, le défi était tout d'abord de s'affranchir des limites démographiques de l'humanité, qui renvoient en dernière analyse au caractère fini des

populations qui peuvent être enrôlées sous les rapports de production capitalistes. Ces limites ont en effet été atteintes et percutées entre les années 1970 et 2000 par les deux tendances qui constituaient jusqu'alors les principaux vecteurs de la dynamique expansive du capital (qui constitue elle-même un ressort indispensable à sa survie) : celle de l'unification du globe sous les rapports de production capitalistes, qui s'est heurtée à l'intégration achevée de l'ensemble des formations sociales existantes sur la planète sous ces mêmes rapports de production ; et celle, à l'intérieur des différentes formations sociales, de la dissolution ou de l'absorption, par les rapports de production capitalistes, des autres rapports sociaux de production. De fait, au tournant des années 2000, la totalité de la planète est couverte par les rapports-marchands et la quasi-totalité de ses habitants est prolétarisée. Le triomphe de la « mondialisation néolibérale » à une échelle et la consécration de l'« urbain généralisé » à une autre matérialisent l'horizon bouché en face duquel se trouve alors le capital. Mais il y a plus. Le capital se trouvait aussi confronté, à la même époque, à une autre limite inhérente à l'humanité, physiologique cette fois : celle du caractère fini des désirs basiques et génériques, à savoir des désirs qui se rapportent aux nécessités de la subsistance. Dès les années 1970 en effet, ces désirs commencèrent à être saturés (à défaut d'être satisfaits) par les marchandises standardisées issues de la production fordiste, en particulier dans les économies dominantes du capitalisme mondialisé. Ce qui remettait *de facto* en cause l'un des principaux rouages du régime d'accumulation fordiste. Enfin, réapparaissait également à cette époque une autre limite physiologique inhérente à l'humanité, sans cesse percutée et repoussée par le capital au cours de son développement historique, qui est celle de la nécessité du sommeil, ou du caractère limité du temps éveillé : un temps que la logique fonctionnaliste caractéristique de la période fordiste (et plus généralement industrielle) ne parvenait plus à optimiser, ni au sein de l'espace de travail, ni au sein de l'espace urbain. D'où une situation historique hautement critique pour les rapports de production capitalistes, dans laquelle ce n'était rien d'autre que leur survie qui était en jeu : suspendue à la production d'un nouvel horizon de valorisation. L'un des principaux enjeux pour les classes capitalistes, occidentales notamment, était ainsi, à l'aube du récit métropolitain, de surmonter ou de contourner ces limites démographiques et physiologiques (matérielles) et de mettre en place de nouvelles modalités d'expansion des rapports de production capitalistes (Harvey). Mieux : de produire une nouvelle infrastructure matérielle (spatiale, temporelle et passionnelle) susceptible d'assurer la perpétuation de ces derniers.

Pour les prolétaires, dont les luttes furent plus précoces, l'enjeu était également de produire un nouveau monde : un monde où ils seraient affranchis des limites sociales qui s'imposaient à

eux dans le cadre du régime industriel de production capitaliste de l'espace et du temps. Parmi elles, celles que relayaient les autorités patronale, patriarcale, policière et bureaucratique, à savoir toutes les interdictions, oppressions et assignations caractéristiques des sociétés disciplinaires (Deleuze), constituèrent des cibles privilégiées. Elles furent contestées au nom d'un désir de liberté et de créativité, qui s'exprima notamment au travers d'une demande d'accessibilité et de mobilité (Boltanski).

Pendant quelques décennies, ces deux récits, celui de la main droite d'un côté et de la main gauche de l'autre, suivirent des cours relativement parallèles, tâtonnant chacun de leur côté, avec plus ou moins de succès. Mais une rencontre, prenant la forme d'un compromis tacite et trompeur, s'opéra progressivement entre ces derniers. La main droite, en mal d'imagination, copia et dévoya les perspectives ébauchées par la main gauche, en lui proposant de produire un récit suivant ce plan : la mise en forme connexionnelle des liens humains. Cette manœuvre fut éminemment stratégique. Elle permit aux capitalistes de récupérer les désirs d'émancipation qu'avaient exprimés les prolétaires et d'en faire les ornements idéologiques d'un monde où la valorisation du capital allait être affranchie de toutes limites : non seulement des limites démographiques et physiologiques qui lui faisaient obstacle au cours du crépuscule du régime industriel de production capitaliste de l'espace et du temps, mais aussi et plus radicalement de toutes les réalités matérielles susceptibles de l'entraver, y compris celles de la distance et de la durée, et jusqu'à celles inhérentes à la finitude de la vie humaine et de l'espace planétaire. En faisant mine de se plier aux directions indiquées par la main gauche, la main droite parvint ainsi à persuader cette dernière de produire avec elle un monde consacrant le règne de la vitesse, de la réversibilité, de l'inédit et de l'illimitation, en lui assurant qu'elle y serait libre de « jouir sans entraves », et de se déterminer comme elle le souhaite : la multiplication et la liquéfaction des liens humains étant en effet censées consacrer, selon l'idéologie de la connexion, la dissolution de toutes les formes d'oppressions et d'assignations sociales. Séduite, la main gauche se laissa illusionner. Et c'est ainsi que s'amorça véritablement le récit autobiographique du sujet schizophrénique qui est l'auteur de cet obscur manuscrit qu'est le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.

Il faudrait alors tenter de mieux comprendre pourquoi l'humanité céda à la voix de son fétiche. Il y a là, en effet, une question qu'il serait intéressant d'approfondir dans une réflexion ultérieure. Proposons quelques pistes. Sans doute que la main gauche s'est sentie flattée que la main droite s'inspire d'elle. Sans doute aussi que son esquisse était trop brouillonne et trop facile à détourner et à trahir. Mais deux autres explications peuvent être avancées.

La première, qui n'a pas été suggérée au cours de notre essai, consiste à souligner la dimension progressiste que comporte le processus métropolitain de mise en forme connexionnelle des liens humains. De fait, celui-ci aura effectivement participé à la remise en cause des autorités qui enchaînaient les corps dans le cadre du précédent régime. En particulier, il aura aidé les hommes et les femmes à considérer la nature et leur propre nature « de manière désabusée », c'est-à-dire à cesser de considérer cette dernière comme une « puissance pour soi » et à prendre conscience, du moins pour un temps, de la nécessité de se l'approprier. Il est ainsi possible de voir dans le processus métropolitain de mise en forme connexionnelle des liens humains la dernière expression en date de la « grande influence civilisatrice du capital » (Marx, 2018) qui, dans un vaste mouvement de « décodage » et de « déterritorialisation » (Deleuze & Guattari, 1980), dissout tous les « rapports sociaux figés et couverts de rouille » qui l'ont précédé (Engels & Marx, 1848). D'où un attrait compréhensible, de la part du prolétariat, pour le projet capitaliste de mise en forme connexionnelle des liens humains qui s'est réalisé (et qui continue de se réaliser) au travers de la production métropolitaine de l'espace et du temps.

Mais il y a plus. L'attrait de ce projet réside également, comme nous l'avons vu, dans son point d'arrivée, c'est-à-dire dans l'irréalité du monde concrètement abstrait auquel il conduit. Paradoxalement, en fait, son attrait tient précisément à la manière dont il trahit les perspectives ébauchées par la main gauche, c'est-à-dire à la manière dont il abuse de ses velléités d'émancipation sociale en s'en servant pour remettre en cause toutes les limites matérielles inhérentes à la vie humaine. Car en effet, le monde issu de la négation connexionnelle, ce monde dans lequel toutes les frontières matérielles de la vie humaine s'évanouissent (celles entre l'ici et l'ailleurs ; le passé, le présent et le futur ; le dedans et le dehors ; l'ego et l'autre ; l'effectif et le possible ; le réel et le virtuel) est enivrant. Au point que l'humanité se trouve prisonnière des délires que lui inspire ce nouvel univers carcéral, dont les murs ont simplement été liquéfiés (Bauman) et ornés de miroirs (Lasch) et où l'abstraction capitaliste se diffuse dorénavant à la manière d'un gaz (Deleuze). Elle ne peut donc pas voir la trahison. Plus grave encore, hypnotisée par son auto-contemplation (tantôt jouissive, tantôt angoissée), elle en vient à perdre de vue son projet initial : celui de l'appropriation de la réalité humaine, de l'autodétermination du devenir historique de l'humanité (des sociétés) et des devenirs existentiels des individus. Elle ne voit pas que la dissolution des limites matérielles contient et dissimule la reproduction de limites sociales, celles des sociétés capitalistes. Elle ne voit pas que la fusion que permet la connexion empêche l'appropriation ; qu'elle tient paradoxalement à distance de ce qu'elle rend accessible ; et qu'elle reproduit insidieusement la séparation en conduisant à la négation pure

et simple de toute réalité, de son altérité. Elle ne peut donc pas voir ce que certains auteurs marxistes avaient pu prévoir (Clouscard) : à savoir que, sous la forme de la connexion, les désirs d'appropriation de la vie humaine en seraient réduits à servir de véhicules à l'extension et à la généralisation de l'abstraction capitaliste ; et que celle-ci conduirait inévitablement au « carnage » de la vie humaine, en rendant le monde inhabitable, c'est-à-dire en dépossédant les hommes et les femmes de leurs moyens d'existence. Elle ne peut pas voir, autrement dit, ce que Marx nous a appris : à savoir que le capital n'est que pure négativité, qu'il est possible de s'appuyer sur ce dernier pour anéantir le passé, mais certainement pas pour créer l'avenir ; car il détruit les formes sociales non pas pour sauver et réaliser les contenus humains qu'elles emprisonnent, mais pour détruire (ou liquéfier) ces contenus, qui contrarient son mouvement autoréférentiel.

Par conséquent, la main gauche pouvait encore plus difficilement prévoir ce que Marx n'a pas assez dit, mais que Lefebvre, plus averti par l'expérience historique, nous a appris après lui : à savoir que si la destruction a pour effet de préparer les conditions de la révolution, elle conduit dans le même temps à instrumenter les forces de la réaction. De sorte que le connexionnisme conduit au néofascisme : au retour en force d'une extrême droite xénophobe, nationaliste et autoritaire au sein des formations sociales occidentales. Pour une part sous doute en raison de la nostalgie induite par la suppression des limites dont procède le processus métropolitain de mise en forme connexionnelle des liens humains, mais aussi et surtout en raison des déceptions, de la frustration et du ressentiment qui découlent inévitablement des promesses non tenues par ce dernier. D'où, au-delà de l'attrait du monde concrètement abstrait, ce qui conduit les hommes et les femmes à y demeurer : la danse macabre entre ces deux expressions contemporaines du fétichisme capitaliste que sont le connexionnisme et le néofascisme. Encore une tromperie, donc : le capital conduit les prolétaires à persévérer dans son projet en les poussant à ressusciter les motifs qui les ont incités à y prendre part. Avec, notons-le, toujours ce même outil : le miroir. Car il faut bien voir ce que le connexionnisme et le néofascisme ont en commun : tous deux nient la nécessité existentielle et historique de la relation dialectique ; car tous deux nient l'unité et la non-identité de l'individu et du monde ; si bien que tous deux nient à la fois l'individu et le monde, en voulant les faire coïncider. Et ce, bien que sous des formes et selon des modalités inversées (symétriques) : le connexionnisme au travers de l'individualisme, le néofascisme au travers de l'autoritarisme ; l'un en érigeant l'individu en absolu, l'autre en érigeant le monde en absolu ; tous deux en vidant l'un et l'autre de leur contenu. De façon finalement plus complémentaire que contradictoire, du fait du spectacle que garantit leur affrontement. Avec,

en outre, une tendance à l'hybridation entre ces deux absolutismes, sous la forme du « parcellitarisme » (Caillé, 2005)³³¹ : celui de la bande, du clan ou de la communauté ethnique ou religieuse, et de leurs guerres incessantes. Et la main gauche reste transie devant la barbarie du récit que lui fait commettre la main droite.

Récapitulons. Le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps repose sur un compromis trompeur : la mise en forme connexionnelle des liens humains. Et sur un mode de régulation, qui lui est associé : la négation connexionnelle de la réalité matérielle ; celle de la durée et de l'altérité comme celle de la distance et de la différence.

Lorsqu'il fonctionne en régime, ce mode de régulation, cette négation des limites matérielles de la vie humaine, induit ou nourrit des fantasmes. Autant chez le capital que chez les hommes et les femmes. Ce sont, dans les deux cas, des fantasmes d'illimitation, d'immédiateté, de liquidité et d'éternité : ceux de l'identité préservée et de la tautologie répétée. Mêmes causes, mêmes effets. Mais avec des significations historiques opposées pour l'humanité et le fétiche qui la gouverne. Ils expriment l'aliénation de la première et la réalisation du second ; la régression de celle-ci et la complétion de celui-là. Ils sont le résultat, pour les hommes et les femmes, de la production d'un monde qui leur est étranger et qui leur est impossible d'habiter ; et pour le capital, d'un monde qu'il s'est approprié, au point de le rendre entièrement et totalement conforme aux exigences de sa reproduction.

Symétriques, ces fantasmes sont en outre unis de manière dialectique. Ceux du capital n'existent ou ne se réalisent pleinement qu'au travers de ceux qui animent les hommes et les femmes. Ou plus précisément, au travers de leur anxiété, de leur vanité, de leur hypocrisie, de leur cynisme, de leur paranoïa, etc., qui sont autant de dispositions affectives induites par la négation métropolitaine des limites matérielles de la vie humaine. Ces dernières, en effet, inclinent les individus à adopter des comportements et des représentations adéquates aux nécessités tant économiques qu'hégémoniques de la reproduction du capital ; et ce, dans l'ensemble des activités qui composent leur vie quotidienne et qui jalonnent leur trajectoire biographique. C'est alors la société dans sa totalité qui travaille à concrétiser les déterminations abstraites du capital et à exhausser ses fantasmes les plus délirants.

³³¹) « On entendra par parcellitarisme le triomphe absolu de l'analytique sur le synthétique, le mouvement permanent qui tend à décomposer toute chose (...) en parcelles, en postulant que cette déségrégation est bonne par elle-même et sans se soucier a priori de la liaison souhaitable entre les parcelles ainsi libérées. » (Caillé, 2005, p. 125)

Le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps s'achève ainsi sur une profonde reproduction des rapports de production capitalistes. À la fin du récit, la main droite semble avoir disparu, ou du moins ne plus être agissante. Elle s'est en réalité immiscée dans la main gauche pour la posséder et la pousser à accomplir son forfait : la production d'un vaste champ de ruine composé des débris de la main gauche et de ce qu'aurait dû être son monde. Ne subsiste alors qu'une sorte de nécropole, dans laquelle la main droite, qui avait toujours été effrayée par la vitalité de la main gauche, peut enfin se reposer. Le dernier chapitre du régime métropolitain raconte ainsi l'errance d'un sujet schizophrénique, complètement halluciné, au sein d'un monde dévasté : liquidé. Le récit semble alors s'arrêter. Croupir et stagner à l'intérieur d'un marécage sinistre et puant, à la surface duquel règne un silence assourdissant.

Pourtant, il arrive parfois que des bulles de réalités remontent des profondeurs et viennent crever le miroir de la surface. Il s'en dégage alors presque toujours une odeur nauséabonde. Car souvent, ne s'en échappent que des gaz mortels, qui viennent encore vicier un peu plus l'air étouffant du marécage. Mais parfois, ces bulles, bien que puantes, libèrent de l'oxygène. Cela dépend des « moments ». En particulier, de la manière dont s'est passée la remontée. Quand cela arrive, quand la bulle s'est (« relationnellement ») chargée d'oxygène lors de sa remontée, le sujet schizophrénique qui erre dans ce monde désolé peut respirer et retrouver ses esprits. Il aperçoit alors, à la frontière du marécage, un mince filet d'eau scintillant. Et lui viennent soudain l'idée et la volonté de le remonter. Pour remettre son récit en mouvement et l'écrire de manière lucide. D'où la possibilité d'une fin heureuse au récit métropolitain, qui ne peut être que celle de la revanche de la main gauche.

CONCLUSION.

Cette thèse poursuivait un double objectif. Premièrement, reconstruire une démarche de périodisation et d'historicisation du capitalisme fondée sur les concepts de « production capitaliste de l'espace et du temps » et de « reproduction des rapports de production capitalistes » élaborés par le métaphilosophe marxiste Henri Lefebvre. Deuxièmement, mettre en œuvre cette démarche afin de contribuer à la connaissance du développement contemporain du capital.

C'est donc un travail exploratoire que nous avons proposé, visant à ouvrir le chemin à des travaux ultérieurs. Et de fait, nous croyons qu'il a ouvert de nombreux sentiers, dont il nous faut cependant bien admettre que plusieurs d'entre eux sont encore un peu boueux, tandis que d'autres, recouverts d'un épais feuillage, comportent encore de larges zones d'ombres. Il resterait donc encore à éclaircir ces différents sentiers, en continuant de collecter et de rassembler les feuilles qui les recouvrent, à savoir les travaux existants qui surplombent, souvent sans s'en rendre compte, ces sentiers que nous avons arpentés. Mais au moins espère-t-on avoir réussi à montrer leur convergence.

Compte tenu de la quantité et de la diversité de ces sentiers, il serait difficile de conclure sur un inventaire de ces derniers. D'autant que nous sommes souvent déjà revenus dessus à plusieurs reprises dans les différentes conclusions partielles qui jalonnent nos développements. Nous proposons à la place de revenir sur un aspect seulement de la démarche reconstruite dans la première partie, mais qui permettra de ressaisir l'une des intentions générales de la thèse. Puis, à partir de ce dernier, ou plutôt de la considération épistémologique à laquelle il renvoie, nous proposerons une dernière représentation heuristique du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps que nous nous sommes attachés à caractériser dans la deuxième partie.

Retour sur la démarche : justification du recours métaphorique.

Commençons par la démarche d'analyse historique que nous avons reconstruite dans la première partie et mise en œuvre dans la seconde. Celle-ci se démarque et se justifie, notamment, par un souci : celui pour la portée heuristique des connaissances qui peuvent être produites à partir d'elle. Nous avons plusieurs fois évoqué les raisons de ce souci : il trouve ses fondements dans ce qui nous semble constituer une crise du savoir académique ; qui se traduit par le désintérêt de la population envers ce dernier, quand ce n'est pas par la défiance qu'il suscite. Nous avons aussi déjà discuté assez longuement de certaines des démarches méthodologiques permettant d'assurer la prise en charge de ce souci. La principale étant celle

qui définit la démarche « métadisciplinaire », que nous avons empruntée à Henri Lefebvre : démarche qui vise à rassembler les fragments du savoir académique et à dépasser les découpages disciplinaires qui le sclérosent.

Mais un autre aspect de notre démarche répond à ce souci : le recours au style métaphorique. Ce recours, inhabituel au sein de la sphère académique, *a fortiori* dans un travail doctoral, exige que l'on s'en justifie. Ce dernier a tout d'abord un intérêt pratique, pour l'auteur comme pour le lecteur. Il permet de faciliter, d'alléger et de rythmer l'exposition. Proposées en conclusion d'un développement analytique et en complément d'une synthèse théorique, les métaphores permettent de condenser un long propos en seulement quelques mots, au travers d'une « image » qui, parce qu'elle convoque la sensibilité et le vécu du lecteur, en plus de son intellect et de ses connaissances théoriques, est possiblement dotée (investie) d'un plus grand pouvoir d'affecter et qui a en conséquence plus de chance de laisser une trace dans la mémoire du lecteur. Les images ainsi proposées facilitent alors ensuite, en vertu de leur densité et de leur pérennité, les reprises successives des idées qu'elles symbolisent. Elles permettent de réintroduire efficacement une idée qui a été laissée de côté le temps des développements nécessaires à son développement, c'est-à-dire à son intégration dans une totalité plus large ou plus grande. Elles diminuent pour ainsi dire les coûts cognitifs de la circulation des idées, exactement de la même manière que la densité et le caractère non périssable des marchandises diminuent leurs coûts de transport. Ce qui est particulièrement pratique quand l'exposé est long. Elles sont enfin et pour les mêmes raisons particulièrement commodes quand il s'agit de rassembler les idées successivement développées afin de tenter d'en proposer une synthèse. Le registre métaphorique, qui vient alors en premier, permet de donner un premier aperçu des propositions qui sont ensuite précisées et synthétisées dans un registre théorique (plus long, mais plus rigoureux) puis enfin éventuellement à nouveau dans un registre analytique (encore plus long, mais plus consistant)³³².

Mais cette méthode comporte aussi et surtout une visée épistémologique. Dans la droite ligne du projet métaphilosophique d'Henri Lefebvre, il s'agit au travers de ce recours métaphorique de participer à notre niveau au dépassement du mouvement de dissociation qui n'a cessé de creuser l'écart entre le « conçu » et le « vécu », ou entre la « pensée analytique » et la « pensée symbolique », ou encore entre la « raison » et l'« imagination », depuis les débuts de l'époque moderne jusqu'à nos jours. Au départ nécessaire au développement du conçu, ce mouvement

³³²) Voir par exemple la conclusion du chapitre IX, où cette démarche a été suivie de manière particulièrement explicite.

de dissociation est en effet allé trop loin. Après s'être réalisé au détriment du vécu, délaissé et méprisé, il s'est retourné contre le conçu lui-même, qui s'est progressivement éparpillé dans la spécialisation pour ensuite se perdre dans l'abstraction et l'empirisme, au risque du sophisme, de la tautologie et des dérives idéologiques (dissimulées par la scientificité et la technicité). Il en résulte un savoir mort, au service de choses mortes (Lefebvre). D'où la perte de créativité dans la production théorique et la défiance qui tend à caractériser sa réception en dehors des cercles académiques et technocratiques. D'où aussi, en conséquence, la nécessité de faire retomber les fruits pourris du conçu sur le sol desséché du vécu. La théorie doit convoquer les sens pour retrouver du sens. C'est dans cette vérité, annoncée par Marx et par Nietzsche, puis réaffirmée par Henri Lefebvre (2000), dans laquelle il est aujourd'hui urgent de s'engager. Pour sauver le conçu, donc, mais aussi le vécu...

Cette visée épistémologique du recours métaphorique en contient en effet une autre, car la séparation entre le conçu et le vécu a déterminé une autre séparation, plus grave, qui est celle de la théorie critique et de la pratique révolutionnaire (Lefebvre, 2002). Avec pour conséquence prévisible la régression de l'une et de l'autre, dans l'abstraction pour la première et dans l'agitation pour la seconde, dans le discours (sourde) et la violence (aveugle). D'où, aussi, un affrontement stérile entre l'idéologie dominante, incarnée par le discours de l'économie néoclassique, le néo gauchisme et le néofascisme. À la première, le « concept sans vie ». Aux deux autres, le « vécu sans concept » (Lefebvre, 2002, p. 54). La « scientificité qui se veut pure » d'un côté et « l'action qui se veut dure » de l'autre (Lefebvre, 2002, p. 56). Le mépris et l'indignation(s). La pensée néoclassique domine le conçu et laisse les deux autres se disputer le vécu, ou ce qu'il en reste. Avant de rétablir l'ordre, celui du pouvoir, au nom du savoir. Du moins jusqu'à maintenant (10 mars 2023). D'où, en réaction, un rejet encore plus grand de la pensée théorique par le néogauchisme et le néofascisme : par les « parcellitarismes » (Caillé, 2005). Un rejet qui se justifie alors souvent au nom du refus de l'abstraction et de l'idéologie. Et parfois au nom du refus de la politique (instituée). Mais tout en affirmant, néanmoins, que « tout est politique »... Et tout en récusant, de ce fait, l'historicité, c'est-à-dire la réalité des contradictions des rapports de production capitalistes et la nécessité de leurs transformations – et à terme de leur dépassement (Lefebvre, 1988)³³³.

³³³) Nous nous inspirons ici des thèses développées par Henri Lefebvre dans son ouvrage intitulé *Le nationalisme contre les nations* [1937], dans lequel il souligne en quoi, derrière leur défiance affichée et revendiquée à l'encontre de la politique, gauchisme et fascisme ont en commun la liquidation de l'historique au profit *du* politique. Il faut lire en particulier le deuxième chapitre de l'ouvrage (pp. 89-107), où il montre que le fascisme et le cosmopolitisme partagent une même conception de la nation consistant à ôter toute substance matérielle et historique à cette dernière, en présentant celle-ci comme une production factice du pouvoir politique, et en la réduisant de fait à

L'histoire se trouve ainsi niée des deux côtés. D'un côté par l'intemporalité des lois du marché, de l'autre par l'omnipotence du pouvoir politique. D'un côté par le règne de la nécessité, de l'autre par celui de l'arbitraire. D'un côté par l'invariance, de l'autre par la violence. D'un côté parce que rien ne peut être institué, nulle part ni jamais, de l'autre parce que tout peut être institué, ici et maintenant (Lefebvre, 1988). L'histoire est donc niée, des deux côtés (ou plutôt des trois), au nom de la transcendance : celle qui est attribuée (de manière fétichiste) aux lois du marché, aux identités et au pouvoir politique. L'histoire se trouve ainsi en bien mauvaise posture. Elle disparaît dans (et par) l'abstraction du conçu et la dislocation du vécu, qui résultent de leur dissociation. Dans le chaos (politique) et l'ordre (économique) confondus. Ne restent alors que des « combinaisons » (Lefebvre, 2001, 2002) : des agencements d'éléments donnés décrétés par le pouvoir politique. L'absolutisme et ses populismes ont liquidé l'historicisme et coopèrent à la reproduction du totalitarisme (du capital).

Il est donc urgent de réintroduire le vécu dans le conçu, pour que la pensée théorique puisse avoir une chance, en retour, d'« éclairer la vie et (de) l'aider à frayer son chemin » (Lefebvre, 2002). Le recours métaphorique au sein de la production théorique contribue à répondre à ce besoin. Il participe au mouvement « d'élévation de l'abstrait vers le concret » qui permet de restituer ce dernier sous la forme d'un « concret de pensée », en allant au bout de la démarche intellectuelle qui va du « concret au concret en passant par l'abstrait » et de la trajectoire épistémologique qui va du « non-savoir au non-savoir en passant par le savoir ». Il offre ainsi une chance aux « armes de la critique » et à la « critique des armes » de se retrouver et de se dépasser mutuellement, car ce n'est que sous cette forme, celle du concret de pensée, réunissant la raison, l'imagination et la perception, que la réalité est susceptible d'être réappropriée par et pour la vie (la réalisation du « corps total »). Le recours métaphorique dans la production théorique fait ainsi partie de la solution à la crise du savoir et de l'histoire. Il participe au projet de les conduire jusqu'à leur « fin » (Lefebvre, 2001e). Contre les idéologies qui se contentent de les laisser mourir en chemin.

Les métaphores ne relèvent donc pas de la coquetterie esthétique ou de l'escroquerie théorique. Elles s'intègrent dans le projet qui a pour ambition de reconstruire la pensée critique à partir de l'analyse dialectique de ces « universels concrets », à la fois perçu, conçu et vécu, que sont l'espace, le temps et la vie quotidienne.

Retour sur les résultats : une dernière représentation métaphorique du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.

Profitons de cette mise au point pour nous offrir une dernière représentation métaphorique du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps, de manière à synthétiser le contenu de la seconde partie de cette thèse. Mais commençons d'abord par rappeler quelques généralités, qui permettront notamment de resituer la place qu'occupe au sein de la pensée marxiste la métaphore que nous nous proposons de filer.

*

* *

« *Chaque mode de production produit son espace (et son temps). C'est ainsi qu'il s'accomplit.* », nous dit Henri Lefebvre (2000, p. 40). C'est à l'une des questions ouvertes par cette affirmation que nous avons essayé de répondre au cours de notre essai : quelle est la réalité spatiale et temporelle du développement contemporain du capital ?

Pour répondre à cette question, nous avons suivi l'indication théorique renseignée par Henri Lefebvre : les rapports de production capitalistes produisent un espace et un temps, ou un monde, caractérisé par l'abstraction ; un monde dans lequel l'abstraction capitaliste devient concrète en même temps que la réalité des hommes et des femmes devient abstraite. Il rappelle ainsi que le monde que produit le capital est un « monde à l'envers », qui n'est pas seulement l'objet du fétichisme, mais le milieu de ce dernier (Lefebvre, 2000, p. 358) : un monde au service, non pas du développement ou de l'enrichissement du contenu de la vie humaine, mais de la reproduction de la forme sociale qui enserme ce contenu ; un monde qui n'est donc pas au service de l'humanité, mais du fétiche qu'elle s'est donné au cours de son histoire. D'où, nous dit encore Henri Lefebvre, cette caractéristique du monde concrètement abstrait : le mort, qui désigne dans la pensée marxiste ce produit du travail passé que constitue le capital, y domine le vif, l'activité humaine. Le mort s'y autonomise et semble revenir à la vie tandis que la vie y est réduite à une simple carcasse manipulée par des forces qui la dépassent : celles du mort autonomisé précisément.

Pour éprouver cette représentation théorique et tenter de l'actualiser, nous avons alors repris le chantier analytique préconisé par Henri Lefebvre, en tentant d'actualiser les hypothèses formulées par ce dernier. Notamment, celle selon laquelle le propre de la phase contemporaine du développement du capital serait celui d'une extension de son abstraction constitutive ; laquelle ne serait plus seulement cantonnée à certains moments ou fragments de la pratique

sociale, dans des espaces et des temps particuliers, mais se diffuserait aujourd'hui au sein de la vie quotidienne, en s'emparant de la totalité de l'espace et du temps. Si bien que le capital tendrait aujourd'hui à se « totaliser et à devenir totalitaire ».

La thèse que nous avons développée peut alors se résumer, métaphoriquement, de la manière suivante : à la différence de ce que Karl Marx décrivait dans le premier tome du *Capital*, l'espace dans lequel le capital « vampirise la vie humaine pour revenir d'entre les morts » ne relève plus d'un « antre secret », mais s'apparente désormais à une « nécropole », qui constitue la demeure idéale du capital.

C'est donc avec cette métaphore, que nous avons déjà commencé à filer au cours de nos derniers développements, que nous souhaitons conclure ces derniers.

Il faut alors commencer par repartir de la perspective, ou du point de vue, qui est celui du capital. Pour lui, on l'a vu, le monde concrètement abstrait de la métropole capitaliste se présente comme un paradis terrestre. Un monde idéal, mais réalisé ici-bas. Un monde onirique, dans lequel il dispose d'une réalité parfaitement domestiquée qui lui permet de réaliser tous les fantasmes que détermine son essence de valeur en procès. Dans ce monde en effet, il peut se valoriser immédiatement, de manière instantanée et réversible. Le temps, ou plutôt la durée, avec tous ses aspects contraignants et contrariants, y est comme suspendue. L'espace, ou plutôt les distances, y sont dissoutes. Toutes les richesses y sont présentes, disponibles et accessibles à la valorisation du capital. Rien ne semble pouvoir l'entraver ou lui faire obstacle. Tout ce qui compose ce monde est accueillant et favorable à la valorisation du capital. Rien ne semble vouloir lui jouer de mauvais tours. De sorte que le capital peut y effectuer ses rotations en toute liberté et en toute tranquillité, de manière candide. Tourner follement sur lui-même jusqu'au vertige et à l'ivresse de survaleur. L'ivresse, mais jamais la gueule de bois. Car tout est fait, dans ce monde concrètement abstrait, pour absorber ses réjections. Mieux encore, il dispose au sein de ce paradis terrestre de serviteurs aimables et besogneux qui, pour le flatter, s'empressent d'occulter la laideur et la puanteur de ses rejets en faisant de ces derniers des objets lumineux. Des objets qui servent à le célébrer et au travers desquels il peut se contempler, autosatisfait. Ces objets, ou plutôt les signes dont ils sont ornés, ne célèbrent pas sa gloire ou son triomphe, car cela aurait l'inconvénient de rappeler que ce monde n'a pas toujours existé et, du même coup, de rappeler le danger que celui-ci puisse un jour s'effondrer. Ils conjurent le passé comme le futur et déclarent l'éternité de ce monde concrètement abstrait. Le rêve du capital semble ainsi pouvoir ne jamais s'arrêter. Il peut d'autant plus se permettre d'y succomber qu'à la lisière

de ce paradis terrestre, se trouve un « Jardin d'Eden », qui produit en permanence des délices sucrés et où ce dernier peut s'alimenter de manière illimitée, et relancer ses fantasmes à l'infini. Ce jardin est toujours luxuriant et ne propose jamais de fruits pourris ; ni d'ailleurs de fruits trop verts, qui imposeraient d'attendre avant de pouvoir être consommés. De même, point de ronces hostiles au sein de ce dernier : chaque arbre y étend ses branches de manière à rendre visibles ses richesses et à faciliter la cueillette. Le capital s'amuse comme un fou au sein de ce dernier. Il s'émerveille constamment des choses inédites qu'ils produit si facilement en combinant les richesses offertes par ce jardin. Celui-ci n'a pour lui aucun secret. Il est toujours au courant de ce qui s'y passe et peut y accéder quand ça lui chante. Au centre de ce monde onirique en effet, se trouve une colline verdoyante, au sommet de laquelle sont disposés une boule de divination et des portails enchantés. Ces objets sacrés incarnent sa divinité et lui confèrent omniscience et omnipotence.

Mais ce monde n'est qu'une illusion. Il n'existe que dans les rêves du vampire assoiffé de sang qu'est le capital. Pourtant, ces rêves correspondent à une réalité, dont ils constituent le produit et l'image inversée. Cette réalité s'apparente en vérité à une immense nécropole, qui s'étend à perte de vue.

Il faut d'ailleurs dire tout de suite que, pour celui qui est décidé à la considérer avec lucidité, la vue n'est pas d'un grand secours. Le regard n'y porte en effet pas très loin. Il se heurte rapidement à un épais brouillard, qui dissimule les sables mouvants qui jalonnent cette terre désolée. Il se perd dans la décomposition et la recombinaison permanente de ce qu'il en aperçoit. Il se laisse en outre facilement tromper et abuser par les mirages qui se forment dans l'atmosphère humide et opaque de cette dernière ; des mirages qui voilent la surface de la réalité en présentant celle-ci telle qu'elle apparaît au vampire, dans les rêves auxquels elle lui permet de s'abandonner. Celui qui se laisse subjugué est alors saisi de fantasmes qui ne sont pas sans rappeler ceux auxquels s'abandonne ce dernier dans son monde onirique, à ceci près qu'ils sont éprouvés de manière plus complexe et contradictoire, plus douloureuse surtout. Cette illusion est redoutable. D'autant plus que, quand on la croit dissipée, au prix des souffrances qu'elle a suscitées, elle ne s'est en fait souvent que métamorphosée. Elle est l'un des pièges qu'utilise le vampire pour maintenir ses sujets sous son emprise. C'est donc avec une extrême prudence et de grandes précautions qu'il convient de s'aventurer à l'intérieur de ce sinistre borborygme. Seul un équipement dialectique comprenant la méthode et les concepts appropriés peut permettre de percer le voile mystificateur qui recouvre sa réalité et de découvrir sa vérité. Ainsi équipé, on

découvre alors un tout autre paysage que celui que projettent les mirages, mais dont la topographie est néanmoins similaire – ce qui n’est pas un hasard.

Au centre, ce n’est plus une colline, mais un manoir, d’un assez mauvais goût. Au cœur de ce dernier, un cercueil, duquel le vampire ne sort jamais. Autour du cercueil, d’intrigantes décorations, qui saturent le vide qui caractériserait autrement les lieux : ces dernières servent à impressionner les sujets, quand ils sont convoqués par leur maître. Le silence de mort qui règne en ces lieux est seulement troublé par le son des lamentations qui viennent du dehors. Aussi, une immense tour surmonte ce manoir, au sommet de laquelle se trouve un œil énorme, qui ne se referme jamais. Grâce à lui, le vampire peut surveiller et contrôler en permanence ce qui se passe sur son domaine, sans même avoir à interrompre son sommeil (et ses rêves). Rien ne lui échappe. Il scrute sans arrêt l’activité de ses sujets, qui s’agitent sans relâche à l’intérieur et autour des innombrables charniers qui entourent le manoir, à la périphérie du domaine. Ces charniers sont eux-mêmes creusés à l’intérieur d’une vaste forêt, qui est de fait complètement mitée par ces derniers ; une forêt grise et sans vie qui se consume lentement sous l’effet d’un feu permanent. C’est de là que vient l’épais brouillard ; qui est en fait de la fumée. C’est aussi à l’intérieur de cette forêt et entre ces charniers que les sables mouvants sont les plus nombreux et les plus pernicioeux. Les sujets les rendent de plus en plus glissants et gluants à force de tomber dedans. De même, en cet endroit comme sur le reste du domaine, les mirages se succèdent en une ronde infernale et incessante. Leur origine : ils sont produits par le scintillement des braises, qui constituent là-bas la seule source de lumière et de chaleur. Leur effet : ils égarent les sujets au sein de cette vaste forêt en leur faisant subir les pires hallucinations, les poussant ainsi à s’étouffer dans la fumée ou à se noyer dans les borbiers. De leur course effrénée et angoissée contre tous ces dangers, qui les conduit fatalement à se précipiter dedans, ils retirent une extrême avidité. L’observateur comprend alors que c’est elle qui les pousse à consumer la forêt, dont il pressent également qu’elle fut autrefois la leur. Cette avidité, donc, mais aussi le froid glacial qui règne au sein de la nécropole. Car celle-ci, surplombée par un ciel sombre et vide, sans étoiles ni nuages, est constamment traversée par des vents pétrifiants, qui circulent de manière désordonnée dans toutes les directions à la fois. C’est donc aussi pour se réchauffer et s’éclairer que les sujets manipulent les braises. Le brasier qui en résulte, pourtant, n’y suffit pas. Ils étouffent et frissonnent à la fois. L’observateur commence ainsi à comprendre la condition qui est celle de ces sujets (et qui est en même temps la sienne). Ces sujets sont en vérité les objets d’un monde qui leur est hostile et étranger. Plus encore, il comprend qu’ils

reproduisent et approfondissent par eux-mêmes leur aliénation en détruisant le monde qui fut le leur. Mais il ne saisit pas encore très bien à quoi rime tout cela.

C'est alors qu'un bruit retentit. Un sifflement aigu et inquiétant qui provient de la tour qui surplombe le manoir. Au même moment, les courants d'air s'accélèrent. Il voit alors la foule des morts-vivants se précipiter en direction des sables mouvants. Que font-ils ? L'observateur prend son courage à deux mains et s'engouffre avec eux. Il les suit au travers d'épouvantables boyaux souterrains, au sein desquels ils se bousculent en enjambant les cadavres de leurs semblables. À la sortie de ces derniers, les zombies se retrouvent au pied de l'immense tour, au seuil du manoir. Le vampire ne les y attend pas. Ils ont eux-mêmes à pousser l'énorme porte qui ferme l'entrée. Tous n'y arrivent pas. D'autant que leurs efforts sont désordonnés. Car ils savent précisément que tous ne passeront pas. Et de fait, la porte se referme bientôt brutalement, en broyant plusieurs d'entre eux. Ceux qui ont pu passer s'avancent tête baissée jusqu'au cercueil. Le vampire, sans en sortir, esquisse un sourire. Alors, les uns après les autres, les zombies se dépouillent de leur peau brûlée et ensanglantée pour la glisser à l'intérieur du cercueil. Et gare à ceux qui ne parviennent pas à le faire assez rapidement et silencieusement. Ceux-là sont violemment rejetés dans les marges de la forêt consumée, sous la forme de petits tas de cendres. Le vampire, en effet, ne supporte pas d'attendre. Et encore moins d'être perturbé dans son sommeil. Dès lors, l'observateur commence à comprendre que si le vampire peut se permettre de demeurer continuellement dans son état dormant, c'est parce qu'il n'a plus besoin de faire couler le sang. Il comprend aussi du même coup l'ambiguïté de la situation. Car il voit bien que les dents du vampire sont émoussées ; et qu'il serait incapable d'infliger par lui-même la moindre morsure à ses sujets.

Pendant que se déroule cette scène, l'observateur fait en outre une étrange découverte. Derrière les peintures qui ornent les murs, sont dissimulés et éparpillés les fragments d'un vieux manuscrit. En recollant les morceaux de ce dernier, il s'étonne d'abord d'y trouver des dessins qui représentent sa tenue et son équipement. Il réalise alors rapidement ce qu'il doit à ce manuscrit, et à son auteur. Ainsi qu'au vieil Henri, qui lui apprit il y a quelques années comment enfiler ce drôle d'accoutrement. Il comprend mieux maintenant les paroles un peu énigmatiques de ce dernier. Mais aussi l'utilité du travail qu'il a effectué sur cette tenue : les outils qu'il a mis en évidence et les coutures qu'il a recousues et redoublées. Reconnaisant, l'observateur s'empresse de rassembler les pages du manuscrit et se retire discrètement dans une chambre aveugle jouxtant celle où se trouve le cercueil. Là, il se dissimule pendant un temps au milieu des adorateurs du vampire, qui récitent en murmurant leurs litanies. Au départ

incompréhensibles, ces dernières lui apparaissent progressivement pour ce qu'elles sont. Aussi comprend-il qu'il vaut mieux ne pas séjourner trop longtemps en ces lieux. Le manuscrit sous le bras, il s'extirpe du manoir et reprend à l'envers le trajet qui le sépare de la forêt.

Le chemin du retour est pour lui l'occasion d'une méditation riche en enseignements. En même temps qu'il regagne la périphérie, il remonte par la pensée aux origines de la nécropole et retrace l'histoire de sa production. Il saisit ainsi avec plus d'acuité ce dont il avait eu l'intuition au cours de son premier séjour (lucide) à l'intérieur de la forêt consumée, à savoir que ce monde n'a pas toujours été ce qu'il est. En étudiant le manuscrit, il apprend que fut une époque où la forêt était omniprésente, mais pas forcément plus accueillante qu'elle ne l'est aujourd'hui. Elle contenait des promesses et des dangers. Il doit certes se rendre à l'évidence que ce sont essentiellement les dangers qui se sont réalisés, mais le manuscrit lui permet de ne pas perdre espoir et de continuer à avancer. Car il sait grâce à lui qu'il est nécessaire de surmonter ces dangers pour accomplir les promesses que contenaient en germes la forêt primaire ou première.

Mais il s'attarde surtout sur les chapitres qui racontent la période où le mort a commencé à s'emparer du vif. Les vampires étaient alors beaucoup plus nombreux et aussi nettement plus actifs que celui qui domine aujourd'hui. Mais leur pouvoir n'était rien en comparaison de celui que détient ce dernier, au sein de la nécropole. Ils ne disposaient en effet que de quelques tanières assez sommaires, isolées et éparpillées dans la forêt. Leur activité de prédation était à la fois périlleuse, éprouvante et discontinue. Ils devaient s'aventurer à l'extérieur et affronter un monde qui leur était encore hostile pour pouvoir s'alimenter, ce qu'ils ne pouvaient faire qu'au milieu de la nuit, sous peine de prendre le risque de se laisser surprendre par le soleil de la vie humaine. Aussi, ils passaient parfois de longues périodes sans pouvoir s'alimenter, car le monde à l'époque comportait des saisons où le soleil restait haut dans le ciel et au cours desquelles les proies venaient à manquer. Ces dernières étaient en outre beaucoup plus sauvages et nettement moins nombreuses qu'aujourd'hui. Et leur nombre paraissait d'autant plus insuffisant qu'ils devaient se les disputer entre eux, mais aussi les arracher aux autres créatures maléfiques, satyres et loups-garous, qui arpentaient encore la forêt. Enfin, quand par chance leur traque était couronnée de succès, il leur restait encore à déployer de nombreux efforts afin de maîtriser leurs victimes et de pouvoir en extraire un maximum de sang. Ces proies ne succombaient en effet pas si facilement à leur charme, qu'ils devaient encore exercer personnellement, à l'intérieur d'une tanière un peu minable qui ne les aidait pas vraiment à être pris au sérieux. Et de fait, le numéro échouait souvent. Le vampire devait alors se débrouiller

avec des victimes récalcitrantes et dotées d'un cuir épais et non tanné, dissimulant efficacement les veines et nécessitant des dents acérées pour être transpercé.

Mais peu à peu, les vampires parvinrent à imposer leur domination sur la forêt et ses habitants. Ils éliminèrent les autres créatures avec lesquelles ils rivalisaient et s'arrogèrent individuellement des parcelles de plus en plus grandes au sein de la forêt, à l'intérieur desquelles chacun d'eux put agrandir et embellir sa demeure. Leurs tanières d'autrefois se transformèrent ainsi en d'impressionnants caveaux à l'architecture gothique. Ils devaient certes encore se protéger du monde extérieur, mais ils n'avaient déjà plus besoin de se cacher. Conquistadors, ils devenaient un tantinet arrogants. Le soleil baissait peu à peu à l'horizon et l'ombre portée par leurs édifices s'étendait de plus en plus loin dans la forêt. Celle-ci s'assombrissait et perdait peu à peu de ses richesses naturelles. Les hommes et les femmes avaient ainsi de plus en plus de mal à trouver de quoi s'alimenter au sein de cette dernière. Aussi, ils commençaient à se masser en des foules compactes autour des caveaux des vampires, dans l'espoir que ces derniers, en échange de leur sang, leur accordent de quoi subsister. Ceux-là n'avaient alors plus qu'à leur tenir la porte pour les y faire pénétrer. À l'intérieur, ils pouvaient ensuite attacher leurs victimes et prendre le temps de préparer leurs corps à la succion mortelle. Il faut dire que leurs techniques avaient considérablement évolué depuis l'époque des tanières dispersées. Ils avaient notamment su s'entourer de fidèles qui s'assuraient pour eux de la bonne tenue des victimes pendant toute la durée du rituel. Ce dernier devenait ainsi de plus en plus aisé, presque routinier. D'autant plus que les proies sauvages d'hier se transformaient progressivement en un bétail de plus en plus docile, à force d'être enfermées à l'intérieur et d'être entassées autour des caveaux, à l'ombre de ces derniers et à portée des effluves qui en émanent. Mais aussi à force de subsister en consommant les restes immondes des cadavres que daignaient leur laisser les vampires.

Mais le manuscrit ne permet pas de connaître la suite de l'histoire. Comment est-on passé du caveau au manoir ? C'est avec cette question en tête que notre observateur se réengage dans la forêt consumée. C'est alors qu'il fait une nouvelle découverte. Derrière un écran de fumée, il parvient à distinguer une silhouette imposante. Il s'approche et comprend qu'il s'agit d'une citadelle en ruine. Cette dernière obéit à une curieuse architecture. Si les fondations répondent au style gothique des anciens caveaux, elles sont en revanche prolongées et surmontées par différents ouvrages défensifs dont le style indique qu'il ne s'agit pas de l'œuvre d'un vampire. D'ailleurs, impossible de s'y tromper, parmi les débris, notre observateur retrouve une pierre ornée de ce symbole : de l'ail tressé en un demi-cercle, lui-même barré d'un pieu. Il devine alors ce qu'il s'est passé en ces lieux. Les hommes et les femmes ont à une époque réussi à

contester la domination du vampire et à s'emparer du caveau. Après l'en avoir expulsé, ils ont réaménagé l'endroit pour se protéger contre les assauts répétés de ce dernier. Certaines pierres racontent d'ailleurs les batailles épiques dont elles ont été témoins. Mais la ruine dans son ensemble raconte surtout les événements tragiques qui ont scellé la fin de cette période héroïque. Après avoir essayé plusieurs fois de se réintroduire dans la citadelle, sans succès, le vampire adopta une autre stratégie. Tout en commençant à ériger un manoir au centre du monde, il dissémina des braises un peu partout dans la périphérie. La forêt commença à s'embraser dans sa totalité. Même les contrées les plus préservées partirent en fumée. Confiants dans la protection que leur fournissaient les hautes murailles de la citadelle, les humains ne s'en inquiétèrent pas vraiment³³⁴. Pire encore, même s'ils ne pouvaient pas se l'avouer, nombre d'entre eux étaient en fait fascinés par le brasier : n'allait-il pas rendre accessibles des contrées qu'eux-mêmes n'avaient jamais arpentées, à l'instar de celles, tant désirées, qui étaient autrefois proscrites par les satyres et gardées par les loups-garous ? Ils ne virent pas le piège. C'est pourquoi, sitôt les flammes redescendues, ils quittèrent la citadelle et s'éparpillèrent dans la forêt. Et c'est en manipulant les braises qu'ils commencèrent à se transformer en zombies. Ils déchainèrent ainsi eux-mêmes les mirages qui allaient parachever leur envoutement et creusèrent eux-mêmes les sables mouvants dans lesquels ils allaient s'embourber, en s'agitant frénétiquement pour célébrer ce qu'il pensait être leur émancipation. Le vampire n'eut alors qu'à démolir les citadelles ainsi désertées et à multiplier les charniers tout autour des ruines. Il regagna ensuite son nouveau manoir pour s'enfermer dans son cercueil et ne plus en sortir.

Notre observateur comprend alors la nécessité de tirer des leçons de ce qu'il s'est passé. L'erreur des anciens a été de s'enfermer dans ces citadelles et de s'y penser en sécurité. Plus encore, l'erreur fut de se retrancher sur une seule parcelle de la forêt, alors que les humains ont besoin de la totalité de cette dernière pour exister. Ce qui revenait dans le même temps à profondément sous-estimer les ambitions du vampire, qui ne saurait en effet se contenter de maîtriser les conditions de la succion et de laisser le reste au hasard ou à la chance. Ils ont sous-estimé ses ambitions, donc, mais aussi le pouvoir qu'il allait acquérir, ou plutôt celui qu'ils allaient lui concéder, en anéantissant la forêt. Ils n'ont pas vu que les talents d'illusionniste qu'il allait ainsi accumuler compenseraient l'émoussement de ses crocs, dont ils se moquaient et se réjouissaient. Et que d'autres erreurs encore... Comme celle de n'avoir pas vu que, même entre

³³⁴) Le vieil Henri avait bien dit qu'il fallait s'empresse d'éteindre les braises et d'utiliser leurs cendres pour nourrir la création d'une forêt humaine, mais il ne fut pas trop écouté. Certains lui reprochèrent même de trahir la cause de la citadelle.

leurs mains, la citadelle continuait de souiller la forêt, parce que les fondations du caveau n'avaient pas été détruites.

Notre personnage, qui a depuis longtemps compris les limites de la posture de l'observateur, continue sa route en méditant. Il se demande que faire. Il se demande surtout ce qu'il faudra faire de la nécropole et de ce qui s'y trouve. Du manoir en particulier. Il se dit qu'il n'y aura sans doute rien d'autre à faire de lui que de laisser la forêt humaine le submerger, l'engloutir et le digérer. Mais comment initier le développement de cette dernière ? Il désespérait d'obtenir un jour une réponse à cette question, en errant entre les arbres morts qui subsistent sur les petits tas de cendres dispersés dans les marges de la nécropole. C'est alors que quelque chose d'étonnant se passa. Un moment, les vents glacés qui balaient ces terres désolées s'estompèrent. Les bruits des lamentations et des rires malsains laissèrent place à un grondement sourd, qui avait quelque chose de réconfortant. Les arbres morts aux alentours commencèrent alors à créer des fruits. D'abord peu appétissants, jaunes avec de petites taches brunes, ces derniers devinrent assez rapidement rouge vif, avec de beaux reflets verts et violets et de beaucoup d'autres couleurs encore, le tout souligné par un franc liseré noir.

Le personnage croque dans ce fruit délicieux. En savourant, il songe à la possibilité d'une autre enquête. Après son analyse topique du monde nécropolitain, une analyse utopique du monde humain.

BIBLIOGRAPHIE.

- Abdelnour, S. (2012). *Les nouveaux prolétaires*. Paris: Textuel.
- Abel, M., Claret, H., & Dieuaide, P. (2020). *Plateformes numériques : utopie, réforme, révolution ?* Paris: Harmattan.
- Abramo, P. (1995). La régulation et le régime urbain : La structure urbaine, sa reproduction et le capital. *Futur antérieur*, vol.32, n°4, <https://www.multitudes.net/La-regulation-et-le-regime-urbains/>.
- Acquier, A. (2017). Retour vers le futur ? Le capitalisme de plateforme ou le retour du domestic system. *Le Libellio*, Vol 13, n°1, 87-100.
- Acs, Z. (2006). *The Growth of Cities*. Cheltenham: Edward Elagr Publishing.
- Aglietta, M. (1976). *Régulation et crises du capitalisme*. Paris: Calmann-Levy.
- Aglietta, M. (2019). *Capitalisme. Le temps des ruptures*. Paris: Odile Jacob.
- Aguiléra, A., Padeiro, M., & Pradel, B. (2014). Paris sera toujours paris : Réflexions sur la centralité dans la métropole francilienne. *Métropoles [Online]*, n°14, URL: <http://journals.openedition.org/metropoles/4923>.
- Aguiléra, A., Padeiro, M., & Pradel, B. (2014). Paris sera toujours paris : Réflexions sur la centralité dans la métropole francilienne. *Métropoles [Online]*, 14, <https://journals.openedition.org/metropoles/4923?gathStatIcon=true&lang=en#quotation>.
- Agulhon, M., Choay, F., Crubellier, M., Lequin, Y., & Roncaloyo, M. (1998). *La ville de l'âge industriel. Le cycle Haussmanien*. Paris: Seuil.
- Allavena, J., & Gallo Lassere, D. (2017). Opéraïsmes : guide de lecture. *Période*, en ligne : <http://revueperiode.net/guide-de-lecture-operaismes/>.
- Amable, B. (2005). *Les cinq capitalismes. Diversité des systèmes économiques et sociaux dans la mondialisation*. Paris: Seuil.
- Amable, B., & Palombarini, S. (2005). *L'économie n'est pas une science morale*. Paris: Raisons d'Agir Editions.
- Amable, B., Guillaud, E., & Palombarini, S. (2012). *Economie politique du néolibéralisme. Le cas de la France et de l'Italie*. Paris: Editions Rue d'Ulm.
- Ambrosino, C., & Sagot-Duvaurox. (2018). Scènes urbaines : vitalité culturelle et encastrement territorial de la création artistique. Dans B. Pecqueur, & M. Talandier, *Renouveler la géographie économique* (pp. 105-119). Paris: Economica, Anthropos.
- Amin, A. (1999). An institutionnalist perspective on regional economic development. *International Journal of Urban and Regional Research*, n°23, 365-378.
- Amin, A. (2002). Moving on : institutionnalism in economic geography. *Environnment and Planning*, n°33, 1237-1242.
- Amin, A., & Nigel, T. (2007). Cultural-economy and cities. *Progress in Human Geography*, vol. 31, n°2, 143-161.
- Amin, A., & Robins, K. (1992). Le retour des économies régionales ? La géographie mythique de l'accumulation flexible. Dans G. Benko, & A. Lipietz, *Les régions qui gagnent. Districts et*

- réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie économique* (pp. 123-163). Paris: Presses Universitaires de France.
- Amin, A., & Thrift, N. (1992). Neo-Marshallian Nodes in Global Networks. *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 16, n°4, 571-587.
- Amin, A., & Thrift, N. (1994). Globalization, Institutional Thickness And Local Prospects. *Revue d'économie régionale et urbaine*, n°3,, 405-427.
- Amin, S. (1973). *Le développement inégal. Essais sur les formations sociales du capitalisme périphérique*. Paris: Les éditions de minuit.
- Amin, S. (2012). *L'implosion du capitalisme contemporain. Automne du capitalisme, printemps des peuples ?* Paris: Delga.
- Anders, G. (2001). *L'obsolescence de l'homme. Sur l'âme à l'époque de la seconde révolution industrielle*. Paris: Ivrea.
- André, C., & Delorme, R. (1983). *L'Etat et l'économie. Un essai d'explication de l'évolution des dépenses publiques en France 1870-1980*. Paris: Seuil.
- Antounez, K., Garnier, M., & Haran, L. (2016). *Emploi et territoires - Synthèse du rapport 2016 de l'Observatoire des territoires*. Paris: Observatoire des territoires - Commissariat général à l'égalité des territoires.
- Arendt, H. (2005). *Le système totalitaire. Les origines du totalitarisme*. Paris: Seuil.
- Ascher, F. (1995). *Métropolis ou l'avenir des villes*. Paris: Odile Jacob.
- Ascher, F. (1997). Du vivre en juste à temps au chrono-urbanisme. *Les Annales de la recherche urbaine*, N°77, 112-122.
- Ascher, F. (2005). *Le mangeur hypermoderne. Une figure de l'individu éclectique*. Paris: Odile Jacob.
- Ascher, F. (2006). Le futur au quotidien. De la fin des routines à l'individualisation des espaces-temps quotidiens. Dans N. Aubert, *L'individu hypermoderne* (pp. 273-290). Paris: Érès.
- Ascher, F., & Godard, F. (2003). *Modernité : la nouvelle carte du temps*. Paris: Editions de l'Aube.
- Aubert, N. (2003). *Le culte de l'urgence. La société malade du temps*. Paris: Flammarion.
- Aubert, N. (2006). *L'individu hypermoderne*. Toulouse: ERES.
- Aubert, N. (2018). *@ la recherche du temps. Individus hyperconnectés, société accélérée. Tensions et transformations*. . Toulouse: Eres.
- Aubry, N. (2020). Au-delà de l'archétype métropolitain, penser des territoires d'innovation pluriels . *K@iros*, 4, [En ligne].
- Augé, M. (2010). Retour sur les "non-lieux". Les transformations du paysage urbain. *Communications*, vol. 87, no. 2, 171-178.
- Aydolot, P. (1986). *Milieus innovateurs en Europe*. Paris: GREMI.
- Azaïs, C., Corsani, A., & Dieuaide, P. (2001). *Vers un capitalisme cognitif. Entre mutations du travail et territoires*. Paris: L'Harmattan.
- Azaïs, C., Corsani, A., & Dieuaide, P. (2001). *Vers un capitalisme cognitif. Entre mutations du travail et territoires*. Paris: L'Harmattan.
- Bachelard, G. (2020). *La poétique de l'espace*. Paris: Presses Universitaires de France.

- Badiou, A. (2007). *De quoi Sarkozy est-il le nom ?* Fécamp: Lignes.
- Badiou, A. (2019). Leçons du mouvement des Gilets jaunes. *Lignes*, vol. 59, no. 2, 37-46.
- Bagnasco, A., Courlet, C., & Novarina, G. (2010). *Sociétés urbaines et nouvelle économie*. Paris, Grenoble: L'Harmattan et Université Pierre Mendès-France.
- Bairoch, P. (1985). *De Jericho à Mexico. Villes et économies dans l'histoire*. Paris: Gallimard.
- Bairoch, P. (1997). *Victoires et déboires : histoire économique et sociale du monde du XVI^e siècle jusqu'à nos jours*. Paris: Gallimard.
- Banque des Territoires. (2019). *Synthèse de l'étude sur les événements d'entreprises et d'institutions en France*. https://drive.google.com/file/d/18wC9FoS0xS2og5I5D3Rovddg98h0bkn_/view.
- Barnes, T., Peck, J., Sheppard, E., & Adam, T. (2004). *Reading Economic Geography*. Oxford: Blackwell.
- Barron, G. (2012, 01 17). *Vapeurs de la Méditerranée – 1834-1836*. Récupéré sur Marine, science, technique: <https://paris.hypotheses.org/233>
- Baschet, J. (2018). *La tyrannie du présent*. Paris: La Découverte.
- Bassand, M., & Kaufmann, V. (2000). Mobilité spatiale et processus de métropolisation : Quelles interactions ? Dans M. Bonnet, *Les Territoires de la mobilité* (pp. 127-140). Paris: Presses Universitaires de France.
- Bathelt, H. (2005). Geography of production : Growth regimes in spatial perspectives 3 - Toward a relational view of economic and policy . *Progress in Human Geography*, n°30, 223-236.
- Baudouin, T. (1995). La ville, nouvel espace productif de la mondialisation. *Futur Antérieur*, n°32, <https://www.multitudes.net/La-ville-nouvel-espace-productif/>.
- Baudouin, T. (2001). La ville, nouveau territoire productif. *Multitudes*, n°6, 119-130.
- Baudouin, T., & Collin, M. (2010). Devenirs Métropole. *Multitudes*, vol. 43, no. 4, 34-35.
- Baudrillard, J. (1986). *La société de consommation. Ses mythes, ses structures*. Paris: Gallimard.
- Bauman, Z. (2013). *La vie liquide*. Paris: Hachette.
- Beaud, S., & Pialoux, M. (2003). *Violences urbaines, violences sociales. Genèse des nouvelles classes dangereuses*. Paris: Fayard.
- Becattini. (1992). Le district marshallien : une notion socio-économique. Dans G. Benko, & A. Lipietz, *Les régions qui gagnent. Districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie industrielle* (pp. 35-55). Paris: PUF.
- Béhar, D. (2010). Métropolisations : version française d'un paradigme universel. Dans L. Cailly, & M. Vanier, *La France. Une géographie urbaine* (pp. 113-128). Paris: Armand Colin.
- Béhar, D., Loisel, M., Rio, N., & Talandier, M. (2015). *La ville ordinaire saisie par l'économie : entre système mondialisé et ancrage local. Le cas de l'île-de-France*. Paris: Recherche pour le PUCA. Rapport final.
- Bellwald, A., & Rozenblat, C. (2014). L'aire urbaine parisienne dans les réseaux mondiaux des entreprises multinationales. *Institut d'Aménagement et d'Urbanisme. Note rapide n°641*, 1-7.
- Benko, G. (1995). Les chemins du développement régional : du global au local. *Futur Antérieur*, n°29, en ligne: <https://www.multitudes.net/Les-chemins-du-developpement/>.

- Benko, G. (2008). La géographie économique : un siècle d'histoire. *Annales de géographie*, vol. 664, no. 6, 23-49.
- Benko, G., & Lipietz, A. (1992). *Les régions qui gagnent. Districts et réseaux : les nouveaux paradigmes de la géographie industrielle*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Benko, G., & Lipietz, A. (2000). *La richesse des régions. La nouvelle géographie socio-économique*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Benko, G., & Lipietz, A. (2002). De la régulation des espaces aux espaces de régulation. Dans R. Boyer, & Y. Saillard, *Théorie de la régulation, l'état des savoirs* (pp. 293-303). Paris: La découverte.
- Bensaïd, D. (1991). *Henri Lefebvre 1901-1991. Une intelligence de ce temps*. Récupéré sur Le site de Daniel Bensaïd: <https://danielbensaid.org/Henri-Lefebvre-une-intelligence-de-ce-temps>
- Bensaïd, D. (1995). *La discordance des temps. Essais sur les crises, les classes, l'histoire*. Paris: Editions de la Passion.
- Berger, S. (2003). *Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié*. Seuil: Paris.
- Berger, S. (2006). *Made in monde. Les nouvelles frontières de l'économie mondiale*. Paris: Points.
- Bernard, G., Lapointe, A., & Laurin, F. (2003). Les économies d'agglomération et la croissance des régions dans l'union européenne. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, vol. , no. 2, 209-234.
- Bernard, G., Lapointe, A., & Laurin, F. (2003). Les économies d'agglomération et la croissance des régions dans l'union européenne . *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, vol. , no. 2, 2003, 209-234.
- Bernet, E. (2021). Les fonctions de décision, de conception et de gestion plus présentes dans les grandes métropoles régionales. *Insee Première*, n°1856, 1-4.
- Berque, A. (2000). *Ecumène- Introduction à l'étude des milieux humains*. Paris: Belin.
- Berroir, S., Cattan, N., Dobruszkes, F., Guérois, M., Paulus, F., & Vacchiani-Marcuzzo, C. (2017). Les systèmes urbains français : une approche relationnelle. *Cybergeo: European Journal of Geography [En ligne], Espace, Société, Territoire*, document 807.
- Besson, R. (2017). Rôle et limites des tiers-lieux dans la fabrique des villes contemporaines. *Revue de géographie et aménagement [En ligne]*, 34, <https://journals.openedition.org/tem/4184#quotation>.
- Bidet, J. (2016). *Marx et la loi travail. Le corps biopolitique du Capital*. Paris: Editions sociales.
- Bihr, A. (2001). *La reproduction du capital. Prolégomènes à une théorie générale du capitalisme. Tome I & II*. Lausanne: Editions Page deux.
- Bihr, A. (2005). Capitalisme et Rapport au temps. Essai sur la chronophobie du capital. *¿ Interrogations ?, n°1*, <http://www.revue-interrogations.org/Capitalisme-et-Rapport-au-temps>.
- Bihr, A. (2010). La critique de la valeur, fil rouge du Capital. *¿ Interrogations ?, n°10*, <http://www.revue-interrogations.org/La-critique-de-la-valeur-Fil-rouge>.
- Bihr, A. (2012). Capital et propriété foncière. *¿ Interrogations ?, n°14*, <https://www.revue-interrogations.org/Capital-et-propriete-fonciere>.
- Bihr, A. (2018-2019). *Le premier âge du capitalisme. 1415-1763. Trois tomes*. Lausanne/Paris: Syllepse/Page 2.

- Blainey, G. (1983). *The Tyranny of Distance: How Distance Shaped Australia's History*. Melbourne: Pan-Macmillan.
- Blanchard-Laville, C. (2000). De la co-disciplinarité en sciences de l'éducation. *Revue française de pédagogie*, volume 132, 55-66.
- Bloch, M. (1990). *L'étrange défaite*. Paris: Gallimard.
- Bokanovski, T. (2012, 08 25). Le concept de pulsion de mort. Bibliographie critique des auteurs psychanalytiques français. *Les Lettres de la SPF*, 28, 183-205. Récupéré sur La psychanalyse au Luxembourg: <http://www.psychanalyse.lu/articles/BokanowskiPulsionMort.htm>
- Boltanski, L. (2006). Les changements actuels du capitalisme et la culture du projet. *Cosmopolitiques*, n°12, 22-24.
- Boltanski, L., & Esquerre, A. (2017). *Enrichissement. Une critique de la marchandise*. Paris: Gallimard.
- Boltansky, L., & Chiapello, E. (1999). *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris: Gallimard.
- Bordiga, A. (1953). Espace contre ciment. Dans A. Bordiga, *Il programme comunista n°1 de 1953 ; traduction : Programme communiste n°75 de 1977* (p. https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1953/00/bordiga_19530000.html).
- Borzeix, A., & Cochoy, F. (2020). Travail et théories de l'activité : vers des workspace studies ? *Sociologie du travail*, Vol. 50 - n° 3 , 273-286.
- Bouba-Olga, O. (2018). Les fonctions métropolitaines sont-elles de plus en plus métropolitaines ? (*hal-01777495*), 1-16.
- Bouba-Olga, O., & Grossetti. (2018). La mythologie CAME (Compétitivité, Attractivité, Métropolisation, Excellence) : comment s'en désintoxiquer ? *hal-01724699*, version 2, <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01724699>.
- Bouba-Olga, O., & Grossetti, M. (2015). La métropolisation, horizon indépassable de la croissance économique ? *Revue de l'OFCE*, vol. 143, no. 7, 117-144.
- Boulay, G., & Grandclement, A. (2019). *Introduction à la géographie économique*. Paris: Armand Colin.
- Bourdeau-Lepage, L., Gaschet, F., Lacour, C., & Puissant, S. (2011). La métropolisation 15 ans après : . *Cahiers du GREThA*, 1-27.
- Bourdieu, P. (2017). *Anthropologie économique. Cours au Collège de France 1992-1993*. Paris: Le Seuil et Raisons d'Agir.
- Bourdin, S. (2017). Les inégalités régionales en Europe : comment les résoudre ? *Population & Avenir*, vol. 731, no. 1, 17-19.
- Bourgeat, S., & Bras, C. (2020). Mise en tourisme et cartepostalisation : le cas des Anses-d'Arlet (Martinique) . *Géococonfluences [en ligne]*, <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/les-nouvelles-dynamiques-du-tourisme-dans-le-monde/articles-scientifiques/cartepostalisation-anses-d-arlet-martinique>.
- Bouteldja, H. (2023). *Beaufs et barbares. Le pari du nous*. Paris: La Fabrique.
- Bouvier, J. (1978). Paul Bairoch. Commerce extérieur et développement économique de l'Europe au XIXe siècle. *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 25, n°1, 162-168.
- Boyer, R. (1986). *La théorie de la régulation : une analyse critique*. . Paris: La Découverte.

- Boyer, R. (2002a). Du fordisme canonique à une variété de modes de développement. Dans B. Robert, & Y. Saillard, *Théorie de la régulation : l'état des savoirs* (pp. 367-377). Paris: La Découverte.
- Boyer, R. (2002b). Postface à l'édition de 2002 : la théorie de la régulation à l'épreuve des années quatre-vingt-dix. Dans R. Boyer, & Y. Saillard, *Théorie de la régulation : l'état des savoirs* (pp. 531-556). Paris: La Découverte, Nouvelle édition augmentée.
- Boyer, R. (2002c). Avant-propos à l'édition de 2002. Dans R. Boyer, & Y. Saillard, *Théorie de la régulation. L'état des savoirs* (pp. 5-17). Paris: La Découverte, Nouvelle édition augmentée.
- Boyer, R. (2003a). Les analyses historiques comparatives du changement institutionnel : quels enseignements pour la théorie de la régulation ? *L'année de la régulation*, n°7, 167-203.
- Boyer, R. (2003b). Les institutions dans la théorie de la régulation. *Cahiers d'économie Politique*, 44(1), 79-101 <https://doi.org/10.3917/cep.044.0079>.
- Boyer, R. (2004). *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?*. Paris: Odile Jacob.
- Boyer, R. (2007, avril). La théorie de la régulation : les capitalismes décryptés. *Alternatives Economiques, Hors-série n°73*.
- Boyer, R. (2009). Feu le régime d'accumulation tiré par la finance. *Revue de la régulation*, n°5, [En ligne] consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/regulation/7367>.
- Boyer, R. (2015). *Economie politique des capitalismes. Théorie de la régulation et des crises*. Paris: La Découverte.
- Boyer, R., & Saillard, Y. (2002). *Théorie de la régulation : l'état des savoirs*. Paris: La Découverte, nouvelle édition augmentée.
- Boyer, R., & Saillard, Y. (2002a). Un précis de la régulation. Dans R. Boyer, & Y. Saillard, *Théorie de la régulation : l'état des savoirs* (pp. 58-68). Paris: La Découverte, Nouvelle édition augmentée.
- Boyer, R., & Saillard, Y. (2002b). La théorie de la régulation a 20 ans. Dans R. Boyer, & Y. Saillard, *Théorie de la régulation : l'état des savoirs* (pp. 69-82). Paris: La Découverte, Nouvelle édition augmentée.
- Brenner, N. (2019). *New Urban Spaces. Urban Theory and the Scale Question*. New York: Oxford University Press.
- Brusco, S. (1982). The Emilian Model : Productive Decentralisation and Social Integration. *Cambridge Journal of Economics*, no 6, 167-184.
- Buleon, P. (2002). Spatialités, temporalités, pensée complexe et logique dialectique moderne. *EspacesTemps.net [En ligne]*, Travaux, Mis en ligne le 1 mai 2002, consulté le 01.05.2002. URL : <https://www.espacestemp.net/articles/evolution-sciences->.
- Caillé, A. (2005). Démocratie, totalitarisme et parcellitarisme. *Revue du MAUSS*, vol. no 25, no. 1, 95-126.
- Camagni, R., & Maillat, D. (2005). *Milieux innovateurs. Théories et politiques*. Paris: Economica.
- Campbell, B. (1977). Eléments pour la révision des théories marxistes de l'impérialisme en fonction du rôle de l'Etat et de l'établissement de rapports néocoloniaux. *Etudes internationales*, vol.8, n°3, 429-446.
- Carayannis, E., & Campbell, D. F. (2017). Les systèmes d'innovation de la quadruple et de la quintuple hélice. *Innovations*, vol.53, n°3, 173-195.
- Carroué, L. (2014). *La France - Les mutations des systèmes productifs*. Paris: Armand Colin.

- Carroué, L. (2019). *Géographie de la mondialisation. Crises et basculements du monde*. Paris: Armand Colin.
- Casilli, A. (2019). *En attendant les robots. Enquête sur le travail du clic*. Paris: Seuil.
- Castells, M. (1981). *La question urbaine*. Paris: La Découverte.
- Castells, M. (1996). *La société en réseaux. L'ère de l'information. Tome I*. Paris: Fayard.
- Castells, M., & Godard, F. (1974). *Monopolville. L'entreprise, l'Etat, l'urbain*. Paris ; La Haye: Mouton.
- Cattan, N. (2019). De la ville aux systèmes urbains, une nouvelle lecture des dynamiques territoriales. *Nectart*, vol. 8, no. 1, 88-95.
- Cayez, P. (1981). Une proto-industrialisation décalée : la ruralisation de la soierie lyonnaise dans la première moitié du XIXème. *Revue du Nord*, tome 63, n°248, 95-103.
- Centre d'observation de la société. (2017). Pauvreté : quelles sont les communes les plus touchées ? *Centre d'observation de la société*, <https://www.observationsociete.fr/revenus/pauvrete/pour-la-premiere-fois-linsee-publie-des-donnees-sur-la-pauvrete-des-communes/>.
- Centre d'Observation de la Société. (2021, janvier 21). *Des dépenses contraintes par le poids du logement*. Récupéré sur Centre d'Observation de la Société: <http://www.observationsociete.fr/modes-de-vie/logement-modevie/depenses-contraintes-le-poids-du-logement.html>
- Chanteau, J.-P., Grouiez, P., Labrousse, A., Thomas, L., Michel, S., Nieddu, M., & Julien, V. (2015). Trois questions à la théorie de la régulation par ceux qui ne l'ont pas fondée. *Revue de la régulation [En ligne]*, n°19, 1er semestre/ Spring 2016, mis en ligne le 27 juin 2016, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/regulation/11918> ; DOI : 10.4000/regulation.1191.
- Charpigny, F. (1996). L'espace, le temps et le pouvoir dans deux vallées moulinières de l'Ardèche. Structures et représentations. *Le Monde alpin et rhodanien. Revue régionale d'ethnologie*, n°2-4, 253-271.
- Chatelain, A. (1976). *Les migrants temporaires en France de 1800 à 1914. Histoire économique et sociale des migrants temporaires des campagnes françaises au XIXe siècle et au début du XXe siècle*. Villeneuve-d'Ascq: Presses universitaires du septentrion.
- Chavance, B. (2007). *L'économie institutionnelle*. Paris: La Découverte.
- Chesnais, F. (2014). La crise et le dépassement du capitalisme chez Marx. *Cités*, 59, 115-125.
- Chinitz, B. (1961). Contrasts in Agglomeration : New York and Pittsburgh. *American Economic Review*, 279-295.
- Chivallon, C. (2004). Débattre autour du postmodernisme : commentaires de textes choisis. *L'Espace géographique*, 1(1), . <https://doi.org/10.3917/eg.033.0043>. *L'Espace géographique*, 1(1), 43-58.
- Choay, F. (1994). Le Règne de l'urbain et la mort de la ville. Dans J. Dethier, & A. Guieheux, *La Ville, l'art et l'architecture. 1870-1993* (pp. 25-36). Paris: Editions du Centre Pompidou.
- Cingolani, P. (2021). *La colonisation du quotidien. Dans les laboratoires du capitalisme de plateforme*. Paris: Editions d'Amsterdam.
- Claret, H. (2020). Contradictions et régulation du capitalisme de plateforme. Dans M. Abel, H. Claret, & P. Dieuaide, *Plateformes numériques. Utopie, réforme ou révolution ?* (pp. 74-98). Paris: Harmattan.

- Claval, P. (1977). Le marxisme et l'espace. *L'espace géographique*, 3, pp. 145-164.
- Claval, P. (1978). Quelques réflexions complémentaires sur le marxisme et l'espace. *Espace Géographique*, Tome 7, n°4, 279-280.
- Clavel, M. (2008). Henri Lefebvre : une pensée critique de l'espace conçu et aménagé. Dans A. Frémont, *Aménagement du territoire : Changement de temps, changement d'espace* (pp. 171-179). Caen: Presses universitaires de Caen.
- Clerval, A. (2016). *Paris sans le peuple*. Paris: La découverte.
- Cloucard, M. (2014). *Le capitalisme de la séduction. Critique de la social-démocratie libertaire*. Paris: Delga.
- Cohendet, P. (2018). Les territoires dans les nouvelles formes d'innovation : quelques leçons de la dynamique de l'innovation dans le jeu vidéo à Montréal. Dans B. Pecqueur, & M. Talandier, *Renouveler la géographie économique*. Paris: Economica.
- Cohendet, P., Grandadam, D., & Simon, L. (2010). The Anatomy of the Creative City. *Industry and Innovation*, n°17, 91-111.
- Coissard, S. (2007). Coissard. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n°1, 111-125.
- Collectif de chercheurs de Bordeaux. (1977). À propos de l'article de P. Claval « Le Marxisme et l'espace ». *Espace géographique*, tome 6, n°3, 165-177.
- Colletis, G., & Pecqueur, B. (1993). Intégration des espaces et quasi-intégration des firmes : vers de nouvelles rencontres productives ? *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, n°3, 489-508.
- Colletis, G., & Pecqueur, B. (2005). Révélation de ressources spécifiques et coordination située. *Économie et institutions*, 6-7, 51-74.
- Collins, R. (2016). Emploi et classes moyennes : la fin des échappatoires. Dans I. Wallerstein, R. Collins, M. Mann, G. Derluigan, & C. Calhoun, *Le capitalisme a-t-il un avenir?* (pp. 61-116). Paris: La Découverte.
- Comité invisible. (2014). *A nos amis*. Paris: La Fabrique.
- Confédération Paysanne de l'Ardèche. (2017, septembre 26). *Mobilisation Végan contre l'abattoir d'Aubenas : Stop au dénigrement ! Vive l'élevage paysan !* Récupéré sur Confédération Paysanne Ardèche - Un avenir pour des paysans et des paysannes nombreux en Ardèche: https://conf07.fr/2017/09/26/mobilisation-vegan-contre-labattoir-daubenas-stop-au-denigrement-vive-lelevage-paysan/?blogsub=confirming#blog_subscription-5
- Contretemps. (2016). Dossier : l'Université saisie par le néolibéralisme, entre marchandisation et résistances. *Contretemps*, 6 décembre 2016.
- Cordonnier, L. (2006). Le profit sans l'accumulation : la recette du capitalisme gouverné par la finance. *Innovations*, vol. no 23, no. 1, 79-108.
- Coriat, B. (1990). *L'atelier et le robot. Essai sur le foridisme et la production de masse à l'âge de l'électronique*. Paris: Bourgois.
- Coriat, B. (1994). Théorie de la régulation : origines, spécificités et perspectives. . *Futur Antérieur*, <https://www.multitudes.net/La-theorie-de-la-regulation/>.
- Corsani, A., Lazzarato, M., Negri, A., & Moulier-Boutang, Y. (1996). *Le bassin de travail immatériel (BTI) dans la métropole parisienne*. Paris: Harmattan.

- Courlet, C. (2001). *Territoires et régions. Les grands oubliés du développement économique*. Paris: L'Harmattan.
- Courlet, C. (2008). *L'économie territoriale*. Grenoble: Presses Universitaires de Grenoble.
- Cournut, J. (2006). Les défoncés. Dans N. Aubert, *L'individu hypermoderne* (pp. 59-71). Toulouse: ERES.
- Coutrot, T. (1998). *L'entreprise néolibérale, nouvelle utopie capitaliste ?* Paris: La découverte.
- Crary, J. (2016). *24/7. Le capitalisme à l'assaut du sommeil*. Paris: La Découverte.
- Crevoisier, O. (2001). L'approche par les milieux innovateurs : état des lieux et perspectives. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n°1, 153-165. <https://doi.org/10.3917/reru.011.0153>.
- Crevoisier, O. (2010). La pertinence de l'approche territoriale. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, vol. , no. 5, 969-98.
- Crevoisier, O., & Jeannerat, H. (2009). Territorial Knowledge Dynamics : From the Proximity Paradigm from Multilocation Milieus. *European Plannig Studies*, n°17, 1223-1241.
- Crouzet, F. (2000). *Histoire de l'économie européenne. 1000-2000*. Paris: Albin Michel.
- Crozet, M., & Lafourcade, M. (2009). *La nouvelle économie géographique*. Paris: La Découverte.
- Cyrulnik, B. (2016). *Les héros ne sont pas tous positifs. Entretien avec Boris Cyrulnik*. Récupéré sur Psychologies: <https://www.psychologies.com/Planete/Vivre-Ensemble/Interviews/Boris-Cyruunik-Les-heros-ne-sont-pas-tous-positifs>
- Damette, F. (1994). *La France en villes*. Paris: DATAR ; La Documentation Française.
- Dardot, P., & Laval, C. (2010). *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*. Paris: La Découverte.
- Dardot, P., Laval, C., & Mouhoud, E. M. (2007). *Sauver Marx ? Empire, multitude, travail immatériel*. Paris: La Découverte.
- Darnault, Z. (2020, juin 25). La ville sensorielle, une ville plus humaine à l'échelle de l'homme. *Demain la ville*, pp. <https://www.demainlaville.com/la-ville-sensorielle-une-ville-plus-humaine-a-lechelle-de-lhomme/>.
- Daumas, J.-C. (2018). *La révolution matérielle. Une histoire de la consommation. France XIXème siècle - XXIème siècle*. Paris: Flammarion.
- Davezies, L. (2015). Le Grand Paris, le joker de l'économie française. *Revue de l'OFCE*, vol. 143, no. 7, 75-116.
- Davezies, L. (2015b). *Le nouvel egoïsme territorial. Le grand malaise des nations*. Paris: La République des Idées / Seuil.
- Davezies, L., & Talandier, M. (2009). *Croissance et développement territorial. Un examen des phénomènes et des représentations dans les pays industriels*. Paris: Éditions du PUCA.
- Davezies, L., & Talandier, M. (2015). *L'émergence des systèmes productivo-résidentiels*. Paris: La Documentation Française.
- Davezies, L., Guilluy, C., Donzelot, J., & Béja, A. (2013). La France périphérique et marginalisée : les raisons du ressentiment. *Esprit*, 393, (3/4), 23–33.
- Daviet, S. (2007). Economie et culture : regards croisés de la géographie. *Géographie, économie, société*, vol. 9(1), 3-18. <https://doi.org/10.3166/ges.9.3-18>.

- De Bernis, G. (1990). On a Marxist Theory of Regulation. *Monthly Review*, vol. 41, no. 8, 28- .
- De Gaulejac, V. (2011). *Travail. Les raisons de la colère*. Paris: Seuil.
- Dear, M. (1994). Les aspects post-modernes de Henri Lefebvre. *Espace et société*, n°76, 31-39.
- Debord, G. (1992). *La société du spectacle*. Paris: Gallimard.
- Dejours, C. (1998). *Souffrance en France. La banalisation de l'injustice sociale*. Paris: Seuil.
- Dejours, C. (2018, 5 5). *Le travail entre émancipation et aliénation*. Récupéré sur Youtube: <https://www.youtube.com/watch?v=EN4C1uoQdao>
- Deleuze, G. (1990). Post-scriptum sur les sociétés de contrôle. *L'autre Journal*, n°1, <https://infokiosques.net/spip.php?article214>.
- Deleuze, G., & Guattari, F. (1980). *Mille Plateaux*. Paris: Editions de Minuit.
- Derycke, P.-H. (1979a). *Economie et planification urbaine. Tome 1 - L'espace urbain*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Derycke, P.-H. (1979b). *Economie et planification urbaine. Tome 2 - Théories et modèles*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Deschepper, J. (2021). Notion en débat. Le patrimoine. *Géoconfluences*, <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/notion-a-la-une/patrimoine>.
- Di méo, G. (2007). Processus de patrimonialisation et construction des territoires. *Colloque "Patrimoine et industrie en Poitou-Charente : connaitre pour valoriser"*, 87-109.
- Di Méo, G. (2010). La métropolisation. Une clé de lecture de l'organisation contemporaine des espaces géographiques. *L'Information géographique*, n°74, 23-38.
- Di Méo, G. (2014). *Introduction à la géographie sociale*. Paris: Armand Colin ; Dunod.
- Di Ruzza, R. (1995). Théories des systèmes productifs et recomposition de l'économie mondiale. *Actuel Marx*, n°17, 59-65.
- Dieuaide, P. (2003). Diffusion des NTIC, changement organisationnel, et essor des marchés boursiers. Dans C. Vercellone, *Sommes nous sortis du capitalisme industriel ?* (pp. 223-245). Paris: La Dispute.
- Dieuaide, P. (2006). Travail cognitif et espace métropolitain. Ebauche d'une problématique. *Collège international de philosophie* (pp. 1-20). Paris-Jussieu: Miméo.
- Dieuaide, P. (2011). Travail cognitif. *Communications*, 88,, 177-185.
- Dieuaide, P. (2017). De quelle régulation la notion de « zone grise d'emploi » est-elle le nom ? *Revue Interventions économiques* [Online], 58, <https://journals.openedition.org/interventionseconomiques/3414#quotation>.
- Dieuaide, P., & Motamed-Nejad, R. (1994). Méthodologie et hétérodoxie en économie : retour sur Henri Lefebvre. *Espaces et sociétés*, 76(2), 69-98.
- Dieuaide, P., Paulré, B., & Vercellone, C. (2003). Le capitalisme cognitif. Un nouveau système historique d'accumulation. *Journée Matisse du 24 mars 2003*, (pp. 1-14). Paris.
- Dollfus, O. (. (1994). *L'Espace Monde*. Paris: Economica.
- Dona-Gimenez, A. (1979). *Travailleur collectif, autonomie ouvrière et crise du procès de travail*. Grenoble: Thèse.

- Dupin, L., & Fabre, M. (2021, mars 30). *Le canal de Suez est débloqué mais sept conséquences à long terme se dessinent*. Récupéré sur Novethic: <https://www.novethic.fr/actualite/economie/isr-rse/animaux-coinces-penurie-course-au-gigantisme-sept-informations-a-retenir-du-blocage-du-canal-de-suez-par-l-ever-given-149677.html>
- Durand, C. (2020). *Technoféodalisme. Critique de l'économie numérique*. Paris: Zones.
- Durand, J. P. (2004). *La chaîne invisible. Travailler aujourd'hui : flux tendu et servitude volontaire*. Paris: Éditions du Seuil.
- Durand, J. P. (2017). *La fabrique de l'Homme Nouveau. Travailler, consommer et se taire ?* Paris: Le bord de l'eau.
- Durand, J. P. (2020a). Quel travail et quelle exploitation sur les plateformes numériques ? Dans M. Abel, H. Claret, & P. Dieuaide, *Plateformes numériques. Utopie, réforme, révolution?* (pp. 121-133). Paris: Harmattan.
- Durand, J.-P. (2020). Pascal Ughetto, Les nouvelles sociologies du travail. Introduction à la sociologie de l'activité, Louvain-la-Neuve, De Boeck, 2018, 152 p. . *La Nouvelle Revue du Travail*, 17, consulté le 29 juin 2021. URL : <http://journals.openedition.org/nrt/7812> ;.
- Duranton, G. (1997). La nouvelle économie géographique : agglomération et dispersion. *Économie & prévision*, n°131, 1-24.
- Duranton, G., & Puga, D. (2001). The Nursery Cities : Urban Diversity, Process Innovation, and the Life Cycle of Products. *American Economic Review*, n°91 (5), 1454-1477.
- Duranton, G., & Puga, D. (2004). Chapter 48 - Micro-Foundations of Urban Agglomeration Economies. *Handbook of Regional and Urban Economics*, vol.4, 2063-2117.
- Durkheim, E. (1967). *Les règles de la méthode sociologique*. Paris: Presses Universitaires de France, 16ème édition.
- Durkheim, E. (2013). Communauté et société selon Tönnies. *Sociologie [En ligne]*, n°2, vol. 4.
- Ehrenberg, A. (2000). *La fatigue d'être soi. Dépression et société*. Paris: Odile Jacob.
- Ehrenberg, A. (2001). De la névrose à la dépression. Remarques sur quelques changements de l'individualité contemporaine. *Figures de la psychanalyse*, vol. 4, n°1, 25-41.
- Ehrenberg, A. (2014). *Le culte de la performance*. Calmann-Levy: Paris.
- Elden, S. (2004). Certains naissent de façon posthume : la survie d'Henri Lefebvre [*]. Traduit de l'anglais par Élise Charron et Vincent Charbonnier. *Actuel Marx*, vol. 36, no. 2, 181-198.
- Elissalde, B. (2004). Postmodernisme. *Hypergeo*, <https://hypergeo.eu/postmodernisme/>.
- Emin, S., & Sagot-Duvaurox, G. é. (2016). L'émergence de dynamiques coopératives : l'exemple d'un réseau d'entreprises créatives co-localisées. Une approche par l'économie des proximités. *Géographie, économie, société*, vol. 18, no. 4, 525-550.
- Engels, F. (1872). *La question du logement*. Leipzig: <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1872/00/logement.htm>.
- Engels, F. (2011). *La situation de la classe ouvrière en Angleterre*. Montreuil-sous-Bois: Editions Sciences Marxistes.
- Engels, F., & Marx, K. (1848). *Le manifeste du parti communiste*. http://classiques.uqac.ca/classiques/Engels_Marx/manifeste_communiste/Manifeste_communiste.pdf.

- Enriquez, E. (2006). L'idéal type de l'individu hypermoderne : l'individu pervers ? Dans N. Aubert, *L'individu hypermoderne* (pp. 39-57). Toulouse: ERES.
- Erdi-Lelandais, G. (2014). *Understanding the City : Henri Lefebvre and Urban Studies*. Newcastle upon Tyne: Cambridge Scholars Publishing.
- Fabrizio, C. (2015). Sur l'introduction du matérialisme dialectique en France : le programme du cercle de la Russie neuve dans le processus de formation du « rationalisme moderne ». *Actuel Marx*, 1(1), 142-155.
- Faburel, G. (2018). *Les métropoles barbares*. Paris: Le passager clandestin.
- Faburel, G. (2020). La métropolisation du monde est une cause de la pandémie. *Reporterre (en ligne)*, <https://reporterre.net/La-metropolisation-du-monde-est-une-cause-de-la-pandemie>.
- Fache, J. (2008). Quand l'entreprise recompose l'espace acentral. *Géographie, économie, société*, 10,, 469-492.
- Favereau, O. (2002). Conventions et régulation. Dans R. Boyer, & Y. Saillard, *Théorie de la régulation : l'état des savoirs* (pp. 511-520). Paris: La Découverte.
- Faye, E. (2016). *Arendt et Heidegger. Extermination nazie et destruction de la pensée*. Paris: Albin Michel.
- Fijalkow, Y. (2013). *Sociologie des villes*. Paris: La Découverte.
- Fischbach, F. (2011). *La privation de monde. Temps, espace et capital*. Paris: Vrin.
- Flipo, A. (2022). Travail déspatialisé, travail libéré ? La recomposition des inégalités face aux mutations des formes d'organisation spatiale du travail. *Questions de communication*, vol. 41, no. 1, 231-246.
- Floch, J. M. (2018). Contrôle des établissements par les centres de décision. L'Île de France, au centre des relations. *INSEE Analyses*, N°42, 1-4.
- Fontan, J. M., Klein, J.-L., & Lévesque, B. (1998). Les systèmes industriels localisées. État de la recherche. Dans J. M. Fontan, J.-L. Klein, & B. Lévesque, *L'innovation sociale. Les marches d'une construction théorique et pratique* (pp. 101-121). Montréal: Presses de l'Université du Québec.
- Foray, D. (2000). *L'économie de la connaissance*. Paris: La Découverte.
- Foucault, M. (1976). Questions à Michel Foucault sur la géographie. *Hérodote*, n°1. Récupéré sur internet : <https://www.bnf.fr/fr/soutenez-la-bnf>, 71-85.
- Foucher-Dufoix, V., & Dufoix, S. (2012). Henri Lefebvre et la biographie sociale des idées. *L'Homme & la Société*, 185-186(3-4), 133-147.
- Freyssenet, M. (1977). *La division capitaliste du travail*. Paris: Savelli.
- Friedman, T. (2006). *La terre est plate. Une brève histoire du XXIe siècle*. Paris: Editions Saint Simon.
- Friedmann, G. (1956). *Le travail en miettes : spécialisations et loisirs*. Paris: Gallimard.
- Friedmann, J. (1986). The World Cities Hypothesis. *Development and Change*, n°17, 69-83.
- Fujita, M., & Krugman, P. (2004). The New Economic Geography. Past, Present and the Future. *Papers in Regional Science*, vol. 83, n° 1, 139-164.
- Fukuyama, F. (1992). *The End of History and the Last Man*. New York: Free Press.

- Gaboriau, P. (1991). Les trois âges du vélo en France. *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°29, 17-34.
- Galbraith, J. K. (2006). La prédation économique moderne : guerre, fraude d'entreprise et cruelle chimère des réformes du marché du travail. *A contrario*, 4, 90-98.
- Galetty, J. C. (2014). *Le processus de métropolisation et l'urbain de demain*. Paris: Les entretiens du CERTU, n°15.
- Gallety, J. F. (2013). *Le processus de métropolisation et l'urbain de demain*. Paris: CERTU.
- Gallo Lassere, D. (2018). La trajectoire théorique et politique de Mario Tronti. *Période*, <http://revueperiode.net/la-trajectoire-theorique-et-politique-de-mario-tronti/>.
- Gaschet, F., & Lacour, C. (2007). Les systèmes productifs urbains : des clusters aux « clusties ». *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, n°4, 707-728.
- Gaudreau, L. (2013). Espace, temps et théorie du capital chez Henri Lefebvre et Marx. *Cahiers de recherche sociologique*, n°55, 156-176.
- Gava, J. F. (2001). L'école de la régulation « première période »: Introduction en forme d'invitation à un retour. *Les Temps Modernes*, 615-616(4), 301-320.
- Ghorra-Gobin, C. (2007). Une ville mondiale est-elle forcément une ville globale ? Un questionnement de la géographie française. *L'Information géographique*, vol. 71, no. 2, 32-42.
- Ghorra-Gobin, C., & Musset, A. (2008). La centralité urbaine à l'heure de la métropolisation : entre patrimonialisation et valorisation des espaces publics. *Cahiers des Amériques latines*, 59, 101-102.
- Gilli, F. (2015). Les territoires de l'innovation... ne sont pas ceux qu'on croit. *L'économie politique*, vol. 68, n°4, 20-35.
- Gilly, J.-P., & Pecqueur, B. (2002). La dimension locale de régulation. Dans R. Boyer, & Y. Saillard, *Théorie de la régulation. L'état des savoirs* (pp. 304-312). Paris: La découverte.
- Glaeser, E. (1999). Learning in cities. *Journal Of Urban Economics*, n°46, 254-277.
- Glennie, P., & Thrift, N. (1996). Reworking E.P. Thompson's 'Time, Work-Discipline and Industrial Capitalism. *Time and Society*, Vol 5, Issue 3, 275-299.
- Godard, F. (1997). A propos des nouvelles temporalités urbaines. *Annales de la recherche urbaine*, n°77, 112-122.
- Gorz, A. (1973). Préface. Dans A. Gorz, *Critique de la division du travail* (pp. 7-20). Paris: Seuil.
- Gorz, A. (1973). Technique, techniciens et lutte des classes. Dans A. Gorz, *Critique de la division du travail* (pp. 249-287). Paris: Seuil.
- Gorz, A. (2004). *Métamorphoses du travail. Critique de la raison économique*. . Paris: Gallimard.
- Gramsci, A. (2011). *Guerre de mouvement et guerre de position. Textes choisis et présentés par Razmig Keuchyan*. Paris: La Fabrique.
- Granovetter, M. (1985). Economic action and economic structure : the problem of embeddeness. *American Journal of Sociology*, n°91, 481-510.
- Green, A. (2007). *Narcissisme de vie, narcissisme de mort*. Paris: Les éditions de minuit.
- Griset, P. (1991). *Les révolutions de la communication. XIXe-XXe siècles*. . Paris: Hachette.

- Grossetti, M. (2004). Concentration d'entreprises et innovation : esquisse d'une typologie des systèmes productifs locaux. *Géographie, Economie et Société*, vol.6 (2), 163-177.
- Gueslin, A. (1992). Le paternalisme revisité en Europe occidentale (seconde moitié du XIXe siècle, début du XXe siècle). *Genèses, Sciences sociales et Histoire*, n°7, 201-211.
- Guigou, J. (2002). Préface à la troisième édition. Dans H. Lefebvre, *La survie du capitalisme. La reproduction des rapports de production* (pp. V-XIII). Paris: Anthropos.
- Gunder Franck, A. (1972). *Le développement du sous-développement. L'Amérique Latine*. Paris: Maspero.
- Guterman, N., & Lefebvre, H. (1991). *La conscience mystifiée*. Paris: Syllepse.
- Gwiazdzinski, L. (2007). Redistribution des cartes dans la ville malléable. *Espace populations sociétés [En ligne]*, 2007/2-3, URL : <http://journals.openedition.org/eps/2270>.
- Gwiazdzinski, L. (2012). Temps et territoires : les pistes de l'hyperchronie. *Territoires 2040 : revue d'études et de prospectives ; Documentation française ; DATAR*, 75-97.
- Gwiazdzinski, L. (2013). De l'hypothèse de réversibilité à la ville malléable et augmentée. Vers un néo-situationnisme. Dans F. Sherrer, & M. Vanier, *Villes, territoires, réversibilités* (pp. 205-219). Paris: Hermann.
- Gwiazdzinski, L. (2018). Les métropoles à l'épreuve de la saturation. Pour une politique des rythmes. Dans J. Lageira, & G. Lamarche-Vadel, *Appropriations créatives et artistiques* (pp. 99-123). Sesto San Giovanni: Mimesis.
- Gwiazdzinski, L. (2016). La géographie à l'épreuve de l'exister. Dans C. Younès, & O. Frérot, *A l'épreuve de l'exister avec Henry Maldiney* (pp. 279-296). Hermann.
- Halbert, L. (2005). Le desserrement intra-métropolitain des emplois d'intermédiation : une tentative de mesure et d'interprétation dans le cas de la région métropolitaine parisienne. *Géographie, économie, société*, vol. 7, no. 1, 1-20.
- Halbert, L. (2005a). Les villes nouvelles franciliennes et la polarisation du desserrement des activités. *Les annales de la recherche urbaine ; PUCA*, 50-59.
- Halbert, L. (2009). *L'avantage métropolitain*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Halbert, L., & Pain, K. (2012). Services globaux, géographies locales : les services aux entreprises dans les métropoles de Londres et Paris. *Cybergeog: European Journal of Geography [En ligne]*, *Espace, Société, Territoire, document 510*, <http://journals.openedition.org/cybergeog/23337>.
- Hall, P. (1966). *The World Cities*. London: Heineman.
- Hardt, M. (2018). L'extraction du commun, paradigme du capital. *Période [en ligne]*, <http://revueperiode.net/l'extraction-du-commun-paradigme-du-capital/>.
- Hardt, M., & Negri, A. (2000). *Empire*. Paris: Exil.
- Hardt, M., & Negri, A. (2004). *Multitude : guerre et démocratie à l'âge de l'empire*. Paris: La Découverte.
- Harribey, J. M. (2009). Ambivalence et dialectique du travail. Remarques sur le livre de Moishe Postone, Temps, travail et domination sociale. *Contretemps*, 137-149.
- Harribey, J. M. (2013). *La richesse, la valeur et l'inestimable*. Paris: Les liens qui libèrent.
- Hartog, F. (2003). *Régimes d'historicité, présentisme et expériences du temps*. Paris: Seuil.

- Hartog, F. (2013). *Croire en l'histoire*. Paris: Flammarion.
- Harvey, D. (2004). Réinventer la géographie. *Actuel Marx*, vol. 35, no. 1, 15-39.
- Harvey, D. (2004a). L'urbanisation du capital. *Actuel Marx*, vol.35, n°1, 41-70.
- Harvey, D. (2004b). Le « Nouvel Impérialisme » : accumulation par expropriation . *Actuel Marx*, n°35, 71-90.
- Harvey, D. (2008). *Géographie de la domination*. Paris: Les Prairies Ordinaires.
- Harvey, D. (2008a). L'art de la rente : mondialisation et marchandisation de la culture. Dans D. Harvey, *Géographie de la domination* (pp. 23-56). Paris: Les prairies ordinaires.
- Harvey, D. (2008b). Géopolitique du capitalisme. Dans D. Harvey, *Géographie de la domination* (pp. 57-118). Paris: Les prairies ordinaires.
- Harvey, D. (2010). *Géographie et capital. Vers un matérialisme historico-géographique*. Paris: Syllepse.
- Harvey, D. (2010a). *Le nouvel impérialisme*. Paris: Les prairies ordinaires.
- Harvey, D. (2012). *Paris, capitale de la modernité*. Paris: Les prairies ordinaires.
- Harvey, D. (2014). *Brève histoire du néolibéralisme*. Paris: Les prairies ordinaires.
- Harvey, D., & Scott, A. J. (1988). La pratique de la géographie humaine : théorie et spécificité empirique dans le passage du fordisme à l'accumulation flexible. *Cahiers de Géographie du Québec*, vol 32, n°87, 291-301.
- Hatchuel, A., Le Masson, P., & Weil, B. (2002). De la gestion des connaissances aux organisations orientées conception. *Revue internationale des sciences sociales*, vol. 171, no. 1, 29-42.
- Heitz, A. (2017). *La métropole logistique : structure métropolitaine et enjeux d'aménagement. La dualisation des espaces logistiques métropolitains*. Paris: Thèse. Architecture, aménagement de l'espace. Université Paris Est.
- Herrera, R., & Vercellone, C. (2003). Transformations de la division du travail et general intellect. Dans C. Vercellone, *Sommes nous sortis du capitalisme industriel ?* (pp. 23-54). Paris: La Dispute.
- Hertzog, A. (2011). Les géographes et le patrimoine . *EchoGéo [En ligne]*, 18, <http://journals.openedition.org/echogeo/12840>.
- Hess, M. (2004). Spatial Relationships ? Toward a reconceptualization of embeddedness. *Progress in Human Geograpy*, n°28, 165-186.
- Hess, R. (1991). La méthode d'Henri Lefebvre. *Futur Antérieur*, n°8, <https://www.multitudes.net/la-methode-d-henri-lefebvre/>.
- Hess, R. (2000). Avant-propos à la quatrième édition française. Henri Lefebvre et la pensée de l'espace. Dans H. Lefebvre, *La production de l'espace*. (pp. V-XVI). Paris: Anthropos, 4ème édition.
- Hess, R., & Barbara, M. (2015). *L'oeuvre : traits d'union entre territoires du conçu et du vécu*. Récupéré sur La réserve: <http://ouvrage-litt-arts.univ-grenoble-alpes.fr:8080/m/revues/reserve/auteur/203-1-oeuvre-trait-d-union-entre-territoires-du-concu-et-du-vecu/203-1-oeuvre-trait-d-union-entre-territoires-du-concu-et-du-vecu>
- Heydebrand, W. (2003). The Time Dimension in Marxian Social Theory. *Time & Society* 12(2-3), 147-188.

- Hilferding, R. (1970). *Le capital financier – Étude sur le développement récent du capitalisme*. Paris: Les Éditions de Minuit.
- Hours, J. (1949). L'histoire des chemins de fer français et ses enseignements géographiques, à propos d'un livre récent. *Revue de géographie jointe au Bulletin de la Société de géographie de Lyon et de la région lyonnaise*, vol. 24, n°2, 127-137.
- Husson, M. (2010). Le débat sur le taux de profit. *Inprecor*, n°562-563, <http://hussonet.free.fr/debaprof.pdf>.
- Hymers, S. (1972). The multinational corporation and the law of uneven development . Dans J. Bhagwati, *Economics and World Order from the 1970s to the 1990s* (pp. 113-140). London: Collier MacMillan.
- INSEE. (2021, 11 10). *Analyse fonctionnelle des emplois et cadres des fonctions métropolitaines entre 1982 et 2017. Résultats pour les communes de France, France hors-Mayotte et France métropolitaine*. Récupéré sur INSEE: <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1893116>
- Jameson, F. (1991). *Le postmodernisme. La logique culturelle de la modernité tardive*. Paris: Ecole Nationale des Beaux Arts.
- Jameson, F. (2009). Valences of History. Dans *Valences of Dialectic*. Londres: Verso.
- Jappe, A. (2017). *La société autophage. Capitalisme, démesure et autodestruction*. Paris: La Découverte.
- Jeamet, A. (2021). *De la fin du taylorisme à la “ mobilisation totale ” de la force de travail ? Du capital à l'hôpital*. Paris: Université Paris-Nord, Paris-XIII.
- Jessop, B. (2001). Institutional (re)turns and the strategic-relational approach. *Environment and Planning*, n°33, 1213-1235.
- Kipfer, S. (2017). Gramsci géographe : entretien avec Stefan Kipfer. *Période*, <http://revueperiode.net/gramsci-geographe-entretien-avec-stefan-kipfer/>.
- Kipfer, S. (2019). *Le temps et l'espace de la (dé)colonisation. Dialogue entre Frantz Fanon et Henri Lefebvre*. Paris: Eterotopia/Rhizome.
- Klein, J. L., & Guillaume, R. (2014). *Vers une nouvelle géographie économique*. Montréal: Presses de l'Université du Québec.
- Klein, N. (2013). *La stratégie du choc. La montée d'un capitalisme du désastre*. Paris: Babel.
- Koolhaas, R. (2011). *Junkspace*. Paris: Payot.
- Krugman, P. (1991). Increasing Return and Economic Geography. *Journal of Political economy*, Vol. 99, n°3, 483-499.
- La Rocca, F. (2013). *La ville dans tous ses états*. Paris: CNRS.
- Lacoste, Y. (2014). *La géographie, ça sert, d'abord, à faire la guerre*. Paris: La Découverte.
- Lajudie, B. (2014). Réforme territoriale : un enjeu pour la croissance. *France Stratégie, note d'analyse*, 1-12.
- Lalanne, A., & Pouyanne, G. (2011). *La métropolisation, entre approfondissement et détournement*. Paris: GREThA, PUCA, CNRS.
- Lallement, M. (2012). Transformations des temps, mutations du travail. Dans P. Cingoloni, *Un travail sans limites ? Subordination, tensions, résistances* (pp. 17-34). Toulouse: ERES.

- Lamarche, T. (2012). Des limites de la régulation... qui peuvent en cacher d'autres. *Revue de la régulation [En ligne]*, 12, URL : <http://journals.openedition.org/regu>.
- Lamarche, T., & Du Tertre, C. (2011). Rôle des régulations territorialisées infranationales. Le cas du secteur du savoir. *CIST 2011 - Fonder les sciences du territoire* (pp. 237-239). Paris: Collège international des sciences du territoire.
- Landel, P. A., & Nicolas, S. (2009). Patrimoine et territoire, les nouvelles ressources du développement . *Développement durable et territoires [Online]*, Dossier 12, <https://journals.openedition.org/developpementdurable/7563?lang=en#bibliography>.
- Lasch, C. (2006). *La culture du narcissisme*. Paris: Flammarion.
- Laurent, C., & du Tertre, C. (2008). *Secteurs et territoires dans les régulations émergentes*. Paris: Harmattan.
- Laval, C. (2012). *L'ambition sociologique*. . Paris: Gallimard.
- Lazzarotti, O. (2006). *Habiter. La condition géographique*. Paris: Belin.
- Le Bas, C. (2018). La recombinaison de connaissances comme processus past et path dependent : clarification et implications pour le management. *Innovations*, vol. 55, no. 1, 41-59.
- Le Galès, P. (1990). Crise urbaine et développement économique local en Grande Bretagne . *Revue française de science politique*, vol. 40, n°5, 714-735 .
- Le Goff, J. (1960). Au Moyen Age : temps de l'église et temps du marchand. *Annales. E.S.C*, XV, 417-433.
- Le Guinio, C., & Calvier, C. (2015). *30 ans d'évolution de l'emploi en Ile-de-France : croissance simultanée des fonctions liées à l'économie de la connaissance et aux services à la population*. Paris: Insee Flash, Île-de-France, n°3 .
- Le Monde, Reuteurs. (2018, décembre 17). Les « gilets jaunes » ont coûté « plusieurs dizaines de millions d'euros » à Vinci Autoroutes. *Le Monde*, pp. https://www.lemonde.fr/societe/article/2018/12/17/gilets-jaunes-vinci-autoroutes-chiffre-le-montant-des-degats-sur-son-reseau_5398649_3224.html.
- Leamer, E. E., & Storper, M. (2005). La géographie économique à l'heure d'internet. *Géographie, économie et société*, vol.7, n°4, 381-404.
- Leborgne, D., & Lipietz, A. (1988). L'après fordisme et son espace. *Temps modernes*, n°501, 75-114.
- Lefebvre, H. (1958). *Critique de la vie quotidienne, tome I. Introduction*. Paris: Editions de l'Arche, deuxième édition. [1947 pour la première édition].
- Lefebvre, H. (1961). *Critique de la vie quotienne, tome II. Fondements d'une sociologie de la quotidienneté*. Paris: Editions de l'Arche.
- Lefebvre, H. (1968). L'irruption de Nanterre au sommet. *L'Homme et la société*, n°8, 49-99.
- Lefebvre, H. (1969). Les paradoxes d'Althusser. *L'Homme et la Société*, n°13, 3-37.
- Lefebvre, H. (1970). *Le manifeste différentialiste*. Paris: Gallimard.
- Lefebvre, H. (1971). *L'idéologie structuraliste*. Paris: Anthropos.
- Lefebvre, H. (1975). *Hegel, Marx Nietzsche ou le Royaume des ombres*. Paris: Casterman.
- Lefebvre, H. (1978). *Le marxisme*. Paris: Presses Universitaires de France, 18e édition.

- Lefebvre, H. (1983). Sur les situationnistes. Entretien inédit d'Henri Lefebvre avec Kristin Ross. *Période*, <http://revueperiode.net/sur-les-situationnistes-entretien-inedit-dhenri-lefebvre-avec-kristin-ross/>.
- Lefebvre, H. (1986). *Le retour de la dialectique*. Paris: Les éditions sociales.
- Lefebvre, H. (1988). *Le nationalisme contre les nations*. Paris: Méridiens Klincksieck.
- Lefebvre, H. (1990). *Le matérialisme dialectique*. Paris: Presses Universitaires de France, collection Quadrige (1er édition : PUF, 1940).
- Lefebvre, H. (2000). *La production de l'espace*. Paris: Anthropos, quatrième édition.
- Lefebvre, H. (2000a). *Espace et politique*. Paris: Anthropos, 2e édition.
- Lefebvre, H. (2001). *Du rural à l'urbain*. Paris: Anthropos.
- Lefebvre, H. (2001a). Introduction. Dans H. Lefebvre, *Du rural à l'urbain* (pp. 7-20). Paris: Anthropos, 3e édition.
- Lefebvre, H. (2001b). Introduction à la psychosociologie de la vie quotidienne. Dans H. Lefebvre, *Du rural à l'urbain* (pp. 89-108). Paris: Anthropos.
- Lefebvre, H. (2001c). Conférence à la cité universitaire d'Antony. Dans H. Lefebvre, *Du rural à l'urbain* (pp. 229-232). Paris: Anthropos.
- Lefebvre, H. (2001d). Introduction à l'étude de l'habitat pavillonnaire. Dans H. Lefebvre, *Du rural à l'urbain* (pp. 159-181). Paris: Anthropos.
- Lefebvre, H. (2001e). *La fin de l'histoire*. Paris: Anthropos, deuxième édition.
- Lefebvre, H. (2002). *La survie du capitalisme*. Paris: Anthropos, 3e édition.
- Lefebvre, H. (2009). *Le droit à la ville*. Paris: Anthropos.
- Lefebvre, H. (2009). Septième Prélude : « Notes sur la ville nouvelle (avril 1960) ». *Cahiers philosophiques*, vol. 118, no. 2, 79-86.
- Lefebvre, H. (2012, Juillet 10). *Entretien avec Henri Lefebvre*. Récupéré sur Youtube: <https://www.youtube.com/watch?v=0kyLooKv6mU>
- Lefebvre, H. (2014). *Critique de la vie quotidienne, tome III. De la modernité au modernisme (pour une métaphilosophie du quotidien)*. Paris: Editions de l'Arche [1981].
- Lefebvre, H. (2018). *La proclamation de la Commune*. Paris: La Fabrique (initialement paru en 1965 aux éditions Gallimard).
- Lefebvre, H. (2019a). Vu de la fenêtre. Dans H. Lefebvre, *Eléments de rythmanalyse et autres essais sur les temporalités* (pp. 45-53). Paris: Eterotopia/Rhizome.
- Lefebvre, H. (2019b). Le rythmanalyste, portrait pévisionnel. Dans H. Lefebvre, *Eléments de rythmanalyse et autres essais sur les temporalités* (pp. 45-52). Paris: Eterotopia/rhizome.
- Lefebvre, H. (2019c). Conclusion (résumé). Dans H. Lefebvre, *Eléments de rythmanalyse* (pp. 93-95). Paris: Eterotopia/Rhizome.
- Lefebvre, H. (2019d). Dressage. Dans H. Lefebvre, *Eléments de rythmanalyse. Et autres essais sur les temporalités* (pp. 63-69). Paris: Eterotopia/rhizome.
- Lethierry, H. (2009). *Penser avec Lefebvre. Sauver la vie et la ville ?* Lyon: Chronique sociale.

- Levy, J. (1999). *Le tournant géographique. Lire l'espace pour penser le monde*. Paris: Belin.
- Liefooghe, C. (2010). Économie créative et développement des territoires : enjeux et perspectives de recherche . *Innovations*, , 181-197.
- Lindner, K. (2009). Marx's eurocentrisme. Postcolonial Studies and Marx scholarship. *Radical Philosophy*, <https://www.researchgate.net/publication/46765988>.
- Linhart, D. (2011). Une précarisation subjective du travail ? *Annales des Mines - Réalités industrielles*, vol. 2011, no. 1, 27-34.
- Lipietz, A. (1971). Sur la rente foncière urbaine. *La vie urbaine*, n°4, 235-261.
- Lipietz, A. (1977). *Le capital et son espace*. Paris: Eds François Maspero .
- Lipietz, A. (1988). La trame, la chaîne et la régulation : un outil pour les sciences sociales. *Colloque international de la théorie de la régulation* (pp. 1-34). Barcelone: CEPREMAP.
- Lipietz, A. (1989). De l'althussérisme à la "théorie de la régulation". *CEPREMAP Working Papers (Couverture Orange)*, n°8920, 1-38.
- Lipietz, A. (1995). De la régulation aux conventions : le grand bond en arrière ? *Actuel Marx*, n°17, 39-48.
- Lordon, F. (2008). Conclusion. Qu'est-ce qu'une économie politique hétérodoxe ? Dans F. Lordon, *Conflits et pouvoirs dans les institutions du capitalisme*. (pp. 303-339). Paris: Presses de Sciences Po,.
- Lordon, F. (2010). *Capitalisme, désir et servitude*. Paris: La Fabrique.
- Lordon, F. (2010). L'empire des institutions (et leurs crises). *Revue de la Régulation*, n°7, en ligne : <https://journals.openedition.org/regulation/7748#quotation>.
- Lordon, F. (2013). *La société des affects. Pour un structuralisme des passions*. Paris: Editions du Seuil.
- Lordon, F. (2014). *La malfaçon. Monnaie européenne et souveraineté démocratique*. Paris: Les liens qui libèrent.
- Lordon, F. (2015). *Impérium. Structures et affects du corps politique*. Paris: La Fabrique.
- Löwy, M. (2011). Préface. Avant le déluge, l'écossocialisme, l'enjeu politique actuel. Dans L. Michael, *Ecosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste* (pp. 5-11). Paris: Milles et une nuits.
- Lucas, R. (1988). On the Mecanics of Economic Development. *Journal of Monetary Economics*, Vol. 22, 3-42.
- Lussault, M. (2001). Controverses spatiales : des situations pour appréhender les espaces d'actes. *Villes en parallèle*, n°32-34,, 149-159.
- Lussault, M. (2003). Spatialisme. Dans J. Levy, & M. Lussault, *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* (pp. 946-947). Paris: Belin.
- Lussault, M. (2013). *L'avènement du monde. Essai sur l'habitation humaine de la terre*. Paris: Seuil.
- Lussault, M. (2014). Hyperspatialité. *EspaceTemps.net*, 1-3.
- Lussault, M. (2017). *Hyper-lieux. Les nouvelles géographies de la mondialisation*. Paris: Editions du Seuil.
- Lussault, M. (2022). *Chroniques de géo' virale*. Lyon: Éditions 205.

- Luxembourg, R. (1969). *L'accumulation du capital I. Contribution à l'explication économique de l'impérialisme*. Paris: Français Maspero.
- Macherey, P. (2005). Entre aliénation et émancipation : Henri Lefebvre et les contradictions de la vie quotidienne. *La philosophie au sens large*. Université de Lille.
- Maddison, A. (1981). *Les phases du développement capitaliste*. Paris: Economica.
- Maddison, A. (2003). *L'économie mondiale. Statistiques historiques*. Paris: OCDE.
- Madry, P. (2018). Ville et commerce : une question orpheline de la géographie économique. Dans M. Tallandier, & B. Pecqueur, *Renouveler la géographie économique* (pp. 236-242). Paris: Economica, Anthropos.
- Maillard, A. (2004). E.P. Thompson. La quête d'une autre expérience des temps. . Dans E. Thompson, *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel*. (pp. 7-28). Paris: La Fabrique.
- Malm, A. (2020). *La chauve souris et le capital*. Paris: La Fabrique.
- Mangin, D. (2010). Les métropoles européennes de l'après-crise. *Futuribles*, n 354, 33-38.
- Manhes, G. (2011). Se fondre dans la foule, disparaître dans la masse. *Libres cahiers pour la psychanalyse*, 24, 91-99.
- Marazzi, C. (2013). *La brutalité financière*. Lausanne & Paris: Réalités sociales & Editions de l'éclat.
- Marchand, B. (1993). *Paris, histoire d'une ville (XIXe-XXe siècle)*. Paris: Seuil.
- Marchand, O., & Thélot, C. (1991). *Deux siècles de travail en France*. Paris: INSEE.
- Marglin, S. (1973). Origines et fonctions de la parcellisation des tâches. Dans A. Gorz, *Critique de la division du travail* (pp. 51-90). Paris: Seuil.
- Mariez, J. (2020, juillet 13). À qui appartiennent Mars, la Lune et leurs ressources naturelles ? *The Conversation*, pp. <https://theconversation.com/a-qui-appartiennent-mars-la-lune-et-leurs-ressources-naturelles-141406>.
- Markusen, A. (1996). Sticky Places in Slippery Space: A Typology of Industrial Districts. *Economic Geography*, vol.72, n°3, 293-313.
- Martin, J.-Y. (2006). Une géographie critique de l'espace du quotidien. L'actualité mondialisée de la pensée spatiale d'Henri Lefebvre. *Articulo-Journal of Urban Research [Online]*, 2, URL: <http://journals.openedition.org/articulo/897>.
- Martineau, J. (2017). *L'ère du temps. Modernité capitaliste et aliénation temporelle*. Montréal: Lux Editeur.
- Marx, K. (1842). Débats au sujet de la loi relative au vol de bois. *Rheinische Zeitung*, n° 298, 300, 303, 305, 307, https://www.marxists.org/francais/marx/works/1842/11/vol_de_bois.htm#ftnref1.
- Marx, K. (1843). *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel - Introduction*. Récupéré sur marxists.org: <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1843/00/km18430000.pdf>
- Marx, K. (1881). *Réponse à Vera Vassoulitch*. Récupéré sur marxists.org: <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1881/03/km18810308.htm>
- Marx, K. (1948). *Misère de la philosophie. Réponse à la Philosophie de la misère de M. Proudhon*. Paris: Éditions sociales.
- Marx, K. (1968). *Le Capital, livre II et III*. Paris: Gallimard.

- Marx, K. (1969). *Le 18 brumaire de Louis Napoléon Bonaparte*. Paris: Editions sociales.
- Marx, K. (1972). *La guerre civile en France*. Pékin: Editions en langues étrangères.
- Marx, K. (1979). *Manuscrits de 1861-1863 (cahiers I à V)*. Paris: Editions Sociales.
- Marx, K. (2010). *Le chapitre VI. Manuscrits de 1863-1867 - Le capital, livre I*. Paris: Editions sociales.
- Marx, K. (2016). *Le Capital, livre I*. Paris: Editions sociales.
- Marx, K. (2018). *Manuscrits de 1857-1858*. Paris: Editions sociales.
- Massey, D. (1984). *Spatial Divisions of Labour*. London: Palgrave Macmillan (2ème édition, 1995).
- Massey, D. (1995). *Spatial divisions of labour. Social structures and geography of production*. London: Palgrave Macmillan (second edition).
- Massey, D. (2004). Economie, culture et lieu : quelques réflexions sur les relations en jeu. *Géographie et cultures*, n° 49, 59-70.
- Maucourant, J., & Tinel, B. (2008). Le capital et la question nationale. *Actuel Marx*, 43, 140-153.
- Mauss, M. (1923-1924). Essai sur le don. Formes et raisons de l'échange dans les sociétés primitives. *L'année sociologique*, <https://anthropomada.com/bibliotheque/Marcel-MAUSS-Essai-sur-le-don.pdf>.
- Méjat, G. (2019). Marx et le temps des machines. *Philosophique [En ligne]*, 22 | 2019, mis en ligne le 22 juin 2021, consulté le 21 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/philosophique/1243>.
- Melé, P. (2005). Conflits patrimoniaux et régulations urbaines. *Travaux et Documents ESO*, n° 23, 51-57.
- Mendez, A., & Mercier, D. (2005). Trajectoires territoriales et « empreinte » de l'histoire : le cas de Grasse et de la Ciotat en région PACA. *Géographie, économie, société*, vol. 7, no. 4, 347-364.
- Merrifield, A. (2019). *Métromarxisme. Un conte marxiste de la ville*. Paris: Entremonde.
- Michalet, C. A. (2007). Comment la globalisation oblige à remettre en cause certains concepts économiques. *L'Économie politique*, n°36, 60-73.
- Minassian, H. t. (2012). Patrimonialisation et gentrification : le cas de Barcelone. *Cahier Construction politique et sociale des territoires*, n°1, 49-58.
- Mischi, J. (2014). *Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*. Paris: Agone. Contrefeux.
- Mistral, J. (1986). Régime international et trajectoires nationales. Dans R. Boyer, *Capitalismes, fin de siècle*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Moati, P. (2016). *La Société malade de l'hyperconsommation*. Paris: Odile Jacob.
- Moati, P., & Mouhoud, E. M. (1999). Connaissances et principes de division du travail : incidences sur la coordination et la localisation mondiale des activités productives. *Cahier de Recherche du CREDOC*, n°137, 1-27.
- Moati, P., & Mouhoud, E. M. (2005). Les nouvelles logiques de décomposition internationale des processus productifs. *Revue d'économie politique*, vol.115, 573-589.
- Mongin, O. (2013). *La ville des flux. L'envers et l'endroit de la mondialisation urbaine*. Paris: Fayard.

- Montferrand, F. (2017). Le capital et son monde : contribution à une lecture ontologique du capital. *Période*, <http://revueperiode.net/le-capital-et-son-monde>.
- Moualart, F., & Swyngedouw, E. (1989). A regulation approach of the regulation of flexible systems. *Society and Space*, vol.7, 327-345.
- Mouhoud, E. M., & Plihon, D. (2009). *Le savoir et la finance. Liaisons dangereuses au coeur du capitalisme contemporain*. Paris: La Découverte.
- Moulaert, F., & Mehmood, A. (2008). Analyser le développement régional : de l'innovation territoriale à la géographie de "dépendance du sentier". *Géographie, Economie, Société*, vol.10, 199-222.
- Moulier Boutang, Y. (2000). Externalités. *Multitude*, n°2, <https://www.multitudes.net/Les-externalites/>.
- Moulier Boutang, Y. (2003). Capitalisme cognitif et nouvelles formes de codification du rapport salarial. Dans C. Vercellone, *Sommes nous sortis du capitalisme industriel ?* (pp. 305-320). Paris: La Dispute.
- Moulier Boutang, Y. (2007). *Le capitalisme cognitif. La nouvelle grande transformation*. Paris: Editions Amsterdam.
- Mucchielli, L. (2007). Le processus de ghettoïsation : éléments d'introduction. *Journal du droit des jeunes*, vol. 266, no. 6, 31-33.
- Mumford, L. (1934). *Technique et civilisation*. Londres: Harcourt.
- Mumford, L. (2011). *La cité à travers l'histoire*. Paris: Agone.
- Négri, A. (2005). La métropole est à la multitude ce que, autrefois, l'usine était à la classe ouvrière : à propos d'un vieux dicton et des certaines expériences de lutte plus proches. *Séminaire Multitude et Métropole* (pp. 1-14). Paris: Collège International de Philosophie. Université Paris VII - Denis Diderot.
- Negri, A. (2007). Qu'est-ce qu'un événement ou un lieu biopolitique dans la métropole ? Discussion avec Constantin Petcou, Doina Petrescu et Anne Querrien. *Multitudes*, vol. 31, no. 4, 17-30.
- Negri, A. (2011). De l'antagonisme au commun : Retrouver Marx. *Actuel Marx*, vol. 50, no. 2, 29-43.
- Negri, A. (2018). L'appropriation du capital fixe : une métaphore ? *Multitudes*, n°70, 92-99.
- Négri, A., & Hardt, M. (2000). La production biopolitique. *Multitudes*, n°1, 16-28.
- Négri, A., & Vercellone, C. (2008). Le rapport capital / travail dans le capitalisme cognitif. *Multitudes*, vol. 32, no. 1, 39-50.
- Netter, M. (1980). *Capital, Etats nationaux et transports. Comparaison de la structure du secteur des transports terrestres de marchandises et des modes d'intervention publique*. Paris: Observatoire économique et statistique des transports - http://temis.documentation.developpement-durable.gouv.fr/docs/Temis/0008/Temis-0008806/6338_1.pdf.
- Nieddu, M. (2002). Modèle de la triple hélice et régulation du changement régional : une étude de cas. *Géographie, économie et société*, vol.4, n°2, 205-224.
- Noiriel, G. (1988). Du "patronage" au "paternalisme": la restructuration des formes de domination de la main-d'œuvre ouvrière dans l'industrie métallurgique française. *Le Mouvement social*, n°144, 17-35.
- O'Brien, R. (1992). *Global Financial Intégration - The End of Geography*. London: Pinter.
- Orléan, A. (2011). *L'empire de la valeur. Refonder l'économie*. Paris: Le Seuil.

- Osborne, P. (2008, février). Marx and the philosophy of time. *Radical Philosophy*, pp. 15-22.
- Palloix, C. (1977). *Procès de production et crises du capitalisme*. Grenoble: Presses Universitaires de Grenoble - François Maspero.
- Palloix, C. (1978). *Travail et production*. Paris: François Maspero.
- Palloix, C. (2006). Rudolf Hilferding : des avancées novatrices (monnaie de crédit, barrières à l'entrée...). *Cahiers d'économie Politique*, 51, 265-285.
- Palloix, C., & Zarifian, P. (1981). *De la socialisation*. Paris: Edition François Maspero.
- Paquot, T. (2009). Redécouvrir Henri Lefebvre. *Rue Descartes*, 63(1), 8-16.
- Paquot, T. (2020). *Demeure terrestre*. Paris: Editions Terre Urbaine.
- Pattaroni, L. (2021). La trame sociologique de l'espace. *SociologieS*, [Online], Files, Online since 16 June 2016, connection on 19 August 2021. URL: <http://journals.openedition.org/sociologies/5435>; DOI: <https://doi.org/10.4000/sociologies.5435>.
- Paulré, B. (2008). Finance et accumulations dans le capitalisme post-industriel. *Multitudes*, vol. 32, no. 1, 77-89.
- Paulré, B. (2020). Les plateformes digitales, la prosumation et le capitalisme contemporain. Une analyse économique. Dans M. Abel, H. Claret, & P. Dieuaide, *Plateformes numériques. Utopie, réforme, révolution ?* (pp. 133-166). Paris: L'Harmattan.
- Pecqueur, B. (1996). Processus cognitifs et construction des territoires économiques. Dans B. Pecqueur, *Dynamiques territoriales et mutations économiques* (pp. 209-226). Paris: L'Harmattan.
- Pecqueur, B. (2006). Le tournant territorial de l'économie globale. *Espaces et sociétés*, vol. 124-125, no. 1-2, 17-32.
- Pecqueur, B. (2014). Esquisse d'une géographie économique territoriale. *L'Espace géographique*, vol. 43, no. 3, 198-214.
- Pecqueur, B., & Talandier, M. (2018). Paris: Economica, Anthropos.
- Pecqueur, B., & Zimmermann, J.-B. (2004). *Economie de proximités*. Paris: Lavoisier.
- Perec, G. (2022). *Espèces d'espaces*. Paris: Seuil.
- Perrat, J. (2006). Division spatiale du travail et nouvelles organisations productives : des territoires « segments » aux territoires « modules »? *Innovations*, vol. no 24, no. 2, 91-114.
- Pfertzel, J.-P. (1981). Marx et l'espace. De l'exégèse à la théorie. *Espaces Temps*, 18-20, 65-76.
- Phan, B. (2017). *Colonisation et décolonisation*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Picon, A. (2013). *Smart cities. Théorie et critique d'un idéal auto-réalisateur*. Paris: éditions B2.
- Pineault, E. (2015). Quand la finance réinvente l'aliénation et la réification. *Terrains/théories*, n°1, <https://journals.openedition.org/teth/369#citation>.
- Piore, M., & Sabel, C. (1984). *The second industrial divide : possibilities for prosperity*. New York: Basic Books (traduction française, Les chemins de la prospérité, Hachette, 1989).
- Ploux-Chillès, A. (2014). Les métropoles, locomotives de l'innovation ? *Idées économiques et sociales*, vol. 176, no. 2, 14-23.

- Polanyi, K. (2009). *La grande transformation*. Paris: Gallimard.
- Porcher, J. (2019). *Cause animale, cause du capital*. Lormont: Editions Le Bord de l'Eau.
- Postel, N. (2008). Incertitude, rationalité et institution: Une lecture croisée de Keynes et Simon. *Revue économique*, n°59, 265-289.
- Postone, M. (2009). *Temps, travail et domination sociale*. Paris: Editions Milles et une nuits.
- Pradeau, J.-F. (1996). Des conceptions de l'espace. *Espaces Temps*, 62-63, 50-58.
- Pradel, B. (2018). L'aménagement de l'espace dans l'ère du temps : vers un urbanisme polyrythmique ? Dans B. A. L, *Raccontare, leggere et immaginare la città contemporanea, Racconter, lire et imaginer la ville contemporaine*. Florence: Olschki.
- Preciado, B. (2010). Biopolitique à l'ère du capitalisme pharmacopornographique. *Chimères*, 74, 241-257.
- Preteceille, E. (1973). *La production des grands ensembles*. Paris-La Haye: Mouton et co.
- Preteceille, E. (1995). Division sociale de l'espace et globalisation. Le cas de la métropole parisienne. *Sociétés contemporaines* N°22-23, 33-67.
- Pumain, D. (2017). De la singularité en géographie. *Journal of Interdisciplinary Methodologies and Issues in Science*. , 1-9.
- Racine, N. (2010). *LEFEBVRE Henri, François*. Récupéré sur Le maitron. Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et du mouvement social: <https://maitron.fr/spip.php?article107790>
- Rallet, A., & Torre, A. (2005). Proximity and Localization », *Regional Studies*, vol. 39, n° 1, pp. 47-59. *Regional Studies*, vol. 39, n° 1, 47-59.
- Reich, R. (1991). *The Work of Nations. Preparing ourselves for 21st-Century Capitalism*. New York: Vintage Books.
- Revol, C. (2012). Le succès de Lefebvre dans les urban studies anglo-saxonnes et les conditions de sa redécouverte en France. *L'Homme & la Société*, vol. 185-186, no. 3-4, 105-118.
- Revol, C. (2017). Le rythmanalyste, héritier du psychogéographe ? Lefebvre et l'Internationale Situationniste. Dans N. Caritoux, & F. Villard, *Nouvelles psychogéographies* (pp. 978-988). Mimésis.
- Reynard, R., & Vialette, P. (2015). Trente de mutations fonctionnelles de l'emploi dans les territoires. *Insee Première*, n°1538, 1-4.
- Reynier. (1921). Les industries de la soie en Vivarais. *Revue de géographie alpine*, tome 9, n°2, 173-227.
- Reynier, E. (1930). L'évolution industrielle en Vivarais depuis un demi-siècle. *Les études rhodaniennes* vol. 6, n°3, 326-331.
- Romer, P. (1990). Increasing returns and long-run Growth. *Journal of Political Economy*, Vol. 94, 1002-1037.
- Rosa, H. (2012). *Aliénation et accélération. Vers une théorie critique de la modernité tardive*. Paris: La Découverte.
- Rousseau, M. (2008). La ville comme machine à mobilité », *Métropoles* [En ligne], 3 | 2008, mis en ligne le 12 septembre 2008, consulté le 04 juin 2021. *Métropoles* [En ligne], n°3, URL : <http://journals.openedition.org/metropoles/2562>.

- Rozenblat, C. (2015). Approches multiplexes des systèmes de villes dans les réseaux d'entreprises multinationales. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, vol. , no. 3, 393-424.
- Rustenholz, A. (2015). *De la banlieue rouge au Grand Paris*. Paris: La fabrique.
- Rutherford, J. (2004). *A Tale of Two Global Cities: Comparing the Territorialities of Telecommunications Developments in Paris and London*. Farnham: Ashgate.
- Saillard, Y. (2002). Globalisation, localisation et spécialisation sectorielle. Que deviennent les régulations nationales ? Dans R. Boyer, & Y. Saillard, *Théorie de la régulation : l'état des savoirs* (pp. 283-292). Paris: La Découverte, Nouvelle édition augmentée.
- Salais, R. (1996). Préface. Dans B. Pecqueur, *Dynamiques territoriales et mutations économiques* (pp. 7-11). Paris: L'Harmattan.
- Samuel Balmand, G., Borey, L., Lefèvre, T., Martini, O. R., & Samyn, S. (2021). Les emplois contrôlés par des firmes étrangères se concentrent au Nord-Est et dans les métropoles. *Insee Première*, n° 1877, <https://www.insee.fr/fr/statistiques/5544334>.
- Sassen, S. (1991). *The Global City*. Princetown: Princetown University Press.
- Sassen, S. (2004). Introduire le concept de ville globale. *Raisons politiques*, vol. no 15, no. 3, 9-23.
- Schaefer, F.-K. (1953). Exceptionalism in geography. A methodological examination. *Annals of the Association of American Geographers*, 43 (3), 226-249.
- Scott, A. (1988). *Metropolis. From the Division of Labour to Urban Form*. Los Angeles: University of California Press.
- Scott, A. (2014). Villes et régions du capitalisme cognitif et culturel. *L'espace géographique*, n°43, 215-226.
- Scott, A. J. (2010). Creative cities : the role of culture. *Revue d'économie politique*, n°120, 181-204.
- Scott, A. J., & Storper, M. (2006). Régions, mondialisation et développement. *Géographie, économie et sociétés*, vol. 8, no. 2, 2006, pp. 169-192. , 169-192.
- Serfati, C. (2008). Financial dimensions of transnational corporations, global value chain and technological innovation. *Journal of Innovation Economics & Management*, n°2, 35-61.
- Serfati, C. (2018). Les théories marxistes de l'impérialisme. *Période*, <http://revueperiode.net/guide-de-lecture-les-theories-marxistes-de-limperalisme/>.
- Serfati, C. (2022). L'impérialisme aujourd'hui et le nouveau cycle de militarisation. *Contretemps*, <https://www.contretemps.eu/imperialisme-guerre-russie-ukraine-mondialisme-armee-serfati/>.
- Sève, L. (2015). Le rejet de la dialectique. *La Pensée*, vol. 382, no. 2, 21-29.
- Shearmur, R. (2012). Are cities the font of innovation? A critical review of the literature on cities and innovation . *Cities*, vol. 29, supplément 2, 9-18.
- Shearmur, R. (2016). La dissolution du territoire : la métropole comme extracteur économique efficace. *Working paper* - <https://crdt.ca/wp-content/uploads/2021/08/Ladissolutiondelamtropole.pdf>, 1-18.
- Shearmur, R., & Doloreux, D. (2015). KIBS use and user Innovation: High-Order Services, Geographic Hierarchies, and Internet use in Quebec's Manufacturing Sector. *Regional Studies*, 49.10, 1654-1671.

- Sheringham, M. (2013). Chapitre 3. Henri Lefebvre : aliénation et appropriation dans la vie quotidienne . Dans M. Sheringham, *Traversées du quotidien: Des surréalistes aux postmodernes* (pp. 133-176). Paris: Presses Universitaires de France.
- Simmel, G. (2013). *Les grandes villes et la vie de l'esprit*. Paris: Payot.
- Smith, N. (2001). New Geography, old ontology. *Radical Philosophy*, n°106, pp. 21-30 <https://www.radicalphilosophy.com/article/new-geographies-old-ontologies#fnref4>.
- Soja, E. (1989). *Postmodern Geography : toward a reassertion of space in social sciences*. New York/Londres: Verso.
- Srnicek, N. (2018). *Le capitalisme de plateforme*. Lux Editeur: Montréal.
- Stockhammer, E. (2006). Shareholder value orientation and the investment-profit puzzle. *Journal of Post Keynesian Economics*, vol.28 n°2, <http://gesd.free.fr/stockpuz.pdf>.
- Storper M., & C. (2010). Contexte et localisation, vers une autre grande transformation ? Dans T. Paris, & P. Veltz, *L'économie de la connaissance et ses territoires, colloque de Cerisy* (pp. 125-154). Paris: Hermann Éditeurs.
- Sunley, P. (2008). Relational Economic Geography : a partial understanding or a new paradigm ? *Economic Geography*, n°84, 1-26.
- Taylor, P. (2004). *World City Network: a Global Urban Analysis*. New York: Routledge.
- Thompson, E. P. (2004). *Temps, discipline du travail et capitalisme industriel*. Paris: La Fabrique.
- Tombazos, S. (2020). *Crise mondiale et reproduction du capital*. Paris: Syllepses/Page Deux.
- Tomlinson, G. (2019). Marx, Time, History. A review of Time in Marx by Stavros Tombazos, Time Capitalism and Aliénation by Jonathan Martineau and Marx after Marx by Harry Harootunian. . *Historical Matérialism*, pp. <http://www.historicalmaterialism.org/book-review/marx-time-history>.
- Topalov, C. (1977). Surprofits et rentes foncières dans la ville capitaliste. *International Journal of Urban and Regional Research*, 425-446.
- Tordjam, H. (2021). *La croissance verte contre la nature*. . Paris: La découverte.
- Torre, A., & Rallet, A. (2005). Proximity and localization. *Regional Studies*, vol.39, n°1, 47-59.
- Torre, A., & Talbot, D. (2018). Proximités : retour sur 25 années d'analyse. *Revue d'Économie Régionale & Urbaine*, vol. , no. 5-6, 917-936.
- Tosel, A. (2009). Henri Lefebvre ou le philosophe vigilant (1936-1946) : Autour de la conscience mystifiée. Dans O. Bloch, *Philosopher en France sous l'Occupation* (pp. 179-206). Paris: Éditions de la Sorbonne.
- Tosel, A. (2014a, mars 22). Henri Lefebvre et l'introduction du concept d'aliénation [conférence]. *Intitulé du colloque non renseigné, disponible en ligne : <https://vimeo.com/90199102>*. Paris: Sorbonne.
- Tosel, A. (2014b). Henri Lefebvre face à Gramsci ? [conférence]. *Intitulé du colloque non renseigné, disponible en ligne : <https://vimeo.com/63830756>*. Paris: Sorbonne.
- Trebitsch, M. (1997). Henri Lefebvre et la critique radicale. *Les années 68 : événements, cultures politiques et modes de vie, séance du 17 mars 1997* (pp. 1-21). Paris: <https://sirice.eu/lettres-d-information-les-annees-68-evenements-cultures-politiques-et-modes-de-vie>.

- Tremblay, D.-G., & Tremblay, R. (2006). *La compétitivité urbaine à l'ère de la nouvelle économie, enjeux et défis*. Québec: Presses universitaires du Québec.
- Trenkle, N. (2014). *Qu'est ce que la valeur et qu'en est il de sa crise*. Récupéré sur Palim-psao.fr: <http://www.palim-psao.fr/article-qu-est-ce-que-la-valeur-qu-en-est-il-de-sa-crise-52145983.html>
- Tronti, M. (2016). *Ouvriers et capital*. Genève-Paris: Entremonde.
- Ughetto, P. (2018). *Les nouvelles sociologies du travail. Introduction à la sociologie de l'activité*. Louvain-la-Neuve: De Boeck.
- Van Beuningen, C. (1979). Le marxisme et l'espace chez Paul Claval. *Espace géographique*, tome 8, n°4, 263-271.
- Van Hamme, G. «.-5. (2014). Régionalisme, intégration régionale et mondialisation : quelques éclairages sur un triangle complexe. Dans A. Gania, *La régionalisation du monde. Construction territoriale et articulation global/local : quelques éclairages sur un triangle complexe* (pp. 45-57). Paris: Karthala.
- Van Widen, W., Van Den Berg, L., & Pol, P. (2007). Europeans Cities in the Knowledge Economy : Towards a Typology. *Urban Studies*, n°44, 5252-549.
- Vandaele, K. (2010). Les statistiques de grève et leur exploitation . *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2079, no. 34, 5-42.
- Vandermotten, C. (2016). La localisation du commandement de l'économie dominante. *Belgeo [Online]*, 1 | 2016, Online erschienen am: 20 Februar 2017, abgerufen am 23 April 2022. URL: <http://journals.openedition.org/belgeo/18654>; DOI: <https://doi.org/10.4000/belgeo.18654>.
- Veltz, P. (1993). D'une géographie des coûts à une géographie de l'organisation : quelques thèses sur l'évolution des rapports entreprises/territoires. *Revue Economique*, vol.44, n°4, 671-685.
- Veltz, P. (1994). Les ressorts de la métropolisation. *Le Débat*, n°80, 176-179.
- Veltz, P. (1996). *Mondialisation, villes et territoires : l'économie d'archipel*. Paris: Presses Universitaires de France.
- Veltz, P. (1999). Métropolisation et formes économiques émergentes. Dans E. Heurgon, *Les métiers de la ville (colloque du Ceresy)* (p. http://www.veltz.fr/pierre_veltz/articles/pierre_veltz_article_metropolisation_formes_emergentes.html). Paris: éditions de l'Aube.
- Veltz, P. (2010). Quel avenir pour les métropoles ? *Constructif*, n°23, en ligne.
- Veltz, P. (2012a). *Des lieux et des liens. Essai sur les politiques du territoire à l'heure de la mondialisation*. Paris: Editions de l'Aube.
- Veltz, P. (2012b). *Paris, France, Monde. Repenser l'économie par les territoires*. Paris: Editions de l'Aube.
- Veltz, P. (2017). *La société hyperindustrielle. Le nouveau capitalisme productif*. Paris: Editions du Seuil.
- Vercellone, C. (2003). *Sommes nous sortis du capitalisme industriel ?* Paris: La Dispute.
- Vercellone, C. (2007). La nouvelle articulation salaire, profit, rente dans le capitalisme cognitif. *Journal of Economic and Social Systems*, n°20, 45-64.

- Vercellone, C. (2008). Finance, rente et travail dans le capitalisme cognitif. *Multitudes*, vol. 32, no. 1, 27-38.
- Vercellone, C. (2015). Connaissances et rapport capital-travail dans la crise du capitalisme. *Les Possibles*, ATTAC, n°7, 1-5.
- Veschambres, V. (2006). Penser l'espace comme dimension de la société. Pour une géographie sociale de plein-pied avec les sciences sociales. Dans R. Séchet, & V. Veschambres, *Penser et faire la géographie sociale* (pp. 211-227). Rennes: Presses Universitaires de Rennes.
- Veschambres, V. (2007). Patrimoine : un objet révélateur des évolutions de la géographie et de sa place dans les sciences sociales. *Annales de Géographie*, n°656, 361-381.
- Vieillescazes, N. (2008). Spatialiser le marxisme, marxiser la géographie : le matérialisme historico-géographique de David Harvey. . Dans D. Harvey, *Géographie de la domination. Traduit de l'anglais et préfacé par Nicolas Vieillescazes*. (pp. 5-20). Paris: Les prairies ordinaires.
- Vindt, G. (2007). Télégraphe, téléphone et première mondialisation . *Alternatives Économiques*, 259, 78.
- Viriolio, P. (1990). *L'inertie polaire*. Paris: Christian Bourgeois.
- Vollaire, C. (2021). Les Gilets jaunes dans une pensée de l'écologie. *Écologie & politique*, vol. 62, no. 1, 111-126.
- Volvey, A., Stock, M., & Calbérac, Y. (2021). Spatial Turn, tournant spatial, tournant géographique. *Working paper*, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03269483/document>.
- Vuaridel, R. (1959). Le rôle du temps et de l'espace dans le comportement économique. *Revue économique*, volume 10, n°6, 809-837.
- Wacquant, L. (2006). *Parias urbains. Ghetto, banlieues, État*. Paris: La Découverte.
- Weber, M. (1905). *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*. Université du Québec à Chicoutimi [2002]: http://classiques.uqac.ca/classiques/Weber/ethique_protestante/Ethique_protestante.pdf.
- Weinstein, O. (2010). *Pouvoir, finance et connaissance. Les transformations de l'entreprise capitaliste entre XXe et XXIe siècle*. Paris: La découverte.
- Wolkowitsch, M. (2004). Chapitre X - L'évolution à l'ère de la concurrence automobile. *Revue d'histoire des chemins de fer*, 30, 338-359.
- Yeung, H. (2005). Rethinking relational economic geography. *Transactions of the Institute of British Geographers*, vol. 30, n°1 , 37-51.
- Zanetti, T. (2016). La domination spatiale et temporelle du capital : un siècle de gouvernement de l'espace et du temps à Clermont-Ferrand. *L'Espace Politique [En ligne]*, 30 | 2016-03, mis en ligne le 07 décembre 2016, consulté le 12 octobre 2021.
- Zarifian, P. (1995). *Le travail et l'événement*. Paris: L'Harmatta.
- Zarifian, P. (2003). Le temps du travail. Le temps-devenir face au temps spatialisé. Dans F. Godard, & F. Ascher, *Modernité : la nouvelle carte du temps* (pp. 299-318). Paris: Editions de l'Aube / DATAR.
- Zarifian, P. (2009). Modèles de productivité et travail dans l'économie de la communication : analyse de cas. Dans P. Zarifian, *Le travail et la compétence : entre puissance et contrôle* (pp. 7-29). Paris: Presses Universitaires de France.

TABLE DES ENCADRES

Encadré 1. La rivière. Une autre métaphore des relations dialectiques unissant l'énergie, l'espace et le temps.	114
Encadré 2. Accroissement des vitesses de circulation et recompositions géographiques de la production capitaliste dans le livre II du <i>Capital</i> de Karl Marx.	129
Encadré 3. La dialectique « mouvement et fixité » pendant la crise sanitaire liée à la Covid-19.	141
Encadré 4. Prolonger Gramsci avec Lefebvre.	152
Encadré 5. L'apport de Friedrich Engels à l'analyse critique des paysages économiques et sociaux.	217
Encadré 6. Espace de l'aliénation, espace de l'émancipation : quelques ajouts sur la conception dialectique de la production capitaliste de l'espace.	219
Encadré 7. Le rôle de la violence physique dans la production capitaliste de l'espace.	221
Encadré 8. Le rôle des alliances de classes dans la production capitaliste de l'espace.	222
Encadré 9. L'imbrication des échelles de la production capitaliste de l'espace.	223
Encadré 10. Délocalisation de la production et développement des forces productives.	262
Encadré 11. Aux origines de notre représentation dialectique de la métropolisation : quelques références clés.	353
Encadré 12. Les emplois de la fonction d'intermédiation dans les métropoles : au-delà des cadres des fonctions métropolitaines.	381
Encadré 13. Métropolisation et accroissement de la flexibilité du capital. Des conditions spatiales aux conditions affectives.	396
Encadré 14. Véhicules et expressions matérielles de la mise en forme connexionnelle des liens humains.	406
Encadré 15. Autonomie des territoires et autonomisation du capital.	423
Encadré 16. Retour sur la conception régulationniste de l'histoire.	445
Encadré 17. Pour préciser et enrichir l'analyse des gains de temps liés aux formes contemporaines de marchandisation du travail reproductif : l'intérêt d'une approche plus sociologique et historique. ...	526
Encadré 18. Le capital et le temps des catastrophes.	536
Encadré 19. La production de la ville à la carte numérique et l'avènement de l'homo-oeconomicus-cyborg.	543
Encadré 20. Correction.	550
Encadré 21. Le thème de « l'innovation ouverte » : un objet d'analyse transversal (1).	566
Encadré 22. Le thème de « l'évolution des politiques de développement territorial » : un objet d'analyse transversal (2).	568
Encadré 23. Les dessous relationnels de la métropole connexionnelle : plus et mieux qu'un terrain de chasse.	595
Encadré 24. De la ville-monopole à la métropole.	626
Encadré 25. L'imperméabilité métropolitaine.	638
Encadré 26. Ajouts sur le mouvement des gilets-jaunes et la notion de « moment relationnel ».	687

TABLE DES FIGURES.

Figure 1. Formalisation des relations entre espace abstrait et temps abstrait dans le mode de production capitaliste (version 1/3).	105
Figure 2. Formalisation des relations entre espace abstrait et temps abstrait dans le mode de production capitaliste (version 2/3).	122
Figure 3. La totalisation du capital et son processus d'abstraction spatio-temporelle (version 3/3). ..	199
Figure 4. La montée en puissance des FTN au cours des dernières décennies. (Tiré de Carroué, 2019).	359
Figure 5. Liens de contrôle et de subsidiarité des entreprises multinationales entre les villes du monde (tirée de Bellwald et Rozenblat, 2014).	364
Figure 6. Les principales métropoles mondiales dans le réseau hyperscalaire des liens de contrôle et de propriété des firmes trans-nationales (tirée de Bellwald & Rozenblat, 2014).	365
Figure 7. Taux de croissance annuel moyen de l'emploi en France entre 1975 et 2012 (tiré de Antounez, Garnier et Haran, 2016).	374
Figure 8. La concentration spatiale des cadres des fonctions métropolitaines.	378
Figure 9. Fonctions matérielles et fonctions sociales de la métropole connexionnelle dans le capitalisme contemporain.	386
Figure 10. La mise en forme connexionnelle des liens humains comme production matérielle de la puissance sociale productive qui assure le prolongement contemporain du processus d'autonomisation du capital dans le cadre du régime métropolitain de production de l'espace et du temps.	405
Figure 11. Production capitaliste de l'espace et du temps, production capitaliste du désir et luttes de classes.	499
Figure 12. Raisons, résultats, forme et contenu de la production de la ville événementielle.	505
Figure 13. Le contenu du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.	617
Figure 14. L'aliénation des hommes et des femmes comme condition du processus d'autonomisation du capital.	652
Figure 15. Le processus de réduction de la relation à la connexion et la reproduction métropolitaine des rapports de production capitalistes.	653

TABLE DES TABLEAUX.

Tableau 1. Les impasses de l'ontologie cartésienne en matière d'intégration de l'espace dans l'analyse historique du capitalisme.....	69
Tableau 2. Tableau récapitulatif des caractéristiques des deux figures de la métropole capitaliste qui se dégagent de la méta-analyse de la littérature académique.....	348
Tableau 3. Tableau récapitulatif des éléments de caractérisation théorique du régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.....	444

Pour une analyse lefebvrienne de la (re)production spatiale et temporelle du capitalisme : essai sur le régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps.

Résumé - Nous proposons dans cette thèse de reconstruire les jalons d'une démarche de périodisation et d'historicisation du capitalisme et de contribuer à la connaissance de ses mutations contemporaines. Pour cela, nous dégageons de la pensée d'Henri Lefebvre les fondements conceptuels, théoriques et méthodologiques d'une démarche consistant à analyser la reproduction des rapports de production capitalistes à l'aune des caractéristiques assumées par la production capitaliste de l'espace et du temps. Puis, nous éprouvons cette démarche en analysant dans quelles mesures les transformations spatiales et temporelles de la pratique sociale qui se manifestent dans le cadre du processus de métropolisation témoignent d'un renouvellement de la forme et du contenu du processus d'abstraction au travers duquel s'effectue la reproduction des rapports de production capitalistes. Plus précisément, nous avançons qu'au sein du « régime métropolitain de production capitaliste de l'espace et du temps », le processus d'abstraction capitaliste s'empare de la vie quotidienne et se prolonge sous la forme d'un processus de « réduction de la relation à la connexion », dans lequel les propriétés matérielles des liens humains tendent à être alignées sur les déterminations abstraites qui définissent le mouvement autoréférentiel de la valorisation du capital. Nous montrons alors en quoi ce processus assure la prorogation des rapports de production capitalistes et analysons sous quelles formes s'y métamorphosent les contradictions constitutives de ces derniers.

Mots clefs : Henri Lefebvre, capitalisme, espace, temps, vie quotidienne, métropolisation, reproduction, contradictions.

For a lefebvrian analysis of the spatial and temporal (re)production of capitalism: an essay on the metropolitan regime of capitalist production of space and time.

Summary - In this thesis, we offer to reconstruct the milestones of an approach of periodization and historicization of capitalism and to contribute to the knowledge of its contemporary mutations. To that end, we draw from the thought of Henri Lefebvre the conceptual, theoretical and methodological foundations of an approach which consists in analyzing the reproduction of capitalist relations of production in the light of the characteristics assumed by the capitalist production of space and time. We then test this approach by analyzing to which extent the spatial and temporal transformations of the social practice that manifest themselves within the framework of the process of metropolisation attest a renewal of the form and content of the process of abstraction through which the reproduction of capitalist relations of production is carried out. More precisely, we argue that within the "metropolitan regime of capitalist production of space and time", the process of capitalist abstraction takes hold of daily life and is prolonged in the form of a process of "reduction of relation to connection", in which the material properties of human links tend to be aligned with the abstract determinations that define the self-referential movement of capital valuation. We then show how this process ensures the perpetuation of the capitalist relations of production and we analyze the forms under which the constituent contradictions of these relations do metamorphose themselves.

Keywords : Henri Lefebvre, capitalism, space, time, daily life, metropolisation, reproduction, contradictions.

UNIVERSITE SORBONNE-NOUVELLE

ED 625 – MAGIIE (Mondes Anglophones, Germanophones, Indiens, Iraniens et Études Européennes)

EA 2291 – ICEE (Intégration et Coopération dans l'Espace Européen)